



REVUE

DES

DEUX MONDES.

REVUE

IMPRIMERIE DE LA SOCIÉTÉ TYPOGRAPHIQUE BELGE,
AD. WAHLEN ET C^{ie}.

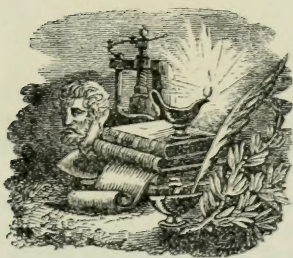
DEL X. HOLLAND.

REVUE
DES
DEUX MONDES,

AUGMENTÉE

D'ARTICLES CHOISIS DANS LES MEILLEURS RECUEILS ET REVUES
PÉRIODIQUES.

TOME TROISIÈME. — 1846.



Bruxelles,
AU BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES,
RUE FOSSÉS-AUX-LOUPS, n° 74.

1846

Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

LA

PHILOSOPHIE POSITIVE.

I. — *COURS DE PHILOSOPHIE POSITIVE*,
par M. AUGUSTE COMTE.¹

II. — *DE LA PHILOSOPHIE POSITIVE*,
par M. E. LITTRÉ.²

La réaction religieuse porte ses fruits ; elle ramène sur la scène philosophique le matérialisme vaincu ; elle suscite au scepticisme du XVIII^e siècle de nouveaux interprètes ; elle rend à l'athéisme décrié du *Système de la Nature* quelque attrait et quelque prestige.

Inévitable effet de la crise que nous traversons et où s'unissent en un déplorable assemblage le fanatisme de quelques-uns et l'hypocrisie ou la faiblesse de tant d'autres ! Faut-il être surpris que beaucoup de fortes âmes, profondément contristées ou violemment froissées par tout ce qui se fait et par tout ce qui se prépare, se précipitent aux dernières extrémités et opposent à l'insolence d'une réaction qui se croit sûre du triomphe la menace ou le défi d'une radicale négation ?

Nous comprenons, mais en même temps nous déplorons l'état de ces âmes. Elles oublient que si les religions positives ont trop souvent donné des chaînes à la pensée, et au despotisme des instruments, elles expriment à leur manière dans leur progressive évolution le plus légitime besoin et le droit le plus sacré de la

(1) 6 volumes in-8°, 1850 à 1842.

(2) 1 vol. in-8°, chez Ladrangé, 1843.

raison humaine, le besoin et le droit de franchir les bornes du monde visible pour se recueillir au sein de l'Éternel, et pour entretenir dans ce divin commerce les sentiments qui donnent à la vie humaine sa valeur et sa dignité, l'amour du bien et du beau, l'amour de nos semblables, la foi dans l'invisible et dans l'idéal, et cette sainte espérance qui fait briller parmi les ténèbres du tombeau les lueurs vivifiantes d'un avenir immortel.

Proclamer chimériques ces hautes aspirations de la pensée, ces sublimes sentiments du cœur, enfermer l'homme dans l'étroit horizon du monde visible, c'est bien mal connaître et les besoins les plus profonds de notre nature, et la puissance de la raison, et le prix de l'humanité; c'est en outre diminuer le rôle de la philosophie dans les destinées du monde, et porter atteinte aux droits de la pensée libre en trahissant ceux de la vérité. Comment accorder en effet une bien haute estime à cette raison qui n'a rien à nous apprendre de ce qu'il nous est si nécessaire de connaître? comment ne pas prendre en mépris une philosophie qui reste au-dessous de nos plus irrésistibles élans, et qui, loin de soutenir et d'étendre l'essor de notre âme, l'abaisse au contraire et l'appesantit? comment ne pas chercher hors de la raison une lumière pour éclairer nos ténèbres, un aliment pour rassasier nos immenses désirs?

Tel est le danger que le matérialisme, à l'insu et contre l'intention de ses promoteurs, fait courir à la philosophie. La réaction qui entraîne aujourd'hui tant d'esprits n'est pas née d'hier; elle a commencé, elle a été puissante du jour où la philosophie a cessé de cultiver les nobles instincts qui sommeillent dans les moments de crise, mais qui se réveillent bientôt, parce qu'ils ont au plus profond du cœur humain d'indestructibles racines. C'est ce qu'avaient pressenti, au XVIII^e siècle, ces grands esprits qui en ont été la force et l'honneur; je parle de Montesquieu et de Voltaire, de Turgot et de Rousseau. En voyant se déchaîner sous leurs yeux le torrent des idées matérialistes, ils comprirent la nécessité de le contenir. Qui a rendu au sentiment religieux un plus sincère et plus libre hommage que l'auteur de *l'Esprit des Lois*? Qui avec une ardeur plus intrépide que l'éloquent auteur de *Émile* osa rompre en visière au scepticisme et au matérialisme triomphants? Voltaire lui-même, celui de ces hommes d'élite qui a donné le plus de gages à la philosophie des sens, ne s'est-il pas toujours incliné devant l'idée sainte d'une intelligence infinie? N'a-t-il pas compromis cette popularité qui lui était si chère pour accabler de son incomparable bon sens et de ses mortelles railleries l'athéisme de d'Holbach et de La Mettrie? Mais une force invincible entraînait tout. Voltaire et Montesquieu passèrent bientôt pour des esprits timides, qui n'avaient secoué qu'à demi le joug des antiques préjugés, et l'on vint dire aux hommes que croire en Dieu et en l'âme immortelle, c'était une puérilité et une faiblesse.

Il faut dater de ce moment cette réaction énergique qui, d'abord contenue en de certaines limites, s'est peu à peu animée par ses progrès, et qui aujourd'hui se fait sentir à toute l'Europe, occupe les hommes d'état, et alarme tous les esprits prévoyants. Pour nous, il nous semble qu'il y a un grand enseignement à tirer de ce spectacle, qui nous attriste sans nous ébranler : c'est que le vrai rempart de la liberté de la pensée, ce n'est pas une philosophie étroite qui nie des besoins qu'elle ne peut satisfaire, des idées et des sentiments qu'elle est incapable d'expliquer; c'est une philosophie plus pure et plus haute, ample comme l'esprit de l'homme, profonde comme son cœur, qui recueille toute idée vraie, alimente tout

noble désir, explique toute croyance sainte, et ne laisse à ses adversaires que leurs violences et leurs folies.

Voilà la barrière qu'il faut opposer aux entreprises d'un parti que nos fautes seules pourraient rendre invincible. Une expérience récente doit ici nous servir de règle. A une époque dont le souvenir est sans doute importun à certaines consciences, on vit se déployer ces mêmes espérances et ces mêmes desseins qui renaissent aujourd'hui avec un redoublement d'ardeur. Pour les combattre, de fermes esprits élevèrent le drapeau d'une philosophie généreuse, qui puisait sa force dans sa pureté, et qui a dû son triomphe à sa haute modération. Ce glorieux drapeau, un instant abattu et humilié, les hommes de la génération nouvelle doivent le ressaisir et le défendre.

I.

Le matérialisme ne s'est pas éteint en France avec le xviii^e siècle. Vaincu sur le terrain de la métaphysique, il a trouvé un asile dans les sciences. Depuis ces cinquante dernières années, il n'a jamais manqué d'interprètes célèbres, d'habiles et zélés défenseurs. Cabanis mort, Gall donne à sa doctrine une forme nouvelle et une sorte de popularité. Au moment où la cause de la phrénologie paraît désespérée, Broussais entreprend de la ranimer. MM. Comte et Littré s'honorent d'être les héritiers de Broussais, de Gall, de Cabanis, et par eux de cette philosophie du xviii^e siècle qui a fait de si grandes choses. Apportent-ils à la pensée contemporaine un principe nouveau? Oui, à ce qu'ils croient, et cette idée nouvelle, c'est l'organisation des sciences.

L'ambition de la philosophie positive est grande : elle n'aspire à rien moins qu'à organiser d'une manière complète et définitive le travail de l'esprit humain. Circonscrire le domaine de la pensée en ses limites naturelles, tracer les grandes routes où elle est appelée à se mouvoir et les méthodes générales qui doivent régler sa marche, fixer le but que sa nature lui impose d'atteindre et au-dessus duquel elle lui défend de s'aventurer, tel est le vaste dessein que la philosophie positive entreprend d'exécuter. Elle veut donner tout ensemble au xix^e siècle son *e Augmentis* et son *Novum Organum*.

Quel est le principe de cette tentative d'organisation? Il est très-simple : c'est que l'esprit humain, dans son vol le plus hardi comme dans ses démarches les plus humbles, ne doit et ne peut se proposer d'autre objet que des faits visibles et palpables, d'autre fin que la découverte de leurs lois.

L'organisation des sciences peut rencontrer deux obstacles : ou bien l'esprit humain, sortant de son domaine naturel, s'égare à la poursuite d'objets inaccessibles, ou bien, restant dans son domaine, mais s'y gouvernant mal et ne sachant pas l'embrasser tout entier, il néglige, mutilé, nie des classes réelles de faits. Ces deux causes ont également concouru à retarder l'organisation des sciences. Longtemps l'esprit humain a méconnu sa véritable portée, ses vrais besoins et le secret de sa puissance. Il a traversé deux régimes intellectuels pendant lesquels ses forces se sont consumées dans l'explication de mystères impénétrables. Ces deux régimes sont le régime des religions et le régime des systèmes de métaphysique. La religion promet à l'homme de l'élever au-dessus de la nature pour l'introduire au

sein d'un monde nouveau dont elle lui dévoile les merveilles en attendant qu'elle lui en fasse goûter les félicités. Elle lui enseigne l'origine des choses, les desseins de la Divinité sur le monde et sur l'homme, les secrets de l'avenir. La métaphysique n'est pas moins fertile en hautes promesses. Armée de l'abstraction, elle s'élance au delà des faits, au delà de l'espace et du temps, et croit atteindre les premiers principes de l'existence. Le réel et le possible, le nécessaire et le contingent, l'enchaînement des causes, elle cherche, explore, pénètre tout. Naïve et généreuse audace que l'expérience vient désabuser ! Ni l'abstraction et sa puissance, ni l'imagination et ses prestiges ne peuvent contenter la raison de l'homme. Elle cherche un guide meilleur, un travail moins stérile : ce guide, c'est l'observation aidée du calcul ; ce travail, c'est l'exploration et la conquête de la nature. Nous atteignons l'avènement du régime positif, âge mûr de l'humanité.

Telles sont les trois phases du développement de la raison. Elle commence par le régime religieux, traverse le régime métaphysique, et, après cette double épreuve, aboutit au régime positif. La religion est la nourrice du genre humain ; elle exerce ses premiers pas, excite et encourage ses premiers élans ; mais, par l'effet même de ses soins assidus, elle devient inutile. L'enfant devenu adulte demande un lait plus fort ; aux songes dont on l'a bercé il oppose de nouveaux songes, plus suivis et mieux réglés, et qui ont surtout la vertu de dissiper entièrement les autres. Mais, si la philosophie est admirable contre les religions, elle ne peut, comme elles, rien construire de définitif. Quand elle a renversé les idées religieuses, son rôle est fini, et elle périt dans son triomphe.

La commune faiblesse du régime religieux et du régime métaphysique se laisse reconnaître aujourd'hui à des signes irrécusables. Aucun système de religion, aucun système de métaphysique ne parviennent à rallier les esprits ; le christianisme se dissout en vingt communions différentes ; la métaphysique se divise en cent écoles opposées. Un autre symptôme plus expressif encore de leur décadence, c'est l'égale impossibilité d'une nouvelle religion et d'une métaphysique nouvelle. Que pourrait-on trouver, en fait de religion, de plus propre à contenter et à charmer l'imagination que le catholicisme ? Et comment concevoir un tissu d'abstractions plus uni, plus simple et plus fort que le panthéisme de Spinoza ou celui de Hegel ? Dans le catholicisme, le régime religieux a trouvé son point de perfection, comme, dans le panthéisme, le régime métaphysique a atteint le sien. Aussi voyez à l'œuvre ceux qui veulent maintenir ce double régime. Prophètes ridicules du passé, les catholiques nous proposent pour avenir les institutions et les idées du moyen âge ; de leur côté, les philosophes se jettent dans l'histoire et l'érudition, et prétendent bâtir sur les débris de systèmes pour jamais abattus l'édifice ruineux d'un éclectisme impraticable.

Inutiles efforts de deux régimes condamnés à périr par la force irrésistible des choses ! Depuis trois siècles, un esprit nouveau s'est répandu dans le monde. A travers mille obstacles, il s'étend de jour en jour et pénètre partout. Avec Kopernic et Keppler, il s'est emparé depuis longtemps de l'astronomie. Galilée, Descartes, Bacon, l'introduisirent dans la physique, et Boerhaave lui conquit le domaine des sciences physiologiques et médicales. A la fin du *xviii^e* siècle, il a créé la chimie par les mains de Lavoisier. De nos jours enfin, Bichat l'a définitivement établi dans la science de la vie. Cet esprit nouveau, c'est l'esprit de la philosophie positive. Au lieu de rechercher les essences des choses, il étudie les choses elles-mêmes ; à la place des jeux stériles de l'abstraction, il institue les recherches pré-

cises et fécondes du calcul. Il tient en bride l'imagination au lieu de lui donner carrière. Il pèse, calcule, observe. Son caractère éminent, c'est de démontrer tout ce qu'il affirme, de pouvoir trouver tout ce qu'il cherche, de savoir ignorer tout ce qu'il ne peut découvrir.

Toutes les sciences ont passé tour à tour par le régime religieux et par le régime métaphysique avant d'arriver au régime positif. En astronomie, l'imagination conçut d'abord des génies, des anges, chargés de conduire ces sphères immenses et de présider à leurs évolutions ; c'étaient, comme dit Platon, les chœurs de danse des dieux immortels. L'abstraction métaphysique vint détrôner ces divinités, mais qu'y substitua-t-elle ? des hypothèses, des nombres abstraits et mystérieux, des tourbillons mécaniques. La philosophie positive a soufflé sur la chimère des tourbillons, comme elle avait brisé les cieus solides de l'antique astronomie, et elle a substitué à ces conceptions imaginaires la loi de l'attraction universelle.

Vous retrouvez les mêmes révolutions dans l'histoire des sciences physiques et naturelles. On a d'abord attribué les phénomènes de la nature à des causes que l'imagination divinisait : le feu, c'était Vulcain, l'eau Neptune. Les philosophes sont venus ensuite proposer leurs atomes, leurs éléments ; aujourd'hui les atomes de Démocrite et les quatre éléments d'Empédocle ne sont guère moins décriés que les dieux de la mythologie. On ne voit plus dans la nature que des faits et des lois.

Le régime religieux et le régime métaphysique n'ont conservé leur crédit que dans deux seules sciences, celle de l'homme et celle de l'histoire. Pour les en chasser et donner ainsi à l'esprit positif l'universel empire, il faut avant tout qu'on déracine ce faux préjugé soigneusement répandu par les théologiens et les philosophes, qu'il existe deux ordres de faits parfaitement distincts, les faits qui tombent sous les sens et ceux qui n'apparaissent qu'à la conscience. Tous les faits sont essentiellement homogènes, non sans doute qu'entre un phénomène physique et un phénomène physiologique la science ne constate des différences, peut-être ineffaçables ; mais tout phénomène réel doit être observable, et, pour cela, il faut qu'il tombe sous les sens.

Il n'y a que deux manières d'observer le moral de l'homme : ou l'on saisit nos facultés intellectuelles dans leur action visible, dans leurs effets palpables, dans leurs diverses manifestations, ou l'on constate les instruments physiologiques qui servent à les produire. Toute autre observation est vaine. On croit observer l'homme : que fait-on ? On s'isole dans son moi, on s'exalte, et on prend ses rêveries pour des réalités et ses abstractions pour des êtres. La psychologie ne peut exister comme science qu'à condition de se rattacher à la physique, d'être une sorte de *physique cérébrale*. Il en est de même des phénomènes sociaux. Rien d'essentiel dans l'espèce qui ne soit dans l'individu. Si la physiologie a la physique pour base, la science de l'espèce humaine ou l'histoire a pour racine la physiologie et la physique. C'est une *physique sociale*.

Supposez ces deux lacunes remplies ; supposez que d'heureux génies parviennent à constituer solidement ces deux sciences nouvelles, la physique cérébrale et la physique sociale, et voyez l'admirable simplicité, la belle et puissante économie de la science humaine.

Devant l'intelligence un vaste et unique objet, des faits. Vous rencontrez d'abord les faits les plus simples, qui sont aussi les plus généraux : ce sont ceux

auxquels s'attachent les mathématiques. Aux yeux de l'algébriste, la nature n'est qu'un système de grandeurs ; c'est le plus haut degré où l'abstraction puisse monter. Depuis les premiers tâtonnements de la science mathématique au berceau jusqu'aux sublimes inventions des Descartes, des Leibnitz, des Lagrange, jusqu'aux merveilles du calcul infinitésimal et du calcul des variations, l'objet a toujours été le même : déterminer des grandeurs.

Quittez ces abstractions, faites un premier pas vers la nature, la grandeur se détermine ; vous rencontrez l'étendue et bientôt le mouvement. L'étendue, dans ses déterminations et ses lois universelles, voilà l'objet de la géométrie ; le mouvement, considéré d'une manière abstraite, voilà l'objet de la mécanique rationnelle.

Bien que l'étendue soit déjà plus déterminée que la grandeur pure, bien que le mouvement, s'ajoutant à ces idées, en accroisse la complexité, nous n'avons encore considéré que des faits très-simples, très-généraux, et pour ainsi dire abstraits. Au lieu de concevoir l'étendue et le mouvement d'une manière générale, suivez-vous à travers l'étendue des cieux les courbes qu'y décrivent les astres, vous passez de la géométrie pure et de la mécanique rationnelle à l'astronomie.

L'astronomie embrasse tous les mondes ; mais, si son objet est immense, elle ne l'atteint que de loin et ne le considère que par le dehors. Descendez sur terre, les objets ne se dérobent plus à l'observation ; vous pouvez les saisir et les soumettre à tous les procédés de l'expérience. C'est l'objet de la physique, moins vaste que l'astronomie, moins sévère dans ses méthodes, moins sûre dans ses calculs, mais plus riche et pénétrant plus avant dans l'intimité des choses.

La chimie va plus loin encore. Les phénomènes que le physicien envisage ne sont jamais assez profonds pour altérer la constitution des êtres. Lavoisier et Berthollet prétendent nous expliquer ces affinités mystérieuses, ces brusques transformations, ces décompositions soudaines qui donnent tant de variété à la face de l'univers.

Nous avons atteint les limites de l'observation au sein de la nature morte. Arrivée au premier degré de l'échelle des êtres vivants, la chimie s'arrête et cède la place à la physiologie. La science de la vie est la plus riche des sciences, et aussi la plus imparfaite. A mesure qu'elle s'élève, elle rencontre des faits plus compliqués. L'organisation s'enrichit, se perfectionne et se diversifie. A la nutrition et à la reproduction s'ajoute la sensation, à la sensation l'intelligence, à celle-ci la raison et la volonté. Sur la base de la physiologie végétale s'élève la physiologie animale ; sur toutes deux repose la physiologie de l'homme.

L'homme est sociable ; la société ne détruit pas sa nature, mais elle en modifie les lois. Par le seul fait de la vie commune se développent des phénomènes qu'aucune induction physiologique n'aurait pu faire pressentir. De là une science nouvelle, la physiologie sociale, qu'ébauchèrent Montesquieu et Condorcet, et que la philosophie positive est appelée à constituer.

Quelle lumineuse ordonnance ! Au sommet, les mathématiques, science éminente, la plus indépendante, la plus simple, la plus exacte de toutes. Elle observe les faits les plus élémentaires, qui sont en même temps les plus généraux. A la simplicité de ses objets elle doit son incomparable exactitude ; à leur généralité, son indépendance absolue et sa suprématie universelle ; toutes les sciences relèvent d'elle ; seule elle ne relève d'aucune. A l'extrémité opposée, la physiologie sociale, c'est-à-dire la science des formes supérieures de la vie la plus compliquée, la

moins exacte, la plus dépendante de toutes, et cependant la plus excellente. Sa complexité même, qui fait sa dépendance, fait aussi sa beauté, comme la beauté des mathématiques est dans leur simplicité. C'est que les mathématiques restent dans la région de l'abstraction; la physiologie atteint la vie, c'est-à-dire la réalité portée à son comble.

Entre ces deux sciences s'échelonnent toutes les autres, chacune s'appuyant sur celles qui précèdent et servant d'appui à celles qui suivent, croissant toujours en complexité et en dépendance, décroissant en exactitude et en généralité; moins simples, mais plus riches; moins exactes, et plus difficiles; moins parfaites, et non moins excellentes.

Cet ordre, si simple et si régulier, est aussi l'ordre du développement historique des sciences; les mathématiques et l'astronomie sont les plus anciennes et les plus avancées. Il y a plus de vingt siècles que Thalès démontrait les propriétés du triangle équilatéral, et Pythagore celles du carré de l'hypothénuse, tandis que la science de la vie date du siècle dernier.

Le cadre qu'on vient de tracer comprend toutes les sciences. On ne saurait rien concevoir de plus abstrait que le calcul ni de plus compliqué que la vie. Toutes les sciences particulières, géologie, botanique et minéralogie, logique, esthétique, morale, idéologie, droit naturel, politique, et à leur suite tous les arts, viennent se placer dans l'intervalle des grandes lignes qui divisent les objets de la pensée. Tout se classe, tout s'ordonne, et ce magnifique ensemble, si imposant et si divers, n'est au fond que l'application d'un même instrument, savoir : l'observation aidée du calcul, à des objets analogues, savoir : des faits, en vue des mêmes résultats, savoir : des lois.

Qui sait même si on n'atteindra pas un degré supérieur encore de simplicité et d'unité? Déjà la philosophie positive a supprimé la vaine distinction des faits physiques et des faits moraux. D'autres distinctions pourront être un jour, non pas effacées peut-être, mais affaiblies par les progrès de l'esprit humain. A mesure qu'une science se développe et s'assied, remarquez qu'elle devient plus facilement accessible aux mathématiques. Qui a donné à l'astronomie ses bases impérissables? qui a calculé les courbes régulières des astres et permis aux Halley et aux Clairaut de prédire le retour de certaines comètes avec une précision infaillible? Ce sont les mathématiques. Pourquoi Galilée et Descartes sont-ils les vrais fondateurs de la physique? C'est qu'au génie de l'observation ils ont su joindre celui du calcul. Qu'a fait Lavoisier? On peut le dire d'un seul mot : il a pesé, et la chimie a été créée. Que cherchent aujourd'hui beaucoup d'éminents chimistes? Le moyen d'introduire les rapports mathématiques dans les proportions si variables des éléments. Pourquoi enfin la physiologie est-elle si peu avancée? pourquoi son mouvement est-il irrégulier, ses résultats peu précis, ses inductions conjecturales? C'est que la vie dans son mouvement libre et divers, dans ses brusques variations, se dérober aux prises du calcul. Mais quoi! le calcul ne finira-t-il point par dompter la vie, par lui imposer ses lois? Le calcul a fait des conquêtes non moins extraordinaires : par la théorie des probabilités, il s'est pour ainsi dire asservi le hasard; par le calcul différentiel, il a atteint l'infini lui-même.

On arriverait ainsi à une homogénéité merveilleuse. Des faits palpables et en quelque sorte mesurables au compas, des lois démontrables par le calcul, tel serait le fonds commun de toutes les sciences. Mais alors est-il possible de repousser une espérance sublime? Les faits une fois soumis au calcul, n'arriverait-on pas

inévitablement à les ramener à une seule loi? La science, dès ce moment, serait parfaite et épuisée. Quel honneur pour l'homme et quelle source de puissance! La physique, dès qu'elle a pu employer le calcul, a centuplé les ressources de l'industrie; elle est devenue la souveraine de la nature. Cette puissance du calcul, transportez-la dans la science de la vie, de la vie organique, de la vie intellectuelle, de la vie sociale, et vous voyez naître une industrie nouvelle non moins féconde que celle qui gouverne le monde physique. la grande et sainte industrie qui s'applique à guérir les maux de l'homme, à assurer et à charmer son existence, à régler ses opérations intellectuelles, ses sentiments, ses mœurs, sa condition civile et politique. Quel avenir de bonheur, de paix et de gloire pour l'humanité!

Nous sommes loin de cet idéal; qu'il nous suffise de l'avoir entrevu. Pour en préparer la réalisation, il faut faire deux choses : porter les derniers coups au régime religieux et au régime métaphysique, et tourner toute l'énergie intellectuelle qui s'y consume stérilement vers l'organisation des deux sciences qui restent à créer, la science expérimentale de l'homme et celle du genre humain.

Tel est le programme de la philosophie positive. Après l'avoir exposé avec une fidélité qui ne sera pas démentie, c'est un devoir pour nous de rendre hommage au talent, à la science, à la sincérité de ses défenseurs. M. Auguste Comte est assurément un esprit pénétrant et vigoureux. Il est bien rare de réunir des connaissances si étendues dans toutes les sciences mathématiques, physiques et naturelles, et d'en exposer les méthodes et les grands résultats avec une si entière clarté. Père de la philosophie positive. M. Comte met à l'exposer et à la défendre un zèle, une constance, un enthousiasme, qui lui font le plus grand honneur. M. Littré se réduit en philosophie au rôle de disciple. Physiologiste distingué, habile linguiste, le savant interprète d'Hippocrate, avec tant de titres pour parler en son propre nom, semble prendre soin de s'effacer devant le chef de l'école. Certes, ce n'est pas un médiocre honneur pour M. Auguste Comte d'avoir conquis un tel esprit, d'avoir rencontré un si habile et si brillant interprète. Si la philosophie positive avait un penseur, il lui manquait un écrivain; elle l'a trouvé dans M. Littré (1).

II.

Commençons par rendre pleine justice à la classification des sciences proposée par le fondateur de l'école positive. Si M. Comte, bornant son horizon, eût entrepris simplement de classer les sciences de la nature, on n'aurait qu'à le féliciter d'avoir si heureusement réussi. L'ordre où il dispose les sciences, remarquable de simplicité, ne manque ni de lumière, ni de largeur; j'y goûte surtout un mérite trop rare en de pareils travaux, c'est que les rapports naturels des sciences y sont fidèlement conservés, et qu'on a su sacrifier à cet éminent avantage la régularité aisée et puérile d'une classification artificielle.

De sérieux esprits considèrent avec quelque dédain les travaux de classification.

(1) Voyez dans ce recueil même le bel article de M. Littré sur la physiologie (*Revue* du 15 avril 1846). La liberté que laisse la *Revue* à toutes les discussions élevées nous a permis de le combattre; elle ne nous interdit pas de l'admirer.

Ce mépris ou cette indifférence me semblent injustes, et l'histoire de l'esprit humain ne les justifie nullement. Il est digne de remarque en effet qu'à toutes les époques les plus florissantes de la philosophie, de grands travaux de classification se sont accomplis. Il me suffira d'en rappeler rapidement trois, celui d'Aristote, celui de saint Thomas et celui de Bacon.

Lorsque les sciences prirent naissance en Grèce, toutes étaient mêlées dans une unité confuse. Les Thalès et les Parménide écrivaient avec une naïveté admirable sur *l'Être* ou sur *la Nature des Choses*. C'étaient les titres de leurs poèmes : véritables poèmes en effet où l'imagination avait assurément plus de part que l'expérience. À mesure que les sciences étendirent leurs recherches et que les faits et les idées vinrent à s'y accumuler, elles tendirent à se séparer, bientôt même à s'isoler les unes des autres.

Il appartenait à Aristote d'arrêter cette dissolution ; il était digne de cette tête vaste et puissante d'entreprendre pour la première fois l'organisation des sciences, de les embrasser toutes sans jamais les confondre, de les diviser sans les désunir, surtout de n'en sacrifier aucune, et de comprendre à la fois la riche diversité et l'unité harmonieuse de l'esprit humain et des choses.

La classification d'Aristote doit compter parmi ses titres de gloire ; je n'en veux signaler ici qu'un seul trait, et M. Comte me comprendra. Aristote est avant tout un incomparable observateur de la nature ; c'est le génie même de l'expérience. Sans être très-profond en mathématiques, il avait su lire ces paroles sur la porte de l'école de Platon : *Nul n'entre ici qui n'est géomètre*. Mais ces grands esprits, en comprenant la valeur des mathématiques, savaient aussi qu'elles ne sont pas le dernier terme de l'esprit humain. L'auteur de *l'Histoire des Animaux* proclame, comme celui du *Timée*, la nécessité et la supériorité de la philosophie première. Les mathématiques sont au-dessus de la physique, science des choses mobiles, à cause de l'immobilité de leur objet ; mais au-dessus de la physique et des mathématiques Aristote place la philosophie première, science éminente, qui contemple, comme les mathématiques, l'immobile et l'éternel, et, comme la physique, l'être réel et vivant : non plus une immobilité abstraite ou une réalité variable, mais le principe à la fois le plus immuable et le plus réel, éternel et vivant, idéal de la nature et de l'esprit humain, unité suprême, en un mot Dieu.

Il semble qu'Aristote eût transmis quelque chose de son génie organisateur au maître de la philosophie du moyen âge, à saint Thomas. Pour l'ange de l'école, la science de Dieu ne pouvait être que la première de toutes et la plus importante ; mais qu'on n'aille pas croire que la *Somme* ne soit qu'un traité de théologie : c'est à la lettre un système complet des connaissances humaines, une sorte d'encyclopédie à l'usage du *xiii^e* siècle ; la physique y tient son rang, et avec elle une sorte de géologie grossière et naïve. La *Somme* est l'ouvrage d'un grand esprit organisant les sciences au sein d'un siècle barbare, sous l'inspiration d'un spiritualisme sublime.

La science de la nature, mal connue, mais non rejetée par saint Thomas, reprend ses droits légitimes au *xvi^e* et au *xvii^e* siècle. Bacon vient convier les hommes à l'exploration et à la conquête de l'univers physique, et à son tour il essaie d'organiser le travail de l'esprit humain. C'est ici qu'éclate la supériorité d'esprit du philosophe anglais. Bacon n'a pas seulement le goût de la physique, il en a l'enthousiasme, je dirai presque le fanatisme ; il s'appelle lui-même *le pontife des sens* ; la prise de possession de la nature par l'homme lui apparaît

comme une entreprise sainte, comme une sorte de rédemption nouvelle dont la science sera le Messie. Aussi le nom de Bacon a-t-il été surtout glorifié par les matérialistes du dernier siècle, et c'est ce qui l'a signalé à la colère et aux sarcasmes de Joseph de Maistre. Les nouveaux matérialistes l'invoquent à leur tour. Eh bien ! je ne demande pas mieux que d'aller souvent avec eux à l'école de ce grand maître. Quand il prélude au *Novum Organum* par cette magnifique revue des connaissances humaines qui remplit le *De Augmentis*, le voyez-vous sacrifier la métaphysique à la physique ? le voyez-vous confondre la science de l'homme et celle de la nature ? Non ; il sait résister à l'entraînement de son génie, à l'esprit de sa nation ; il trace d'une main ferme et avec cette vivacité ingénieuse qui caractérise son style les grandes lignes de l'esprit humain : « L'objet de la philosophie est triple : Dieu, la nature et l'homme. Les êtres, en effet, frappent notre intelligence d'un triple rayon. Un rayon direct nous montre la nature ; nous atteignons Dieu à travers l'inégal milieu des créatures par des rayons réfractés ; c'est par un rayon réfléchi que l'homme s'apparaît et se dévoile à lui-même. »

M. Comte nous apporte aujourd'hui, après Aristote et Bacon, une classification nouvelle. Certes, une telle entreprise a de la grandeur et ne manque pas d'opportunité. Tous les esprits qui aiment l'ordre dans les sciences et qui sentent la nécessité de les unir à la philosophie pour arrêter le mouvement de dissolution qui les isole et les décompose sont préoccupés de ce problème. Plusieurs ont essayé de le résoudre ; parmi les savants, je citerai l'illustre Ampère ; parmi les philosophes, Jouffroy, qu'une mort à jamais regrettable est venue arracher à ce travail et à tant d'autres espérances.

Si j'avais à comparer le travail de M. Comte à celui d'Ampère, je n'hésiterais pas à dire que le premier me semble de beaucoup préférable. L'œuvre d'Ampère manque essentiellement de simplicité : tout a été sacrifié à la recherche d'une symétrie parfaite, et sous ce rapport la classification de l'illustre physicien est, je l'avoue, un véritable tour de force ; mais cet avantage a été acheté trop cher pour qu'on y soit fort sensible, et l'œuvre entière, pleine d'esprit, manque de grandeur. La classification de M. Comte a d'autres défauts, mais du moins elle repose sur une donnée naturelle et solide ; en général, toutes les fois que M. Comte se renferme dans la sphère des sciences positives, il y excelle. Malheureusement il a une autre ambition ; il aspire hautement à une philosophie. Ce qui fait à ses yeux toute l'importance de son travail, c'est qu'il se rattache à un principe philosophique, et quel est ce principe ? En deux mots. c'est l'homogénéité absolue des sciences, obtenue par l'exclusion de la psychologie et de la métaphysique. Cette double prétention, qui répond à tant de vieux préjugés encore debout, à tant de prétentions vivaces autant que mal fondées, demande à être discutée d'une manière approfondie.

III.

La philosophie positive se pique d'une haute exactitude. Sévère pour toute hypothèse, elle prétend ne reconnaître d'autre autorité que celle de l'observation. Or, elle commence par une hypothèse énorme et par un démenti formel donné à l'expérience. Elle soutient en effet que tous les phénomènes de l'univers sont

essentiellement homogènes, c'est-à-dire qu'à travers mille différences réelles, ils sont tous également observables par les sens.

Voilà une classe entière et immense de faits rejetés ou altérés dès le début : savoir, les faits psychologiques. De quel droit, je le demande ? Soutient-on qu'il n'y a de faits possibles que ceux qui tombent sous les sens ? Qu'on le prouve. Serait-ce qu'au fond on est convaincu qu'il n'y a que des substances matérielles ? Mais c'est là un système de métaphysique, le plus grossier de tous, j'en conviens aisément, mais enfin c'est un système, et l'on a cependant la prétention d'être parfaitement désintéressé en fait de systèmes, de ne croire qu'aux faits. Ce désintéressement, on l'abandonne ; cette religion des faits, on la viole. On se débarrasse d'une classe de phénomènes qui paraît gênante, et on s'en débarrasse au nom d'un système.

Je sais ce que répondra la philosophie positive ; elle nous mettra au défi de prouver l'existence des faits psychologiques, elle s'armera contre nous de toutes les objections, de toutes les antipathies dont la psychologie et la méthode psychologique sont aujourd'hui l'objet.

En vérité, la psychologie a eu du malheur depuis ces quarante dernières années : elle a réuni contre elle les adversaires les plus divers. Que Gall, Broussais, et à leur suite ce nombreux troupeau de matérialistes intraitables qui se recrute au sein des sciences physiologiques et médicales, aient attaqué la psychologie, rien de plus simple ; mais qu'on ait vu les philosophes catholiques, un Bonald, un Lamennais, et leurs récents imitateurs, descendre dans la même arène et prodiguer les mêmes outrages à une science qui est l'unique base et le plus ferme rempart du spiritualisme, c'est un des plus étonnants scandales qu'aient donnés à notre temps les défenseurs de l'église. Triste effet de l'esprit de parti ! il associe les doctrines les plus contraires ; ici, par exemple, il donne pour auxiliaires à la philosophie catholique ces diverses écoles nées du saint-simonisme qui se rallient autour des noms de Fourier, de M. Pierre Leroux, de M. Buchez.

Que d'adversaires contre la psychologie ! Mais je m'aperçois que j'en oublie, et non pas des moins acharnés, je veux parler des philosophes allemands. Chose curieuse, ceux-ci nous accusent, non pas comme font MM Comte et Littré, de nous égarer dans l'abstraction, mais d'être trop timides, trop servilement attachés à l'expérience, trop positifs en un mot, et ils soutiennent qu'avec notre psychologie modeste et circonspecte, nous n'atteindrons jamais l'absolu. Nous avons déjà eu affaire à ces adversaires. Laissons-les pour le moment. Aussi bien ce sera toujours en France un titre d'honneur et une condition de force pour une école de philosophie que de s'appuyer sur des faits ; notre bon sens héréditaire nous arme d'avance contre le prestige de ces méthodes logiquement extravagantes, intrépidement chimériques, que des esprits impétueux essaient en vain d'acclimater dans notre pays. Revenons donc à de plus dangereux contradicteurs, et voyons ce que disent en France toutes ces écoles conjurées contre la psychologie.

La psychologie, à les entendre, est une science illusoire. Elle prétend au titre de science d'observation ; mais qu'observe-t-elle ? Est-ce l'homme, l'espèce humaine ? Non ; c'est le moi. Et qu'est-ce que le moi ? Un être isolé, sans lien avec la nature, qui se replie sur lui-même et se contemple solitairement. Ce moi sans organes est une pure abstraction. Il s'observe, dites-vous ; mais qu'a-t-il à observer ? Il ne fait rien, il ne produit rien. S'il agissait, il ne pourrait s'observer. Séparé du corps, de la société, de la vie réelle, renfermé en soi, sans passion,

sans idées, sans but pratique, il est condamné à l'inertie. Vous le placez sur une pointe aiguë au sein du vide; qu'y peut-il faire? Ou rêver, ou dormir; ou faire des systèmes, ou s'abîmer dans les muettes langueurs de l'extase.

Pour observer la vie, il faut vivre; pour vivre, il faut agir; pour agir, il faut un corps, une terre, une société. Votre moi qui vit sans agir, qui observe la vie et qui l'a perdue, est une contradiction. On voit trop bien que tout ceci n'est pas sérieux, que cette psychologie, tant célébrée comme science d'observation, n'est qu'un effort désespéré pour substituer à une métaphysique décriée de nouveaux systèmes parés d'un faux semblant d'exactitude, un ingénieux moyen de dérober aux sciences physiques leur prestige, et de spéculer à son aise sous la protection d'expériences imaginaires.

Voilà des objections qui paraissent sérieuses et puissantes; j'en conviens, et j'irai plus loin : je les trouve sans réplique, à une seule condition, c'est qu'elles s'adressent, non à un être d'imagination, à un monstre qu'on arrange tout exprès et qu'on appelle psychologie, mais à la psychologie réelle, telle qu'une école considérable s'honore depuis quarante ans de la pratiquer. Évidemment il y a ici un malentendu. La psychologie que nos adversaires attaquent, nous la repoussons comme eux; la psychologie que nous pratiquons, nos adversaires ne paraissent pas la connaître. Qui démêlera cet embrouillement?

En voici, je crois, le moyen, et je commencerai par un aveu sincère qui, faisant d'avance aux adversaires de la psychologie leur juste part, aura peut-être quelques chances de les désarmer, et en tout cas éclaircira et précisera le débat.

Il le faut avouer, les psychologues se sont laissé quelquefois entraîner à une double illusion : ils ont cru et ils ont dit que la psychologie était une science nouvelle; ils ont cru et ils ont dit que les faits de conscience étaient absolument séparés et indépendants des faits organiques. Pour comprendre ces deux erreurs de quelques psychologues, il faut remonter assez haut dans l'histoire; il faut se rendre compte de la situation de l'école écossaise au *xviii^e* siècle, car c'est de l'Écosse que ces deux erreurs nous sont arrivées.

Ce qui a suscité l'école écossaise, c'est le scepticisme de Hume. A ce pénétrant et ferme génie, à ce puissant douteur, il ne suffisait pas d'opposer l'autorité du sens commun; il fallait une méthode, une méthode régulière, précise, rigoureuse, inaccessible aux atteintes du scepticisme. Or, au *xviii^e* siècle, et sur la terre qui avait porté Bacon et Newton, quelle méthode était plus naturellement indiquée que celle à qui depuis un siècle et demi les sciences physiques et naturelles devaient leur prodigieux essor et leurs imposantes découvertes, je veux dire la méthode d'observation et d'induction. Les Écossais conçurent l'idée de transporter cette méthode avec toute son exactitude et toute sa rigueur dans le domaine des sciences morales, convaincus que ces *regulæ philosophandi*, qui avaient conduit la pensée de Newton à la découverte de la loi universelle de la matière, n'auraient pas une moindre vertu pour atteindre les lois les plus cachées de l'esprit. Les faits moraux, les faits de conscience ont beau être différents des faits physiques, ce sont des faits, et partant l'observation peut les atteindre, l'expérience s'y appliquer, l'induction en tirer les plus infaillibles conséquences. Epris de cette grande idée, les Écossais la crurent nouvelle. Ils pensèrent de la meilleure foi du monde que tout était à recommencer en philosophie, et qu'une nouvelle ère allait s'ouvrir pour elle, qui serait marquée par les plus étonnantes découvertes. Ce fut un premier tort, une première source d'illusions. Les Écossais firent une autre faute,

celle d'exagérer la séparation des deux classes de faits qu'ils avaient justement distingués, et aussi l'identité des méthodes qui conviennent à chacune d'elles.

Lorsqu'en 1813, du haut de cette chaire encore peu entourée, mais auprès de laquelle grandissait dans l'ombre toute une école philosophique, M. Royer Collard vint attaquer en face le condillacisme, déjà ébranlé, et qui cherchait à se sauver en se tempérant par l'ingénieuse théorie de Laromiguière, il pensa avec raison que rien ne pouvait être opposé avec plus d'avantage au sensualisme que cette forte et simple méthode écossaise, qui fonde sur l'observation la plus exacte le spiritualisme le plus pur. Comme Reid, M. Royer Collard crut que cette méthode était absolument nouvelle, qu'elle faisait table rase en philosophie, et allait produire les résultats les plus inattendus; comme Reid, il enseigna que les faits psychologiques, soumis à la même méthode que les faits physiques, composent un monde entièrement séparé et indépendant. Telles furent les idées que M. Royer Collard emprunta à Reid et à Dugald-Stewart, et qui trouvèrent un interprète d'une lucidité merveilleuse et d'une grâce persuasive dans M. Jouffroy. Un morceau, éminent par le style, la préface aux *Esquisses* de D. Stewart, fut pour la méthode psychologique une sorte de manifeste qui en rendit populaires et le nom et les principes. Par malheur, nulle part on n'a plus exagéré les idées écossaises, je veux dire la séparation de la psychologie et de la physiologie, l'identité des méthodes dans la différence des faits, et surtout cette fausse idée que toute la philosophie est à refaire; M. Jouffroy allait jusqu'à dire que la question de la spiritualité de l'âme était prématurée, scrupule excessif, dont des adversaires sans loyauté et sans pudeur ont cruellement abusé dans ces derniers temps, mais qui marque fortement le dernier terme où peut conduire l'exagération de la psychologie écossaise.

Convenons-en loyalement : si l'école écossaise a l'honneur d'avoir proclamé avec force la méthode psychologique, si elle en a fait un utile emploi contre le sensualisme de Locke et le scepticisme de Hume, elle s'est souvent trompée sur la nature et la portée de cette méthode. Elle a mal connu la vraie différence qui sépare les faits de conscience et les faits physiologiques, et, par une suite naturelle, elle a exagéré tout ensemble l'identité des méthodes et la séparation des faits. Enfin elle s'est trompée sur le passé et sur l'avenir de la méthode psychologique; elle a cru fausement que le passé l'avait ignorée; elle a conçu pour l'avenir des espérances exagérées.

Pendant que M. Royer Collard introduisait en France l'esprit écossais avec ses grandes parties et aussi avec ses erreurs et ses illusions, un philosophe français, qui n'a rien dû à aucune influence étrangère, génie peu étendu peut-être, mais d'une force et d'une sagacité admirables, Maine de Biran, retrouvait à la fois dans la tradition cartésienne et dans une réflexion profonde la vraie racine de la psychologie, et établissait sur des bases désormais immuables la distinction et l'union des sciences physiques et des sciences morales.

Sans être un érudit, Maine de Biran savait bien qu'il n'avait pas inventé la psychologie. Il se plaisait à protéger ses idées les plus originales de l'autorité de Leibnitz, et, remontant de Leibnitz à Descartes, il signalait dans le *cogito, ergo sum*, la source de la psychologie moderne. Nul doute que, si ses recherches historiques eussent été plus étendues, il n'eût aimé à ressaisir dans les *Dialogues* de Platon et jusque dans les *Entretiens* de Socrate les nobles origines de cette méthode que les grands philosophes de l'antiquité savaient aussi manier avec une finesse et une sagacité supérieures.

Maine de Biran considérait-il les faits de conscience comme absolument séparés et indépendants des phénomènes vitaux ? On eût fait sourire, en lui adressant cette question, l'auteur des *Considérations nouvelles sur les rapports du physique et du moral*. Qu'on songe qu'il avait passé sa vie à approfondir un seul fait de la science de l'homme, le fait de l'effort musculaire, et ce fait est justement le nœud où la vie psychologique et la vie organique, ailleurs divisées, viennent se toucher et s'unir. Pénétrer le mystère de cette union par une étude assidue et combinée des faits de conscience et de leurs conditions organiques, et de ce point lumineux faire rayonner la clarté dans toute l'économie de la double existence qui constitue l'homme, telle a été l'entreprise scientifique de Maine de Biran, tel est son titre durable aux yeux de l'histoire.

Elève de Maine de Biran, M. Cousin, qui s'est toujours appliqué, avec un zèle aussi honorable pour son caractère que pour son esprit, à mettre en lumière le nom, les écrits et les idées de son maître, se serait-il séparé de lui sur ce point capital ? En aucune façon. Sauf quelques passages de ses premiers écrits qui portent la trace de l'influence écossaise, M. Cousin, dans toute la suite de sa carrière, a constamment été fidèle à cette doctrine, que la méthode psychologique distingue le physique et le moral de l'homme sans les séparer, et qu'à ce titre elle est aussi ancienne que le spiritualisme et la philosophie. Enfin M. Jouffroy lui-même, que nous avons vu tout à l'heure, dans les premiers essais de sa jeunesse, se fourvoyer à la suite de Dugald-Stewart, revint, par le mouvement original de sa pensée et le progrès solitaire de ses méditations, à la pure doctrine de Maine de Biran. Il nous a laissé un durable témoignage de cette heureuse transformation dans le mémoire sur la *Distinction de la psychologie et de la physiologie*, écrit pour répondre à M. Broussais, et qui faisait bondir sur son siège de l'Académie des sciences morales ce vieil athlète du matérialisme médical. J'ose dire que Maine de Biran se serait reconnu dans le mémoire de Jouffroy, et qu'il eût envié à son habile disciple ce chef-d'œuvre de rigueur, de précision et de clarté.

Ce point délicat d'histoire une fois éclairci, j'aborde avec confiance les objections élevées contre la psychologie, et, si je ne me trompe, il devient aisé de les dissiper. On suppose en effet qu'il s'agit en psychologie d'une méthode nouvelle, extraordinaire, inouïe, laquelle consiste à cesser d'agir pour se replier sur soi-même et se contempler abstraitement dans le parfait oubli de la société et de la nature, et cela pour atteindre une sorte de fantôme ou d'entité abstraite, un moi, un esprit pur, un je ne sais quoi doué d'une entière indépendance, d'une liberté absolue, et chargé encore d'une foule d'attributs merveilleux. J'avoue qu'un tel moi est un fantôme, qu'un tel isolement est stérile et dangereux, qu'un tel spiritualisme est insensé, qu'une telle méthode enfin n'a aucune racine dans l'histoire, dans le sens commun, dans la nature des choses. J'abandonne les exagérations de la psychologie à ses adversaires ; mais je m'attache à son principe, et je le défends au nom de la saine philosophie, au nom de l'histoire entière de la pensée humaine.

La question entre nous et les matérialistes n'est plus de savoir si l'homme peut sentir, penser, vouloir sans organes, mais si c'est la même chose d'avoir conscience d'une pensée, d'un désir, d'une sensation, ou de reconnaître le lobe cérébral, le tissu nerveux ou musculaire qui sont ou peuvent être la condition organique de la sensation que j'éprouve, de la pensée que je forme, de l'acte volontaire que je désire exécuter. Poser cette question, c'est la résoudre. Il ne s'agit point ici d'un système, mais d'un fait.

J'ose dire qu'il n'y a qu'une dose peu commune d'entêtement systématique qui puisse fermer les yeux à un homme de bonne foi sur cette différence ; mais, pour ne pas répéter ici des arguments bien connus, je me bornerai à adresser aux adversaires de la psychologie une question décisive. La notion de cause ou de force est-elle une donnée propre et immédiate de la physique ou de la physiologie ? MM. Comte et Littré répondent que non, et ils ont mille fois raison. Ils partent de là pour interdire au physicien et au physiologiste la recherche des causes, et en général ils font hautement profession de croire que cette recherche est interdite à l'esprit humain ; c'est être logiciens, mais pas encore assez, car, si MM. Comte et Littré ont raison, non-seulement la physique, la physiologie et toutes les sciences de la nature doivent renoncer à saisir aucune cause, non-seulement l'esprit humain doit s'interdire toute spéculation de ce genre, mais l'idée même de cause n'existe pas. D'où viendrait-elle en effet, si les sens ne la donnent pas, si la science de la nature ne peut en rendre compte, et si d'un autre côté il n'y a rien au delà de la science de la nature et au delà des sens ? Je crois l'objection invincible. Hume l'avait compris ; voyant bien que les sens ne peuvent expliquer cette notion, il prit le parti audacieux de la nier. MM. Comte et Littré sont plus respectueux pour le sens commun ; mais, en vérité, je les trouve, dans cette rencontre, ou trop peu pénétrants, ou trop timides, eux d'ordinaire si intrépides en fait de négations. Quoi qu'il en soit, l'idée de cause existe dans les langues, dans le sens commun, dans l'esprit humain. Il la faut expliquer. C'est ici qu'apparaissent au grand jour la légitimité et la puissance de la méthode psychologique. Dans toute pensée, dans tout acte interne, elle constate l'existence d'un sujet fixe, permanent, qui s'aperçoit lui-même comme une force, comme une cause, non pas une cause abstraite, mais une cause active, vivante, féconde, en relation avec un système d'organes qui tantôt lui obéissent et tantôt lui sont rebelles, qui réagissent sur elle après avoir éprouvé son action, et la mettent en communication avec la nature, la société, la vie universelle. Ce sentiment de la force une et identique, du moi, c'est ce qui constitue essentiellement un phénomène psychologique.

Encore un coup, ce moi n'est pas isolé, car non-seulement dans les impressions qui lui viennent du dehors ou dans les actes extérieurs qu'il contribue à accomplir, mais même dans la réflexion la plus abstraite, dans le plus énergique effort pour s'isoler du monde physique, il y a toujours en nous un sentiment confus, une image indistincte des choses extérieures : c'est là un fait d'observation que tous les grands psychologues, Aristote et Kant en première ligne, ont depuis longtemps reconnu ; mais si, comme on dit en langue technique, le moi n'est jamais sans le non-moi, cela n'empêche pas qu'il ne s'en distingue, qu'il ne sache faire la différence entre ce qui vient proprement de lui et qui est sien, et ce qui, venant du dehors, lui révèle des causes étrangères.

Voilà la distinction très-simple qui sépare sans les isoler le monde physique et le monde moral, et donne au spiritualisme un légitime et indestructible fondement. Les Écossais, je l'avoue, et particulièrement Dugald-Stewart, n'ont pas toujours bien démêlé la nature de cette distinction. Ils ont cru que la psychologie, comme la physique, n'avait pour objet que des faits, ne voyant pas qu'elle saisit en même temps une cause, savoir le principe même qui a conscience, le moi. Connaissant mal la nature propre des faits psychologiques, les isolant du moi et les considérant ainsi d'une manière abstraite, ils les ont trop séparés des autres faits perçus par l'intelligence humaine. Mais qu'importe cette erreur passagère ? Toute

méthode, si légitime qu'elle soit, n'est-elle pas exposée à être faussée dans l'application? Les mathématiciens, dont la méthode passe à juste raison pour infailliable, ne se sont-ils jamais trompés sur sa nature et sur les conditions de son légitime usage?

La psychologie n'est pas née d'hier. Avant que les Écossais en eussent proclamé l'excellence, elle était dans le monde; elle s'y était établie par des travaux durables, par des services immortels. Parce que le nom de cette science est assez nouveau, on s'est cru autorisé à la traiter avec dédain; mais, en vérité, quand on entend certains physiologistes parler d'un ton si tranchant et si altier d'une science aussi vieille que l'esprit humain, on ne peut assez admirer tant de confiance: ne dirait-on pas que la physiologie est une science très-avancée, tandis que celle de l'homme moral est encore au berceau? Qu'on y prenne garde cependant, la comparaison est tout à l'avantage de la psychologie. En affirmant que parmi les fonctions organiques il n'en est pas une seule qui soit véritablement connue, je suis sûr de n'être démenti par aucun physiologiste impartial. La vie organique, en effet, a deux grands objets, se conserver et se reproduire. Or, l'assimilation et la génération sont encore en physiologie deux mystères qu'on n'a pas pénétrés.

Je ne crains pas d'affirmer que le moral, dans l'homme, a été infiniment plus exploré que le physique. Adam Smith connaissait beaucoup mieux les lois de la sympathie qu'aucun naturaliste les sièges et les conditions organiques de ce curieux phénomène. On sait comment on pense plus qu'on ne sait comment on digère, et il n'y a pas une seule fonction importante de l'organisation qui soit à beaucoup près aussi parfaitement connue que la fonction psychologique du raisonnement. Les savants se vantent de ce que l'astronomie est une science accomplie; mais, deux mille ans avant Laplace, Aristote avait déterminé la marche de certaines opérations intellectuelles avec autant de précision et d'exactitude que l'auteur de *la Mécanique céleste* en a pu mettre à fixer les courbes décrites par les astres dans l'immensité.

Que la psychologie soit une science beaucoup plus avancée que la physiologie, c'est ce qui s'explique par une raison aussi simple que profonde; le principe de la vie animale nous est inconnu, et la physiologie est réduite sur ce point à des conjectures. Il en est tout autrement de la psychologie, qui saisit immédiatement le principe des phénomènes qu'elle observe, et embrasse de la sorte les effets de la vie et la vie elle-même dans sa source. Où en serions-nous si nous étions obligés d'attendre, pour connaître notre nature morale, les lois de notre pensée, les origines de nos passions, le principe de nos actes, la règle de notre conduite, que les naturalistes se fussent mis d'accord sur le nombre infini de questions qui les divisent et qui peut-être ne seront jamais résolues? Grâce à Dieu, il n'en est pas ainsi. Platon confondait ensemble le canal de la digestion et celui de la respiration, l'œsophage et la trachée-artère; cela empêche-t-il qu'il n'ait été un très-profond psychologue, un éminent moraliste? Le *Philèbe*, le *Banquet*, le *Républicain*, sont pleins d'observations fines et profondes, qui n'attendent pas pour être confirmées que les physiologistes se soient entendus sur la *matière grise* et la *matière blanche* dans le cerveau. Aristote n'était pas très-versé dans la physiologie de l'homme; il l'était si peu qu'il ne connaissait pas l'existence des nerfs. Est-ce à dire que le traité *De l'Âme* ne soit pas un chef-d'œuvre de psychologie, l'*Éthique à Nicomaque* et l'*Éthique à Eudème* des études admirables sur les passions du cœur humain, l'*Organon* le code impérissable de la logique?

Sans parler de toute la psychologie si ingénieuse, si élevée, des pères de l'église et des docteurs mystiques du christianisme, d'un saint Augustin, d'un Bonaventure, d'un Gerson, pourrait-on citer dans aucune science des monuments plus durables que la *Recherche de la vérité*, les *Nouveaux essais sur l'Entendement humain*, la *Critique de la Raison pure*, sans parler du *Discours de la Méthode* et des *Méditations*, ces livres saints de la philosophie où sont écrits, sous la dictée de la conscience réfléchie, les droits de l'esprit humain et les premiers principes de toutes les sciences? On dira que tout n'est pas solide dans ces monuments, et qu'ils sont loin d'être bâtis sur le même plan et avec les mêmes matériaux. J'en conviens; mais qu'on cite, sauf peut-être en géométrie pure, un seul grand ouvrage que le temps et la contradiction des hommes n'aient point effleuré. On n'en nommera pas un seul. Les *Harmonica mundi* de Keppler sont pleins de conjectures que la science a démenties; la *Dioptrique* de Descartes et l'*Optique* même de Newton sont restées bien en deçà des progrès de la physique. La chimie de Lavoisier est-elle identique à celle de Berzélius? Le livre *De la Vie et de la Mort* fait époque en physiologie; Bichat l'écrivait il y a trente ans à peine: est-il aujourd'hui debout?

En rappelant les grands monuments de la science psychologique depuis Socrate jusqu'à Descartes et depuis Descartes jusqu'à Kant, je n'ai parlé que des ouvrages réguliers; mais que de délicate et profonde psychologie répandue dans tous ces chefs-d'œuvre littéraires dont on eût fort embarrassé les immortels auteurs en leur adressant sur les circonvolutions du cerveau des questions que le plus sot écolier résout couramment après quelques mois d'études! Quelle incomparable analyse du cœur humain que les *Confessions* de saint Augustin! Je ne sais si Gerson était un grand anatomiste, mais j'en apprendrais plus sur la nature humaine en relisant l'*Imitation de Jésus-Christ* qu'en consultant les plus beaux traités de physiologie. Saint François de Sales, Montaigne, Jean-Jacques Rousseau, ne sont-ils pas aussi à leur manière d'éminents psychologues? C'est que la psychologie n'est pas une étude à l'usage de quelques méditatifs; c'est la conscience de la vie. Quiconque vit, non de cette vie grossière des sens qui se termine aux objets matériels ou de cette vie superficielle qui se dépense au jour la journée, qui se répand tout entière au dehors et s'épanche sans cesse comme une eau toujours fuyante en un vase sans fond, mais d'une vie puissante et pleine, qui se fortifie, s'étend et s'accroît sans cesse par le progrès des idées et des sentiments, les leçons de l'expérience, les épanchements sympathiques de l'amour et de l'amitié, quiconque vit de la sorte, qu'il médite en solitaire comme Malebranche ou à la cour comme La Bruyère et La Rochefoucauld, qu'il fasse de la psychologie en action comme Shakespeare et Molière, ou qu'il la mette en formules comme Kant, qu'il compose la *Critique de la Raison pure* ou le *Faust*, poète ou métaphysicien, prêtre ou laïque, philosophe de fait ou d'intention, il travaille au progrès de la science psychologique; il trace un chapitre, une page ou au moins quelques lignes de ce livre immortel que l'homme écrit sur l'homme, et qui a commencé le jour où un être humain a souffert, c'est-à-dire le jour où il a réfléchi.

A cette grande psychologie qui n'est pas seulement l'œuvre des philosophes, mais pour ainsi dire celle du genre humain, sait-on ce que l'école positive nous propose de substituer? Je suis honteux de le dire, et ceux qui connaissent MM. Comte et Littré pour des esprits exacts ne le devineraient jamais: c'est la science la plus conjecturale, la plus nouvelle, la moins positive, mais pourquoi parler de science?

non; c'est ce quelque chose d'équivoque et de mal venu qu'on appelle la phrénologie. Ainsi tous les philosophes, depuis Platon jusqu'à Reid, en croyant observer l'esprit humain, n'ont saisi qu'une chimère! L'homme à qui il a été donné de commencer la science de l'homme, c'est le docteur Gall! Les vingt-sept facultés reconnues par ce grand philosophe et rapidement portées à trente-cinq par cet autre profond penseur, le docteur Spurzheim, avec les vingt-sept ou trente-cinq circonvolutions cérébrales correspondantes que le docteur Vimont n'a pas manqué de retrouver sur le crâne d'une oie, voilà pour la philosophie positive le beau idéal de la science de l'homme (1)! On reconnaît, il est vrai, que ces premiers travaux de physiologie cérébrale sont très-impairfaits. On n'admet pas la *théosophie*, ce qui est caractéristique; on veut bien nous faire grâce de l'*amativité*, de l'*habitativité*, de la *destructivité*, de la *constructivité*, de la *secrétivité*: j'en remercie la philosophie positive au nom de la langue française; mais, sans vouloir triompher à l'excès de ces ridicules ébauches, j'ai le droit de dire qu'il y a quelque chose de significatif dans cette réhabilitation de la phrénologie par la philosophie positive, et qu'une école obligée de prendre sous sa protection des tentatives aussi monstrueuses met en garde tous les bons esprits et prononce elle-même sa condamnation.

IV.

Si la philosophie positive n'avait d'autre défaut que d'altérer ou de supprimer une classe considérable de faits, on pourrait bien l'accuser d'être incomplète, on ne pourrait pas la déclarer radicalement fausse. Il faudrait élargir la base de l'édifice, non le renverser de fond en comble. Mais la philosophie positive vise plus haut que le spiritualisme; la négation des faits de conscience n'est qu'un moyen pour elle d'atteindre les idées absolues, et la ruine de la psychologie est un prélude à la destruction de la métaphysique.

Les idées absolues, la métaphysique, voilà les ennemis mortels de la philosophie positive. Le caractère propre de la double tyrannie qu'a dû subir la pensée humaine avant d'atteindre l'ère de son affranchissement, c'était de s'appuyer sur des idées absolues. Au contraire, le trait distinctif du nouveau régime, du régime positif, c'est la substitution des sciences à la métaphysique, des idées relatives aux idées absolues.

Il y a ici deux questions distinctes, bien que très-étroitement enchaînées: celle des idées absolues et celle de la métaphysique proprement dite. Il est clair que, s'il n'existe pas d'idées absolues dans l'esprit humain, toute métaphysique est impossible; mais on peut admettre certaines idées absolues et ne pas se croire obligé pour cela de reconnaître la métaphysique comme science. C'est ainsi que Kant, le plus grand adversaire que la métaphysique ait jamais rencontré, crut échapper au scepticisme et donner aux sciences mathématiques, à celles de la nature, à la morale même et à l'esthétique, un assez ferme fondement, en recon-

(1) Voyez l'excellent petit livre de M. Flourens: *Examen de la Phrénologie*, et son grand ouvrage intitulé *Recherches expérimentales sur les propriétés et les fonctions du système nerveux*, 2^e édit. 1842.

naissant un certain nombre de notions absolues, d'idées *a priori*, nécessaires pour diriger l'homme dans ses opérations intellectuelles et dans l'accomplissement de sa destinée.

MM. Comte et Littré ne paraissent pas avoir la moindre peur du scepticisme. Comme Kant, ils rejettent la métaphysique; mais ils ne conservent point, comme lui, certaines idées absolues, et ils semblent convaincus qu'elles ne sont nullement nécessaires pour organiser les sciences et le travail entier de l'esprit humain. J'admire assurément cette hardiesse; pourtant il est difficile à quiconque a un peu étudié l'histoire de la pensée de ne pas trouver un peu de naïveté dans une si grande audace. On n'ose pas soupçonner un homme aussi savant que M. Comte, et qui se flatte, ou peu s'en faut, d'avoir découvert la science de l'histoire, d'être resté étranger à l'histoire de la philosophie; mais il sera permis de dire que l'entreprise de se passer entièrement d'idées absolues dans l'organisation des sciences physiques et morales est plus digne d'une époque primitive que d'un siècle éclairé par une grande expérience. L'éclectisme, tant dédaigné par la philosophie positive, a au moins cet avantage, de prémunir, par la connaissance impartiale du passé, contre beaucoup d'illusions. Je me permettrai de rappeler à MM. Comte et Littré trois grandes expériences auxquelles a été soumise l'entreprise qu'ils veulent accomplir. Citer des faits à des philosophes positifs, c'est employer le genre d'argumentation le mieux fait pour leur plaire et pour les persuader.

Il y a deux mille quatre cents ans environ, un précurseur de la philosophie positive, Héraclite, soutenait qu'il n'y a point d'idées absolues, que tout est relatif. « Un homme, disait-il avec une énergie familière et expressive, ne se baigne pas deux fois dans le même fleuve. » S'il en est ainsi, l'objet de la science, ce n'est point l'être en soi, c'est le phénomène. Où ce principe conduisit-il Héraclite? A ne voir dans l'univers qu'une sorte de phénomène universel produit par un agent unique et régi par une seule loi. Que disent MM. Comte et Littré de cette conséquence? Nous verrons peut-être tout à l'heure qu'Héraclite a livré leur secret; mais, quoi qu'il en soit, pense-t-on que le développement de l'héraclitéisme se soit arrêté là? Non. La logique souveraine de l'histoire, qui impose le doute absolu au sensualisme comme sa conséquence inévitable, après Héraclite suscita Protagoras, qui vint dire que s'il n'y a que des phénomènes relatifs et rien de fixe et d'absolu, si la sensation est la mesure de toutes choses, il s'ensuit alors que tout est à la fois vrai et faux, juste et injuste, beau et laid, suivant l'impression de chacun et la diversité des points de vue.

Cette conséquence ne paraît-elle pas rigoureuse à MM. Comte et Littré? je pourrais les prier de relire le *Théétète*; mais j'ai à leur proposer une plus grande autorité que celle de Platon; c'est encore l'histoire, qui, quatre siècles après Héraclite : ramène sur une plus grande échelle la même expérience. Les stoïciens, par une contradiction qu'on ne saurait trop hautement signaler, avaient mêlé à une morale sublime une idéologie sensualiste. Qu'arrive-t-il? Ils aboutissent d'abord à un matérialisme tout à fait analogue à celui d'Héraclite, et bientôt la dialectique d'Énésidème leur impose le scepticisme absolu. Franchissez dix-huit siècles, d'Athènes et d'Alexandrie transportez-vous dans la patrie de Locke, et vous assisterez au même spectacle. Les noms seuls sont changés. Cette fois, Énésidème s'appelle Hume. La même idée sert de base à la dialectique des deux pyrrhoniens; c'est l'idée de force ou cause, fondement de la métaphysique. S'il n'y a rien d'absolu dans l'idée de cause et en général dans les idées, comment

atteindre l'absolu dans les choses? et si tout est relatif, il n'y a que des vraisemblances et des conjectures dans la science de l'univers comme dans celle de l'homme.

Cette triple expérience paraît-elle assez décisive à MM. Comte et Littré? Espèrent-ils être plus heureux qu'Héraclite et Chrysippe, Locke et Condillac? Qu'ils veuillent bien alors nous confier le secret qu'ils possèdent pour construire les sciences mathématiques et physiques sans aucune de ces idées qu'ils appellent absolues, comme les idées de cause, d'unité, d'esprit, de temps, d'identité? Quoi! ils veulent construire la mécanique rationnelle sans les notions de force et de temps, l'arithmétique et l'algèbre sans l'idée de l'unité, la géométrie sans l'idée de l'espace et sans les axiomes? Quoi! il n'y a pas d'idées absolues, et tout en mathématiques est absolu! Il n'y a que des faits relatifs, et tout en géométrie est nécessaire! Singulière philosophie qui prétend organiser les sciences positives et méconnaît les plus simples conditions de leur existence! Singuliers philosophes qui font la guerre aux systèmes et ont eux-mêmes un système dont ils sont si aveuglés, qu'ils en perdent jusqu'au sentiment des faits! Croirait-on que M. Comte pousse l'horreur des idées absolues jusqu'à vouloir qu'il n'y ait en géométrie que de simples phénomènes? Il nous parle de *phénomènes géométriques*, comme on dit des phénomènes physiques; il ne nous manque plus que des phénomènes algébriques.

Après avoir fait une si rude guerre aux idées absolues, la philosophie positive se décide à faire grâce à une de ces idées, l'idée de loi. On se conçoit : rejeter l'idée de loi, pour elle, c'était périr; car la philosophie positive a deux prétentions, celle d'avoir découvert la loi fondamentale de l'humanité, et celle de réduire toute science à la recherche de certaines lois. Il n'y avait donc pas moyen de supprimer l'idée de loi; mais autant il y avait nécessité à ne pas la nier, autant il y avait inconvénience à l'introduire, car enfin c'est bien là une idée absolue, ou aucune autre ne mérite ce nom. Qui dit loi dit quelque chose d'invariable, d'universel, de nécessaire. J'en appelle à Montesquieu. « Les lois, dit-il, sont les rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses. » MM. Comte et Littré acceptent expressément cette belle définition. C'est à merveille; mais elle est mortelle pour leur doctrine; car les sens et l'expérience sont évidemment incapables de conduire à rien d'universel, d'invariable, de nécessaire. MM. Comte et Littré disent avec raison que le vrai caractère d'une science, c'est de prévoir, et cette juste remarque montre bien qu'il y a un sens profond dans l'idée que les peuples enfants se forment des intelligences supérieures en leur accordant le don de prophétie; mais, pour être bon prophète, il faut prédire à coup sûr, et comment l'expérience, qui ne s'applique qu'au présent et au passé, pourrait-elle livrée à elle-même, anticiper l'avenir?

Il faut donc s'élever ici à une conception qui dépasse l'horizon de la physique, à l'idée d'un ordre universel, d'un plan général du monde, d'une fin commune à laquelle tendent les êtres, et qui explique la loi de leurs mouvements.

Or, de toutes les idées absolues, il n'en est aucune à laquelle la philosophie positive répugne plus invinciblement qu'à celle de cause finale. Ici, MM. Comte et Littré rencontrent un auxiliaire puissant et inattendu : c'est Descartes. Descartes, il est vrai, a proscrit en physique l'emploi des causes finales, et j'ajoute que par là il a rendu à la science de la nature un immortel service. D'abord, la scholastique avait étrangement abusé des causes finales, et Descartes, en les exilant, ac-

complissait une réaction nécessaire ; de plus, on ne saurait disconvenir que l'objet propre de la science de la nature, ce ne soit d'observer les faits et non de découvrir leurs causes ; toute idée *a priori* sur les principes et les fins des êtres est essentiellement subordonnée à l'expérience, qui est et qui doit rester ici juge souverain. Faut-il conclure de là pourtant que l'idée de cause finale ne soit pas dans l'esprit humain, qu'elle n'ait pas son rôle et son emploi dans la science, et non-seulement dans cette haute science qui reconnaît en Dieu une cause intentionnelle, principe premier et fin dernière de l'univers, mais aussi dans la science de la nature ? J'en appelle ici à Keppler, à Linné, à Leibnitz, à Maupertuis, à Euler. J'en appelle à Harvey, qui a découvert la circulation du sang par une application du principe des causes finales. J'en appelle à Bacon lui-même, qui a écrit, je le sais, contre les causes finales un mot ingénieux, mais qui, en retranchant à la physique la recherche des fins, la rendait expressément à la métaphysique, son vrai domaine, distinguant ainsi la sphère des deux sciences, sans en sacrifier aucune, divisant le travail de l'esprit humain sans en briser l'harmonie, sans en compromettre l'unité.

Veut-on savoir où conduit en dernière analyse la négation absolue des causes finales ? Après avoir entendu Descartes, qu'on écoute Spinoza. Du maître qui déjà s'égare, mais que sa forte et sobre nature retient encore, qu'on aille à l'audacieux et intempérant disciple. L'auteur de l'*Éthique* nous dira que l'idée de fin est une chimère, comme l'idée du bien et du mal, comme celle du libre arbitre, et que tous les êtres, l'homme comme les autres, se développent suivant les lois nécessaires de leur nature. Je signale cette conséquence à MM. Comte et Littré, elle est particulièrement propre, si je ne me trompe, à les faire réfléchir. Tous deux ont le plus vif désir de sauver la morale du naufrage des idées absolues, tous deux repoussent la triste doctrine de l'intérêt, tous deux reconnaissent des principes de conduite supérieurs à l'égoïsme ; mais la logique est plus forte que les intentions les plus honorables. Si l'homme n'a pas été créé pour une fin, s'il agit suivant les lois fatales de son organisation, comme l'eau coule, comme le sang circule, c'en est fait de toute idée de bien et de mal, de toute liberté, de toute responsabilité morale.

Voilà le dernier terme où conduit la simple négation des idées absolues. Il nous reste à voir si MM. Comte et Littré ont été plus heureux contre la métaphysique.

V.

Les préventions du *xviii^e* siècle contre la métaphysique subsistent encore aujourd'hui dans beaucoup d'esprits. Il importe de les dissiper. Que les amis de l'indépendance de l'esprit humain le sachent bien : sacrifier la métaphysique, c'est sacrifier la philosophie tout entière ; c'est retrancher à la pensée libre non-seulement son plus noble droit, mais celui qui fonde et consacre tous les autres.

Parmi les faux préjugés qui empêchent la métaphysique de reprendre la haute considération dont elle jouissait au *xvii^e* siècle, j'en signalerai surtout deux : le premier, c'est que la métaphysique, ou, comme on l'appelle encore, l'ontologie, est, à ce qu'on croit, une science qui spéculé à perte de vue sur l'être et le non-

être, l'absolu et le relatif, le fini et l'infini, et prétend expliquer *a priori* l'origine, l'essence et le fonds de toutes choses : science abstraite, sans aucun rapport avec les réalités de la nature et de la vie ; science conjecturale, qui, n'ayant à son service ni l'expérience ni le calcul, se consume en hypothèses stériles ; science orgueilleuse, qui méprise les autres sciences parce qu'elle les ignore, et prétend expliquer à fond un univers dont la surface visible lui est inconnue !

Le second préjugé que le XVIII^e siècle nous a légué contre la métaphysique, c'est qu'elle tourne dans un cercle de systèmes sans cesse renaissants : spiritualisme et matérialisme, panthéisme et dualisme, dogmatisme et scepticisme, tels sont les héros éternels de ce drame monotone, personnages fantastiques qui disparaissent de temps en temps pour reparaitre avec des masques nouveaux, toujours armés les uns contre les autres, se faisant des blessures mortelles sans se tuer jamais, et jouant une pièce qui n'a pas et ne peut avoir de dénouement.

Ces préjugés sont-ils légitimes ? Et d'abord est-il vrai que la métaphysique soit une science isolée par sa nature de toutes les autres, et qui aspire à se construire hors de l'univers et de l'humanité un domaine indépendant ? Je répondrai à cette question avec une entière sincérité. Il est vrai que les métaphysiciens ont quelquefois donné le change au sens commun sur la nature de la métaphysique : il s'est rencontré à plus d'une époque des esprits téméraires qui se sont fourvoyés dans cette ontologie abstraite, si justement suspecte aux esprits sérieux ; mais je dis que cette manière d'entendre et de pratiquer la métaphysique est contraire à l'ensemble de la tradition ; je dis que les grands penseurs dont les noms marquent les pas mémorables qu'a faits l'esprit humain dans la carrière de la vérité, les Platon et les Aristote, les Descartes et les Leibnitz, ont entendu d'une manière toute différente la nature et les conditions de la philosophie première.

Je m'expliquerai plus nettement encore sur ce point. Le père de la métaphysique moderne avait donné pour base à toutes ses spéculations un fait de conscience : le *cogito, ergo sum*, c'est l'être qui pense prenant possession de soi-même par la réflexion, échappant au doute en affirmant sa propre réalité, sa propre individualité, et de ce ferme point d'appui prenant son vol pour s'élever non à un absolu abstrait, mais à un Dieu réel et vivant, principe premier et suprême idéal de la pensée et de la conscience.

Cette métaphysique à la fois sensée et sublime conquiert sans effort tous les grands esprits du XVII^e siècle, non-seulement Malebranche et Fénelon, mais des intelligences plus sévères, un Arnauld, un Bossuet. Et cependant, au sein de la philosophie de Descartes, s'étaient glissés des germes funestes. On sait quelle main les cultiva.

Certes, il y a de grandes parties dans l'esprit de Spinoza ; mais il lui a manqué un des traits distinctifs de tous ces génies excellents dont la mémoire est chère à l'humanité, parce que leur force a été un bienfait pour elle ; il lui a manqué le sentiment des vrais besoins et des vraies limites de notre nature. La métaphysique de Spinoza n'a rien d'humain. C'est la tentative hardie d'un homme pour cesser d'être homme, pour usurper la place de Dieu et pour expliquer le monde, en quelque sorte avant qu'il existe, dans son essence éternelle et dans les lois nécessaires de son développement. Des conceptions abstraites, la substance, l'attribut et le mode, viennent se substituer aux réalités méconnues. Ce n'est plus une philosophie à l'usage des hommes, c'est une sorte de géométrie de l'existence. Le résultat de cette tentative est connu : le fatalisme universel dans la nature et dans

l'humanité, et au-dessus un théisme tellement transcendant, qu'il ressemble presque à l'athéisme. Un cri s'éleva pour réprouver ces doctrines ; de là une réaction excessive qui, du métaphysicien téméraire, retomba sur la métaphysique, et contre laquelle tout le génie de Leibnitz ne put prévaloir.

Il appartenait à la philosophie allemande de glorifier Spinoza. Elle en est la légitime héritière ; Hegel, c'est toujours Spinoza, mais un Spinoza plus audacieux encore et plus chimérique. Comme le philosophe hollandais, le métaphysicien de Berlin a prétendu se placer de prime abord au sein de l'absolu, et expliquer de cette hauteur, par la seule puissance de la logique et sur le fondement d'un certain nombre de conceptions abstraites, l'économie universelle des choses. Hegel n'ignore rien. Il sait le pourquoi et le comment de tout : il a trouvé et il confie à qui veut le lire et à qui peut l'entendre la formule de Dieu. Faut-il s'étonner que le sens commun, en Europe et surtout en France, se soit élevé contre ces prétentions extravagantes ? Nullement. Pour moi, je livre sans regret au dédain des esprits exacts cette insolente ontologie de l'Allemagne contemporaine, et, si la philosophie positive se bornait à protester contre de pareils dérèglements, je ne pourrais qu'applaudir de toutes mes forces ; mais il n'en est point ainsi. La philosophie positive se jette dans un excès plus dangereux encore ; sous prétexte qu'on a abusé de la métaphysique, elle la proscriit absolument, et, parce qu'il est impossible à l'homme de satisfaire sa curiosité sur Dieu, elle prétend retrancher Dieu à son intelligence et à son cœur.

Contre une négation aussi radicale, j'invoque à mon tour ce même sens commun qui repousse à bon droit les témérités d'une ontologie sans règle et sans frein, et je lui demande ce qu'il pense d'une philosophie qui, par prudence, prétend se passer de Dieu. Il ne s'agit plus ici d'ontologie abstraite, il ne s'agit plus de ces spéculations transcendantes qui veulent saisir et décrire les propriétés de l'absolu, comme on fait celles du triangle ou du cercle. Il s'agit de savoir s'il est interdit à l'homme de dépasser l'univers des sens, d'atteindre les causes derrière les effets, et, par delà les causes finies, de s'élever à l'idée d'une cause parfaite, d'entrevoir et d'adorer parmi les impénétrables profondeurs de sa nature infinie ceux de ses attributs dont elle a répandu sur la face de l'univers l'éclatant témoignage, et ces perfections plus saintes encore dont nous retrouvons en notre âme quelques rayons obscurcis, la sagesse, la justice, la félicité.

Voilà le grand objet de la métaphysique, non, je l'avoue, comme on l'entend aujourd'hui en Allemagne, mais comme l'ont entendue et pratiquée tous ces fermes génies qui ont connu la vraie force et la vraie lumière, qui n'ont pas employé leur vigueur à lutter contre l'impossible, ni leur profondeur à n'être compris de personne et à se perdre eux-mêmes dans l'abîme de leurs spéculations. A entendre les défenseurs de la philosophie positive, on croirait en vérité que les métaphysiciens forment dans l'histoire une famille de rêveurs, se berçant de chimères, habitant au sein des nuages, étrangers aux sciences positives, à l'observation de la nature et du genre humain. Or, l'un de ces rêveurs est tout simplement le plus grand moraliste de l'antiquité ; l'autre en est le plus grand politique, et il est en même temps l'auteur de cette *Histoire des Animaux* devant laquelle s'inclinait Cuvier. Un autre est l'inventeur de l'analyse mathématique, l'instrument le plus puissant que la géométrie ait manié ; tel autre enfin a découvert le calcul infinitésimal, et, si Newton lui dispute ce beau titre, il en est un du moins que nul ne lui pourra disputer : c'est d'avoir jeté sur l'ensemble des sciences et des

choses humaines le coup d'œil le plus perçant et le plus étendu qui les ait jamais embrassées. Ce sont là ces rêveurs, ces esprits creux que la philosophie positive accuse d'illusion ! Comme s'ils avaient jamais songé à séparer la métaphysique des sciences positives, comme s'ils avaient jamais prétendu à cette vague et ambitieuse ontologie de quelques esprits intempérants ! Est-ce par hasard Aristote qui a prétendu construire *a priori* la science de Dieu, lui, le philosophe de l'expérience, à qui la théorie platonicienne des idées était suspecte, parce qu'elle lui paraissait abandonner trop tôt le terrain solide des faits pour s'envoler dans les régions de l'intelligible ? Platon lui-même, tant accusé d'avoir trop caressé de brillantes chimères, savait aussi reconnaître les limites de l'humaine intelligence. Dans son ouvrage le plus hardi, le *Timée*, cette genèse du platonisme, il commence par ces paroles tant de fois citées : « Il est difficile de trouver l'auteur et le père de l'univers, et impossible, après l'avoir trouvé, de le faire connaître à tout le monde. »

Quand il s'agit seulement de remonter des idées à leur principe et de rapporter à Dieu tout ce qu'il y a de beau et de bon dans l'ordre des êtres, Platon affirme avec une juste et noble fermeté ; mais s'agit-il d'expliquer le rapport de Dieu au monde, de dévoiler les premières origines des existences, Platon est si peu tranchant, qu'il se réduit à des conjectures. Écoutons encore *Timée* : « Tu ne seras pas étonné, Socrate, si, après que tant d'autres ont parlé sur le même sujet, j'essaie de parler des dieux et de la formation du monde, sans pouvoir vous rendre mes pensées dans un langage parfaitement exact et sans aucune contradiction. Et si mes paroles n'ont pas plus d'in vraisemblance que celles des autres, il faut s'en contenter et bien se rappeler que moi qui parle, et vous qui jugez, nous sommes tous des hommes, et qu'il n'est permis d'exiger sur un pareil sujet que des récits vraisemblables (1). »

Je pourrais multiplier les citations et les preuves ; mais il est évident pour qui jette un coup d'œil impartial sur l'histoire de la métaphysique et sait discerner la grande route qu'ont suivie les maîtres de la science des sentiers particuliers où se sont égarés un petit nombre d'esprits téméraires, il est évident, dis-je, que la métaphysique n'aspire point nécessairement à habiter une région inaccessible, séparée de celle où se développent les autres sciences. Sans doute elle domine les sciences particulières, mais parce qu'elle s'appuie sur elles ; sans doute elle conduit plus haut que la nature et plus haut que l'humanité, mais c'est dans la nature et dans la conscience humaine qu'elle saisit les caractères dont elle écrit et compose la science de Dieu. Les sciences physiques et morales ne font pas une acquisition dont elle ne profite ; éclairée par leurs travaux, elle leur envoie ses lumières ; c'est un échange perpétuel qui fait à la fois la vie des sciences et la sienne. On peut appliquer à la philosophie le mot ingénieux et vrai de Bacon : elle ne commande qu'à condition d'avoir obéi. *Imperare parendo*, voilà sa devise.

On doit comprendre maintenant ce qu'il y a de particulier dans le mouvement de la métaphysique. Elle ne peut se développer comme la géométrie ou la mécanique, sciences homogènes fondées sur un petit nombre de notions, envisageant des rapports très-simples et d'une même espèce, se formant et s'accroissant par un procédé uniforme. La métaphysique, vaste comme l'esprit humain, est comme lui merveilleusement compliquée ; aucune méthode ne doit lui être étrangère : l'abstraction et l'observation, l'induction et le calcul même, l'analogie, l'analyse,

(1) Platon, trad. de M. Cousin, t. XII, p. 418.

tous les procédés, tous les moyens de connaître sont également de son ressort, parce qu'elle embrasse tous les faits, tous les êtres, toutes les lois, toute la vie, se proposant tour à tour la matière et l'esprit, la nature et l'homme, le fini et l'infini, s'élevant du monde à Dieu et redescendant de Dieu au monde, unissant tout, conciliant tout, aspirant du moins dans la mesure de la faiblesse humaine, et suivant le progrès des sciences, à tout concilier et à tout unir. Il suit de là que la métaphysique ne saurait avancer par un mouvement égal et continu et sur une sorte de ligne droite; elle a, comme l'esprit humain, ses haltes, ses égarements, ses défaillances suivies de brusques élans. Trainant pour ainsi dire après soi l'immense cortège de tous les produits de la pensée, son mouvement est la résultante variable d'une foule de forces diverses et d'un nombre infini de mouvements.

Ceci m'amène à faire rapidement justice du second préjugé dont la philosophie positive se fait une arme contre la métaphysique : c'est, dit-on, qu'elle n'a fait aucun progrès depuis trois mille ans. On entend répéter chaque jour ce bel axiome avec une sérénité incroyable par des hommes qui font profession de croire à la puissance de la raison, à la plénitude de ses droits, à la perfectibilité du genre humain; mais savent-ils bien ce qu'ils disent? Ils disent en d'autres termes que l'esprit humain n'avance pas. Est-il bien possible, en effet, que la science de la nature et la science de l'homme fassent de si grands progrès, et que la science de Dieu reste immobile? Penser cela, c'est ne rien comprendre à l'harmonie des connaissances humaines, à toute l'économie de l'histoire des idées.

Je conçois que des hommes qui parlent au nom du christianisme soutiennent que la métaphysique a été impuissante avant l'Évangile, et que depuis elle est superflue : encore trouverais-je peut-être de ce côté un certain nombre d'esprits éclairés qui m'accorderaient au moins que le platonisme n'a pas été tout à fait inutile pour frayer la voie à la religion du Christ, ni le péripatétisme pour organiser la théologie au moyen âge, et que le cartésianisme a bien aussi fait quelque chose pour la grandeur de l'église au *xvii^e* siècle et pour l'établissement des grandes vérités qui sont le fonds commun du christianisme et de la philosophie; mais, quand j'entends des esprits qui se déclarent affranchis de toute autorité, qui ne voient dans l'histoire de la civilisation que celle des mouvements de la raison humaine, quand je les entends demander quels progrès a faits la métaphysique depuis trois mille ans, en vérité je pense rêver.

Je leur demanderai d'abord s'ils croient au progrès de la civilisation, et puis s'ils pensent que le mouvement des idées philosophiques et religieuses soit entièrement étranger à ce progrès. Je leur demanderai s'ils croient que les idées de l'Europe du *xix^e* siècle soient inférieures à ce qu'étaient les idées du peuple grec et du peuple romain du temps de Lycurgue et de Numa. Mais je veux leur poser une question plus précise encore : Le christianisme, leur dirai-je, a-t-il été, oui ou non, un événement heureux pour la civilisation? Personne n'en doute. Or, qu'a fait le christianisme? Une chose à la fois très-grande et très-simple : à de certaines idées sur Dieu, sur l'âme, sur sa destinée, il a substitué d'autres idées. En d'autres termes, à une certaine métaphysique, il a substitué une autre métaphysique. Qu'importe ici la forme des idées? C'est des idées elles-mêmes qu'il s'agit. Eh bien! les idées du christianisme sur l'incarnation et la rédemption sont des idées métaphysiques, et ce sont ces glorieuses idées qui ont sauvé le monde au *v^e* siècle, et qui ont fait la société moderne.

De cette révolution qu'on appelle le christianisme, je passe à une révolution

bien différente, celle qui a changé la face de l'Europe il y a cinquante années. S'imaginer-t-on que la métaphysique n'y ait eu aucune part ? On dira sans doute que le siècle qui a vu la révolution française a été un siècle de réaction contre la métaphysique. J'en conviens tout le premier ; mais il faut bien s'entendre. Sans doute il y a beaucoup de scepticisme au XVIII^e siècle ; mais je le vois à la surface beaucoup plus qu'au fond. La métaphysique y paraît fort décriée ; en réalité, nul siècle n'a eu plus de foi dans les idées. Ce n'est pas tant à la métaphysique en soi que le XVIII^e siècle déclare la guerre qu'à une certaine métaphysique. Et à laquelle ? à celle qui lui paraissait un appui pour des pouvoirs ennemis, un obstacle au triomphe des idées nouvelles, la métaphysique spiritualiste. Il n'est donc pas si facile de se passer de la métaphysique ; soit qu'on veuille organiser, soit qu'on veuille détruire, il faut s'adresser à elle. Sous une forme ou sous une autre, c'est elle qui mène le monde, et on ne saurait faire à l'esprit humain un plus gratuit et plus mortel outrage que de soutenir qu'elle est condamnée à des agitations sans fin.

La philosophie positive a hérité à la fois des préjugés du XVIII^e siècle contre certains systèmes, et de son goût secret et passionné pour d'autres systèmes fort connus. A ne croire qu'aux apparences, MM. Comte et Littré semblent parfaitement neutres entre les différents systèmes. Comment choisiraient-ils le spiritualisme de préférence au matérialisme, ou le théisme plutôt que son contraire ? Ces systèmes sont les solutions opposées de problèmes insolubles. Matière, esprit, atomes, âme, Dieu, purs fantômes de l'imagination, qui fait ou défait ses toiles d'araignée au delà de l'enceinte de la raison. Entre Platon et Épicure, entre Descartes et Gassendi, on peut rester indécis comme entre deux compositions romanesques ou entre deux genres de musique. Voilà une indifférence bien superbe et bien dédaigneuse ; au moins faudrait-il y rester fidèles. Or, je soutiens que MM. Comte et Littré sont loin d'être indifférents entre les systèmes : non que je doute assurément de la parfaite sincérité de leurs déclarations ; mais ils ont adopté à leur insu une métaphysique, et en conscience je ne puis les féliciter de leur choix. A vouloir ranimer l'esprit du XVIII^e siècle, ils pouvaient choisir ou le noble spiritualisme de Turgot et de Rousseau, ou encore le sensualisme tempéré de Voltaire ; mais non, ils ont reculé bien au delà : ils sont descendus jusqu'à la triste métaphysique de d'Holbach et de La Mettrie.

Des phénomènes sensibles, et au delà le soupçon vague d'une cause unique de ces phénomènes, cause aveugle, indéterminée, produisant tout par des lois nécessaires, telle est en substance la métaphysique du *Système de la Nature*. C'est trait pour trait celle de la philosophie positive.

La philosophie positive n'admet d'autres faits que ceux qui tombent sous les sens ; elle reconnaît que ces faits ont des lois, mais des lois nécessaires. Elle ajoute que ces lois sont très-simples, mais elle a soin d'expliquer qu'on doit bien se garder d'entendre qu'il y ait dans la nature un plan conçu avec intelligence. Non ; ces lois sont simples, parce qu'elles résultent immédiatement des propriétés de la matière. Maintenant cette matière, cause aveugle de faits nécessaires, est-elle simple ou multiple ? C'est une question sur laquelle, il est vrai, la philosophie positive ne se prononce pas nettement ; mais d'Holbach et ses amis ne se prononcèrent pas davantage, et, pourvu que l'âme et Dieu fussent supprimés une bonne fois, ils étaient coulants sur tout le reste.

Il m'est pénible d'insister encore; mais enfin il faut suivre la philosophie positive jusqu'au bout et en toucher le dernier fond. Entre l'hypothèse d'une intelligence divine et celle d'une cause aveugle et fatale ou d'une infinité de pareilles causes, MM. Comte et Littré tiennent-ils la balance égale? Ils le devraient d'après leur système, et on le voudrait pour eux. Pourtant il n'en est rien. On ne saurait voir sans une profonde tristesse ces esprits éclairés et sincères déployer contre l'idée sainte d'une providence infinie une espèce d'acharnement. En présence des maux qui accablent l'homme et des étonnantes oppositions qui se rencontrent dans la nature, je comprends et je plains les angoisses d'une âme troublée, je m'explique les doutes qui viennent assaillir le naturaliste et le philosophe; mais cette négation ardente et obstinée, ce dogmatisme désolant, excitent en moi un étonnement douloureux et une tristesse sans sympathie. Ces cieux, cet harmonieux univers, qui remplissaient l'âme de Kepler, de Newton et de Linné d'un religieux enthousiasme, MM. Comte et Littré les trouvent mal faits; ils s'oublient jusqu'à dire en propres termes que ce monde ne fait paraître qu'un degré de sagesse inférieur à celui que possède l'homme, et qu'il est aisé, dans le détail comme dans l'ensemble, de concevoir beaucoup mieux. Quoi! la nature des choses a été à ce point malhabile et si peu d'accord avec elle-même! elle a pu peupler l'espace de mondes infinis, faire circuler au sein de tous les êtres des torrents de vie, et elle n'a pas su leur donner des lois assez raisonnables pour qu'une de ses innombrables créatures les puisse approuver! Quoi! elle a pu produire l'intelligence de ces deux philosophes si peu satisfaits d'elle, et elle n'a pas pu l'égaliser dans ses combinaisons! Quoi! ce que MM. Comte et Littré conçoivent dans leur cabinet, c'est-à-dire, suivant leur système, ce qui germe dans la cervelle de deux faibles machines organiques destinées à durer un jour, cela est plus raisonnable, plus beau, plus harmonieux que le système d'existences que la nature réalise dans son évolution éternelle à travers l'immensité! En vérité, que sont devenues la logique, l'esprit, le bon sens des défenseurs de la philosophie positive?

Mais voici un dernier trait qui passe tout. M. Comte s'écrie quelque part : « On disait autrefois : *Cœli enarrant gloriam Dei*; aujourd'hui les cieux ne racontent plus que la gloire de Newton et de Laplace. » Cet enthousiasme dans l'athéisme, tranchons le mot, ce fanatisme dans l'absurde n'est plus de notre temps. Pour moi, en lisant ce prodigieux passage, je me suis senti vieillir de soixante ans au moins; j'ai cru être transporté en plein XVIII^e siècle, et entendre à la cour de Frédéric quelque saillie de l'athée du roi ou une de ces boutades dont Diderot, à la fin du repas, égayait les convives de l'hôtel d'Holbach.

Au surplus, je ne demande pas mieux que de prendre au sérieux cette parfaite indifférence que la philosophie positive prétend garder entre tous les systèmes; mais je doute que cette situation, plus conforme à ses déclarations générales, soit plus tenable que la précédente.

Vous me proposez de renoncer une fois pour toutes aux questions métaphysiques, et vous m'offrez en échange le monde visible à connaître et à conquérir; mais qu'est-ce que renoncer à la métaphysique? C'est renoncer à des problèmes tels que ceux-ci : Existe-t-il au-dessus de cette justice imparfaite des hommes une justice éternelle devant laquelle on puisse se pourvoir contre leurs iniques arrêts? Au-dessus de notre sagesse toujours mêlée de folie et de nos vertus pleines de faiblesse, n'y a-t-il pas une sagesse infaillible, une bonté sans mélange, une sainteté sans tache et sans souillure, type absolu de la personnalité, idéal qui ravit,

soutient, excite ma personnalité, toujours misérable et toujours défaillante? Moi-même, que suis-je? Y a-t-il en moi un principe supérieur à la mort, ou bien suis-je un être comme tant d'autres, destiné à combler à mon tour ce gouffre qui dévore la vie : machine débile, la plus compliquée, mais aussi la plus délicate et la plus menacée de toutes, qui ne sent plus vivement que pour souffrir davantage, qui ne pense que pour connaître sa misère, et qui n'a rien de mieux à faire dans son court passage ici-bas qu'à maudire son être et cet inutile rayon d'intelligence que la fatalité y déposa?

Voilà les problèmes que la philosophie positive nous invite à supprimer; il ne lui reste qu'à nous en indiquer le moyen. Je suis homme, et vous me proposez de supprimer le problème de l'être humain! Je pense l'infini, et vous m'en interdisez jusqu'au rêve! J'ai soif d'immortalité, et vous m'en ôtez l'espérance! Vous m'invitez à étudier, à aimer la nature; mais que m'importe la nature, si Dieu n'y est pas? Cette curiosité sans objet, ce travail sans aiguillon, cette vie sans poésie et sans dignité, n'ont plus rien qui m'intéresse. Rendez-moi, au delà de ma destinée mortelle, le plus faible rayon d'avenir, et, sur cette terre dont vous m'offrez les jouissances, je vous cède sans regret toute ma part.

Les philosophes à qui je m'adresse ne sont point de ces optimistes du matérialisme qui ne conçoivent d'autre bonheur que celui que la terre peut donner; ces âmes élevées ont connu le poids de la vie, et on voit même qu'elles ont jeté plus d'un sombre regard sur la condition de l'humanité. Quel remède nous proposent-elles? La résignation. La résignation dans le fatalisme, la résignation sans Dieu et sans avenir, je dis que cela est impossible, je dis que cela est insensé. L'auteur de *Faust* aussi nous invite à nous résigner au nom de la fatalité absolue. « La plupart des hommes, dit-il avec sa dédaigneuse et amère sérénité, attendent pour se résigner au jour le jour que l'espérance de la veille soit évanouie. Ils mettent leur résignation en petite monnaie. Le vrai philosophe se résigne une fois pour toutes. » Vaines et cruelles paroles! Ah! sans doute, quand on a reçu en partage le génie et la force, quand on remplit l'Europe du bruit de sa renommée, quand les honneurs, les hommages, la richesse, la considération, tous les biens de la nature et de la société accourent vers vous, quand surtout à une intelligence immense on associe un cœur égoïste et froid, il est facile alors de se résigner; mais convier à cette résignation fantastique le pauvre mineur enseveli sous terre, le paysan courbé sur le sillon, l'innocent que frappe la société abusée, l'homme de génie méconnu, le vieillard qui ne trouve au terme d'une carrière bien remplie que la misère et la faim, n'est-ce point une dérision impie? Et sans parler de ces extrêmes douleurs, chacun de nous, si favorisé qu'il puisse être par la nature ou le hasard de la naissance, ne ressent-il pas, s'il porte un cœur d'homme, tous les maux attachés à l'humanité? N'est-il pas pauvre, orphelin, persécuté, dans la personne de tous ceux qu'on persécute, qu'on abandonne et qui souffrent? Soyez même le plus égoïste à la fois et le plus favorisé des hommes, vous êtes un homme pourtant, c'est-à-dire un animal plus malheureux que tous les autres, s'il doit mourir tout entier, puisqu'il est le seul qui pense à la mort.

C'est, dites-vous, la nature des choses. Je réponds que vous faites la nature des choses absurde. Vous lui faites construire un être pensant qui se pose nécessairement un problème, et qui est dans l'impuissance absolue de le résoudre, un être à qui son organisation impose de chercher sans cesse ce qu'elle lui interdit de trouver jamais. Qu'est-ce donc que l'homme? dira Pascal. — Un chaos, une chi-

mère, un monstre incompréhensible. Or, quand on en est là, il faut de deux choses l'une : ou succomber, ou faire un pas de plus. Et faire ce pas comme le fit Pascal, n'est-ce pas succomber encore ?

Certes, ce triste résultat est diamétralement contraire aux intentions des partisans de la philosophie positive. La liberté de la pensée n'a pas de plus fervents défenseurs. Eh bien ! il faut leur déclarer hautement que le plus éminent service qu'on puisse rendre aux ennemis de cette raison tant dénoncée, dont les droits sacrés sont aujourd'hui en péril, c'est de persuader aux hommes que les hauts problèmes dont la solution progressive fait l'honneur de la raison et la dignité de la philosophie sont pour notre intelligence des énigmes à jamais impénétrables.

Je crois donc avoir le droit de dire aux amis de la philosophie positive : Il y a une contradiction radicale au fond de toutes vos idées et de tous vos desseins. Vous voulez affranchir l'esprit humain, et vous lui préparez des chaînes ; vous voulez diviser son travail, et vous en brisez l'harmonie ; vous voulez organiser les sciences, et vous en rompez l'unité. Après avoir proclamé pour les faits un respect inviolable et presque superstitieux, vous commencez par nier tous ceux qui vous gênent, c'est-à-dire par couper en deux le domaine de la pensée, et par en supprimer la meilleure moitié. Réduits aux sciences de la nature, vous prétendez en faire la philosophie, et pour cela vous niez toutes ces idées absolues qui seules peuvent leur fournir une base solide et de fécondes directions. Enfin vous courez toutes ces négations par une négation suprême qui laisse la nature entière sans cause et sans loi, l'esprit humain sans principe, la vie sans but, l'humanité sans frein, sans idéal et sans espérance. Et vous décorez cela du beau nom de philosophie positive, et vous croyez ouvrir à la pensée humaine une ère nouvelle d'affranchissement et de progrès ! Non, votre philosophie n'est point nouvelle. Nous la connaissons depuis deux mille ans ; elle s'appelait l'épicurisme, et marquait en Grèce la décadence des idées. A une époque plus récente et plus glorieuse, elle a pu être un utile moyen d'attaque, une machine de guerre puissante contre des institutions condamnées à périr ; mais le xix^e siècle a quelque chose de mieux à faire que de souffler sur les cendres éteintes du passé. Il doit faire voir au monde que la métaphysique n'est pas seulement une puissance redoutable, habile à entasser des négations et des ruines, mais aussi une puissance bienfaisante et régulière, capable de remplacer tout ce qu'elle détruit, et qui, après avoir abattu les parties caduques de l'antique édifice, saura construire un édifice plus solide et plus vaste pour les générations de l'avenir.

ÉMILE SAISSET.

DU ROMANTISME

DANS LA LITTÉRATURE ET LA MUSIQUE

EN ALLEMAGNE.

LE CHEVALIER CHARLES-MARIE DE WEBER.

I.

Lorsque, voici tantôt vingt-cinq ans, Charles-Marie de Weber donna son immortel *Freyschütz*, en Allemagne comme en France l'émotion fut grande, on s'en souvient, et l'Europe entière n'eut qu'un cri pour saluer l'avènement de ce nouveau génie, qu'elle proclama romantique. L'épithète, prononcée à cette occasion pour la première fois à propos d'un musicien, est depuis devenue fort banale, et s'applique même désormais à tout opéra où l'élément populaire et fantasmagorique intervient; mais alors ce cri échappé à l'enthousiasme du moment, ce cri spontané avait un sens, et voulait dire tout simplement que l'art musical venait de rencontrer au théâtre une de ses plus glorieuses manifestations, car, selon nous, le romantisme est inhérent à la nature même de la musique, et dire d'une partition qu'elle est romantique dans la haute et sérieuse expression du mot, c'est la proclamer un chef-d'œuvre et reconnaître qu'elle répond aux conditions essentielles de l'art.

La musique est de son principe romantique et portée à la fantaisie, en d'autres termes à la forme la plus idéale où l'imagination puisse s'élever. A ce compte,

l'antiquité, accoutumée à diviniser le type humain. à se représenter ses dieux sous la figure de ses héros; l'antiquité grecque, préoccupée surtout des arts plastiques, devait nécessairement ignorer la musique, du moins dans les conditions mélodieuses en dehors desquelles il ne saurait exister pour nous de combinaisons sonores. Entre Aristote, qui penche pour l'imitation exacte de la nature, et Platon, l'apôtre inspiré des idées innées, de quel côté l'instinct musical se laissera-t-il sentir? Faut-il vous l'apprendre? Le troisième livre de *la République* en dit plus long à ce sujet que tous les commentaires, non qu'il renferme sur un point si obscur des révélations autres que celles que l'intelligence la plus simple de l'antiquité nous livrera, mais du moins est-on frappé de voir, au plus beau triomphe de l'art plastique, l'art musical choisir pour interprète le représentant des idées, celui qui, vis-à-vis de l'empirisme du Lycée, va soutenir que les types du beau, loin de se déployer aux yeux de l'artiste, reposent au plus profond de son âme à l'état de mystiques réminiscences d'une vie antérieure. En dépit de tant de savantes recherches, de tant de commentaires et de théories, nous ne possédons guère sur la musique des anciens que des connaissances fort restreintes, et bien des braves gens se creusent encore la cervelle qui tôt ou tard succomberont à la tâche sans avoir résolu le problème et sans nous avoir appris là-dessus autre chose que ce qu'on trouve dans les écrits de Ptolémée, de Plutarque et de Platon. Or, de ces différents écrits, quelle conclusion tirer, sinon que les Grecs n'ont jamais eu la moindre idée de la mélodie, et que leur musique était tout simplement un système destiné à régulariser les mouvements, un art de la mesure et de la quantité, répondant du reste dans sa sphère à toutes les conditions de l'art plastique? En effet, on ne nous dit pas que la musique ait jamais joué chez les Grecs un rôle indépendant; au contraire, l'emploi qu'on lui réserve est subalterne, et, pourvu qu'elle accompagne les danses et les pantomimes, la Polymnie antique n'en demande pas davantage. En admettant d'ailleurs que les Grecs connussent l'échelle diatonique, rien ne nous porte à présumer qu'ils aient jamais eu le secret de la base harmonique sur laquelle repose notre système de mélodie. Le rythme, en outre, ne saurait constituer à lui seul un art musical, attendu que le rythme peut fort bien exister en dehors de cet art. Aux temps nouveaux seuls il était réservé de pénétrer dans le monde des sons et d'en approfondir les mystères.

C'est un fait désormais reconnu que la musique sort du christianisme et se développe avec lui. La musique tient dans le monde nouveau la place que la statuaire occupait dans le paganisme. Par son caractère de spiritualisme ineffable, l'art des sons pouvait seul parvenir à rendre l'idée chrétienne d'un Dieu incréé. Si l'antiquité avait eu recours à l'art plastique pour se représenter ses dieux, c'est que les dieux de l'antiquité ne cessaient d'affecter la forme et les passions humaines; mais, à une époque de détachement terrestre et de contemplation mystique, il fallait, pour interprète, un art ayant l'infini pour objet, un art dont l'élément même est insaisissable, la musique. L'œuvre du statuaire a de la consistance et sait en quelque sorte enchaîner sous nos yeux la forme humaine; le statuaire même, alors qu'il idéalise, n'en reproduit pas moins des types sensibles; le son, au contraire, n'imité rien, il s'exhale et s'évanouit; il est fugitif et transitoire comme la vie de l'homme. Lorsqu'il appelait le romantisme un beau sans limites, Jean-Paul trouvait peut-être la plus heureuse définition de cet art, dont l'essence repose dans une éternelle aspiration qui pousse l'homme au delà de sa sphère, au delà du cercle borné de ses connaissances, et l'entraîne à la recherche d'un

idéal inaccessible. Or, quel art mieux que la musique eût jamais rendu le caractère de ce pressentiment divin ? Je ne sais, mais il me semble que l'idée chrétienne, en même temps qu'elle crée le romantisme et la musique, développe aussi chez les autres arts des ressources individuelles ayant pour but l'expression de cet amour de l'infini qui désormais possède l'humanité ; ainsi, dans la peinture, la perspective et le clair-obscur. Quoi qu'il en soit, l'art romantique est musical de sa nature, et je ne suppose point qu'il existe en musique de chef-d'œuvre digne de ce nom dont le romantisme n'ait à son tour fourni le fonds.

Le règne des sons commence où finit le règne de la parole. De là l'irrésistible attrait qu'exerce la musique sur les âmes altérées de la soif de l'infini, sur ces natures féminines qu'un besoin de rêverie tourmente sans relâche ; de là aussi l'espèce d'éloignement qu'éprouvent à son endroit les esprits positifs, les penseurs. A ce compte, la musique ne pouvait accomplir ses destinées dans l'antiquité ; tous ces Grecs de Corinthe et d'Athènes étaient gens trop plastiques, trop sensuels pour elle. La musique appartient à l'idéal romantique moderne, un hégélien dirait à *l'idéal subjectif*. Prenez Beethoven, le maître des maîtres en ce spiritualisme transcendant ; tentez de le suivre en ses divagations sublimes, et vous verrez où il s'arrêtera. Chez le divin chantre des symphonies, en effet, cette aspiration domine tout, la forme elle-même ne le contient plus ; s'il ne la brise pas, du moins en use-t-il avec elle aussi librement qu'il le peut. Et dire avec cela que Beethoven relève de la tradition de Bach, qu'il se rattache à ce grand cycle ouvert par l'immortel organiste ! Remarquez cependant comme les extrêmes se touchent ; après tout, peut-être n'y a-t-il ici d'extrêmes que les apparences. Le génie du christianisme aura-t-il donc manqué à sa mission divine pour s'être élancé du sein des cathédrales vers les hauts sommets de la terre, vers la nuée sercine où désormais il se balance au-dessus des forêts et des abîmes, au-dessus de l'immensité des fleurs ? En renonçant à la forme liturgique, l'adoration agrandit son domaine. Honorons le Créateur dans son œuvre : plus de psaumes, de cantiques et de versets selon le rite consacré ; il s'agit maintenant de se répandre en hymnes glorieux, d'atteindre par l'enthousiasme à la contemplation du Dieu vivant, de remplacer la contrition par l'extase. A cette idée de nouvelle origine, une forme nouvelle devait échoir. Lier en un faisceau inextricable, assembler, combiner les éléments les plus divers selon les lois de l'art le plus industriel, le plus admirablement profond, voilà Sébastien Bach ; rendre la liberté à tous ces éléments captifs, leur donner la clef de l'air et des étoiles, et cela sans que la confusion en résulte, sans que ces masses déchaînées enfantent le chaos, telle est à mon avis l'œuvre de Beethoven. Si l'auteur des fugues va se perdre souvent dans les méandres sinueux de ses combinaisons chromatiques et enharmoniques, il suffit par moments à Beethoven d'une simple note pour l'enivrer de sa magie, et vous le verrez mainte fois, se laissant bercer par un accord, en extraire sans fin comme d'une de ces cassettes du fabuleux Orient des trésors toujours plus merveilleux et plus imprévus. La parole l'embarrassait, il y renonce, et c'est à propos de lui surtout qu'Hoffmann a pu dire si excellentement que la musique instrumentale est le plus romantique des arts.

Mais, après la musique instrumentale de Beethoven, je ne sais rien de plus romantique au monde que les opéras du chevalier Charles-Marie de Weber. Lui aussi, de sublimes instincts le possèdent ; lui aussi rêve tout haut de l'infini, avec cette différence pourtant que sa rêverie, moins préoccupée des causes générales, moins

absorbée dans l'abstraction philosophique, s'attache davantage aux phénomènes de la nature, au pittoresque. Le romantisme de Beethoven a l'âme humaine pour objet ; esprit contemplatif, le chantre des symphonies se borne à traduire en un splendide langage ces éternelles vérités sur lesquelles, de Platon à Spinoza, tout grand génie a spéculé. Par lui, et c'est là l'immortelle gloire de Beethoven, la psychologie a passé dans la musique, et la langue des sons, sans rien dire de l'ampleur oratoire, de la magnificence du discours musical, a trouvé des formules pour les idées métaphysiques. Je le répète, Beethoven n'en veut qu'aux mystères de l'âme, à ses douleurs profondes, à ses déchirements, à ses aspirations vers Dieu ; si la nature intervient dans ses œuvres, c'est toujours à titre d'agent secondaire et comme pour servir de confidente à l'immortelle explorée, livrant, comme Isaïe, ses gémissements sublimes aux flots du rivage, aux vents de la montagne, au nuage égaré à travers l'espace. Chez Weber, au contraire, le naturalisme prime tout, un naturalisme merveilleux, avide de superstitions et de légendes. S'il aime la forêt sonore perdue dans les profondeurs de la montagne, s'il aime le lac bleu dont les roseaux solitaires chantent mélodieusement au clair de lune, c'est que la forêt et le lac vivent pour lui d'une vie élémentaire, c'est qu'il pressent çà et là des légions d'esprits qu'il évoquera tôt ou tard : ici le chasseur vêtu de rouge et de vert, Samiel et sa meute endiablée, présidant aux sortilèges du carrefour maudit ; là-bas les elfes vaporeux frissonnant aux étoiles, Ariel et Miranda, le cor enchanté d'Oberon répondant à la trompe infernale, les suaves Tempés du royaume de Titania pour horizon à la caverne des démons, car c'est le propre de Weber d'avoir su exceller dans l'art des contrastes, et son fantastique mi-parti de ténèbres et de clarté vous fait involontairement songer à ces tableaux mystiques de l'école italienne dont la région supérieure nage dans la sérénité, tandis qu'au-dessous tout est nuit et terreur. Si donc Weber entre en rapport avec la nature, c'est pour lui demander les secrets de sa vie profonde et cachée. Désormais le torrent et le bois, l'océan et la montagne, cesseront de servir de fond au tableau comme chez Beethoven, et, si je puis m'exprimer ainsi, d'être la simple pédale de l'orgue harmonieux sur lequel l'âme humaine gémit son ineffable complainte, son monologue divin. Tout ici palpite et bourdonne d'une vie indépendante qui, pressée de se faire jour, va se manifester au premier plan. Les génies des eaux, de la terre et de l'air, ondins, elfes et gnomes, concourent à l'action ; de tous côtés foisonnent les esprits élémentaires, et bientôt entre les personnages réels et les autres vous ne distinguez plus, tant le nuage fantastique enveloppe les groupes.

Une fois son monde évoqué, Weber se l'associe et ne néglige rien pour se le rendre intime, familier, car il croit en lui comme Hoffmann, comme Tieck, comme Arnim, comme tous les coryphées du mouvement poétique dont il semble avoir eu pour tâche de vulgariser par la musique le romantisme littéraire. Là même est, selon moi, le secret de la popularité immense de l'auteur du *Freyschütz*, d'*Euryanthe* et d'*Oberon*. Par ses sentiments, par ses mœurs, par ses goûts, Weber se rattache à cette phalange héroïque de jeunes hommes exaltés qui, s'inspirant des principes de nationalité, fondèrent ce qu'on appelle encore aujourd'hui l'école romantique et s'en allèrent au delà des siècles chercher dans les institutions et les croyances du moyen âge des secours contre les idées françaises, alors envahissantes. Vous connaissez ce *Knabenwunderhorn*, ce recueil où Brentano et d'Arnim ont entassé les mille trésors de la vieille poésie allemande : traditions,

légendes et contes bleus, berceuses et refrains de chasse, tout est là. Eh bien ! pour la musique, Weber me représente ce recueil vivant, il me semble retrouver en lui ce mélange de naïf et de merveilleux, de sentimentalité et de superstition, qui fait le fonds de l'instinct populaire au moyen âge ; et d'ailleurs comment l'enthousiasme des masses lui eût-il manqué, à lui dont le romantisme, dégagé de la partie philosophique qui rend Beethoven inaccessible à tant de gens, s'attache surtout à célébrer la vie des forêts et n'a que bruits de chasse au fond de l'âme ?

La chasse, en effet, ses émotions de joie et de tristesse, ses découragements, ses manœuvres, jusqu'à ses incantations diaboliques, tel est le motif que Weber se plaît à varier sans relâche, et, je le demande, vit-on jamais thème plus populaire en Allemagne, dans ce beau pays du Rhin et de Souabe où de toute antiquité les empereurs sont oiseleurs et les grands-ducs archers, ou mieux, s'il faut en croire les chroniques, aux bons temps des landgraves de Thuringe, une princesse du sang royal se gagnait à la cible ni plus ni moins qu'une couronne d'or ? Étrange chose, ce Weber qu'on prendrait volontiers pour le génie incarné de la chasse, tant il a deviné, senti, flairé ce qu'il y a de poésie cachée sous cette vie au sein des bois, tant il a su rendre à traits puissants l'âpre et sauvage physionomie du paysage montagneux que la meute efflanquée parcourt au son des trompes sur la trace du sanglier meurtri ; cet homme, dont la musique respire à pleins poumons les plus mâles senteurs forestières, était un être souffreteux, maladif, ayant besoin pour vivre des ressources journalières de son travail, et presque aussi maltraité du côté de la fortune que du côté de la santé physique. Noble Weber, a-t-il réellement jamais connu le galop d'un cheval ? et, si quelqu'un de ces grands-ducs d'Allemagne qu'il servit en qualité de maître de chapelle l'eût invité d'aventure à suivre la chasse, eût-il pu serrer autour de ses reins le ceinturon de cuir et prendre sa part du terrible exercice ? Hélas ! pauvre artiste sublime, il eût suffi d'un cahot pour briser sa fragile existence, et dès la première haie, dès le premier fossé, il eût donné à rire, lui le génie de la chasse, lui le père de Samiel, au plus obscur des palefreniers de son altesse. Non, toutes ces belles choses qu'il a si magnifiquement décrites, c'est du fond de sa chambrette solitaire qu'il les a vues passer au crépuscule. Il en avait l'instinct suprême, c'était assez pour lui d'en remplir son imagination et son cœur. Tant d'autres vivent physiquement au milieu d'elles qui mourront un jour sans en avoir même soupçonné la poésie. Il faut en prendre son parti et renoncer à concilier ce qui peut-être est inconciliable, à savoir l'idée et la pratique. On dirait vraiment que le sens exquis d'une chose en exclut la pratique, et que d'autre part l'action porte en elle je ne sais quoi de grossier, de brutal, qui s'oppose aux raffinements de l'intelligence. Ça et là de rares exceptions s'offrent bien. Byron en était une, et je me suis souvent figuré le noble lord en humeur poétique lançant à fond de train sa jument sur les sables du Lido. Mais Weber, quel triste chasseur et pourtant quel glorieux, quel sublime chantre de la chasse ! Tout ceci nous amène à parler de sa vie. Notons rapidement quelques traits caractéristiques, et tâchons de rendre de notre mieux cette physionomie intéressante, ne fût-ce que pour en étudier certains contrastes.

Charles-Marie de Weber naquit, le 18 décembre 1786, à Eutin, dans le Holstein, d'une famille appartenant à l'ordre équestre, et les meilleurs soins présidèrent à son éducation. Dès sa plus tendre jeunesse, nous voyons la peinture et la musique se disputer son temps. Tout porte même à croire qu'il eût réussi à se faire un nom dans le premier de ces deux arts, si le démon musical qui le possédait à son insu

ne l'eût entraîné loin des voies du dessin et de la couleur. Du fond de l'atelier où ses doigts distraits s'exerçaient au fusin, il entendit un beau soir chanter la musique des sphères; le roi des aulnes l'appelait vers ses royaumes éthérés, et, comme cet enfant de la ballade, il se laissa ravir, mais lui du moins n'en mourut pas : les génies épargnent leurs frères. N'importe, ses premières études des arts du dessin ne furent point stériles; à plusieurs reprises il y revint, et personne n'ignore que c'est à lui qu'on doit l'invention de la lithographie. Il va sans dire que la musique finit toujours par avoir le dessus, car, si d'une part était le dilettantisme, de l'autre était la vocation. Son père, le major de Weber, pressant l'avenir de cette jeune tête, ne recula point devant les sacrifices pour lui ouvrir les mondes de la science. Or, sa ville natale offrant peu de ressources à l'initiation, Charles-Marie se rendit à Saltzbourg auprès de Michael Haydn, puis à Munich, où il étudia le contre-point sous la direction de l'organiste de la cour. En 1800, le jeune maestro donna son premier opéra, *la Fille des Bois* (*das Waldmädchen*); il avait alors quatorze ans. Quand je dis son premier opéra, je me trompe; deux années auparavant il avait débuté par une composition musicale intitulée assez étrangement *la Puissance de l'Amour et du Vin* (*die Macht der Liebe und des Weines*). Ce que c'était que ces deux ouvrages, dont l'un devint d'ailleurs bientôt la proie des flammes ainsi que diverses fugues et morceaux de clavier et une messe, et dont l'autre, accueilli avec succès à Vienne, à Prague, à Pétersbourg, valut d'emblée à Weber une réputation de talent facile, médiocrement en harmonie, j'imagine, avec ses visées ultérieures; ce que c'était que ces deux ouvrages, on le suppose : d'honnêtes réminiscences de la leçon d'hier, la cent unième reproduction de la formule ayant cours, un fonds banal où çà et là tremblotent quelques rares idées moins semblables à des étoiles au firmament qu'à des vers luisants dans l'herbe. Je n'ai jamais compris, quant à moi, le culte superstitieux que bien des gens professent pour tous les papiers de jeunesse des grands artistes : comme si ces produits d'une imagination qui nécessairement s'ignore pouvaient être jamais autre chose que les tâtonnements d'un écolier plus ou moins doué. On aura beau dire les poètes, les musiciens, les peintres de génie, ne poussent pas au beau milieu d'une époque à la manière des champignons. Il faut commencer par tenir de quelqu'un en ce monde, et l'ordre intellectuel non moins que l'ordre physique a ses filiations traditionnelles, ses lois imprescriptibles d'hérédité. Indépendant, nul ne l'est à ses débuts; heureux qui peut le devenir avec l'âge. On imite d'abord, quitte à créer plus tard pour servir à son tour de modèle aux hommes de l'avenir. Raphaël succède à Pérugin, Mozart à Gluck, et longtemps encore les divins élèves, celui-ci dans *la Vierge à la Chaise*, celui-là dans *la Clémence de Titus* et *l'Idoménée*, longtemps encore les divins élèves carresseront la forme du maître avant de pouvoir donner essor à l'idée-type qu'ils ont en eux. Or, l'idée-type de Weber, c'est le *Freyschütz*; le chercher en deçà, c'est perdre sa peine; qu'importe, après tout, de savoir dans quelle langue a bégayé l'enfant si l'œuvre du maître nous reste? Aussi ai-je hâte d'y arriver. Je noterai cependant, comme produits de cette période d'acheminement vers le but solennel, deux symphonies, plusieurs concertos et un opéra intitulé *Pierre Schmall et ses Voisins*, lequel fut représenté à Augsbourg sans trop de succès. On m'a aussi bien souvent parlé d'un ouvrage fantastique dont la célèbre légende de Rübezahl fournissait le sujet, et que Weber avait entrepris d'écrire lorsqu'il se trouvait à Breslau en qualité de directeur de la musique. J'avoue qu'ici ma curiosité

se réveille; pour le chantre futur d'*Oberon*, pour l'imagination aérienne qui devait un jour initier notre monde aux vaporeux secrets de la cour de Titania, c'était, il faut le dire, un ravissant motif que cette histoire du gnome silésien. On se prend involontairement à souhaiter la musique de Weber, dès qu'on songe à la romantique épopée de la belle princesse surprise au bain par le ricanement lascif du lutin qui la lorgne du haut d'un pic voisin.

Or, voilà que non loin de la nappe azurée,
 Sur le plus haut pic de granit,
 Se tenait un lutin fameux dans la contrée,
 Penché comme un pinson sur le bord de son nid.

Et la captivité dans la grotte enchantée, quelle plus musicale fantaisie, lorsque la princesse, avisant la baguette du sorcier, s'en empare et crée toute sorte de fantastiques messagers qu'elle envoie à travers l'espace porter de ses nouvelles au prince son fiancé, sans compter la scène finale où le gnome berné passe la nuit à compter au clair de lune les carottes de son jardin, et ne s'aperçoit pas que pendant ce temps on lui enlève sa prisonnière! On ne possède malheureusement aucune donnée sur cette partition de *Rübezahl*, restée à l'état d'ébauche. Après cela, peut-être tout n'est-il point à regretter, et il pourrait bien se faire que plus d'un fragment en ait passé dans *Oberon*. Je n'ai jamais cru beaucoup à ces magnificences fastueuses des grands maîtres qui passeraient leur vie, au dire de certaines bonnes gens, à jouer un rôle d'enfant prodigue. Je veux bien admettre que le génie sème les pierreries, mais on me permettra de croire qu'il les compte; on sait toujours plus ou moins ce qu'on dépense, et, quand tel diamant égaré vaut la peine qu'on le ramasse, on se baisse très-prudemment plutôt que de souffrir qu'il se perde ainsi sans profit pour personne. Les Italiens eux-mêmes, en dépit de leur libéralité proverbiale, font comme les autres: je ne parle ici que des maîtres, et n'ai point à m'occuper des gens à la suite, lesquels, trafiquant de fausse monnaie, ne risquent guère à se montrer prodigues; mais demandez à Rossini, si, lorsqu'il travaillait à son *Guillaume Tell*, il ne lui est pas arrivé plus d'une fois de couronner des plus beaux épis de ses moissons nouvelles telle idée de jeunesse qui lui revenait le sourire sur les lèvres, et parée de sa seule fraîcheur, de ses seules grâces adolescentes.

De Breslau, Weber passa auprès du duc Eugène de Wurtemberg, qui le garda à son service dans sa jolie résidence de Carlsruhe en Silésie, jusqu'au jour où les événements politiques forcèrent l'auguste dilettante de congédier sa chapelle et son théâtre. Ainsi rendu à lui-même, Weber parcourut l'Allemagne, et termina bientôt sa tournée musicale en rejoignant le prince, qui, cette fois, le reçut dans son palais de Stuttgart. Ce fut en ces circonstances que Weber écrivit son opéra de *Sylvana*, lequel était tout simplement une seconde édition revue et augmentée de la *Fille des Bois*, dont on avait remanié le poème. Quand nous disions tout à l'heure que rien ne se perdait en ce bienheureux monde de l'imagination! Ajoutons en passant que l'idée première n'était pas au bout de ses transformations. La *Fille des Bois*, après être devenue *Sylvana*, devait finir, grâce à une troisième métamorphose, par s'appeler *Preciosa*. Si le bouddhisme n'existait pas, les musiciens l'eussent inventé. Il est vrai qu'en ses migrations successives, l'âme musicale va s'épurant toujours, et que, pour ne point avoir en somme abdiqué complètement son identité, elle ne s'en est pas moins transfigurée. En même temps que

Sylvana parurent sa cantate intitulée le *Premier Son* (*der erste Ton*) et diverses compositions symphoniques ou concertantes.

Cependant la renommée de Weber commençait à se faire. De jour en jour, sa musique gagnait en faveur dans l'opinion, ses opéras se jouaient partout; le monde allait à ses concerts, car on n'ignore pas que chez lui l'exécutant marchait de pair avec le maestro, et que, s'il était déjà le compositeur de piano le plus original, il était aussi le plus inspiré, le plus puissant des virtuoses. En 1810 il voyagea; à Berlin, à Munich, à Darmstadt, les meilleurs succès marquèrent son passage. A Vienne, il retrouva le bon abbé Vogler, sous lequel il avait, sept ou huit ans auparavant, étudié la haute composition. Weber était un esprit trop sérieux, trop passionnément curieux de science et d'initiation en toutes les choses de son art, pour négliger cette occasion d'augmenter le trésor de ses connaissances, et nous le voyons s'empresse de s'incliner devant l'autorité de l'excellent, de l'illustre théoricien, qui jadis enseigna son enfance, et retourner à l'école du vieil abbé, lui déjà maître, lui à la veille de donner trois chefs-d'œuvre à son siècle.

L'abbé Vogler avait dans sa classe un autre élève qui devait à son tour occuper plus tard l'attention de l'Europe. Nous voulons parler de Meyerbeer, venu de Berlin à Darmstadt pour suivre les cours du plus savant professeur de l'Allemagne. L'illustre auteur de *Robert-le-Diable* a conservé de cette période de sa jeunesse un souvenir presque religieux. Le nom seul du vénérable fondateur de l'école de Darmstadt suffit pour faire revivre à ses yeux tout un passé qu'il aime, et dont il ne parle jamais que d'un ton pénétré. « Venez à moi, écrivait l'abbé Vogler au jeune Meyerbeer après l'examen d'une fugue que celui-ci lui avait adressée de Berlin, venez à Darmstadt, et je vous accueillerai comme un fils, et je vous *ouvrirai les sources vives de la science musicale*. » Excellent homme! quel autre langage eût-il employé pour encourager une vocation théologique? Chez lui, je le crains bien, l'artiste, le maestro, marchait de pair avec le prêtre, s'il ne passait avant, et, sa foi religieuse et sa foi musicale se confondant l'une l'autre, il en résultait un amalgame de profane et de sacré qui, réagissant sur son enseignement, transformait le conservatoire qu'il dirigeait en une sorte de séminaire: étrange séminaire, il faut l'avouer, où se condoyaient toutes les communions, qui vivaient ensemble le mieux du monde, à la condition de professer le même culte en matière d'art. Du reste, on travaillait sans relâche à l'école du bon vieillard; c'était un véritable noviciat de bénédictins. Chaque matin, au point du jour, l'abbé Vogler disait sa messe basse, que servait Charles-Marie de Weber en sa qualité de catholique romain. — Que pensez-vous du jeune clerc? Si vous eussiez dit alors à maître Samiel que ce frère enfant de chœur si confit en dévotion l'évoquerait un soir, lui et sa bande, au carrefour du bois, maître Samiel lui-même, tout diable qu'il est, n'aurait-il pas eu bon droit de s'étonner fort? — Sitôt après sa messe, le professeur, rassemblant ses élèves, leur tenait une leçon de contre-point, puis leur distribuait divers thèmes de musique d'église, sur lesquels on avait à s'exercer en commun, et terminait la séance par l'analyse de chacun des morceaux. Le plus souvent, vers quatre heures de l'après-midi, les travaux de la journée étant achevés, notre abbé emmenait avec lui un de ses jeunes gens, Weber ou Meyerbeer, et dirigeait la promenade du côté de la cathédrale où se trouvaient deux orgues. Aussitôt arrivés, maître et disciples s'emparaient des tribunes, le concert commençait, et les inspirations allaient leur train. On s'appelait, on se répondait, et d'un instrument à l'autre passait et repassait le motif voyageur, sorte de

navette mélodieuse qui ne tardait pas à disparaître sous d'inextricables tissus d'harmonie.

Cependant, à certains intervalles, la confrérie musicale émigrail; l'abbé visitait alors avec sa troupe les principales villes d'Allemagne: vrai professeur de gaie science, toujours prêt à discourir chemin faisant, et capable de convertir en académie une chambre d'auberge, s'il s'agissait de tirer profit pour son enseignement d'une observation recueillie dans la journée! — Des hommes tels que Weber et Meyerbeer étaient faits pour se comprendre et s'aimer; il y avait dans ces deux intelligences un point de contact par lequel elles devaient se rapprocher dès leur première rencontre sur les bancs de l'école. Je veux parler du sens esthétique, de cette façon transcendante, qui les caractérise, d'envisager l'art musical. Toutefois une trop grande différence d'âge existait entre les deux futurs rivaux (Meyerbeer était plus jeune de dix ans que Weber) pour que les relations s'établissent sur ce pied d'intimité qu'elles n'auraient point manqué de prendre plus tard, si la mort eût épargné l'ainé. Weber exerça donc, dès cette époque, sur Meyerbeer, cette influence de l'âge qui impose toujours, quoi qu'on dise, surtout lorsque cette influence est accompagnée du prestige d'une gloire naissante, et les premières sympathies de Meyerbeer pour son condisciple furent mêlées d'une certaine admiration superstitieuse que devait exalter encore la physionomie attristée et pensive, l'air sauvage et distrait de cet irritable jeune homme, à l'œil de feu, aux pommettes saillantes, absorbé dans le pressentiment d'un monde surnaturel.

En 1806. Weber fut appelé à Dresde pour y remplir les fonctions de directeur de la musique. Il s'agissait de fonder un opéra national dans la capitale des rois de Saxe, et l'on devine avec quel empressement notre jeune maître accepta la mission. Déjà Weber avait essayé de plusieurs postes de ce genre, mais sans pouvoir se fixer en aucun, soit que sa nature susceptible et nerveuse le rendit peu propre à discipliner des artistes médiocres, soit qu'il se sentit déplacé partout ailleurs que dans une résidence de premier ordre. Cette fois l'occasion se présentait, il la saisit, et de ce moment Dresde devint sa véritable patrie. Parlerai-je de tant d'illustres compositions qui signalèrent son avènement, cantates, messes, ouvertures, lorsque déjà nous touchons au *Freyshütz*, lorsque l'heure fantastique a sonné?

Ici des temps nouveaux commencent.

II.

Le 19 juin 1821, vers midi, la plupart des beaux esprits de Berlin semblaient s'être donné rendez-vous au café Stehley. Poètes, peintres, musiciens, journalistes, répandus par groupes autour des tables, causaient et gesticulaient de l'air le plus animé. A l'exaltation de tout ce monde, on eût dit des préparatifs d'une émeute, et peut-être aurait-on deviné juste. Il ne s'agissait, en effet, de rien moins que d'une prise d'armes entre deux camps des longtemps ennemis, et la collision, pour n'avoir rien de politique, n'en menaçait pas moins d'être orageuse et terrible. On pouvait donc s'attendre à voir se renouveler toutes les horreurs des fameuses guerres de partisans auxquelles jadis les noms de Gluck et de Piccini servirent de

drapeaux, car l'Italie et l'Allemagne, guelfes et gibelins, se trouvaient en présence ; de côté et d'autre on battait le rappel, ceux-ci criant pour mot d'ordre et devise : Spontini et *Olympie* ; ceux-là : Weber et l'opéra national allemand.

Charles-Marie de Weber était venu à Berlin diriger les répétitions de son *Freyschütz* (1), et, grâce à l'infatigable persévérance du grand artiste que soutient la conscience de sa vocation, l'entreprise marchait à ses fins, en dépit des cabales et des intrigues de toute sorte qu'on lui suscitait ; intrigues et cabales qui, disons-le en passant, devaient revivre quelque vingt ans plus tard à propos des ouvrages de Meyerbeer, et cela toujours sous les auspices de M. Spontini. D'ailleurs, outre son génie, Weber avait pour lui le sentiment national. A ce compte, il ne pouvait périr. Les chanteurs étaient dans le ravissement, et l'intendant des théâtres royaux voulait que rien ne fût négligé pour rendre la mise en scène digne du chef-d'œuvre.

Selon le plus ou moins de fougue, le plus ou moins d'expansion naturelle à leur tempérament, les coryphées de la musique nationale donnaient déjà libre cours à leur humeur triomphante, ou se contentaient d'espérer en silence ; les Italiens, au contraire, et tous ceux qui tenaient pour l'Italie, n'étaient rien moins que rassurés, et s'efforçaient de dissimuler leur inquiétude sous les dehors d'une confiance imperturbable. Quelle idée en effet a ce petit Weber du Holstein de vouloir se mesurer avec le colosse du siècle, avec le sublime auteur de *la Vestale* et d'*Olympie* ! Il ne restait plus qu'à savoir si l'on trouverait jamais un public pour prendre au sérieux l'incartade. En attendant, la cabale poursuivait ses manœuvres accoutumées, de faux enthousiastes s'enrouaient à crier merveille par-dessus les toits, et proclamaient l'opéra nouveau dix fois plus admirable que le *Don Juan* de Mozart et le *Fidelio* de Beethoven, espérant, à force d'exagérations et de vacarme, discréditer l'auteur dans la pensée de ses vrais amis.

Pendant ce temps, que faisait Weber ?

Au milieu de l'agitation générale, lui seul gardait une attitude calme et sereine. La plus grande partie de sa journée se passait à voir ses chanteurs, le reste en un cercle d'intimes, et, certain d'avoir fait de son mieux, convaincu de la bonne volonté de sa troupe, il attendait fièrement, avec confiance, s'en remettant d'ailleurs à la grâce de Dieu.

Tel était le motif de toutes les conversations ouvertes au café Stehley dans la matinée du 19 juin 1821, jour de la première représentation du *Freyschütz*.

— Je vous le demande, mon cher maestro, s'écriait un jeune homme à tournure militaire, je vous le demande, cela ne dépasse-t-il pas toute imagination de voir ce M. Weber, à qui on aurait tout au plus dû livrer un des petits spectacles du faubourg, oser venir s'emparer de la sorte du théâtre royal de l'Opéra de Berlin, et nous apporter ses oripeaux romantiques ramassés au hasard dans toutes les friperies musicales ? Nous les apporter pour remplacer quoi ? le chef-d'œuvre de la musique, *Olympie*, *Olympie* de notre incomparable Spontini ! En vérité, c'est de la démence, et le pauvre diable me fait pitié ; qu'en dites-vous, monsieur le maestro, n'ai-je pas raison de le prendre en pitié ?

— Tout à fait raison, répondit avec chaleur un petit homme à besicles vertes, dont l'accent fortement prononcé trahissait l'origine italienne ; cependant, ajouta-t-il aussitôt, peut-être en pareille matière mon opinion n'est-elle point assez

(1) Écrit à Dresde, le *Freyschütz* fut exécuté à Berlin pour la première fois.

désintéressée pour qu'on en tienne compte, car je n'admire au monde que la musique de mon pays, et fais profession d'un enthousiasme sans bornes pour le grand maestro Spontini, que je place au-dessus de tous.

— A Dieu ne plaise que je vous conteste jamais cette opinion ! ajouta le jeune homme. Spontini passera toujours pour le plus grand compositeur dramatique dont la musique s'honore, et je ne vois pas qui l'on pourrait lui comparer en Allemagne. Auprès de lui Gluck est un bloc de marbre inanimé et froid, Mozart un musicien aimable et tendre, mais sans génie ; et puis comment appeler Mozart un compositeur dramatique ? Son *Don Juan*, dont tant de braves gens raffolent sans savoir pourquoi, manque complètement de caractère, et, si vous en exceptez quelques rares morceaux, n'offre à notre génération que des vieilleries qui font sourire. Je le répète, est-ce Gluck ou Mozart que vous comparez à mon héros ? Sans lui, saurait-on seulement ce que c'est qu'un opéra ? Nul autre que Spontini n'a compris la forme dramatique : je dirai plus, il l'a inventée. Parlez, monsieur, me soutiendrez-vous le contraire ?

— Non pas certes, répondit vivement le maestro. Puis, se ravisant soudain, et du ton d'un homme qui craint de se compromettre : N'allez pas croire cependant que je sois l'ennemi de M. de Weber ; j'ai la plus grande estime pour son talent, ce qui ne m'empêche point toutefois de penser qu'il lui sera bien difficile de faire sensation après M. Spontini.

— Vous croyez ! observa un jeune homme assis à la table voisine, et qui jusque-là était resté étranger à la conversation, et pourquoi, s'il vous plaît, monsieur ? Sans doute parce que notre brave Allemand a renoncé, de parti pris, à tous ces vains accessoires de mise en scène auxquels votre sublime patron recourt si volontiers, et s'est contenté de deux cors de plus dans l'orchestre. Qui sait cependant si ces deux cors bien employés ne produiront pas plus d'effet que les trente-six trompettes de M. Spontini dans *Olympie*, et que toutes les pompes de son spectacle, je n'en excepte pas même les éléphants ?

— Voilà un singulier personnage, murmura le maestro à l'oreille de son interlocuteur.

— Vous ne le connaissez donc pas ? répliqua celui-ci. C'est le plus fougueux ennemi de notre idole ; mais qu'importe ? tous ces beaux discours n'empêcheront pas l'opéra de ce petit Weber de tomber lourdement ce soir. Laissez faire, ni mes amis ni moi ne souffrirons que l'astre de Spontini soit offensé, et, tant que nous tiendrons pour lui, il restera le musicien par excellence.

A ces mots, un éclat de rire diabolique partit du coin le plus reculé de la salle, et, tous les regards se portant aussitôt de ce côté, on vit deux hommes se lever et sortir brusquement. Le plus âgé pouvait avoir de quarante-trois à quarante-six ans ; c'était un individu de petite taille et vêtu d'une redingote foncée. Deux yeux de flammes, deux charbons ardents rayonnant sous d'épais sourcils qui se joignaient ensemble, éclairaient son visage d'une mobilité extraordinaire, et dont toute sorte de rides et de plis sillonnaient la peau d'un brun jaune ; ses cheveux, fournis et taillés en brosse, commençaient à grisonner, de même que la barbe qui ornait son menton et se perdait en sa cravate. Lorsque cet homme se leva, et, montrant la porte à son pâle et languissant compagnon, lui fit signe de le suivre, on put admirer une main délicate dont la plus élégante comtesse du Thiergarten eût envié le pur modèle et la blancheur exquise.

— Quel est ce personnage ? demanda le maestro à son voisin.

— Eh quoi ! répondit le spontiniste, ne le connaissez-vous donc pas ? Le visionnaire par excellence, Callot Hoffmann.

— Ah ! oui, *le Pot d'Or*, *le Majorat*, *le Violon de Crémone* ! Et cette espèce de fantôme blond qu'il traîne après lui ?

— Sans doute quelque original de sa maison de fous, le frère d'Antonia peut-être....

.....
La nuit vint. La salle du théâtre royal, remplie à s'écrouler, attendait avec cette agitation tumultueuse qui précède les grands recueils. Enfin Weber parut. « A la grâce de Dieu ! » murmura-t-il en gagnant son pupitre de chef d'orchestre. Il éleva la main, donna le signal du bout de son bâton de musique, et l'ouverture commença.

On sait quel glorieux accueil les Berlinoises firent au chef-d'œuvre dès sa première représentation. Le génie allemand l'emportait, l'Italie était vaincue. Triomphe ! s'écriaient les amis de Weber ; triomphe ! hurlaient les enthousiastes partisans de l'art national, entraînant les uns et les autres dans leur frénétique hurrah toute une multitude exaltée et comme en proie au vertige du beau. Pour Weber, la partie était magnifiquement gagnée, et de cette heure le petit maestro de la veille, le chanteur presque ignoré de *Preciosa*, devenait l'auteur du *Freyschütz*. Oh ! le théâtre, admirable machine à péripéties ! étrange roue qui porte aux étoiles ceux qu'elle trouve sur son passage ! vous étiez solitaire, obscur, nécessaire, et je vous retrouve illustre et courtoisé, réglant toute chose à votre fantaisie. Or, pour cela, qu'a-t-il fallu ? L'espace d'une soirée, à peu près le temps que met une chrysalide pour éclore.

.....
Une heure venait de sonner, et des habitués retardataires de la taverne de maître Luther, quatre personnages restaient seuls, lesquels, installés autour de la petite table classique près de la fenêtre, profitaient librement de l'heure avancée qui les avait débarrassés des importuns. Ces quatre personnages étaient Charles-Marie de Weber, E.-T.-A. Hoffmann, Louis Devrient et le jeune homme que nous avons rencontré ce matin au café Stehley.

On causait du chef-d'œuvre, des acteurs, du public ; Weber, mélancolique et taciturne par nature, oubliait çà et là son humeur silencieuse pour raconter les terribles émotions qui l'avaient assailli, ses angoisses mortelles au lever du rideau, ses tressaillements de joie après divers morceaux d'ensemble interprétés sans reproche par la troupe et compris admirablement de l'auditoire, enfin son ivresse au moment où la victoire se déclarait pour lui : ivresse de bien courte durée, où l'envie n'avait même pas attendu le lendemain pour mordre ; couronne triomphale où la sanglante épine se cachait sous les lauriers ! En effet, plus d'un propos amer sorti de la foule, plus d'un de ces poignants sarcasmes qui vont au cœur n'avait-il pas déjà pu atteindre le grand artiste, dont le sourire, au milieu de cette fièvre de la gloire, conservait je ne sais quelle expression de profonde souffrance et d'incurable mélancolie ? Pour Hoffmann, il venait de se livrer à l'une de ces merveilleuses divagations que provoquaient chez lui le vin et la musique, ces deux éléments de son génie, analysant de verve le chef-d'œuvre, admirant, louant, critiquant, ouvrant, à propos d'un air ou d'un duo, de ces échappées de lumière d'où l'œil entrevoit des mondes, et s'arrêtant parfois au milieu de sa paraphrase, interrompant le feu d'artifice de sa parole pour fredonner un motif qu'il citait de mémoire,

ou charbonner d'un trait hardi sur la muraille la silhouette fantastique du personnage dont il expliquait le caractère à sa façon.

— Un dernier toast ! s'écria-t-il en remplissant une vingtième fois son verre ; après avoir porté la santé de tous les habitants du Wolfsschlucht, je bois au créateur de l'opéra romantique. Grâce à lui, messieurs, nous possédons, à dater de ce soir, l'opéra national et populaire. Déjà la musique avait dans Mozart son Schiller, dans Haydn son Klopstock, dans Beethoven son Jean-Paul ; courage, Weber, tu seras son Hoffmann, son Arnim, son Louis Tieck, son *Knabenwunderhorn*. A la bonne heure, voilà ce que j'appelle un vrai mélodrame, où rien ne manque, où la musique, au lieu d'être un hors-d'œuvre, un détail oiseux, un vain placage, la musique prend part à tout, anime tout, colore tout. Qu'ai-je besoin qu'on m'explique le sujet du poème ? qu'on m'en dise seulement le titre ; il me suffit d'entendre les dix premières mesures de l'ouverture pour que l'action me soit à l'instant révélée. Écoutez ces sons voilés des cors, cet exorde mystérieux si profondément empreint de cette vie mâle et forestière dont le tableau va se dérouler devant vous. Peu à peu cependant le ciel se couvre, un pizzicato des contre-basses par trois fois répété annonce l'approche d'une puissance occulte. Samiel paraît, l'esprit des solitudes, le fabricant de sombres incantations. A sa venue, la foudre gronde, l'orchestre déchaîne toutes ses tempêtes ; un maléfice va s'accomplir, lorsque soudain une voix mélodieuse s'ouvre un sillon de lumière à travers le chaos. Voix d'amour et de rédemption, on sent tout d'abord qu'elle triomphera. Insensiblement les éléments infernaux se retirent, et la voix, secondée par toutes les forces sonores de l'orchestre, monte glorieusement, étouffant le dernier grognement des trombones qui mugissent dans leur coin comme des démons enchaînés. Je l'ai dit souvent, et ta composition m'en est une preuve sans réplique, pourvu qu'un maître sache s'imprégner fortement de l'esprit et du sentiment de son poème, pour rendre ensuite cet esprit et ce sentiment, il se passerait au besoin de paroles. La plupart du temps même, emporté par son propre délire, il lui arrive de donner à sa musique une flamme, une poésie, une fidélité d'expression dont on ne trouverait pas le premier mot dans le texte. J'estime le poème d'Apel, et demeure convaincu qu'à sa place je n'eusse rien imaginé de mieux ; mais se doutait-il seulement des personnages qu'il te livrait ? Et ce Caspar avec ses instincts pervers, ombrageux et taciturne, athée et superstitieux, railleur, colérique, méchant, ce Caspar existe-t-il en dehors de ta musique ? Créez donc de pareils types avec des cavatines ! Ce que j'aime dans ton inspiration, c'est qu'elle vous pénètre par tous les pores sans qu'on sache comment. Cela commence et finit, s'interrompt et se renoue, que c'est une surprise continuelle. On sent que l'on marche sur un sol d'où la musique va sourdre à chaque pas que vous ferez, musique pleine de bruits souterrains et de mystérieuses révélations, qui vous apporte je ne sais quelle sonorité puisée au cœur de la nature, l'écho de ces grottes peut-être où les sources vives prennent leur chaleur.

Ici Hoffmann s'interrompt pour lorgner du coin de l'œil le jeune homme qu'il avait amené, et qui, le menton appuyé dans le creux de sa main, la pupille dilatée, le front emperlé d'une sueur moite, paraissait s'attacher à suivre ses moindres gestes avec une anxiété nerveuse ; puis, après avoir donné le temps à Devrient de rallumer sa pipe et de remplir son verre, le conseiller de justice reprit : — Mais aussi, comme la musique fait partie de la texture même de l'ouvrage, les intelligences myopes auront grand-peine à s'y reconnaître. J'avais à mon côté un

brave homme à besicles d'or qui, du commencement à la fin, n'a cessé de s'agiter en proie aux plus convulsifs étonnements. — Voilà un motif bien écourté, murmurait-il après le premier couplet de Kilian ; puis, frappé d'une idée soudaine, il s'est mis à battre la mesure : un, deux, trois, quatre ; un, deux, trois ! Oh ! oh ! que veut dire ceci ? Ma main reste en l'air, plus de symétrie ! Qu'allons-nous devenir si les rythmes ne se donnent plus la peine d'être carrés ? — Sur quoi je l'ai vu tirer son calepin pour y consigner soigneusement l'ingénieuse observation. Un moment après, pendant l'explication entre Caspar et Max, il ne pouvait s'empêcher de regretter tout haut que la scène se passât en dialogue. — Eh quoi ! point de musique ! mais c'est donc un âne que ce Weber, il y avait là un si beau duo indiqué. — Oui, sans doute, honnête philistin, pensais-je, un magnifique duo en *felicità*, avec récitatif, adagio, ritournelle de cor à piston, amenant la cabalette afin de donner le temps aux deux gardes-chasse d'arpenter le théâtre tout à leur aise. Qu'il y ait de pareils beifitres en ce monde ! Je te laisse à deviner les stupeurs du compère pendant la scène du Wolfsschiucht, lorsque Caspar, du milieu de son cercle maudit, évoque Samiel, et, tout en préparant sa cuisine cabalistique, s'ingénie, l'incorrigible drôle, à ruser avec le diable. Pour un homme occupé à chercher partout des duos et de la symétrie, tu conviendras que la situation était originale, et que ce dialogue, moitié chanté, moitié parlé, avait de quoi troubler une aussi méthodique cervelle que l'était celle de mon voisin. — Où sommes-nous ? grand Dieu ! soupirait-il ; des lambeaux de récit cousus entre eux par des lambeaux de symphonie ! On ne sait ni qui parle ni qui chante. Bon ! l'acteur se tait maintenant, et voilà que l'orchestre commence : confusion ! mélodrame ! ouf ! — J'avoue qu'en ce moment ma patience était à bout. Je me suis retourné, et, saisissant au poignet ce diable d'homme qui m'avait tant fait souffrir depuis deux heures : — Vous appelez cela l'orchestre, monsieur, vous vous trompez ; c'est la voix des éléments conjurés, c'est la cascade qui pleure, c'est le vent qui siffle dans les sapins de la fondrière, c'est la terre qui souffle l'incendie par ses mille crevasses volcaniques. Le hibou funèbre bat des ailes autour du réchaud dont le plomb grésille. Silence, monsieur, ou craignez que maître Caspar, dont vous troublez l'œuvre magique, ne vous asperge de son goupillon.

— Y songeais-tu, Théodore ? s'écria Weber, humilier un critique de cette façon, un homme qui peut-être écrit dans trois journaux ! tu ne le connaissais donc pas ?

— Diable ! je le connaissais trop bien, au contraire.

— Demain nous aurons de ses nouvelles.

— Il n'importe ; en ce moment, la chasse a passé, et, comme tu l'imagines, j'ai bien vite lâché mon philistin pour me mettre à suivre la meute fantastique. Au galop donc, à travers broussailles et fossés, à travers lacs et torrents ! les fouets claquaient en flamboyant d'une lueur sanglante, les chiens ailés à tête de dragon aboyaient sur les cimes des arbres, et le gibier suait le feu par tous ses poils. Cependant la trompe infernale sonnait toujours, éveillant dans leurs trous de muraille les chats-huants de la fauconnerie de monseigneur Samiel. Oh ! la sublime lanfare et le beau vacarme ! Où se sont-ils arrêtés à courir ainsi par le vent et la tempête ? Et dire qu'après une si effroyable nuit l'aurore a pu se lever si calme et si rayonnante ! Au troisième acte, dès les premières mesures de la prière d'Agathe, j'ai cru voir une vapeur sereine monter du sein des profondeurs de la terre renouvelée. Ce chant de colombe qui sort des lèvres de la jeune fille me semblait l'hymne de

la nature entr'ouvrant, au sortir d'un horrible cauchemar, son œil bleu inondé de soleil et de rosée ; car avec toi la nature est partout, et ta musique, quelle que soit du reste son expression pathétique, respire toujours un sauvage bouquet, une tellurique senteur dont on s'enivre. C'est d'elle surtout qu'on pourrait dire : *Semper viridis*, toujours verte, toujours forestière, toujours imprégnée de fenouil et de jeune chêne. Aussi, quand je l'entends, mes narines se dilatent, et j'aspire à pleins poumons cet air mélodieux et sain qui m'apporte comme une bouffée de la forêt prochaine. — J'ai lu dans un vieux chroniqueur qu'un margrave de Thuringe, du nom d'Asprian, aima tellement la chasse, qu'il finit par en devenir fou. Laissant donc le royaume à gouverner à son fils, voilà mon Freyschütz qui se met à courir les bois jour et nuit, à grimper dans les arbres, à vivre en un mot de la vie inquiète et nomade d'un écureuil. Il paraît qu'à cette époque les coqs de bruyère étaient fort rares en Thuringe. Un soir pourtant, il advint qu'Asprian en découvrit un, le premier qu'il eût rencontré jamais. A cette vue, le vieux comte bondit sur sa branche qui faillit se rompre de la secousse. L'oiseau cependant ne s'effaroucha point, et, chose étrange, au lieu de s'envoler ainsi que tant d'autres eussent fait, il s'approchait d'Asprian comme attiré par une magnétique influence. Les deux compagnons passèrent la nuit à se regarder, Asprian couvant d'un œil de feu le pauvre volatile, qui, subjugué, haletant, anéanti, expira au point du jour. Or, ici commence le prodige. L'oiseau mort, son âme passa dans le corps du comte. De ce jour, Asprian perdit l'usage de la parole. D'homme et de margrave qu'il était, il devint un coq de bruyère perchante, gloussant et roucoulant selon toutes les conditions de son nouvel emploi. Je ne sais trop pourquoi cette folle histoire me revient à l'esprit en ce moment. On parle de transformations, de périodes antérieures ; ô Weber, dis, ne serais-tu pas, toi, ce comte Asprian, cet oiseau fabuleux qui, après avoir vécu plus de trois siècles en pleine nature, délivré enfin du charme fantastique et rendu à l'humanité, laisse transpirer désormais toute cette poésie mystérieuse et sombre dont il fut imprégné dans une autre existence ?

— Bon, voilà Callot qui déraisonne, reprit Devrient en lançant dans l'air une épaisse nuée de tabac ; au fait, il en a bien le droit, nous avons énormément bu. Quant à moi, Weber, j'ignore absolument de quels mondes tu nous arrives, et me soucie fort peu de ta commensalité antérieure avec les gnomes ou les ondins, les elfes ou les salamandres. *Salamander soll glühen*, salamandre doit flamboyer, a dit le vieux docteur, et le musicien chanter, ajouterai-je, à chacun son métier ; mais ce que je sais à n'en pas douter, c'est que tu viens de fonder l'opéra allemand et de trouver dans les profondeurs de ton art ce filon du romantisme que la poésie avait dès longtemps découvert en fouillant les mines de l'histoire. Pauvre scène allemande, où s'en allait-elle depuis la mort de Mozart ! Nous ne vivions que d'emprunts faits à l'Italie et à la France, et il a fallu le *Tancredi* de cet enragé de Rossini pour nous rappeler ce que c'était que l'enthousiasme. A Samiel, messieurs, au sombre génie des forêts qui nous a valu cette partition enchantée.

— A Weber ! s'écria d'un air d'exaltation radieuse le jeune homme que Hoffmann avait amené ; au compositeur inspiré, au grand maître de l'Allemagne contemporaine ! Que l'art sacré vers lequel sa prédestination le pousse lui livre sa plus grande somme d'émotions, ses plus mystérieux trésors ! Qu'il vive jusqu'à la fin, heureux, applaudi, couronné triomphant entre ses rivaux, et que toutes les satisfactions, toutes les voluptés de la gloire, descendent sur son âme, source de paix où viendront s'abreuver ceux qui souffrent !

— Ceux qui souffrent ! répéta Weber avec un sourire plein d'amertume et d'ironie, et comme si dans la mélancolique réaction qui s'était faite en lui depuis quelques instants il n'eût saisi que les trois derniers mots du toast porté par son chaleureux coryphée ; ceux qui souffrent ! et lui, qui le consolera ? Quand il aura tout sacrifié à son art, son repos, sa santé, son bien-être ; quand il sera mort à la peine, qui se chargera de sa famille ? Hélas ! personne. Mais, dira-t-on, les œuvres survivent à l'homme. En effet, au bout de cinquante à soixante ans, quelques braves gens s'aviseront de vous proclamer un génie et de prouver au monde que vos contemporains ont eu le plus grand tort de vous laisser ainsi mourir de misère et de désespoir. A l'instant, votre résurrection sera votée. Nous savons tous comment se pratiquent ces sortes d'apothéoses. On se forme en société philharmonique, on commande un banquet monstre à quinze livres par tête sans le vin ; à ce banquet, on mange et boit pour le plus grand profit de votre gloire que c'est une bénédiction ; les harangues se suivent avec un égal succès. Puis, lorsque enfin l'assemblée, portée à l'attendrissement par de trop fréquentes libations, commence à fondre en larmes au récit de votre martyrologe, un dernier orateur se lève qui, proposant une vingtième fois votre santé, y joint une motion pour qu'un monument vous soit érigé. A ce discours, de frénétiques applaudissements éclatent, et séance tenante une commission s'organise, présidée d'ordinaire par quelque charlatan qui n'est point fâché d'occuper à cette occasion la renommée de sa personne et de gambader un peu sur le piédestal en attendant que votre statue y monte ; bientôt, de tous les coins de l'Europe, les voix de la publicité sonnent l'appel, les souscriptions se multiplient, les ducats pleuvent dans la caisse, et, pour comble d'honneurs posthumes, le Michel-Ange du temps s'offre à reproduire vos traits sans permettre qu'on l'indemnise. Ainsi tout se réunit à vous glorifier après que vous êtes mort. Cependant le jour solennel arrive, la statue couronnée de laurier, enguirlandée de fleurs, déchire ses voiles aux acclamations d'une multitude enivrée d'enthousiasme et de soleil. Votre nom court dans toutes les bouches, votre musique défraie toutes les fanfares, tous les carillons de la fête ; le matin même, votre éditeur a mis en vente une édition de luxe de vos œuvres. Oh ! l'admirable triomphe et la magnifique perspective, s'il n'arrivait le plus souvent qu'à l'heure où ces belles choses se passent, votre propre fils, réduit aux derniers expédients de la misère, votre propre fils porte au mont-de-piété la montre de famille, afin de pouvoir subvenir aux frais du convoi de sa mère morte dans un galetas des faubourgs !

— Carl, s'écria Devrient, est-ce bien toi qui parles de la sorte ! non, tu fais injure à ton pays ; non, tant d'ingratitude n'existe pas.

— Il se peut, reprit Weber d'un ton plus calme, qu'il y ait quelque exagération dans les détails ; quoi qu'il en soit, le fond du tableau est vrai, et je te conseille de le tenir pour tel. Aimons notre art plus que toute chose au monde, mais ne soyons pas si insensés que de nous sacrifier pour une foule ignorante et jalouse, incapable d'apprécier à leur valeur le génie et le mérite tant qu'elle les a devant les yeux.

Depuis qu'il avait cessé de parler, Hoffmann ne perdait pas de vue son voisin de gauche, qui, le regard fixe, l'oreille attentive, semblait s'évertuer à recueillir chaque mot échappé des lèvres de Weber. Au moment où son oracle se taisait, le jeune homme essuya une grosse larme, et, tirant de sa poche un objet dont sous sa main crispée on ne pouvait distinguer la forme, fit mine de l'approcher de son verre.

Hoffmann avait suivi de l'œil le manège, de sorte qu'à un certain cliquetis imperceptible aux deux autres convives, il se retourna tout à coup, et saisissant au poignet le taciturne :

— Halte-là, camarade, s'écria-t-il, vous ne voyez donc pas que votre verre est plein à déborder? Que diable voulez-vous y mettre encore?

A ces mots, le jeune homme rougit, et, tout en affectant de plaisanter, cherchait à dégager son bras de l'étreinte du conseiller de justice; déjà même il allait réussir lorsque Hoffmann se prit à dire : « A moi, Samiel, *hilf Samiel!* »

A ce moment, Devrient jugea convenable de se mêler à la querelle, et fixant son grand œil magique sur le disciple insoumis :

— Mon garçon, dit-il, ici préside le conseiller de justice, et la résistance n'est pas de mise; ainsi, rends-toi.

— Qu'à cela ne tienne, répondit alors le jeune homme, qui partit d'un éclat de rire forcé et jeta sur la table l'objet de la dispute. Hoffmann s'en empara; c'était un flacon de cristal de roche à facettes diamantines; il l'ouvrit, et, après l'avoir flairé, s'écria avec horreur et dégoût :

— De l'opium! aussi vrai que j'existe, de l'opium, et vous versez cela dans votre vin; vous, jeune homme, à votre âge, de pareils excitants! Mille tonnerres, c'est trop fort!

— Dieu me damne! je crois, Hoffmann, que j'aimerais mieux ton élixir de salamandres, observa Devrient. Puis, se tournant du côté de Weber : La dernière fois que j'ai joué Shylock, j'ai essayé de l'opium, et, sauf une fièvre nerveuse qui m'a tenu cloué quinze jours sur mon lit, je m'en suis très-bien trouvé.

— Je confisque la fiole, poursuivit Hoffmann empochant le corps du délit; allons, garçon, un autre verre, et tâchons de nous comporter comme il faut. Bu-vons, messieurs, c'est du bourgogne vieux que je vous garantis pur de toute substance vénéneuse. Quant à vous, jeune homme, je vous engage à vous présenter demain de bonne heure chez moi, à l'effet de vous entendre sermonner d'importance.

— Hélas! cher conseiller, reprit le jeune homme avec un douloureux sourire, je veux bien me rendre chez vous aussi souvent que vous le permettrez; mais vous entendre, c'est autre chose : à dater de demain, le fantôme qui parle ici ce soir n'entendra plus personne.

— Et pourquoi cela, s'il vous plaît, camarade? s'écria Hoffmann.

— Parce que, repartit le jeune homme d'un accent d'ineffable tristesse, parce que, à dater de demain, je serai sourd.

A ces mots, les trois autres se regardèrent de cet air ébahi de gens qui croient avoir affaire à quelque échappé d'une maison de fous. Lui cependant, s'adressant à Weber auquel il tendit la main par-dessus la table : — O mon maître! poursuivit-il, oui, j'ai donné ce soir pour entendre votre immortel chef-d'œuvre tout ce qui me restait encore d'un sens qui, après avoir été jadis chez moi d'une susceptibilité merveilleuse, depuis tantôt huit ans décline et s'en va, d'un sens dont la perte prévue, inévitable, a changé désormais ma vie en un enfer et me rend le plus malheureux des hommes.

A ces paroles, prononcées dans l'effusion d'un désespoir sans bornes, un long silence succéda. Hoffmann et Devrient restaient sous le coup de leur stupeur, Weber pleurait. Enfin, voyant que nul n'osait entreprendre de l'interroger :

— Oh! mon Dieu, mon histoire est bien simple, reprit le jeune homme; il n'y

a ici ni drame ni roman. — Puis, vidant son verre d'un trait, il continua presque sans s'interrompre : — Vous dire qu'à la musique se rapportent mes premières sensations, mes premiers goûts, mes premiers besoins d'étudier, est-ce vous apprendre une chose que vous n'avez déjà devinée ? Né dans le sud de l'Allemagne, à Bonn, où j'habitais avec ma famille, je connus Beethoven dès l'enfance, et ce divin maître, lors de sa dernière et si courte visite à sa ville natale, daigna plus d'une fois me donner de bien précieuses marques de son intérêt. Nous demeurions dans la même maison, de sorte qu'à certaines heures il me faisait monter pour juger de mes progrès sur le piano ou causer familièrement avec moi de mille détails concernant l'étude de la science à laquelle je m'appliquais. Il faut vous l'avouer, l'idée d'être ainsi distingué par un pareil génie remplissait d'orgueil mon cœur d'enfant. Il me semblait recevoir de ses mains augustes je ne sais quelle consécration nouvelle. Évidemment il était dans ma destinée de produire un jour ou l'autre quelque chef-d'œuvre extraordinaire. A cette époque, je n'avais pas d'autre conviction. Mes maîtres, ravis de mes succès, m'encourageaient et fondaient sur mon avenir les plus belles espérances. Quant à moi, mon Dieu, que n'espérais-je pas ! Je venais d'avoir seize ans lorsque mon père mourut ; peu après ma mère le suivit ; resté orphelin, je quittai Bonn et résolu de voyager pour me faire entendre. Mon début à Berlin dépassa tout ce que j'avais rêvé de plus glorieux, du premier coup je fus proclamé maître ; applaudissements, fortune, renommée, à l'instant tout m'arriva ; ô triomphe, moi la veille encore ignoré, j'eus des ennemis ! Ainsi commençaient à se réaliser mes songes dorés d'autrefois. L'art divin auquel j'avais voué ma vie souriait à mes sacrifices : je touchais à l'accomplissement de mes plus doux vœux, à cette heure de la vie où le succès donne à l'artiste le droit de se produire dans toute l'originalité de sa propre nature ; mais, hélas ! cette heure fortunée, qui m'eût dit que l'enfer me l'enviait, et qu'entre mes lèvres avides et cette coupe fatale dont tu t'es enivré ce soir, ô Weber, il y avait place pour un si grand malheur ! Comment la main de Dieu m'atteignit, de quel crime un pareil fléau était le châtiment ? je l'ignore ; tout ce que je sais, c'est qu'on devait exécuter le lendemain ma symphonie, et que cette nuit-là je m'étais enfermé dans ma cellule à récrire un morceau qui m'avait paru faible à la répétition. Comme j'achevais mon ouvrage à l'aube naissante, je me sentis tout à coup la tête en feu ; en même temps mes oreilles se mirent à gronder comme un fleuve qui monte. Je crus que l'air du matin me remettrait ; mais, en ouvrant ma fenêtre, je n'entendis pas le bruit que je faisais. Alors je renversai un meuble avec fracas, je brisai des porcelaines ; rien, plus rien... j'étais sourd ! Je n'essaierai pas de vous raconter cette journée ; elle fut horrible. Avant tout, cette idée me préoccupait : être pour les gens un objet de pitié. J'aurais préféré le suicide. Le soir vint ; je me rendis à la salle de concert, résolu à conduire l'orchestre comme si de rien n'était, quitte à me faire sauter la cervelle du moment où j'en viendrais à envisager mon état comme incurable et surtout comme impossible à dissimuler. Pendant les premières mesures, les choses se passèrent assez bien ; un reste du sens frappé me guidait encore ; je crus même, ô bonheur ! que j'allais recouvrer l'ouïe : c'était une fausse alerte. Tout à coup l'orchestre entier sembla se taire, et je n'entendis plus que le silence, un silence de mort. Voilà un supplice auquel Dante n'a point songé. Je n'écoutai que mon désespoir. Il arrivera ce qui pourra, murmurai-je en dévorant des larmes de rage, et je continuai jusqu'au bout, m'aidant seulement de mes yeux, et dirigeant sans entendre une note ces masses instrumentales

auxquelles j'étais censé communiquer l'impulsion sonore. A la fin, toutes les mains battirent, tous les visages s'animèrent ; mes camarades, mes rivaux, s'empres-
saient autour de moi ; un chambellan vint me chercher pour me conduire dans la
loge de la cour. Les princesses me parlèrent, le roi me parla ; je souris et me tus :
les sanglots m'étouffaient. A peine dehors, mon délire éclata ; je courus par les
rues comme un fou. Je trouvai sur mon passage une taverne ouverte, j'y entrai ;
on m'apporta du punch, et j'en bus coup sur coup plusieurs verres. Quelques
minutes venaient de s'écouler ainsi, lorsque subitement il me sembla que mes
sens se dégageaient. O miracle ! j'entendais de nouveau ; je prêtai l'oreille, et les
sons m'arrivèrent clairs et perceptibles. Bientôt je remarquai qu'à mesure que je
buvais, cette lucidité augmentait : le hasard me livrait là un secret que j'eusse
payé de mon sang ; désormais je savais par quels moyens faire revivre à ma vo-
lonté un organe mort. Effroyable galvanisme dont cependant je ne tardai pas d'a-
buser. En effet, sous peine de voir le remède demeurer inactif, il fallut chaque
jour doubler la dose. On dit partout que j'étais un ivrogne, et, pour éviter de
tomber dans la pitié des hommes, j'encourus leur dégoût. Un jour, à la suite de
circonstances assez bizarres et qu'il serait inutile de vous raconter, le secret de
mon état fut découvert par une jeune fille italienne du nom de Zerline, laquelle
habitait une petite maison de la Friedrichsstrasse en compagnie de son vieux père,
sorte de factotum à la Figaro, très-fort sur la pochette et l'art de préparer des
onguents, génie d'apothicaire dans la peau d'un maître à danser. Ces braves gens
me témoignaient de l'intérêt ; j'exigeai d'eux la promesse d'un silence absolu et
m'ouvris au père de Zerline. Depuis quelque temps en effet, je croyais m'aperce-
voir que les spiritueux n'agissaient plus, et je sentais avec horreur s'approcher
l'heure fatale où toute communication cesserait irrévocablement entre le monde
et moi. Voyez, dis-je à l'Italien, s'il y a quelque moyen d'aviser, et que nulle crainte
ne vous arrête, car je ne consens à patienter qu'à la condition qu'une ressource
extrême reste encore. Au premier abord, le bonhomme hésita : vaincu toutefois
par l'idée de me réduire au désespoir, il me promit, sinon de me rendre en son
intégrité un sens déjà si entrepris, du moins d'en retarder de quelque temps la
perte définitive ; mais, avant de me livrer sa recette, il exigea de moi le serment
que je ne l'emploierais que dans les cas extrêmes. Je jurai tout ce qu'il voulut, et
le lendemain il me remit un flacon de cristal pareil à celui que vous venez de
m'arracher. C'était de l'opium. Deux ans s'écoulèrent ainsi, pendant lesquels de
célestes extases me furent données. Les portes d'or du paradis de Mozart et de
Beethoven s'ouvraient pour moi de nouveau ; je n'avais qu'à vouloir, et ce sens
frappé de mort une heure auparavant s'éveillait à des impressions mélodieuses
d'une netteté, d'une vibration telles, que jamais l'oreille humaine en des condi-
tions normales n'en perçut de pareilles. Hélas ! ce beau songe d'une nuit d'Orient
ne pouvait se prolonger ! une semblable orgie devait finir ! Un soir, mon Italien
me déclara qu'obligé depuis plusieurs mois de doubler et de tripler les doses,
force était à lui de s'arrêter, sous peine, s'il continuait, de courir le risque de
m'empoisonner. Il consentit cependant à me remettre encore cette fois le breu-
vage ordinaire, me suppliant de le tenir en réserve et de n'y toucher qu'avec une
excessive discrétion. Je promis comme d'habitude, et déjà même je songeais à me
retirer pour un mois ou deux à la campagne, lorsqu'en me promenant sous les
arbres du Thiergarten, je vous rencontrai, cher Hoffmann. De ce moment, ma des-
tinee fut accomplie. Vous alliez à la répétition du *Freyschutz*, et je n'eus pas la

force de me séparer de vous qui m'entraîniez, à votre insu, vers l'abîme où je vais périr. A l'idée d'entendre le *Freyschütz*, je ne me suis plus souvenu de rien; je vous ai suivi. Du commencement à la fin, pas une note de perdue; quelle joie! ô Weber, c'est à peine si je songe au prix dont je l'ai payée, car, après avoir entendu hier ton chef-d'œuvre, il a fallu l'entendre encore ce soir, et, pour y parvenir, j'ai dû vider le flacon de mort jusqu'à sa dernière goutte. Et maintenant, adieu, mes amis! A partir de ce soir, je n'entendrai plus rien.

Il se leva comme par un ressort, serra la main à chacun des convives, prit son chapeau et disparut. Les trois amis, pâles et consternés, étaient restés cloués sur leurs sièges, sans pouvoir proférer une parole.

— Étrange! soupira Hoffmann après une assez longue pause.

— Callot, reprit Devrient, si ce que nous venons d'entendre n'est point un conte nocturne de ta façon, c'est une affreuse histoire.

— Il n'y a rien de fantastique en tout ceci, reprit Weber. A présent que j'y songe, il me revient comme un souvenir vague de ce jeune homme. En effet, je crois me rappeler l'avoir connu autrefois chez l'abbé Vogler; on le citait même comme un de ses plus brillants élèves. Pauvre infortuné! qu'aura produit cet éclair de génie que ses maîtres et ses rivaux saluaient en lui dès cette époque?

— Bah! répondit Hoffmann, tout ce qui fleurit ne mûrit pas, et la nature a ses caprices. Pour faire un grand philosophe, un grand poète, un grand artiste, je me suis toujours figuré qu'elle s'y prend à plusieurs fois; elle ébauche, tâtonne, et quand elle a réussi à créer un moule...

— Elle le brise, s'écria Weber avec un douloureux sourire, sans même se donner le temps d'en extraire les trésors qu'elle y avait déposés.

A ces mots, la séance fut levée, et l'on se sépara; le *coucou* de la taverne venait de sonner deux heures.

Des quatre personnages de cette scène, aucun ne survit aujourd'hui. Hoffmann s'en alla le premier; puis ce fut le tour de Weber, auquel à peine resta le temps encore d'écrire deux chefs-d'œuvre, *Euryanthe* et *Oberon*, et vers la fin de 1832 Louis Devrient mourut. Quant au pauvre jeune homme dont l'apparition presque fantastique avait si fort impressionné les trois amis, on n'entendit jamais plus parler de lui.

III.

Nous voudrions maintenant, pour mieux caractériser le génie de Weber, dire un mot de la période à laquelle il se rattache, de la tradition musicale dont il sort. Si indépendamment, si généreusement doué qu'on puisse être, et le musicien illustre qui nous occupe a certes bien quelque droit à ce que nous le jugions tel, on a toujours en soi une certaine somme d'éléments plus ou moins transmissibles qu'on emprunte à l'esprit de son époque; et lorsque cette époque est la plus glorieuse que l'Allemagne musicale ait eue, lorsqu'il s'agit du dernier venu d'une famille de héros qui compte parmi ses membres Haydn, Mozart et Beethoven, on avouera sans trop de peine avec nous qu'en dehors de ces conditions héréditaires, de cette loi de filiation, il ne saurait y avoir de salut pour la critique.

Ceci posé, il nous sera permis de remonter aux premières années du XVIII^e siècle,

au moment où, de l'autre côté du Rhin, commence, à proprement parler, l'ère musicale moderne. Jusque-là on n'avait jamais eu que de la scolastique. Dans la musique comme dans la philosophie, la période d'argumentation précéda le règne de la pensée libre. Abeilard vint avant Descartes ; le Descartes de la musique, ce fut Haydn. La poésie et la musique allemandes sont filles toutes deux du XVIII^e siècle. L'épanouissement éclata simultanément, on eût dit qu'elles s'entendaient l'une l'autre. Durant la période qui précéda l'émancipation du XVIII^e siècle, et qu'on pourrait appeler l'ère du rationalisme, la poésie, purement métrique, n'offrait aucun sujet d'inspiration à la musique vocale, obligée par là de recourir sans cesse aux textes sacrés. Quant à la musique instrumentale, indépendante, à la symphonie telle que nous l'entendons, elle n'existait point.

J'ai parlé d'émancipation. En effet, dès 1750, l'esprit d'indépendance se déclare, le rythme et la mélodie sont révélés, un souffle de vie et de liberté féconde la science des combinaisons techniques. A vrai dire, cette révolution ne pouvait s'accomplir que par la découverte d'un instrument complexe, synthétique, d'un centre d'harmonie, qui fût dans le monde des sentiments profanes ce qu'était l'orgue au sanctuaire : j'ai nommé le clavier. Ici apparaît l'action immense et génératrice de Sébastien Bach (1) ; non content d'avoir étendu à l'infini le domaine de l'orgue, son orchestre à lui, il appliqua sur le perfectionnement du clavier l'effort de son génie harmonique, l'un des plus prodigieux qui furent jamais, et le clavier commença à devenir entre ses mains ce précieux résumé des forces instrumentales pour lequel, sous le titre de concertos, Beethoven devait un jour écrire de véritables symphonies. Tandis que, par l'intronisation du clavier, Bach sécularisait en quelque sorte l'harmonie, Handel, de son côté, en créant l'oratorio, préparait l'opéra, c'est-à-dire la complète et définitive émancipation de l'art : tâche immense pour laquelle naquit Gluck, à vrai dire, le premier compositeur dramatique dans toute l'acception donnée aujourd'hui à ce mot, le premier musicien qui se soit préoccupé de l'étude des caractères, car jusqu'à lui on s'en était tenu à rendre la situation ; le premier enfin qui ait nettement tracé la ligne de démarcation entre le style profane et le style sacré. Ainsi préparée, la période d'émancipation, l'ère du style libre n'avait plus qu'à s'ouvrir. Haydn et Mozart parurent, et de cette filiation tout ce que le génie musical contemporain a créé de généreux, de vivace, procéda. Il va sans dire que je n'entends point parler ici de l'Allemagne seulement, mais encore de la France et de l'Italie, sur lesquelles devait bientôt s'étendre le mouvement régénérateur.

L'orchestre moderne, personne, je pense, ne le contestera, est l'œuvre authentique et manifeste de Joseph Haydn ; le premier entre tous, l'auteur de *la Création* et des *Sept paroles* a donné à la musique instrumentale cette existence individuelle que nous lui connaissons désormais, et peut-être la génération nouvelle, en proie aux enivrantes fascinations de Beethoven, a-t-elle trop tôt oublié le culte d'un des génies les plus éminemment féconds dont s'honore l'histoire des beaux-arts. Oublié n'est pas le mot, des maîtres tels que lui ne s'oublient point, mais on affecte à son égard cette espèce d'admiration révérencieuse qu'on a pour un portrait de famille. Beethoven et Weber, Mozart aussi, quoique plus d'un le déclare vieillot et fort enclin au radotage, vivent encore de notre vie commune ; mais, quant à lui, nous l'avons relégué dans le musée aux antiques, et si, au

(1) Né en 1685, mort en 1770.

sortir d'une séance du Conservatoire, où quelque symphonie du chantre des *Saisons* vient d'être exécutée, il vous arrive d'aborder les illuminés du sanctuaire, on vous parlera de la perruque du bonhomme, de sa canne à pomme d'ivoire et des boucles d'or de ses souliers. Singulière préoccupation du type qui circule ! Les œuvres de Haydn respirent en effet certaines grâces bucoliques et par trop décentes, une régularité, une symétrie de composition auxquelles par moments l'épithète de rococo ne messied pas. De là cette physionomie de vieillard méthodique et bénévole qu'on prête au grand artiste. Passe donc pour le type ayant cours, et laissons au La Fontaine musical son innocent sourire, ses culottes de soie et sa tabatière ornée d'un fin émail, pourvu qu'on veuille nous accorder que, sous les ombrages où sa promenade se dirige, l'âme du vieux maître s'ouvre à toutes ces voix de la nature, à ces mille bruits de la création dont va se pénétrer la symphonie. Je le répète, Haydn a créé l'orchestre, aucun maître avant lui n'avait eu l'inspiration d'employer les ressources instrumentales selon leurs divers caractères de sonorité. Les instruments sont faits pour idéaliser les bruits de la nature. De ce principe, que l'auteur de *la Création* conserve la gloire d'avoir appliqué le premier, est sortie toute la musique instrumentale moderne. Jusque-là l'école rationaliste ne s'était préoccupée que de l'harmonie des sons ; de Joseph Haydn date l'harmonie des bruits, cette langue vivante et sublime qu'ont parlée depuis en l'agrandissant Mozart et Beethoven, Weber, Méhul et Meyerbeer. Impossible, a-t-on dit, d'entendre une composition de Joseph Haydn, sans que l'idée vous vienne à l'instant d'un poème analogue. Le sentiment pittoresque est révélé. Plus tard, le chantre des symphonies et le chantre du *Freyschütz* porteront à sa suprême manifestation l'union de la musique et de la poésie, et le romantisme aura son tour ; en attendant, poème et tableau tout ensemble, voici une œuvre symphonique d'où la vie universelle déborde ; voici que, pour la première fois, l'élément pittoresque se combine en musique avec l'élément religieux. Vainement chez Handel ou chez Bach vous cherchiez un pareil assemblage. Il est vrai qu'ici le sentiment religieux risque bien de tourner au panthéisme : une adoration calme et sereine de Dieu dans la nature, telle est, si je ne me trompe, la religion de l'auteur des *Saisons*, religion dont le sentiment ne saurait avoir rien de positif. On a comparé Haydn à Goethe ; sous plus d'un rapport, la comparaison se justifie, avec cette différence pourtant que cet esprit de calme et d'impassible objectivité que l'un tenait de sa nature un peu bourgeoise, l'autre l'avait conquis par un effort prométhéen. « Personne, disait Mozart, n'a plus de grâces dans le badinage et plus de larmes dans l'émotion que Joseph Haydn, lui seul a le secret de me faire sourire et de m'impressionner au fond de l'âme. » Ne plaisantons pas trop du bonhomme, et tâchons de ne pas immoler ainsi sur l'autel de la passion ce divin sentiment de l'harmonie qui trouverait moyen de porter l'ordre et la méthode jusqu'au sein du chaos.

Tandis que Joseph Haydn introduit dans la musique la poésie descriptive, l'épopée, son immortel contemporain, Mozart, âme ardente et passionnée, alliant au sérieux du Nord les grâces enjouées du Sud, génie immense nourri de Bach et de Handel, et par-dessus tout mélodieux, Mozart crée le drame lyrique, et, sous ce rapport, la musique chez lui s'individualise mieux que chez l'auteur de *la Création*. Haydn n'en voulait qu'aux phénomènes sensibles de la nature, c'est à la conscience humaine que s'adresse Mozart, et sa mélodie aura pour thème les passions et leurs vicissitudes. Quand je dis sa mélodie, je dis en même temps son

orchestre, car désormais chant et orchestre ne font plus qu'un, et le grand drame de la vie a trouvé enfin son expression musicale. Je n'ai point à parler ici des sonates et des quatuors de Mozart, exquis chefs-d'œuvre où le maître, sans cesser de se montrer l'élève d'Haydn, secoue à pleines mains d'étincelants trésors d'idées nouvelles ; je passerai aussi sous silence ses symphonies où plus d'importance est donnée aux instruments à vent, où le contraste des parties, concourant chacune selon ses attributs individuels à l'harmonie de l'ensemble, laisse de loin entrevoir Beethoven. Cependant un point sur lequel je veux insister parce qu'il se rattache à mon sujet, c'est le sens dramatique, cette faculté de créer, de faire vivre un personnage, que Mozart possède à l'égal de Shakespeare et de Molière. Gluck lui-même, le judicieux chevalier de Gluck, eût-il disposé de toutes les ressources de l'orchestre de Mozart, ne se serait jamais élevé à cette sublime entente du caractère humain. Mozart ne s'en tient point à rendre des sentiments généraux, des passions de tous les temps et de tous les pays, comme sont d'ordinaire les sentiments et les passions que met en jeu la tragédie classique, et dont le chantre d'*Iphigénie* et d'*Armide* serait en musique le glorieux représentant : l'auteur de *Don Juan* et des *Noces de Figaro*, de la *Clémence de Titus* et d'*Idoménée* descend au fond des choses ; pas un détail, pas un trait ne lui échappe, et de cette préoccupation constante du personnage et de la situation résulte une série de caractères faits pour marcher de pair avec les plus réelles, les plus admirables créations du génie des poètes. Si je dis maintenant que l'instrumentation, de son côté, avait tout à gagner à ce système d'analyse et d'observation transporté du roman et du drame dans la musique, peut-être croira-t-on que j'avance un paradoxe, et cependant rien n'est plus vrai. En effet, de ce moment, l'orchestre cesse d'être réduit au simple rôle d'accompagnateur ; une part plus large lui est acquise : il intervient dans l'action, développe et commente les caractères, et d'un besoin nouveau de vie et de variété, de contemplation et de pittoresque, naît la modulation, cette puissance de l'art moderne, ce grand secret des Beethoven et des Weber.

On comprend désormais pourquoi nous avons pu, sans nous éloigner du sujet qui nous occupe, remonter d'une génération le cours des temps, et quelles inductions nos rapprochements doivent fournir. Dans la symphonie comme dans le drame, Haydn et Mozart ont créé la forme musicale moderne. D'eux seuls toute émancipation procède, et volontiers je les comparerais à ces artistes grecs dégageant de ses voiles sacrés l'Isis égyptienne, pour la faire marcher, blanche et radieuse déesse, sur le sol terrestre où nous vivons. Si l'orchestre a conquis cette indépendance, cette individualité qui lui est propre, si l'abîme instrumental reflète désormais dans ses profondeurs sonores tous les paysages de la nature, tous les phénomènes de la conscience humaine ; si nos passions grondent en lui aussi bien que l'orage, c'est aux efforts combinés du calme et pittoresque génie du peintre des *Saisons* et de l'âme ardente et sublime du chantre de *Don Juan* qu'on le doit.

La poésie de la nature et le drame des passions avaient trouvé leur idéal classique ; l'heure du romantisme sonna. Étendre par la rêverie le sentiment du pittoresque, porter jusqu'à l'abstraction transcendante, jusqu'à la métaphysique, un naturalisme qui menaçait de tourner au descriptif, ce fut l'œuvre de Beethoven. Si nous considérons Beethoven dans ses rapports avec Haydn et Mozart, nous verrons qu'il procède de l'un et de l'autre de ces deux maîtres. Son goût du paysage, certain côté pittoresque de son naturalisme, comme aussi son humour, cet esprit

de badine divagation dont est sorti son *scherzo*, lui viennent d'Haydn, tandis qu'il se rattache à Mozart par la vigoureuse magnificence de son harmonie et son art grandiose d'interpréter les passions. Maintenant cette forme dramatique présentée par Mozart avec le sublime instinct du génie, supposez-la aux mains d'un maître ayant toute conscience des secrets de son art, et vous avez Weber, grand poète en qui le romantisme et l'idée de nationalité ne font qu'un, l'esprit le plus allemand que l'Allemagne musicale ait eu, le plus critique surtout.

Je l'ai déjà écrit ailleurs, le romantisme naquit en Allemagne du sentiment national, surexcité contre la France pendant les guerres de l'empire. Achim d'Arnim, Frédéric de Hardenberg, Carl Immermann, étaient avant tout de jeunes cœurs enflammés de patriotisme. Goethe, qui professait la doctrine de l'indifférence en pareille matière, n'appartint jamais à leur mouvement. La muse romantique prit donc les couleurs de la Prusse, de même que plus tard elle arbora chez nous la cocarde de la restauration. Là-bas elle fonda la guerre, ici la paix. Muse du passé, sainte muse des temps chevaleresques, l'Allemagne lui dut l'héroïque fleur de sa jeunesse, et ce fut elle qui, au lendemain de la révolution et de l'empire, après tant d'échafauds et de mauvaise prose, après tant de gloire et de mauvais vers, elle qui valut à la France Châteaubriand et Lamartine! — Je reviens à Weber : son patriotisme mystique le poussa du côté des romantiques, et sa voix préluda par des cris de guerre. On connaît ses sombres hurrahs empruntés à Théodore Kørner; on connaît cette *Chasse de Lützow*, âpre et sauvage mélodie qui semble imprégnée à la fois d'une odeur de poudre et de bruyère. La chasse! où ne l'a-t-il pas mise? où n'a-t-il pas mis le fantastique? Ses dragons et ses hussards à lui, ce sont des *Jäger* battant la montagne et le bois, leur mousquet sur l'épaule, la trompe en sautoir. Hurrah! voici la chasse de Lützow, et la solitude retentit d'incantations étranges, et le gibier effaré cherche son gîte. Il n'y a qu'un Allemand pour associer ainsi la nature à ses colères politiques.

Ce caractère de mysticisme, qu'affecte chez Weber le sentiment national, lui vient, à n'en pas douter, d'un fonds de philosophie naturelle acquis dans le commerce de Goethe et de Jacob Bœhm. Imagination fiévreuse, préoccupée, selon le goût du temps, d'études rétrospectives, le passé de l'Allemagne l'attire, le fascine, et l'élément national, populaire, où sa rêverie aime à s'absorber, va donner à son inspiration cette mâle saveur, ce je ne sais quoi de naïf et de fort, de sympathique et de vivace, qui constitue sa suprême originalité. On comprend comment nous avons pu parler du génie critique d'un pareil maître. Jamais musicien ne posséda le sens populaire à un plus haut degré; jamais on ne s'appropriâ d'une façon plus souveraine l'esprit de tradition, l'esprit national. A ce compte, le *Freyschütz* me semble une des œuvres les mieux faites pour défier le temps. Même en dehors des conditions d'art qui le recommandent à l'admiration de l'avenir, le *Freyschütz* devrait vivre comme une expression sublime, incomparable, de la nationalité poétique allemande.

Du romantisme populaire qui lui inspira le *Freyschütz*, Weber passe dans *Euryanthe* au romantisme chevaleresque. et ce vif amour de l'élément poétique national va développer chez lui le sens de l'histoire. Je n'hésite pas à le dire, cette tendance toute moderne en musique de remonter le cours des siècles et de faire revivre dans leur caractère d'individualité propre des passions d'un autre temps, cette tendance nous vient de Weber, lequel à son tour la prit autour de lui pour la transporter de la scène dans son art. Imagination libérale et puissante, esprit

informé, critique, l'auteur du *Freyschütz* et d'*Euryanthe* sut étendre ses conquêtes en dehors des limites de sa profession respective. Dans cette âme sonore et sympathique, centre glorieux de résonnances, toutes les préoccupations intellectuelles de l'époque eurent un écho, et, s'il fut contemporain de Mozart et de Beethoven, il ne le fut pas moins d'Arnim et de Niebuhr, d'Hoffmann, de Raumer, d'Augustin Thierry et de Michelet. En tant qu'expression de la vie chevaleresque, d'une vie où les idées d'amour, d'honneur, de foi dans les serments, règnent, en souveraines et gouvernent tout, *Euryanthe* peut à bon droit s'appeler un opéra historique. Je doute que le drame lyrique ait jamais parlé un plus noble, un plus vaillant langage; c'est le véritable roman de chevalerie en musique. On connaît ce grand soin que Weber apporte dans l'étude de ses caractères, qu'il approfondit et parfait pour ainsi dire au moyen de l'orchestre et de toutes les ressources combinées de son art. Eh bien! dans aucun autre de ses chefs-d'œuvre, cette préoccupation du maître n'eut occasion de s'exercer avec tant de suite et de bonheur. *Euryanthe* est le seul des opéras de Weber où le dialogue parlé n'intervienne pas, et l'on conçoit quels avantages pour le style soutenu comme pour l'individualité de ses personnages devait tirer de l'emploi du récitatif un esprit si observateur, si curieux de détails, et possédant aussi bien à fond le sens intime de l'histoire. Quel suave et charmant tableau de l'amour chevaleresque, de la loyauté, de la foi dans les rapports, que ces caractères d'Adolar et de sa pudique maîtresse! L'amant d'Euryanthe adore en elle le type gracieux des vertus et des perfections en honneur dans les romans de la Table-Ronde, et rapporte discrètement à cet objet d'une passion à la fois mystique et sensuelle tout le mérite, tout l'honneur de ses propres actes. Il se peut que je me trompe et que mon illusion me montre au fond de cette musique des idées auxquelles le maître n'a point songé, tel n'en est pas moins le sens que garderont toujours pour moi la romance si mélodieusement naïve d'Adolar, son air, sa partie dans ce trio du premier acte d'une si fière touche, en un mot les divers passages caractéristiques où cette physionomie se dessine. Là cependant s'arrêtent les concessions faites au sujet, lequel se passe, comme on sait, sur les bords de la Loire, au pays d'un romantisme plus tendre et plus ouvert. Génie énergique et sombre de nature, Weber chercherait en vain à répudier ces éléments de nationalité qui constituent sa force principale, et c'est par les rôles d'Eglantine et de Lysiart que le caractère germanique reprend ses droits. Eglantine? pâle et terrible évocation. Médée impitoyable opposée à la mélancolique, à l'aimable, à la toute Française Euryanthe; Lysiart, âme félonne, représentant dans l'ordre héroïque cet esprit du mal que nous avons vu le Caspar du *Freyschütz* représenter dans la sphère populaire, moins le fantastique pourtant : que ferait le comte Lysiart des sortilèges d'un manant hérétique? Pour se donner au diable, il faut y croire. A cette âme implacable et jalouse sa haine suffit, et, si par une nuit d'imprécations elle appelle la nature à son aide, ce n'est point à ses puissances secrètes qu'elle en veut, mais à la foudre, mais à la tempête, dont elle invoque la complicité dans son œuvre de perfidie et de ténèbres.

Nous venons de voir Weber s'élever du conte populaire au poème chevaleresque. *Oberon* va nous le montrer voyageant au gré de sa fantaisie à travers les campagnes du bleu. Oberon et Titania! dès l'instant qu'on prononce ces noms si doux, il semble qu'un monde féerique vous apparaisse. Pour rendre tout ce que ce paysage a de diaphane, tout ce que cette vie élémentaire a de poétique et d'en-

chanté, quelle imagination sera donc jamais assez vaporeuse, assez éthérée ! Qui me peindra cette architecture dans les nuages, ces minarets de diamants, où trône le roi des génies une tige de lis à la main, et ce joli drame fantastique entrevu chaque fois que je me suis couché sur l'herbe par une belle nuit de mai, cette comédie aérienne de Puck et de Miranda, ces bruits de la rosée qui tombe en perles au calice des magnolias ; tout ce qui m'apparaît, tout ce que j'entends, tout ce que je sens dans cette ivresse mystérieuse où me plonge un clair de lune de printemps, dites, dites quel magicien après Shakespeare saura le reproduire ? Vous le demandez ! et Weber, l'auriez-vous par hasard oublié, ou bien serait-ce que vous n'avez jamais entendu son *Oberon* ? Alors je vous plains, car vous ignorez une des merveilles de l'esprit humain, le *Songe d'une nuit d'Été* en musique, la fantaisie en son véritable élément, la verve humoristique d'un grand maître se donnant cours en mille arabesques mélodieuses, moitié fleurs et moitié oiseaux, en toute sorte de rythmes enchantés, dont je voudrais comparer les uns à des sylphes diaphanes, à de pâles et doux rayons de lune voltigeant autour d'un massif de lis embaumés ou se jouant dans les vives transparences d'un lac, tandis que les autres, rappelant davantage l'Orient passionné ou symbolique, me font songer à ces touffes luxuriantes de roses et de lotus, où se cachent le bulbul persan et le cygne sacré des bords du Gange.

Pourquoi faut-il qu'à ce doux rêve de printemps, tout azur et lumière, une idée de mort se mêle, et qu'autour du riant élysée flotte comme un crêpe lugubre le souvenir du séjour à Londres ? On sait quelles douloureuses circonstances accompagnèrent la mise à la scène d'*Oberon*. Weber s'était rendu en Angleterre sur la foi d'un directeur de spectacle à qui les riches promesses n'avaient rien coûté pour se procurer le concours de l'auteur de *Freyschütz* et d'*Euryanthe*, concours sur lequel on avait fondé la fortune d'une saison ; mais la fortune a ses caprices, en Angleterre surtout, où dans les choses d'art et de théâtre le vrai mérite entre d'ordinaire pour si peu. Arrivé à Londres après un voyage des plus funestes pour sa santé, déjà si cruellement altérée, Weber n'y trouva que déceptions et désastres. Il se mit à l'œuvre avec courage. Bientôt malheureusement, soit l'influence d'un climat humide et nébuleux, soit les contrariétés de toute sorte auxquelles il se voyait en butte, son état valétudinaire empira au point que les rares amis qui le visitaient alors conçurent les plus sérieuses inquiétudes. Lui cependant ne fléchit pas. Vainement la vie en lui se consumait ; vainement, pour réparer ses forces qui le trahissaient, les ressources manquèrent : le noble artiste n'en continuait pas moins d'écrire. Nous avons entendu à ce sujet d'affreux détails de la bouche d'un brave homme qui l'assista pendant cette sinistre période. A de pareils récits, le cœur se navre. Ne cessera-t-il donc jamais de s'augmenter, ce lamentable troupeau d'infortunés sublimes, et faudra-t-il éternellement, à propos d'un grand artiste, musicien ou peintre, avoir à compulsuer des registres d'hôpital ? O Weber ! que n'étiez-vous avocat ou médecin ! alors sans doute vous auriez échappé à cette sombre destinée ; mais s'en remettre à sa pensée du soin de son existence, quand cette pensée est intègre et pure, ombrageuse et fière, c'est tout simplement prendre le chemin de la prison pour dettes. D'ailleurs, pourquoi vous plaindriez-vous ? Tant d'autres qui vous ont précédé ont-ils eu meilleur sort ? Comptons un peu : de Dante Alighieri à Michel Cervantes, de Camoens au Torquato, combien la malédiction en a-t-elle épargné ? Partout le bannissement, la misère, la faim, et, mieux que tout autre pays, cette Angleterre,

où vous êtes, n'a-t-elle pas toujours su fournir son contingent au funèbre cortège : Milton, Dryden, Otway, Savage, Chatterton ? Avant de quitter votre chère Allemagne, que ne vous faisiez-vous traduire ces noms ! Ils ont un sens : abandon, désespoir, suicide. Voilà ce qu'il dut se dire bien des fois, le grand musicien, dans son étroit garni de Portland-Street, lorsque vers minuit, épuisé par la fatigue et le besoin, il quittait sa table de travail et venait coller son front fiévreux aux carreaux de la fenêtre. Cependant la ville s'agitait sous ses yeux, courait à ses plaisirs, à ses affaires, sans se soucier de cet homme ayant mission de la distraire, et qui veillait à cette heure dans la privation et la souffrance. Immolez-vous donc à la foule, et payez du sacrifice de votre vie entière la gloire de lui arracher un sourire, une larme ! Heureusement qu'aux âmes si cruellement torturées par la réalité les mondes de l'imagination ouvrent un asile. Weber s'y réfugiait, et sa poitrine, abreuvée de tant de fiel et d'amertume, aspirait avec joie les rosées d'une sphère supérieure. Oberon, Rezia, génies de l'air, charmants fantômes, vous l'entouriez alors, et ce fut dans votre compagnie qu'il expira. Quand Charles-Marie de Weber eut rendu l'âme, chacun de vous regagna sa patrie, hôtes enchantés de ses moments d'inspiration, mais non sans qu'un gage nous soit resté de votre commerce avec lui, et ce gage, c'est cette partition d'*Oberon*, rose aux cent feuilles épanouie près d'un grabat, et dont la lumineuse exhalaison chasse au loin tant de miasmes impurs.

Ainsi, nous venons de le voir, les *Freyschütz*, *Euryanthe*, *Oberon*, sont les rayonnements divers de l'idée romantique, les divers échelons d'une gamme que Weber a parcourue de sa base à son faite, en passant de la tradition populaire à l'épopée chevaleresque, et de l'épopée chevaleresque à la fantaisie, au caprice ; mais, dira-t-on, une pareille façon de procéder semble plutôt indiquer un poète. Aussi Weber l'est-il dans toute l'acception du mot, poète aux mêmes conditions que les romantiques littéraires de l'école berlinoise, Hoffmann, Arnim, Tieck et Novalis, sont des musiciens. Je m'explique.

Quels que soient les sentiments d'admiration et de respect qui s'attachent aux noms glorieux des deux dioscures de la poésie allemande, on aurait tort de croire cependant que Goethe et Schiller représentent toutes les tendances de la vie intellectuelle de leur pays. Pour Goethe, la beauté, c'est l'harmonie, l'harmonie entre la nature et l'esprit, entre l'âme et le corps ; de là ses instincts profondément classiques. Schiller, moins soucieux d'équilibre et de pondération, laisse à l'esprit des droits illimités. En dehors de cette double tendance, il existe une sphère dans la région de l'âme où la nature ne connaît plus de maître ni d'égal, où le démon élémentaire vit seul déchaîné, et c'est de cette sphère mystérieuse, nationale surtout, que sortirent à la fois et vivant en quelque sorte d'une vie infuse la poésie romantique et la musique allemande, Arnim et Beethoven, Hoffmann et Weber. Goethe, à qui sa haute clairvoyance révélait la loi des éléments et des phénomènes les plus étrangers à son cercle d'activité, Goethe les appelait des natures démoniaques, et jamais parole ne fut mieux appliquée. Si de tout temps la philosophie a cherché la vérité dans l'accord du contingent et de l'absolu, si cette harmonie suprême de l'âme et du corps, du sujet et de l'objet, a pu devenir chez Goethe le principe élémentaire, unique, du beau en fait d'art, la profession de foi du romantisme n'admet plus les phénomènes de ce monde qu'à titre de symboles d'une mystérieuse éternité. De là cette libre carrière donnée au côté fantastique, nocture, de la vie humaine, cet assemblage de démons et de larves, d'êtres surna-

turels bons ou méchants, terribles ou moqueurs, figurant en passes merveilleuses les caprices de la destinée; comédie étrange et désordonnée, parfois sublime, émanation dernière du chaos intellectuel remué en ses profondeurs, bouffée vertigineuse échappée du bythos des gnostiques. Adieu cette réalité qu'embellissait avec amour le ciseau du statuaire! Voici venir à nous un monde de pressentiments s'ouvrant sur l'infini et l'éternité, un monde dont les apparitions insaisissables nous font passer des ébahissements de la curiosité aux plus solennelles émotions du mysticisme religieux. Telle est la sphère où s'agitent tous les romantiques, de Zacharias Werner, d'Achim Arnim et d'Hoffmann à Novalis, à Weber : poètes et musiciens, j'ai plaisir à les confondre ensemble, la différence, s'il y en a, n'existe que dans l'instrument. Traduisez Arnim en musique, et vous aurez l'auteur du *Freyschütz*, d'*Euryanthe* et d'*Oberon*. Pour romantique et poète, Weber l'était avant d'être musicien. Voyez ce front mélancolique et pensif, cet œil ardent habitué à plonger au sein des ténèbres où tant de fois il a surpris les secrets de la nature et du cœur humain. Plus je contemple cette physionomie en même temps puissante et malade, ce nez d'aigle dont les narines qui se dilatent semblent flairer l'inconnu, ces pommettes fiévreuses, ces lèvres minces que pince un sourire inquiet, plus l'expression extérieure me paraît répondre à l'idée que je me fais de l'être intime. Je ne me représenterais pas autrement Zacharias Werner. Ajoutons que Charles-Marie de Weber est peut-être le seul grand musicien que le nord de l'Allemagne ait produit, ce même nord qui donna naissance au romantisme. Jusque-là, si l'on y songe, la musique n'affectait-elle pas de choisir le midi sensuel pour théâtre de son existence? Haydn et Mozart sont Autrichiens, Beethoven vit le jour sur les bords du Rhin. En rapprochant Weber du groupe littéraire de Berlin, la nature complétait la famille romantique, et nous ne pensons pas qu'on puisse jamais l'en détacher.

HANS WERNER.

LA

JUSTICE POLITIQUE

EN ESPAGNE SOUS PHILIPPE II.

MORT DE MONTIGNY.

Coleccion de Documentos ineditos para la historia de Espana.

— Madrid, 1844.

Les révolutions incessantes qui bouleversent l'Espagne depuis près de quarante années au nom de la liberté et du progrès philosophique ont amené dans ce pays une de ces réactions morales qui, en tout temps, en tout lieu, sont la conséquence immédiate de pareilles perturbations. Beaucoup d'esprits, séduits naguère par des espérances de régénération auxquelles leur inexpérience ne mêlait aucune inquiétude, se sont effrayés de voir sortir tant de calamités du principe qui, à ce qu'ils avaient cru, devait produire des biens sans mélange ; oubliant les maux de toute sorte, les humiliations, la compression insupportable que le despotisme accumulait naguère sur leur patrie, et qui leur paraissaient alors les pires des souffrances, ils ne se sont plus rappelé, au milieu des luttes et des fatigues de la liberté naissante, que l'espèce de sommeil léthargique dans lequel le pouvoir absolu avait longtemps maintenu le pays, et, prenant ce sommeil pour un repos bienfaisant, ils se sont mis à le regretter. Cette réaction n'a rien, je pense, de bien réel ni de bien profond. L'Angleterre au xvii^e siècle, la France de nos jours, ont passé par de semblables épreuves, et les gouvernements qui, trompés par ces

symptômes équivoques, ont cru que les peuples, un instant fatigués, étaient pour cela redevenus capables de supporter l'esclavage, ces gouvernements s'en sont mal trouvés. Je suis persuadé qu'il en serait de même en Espagne. Ces mêmes hommes qui regrettent capricieusement le régime de Ferdinand VII seraient étrangement surpris, s'ils se trouvaient tout à coup replacés sous ce régime tel qu'il fut à ses moins mauvais moments, ou même sous le régime bien plus doux de Charles IV et de Charles III. Ils reconnaîtraient alors qu'une nation qui a passé par la liberté, fût-ce à travers l'anarchie, n'est plus apte à la monarchie absolue, et que la monarchie absolue elle-même, rétablie après une interruption, par conséquent défiante, inquiète, craignant sans cesse d'être de nouveau mise en question, devient nécessairement oppressive.

Quoi qu'il en soit, je le répète, un revirement singulier s'est opéré, en Espagne, dans une portion assez considérable de l'ancien parti libéral, et ce qui le fait paraître plus sérieux qu'il n'est en effet, c'est que, comme toujours, l'esprit de mode s'en est mêlé. Quelques écrivains d'un certain mérite, en présence de la révolution triomphante et par moments violente, ont cru faire acte de générosité et de courage en vantant les institutions, les idées, les principes qu'elle venait d'abattre, et en attaquant au contraire les doctrines qu'on avait invoquées pour renverser l'ancien ordre des choses. Le succès qu'ils ont obtenu en prenant à l'improviste cette attitude qui semblait hardie a attiré sur leurs pas la tourbe des imitateurs, de ces hommes qui, faute d'autres ressources pour se donner au moins l'apparence de l'originalité, se précipitent sur les paradoxes avec un tel empressement, qu'ils en font bientôt des lieux communs. On les a vus proscrire sous le nom de voltairianisme et essayer de livrer au ridicule et au mépris les doctrines les plus conformes à la dignité humaine, à la morale, à la raison; on les a vus relever les idoles les plus décriées des temps d'ignorance et de barbarie, et travailler de leurs mains débiles à refaire dans le sens du moyen âge, qu'ils ne comprenaient pas, les institutions, la littérature, l'histoire. L'aveugle superstition et le despotisme ont eu de nombreux apologistes; je ne voudrais pas répondre que l'inquisition n'en ait pas trouvé elle-même : Philippe II, celui de tous les rois qui a le plus développé son action terrible, a bien eu cette étrange fortune.

Ce fut pourtant un prince exécrable que le fils de Charles-Quint, et je doute qu'il ait jamais existé un type plus achevé de tyrannie. D'autres ont été plus violents, plus fougueux dans leurs cruautés; mais cette violence même qui provenait, soit de l'ardeur des passions, soit de l'enivrement de la puissance, est pour eux une sorte d'excuse. Philippe II ne connut ni cette ardeur, ni cette ivresse. Froid, mesuré, maître de lui, assez du moins pour dissimuler ses émotions intérieures, tous ses actes furent le résultat de combinaisons erronées souvent, mais toujours mûrement calculées. Implacable dans ses vengeances, il savait pourtant les différer jusqu'au moment où il croyait pouvoir y donner cours sans compromettre les intérêts de sa politique. L'intolérance religieuse qu'il a poussée certainement plus loin qu'aucun autre souverain, qui semblait même parfois le dominer au point de lui enlever son calme, sa gravité, sa dissimulation habituelle, n'était pas unie en lui à cette austérité de mœurs sans laquelle il est impossible qu'elle n'inspire pas autant de mépris que de haine; soumis pour son compte aux faiblesses de l'humanité, à celles même que réprouve la morale la moins rigide, il semblait autoriser les esprits sensés et réfléchis à mettre en doute la sincérité du fanatisme qui lui faisait immoler sans pitié tant de victimes.

Ce n'est pas que j'entende l'accuser d'hypocrisie dans le sens absolu de ce mot. En Espagne, au xvi^e siècle, tout le monde était croyant, et rien dans le caractère de ce prince n'expliquerait une exception. L'hypocrisie complète est, d'ailleurs, presque aussi rare que l'entière franchise; mais il en est autrement de cette demi-hypocrisie par laquelle on se trompe soi-même jusqu'à un certain point avant de tromper les autres sur les motifs de ses actions, par laquelle, en donnant satisfaction à ses passions et à ses intérêts, on se persuade et on veut persuader qu'on remplit un devoir et qu'on sert l'intérêt général. C'est là peut-être le principe le plus fécond de nos mauvaises actions, et ce fut celui du cruel fanatisme de Philippe. Convaincu sans doute de la vérité des dogmes du catholicisme, qui, tel qu'on l'enseignait, tel qu'on le pratiquait alors en Espagne, convenait parfaitement à ses principes d'autorité et de pouvoir absolu, détestant tout à la fois dans le protestantisme le crime de l'hérésie et les idées d'indépendance, de libre examen, qu'il avait développées dans une grande partie de l'Europe; blessé dans son orgueil de voir une partie de ses sujets professer des opinions qu'il repoussait lui-même comme coupables et erronées, il crut ne pouvoir sévir avec trop de rigueur contre des innovations qu'il détestait à tant de titres. Il pensait faire acte de conscience, alors qu'il obéissait simplement à l'impulsion de ses préventions personnelles et de ses mauvais penchants. C'est là, si on y regarde de bien près, le mobile réel de toutes les intolérances, de toutes les persécutions pour opinions. Je me hâte d'ajouter que ce que je donne comme une explication n'est ni une justification ni une excuse : la morale ne se paie pas de quelques sophismes complaisamment admis par nos passions, et lors même qu'on serait assez malheureux pour réussir à s'aveugler complètement, à fausser au fond de son cœur les notions du bien et du mal, à prendre l'orgueil pour le sentiment du devoir et la cruauté pour la justice, cet aveuglement final, juste punition des premiers torts à peu près volontaires, atténuerait à peine la culpabilité des fautes et des crimes dont il deviendrait le principe.

Ces considérations me mèneraient bien loin; je reviens à l'examen du caractère de Philippe II. Ce qui en faisait le trait particulièrement distinctif, c'était l'amour, le culte, l'habitude enracinée du pouvoir absolu, et par conséquent la haine instinctive de la liberté, sous quelque forme qu'elle se produisît. Evidemment il en était venu à penser que les droits de la royauté n'avaient pas de bornes, et que tout lui était licite pour briser les résistances qu'il pouvait rencontrer. Le livre récemment publié par un éminent historien sur l'étrange aventure d'Antonio Perez a popularisé une des manifestations les plus curieuses de cette tyrannie. Quel que soit cependant l'intérêt romanesque d'une telle aventure, de quelle lumière qu'elle éclaire le régime sous lequel elle a été possible, ce n'est peut-être pas un des faits qui caractérisent le plus complètement la politique de Philippe II. Antonio Perez, par l'indigne et criminel abus qu'il avait fait de la confiance de Philippe, par le piège ridicule autant qu'odieux dans lequel il l'avait attiré, avait offensé en lui l'homme plus encore que le roi; le ressentiment du monarque était légitime, et d'ailleurs, en se vengeant, il punissait un infâme assassinat, en sorte que, si Perez eût été sur-le-champ envoyé à l'échafaud après la découverte de cette perfidie, ce n'eût été que justice. Il n'a fallu rien moins, pour appeler sur lui la pitié, que la prolongation inouïe de ses souffrances et la nature des moyens employés à sa perte. Parmi les nombreuses victimes de Philippe II, il en est plus d'une, au contraire, dont l'infortune a droit à notre sympathie

parce qu'elle n'avait pas été méritée, parce qu'elle fut uniquement la conséquence des combinaisons d'une politique égoïste et perverse, entraînée quelquefois, en raison du but qu'elle se proposait, à punir comme des crimes les actes les plus innocents ou même les plus dignes d'estime.

Je ne sais si, parmi tant de condamnations iniques et cruelles qui déshonorèrent cette époque déplorable, la condamnation du baron de Montigny, par les circonstances surtout qui en accompagnèrent l'exécution, n'est pas celle qui inspire le plus d'indignation et de pitié. Les détails de cette étrange affaire sont restés longtemps enveloppés d'un mystère que vient de dissiper, il y a quelques mois seulement, la publication de documents authentiques ensevelis pendant près de trois siècles dans la poussière des archives de Simancas. Il n'est pas sans intérêt de faire voir, d'après ces curieux documents, quelle était la marche d'un procès politique en Espagne sous Philippe II.

Le procès dont il s'agit n'est qu'un épisode de la révolution qui enleva à l'Espagne la souveraineté de la moitié des Pays-Bas. Je ne me propose pas, on peut le croire, de recommencer, à cette occasion, l'histoire si souvent écrite d'un des plus grands événements des temps modernes; cependant il est indispensable d'en rappeler ici les traits principaux. On sait que Philippe II avait conçu de bonne heure une profonde aversion pour les institutions et les mœurs politiques de ses sujets des Pays-Bas. Une noblesse fière, puissante, habituée à diriger les affaires du gouvernement et à traiter avec ses souverains sur un pied de libre familiarité, un peuple que l'aisance acquise par le commerce et l'industrie avait depuis longtemps tiré de l'abjection où le tiers état était encore alors dans presque toute l'Europe, et qui, réuni dans de grandes cités, s'était fait une réputation de turbulence vraiment proverbiale, c'étaient là, au milieu de tant de nations soumises au joug absolu du monarque espagnol, des anomalies étranges qu'il ne pouvait comprendre, et que surtout il ne pouvait supporter. Les progrès que le protestantisme, favorisé par un tel état de choses, faisait parmi ces populations, dont il flattait l'esprit d'indépendance, eussent suffi d'ailleurs pour décider ce prince à détruire un régime qui, dans son opinion, ne lui fournissait pas les moyens de combattre l'hérésie avec assez d'efficacité. Il dut pourtant dissimuler ses projets tant que dura la guerre dans laquelle l'Espagne était engagée contre la France au moment où il monta sur le trône, guerre dont la frontière des Pays-Bas était le principal théâtre, et qui le retenait lui-même sur cette frontière; mais la paix de Cateau-Cambrésis eut à peine été signée, qu'il se hâta de rentrer en Espagne pour n'en plus sortir pendant près de quarante années que devait encore durer son règne, et il commença aussitôt, par l'intermédiaire de sa sœur naturelle la duchesse de Parme, gouvernante des Pays-Bas, ou plutôt du cardinal Granvelle, qu'il lui avait donné pour principal conseiller, l'application du système conçu dans l'intention d'étendre à cette partie de son vaste empire le despotisme uniforme qui pesait déjà sur tout le reste.

Ce système consistait en deux idées principales : anéantir peu à peu les privilèges dont les états provinciaux avaient joui jusqu'alors, surtout en matière d'impôts, et empêcher absolument qu'ils ne se réunissent en états généraux, comme cela avait eu lieu quelquefois, ce qui leur donnait naturellement plus de force pour résister au pouvoir royal; établir l'inquisition religieuse sous une forme analogue à celle adoptée pour l'Espagne, et, par son action impitoyable, anéantir complètement l'hérésie.

Dès le premier moment, les grands seigneurs qui siégeaient au conseil d'état, et qui étaient investis du gouvernement des provinces, manifestèrent une très-vive opposition à l'accomplissement de pareils projets, quelque soin qu'on mît à leur en dissimuler la portée. Il se peut, bien que cela ne soit nullement prouvé, que parmi ces grands seigneurs, quelques-uns, comme le prince d'Orange, aient conçu de bonne heure la pensée ambitieuse de profiter du mécontentement des peuples pour renverser à leur profit l'autorité royale, il se peut que quelques-uns fussent secrètement favorables au protestantisme, qui, dans beaucoup d'esprits, ne se distinguait pas encore bien nettement de la réforme des abus universellement reconnus de l'ancienne religion ; mais ce qui est certain, c'est que la plupart de ces personnages, tels que l'héroïque comte d'Egmont, absolument étrangers à de telles pensées et aussi fidèles à leurs souverains qu'à la foi dont ils faisaient profession, n'avaient d'autre but, en résistant respectueusement aux volontés du monarque, que de maintenir les lois et les privilèges de leur pays ; c'est qu'ils croyaient lutter moins encore contre le roi que contre un ministre impopulaire, le cardinal Granvelle : la mission qu'acceptèrent successivement plusieurs d'entre eux de se rendre à Madrid pour essayer d'éclairer Philippe II sur la situation, et de ménager ainsi un accommodement, prouve assez quelle était leur bonne foi, quel sentiment ils avaient de leur innocence.

Philippe II espéra longtemps qu'il viendrait à bout de les amener à ses vues, et, tant qu'il conserva cette espérance, il s'abstint d'employer les moyens violents auxquels en général il ne recourait guère qu'après avoir tenté tous les autres, non pas qu'ils répugnassent à sa conscience, mais parce que sa prudence s'en effrayait. Caresses, insinuations, grâces, faveurs de toute espèce, rien ne fut épargné pour séduire et pour gagner les chefs de l'opposition. On leur fit même une bien grande concession : le cardinal Granvelle, devenu l'objet de la haine universelle, parce qu'il passait pour l'instigateur du système de gouvernement contre lequel s'élevaient tant de résistances, fut rappelé, et se retira dans son archevêché de Besançon, d'où il ne cessa pas, il est vrai, de correspondre avec le roi sur les affaires dont on venait de lui enlever la direction officielle. Philippe II ne cessait de répéter qu'il ne voulait rien innover, que son seul but était de maintenir les droits de la royauté et de la religion, qu'on lui imputait à tort la pensée d'introduire aux Pays-Bas l'inquisition espagnole, et qu'il voulait seulement arrêter les ravages de l'hérésie en remettant en vigueur des moyens de répression inhérents à la législation locale, mais trop négligés dans les derniers temps.

Au milieu de ces protestations trompeuses qui remplissent la correspondance du roi avec la duchesse gouvernante, l'irritation, l'impatience que lui faisait éprouver la résistance des Flamands, se trahissaient quelquefois avec une vivacité singulière. C'est ainsi que, justifiant le cardinal Granvelle contre les accusations par lesquelles on s'efforçait de le vouer à la haine publique, il disait : « Quant à ce qu'on prétend qu'il m'aurait écrit pour m'engager à faire couper une demi-douzaine de têtes afin d'assurer la tranquillité du pays, il est absolument faux qu'il m'ait jamais mandé rien de pareil, et je ne crois pas qu'il y ait seulement songé, *bien que peut-être il ne fût pas mal de le faire.* » Dans une autre lettre, exprimant sa satisfaction des mesures prises à Bruxelles pour mettre sur un bon pied les affaires de la religion et pour châtier les hérétiques, Philippe II excepte pourtant de cette approbation le conseil qu'on s'était hasardé à lui donner, de rendre moins rigoureuses les peines qu'on leur infligeait. « On m'a consulté, dit-il,

sur le châtement des anabaptistes qu'on avait arrêtés, et j'ai ordonné qu'on en fît justice. Ma volonté est qu'on traite de même tous les hérétiques qui viendront à être pris, de quelque qualité qu'ils soient, et qu'on n'use à cet égard ni de négligence ni de connivence. puisqu'on voit que la douceur et les délais qu'on y a apportés jusqu'à présent, loin d'avoir aucun bon résultat, ont fait beaucoup de mal. » Développant ensuite toute sa pensée sur ce sujet favori de ses préoccupations, le roi exprime son étonnement des obstacles que rencontre l'action de l'inquisition, devenue, selon lui, plus nécessaire que jamais. Il reproche à la gouvernante de trouver cette action trop sévère. Il soutient qu'alors même que les inquisiteurs se laisseraient entraîner un peu trop loin par leur zèle, il vaudrait mieux fermer les yeux que de discréditer l'institution, et qu'au lieu de les tourmenter pour des minuties, il faut les exciter et les encourager. « Il n'y a rien aujourd'hui, dit-il enfin à la duchesse de Parme, en quoi vous puissiez me faire plus de plaisir. »

On trouve dans des instructions officielles adressées à la gouvernante des Pays-Bas, peu de jours avant la dépêche dont j'ai extrait ce passage, quelque chose de plus significatif encore :

« Sa majesté est franchement résolue à ne souffrir jamais aucun changement de religion dans ses états, fallût-il mourir pour l'empêcher; elle recommande que l'on cherche de nouveaux moyens pour punir les hérétiques, non pas qu'elle entende qu'on cesse de les mettre à mort, cette pensée est bien éloignée de ses intentions, et elle ne croit pas qu'une telle indulgence fût agréable à la Divinité ni utile à la religion, mais elle veut qu'on leur ôte l'espèce de gloire qui paraît attachée à leur supplice, et pour laquelle ils affrontent la mort avec un fanatisme impie. »

Malgré toutes ces exhortations, en dépit de cette politique artificieuse et violente, les projets de Philippe II rencontraient une résistance de plus en plus vive. Peut-être, s'ils n'eussent été dirigés que contre la liberté, eussent-ils pu réussir; mais s'attaquer à la fois aux institutions politiques et aux croyances religieuses d'un peuple, c'est une entreprise au-dessus des forces du pouvoir le plus énergique. Bientôt l'agitation descendit de la haute noblesse et du conseil d'état dans les rangs de la noblesse secondaire, qui, s'unissant aux autres classes de citoyens par un pacte devenu fameux sous le nom de *compromis*, alla en corps demander à la gouvernante l'abandon des mesures décrétées contre le protestantisme. La gouvernante effrayée promit de surseoir à l'exécution des ordres du roi. Cette concession arrachée par la terreur, loin de calmer les mécontents, devint pour eux le signal de nouvelles exigences. Le peuple, encouragé par l'attitude des classes supérieures, se souleva à Anvers, à Gand, à Lille, à Valenciennes, dans un grand nombre d'autres cités, et, non content d'établir le libre exercice du culte réformé, se livra contre le culte catholique et contre les églises aux violences et aux profanations les plus révoltantes. La gouvernante, aidée par les chefs même de l'opposition, dont ces excès dépassaient les vues et dérangeaient les calculs, parvint, non sans peine, à rétablir l'ordre, et châtia même les perturbateurs avec une sévérité que l'histoire eût trouvée bien rigoureuse, si les atrocités qui devaient bientôt désoler les Pays-Bas n'en eussent pour ainsi dire effacé le souvenir.

La colère de Philippe II allait enfin éclater. Son parti était pris, il allait renoncer à toute espèce de ménagements. Cependant il dissimulait encore. La régente

le suppliait de venir, par sa présence, calmer les esprits émus, et rendre à l'autorité le prestige qu'elle avait perdu; elle l'engageait à convoquer les états généraux pour donner plus de force morale aux dispositions qu'on aurait à prendre. Sur ce dernier point, Philippe II opposa un refus formel à des instances qui étaient en contradiction avec tous ses principes de gouvernement. Il ne repoussa pas d'une manière aussi péremptoire l'idée d'aller lui-même à Bruxelles essayer l'influence directe de la royauté pour vaincre toute résistance, il laissa même croire qu'il se disposait à ce voyage; mais, sous prétexte de ne paraître aux yeux de ses sujets des Pays-Bas qu'avec l'appareil nécessaire pour se faire respecter, il chargea le duc d'Albe de le précéder avec une petite armée composée de troupes d'élite.

Le duc d'Albe est certainement un des hommes les plus remarquables de son pays et de son temps. Le courage intrépide, l'énergie morale, l'infatigable activité dont la nature l'avait doué, les talents militaires qu'avait développés en lui une longue expérience, l'autorité qu'il savait porter dans le commandement, ses instincts despotiques, son orgueil hautain, tempéré dans l'occasion par un mélange d'astuce et de courtoisie, sa cruauté, ou, pour parler plus exactement, l'indifférence parfaite avec laquelle il versait le sang de ceux qui se rendaient coupables du plus grand des crimes à ses yeux, la résistance au pouvoir, ses qualités comme ses vices, en un mot, faisaient de lui le représentant le plus complet de cette Espagne du xvi^e siècle, dont la dure suprématie, destinée à s'évanouir bientôt, pesait alors sur l'Europe et sur le monde. Son rang, ses services, son habileté éprouvée, lui assignaient la première place à la cour de Philippe II. Ce prince connaissait trop bien les hommes pour ne pas ménager un tel serviteur. Il ne semble pas, cependant, qu'il ait jamais existé entre eux une véritable et intime confiance, et, malgré plus d'un trait commun dans ces deux caractères si remarquables, on comprend facilement, lorsqu'on les étudie avec quelque attention, les causes de cette secrète antipathie. La fierté du duc d'Albe, le sentiment qu'il avait de sa grandeur personnelle, de son mérite et de ses services, ne le disposaient pas à accepter pour lui-même le joug qu'il voulait imposer aux autres. Il ne supportait pas sans un profond mécontentement, de la part d'un roi encore jeune et sur qui il croyait avoir au moins la supériorité de l'expérience, ces témoignages d'une réserve froide et défiante, inhérente au caractère de Philippe II. Il s'indignait surtout de recevoir, pour l'exécution des projets confiés à son habileté, des instructions tellement détaillées et qui restreignaient à tel point ses pouvoirs, qu'elles lui semblaient blesser sa dignité. Sa correspondance avec Philippe II contient, à ce sujet, des plaintes exprimées avec une vivacité tout à fait originale; il y rappelle que jamais, dans les nombreux commandements dont il s'était vu chargé, on n'avait usé envers lui, jusqu'alors, de semblables précautions. Philippe II n'était pas homme à s'arrêter devant de pareilles susceptibilités. Affectant de ne pas bien comprendre le mécontentement du vieux guerrier, il n'y répondait que par d'insignifiantes explications qui ne changeaient rien à leur situation réciproque, mais qui ne permettaient pas au duc d'Albe d'insister. Il était facile de prévoir que la discorde éclaterait tôt ou tard entre un prince aussi jaloux de son autorité et un sujet aussi hautain; mais ce jour n'était pas encore arrivé, et leur accord au moins apparent devait se maintenir quelques années encore pour le malheur des Pays-Bas.

On sait comment le duc d'Albe, arrivé à Bruxelles, où il se présenta d'abord comme uniquement investi de fonctions militaires qui ne devaient porter aucune

atteinte à l'autorité de la gouvernante, ne tarda pas à s'emparer, en réalité, de tout le gouvernement, comment, après s'être efforcé, par des démonstrations hypocrites, de calmer les esprits effrayés, de rassurer, de replacer sous sa main ceux qui, à son approche, s'étaient, à l'exemple du prince d'Orange, retirés en Allemagne, il jeta tout à coup le masque en faisant arrêter les comtes d'Egmont et de Horn, dont il avait ainsi trompé la loyale confiance ; on connaît le triste sort de ces deux seigneurs et des innombrables victimes immolées après eux par le tribunal sanguinaire auquel le duc d'Albe avait délégué l'exercice de ses pouvoirs. Le succès parut d'abord couronner cette politique. Une première tentative faite par le prince d'Orange pour délivrer les Pays-Bas à la tête d'une armée levée en Allemagne échoua complètement, et, comme il arrive toujours en pareil cas, donna une plus vive impulsion au système de terreur sous lequel tout pliait devant le redoutable lieutenant de Philippe II. Il faut voir, dans sa correspondance, avec quelle satisfaction, quelle sécurité, il parle de ses projets déjà à moitié accomplis, avec quelle audace impudente et cruelle, quel oubli de tout sentiment moral il en développe les ressorts, quel mépris il témoigne pour la légalité, pour les libertés et les privilèges du pays, pour ceux qui osent encore les défendre timidement, non pas à titre de droits, personne n'eût eu cette témérité, mais comme des préjugés enracinés que la prudence conseillait de respecter. Je vais essayer de traduire quelques passages de ces bizarres dépêches, bien qu'il soit impossible d'en rendre, même approximativement, le trait le plus caractéristique, ce langage soldatesque, proverbial, pittoresque, énergique, auquel on reconnaît l'homme de guerre et d'exécution.

Le 13 avril 1568, trois semaines après la mort des comtes d'Egmont et de Horn, voici ce que le duc d'Albe écrivait à Philippe II :

« On continue à arrêter les dévastateurs des églises, les ministres consistoriaux et ceux qui ont pris les armes contre V. M. Le jour des Cendres, on en a pris plus de cinq cents ; c'était le jour fixé pour qu'on les arrêtât partout. J'ai ordonné qu'on fit justice de tous ces gens-là, et il ne m'a pas suffi de renouveler cet ordre à deux ou trois reprises. On vient tous les jours me casser la tête en m'exposant des doutes sur la question de savoir si celui qui a commis tel délit mérite la mort, si pour tel autre délit on doit seulement être puni du hannissement ; enfin on ne me laisse pas respirer. J'ai donné l'ordre exprès de juger d'après les édits. J'ai des commissaires de tous côtés pour rechercher les coupables, mais ils font bien peu de besogne. Lorsque ce châtiment sera terminé, je commencerai à faire arrêter quelques particuliers des plus riches et en même temps des plus coupables, pour les amener à composition. Il serait impossible, en effet, de faire justice de tous ceux qui ont péché contre Dieu et contre V. M., car j'ai fait le calcul qu'entre les châtiments qui ont lieu en ce moment et ceux qui auront lieu après Pâques, cela monte à plus de huit cents têtes : en sorte qu'il me paraît que le moment est venu de frapper les autres dans leurs biens et d'en tirer tout l'argent possible avant la publication d'un pardon général. On n'admettra pas à ces compositions les hommes qui auront commis des délits qualifiés. Je procéderai en même temps contre les villes qui ont manqué à leur devoir. »

Tel était le système judiciaire du duc d'Albe. Son système financier, qu'il expose dans la même dépêche, n'est pas moins curieux. Il voulait obliger les Pays-

Bas à concéder au roi un revenu perpétuel. Les conseillers auxquels il s'adressait, quoique fort peu disposés à le contrarier, lui représentaient que les états ne consentiraient jamais à se départir du droit de voter temporairement l'impôt, en d'autres termes, à transformer un gouvernement de liberté en un gouvernement absolu. Ces motifs devaient peu le toucher.

« Je leur ai dit (écrivait-il au roi) qu'un revenu non perpétuel entraîne deux inconvénients tout à fait intolérables : le premier, c'est que S. M. se trouve, pour la défense du pays, à la merci des bourgeois du tiers état de Bruxelles, du quart état de Louvain et autres de ce calibre, et que ce n'est pas être leur seigneur, mais bien leur sujet....; l'autre inconvénient, pernicieux au plus haut degré et vraiment abominable, c'est que, chaque fois qu'ils ont accordé un subside, ils en ont profité pour arracher de telles conditions et de telles libertés, que V. M. avait fini par n'avoir plus entre les mains ni le gouvernement ni la justice et par être hors d'état de punir les coupables... Ceux à qui je parle le voient et le comprennent bien, mais ils disent qu'ils craignent que les états ne consentent jamais à en passer par là. Je leur répons qu'ils auraient raison de le craindre, s'il s'agissait de proposer les impôts en question, comme on a fait jusqu'à présent les propositions de cette espèce, mais que je comptais m'y prendre de la manière dont je m'y suis pris lorsque j'ai demandé à ceux d'Anvers les quatre cent mille florins pour la citadelle, en leur faisant entendre que, bien qu'on emploie la forme de la proposition et de la prière, la chose doit absolument avoir lieu.... J'ai parlé alors des *alcabalas* d'Espagne (droits sur la vente des objets de consommation). Si V. M. avait vu la grimace qu'ils ont faite lorsque j'ai eu prononcé ce mot, elle les aurait crus à moitié morts. Ils ont prétendu que c'était un moyen infaillible de tuer le commerce, que, si on le soumettait à un droit quelconque, il ne viendrait plus de marchandises, que c'en serait fait à tout jamais... Ils commencent pourtant à devenir plus traitables. Je suivrai cette affaire et j'y ferai mon possible, parce que, si j'y réussis, je croirai avoir rendu un grand service à V. M., et, pourvu que je puisse introduire cet impôt, je m'inquiéterai peu du chiffre, fût-ce seulement un pour cent de la valeur, car, une fois qu'il sera établi en revenu patrimonial de V. M., il dépendra d'elle de le faire monter ou de le réduire comme il lui conviendra. »

Après cette dissertation financière, la dépêche que j'analyse revient à la question que le duc d'Albe avait le plus à cœur et qui occupait principalement ses pensées.

« Quant aux affaires des rebelles et des hérétiques, je ne puis compter que sur Juan de Vargas : excepté lui, le tribunal que j'ai établi pour ces affaires, non-seulement ne m'est d'aucun secours, mais me suscite tant d'embarras, qu'il me donne plus de peine que les rebelles eux-mêmes, et les commissaires que j'ai envoyés pour découvrir les coupables ne font autre chose que travailler à les mettre à l'abri, en sorte que je ne parviens pas à les connaître. Les fraudes que l'on commet dans les condamnations, en ce qui touche les biens des accusés, me paraissent si excessives, que le bénéfice qu'on en retirera restera, je crois, au-dessous des dépenses des gens de justice. »

Ce dernier trait ne rappelle-t-il pas le mot si connu de ce brigand qui se pré-

tendait volé parce qu'il ne trouvait pas les poches de sa victime aussi bien garnies qu'il s'y était attendu ?

Évidemment le duc d'Albe, trompé, comme tous les oppresseurs, par le silence et l'apparente soumission qui sont d'ordinaire les premiers résultats de la violence, croyait le succès de son entreprise désormais assuré. Son illusion dura peu. On vient de voir comment il s'exprimait le 13 avril 1568 ; moins de deux mois après, le 9 juin, c'était déjà sur un tout autre ton qu'il écrivait au roi. Il commençait par rappeler les instructions qu'il avait reçues et qu'il avait strictement exécutées. Cette récapitulation mérite d'être reproduite, parce qu'elle prouve que tous ses actes, dans ce qu'ils avaient de plus odieux, lui avaient été commandés par Philippe II. — Il avait ordre, dit-il, d'arrêter les principaux coupables pour les châtier exemplairement, aussi bien qu'un certain nombre de gens d'un rang inférieur de ceux qui s'étaient le plus compromis, de s'occuper ensuite des finances, et de se procurer de l'argent, de saisir les livres et les imprimeurs dans toute l'étendue des Pays-Bas, de visiter les boutiques des libraires, de régler les écoles, de publier et de faire observer les édits contre l'hérésie ;... de procéder à la punition des villes, d'aviser aux peines qu'elles devaient subir et à l'emploi à faire de leurs revenus, après quoi il devait répandre le bruit d'un pardon général, mais ne pas l'accorder jusqu'à ce qu'on eût tiré de grosses sommes d'argent de certaines personnes par voie de composition ; enfin, avec l'amnistie devait arriver un légat pour réconcilier à l'église ceux qui voudraient revenir à elle, et, moyennant cette indispensable condition, appeler sur eux la clémence royale ; l'inquisition devait être rétablie comme par le passé. Le duc d'Albe, après avoir ainsi résumé ses instructions, osait exprimer l'opinion qu'il était nécessaire de les modifier sur un point : l'amnistie, à son avis, ne pouvait être différée sans de très-graves dangers.

« En effet (disait-il), quoique ces gens-ci obéissent pour le moment aux ordres qu'on leur donne de la part de votre majesté, il est facile de voir que les dispositions intérieures sont fort différentes des apparences, et ce peuple a un caractère si facile, que j'espère que la clémence de votre majesté, se manifestant par un pardon général, gagnerait les esprits au point de rendre volontaire l'obéissance qu'ils n'accordent aujourd'hui qu'à contre-cœur. Sans doute, cela fera quelque tort pour ce qu'on espérait retirer des compositions ; mais, encore un coup, il est tout à fait impossible de n'en pas venir là, et même très-promptement. Il faut que les sujets de votre majesté voient que la porte de la clémence commence à s'ouvrir ; il faut que les esprits, extraordinairement agités en ce moment, se calment enfin..... La peur est si grande ici, et les exécutions qui ont eu lieu ont inspiré une telle terreur, qu'on semble croire que le gouvernement ne cessera jamais de verser le sang, et, tant que cette opinion durera, il est de toute impossibilité qu'on aime votre majesté. Il faut pourtant qu'à la crainte qu'on éprouve d'encourir son indignation se joigne l'amour que les habitants de ce pays ont toujours porté à leurs seigneurs..... Le commerce commence à tomber parce que les étrangers n'osent rien confier aux gens du pays, pensant que chaque jour on peut confisquer leurs biens, et les habitants eux-mêmes n'ont pas plus de confiance les uns par rapport aux autres, le père à l'égard du fils, le frère envers le frère..... Quant à la religion, ce n'est pas une matière dans laquelle la violence puisse quelque chose, puisque c'est une maladie de l'esprit, et qu'on ne peut la guérir que par des remèdes appliqués peu à peu. »

A un tel langage, on a peine à reconnaître, je ne dirai pas le duc d'Albe, mais un Espagnol du xvi^e siècle. La plume de Tacite n'eût pas tracé, de la situation des Pays-Bas, un tableau aussi effroyablement énergique que celui qui ressort de ce petit nombre de phrases incorrectes jetées négligemment dans un rapport confidentiel. Le duc d'Albe s'effrayant lui-même de la terreur, de la désolation qu'il vient de répandre autour de lui, s'en effrayant au point d'invoquer la clémence, la douceur, presque la liberté de conscience, un tel changement produit en moins de trois mois dans cette âme de fer par l'évidence des résultats qu'il avait sous les yeux, quelle éloquence pourrait égaler la force de cette démonstration? quelle leçon pour les hommes d'état qui peuvent se trouver exposés à la tentation si commune de chercher dans la violence un remède contre les révolutions sociales ou politiques!

Il n'était plus temps pour le duc d'Albe de revenir utilement à une plus saine politique. Ses tentatives, peu habiles d'ailleurs, pour calmer les peuples, pour les rattacher au gouvernement, échouèrent d'une manière absolue. L'espèce d'amnistie qu'on lui permit de publier, non sans d'innombrables restrictions, ne produisit pas l'effet qu'il en avait attendu. Bientôt une nouvelle invasion faite par le prince d'Orange, avec plus de succès que la première, devint pour tout le pays le signal de l'insurrection. La révolte éclata sur presque tous les points à la fois. Le duc d'Albe, ainsi provoqué, reprit toute sa férocité naturelle. Les exécutions en masse, les massacres, les cruautés de toute sorte qu'il ordonna ou qu'il permit avec complaisance, en réduisant les populations au désespoir, étendirent de plus en plus l'incendie, et, lorsqu'on se décida enfin à le rappeler, il était depuis longtemps reconnu que le lieutenant de Philippe II ne réussirait pas dans l'œuvre difficile confiée à son énergie.

Je viens d'esquisser en traits généraux l'histoire de l'administration du duc d'Albe. Ces détails étaient nécessaires pour rendre parfaitement intelligible la triste aventure que je me propose de raconter.

Florent de Montmorency, baron de Montigny, frère cadet du comte de Horn, cette autre victime de la tyrannie espagnole, était issu d'une branche de la maison de Montmorency, qui, dans le siècle précédent, avait quitté la France pour se fixer en Flandre, où elle avait obtenu de grands établissements. Sans avoir toute l'importance de son frère, sans faire, comme lui, partie du conseil d'état, où se réglaient les intérêts politiques des Pays-Bas, il occupait un des premiers rangs parmi les grands seigneurs de cette contrée. Il avait le gouvernement du Tournaisis, et Philippe II lui avait conféré la Toison-d'Or. Sa conduite avait toujours paru justifier ces témoignages d'une haute faveur. Dans les premiers temps même, il s'était montré animé, pour le maintien de l'autorité royale et de la religion catholique, d'un zèle qui peut sembler excessif. Tandis que quelques-uns des autres gouverneurs hésitaient à mettre à exécution, dans le territoire soumis à leur juridiction, les édits rigoureux lancés contre les prédicateurs d'hérésie, on l'avait vu envoyer au supplice avec une sorte d'empressement ceux qui lui tombaient sous la main. La gouvernante avait cru devoir lui en faire un mérite auprès du cabinet de Madrid. Bientôt après, dans une réunion des gouverneurs des provinces et des chevaliers de la Toison-d'Or, que cette princesse avait convoqués à Bruxelles à l'effet de délibérer sur les moyens d'apaiser les mécontentements qui commençaient à se manifester, Montigny fut choisi pour aller à Madrid informer le roi de la situation.

Philippe II lui fit un très-bon accueil. Fidèle à ses habitudes de dissimulation, il essaya de lui persuader que les inquiétudes qu'on avait conçues des projets de la cour par rapport à l'inquisition étaient mal fondées ; il lui promit d'aller bientôt visiter les Pays-Bas , et s'efforça surtout de le faire entrer dans ses vues politiques, et de le décider à user de toute son influence pour les faire partager à ses compatriotes. Montigny ne tarda pas à quitter l'Espagne. Probablement il n'avait pas été bien pleinement convaincu par les déclarations royales. En supposant, d'ailleurs, qu'elles eussent fait quelque impression sur son esprit, cette impression dut bientôt s'effacer devant l'évidence des faits. Aussi ne paraît-il pas qu'il ait mis beaucoup de zèle à inspirer aux autres une sécurité qu'il n'éprouvait pas lui-même. Philippe II, que ses espions instruisaient, dans le détail le plus minutieux, de tout ce qui se passait dans les Pays-Bas, en conçut un ressentiment assez vif ; il se plaignait, dans une lettre écrite à la duchesse de Parme, de ce que Montigny ne tenait pas la conduite qu'on était en droit d'attendre de lui après les explications si positives qui lui avaient été données à Madrid. Ce mécontentement sembla pourtant se calmer peu de temps après. La conduite de Montigny ne prêtait à aucun reproche tant soit peu sérieux. Sous le rapport de la religion, il maintenait à Tournay une situation telle qu'un des agents secrets de Philippe II, dans un rapport confidentiel, y donnait une approbation entière. Ce même agent faisait remarquer, de plus, que Montigny exerçait une grande influence sur la noblesse, et que la prudence conseillait de le ménager. Le roi se laissa persuader ; il manda à la gouvernante qu'il était satisfait des services de ce seigneur, et lui accorda, en récompense, une faveur qu'il sollicitait.

A mesure que l'état du pays s'aggravait, et que l'inquiétude, l'esprit de désaffection, s'étendaient de la haute noblesse aux autres classes de la société, la position personnelle de Montigny se modifiait aussi. Il était en rapports suivis avec les principaux chefs de l'aristocratie, ses parents et ses amis, dont l'opposition systématique et les conférences secrètes préoccupaient si vivement le gouvernement de Bruxelles et la cour de Madrid. Comme la plupart des gouverneurs de provinces, il finit par déclarer qu'il n'avait ni la possibilité ni la volonté de mettre à exécution les édits relatifs à l'hérésie, et par offrir une démission qu'on n'accepta pas. Lorsque la noblesse en corps vint demander à la duchesse de Parme, par une adresse menaçante, la cessation des persécutions religieuses, il s'unit au prince d'Orange, aux comtes d'Egmont et de Horn et au marquis de Berghes, pour demander qu'on fît bon accueil aux pétitionnaires, au lieu de les repousser violemment, comme le conseillaient quelques personnes. On ne cite pourtant de lui aucun fait particulier qui autorise à le considérer comme ayant pris une part quelconque aux complots qui préparèrent la révolution des Pays-Bas.

La gouvernante s'étant décidée à envoyer en Espagne, comme elle l'avait déjà fait plusieurs fois, des personnages considérables pour éclairer le roi sur l'état des choses et lui exposer les vœux de l'opinion publique, Montigny fut encore choisi pour cette mission avec le marquis de Berghes. Il hésita cette fois à l'accepter, et, le marquis de Berghes s'étant fait par accident une blessure qui le força quelque temps à garder le lit, il en profita lui-même pour retarder son départ. Les instances réitérées de la duchesse de Parme le décidèrent pourtant à ne pas attendre son collègue. Il arriva à Madrid le 17 juin 1566. L'abolition de l'inquisition, l'adoucissement des édits portés contre les hérétiques, l'extension des attributions du conseil d'état, la convocation des états généraux, enfin un voyage du roi à

Bruxelles, telles étaient les mesures qu'on l'avait chargé de solliciter. Philippe II, cette fois encore, l'accueillit avec beaucoup d'affabilité, et lui accorda un grand nombre d'audiences dans lesquelles il lui dissimula soigneusement son irritation. Il affectait de lui communiquer toute sa correspondance avec la gouvernante, et de l'appeler souvent au conseil particulier où se traitaient les affaires des Pays-Bas. Montigny y plaidait avec une chaleureuse fermeté la cause dont on l'avait constitué l'avocat ; il insistait pour des concessions et des actes de clémence, moyens infaillibles, selon lui, de concilier au roi l'amour et la soumission des Flamands. Tous ces pourparlers cependant restaient sans résultat. On attendait, disait-on, pour entrer sérieusement en matière, l'arrivée du marquis de Berghes, encore retenu à Bruxelles par l'état de sa santé. Il arriva enfin, et les délibérations parurent prendre plus d'activité.

Sur ces entrefaites éclatèrent les premières révoltes, qui décidèrent la cour de Madrid à jeter enfin le masque et à confier au duc d'Albe la mission terrible dont nous avons vu les funestes conséquences. Les deux négociateurs, voyant la direction nouvelle que prenaient les affaires, témoignèrent le désir de retourner aux Pays-Bas, où l'état des choses semblait en effet exiger la présence de deux hommes aussi considérables, tous deux gouverneurs de provinces. Cela n'entraînait pas dans les vues de Philippe II. Le cardinal Granvelle lui ayant écrit confidentiellement pour l'engager à retenir Berghes et Montigny en Espagne et à surveiller leur correspondance, Philippe répondit au cardinal qu'en dépit de leurs instances réitérées les deux envoyés resteraient à Madrid tout le temps qui serait nécessaire, mais que malheureusement il n'était pas possible de les empêcher d'écrire.

Ces deux seigneurs se trouvaient donc dès lors dans une sorte de captivité honorable qui commençait à les inquiéter. Leurs parents, leurs amis, s'adressèrent à la duchesse de Parme pour la prier de demander au roi leur prompt retour. Elle consentit à faire la démarche qu'on lui demandait, mais elle ne fut pas écoutée. Le duc d'Albe, qui avait déjà quitté Madrid et qui s'acheminait lentement avec son armée, à travers l'Italie et l'Allemagne, vers la malheureuse contrée vouée à sa tyrannie, le duc d'Albe, ayant appris la démarche de la gouvernante, écrivit au roi dans les termes les plus pressants pour le supplier de n'y avoir aucun égard. Lorsque cette lettre parvint à Philippe II, le marquis de Berghes venait de mourir. On soupçonna qu'il avait été empoisonné par ordre du roi, mais il y a lieu de croire qu'en cette circonstance Philippe II a été calomnié.

Montigny, resté seul, essayait de faire bonne contenance. Le 20 juin 1567, lorsque déjà plus d'une année s'était écoulée depuis son arrivée à Madrid, il remit au roi un mémoire dans lequel il lui exposait l'ensemble de ses vues sur les moyens de pacifier les Pays-Bas. J'ignore si Philippe II se donna encore la peine de chercher à l'abuser par des démonstrations flatteuses ; cela n'a rien d'improbable. Le duc d'Albe cependant avait enfin atteint le terme de son voyage, il était à Bruxelles, et le 9 septembre il avait inauguré, en faisant arrêter les comtes d'Egmont et de Horn, le système de terreur par lequel il comptait affermir l'autorité ébranlée. Peu de jours après, Montigny, qui ignorait encore le sort de son frère, fut arrêté lui-même et enfermé dans le château de Ségovie, résidence habituelle des prisonniers d'état d'un certain rang.

Bien qu'on eût déjà résolu de lui faire son procès, rien n'était encore fixé quant à la marche qu'on devait suivre. Plusieurs passages de la correspondance du duc d'Albe avec le roi prouvent même qu'alors on se proposait de le faire juger en

Espagne. Le duc en effet, dans une lettre du 18 septembre, insiste fortement pour que, dans la composition du tribunal chargé de prononcer sur son sort, on n'ait pas égard à la clause expresse des statuts de l'ordre de la Toison qui portait que les chevaliers ne pourraient être jugés que par leurs confrères. Voulant lui-même ne pas tenir compte de cette disposition dans le jugement des comtes d'Egmont et de Horn, il craignait que ce qui aurait lieu en Espagne à l'égard de Montigny ne devint un précédent dont ces illustres accusés pourraient s'appuyer pour réclamer avec plus de force le maintien de leur privilège. Il est curieux de voir à quelles subtilités il avait recours pour donner à l'illégalité qu'il s'efforçait de faire prévaloir l'apparence d'un prétexte : forcé de reconnaître qu'aux termes des statuts de la Toison, la trahison était du nombre des crimes soumis à cette juridiction privilégiée qu'il tenait tant à décliner, il prétendait qu'il n'en était pas de même du crime de *lèse-majesté*, auquel le duc de Bourgogne, fondateur de l'ordre, n'avait pu étendre ses prévisions, n'étant pas investi du caractère royal. Dans une autre lettre, postérieure de quelques semaines seulement, le duc d'Albe annonça au roi qu'il lui enverrait toutes les preuves, tous les indices qu'il pourrait recueillir contre Montigny, aussi bien que le projet de l'interrogatoire qu'il conviendrait de lui faire subir. Philippe II, en recevant cette dépêche, y mit en marge une note par laquelle il exprimait le désir de recevoir promptement les documents ainsi annoncés, *attendu*, disait-il, *que dans cette affaire nous marchons tout à fait à l'aveugle.*

Malgré cette recommandation, plus d'une année devait se passer avant que le procès de Montigny s'ouvrit sérieusement, soit qu'on ne pût trouver à son égard la matière d'aucune charge seulement spécieuse, soit que d'autres affaires plus urgentes ne permissent pas au duc d'Albe de s'en occuper encore. La situation du malheureux prisonnier était affreuse. Connaissant trop bien son implacable maître pour être rassuré par le témoignage de sa conscience, ignorant entièrement non-seulement les intentions qu'on pouvait avoir par rapport à lui, mais encore ce qui se passait dans les Pays-Bas, sans en excepter la mort de son frère, déjà immolé sur l'échafaud, il demandait vainement qu'on prît enfin une décision, et qu'on lui fit connaître les accusations dont il était l'objet. Il s'adressa successivement aux personnages les plus influents de la cour, au favori Ruy Gomez, au duc de Feria, à l'évêque de Cuença. Ne recevant pas de réponse, il forma, dans son désespoir, un projet d'évasion ; mais une lettre interceptée révéla le secret à ses gardiens, et un des complices de cette tentative fut puni du dernier supplice. Il y avait alors dix mois que Montigny était prisonnier.

Cependant on avait enfin réglé le mode de la procédure à laquelle il devait être soumis ; on avait décidé qu'il serait jugé dans les Pays-Bas, mais sans cesser d'être retenu en Espagne, où il serait interrogé en vertu d'une commission rogatoire délivrée par le tribunal institué à Bruxelles pour statuer sur les crimes d'état. Le choix d'une telle forme de jugement indiquait assez qu'on voulait s'en-tourer de ténèbres. Le procureur fiscal auprès du tribunal de Bruxelles présenta au duc d'Albe, président, ou plutôt seul juge de ce tribunal dont les autres membres n'étaient que ses assesseurs, un réquisitoire qui énumérait tous les chefs d'accusation.

« Il est notoire (disait le fiscal) que Montigny et son frère le comte de Horn, avec le prince d'Orange, le comte d'Egmont, le marquis de Berghes et d'autres

seigneurs, sont tombés d'accord de conspirer, machiner et établir une certaine ligue avec un serment très-étroit, spécialement et expressément contre un ministre principal de sa majesté, mais d'une manière cachée et en réalité contre le service et au préjudice de son autorité et souveraineté, en sorte qu'il fut résolu de faire violence à ce ministre dans sa personne, ou au moins de le faire renvoyer des Pays-Bas,... pour ainsi se rendre maîtres absolus, ou au moins s'emparer du gouvernement,... en quoi ledit Montigny et les autres ont commis le crime formel de *lèse-majesté*, alors même que ladite machination n'aurait eu d'autre effet que d'entraîner la retraite de ce ministre, afin de priver sa majesté de ses services et de venir à bout de leurs pernicieux desseins... Ils ont ensuite formé une autre conspiration tendant, entre autres choses, à faire supprimer les principaux conseils du gouvernement pour attirer au conseil d'état la connaissance des affaires, tant de la justice, des grâces et rémissions que des finances, et pour qu'en général les sceaux et l'autorité sur toutes les affaires fussent mis entre leurs mains, par quoi lesdits conseils sont tombés dans un grand mépris,... chose qui tendait ouvertement à la rébellion, d'autant plus qu'en même temps on destituait de bons et louables magistrats, on leur en substituait de mauvais, on abrogeait les bonnes lois et ordonnances,... et, désirant en outre attirer à leur dévotion le peuple, déjà grandement troublé par leurs mauvais manéges et propos, ils ont répandu dans beaucoup de lieux que sa majesté voulait introduire en ce pays l'inquisition d'Espagne,... et sa majesté ayant ensuite envoyé à la duchesse de Parme ses lettres du 17 octobre 1565 pour faire continuer ladite inquisition et assurer l'exécution des édits,... ledit Montigny, entre autres propos par lui tenus, a écrit à Alonso de Loo, secrétaire du comte de Horn, que tout le monde se scandalisait d'une pareille résolution de sa majesté, surtout en ce qui touchait à l'exécution des édits,... et, au moyen de tels et semblables propos semés et répandus par ledit Montigny et ses confidents, le peuple, sollicité déjà depuis longtemps par les domestiques et les agents de ces seigneurs, a commencé à se lever de toutes parts,... et on entendait retentir les clameurs les plus étranges et les plus épouvantables, non-seulement contre l'inquisition et les édits, mais aussi contre le gouvernement, la police et l'autorité de sa majesté,.... et les seigneurs se sont avancés jusqu'à dire qu'ils n'avaient ni la possibilité ni la volonté d'exécuter les édits à la rigueur, ni de prêter assistance à l'inquisition.... Ensuite, le prince d'Orange s'étant retiré dans sa maison de Breda, où il tint un conventicule et une réunion, Montigny s'y est trouvé avec les autres, et on y a résolu de prendre les armes contre sa majesté, dans le cas où elle ne consentirait pas à retirer l'inquisition et les édits, ou au moins à les modifier de manière à introduire la liberté des sectes, et, à cet effet, de tenir prêts en Allemagne quatre mille cavaliers et quatre régiments d'infanterie, ce qui a été ensuite définitivement conclu dans la réunion de Saintrond. »

Tel est le début du réquisitoire. Remarquons, avant d'aller plus loin, que la dernière allégation, la seule qui ait une véritable gravité, y est avancée sans aucune preuve, sans qu'on cite même à l'appui aucun témoignage. Tout le reste est d'une telle nature, qu'on ne peut comprendre par quel procédé d'esprit le duc d'Albe et ses acolytes sont parvenus à y découvrir les éléments d'une accusation de lèse-majesté; il ne s'agit en effet que de conversations, d'opinions exprimées, de conseils donnés en matière de gouvernement. La suite de ce document répond parfaitement à ce qu'on en a déjà vu. A en croire le fiscal, Montigny et les autres

seigneurs ont conseillé la démarche de la noblesse venant en corps, et dans une attitude menaçante, présenter une requête à la gouvernante contre l'exécution des édits ; ils ont même corrigé le texte de cette requête, et Montigny particulièrement a prétendu ne rien trouver de blâmable dans la démarche dont il s'agit. Il a tenu des propos *pernicieux* contre le roi, disant que sa majesté faisait grand tort aux seigneurs des Pays-Bas en y envoyant des Espagnols, ce qu'ils ne pouvaient souffrir, qu'elle finirait par les obliger à se révolter, qu'elle ne devait pas penser à être roi en ce pays comme en Espagne, et qu'on ne le permettrait pas. Montigny est encore accusé d'avoir souvent manifesté une très-grande irritation de ce que le roi n'écoutait pas ses conseils, d'avoir déprécié les forces du roi et exalté la puissance de ses ennemis, de s'être montré, au commencement des troubles, très-favorable aux prétentions des sectaires, notamment dans son gouvernement de Tournay, et, à l'appui de cette inculpation, le fiscal, infidèle à sa méthode ordinaire, condescend, cette fois, à articuler des faits, à citer un témoin.

« L'administrateur du diocèse (dit-il) lui ayant, à plusieurs reprises, remontré que les sectaires chantaient publiquement, de jour et de nuit, les psaumes avec beaucoup de chants réprouvés, et lui ayant demandé pourquoi il n'en faisait pas justice,... il a répondu que c'étaient les gens d'église eux-mêmes qui étaient la première cause de ces désordres par les cérémonies dont ils faisaient usage dans leurs églises, et que, si on laissait au peuple la liberté de communier sous les deux espèces, comme avait fait le duc de Clèves dans ses états, on pourrait remédier à tout,... et ledit prélat lui ayant fait remarquer que cela était peu vraisemblable, puisque la majeure partie des sectaires de son gouvernement étaient calvinistes, il a répliqué que les uns et les autres devaient vivre, comme s'il eût voulu donner à entendre qu'il fallait accorder à ces deux sectes la liberté légale ; et ledit Montigny avait pris l'habitude de soulever chaque jour, en causant avec ledit prélat, des questions scandaleuses sur l'ancienne religion, qu'il affectait de traiter avec tout le mépris possible, surtout par rapport au sacrifice et aux cérémonies de l'église, en présence de laïques, gentilshommes, soldats et autres, à tel point que le prélat, ne pouvant plus le souffrir, se retirait quelquefois de sa table et de sa compagnie ; il se donnait beaucoup de peine pour placer les hérétiques dans les emplois de justice, et des chanoines l'ayant averti... que, sur beaucoup de points, on commençait à faire le prêche et les exercices des nouvelles sectes, il leur a dit : Est-ce que vous voulez empêcher les sermons ? Non, non, je vous avertis qu'il y a quarante ou cinquante mille hommes pour les défendre. »

Nous ne suivrons pas le fiscal dans sa prolixie énumération de tous les petits faits, de tous les commérages qu'il avait réunis pour fortifier l'accusation. De tout cela, il conclut que Montigny doit être considéré comme responsable des troubles qu'a encouragés sa coupable indulgence, et de tant d'âmes dont elle a causé la perte. Passant à des imputations d'une autre nature, il lui reproche d'avoir tenu habituellement un langage irrespectueux et méprisant sur la personne du roi, d'avoir dit à Paris que les seigneurs des Pays-Bas étaient en mesure d'envoyer un gros corps de cavalerie contre le duc de Guise au secours du connétable de Montmorency, qui, sans doute, en cas de besoin, leur rendrait le même service ; d'avoir, à Madrid, en plein conseil d'état, déclaré qu'aucun de ces seigneurs ne prendrait les armes contre les rebelles, si sa majesté n'accédait d'abord aux

demandes des confédérés; d'avoir fait la même déclaration en présence de sa majesté, d'où résulte la preuve évidente que non-seulement il était informé de ces pratiques séditeuses, mais qu'il y prenait part; de ne pas les avoir dénoncées à temps; enfin, étant constitué prisonnier par ordre du roi, d'avoir fait tout ce qui était en son pouvoir pour s'échapper de sa prison, au point qu'il avait déjà achevé les préparatifs nécessaires, s'étant procuré depuis longtemps, par l'entremise de son secrétaire et de son majordome, les limes, les fers et autres instruments indispensables, et ayant suborné un de ses gardiens par des promesses et des discours qui aggravent beaucoup ses autres délits. Trouvant dans l'ensemble de ces faits la preuve des crimes de rébellion, de conspiration et de lèse-majesté divine et humaine, le fiscal requiert que Montigny soit privé de ses honneurs et dignités, puni de la peine capitale, de la confiscation de ses biens et de toutes les peines conformes au droit.

Le duc d'Albe, par une commission rogatoire datée de son camp près de Liège, le 6 novembre 1568, transmet ce réquisitoire aux *alcades de cosa y corte*, c'est-à-dire aux juges de la cour criminelle de Madrid, en leur demandant d'interroger Montigny sur les faits énoncés dans ce document, et de l'inviter à désigner un ou plusieurs fondés de pouvoirs pour présenter sa défense. Un de ces alcades, D.... Salazar, se transporta en conséquence au château de Ségovie, et procéda, le 7 février 1569, à l'interrogatoire du prisonnier. Le texte de cet interrogatoire est au nombre des documents récemment publiés à Madrid; il suffirait à lui seul pour démontrer l'innocence de Montigny à celui même qui, se plaçant au point de vue de la cour de Madrid, en accepterait les préjugés et les étranges doctrines. Aux questions multipliées autant que minutieuses qui lui furent successivement adressées et qui n'étaient autre chose que le développement du réquisitoire, Montigny opposa constamment les dénégations les plus nettes, les plus absolues, presque toujours les plus vraisemblables, sans que jamais le magistrat interrogateur parût être en mesure d'insister et de le mettre en défaut ou de le surprendre en contradiction avec lui-même. Il affirma que les réunions auxquelles il avait assisté avec les autres seigneurs des Pays-Bas n'étaient que des parties de plaisir et de société, que, loin d'y conspirer contre l'autorité du roi, on n'y avait jamais parlé politique, si ce n'est par occasion et toujours dans un esprit de loyauté, que pour son compte il n'avait participé en rien à la fédération formée par la noblesse pour faire violence à la gouvernante; il expliqua de la manière la plus naturelle et la plus satisfaisante les relations qu'il avait eues à Paris avec le connétable de Montmorency, le chef de sa maison, relations qu'on avait voulu rendre suspectes par l'unique motif qu'il s'était rencontré chez le connétable avec le neveu de ce grand personnage, l'amiral de Coligny, l'un des coryphées du protestantisme; il nia formellement tous les propos qu'on lui imputait contre l'autorité du roi, contre sa personne et contre la religion catholique. Quant au reproche d'avoir favorisé l'hérésie, il ne lui était que trop facile de le réfuter victorieusement : il avoua bien qu'il avait exprimé quelques doutes sur la convenance qu'il pouvait y avoir à établir l'inquisition dans un pays où le nom en était si odieux; mais, loin de reconnaître qu'il eût voulu fonder la liberté religieuse, soit publique, soit même privée, il protesta que, chrétien et catholique, il aurait plutôt dénoncé son propre frère, s'il était devenu infidèle, et il rappela avec ostentation les châtiments infligés aux hérétiques dans son gouvernement de Tournay, les bûchers dressés quelquefois pour leurs ministres. Les petits faits qu'on avait accumulés

pour le convaincre du crime de tolérance, ou furent démontrés complètement faux, ou perdirent toute gravité au moyen des éclaircissements dans lesquels il entra pour en faire connaître le vrai caractère. Les dénonciations de l'administrateur du diocèse furent surtout, de sa part, l'objet d'un démenti péremptoire et catégorique : loin de reconnaître qu'il eût jamais provoqué ses convives à des entretiens dont eussent pu s'offenser les oreilles les plus scrupuleuses, il soutint qu'il n'avait jamais manqué d'imposer silence à ceux qui voulaient entamer de tels propos. L'alcade lui ayant demandé pourquoi il n'avait pas fait entendre un langage plus sévère à ceux qui tenaient ces propos impies, pourquoi même il ne les avait pas punis comme ils méritaient de l'être, il répondit que, dans ces conversations, il ne s'agissait nullement d'attaques contre la religion, ce qu'il n'aurait certes pas toléré, mais d'observations générales sur la vie trop libre de certains ecclésiastiques et sur l'ambition de quelques évêques. Il manifesta enfin l'extrême surprise qu'il éprouvait de se voir ainsi dénoncé par un prélat qui avait toujours paru rechercher son amitié.

Telle est la substance du premier interrogatoire que Montigny eut à subir. Sept jours après, le 14 février 1569, il comparut de nouveau devant l'alcade, qui lui donna lecture du réquisitoire du fiscal et le somma de déclarer sous serment s'il n'avait rien à ajouter à ses premières réponses. Montigny se borna à en affirmer l'exactitude. L'alcade lui délivra alors une copie du réquisitoire ou acte d'accusation pour qu'il pût se mettre en état d'y répondre dans le délai de cinquante jours devant le duc d'Albe, et l'invita à munir une ou plusieurs personnes de pouvoirs suffisants pour suivre en son nom le procès, avec faculté de les transmettre à d'autres, sous peine d'être jugé par contumace. Montigny voulut décliner, comme il l'avait fait dès le premier jour, la compétence du tribunal qu'on lui assignait : il ne pouvait, disait-il, considérer le duc d'Albe comme son juge ; le seul qu'il pût reconnaître à raison de sa qualité de chevalier de la Toison-d'Or, c'était le roi, chef suprême de l'ordre ; c'était devant lui qu'il répondrait à ses accusateurs. L'alcade répliqua que le duc avait commission expresse du roi pour cette affaire, et que lui-même il agissait en vertu d'une commission royale. Montigny insista pour être jugé en Espagne par le roi lui-même ; il représenta qu'il avait lieu de considérer le duc d'Albe comme son ennemi personnel. Voyant bien cependant qu'il serait inutile de lutter plus longtemps contre une détermination irrévocable, il consentit à donner ses pouvoirs au comte Pierre de Mansfeldt, comme lui chevalier de la Toison, au prince d'Espinoy, au vicomte de Gant et à six autres individus, ses parents, amis ou serviteurs, pour qu'ils le représentassent en justice, soit ensemble, soit séparément, soit même par ceux qu'ils délègueraient à leur place.

J'ignore complètement le genre d'intervention que ces fondés de pouvoirs purent exercer, en effet, dans le procès de Montigny. D'après la marche que suivit l'affaire, cette intervention dut en tout cas être peu active. Un peu plus d'un an après le dernier interrogatoire, le 4 mars 1570, un arrêt de mort fut rendu à Bruxelles par le duc d'Albe contre l'infortuné prisonnier. Le marquis de Berghes mort trois ans auparavant en Espagne, où il avait été envoyé en même temps que Montigny, fut également condamné à la peine capitale : le but de cette condamnation posthume était d'opérer la confiscation des biens de celui qu'elle atteignait, expédient dont, au témoignage de Tacite, Tibère lui-même ne s'avisait qu'assez tardivement. Quant à Montigny, l'arrêt rendu par le duc d'Albe, « après avoir

entendu, était-il dit dans le préambule, d'une part le procureur général du roi en Flandre, de l'autre le fondé de pouvoirs de l'accusé, » déclarait ce dernier coupable des crimes de lèse-majesté et de rébellion comme complice et principal instrument de la ligue et conjuration du prince d'Orange, comme ayant favorisé et soutenu les gentilshommes confédérés dans l'affaire de la requête présentée à la gouvernante, et aussi à raison des mauvais offices qu'il avait rendus à Tournay, où cette princesse l'avait envoyé pour réprimer les désordres et les excès des sectaires contre la religion catholique. Montigny était, en conséquence, condamné à avoir la tête tranchée par le glaive pour être exposée dans un lieu public, et tous ses biens étaient confisqués au profit du roi.

Une circonstance bien étrange, c'est le mystère dont le duc d'Albe réussit à entourer cet arrêt. Il trouva moyen de le cacher même à ses assesseurs. Voici comment il s'y prit : il leur demanda leur opinion écrite et signée sur la culpabilité de Montigny, sans les avertir qu'il s'agissait de prononcer le jugement. La majorité ayant conclu à la peine capitale, il fit dresser l'arrêt en conséquence, et en fit donner lecture par son secrétaire dans une réunion à laquelle il avait convoqué seulement deux des juges à qui il accordait une confiance absolue. Il l'envoya ensuite au roi, aussi bien que la sentence rendue contre le marquis de Berghes, avec une dépêche dans laquelle il expliquait complaisamment le procédé artificieux qu'il avait cru devoir employer.

« Je n'ai pas voulu (y disait-il) que la condamnation de Montigny fût connue d'aucune autre personne jusqu'à ce que je fusse informé des intentions de votre majesté. Si elles sont de la faire exécuter, je joins ici l'original avec une commission rogatoire pour la faire notifier au condamné. Comme votre majesté voudra sans doute que l'exécution ait lieu en Espagne, *attendu qu'ici la chose serait difficile*, elle fera remettre sa cédule royale à qui il lui conviendra, pour que celui qu'elle en chargera prenne connaissance de la commission rogatoire et y donne suite. »

Cette lettre porte la date du 18 mars. Lorsqu'elle parvint à Philippe II, il voyageait en Andalousie. Il n'y répondit que le 30 juin, après son retour en Castille. Sa réponse est ainsi conçue :

« J'approuve la précaution que vous avez prise pour que l'affaire restât secrète jusqu'à ce que j'eusse pu vous faire connaître ma volonté. En effet, quoique les crimes de l'accusé soient si bien établis, que, sous le point de vue de la justice, il n'y eût pas à hésiter à ordonner l'exécution de la sentence aussitôt après la réception de votre lettre et de la commission rogatoire, les embarras du voyage et quelques considérations qui se sont présentées à mon esprit m'ont engagé à différer cette exécution jusqu'à mon arrivée en ce lieu, et aujourd'hui encore je n'ai pas pris de détermination sur l'époque et sur la manière. Il importe donc de ne rien publier dans le pays où vous êtes jusqu'à ce que je vous en donne avis;... mais, quant à l'affaire de Berghes, il n'y a aucune raison d'en retarder la conclusion,... et vous aurez soin de me donner la liste des biens à lui appartenant qui vont se trouver appliqués à mon domaine. »

Avant d'aller plus loin dans le dépouillement de cette étrange correspondance, je dois faire remarquer que les dépêches de Philippe II ne sont pas seulement

l'expression de sa pensée générale interprétée, appliquée par ses ministres et revêtue pour la forme de sa signature : ces dépêches étaient rédigées d'après les notes qu'il apposait de sa main aux lettres du duc d'Albe; les minutes lui en étaient remises avant d'être expédiées, et il y faisait parfois des changements. C'est donc Philippe II qui parle, qui agit directement jusque dans les moindres détails de ce procès; c'est sur lui qu'en retombe toute la responsabilité.

Une lettre postérieure à celle dont je viens de traduire les passages les plus saillants explique quelles étaient les considérations qui empêchèrent le roi d'ordonner immédiatement l'exécution de l'arrêt. Philippe II craignait que la publicité du supplice de Montigny ne réveillât dans les Pays-Bas une agitation qu'on espérait alors avoir calmée, et qu'elle ne produisît même une impression fâcheuse dans les contrées voisines. Tout autre prince en eût tiré la conséquence qu'il était à propos de faire grâce au condamné. Philippe II en conclut qu'il fallait que l'arrêt fût exécuté *avec aussi peu de bruit que possible*; telle est son expression. Il paraîtrait qu'un conseil formel fut tenu pour délibérer sur les moyens par lesquels on pourrait le mieux atteindre ce but. Les détails qui vont suivre sont puisés dans une relation confidentielle envoyée au duc d'Albe par l'ordre exprès du roi, et annexée à une des dépêches royales.

« Tous ont été d'accord qu'il n'était pas opportun de recommencer à verser le sang ni de donner lieu aux sentiments pénibles et douloureux qu'auraient éprouvés, comme on l'a fait observer, non-seulement les parents et les amis de Montigny, mais encore tous les naturels des Pays-Bas, dont le mécontentement et les murmures eussent été d'autant plus grands que, le coupable se trouvant en Espagne, on n'aurait pas manqué de prétendre que tout s'était fait par compérage, et qu'il avait été sacrifié sans pouvoir se défendre juridiquement. La majorité pensait donc qu'il convenait de lui faire prendre un mets ou une boisson empoisonnés dont il mourût peu à peu, en sorte qu'il eût le temps, pendant sa maladie, d'arranger les affaires de son âme; mais S. M. a jugé qu'en suivant cette marche, *on ne ferait pas un acte de justice*, et qu'il valait mieux qu'il subît, en prison même, le supplice du *garrote* (de l'étranglement) d'une manière assez secrète pour que personne n'en eût jamais connaissance, et qu'on crût qu'il était mort de sa mort naturelle. La chose ayant été ainsi résolue, *comme aussi que le mariage de sa majesté se ferait à Ségovie*, sa majesté a ordonné que ledit Montigny fût transféré du château de cette ville à celui de Simancas. »

Tels sont exactement, et plus naïfs encore qu'il ne m'a été possible de les rendre, les termes de la relation envoyée au duc d'Albe. Je doute que l'histoire des gouvernements civilisés offre rien de comparable à cette délibération atroce racontée avec tant de sang-froid et comme la chose du monde la plus naturelle. Le scrupule de légalité qui empêcha Philippe II de consentir à l'empoisonnement est surtout un trait caractéristique. L'ironie la plus mordante n'eût pas mieux inventé.

En conséquence de cette délibération, le gouverneur du château de Simancas, don Eugenio de Peralta, *homme sage*, dit la relation, *à qui on pouvait confier une pareille affaire*, et qui se trouvait en ce moment à Madrid, reçut, le 17 août, l'ordre écrit de se transporter à Ségovie, de se faire livrer le prisonnier et de le conduire à Simancas pour l'y tenir sous bonne garde. Cet ordre fut exécuté avec une scrupuleuse exactitude. Montigny fut transporté, en voiture, dans la prison dont il ne

devait plus sortir, sous l'escorte de deux alguazils et de quatre arquebusiers. Peralta, pour mieux s'assurer de sa personne, l'avait fait mettre aux fers. La relation ajoute que le roi n'en avait pas donné l'ordre, et qu'il en fut contrarié, parce que cela n'était pas nécessaire; « mais cette circonstance ne fut pas inutile au but qu'on avait en vue, le déplaisir qu'en éprouva Montigny lui ayant causé une indisposition. » La suite du récit expliquera la cruelle portée de cette réflexion.

Quelques semaines se passèrent encore avant que Philippe II crût devoir terminer cet horrible drame. Sans doute ces délais avaient pour but d'écarter les soupçons que trop de précipitation eût pu faire naître. Dans cet intervalle, Montigny, que l'on traitait avec plus d'égards depuis son arrivée à Simancas, loin de prévoir le sort qui lui était réservé, en vint à se flatter de l'espérance que Philippe II, alors occupé à célébrer son quatrième mariage, voudrait y rattacher des actes de clémence et en prendrait occasion de lui rendre la liberté. Enfin, le 1^{er} octobre, une cédula royale datée de l'Escurial fut adressée au gouverneur de Simancas pour lui enjoindre de remettre le condamné à la disposition de don Alonso de Arellano, alcade de l'audience de Valladolid, délégué, en vertu de la commission rogatoire du duc d'Albe, pour faire exécuter la sentence. Des instructions datées du même jour tracèrent à ce magistrat, dans le détail le plus minutieux, la marche qu'il devait suivre. Ces instructions portent la signature du docteur Velasco, un des membres du conseil du roi. On n'analyse point de tels documents, il faut les citer.

« Bien que, conformément au contenu de la sentence et de la commission rogatoire, l'exécution dût avoir lieu en public,... sa majesté, mue par de justes considérations, a voulu et veut qu'elle se fasse secrètement et dans l'intérieur de la forteresse... Elle entend qu'on ne sache en aucune manière que Florent de Montmorency est mort par exécution de justice, mais bien qu'on croie qu'il est mort de sa mort naturelle, et qu'on le dise et le publie ainsi... Il convient pour cela qu'on n'informe de cette affaire et qu'on n'y fasse intervenir que les personnes absolument nécessaires, et qu'on leur recommande grandement le secret.....

» M. le licencié don Alonso partira donc d'ici sans retard, et pourra se rendre sur-le-champ à Valladolid, en en donnant avis à don Eugenio de Peralta pour qu'il se trouve au lieu appelé El-Abrojo au moment où ledit don Alonso y passera, en sorte qu'il puisse se concerter avec lui..... sur tout ce qu'il y aura à faire, sur la forme, sur l'heure et toutes les autres choses qui doivent précéder, accompagner et suivre ladite exécution, de manière à atteindre le but que se propose sa majesté, celui de la tenir secrète.

» Ayant ainsi tout réglé avec ledit don Eugenio, il ira à Valladolid, où, étant arrivé et ayant pris possession de son office, il communiquera sa commission au président de l'audience, à qui on écrit particulièrement pour que, s'il est nécessaire, il lui vienne en aide, particulièrement pour le religieux et les autres personnes dont l'assistance est absolument requise.

» En ce qui touche le temps et l'heure où ledit don Alonso de Arellano doit se rendre à la forteresse de Simancas pour l'exécution et la manière dont il y sera procédé, lesdits don Alonso et don Eugenio pourront convenir de ce qui sera le plus propre à assurer le secret. L'idée qui se présente, c'est qu'il serait bon

qu'il partît de Valladolid la veille d'un jour de fête, sur le soir, pour arriver à Simancas un peu après le commencement de la nuit, menant seulement avec lui un greffier de confiance et la *personne dont il faudra se servir pour l'exécution de l'arrêt*, avec le moins de domestiques qu'il sera possible, et que pour ce moment don Eugenio prépare le lieu par où ils doivent entrer dans la forteresse et la partie de cette forteresse où ils doivent se tenir, en sorte que tout reste secret. Et aussitôt après leur arrivée ils entrèrent dans la chambre où se trouvera ledit Florent de Montmorency, où, en présence dudit don Eugenio et d'une ou deux autres personnes de confiance et par-devant le greffier qu'on aura amené, on lui notifiera la sentence, la commission rogatoire, la réquisition ici faite en conséquence par le fiscal avec l'acceptation de cette réquisition, de quoi procès-verbal ayant été dressé et les dispositions prises pour que ledit Florent de Montmorency ne puisse se porter à aucun attentat sur sa personne, lesdits don Alonso et don Eugenio, après l'avoir encouragé, consolé et animé par toutes les bonnes paroles qu'ils pourront trouver, le laisseront avec le religieux ou les religieux qui doivent l'assister, comme il sera dit tout à l'heure....

» Cette nuit et tout le lendemain qui sera jour de fête, jusqu'après minuit, il semble que l'on pourra différer l'exécution, afin que ledit Florent de Montmorency ait plus de temps pour se confesser et recevoir les sacrements, si cela est jugé à propos, pour se convertir et faire dans ce sens toutes ses diligences; sur un point si essentiel, il importe que l'on ne néglige rien et qu'on lui donne toutes les facilités possibles.

» Minuit arrivé ou deux heures après, selon que cela sera jugé le plus convenable pour que ledit licencié puisse être de retour chez lui avant le jour, à Valladolid, on pourra procéder à l'exécution de la sentence en présence du religieux ou des religieux qui doivent l'aider à bien mourir, dudit don Eugenio de Peralta, du greffier, *de la personne qui fera cette exécution*, et, si on le croit nécessaire et opportun, d'une ou deux autres personnes de confiance dont l'assistance sera jugée utile, et il faut avoir bien soin que l'exécution ait lieu de telle manière qu'autant que possible ceux qui devront ensevelir le cadavre, n'ayant pas été du nombre des témoins de la mort, si l'on croit devoir y employer d'autres individus pour mieux dissimuler, ne reconnaissent pas que la mort a été violente....

» Quant au religieux qui devra intervenir dans cette affaire pour ce qui regarde l'âme du condamné, il convient que ce soit un homme docte et prudent, et qu'on l'avertisse des soupçons qu'on a conçus, par rapport à la foi, sur le compte dudit Florent de Montmorency, pour qu'en conséquence de cet avis, il s'attache à l'examiner, à l'éclaircir et à le faire revenir des erreurs et des mauvaises opinions dans lesquelles il aurait été ou il serait encore, le tout avec la prudence et les bons ménagements... qu'il saura mettre en usage; ledit religieux le confessera et verra s'il doit lui donner le saint sacrement.

» Il paraît à propos de prendre ce religieux dans la ville de Valladolid, et on pourrait faire choix de frère Hernando del Castillo, du collège de Saint-Paul, ou d'un autre de cette qualité du même ordre ou de l'ordre de Saint-François, au gré du président de la chancellerie,... qui le fera appeler et lui recommandera grandement cette affaire, tant sous le rapport des soins à donner à l'âme du condamné que sous celui du secret....

» Dans le cas où ledit Florent de Montmorency voudrait faire un testament, on ne devra pas le permettre, tous ses biens étant conquisés,... en sorte qu'il ne

peut tester et n'a pas de quoi tester. Cependant, s'il voulait rappeler quelques dettes ou autres obligations, on pourra l'y autoriser, pourvu que, dans cet acte, il ne soit fait aucune mention de l'exécution qui sera au moment d'avoir lieu, et qu'il s'y exprime comme un malade qui craint de mourir de sa maladie; on ne lui permettra non plus d'écrire des lettres ou de faire aucune écriture quelconque qu'à la même condition....

» Une fois l'exécution faite et la mort rendue publique, avec toutes les précautions recommandées ci-dessus pour qu'on ne sache pas qu'elle a eu lieu par justice, on s'occupera de l'enterrement, qui doit se faire publiquement, avec une pompe modérée et dans l'ordre et la forme accoutumés pour les personnes de la qualité du condamné... avec grand'messe, vigiles et d'autres messes basses en nombre raisonnable... Il ne sera pas hors de propos d'habiller de deuil ses domestiques, d'autant plus qu'ils sont en petit nombre. »

Ne croirait-on pas, en lisant ces instructions données à un magistrat pour l'exécution d'une sentence judiciaire, lire le plan d'une conspiration ou plutôt d'un complot d'assassinat? Quel singulier mélange que celui de la cruauté froide qui en a dicté les dispositions principales avec cette préoccupation si continue, si vive, si ardente, j'ai presque dit si charitable, du salut de l'âme du condamné! Est-ce de l'hypocrisie? Je ne le pense pas. C'est simplement un nouvel et frappant exemple des inconséquences monstrueuses, détestables, auxquelles l'homme se laisse entraîner, lorsque aveuglé par le fanatisme et entraîné par ses passions, il étouffe dans son âme la lumière divine de la raison et ces instincts d'humanité qui sont la première base, le fondement le moins équivoque de la morale.

Les ordres de Philippe II furent suivis ponctuellement. L'alcade don Alonso de Arellano, en se rendant à Valladolid, rencontra sur la route, au lieu indiqué par les instructions royales, le gouverneur de la forteresse de Simancas. Dans cette conférence mystérieuse, les deux agents mirent la dernière main au plan qu'on leur avait tracé. Pour que l'exécution pût avoir lieu avec le secret tant recommandé, il fallait isoler Montigny et le garder plus étroitement dans sa prison; mais, ces mesures rigoureuses pouvant elles-mêmes faire naître des soupçons, il importait de les expliquer par quelque motif au moins spécieux. On eut recours à un singulier artifice. Un billet écrit en très-mauvais latin, qui semblait indiquer des intelligences entretenues par le prisonnier avec des personnes du dehors, fut jeté près de la porte de la chambre occupée par Montigny. Un des officiers du gouverneur ne manqua pas de l'y trouver et de le porter à son chef. On prétendit aussi que des hommes déguisés en chartreux avaient été aperçus auprès de la forteresse, cherchant à en reconnaître les approches pour coopérer à l'évasion. Montigny eut beau protester qu'il était absolument étranger à ces manœuvres vraies ou fausses, et qu'il ne savait pas même ce dont il s'agissait; le gouverneur feignit de n'ajouter aucune foi à ses dénégations, et, affectant un ressentiment extrême de voir ainsi récompenser la confiance et les bons procédés dont il avait usé jusqu'alors envers son prisonnier, il déclara que dès ce moment le soin de sauver sa propre responsabilité passerait pour lui avant toute autre considération. Les domestiques de Montigny, qui jusqu'alors avaient pu lui continuer leurs services, lui furent retirés sous prétexte qu'on les soupçonnait de complicité dans ses projets de fuite, et lui-même, enfermé dans une chambre écartée, il n'eut plus, comme par le passé, la permission de se promener dans le château.

Montigny fut très-affecté de ce changement, sa santé en reçut quelque atteinte. On tira parti de cette circonstance. Le médecin de la ville de Simancas, qu'il fallut bien mettre dans le secret, fut appelé dans la forteresse. On eut soin de l'y faire revenir plusieurs fois chaque jour, comme si l'état du malade eût été assez grave pour nécessiter ces visites fréquentes. Le médecin ordonnait chaque fois et faisait apporter ostensiblement des potions, des médecines appropriées à l'état d'un homme attaqué de la fièvre continue, et en rentrant dans la ville il avait soin de dire à tout venant que, suivant toute apparence, Montigny serait emporté avant le septième jour par la violence de cette fièvre.

Les préparatifs étant enfin terminés, le samedi 14 octobre, entre neuf et dix heures du soir, l'alcade, qui, suivant le plan arrêté, s'était introduit furtivement dans la citadelle avec *un greffier et un bourreau*, entra dans la chambre où le prisonnier était couché. Le greffier notifia à Montigny la sentence rendue contre lui par le duc d'Albe. L'alcade lui déclara ensuite que le roi, bien que convaincu de la justice de cette sentence, prenant en considération son rang élevé et voulant user de clémence à son égard, avait jugé à propos d'adoucir la peine en ordonnant que l'exécution n'eût pas lieu en public, mais secrètement, en sorte que son honneur n'en fût pas entaché et qu'on pût faire croire qu'il était mort de maladie. Montigny, qui ne s'attendait à rien moins qu'à un tel dénouement, éprouva une émotion assez forte en recevant cette notification. Cependant, s'il faut en croire la relation que j'ai déjà citée, il témoigna une vive reconnaissance du prétendu adoucissement qu'on lui présentait comme une grâce ; il rendit même hommage à la droiture de ses juges, déclarant qu'ils avaient été induits en erreur par les calomnies de ses ennemis. Montigny ayant ensuite demandé un prêtre, on lui amena le père Hernando del Castillo, qu'on avait fait venir de Valladolid, et on les laissa ensemble. Le condamné employa à se préparer à la mort toute la nuit du samedi au dimanche, le dimanche tout entier et encore le commencement de la nuit suivante. Enfin, le lundi 16 novembre, à deux heures du matin, *après qu'il se fut recommandé à Dieu aussi longtemps qu'il le voulut*, dit la relation, le bourreau fit son office en présence de l'alcade, du greffier et des autres personnes admises au secret de cette tragédie. A l'instant même, l'alcade, le greffier et le bourreau repartirent pour Valladolid, où ils arrivèrent avant le lever du soleil. On avait signifié aux deux derniers qu'ils seraient punis de mort, s'ils révélaient à qui que ce fût ce qui s'était passé.

N'est-ce pas là le récit d'un assassinat commis dans les ténèbres par des mal-fauteurs qui, se séparant en toute hâte avant que le jour découvre leur crime, s'engagent mutuellement au secret par des serments et des menaces ? Le juge et le bourreau n'y figurent-ils pas presque de niveau, comme des complices unis par la solidarité d'un secret dangereux ?

La relation dont je viens d'extraire ces détails ne donne, sur les derniers moments de Montigny, que des informations incomplètes. On en trouve de plus étendues dans un autre document qui fait également partie des pièces dernièrement publiées : c'est une lettre adressée au docteur Velasco, celui-là même qui avait signé les instructions de l'alcade, par le moine qui offrit au condamné les secours de la religion. Voici ce qu'écrivait, le jour même de l'exécution, le père Hernando del Castillo :

« L'affaire s'est terminée aujourd'hui lundi à deux heures du matin... Samedi,

à environ dix heures du soir, la sentence a été notifiée au condamné, qui ne s'y attendait nullement, comptant sur l'arrivée de la reine et *se confiant dans son innocence*; aussi a-t-il manifesté d'abord une émotion qui a paru même augmenter peu à peu..... J'ai commencé à faire mon office; il m'écoutait avec beaucoup de calme, de modération et de patience dans son langage comme dans tout son extérieur, et son attitude est restée la même jusqu'à la fin. Il se plaignait beaucoup du gouverneur, don Eugenio, qui, depuis quelques jours, avait rendu sa prison beaucoup plus étroite; mais, lorsqu'il a su qu'il n'avait agi ainsi que par ordre de l'autorité supérieure, il s'est montré satisfait. On s'est efforcé de lui procurer, dans la situation si pénible où il se trouvait, tous les adoucissements possibles. Il a fini par se persuader que sa majesté avait usé de grâce envers lui en conduisant l'affaire de cette façon. J'ai employé tout le temps qui s'est écoulé depuis ce moment jusqu'à deux heures du matin du dimanche à m'assurer de ses dispositions par rapport à la foi et de toutes les autres choses nécessaires pour un aussi long voyage, et j'en suis resté satisfait, très-satisfait..... Il a dressé un mémoire écrit de sa main que je joins à cette lettre, et qui doit me servir de guide pour m'acquitter des commissions qu'il m'a laissées, si sa majesté veut bien y donner son consentement. Me croyant obligé, en conscience, de donner satisfaction au public par rapport aux soupçons odieux qu'on avait conçus sur son compte en matière de religion, il m'a remis la déclaration et confession que vous trouverez également ci-jointe, et je n'ai pas voulu qu'elle fût écrite de ma main pour que, si par hasard sa majesté jugeait quelque jour à propos de la faire publier, on ne pût pas dire qu'il l'avait signée étant malade, sans l'avoir lue et peut-être sans savoir ce qu'elle contenait. Quant au mémoire donc je parlais tout à l'heure, il est écrit dans le langage d'un homme qui demande l'aumône. Il a fait de lui-même la remarque que, sous le coup de la sentence qui le frappait, il n'avait plus le droit de disposer d'un seul réal; mais on a cru pouvoir lui laisser faire les dispositions que vous verrez, parce qu'il n'a pas semblé qu'elles s'appliquassent à des choses de telle nature qu'un homme aussi malheureux et réduit à cet excès d'infortune ne pût espérer les obtenir de son roi catholique. Il désire que ses habits, son linge, son lit et autres menus objets soient donnés à ses domestiques; pour l'argenterie, dont il parle aussi, elle est d'une telle pauvreté, qu'elle conviendrait à peine à l'écuyer du plus triste village de la terre de Campos. Les autres dispositions, qui se rapportent à des obligations et à des dettes connues, montent aussi à peu de chose... Vous m'avez trouvé bon pour être le patron des infortunés; nous espérons donc que vous nous ferez la faveur de rappeler à sa majesté la compassion que la nature enseigne à l'égard des morts, lorsqu'il n'existe pas de motifs connus de faire encore sur ce point des exemples rigoureux. Le silence est grand jusqu'à présent sur ce qui vient de se passer. La seule chose qu'on entende exprimer, c'est un blâme sévère de la dureté de don Eugenio, qui, par ses traitements rigoureux, aurait mis fin à une existence déjà tellement affaiblie qu'elle ne tenait plus qu'à un fil... Quant au point principal, le condamné s'est si bien comporté, qu'à cet égard, nous tous qui lui survivons, nous pouvons lui porter envie. Il a commencé à se confesser hier à sept heures. A dix, je lui ai dit la messe et je lui ai administré le très-saint sacrement. Dans l'un et l'autre de ces actes, il a fait toutes les démonstrations de catholique et de bon chrétien que je désire pour moi-même. Il a passé le reste du jour et toute la nuit suivante en prières et en actes de pénitence, et à la lecture de certains passages de frère Louis de Grenade, à qui il s'était beaucoup attaché pendant sa

prison. On voyait augmenter en lui d'heure en heure le désabusement de la vie, la patience, la résignation à la volonté de Dieu et du roi. Il a toujours reconnu que sa sentence était juste, mais en protestant de son innocence en ce qui touche aux articles du prince d'Orange, de la rébellion, etc., disant qu'il consentait à ce que Dieu ne lui pardonnât pas s'il était coupable envers son roi, mais qu'il avait des ennemis qui, en son absence, avaient pu sans obstacle se venger de lui ; et tout cela, il l'a dit sans colère, sans marque extérieure d'impatience, comme il aurait parlé de choses intéressant un étranger, en pardonnant à tout le monde, avec beaucoup de courage et avec toutes les apparences d'un chrétien prédestiné. Il m'a confié une petite chaîne d'or très-fine, à laquelle est suspendue une bague d'or, le sceau de ses armes et une autre bague avec une turquoise, le sceau et la chaîne pour que je les envoie à sa femme, et l'autre bague à sa belle-mère, attendu qu'elles lui avaient donné ces bijoux dans les premiers temps de son mariage. Il m'a recommandé aussi d'écrire à sa femme comment il avait plu à Dieu de le retirer de ce monde dans un temps où il ne pouvait avoir la liberté de la servir et de l'honorer, et qu'il lui envoyait ce bijou parce qu'il l'avait toujours porté, et en souvenir de lui, qu'il la suppliait de se souvenir du sang dont elle vient, d'être aussi catholique que ses ancêtres, et de ne pas se laisser entraîner aux opinions et aux sectes nouvelles, mais de persister dans la foi et la religion qu'enseigne l'église catholique romaine, et que l'empereur Charles-Quint, notre seigneur, a défendues par ses lois, comme aussi d'être toujours dévouée au service du roi, ainsi qu'il l'attend d'elle et de sa mère. Tous ces objets sont entre mes mains pour que j'en dispose par ordre de sa majesté suivant que vous voudrez bien m'en donner avis, et, dans le cas où on m'autoriserait à écrire, veuillez m'envoyer un modèle de lettre pour qu'en effet les intentions de sa majesté soient accomplies et que je m'acquitte de l'obligation que cette personne m'a laissée, obligation soumise à la volonté royale... Cette lettre est plus longue que je n'aurais voulu, craignant comme je le crains de vous fatiguer, mais ce n'est pas moi qu'il faut en accuser, c'est vous qui avez voulu que je fusse témoin de cette scène douloureuse. »

Ainsi s'exprime le moine. Après avoir lu sa narration, on comprendra que j'aie cru devoir la traduire presque tout entière, au risque de quelques répétitions. Dans sa rédaction naïve et confuse, elle offre un caractère absolument différent de tous les autres documents qui ont passé sous nos yeux : c'est le seul dans lequel le sentiment de l'humanité ne semble pas étouffé par les préjugés du temps. Entré évidemment dans la prison avec la pensée d'y trouver un rebelle et un hérétique, le bon religieux s'étonne de la piété exemplaire, de l'irréprochable orthodoxie de son pénitent, il est heureux d'en rendre témoignage, et, bien qu'il n'ose pas proclamer aussi ouvertement l'innocence de Montigny sous le rapport politique, il laisse suffisamment entendre qu'il n'en est guère moins convaincu. Son zèle pour le salut éternel du condamné n'est certes pas moins grand que celui des hommes qui l'ont envoyé auprès de cet infortuné, mais cette préoccupation principale ne l'absorbe pas au point de le rendre insensible à ses souffrances temporelles, et de négliger les moyens de les adoucir. On aime à voir, au xvi^e siècle, dans le pays de l'inquisition, un moine montrer cette indulgence, j'ai presque dit cette tolérance pour le malheureux que d'impitoyables hommes d'état voulaient absolument soupçonner d'hérésie, et qu'ils avaient condamné comme coupable d'avoir favorisé les hérétiques. La charité chrétienne, se faisant jour ainsi à travers les épaisses

ténèbres du plus cruel fanatisme, adoucit quelque peu les teintes de cet effroyable tableau, et rafraîchit l'âme, fatiguée de tant d'horreurs. Dans la profonde pitié qu'inspire le sort de Montigny, on éprouve quelque consolation à penser qu'il put épancher les douleurs de son agonie dans un cœur tendre et compatissant.

Le meurtre était consommé. Il ne restait plus qu'à en dérober les traces. Nous avons vu par quel moyen on avait essayé de s'assurer du silence des témoins nécessaires. Suivant un usage de dévotion assez fréquemment observé à cette époque, le cadavre fut revêtu de l'habit de moine franciscain, dont la forme était plus propre que celle des vêtements ordinaires à cacher les marques de la strangulation. On annonça ensuite publiquement la mort de Montigny, et on procéda à ses obsèques. Enfin le gouverneur de la forteresse, don Eugenio de Peralta, écrivit au roi, sous la date du 10 et du 17 octobre, deux lettres dont la substance, peut-être même les expressions, lui avaient été suggérées de Madrid, et qui sont en quelque sorte le journal des derniers moments du prisonnier, arrangé suivant la version officielle, c'est-à-dire dans la supposition mensongère qu'il était mort d'une maladie causée par l'ennui de sa longue captivité et par le chagrin d'avoir vu échouer son projet d'évasion.

Ces lettres furent envoyées au duc d'Albe en même temps que la relation plus véridique que j'ai si souvent citée. La dépêche confidentielle du roi, à laquelle étaient annexés ces divers documents, et qui porte la date du 3 novembre, contient le passage suivant : « La chose a si bien réussi, que, jusqu'à présent, tout le monde croit que Montigny est mort de maladie. Il faut le donner à entendre aussi dans le pays où vous vous trouvez, en faisant lire comme par laisser-aller et en confidence les deux lettres de don Eugenio de Peralta... Si Montigny est mort intérieurement dans des sentiments aussi chrétiens qu'il l'a manifesté à l'extérieur, suivant le rapport du moine qui l'a confessé, il est à croire que Dieu a eu pitié de son âme. » Le rédacteur de la dépêche royale avait cru devoir ajouter une restriction à l'expression de cet espoir charitable. « D'un autre côté, avait-il dit, nous voyons que, de nos jours, le démon a coutume d'inspirer une telle assurance aux hérétiques, que, si cet homme l'était en effet, le courage n'aura pas pu lui manquer. » Cette réflexion d'un fanatique de bas étage parut de mauvais goût à Philippe II. Elle est rayée de sa main dans la minute qui, suivant l'usage, fut mise sous ses yeux avant l'expédition, et, pour expliquer ce retranchement, il écrivit en marge cette note laconique : « Effacez ceci du chiffre ; en ce qui touche les morts, il faut toujours juger favorablement. » La dépêche se termine par cette recommandation, qui résume en peu de mots la pensée de tout le procès : « Il vous reste maintenant à faire juger la cause de Montigny, comme s'il était mort de sa mort naturelle, ainsi qu'on a jugé celle du marquis de Berghes. De cette façon, il me semble qu'on a atteint le but qu'on se proposait, puisqu'on a fait justice et évité la rumeur et les fâcheux effets d'une exécution publique. » On n'a pas oublié que ces jugements posthumes avaient pour objet la confiscation des biens.

Ce que présente de plus frappant ce long récit, dont je n'ai cru devoir écarter aucun détail, ce n'est pas précisément l'iniquité de la sentence portée contre Montigny : l'histoire de tous les pays et presque de tous les temps offre de trop nombreux exemples d'innocents sacrifiés par les passions politiques sous des prétextes moins spécieux encore ; mais toutes les fois que ces passions, au lieu de recourir purement et simplement à l'assassinat, ont cru devoir mettre en œuvre l'appareil des formes judiciaires, on les a vues épuiser les ressources du sophisme pour

tromper le public, peut-être pour s'abuser elles-mêmes, soit en se retranchant derrière la nécessité d'un exemple, soit en alléguant l'impulsion irrésistible de l'opinion indignée contre le prétendu criminel. Dans l'affaire de Montigny, il n'y a rien de pareil : non-seulement Philippe II et ses conseillers ne prétendent pas que le supplice du condamné soit un exemple nécessaire ou utile, ils répètent à chaque instant qu'il faut le tenir secret pour ne pas compromettre de nouveau la tranquillité des Pays-Bas ; non-seulement ils ne se présentent pas eux-mêmes comme cédant aux exigences des emportements populaires, ils reconnaissent que la mort de Montigny causera une douleur générale. Comme, d'un autre côté, il ne paraît pas que Philippe II eût en cette occasion aucun motif de vengeance personnelle, on a peine à s'expliquer les véritables causes d'un acte de cruauté qui, en apparence au moins, blessait tous les intérêts sans donner satisfaction à aucun. Ne faut-il y voir que le misérable désir d'enrichir le trésor par la confiscation des biens du condamné ? J'hésite à penser que ce soit là, en effet, la considération principale qui ait agi sur le monarque espagnol, quoique cette mesquine et honteuse préoccupation ressorte évidemment de sa correspondance. J'aimerais mieux croire que, dans sa triste et sévère humeur, accoutumé à considérer le pouvoir absolu des rois comme une émanation de la puissance divine, Philippe avait accepté comme un devoir religieux l'obligation de châtier impitoyablement la moindre tentative de résistance à ce pouvoir. Quelque cruelle, quelque coupable que soit une semblable aberration de l'intelligence, elle n'exclut pas absolument une certaine élévation morale, et tel despote dont l'histoire indulgente a glorifié le nom a pu, dans l'occasion, s'y laisser entraîner. Ce qui caractérise Philippe II, ce qui, en cette circonstance, le rabaisse au niveau des malfaiteurs vulgaires, c'est la nature des moyens qu'il employa sans paraître seulement en soupçonner la bassesse. Nul avant lui, nul après lui n'a imaginé de donner à l'exécution d'un arrêt de justice la forme d'un assassinat par guet-apens, accompli à l'aide d'une longue complication de mensonges, d'artifices, de documents fabriqués. Jamais, en dépit de cette fausse dignité dans laquelle Philippe II affectait de s'envelopper pour voiler toutes les misères de sa nature morale, jamais le crime n'a dépouillé à ce point le caractère de grandeur apparente qu'il conserve quelquefois dans les hautes régions du pouvoir, et qui n'est que trop propre à faire illusion aux esprits doués seulement d'un sentiment superficiel du bien et du mal.

L'espérance que Philippe II avait conçue de persuader au public que Montigny était mort de maladie ne fut pas justifiée par l'événement. Dans les Pays-Bas, presque personne ne douta que le malheureux prisonnier n'eût été sacrifié à la vengeance royale, et bien que quelque incertitude ait subsisté jusque dans ces derniers temps sur le genre de sa mort, les uns prétendant même qu'il avait été empoisonné, comme on disait à tort que l'avait été le marquis de Berghes, les autres qu'il avait eu la tête tranchée dans sa prison, le fait essentiel, celui du meurtre, fut bientôt considéré comme constant, même en Espagne. Il arriva alors quelque chose de singulier : par suite de cette dépravation profonde du sens moral auquel un long despotisme conduit inévitablement les nations condamnées à le subir, ce forfait exécrationnel, qui peut-être, au temps de Philippe II, eût encore révolté beaucoup d'Espagnols trop récemment soumis au joug, ne tarda pas à être jugé par leurs descendants dégénérés comme un coup d'habile politique. Dans le siècle suivant, un poète ne craignit pas d'en faire un des épisodes principaux d'un drame consacré à la glorification de Philippe II.

Ce poète, c'est don Diégo Ximénez de Enciso, dont les ouvrages sont moins remarquables par leur mérite littéraire que par l'empreinte forte et originale des préjugés et des passions de l'Espagne contemporaine. Le drame que je viens d'indiquer, c'est celui qui a pour titre *le Prince don Carlos*, et pour sujet la mort de ce malheureux fils de Philippe II. On sait qu'une tradition longtemps accréditée hors d'Espagne attache un intérêt romanesque à la destinée de ce jeune prince, victime, disait-on, de la jalousie barbare de son père, qui, après avoir épousé la femme d'abord promise à son amour, les avait fait périr l'un et l'autre pour punir des sentiments qu'ils n'avaient pas su cacher au fond de leur cœur. Rien de moins conforme à la vérité que cette tradition, dont tous les détails sont contredits victorieusement par le simple rapprochement des dates et par des faits incontables. Don Carlos, jeune homme violent, grossier, emporté, qu'un accident physique avait frappé d'une sorte de folie furieuse, n'a dû sa fin prématurée qu'aux accès d'une fièvre violente causée par le régime extravagant auquel il s'était mis, et le seul prétexte qui ait pu donner matière à l'accusation calomnieuse dirigée contre Philippe II, c'est qu'un peu avant la mort de son fils, il l'avait fait mettre aux arrêts dans son appartement pour l'empêcher de donner suite au projet qu'il avait conçu d'aller se mettre à la tête des mécontents des Pays-Bas. C'est sur cette donnée qu'est fondé le drame d'Enciso, dont tous les incidents et presque tous les caractères reproduisent des souvenirs vraiment historiques. Il serait curieux de comparer cette œuvre tout espagnole, tout imprégnée de l'esprit du despotisme et de l'inquisition, à la tragédie romanesque et philosophique de Schiller. La sombre et odieuse figure du tyran, dessinée par le poète allemand, fait un contraste étrange avec le type de perfection monarchique que le poète espagnol nous donne comme le portrait de Philippe II, avec ce roi sage, prudent, mesuré, toujours maître de lui, aimant tendrement son fils, n'épargnant ni les conseils, ni les remontrances, ni les affectueuses supplications, ni même les témoignages de condescendance, pour le ramener à la raison, mais préoccupé avant tout de ce qu'il regarde comme des devoirs impérieux envers la religion, envers l'état, envers sa propre dignité, et bien décidé à faire passer l'accomplissement de ces devoirs avant toute autre considération.

L'horrible aventure de Montigny occupe une très-large place dans cette espèce d'apothéose de Philippe II. A la vérité, les circonstances en sont représentées d'une manière fort inexacte : Enciso ne connaissait probablement pas toute la vérité, mais les fictions qu'il y substitua ne sont certes pas moins odieuses, et celui qui les a inventées pour en faire honneur à son héros n'eût certainement pas reculé devant l'apologie des faits que nous avons racontés. Le poète suppose que Montigny, envoyé à Madrid sous le prétexte de porter au roi les représentations de la duchesse de Parme, y est venu en effet pour inviter secrètement don Carlos à se rendre dans les Pays-Bas. Philippe II, qui soupçonne le but de sa mission, lui a fait attendre longtemps une audience ; il se décide enfin à la lui accorder. Montigny, blessé de ces retards affectés, arrive au palais avec la résolution de ne pas cacher son mécontentement ; il l'exprime même en termes assez vifs à un gentilhomme de la chambre, don Diégo de Cordova, qui l'introduit dans le cabinet royal ; mais toute sa fermeté tombe bientôt devant la sévère physionomie du roi.

MONTIGNY, *troublé*. — Que votre majesté daigne me permettre de lui baiser la main, puisque je suis assez heureux...

DON DIÉGO DE CORDOVA. — Il a perdu la respiration.

LE ROI. — N'êtes-vous pas Montigny ?

MONTIGNY. — Il y a un mois que j'attends avec bonheur le jour fortuné...

LE ROI. — Calmez-vous.

MONTIGNY. — J'ai apporté de Flandre une lettre de son altesse la gouvernante qui annonce des circonstances bien malheureuses.

LE ROI. — Je vous écoute.

MONTIGNY. — Votre majesté semble pressée, et je crains...

LE ROI. — Ne craignez rien, j'ai tout le temps nécessaire.

MONTIGNY, ramassant ses propres gants qu'il a laissé tomber. — Voici des gants que votre majesté a laissé tomber.

LE ROI. — Ils ne sont pas à moi.

MONTIGNY. — La gouvernante de Flandre..... Je suis tout hors de moi..... Seul, devant votre majesté..... Le respect m'a troublé.

LE ROI. — Oh ! la conscience !

DON DIÉGO DE CORDOVA. — Le Flamand n'y est plus.

LE ROI. — Vous voulez dire que ma sœur me donne avis des projets de quelques brouillons, de quelques séditeux qui travaillent à soulever la Flandre. J'aime à espérer que vous n'êtes pas du nombre. Vous êtes venu pour conférer avec moi sur les moyens les plus prudents de faire échouer ces projets, et il y a plus d'un mois que je vous retiens. N'est-ce pas cela ?

MONTIGNY. — Oui, sire, et je veux partir.

LE ROI. — Vous ne pouvez partir sitôt.

MONTIGNY. — Pourquoi ?

LE ROI. — Parce que cela importe..... L'Espagne est un agréable séjour pour les étrangers.

MONTIGNY. — Ma présence est nécessaire en Flandre.

LE ROI. — Prenez patience, prenez patience, Montigny.

MONTIGNY, à part. — Le roi connaîtrait-il mes projets ?

LE ROI. — Vous reviendrez me parler plus à loisir.

MONTIGNY. — Je n'ai manqué en rien à ce que je dois à ma naissance et à mon roi.

LE ROI. — Je le souhaite pour vous. (*Il sort.*)

MONTIGNY. — Ce n'est pas un roi, c'est un fantôme. Que dois-je faire ?

DON DIÉGO DE CORDOVA. — Prenez patience, prenez patience, Montigny. N'oubliez pas que les rois sont des médecins qui, comme les autres, guérissent et tuent également par leurs remèdes.

Montigny, à peine remis de son trouble, va trouver don Carlos, avec qui il est déjà engagé dans de secrètes pratiques. Don Carlos est en ce moment livré à un de ces accès de noire mélancolie sous lesquels sa faible intelligence doit finir par succomber. Montigny, qui attend pour l'aborder l'instant où il sera seul, s'est glissé mystérieusement jusqu'à la porte de son appartement. Le prince, apercevant dans l'ombre d'une tapisserie un homme qui cherche à se cacher, le prend pour un espion de son père chargé de surveiller ses démarches. Dans sa colère, il le frappe violemment et lui met le visage en sang. Lorsqu'il a reconnu sa méprise, il témoigne à Montigny le regret qu'il en éprouve, et commence à s'entretenir avec lui de leurs projets communs ; mais cette conférence, sans cesse interrompue par

les incidents étranges ou ridicules que suscite l'humeur fantasque de don Carlos, est bientôt plus gravement troublée par l'arrivée du roi... Montigny se retire précipitamment dans un cabinet. Le roi, après avoir soigneusement demandé à don Carlos si personne ne peut les entendre, lui reproche avec une sévérité mêlée de douceur les écarts de sa conduite, lui explique l'utilité des mesures qui excitent trop souvent son mécontentement parce qu'il n'en comprend pas le but, et lui donne à entendre qu'il n'ignore pas les intrigues dont Montigny est l'intermédiaire. A ce nom, don Carlos se récrie, protestant qu'il ne connaît pas même l'homme dont on lui parle; mais l'œil pénétrant du roi a distingué la trace du sang qu'a répandu la blessure de Montigny.

LE ROI. — Qu'est-ce que ce sang?

DON CARLOS, *à part*. — Terrible embarras!

LE ROI. — Cette trace conduit dans l'intérieur de l'appartement. Il y a quelqu'un; qu'il sorte.

DON CARLOS. — C'est un domestique.

LE ROI. — Il faut s'en assurer.

DON CARLOS. — Tout est perdu!

LE ROI. — Sortez de ce cabinet, qui que vous soyez.

MONTIGNY. — Sire...

LE ROI, *à son fils*. — Ne vous avais-je pas demandé s'il y avait quelqu'un qui pût nous entendre? Carlos, cet homme que vous voyez est Montigny. Regardez-le bien, pour qu'une autre fois, si l'occasion s'en présente, vous ne veniez pas me dire : Je ne sais pas qui est Montigny, je ne le connais pas... C'est lui, c'est bien lui. Faites-y attention, car il est honteux que, lorsqu'un roi interroge et lorsque c'est un prince qui lui répond, la réponse soit erronée. Allez vous habiller, Carlos, car il est tard.

DON CARLOS, *à part*. — Quel malheur qu'il l'ait vu! Je suis si irrité, que je ne puis parler. (*Il sort.*)

LE ROI, *à Montigny*. — Que faisiez-vous dans le cabinet du prince?

MONTIGNY. — Un étranger est toujours pressé de voir les curiosités admirables.....

LE ROI. — C'est bien. Quelle plus grande preuve de trahison que de me mentir ainsi face à face! (*A don Diégo de Cordova.*) Don Diégo, M. de Montigny est un grand amateur de ces tableaux, de ces statues qu'idolâtre l'Italie. Montrez-lui, faites-lui admirer tous les objets curieux que renferme l'appartement du prince; conduisez-le partout. (*A voix basse.*) Et faites en sorte que mon fils, à son retour, le trouve étranglé dans son cabinet. (*A part.*) Montigny dépositaire de mes secrets!

DON DIÉGO DE CORDOVA. — Allons, Montigny.

MONTIGNY. — Qu'est-ce que cela veut dire?

LE ROI. — Divertissez-le, faites-lui bien passer le temps.

MONTIGNY. — Sire, j'ai déjà tout vu.

LE ROI. — Eh bien! voyez-le de nouveau. (*Il sort.*)

MONTIGNY. — Voudrait-on m'arrêter?

DON DIÉGO DE CORDOVA. — Divertissez-vous, Montigny; vous allez bien vous amuser.

Et il l'emmène tout tremblant, et, bientôt après, des cris, des gémissements suivis d'un profond silence, annoncent que l'ordre du roi a été exécuté.

Certes, j'ai eu raison de dire que l'atrocité de cette fiction égale celle du fait historique. Ce qui suffit pour peindre l'époque, c'est que, dans la pensée du poète, le rôle assigné à Philippe II ne déroge nullement à la grandeur, à la majesté du caractère royal ; c'est que ce don Diégo de Cordova qui accepte si gaiement les fonctions de bourreau est présenté, non pas comme un satellite farouche, mais comme un jeune et noble courtisan dont l'enjouement et les saillies dérident parfois l'austérité de son maître. En exécutant l'ordre du roi avec un aveugle empressement, il croit remplir le devoir d'un loyal sujet. Le théâtre espagnol, ce riche dépôt des traditions et de l'histoire du pays, est rempli de traits semblables sur les idées étranges qu'on se faisait alors des droits du pouvoir royal, auquel on attribuait la faculté de rendre légitimes et louables tous les actes qu'il commandait, quelque détestables qu'ils pussent être en eux-mêmes.

Tels sont les fruits amers du despotisme. Une nation qui, au commencement du xvi^e siècle, se faisait remarquer entre toutes par le sentiment exalté de sa grandeur et par l'ardeur de ses sentiments chevaleresques, qui avait devancé tous les autres peuples, à l'exception des Italiens, dans la culture brillante des lettres et de la poésie ; cette nation courbée sous le joug de l'inquisition, domptée, refondue, remaniée en quelque sorte par un tyran habile à étouffer tout instinct de liberté, en était rapidement arrivée à ce point qu'un crime semblable au meurtre de Montigny pouvait y être commis sans scrupule, sans hésitation, par les ministres réguliers de la justice, et que ce crime, devenu à peu près public, loin de révolter la conscience universelle, était rappelé, célébré sur le théâtre comme un des actes les plus mémorables de la vie d'un grand roi ? On sait où l'Espagne a été conduite par une telle subversion de toutes les lois morales ; on sait ce qu'elle a été encore de nos jours, sous un gouvernement dont les principes fondamentaux étaient ceux du règne de Philippe II. Si encore aujourd'hui, sous un régime auquel on a voulu donner de tout autres bases, tant d'incidents malheureux viennent rappeler dans la Péninsule le souvenir de ces tristes époques, gardons-nous d'en accuser les institutions nouvelles, que des esprits prévenus voudraient en rendre responsables. La liberté, la publicité, quelle que soit leur salutaire puissance, n'effacent pas en quelques jours les traces profondes creusées par des siècles de tyrannie. Il n'y aurait ni justice ni raison à leur demander compte des crimes que peuvent commettre, en les invoquant, des générations élevées à l'école corruptrice de l'esclavage politique et religieux.

L. DE VIEL-CASTEL.

L'ILE DE TIBURON.

CAYETANO LE CONTREBANDIER,

SOUVENIRS DES COTES DE L'OcéAN PACIFIQUE.

L'état de Sonora ne contient dans les limites de son vaste territoire que trois villes de quelque importance, l'une par sa position maritime, c'est Guaymas; l'autre par le commerce dont elle est l'entrepôt, c'est Hermosillo; la troisième par le pouvoir législatif dont elle est le siège, c'est Arispe. Jadis capitale de l'état avant qu'Arispe lui eût enlevé ce titre, Hermosillo, anciennement le Pitic, compte encore une population de 7,000 habitants. Bâtie sur un plateau qui s'abaisse en pente douce jusqu'à la mer, dans la direction de Guaymas, c'est-à-dire du nord au sud, l'ancienne capitale de Sonora est de ce côté à quarante lieues de l'Océan Pacifique; mais de l'est à l'ouest elle n'est éloignée que de quinze lieues à peine du golfe de Californie. De ce dernier côté, le plateau se prolonge sans déclivités jusqu'à la mer. Des falaises escarpées, au pied desquelles les lames se brisent avec fureur, le terminent brusquement et lui servent de contre-forts. Un chenal étroit sépare la terre ferme d'une petite île appelée île du Tiburon ou du Requin, qui offre sur sa côte orientale un mouillage assez dangereux. Ainsi placé, Hermosillo peut ouvrir ses magasins aux marchandises légalement venues de Guaymas et à celles que des contrebandiers accoutumés à naviguer parmi les récifs peuvent introduire en fraude par ces falaises.

Cette contrebande se continue malgré les ordonnances rigoureuses du congrès, ordonnances toujours éludées sur ces rivages lointains. La seule réforme obtenue dans l'intérêt du trésor, c'est que la contrebande clandestine a remplacé celle qui se faisait en plein jour, sur une plus grande échelle, par ceux-là même qui avaient

mission de l'empêcher. Il fut un temps, — et les Français qui ont visité le Mexique il y a quelques années ne l'ont pas oublié, — où l'administrateur de la douane d'un état maritime adressait au ministre des finances à Mexico des rapports invariablement conçus en ces termes : « Aujourd'hui est entré un navire provenant de Bordeaux, entièrement chargé de foin ; ledit chargement n'a pas payé de droits par ce motif qu'il est destiné à la nourriture des mules dont il vient faire l'exportation. Les passagers du bord ont déclaré n'être venus sur nos côtes que par le besoin de changer d'air. » Est-il nécessaire de dire que ces passagers convalescents accompagnaient une riche cargaison qui ne versait jamais aucun tribut dans les coffres du fisc ? Seulement les droits d'ancrage et autres menues redevances étaient loyalement acquittés. Le trésorier général pouvait à juste titre s'étonner de la réputation de salubrité qui attirait tant de voyageurs dans l'état ; mais ce qui ne devait pas moins le surprendre, c'est l'absence de tout droit payé à l'exportation de ces mules pour la nourriture desquelles on avait la précaution de se munir d'un chargement de foin européen. La cherté des mules ou d'autres obstacles toujours imprévus faisaient constamment manquer les marchés, au grand détriment des revenus de la république, mais non de la fortune privée de l'administrateur, que ces chargements singuliers enrichissaient rapidement.

De tout temps au Mexique, sur l'un et l'autre océan, la contrebande a détourné à son profit le plus important et presque le seul revenu du trésor. Cette coupable industrie n'est pas là, comme en Europe, le monopole de quelques aventuriers audacieux. Selon que les finances sont plus ou moins appauvries, tout employé public est plus ou moins préoccupé du soin de s'indemniser aux dépens de l'état qui ne le paie pas. Les troupes réclament leur solde à grands cris, les employés civils fraternisent avec les soldats. L'état, comme on le pense bien, reste sourd, et chacun cherche alors où il peut le trouver un supplément de ressources. L'administrateur des douanes donne pleins pouvoirs aux *visiteurs (vistas)*, les visiteurs aux douaniers, les douaniers aux portefaix de l'administration, qui se font aider de tous ceux qui savent remuer un fardeau, manier une barque ou donner au besoin un coup de couteau. Puis, selon l'humeur du président de la république, suivant la rigueur des lois promulguées, la contrebande se fait en plein jour ou à la faveur de la nuit, dans les ports ou sur des côtes isolées, mais, de près ou de loin, chacun y prête la main. On conçoit donc que, dans la morte-saison de la pêche des perles ou de l'écaille, les plongeurs et les harponneurs qui se livrent à cette pêche sont pour les contrebandiers de précieux auxiliaires. Par une conséquence immédiate de la pénurie du trésor, tandis que les employés civils font la contrebande, on voit des soldats, des officiers même, s'associer aux voleurs de grands chemins. Pour ces routiers (*salteador de camino*), le brigandage n'est pas non plus une profession. Ce sont des pères de famille, souvent protégés par l'alcalde de leur village et bénis par leur curé, qui dédaignent de se mettre en campagne, si leurs espions n'ont pas signalé quelque riche proie. Une fois le coup exécuté, après avoir impitoyablement massacré le voyageur qui a tenté de résister, ou bien après avoir traité avec une exquise urbanité celui qui s'est pacifiquement laissé dépouiller, ils regagnent leur village, sans oublier, dans le partage du butin, l'hôtelier qui leur a fait parvenir de mystérieux avis, l'alcalde qui a signé leur port d'armes, et le curé qui leur a donné l'absolution. Telle est la singulière tolérance de l'opinion, que les voleurs, les contrebandiers, ne vivent point au Mexique

séparés de la société, qu'ils n'y forment point une caste ayant pour ainsi dire ses mœurs et ses lois à part. Quiconque ne les voit pas à l'œuvre ignore ce qu'il y a d'original dans leur physionomie. Je ne m'attendais guère, je l'avoue, à me trouver jamais dans les conditions nécessaires pour compléter mes observations à cet égard, lorsqu'une rencontre que je fis à Hermosillo me procura l'occasion de voir de près cette contrebande de nouvelle espèce, et de la prendre en quelque sorte sur le fait.

Avant de quitter Guaymas pour gagner Hermosillo, le voyageur qui a pris des renseignements sur le pays qu'il doit parcourir s'attend à traverser d'arides solitudes rafraîchies çà et là par quelques citernes. A l'aspect de la triste végétation qui frappe ses regards, des cactus et des nopals, et de quelques arbres qui seuls peuvent croître sur un terrain desséché, il reconnaît qu'on ne l'a pas trompé. C'est bien là le désert qu'on lui avait annoncé. Un soleil perpendiculaire lance sur lui des rayons dont nulle brise ne tempère l'ardeur, rendue plus insupportable encore par la réverbération d'un sol aride et crevassé. Une poussière fine, impalpable, s'élève en tourbillons sous les pieds des chevaux. Si par hasard quelque souffle d'air secoue le pâle et maigre feuillage des arbres à bois de fer ou des gom-miers, les grappes rouges et pimentées de l'arbre du Pérou, cet air est brûlant; sous son atteinte, la bouche se dessèche, les lèvres se fendent, la langue se colle au palais. Le voyageur alors se rappelle les fraîches brises du golfe auquel il tourne le dos; déjà il aperçoit les citernes tant désirées et se plonge en imagination dans l'eau limpide qu'on lui a promise. C'est alors que commencent ses déceptions. De grandes perches formant bascules, un seau de cuir à l'une de leurs extrémités, une grosse pierre fixée à l'autre par des lanières, se détachent sur l'horizon poudreux. Vues de plus près, ces bascules étendent leurs grands bras d'un air désolé; les seaux de cuir, tordus, racornis sous le soleil, semblent n'avoir pas été rafraîchis par l'humidité depuis un siècle. L'espérance soutient encore le voyageur. Bientôt et douloureusement trompé dans son attente, il contemple d'un œil hagard une croûte noire qui a remplacé l'eau pluviale, ou un fond vaseux, fétide berceau d'animaux immondes. Autour de lui, les cigales bruissent avec fureur sous chaque tige d'herbe desséchée en appelant la rosée de la nuit. Découragé, anéanti, le voyageur se couche près de son cheval, dont les flancs haletants révèlent les tortures, et, les yeux tournés vers un ciel inexorable, il se demande tristement si la malédiction divine ne pèse pas sur cette terre déshéritée (1).

J'étais arrivé à Hermosillo après avoir péniblement traversé ces solitudes embrasées. C'était quelque temps avant les fêtes de Noël. J'avais passé huit jours dans cette ville sans avoir pu remettre encore toutes les lettres dont on m'avait chargé à Guaymas. Un soir, en les examinant pour les distribuer le lendemain, la suscription de l'une de ces lettres me frappa. Elles n'étaient pas assez nombreuses pour que je ne me rappelasse point parfaitement ceux qui me les avaient confiées, et celle-là, je l'avoue, déjouait complètement tous mes souvenirs; elle ne portait que ces mots : *Al señor don Cayetano*. J'appelai mon hôte, chez qui j'étais descendu parce qu'il était Chinois, et que je connaissais la réputation de ses compa-

(1) *En vano clamando a Dios por agua!* me dit, auprès d'une de ces citernes desséchées, en levant le doigt vers le ciel, un pauvre diable de muletier dont les mules, sa seule richesse, mouraient de soif l'une après l'autre. Il faut renoncer à traduire convenablement la majesté biblique de ce peu de mots.

triotés comme barbiers et cuisiniers ; j'espérais obtenir de lui quelques renseignements sur ce don Cayetano.

— Je ne le connais, me dit le Chinois, que pour lui acheter souvent des œufs de caïman et des nageoires de requin, dont je suis très-friand, et dont je vous ferai manger quelque jour, s'il prend au seigneur don Cayetano l'envie d'aller faire un tour sur nos lagunes ou une promenade sur mer ; mais si vous le désirez, seigneur cavalier, je me chargerai de lui faire remettre cette lettre.

J'acceptai avec plaisir.

— Et vous ne savez rien de plus sur son compte ?

— Rien, dit le Chinois, si ce n'est une particularité dont j'ai ouï parler, mais dont je ne suis pas certain, car je n'habite la ville que depuis six mois. On assure que don Cayetano ne peut entendre de sang-froid le son du Cerro de la Campana (Colline de la Cloche) (1) ; ce bruit l'agace, et, quand il est agacé (2), il est... il est très-vif. Voici tout ce que je sais, seigneur cavalier.

Le Chinois acheva ces mots comme un homme décidé à ne rien dire de plus, et je le congédiai. Quelques jours après, le hasard, au moment où j'y pensais le moins, me mit en présence de l'individu en question, et voici dans quelles circonstances.

La ville de Pític ne possède, en fait de curiosité naturelle, que le Cerro de la Campana, dont m'avait parlé le Chinois. J'étais venu visiter le Cerro ; j'avais éveillé quelques échos endormis, mais je trouvai bientôt ce plaisir assez fastidieux, et je reportai mes regards sur la ville. Le jour était à son déclin, et les collines dont elle est entourée perdaient peu à peu leur teinte d'azur. C'était l'heure où la fraîcheur du soir succède à la chaleur dévorante du jour. Quand j'étais monté sur la hauteur, les rues étaient désertes, le lit desséché du Rio San-Miguel était silencieux ; au moment dont je parle, Hermosillo commençait à s'animer. On improvisait brusquement les préparatifs des fêtes de Noël. Quelques fusées décrivirent dans l'air des courbes lumineuses ; la lueur rougeâtre du bois résineux qui brûlait sur des trépieds de fer éclairait déjà quelques parties de la rivière, les cris des vendeurs d'infusions d'eau de rose et de tamarin se faisaient entendre, mêlés aux bourdonnements de la foule, au cliquetis des castagnettes et aux sons des mandolines ; la ville sortait de la torpeur léthargique dans laquelle elle était plongée depuis le matin.

Comme je descendais du Cerro, en traversant une rue voisine, un bruit argentin qui sortait d'une petite maison basse me fit penser que j'étais probablement près d'un établissement de jeu. Je distinguai en effet, à travers les barreaux de bois qui garnissaient les fenêtres, un tapis vert et des joueurs assis en silence autour d'une table ovale. Résolu à tuer le temps jusqu'au souper, j'entrai dans la maison. Tous les joueurs étaient captivés par un coup qui paraissait fort intéressant, car personne ne remarqua mon arrivée : je pus donc observer à mon aise. Deux bougies qui brûlaient chacune dans une verrine de cristal, et autour desquelles papillon-

(1) Le Cerro de la Campana est une colline assez haute, située à l'extrémité de la ville, et qui domine les maisons derrière lesquelles elle s'élève. Le sommet du Cerro est couronné d'énormes blocs de pierre qui rendent, au moindre choc, un son clair et métallique comme celui d'une cloche ordinaire, et dont les vibrations peuvent s'entendre de fort loin, selon que le vent les pousse.

(2) *Lo altera y quando alterado!* m'avait dit le Chinois. Le mot *agacé* est celui qui m'a paru rendre le plus fidèlement dans notre langue le sens du mot *alterado*.

naient des milliers de phalènes, jetaient leur clarté vacillante sur une trentaine de personnes réunies dans la salle basse où j'étais entré. Toutes les physionomies offraient la même expression d'impassibilité. Spectateurs et joueurs fumaient avec le même sang-froid, je dirais presque la même dignité. Il n'y avait entre les uns et les autres qu'une différence, celle des costumes. On pouvait reconnaître parmi les joueurs des représentants de toutes les classes de la société mexicaine ; mais la galerie se composait plus spécialement d'individus fièrement drapés dans des pièces de calicot grossier, à la poitrine et aux bras nus, la plupart portant de longues et sinueuses cicatrices, suites de blessures reçues dans leurs duels au couteau, et montrant sous les mèches d'une chevelure inculte des physionomies à donner le frisson à un honnête homme.

Au moment où j'entrais, l'attention de la galerie était concentrée sur deux joueurs. L'un, coiffé d'un chapeau de paille et vêtu d'une veste de batiste écrue, paraissait maigre et chétif ; l'autre, grand et nerveux, taillé comme un athlète, était couvert, malgré la chaleur, d'un manteau à larges galons d'or ; sa tête était enveloppée d'un mouchoir à carreaux dont les bouts, s'échappant d'un chapeau de vigogne, descendaient sur ses épaules comme la résille andalouse. Le premier me tournait le dos, et je ne pouvais voir sa physionomie ; quant au second, placé en face de la porte d'entrée, il avait des traits assez réguliers, déparés seulement par une balafre qui partait du front et descendait jusqu'au menton en sillonnant la joue droite. Ce joueur et celui qui me tournait le dos paraissaient suivre une veine contraire. On jouait le *monte* comme partout au Mexique ; on sait que ce jeu est presque le lansquenet.

— Permettez, seigneur sénateur, dit le joueur balafré en étendant la main pour ajouter une pile de piastres à celles qu'il avait mises sur une carte ; si votre seigneurie le trouve bon, je taillerai moi-même.

— Avec plaisir, mon fils, dit l'autre individu que je ne pouvais voir ; je suis convaincu que tu me porteras bonheur. — Et il remit à son adversaire le jeu qu'il avait déjà dans la main. Celui-ci fit glisser solennellement les cartes l'une sur l'autre ; mais, bien que sa physionomie fût impassible, sa main paraissait trembler.

— Aurais-tu peur par hasard, mon fils ? lui demanda le sénateur.

A ce mot de peur, un sourire d'incrédulité effleura les figures sinistres de la galerie.

— Ma foi non, répondit l'athlète, qui cherchait vainement à cacher son trouble ; mais je ne sais qui s'amusait tout à l'heure à faire sonner le Cerro, et j'ai les nerfs horriblement agacés toutes les fois que j'entends cette infernale musique.

Cette déclaration parut produire sur toute l'assistance une certaine sensation, car le vide s'opéra presque subitement autour du joueur, qui promena de part et d'autre un regard provocateur et qui reprit bientôt son calme apparent. De mon côté, je pensai que cet homme ne pouvait être que le fournisseur des œufs de caïman et des nageoires de requin que le Chinois m'avait promis, Cayetano en un mot. Quant à cette délicatesse de nerfs chez un homme d'une carrure et d'une force herculéennes, ce ne pouvait être, selon moi, qu'une prétention ridicule, ou bien quelque chose de réellement terrible, comme l'influence homicide que souffle le siroco ou *levante* dans certaines parties de l'Andalousie.

— Voilà l'as de pique pour vous, seigneur sénateur, j'ai perdu, dit Cayetano ; et il reprit la cigarette qu'il avait déposée sur le tapis vert avec autant de sang-froid que s'il eût été totalement étranger à la perte qu'il venait de faire. Il allait

se lever, quand le sénateur lui passa sans compter une poignée de piastres en lui disant :

— Voici de quoi tenter de nouveau la veine ; ne te gêne pas et continue.

Cayetano compta les piastres avec l'attention la plus scrupuleuse.

— Mon Dieu ! mon garçon, lui dit le sénateur, ne te préoccupe pas tant de la somme qu'il peut y avoir.

— Pardon, seigneur sénateur, cela m'intéresse plus que vous ne pensez.

Cayetano parut réfléchir profondément, tout en comptant toujours.

— Ah ! c'est juste, tu avises aux moyens de t'acquitter envers moi, ajouta le sénateur.

— Je calcule, seigneur sénateur, que j'avais apporté avec moi quinze piastres, qu'en voici vingt-deux que vous venez de me donner, et qu'en ne vous rendant rien, ce sont sept piastres que je gagne encore.

A ces mots, un rire d'approbation éclata dans toute la salle, mais le sénateur ne parut prendre part que du bout des dents à l'hilarité générale. Quant à Cayetano, il se leva tranquillement, mit les piastres dans les poches de ses *calzoneras* de velours, et sortit fort satisfait de sa soirée. En le suivant du regard et d'un air assez mystifié, le sénateur, car c'en était un, se tourna de mon côté, et je le reconnus pour l'avoir vu à Mexico dans l'exercice de son mandat. On sait que chaque état fédéral a un congrès et un sénat particuliers, et que ce sont les délégués de ces deux chambres qui composent dans la capitale de la république ce qu'on appelle le congrès souverain.

Don Urbano (c'est ainsi que je l'appellerai par discrétion) rougit en m'apercevant, car il n'était pas sans quelque teinture de nos idées de dignité européenne. Il se leva vivement et s'avança vers moi.

— Ce sont mes électeurs, me dit-il en manière d'excuse après les compliments d'usage.

— Ah ! ce sont vos électeurs ! lui dis-je en regardant fort surpris les figures patibulaires qui nous entouraient, ils ont l'air bien respectable !

— Sans doute, car ce sont les plus nombreux, reprit don Urbano.

— Ce qui ne vous empêche pas de leur gagner leur argent ?

— Que voulez-vous ? dit le sénateur, il faut bien faire quelque chose pour ses commettants. Vous ne savez peut-être pas qu'un concurrent redoutable me dispute l'honneur de représenter l'état au congrès souverain.

Ce sénateur me parla quelque temps encore de ses projets politiques ; puis, s'étant mis à ma disposition avec toute la courtoisie mexicaine, il me proposa d'aller faire un tour sur la place, et nous sortîmes. L'esplanade qui domine le Rio San-Miguel, et le lit desséché de la rivière elle-même présentaient un coup d'œil fort animé ; j'ai dit que les fêtes de Noël allaient commencer. Des cabanes de feuillage étaient dressées de distance en distance, les feux allumés sur les trépieds de fer ondoyaient en tous sens en pétillant, et éclairaient des pyramides de fruits, des échafaudages d'infusions rafraîchissantes de toutes couleurs. Une foule aux costumes bigarrés, bizarrement éclairée par la flamme rougeâtre du bois résineux, circulait de tous côtés. D'une part, des créoles dansaient des fandangos effrénés au son des castagnettes et des mandolines. Plus loin, des Indiens exécutaient leurs danses lugubres au bruit de calebasses remplies de cailloux et aux cadences mélancoliques de leurs chanteurs, brusquement variées par leurs divers cris de guerre ; au milieu du joyeux tumulte des danseurs créoles, cette mélopée

funèbre semblait la plainte des vaincus, et les cris de guerre pouvaient paraître des accents de rébellion arrachés par l'esprit de vengeance, qui ne meurt jamais au cœur des peuples primitifs. Je communiquai ces réflexions à don Urbano. — Les tristes restes que vous voyez, me dit-il, de peuplades jadis formidables ne songent nullement à reconquérir une indépendance dont leurs pères même avaient perdu le souvenir. Vous ne pourriez vous faire une idée exacte de l'Indien dans toute la fierté de son allure sauvage qu'en voyant les Indiens Papagos ; malheureusement ils célèbrent aussi leur fête de Noël, et ils n'ont pas quitté leurs réjouissances pour les nôtres.

— Quoi ! lui dis-je, ils sont donc chrétiens ?

— Non ; mais une singulière coïncidence place, dans leur croyance, la naissance du soleil le même jour que la naissance de notre Christ. Ce serait un chapitre à ajouter à l'*Origine des Cultes* (tous les Mexicains ont lu cet ouvrage ainsi que les *Ruines* de Volney) et un chapitre fort intéressant, eu égard à la manière étrange et fantastique dont ils célèbrent cette fête. Je dois y assister précisément avec un étranger, et, s'il vous plaît d'être des nôtres, je vous le présenterai ; il sera enchanté de faire votre connaissance. J'ai obtenu un sauf-conduit d'un chef papago, et nous aurons un guide sur qui nous pouvons compter.

Ce programme était de nature à piquer ma curiosité, et j'acceptai avec empressement. Il fut donc convenu que le sénateur et son compagnon viendraient me prendre le lendemain, 24 décembre, et que nous partirions de bon matin ; puis nous nous séparâmes, et je regagnai mon logis.

Le lendemain matin, au lever du soleil, j'étais prêt à monter à cheval, quand trois cavaliers vinrent s'arrêter à ma porte. Le premier était le sénateur ; le second, l'étranger qu'il me présenta comme Anglais, et dans le troisième je reconnus mon joueur balafré de la veille : c'était le guide qui devait nous conduire. Une singularité me frappa chez l'étranger : qu'il parlât fort mal le français, qu'il écorchât l'espagnol d'une façon vraiment incroyable, je trouvais cela tout naturel. Rien n'était divertissant comme les méprises qu'il commettait en parlant, et dont il riait lui-même le premier de fort bonne grâce. Ce qui m'avait frappé chez lui, c'était son teint foncé, c'était son allure méridionale, qui indiquaient un long séjour en des pays dont l'Anglais paraissait ignorer complètement la langue.

Nous prîmes le chemin des lagunes. Hardiment campé sur un fort beau cheval d'une vigueur à toute épreuve, qui mâchait impatiemment son mors et jetait au vent des flocons d'écume, notre guide marchait à quelque distance en avant de nous.

— Vous connaissiez donc déjà cet homme ? demandai-je au sénateur.

— Tout le pays le connaît, me répondit don Urbano ; il est de son métier pêcheur de tortues, il a des accointances un peu partout, car c'est par lui que j'ai obtenu le sauf-conduit, ou, pour mieux dire, la permission d'assister à la cérémonie que nous verrons cette nuit chez les Papagos. avec qui, du reste, nous sommes en paix. J'aurais trop à faire si je voulais énumérer tous ses talents, ajouta mystérieusement le sénateur, et puis c'est un électeur influent !

Pour don Urbano, c'était tout dire ; je m'inclinai devant cette dernière qualité, et je ne m'étonnai plus de la docilité avec laquelle l'ambitieux sénateur s'était prêté la veille aux cavalières exigences de son adversaire.

En marchant d'Hermosillo vers l'île de Tiburon, on longe le Rio San-Miguel.

Cette rivière est, selon la saison, un mince filet d'eau qui coule inaperçu dans un vaste lit, ou bien une mer impétueuse que ce lit ne peut plus contenir, et qui dégorge ses eaux limoneuses dans d'immenses lagunes, avant d'alimenter un lac qu'elle rencontre dans son cours. Parmi ces lagunes, les unes sont comme un miroir de cristal, d'autres cachées par de grands roseaux, d'autres enfin couvertes d'une croûte épaisse d'herbes vertes qui donne à leur surface mobile une perfide apparence de solidité. Un dais de vapeur se balance au-dessus de ces marécages, au-dessus de ces roseaux qui frissonnent toujours, soit sous l'haleine du vent humide, soit sous les efforts des caïmans qui prennent sur la vase leurs monstrueux ébats. Tant que dure le jour, tout est désert et silencieux ; quand le soleil décline, quand les collines basses qui dominent ces eaux croupissantes se noient peu à peu dans la brume qui s'élève de leur sein, quelques animaux se laissent voir de loin en loin ; un cheval sauvage bondit parmi les herbes ; un jaguar s'avance en rampant pour saisir une proie ; un daim, poussé par la soif, se hasarde timidement sur les bords de ces savanes noyées, évitant l'odeur musquée des alligators, puis, l'œil aux aguets, les oreilles tendues, se désaltère en laissant, au moindre bruit, échapper de sa bouche des gouttelettes qui brillent aux rayons obliques du soleil. Des essaims d'oiseaux criards troublent seuls encore le silence de ces solitudes ; mais à la tombée de la nuit des formes étranges surgissent à la surface de ces eaux limpides, ou soulèvent et fendent la croûte épaisse de ces lacs vaseux ; des rumeurs effrayantes sortent de ces verts fourrés de roseaux ; ces rumeurs, tantôt semblables aux vagissements d'enfants nouveau-nés, tantôt aux mugissements de taureaux en fureur, selon que les caïmans qui les font entendre expriment leurs amours, leurs plaintes ou leur colère, sont entremêlées d'horribles claquements de mâchoires de ces hideux reptiles qui se répondent ou se défient. En avançant toujours, une voix imposante remplace ces étranges concerts, c'est la voix de l'Océan qui bat les falaises.

Nous traversions une chaussée naturelle assez élevée au-dessus de ces terrains submergés, et Cayetano continuait de marcher en avant à quelque distance de nous sans prendre part à la conversation ; tout à coup je le vis pousser son cheval et descendre rapidement la berge de la chaussée.

— Que diable va-t-il faire ? demandai-je au sénateur.

Don Urbano commença par jeter un coup d'œil attentif sur les lagunes ; puis il me répondit :

— Voyez-vous là-bas, à quelque distance de la dernière lagune, un petit champ de roseaux ? Ces roseaux remuent, et, si je ne me trompe, ce n'est pas le vent qui les agite, mais quelque alligator qui doit y être caché, et Cayetano, qui s'ennuie, veut probablement lui donner la chasse.

Le chemin que suivait Cayetano semblait d'abord démentir cette assertion, car, loin de se diriger vers les roseaux, il s'en écartait en diagonale ; tout à coup il tourna vivement à gauche, et s'élança au galop en ligne directe vers l'endroit indiqué par le sénateur. Au cri qu'il poussa en même temps répondit un grognement de colère, et un énorme caïman se dirigea de toute la vitesse que permet la structure de ce lourd et effrayant animal vers la lagune dont son ennemi voulait lui intercepter le chemin. Le dos écailleux et noirâtre du reptile était presque entièrement couvert d'une fange épaisse, plaquée çà et là d'herbes marécageuses. Il passa, dans sa fuite, à une dizaine de pas du cheval de Cayetano : le noble animal se cabra de frayeur, et voulut se jeter de côté ; mais il avait affaire à un rude

cavalier, l'éperon le remit dans le bon chemin, et au même instant le lazo de cuir tressé que Cayetano faisait tourner tomba sur le caïman. L'alligator ouvrit une gueule immense, qui semblait plutôt armée de pieux que de dents, et l'effroyable mugissement qu'il poussa fit tressaillir nos chevaux ; l'étreinte du nœud coulant ferma violemment cette gueule ouverte, et refoula, en un râle sourd, ce mugissement jusqu'au fond de la gorge. Un instant, le hideux reptile hésita s'il courrait sur son ennemi ou s'il tirerait du côté de l'eau. La frayeur lui conseilla ce dernier parti ; mais Cayetano avait attaché par un triple tour le bout de son lazo au pommeau élevé de sa selle, et la force du cheval contre-balançait celle du caïman. Pendant quelques minutes, les deux animaux firent de prodigieux efforts en sens inverse. L'alligator enfonçait avec fureur ses pattes sur le terrain amolli, que les sabots du cheval déchiraient en longues glissades. Il y eut un moment de silence, pendant lequel nous n'entendîmes plus que le retentissement sonore des éperons de fer sur les flancs du cheval, et le cliquetis d'écailles de la queue du caïman qui fouettait et écrasait les roseaux tout à l'entour. Deux fois une force irrésistible enleva le premier sur ses deux pieds de derrière, et deux fois, à son tour, le caïman, violemment arqué, montra son ventre, que la terreur et la rage rendaient d'un violet foncé. Enfin un dernier effort plus furieux enleva le cheval une troisième fois, et il allait tomber à la renverse sur son cavalier, quand la sous-ventrière craqua bruyamment. C'en était fait de Cayetano, que son ennemi allait entraîner avec la selle sans que nous puissions lui porter secours. Le sénateur devint pâle à l'aspect du danger que courait son électeur influent : pour moi, je poussai un cri ; mais, rapide comme la pensée, à l'instant où la selle se déroba sous lui, Cayetano saisit la crinière de son cheval, s'éleva sur les poignets comme les alcides de nos cirques, et, par un prodige de vigueur et d'instinct équestre, l'intrépide cavalier resta sur le dos de son cheval dessellé.

— Bravo ! mon garçon, cria le sénateur en jetant en l'air son chapeau avec enthousiasme.

L'alligator, croyant son ennemi renversé, se retourna pesamment pour s'élancer sur lui après s'être dégagé du nœud coulant qui l'étranglait ; mais le cheval, en quelques bonds, fut hors de sa portée, et, mugissant de joie au contact de l'air qui rentrait dans ses poumons, le monstre ne tarda pas à se plonger sous les eaux, qui bouillonnèrent sur son passage. Cayetano tendit le poing vers la lagune ; puis, descendant tranquillement de cheval, il rattacha tant bien que mal ses courroies brisées, et se remit en selle.

— *Caramba !* lui dit le sénateur ; à quoi pensais-tu, mon garçon ?

— J'étais agacé, répondit Cayetano.

Le sénateur admit cette réponse péremptoire, et nous continuâmes notre route. Nous marchâmes une demi-heure encore.

— Vous voyez ces huttes dans le lointain et cette forêt qui paraît là-bas comme une ligne sombre à l'horizon, me dit Cayetano ; c'est le but de notre voyage, et nous arriverons juste à l'heure précise pour ne rien perdre de la cérémonie, c'est-à-dire au coucher du soleil.

Au centre d'une vaste plaine, bornée de tous les côtés par une chaîne de petites collines et de l'autre par une épaisse forêt, s'élève un des principaux villages des Papagos. Il est composé d'une centaine de loges à toits plats, bâties sur les bords d'un ruisseau qui le sépare en deux lignes presque parallèles. Au moment où nous y entrâmes, ce village paraissait complètement désert. Le soleil se couchait dans

les vapeurs épaisses des lagunes lointaines, et ne laissait tomber qu'une lumière sombre sur cet amas de huttes fermées par des peaux de buffles que battait tristement le vent du soir. Il semblait que de temps à autre ce vent apportât avec lui des bruits étranges qui sortaient des profondeurs de la forêt voisine. Je questionnai Cayetano sur la cause de ces bruits.

— Vous allez la connaître tout à l'heure, me répondit-il. Nous pouvons avancer jusqu'à la lisière du bois, où nous mettrons pied à terre, et nous y bivouaquerons; mais je pense que la curiosité vous tiendra éveillé une bonne partie de la nuit.

Nous poursuivîmes notre route jusqu'à l'endroit indiqué. Alors ces bruits que je ne m'expliquais pas devinrent plus distincts, et un étrange ensemble des sons les plus discordants frappa nos oreilles. C'était le rugissement du lion, le miaulement du jaguar, le grondement de l'ours, le mugissement du taureau et mille clameurs confuses qui se heurtaient sous la voûte du bois, tandis que de la partie supérieure venaient s'y mêler les cris de l'oiseau de proie, les soupirs plaintifs de l'oiseau de nuit, et de temps à autre les modulations plus joyeuses du moqueur, qui répétait tous ces cris l'un après l'autre. Bientôt deux notes brèves, saccadées, qui semblaient sortir des vastes poumons d'un lion d'Afrique, couvrirent tout ce tumulte, et, à ces accents rauques du roi des animaux, tout se tut; puis, au milieu du silence universel, une voix, mais une voix humaine, fit entendre quelques mots que nous ne comprîmes pas.

Pendant que nous mettions pied à terre, notre guide nous dit : — Je vais me faire reconnaître aux avant-postes; ne bougez pas jusqu'à mon retour, et, quoi que vous voyiez, ne faites pas de bruit; il n'y a nul danger : les animaux que vous trouverez ici ne sont que d'honnêtes papagos.

En disant ces mots, Cayetano entra dans le bois, où nous le perdîmes de vue. Cependant la nuit était venue, et nous ne pouvions rien distinguer encore, quand de nombreux brasiers, allumés instantanément, comme par magie, de distance en distance, chassèrent tout à coup les ténèbres, et vinrent éclairer des scènes étranges qui semblaient la réalisation des rêves d'un cerveau malade. Au milieu des troncs d'arbres serrés les uns contre les autres, et qui, à la lueur des brasiers, s'étaient transformées en colonnes de fer rougi, sous un dais de fumée qui s'échappait par tous les interstices du dôme de feuillage, des groupes bizarres d'animaux s'agitaient en tous sens. On se serait cru transporté aux premiers jours de la création, quand la guerre n'avait pas encore éclaté parmi les diverses races d'animaux, ou bien encore, à la lueur du feu qui jetait irrégulièrement ses clartés rougeâtres, on eût dit un vaste pandæmonium, la décoration d'un théâtre infernal. Pour ceux qui ne savent pas jusqu'à quel point les Indiens poussent l'art des déguisements et de l'imitation des animaux, l'illusion eût été effrayante. Seulement, quand les flammes des foyers s'élevaient en pétillant, elles éclairaient parmi les branches des formes d'oiseaux trop colossales pour appartenir à la réalité. Au moment où l'Anglais et moi considérions cette scène d'un air ébahi, notre guide nous rejoignit.

— Tout va bien, dit-il. Maintenant vous allez assister au repas du soir, pour lequel, ajouta-t-il, les femmes indiennes ont déposé à l'avance près des divers foyers les provisions nécessaires.

Notre guide achevait à peine, quand la voix qui avait déjà imposé silence se fit entendre de nouveau.

— Que dit cette voix ? demandai-je à Cayetano.

— Les enfants des bois, répondit-il, rendront grâce au grand Esprit, et chacun dans son langage, de la nourriture qu'il leur envoie. Ils ont faim, qu'ils mangent ! ils ont soif, qu'ils boivent !

Comme Cayetano terminait cette traduction, le plus effroyable *benedicite* qu'eût jamais frappé oreille humaine éclata tout d'un coup en hurlements, en sifflements, en glapissements, en cris de toute espèce, en un mot en tous les accents que la nature a donnés aux animaux. Puis tous s'élancèrent sur leur nourriture, en observant fidèlement les allures des bêtes qu'ils représentaient, tandis que le long des arbres descendaient en glissant les oiseaux qui perchaient sur leurs branches. Le repas achevé, tous les Indiens s'étendirent autour des foyers ; y compris même les oiseaux que la fraîcheur des nuits eût glacés au sommet des arbres.

— Nous allons en faire autant, dit notre guide.

Cayetano battit le briquet et mit le feu à un amas de bois qu'il recueillit, après quoi chacun de nous, tirant les provisions qu'il avait apportées, se mit à manger de grand cœur. Le silence se faisait peu à peu, la nuit s'avancait, et les feux, avant d'expirer, éclairèrent longtemps encore un des tableaux les plus fantastiques qu'il soit donné de contempler ; puis l'obscurité succéda au silence, et les ténèbres envahirent de nouveau la forêt et ses sauvages habitants.

— Maintenant vous pouvez dormir, nous dit Cayetano, et j'aurai soin de vous éveiller pour que vous puissiez assister à la fin des cérémonies.

J'étais accablé de fatigue ; je m'étendis par terre, et je ne tardai pas à suivre les conseils de Cayetano. Quelque temps avant l'aube, notre guide nous éveilla. La vie semblait reprendre son cours habituel dans ces bois silencieux. Des formes indécises allaient et venaient ; les Indiens se levèrent l'un après l'autre, et, toujours guidés par la voix du chef, ils abandonnèrent la partie de la forêt où ils avaient passé la nuit.

— Debout, seigneurs ! nous dit Cayetano, et suivons de loin, il nous reste à voir des choses curieuses.

Les premières lueurs grisâtres du matin éclairaient les échappées de la forêt, quand la tribu parvint à la lisière d'une petite clairière bordée de tous côtés par des arbres épineux ; au-dessus de ces broussailles s'élevaient, semblables à des piliers, des troncs d'arbres dont le fer avait dépouillé les branches, et le feu noirci l'extrémité. Ces broussailles qui bordaient la clairière nous offraient un poste d'observation commode pour tout voir et tout entendre sans être vus. Ce fut là que nous nous arrêtâmes.

Le sommet des pieux soutenait une tente en coton cardé qui couvrait toute la clairière comme un nuage à demi transparent. Ce fut sous ce dais que la tribu s'arrêta, chacun ayant conservé le déguisement sauvage de la nuit. Ce pêle-mêle de fourrures et de plumages, entrevu à la faible lueur du crépuscule, offrait à l'œil quelque chose d'effrayant. Le vent du matin frémissait dans les feuilles et soulevait le rideau flottant qui recouvrait tous les acteurs de cette scène extraordinaire. Les premières blancheurs de l'aube rayaient l'orient derrière les montagnes qui dominaient la forêt, dont les teintes sombres se dégradaient doucement et se perdaient dans la brume matinale. Au milieu du silence de la nature s'éleva, lentement cadencé, un hymne religieux d'une douceur infinie ; puis les voix se rapprochèrent sans qu'on entendit même les feuilles sèches crier sous les pas des chanteuses, car je pensais avec raison que des voix féminines pouvaient seules

produire ces accents. Bientôt en effet les femmes, de ce pas élastique et timide qui n'appartient qu'aux Indiennes, vinrent se ranger du côté opposé aux hommes, et se tinrent immobiles sans discontinuer leurs chants. Un voile d'étoffe de coton couvrait leur visage, et retombait en plis jusqu'au delà de la ceinture. Quelques-unes d'entre elles seulement portaient sur la tête des paniers de joncs remplis de fleurs effeuillées.

Le chef de la tribu, couvert d'une peau de lion, fit un signe, et, quelques instants après, le silence succéda aux chants. Le chef prit des mains d'un singe gigantesque une torche allumée, puis, gagnant l'une des extrémités de la clairière, il se tourna du côté de l'orient, et se tint immobile, les yeux fixés sur le sommet des montagnes. La partie du ciel la plus rapprochée du sommet se colora bientôt d'un rose vif qui ne tarda pas à se changer en pourpre. En ce moment, le lion leva la torche et l'approcha du rideau de coton cardé qui s'élevait au-dessus de sa tête. Le tissu spongieux s'enflamma, et, en ce moment où les dernières ombres de la nuit n'étaient point encore entièrement dissipées, le feu répandit au loin une éblouissante clarté. En quelques minutes, le vaste dais fut consumé, et joncha le gazon de flammèches noircies. Dans cet intervalle, le soleil s'était levé, et, alors qu'expiraient les dernières étincelles, il versait déjà sur tous les objets une éclatante lumière.

Le chef alors, dépouillant la peau de lion, laissa voir aux assistants sa figure calme et fière, puis il étendit la main vers les débris de la tente, et, d'une voix solennelle, il prononça un discours que Cayetano nous traduisit à peu près ainsi :

« Qui de nous pourra dire combien d'années se sont écoulées depuis que le grand Esprit a créé ce soleil à pareil jour ? Nos pères n'ont pas su les compter ; mais, comme ce feu vient de consumer ce coton, le soleil a dissipé les ténèbres qui couvraient la terre. sa chaleur a fait vivre ce qui était mort, sa lumière a perfectionné ce qui était vivant ; grâce à lui, les brutes sont devenues des hommes ! »

A l'exemple du chef, tous les Indiens s'empressèrent de dépouiller leurs déguisements, les animaux redevinrent des créatures humaines, et des chants d'allégresse s'échappèrent en mâles accents de ces gosiers sauvages ; la voix plus douce des femmes alternait avec celle des hommes, tandis qu'elles lançaient en l'air les fleurs de leurs paniers.

La cérémonie religieuse était finie, mais je devais assister à une scène plus imposante encore. Sur un signe du chef, tous les Indiens se donnèrent l'accolade : un air de franchise et de loyauté régnait sur toutes les physionomies. Deux hommes seulement échangèrent un regard de haine. Ce regard n'échappa point au chef, qui, fronçant le sourcil, adressa aux deux Indiens une courte exhortation. Ceux-ci répondirent par des murmures. Alors le chef, se tournant de manière à ce que le nord fût à sa gauche et le sud à sa droite, étendit les bras dans une attitude solennelle, et ajouta de cette voix imposante qui, la première, avait commandé le silence la nuit précédente, quelques paroles dont voici la traduction :

« Nos pères ont dit : Deux ennemis ne doivent pas vivre dans le même village ; l'Indien désuni devient l'esclave des blancs ; la haine entre deux Papagos, c'est l'exil. »

La haine qui séparait ces deux sauvages devait être bien violente, car aucun d'eux ne fit un geste, un mouvement de repentir. Le chef continua :

« Le village des Papagos de l'occident ne saurait contenir les huttes de deux

ennemis ; il est trop petit. Tous les deux doivent le quitter ; nos frères du nord recevront l'un, nos frères du sud accueilleront l'autre. Ils marcheront jusqu'à ce que ces montagnes, jusqu'à ce que ces forêts soient entre leur inimitié. Ce que nos pères ont fait est bien fait : allez. »

Un silence profond suivit ces paroles, que les échos des bois répétèrent. Les deux ennemis courbèrent la tête devant cet arrêt sans appel de la justice indienne ; ils avaient prévu que le bannissement serait prononcé contre eux, suivant la coutume de la nation. Ni l'un ni l'autre n'éleva la voix pour se défendre ; mais des sanglots étouffés se firent entendre dans les rangs des femmes, car deux d'entre elles allaient abandonner aussi le village qui les avait vu naître. L'exécution suivit de près la sentence. Un Indien amena les chevaux des deux ennemis ; il leur remit leurs flèches, leur arc et leur *macana* (casse-tête). Ils reçurent en outre chacun, de la main du chef, une flèche bizarrement peinte qui devait leur servir de passe-port et d'introduction dans la tribu dont ils allaient désormais faire partie ; puis le chef fit un signe de la main et ramena, en signe de deuil, sur sa tête les plis de sa couverture. Les deux Papagos montèrent à cheval sans que leur physionomie trahit les sentiments qui les agitaient. Ils s'éloignèrent lentement en se tournant le dos, tandis que leurs tristes et dociles compagnes commençaient péniblement à pied, sous l'ardeur du soleil, le chemin de l'exil, si long, si fatigant, quand il conduit un Indien loin de la cabane de ses pères, loin de l'endroit où reposent leurs ossements. Le silence qui régnait en ce moment parmi les Indiens conternés permettait d'entendre jusqu'aux moindres rumeurs qui signalaient dans les bois le réveil de la nature américaine. Tout contribuait à relever la majesté de cette scène étrange. Cette justice sans faste, héritage des ancêtres, qui rendait ses arrêts à la face du ciel, me montrait la vie indienne sous un aspect que j'aurais regretté de ne pas connaître, et que les mascarades de la nuit précédente ne m'avaient point fait soupçonner.

Par un sentiment instinctif de discrétion, nous nous éloignâmes simultanément de notre poste d'observation (des étrangers pouvaient être de trop dans ce drame de famille), et nous regagnâmes l'endroit où nos chevaux étaient attachés. Nous reprîmes le chemin d'Hermosillo. Arrivés à l'endroit où le sentier que nous avions suivi pour venir du village des Papagos se réunit à celui qui conduit à la mer et à l'île du Tiburon d'un côté, et au Pitic de l'autre, Cayetano s'arrêta. — Je pense, seigneurs cavaliers, nous dit-il, que vous n'avez plus besoin de mes services, et que vous trouverez bon que je vous laisse ici.

Le sénateur ne fit aucune objection ; Cayetano continua en m'adressant la parole.

— Si jamais vous aviez besoin de moi, dit-il, la première cabane que vous trouverez à cent pas d'ici vers la mer est la mienne, car c'est l'endroit que j'habite quand les affaires politiques ne m'amènent pas à Hermosillo. Vous serez toujours le bienvenu chez moi en qualité d'ami du seigneur don Urbano ; vous voudrez bien dire de ma part à Vicente le Chinois qu'il n'a pas tenu à moi que je ne lui apportasse une queue de caïman à mettre au court-bouillon. Adieu, seigneurs cavaliers.

Et Cayetano, piquant des deux, s'éloigna de toute la vitesse de son cheval.

— Pense-t-il donc, demandai-je à don Urbano, quand notre guide eut disparu, que j'aie besoin de ses services politiques pour vous faire concurrence dans votre élection, ou que j'aie recours à lui pour avoir des œufs de caïman, comme le Chinois mon hôte ?

— Non, me répondit le sénateur ; mais si vous aviez quelques lingots d'argent à embarquer sans permis de douane, Cayetano s'en chargera.

— Il fait donc aussi la contrebande ?

— Chut ! dit le sénateur en riant, ne prononcez pas ce mot devant un des membres du congrès souverain. J'ai voté des lois répressives à cet égard. Il fait, comme vous dites, la contrebande, et d'une façon fort originale parfois.

— Je serais curieux de savoir, continuai-je, maintenant qu'il est loin, pour quel motif il ne peut entendre le retentissement du Cerro sans éprouver ce frémissement qui faisait trembler sa main avant-hier soir.

Don Urbano, mis ainsi en demeure de s'expliquer, voulut faire le mystérieux.

— Je n'aurais à vous apprendre, me dit-il, sur Cayetano en particulier que des choses fort vagues ; d'ailleurs, il est certains secrets qu'il est dangereux de connaître.

— Vous piquez étrangement ma curiosité ; mais, puisque vous paraissez décidé à ne me rien dire, peut-être Cayetano sera-t-il plus explicite.

Le sénateur secoua la tête en homme sûr de son fait.

— Croyez-moi, ne provoquez pas ses confidences ; je dirai même plus, si, contre toute vraisemblance, il se disposait à vous en faire, repoussez-les comme si elles devaient être mortelles : Cayetano serait homme à vous reprendre le secret qu'il vous aurait confié.

Don Urbano fit un geste d'une effrayante énergie, et ajouta : — A supposer toutefois qu'il y ait quelque secret dans tout ceci. Si vous avez à le voir pour vos affaires, rappelez-vous mes avis, et surtout que je n'ai rien dit et que je ne sais rien !

Je ne crus pas devoir insister davantage, et, de retour à Hermosillo, nous nous séparâmes. Des préoccupations d'affaires me firent bientôt oublier Cayetano, malgré l'impression de curiosité qu'avait d'abord excitée en moi cet homme étrange, impression fortifiée encore par les réticences du sénateur. Quant à l'Anglais, il menait à Hermosillo une vie si mystérieuse, que je ne pus le joindre une seule fois en quinze jours. Il avait dans la ville une boutique qu'il desservait sans l'aide d'aucun commis, et de temps à autre cette boutique était fermée pendant plusieurs jours de suite sans que personne pût donner quelque renseignement sur le motif et la durée de l'absence du propriétaire. Ce fut pendant une de ces absences qu'en un jour de désœuvrement je résolus de pousser les courses à cheval que je faisais chaque matin jusqu'à la cabane de Cayetano. Le farouche pêcheur de caïmans m'était revenu en mémoire, mais complètement dépourvu de sa sombre auréole. Depuis quinze jours, les diversions de la vie pratique avaient suffi pour remettre le calme dans mon imagination. La cabane de Cayetano était pour moi un but de promenade et rien de plus ; il y avait à peu près cinq lieues à faire, et, avec les chevaux du pays, cinq lieues, c'étaient deux heures de chemin. Je me dirigeai donc de ce côté. Je ne tardai pas à arriver à l'embranchement des deux routes, à l'endroit où Cayetano avait pris congé de nous. A quelques minutes de là, j'aperçus la cabane du pêcheur de tortues. C'était une espèce de hutte à toit plat ; le mur était formé de troncs de palmiers espacés, soutenant dans les intervalles un torchis de terre glaise et de bourre de crin, incrusté çà et là de larges écailles d'huîtres perlières dont l'iris brillait aux rayons du soleil. Deux tamariniers couvraient cette hutte de leur ombre. Un lac étendait à quelque distance la nappe limpide de ses eaux. Au milieu de cette riante solitude, la cabane eût semblé

inhabitée, si une légère fumée ne se fût élevée en spirales bleuâtres entre les branches des tamariniers. Nul bruit ne se faisait entendre aux environs, si ce n'est le frémissement harmonieux des roseaux du lac, qu'une brise insensible ridait à peine, et le sourd murmure d'un cheval qui, dans un petit enclos formé par des pieux, broyait sa provende de maïs. Je reconnus le cheval de Cayetano.

La porte de la cabane était entre-bâillée. J'approchai du seuil sans mettre pied à terre ; je signalai ma présence par la formule d'usage :

— *Ave Maria purissima !*

— *Sin pecado concibida !* répondit une voix qui était celle de Cayetano. En même temps nos chevaux se saluèrent par des hennissements joyeux. Je mis pied à terre, et j'entrai dans la cabane. Dans un angle de la pièce principale où je pénétrai, quelques tisons achevaient de se consumer. Des galettes de farine de froment cuisaient ou plutôt se carbonisaient sur les braises détachées des tisons, en compagnie de quelques morceaux de viande séchée qui sifflaient au contact du feu. A quelques pas de là, Cayetano, assis sur un escabeau de bambous, fourbissait un des harpons particuliers aux gens de sa profession, car j'ai dit qu'il était de son métier pêcheur de tortues.

— Ah ! c'est vous, seigneur cavalier, me dit-il sans interrompre son occupation ; soyez le bienvenu dans ma pauvre cabane. Vous me trouvez occupé de mon déjeuner. Me feriez-vous l'honneur de faire pénitence avec moi ?

— Je crus devoir refuser cette offre polie, mais qui ne me paraissait que médiocrement attrayante, en lui disant que je m'étais précautionné à l'avance.

— Je n'avais à vous offrir, me dit-il, qu'un triste repas, mais de bon cœur ; avec votre permission, je le prendrai donc seul.

L'intérieur de la cabane était pauvre et nu. Parmi des filets semblables à ceux dont se servent les pêcheurs de perles, parmi des harpons et d'autres ustensiles appendus aux murs, un objet d'une forme problématique attira mon attention. Cet objet était une espèce de bricole, ou plutôt de gilet à bretelles, et dans la longueur duquel trois énormes poches étaient pratiquées à distances égales.

— Vous pardonneriez, lui dis-je après un court silence, à la curiosité d'un voyageur, si je vous demande à quoi peut servir cette espèce de brassière ?

— Ceci, dit Cayetano, je vais vous le dire. Jadis nous embarquions en plein jour, à toute heure, avec l'aide des douaniers eux-mêmes, des lingots d'argent, malgré les lois qui en prohibent l'exportation ; mais maintenant les employés sont plus exigeants, et il faut se passer d'eux. C'est à quoi me sert ce gilet. En plaçant un lingot dans chacune de ces poches, mon manteau sur les épaules, je puis monter, à la barbe des douaniers, dans mon canot, donner la main à chacun d'eux en signe d'amitié, et ne pas paraître gêné sous un poids qui fait ployer en deux un homme d'une force ordinaire. De cette façon, une dizaine de voyages me suffisent pour transporter à bord d'un navire une trentaine de mille piastres sans partager mes profits avec personne. C'est pour moi une augmentation de revenu, dont je suis redevable au seigneur sénateur don Urbano.

— Vous avez en lui un protecteur dévoué, lui dis-je ; mais comment vous a-t-il rendu ce service ?

— D'une façon bien simple et digne de son caractère. Il parla un jour dans le congrès avec tant de justesse, de précision et d'éloquence, de la contrebande qui se pratiquait sur nos côtes, qu'il produisit une vive sensation. Jamais homme ne connut un sujet plus à fond.

— Je le soupçonne d'avoir eu de bonnes raisons pour en parler!

— Il en parla si bien, reprit Cayetano, que le congrès vota des lois rigoureuses...

— Il est au moins singulier de parler contre la contrebande en faveur des contrebandiers, objectai-je à Cayetano.

— Tout le monde fut content, répondit-il : les membres du congrès d'avoir réprimé un abus, notre représentant de s'être préparé de plus beaux bénéfices en tuant la concurrence; nous autres, ses commettants, de faire payer plus cher nos services. Ah! seigneur cavalier, on est heureux et fier d'avoir de tels mandataires.

Après avoir repoussé du pied les restes de son déjeuner d'anachorète, le contrebandier alla suspendre le harpon qu'il avait déposé près de lui à côté des ustensiles qui garnissaient déjà la muraille. Alors je distinguai pour la première fois, au milieu des filets, une paire de souliers de satin bleu qui, par leur petitesse, faisaient honneur aux pieds de la femme qui les avaient chaussés. Des taches couleur de rouille en maculaient le lustre, sur l'un en petites gouttelettes, sur l'autre en une large plaque. Au moment même où je regardais ce vestige de quelque tendre et sanglant souvenir, j'entendis un piétinement de chevaux qui arrivaient du côté de la ville, et quelques minutes après deux hommes mettaient pied à terre à la porte de la hutte. Les deux hommes entrèrent : l'un m'était inconnu; l'autre, porteur d'une barbe de huit jours, vêtu d'habits poudreux, un long sabre droit au côté, était mon invisible Anglais. A l'aspect de l'inconnu, Cayetano changea de physionomie, et un tremblement nerveux agita son corps, comme s'il avait entendu le bruit du Cerro. Il se remit bientôt. L'Anglais me salua amicalement sans paraître étonné de me voir, et s'adressant à Cayetano :

— C'est aujourd'hui, lui dit-il, que la goëlette doit être en rade de l'île du Tiburon; j'ai des fonds à embarquer; et j'ai besoin de vous, car j'ai lieu de croire qu'une dénonciation a dû être portée contre moi, et peut-être aurons-nous affaire avec les douaniers.

— Tant mieux, dit Cayetano en étirant ses membres robustes, j'ai besoin de me secouer.

Puis il alla décrocher le gilet à bretelles, ainsi que le harpon, et sortit pour seller son cheval.

— Si vous n'avez rien de mieux à faire, me dit l'Anglais, vous seriez bien aimable de venir avec nous; vous pourriez, sans vous compromettre en rien, voir un site qui vous est inconnu et m'être utile; je conduis avec moi la rançon d'un vice-roi.

J'avais trop entendu parler de ces coups merveilleux de contrebande pour ne pas accepter avec empressement l'offre qui m'était faite. Nous montâmes aussitôt à cheval. Une mule qui paraissait assez lourdement chargée fut attachée à la selle de l'inconnu. L'Anglais, outre le sabre qu'il portait, s'était muni d'une paire de pistolets dont les pommeaux ciselés soulevaient le couvert de ses fontes. Je dois dire qu'avec sa longue barbe, ses vêtements poudreux, sa panoplie, il n'était presque pas reconnaissable. Nous nous mîmes en route. Il était environ cinq heures de l'après-midi quand un sourd murmure vint frapper nos oreilles. Quoique, dans un rayon fort étendu, on ne remarquât pas un arbre, ce bruit était semblable à celui de feuilles et de branches agitées par le vent; nous en connûmes bientôt la cause. Nous étions arrivés près de la mer, et nous ne tardâmes pas à

apercevoir ses flots qui bouillonnaient, puis l'île sablonneuse du Tiburon, qui se montra peu à peu : arrivés à la crête des falaises, nous pûmes mesurer de l'œil le chenal étroit qui sépare cette île de la terre ferme. Ce chenal est large à peu près d'une lieue.

Nous mîmes pied à terre. Cayetano sifflait entre ses dents d'un air impassible, tandis que l'Anglais, tirant de sa poche une lunette d'approche, examinait avec attention l'horizon occidental. La pomme du mât de hune d'un petit navire lui apparut derrière un rideau d'arbres qui cachaient la goëlette dans la crique où elle était ancrée. Quand Cayetano en fut averti, il fit un signe à son camarade ; celui-ci ramassa des herbes sèches, y mit le feu, et couvrait d'herbes plus humides la flamme brillante et claire qui s'échappait : une épaisse fumée ne tarda pas à s'élever dans l'air en noirs tourbillons.

— Croyez-vous qu'ils auront vu notre signal ? dit l'Anglais à Cayetano, qui sifflait toujours.

— Soyez tranquille, lui dit Cayetano ; quand même ils nous verraient, ils ne nous aideraient guère à traverser ce bras de mer houleux, si je n'étais là. Il faut avoir navigué parmi ces écueils bouillonnants, comme je l'ai fait dès l'enfance, pour s'y hasarder avec une barque aussi richement lestée ; mais il est impossible qu'ils ne nous aient pas vus, et, dans tous les cas, il est bon d'agir tout de suite.

Cayetano déchargea la mule, déposa par terre un gros lingot d'argent qui pouvait peser environ soixante-dix livres, et une foule de petits sachets de peau qui contenaient de la poudre d'or d'un poids à peu près égal ; il répartit ce fardeau précieux dans les poches du gilet dont j'ai parlé.

— Courons-nous quelque danger ? demanda l'Anglais, qui semblait voir avec inquiétude ce luxe de précautions. Cayetano haussa les épaules en signe d'incertitude, et dit brièvement :

— Il vaut mieux être prêt à tout. Pépé endossera ce gilet quand nous serons en bas, et je me charge du reste. — En prononçant ces derniers mots avec un sourire ironique, Cayetano glissa dans sa poche une ficelle forte et longue à l'extrémité de laquelle était attachée une plaque de liège de la largeur de la main. Alors le contrebandier et son compagnon descendirent la rampe escarpée de la falaise, pour aller chercher un canot à fond plat qui restait caché d'habitude dans une anfruosité du rocher. J'admirai la vigueur et l'adresse avec lesquelles Cayetano, sans plier sous un fardeau énorme, exécuta ce long et dangereux trajet. L'Anglais et moi, nous nous installâmes commodément sur la crête de la falaise, les jambes pendantes et la figure tournée vers l'Océan, prêts à ne perdre aucun détail de la scène dont nous allions être les spectateurs. Notre poste d'observation s'avancait à pic et comme une jetée à environ cinquante pieds dans la mer. L'île du Tiburon s'étendait devant nous, entourée de sa triple ceinture de rochers noirs, aigus et luisants comme les dents du requin dont elle a pris le nom, les uns serrés comme des tuyaux d'orgue, les autres isolés comme des phares, et tous reparaisant et disparaissant tour à tour sous des flots d'écume. La mer, resserrée entre la côte et ces rochers, soulevait de longues houles qui se gonflaient lentement, et, se creusant tout à coup, couvrant la grève d'une frange de neige, submergeaient les récifs dans leurs tourbillons en lançant au-dessus de leurs cimes des gerbes étincelantes. Les phoques montraient de temps à autre leurs mufles humides, et mugissaient de joie au milieu de ce tumulte éternel qui contrastait avec la sérénité majestueuse de la pleine mer et la limpidité du ciel. Des pailles-en-queues en tra-

versaient l'azur comme de blanches fusées, des frégates planaient à perte de vue, et de grands pélicans pêcheurs, de la couleurs des rochers, se laissaient tomber d'une prodigieuse hauteur, avec la rapidité d'aérolithes, sur une proie invisible.

Cependant Cayetano et Pépé continuaient leur périlleuse descente vers la mer. — Ne craignez-vous pas, dis-je à l'Anglais, que ces gens ne soient tentés de s'approprier ce que vous leur confiez avec tant d'abandon ?

— Non, me dit-il; le cœur humain est ainsi fait, que tel individu qui dévaliserait son père et sa mère n'oserait verser une goutte de sang, et que tel autre pour qui la vie d'un homme n'est rien se ferait scrupule de s'approprier le bien d'autrui. Ne confie-t-on pas tous les jours des sommes dix fois plus fortes, et sur un simple connaissance, à des muletiers inconnus ? Et puis, ajouta mon compagnon en désignant Cayetano du doigt, je connais l'histoire de cet homme, je sais avec quel fanatisme ce malheureux défend ce qu'il appelle l'honneur de son nom.

— Quoi ! vous connaissez son histoire, et vous oseriez me la raconter ? lui dis-je en lui faisant part des réticences du Chinois et du sénateur.

— Et pourquoi non ? ce n'est pas lui qui me l'a confiée, et je ne suis pas seul à la savoir, quoiqu'il ne s'en doute pas. Cette histoire est aussi sanglante qu'elle est brève.

— Je vous écoute, lui dis-je.

— Il n'y a pas encore une année, continua-t-il, Cayetano était marié à une femme qu'il aimait passionnément et qui le trompait. La maison qu'il habitait à Hermosillo était voisine du Cerro de la Campana, dont vous connaissez la singulière propriété. Un affidé de l'amant de sa femme, mis en vedette sur le Cerro, guettait le retour de Cayetano vers le soir, et avertissait les coupables en frappant trois coups d'une certaine façon. A ce signal, l'homme s'esquivait par une porte de derrière. Un ami officieux comme il y en a tant avertit Cayetano de ce qui se passait. Or, un soir, et je le tiens de cet ami lui-même, le Cerro retentit d'une façon si lugubre, si étrange, que les deux amants tressaillirent d'horreur au cri d'agonie qui accompagna ce retentissement. C'était l'affidé dont Cayetano écrasait la tête sur les pierres sonores. Cayetano rentra tranquillement chez lui : avant tout, son honneur devait être intact. Un mois après, il revint avec cette affreuse balafre que vous lui connaissez, mais l'amant de sa femme ne se retrouva plus. Quelques jours plus tard, le bruit se répandit qu'elle-même venait d'être trouvée égorgée parmi les décombres de sa maison. Cayetano fut mis en prison, et comparut devant le juge; mais, au lieu de chercher à s'excuser en révélant l'adultère dont ce meurtre était le châtiment, il soutint, au risque du *garrote*, qu'il n'avait aucun motif pour tuer sa femme, et avoua seulement qu'il se trouvait prodigieusement agacé dans ce moment-là. Le juge trouva l'affaire très-mauvaise, comme vous le pensez.

— Pour Cayetano ? cela se conçoit aisément.

— Non, pour lui-même, reprit l'Anglais; vous connaissez l'impunité dont jouissent les pauvres dans ce pays. Cayetano n'était pas riche, et, qu'il fût condamné ou acquitté, on ne pouvait espérer de lui aucune rançon. Aussi le juge fut-il très-brutal à son égard; il lui dit d'un ton furieux qu'il ne fallait rien moins qu'une semblable excuse pour le faire absoudre, et le renvoya, mais non sans l'avertir qu'elle ne serait plus admise une seconde fois. Depuis ce temps, ceux qui ont ouï parler de ce meurtre et des motifs qui ont armé l'assassin éprouvent un certain malaise

quand ils [le voient agacé, ce qui lui arrive quand il pense à la femme qui l'a trahi; or, j'ai de bonnes raisons de croire qu'il y pense souvent. Quant au retentissement du Cerro, il est toujours regardé par lui comme un lugubre souvenir ou comme une offense impardonnable. Pour effacer toutes les traces du passé, Cayetano n'a pas craint de brûler sa cabane de ses propres mains.

— Et son officieux ami ? demandai-je.

— Je ne sais, répliqua l'Anglais en souriant, si la conduite ferme du juge à l'égard de Cayetano l'intimida, ou s'il se réserve plus tard une occasion de régler son compte avec lui ; le fait est qu'il vit encore, et cependant Cayetano, tel que je le connais, Cayetano rongé par le secret fatal qu'il croit avoir noyé dans le sang, Cayetano laissant vivre un homme qui partage ce secret avec lui, est pour moi une énigme inexplicable.

Le narrateur se tut, et je reportai mes regards sur la mer pour observer curieusement, et comme si je l'eusse vu pour la première fois, le héros de cette sanglante tragédie. Je l'aperçus presque à nos pieds faisant voler sur la mer houleuse la frêle embarcation qu'il maniait avec une vigueur et une adresse sans égales. Éclairé par le soleil qui allait se plonger sous la ligne d'horizon et qui répandait sur l'eau une brume vermeille, il apparaissait comme dans une vapeur de sang. Tout à coup, mon compagnon poussa une exclamation et fit entendre un sifflement si aigu, qu'il me fit tressaillir malgré moi. Formant alors de ses deux mains un porte-voix, tandis qu'à ce signal Cayetano se retournait, il lui cria dans le pur dialecte castillan, mais avec un accent qui sentait son andalou d'une lieue, de doubler l'île du Tiburon par la pointe nord, attendu que par celle du sud un canot suspect arrivait. Je ne pus m'empêcher d'admirer les progrès subits de l'Anglais dans la langue espagnole. C'était pour moi un nouveau mystère, et je croyais avoir mal entendu. Au signal de l'Anglais, Cayetano répondit par un sifflement semblable, et s'arrêta un instant pour reconnaître le danger.

Du même point de l'île que Cayetano cherchait à doubler, une embarcation montée par cinq hommes, dont quatre aux avirons et un à la barre, s'avancait rapidement vers lui. Au pavillon tricolore, vert, blanc et rouge, il était aisé de reconnaître les couleurs nationales de la douane, qui occupait assez loin de là un poste isolé. Comme l'avait craint l'Anglais, une dénonciation seulement pouvait avoir donné l'éveil. Au moment où la houle souleva la pirogue de Cayetano, il put apercevoir l'embarcation suspecte. Faisant alors un geste de dédain, il brandit au-dessus de sa tête le harpon qu'il ramassa à ses pieds ; puis, se courbant sur ses avirons, il imprima à la pirogue une telle impulsion, qu'elle glissa sur les flots avec la rapidité du poisson volant quand il en effleure la surface. Cayetano avait pris une direction opposée à celle qu'il suivait auparavant. Quant à la barque de la douane, malgré les efforts redoublés de ses rameurs, loin de gagner sur la sienne, elle avait peine à maintenir sa distance ; cette vue rasséréna le front assombri de l'Anglais. Cependant sa sécurité ne fut complète que quand il aperçut une troisième embarcation qui, débouchant tout à coup derrière l'île du Tiburon, suivait la même direction que celle de la douane. C'était une espèce de baleinière longue, noire, effilée, que quatre rameurs faisaient voler sur la mer.

— Ah ! ce sont mes fidèles, s'écria l'Anglais en se frottant les mains ; ils ont vu mes signaux, et mes lingots sont en sûreté.

Je profitai de sa joie pour lui demander quel miracle l'avait si subitement doué du don de la langue espagnole.

— Écoutez, me dit-il, je me suis trahi, mais je pense qu'avec vous mon étourderie sera sans inconvénient. J'exerce un métier dangereux, ajouta-t-il, non pas en faisant la contrebande, mais en ce que cette contrebande me permet de livrer les marchandises à plus bas prix que mes confrères, qui, par jalousie, m'auraient déjà fait assassiner, s'ils pouvaient se douter que je suis Espagnol. La qualité d'étranger, d'Anglais, est ma sauvegarde. Je suis propriétaire de compte à demi avec don Urhano de la goëlette qui est près d'ici, et grâce à la ruse que j'emploie, et que le sénateur confirme à qui veut l'entendre, l'ex-toreador, l'ex-*primer espada* du cirque de taureaux de Séville que vous voyez en ma personne, est en bonne voie de fortune et de prospérité.

Sur ces côtes lointaines, les douaniers mexicains professent le plus profond respect pour les contrebandiers à main armée. A l'aspect du nouveau renfort qui arrivait à Cayetano, ils crurent avoir donné au fisc une preuve de dévouement suffisante, et virèrent de bord avec un flegme admirable. En présence de cette manœuvre imprévue, la manœuvre de Cayetano devenait inexplicable. Il continuait à se diriger vers un endroit que le courage le plus désespéré, la témérité la plus folle ne pouvait espérer de franchir. C'était un point de l'île du Tiburon qu'on apercevait encore aux feux du soleil couchant, qui dardait de longs rayons rouges à travers des récifs aigus et serrés comme les dents d'une scie. De minute en minute, ces rayons s'éteignaient quand les brisants disparaissaient sous des tourbillons furieux qui montaient en gerbes bouillonnantes ou retombaient en cascades écumeuses. Un phoque seul aurait pu franchir ce redoutable écueil. C'est dans cette direction que s'avavançait Cayetano avec une rapidité qui me donnait le vertige, et sans nécessité, puisque les ennemis avaient battu en retraite. Rien n'égalait l'angoisse du pauvre Espagnol. Une minute de plus, et sa fortune s'engloutissait.

— Oh ! s'écriait-il en se tordant les mains, fou que je suis ! j'aurais dû prévoir ce résultat, je devais m'y attendre ; cet homme est implacable !

— Mais quel intérêt peut-il avoir à exécuter cette étrange manœuvre ? demandai-je étonné.

— Quelles raisons ! s'écria l'Andalou, l'homme qui accompagne ce malheureux est son ami !

En disant ces mots, il se laissa tomber sur l'herbe. Je saisis la longue-vue qui s'échappa de sa main. Fasciné par ce spectacle effrayant, je ne pouvais en détourner les yeux. A quelque distance encore des récifs, au milieu de la brume enflammée du couchant, la barque de Cayetano bondissait de vague en vague comme un daim qui prend son élan pour franchir un abîme. Des deux malheureux qui la montaient, l'un se leva droit, pâle, puis sembla s'agenouiller et prier ; l'autre, c'était Cayetano, fit un geste menaçant, et à ce geste l'homme s'affaissa sur lui-même, suppliant encore et levant les mains vers le ciel. Un voile d'écume me déroba un moment la suite de la scène ; mais il me sembla qu'un cri de suprême angoisse se mêlait à l'effrayant concert des flots hurlant contre les écueils. Tout cela fut rapide comme la pensée. La barque, soulevée par une lame, parut jaillir hors de l'eau, se dressa perpendiculairement, fit un bond de l'avant, oscilla un instant, balancée entre deux rocs pointus comme des poignards ; je vis Cayetano étendre le bras, un corps fut lancé par-dessus les récifs, puis tout disparut. Quelques instants après, au milieu de tourbillons d'écume que le soleil couchant ne colorait plus de sa pourpre sanglante, les débris d'une barque tournoyaient folle-

ment comme des brins de paille sur le passage d'une trombe, et parmi ces débris on ne distinguait aucune forme humaine.

Sous les tropiques, la nuit tombe sans crépuscule; l'obscurité avait remplacé le jour; le chenal étincelait de lueurs phosphoriques, le ciel d'étoiles sans nombre, et l'Espagnol ni moi n'avions fait un pas. Cependant, chez celui-ci la fureur avait succédé à l'accablement, le négociant avait disparu pour faire place au toréador, et il proférait contre Cayetano, s'il en réchappait, les plus terribles menaces. Tout à coup je crus entendre du bruit; des pierres semblaient se détacher sous les pas de quelqu'un qui gravissait la falaise, puis une tête se montra près de nous, et à l'eau qui ruisselait des cheveux, je reconnus Cayetano; il sifflait encore la marche de Riégo, comme une demi-heure auparavant.

J'entendis, dans les mains de l'Espagnol, qui se dressa d'un bond, le craquement d'un couteau catalan qu'il armait.

— Chut! lui dis-je, laissez-le d'abord s'expliquer.

— Tranquillisez-vous, s'écria Cayetano en prenant pied, votre or est en sûreté.

— Où, grand Dieu? s'écria l'ex-toréador dans l'extase de sa joie.

— C'est Pépé, à qui je l'ai confié, qui en prend soin.

— Mais dans quel endroit? s'écria de nouveau l'Espagnol.

— Eh! *caramba!* au fond de l'eau!

L'Espagnol poussa une espèce de rugissement. Cayetano continua sans paraître remarquer la fureur de l'ancien toréador, qui lui reprochait d'avoir agi de cette façon sans nécessité aucune.

— Je l'ai cru nécessaire, vous dis-je, entendez-vous? et puis j'ai déjà franchi plus d'une fois les brisants qui entourent la Pointe des Ames. Si cette fois la barque s'est mise en pièces, c'est la faute de Pépé, bien qu'en tombant il ait aussi franchi la pointe fatale. Faites le tour des brisants, et, à l'endroit où l'eau est tranquille, vous apercevrez la marque que j'ai mise pour retrouver le corps de ce cher ami.

— Ainsi, dit l'Espagnol, mes lingots sont en sûreté?

— Vous ai-je jamais trompé? reprit Cayetano d'un air de dignité blessée. Seulement faites diligence; vos rameurs vous attendent en bas, et il n'y a pas de temps à perdre, si vous ne voulez pas que les requins empêchent ce pauvre Pépé de vous rendre un dernier service. Quant à moi, j'ai fait ce que j'ai dû, et je remonte à cheval pour rentrer chez moi. Bonne nuit, seigneurs cavaliers, à bientôt. Ah! j'oubliais une chose importante: dans le bain que je viens de prendre, tous mes cigares se sont mouillés, et je meurs d'envie de fumer.

Cayetano, déjà à cheval, tendit la main à l'Espagnol, et se remit à siffler son air favori, mais avec une apparence de sombre préoccupation qui démentait son insouciance affectée. Bientôt il s'éloigna en faisant jaillir de son briquet des étincelles qui brillaient comme des éclairs lointains.

Nous nous hâtâmes de descendre sur la grève, où l'Espagnol trouva ses affidés réunis. On monta en canot. Comme l'avait dit le pêcheur, derrière ces brisants sur lesquels sa barque s'était écrasée, la mer était noire et calme. Nous cherchâmes quelque temps sans trouver la marque indiquée, et l'Espagnol croyait déjà avoir été joué par le contrebandier. Cependant les lames qui venaient fouetter le côté opposé des récifs retombaient du nôtre en cascades de feu; à la lueur phosphorescente qu'elles répandaient, un homme aperçut un objet noir qui flottait. C'était la plaque de liège que j'avais remarquée entre les mains de Cayetano. A cet indice,

tout fut révélé; l'Espagnol poussa un cri de joie. les lingots étaient là. En suivant la direction de la ficelle qui retenait le liège, les gaffes pointues parurent s'enfoncer dans la vase; bientôt on rencontra une résistance invincible, et, après mille efforts, les quatre matelots amenèrent, à l'aide de cordes, à la surface, le cadavre de Pépé. La cordelette qui retenait la plaque flottante était attachée au manche d'un harpon, et la pointe de ce harpon traversait le corps revêtu du fatal gilet. L'Espagnol palpa avidement l'étrange et funèbre bouée; rien ne manquait. Après avoir été dépouillé de son précieux dépôt, le cadavre, abandonné avec une froide indifférence par ces hommes sans pitié, retomba lourdement en faisant jaillir une écume brillante sur la surface noire de la mer. Des raies de feu qui convergèrent subitement sous l'eau transparente vers l'endroit où avait disparu le corps indiquaient que les requins allaient en faire leur curée de la nuit.

— Cayetano vient d'accomplir sa dernière vengeance en honnête homme, dit l'Espagnol en comptant ses sachets de peau, et qui plus est en homme habile; je lui dois réparation d'honneur et veux être pendu si le juge criminel peut le convaincre d'avoir été agacé dans ce moment-là.

L'or et le lingot furent transportés dans la goëlette, puis nous remontâmes à cheval.

— Voulez-vous, me dit l'Espagnol quand nous arrivâmes près de la cabane de Cayetano, lui demander l'hospitalité pour cette nuit?

— Non, répondis-je; je n'ai, jusqu'à présent, été *primer espada* nulle part, j'ai par conséquent les nerfs plus délicats que les vôtres, et cet homme, qui dans l'espace d'un an a versé quatre fois le sang humain, me fait horreur.

— Comme vous voudrez, dit mon compagnon.

La campagne était silencieuse tout à l'entour de la hutte. Les hôtes du lac dormaient au fond de la vase, les roseaux seuls mêlaient leurs soupirs aux bruissements du feuillage. Le galop de nos chevaux retentissait au loin. En passant à quelque distance de la cabane, je vis Cayetano se mettre sur la porte, attiré par le bruit. Il nous reconnut et s'écria :

— Eh bien ! seigneur Anglais, vous manque-t-il quelque chose?

— Non, répondit l'Espagnol, et je vous attends pour régler nos comptes.

— Ah ! reprit Cayetano, vous me devez au moins un cierge pascal, votre or l'a échappé belle. Bonne nuit, et rappelez-vous que la contrebande, comme la guerre, a de cruelles nécessités.

Je n'oublierai jamais l'accent railleur de cette voix au milieu des ténèbres. Il y avait dans la froide ironie du meurtrier quelque chose de plus terrible encore que dans les éclats de sa colère. Je piquai des deux, et j'eus bientôt perdu de vue cette cabane que j'avais trouvée le matin si riante et si pittoresque, et qui m'apparaissait maintenant, dans l'ombre et le silence, redoutable et sinistre comme un lieu maudit.

MADELEINE.

QUATRIEME PARTIE.

XI.

Le moment était propice pour faire de la sculpture en bois. Depuis longtemps négligée, à peu près perdue, cette branche de l'art venait de reflourir au souffle capricieux de la mode. Qu'on s'en souvienne, nous étions alors en plein moyen âge. La littérature s'était faite gothique pour se rajeunir. Le goût dominant dans la poésie avait envahi tous les arts du dessin. Peinture, statuaire, architecture, ne relevaient que du moyen âge. Par un entraînement naturel, les ameublements avaient suivi la même pente. On commença par dévaliser bon nombre de châteaux de province pour satisfaire l'engouement parisien; puis, quand les bahuts, les dressoirs, les crédences, les fauteuils sculptés, armoriés, manquèrent sur la place, quand le vrai moyen âge fit défaut, force fut bien de créer un moyen âge de toutes pièces. Le noyer, le chêne, le poirier, façonnés par des mains habiles, dupèrent heureusement plus d'un connaisseur, et cette ruse innocente enrichit quelques artistes privilégiés. Par l'entremise de Pierre Marceau, Maurice se trouva chargé presque aussitôt de travaux assez importants; il put, en peu de mois, sinon répandre autour de lui l'aisance et le bien-être, du moins se mettre à l'abri du besoin avec les deux créatures qui s'étaient confiées à sa garde. C'était la pauvreté, mais cette pauvreté laborieuse qui ne doit rien à personne, sans remords de la veille et sans souci du lendemain, préférable cent fois au luxe factice et tourmenté au sein duquel Maurice avait vécu. Il est vrai que ce jeune homme ne paraissait ni bien touché ni bien convaincu des avantages de sa nouvelle condition. Il acceptait sa destinée, mais en la détestant; il travaillait, mais en maudissant le travail. Que de fois, pendant ces premiers mois, il sentit son courage faiblir et sa volonté

(1) Voyez les livraisons du 15 mai et des 15 et 30 juin.

chanceler ! Que de fois ; se livrant à des emportements sans nom, même en présence de sa cousine, il jeta ses outils avec colère et brisa sous ses pieds l'ouvrage qu'il avait commencé, comme s'il eût ignoré que la grâce double le prix du sacrifice, et que le plus beau dévouement veut être accompagné d'un sourire ! Maurice était terrible alors. Madeleine le regardait avec tristesse ; puis, lorsque le malheureux enfant, épuisé et n'en pouvant plus, tombait affaîssi sur son lit, elle allait vers lui, elle essuyait la sueur de son front, heureuse s'il ne la renvoyait avec quelque dure parole. Ce qui l'aiguillonnait et le soutenait dans la lutte qu'il avait entreprise, c'était l'orgueil. Il tenait par-dessus tout à ne rien devoir à sa cousine. La pensée qu'elle avait vendu ses diamants et travaillé pour le soigner, cette pensée lui était à charge. Il se disait aussi que plus tôt il aurait assuré l'existence de Madeleine, plus tôt il serait quitte envers elle et libre d'en finir à son gré. Le suicide veillait à son chevet, non comme un spectre menaçant, mais comme l'ange de la délivrance.

Cependant il est une joie, ignorée de ceux à qui la vie n'a coûté que la peine de naître, et que Maurice goûta d'autant plus vivement que, ne la prévoyant pas, il n'avait pu songer à s'en défendre. Je veux parler de cette joie, puérile si l'on veut, toutefois enivrante, que l'on éprouve à tenir dans sa main le premier argent qu'on a gagné par son labeur. Non, cette joie n'est pas puérile, car elle n'est autre chose que la conscience de notre valeur personnelle. La richesse créée par notre travail n'est-elle pas la plus légitime de toutes les richesses, celle dont nous sommes le plus justement fiers ? L'héritier qui compte son or est moins riche aux yeux de Dieu que l'ouvrier qui reçoit son salaire. Ces réflexions étaient loin de l'esprit de Maurice ; mais, lorsqu'il vit sur son établi les quelques écus que Pierre Marceau avait reçus pour lui, il les prit un à un et les examina tour à tour avec une expression de curiosité enfantine. On eût dit un avare, ou un pauvre diable qui touche de l'argent pour la première fois. Par un mouvement naïf, digne des meilleurs jours de sa jeunesse, il sortit gaiement pour porter en triomphe ces prémices à Madeleine. Il souriait, il avait vingt ans. Hélas ! il n'était pas à la porte de la jeune Allemande, qu'il traitait déjà de niaiserie le contentement qu'il venait d'éprouver, de sottise le sentiment qui le poussait chez sa cousine. En moins d'une minute, tout ce beau transport s'était éteint comme un feu de chaume sous une large ondée. Ursule était dans l'antichambre. Maurice jeta froidement une poignée d'écus dans son tablier, et se retira sans mot dire.

Dans l'accomplissement d'un devoir sérieux, si dur et si pénible qu'il puisse être, Dieu a mis une satisfaction intérieure à laquelle les âmes les plus dégradées échappent difficilement. En outre, si la profession la plus ingrate a de loin en loin ses heures d'entraînement, la culture d'un art, si modeste qu'il soit, doit avoir ses moments d'enthousiasme. Tout en rongéant son frein, Maurice trouvait un charme invoué à se sentir utile et nécessaire. En ceci, nous sommes tous un peu comme les gens en place. Au fond des importunités qui assiègent leur crédit et leur importance, il y a toujours quelque chose qui ne leur déplaît pas : l'humeur qu'ils laissent voir n'est le plus souvent qu'un déguisement qui sert à cacher le triomphe de leur vanité. D'un autre côté, Maurice en arrivait parfois à se passionner pour les figures que créait son ciseau. Les chastes images de sa jeunesse s'ébattaient autour de son établi. Il se voyait près de son père, travaillant dans l'atelier de Valtravers : le portrait du bon chevalier paraissait lui sourire et l'encourager. Bref, à part les accès de fureur que je viens d'indiquer,

et qui devenaient de moins en moins fréquents, au bout de quelques mois, quand le soir approchait, Maurice s'étonnait de la fuite du temps, et de la paix qu'il avait goûtée. Le travail porte avec lui sa récompense. Il nous isole du monde et de nous-mêmes. Lui dût-on seulement cette sérénité qui couronne à coup sûr toute journée bien remplie, il faudrait encore le bénir et l'aimer.

Malheureusement ces saines influences n'avaient guère le temps de fructifier dans l'esprit de Maurice, qui, sa journée achevée, dissipait au dehors le profit moral qu'à son insu il en avait retiré. Trop supérieur, c'était son opinion, pour pouvoir s'assujettir à une existence bourgeoise et régulière, il avait déclaré nettement qu'il entendait vivre à sa guise. Entre nous, il était peu curieux de passer bail avec la cuisine d'Ursule; prendre ses repas tête à tête avec Madeleine ne lui souriait pas davantage. Enfin, comme tous les êtres faibles, Maurice tenait à bien établir qu'il ne relevait que de sa volonté. Le matin, il déjeunait frugalement dans sa chambre. Le soir, quand six heures sonnaient aux horloges du voisinage, il quittait sa blouse, s'habillait et sortait, le plus souvent sans avoir vu sa cousine de tout le jour. Il pensait ne lui rien devoir dès qu'il avait pourvu à ses besoins. Il sortait assez calmé, la tête reposée, le sang rafraîchi par le travail, le silence et la solitude. Il éprouvait d'abord une sorte d'ivresse à se sentir hors de sa mansarde, perdu dans la foule, libre sur le pavé. Cependant où aller? Il avait rompu violemment avec son passé. Pas un ami ne lui restait; disons mieux, dans le monde où s'était flétrie sa jeunesse, on a des compagnons, jamais d'amis. Il marchait au hasard; presque toujours un charme fatal le poussait vers les parages où il avait sombré.

Pâle, morne, rasant les murs, pareil au naufragé errant sur une grève et regardant d'un œil jaloux les navires se jouer sur les flots qui ont englouti sa fortune, il traversait d'un air sombre cette fête éternelle qui ne prend jamais le deuil de ses victimes, d'où les plus jeunes, les plus beaux et les plus brillants disparaissent sans laisser derrière eux ni vide ni regret, pas même le sillon lumineux de l'étoile qui file. Un instant assoupies, les mauvaises passions se réveillaient et grondaient dans son sein. Sur ces boulevards inondés de lumière, au milieu des enchantements qui en font l'orgueil de Paris et l'une des merveilles du monde, dans ces contre-allées qui l'avaient vu tant de fois lui-même promenant son élégante oisiveté, Maurice songeait à la rue de Babylone, à sa mansarde, à son établi; des pleurs de rage roulaient sur ses joues. Irrité, fiévreux, misérable, il revenait comme une bête fauve blessée de mille traits. De retour au logis, avant de se retirer dans sa chambre, il manquait rarement d'entrer chez Madeleine, qui, je l'ai déjà dit, avait l'habitude de prolonger sa veillée, en compagnie d'Ursule, bien avant dans la nuit. Il ne faudrait pas croire qu'en ceci Maurice cédât à un mouvement de sollicitude, ou qu'il se préoccupât d'un devoir de simple politesse. Le malheureux n'obéissait qu'au lâche besoin d'exhaler sa colère et de se venger sur ces deux pauvres créatures du mal qu'il endurait. C'est le propre des égoïstes de vouloir, lorsqu'ils souffrent, que tout souffre autour d'eux.

Maurice trouvait infailliblement Madeleine et Ursule assises et travaillant à la lueur de la lampe, aussi sereines l'une et l'autre que si elles eussent encore été sur les bords de la Vienne, dans le salon de Valtravers. Le chapeau sur la tête et la redingote boutonnée jusqu'au menton, il entrait brusquement, le visage défait, le regard dur, la bouche dédaigneuse. Toutes deux se levaient pour le recevoir, Ursule avec une caresse, Madeleine avec un sourire. Jamais un mot blessant,

jamais une question indiscreète ; rien dans leur accueil qui ne respirât au contraire la plus adorable tendresse, comme s'il se fût agi d'un frère aimable ou d'un ami charmant. Après avoir repoussé brutalement sa sœur de lait et jeté un coup d'œil hautain sur les peintures de la jeune Allemande, il allait s'asseoir à l'extrémité de la chambre, et, tandis que les deux bonnes créatures reprenaient leur ouvrage, il les observait d'un air farouche ou railleur. La placidité de ces deux figures, le calme de ce petit intérieur, l'ordre qui régnait sous cet humble toit, la grâce harmonieuse qui se révélait dans les moindres détails de ce modeste ameublement, tout cela l'exaspérait au lieu de l'apaiser. Bientôt, à propos de rien, sa bile s'épanchait en flots amers. Ordinairement taciturne, il avait alors une gaieté cruelle, agressive, implacable ; morne et silencieux d'habitude, il devenait spirituel, ingénieux, éloquent au besoin, dès qu'il s'agissait de torturer le cœur de sa cousine. Ce qui ressortait le plus clairement de ses discours, c'est qu'il avait de Madeleine et d'Ursule par-dessus les yeux. Madeleine n'opposait à tout ce qu'il disait qu'une douce raison, une inaltérable bonté ; mais Ursule savait ce que cette enfant répandait de larmes après que son cousin était parti.

Les outrages devaient aller plus loin. Maurice appartenait à cette école de jeunes roués, Lovelace de coulisses, don Juan de bas étage, qui, parce qu'ils ont naïvement mangé leur patrimoine avec quelques filles perdues, croient connaître les femmes et se font gloire de les mépriser. Pour deux ou trois bacchantes éreintées et flétries qu'ils auront traînées en carrosse, ces petits messieurs parlent de la moitié du genre humain avec une telle irrévérence, qu'on est tenté de leur demander, en les écoutant, quel métier font leurs sœurs, et de quels flancs ils sont sortis. Bien qu'il ne trouvât sa cousine ni belle ni désirable, Maurice avait fini par découvrir qu'il jouait auprès d'elle le rôle d'un sot. A défaut de ses sens que cette chaste et blanche beauté laissait parfaitement tranquilles, l'amour-propre et la vanité lui montaient au cerveau en fumées grossières. Était-il naturel qu'un jeune homme qui n'avait pas trente ans vécût fraternellement avec une jeune fille qui en avait vingt-trois au plus, porte à porte, sous le même toit ? Qu'en penseraient ses anciens compagnons ? qu'en devait penser Madeleine elle-même ? car, dans la tendresse qu'elle lui témoignait, Maurice n'hésitait pas à voir un encouragement. Cependant, toutes les fois qu'il allait vers elle avec l'intention de changer une position qui lui paraissait ridicule, saisi d'un vague sentiment de respect qu'il ne s'expliquait pas d'abord et qui le révoltait ensuite, il se retirait sans avoir osé seulement lui prendre la main.

Sorti dès le matin, un jour que l'ouvrage manquait, Maurice avait erré jusqu'au soir sous un de ces soleils brûlants qui font fermenter la vase des marais et la fange des passions impures. Il dina, aux alentours de l'ancien Théâtre-Italien, dans une espèce de taverne d'un aspect louche et malhonnête. Assis au fond d'une pièce obscure, sous le bec d'un quinquet huileux, il mangea peu et vida coup sur coup une bouteille d'un de ces vins mêlés d'alcool qui n'ont jamais payé de droits d'entrée à la barrière. Il y avait loin de ce repas à ceux que faisait autrefois Maurice en compagnie joyeuse, dans les salons du Café de Paris, quand sa voiture attendait à la porte et son groom au pied du perron. Accoudé sur la nappe, le front entre ses mains, il demeura longtemps plongé dans un chaos de pensées irritantes qu'exaltaient encore les fumées de l'ivresse. La tête et les sens embrasés, il passa le reste de la soirée dans les carrefours, à suivre d'un œil fauve les évolutions des sirènes infâmes que vomissent sur les trottoirs les égouts de la vie pari-

sienne. Lorsqu'il entra chez sa cousine, en la voyant seule dans sa chambre, il ne put se défendre d'un mouvement de joie sauvage. Légèrement indisposée depuis la veille, Ursule, cédant, quoique à regret, aux sollicitations de sa maîtresse, s'était couchée ce soir-là de bonne heure. Madeleine lisait quand Maurice entra. Elle ferma son livre, le déposa sur la table, et fit à son cousin l'accueil accoutumé, sans paraître remarquer l'altération de ses traits, le sombre éclat de ses yeux, la pâleur enflammée de son visage. Maurice s'assit auprès d'elle, et là, d'une voix brève, ardente, saccadée, dont l'accent convenait mieux à l'injure qu'à la flatterie, il débuta, sans transitions, par des compliments tellement exagérés, que la jeune fille le regarda d'abord d'un air surpris et partit à la fin d'un frais éclat de rire. Ce ne fut qu'un aiguillon de plus. Ce rire argentin et perlé, cette vive gaieté de nymphe sans défiance, poursuivie par un satyre et croyant que ce n'est qu'un jeu, achevèrent d'irriter Maurice et de le pousser à bonté. Il étouffa dans son cœur un cri de rage, et, se reprenant aussitôt, il parla d'amour avec l'emportement de la haine, de tendresse sur le ton du courroux, langage ténébreux que des propos étranges éclairaient parfois de sinistres lueurs. Blanche, froide, immobile, pareille à la Chasteté s'étonnant de voir à ses pieds les offrandes destinées aux autels de la Vénus impudique, Madeleine, tandis qu'il parlait, le contemplait d'un air à la fois si fier et si triste, qu'il vint un instant où Maurice, atterré sous le regard de sa cousine, s'arrêta court, comme s'il eût pressé entre ses bras un marbre insensible. Toujours dans la même attitude, Madeleine continuait de le regarder du même air triste et grave où rien ne trahissait l'indignation ni la colère, mélange de pitié maternelle et d'étonnement douloureux. Maurice n'y tint pas; il se leva et s'enfuit avec épouvante.

Lorsque après quelques heures de ce sommeil de plomb qui suit l'ivresse, cet infortuné retrouva le lendemain, à son réveil, le souvenir de ce qui s'était passé, il se sentit mourir de honte et de confusion. Non que sa conscience lui adressât les reproches qu'il méritait; depuis longtemps il l'avait habituée à une excessive indulgence, mais il ne pouvait supporter la pensée d'avoir à rougir devant Madeleine. Comment oserait-il reparaitre devant elle? Il pressentait des récriminations exagérées; déjà il se voyait en butte aux rancunes implacables d'une pruderie tracassière, car, lorsque ces jeunes roués sont obligés de reconnaître la vertu chez les femmes, ils se consolent en se la représentant sous un aspect disgracieux; ils en font un épouvantail, un objet de risée. La journée tirait à sa fin, Maurice était encore en proie à ces réflexions peu réjouissantes, quand sa cousine entra chez lui. Il rougit, pâlit, se troubla; il eût voulu sentir le parquet manquer sous ses pieds et le plafond s'écrouler sur sa tête. La main tendue, le regard caressant, la bouche souriante, elle l'appela son frère, si bien qu'il put croire un instant qu'il avait rêvé la scène de la veille. Il est rare que les hommes bien nés ne gardent pas un sentiment d'affection sincère à la femme près de laquelle ils se sont fourvoyés, et qui, pouvant les humilier dans leur défaite, les a couverts avec grâce de son indulgence et de sa bonté. Notre cœur est toujours reconnaissant des petites attentions qu'on a pour notre vanité. Quoiqu'il n'en laissât rien voir, Maurice fut vivement touché de la générosité de Madeleine; il reconnut dans son for intérieur que la vertu n'est pas nécessairement ridicule et revêche, qu'elle peut être aimable une fois par hasard.

Madeleine venait prier Maurice de dîner ce jour même avec elle. Maurice regarda le ciel, qui depuis le matin se fondait en eau. Sortir par un temps pareil pour

aller chercher au loin un maigre repas, cette perspective n'avait rien de divertissant. D'un autre côté, son estomac se ressentait des excès de la veille. J'ai lu quelque part que ce sont les lendemains d'orgie qui ont fait les anachorètes. Enfin Maurice, qui se jugeait coupable vis-à-vis de sa cousine, n'était pas fâché de pouvoir expier ses torts à si peu de frais. A son tour, grand et généreux, il se rendit à la prière de Madeleine.

XII.

Le couvert était mis dans une petite salle à manger, tapissée d'un joli papier imitant à s'y méprendre les boiseries de chêne. Le poêle était masqué par des touffes d'asters, de dahlias, de bruyères roses ; l'unique fenêtre donnait sur les arbres du parc, dont les brises d'automne avaient déjà rouillé le feuillage. La table était un peu étroite ; le luxe du service n'eût guère effarouché les habitudes d'un quaker ou d'un chartreux. Mais sur la nappe, éblouissante de blancheur et d'où s'exhalait le bon parfum du linge de ménage, tout reluisait de propreté, tout avait un air gai, honnête et charmant. En s'asseyant vis-à-vis de la jeune Allemande, qui faisait les honneurs de sa pauvreté avec une grâce que n'a pas toujours la richesse, Maurice fut obligé de convenir que cela valait, à bien prendre, l'horrible taverne où depuis quelques mois il dînait habituellement. Les mets n'étaient ni nombreux ni recherchés ; avantage plus rare, ils étaient sains et exquis. On peut croire qu'Ursule y avait mis toute sa science ; la bonne fille s'était surpassée. Propre, souriante, vive, le pied leste, la main légère, les manches retroussées jusqu'au coude et découvrant la rondeur d'un bras potelé, il fallait la voir rôdant autour de ses jeunes maîtres, apportant les plats, enlevant les assiettes, indiquant à Maurice les plus fins morceaux, près de tomber à la renverse toutes les fois qu'il daignait trouver quelque chose à son goût. Madeleine mangeait à peine et ne s'occupait que de son cousin avec la sollicitude inquiète d'une jeune maîtresse heureuse et fière de servir son amant. Objet de tant de soins, Maurice ne pouvait s'empêcher d'en être touché ; il se demandait avec embarras ce qu'il avait fait pour les mériter. Je dois ajouter qu'il n'était pas non plus insensible au talent et au savoir d'Ursule, dont il ne se doutait pas jusqu'ici. Une autre surprise l'attendait au dessert. Ursule s'approcha de lui avec un énorme bouquet, et se mit à réciter un petit compliment qu'elle avait appris d'avance ; mais, l'émotion lui coupant la voix, elle se jeta sur son frère de lait, et lui souhaita tout uniment une bonne fête, en le couvrant de douces larmes et de gros baisers. Madeleine eut son tour ; elle tendit à Maurice sa jolie main par-dessus la table, en lui adressant quelques paroles simples et affectueuses. Cependant la nappe était couverte de crêpes et de galettes comme à Valtravers ; un facon de vieux vin que les deux braves créatures s'étaient procuré, en vue de ce grand jour, par tout un mois de privations et d'économie rigoureuse, dressait au milieu des fleurs son long col enduit de cire ; le ciel venait de s'éclaircir ; les oiseaux, avant de se coucher, chantaient dans le parc ; les senteurs enivrantes de la feuillée humide entraient par la fenêtre ouverte ; enfin, près de disparaître à l'horizon, le soleil envoyait sur la table un joyeux rayon, sous lequel étincelaient les verres comme autant de cristaux précieux. Depuis que Maurice avait quitté le toit paternel, c'était la première fois

qu'on lui souhaitait sa fête. Depuis près de dix ans oublié et perdu, cet anniversaire réveilla violemment en lui les meilleurs souvenirs de sa jeunesse. Il se rappela le temps où ce jour était à Valtravers un jour de réjouissance publique. Il se vit entre la marquise et le chevalier, entouré de tous les serviteurs qui lui exprimaient naïvement leurs vœux et leur amour. A ces images, son cœur se fondit. Un frisson électrique courut de ses pieds à la racine de ses cheveux ; son front pâlit et ses yeux se mouillèrent. Madeleine, qui l'observait, se leva et courut à lui, pour s'emparer de ce bon mouvement. Elle s'appuya sur son épaule, pencha sur lui sa tête virginale, et, pareille à cette belle statue du Louvre connue sous le nom de la Polymnie, ou plutôt comme un ange gardien épiant la résurrection de l'enfant commis à sa vigilance, elle demeura quelques instants dans une attitude rêveuse et recueillie. En songeant à ce qu'elle avait été pour lui, à ce qu'il avait été pour elle, Maurice sentit enfin s'amollir son âme endurcie. Cette fois, pris au dépourvu, son orgueil, au lieu de s'irriter, ploya le genou et s'humilia devant tant de vertu. Pas un mot ne troubla cette scène attendrissante. Ursule elle-même se tut. Seulement, lorsque le jeune homme, par un geste trop brusque pour n'être pas involontaire, saisit la main de Madeleine qu'il porta vivement à ses lèvres, Ursule ne put retenir un de ces cris d'adoration qui lui étaient si familiers, comme si son frère de lait eût accompli la plus belle action du monde. La soirée s'acheva dans la chambre de Madeleine, à la lueur de la lampe, au milieu de doux entretiens. Ils causèrent de Valtravers, de la marquise, du bon chevalier, et aussi de ce soir d'automne où, pour la première fois, ils s'étaient rencontrés, Maurice à cheval, Madeleine victime des scélératesses de Pierrot, assise sur la mousse et pleurant. Ils se plurent tous deux à remettre en scène tous les détails de leur arrivée au château, la petite orpheline au bras du jeune cavalier et ne se doutant pas que c'était son cousin, le cheval marchant derrière, la bride sur le cou et tondant les poussettes nouvelles, la clairière illuminée des feux du couchant, la gaieté du jeune homme quand Madeleine avait parlé du petit Maurice, la grille du parc, les tourelles du joli manoir apparaissant derrière les murs, enfin les deux vieux compagnons se levant sur le perron pour recevoir la jeune étrangère. Ils s'oubliaient à écouter tous ces souvenirs qui gazouillaient dans leur mémoire comme des oiseaux dans une volière. Chez Maurice, étonné du charme qu'il y trouvait, l'accompagnement railleur de la romance de don Juan se faisait encore entendre, mais à rares intervalles, faible et presque aussitôt couvert par le chant. Près de se retirer, il fut obligé de s'avouer que la vie a ses bons quarts d'heure, et la pauvreté ses fêtes tout aussi bien que la fortune. Rentré chez lui, il regarda ses outils sans colère, le portrait de son père avec satisfaction, puis il s'endormit dans une paix étrange, en se disant qu'en fin de compte c'étaient deux bonnes filles que sa cousine et sa sœur de lait. Son sommeil fut calme et profond. Réveillé dès l'aube naissante par la voix de Pierre Marceau, qui saluait le jour et priait Dieu en chantant et en travaillant, il sauta à bas de son lit et se remit résolument à l'ouvrage.

XIII.

Croire Maurice sauvé, se réjouir et chanter victoire, se figurer qu'il ne lui reste plus qu'à tendre la main pour ressaisir la jeunesse et tous ses trésors envolés, serait

s'exposer à de cruels mécomptes et méconnaître en même temps la pensée de Dieu, qui veut que l'expiation précède la réhabilitation, et ne permet pas que l'homme puisse remonter en un jour la colline sainte le long de laquelle il s'est laissé choir. Elle est rude à gravir, cette pente si facile à descendre, et j'en sais de plus forts que Maurice qui se sont arrêtés à mi-chemin, pâles, meurtris, brisés, mesurant d'un œil plein d'épouvante le long trajet qu'il leur restait à faire. Il est vrai que ceux-là n'avaient pas auprès d'eux un ange pour les soutenir, pour essuyer la sueur de leur visage et pour leur montrer le sentier le plus court et le moins escarpé par où les âmes déchues peuvent regagner les célestes sommets.

L'automne touchait à sa fin. Déjà novembre s'avancait, grelottant dans son manteau de frimas, ruisselant de pluie, les pieds dans la boue, le front dans la brume. Pour comprendre tout ce que cette saison amène de sombre tristesse, il faut être seul à Paris, pauvre, sans famille, obligé de sortir pour prendre ses repas, avec la perspective, au retour, de la solitude accroupie au coin d'un foyer avare. Revenu de sa prévention contre la cuisine d'Ursule, forcé par la rigueur de l'hiver à se réconcilier avec la vie de famille, Maurice avait fini par se résigner à dîner régulièrement avec sa cousine. Déjà loin des pures émotions du soir de sa fête, il eut peine à s'accommoder de ces habitudes bourgeoises. Toutefois, quand la bise sifflait et que le givre fouettait les vitres, il ne lui déplaisait pas de pouvoir se dire que son couvert l'attendait à deux pas, dans une salle bien tiède et bien close, où deux figures souriantes ne manquaient jamais de l'accueillir avec empressement. Pour apprécier de telles jouissances, il n'est pas besoin d'être un Grandisson.

Quoique peu somptueux, les repas se passaient encore avec assez d'entrain. Maurice y apportait en général le formidable appétit qu'il devait au travail, et qui le rendait indulgent pour l'ordonnance du service. Ursule connaissait les goûts de son jeune maître ; elle mettait sa gloire à confectionner les plats qu'il aimait. De son côté, Madeleine suppléait au luxe des mets par la grâce de son esprit. Maurice se laissait prendre difficilement à de si poétiques illusions. Pourtant, de loin en loin, il s'émerveillait de cet esprit et de cette grâce à laquelle il était resté si longtemps sans accorder la moindre attention. Ainsi, tout allait bien tant qu'on était à table. Malheureusement les soirées se traînaient avec une désespérante lenteur, non pour Ursule ou pour Madeleine, mais pour Maurice, qui ne savait à quoi les employer. Il est à remarquer que les femmes sont toujours occupées, tandis que les hommes ne font absolument rien des qu'ils cessent de travailler sérieusement. Assises autour de la lampe, Madeleine et Ursule jouaient de l'aiguille et du crochet ; Maurice, les mains dans ses poches, se promenait autour de la chambre d'un air ennuyé. Il allait de l'une à l'autre, examinait leur ouvrage, s'asseyait, se levait, revenait s'asseoir. Même entre les plus belles intelligences, les sujets de conversation ne sont pas inépuisables ; je m'explique très-bien que les hommes aient inventé les cartes et les échecs pour se dispenser de parler quand ils sont ensemble. Depuis le jour où il était entré chez sa cousine avec l'intention de l'outrager, Maurice était devenu moins acéré dans ses discours. Il s'observait et se contenait davantage. Plus d'une fois, sur ses lèvres frémissantes, il avait retenu le trait prêt à partir. Cependant, quoi qu'il pût faire pour se dominer et se vaincre, exaspéré par l'ennui qui a aussi ses colères et ses emportements, il achevait rarement la soirée sans laisser échapper quelque parole amère et blessante. Plus sûre de son empire, Madeleine, au lieu de courber la tête comme autrefois, répondait

alors avec une douce fermeté, dans ce charmant langage que parle la raison lorsqu'elle est tempérée par la grâce et la bonté. De temps en temps, Ursule glissait son petit mot que n'eût point désavoué la servante de Molière. Maurice commençait par s'irriter ; il en venait bientôt à garder un silence boudeur ; quelquefois enfin il ne pouvait s'empêcher de sourire.

Malgré l'angélique bonté, malgré les prévenances empressées de Madeleine, les soirées semblaient encore bien longues à Maurice. Souvent la conversation se brisait et se renouait avec peine. La jeune fille, pour combattre l'ennui, avait prié Maurice de lui faire la lecture ; mais, à cette proposition, Maurice s'était révolté. Dans sa vie oisive et dissipée, il lui était arrivé bien rarement d'ouvrir un livre. Au milieu de ses folles dépenses, il s'était occupé de chevaux, d'équipages, d'ameublements ; il n'avait guère songé à chercher dans la lecture un aliment pour la rêverie ou pour la réflexion. Repoussée une première fois, Madeleine ne se rebuta pas. Un soir, elle remit à son cousin un des ouvrages les plus charmants de la littérature anglaise, le *Vicaire de Wakefield*. On sait avec quelle finesse, avec quelle simplicité touchante, Goldsmith a su, dans ce livre, nous raconter toutes les joies, toutes les angoisses de la famille. Maurice, dans sa profonde ignorance, refusait avec humeur de lire les premières pages. Il demandait à sa cousine si elle le prenait pour un enfant qu'on amuse avec des contes. Madeleine insista doucement, et Maurice, plutôt par impatience que par bonté, pour se débarrasser de ses importunités, commença la lecture de cet admirable récit. Il y a dans la peinture de tous les personnages, dans la manière dont ils sont mis en scène, dans l'artifice avec lequel les moindres circonstances s'enchaînent à l'action, tant de naturel et d'entraînement, qu'il est bien difficile de quitter ce livre avant de l'avoir achevé. Maurice, malgré son dédain superbe pour ce qu'il appelait des contes de nourrice, ne put résister à l'attrait de cette épopée domestique. Déjà ses entretiens journaliers avec Madeleine avaient amolli son cœur et l'avaient préparé à recevoir et à féconder ces germes précieux. En voyant à quelles épreuves sont réservées les destinées les plus obscures, il comprit qu'il y a place pour les vertus les plus élevées, pour les plus héroïques dévouements dans les plus humbles conditions. Il acheva d'une haleine, et remercia sa cousine du plaisir qu'elle lui avait procuré. A compter de ce jour, il ne se fit plus prier. Étonné du charme qu'il trouvait dans ses lectures, il admirait, sans l'avouer, la raison supérieure de Madeleine, il se laissait guider par elle et se sentait devenir meilleur. Le livre une fois fermé, ils échangeaient leurs pensées et leurs sentiments ! Ursule prenait part à la discussion, et ils arrivaient ainsi à la fin de la soirée sans avoir compté les heures.

Pierre Marceau et sa femme venaient de temps en temps passer la veillée chez Madeleine, qui s'était prise d'une amitié sincère pour ce petit ménage. Dans le fond de son cœur, elle voyait en Pierre Marceau l'instrument providentiel de la réhabilitation de Maurice ; elle ne pouvait oublier que, sans lui, Maurice eût peut-être attendu bien longtemps encore l'occasion de se mettre au travail. De leur côté, les deux artisans n'oubliaient pas que c'était à l'intervention de Madeleine qu'ils avaient dû le secours de Maurice, dans une circonstance épineuse où tout leur avenir se trouvait engagé. Ils en gardaient un pieux souvenir, une reconnaissance exaltée. Bien qu'ils se fussent habitués à ses manières, et qu'ils eussent fini par l'aimer, Maurice les effarouchait encore un peu ; mais ils avaient pour Madeleine un véritable culte qui touchait presque à l'adoration. Ils avaient bien vite compris que ces deux jeunes gens, qu'ils croyaient frère et sœur, n'étaient pas à

leur place ; aussi, avec ce tact aimable que l'éducation ne donne pas, apportaient-ils dans leurs relations de voisinage un sentiment de respect et de déférence qui n'ôtait rien à la sincérité de leur affection.

Ils venaient quelquefois, le soir, quand les enfants étaient couchés ; de loin en loin, à la prière de Madeleine, qui aimait à les voir autour d'elle, ils amenaient les chers petits. Maurice s'était élevé d'abord contre l'intrusion des Marceau : du sang aristocratique qu'il avait dans les veines, le pauvre enfant n'avait gardé que l'instinct de l'orgueil et de l'oisiveté. Un jour, devant Madeleine, il parlait d'eux avec mépris. Madeleine, qui se sentait de plus en plus forte et qui n'entendait pas raillerie là-dessus, le regarda pour la première fois avec sévérité. — Allez, lui dit-elle, vous n'êtes qu'un ingrat ! Mais, lors même que ce bon Marceau ne vous eût pas frayé la voie du travail où vous êtes entré, vous devriez encore être fier de toucher la main d'un homme qui a fermé les yeux de son vieux père et qui nourrit sa femme et ses enfants. A ce reproche trop mérité, Maurice, qui, quelques jours auparavant, eût bondi de colère, rougit et se tut.

Un soir, toute la famille était réunie. Thérèse, c'était le nom de la compagne du jeune artisan, avait apporté son ouvrage ; rangées autour de la lampe, les trois femmes travaillaient en conversant à demi-voix. Assis à quelques pas de là, Marceau les observait avec l'expression bienveillante de la force au repos. De temps en temps, Thérèse, sans interrompre sa broderie, levait vers lui ses yeux en souriant ; la figure du jeune ouvrier s'éclairait alors d'une plus douce joie. Accoudé sur la table, une main enfoncée dans ses cheveux, Maurice tourmentait de l'autre les feuillets d'un livre qu'il avait apporté, et dont le choix eût singulièrement étonné Madeleine, si elle eût pu deviner le poison qu'il renfermait. Il avait pris ce soir-là des airs d'ange révolté, triomphant dans le mal, qui préoccupaient singulièrement sa cousine. Avec la sagacité qui lui était habituelle, la jeune fille avait compris aussitôt que ce livre absorbait toute son attention. Curieuse et inquiète, elle pria Maurice de le lire. Il obéit avec empressement.

C'était un de ces romans si nombreux il y a une quinzaine d'années, et qui heureusement deviennent plus rares de jour en jour. On y parlait avec dédain, presque avec mépris, du devoir et de la famille. En revanche, on y exaltait la passion en lui attribuant une mission divine. Dans ce roman, comme dans tant d'autres publiés vers cette époque, le héros, après avoir foulé aux pieds tous les ridicules préjugés dont se compose l'éducation, après s'être posé en face de la société comme un Ajax insultant les dieux, ou plutôt comme un Solon qui devait la régénérer par l'exemple de sa vie, après avoir soutenu contre les institutions une lutte acharnée, finissait par lâcher pied et perdre courage. Désespérant des hommes et des choses, indigné contre une société corrompue, qui refusait de recevoir les lois de son orgueil et les oracles de son génie, pour la punir, il se réfugiait dans le suicide, comme dans le dernier, l'unique asile qui restât ici-bas aux grands cœurs et aux belles âmes. Mais il ne voulait pas s'avouer vaincu ; il essayait encore de cacher sa défaite et son agonie en jetant au ciel et à la terre un cri de rage et de défi. Toutes ces belles choses, qui ont fait l'admiration de toute une génération, étaient écrites d'un style creux, sonore et ronflant, assez pareil à ces toupies que le bon chevalier fabriquait à Nuremberg. Maurice retrouvait dans ce livre l'image fidèle des pensées qui l'avaient longtemps dévoré, et qui, bien qu'assoupies, pouvaient encore se réveiller au moindre souffle imprudent. Aussi son œil s'animait d'un feu sombre et sinistre ; sa voix prenait peu à peu un accent

terrible et menaçant. Il s'était si bien identifié avec le héros dont il lisait les imprécations, qu'il croyait parler en son nom ; le génie du mal l'avait ressaisi tout entier. Madeleine l'écoutait en frissonnant, Thérèse avec un naïf étonnement, Ursule d'un air passablement goguenard, Pierre Marceau avec l'expression d'une bonhomie un peu railleuse. Quand il eut achevé, Maurice jeta le livre sur la table, et regarda son auditoire d'un air de triomphe et de curiosité. Son regard paraissait les interroger.

— Quel fatras ! dit Ursule, quel ramas de folies ! Quel est ce méchant garment qui s'avise de vouloir régenter le monde, et qui ne sait pas gouverner sa vie ?

— Monsieur, dit Pierre Marceau, c'est toujours un triste héros, celui qui ne trouve rien de mieux à faire que de se tuer. Les hommes de quelque valeur ont toujours un rôle à jouer ; il ne s'agit que de choisir un rôle à sa taille. Moi qui ne suis qu'un ouvrier, j'estime plus haut le travail de mes deux bras que toutes les grandes phrases de ce livre ennuyeux et insensé.

Thérèse confessa ingénument qu'elle n'y avait rien compris. Madeleine se taisait et applaudissait du regard aux paroles d'Ursule, de Marceau et de Thérèse. Abasourdi par l'étrange succès de sa lecture, Maurice prit son chapeau et sortit.

Toutefois, cette soirée ne fut pas perdue pour Maurice. Resté seul avec lui-même, après avoir donné cours à sa colère, après avoir qualifié, comme on peut se l'imaginer, l'intelligence d'Ursule, de Thérèse et de Marceau, après avoir épuisé contre eux toutes les épithètes que pouvaient lui fournir le dédain et l'humiliation, il fut amené bon gré, mal gré, à reconnaître qu'ils avaient pris en main la cause du bon sens. Plus tard il retrouva chez Madeleine Marceau et sa femme. En voyant leur calme et leur bonheur, il apprit à les aimer. Les enfants mêmes, qui d'abord avaient excité son impatience et son humeur, éveillèrent en lui une tendresse inattendue. Il les prit sur ses genoux, les couvrit de caresses, et entrevit, en les embrassant, toutes les joies de la famille.

Ainsi ce jeune homme remontait le flot bourbeux qui l'avait entraîné. Encore quelques efforts, il allait toucher le rivage ; il secouait la fange de ses pieds et s'élevait vers les régions sereines.

Cette existence laborieuse et retirée avait ses distractions et ses plaisirs ; Maurice et Madeleine allaient quelquefois au théâtre. Un soir, ils se trouvaient à l'Opéra. On donnait *Guillaume Tell*. Maurice, dans ses jours d'éclat, n'avait jamais passé une soirée à l'Opéra sans éprouver un profond ennui. Au milieu des propos frivoles de ses compagnons de folie, c'est à peine s'il avait entrevu ce qu'il y a d'enivrant dans la musique, dans cette forme de l'imagination si vague et pourtant si riche ; jamais les accents d'une voix mélodieuse ne l'avaient transporté dans les régions idéales de la passion et de la rêverie. Maintenant, assis près de Madeleine, seul avec elle, car personne, dans la foule attentive qui les environnait, ne lui envoyait un regard ami, il écoutait le dernier chant de Rossini comme une langue nouvelle dont le sens se révélait à lui pour la première fois. Les premières mesures l'avaient délicieusement ému ; il se sentit avec étonnement pénétré d'enthousiasme et de sympathie pour ce beau poème. Les sanglots d'Arnold, au moment où il apprend la mort de son père, réveillèrent en lui le souvenir de son père, mort sans qu'il eût pressé une dernière fois sa main défaillante. Le serment des cantons conjurés pour la commune délivrance éveilla dans son cœur

une fibre jusque-là muette, l'amour de la patrie et de la liberté. Toutes les saintes pensées se tiennent par la main; lorsque l'une d'elles s'est emparée de notre conscience, elle appelle ses sœurs d'un signe mystérieux, et lui ouvre la porte de son nouveau domaine. Maurice ne put s'empêcher de faire sur lui-même un retour triste et sévère. Il se demanda ce qu'il avait fait pour son pays, ce qu'il avait fait pour sa famille. Il échangeait avec sa cousine quelques rares paroles; mais, au son de sa voix, à son regard distrait, Madeleine comprenait bien que sa pensée n'était pas sur ses lèvres : elle craignit de le troubler et ne lui parla plus.

Ils revinrent tous deux par une nuit étoilée, s'entretenant de leurs émotions. En écoutant Madeleine, Maurice découvrait de nouvelles sources d'admiration qui lui avaient échappé. De retour au logis, dominé par l'impression profonde de la représentation, il ne quitta pas sa cousine pour s'enfermer chez lui; il ouvrit la fenêtre et demeura quelques instants à contempler le ciel, dont la sérénité était descendue dans son cœur. Puis il vint s'asseoir près de la jeune Allemande, qui, pour couronner dignement cette poétique soirée, le pria de lui lire le *Guillaume Tell* de Schiller. Il obéit avec joie. A peine eut-il lu quelques pages, sa voix, transformée comme par enchantement, prit un accent d'oraison que Madeleine écoutait avec ivresse. A mesure qu'il avançait dans le récit de cette merveilleuse délivrance de tout un peuple, il semblait se transfigurer. Son front s'éclairait d'une douce lueur, son regard s'animait d'une céleste espérance. Le vieil homme s'effaçait, et Madeleine contemplait avec orgueil l'homme nouveau qu'elle avait devant elle. Cette soirée devait être féconde.

En comprenant l'étendue de ses devoirs, Maurice ne s'abusa pas sur la valeur de ses facultés, car Madeleine avait l'art de l'exciter et de le contenir tour à tour. Il ne s'exagéra donc pas l'importance du rôle qu'il avait à jouer. Assez de gens, Dieu merci, se croient appelés à diriger le char de l'état; Maurice eut le bon sens de ne pas en vouloir grossir le nombre. Il se tint prudemment à sa place, sentant bien qu'il n'est pas donné à tous de conduire les affaires publiques, mais que le devoir de tous est de s'y intéresser. A partir de ce jour, il suivit avec une ardente sollicitude la marche des événements, et son cœur ne fut plus fermé à ces sentiments d'honneur et de gloire qu'autrefois il avait tant raillés.

Grâce à son travail, Maurice jouissait déjà d'une sorte d'aisance. Madeleine, dans des temps plus heureux, avait étudié la musique et savait chanter avec goût. Maurice ne l'avait pas oublié, et comme pour remercier sa cousine des soins qu'elle lui avait prodigués, surtout pour reconnaître la patience angélique avec laquelle elle avait supporté sa colère et sa dureté, il lui donna un piano. Ce fut une grande fête pour Madeleine. Ce présent inattendu donna une vie nouvelle à leurs petites réunions de famille. Souvent Madeleine rassemblait autour d'elle Pierre Marceau, sa femme et ses enfants, qui l'écoutaient avec ravissement. Maurice aussi se plaisait à l'entendre.

Un soir, il était seul avec elle. Madeleine feuilletait un cahier placé sur le piano; c'était un recueil de mélodies de Schubert : elle choisit une des plus belles et des plus touchantes, *l'Adieu*. Ce que j'aime surtout dans ces compositions, c'est qu'elles ne supportent pas la médiocrité. Rendues fidèlement, elles nous ravissent en extase ou nous bercent dans une délicieuse rêverie; chantées sans intelligence, avec une exactitude purement littérale, elles nous plongent dans un ennui sans fond. C'est une pierre de touche qui trompe rarement : pour émouvoir et charmer en chantant les mélodies de Schubert, savoir la musique ne suffit pas; il faut une âme de

poète. Madeleine sentait profondément ce génie divin ; elle savait rendre avec simplicité tout ce qu'elle sentait. Sa voix n'avait pas un grand volume, mais elle était d'un timbre pénétrant ; on ne pouvait l'entendre sans émotion. Elle dit *l'Adieu* avec une mélancolie si touchante, que Maurice fut attendri.

Il leva les yeux sur elle, et pour la première fois de sa vie il comprit qu'elle était belle ; non pas, je l'ai déjà dit, qu'elle offrit à la statuaire un type complet de perfection, mais son âme charmante rayonnait dans ses yeux, ses lèvres mélodieuses avaient une grâce qu'aucune parole n'aurait pu traduire. Jusqu'alors Maurice n'avait pas séparé la beauté de la volupté ; il confondait l'admiration avec le désir ; savait-il seulement ce que c'est qu'admirer ? Un sens nouveau venait d'éclore en lui. Il contempla Madeleine dans une extase presque religieuse, comme un pèlerin agenouillé devant une madone.

JULES SANDEAU.

(*La fin au prochain numéro.*)



CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 juillet 1846.

Nous sommes en pleine polémique électorale. Si réel que soit le calme du pays, les partis n'en ont pas moins une bruyante animation. C'est une des nécessités du gouvernement représentatif que le retour périodique, à chaque élection générale, de ces luttes, de ces déclamations. Les passions bonnes et mauvaises ont ainsi leur part faite d'une manière constitutionnelle. Il est même remarquable qu'à ces époques de renouvellement parlementaire, l'initiative des attaques ardentes est souvent prise par le pouvoir. Une dissolution de chambre, une élection générale, ouvrent toujours une crise redoutable pour un cabinet, quelque sécurité qu'il affecte. Le ministère sent alors le besoin de raffermir, d'enflammer le zèle de ses amis. Il se mettra à célébrer les mérites de sa politique, et il attaquera vivement les opinions de ses adversaires. Ainsi provoquée, l'opposition répond par des cris de colère, elle enveloppe dans une réprobation sans réserve tous les actes du ministère qui l'accuse devant le pays, et c'est de part et d'autre une égale explosion d'invectives et d'emportements.

Tel est dans ses traits principaux l'inévitable programme d'une élection générale, et ce qui se passe aujourd'hui s'y trouve conforme à peu de chose près. Dès que l'ordonnance de dissolution a été promulguée, le ministère a interpellé les électeurs; il leur a demandé, par l'organe de ses amis les plus dévoués, s'ils voulaient, en deux jours de scrutin, anéantir les résultats de six années d'une politique réparatrice. — Le sort du pays est entre leurs mains. Ils perdent la France, s'ils ébranlent le ministère; ils la sauvent, si par leurs votes ils l'affermissent et lui assurent un long avenir. — Voilà le thème. On le varie sur tous les tons, soit par de brillants panégyriques de la politique du cabinet, soit par de véhémentes attaques contre l'opposition. Pas une faute n'a été commise par le ministère durant le cours de six années : il a toujours été à la hauteur des circonstances et de ses devoirs; loin d'avoir failli quelquefois, il n'a jamais faibli! Tout au contraire, il n'est pas une pensée, une théorie de l'opposition qui ne conduise à une crise intérieure et à une crise européenne! Le triomphe de l'opposition serait inséparable du réveil de l'anarchie et de la menace d'une guerre générale! Les conséquences d'un pareil exposé sont flagrantes : le corps électoral doit repousser

tous les candidats de l'opposition, à quelque nuance qu'ils appartiennent; il doit accroître indéfiniment la majorité qui a soutenu un ministère auquel la France a tant d'obligations.

Toutefois, au milieu même des éclats d'un zèle si fougueux, d'autres amis du ministère, plus avisés, plus prévoyants, disent, tout bas il est vrai, qu'il ne serait pas bon pour le cabinet d'avoir dans la chambre prochaine une majorité trop forte. Il pourrait alors se livrer à des entreprises, se passer des fantaisies qui, pour l'avenir, ne seraient pas sans péril. Il serait à craindre qu'en présence d'une chambre trop complaisante, le pays ne finit par se charger lui-même du rôle de la résistance, et qu'à une autre époque une réaction générale ne vint renverser non-seulement tel personnage ministériel, mais les bases même de la politique qui triomphe aujourd'hui. — Le ministère goûte peu de semblables considérations, et ce n'est pas là le danger qui le préoccupe. Il croit au contraire qu'il ne saurait compter autour de lui trop d'appuis, trop de dévouements. Il se rappelle à quelles aventures fâcheuses l'a exposé dans de graves conjonctures la faiblesse numérique de sa majorité, et il ne veut plus retomber dans un inconvénient qui lui a causé de si pénibles émotions. Aussi, entre un conservateur indépendant par sa fortune, sa situation, son caractère, et un candidat qui lui devra tout, son existence administrative aussi bien que son siège au parlement, ne cache-t-il pas ses préférences; elles sont pour le dernier candidat, sur la reconnaissance duquel, en toute occasion, il pourra tirer à vue. Le ministère pense qu'on a des majorités triomphantes plutôt avec la quantité des votes qu'avec la qualité des votants. Ce point de vue ne saurait être celui des électeurs, et voilà comment des luttes intestines peuvent avoir lieu dans le cercle de la même opinion. Naturellement les électeurs aiment mieux porter leurs suffrages sur des hommes considérables: ici leur intérêt s'accorde avec leur dignité. Aussi est-il probable qu'en maints endroits le corps électoral nous enverra des hommes indépendants et nouveaux: envers eux, le ministère a la défiance qu'inspire l'inconnu.

Si les apologistes du cabinet ne se font pas faute d'impétueuses sorties contre l'opposition, faut-il être surpris que celle-ci n'ait pas la répartie moins vive et la personnalité moins amère? L'opposition s'est donné le plaisir de passer en revue tous les actes de la politique ministérielle depuis quatre ans. Elle a insisté sur toutes les fautes, sur toutes les faiblesses diplomatiques qui, dans l'enceinte des chambres, ont soulevé de vifs débats. Elle a refusé de prendre au sérieux la circulaire adressée aux préfets par M. le ministre de l'intérieur, non qu'elle ne reconnaisse que cette pièce ne soit en elle-même conforme à tous les principes constitutionnels, mais elle dit qu'on a deux langages: l'un pour la publicité, l'autre pour les confidences et les instructions intimes. Tout cela est peu poli; mais les convenances ont-elles été mieux gardées dans les attaques dont le centre gauche et la gauche dynastique ont été l'objet? Et s'il y avait à donner la palme de l'invective, ne pourrait-on pas dire que les journaux du gouvernement laissent souvent bien loin derrière eux les journaux de l'opposition? On n'a qu'à lire les factums publiés depuis quelques jours contre le président du 1^{er} mars.

Voilà le gros de la bataille. Trois minorités se dessinent sur le second plan comme des groupes isolés: les radicaux, les légitimistes et les catholiques, non pas les trente-trois millions de catholiques que renferme la France, mais les catholiques de M. de Montalembert, — ils occupent moins de place. Dans l'attitude des radicaux, il y a de la réserve. Les hommes les plus ardents de l'opinion dé-

mocratique eussent désiré qu'un manifeste solennel proclamât dans toute leur franchise les principes du parti ; mais pouvait-on s'entendre pour la rédaction d'un pareil programme ? Le radicalisme a ses nuances, ses divisions, son côté droit et son côté gauche. On s'est donc arrêté à un moyen terme. Un comité, qui se donne pour le représentant des électeurs de l'opposition du département de la Seine, a publié une circulaire dont les rédacteurs ont eu l'intention évidente de se montrer hommes modérés et pratiques. Il n'est pas question, dans cette circulaire, de doctrines, de théories radicales ; on s'y place au milieu des faits, on y propose des réformes modestes, comme la réunion de tous les électeurs d'un département au chef-lieu, et l'augmentation du nombre des électeurs par l'adjonction de la seconde liste du jury. N'est-ce pas là un remarquable symptôme de modération et de prudence ? Cette fois le parti radical a su juger sainement l'état de la société et sa propre situation. Il a compris que, pour ne pas perdre toute influence, il devait accepter et reconnaître le pays légal, tel que l'a fait la charte de 1830.

Plus encore que les radicaux, les légitimistes ont cette position singulière, de ne pouvoir se présenter, se grouper comme un parti distinct, sans qu'ils ne voient sur-le-champ la grande majorité du pays s'éloigner d'eux. La France ne veut pas du parti, et en même temps elle a de l'estime, de la considération pour les hommes honorables et sincères que la révolution de 1830 a pu blesser dans leurs affections et leurs souvenirs. On a annoncé que les élections de 1846 amèneraient sur les bancs de la chambre un plus grand nombre de légitimistes. Si l'événement donne raison à cette conjecture, il prouvera que de ce côté les opinions se transforment et se tempèrent de plus en plus. On n'obtient pas la députation sans une candidature franchement avouée. Soutenir ouvertement une candidature, c'est accepter, au moins en apparence, la charte de 1830, les faits et les hommes du régime actuel, et bientôt l'apparence conduit à la réalité. On n'est pas candidat sans se mettre en rapport avec toutes les opinions, avec toutes les influences ; viennent alors les transactions, les tempéraments, et l'homme qui paraissait le plus inflexible se trouve insensiblement modifié par le milieu politique où il est entré. Il est d'ailleurs quelque chose de supérieur à tous les préjugés, à tous les regrets : c'est le double intérêt du propriétaire et du chef de famille. Le possesseur d'une grande fortune est le défenseur naturel de l'ordre social, et il manque rarement à ce devoir. L'avenir des enfants ne permet pas non plus aux pères de se tenir éternellement éloignés du mouvement social et de la vie politique. C'est ainsi que l'irrésistible puissance du temps et des choses ramène au centre commun tout ce qui tendait à s'en écarter : elle exerce une bien autre autorité sur les esprits des légitimistes que certain journal avec sa démagogie carliste et le remède héroïque du suffrage universel.

Il est une nouveauté dont les élections de 1846 doivent, à ce qu'on assure, nous donner le spectacle : c'est l'intervention du clergé stipulant pour lui-même. Depuis trois ans, la question de la liberté religieuse a remué les esprits, et nous avons été les témoins d'une agitation intermittente dont les auteurs voudraient aujourd'hui transporter dans l'arène électorale les vivacités et les exigences. Ce serait quelque chose de fort grave que l'immixtion de l'église dans les débats électoraux. Sous la restauration, l'écueil de l'église fut sa solidarité avec un gouvernement inhabile et aveugle. Aujourd'hui elle trouverait un autre danger dans une alliance avec des partis, dans une complicité compromettante avec certaines passions. Sans doute l'église n'est jamais au fond préoccupée que d'elle-même, seule-

ment elle pourrait prendre des moyens qui l'écarteraient du but auquel il lui est permis d'aspirer. Ce but, nous le voyons dans une influence sociale raisonnable et légitime; mais il ne saurait être dans un rôle politique qui la mêlerait aux partis et peut-être aux factions. La situation est délicate pour l'église; elle est au milieu d'une société paisible et bienveillante, en face d'un gouvernement empressé à lui complaire. Elle commettrait une lourde faute, si, dans des circonstances aussi favorables, elle prenait une attitude belliqueuse. A quoi bon? Est-elle, nous ne dirons pas persécutée, mais froissée en quelque chose qui ait de l'importance? Que l'église ait des désirs qui ne soient pas encore satisfaits, qu'elle songe à étendre son autorité, ses enseignements, à multiplier ses lévites, on le conçoit; nous comprendrions moins qu'elle mît de côté toute circonspection, toute sagesse, pour marcher à l'accomplissement de ses desseins avec une impétuosité juvénile qui risquerait de tout perdre.

L'église avouera-t-elle M. de Montalembert et son nouvel écrit *du Devoir des catholiques dans les prochaines élections*? Fera-t-elle cause commune avec les catholiques effervescents qui proclament vouloir imiter M. Cobden et marcher à la conquête de la liberté religieuse, comme l'auteur de la ligue contre les lois des céréales a conquis la liberté commerciale? Le jeune pair, dans son fougueux manifeste, ne défend pas tant l'église actuelle avec ses conditions légales d'existence qu'une église idéale construite par son imagination. En effet, les témoignages de gratitude et de générosité dont l'état n'est pas avare envers le clergé irritent M. de Montalembert. L'administration donne-t-elle des tableaux d'église, des ornements et des orgues, cette munificence n'est aux yeux de M. de Montalembert qu'une odieuse corruption. Quand le gouvernement décerne aux membres les plus éminents du clergé la décoration de la Légion d'honneur, cette distinction devient, dans l'esprit du jeune pair, une dérision, un mépris des plus hautes convenances. Enfin, si M. de Montalembert loue les évêques qui se sont montrés les plus ardents dans la polémique religieuse, il prophétise la décadence future de l'épiscopat, il pressent que le gouvernement, à l'aide de la prérogative que le concordat lui concède, pourra venir à bout, par ses choix, de créer au sein de l'épiscopat français un parti dévoué à sa politique et docile instrument de ses ruses. Que veut dire aussi M. de Montalembert par « ces béates satisfactions de sacristie, par ces vertus d'antichambre que pratiquaient nos pères, et que nous prêchent ceux qui nous exploitent? » Étrange défenseur de l'église qui a des paroles outrageantes pour ceux dont il a embrassé la cause!

C'est que M. de Montalembert est surtout mené par ce que nous appellerons un fanatisme d'imagination. Sur toute autre question que la question religieuse, le jeune et brillant orateur du Luxembourg montre des idées pratiques, un esprit d'ordre et de gouvernement. Dans ces derniers jours encore, il a pris une part tout à fait remarquable aux débats par lesquels la chambre des pairs a clos sa session. Dès qu'il s'agit de l'église, M. de Montalembert, par une métamorphose malheureuse, devient utopiste et révolutionnaire. A travers les développements de sa rhétorique passionnée, à travers les flots d'amertume qui débordent dans son dernier écrit, voici la pensée qui domine, qui met à M. de Montalembert la plume, nous dirions volontiers les armes à la main. En France, l'église du moyen âge, l'église de Bossuet, ont également disparu. Aujourd'hui l'église est sous le joug des lois successivement rendues depuis environ soixante ans; ce joug, elle doit le secouer; elle doit conquérir sa complète indépendance en se servant des institu-

tions et des mœurs de la liberté pour lesquelles, il est vrai, elle a très-peu de sympathie, mais qui peuvent être un fort utile instrument. Voilà l'idéal que poursuit le poétique historien de sainte Élisabeth. Il ne faut donc pas s'étonner s'il n'a pour le concordat et pour tout notre droit public qu'aversion et mépris, s'il ne parle qu'avec le plus virulent dédain de tous ceux qui comme lui ne font pas litière des principes anciens et modernes de notre législation. M. le duc de Broglie n'est pas plus épargné que M. Thiers; M. Odilon Barrot est immolé à côté de M. Dupin. Nous parlions tout à l'heure de l'amertume de M. de Montalembert; il s'y complaît, il l'élabore, il la distille avec une lenteur toujours cruelle, parfois prétentieuse. Dans des temps difficiles, dans une époque de persécution, cette amertume pourrait paraître du courage; aujourd'hui, au sein de la quiétude profonde dont jouit l'église, elle n'est qu'une fantaisie, et c'est pourquoi ce qu'écrit M. de Montalembert sur ces matières a toujours plus d'éclat littéraire que de gravité. Mais nous oublions que c'est cette quiétude qui indigne la conscience du publiciste catholique; il l'appelle une fausse paix; c'est une expression qu'il emprunte à saint Jérôme, *pax ficta*. M. de Montalembert veut la guerre, il en proclame la sainte nécessité, il annonce au gouvernement et au pays que lui et ses amis ont assez de puissance pour troubler éternellement le repos public, tant qu'on ne leur aura pas accordé tout ce qu'ils réclament. Heureusement ces imprudentes paroles sont adressées à une société assez sûre d'elle-même et assez forte pour accueillir ces terribles menaces avec un sourire indulgent.

Revenons à la réalité. Pour la première fois l'église interviendra-t-elle dans les élections? Elle le peut de deux manières : par les membres du clergé, ou par les laïques. Nous ne croyons pas que nos prêtres veuillent, comme en Irlande et en Belgique, s'adresser directement aux électeurs et les conduire eux-mêmes au scrutin; ils savent trop bien qu'en dehors du sanctuaire et dans l'arène politique leur autorité, leur caractère, risqueraient d'être méconnus. Restent les laïques, qui peuvent, comme électeurs, imposer aux candidats des conditions spéciales en matière de liberté religieuse. C'est leur droit. Maintenant dans quel esprit sera-t-il exercé? C'est à quoi la France ne laissera pas que d'être fort attentive. Le danger que court l'église dans les élections est d'être représentée par des brouillons, par des faiseurs, qui donneraient aux intérêts pour lesquels ils prétendraient stipuler un vernis démagogique. Au siècle dernier, l'église s'est étrangement fourvoyée dans les bondoirs; qu'elle ne se laisse pas aujourd'hui entraîner dans les clubs!

Ne sortirons-nous jamais des exagérations? Les uns, ministériels jusqu'à l'enthousiasme, voudraient qu'aux élections la majeure partie de l'opposition constitutionnelle restât sur le champ de bataille. Dans les rangs contraires, on excommunie la majorité en masse; on demande aux électeurs de la décimer. Cette exaltation, ces injustices réciproques, ne seront pas partagées par le corps électoral, et ceux qui s'y abandonnent tiennent trop peu de compte de l'état moral du pays, qui paraît peu disposé à se prêter à ces proscriptions systématiques qu'on lui demande dans des intérêts plus personnels que publics. pour nous, qui nous attachons à garder au milieu de ces préoccupations et de ces animosités un jugement droit et calme, nous ne saurions assigner aux élections comme résultat désirable ni l'immobilité, ni une secousse violente. La France ne veut ni de l'une ni de l'autre. Aussi ne trouvons-nous pas de base vraie et solide à la polémique électorale qui puise ses inspirations dans ces deux

tendances que nous blâmons également. Demander au corps électoral d'élire une chambre qui abandonne toutes les traditions, tous les précédents de l'ancienne majorité, pour y substituer brusquement d'autres principes, c'est une prétention à laquelle résistera le bon sens du pays. Il n'est pas plus raisonnable d'inviter les électeurs à renvoyer aveuglément au Palais-Bourbon la même majorité, et à repousser avec obstination ceux qui pensent que le gouvernement et les chambres ont à introduire dans leur politique des modifications nécessaires et des développements féconds. Sur ce point, les représentants d'une sage et habile opposition ne sauraient être trop affirmatifs, trop explicites. Il leur appartient de dire, de prouver à leurs électeurs, au pays, qu'ils ont dans des sujets essentiels, dans des questions vitales, des vues larges et positives. La liberté commerciale combinée avec la protection de l'industrie indigène, la liberté religieuse sagement entendue et conciliée avec les droits inaliénables de l'état, l'éducation et le bien-être des classes laborieuses, ces problèmes et bien d'autres encore appelleront de plus en plus l'attention et les études des hommes politiques. On se disputera sur ce terrain l'influence et le pouvoir. Si on ajoute à ces travaux législatifs les difficultés nombreuses qui pourront surgir des complications extérieures, il est évident que tout appelle une chambre qui sache se montrer progressive sans esprit révolutionnaire, qui sache sauvegarder dignement les intérêts et l'honneur de la France sans alarmer l'Europe. Il y a quelques jours, un des organes les plus distingués de la politique ministérielle disait de la dernière chambre qu'elle avait su gouverner. Puisse avec plus de raison le même éloge être adressé plus tard à la chambre que dans quinze jours vont nommer les électeurs ! La France a besoin d'une chambre qui gouverne, et, pour bien gouverner, une assemblée doit réunir dans son sein tout ce qui dans le pays a force, crédit, autorité, avenir. Ainsi donc pas d'exclusions étroites, de défiances sans fondement. Plus la chambre sera l'expression, l'image du pays avec ses instincts, ses idées, ses besoins, plus grande sera sa puissance morale, plus enfin elle gouvernera.

La nécessité de transformer, d'élever la politique suivie depuis quatre ans est si incontestable, qu'elle préoccupe le ministère lui-même. On lui prête de grands desseins. Il voudrait, dans la prochaine session, prendre l'initiative de mesures et de lois importantes. L'exemple de sir Robert Peel piquerait l'amour-propre de nos hommes d'état. Comme sir Robert Peel, M. Guizot se proposerait désormais d'entraîner à sa suite le parti conservateur dans la voie de sages réformes, d'utiles innovations. Aux triomphes de l'orateur, M. le ministre des affaires étrangères ambitionnerait de joindre l'honneur plus solide pour un homme politique d'attacher son nom à quelque grand acte. L'Algérie attire toute l'attention de M. Guizot. Ses amis assurent qu'il a commencé de cette épineuse et vaste question une étude qu'il veut cette fois mener jusqu'au bout. D'ailleurs, quand il se représentera devant les chambres, un titre nouveau aura sans doute agrandi ses attributions et sa responsabilité, car il faut croire que M. Guizot aura enfin la présidence officielle du conseil, que M. le maréchal Soult veut absolument résigner. Peut-être alors aura-t-il aussi quelques collègues nouveaux qui recueilleraient la succession de MM. Lacave-Laplagne et Martin du Nord, qu'on dit depuis longtemps fatigués et soupirant après quelque belle retraite. Au reste, tous ces arrangements sont subordonnés au résultat des élections ; tout est en suspens ; on attend avec anxiété ce qui sortira du scrutin qui va s'ouvrir sur tous les points de la France. Il est une réflexion qui ne saurait échapper aux électeurs. Puisque tout le monde, oppo-

sition et ministère, hommes et partis de toutes les nuances, tombe d'accord que le moment est venu d'entrer dans une ère d'habile initiative et de sage progrès, il faut donc que le corps électoral, qui va renouveler la représentation du pays, préfère partout le talent à la médiocrité, la fermeté du caractère, l'indépendance de la fortune à la souplesse d'un dévouement besogneux ; il faut que, pour une œuvre nécessaire, il envoie les meilleurs ouvriers. Nous n'avons qu'un désir, c'est que les électeurs déposent leur bulletin dans l'urne sous l'inspiration de cette pensée, qui n'est pas une pensée de parti, mais l'expression, le vœu de l'intérêt commun.

Les choses se sont passées en Angleterre et en Amérique de la façon qu'on prévoyait. Le ministère Peel s'est retiré en annonçant aux chambres pour suprême résultat de sa politique la conclusion pacifique des négociations relatives à l'Orégon, prélude assez certain d'un accommodement ultérieur entre les cabinets de Washington et de Mexico. Lord John Russell, plus heureux qu'il y a six mois, a formé rapidement son administration et pris déjà le pouvoir en main. Soutenu par la force des circonstances qui l'appelaient nécessairement aux affaires, le chef du parti whig a dû toutefois se donner encore bien des soins pour organiser sa victoire ; son installation, si naturelle qu'elle fût, est cependant une preuve nouvelle de cette adresse qu'il apporte au maniement des difficultés parlementaires.

Il lui fallait d'abord résoudre certaines questions de personnes qui avaient déjà, cette année, divisé son propre camp et contribué au mauvais succès de sa première tentative ; il fallait convaincre lord Grey que lord Palmerston avait fait un ferme propos de sagesse, il fallait le persuader que lord Palmerston ne pouvait pas accepter un autre département que celui des affaires étrangères. Ajoutons, pour être justes envers tout le monde, que lord Palmerston lui-même avait su fort à propos distribuer partout des politesses significatives en dédommagement de ses vivacités de 1840. Chacun remplissant ainsi son devoir d'homme politique, lord Melbourne et M. Francis Baring restant en dehors de la combinaison pour la faciliter, lord John Russell a tiré tout le service possible de ses amis, et le cabinet whig compte dans son sein deux représentants de cette indispensable famille des Grey : lord Grey à la direction des colonies, sir George Grey à celle de l'intérieur.

La position de l'illustre *leader* en face des partis n'était pas moins délicate. Les protectionnistes triomphants affichent une grande importance, et semblent croire que les whigs leur gardent la place ; d'autre part, sir Robert Peel, tout en exprimant le vœu d'une réforme complète pour l'Irlande, s'est abstenu de se prononcer sur l'exécution, et peut encore se jeter avec les siens du côté qu'il voudra, suivant les occurrences ; enfin les radicaux, les Irlandais *repealers*, les meneurs de l'agitation dans le parlement et dans le pays, avaient droit d'attendre quelque obligeance d'un ministère très-redevable à la leur, et pourtant ce n'était pas en cédant beaucoup à ceux-là que l'on obtiendrait beaucoup des tories. Ces diverses exigences se produisirent tout de suite au moment de la composition du cabinet, d'autant mieux d'ailleurs que les whigs ont toujours passé pour gouverner en famille, et qu'on eût été bien aise de rompre cette oligarchie traditionnelle en la contraignant à s'allier des éléments nouveaux. Lord John Russell est habilement sorti de ces complications ; il a prié lord Wellington de rester le chef de l'armée, ainsi que cela s'était déjà vu en 1827, et, quelles qu'aient été les réserves du noble duc, si formellement qu'il ait abdiqué la vie politique, il est impossible que sa présence ne rassure pas les conservateurs contre cette ardeur d'innovations

précipitées qu'on reproche encore aux whigs par habitude, même après les révolutions expéditives de sir Robert Peel. Celui-ci s'est, du même coup, trouvé mis en demeure de la manière la plus décisive : lord John Russell est venu franchement lui demander son appui, admettant à la fois le programme et les hommes du cabinet qu'il remplaçait, et offrant trois sièges dans le sien pour lord Dalhousie, lord Lincoln et M. Sydney Herbert. On n'a point accepté. Sir Robert Peel, tout en donnant l'assurance de ses bonnes intentions, a cependant répondu en termes généraux qui laissaient supposer une certaine froideur, et les ministres whigs n'ont pu s'empêcher d'en manifester quelque ressentiment ; mais la stratégie de lord John Russell n'en a pas moins eu son effet, et il a bien assez prouvé que c'était sa propre politique qu'il reprenait des mains de sir Robert pour qu'il soit difficile à sir Robert de la contre-carrer très-directement.

Restaient les hommes de la ligue, M. Cobden et M. Villiers, les véritables vainqueurs du jour, dont il n'était possible de méconnaître ni les titres ni l'influence : il était, d'autre part, fort embarrassant de les amener à des fonctions officielles par une route si différente de celle qui d'ordinaire y conduit, et il y avait une responsabilité réelle à récompenser ainsi l'agitation extra-légale. Ni M. Cobden ni M. Villiers n'ont voulu tourner les circonstances à leur profit, et les égards dont on les a comblés, en proclamant bien haut leur désistement, témoignent avec une naïveté singulière de l'ennui qu'ils eussent causé en ne se désistant pas. On avait surtout peur de M. Cobden, l'*homo novus* par excellence : sous air de regretter que sa fortune et sa santé ne lui permissent point de participer encore au pouvoir, on affecta de répéter d'un ton de bienveillance aristocratique que M. Cobden était parfaitement en état d'entrer dans une compagnie de gentlemen anglais, quel que fût leur rang et leur condition sociale. Les démocrates de la ligue n'ont pas été insensibles à ces compliments, et lord John Russell a tout terminé en réservant à des membres d'une opposition plus avancée que la sienne quelques-unes de ces places secondaires dont les titulaires changent à chaque révolution ministérielle, et dont le nombre constitue une force de plus dans le parlement comme dans les affaires.

Le cabinet whig, maintenant organisé, va passer des questions de personnes aux questions de pratique ; il semble qu'il y ait en ce moment une convention tacite pour lui laisser champ libre et libre jeu, *a fair play*. Sir Robert Peel cependant n'a pas voulu se montrer plus généreux que de raison envers ses successeurs : il leur a légué la *grande difficulté* plus expressément qu'elle n'a jamais été léguée à aucune administration ; il leur a presque dicté les termes dans lesquels ils auront à traiter avec l'Irlande. Les intentions des whigs étaient assurément libérales ; l'ancien chef des tories les a condamnés à réaliser leurs intentions par des moyens radicaux ; il n'est plus ni demi-mesures, ni palliatifs possibles. L'égalité absolue, l'égalité politique et religieuse entre l'Irlande et l'Angleterre, voilà le but immédiat assigné dès l'abord au ministre qui arrive par le ministre qui s'en va. Le magnifique éloge décerné aux efforts de M. Cobden a pu se prendre pour un encouragement accordé à ceux d'O'Connell ; il semble même que celui-ci ait voulu remercier son adversaire d'autrefois et lui rendre avances pour avances, tant il exalte maintenant ce nom de Peel qu'il a si souvent livré aux grognements des *repeaters*. Tel est le caractère de sir Robert qu'il ne recule devant aucune extrémité, ses résolutions une fois annoncées ; le langage qu'il tint ce jour-là fit assez d'impression dans le public pour qu'on parlât d'une alliance projetée par sir John Russell avec

lord Bentinck, afin de balancer cette étrange alliance que sir Robert paraissait offrir aux radicaux. Le cabinet whig n'a pas heureusement à emprunter un concours si mal assorti, et il faut espérer que cette émulation qui pousse les illustres rivaux de réformes en réformes saura toujours être prudente.

L'Irlande est d'ailleurs aujourd'hui l'objet de si bons sentiments, et tous les partis font si bien assaut de politesse à son endroit, que lord John Russell peut impunément oser beaucoup pour elle. Il ne trouvera guère de résistance que dans le vieux torisme irlandais, sur lequel tout le monde s'entend à rejeter les fautes passées, et ce sera lui qui paiera sans doute les frais de la guerre. C'est tout au plus déjà si les orangistes ont célébré cette année la victoire de la Boyne; le dernier jour de l'*ascendance* protestante n'est certainement pas loin, et de purs tories comme lord John Manners, des conservateurs comme les jeunes membres du cabinet vaincu, M. Herbert et lord Lincoln, sont aussi franchement décidés que les whigs à conspirer la ruine de l'antique système. Pendant que sir Robert Peel défendait ce bill du couvre-feu, qui n'était vraiment qu'une précaution transitoire, lord Lincoln, à peine nommé secrétaire pour l'Irlande dans les derniers jours du ministère tory, se conciliait tout d'abord les sympathies irlandaises en proposant ses bills d'amélioration du fermage; O'Connell le félicitait publiquement, et les fils du grand agitateur, les orateurs du rappel, les radicaux eux-mêmes, et parmi ceux-ci M. Hume, assistèrent au banquet qu'on lui donna pour le complimenter d'un événement si bien inauguré. Par une coïncidence assez piquante, lord Lincoln n'était déjà plus ministre quand la fête eut lieu. O'Connell montre au moins autant de ménagement pour le gouvernement nouveau que de gratitude pour le gouvernement déchu; il y a une modification évidente dans sa propagande, et la surveillance jalouse de la jeune Irlande ne s'y est pas trompée. Il porte toujours bien haut le drapeau du rappel; il le cloue, dit-il, à son mât, mais il en développe peu à peu un autre qui finira par couvrir le vieux pavillon trop usé. Il ne demande plus le rappel comme condition première de son silence ou de son amitié; il réclame un certain nombre de réformes positives, toutes très-praticables avec l'aide des institutions actuelles; puis il ajourne le rappel lui-même jusqu'à ce qu'il soit établi, par cette expérience de plus, que l'Angleterre ne peut point accomplir ces réformes à elle seule, et qu'il faut pour administrer l'Irlande un parlement irlandais. Qu'arrivera-t-il cependant si le parlement anglais suffit à la tâche et répond à ces provocations par un succès? Le savant praticien s'est échappé jusqu'à le dire: « On pourra désertir alors la cause du rappel, puisqu'il n'y aura plus de griefs, et j'inviterai le peuple irlandais à faire halte. »

Lord John Russell est homme à profiter de toutes ces chances favorables; mais, il ne faut pas s'y tromper, le problème est grave et touche aux fondements de la constitution britannique. Le bill des sucres, qui passera tôt ou tard, n'est rien à côté de ces bills qu'il faudra soutenir pour amener l'Irlande sur ce terrain d'égalité dont on lui promet l'investiture. Il faudra faire un pas de plus et un grand pas sur cette route où les institutions anglaises vont si rapidement désormais rejoindre les nôtres; les libertés anglaises n'étaient que des privilèges, il faut qu'elles deviennent les droits de tous; l'histoire du renversement progressif de la véritable constitution serait la plus curieuse et la moins connue qu'on pût raconter. La régénération de l'Irlande doit y ajouter un chapitre de plus, et un chapitre plus considérable encore que la loi des céréales; il y aura là du moins un gage plus essentiel donné par l'ancienne société à l'esprit des sociétés mo-

dernes. Qu'on mette plus de députés irlandais au parlement, plus d'électeurs dans les collèges irlandais, plus de francs-bourgeois dans les municipalités irlandaises, ce sera la restauration politique du pays ; que l'on revise ce code de détresse qui réduit le paysan au servage, en armant le propriétaire de toutes les ressources d'une loi impitoyable pour chasser à volonté son fermier, on aura certainement assuré le vivre à des milliers de misérables, et garanti davantage la sécurité publique ; mais que l'on touche seulement à l'établissement ecclésiastique d'Irlande, que l'on réussisse à mettre une partie des immenses revenus du clergé protestant au service d'une *appropriation* quelconque, et la suprématie anglicane aura reçu sa plus rude atteinte : on aura presque défait le vieux système d'une église d'état. On aurait peut-être sujet de penser que déjà lord John Russell commence à poursuivre un résultat si considérable, et les whigs semblent se préparer à quelque grand débat de ce genre. C'est une chose très-digne d'attention que, même en ce pays d'activité pratique, les mouvements de l'opinion se produisent toujours au nom d'un principe, et point au nom d'un fait. Quand on a voulu le pain à bon marché, on a mis en avant le principe général de la liberté du commerce : aujourd'hui, qu'on veut remédier à l'abus le plus criant du régime irlandais, à l'abus ecclésiastique, il se pourrait bien qu'on invoquât le principe général de la liberté religieuse. S'il est en effet un point sur lequel aient, depuis huit jours, insisté tous les organes du parti whig. c'est celui-là ; dans la presse, aux *hustings*, aux communes, les paroles le plus nettes ont à l'avance témoigné d'un concert unanime et d'une décision arrêtée ; il y a mieux, cette idée de liberté religieuse s'est formulée de tous côtés, à propos d'une même question, la plus délicate, la plus complexe, la plus positive de celles qu'elle atteint, je veux dire la question de l'éducation nationale. L'Angleterre en était encore, il n'y a pas bien longtemps, au principe exclusif de l'éducation du peuple par le clergé, et il faut une révolution dont on ne sait ici ni tous les détails ni toute la portée, pour que l'état ait déjà pris sur lui d'intervenir en son nom propre. Cette intervention a toujours été croissant depuis 1859, parce qu'on a toujours mieux vu combien les églises rivales étaient insuffisantes pour élever la jeunesse avec leurs seules ressources ; mais cette intervention salutaire n'avait jamais été si solennellement proclamée qu'aujourd'hui. Sir John Russell en a fait le mot le plus essentiel de sa circulaire électorale, et, une fois élu, il s'est encore expliqué sur ce thème favori, auquel l'assemblée le conviait ; il a promis de présenter au parlement des plans généraux pour remédier à « cette situation lamentable de l'éducation publique ; » il a surtout promis qu'il n'y aurait pas dans la loi d'oppression des consciences, c'est-à-dire point de réserve établie au bénéfice d'une église dominante. « Nos pères, a-t-il dit, ont combattu pour la liberté de conscience, et versé leur sang pour l'obtenir ; ce n'est point aux jours d'à présent qu'il faut songer à la restreindre. »

En même temps que le chef du cabinet donne à la suprématie anglicane cet avis menaçant, le journal du parti déclare que la présidence du *bureau d'éducation*, attachée, comme on sait, à la présidence du conseil, équivaut dorénavant à « un ministère spécial de l'instruction publique. » Un Anglais d'il y a trente ans aurait si fort détesté la chose, qu'il n'aurait pas même compris le mot. On se félicite au contraire de voir « cet important et nouveau ministère » encore une fois confié au respectable marquis de Lansdowne, qui en est comme le premier créateur. Enfin nous omettrions un trait curieux de cette situation originale que l'avènement des whigs a tout aussitôt constituée, si nous ne disions rien d'un livre

dont la presse libérale a fait une œuvre d'à-propos. Le docteur Hook, vicaire de Leeds, un *high churchman* bien connu, vient de publier des pages très-vives sur l'instruction du peuple, et, conservant la rigidité de ses opinions religieuses, il invite cependant l'état à s'emparer de l'éducation séculière pour la mettre à l'usage de tout le monde; il ose plus encore, il nie toute obligation particulière de l'état vis-à-vis de l'église officielle. Cet ami éprouvé de la haute église ne craint pas d'avouer qu'il ne comprend point qu'elle jouisse par privilège d'une aide pécuniaire levée sur la fortune publique; il professe expressément « que les taxes payées par des contribuables de toutes les religions ne peuvent être en bonne justice dépensées pour le maintien exclusif d'une seule. » Le *Chronicle* s'est empressé de recueillir une maxime qui s'applique si directement à l'Irlande. Il serait en vérité remarquable que la réforme irlandaise commençât par une loi sur l'éducation nationale en Angleterre, et certainement il ne serait pas impossible que cette grande loi d'ordre social se trouvât l'année prochaine discutée tout à la fois en Angleterre, en France et en Belgique. Qu'on n'oublie pas que la Turquie a d'hier aussi son ministère de l'instruction, et qu'on se demande s'il n'y a pas dans tout cela comme le gage d'un avenir nouveau.

Entièrement préoccupé de ces graves nécessités de la politique intérieure, le gouvernement whig n'a pas annoncé de programme au sujet du dehors. C'est chose moins essentielle en Angleterre que chez nous. Les assurances pacifiques données par lord John Russell aux électeurs de Londres doivent pourtant compter comme une sincère garantie des intentions générales du ministère. On peut en effet supposer que lord Palmerston a fait provision de longanimité pour expier ses impatiences d'autrefois, et qu'il saura vivre en meilleur voisinage. Nous ne croyons donc pas que notre cabinet, quoique naturellement attaché aux tories, doive se presser beaucoup de s'alarmer parce que les whigs ont pris la place de ses amis; nous douterions encore davantage qu'il fût très-sage et très-convenable de voir dans cette révolution ministérielle une occasion commode pour un relâchement de l'alliance anglaise; mais nous serions tout à fait étonnés s'il y avait quelque fonds de vérité dans ce bruit d'alliance continentale qu'on ne semble pas aujourd'hui très-fâché de répandre. Nous n'admettons pas qu'il faille attribuer tant de valeur aux bons procédés récemment échangés avec le souverain du Nord; nous sommes cependant forcés de reconnaître que d'un bout à l'autre de l'Allemagne on s'est tourmenté de cette rencontre. Nous n'avons pas besoin de dire tout ce que nous perdrons là d'influence, pour peu qu'on imaginât de donner à ces pures civilités des suites plus effectives. Nous ferons seulement observer qu'il ne vaut pas la peine de mettre en défiance nos clients ou nos alliés les plus directs pour le vain plaisir de chercher une fois encore à renouer les amitiés de la restauration; nous regrettons par-dessus tout qu'on ne se tienne pas plus sûr au dehors du libéralisme de notre diplomatie.

Les grands résultats accomplis en Angleterre ont beaucoup éclipsé des événements qui avaient cependant pour nous une importance réelle. La chambre des députés de Belgique a définitivement accepté la convention du 13 décembre, équivalent incomplet de l'union douanière, barrière peut-être tardive contre ces sollicitations qui, si l'on n'y veille, menacent de nous enlever le marché belge pour l'envelopper dans le réseau des tarifs allemands. Il en est chez nos voisins des questions commerciales et industrielles comme des questions politiques et religieuses; la Belgique souffre en tout de cette rivalité perpétuelle des deux éléments

contraires qui forment sa population. Les fabricants de drap de Verviers et de Tournay se plaignent d'être sacrifiés aux fabricants de toile des Flandres, et ceux-ci pétitionnaient depuis six mois pour obtenir qu'on rouvrit les négociations de l'union douanière, combattue par les premiers, comme elle l'était chez nous par Elbeuf et Sedan. Sous quelques jours peut-être, M. Dechamps viendra présenter un nouveau traité avec la Hollande, et cette fois les Flamands disent déjà qu'on a ruiné Anvers et son port pour rendre un débouché aux draps des Wallons. Malgré ces luttes sans fin d'intérêts trop rapprochés, la facilité des échanges gagne toujours quelque chose à l'établissement de ces relations que le gouvernement belge poursuit avec une louable activité.

Signalons enfin un autre traité d'ordre plus spécial, récemment conclu entre l'Angleterre et la Prusse au sujet de la contrefaçon littéraire. Nous devrions en prendre occasion pour appliquer sur une plus vaste échelle et avec plus de sollicitude les principes que nous avons déjà introduits dans le traité sarde. Le Zollverein finira probablement par accéder tout entier à cette convention, dont les clauses sont fort équitables et les profits réciproques. L'Angleterre et l'Allemagne se nuisaient autant que nous nuit la Belgique, avec cette différence que, le dommage étant mutuel, il était plus aisé de trouver les compensations.

Pendant que cette activité salutaire se manifeste presque partout en Europe par de sages réformes et d'utiles travaux, la diète suisse s'ouvre à Zurich sous les plus tristes auspices. Dans la situation extrême où sont maintenant les partis, le meilleur espoir qui reste, c'est que leurs forces se balancent encore, comme elles paraissent le faire : on ne sortirait d'un *statu quo* déplorable que pour tomber dans une sanglante anarchie. Le fond des choses est toujours en Suisse à peu près le même qu'il y a cinquante ans : d'un côté, des aristocrates qui ont su transformer des démocraties pures en oligarchies véritables ; de l'autre, des révolutionnaires qui veulent l'égalité politique. Mais le temps est venu mêler aux deux partis des ferments nouveaux et leur créer les alliés les plus dangereux : les aristocrates ont appelé le fanatisme à leur secours, et les libéraux sont sans cesse menacés d'être débordés par les factions radicales. Entre les jésuites et les communistes, il reste chaque jour moins de place, et la place chaque jour devient moins tenable pour les gens modérés. Cette année s'élève encore un autre sujet de discorde, et telle en est la gravité, qu'on n'en saurait prévoir toutes les conséquences ; il ne s'agit plus tant du rétablissement des couvents d'Argovie, puisque la question, retirée du recès, ne compte point parmi les futurs *tractanda* ; il ne s'agit pas même en première ligne d'invoquer la lettre du pacte fédéral contre l'invasion ultramontaine ; il faut avant tout sauver le pacte des atteintes d'une partie de la fédération qui s'essaie à le déchirer.

Depuis 1845, il s'est établi une ligue spéciale entre sept cantons catholiques, malgré les termes précis de la constitution de 1815. Conclue sous la direction de Lucerne, et à l'instigation de M. Siegwart-Müller, la ligue de Rothen, sous prétexte de maintenir la souveraineté cantonale inscrite à l'article 1^{er} du pacte, viole à la fois l'article 6, qui règle ces alliances particulières de canton à canton, et l'article 8, qui commande d'en donner avis à l'autorité centrale. La ligue de Rothen s'est attribué une juridiction propre, une compétence, une politique propres ; elle a son conseil de guerre, qui a fonctionné dans l'échauffourée de Lucerne ; c'est une fédération nouvelle en face de l'autre, et déjà même elle traite à part avec le dehors, s'il est vrai qu'elle corresponde, comme on le dit, avec des agents autri-

chiens et sardes. Formant seulement un sixième de la population suisse, n'ayant par eux-mêmes que sept voix en diète, les confédérés catholiques seraient certainement battus, soit dans les discussions, soit par les armes, si l'habile influence qui les a réunis en corps offensif au moins autant que défensif n'avait déjà divisé la majorité de leurs adversaires, en y créant ou en y exploitant des positions neutres. A Neuchâtel, à Genève, il est des conservateurs qui redoutent le bruit avant tout, et cèdent toujours au mal, de peur du pire ; il est des doctrinaires qui cachent leur timidité sous les plus pompeuses théories de droit public et de vieille liberté ; les Suisses-Prussiens de Neuchâtel sont trop bons piétistes pour ne pas être un peu ultramontains, et les calvinistes de Genève apprennent de leurs députés, en pleine séance du grand conseil, tout le bien que les jésuites font chez eux.

Genève et Neuchâtel n'ont point donné d'instructions décisives à leurs mandataires en les envoyant à Zurich, où va s'agiter cette question de la ligue ; Appenzel et Bâle s'annulent par le seul fait de leurs dissensions intérieures ; il est donc probable que la majorité légale devra manquer en diète pour forcer les confédérés à se dissoudre, et ceux-ci sans doute y comptent bien. Rien n'égale pourtant la passion avec laquelle les meneurs dévots du parti s'exaltent et s'enflamment à la seule idée qu'une majorité quelconque prétendit leur imposer l'obéissance ; les armes sont prêtes, et il semble qu'ils se réjouiraient d'avoir à les prendre. C'est en vérité le plus honteux spectacle de ce temps-ci que cette sainte fureur qui soupire après la bataille au nom de la religion, qui rêve la discorde avant de rêver la paix, qui copie les aveuglements d'un autre âge sous prétexte d'en ressusciter l'enthousiasme. Et tels sont cependant les pieux modèles de catholicisme qu'hier encore on proposait aux catholiques de France. Ces gens-là n'ont-ils pas, en effet, goûté « le fruit âpre et substantiel, » non pas seulement celui de la discussion publique dont M. de Montalembert a la modestie de nous parler, mais aussi déjà ce fruit bien plus savoureux de la guerre civile ? Laissez-les faire, ils n'en démordront pas ! Les bons chrétiens que voilà !



UN NOUVEL ÉCRIT DE M. DE SCHELLING.¹

Si quelque chose peut nous indiquer combien cette crise morale qui éprouve maintenant l'Allemagne est sérieuse et profonde, c'est de voir M. de Schelling lui-même entrer dans le débat et donner son avis. M. de Schelling a pris, jeune encore, la place qui lui appartient dans l'histoire de l'esprit humain, et, depuis tout à l'heure trente ans, il s'obstine à garder un regrettable silence ; on sait par son enseignement, par cet inévitable écho qui se fait autour des vieilles gloires, on sait à peu près les révolutions accomplies dans sa pensée : il ne les a racontées nulle part, et semble hésiter beaucoup avant d'en livrer un témoignage authentique. Une préface mise en tête de la traduction des *Fragments philosophiques* de

(1) *Nachgelassene Werke von H. Steffens mit einem Vorwort von Schelling.*

M. Cousin, gage significatif d'une ancienne amitié, le discours d'ouverture prononcé en 1841 à l'université de Berlin, quelques paroles recueillies çà et là dans des occasions publiques, voilà les rares documents que l'illustre vieillard ait jusqu'à présent avoués. On doit comprendre l'intérêt qui s'attache, en Allemagne, à tout ce qui vient de cette plume trop discrète. Disons-le cependant, ne fût-ce que pour constater l'état de l'opinion, les inspirations de M. de Schelling ne sont point acceptées par les hommes d'aujourd'hui comme des révélations suprêmes : l'oracle antique se taisait quand il voulait, et ne perdait rien à n'avoir pas parlé; le prince de la philosophie germanique s'est tu trop longtemps, et son autorité s'en trouve compromise. Il ne s'agit point ici des détracteurs misérables qui poursuivent avec aussi peu d'intelligence que de pudeur ce noble et charmant génie; mais, est-ce tort, est-ce justice? beaucoup d'entre ses plus fidèles admirateurs se demandent tristement s'il y a place au milieu de la génération nouvelle pour cette grande âme solitaire qu'on croirait plutôt enfermée dans son passé. C'est à ceux-là peut-être que M. de Schelling a voulu répondre en écrivant les quelques pages que nous avons sous les yeux; il a voulu juger son temps, pour prouver qu'il en était encore : quel que soit le jugement lui-même, l'effort est louable et part d'un cœur sincère; M. de Schelling est là tout entier : « Les choses en sont arrivées à ce point où s'applique la fameuse loi de Solon : Quiconque souhaite le bonheur de ses concitoyens, quiconque désire rester avec son siècle et travailler avec lui n'a plus le droit d'être indifférent; il faut non pas embrasser un parti (car on peut avoir l'espérance de demeurer en dehors des partis), mais du moins tenir son poste et déclarer qui l'on est sans équivoque et sans détour. »

C'est à la mort de Steffens que M. de Schelling a découvert ainsi ses plus profonds sentiments. Henri Steffens était son élève, son ami, son collègue; le maître et le disciple avaient vécu dans un continuel commerce, dans un mutuel échange d'idées, le premier s'instruisant auprès du second, et sachant apprendre, comme il a toujours appris de ceux qui ont grandi à son école. Enlevé l'année dernière aux sciences et à la philosophie, Steffens reçut alors un hommage digne de ses mérites. M. de Schelling, à l'ouverture de son cours d'été, consacra sa première leçon au souvenir du compagnon de ses études, et voici comment il entendit l'honorer. « Je puis dire plus que personne avec le poète romain : il est mort pleuré de beaucoup qui étaient gens de bien, et nul pourtant ne l'a pleuré comme moi; mais il ne sied pas de manifester ou de provoquer une douleur qui ne serait point assez mâle. Si je suis capable de payer un juste tribut à la mémoire de l'ami que j'ai perdu, si je veux le faire d'une manière qui convienne à son esprit, je dois rattacher à son nom de libres paroles sorties de mon cœur, pour aller autant que possible éclairer et guider ceux qui s'appliquent à résoudre les graves problèmes d'un temps de perplexités. »

Ces « libres paroles » servent d'avant-propos aux œuvres posthumes de Steffens qu'on a récemment publiées; elles ont tout de suite excité plus d'attention que les fragments dont elles sont la préface. Ceux-ci néanmoins ne manquent pas d'intérêt, et l'on peut y prendre une idée des travaux habituels de l'Académie des Sciences de Berlin, puisqu'ils ont été composés pour lui être lus. Nous signalons un morceau philosophique sur Pascal, une biographie de Jordano Bruno, une dissertation curieuse sur *l'Étude scientifique de la psychologie*, et nous nous hâtons d'arriver aux réflexions de M. de Schelling.

Steffens était un esprit érudit et chercheur, occupé volontiers de beaucoup d'ob-

jets. Malgré la diversité de ses travaux, il y a cependant comme une double direction dans sa vie intellectuelle : il a été un théologien philosophe (d'ordinaire en Allemagne les deux ne font qu'un) ; il a pratiqué la minéralogie et la géologie, il a été un philosophe naturaliste. M. de Schelling rappelle avec complaisance cette double vocation, et c'est pour lui la preuve de cet enchaînement qu'il a toujours professé entre la philosophie de la nature et la philosophie de la religion. Il cite cette sentence poétique, première devise de tout son système : « Le temple qui s'élève jusqu'au trône de la Divinité repose doucement sur la nature. » Il donne en passant quelques regrets, peut-être assez légitimes, à cette époque d'enthousiasme où la physique ne redoutait point si fort qu'aujourd'hui le voisinage et le contact de la métaphysique ; il déplore que les sciences naturelles affectent si durement de repousser toute philosophie ; plus l'esprit philosophique les pénètre, plus droit elles mènent à Dieu, mais quel Dieu ? C'est ici qu'il faut voir le premier père du panthéisme allemand désavouer son œuvre, tant il a peur de la reconnaître dans les fruits qu'elle a portés, et cependant on ne se change pas soi-même, et il n'est point de converti qui ne garde encore du vieil homme. « Le dernier mot de la philosophie de la nature, dit M. de Schelling, c'est l'immanence des choses en Dieu : dans ce sens-là, elle est un panthéisme, mais un panthéisme inoffensif et innocent, s'il demeure purement contemplatif, s'il ne prétend fournir qu'une simple exposition de l'être idéal et logique des choses. » L'intelligence fera-t-elle donc deux parts en elle et pourra-t-elle ainsi toujours contempler sans jamais chercher à conclure, sans jamais pousser la spéculation jusqu'à ses conséquences positives ? M. de Schelling ne résout pas la question : tout ce qu'il souhaite, c'est de se conserver une doctrine qui ne soit ni « le monstrueux panthéisme, » ni « l'imbécile théisme. » Forcer Dieu à traverser aveuglément la nature entière pour arriver enfin à conquérir la conscience de lui-même dans la pensée de l'homme, ou bien le mettre hors du monde et non pas seulement au-dessus du monde, sous prétexte de l'honorer davantage, voilà les deux écueils entre lesquels M. de Schelling aspire à naviguer, et n'oublions pas que le second lui semble aussi dangereux que le premier pour qui veut être vraiment chrétien.

Singulier christianisme, quand on n'est pas un peu habitué aux interprétations élastiques de la science allemande ! christianisme antérieur au Christ lui-même, antérieur à tous les symboles, assis sur les mêmes fondements que l'univers qu'il précède dans l'ordre absolu des existences, et tout à la fois christianisme nouveau dont le point de départ est la ruine absolue de tout ce qui s'est jadis appelé de ce nom-là. D'Alembert avait prévu que la logique conduirait les théologiens protestants jusqu'à un *déisme franc et sans alliage*. « La prédiction, dit M. de Schelling, est aujourd'hui réalisée, c'est bien là notre fameuse sagesse d'à-présent. Le philosophe du XVIII^e siècle avait envisagé la réforme dans ses conséquences extrêmes ; la philosophie du nôtre doit tenir ces conséquences pour accomplies, et, pendant que beaucoup travaillent encore à les amener, elle doit s'avancer d'un pas de plus et raisonner de cette façon : cela devait arriver, ce progrès était un progrès nécessaire ; il était bon qu'il y eût table rase, que le sol fût partout nivelé pour qu'on pût voir enfin un christianisme librement reconnu et librement accepté, pour qu'au lieu d'une théologie étouffée dans l'ombre il y eût un jour un système qui, pénétré par l'air vivifiant de la science, capable de résister à tous les orages, donnât une valeur universelle aux trésors enfermés dans le christianisme comme des bijoux dans un écrin. » Ce système régénérateur pourrait-il

être le déisme lui-même, « une abolition complète de tout élément chrétien, une vulgaire théorie que l'on montre maintenant à l'Allemagne comme le plus sûr chemin vers la grandeur politique? » M. de Schelling rejette avec un bien rude mépris tout ce qu'il y a de simple, de clair, de pratique dans ce mouvement rationnel auquel obéit le protestantisme. Il n'a point d'ironie assez dédaigneuse pour accabler ces croyances « qui se résoudraient en philosophie pure et n'ajouteraient rien à la philosophie; » il leur reproche impitoyablement de ne point étendre l'esprit humain, de perdre d'autant plus d'efficacité pour le développement d'une culture nationale, qu'elles dépouillent davantage les idées religieuses de leurs dehors positifs; il se moque avec plus de verve que de justice de ces prétendus penseurs qui entendent par liberté de penser la liberté de ne rien penser du tout; il leur demande s'il vaut la peine de monter en chaire pour informer le public qu'on ne comprend point cet article-ci ou cet article-là, quand il y a tant à parier qu'on est d'ailleurs si pauvre en compréhension. Sans doute les intentions sont bonnes, et, parce qu'on ne sait rien, ce n'est pas qu'on n'ait point envie de savoir: l'écolier qui vint trouver Méphistophélès ne voulait-il pas aussi en toute simplicité connaître bientôt *ce qu'il y avait dans le ciel et sur la terre : la science et la nature?* M. de Schelling répond à ces honnêtes gens qu'il raille, comme le mauvais esprit répondait au pauvre écolier: « Vous êtes sur la voie, ne vous découragez pas! »

M. de Schelling n'a pas songé qu'on pourrait peut-être lui renvoyer l'argument, et, s'il était jamais permis de dénigrer les ambitions du génie pour les punir de leur immensité, qui donc tomberait plus que lui sous le coup du persiflage de Goethe? car enfin que veut-il et quel est le sens le plus clair de sa profession de foi? Le voici: les dogmes surnaturels disparaissent de la conscience humaine; les notions naturelles les remplacent. Cet empire que le sens commun prend sur la pensée pour ne la plus nourrir que de choses intelligibles, cet empire toujours croissant, l'héroïque lutteur prétend l'arrêter dans son cours. Ces mystères que le déisme rejette parce qu'ils sont au-dessus de l'ordre régulier, M. de Schelling les accepte parce qu'il en a trouvé la clef dans un ordre plus sublime; ces rapports merveilleux, qui constituent l'ensemble du christianisme et qui le placent en dehors du domaine de la raison, M. de Schelling les regarde comme les rapports généraux qui constituent l'univers et les explique avec la raison elle-même. Telle est proprement la portée de cette philosophie nouvelle dont il n'a point encore voulu dire tout le secret, et qu'il annonce depuis si longtemps comme la *philosophie positive*. Ce n'est point par occasion qu'il convient d'aborder un système d'entente si difficile et couvert jusqu'à présent de voiles si nombreux. Nous pouvons du moins apprécier la grandeur que l'auteur lui prête; l'auteur y a employé sa vie, parce qu'au milieu des ténèbres, des ruines, des contradictions du présent, il y voyait la foi, la lumière et comme l'évangile de l'avenir; c'est celui-là qu'il propose à son pays pour le sauver des trivialités de l'évangile du déisme. Nous n'incriminerons pas cette noble présomption d'un vaste esprit qui, plutôt que d'accompagner le vulgaire dans ces routes banales où l'on ne se trompe pas, voudrait l'emmener avec lui par ces chemins ardu qu'il se fraie à son usage. Nous n'adresserons point à M. de Schelling la critique moqueuse qu'il jette si fièrement aux rationalistes; nous lui dirons plus sérieusement qu'il ne le disait: Ne vous découragez pas! Quels que soient les entraînements des inventeurs de génie, nous croyons qu'il y a quelque chose de beau et de vrai même dans leurs essais les plus

aventureux; nous voudrions seulement que ces enthousiastes ne fussent pas si sévères pour les gens de sang-froid qui pensent aller plus sûrement en descendant le fleuve au lieu de le remonter. Nous admirons les imaginations savantes du néopaganisme alexandrin; nous trouvons Porphyre un habile homme, et nous eussions été pourtant contre Porphyre avec les chrétiens du III^e siècle.

Comment M. de Schelling parvient-il à prendre cette place décisive pour sa philosophie, détrônant ainsi, au profit d'une orthodoxie de son fait, non pas uniquement la vieille orthodoxie des théologiens dogmatiques, mais aussi cette autre orthodoxie fraîchement arrangée par l'école hégélienne? Résumons les idées qu'il énonce plutôt qu'il ne les développe. Le protestantisme s'est offert comme opposition vis-à-vis d'une église constituée, et par conséquent il a dû produire une confession; il s'est appliqué à démontrer la conformité du symbole avec l'Écriture au lieu d'établir la vérité de la chose contenue dans le symbole; la théologie s'est enfouie dans la grammaire et l'exégèse. Aujourd'hui l'on veut s'affranchir des liens confessionnels, le temps en est passé; mais presque tous prétendent abjurer la chose aussi bien que le symbole qui l'exprimait, et, s'ils repoussent l'un, c'est parce qu'ils ne peuvent pas saisir l'autre. « Conjurez ceux que l'on nomme des maîtres chrétiens d'enseigner réellement le christianisme, les plus honorables, les plus sincères vous répondront : Nous ne pouvons pas; et si on leur crie : Vous devez pouvoir ! ils répondront encore : Donnez-nous la possibilité ! » D'où cette possibilité viendra-t-elle ? Autrefois on prouvait avec force textes la divine origine des Écritures, et la divinité du contenu s'ensuivait; c'était la *voie d'autorité*; cette voie-là est désormais fermée. Il en était, il en reste une autre, c'est la *voie de piété*, c'est la foi pure et simple qui croit sans avoir besoin de comprendre, parce que la vérité lui apparaît, non point entourée de garanties et de témoignages, mais sentie et comme invinciblement révélée par une expérience toute spéciale. Expérience, révélation (*Erfahrung, Offenbarung*), ce sont deux mots synonymes dans la langue de M. de Schelling. L'expérience cependant est un fait personnel qui s'accomplit dans l'individu; on ne peut asseoir là-dessus ni une église ni une théologie. Ayez donc une théologie plus pénétrante, qui soit désormais la lumière universelle planant au-dessus des convictions particulières, et représentant pour ainsi dire la conscience scientifique de l'église. Que cette théologie s'attaque au fond des choses, à leur *matière*, et non point à leur *forme*, selon l'expression scolastique affectonnée par M. de Schelling; qu'elle touche la substance même du christianisme, *de capite dimicatur* ! qu'elle s'impose comme résultat suprême, comme obligation étroite, cette œuvre de salut : démontrer la possibilité des rapports sur lesquels sont basés les enseignements capitaux du christianisme, en démontrant l'universalité de ces rapports que le vulgaire regarde comme exceptionnels. Rapport de Dieu avec lui-même dans la trinité, rapport de l'homme à Dieu par la chute originelle, rapport de Dieu à l'homme par la rédemption, ce ne sont point là des phénomènes miraculeux, ce sont les lois les plus universelles de la pensée absolue, de l'existence tout entière. L'unité, l'universalité, ces deux attributs de l'église véritable, on se trompe en les cherchant dans une église extérieure, toujours passagère et caduque; il n'y a d'universalité bien entendue que cette universalité intérieure et essentielle qui constitue l'église invisible sur un ensemble de principes qu'on retrouve à travers tous les mondes de la métaphysique, de la nature et de l'histoire. Le protestantisme n'avait pas d'autre but que la fondation de cette communion sublime; c'est pour cela qu'il s'est

séparé de Rome, et c'est le réduire singulièrement que de lui donner pour mission d'élargir ce bavardage de morale des prédicateurs du jour, ces hableries de vertu qui n'élargissent point le cercle de connaissance, qui ne sont point une doctrine, qui ne sont point un édifice, un système de vues chrétiennes. M. de Schelling semble imaginer qu'il faut prêcher le christianisme par la métaphysique pour le rendre populaire.

Quoi qu'il en soit de ces magnifiques espérances dont se flatte un si puissant esprit, nous nous confions moins encore à ses promesses qu'aux directions de cette sagesse commune dont il a si mince estime; nous la jugeons plus efficace qu'il ne veut bien le dire, et nous en avons pour preuve cet involontaire accord qui réunit parfois les idées du glorieux rêveur aux idées les plus chères des humbles rationalistes. Qu'annonce aujourd'hui le rationalisme en Allemagne? Justement ce que M. de Schelling a lui-même compris : la ruine des symboles, suite inévitable de l'individualisme des croyances; la transformation d'une église matérielle qui pèse sur les consciences de tout le poids du dogme et de la hiérarchie en une église spirituelle qui réunisse tous les croyants dans la plus large fraternité. Malheureusement M. de Schelling veut bâtir cette église invisible après laquelle il soupire, non pas sur les sentiments les plus clairs, sur les notions les plus droites de l'humanité, mais sur les combinaisons les plus profondes et les plus artificielles d'une vaste intelligence; les portes du temple dont il se fait l'architecte ne s'ouvriront qu'aux âmes d'élite; la foule s'arrêtera dans les parvis, aussi muette qu'autrefois, sous le joug absolu d'une croyance dont elle n'aura pas la raison.

Voyez aussi ce qui arrive de cette lutte engagée contre l'activité de son siècle. Du haut des sommets où M. de Schelling a placé sa doctrine, tout lui paraît en bas insignifiant ou mesquin. Ce grand travail des gouvernements et des peuples vers une constitution nouvelle de l'église, il le dénigre et l'accuse d'avance d'une impuissance absolue. Quelle que soit l'imperfection de l'ordre présent, il s'y tient par indifférence; il attend, immobile et résigné, que les évolutions métaphysiques de la pensée amènent enfin cette véritable catholicité qui sera « l'église » et non pas « une église; » il dédaigne tous les progrès pratiques qui semblent au commun des hommes devoir hâter un si désirable événement. Puisque cette « sorte d'église, » née dans le temps et pour le temps, est encore si loin de devenir l'église de l'éternité, qu'importent les formes extérieures, qui passent et périssent? L'unique intérêt, c'est que l'état conserve son droit de surveillance et maintienne sa suprématie au-dessus de toutes ces formes transitoires. Ce n'a point été par hasard ou par complaisance que la réforme a subi dès son début la domination des princes, c'a été un bienfait de la Providence, qui voulait protéger contre elle-même cette communauté défectueuse. L'état représente l'intelligence universelle tout au moins dans le for extérieur; que l'église, au lieu d'être une fraction de cette intelligence, en soit l'expression complète, qu'elle la représente effectivement dans le for intérieur, et l'église sera libre, c'est-à-dire qu'elle sera l'égale de l'état. Ce ne sera point l'état qui l'affranchira; elle puisera son indépendance en elle-même du jour où elle cessera d'être une règle particulière pour devenir la règle de tous, pour donner à toutes les consciences le dernier mot qu'elles demandent. Jusque-là faut-il donc que l'état, souverain protecteur et gardien responsable de l'avenir, laisse ce qu'il y a maintenant d'église s'abîmer et succomber sous le choc des opinions contraires? Faut-il que la force de l'état, son expérience du monde, sa notion générale du droit, sa claire connaissance des éléments et des

rapports de la vie humaine, faut-il que tout cela s'anéantisse pour obéir aux exigences d'un pédant dont les livres auront desséché le cœur et l'esprit? Pour risquer une expérience de plus, l'état consentira-t-il à laisser ensevelir ces vérités, qui faisaient le salut et la félicité de nos pieux ancêtres? Changera-t-il les institutions qui ont produit des fruits certains contre des inventions qui remettent tout à la décision de la foule, et presque ainsi à la vigueur du poing? L'état enfin sera-t-il si injuste, si tyrannique, lorsqu'en accordant toute liberté aux recherches spéculatives qui ne prétendent point à l'action publique, il traitera pourtant des doctrines séculaires avec plus de faveur que des doctrines de la veille? Eh quoi! d'ailleurs, on affirme qu'un établissement nouveau rendrait quelque solidité à l'église protestante d'Allemagne; M. de Schelling ne se refuse pas à l'admettre; qu'en veut-on conclure? « Disons plutôt, s'écrie-t-il, disons avec l'apôtre : C'est notre faiblesse qui fait notre force! c'est parce que l'enveloppe extérieure de l'église est usée qu'on commence à voir la lumière; rien de plus précaire que la forme sous laquelle elle dure encore, de plus ébranlé que ses lois, de plus débile que ses fondements; soit! qu'elle sache estimer tous ses opprobres, comme les opprobres du Christ, *à plus haut prix que les trésors d'Égypte*; qu'elle demeure persuadée que ces misères mêmes la rapprochent plus du but qu'elle ne s'en rapprocherait en pensant s'affermir par quelque institution bâtarde. Laissez les ruines à terre, la régénération sortira des ruines. » Ainsi donc M. de Schelling veut abandonner le gouvernement spirituel aux puissances temporelles, parce que le gouvernement spirituel n'est pas organisé, et il ne veut cependant pas qu'on travaille à cette organisation parce qu'il compte sur le désordre du moment pour préparer les voies à l'avenir : il nous en coûte de prononcer une si dure parole contre ces extrémités où les théories aboutissent, mais cela s'appelle proprement éterniser le despotisme et semer dans l'anarchie.

Tel est à peu près l'ensemble de cet écrit singulier. Autant que le permettaient la rapidité de l'esquisse et la différence des langages, nous avons tâché de montrer le sens général et la portée directe de ces réflexions si substantielles. Nous avons cru que c'était une pièce de plus dans le procès compliqué qui se vide en Allemagne; le nom dont elle était signée lui donnait assez de valeur pour qu'on dût l'étudier de près, quoiqu'elle fit exception, et fût plutôt un trait original qu'un indice commun. La sincère vénération que nous inspire M. de Schelling ne nous a point empêché de regretter, dirai-je d'accuser? cette fatale puissance de sa pensée qui l'oblige à rompre avec son temps. On ne discute pas contre le génie, et nous n'avons pas eu cette présomption; l'on est du côté qu'il soutient ou du côté qu'il attaque : nous avons essayé de nous défendre; mais ce que nous essaierions bien en vain de faire passer dans cette analyse, c'est la profondeur et l'éclat qu'il y a par toutes ces pages, au milieu de toutes leurs injustices; ce que nous aurions encore et surtout voulu rendre, c'eût été cet accent de tendresse avec lequel l'illustre philosophe, oubliant sa polémique au souvenir de son ami, dépeignait les douceurs de l'affection qu'il avait perdue. C'est du bonheur toujours de trouver dans le même homme un si noble cœur avec un si grand esprit.

ALEXANDRE THOMAS.

VOYAGE ET RECHERCHES

EN

ÉGYPTE ET EN NUBIE.

PREMIÈRE PARTIE.

J'avais vu l'Italie, la Grèce et une partie de l'Asie-Mineure; je voulais voir l'Égypte. En me préparant à cette excursion nouvelle, j'ouvris la grammaire égyptienne de Champollion. J'avais entendu dire que Champollion était parvenu à lire les noms des Pharaons, des Ptolémées et des empereurs romains, gravés en caractères hiéroglyphiques sur les monuments de l'Égypte. Quelques personnes ajoutaient qu'il avait fait plus : qu'avec le secours du copte, débris de l'ancienne langue égyptienne, il avait pu retrouver des mots et déchiffrer des phrases; mais je voyais régner à cet égard une grande défiance parmi les savants, et une incrédulité générale parmi les gens du monde; peu d'entre les premiers se risquaient à dire que la découverte de Champollion dépassât la lecture des noms propres; cela même était contesté par plusieurs. Un certain public, ce public qui tour à tour admet sans preuve ce qui est absurde et rejette sans motif ce qui est certain, satisfait dans les deux cas, parce qu'il se donne le plaisir de trancher les questions en s'épargnant la peine de les examiner; ce public qui croit aux Osages, quand ils viennent de Saint-Malo, mais qui ne croit pas aux Chinois, quand ils viennent de Pékin, qui est fermement convaincu de l'existence de Pharamond, et n'est pas bien sûr que le latin et l'allemand puissent être de la même famille que

le sanscrit ; ce public gobe-mouche quand il faut douter, esprit fort quand il faut croire, hochait et hoche encore la tête au nom de Champollion, trouvant plus commode et plus court de nier sa découverte que d'ouvrir sa grammaire.

J'étais assez disposé à m'en rapporter aux timides négations des doctes et aux doutes assurés des ignorants, quand un bon génie me fit rencontrer cette admirable grammaire. A ma grande surprise, je vis un système de lecture et d'interprétation justifié par de nombreux exemples. De la multitude de ces exemples résulta pour moi et, je ne crains pas de le dire, résultera pour tout esprit droit et sans prévention, la conviction que le secret de l'écriture hiéroglyphique n'est plus à trouver, que la lecture de la plupart des mots écrits en hiéroglyphes est certaine, que le sens d'un assez grand nombre de ces mots est découvert, que les règles essentielles de la grammaire hiéroglyphique, analogues dans leur ensemble aux règles de la grammaire copte, sont connues ; qu'à l'aide de ces mots dont le sens a été découvert, et de cette grammaire dont les règles sont connues, on peut lire, sinon tous les textes, sinon des textes très-étendus, nul ne l'a fait jusqu'ici d'une manière satisfaisante, on peut lire, dis-je, des *phrases, plusieurs phrases de suite, avec une entière certitude*. Voilà où en est la science ; elle n'est ni en deçà ni au delà.

Cette affirmation ne sera, je m'assure, démentie par aucun de ceux qui se sont occupés sérieusement et sans idée préconçue des travaux de Champollion ; elle ne le sera en France ni par M. Lenormant, le digne compagnon de Champollion, dont il lui appartiendrait mieux qu'à personne de continuer l'œuvre parmi nous, ni par M. de Sauley, dont les recherches sur le démotique ont fondé une nouvelle ère dans les études égyptiennes, et qui, dans cette *Revue*, a rendu un si éclatant hommage à la découverte de Champollion, ni par la sévère critique de M. Letronne, ni par la vaste érudition de M. Raoul Rochette. Elle ne le sera en Angleterre ni par M. Wilkinson ni par M. Birch ; elle ne le sera en Italie ni par M. Barucchi à Turin, ni par M. Migliarini à Florence, ni par le père Ungarelli (1) à Rome ; elle ne le sera pas en Allemagne par M. Lepsius, qui vient d'éprouver la méthode de Champollion par trois années d'études au milieu des monuments de l'Égypte ; elle ne le sera pas en Amérique par M. Gliddon, qui a passionné pour elle le public peu enthousiaste des États-Unis. Dans la mesure que j'ai indiquée, la lecture des hiéroglyphes est un fait acquis à la science, un fait qu'ont reconnu, parmi les illustres morts, de Sacy et Cuvier, qu'un des plus illustres vivants, M. Arago, a proclamé dans l'éloge du rival de Champollion. Tant pis pour qui ne se rangera pas avec ces hommes célèbres du côté de l'évidence et de la justice.

Je devais commencer par cette profession de foi, car le principal objet du voyage qu'on va lire a été d'aller appliquer la méthode, et, s'il se pouvait, étendre la découverte de Champollion, d'aller étudier les principaux monuments de l'Égypte et de la Nubie à la lueur de ce flambeau éteint depuis quinze siècles qu'il a rallumé pour le monde. Avant lui, il était souvent impossible de connaître l'âge et la destination des monuments, les savants les plus respectables s'y trompaient. Si on n'accordait qu'une médiocre antiquité aux monuments élevés par Sésostris ou ses prédécesseurs, on reportait à l'époque la plus reculée le portique du temple de Dendéra, bâti sous Tibère ; c'est qu'on n'avait pas lu sur les premiers les noms des anciens Pharaons, sur le second les noms des empereurs. Les peintures et les

(1) J'apprends avec douleur la mort de l'excellent et savant barnabite.

bas-reliefs étaient mal interprétés, faute d'entendre l'inscription hiéroglyphique, souvent très-claire, qui les explique : on prenait un triomphe pour un sacrifice, un dieu pour un prêtre, *le Pyrée pour un homme* ; mais, grâce à la lecture des hiéroglyphes, si incomplète qu'elle soit encore, on sait quel est l'âge historique des monuments, à quelle divinité ils sont consacrés, de quel roi ils ont reçu les restes, car les monuments de l'Égypte sont à la fois des tableaux et des manuscrits ; ce sont des tableaux avec une légende qui énonce le sujet comme dans les peintures du moyen âge, ce sont des manuscrits éclaircis par des figures comme les livres *illustrés* de nos jours. Avec ce double secours, jamais de doute possible sur la destination d'un monument. On peut dès aujourd'hui lire sans nulle chance d'erreur les noms des dieux et même les formules dédicatoires de leurs temples, les noms des rois, ceux des particuliers, les termes qui expriment les professions, les degrés de parenté ; on sait donc toujours à quelle divinité appartient le temple dans lequel on se trouve, quel roi l'a fait construire, souvent même en quelle année de son règne il a été élevé. Quand un édifice renferme des parties d'origine diverse, on sait à quelle époque elles se rapportent, quel souverain a construit ou réparé chacune d'elles. Tout cela est indiqué avec une clarté parfaite par des formules bien connues et faciles à comprendre ; si on pénètre dans les tombeaux des rois, des reines, des princes, des prêtres, des juges, des grands dignitaires du palais ou des chefs de l'armée, on sait toujours quels furent le nom et le rang du mort auquel on rend visite. Le défunt est représenté entouré de sa famille, qui lui offre ses hommages ; les noms, les professions, les rapports de parenté de tous les membres, souvent très-nombreux, de cette famille, sont écrits à côté de chaque personnage ; les scènes de la vie ordinaire sont peintes ou sculptées sur les murs de ces innombrables demeures funèbres : étude gymnastique, fêtes, banquets, guerres, sacrifices, mort, funérailles, sont retracés fidèlement dans ces tableaux de mœurs, qui sont quelquefois des tableaux épiques. Toutes les conditions, tous les arts, tous les métiers, figurent dans cette vaste encyclopédie pittoresque, depuis le roi, le prêtre, le guerrier, jusqu'à l'agriculteur et à l'artisan. On voit dans l'exercice de leur art le peintre, le sculpteur, le musicien, le danseur, et dans l'exercice de leur industrie le tisserand, le cordonnier, le verrier ; on voit des vétérinaires soignant des bestiaux, des manœuvres trainant un colosse, des esclaves pétrissant la brique ainsi que les Israélites. Ces galeries funèbres de peinture sont en même temps des musées d'antiquités. Tous les ustensiles, les instruments, les petits meubles relatifs aux diverses professions, aux divers besoins de la vie, existent en nature dans ce Pompeï colossal. Les bijoux, les parures, l'écrivoire, la coudée. l'encensoir, jusqu'à des jouets d'enfant et des poupées, se trouvent dans les tombeaux comme pour éclairer l'étude par la comparaison des objets avec leur image ; le mort lui-même est peint sur les parois funèbres, sa statue assise dans une niche, et son portrait reproduit par de nombreuses figurines ; il y a plus, l'hôte de ces demeures sépulcrales, si l'avidité des marchands de cadavres ne l'a pas arraché à son repos séculaire, est là pour vous recevoir, conservé par un art savant avec ses cheveux, ses dents, ses ongles, sa chair ; tout est vivant, même la mort.

Vous avez vu se dérouler l'existence égyptienne tout entière. Maintenant dans les tombes, surtout dans les tombes royales, sur les parois des sarcophages, sur les caisses des momies, sur les papyrus ensevelis avec elles, une autre série de peintures plus considérables, plus variées, d'une variété, d'une richesse infinie, vont vous offrir l'histoire de l'âme après la mort, les épreuves qu'elle traverse, les

jugements qu'elle subit, toutes les aventures enfin de cette pérégrination à travers des régions inconnues, à travers les étangs de feu et les champs destinés aux âmes heureuses, au milieu d'une foule innombrable de génies et de divinités funèbres. Ainsi la vie présente et la vie à venir, notre monde et l'autre, tout ce que les Égyptiens connaissaient de celui-ci et imaginaient de celui-là a été représenté mille fois par eux, et ces représentations subsistent. L'ancienne Égypte peut donc se retrouver dans ses ruines, nous parlant un double langage, complétant les représentations figurées par les inscriptions hiéroglyphiques, expliquant les inscriptions par le spectacle des objets qu'elles accompagnent, des scènes qu'elles traduisent. Lors même qu'on ne lit pas ces inscriptions, on sait en général à quoi se rapporte ce qu'on ne peut pas lire, on sait si ce qu'on a devant les yeux est une prière, ou une dédicace, ou une commémoration historique; on sait, de plus, à quel dieu s'adresse cette prière, quel roi a fait cette dédicace, de quel événement cette légende a conservé la mémoire. Enfin, si l'on ne sait pas tout ce que disent les hiéroglyphes, on sait, et c'est beaucoup, ce qu'ils ne disent pas. On ne leur demande plus les secrets merveilleux, les connaissances supérieures dont on croyait depuis deux mille ans qu'ils renfermaient le mystère; il faut renoncer à y lire les oracles d'Hermès, comme le père Kircher, ou, comme on l'a fait de nos jours, les psaumes de David. Il n'y a, à vrai dire, que des inscriptions sur les monuments de l'Égypte : les unes religieuses, les autres historiques, les autres domestiques et privées; mais ces inscriptions sont sans nombre, et quelques-unes, grâce à leur étendue, peuvent passer pour des livres de religion ou des chapitres d'histoire. Nul n'ignore combien ont fourni de renseignements précieux sur l'antiquité les inscriptions grecques et latines en général si courtes, et dont les sujets ne dépassent pas un cercle assez restreint; que ne doit-on pas attendre de cette épigraphie colossale dont les pages et les volumes se déroulent sur les murs des palais et des temples, dans des proportions que sont loin d'atteindre les inscriptions tracées sur les murailles de Ninive ou les rochers de Bisitoun? Les lacunes que présente l'explication, encore incomplète, des hiéroglyphes correspondent aux lacunes qu'offrent les textes mutilés des inscriptions grecques et latines. On peut deviner ce qui reste obscur dans les premières au moyen de ce qui est déjà compris, comme on restitue dans les secondes, avec le secours des lettres et des mots qui restent, les lettres et les mots effacés, et il y a entre les inscriptions hiéroglyphiques et les inscriptions grecques et latines cette différence à l'avantage des premières, que les lacunes qu'elles présentent peuvent être comblées avec le temps par les progrès de la science. Laissant de côté tous les textes dont le sens est douteux, et s'attachant à ceux dont le sens est certainement connu, on peut, en les rapprochant, en les comparant, les compléter, les éclairer les uns par les autres, et parvenir à en tirer quelques enseignements sur le peuple extraordinaire qui a tracé ces lignes si longtemps muettes. En un mot, on peut dès aujourd'hui appliquer l'étude des hiéroglyphes à deux objets : à l'histoire des événements et à l'histoire des idées, des mœurs de la société égyptienne.

Les travaux de Champollion ont montré le parti qu'on pouvait tirer de la lecture des noms de rois, comparés avec la liste que nous a laissée le prêtre égyptien Manéthon, pour rétablir la série chronologique des Pharaons. Depuis Champollion, beaucoup a été fait, beaucoup reste à faire dans cet ordre de recherches, même après le savant et ingénieux ouvrage dans lequel M. Bunsen vient de donner pour la première fois une série des règnes de toutes les anciennes dynasties de-

puis Ménès. Des travaux importants sur ce vaste et difficile sujet sont près de paraître. On attend surtout avec impatience le Livre des Rois de M. Lepsius. L'abondance et la nouveauté des matériaux recueillis en Égypte et jusque dans la haute Nubie, la sagacité de l'auteur, prouvée par d'autres travaux, font espérer que la chronologie égyptienne, embrassée dans son ensemble, lui devra un véritable progrès.

L'étude des hiéroglyphes n'a donc pas été sans fruit pour l'histoire, comme on le répète encore un peu légèrement. La suite, la durée des règnes rapportées aux monuments qu'ils ont vu élever et aux grands événements qu'ils ont vu accomplir, tels que la prépondérance de Thèbes ou de Memphis, l'union ou la division des diverses parties de l'Égypte, l'invasion des pasteurs, tout cela, c'est de l'histoire. Outre les noms des Pharaons, ceux de leurs épouses, de leurs fils, de leurs filles, les noms des peuples qu'ils ont soumis, des pays qu'ils ont conquis, c'est aussi de l'histoire.

Si l'on trouve cette histoire trop pauvre, il en est une autre, selon moi, encore plus curieuse, et pour laquelle les matériaux abondent : c'est l'histoire des croyances, des institutions, des mœurs, et celle-ci est écrite sur toutes les pierres des monuments, sur tous les papyrus, sur toutes les caisses de momie, jusque sur les meubles et les ustensiles d'un usage journalier. D'après ce qu'on peut lire de ces inscriptions hiéroglyphiques, qui forment comme une littérature éparsée sur les monuments, on peut dès à présent se faire une idée des croyances religieuses et morales, de l'organisation sociale et domestique des anciens Égyptiens; on peut, sur ces objets importants, la religion, la société, la famille, l'industrie, compléter, modifier, et, sur beaucoup de points, corriger ce que les anciens nous ont appris, les anciens, si nouveaux par rapport à la vieille civilisation de l'Égypte, les anciens, qui trop souvent ont prêté leurs idées à un pays tardivement et toujours imparfaitement connu. Pour moi, je l'avoue, le plus grand intérêt qu'offrent les hiéroglyphes et les peintures qui les accompagnent, c'est de nous aider à percer au cœur de cette nation célèbre et mystérieuse que la Grèce, policée tant de siècles après elle, regardait comme son institutrice, et qui a pu agir aussi sur la Judée, cette autre maîtresse de l'humanité.

Quelle a été l'action de l'Égypte sur ces deux peuples, qui tiennent la plus grande place dans l'histoire de notre culture moderne, qui nous ont donné, l'un notre philosophie et nos arts, l'autre notre religion? Quels ont été les rapports de l'Égypte avec la Phénicie, l'Assyrie, l'Inde? Placée entre le monde asiatique et le monde grec, l'Égypte aurait-elle été soustraite aux influences de l'un, serait-elle demeurée sans action sur l'autre. Il est difficile de l'admettre. Et alors quel a été son rôle? D'où vient-elle? Jusqu'où sont allées ses colonies et ses conquêtes? Quelle place sa mythologie et ses arts tiennent-ils dans l'histoire de la mythologie et des arts de la Grèce? Toutes ces grandes questions ne peuvent être résolues, si l'on ne connaît à fond l'Égypte elle-même.

Or, ce n'est pas dans les témoignages souvent suspects des anciens, ou dans les systèmes presque toujours trompeurs des modernes, qu'il faut la chercher. Il faut demander l'Égypte à ses propres monuments avant d'étudier ses rapports avec Babylone, Jérusalem, Argos; il faut l'observer chez elle, dans les deux expressions vivantes qu'elle a laissées, les tableaux qui aident à comprendre les hiéroglyphes, et les hiéroglyphes qui achèvent de faire comprendre les tableaux.

Tout cet ordre de recherches a été le but principal de mes explorations, mais

n'a pas été leur but unique. Il n'y a pas seulement des hiéroglyphes en Égypte; ce pays offre des sujets d'observation et de méditation que ne peut entièrement négliger un voyageur, quel qu'il soit, s'il a des yeux pour voir, une mémoire pour se souvenir, et un peu d'imagination pour rêver. Qui pourrait être indifférent aux tableaux de cette étrange nature des bords du Nil, au spectacle de ce pays-fleuve auquel ne ressemble nul autre pays? Qui ne serait ému en présence de ce peuple qui fit de si grandes choses et qui est réduit à une si extrême misère? Qui visiterait Alexandrie, le Caire, les pyramides, Héliopolis, Thèbes, sans être assailli des plus imposants souvenirs et des plus variés? Y a-t-il dans le monde un pays plus à part des autres pays et plus mêlé à leur histoire? La Bible, Homère, la philosophie, les sciences, la Grèce, Rome, le christianisme, les hérésies, les moines, l'islamisme, les croisades, la révolution française, presque tout ce qu'il y a eu de grand dans le monde se rencontre sur le chemin de celui qui traverse cette contrée mémorable. Abraham, Sésostris, Moïse, Hélène, Agésilas, Alexandre, Pompée, César, Cléopâtre, Aristarque, Plotin, Pacome, Origène, Athanase, Saladin, saint Louis, Napoléon, quels noms! quels contrastes! La Grèce et l'Italie en présentent moins peut-être et de moins frappants. L'Égypte, qui éveille tous les grands souvenirs du passé, intéresse encore dans le présent et dans l'avenir : dans le présent, par l'agonie de son douloureux enfantement; dans l'avenir, par les destinées que l'Europe lui prépare quand elle l'aura prise, ce qui ne peut tarder. Pays fait pour occuper éternellement le monde, l'Égypte apparaît à l'origine des traditions de la Judée et de la Grèce. Moïse en sort, Platon y court. Elle attire la pensée et le tombeau d'Alexandre, la piété de saint Louis et la fortune de Bonaparte. Et aujourd'hui, pendant que j'écris ces lignes, l'objet de l'empressement un peu exagéré de Paris et de Londres, c'est le fils de Méhémet-Ali.

Tel est le pays à travers lequel je demande au lecteur de me suivre, offrant d'être pour lui un cicérone peut-être assez bien renseigné par l'étude et l'observation. En lui communiquant jour par jour mes impressions personnelles dans toute leur spontanéité, je m'efforcerais toujours de lui fournir le moyen de les compléter, de les redresser même en les comparant avec les observations des autres voyageurs qui m'ont précédé dans ce pays, tant visité depuis Hérodote jusqu'à Champollion. Le tissu de cet ouvrage sera formé d'une double trame. On y trouvera ce que j'ai vu et senti sur place, et aussi le résultat des études que le spectacle des lieux m'a fait entreprendre et a pu féconder. Je voudrais que le voyage en Égypte dont je donne aujourd'hui l'ébauche fût un livre sur l'Égypte; je voudrais que ce livre fût dans son ensemble au niveau des connaissances acquises; je voudrais que, sur les sujets auxquels des études spéciales m'ont préparé, il pût aider aux progrès de la science et parfois les devancer un peu.

Paris, 1^{er} août 1846.

Marseille, 30 novembre 1844.

Me voilà à Marseille, et je crois toucher à l'Égypte. Marseille est maintenant à sept journées d'Alexandrie. Les noms des bateaux à vapeur qui rapprochent le Delta du Rhône et le Delta du Nil, ces noms sont eux-mêmes égyptiens : c'est le

Sésostriis, le Rhamsès, le Luxor. Je partirai demain sur l'*Alexandre*. Que cette gloire protège mon obscurité ! que le nom du conquérant soit d'un bon augure à mes petites conquêtes ! Je ne vais pas fonder une ville, mais travailler humblement aux fondements d'une science. Puisse la terre d'Égypte ne pas être la terre de mon sépulcre !

A Marseille, j'ai trouvé M. P. Durand, mon compagnon de voyage, qui m'y avait devancé (1). Nous n'étions pas embarrassés de deux jours à passer dans la ville des Phocéens. Beaucoup d'emplètes et de préparatifs nous restaient à faire : au premier rang était la provision de papier non colié pour estamper. Rien n'est plus précieux pour le voyageur archéologue que cet estampage si simple, et dont on ne s'est malheureusement avisé que depuis peu de temps. Avec une feuille de papier, un verre d'eau, une brosse, on prend en quelques minutes l'empreinte d'une inscription ou d'un bas-relief ; c'est une sorte de typographie portative qui permet de multiplier à volonté les copies d'un original qu'on ne peut déplacer. Nulle transcription, nul dessin ne vaut cette reproduction mécanique. L'œil et la main de celui qui copie peuvent se lasser ou se tromper ; mais l'estampage n'est sujet ni aux distractions ni aux erreurs. Grâce à lui, on emporte moulé fidèlement et sûrement l'objet lui-même. Le papier à empreinte et la chambre claire sont les deux principaux instruments d'une reproduction exacte et facile des monuments. Le daguerréotype se présente avec des prétentions merveilleuses à la promptitude ; en fait, il est rarement d'un usage commode. Nous emportons cependant un de ces instruments ; mais on me dit qu'il ne sera pas si utile qu'il semblerait devoir l'être.

Avant de quitter Marseille, nous avons trouvé, M. Durand une figure égyptienne à dessiner, moi des hiéroglyphes à lire. En effet, le musée de cette ville possédait sans s'en douter, dans une statue en basalte noir dont la partie inférieure est mutilée, quoi ? le portrait en pied d'une fille de Sésostriis.

Il y a un an que, me trouvant à Marseille avec le docteur Roulin, le docteur me parla d'une statue égyptienne qu'il avait aperçue dans l'angle d'une petite salle par où l'on passe quand on va du musée à la bibliothèque. En me glissant par derrière la statue, entre elle et le mur, je m'assurai que sur l'appui postérieur auquel elle est accolée étaient gravés des hiéroglyphes. Il ne me fut pas difficile d'y reconnaître le prénom de Rhamsès-le-Grand, que l'on s'accorde à identifier avec Sésostriis. Outre le prénom de ce Rhamsès, on voit derrière la figure en question les hiéroglyphes dont se compose ce qu'on appelle la bannière ou l'étendard, et qu'on pourrait appeler la devise de ce Pharaon. Il faut savoir que chacun des rois d'Égypte a, outre son nom de race et son nom propre, une devise tracée sur une sorte de drapeau. Ici le nom et la devise de Sésostriis sont gravés sur la statue dont j'ai le premier signalé l'existence ; mais cette statue n'est pas celle d'un conquérant, c'est celle d'une femme. Qu'était à Sésostriis cette femme qui porte son nom ? Sa mère ? La figure a trop de jeunesse ; d'ailleurs, nous connaissons les traits de la mère de Sésostriis par une magnifique statue du Vatican. Les traits fiers et sombres de cette reine, marqués comme toujours d'un caractère individuel très-prononcé, ne rappellent point les traits adoucis de la statue de Marseille. Au reste, l'âge de celle-ci ne permet d'hésiter qu'entre une

(1) Je dois à la généreuse amitié de M. Villemain d'avoir pu emmener avec moi cet homme distingué, qui est un excellent dessinateur.

épouse et une fille de Sésostris. L'antiquité ne nous a rien dit des épouses de ce Pharaon, mais les monuments nous font connaître que, durant un règne qu'ils nous apprennent aussi avoir duré plus de soixante années, Sésostris eut au moins deux femmes. Est-ce une d'elles que représente notre statue? Si la partie inférieure de la figure n'avait pas péri, nul doute ne subsisterait à cet égard, car le nom de la princesse s'y pourrait lire accompagné de l'épithète *épouse ou fille royale*; mais, la mutilation du monument nous réduisant aux conjectures, on peut dire que l'extrême jeunesse de la figure convient mieux à une fille qu'à une femme du conquérant. Le front d'une reine porterait probablement le basileus, signe caractéristique de la royauté; or, ce signe n'est pas ici. Nous contemplons donc probablement les traits d'une des treize filles de Sésostris dont je verrai bientôt les images sculptées sur les parois du Memnonium à Thèbes, et du temple d'Essebouâh en Nubie, dont l'une, la princesse Batianté, m'attend; figure colossale au seuil de la grande salle de Karnac.

La statue de Marseille n'est point sans valeur sous le rapport de l'art. Les bras en particulier sont traités avec un sentiment remarquable, mais le mérite principal de cette sculpture est de porter écrit un nom qui est une date et une désignation d'origine. Les statues-portraits de grandeur naturelle, et surtout les statues de femmes, ne sont pas nombreuses dans les musées égyptiens. Il est déplorable que celle-ci soit reléguée dans un passage, et rencoignée de telle sorte qu'on ne puisse sans beaucoup d'efforts lire l'inscription hiéroglyphique à laquelle elle doit son principal intérêt. M. Reynard, député de Marseille, si zélé pour tout ce qui concerne l'embellissement de cette ville, et qui sous la restauration fut avec le savant et spirituel docteur Cauvières le fondateur de cet athénée où je m'honore d'avoir débuté dans la carrière de l'enseignement, M. Reynard ne saurait être indifférent au sort de la statue égyptienne de Marseille; il m'a promis de la faire placer au milieu d'une salle, de manière qu'on puisse tourner autour et lire le nom de Sésostris (1). Je ne serai content que quand je verrai tout à fait revenue à la lumière cette princesse égyptienne qu'un heureux hasard m'a fait découvrir. Puisse cette première rencontre avec l'Égypte sur le sol de France porter bonheur à mes explorations futures dans le pays des Pharaons!

12 décembre, en vue de la côte d'Égypte.

On ne peut plus dire comme au temps d'Homère : Le voyage d'Égypte est long et difficile. Rien de plus aisé, au contraire, que de s'embarquer à Marseille sur les bateaux à vapeur qui partent chaque mois. En sept jours, peut-être en six, on sera comme je le suis à cette heure en vue de la côte d'Égypte (2). Si j'en ai mis douze à venir de Marseille, c'est que j'ai employé une semaine à revoir les antiquités égyptiennes de Rome et à visiter celles de Naples.

Arriverons-nous aujourd'hui à Alexandrie? Le cœur me bat à cette question que j'entends poser et discuter auprès de moi. Il faut être à l'entrée des passes avant

(1) Je rappelle de nouveau à M. Reynard cette promesse, qui, me dit-on, n'est pas encore accomplie. — Note de 1846.

(2) On tente en ce moment des expériences dont le but est d'arriver à faire en cinq jours le trajet de Marseille à Alexandrie. — Note de juillet 1846.

la nuit pour que le pilote arabe puisse sortir du port et venir nous chercher. La nuit approche ; on est dans l'incertitude ; tous les regards sont fixés vers le point de la côte où de moment en moment on s'attend à voir surgir Alexandrie. A l'ouest , quelques bandes jaunes s'étendent horizontalement au-dessus de la mer grise comme les nuages ; mais une déchirure laisse voir un lambeau de ciel parfaitement vert tel que Bernardin de Saint-Pierre dit l'avoir remarqué sous les tropiques. L'Orient perce le voile. Des poissons volants nous offrent aussi un spectacle nouveau qui commence à dépayser nos regards ; leur vol est un vol véritable, leurs nageoires brunes se meuvent d'un battement continu comme des ailes ; on dirait des moineaux quand ils rasent la terre avant de s'abattre. Le temps est doux, l'air léger et suave. Une longue rive blanche, à peine visible au-dessus des flots, c'est tout ce qu'on aperçoit de cette terre d'Égypte dont nous sommes si proches. On dirait au bout des lagunes de Venise la ligne faiblement ondulée du Lido.

Il est permis de se souvenir de Venise en saluant Alexandrie. Alexandrie fut au moyen âge le principal marché où Venise s'approvisionnait des denrées orientales qu'elle revendait à l'Europe. Le fondateur du siège épiscopal d'Alexandrie devait être le protecteur et le parrain de la république de Saint-Marc. Une tradition qu'il est impossible de défendre fait siéger saint Marc à Aquilée avant Alexandrie. Au xiv^e siècle (1329), les Vénitiens s'emparèrent de l'évangéliste qui devait leur être un patron si glorieux. Pour dérober le corps du saint, ils usèrent d'une étrange ruse : ils le couvrirent de jambons, le protégeant ainsi contre les recherches des musulmans de toute l'horreur qu'inspire à ceux-ci une chair pour eux immonde ; bon tour de marchands accoutumés à frauder la douane. Les flots s'ouvraient devant les reliques de celui qui avait fait parler la lune pour refuser un culte idolâtre et proclamer le vrai Dieu. Ces reliques semblaient transporter l'héritage d'Alexandrie dans cette Venise destinée à être dans les temps modernes le lien de l'Orient et de l'Occident , comme la cité d'Alexandre le fut pour l'ancien monde.

Mais les approches d'Alexandrie éveillent de plus vieux souvenirs. L'île de Pharos, autrefois séparée de la terre et qui lui est maintenant unie, l'île de Pharos est déjà dans Homère. L'Égypte apparaît à l'horizon de la tradition grecque comme elle m'apparaît en ce moment à l'horizon de la Méditerranée, brillant théâtre de cette tradition brillante, c'est-à-dire comme une terre entrevue à peine à travers les flots et la nuit.

On s'est laissé embarrasser fort mal à propos par un vers d'Homère qui place cette île de Pharos à une journée de l'Égypte. On a supposé un immense accroissement du Delta entre le temps d'Homère et celui d'Alexandre ; mais, comme j'aurai occasion de l'établir d'après les meilleures autorités, ce grand accroissement n'est qu'une chimère. Après avoir voulu faire violence à la nature, on a voulu faire violence à la langue en supposant que le mot *Égypte* désignait ici le Nil, et qu'il s'agissait de la distance de l'île, non au rivage le plus proche, mais à l'embouchure du fleuve. Le Nil en effet s'appelle *Aiguptos* dans Homère, le mot *Neilos* ne paraît que dans Hésiode ; mais, M. Letronne ayant fait voir que toutes les fois que les anciens se servent de l'expression *Aiguptos* pour désigner le Nil et non le pays d'Égypte, ils y ajoutent le mot fleuve, il a été prouvé que c'était bien de la terre d'Égypte et nullement de l'embouchure du Nil que l'île de Pharos était éloignée d'une journée d'après Homère. Ceux qui voulaient à tout prix faire accorder la nature et le poète, qu'on est en effet assez accoutumé à voir d'intelli-

gence avec elle, ne se sont pas tenus pour battus, et l'on a prêté à Homère l'idée beaucoup trop ingénieuse d'avoir voulu peindre, non ce qui était de son temps, mais ce qu'il supposait avoir existé plus anciennement, pour accommoder sa description à l'âge des événements racontés dans son poème. Rien, il faut le reconnaître, n'est moins dans le génie de l'épopée primitive qu'un pareil calcul. Le chanteur ou les chanteurs à qui nous devons l'Odyssée ne faisaient ni de la couleur historique, ni de la couleur locale, et ne s'inquiétaient pas plus d'un anachronisme que les peintres du xv^e siècle. Virgile, poète d'une époque savante, le siècle d'Auguste, disciple d'une école savante, l'école alexandrine, Virgile ne se fait point scrupule de mettre dans la bouche d'Énée une description de la ville d'Agrigente étalant ses immenses murailles, telle que lui-même l'avait contemplée sans doute quand il faisait son voyage de Grèce, mais comme Énée eût eu quelque peine à la peindre plusieurs siècles avant qu'elle fût fondée. Il y avait une explication plus simple et plus vraie à donner de l'inexactitude d'Homère : c'était de n'en point donner du tout. Homère, peintre si fidèle des lieux qu'il connaissait, s'est trompé sur la situation de l'île de Pharos, parce qu'il ne connaissait point l'Égypte. Il a placé cette île à une journée du rivage qu'elle touche, comme Shakespeare a mis un port de mer en Bohême, et comme le chroniqueur Glaber a fait rouler des glaçons par le Nil; mais il y a des savants qui ne consentiront jamais à dire d'un auteur favori ce qu'ils ne permettent à personne de dire d'eux-mêmes : Il s'est trompé.

L'Égypte est pour Homère un pays merveilleux et inconnu, comme l'Inde le fut pour les Grecs et pour le moyen âge. Le passage de l'Iliade sur Thèbes aux cent portes, par chacune desquelles sortaient deux cents chars, paraît interpolé. L'Égypte de l'Odyssée n'est pas moins fantastique. Elle est placée au delà d'une mer que les oiseaux ne peuvent franchir en une année. Les migrations des oiseaux qu'on ne voyait revenir qu'au bout d'un an ont peut-être donné lieu à cette fable par une exagération qui aurait confondu le terme de leur passage avec l'époque de leur retour. Du reste, si l'on admettait cette distance comme on a fait pour celle de l'île de Pharos, il faudrait reculer l'Égypte jusqu'à la Nouvelle-Hollande.

Quelques traits de la peinture homérique ne manquent pas d'une certaine vérité. La tradition est rarement tout à fait mensongère, comme elle n'est jamais tout à fait véridique. Il y avait aussi dans les *merveilles de l'Inde* ancienne et moderne quelques détails vrais au milieu de mille fables. Dans le récit d'Ulysse (1), les Égyptiens figurent comme un peuple civilisé, humain, riche, avancé dans les arts, et les Grecs comme des pirates venus pour tenter un coup de main sur les bords du Nil. Au moment où ils vont être exterminés par les habitants comme ils le méritent, ils doivent leur salut à la générosité du roi, et conservent leur liberté au milieu du peuple qu'ils ont voulu piller. Déjà se montre ici une notion confuse de l'antériorité de la civilisation égyptienne et de cette justice tant vantée depuis.

La terre d'Égypte était donc pour les Grecs du temps d'Homère une terre de merveilles; mais, avant de la bien connaître, ils s'étaient empressés, suivant l'usage, de la rattacher à leurs traditions poétiques : ils conduisirent Hélène sur les bords que devait enchanter Cléopâtre. Hélène en rapporta ce précieux népentès qui, « mêlé au vin de la coupe, endormait la colère et la douleur, et ne permettait pas pour tout un jour de verser des larmes, même à ceux qui auraient perdu un

(1) Odyssée, liv. xiv, v. 246 et suiv.

père ou une mère, ou qui auraient vu un frère ou un fils cheri égorgé sous leurs yeux. » Il me semble impossible de ne pas reconnaître dans le népenthès d'Hélène le *hachich* si usité au bord du Nil, et dont on commence à parler en Occident. Le *hachich*, auquel un poëte arabe disait, sans se douter qu'il répétait Homère : « Repousse loin de moi tous les chagrins et les maux les plus amers (1), » le *hachich* ne se mêle point au vin, mais on le prend en buvant, et son effet paraît être de délivrer l'âme de toute impression pénible, et d'exciter en elle un sentiment de joie sans motif et sans bornes (2).

On sait que le Vieux de la Montagne se servait du *hachich* pour plonger dans une ivresse délicieuse ceux qu'il voulait armer contre ses ennemis, et que de là est venu le mot français assassin. « L'effet du *hachich*, dit M. de Sacy, était de leur procurer un état extatique, une douce et profonde rêverie, pendant laquelle ils jouissaient ou s'imaginaient jouir de toutes les voluptés qui embellissent le paradis de Mahomet. » Les jardins enchantés où le Vieux de la Montagne faisait porter les jeunes gens étaient, pense M. de Sacy, « un fantôme produit par l'imagination de ces jeunes gens enivrés par le *hachich*, et qu'on avait longtemps bercés de l'image de ce bonheur (3). » On peut croire que la première idée des jardins d'Armide a été empruntée à la description de ces jardins fantastiques, embellis encore par les récits de la croisade; le philtre d'Hélène aurait produit les enchantements d'Armide.

La douceur des fruits de l'Égypte est peut-être entrée pour quelque chose dans ce que Homère a dit des propriétés merveilleuses du lotos, qui faisait oublier à ceux qui s'en nourrissaient le charme de la patrie. On place le pays des lotophages un peu à l'ouest de la côte d'Égypte, et on reconnaît l'arbre merveilleux dans le jujubier; mais il ne faut pas oublier que la plante sacrée des Égyptiens s'appelait aussi lotos, qu'avec la racine de cette plante, qui est le nénuphar, on peut préparer une sorte de pain. Sans doute l'on confondait, dans l'idée qu'on se faisait du lotos, et le nénuphar d'Égypte et quelque autre plante dont le fruit devait être très-sucré. Bien que la plupart des botanistes anciens et modernes s'accordent à retrouver ce fruit délicieux dans la baie du jujubier, je crois qu'à l'idée qu'on se formait du lotos se mêlait une notion vague de plusieurs autres fruits encore plus doux, peut-être les dattes, peut-être les bananes, dont les chrétiens d'Égypte (4) au moyen âge, exprimant aussi par une fable l'incomparable douceur, disaient que c'était le fruit pour lequel Adam avait renoncé au paradis.

La tradition homérique a placé aussi sur ces bords le mythe de Protée; la patrie véritable de ce personnage obscur est l'Égypte; c'est celle que connaît Homère (5).

(1) Sylv. de Sacy, *Chrest. arabe*, liv. 1, p. 215.

(2) Pietro della Valle avait déjà eu l'idée que le *hachich* pourrait être le népenthès d'Homère (*Journ. des Sav.*, 1829, 86). Makrisi dit bien que la découverte des propriétés enivrantes du chanvre ne remonte qu'au vi^e siècle de l'hégire; mais M. de Sacy la croit plus ancienne. Dès le temps d'Hérodote, on employait les grains du chanvre pour se procurer une ivresse semblable à celle de l'opium. (Mongez, *Journ. des Sav.*, 1825, p. 176.)

(3) *Mém. de l'Institut*, iv. p. 61.

(4) *Viaggio di Frescobaldi*, p. 85.

(5) Une médaille du nôme de Ménélais, et représentant un Harpocrate dont le corps se termine en crocodile, a fourni à M. Lenormant des considérations neuves et ingénieuses sur les rapports et les confusions que les Grecs ont pu faire entre les divinités égyptiennes et les personnages de la tradition hellénique. (*Musée des Antiquités égyptiennes*, p. 67.)

Cet être singulier me semble avoir été pour les Grecs une personnification merveilleuse de l'antique sagesse de l'Égypte. Dans cette supposition, son nom *Proteus* (le premier) exprimerait l'idée, de bonne heure accréditée, que l'Égyptien était le plus ancien comme le plus éclairé des peuples. Les mille formes qu'il prenait tour à tour feraient allusion aux métamorphoses symboliques de la divinité qui se montrait en Égypte sous des figures variées et monstrueuses.

Le mythe de Protée, personnage antique, difforme et savant, ne rendant ses oracles que vaincu dans une lutte laborieuse après avoir étonné par des apparences bizarres, ce mythe me paraît avoir été chez les Grecs comme le premier écho de la renommée que dès lors répandait au loin la sagesse égyptienne enveloppée de symboles étranges. Je dirai bientôt ce que je pense de cette sagesse tant vantée; mais, quelle qu'elle fût, elle a gardé son secret jusqu'à nous. Aujourd'hui seulement nous pouvons espérer d'entendre sa voix, aujourd'hui qu'elle a commencé à rendre ses oracles, aujourd'hui que, par de si puissants et de si persévérants efforts, Champollion a enchaîné Protée.

Un phare moderne s'élève sur le rocher de Pharos, qui a donné son nom à tous les phares. Un tel édifice ne pouvait dater que de l'époque grecque. L'Égypte, ennemie des étrangers, se plaisait à les voir repoussés par les bas-fonds et les écueils de ses rivages, et n'eût rien fait pour leur en faciliter l'accès; mais, dès que les Grecs ont posé le pied sur le rivage d'Égypte, elle éleva dans les airs cette lumière, symbole de l'éclat qu'Alexandrie allait répandre sur le monde. Le phare fut construit par ordre du second des Ptolémées, l'ami des lettres et des arts. On sait que l'architecte Sostrate s'était assuré, par une supercherie ingénieuse et légitime, l'immortalité qu'il méritait; on sait comment il avait tracé sur l'enduit fragile du monument l'inscription officielle en l'honneur du roi, et sur la pierre durable une inscription en son propre honneur; inscription qui, dès le temps de Strabon, était seule visible, et qui, ainsi que l'a très-bien montré M. Letronne, n'aurait pu être telle que l'ont vue Strabon et Lucien, si elle n'avait pas eu l'origine qu'ils lui ont donnée. Déjà au iv^e siècle la légende, qui commençait à se former autour du nom de Cléopâtre, attribuait à cette reine la fondation d'un monument plus utile que les magnificences insensées dans lesquelles elle épuisait ses trésors pour amuser Antoine, d'un monument sans lequel la grande richesse et par suite la grande importance d'Alexandrie n'eussent pas été possibles.

Les dimensions du phare ont été exagérées par les anciens et surtout par les Arabes. On lui a donné une base et une hauteur qui surpasserait celle de la grande pyramide. M. Letronne a fait bonne justice de ces exagérations, et a ramené la hauteur du phare d'Alexandrie à peu près à celle de la tour de Cordouan (1). Pourtant ce qui reste certain, d'après toutes les descriptions et tous les récits, c'est qu'il ne faut pas se représenter le phare d'Alexandrie comme une tour ordinaire, mais comme un édifice de forme pyramidale à plusieurs étages rentrants dont chacun était entouré par une galerie extérieure, tel que la pyramide de Meïdoun et les pyramides mexicaines, tel que le phare romain de Boulogne qui existait il y a cent cinquante ans (2). Le phare d'Alexandrie s'élevait, dit Hérodien, comme un catafalque. Tout devait avoir un aspect funèbre dans ce pays des grands

(1) Environ cent cinquante pieds. Traduction de Strabon, t. V, p. 329; note. Saint-enis donne à la tour de Cordouan plus de cent soixante-quinze pieds.

(2) V. Montfaucon, *Mém. de l'Acad. des Inscript.*, VI, p. 581.

monuments de la mort; mais il ne contenait pas les trois cents appartements où l'on s'égarait, dont parlent les auteurs arabes, et qui me semblent être nés d'une confusion avec ce que l'on racontait du labyrinthe de Moëris. Au reste, les auteurs orientaux font mille récits merveilleux du phare comme des pyramides. Ils racontent, par exemple, pour donner une idée de sa hauteur, qu'un certain vizir fit monter à son sommet un homme auquel il ordonna de laisser tomber une pierre quand il verrait disparaître le soleil, et que la pierre tomba à l'heure de la seconde prière de nuit.

Ces fables suffiraient à prouver que ce curieux monument a survécu à la conquête musulmane. De plus, les musulmans énumèrent les tremblements de terre qui ont ébranlé et entamé sa masse de siècle en siècle jusqu'en 1505. Au ^{xii}^e siècle, Edrisi et Abdallatif parlent du phare comme existant de leur temps. Il en est de même d'Abulféda, qui visita plusieurs fois l'Égypte au commencement du ^{xiv}^e siècle. On est donc certain que cette merveille de l'antiquité était encore debout à cette époque. D'après une tradition arabe qui peut avoir plus d'importance que celle que je rappelais tout à l'heure, il aurait existé au sommet du phare d'Alexandrie un miroir construit par un ouvrier chinois, au moyen duquel on découvrait au loin tous les vaisseaux. Ce miroir, ouvrage merveilleux d'Aristote et talisman de la ville d'Alexandrie, dans lequel on voyait *le ciel, la terre et toute la nature*, pourrait bien n'être pas plus réel que le miroir des Pharaons, au moyen duquel ils apercevaient tout ce qui se passait dans leur empire, et que plusieurs autres miroirs magiques dont il est question au moyen âge; car, comme dit agréablement le père Montfaucon, c'est assez le génie des Orientaux d'inventer des choses si déraisonnablement fabuleuses. Cependant un savant distingué et point crédule, M. Libri (1), a considéré comme admissible que le miroir fût un télescope placé sur le phare d'Alexandrie. Il ne faut pas oublier que divers passages tirés des auteurs anciens et des écrivains du moyen âge donnent lieu de penser que le grossissement des objets au moyen de certains miroirs était connu avant la découverte de Galilée (2). Or, il paraît certain à M. Libri qu'un instrument analogue à un télescope existait à Raguse plusieurs siècles avant Newton, et Burratini, architecte italien qui a visité Alexandrie au ^{xvii}^e siècle, regarde cet instrument conservé à Raguse comme celui qui était à Alexandrie du temps des Ptolémées. La supposition de Burratini est hardie, ce me semble, et sa justesse n'est rien moins que démontrée. Dans tous les cas, si l'on admettait l'existence d'un télescope sur le phare d'Alexandrie, ce ne pourrait être, comme le dit M. Libri, qu'à l'époque arabe et non au temps des Ptolémées, car, si un tel instrument eût existé dès lors, les auteurs anciens l'eussent mentionné parmi les merveilles tant célébrées d'Alexandrie.

(1) *Histoire des sciences mathématiques en Italie*, t. I, p. 221.

(2) Sénèque connaissait les miroirs grossissants. (*Quest. nat.*, l. 1. c. 15.) Roger Bacon avait conçu la possibilité de discerner de fort loin des objets très-menus *en raison de la grandeur de l'angle sous lequel ils seraient aperçus*. Dans la seconde partie du *Roman de la Rose*, qui contient une sorte d'encyclopédie des connaissances du temps, il est parlé, d'après le *Livre des Regards* d'Alhacen (vers 18254), de certains miroirs dont la puissance grossit et rapproche merveilleusement. Il faut avouer que, dans une lettre docte et spirituelle (*Magasin encyclopédique*, mai 1760), M. Boissonade combat plusieurs tentatives faites par divers savants pour prêter à l'antiquité ou au moyen âge, à Ptolémée ou à Gerbert, un instrument semblable à un télescope.

Aujourd'hui la première chose qu'on aperçoit de la mer, c'est la grande colonne appelée si improprement colonne de Pompée. Elle paraît comme une voile, disent les portulans; puis, en approchant, on voit se dresser les mâts de vaisseaux qui semblent fichés dans le sable et font ressembler la ville d'Alexandrie, suivant la judicieuse comparaison du docteur Robillard, à un paquet d'aiguilles plantées sur une pelote jaune. Des moulins à vent couvrent les hauteurs voisines de la ville; les Français ont construit les deux premiers, les autres sont l'œuvre du pacha; les Français n'ont fait que rapporter à l'Orient ce qu'ils en avaient reçu au temps des croisades, et rendre à l'Égypte une invention de l'Égypte. La côte est trop plate pour que la ville puisse se présenter avec avantage. Venise seule, bien que bâtie au ras des flots, est d'un effet admirable; elle le doit à ses clochers et à ses dômes. Alexandrie ne nous frappe point par son aspect, elle ne nous attire que par son nom, ses souvenirs, et par l'espoir d'une nuit sans roulis et sans mal de mer.

Mais entrerons-nous ce soir dans la rade? Déjà sous cette latitude le jour baisse rapidement. Une petite barque s'avance vers nous, elle apporte le pilote arabe... Non, elle s'éloigne, on s'était trompé. Notre capitaine, M. de Brun, dont la hardiesse est connue, parle de s'aventurer sans pilote dans les passes. témérité que le pacha naguère a punie de mort sur un officier égyptien. Cependant un autre bateau se dirige vers nous, cette fois c'est le pilote qui approche. Dieu veuille qu'il soit de la race de ces pilotes égyptiens que Philon disait habiles à conduire les vaisseaux, comme les cochers du cirque à guider les chars! Le musulman prend place sur une des roues à côté du capitaine. Le grand turban blanc, les amples vêtements du premier, forment avec la casquette bleue et l'uniforme étriqué du second un contraste qui n'est pas à l'avantage de l'Europe. Nous admirons la belle et sérieuse figure de l'Arabe, qui promène sur la mer un regard attentif comme sur un livre connu, mais difficile; on avance prudemment, car la nuit est venue. Tour à tour on fait marcher la machine et on ralentit son mouvement; enfin le bâtiment s'arrête, nous sommes dans la rade d'Alexandrie.

Ce port où nous entrons est celui que les Grecs appelaient *du bon retour*, parce que, tourné vers l'ouest, les vents les plus ordinaires et le grand courant qui vient de Gibraltar y poussent naturellement les vaisseaux. Autrefois réservé aux musulmans, Méhémet-Ali l'a ouvert aux chrétiens, qui jusque-là devaient se contenter du port de l'est, moins profond et moins sûr. Nous ne prendrons terre que demain : mais quelques passagers impatients veulent dès ce soir aller avec les officiers faire une visite au consulat. Empressé de poser le pied sur la terre d'Égypte, je le suis. Notre petite embarcation circule à travers les vaisseaux de la flotte, qui dessinent leurs masses noires sur le ciel étoilé. Aucun bruit, aucune lumière ne nous révèle l'approche de la ville endormie; nous nous dirigeons en tâtonnant, pour ainsi dire, vers cette cité célèbre, qui semble se cacher; nous abordons furtivement dans ce port qu'animait le commerce du monde; je saute à terre, je suis en Égypte. A terre, le même silence m'attendait. La nuit, les villes d'Orient sont muettes et ténébreuses; point de bruit dans les rues, aucune voix qui sorte des maisons, aucune lumière aux fenêtres; les boutiques sont fermées, les bazars déserts. A dix heures, Alexandrie me semblait presque inhabitée; seulement quelques groupes accroupis fumaient silencieusement, quelques figures noires enveloppées du burnous blanc glissaient dans les ténèbres. Ce calme rend plus sensible encore le contraste du présent et du passé. Quelle différence entre

cette ville sans bruit, sans voix, et cette Alexandrie dont les festins de Cléopâtre animaient les nuits bruyantes, où deux mille ans plus tôt j'aurais pu, à pareille heure, rencontrer la folle reine, comme dit Amyot, *battant le pavé* avec Antoine ! Ici ce n'était pas encore la gravité de l'Égypte, c'était une population mêlée de Grecs, de Juifs, de Romains, d'indigènes, une population de matelots et de soldats, de prêtres et de sophistes. Jéhovah, Jupiter, Sérapis, tous les cultes, toutes les langues, tous les costumes, toutes les idées, toutes les erreurs, toutes les sagesse, tous les délires de l'ancien monde, se heurtaient et s'agitaient comme en tumulte dans cette ville qui à cette heure semble morte, qui en effet l'était naguère, mais qui commence à revivre. Demain, je verrai Alexandrie, je l'entendrai ; ce soir, je ne connais encore que son sommeil et son silence.

Mais, si du présent on remonte au passé, comme tout ce silence va s'animer ! comme toute cette solitude va se remplir ! Je ne pense pas qu'il y ait dans le monde une seule ville, Rome comprise, qui recueille et concentre des souvenirs si nombreux et si divers. Je me bornerai à citer trois noms, les trois plus grands peut-être de l'histoire, et qui ne se sont jamais rencontrés qu'ici : qu'on me montre une autre ville fondée par Alexandrie, défendue par César et prise par Napoléon.

Alexandrie, 10 décembre.

Le silence d'hier soir a complètement disparu, la plage est couverte d'une foule bruyante ; les âniers se disputent les nouveaux débarqués avec des gestes frénétiques et des cris étourdissants au milieu desquels on distingue quelques mots de français ; les douaniers, les porteurs, s'empressent ; la gravité orientale n'est représentée que par les chameaux qui attendent les bagages des voyageurs, et qui, au-dessus de la multitude agitée, élèvent leur long col et leur figure ennuyée. Quand on commence à se remettre du premier désordre de l'arrivée, quand on a séduit avec quelques piastres les douaniers du pacha, quand les bagages sont bien attachés sur les chameaux, quand on a pu choisir un âne au milieu du troupeau serré que les âniers précipitent sur le voyageur assourdi par leurs clameurs et menacé par leur empressement, on commence à regarder autour de soi et à observer la ville dans laquelle on vient d'entrer.

La partie qu'on traverse pour gagner la grande place, où sont les auberges et les consulats, a peu de physionomie ; c'est un quartier presque entièrement neuf. Des rues assez droites et assez larges sont bordées de maisons blanches. Dans toute cette partie de la ville, rien ne rappelle l'antiquité, sauf quelques tronçons de granit incrustés dans les murs des maisons. En parcourant ces rues modernes, on a bien besoin de se dire que la propreté, l'air et l'espace assainissent les villes, pour ne pas regretter les rues tortueuses et les vieilles maisons arabes que des constructions sans caractère ont remplacées ; mais il faut reconnaître qu'on ne peut sacrifier la santé des hommes au plaisir des touristes : la couleur locale est bonne jusqu'à la peste exclusive.

La place des consulats est vaste et régulière, mais on aurait dû donner plus de style aux bâtiments qui l'entourent, et surtout ne pas planter au milieu un diminutif d'obélisque en albâtre. Il ne faudrait pas refaire dans une ville d'Égypte les antiquités égyptiennes en joujou. Allons bien vite voir de vrais obélisques de granit.

Des deux obélisques qu'Abdallatif vit debout au ^{xii}e siècle, un seul s'élève encore sur sa base de travail grec, l'autre est gisant sur le sol. Ce dernier a été donné par le pacha aux Anglais, qui, vu le mauvais état des hiéroglyphes, ont dédaigné de l'emporter. C'est là toute l'origine d'une erreur que la rivalité nationale a fait naître, et qui est chère aux badauds de Paris. Le jour où on a érigé notre obélisque de la place Louis XV, j'ai entendu vingt voix répéter dans la foule : Ah ! les Anglais vont être bien vexés, eux qui ont brisé leur obélisque. Le plus léger prétexte suffit pour donner du retentissement au bruit le plus absurde, surtout quand ce bruit est l'écho d'un sentiment populaire.

Les deux obélisques d'Alexandrie étaient placés devant le temple de César, temple qu'on suppose avoir été élevé par Cléopâtre au père de Césarion (1). Elle aurait donc plus de droit d'attacher son nom à *ses* aiguilles qu'à *son* canal, qu'elle n'a point creusé, ni à *ses* bains, qui sont des tombeaux. En effet, les obélisques ont été placés là où ils sont quand a été construit le temple, dont ils formaient une dépendance, car, selon l'usage égyptien, les obélisques constamment accouplés s'élevaient un peu en avant des deux montants d'une porte ou des deux jambages d'un pylône (2).

A quoi pouvait tenir cet usage ? Quelle idée symbolique exprimait cette disposition architecturale ? Ici le sens d'un hiéroglyphe nous explique ce que les assertions sans fondement des anciens et les suppositions sans preuve des modernes ne sauraient nous révéler. Pline affirme que par l'obélisque les Égyptiens désignaient un rayon du soleil ; il faut avouer que ce serait là un symbole un peu matériel (3). Un aveugle de naissance auquel des physiiciens s'efforçaient d'expliquer la nature de la lumière au moyen de cônes, s'écria : « Je comprends ; la lumière doit ressembler à un pain de sucre. » En vérité, la lumière me paraît ressembler à un pain de sucre tout aussi bien qu'un obélisque à un rayon de soleil (4) ; mais nous n'avons pas besoin des explications de Pline, que nous retrouverons en faute sur les hiéroglyphes. Les modernes ont eu des idées encore plus étranges sur le sens symbolique des obélisques. Bécannus, qui croyait fermement que le flamand était la langue sacrée des Égyptiens, déclare que l'obélisque est un emblème de la vie parfaite, dans laquelle l'âme se dégage de la vie terrestre et se concentre dans l'unité. Que le ^{xix}e siècle ne triomphe pas trop de la bizarrerie du ^{xvi}e. En ce moment, un Allemand vient de découvrir que la pyramide triangulaire terminée en pointe, qui forme la partie supérieure des obélisques, résume parfaitement la théorie d'Empédocle sur les éléments dont le principe est l'unité.

Dans l'écriture hiéroglyphique, l'*obélisque* est un signe qui a un sens déter-

(1) Strabon, qui visita l'Égypte 24 ans avant J.-C., vit déjà ce temple de César.

(2) Il y a quelques exceptions à cette règle générale. Ainsi l'obélisque élevé par Ptolémée Philadelphe en l'honneur d'Arsinoé était isolé au milieu d'une enceinte.

(3) Polidore Virgile, outrant la pensée de Pline, en vrai commentateur du ^{xvi}e siècle, déclare qu'un obélisque a exactement la forme d'un rayon de soleil qui entre par une fenêtre.

(4) Ce rapport de la pyramide et de l'obélisque a frappé Saint-Genis, l'un des auteurs du grand ouvrage d'Égypte. « Le corps du monolithe, dit-il en parlant de l'obélisque, a un air de pyramide quadrangulaire très-allongée. » *Antiq.*, t. II, al., 41. « L'obélisque dérive évidemment de la pyramide, a dit M. de Lamennais (*Esquisse d'une Philosophie*, t. III, p. 180). Norden a été aussi frappé de cette ressemblance entre l'obélisque et la pyramide. Plusieurs auteurs anciens l'ont remarquée.

miné. Il exprime l'idée de stabilité (1). On s'explique facilement cette valeur écrite de l'obélisque. Dans toutes les langues, une métaphore naturelle attribue l'idée de stabilité à la colonne, au pilier. Ainsi la borne de nos champs, qui fut le dieu Terme, exprime l'idée d'immutabilité. De plus, il faut remarquer que le sommet des obélisques se terminait toujours en forme de pyramide; c'est ce qu'on appelle le pyramidion. Un obélisque est une pyramide dont la base est très-allongée; or, la pyramide, par sa forme, qui offre plus qu'aucune autre des conditions de solidité, la pyramide était l'expression naturelle de la permanence et de la durée. C'est pour cela sans doute qu'on donna une structure pyramidale aux gigantesques tombes des anciens rois. Ce que l'on voulait exprimer et pour ainsi dire écrire par ces masses de pierre, c'était cette idée : solidité, durée, éternité. Les obélisques étaient aussi comme les pyramides, dont ils rappelaient la forme, le signe de la stabilité, et c'est pour cette raison qu'on les plaçait en avant du seuil des temples, pour figurer les montants de la porte (2) et indiquer qu'ils étaient stables à jamais. Les inscriptions hiéroglyphiques gravées sur les montants eux-mêmes continuent en général une formule placée dans la bouche des dieux, et qui se termine par la promesse de la *stabilité à jamais*. Ainsi l'étude comparée des hiéroglyphes et des monuments nous montre que l'architecture aussi bien que la peinture était une écriture véritable, une écriture en relief, une écriture colossale. Les deux obélisques plantés devant les temples étaient deux énormes hiéroglyphes, deux lettres ou plutôt deux syllabes de granit, deux mots enfin placés là non-seulement pour être contemplés, mais pour être lus.

Si les obélisques dressés devant le temple de César exprimaient une pensée égyptienne, il en était ainsi du temple lui-même. Le culte d'un homme, les honneurs divins rendus à un souverain, nouveaux encore à Rome, ne l'étaient point en Égypte. Les inscriptions hiéroglyphiques ont fait connaître des prêtres consacrés au culte de Ménès et des anciens rois qui ont élevé les pyramides. Cet usage s'était conservé sous les rois grecs; nous savons qu'il y avait un prêtre des Ptolémées et des prêtresses de Bérénice et d'Arsinoé. On peut donc dire que l'apothéose romaine commença sur la terre d'Égypte, et, transmise des Pharaons et des Ptolémées à César, passa par lui aux empereurs avec son nom.

Les Romains, qui enlevèrent à l'Égypte les obélisques pour décorer la ville éternelle de ce signe de l'éternité dont ils ignoraient le sens, mais dont ils aimaient l'aspect sévère, les Romains employèrent rarement les obélisques en les plaçant, comme les Égyptiens, au nombre de deux devant un monument. Les obélisques isolés et projetant sur le ciel leur sommet quadrangulaire sont pour ainsi dire autre chose que les obélisques égyptiens collés devant les portes des temples. Il est curieux de voir comment l'obélisque a changé d'emploi. Les Romains, qui marquaient tous leurs monuments du sceau de l'utilité, voulurent rendre utile l'ornement symbolique qu'ils empruntaient à l'architecture égyptienne sans le comprendre. Des deux premiers obélisques transportés à Rome sous Auguste, l'un, placé dans le Champ-de-Mars, servit de gnomon (3), l'autre reçut une destination

(1) Il représente *men* (stable) dans *Petemenoph*, nom propre.

(2) Je suis porté à croire que les colonnes, le plus souvent terminées en pointe *comme des obélisques*, selon la parole du scholiaste d'Aristophane, qu'on plaçait devant la porte des maisons, avaient le même sens que les obélisques géminés de l'Égypte, dont elles étaient peut-être une imitation.

(3) Quoi qu'on ait dit, les obélisques n'étaient point en Égypte destinés à cet usage. Si

pour laquelle les obélisques semblaient faits en servant de borne (*meta*) dans le *circus maximus*, borne gigantesque bien digne de ce cirque immense; cet exemple fut suivi dans le cirque de Néron au Vatican, dans le cirque même d'Alexandrie, dans l'hippodrome de Constantinople, et donné de nouveau par Constance dans le grand cirque de Rome (1).

Cependant les Romains eux-mêmes placèrent quelquefois par imitation deux obélisques devant un monument, par exemple devant le mausolée d'Auguste; ils poussèrent même cette imitation jusqu'à ériger devant le temple d'Isis-Sérapis, qu'a remplacé l'église de la Minerve, deux obélisques, bien qu'un peu inégaux et assez différents d'époques, l'un du temps de Sésostris et l'autre du temps d'Apriès. Dans ce cas, les prêtres égyptiens qui desservaient le temple reproduisirent probablement la disposition égyptienne, pour conserver un symbole dont ils avaient le secret; mais en général les Romains la négligèrent, parce qu'elle ne leur disait rien, et firent de l'obélisque une pure décoration, comme le prouvent ceux qu'on a trouvés isolés, et entre autres celui qui ornait les jardins de Salluste.

Enfin les papes, auxquels il était permis de ne pas être des continuateurs très-fidèles des traditions de l'Égypte, mais qui ont si bien compris comment on pouvait ajouter par des monuments à la majesté de Rome une nouvelle majesté, les papes ont tiré un merveilleux parti de ces superbes monolithes pour l'embellissement des places publiques. Il suffit de rappeler celui qui se dresse au Quirinal entre les statues de Castor et de Pollux et celui qui s'élève entre les deux fontaines de Saint-Pierre. Paris est, je crois, avec Rome, la seule ville qui ait orné une de ses places d'un obélisque égyptien (2); la France avait droit, ce me semble, à se parer la première d'un pareil trophée, elle qui a conquis l'Égypte moderne par Bonaparte et l'Égypte ancienne par Champollion : celle-ci du moins lui restera.

Les obélisques d'Alexandrie étaient déjà des obélisques déplacés, apportés d'ailleurs. Le mouvement de transplantation qui devait faire marcher ces symboles de la stabilité jusqu'à Rome et jusqu'à Paris avait commencé avant l'ère chrétienne. Les obélisques d'Alexandrie venaient de la haute Égypte; leur matière est le granit rouge, qui ne se trouve pas au-dessous de Syène. C'est là qu'ils avaient été taillés sur place, comme l'obélisque que l'on voit encore près d'Assouan (Syène), couché sur le roc dont il n'est pas entièrement détaché. Puis, après avoir, pendant plus de onze siècles, orné Thèbes, Memphis ou Héliopolis (3), une volonté de roi ou un caprice de femme les avait fait descendre jusqu'à Alexandrie où ces monuments, venus des frontières de la Nubie, souffrent d'un climat déjà trop boréal. Le vent humide et salin de la mer détruit le poli de leurs faces, et ronge surtout les côtés qu'il frappe directement.

Les inscriptions hiéroglyphiques, en assez mauvais état, ont été relevées par Champollion. Malgré les caractères effacés ou altérés et les lacunes, on s'assure facilement qu'elles sont jetées dans le même moule que les inscriptions des autres

l'on eût voulu déterminer les solstices et les équinoxes par la mesure de leur ombre, comme l'ont pensé Stuart et Bruce, on les eût isolés dans un espace libre et non placés côte à côte au pied d'un mur de temple ou de palais.

(1) A Constantinople, il y avait deux obélisques dans le cirque, comme dans le *circus maximus* à Rome. Un seul est encore debout sur la place de l'Atmeidan.

(2) Il y en a un dans le jardin Boboli à Florence. Arles avait élevé un obélisque égyptien à la gloire de Louis XIV. Je ne sais ce qu'il est devenu.

(3) On les fait venir d'Héliopolis, mais sans preuve.

obélisques et en particulier celles de l'obélisque de Paris. Toutes les inscriptions gravées sur les obélisques se ressemblent assez. Le sens général n'en est pas difficile à saisir. Je parle des obélisques du temps des Pharaons : le style de ceux qui ont été élevés sous les Romains est beaucoup plus obscur, parce qu'il est beaucoup plus recherché. On a pensé depuis l'antiquité que les inscriptions des obélisques renfermaient de grands mystères. Si l'on en croyait Plin, les deux obélisques qu'Auguste avait fait transporter à Rome auraient contenu l'explication des phénomènes naturels selon la philosophie égyptienne. Ces obélisques existent encore, l'un est sur la place du Peuple, l'autre sur la place de Montecitorio, et on peut affirmer qu'ils ne présentent aucun enseignement philosophique ou scientifique. Les obélisques n'ont offert jusqu'ici rien de pareil ; tous sont couverts de formules assez vagues exprimant la majesté, la puissance du Pharaon qui les a élevés, mentionnant les édifices qu'il a fait construire, les ennemis qu'il a vaincus. La traduction des hiéroglyphes qu'on lit encore aujourd'hui sur l'obélisque de la place du Peuple, et qu'Ammien-Marcellin a donnée d'après Hermapion, offre une idée assez juste de ce genre de dédicace. C'est la seule interprétation raisonnable d'un texte hiéroglyphique que les anciens nous aient transmise. Aussi le père Kircher a eu bien soin de la rejeter pour mettre à la place une métaphysique assez réjouissante de sa façon. On retrouve dans la version d'Hermapion cette accumulation d'épithètes et de formules louangeuses que présentent en effet les inscriptions des obélisques. On comprend, en les lisant, ce qu'étaient les *pyramides* sur lesquelles l'ami de Virgile, Cornelius Gallus, préfet d'Égypte sous Auguste, avait fait graver ses louanges, et l'on s'explique l'origine de cette locution proverbiale, « il est digne de l'obélisque, » en parlant de ceux qui étaient dignes de louanges. D'autre part, quand Melampus, dans la dédicace d'un traité de médecine, prétendait avoir trouvé les propriétés merveilleuses du poulx consignées sur les obélisques, il y a beaucoup à parier que Melampus parlait en charlatan, et que jamais obélisque n'a enseigné à personne la médecine ou la physiologie ; mais en vertu de cette opinion universellement répandue, que *tout était plein de mystères chez les Égyptiens*, comme parle saint Clément d'Alexandrie, la croyance aux secrets merveilleux sculptés sur les obélisques s'est conservée jusqu'à nos jours. Presque seul, Zoega, par un bon sens qu'on peut appeler précurseur, a rejeté ces prétendues découvertes de mystères profonds, plus ingénieuses que vraies, dit-il, *acutiùs quam veriùs*. Dans le grand ouvrage d'Égypte, on trouve aussi quelques heureux pressentiments de la vérité ; puis Saint-Genis retombe sous l'empire des vieux préjugés réchauffés par les folies de Dupuis, et il ne doute pas que les obélisques d'Alexandrie n'aient un objet *astronomique et religieux*. Au lieu de tout cela, il n'y a sur les obélisques d'Alexandrie, aussi bien que sur ceux de Rome ou de Paris, que des inscriptions dans le genre de celles que l'on trouve gravées sur les monuments grecs et latins, désignant et célébrant celui qui les a élevés. Ici les inscriptions sont moins simples, plus longues, plus dans le goût oriental, voilà toute la différence. Le géographe arabe Edrisi donne gravement une traduction de l'inscription hiéroglyphique des aiguilles de Cléopâtre. Selon Edrisi, l'inscription tracée en caractères *syriens* parle d'un roi Jamor qui a élevé les principaux édifices d'Alexandrie et fait apporter de loin les obélisques. Cette traduction de fantaisie est moins extravagante que celles de Kircher. Son auteur semble avoir eu du moins une notion confuse du genre de faits que rappelaient les hiéroglyphes des obélisques.

Les deux aiguilles de Cléopâtre présentent les noms des mêmes Pharaons, bien que les inscriptions ne soient pas identiques. Sur la bande du milieu, on lit le nom de Thoutmosis III; sur les deux bandes latérales, le nom de Rhamsès-le-Grand, dans lequel on s'accorde à reconnaître le Sésostris des Grecs. Il n'est pas rare de voir ainsi les noms de deux Pharaons figurer sur le même obélisque. Un roi élevait le monument et y gravait son nom; un autre roi venait ensuite graver le sien à côté du premier. C'est toujours dans la bande du milieu qu'est placée l'inscription la plus ancienne. Ici elle se rapporte à Thoutmosis III, dont le règne appartient à la plus florissante époque de l'art égyptien. Jamais les hiéroglyphes ne furent sculptés avec une perfection plus grande. Les altérations que le temps a fait subir aux aiguilles de Cléopâtre ne permettent pas d'apprécier cette perfection aussi bien qu'on peut le faire sur d'autres obélisques du même âge et mieux conservés, par exemple sur le plus grand des obélisques de Rome, celui de Saint-Jean de Latran, qui date aussi de Thoutmosis III. Ceux d'Alexandrie offrent d'assez grands vides qui ne permettent pas de rétablir un sens suivi et complet; mais il ne peut y avoir de doute sur le sens général.

Je commence par celui qui offre deux côtés intacts. Sans avoir la prétention de rendre raison de chaque signe, on peut affirmer que ce qui domine dans les lignes médianes, qui se rapportent à Thoutmosis, et dans les lignes latérales, qui concernent Sésostris, ce sont des désignations honorifiques, dont la plupart sont reproduites à satiété sur les monuments du même genre, telles que *souverain de la haute et basse Égypte, aimé de Tmou, dieu grand, et des autres dieux, semblable au soleil qui se manifeste sur la montagne solaire*, etc. Cependant quelques passages mériteraient un examen que je ne puis faire ici; mais je ne saurais passer sous silence une phrase très-importante, parce que cette phrase qui n'a pas été traduite, que je sache, peut éclairer d'un jour nouveau un point encore controversé de l'histoire égyptienne, l'expulsion des peuples pasteurs. On sait que les *pasteurs* étaient des nomades de l'Asie qui vinrent fondre, environ 2300 ans avant notre ère, sur l'empire égyptien, vieux dès lors, comme les barbares, près de trente siècles plus tard, fondirent sur l'empire romain. On sait qu'ils furent chassés de la basse Égypte après environ 500 ans d'une occupation plus ou moins disputée.

Or, je lis sur l'obélisque d'Alexandrie, après le prénom de Thoutmosis III, *illustre pour avoir battu les Hyk*. Le nom égyptien des *pasteurs* était *hyk-sos*. Serait-il possible que *hyk* fût ici une abréviation d'*hyk-sos*? Cette supposition me paraît emprunter une grande vraisemblance à un passage de l'historien égyptien Manethon, cité par Josèphe, qui nous enseigne le sens du mot *hyk-sos*. Selon Manethon, *hyk*, qui voulait dire roi, appartenait à la langue sacrée, et *sos*, qui signifiait pasteur, à la langue vulgaire. Le premier est ici représenté par la houlette, signe du pouvoir aux mains des Pharaons, et dont la prononciation *hyk* n'est pas douteuse. Quant au mot *sos*, on conçoit que, n'appartenant pas à l'idiome sacré, il n'ait pu être écrit sur un monument public, dans une inscription qui ne devait admettre que la langue sacerdotale: le remplacement d'un mot par son initiale est un principe dominant de l'écriture hiéroglyphique; il est donc difficile de se refuser à voir ici les *hyk-sos* ou rois pasteurs battus par Thoutmosis III. Si on continue d'admettre encore que les *pasteurs* furent chassés d'Égypte durant le premier règne de la dynastie dont il est le cinquième roi, il faudra supposer une nouvelle irruption des barbares rentrant en Égypte sous Thoutmosis III, comme on sait

qu'ils y rentrèrent après lui à la fin de la dix-huitième dynastie. Ce serait dans tous les cas une guerre nouvelle, une nouvelle invasion des nomades ajoutée aux annales de l'ancienne Égypte; mais j'aime mieux placer sous Thoutmosis III l'expulsion des pasteurs, que Manethon dit avoir eu lieu sous un Thoutmosis, qui me paraît être celui-ci (1). S'il en est ainsi, les hiéroglyphes nous auront appris quel fut le roi qui eut la gloire de délivrer le vieil empire et de commencer le nouveau; de faire ce que n'a fait aucun empereur romain, de repousser pour jamais les envahissements barbares, et de restaurer cette civilisation plus vivace que la civilisation romaine, puisque cinq siècles de conquêtes n'avaient pu l'éteindre. C'est un assez grand fait dans l'histoire du monde, pour qu'il vaille la peine de savoir le nom de celui qui l'a accompli.

Quant au second obélisque, si les légendes latérales qui se rapportent à Sésostri ne nous apprennent rien de plus sur lui que sur le premier, il n'en est pas de même de la légende médiane, dans laquelle se trouve le nom plus ancien de Thoutmosis III. Elle contient la phrase essentielle de l'inscription, phrase deux fois répétée sur deux côtés du monument :

THOUTMOSIS III (désigné par le prénom qui le distingue) A FAIT ÉLEVER
DEUX OBÉLISQUES.

Le sens des six signes qui composent cette courte phrase ne saurait être douteux; ils se retrouvent sur plusieurs autres obélisques, entre autres sur l'obélisque de Paris. Ils apprennent d'une manière certaine sous quel règne ces monuments ont été élevés. Ceux d'Alexandrie remontent à Thoutmosis III, c'est-à-dire au xviii^e siècle avant notre ère; celui de Paris et son frère de Luxor sont moins anciens d'environ deux siècles! ils ne remontent qu'à Sésostri. Cette inscription achève, dans les deux cas, de montrer que les obélisques étaient, en général, élevés par couples, comme l'atteste aussi la place où on les a trouvés à Luxor, à Karnac, ici même, et celle qu'on leur a donnée sur la mosaïque de Palestrine, et à Rome devant le temple d'Isis.

Cette courte phrase peut servir à donner au lecteur une idée de la manière dont s'écrivaient et se lisent les hiéroglyphes. Après les signes qui expriment phonétiquement, c'est-à-dire par le son, le mot S-KA-N-F, qui, d'après les analogies du lexique et de la grammaire copte, veut dire *a fait élever*, sont placés deux obélisques debout côte à côte. Ainsi la première partie de la phrase est écrite pour les oreilles, la dernière pour les yeux. J'ai isolé exprès cette phrase, très-courte et très-simple, pour donner au lecteur le moins exercé une notion claire des procédés de l'écriture hiéroglyphique.

On voit que, grâce à six signes dont le sens est incontestable, et au nom de Thoutmosis qui est connu, on sait avec certitude quand et par qui ont été élevés la première fois les obélisques d'Alexandrie; quelques autres signes apprennent que celui qui les a élevés a été le libérateur de l'Égypte. En voilà assez, ce me

(1) Amasis, sous lequel on place ordinairement l'expulsion des pasteurs, paraît bien s'être appelé aussi Thoutmosis; mais on ne voit pas que son père ait porté le nom de Mispnagmuthosis, et c'est un Thoutmosis, fils de Mispnagmuthosis, qui a chassé les pasteurs. Or, ce dernier nom est celui du père de Thoutmosis III. Seul M. Bunsen attribue à ce Pharaon l'expulsion des pasteurs. Je crois que ce passage de l'inscription de l'obélisque d'Alexandrie lui donne raison sur ce point contre ses savants adversaires.

semble, pour montrer; par ce premier exemple, de quelle utilité la lecture des inscriptions hiéroglyphiques peut être pour l'intelligence et l'histoire des monuments de l'Égypte.

Après les obélisques, ma première course fut pour la colonne de Pompée. Le lecteur eût été délivré de toute observation et de toute réflexion de ma part sur ce grand monument, si j'eusse eu la ponctualité d'un Anglais qui, sur son âne, avait galopé à mes côtés de l'auberge aux aiguilles de Cléopâtre, et des aiguilles de Cléopâtre à la colonne de Pompée. Nous étions juste à dix pas du but de notre course quand mon homme tire sa montre, tourne bride, et, montrant le dos à la colonne avant de l'avoir vue, me dit avec un flegme que je n'oublierai jamais : « Il est dix heures, allons déjeuner. »

La première chose qui frappe en approchant du monument, ce sont des noms propres tracés en caractères gigantesques par des voyageurs qui sont venus graver insolemment la mémoire de leur obscurité sur la colonne des siècles. Rien de plus naïf que cette manie renouvelée des Grecs qui flétrit les monuments quand elle ne les dégrade pas. Souvent il a fallu des heures de patience pour tracer dans le granit ces majuscules qui le déshonorent. Comment peut-on se donner tant de peine pour apprendre à l'univers qu'un homme parfaitement inconnu a visité un monument, et que cet homme inconnu l'a mutilé ?

La colonne de Pompée n'a rien à faire avec la mémoire de Pompée. Ici comme partout la tradition a attaché un nom célèbre à un monument épargné par le temps. C'est ainsi qu'à Rome une tour du moyen âge s'est appelée Tour de Néron, et qu'à Athènes un monument choragique s'est appelé Lanterne de Démosthène. En Égypte, il fallait retrouver Pompée. Cependant qui eût élevé une colonne à Pompée ? Ses meurtriers ou son vainqueur ? L'histoire en parlerait. Elle parle bien des statues qui ornaient son tombeau sur la grève et qu'Adrien y fit remplacer. D'ailleurs, Pompée n'est jamais venu à Alexandrie ; ce fut sur un autre point de la côte, près de Peluse, qu'il aborda et fut assassiné par les conseillers d'un roi de douze ans, premier mari de Cléopâtre, qui épousa successivement ses deux frères, et qui était alors en guerre avec son jeune époux, toutes circonstances, par parenthèse, assez différentes de la tragédie de Corneille. Il n'y a donc aucun fondement historique à cette dénomination de colonne de Pompée qui s'est perpétuée jusqu'à nos jours. Salt, le premier, a copié l'inscription grecque gravée sur la base de la colonne, et qui contient une dédicace à Dioclétien. M. de Châteaubriand, qui rapportait en France toute la poésie de l'Orient dans son *Itinéraire*, y trouva une place pour l'inscription d'Alexandrie. Il n'est pas difficile de rendre compte de cette dédicace à Dioclétien ; il était vainqueur, il avait pris Alexandrie d'assaut ; son triomphe fut d'abord cruel, mais le triomphe n'a pas besoin d'être humain pour obtenir des hommages. D'ailleurs, un signe céleste avait obtenu grâce pour la ville incendiée en partie. Les bienfaits suivirent de près les rigueurs ; Dioclétien fit distribuer du grain à la population grecque d'Alexandrie ; de plus, nous savons qu'il introduisit dans l'administration de l'Égypte plusieurs dispositions utiles. L'inscription célèbre le très-saint empereur Dioclétien, et lui donne un titre qui signifie à la fois possesseur et bon génie d'Alexandrie, ce qui montre qu'elle a été gravée après le siège ; elle est donc un monument à la fois de la soumission et de la reconnaissance des Alexandrins. Mais la dédicace à Dioclétien ne tranche point la question de l'origine et de la destination primitive du monument. La colonne dite de Phocas, à Rome, est certainement plus ancienne que Phocas, à qui elle fût dédiée.

Il peut en être de même de la colonne d'Alexandrie. Tous les voyageurs sont unanimes pour reconnaître le fût comme antérieur à la base et au chapiteau. La colonne aurait donc été élevée ou relevée sous Dioclétien, mais son origine remonterait plus haut. Cette origine a quelque importance, car il ne s'agit pas d'une colonne ordinaire, mais d'un monolithe qui surpasse de beaucoup en grandeur tous les monolithes connus, sauf la colonne de Saint-Isaac à Pétersbourg. Pour moi, au pied de ce débris unique et grandiose de l'architecture alexandrine, en attachant sur elle mes regards pleins d'étonnement et de curiosité, je m'écriai, comme Byron au forum romain : « Et toi, colonne sans nom, qui es-tu ? »

Je vais tenter de répondre à cette question que je me suis adressée.

D'abord la colonne de Pompée n'est pas de Pompée, ainsi que je l'ai dit. Une dénomination que lui ont donnée les Arabes, la colonne *des piliers* (*sevari*, pris pour *Severi*), l'a fait, sans autre motif que cette confusion, attribuer à Sévère ; une inscription reconnue apocryphe l'a fait attribuer à Alexandre. Ces fausses origines écartées, quelle est la véritable ? Cette origine n'est pas égyptienne ; la forme, les proportions du monument, ne le sont point. Jamais les Egyptiens n'ont élevé de colonne isolée. Cette origine est-elle grecque ou romaine ? Voilà la question. M. Letronne n'hésite pas à la croire romaine, et à voir dans la colonne d'Alexandrie un exemple des colonnes triomphales, inconnues aux Grecs, telles que furent à Rome la colonne Trajane et la colonne Antonine. Il faut croire avoir de bien bonnes raisons pour oser se séparer de M. Letronne sur une question qui touche aux antiquités gréco-romaines de l'Égypte ; mais ici ma conviction ne me permet pas de faire autrement. Pour moi, la colonne d'Alexandrie est grecque ; elle n'a été élevée ni pour Dioclétien ni pour aucun autre empereur. Elle a été élevée sous un des premiers Ptolémées, en même temps que le Sérapeum, dont elle faisait partie.

Le Sérapeum était un édifice très-considérable, placé dans l'acropole d'Alexandrie, édifice à la fois sacerdotal et littéraire, égyptien et grec, sur lequel j'aurai bientôt occasion de revenir. Il me semble incontestable que c'est du Sérapeum que parlait le rhéteur Aphthonius (1), qui visita Alexandrie au III^e ou IV^e siècle, lorsqu'il disait : « Quand on entre dans la citadelle, on trouve un emplacement borné par quatre côtés égaux. Au milieu est une cour environnée de colonnes, et à cette cour succèdent des portiques. Au dedans des portiques, on a construit des cabinets ; les uns, qui servent à renfermer des livres, sont ouverts à ceux qui veulent s'appliquer à l'étude de la philosophie, et offrent à toute la ville un moyen facile d'acquérir la sagesse ; les autres ont été consacrés au culte des anciennes divinités... Au milieu de la cour s'élève une colonne d'une grandeur extraordinaire et qui sert à faire reconnaître cet emplacement, car, quand on arrive, on ne saurait pas où l'on va si cette colonne ne servait comme de signe pour reconnaître les chemins. Elle fait apercevoir la citadelle, tant sur mer que sur terre (2). »

Cette description d'un témoin oculaire prouve évidemment ; ce me semble, que dans l'intérieur du Sérapeum était une cour entourée de portiques ayant la forme d'un cloître, et qu'au milieu de cette cour s'élevait une colonne d'une grandeur extraordinaire dans laquelle, d'après cette indication même, d'après la situation du monument décrit, il est impossible de ne pas reconnaître la grande colonne

(1) C'est l'opinion de M. de Sacy. *Abdallatif*, p. 257

(2) Aphthon. *Progymnasmata*, c. 12.

qui existe encore aujourd'hui. Or, peut-on admettre qu'une colonne élevée en l'honneur de Dioclétien ou de tout autre empereur ait été après coup transportée par-dessus les bâtimens du Sérapeum et placée au milieu de la cour que les bâtimens entouraient de tous côtés? N'est-il pas plus naturel et, je le dirai, n'est-il pas nécessaire, pour éviter une si grande invraisemblance, d'admettre que la colonne placée au milieu de la cour du Sérapeum a été élevée avec et pour le monument, et a été plus tard dédiée à Dioclétien vainqueur par les habitants de cette demeure? Si la base est plus moderne que le fût de la colonne, il faudra bien admettre qu'une cause quelconque, peut-être un tremblement de terre semblable à ceux que les auteurs musulmans disent avoir affligé Alexandrie pendant les premiers siècles de l'hégire, aura fait tomber la colonne, et qu'elle aura été relevée sur une autre base au temps de Dioclétien; mais il est, dans tous les cas, beaucoup plus facile de redresser une colonne gisante dans une cour que de l'amener dans cette cour en la faisant passer par-dessus les toits d'un édifice comme le Sérapeum.

Si le voyage d'Aphthonius en Égypte doit être placé, comme le pensait Fabricius, entre Constantin et Julien, cette époque était assez rapprochée de celle de Dioclétien pour qu'Aphthonius eût pu savoir et raconter à quelle occasion se serait fait le gigantesque transport de la plus grande colonne connue. Et pourquoi admettre ce transport? La colonne, dit-on, devait porter une statue impériale comme les colonnes triomphales romaines, et ces colonnes ont toujours été inconnues aux Grecs. Est-il bien sûr cependant que la nôtre portait une statue, et une statue d'empereur? Aphthonius n'en dit rien. Il dit seulement qu'*autour des chapiteaux étaient placés les principes des êtres*, ce qui donne l'idée d'emblèmes mythologiques, et convient très-bien à la colonne centrale du Sérapeum, mais éloigne l'idée d'une statue d'empereur au pied de laquelle on ne voit pas trop ce qu'auraient fait les *principes des êtres*. On ne peut rien conclure d'une statue impériale en porphyre dont les débris ont été trouvés dans le voisinage. M. Letronne a reconnu tout le premier que ses dimensions n'étaient pas assez grandes pour qu'elle ait jamais pu figurer sur le monument. Cependant M. Wilkinson pense que l'on voit au sommet de la colonne l'indice de la présence d'une statue. Avant d'examiner quelle pouvait être cette statue, je dois dire deux mots d'une supposition faite par M. de Sacy.

Abdallatif dit que la colonne était surmontée d'une coupole (*kotba*). M. de Sacy incline à y voir un petit observatoire qui, si mon opinion sur la colonne est vraie, eût été l'observatoire du Sérapeum; mais je croirais difficilement à cet observatoire, placé sur une colonne de près de cent pieds, au sommet de laquelle on n'a pu monter de nos jours qu'à l'aide de la corde qu'on y a engagée par le moyen d'un cerf-volant; il aurait fallu en tout cas un appareil d'échelles qui, aussi bien que les instruments, eût frappé Aphthonius. Une explication plus simple est suggérée au voyageur par un spectacle qui s'offre journellement à lui en Égypte. La coupole en question n'était-elle pas un de ces dômes en l'honneur des saints musulmans qu'on voit à chaque pas s'arrondir et blanchir sous les palmiers? Peut-être la *kotba* du voyageur arabe était tout simplement le monument d'un santon célèbre. Quoi qu'il en soit, si rejetant, comme je pense qu'on doit le faire, l'hypothèse de l'observatoire mise en avant par M. de Sacy, on persiste à penser que la colonne a dû porter une statue, on peut, avec M. Sharpe, y voir une statue équestre de Dioclétien, ou du moins la statue que nous savons avoir

été élevée à son cheval en reconnaissance d'un faux pas qu'il fit en entrant dans la ville, et où l'empereur vit un signe de la volonté des dieux qui lui ordonnait de cesser le pillage. Cette statue peut fort bien avoir été placée au sommet d'une colonne grecque ; mais il reste toujours cette question : dans quel but la colonne grecque a-t-elle été érigée avant la statue impériale ? Ne serait-ce point pour recevoir à son sommet une statue gigantesque de Sérapis, déjà tombée peut-être au temps d'Aphthonius, après Constantin, et qui, à coup sûr, n'a pu survivre à la destruction du Sérapeum par les chrétiens sous Théodose ? Nous savons qu'il y avait une effigie colossale de Sérapis dans le labyrinthe, et de plus que Ptolémée Philadelphe fit placer une statue de ce dieu sur la hauteur de Racotis, c'est-à-dire sur l'éminence où était située l'ancienne ville égyptienne, et où s'élevaient l'acropole de la ville grecque, le Sérapeum qui faisait partie de l'acropole, enfin la colonne qui faisait partie du Sérapeum. D'après une tradition qui s'est conservée chez les Arabes, cette colonne portait une statue gigantesque étendant la main vers la mer et regardant vers Constantinople. Peut-être au fond de cette tradition était le vague souvenir d'une statue de Sérapis.

Ainsi serait motivée l'érection d'une colonne solitaire sans exemple chez les Grecs. Au reste, peut-on conclure de ce qui s'était fait avant et ailleurs à ce qui pouvait se faire à Alexandrie. En présence de l'art égyptien, l'art grec, excité et comme troublé par une émulation dangereuse, tenta de se surpasser en se dépassant. Le phare, qui ressemblait à une pyramide à plusieurs étages, le Panium, qui paraît avoir été un monument bizarre et sans modèle, montrent quelles étaient les tentatives hardies, originales, démesurées, de l'art dans cette Alexandrie, dont un des architectes était ce Dinocrate qui avait offert à Alexandre de sculpter le mont Athos et de lui placer dans la main une coupe qui verserait un fleuve. Pour moi, la colonne d'Alexandrie est le résultat le plus mémorable et le plus heureux de cette lutte entre l'art grec et l'art égyptien, dans laquelle le premier essaya de donner à ses types les dimensions colossales dont l'Égypte offrait le modèle. Les pyramides firent construire le phare, et les obélisques firent élever au milieu du Sérapeum la colonne d'Alexandrie.

Dans cette ville, l'Égypte et la Grèce sont, pour ainsi dire, superposées l'une à l'autre. Si l'obélisque qui est encore debout a une base grecque, en revanche la colonne grecque a une base égyptienne. Il paraît qu'un obélisque renversé lui sert de fondement, et, parmi les débris qui supportent le piédestal, deux caractères presque effacés m'ont permis de reconnaître le prénom de Psamétique II, qu'on voyait plus distinctement au temps de Champollion. Ce nom d'un roi de la dynastie saïtique a fait penser que ces débris venaient de Saïs, la grande ville égyptienne la plus proche en remontant le Nil. On peut croire aussi que, sans les aller chercher jusque-là, on les avait empruntés à quelques monuments de l'ancienne Racotis. Bien que n'ayant jamais été considérable que dans les contes arabes, Racotis a pu devoir quelque importance à sa situation littorale, quand la Grèce commença, sous les Psamétiques, à s'ouvrir aux étrangers. Mais qu'était ce Sérapeum ? Quel était ce singulier édifice où se trouvaient des cabinets pour l'étude et des chapelles dédiées aux anciens dieux de l'Égypte ? Il mérite qu'on s'y arrête un peu.

Et d'abord qu'était ce dieu Sérapis à qui l'édifice était consacré ? Quel était ce grand dieu d'Alexandrie, dont le culte semble avoir remplacé presque entièrement celui des anciennes divinités de l'Égypte, Ammon, Phta, Osiris ? Sur aucun monument égyptien, on n'a vu encore le nom de Sérapis écrit en hiéroglyphes ni sa

figure représentée, tandis que les artistes grecs et romains ont reproduit souvent le type sévère d'un Jupiter Sérapis assez semblable à Pluton. Ce dieu si célèbre, et auquel de si vastes édifices furent consacrés à Memphis et à Alexandrie, a dû tenir une place dans le panthéon égyptien, où on ne le rencontre pas ; singulière énigme mythologique, dont l'explication est, je crois, celle que voici :

Sérapis est une abréviation d'Osor-Apis, Osiris-Apis (1). En effet, Apis, le taureau noir qui emporte les âmes, est le même que l'Osiris funèbre auquel elles sont unies après la mort, et qui est l'époux d'Isis, la vache sacrée. Il y avait des lamentations solennelles pour Apis comme pour Osiris (2). Osiris et Apis étaient deux personnifications de la même idée mythologique, qui formèrent deux divinités distinctes jusqu'au jour où la fusion alexandrine vint réunir ce qui était un dans son principe, mais que le culte avait toujours distingué. De ces deux noms, fondus en un seul, fut composé le nom nouveau du dieu ancien. Sérapis est donc la dernière forme ou plutôt la dernière dénomination d'Osiris. C'est pour cela que, dans le culte, Sérapis, à Rome comme en Égypte, est constamment associé à Isis ; c'est pour cela qu'on trouve cette inscription : *A Sérapis soleil*, et que sur les médailles Sérapis figure avec les cinq planètes. On sait qu'Osiris était un dieu soleil.

En l'honneur de Sérapis, le dernier né de la religion égyptienne et le dieu favori des sectateurs de cette religion, s'élevait, à Alexandrie comme à Memphis, un singulier édifice, nommé Sérapeum.

Ce qu'on sait du Sérapeum de Memphis jette un jour précieux sur le Sérapeum d'Alexandrie. Les dossiers de différents procès dont les pièces nous ont été conservées sur papyrus, et qu'ont interprétées des hellénistes du premier ordre, MM. Hase et Peyron, nous fournissent de curieux renseignements sur l'intérieur d'un Sérapeum. On voit qu'il y avait là des reclus et des recluses qui vivaient sous l'autorité d'un prêtre égyptien, supérieur de l'établissement. Ces habitants forcés du Sérapeum étaient voués au culte de diverses divinités, les unes égyptiennes, comme Anubis, les autres syriennes, comme Astarté, ou persanes, comme Mithra. Ainsi le cénobitisme chrétien a été devancé en Égypte, où il est né, par les reclus du Sérapeum, comme la vie solitaire des ermites l'a été par les thérapeutes. Ces cloîtres étaient l'asile du vieux fanatisme égyptien et de la vieille haine pour les races étrangères. Nous possédons une requête d'un Madédonien enfermé dans le Sérapeum de Memphis, et qui se plaint d'être en butte aux persécutions du supérieur, à la brutalité de ses agents, *parce qu'il est Grec*. A Alexandrie, bien que le Sérapeum ait été pareillement le refuge du culte et de l'esprit antiques, il s'est fait une alliance entre cet esprit et l'esprit grec, qui, dans cette ville grecque, pénétrait partout.

La bibliothèque qui succéda à celle qu'avait brûlée César, et qu'on appelait la fille de la première, était dans le Sérapeum. Une partie des livres était probablement placée dans ces cabinets ouverts à toute la ville dont parle Aphonius. A une époque plus ancienne, si la clôture religieuse exista jamais à Alexandrie comme à Memphis, les livres devaient se trouver dans une portion extérieure de l'édifice ouverte aux profanes, à peu près, j'imagine, comme à Rome la bibliothèque de la Minerve, qui appartient au couvent des dominicains, est accessible

(1) Plutarque dit positivement, mais sans l'expliquer, que Sérapis était Osiris-Apis. — *De Iside*, 28.

(2) Papyrus des deux jumelles de Memphis.

au public. Tertullien indique dans la bibliothèque du Sérapeum un exemplaire de la Bible en hébreu, ce qui montre que les Juifs y étaient admis.

Le Sérapeum s'élevait dans l'acropole, sur cette éminence aujourd'hui moins considérable, avec le temps toutes les hauteurs s'affaissent, mais d'où la vue domine encore la ville et la mer. Là devait être aussi la citadelle de l'ancienne Racotis, antérieure à Alexandrie, poste militaire établi par les Pharaons pour garder la côte et pour surveiller les nomades de l'ouest. C'était, du reste, un magnifique édifice que le Sérapeum d'Alexandrie; on y montait par cent degrés, et Ammien-Marcellin le compare au Capitole. De son sommet, comme du point le plus élevé de la ville, Caracalla contempla le massacre qu'il avait ordonné. C'est autour du Sérapeum, au cœur de la vieille Alexandrie, que se heurtaient surtout dans un conflit opiniâtre les deux religions rivales. C'est sur les degrés qui conduisaient au temple que se tenait intrépidement Origène, mêlé aux prêtres égyptiens, distribuant comme eux des palmes à ceux qui se présentaient, et leur disant : « Recevez-les, non pas au nom des idoles, mais au nom du vrai Dieu. » C'est là que, sous Julien, les païens traînaient les chrétiens, pour immoler ceux qui refusaient de sacrifier à Sérapis; c'est là que, sous Théodose, les chrétiens se précipitèrent en furieux, brisant les portes, renversant les idoles, et remportant sur les murailles et les chapelles abandonnées cette victoire qu'Eunape, le Plutarque des philosophes alexandrins, célébra avec une ironie si amère, que M. Cousin a si bien rendue : « Des hommes qui n'avaient jamais entendu parler de la guerre s'attaquèrent bravement à des pierres, les assiégèrent en règle,... et alors, au lieu des dieux de la pensée, on vit des esclaves et des criminels obtenir un culte... Tels étaient les nouveaux dieux de la terre! »

Le Sérapeum était le palladium de la religion égyptienne et de la philosophie grecque. A l'époque de sa destruction, il représentait l'alliance que toutes deux avaient fini par former contre l'ennemi commun, la religion chrétienne. Dans cette extase prophétique à laquelle aspiraient les philosophes alexandrins, l'un d'eux, Antoninus, fils de la visionnaire Sosipatra, avait prédit la chute du Sérapeum, comme les prophètes de Jérusalem prédisaient la ruine du Saint des Saints. Un oracle sibyllin disait : O Sérapis, élevé sur ton rocher, tu feras une grande chute dans la trois fois misérable Égypte.

Ces vers se rapportent sans doute d'une manière générale à l'abolition du culte de Sérapis, mais ils peuvent aussi faire allusion à la chute de cette statue que j'ai supposé avoir existé sur la grande colonne et en avoir été précipitée. Quoi qu'il en soit, la multitude, autorisée par un édit de Théodose et poussée par l'évêque Théophile, démolit avec fureur le Sérapeum, ce dernier refuge des superstitions égyptiennes et de l'école du Platon, ce dernier asile ouvert aux deux adversaires du culte nouveau, le paganisme et la philosophie, cette retraite claustrale et littéraire où il y avait des chapelles de Mithra, d'Astarté, d'Anubis, et une bibliothèque grecque. Le Sérapeum était la forteresse du passé. Le passé, retranché dans l'acropole au cœur de la vieille Alexandrie, fut expulsé par le christianisme, qui était l'avenir. Sur les ruines du Sérapeum on éleva une église à saint Jean-Baptiste, mais il ne faut pas croire que rien ne survécut du vaste édifice païen. Au v^e siècle, les magistrats d'Alexandrie s'y réfugièrent pendant une émeute. De ses portiques il restait une forêt de colonnes au temps de Saladin : les Arabes appelaient ces ruines l'école d'Aristote ou la salle de justice de Salomon. Aujourd'hui, pour marquer la place du Sérapeum, de l'acropole, de l'ancienne Racotis, la grande colonne

s'élève seule comme le signal d'un vaste naufrage. Mais elle nous a arrêté assez longtemps ; disons adieu aux souvenirs de la ville égyptienne. Il reste à étudier la ville hellénique, la ville du musée, de la bibliothèque, la ville des savants, des philosophes, des littérateurs, des pères et des hérésiarques grecs, l'Alexandrie grecque, la véritable Alexandrie.

J.-J. AMPÈRE.



LA

QUESTION DES SUCRES

EN ANGLETERRE

ET LA TRATTE AU BRÉSIL.

I.

Parmi les questions qui pouvaient embarrasser le cabinet de lord John Russell, il n'en était pas de plus grave, de plus difficile que ce qu'on appelle la *question des sucres*. Sans l'adroite tactique de sir R. Peel, c'est sur cette question que le sort de son ministère aurait été décidé. Il préféra porter le débat sur les affaires de l'Irlande, où il se flattait de retrouver une partie de son ancienne majorité. Deux fois, en 1844 et en 1845, il s'était trouvé en minorité sur le bill des sucres, et il ne l'avait emporté qu'en déclarant à ses amis récalcitrants qu'il se retirerait, s'il était battu. La crainte de porter un coup mortel à l'union de leur parti fit reculer le plus grand nombre des conservateurs hostiles à la mesure de leur chef; mais, après la conduite de sir R. Peel à l'endroit du bill des céréales, une pareille crainte n'était plus capable de les arrêter, et sir R. Peel, sachant bien que sa chute était inévitable sur cette question, aima mieux laisser à ses successeurs le soin de la résoudre.

Pendant bien longtemps, le sucre de provenance étrangère a été exclu du marché de la Grande-Bretagne au profit du monopole colonial. En 1851, une loi effaça le principe prohibitif, mais le laissa subsister en fait; car, tandis que le sucre des colonies anglaises était tenu d'acquitter seulement un droit de 24 sh.

(50 fr.) par quintal de 112 livres (50 kil. 8 gr.), le sucre étranger était frappé d'un droit de 65 sh. (79 fr.), ce qui équivalait à une exclusion. Cependant, à mesure que les principes de liberté commerciale gagnaient du terrain, l'abolition de l'esclavage à Maurice et dans les Antilles anglaises avait considérablement diminué la production de cette denrée de première nécessité, le prix s'en était élevé, et l'intérêt des consommateurs réclamait qu'en attendant que la production du sucre dans les Antilles redevint suffisante pour les besoins de la métropole, le sucre de provenance étrangère fût admis à combler le déficit et à rétablir les anciens prix. Ce fut pour satisfaire à cette juste exigence que le cabinet de lord Melbourne comprit le sucre dans son plan de réforme commerciale, et proposa d'abaisser à 36 sh. (45 fr.) le droit prohibitif de 65 sh. (79 fr.), dont étaient frappés les sucres étrangers, tout en maintenant un droit différentiel de 12 sh. (15 fr.) à l'avantage des produits des colonies anglaises. Cette proposition rencontra une égale résistance chez les planteurs et chez les partisans de l'abolition de l'esclavage, et lorsque sir R. Peel, en succédant à lord Melbourne, réalisa sur une plus petite échelle son plan de réforme, il n'osa pas toucher au monopole des colonies.

Cependant l'opposition gardait cette question en réserve ; elle attendait un moment favorable pour la soumettre de nouveau au parlement, et forcer sir Robert Peel, ou d'être en dissentiment ouvert avec ses amis, et partant d'adopter la proposition faite, en 1841, par les whigs, ou d'être infidèle à ses propres principes de liberté. Le 7 mars 1844, M. Labouchère, qui avait été l'un des membres les plus influents du cabinet de lord Melbourne, présenta une motion au sujet des relations commerciales de l'Angleterre et du Brésil, et souleva à cette occasion la question des sucres avec d'autant plus d'à-propos, que le Brésil ne consentait à renouveler le traité qui le liait à l'Angleterre qu'à la condition que ses sucres, exclus par le droit de 65 sh., seraient désormais admis à un taux modéré sur le marché de la Grande-Bretagne. La proposition de M. Labouchère fut repoussée à une majorité de 75 voix : 205 contre 132 ; mais le résultat moral de la discussion lui avait été si favorable, l'expression de l'opinion publique à son égard avait été si peu équivoque, que sir R. Peel vit bien que le moment était venu pour lui de se prononcer, et, selon son habitude, prévoyant le prochain triomphe de ses adversaires, il résolut de leur dérober et l'honneur et les avantages de la victoire.

La réduction proposée par les whigs, en 1841, avait succombé sous deux arguments : la probabilité d'obtenir dans un temps peu éloigné des colonies anglaises un approvisionnement suffisant, et le danger d'encourager la traite, puisque les seuls pays producteurs du sucre sur une grande échelle, le Brésil et l'Espagne par ses colonies de Cuba et de Porto-Rico, étaient aussi les seuls qui résistaient à l'abolition de cet horrible trafic. Le premier de ces arguments était désormais sans valeur. Une expérience de trois années avait démontré aux plus incrédules que Maurice et les Antilles anglaises, même en y joignant les produits du Bengale, étaient incapables de fournir à la consommation des trois royaumes, ainsi que le prouvaient d'ailleurs l'état présent de l'entrepôt et le prix sans cesse croissant du sucre sur le marché. Restait l'argument philanthropique, mis en avant par les abolitionnistes, et derrière lequel s'abritaient hypocritement les planteurs et les négociants des ports de mer, également intéressés au monopole colonial. C'est aussi avec cet argument qu'ils combattirent la motion de M. Labouchère, et c'est pour le soutenir que, dans cette discussion, leur représentant dans le cabinet, M. Gladstone, fils d'un négoc-

ciant de Liverpool, riche propriétaire de la Jamaïque, produisit le premier devant le parlement la distinction entre les produits du travail libre et les produits du travail esclave, inventée par l'*Anti-Slavery Society* (1).

« Vous repoussez les sucres du Brésil, répondaient M. Labouchère et ses amis, parce qu'ils sont produits par des esclaves ; l'Angleterre, ajoutez-vous, a fait de trop grands sacrifices en vue de détruire l'esclavage et dans son application et dans sa source, pour l'encourager par sa législation commerciale : mais alors pourquoi recevez-vous les cafés du Brésil, qui sont aussi un des produits du travail esclave ? A cela, vous répondez que la culture du café n'alimentera jamais la traite à elle seule, qu'elle n'exige pas des esclaves, qu'elle est plus profitable, faite par des bras libres, qu'elle emploie sans inconvénient des femmes et des enfants, et que ce n'est pas pour transporter des femmes et des enfants que les négriers entreprennent leurs périlleux voyages à travers l'Océan : ce sont des hommes jeunes et robustes, propres aux durs travaux des sucreries, qu'ils vont chercher en Afrique. Nous vous accordons cela. Il est vrai que la culture du sucre exige un travail plus pénible que celle du café ; mais que direz-vous du travail des esclaves dans les mines ? N'est-il pas plus cruel que la culture du sucre ? Pourquoi donc l'Angleterre admet-elle les produits des mines ? Pourquoi donne-t-elle entrée au cuivre brut ? Jusqu'en 1842, le cuivre se trouvait précisément dans la même position que les sucres étrangers. Sir Robert Peel a modifié le tarif auquel cette matière première était soumise ; il en a permis l'importation en Angleterre à un droit très-peu élevé. Or, tandis que l'importation du cuivre ne dépassait pas 67 quintaux en 1837, le chiffre de cette importation, grâce à cet abaissement des droits, s'est élevé en 1843 à 1.085,420 quintaux, qui ont rapporté au fisc 64,545 liv. sterl. (près de 1,500,000 fr.). »

Forcé dans ce dernier retranchement, M. Gladstone était contraint d'avouer le véritable motif de la prohibition des sucres du Brésil et des colonies espagnoles, et ce motif n'était autre que le désir de maintenir le monopole colonial. A l'argument tiré de l'admission du cuivre des mines exploitées par des esclaves, il répondit en ces termes très-catégoriques : « Quant à la réduction des droits sur le cuivre brut, l'abaissement de ces droits n'a pas été opéré dans la vue de favoriser le commerce d'importation, mais pour satisfaire aux besoins des manufacturiers et pour procurer à notre industrie le bénéfice de la fonte. La différence entre le sucre étranger et le cuivre brut est très-grande. Nous n'importons pas assez de sucre de nos colonies pour notre propre consommation : au contraire, la quantité de cuivre brut importée est assez grande chez nous pour que nous en exportions une partie. »

Quoi qu'il en soit, sir Robert Peel reconnut la nécessité de faire une concession

(1) Quant à la répression armée et aux stipulations des traités, l'expérience a démontré qu'elles aggravent d'une manière incalculable les maux et les cruautés de la traite, sans faire luire le plus faible rayon d'espérance sur le succès futur de tant d'efforts. Par suite de ces considérations, le comité conclut qu'on doit se borner à admettre les produits du travail libre de toutes les parties du monde sur le marché de l'Angleterre aux conditions auxquelles y sont reçus les produits des colonies anglaises, et à maintenir les droits existants sur le produit du travail des esclaves. La Grande-Bretagne a fait assez, elle a fait trop et beaucoup trop de sacrifices pour alimenter elle-même ce fleau par son commerce ; il est temps de changer de direction et de suivre une autre route. » Pétition de l'*Anti-Slavery Society* présentée à la chambre des communes le 9 février 1844.

à l'opinion publique; cependant il avait si vivement reproché au plan du cabinet de lord Melbourne de donner une prime au travail esclave et d'encourager ainsi la traite, qu'il ne pouvait guère démentir si brusquement ses propres déclarations en revenant au projet même de ses adversaires. Aujourd'hui la conduite qu'il a tenue à l'occasion des lois céréales permet de supposer que, s'il eût eu toute sa liberté d'action, il n'eût pas reculé devant cette conversion; mais l'intérêt colonial, représenté dans son cabinet par M. Gladstone et par M. Goulburn, lui défendait de la tenter. Pour sortir d'embarras, il adopta la distinction entre les produits du travail libre et du travail esclave, et l'appliqua au sucre. Par son bill du 4 juin 1844, il proposa de maintenir sur les sucres du Brésil et des colonies espagnoles le droit en quelque sorte prohibitif de 65 sh., et d'abaisser à 34 sh. le droit sur les sucres de Java, de Manille, de la Chine et de tous les autres pays où l'esclavage des noirs n'existe pas. Si les États-Unis, par une singulière anomalie, étaient rangés dans cette dernière catégorie, c'est que sir Robert Peel savait bien que cette fière république ne souffrirait pas une aussi injuste distinction. Cette réforme était illusoire, et l'opposition n'eut pas de peine à démontrer qu'elle ne remédiait nullement au vice de la situation. Sir Robert Peel se réservait seulement l'apparence de faire quelque chose, et se conciliait les voix des abolitionnistes et des intéressés au monopole colonial. Toutefois la mesure était si insignifiante, que l'année suivante, c'est-à-dire en 1845, il fut obligé, pour satisfaire aux justes exigences de l'opinion publique, de porter la main sur ce même intérêt colonial qu'il avait jusque-là respecté. Il proposa d'abaisser le droit sur le sucre des Antilles anglaises et de Maurice de 10 sh., c'est-à-dire de le réduire à 14 sh. (17 fr.), et de faire subir au sucre produit par le travail libre une pareille diminution, 23 sh. au lieu de 34; mais, bien que les produits de Cuba, de Porto-Rico et du Brésil demeuraient exclus du marché de la Grande-Bretagne, et que l'expérience eût démontré que les provenances de Manille, de Java et de la Chine laissaient intact le monopole des planteurs, sir Robert Peel eut à combattre une opposition violente et implacable. D'orageux débats s'élevèrent sur les deux bills qu'il proposait. Les arguments des planteurs et des amis du cabinet, inspirés par des intérêts privés ou des intérêts de parti, n'ont aucune valeur sérieuse; qu'il nous suffise de rappeler les principaux points de l'argumentation des whigs, qui peuvent donner une idée exacte des principes du bill soumis au parlement par lord John Russell.

La position prise par sir Robert Peel, et dans laquelle se retranchent les adversaires du bill de lord John Russell, est nettement indiquée par ces paroles que le ministre tory prononçait le 17 juin 1844 : « Notre opinion, en ce qui concerne les sucres, est celle que nous avons maintenue depuis plusieurs années. Nous avons toujours pensé que les considérations ordinaires d'après lesquelles se déterminent les questions politiques et financières dans ce pays n'étaient pas applicables à la question des sucres. L'attitude que l'Angleterre a prise à l'égard de la traite donne le droit de penser qu'elle la considère comme un mal qu'il faut avant tout éviter. Dans les circonstances ordinaires, nous admettons parfaitement que chaque état ne doit compte à personne du règlement de ses affaires intérieures; mais les traités constituent aux puissances une situation différente dans toutes les questions qui touchent au commerce des esclaves. Ces sacrifices d'argent que nous avons faits dans un pur intérêt d'humanité pour la suppression de la traite, les lois pénales que nous avons votées pour atteindre ce but, ont donné la mesure des principes qui doivent présider à nos relations commerciales. » Les whigs soutenaient de

leur côté, avec raison, que la distinction entre le travail libre et le travail esclave était tout à la fois absurde, parce qu'il était impossible de la mettre en pratique, et hypocrite, puisqu'elle ne s'appliquait qu'à un seul produit du travail esclave, et n'atteignait ni le tabac ni le coton. M. Macaulay résuma ces arguments dans un mémorable discours qui restera comme un chef-d'œuvre de bon sens, de logique et d'éloquence. Quant à la prétention de forcer par là les pays où l'esclavage existe encore à l'abolir, elle était exorbitante et déraisonnable. De quel droit l'Angleterre voudrait-elle entreprendre de réformer la législation des autres pays? C'était vouloir de gaieté de cœur rendre ridicule et haïssable la philanthropie anglaise; c'était travailler à mettre partout l'esclavage sous la protection du sentiment le plus respectable, celui de l'indépendance nationale. « Mais quoi ! disait lord John Russell, vous tirez une grande quantité de marchandises de différentes contrées dont les unes sont dans un état de civilisation très-peu avancée, et sont soumises à des chefs barbares qui exercent sur des millions de sujets un droit despotique de vie et de mort, et souvent se signalent par d'horribles cruautés. Demandez-vous d'où viennent ces marchandises, lorsqu'elles sont présentées à vos douanes? Non. Vous prenez les marchandises pour ce qu'elles sont, et en retour vous envoyez vos produits. Je crois, pour ma part, que le mieux est de laisser le commerce suivre son cours naturel, et de ne pas se mêler des institutions intérieures des pays étrangers. Adopter la marche contraire, c'est s'exposer à voir les autres états user de représailles à notre égard. Le Brésil et l'Espagne ne manqueront pas, soyez-en sûrs, de prendre leur revanche dans la circonstance présente, et d'adopter contre nous des tarifs hostiles... Vous voulez, continuait lord John Russell avec une admirable ironie, vous voulez baser vos tarifs sur des principes de moralité ! autant vaudrait dire que vous allez ériger des chaires dans vos bureaux de douanes, et y faire prêcher par les douaniers la doctrine de l'abolition de l'esclavage. » Enfin, s'élevant aux plus hautes considérations du droit public, il disait en terminant son discours : « Ce ne sont ni les tarifs hostiles, ni le droit de recherche, ni les croisières, ni les négociations menaçantes qui ont aboli l'esclavage dans les colonies anglaises ; c'est l'opinion publique, la conscience du pays, éclairée par les principes de justice, de morale, de religion et d'humanité. L'intimidation, la force, les tarifs prohibitifs, ne feront que retarder les progrès de l'opinion au Brésil. La raison en est toute simple : au principe de l'esclavage se rattache l'esprit d'indépendance nationale, et les Brésiliens soutiendront l'esclavage pour défendre les droits de leur nationalité. On prétend que le maintien des droits prohibitifs a pour but de ruiner l'esclavage ; mais l'esclavage n'est ici qu'un prétexte, attendu que ces droits étaient déjà établis avant l'abolition de l'esclavage dans les colonies anglaises. Ces droits sont conservés uniquement dans l'intérêt d'une classe privilégiée. »

Tels sont en résumé les principes qui ont dicté le bill présenté au parlement. Comme l'avait bien prévu lord John Russell, la question des sucres n'était pas seulement un débat entre un monopole et la liberté du commerce, ce n'était pas seulement une question de tarif ; elle allait changer de face, et devenir une question politique intéressant au plus haut degré les relations commerciales de l'Angleterre. Deux puissances étaient lésées, toutes deux de second ordre, et que le gouvernement anglais croyait pouvoir blesser impunément. Les États-Unis, qui sont aussi producteurs de sucre, et qui n'emploient à cette culture que des esclaves, avaient été exemptés de cette distinction hypocrite, parce que l'Angleterre avait

voulu éviter une collision avec la puissante république; elle s'était au contraire cru tout permis à l'égard de l'Espagne et du Brésil. La première avait invoqué les traités qui la lient avec la Grande-Bretagne, et par lesquels cette dernière puissance s'est engagée à recevoir ses produits sur le même pied que ceux de la nation la plus favorisée; mais, malgré l'appui éloquent de lord Clarendon, sa protestation, ses plaintes, étaient restées comme non avenues. Sir Robert Peel avait espéré sans doute avoir aussi bon marché du Brésil; cet espoir fut trompé. Le cabinet de Rio-Janeiro répondit à la prohibition de ses sucres par le refus de renouveler le traité de commerce qui expirait le 10 novembre 1844, et qui était tout à l'avantage de l'Angleterre. La prétention du cabinet anglais de faire de la prohibition des sucres du Brésil une arme pour réprimer et abolir la traite, prétention à bon droit excessive, introduisait d'ailleurs dans le débat une complication nouvelle et des plus fâcheuses. On comprend l'importance de la question qui se discute à cette heure dans le parlement. Il ne s'agit plus seulement de savoir si l'approvisionnement du marché de la Grande-Bretagne sera réservé au monopole des planteurs anglais, si l'intérêt des consommateurs sera sacrifié à l'intérêt colonial, mais bien si, pour satisfaire un petit nombre d'individus, un riche pays dans la situation la plus favorable, si un marché de huit millions d'âmes, que l'industrie britannique avait eu le monopole d'approvisionner en produits manufacturés de toute sorte, lui sera fermé.

Cette face de la question des sucres nous entraîne dans l'étude d'un sujet qui en apparence ne s'y rattache pas immédiatement, et qu'il est impossible de négliger. Pour bien connaître les rapports du Brésil avec l'Angleterre relativement à la répression de la traite, il nous faut rappeler ce qu'ont été sur ce point les rapports de la Grande-Bretagne et du Portugal dans le temps où le Brésil était une dépendance de cette dernière puissance. Ce chapitre de l'histoire de l'abolition de la traite est rempli d'enseignements précieux pour nous. Nous y apprendrons le sort qui nous était réservé grâce aux conventions de 1831 et de 1833, si la France n'eût été qu'une puissance du second ordre. En voyant comment l'Angleterre traite les faibles, nous devons nous pénétrer de la nécessité d'être forts; à ce prix-là seulement, son alliance peut nous être honorable et utile.

II.

Quand on considère la conduite de l'Angleterre dans la question de la traite, quand on la voit, durant près d'un demi-siècle et à travers les préoccupations les plus pressantes, combattre le trafic des noirs avec la même persévérance, il est difficile de mettre en doute que l'intérêt n'ait pas eu dans un pareil zèle au moins autant de part que la philanthropie. Assurément M. Guizot avait raison de proclamer à la tribune de la chambre des députés, le 22 janvier 1842. que « c'était un mouvement moral, un ardent désir de mettre fin à un trafic bonteux, d'affranchir une portion de l'humanité, qui avait lancé et accompli cette œuvre; » mais M. Guizot n'indiquait là qu'un des côtés de la question, et lord Palmerston complétait en quelque sorte les paroles de notre ministre des affaires étrangères, quand il disait, quelques jours après, que, pour l'abolition de la traite comme pour la plupart des affaires de ce monde, la vertu avait porté sa récompense avec elle, car

l'abolition de la traite avait beaucoup servi au développement de la marine et du commerce britanniques. Il faut en effet bien distinguer des actes postérieurs du gouvernement anglais l'initiative des premiers abolitionnistes. Même parmi ceux-ci, les plus perspicaces avaient prévu et annoncé que cette révolution, commencée au nom de l'humanité outragée et sous les inspirations de la charité la plus pure, deviendrait bientôt une utile et avantageuse révolution commerciale. C'est ce qui n'a pas tardé d'arriver. Le trafic des esclaves sur les côtes de l'Afrique a fait place, partout où il a été détruit, à un commerce plus légitime, tout aussi lucratif, et, comme la Grande-Bretagne a plus qu'aucune autre puissance travaillé à opérer cette transformation, c'est aussi sa marine et son commerce qui en ont le plus largement profité ; elle a ainsi recueilli le fruit de ses efforts si longtemps improductifs : en effet, comment supposer au gouvernement le plus prévoyant, le plus calculateur du monde, un mobile purement philanthropique ? Une telle supposition ne pourrait tenir longtemps devant l'examen des actes divers par lesquels l'Angleterre a cherché à obtenir l'abolition de la traite. Ne voit-on pas ce gouvernement, bien que tombé dans les mains des plus opiniâtres adversaires de cette mesure, qu'ils avaient combattue jusqu'au dernier moment, entreprendre, aussitôt qu'elle est devenue la loi du pays, de la faire adopter par toutes les autres nations ? Alors, comme par enchantement, l'abolition de la traite cesse d'être une question d'humanité pour devenir une question politique exploitée par l'Angleterre dans l'intérêt de sa puissance et de sa richesse.

La suppression de la traite devait infailliblement amener de graves et irréremédiables perturbations dans la condition et le régime économique des colonies à esclaves. L'Angleterre, qui possédait tant et de si riches établissements de ce genre, avait tout sujet de craindre que la continuation de la traite ne devint pour les colonies des autres puissances une source de prospérité d'autant plus grande qu'elle tournait à son désavantage. A ce point de vue purement humain, la conduite des hommes d'état anglais se comprend aisément et ne mérite que des éloges. La Grande-Bretagne pouvait-elle laisser pratiquer à ses rivaux et à son grand détriment un trafic qui leur était nécessaire, et qu'elle venait de s'interdire ? Laisser jouir les colonies des autres puissances du bénéfice de la traite, c'était se placer volontairement et de gaieté de cœur dans une position d'infériorité inévitable. D'un autre côté, l'opinion publique, enorgueillie de son récent triomphe, réclamait impérieusement du gouvernement qu'il fît accepter par le monde entier le grand principe dont elle lui avait imposé la reconnaissance et la consécration. Faisant donc de nécessité vertu, le cabinet anglais se hâta de proclamer que toutes les puissances devaient, à son exemple, défendre à leurs sujets le commerce des esclaves sur les côtes d'Afrique, sans trop s'inquiéter si l'économie de leurs colonies des tropiques était capable de supporter une aussi brusque modification. L'Angleterre avait d'ailleurs tout à gagner à une abolition immédiate et générale de la traite. Ses possessions à esclaves étaient prospères, abondamment pourvues de travailleurs, tandis que celles des autres nations européennes, partageant la mauvaise fortune de leur métropole, avaient beaucoup souffert des maux qu'entraîne toujours une longue guerre maritime.

L'Angleterre avait entre les mains un moyen qui lui permettait d'atteindre aisément et sûrement le but qu'elle se proposait : ce moyen était le droit qu'elle prétendait appartenir aux puissances belligérantes de visiter et de capturer les bâtiments des neutres soupçonnés de porter des marchandises de contrebande. Elle

l'appliqua à la répression de la traite, et ce droit si contesté, qu'elle exerçait même sur ses alliés, elle le mit en usage pour détruire un trafic jusque-là licite du consentement général, et qui n'avait encore été interdit que par ses propres lois municipales. Ce n'était là toutefois qu'un instrument temporaire et dont l'exercice était limité à la durée de la guerre. Le cabinet anglais dut donc travailler sans retard à obtenir, par des traités spéciaux et à l'amiable, la proscription du commerce des esclaves par les nations avec lesquelles elle avait conservé des rapports de bonne amitié.

Un ancien traité, peu respecté à la vérité, exemptait le pavillon portugais des recherches des croiseurs britanniques. En outre, dans les conjonctures présentes, l'Angleterre avait intérêt à se ménager les bonnes grâces de la maison de Bragance. Il lui importait donc d'obtenir l'abandon volontaire du privilège qu'elle ne laissait pas de s'arroger par la force, mais qu'elle n'osait pas ériger ouvertement en droit. Le bill de lord Grenville reçut la sanction royale le 23 mars 1807, et, dès le 15 avril suivant, le secrétaire d'état pour les affaires étrangères du cabinet qui avait succédé à celui de lord Grenville, M. Canning, chargeait le représentant anglais près la cour de Lisbonne de demander au gouvernement portugais de suivre l'exemple donné par l'Angleterre, et sinon d'abolir, tout au moins de restreindre la traite des noirs à certaines parties de la côte occidentale de l'Afrique. Cette proposition parut si étrange, qu'on ne jugea pas même devoir la repousser dans les formes accoutumées. Le gouvernement anglais, changeant alors de langage et abusant du besoin que le Portugal avait de son appui contre la France, déclara qu'il se proposait de stipuler, dans le traité d'alliance qui se négociait entre les deux puissances, l'abandon graduel et dans un court délai l'abolition définitive de la traite par le Portugal, et en outre l'engagement de défendre immédiatement à ses sujets de fournir des esclaves aux colonies étrangères. En même temps, pour prouver à la cour de Lisbonne qu'il ne lui restait qu'à courber la tête et à obéir, un ordre du conseil autorisait les croiseurs britanniques à capturer tous les navires portugais qu'ils rencontreraient avec des esclaves à bord dans les parages étrangers à la couronne de Portugal.

Malheureusement le cabinet de Lisbonne n'était pas en situation de résister aux impérieuses exigences de l'Angleterre. Dans l'intervalle, le territoire portugais avait été occupé par une armée française, et le souverain lui-même avait été forcé de chercher un asile dans ses possessions transatlantiques; aussi, par l'article 10 du traité d'amitié et d'alliance conclu à Rio-Janeiro le 19 février 1810, le gouvernement portugais ne put-il refuser de reconnaître l'injustice de la traite des noirs, et de s'engager à coopérer avec la Grande-Bretagne à l'abolition de ce trafic. — Désormais, était-il stipulé dans cet article, il serait interdit aux sujets portugais de faire le commerce des esclaves sur la côte d'Afrique, au nord de l'équateur. — Le cabinet anglais exigea en outre le renoncement aux dispositions du traité de 1654, en vertu duquel le pavillon portugais avait été exempté de la visite des croiseurs britanniques. Dans le fait, ces concessions se réduisaient à très-peu de chose : les possessions du Portugal au sud de la ligne où la traite demeurait licite étaient depuis longtemps les principaux marchés où toutes les nations s'approvisionnaient d'esclaves; mais c'était un premier pas, et le cabinet anglais s'en servit comme d'un point de départ pour réclamer l'abolition complète de la traite selon l'engagement formulé dans le traité même. Ne pouvant l'obtenir, il arracha, le 24 novembre 1815, un décret qui défendait aux négriers

portugais et brésiliens de transporter plus de deux esclaves et demi par tonneau.

Le rétablissement de la paix générale ouvrait un vaste champ aux desseins de l'Angleterre, et la réunion des grandes puissances maritimes de l'Europe au congrès de Vienne lui parut une occasion favorable de porter un coup décisif à la traite. Dès les premiers jours, et comme pour sonder les esprits, les plénipotentiaires anglais et portugais s'entendirent pour régler un point essentiel sur lequel s'était élevé un grave différend. Par l'interprétation qu'il donnait à l'article 10 du traité de 1810, le cabinet britannique s'était cru autorisé à faire capturer par ses croiseurs les négriers portugais dans les parages où la traite leur était interdite. La cour de Portugal n'avait cessé de réclamer, mais inutilement, contre cette interprétation arbitraire, et de demander indemnité et satisfaction pour les pertes éprouvées par ses sujets. Dans les circonstances présentes, le cabinet anglais se crut obligé à plus de déférence. Le préambule de la convention conclue à Vienne le 21 janvier 1815 reconnaissait que, des doutes s'étant élevés à l'égard des points de la côte d'Afrique sur lesquels les sujets portugais pouvaient, d'après les lois de leur pays et le traité de 1810, exercer légitimement la traite, et en considération des réglemens que promettait de faire le Portugal à l'effet de prévenir le retour de pareils doutes, l'Angleterre indemniserait les propriétaires des navires capturés par ses croiseurs avant le 1^{er} janvier 1814 jusqu'à la concurrence de 500,000 liv. sterl. (7,500,000 fr.). Cette convention fut suivie d'un traité signé le lendemain, c'est-à-dire le 22 janvier, et destiné à restreindre la traite sous le pavillon portugais. Le gouvernement du royaume-uni du Portugal, du Brésil et des Algarves s'engageait à abolir le commerce des esclaves sur la côte occidentale de l'Afrique au nord de l'équateur, et à adopter, de concert avec la Grande-Bretagne, les mesures les plus convenables pour rendre effective l'exécution du traité. De son côté, le gouvernement anglais promettait d'empêcher que les navires portugais se livrant à la traite au sud de la ligne fussent inquiétés par ses croiseurs. Les deux parties se réservaient de fixer par un arrangement ultérieur l'époque à laquelle ce trafic devrait entièrement cesser et être prohibé dans toute l'étendue des possessions du Portugal. Toutefois, en attendant ce nouveau traité, il ne serait permis aux sujets portugais de n'acheter des esclaves que pour alimenter les possessions transatlantiques de cette couronne. En échange de ces concessions, l'Angleterre faisait remise à la cour de Lisbonne des sommes qu'elle devait encore sur l'emprunt contracté par elle à Londres en 1809, et qui avait été garanti par le gouvernement anglais : ces sommes étaient évaluées à 480,000 liv. st. (12,000,000 fr.).

Comme on le voit, la convention de 1815 n'apportait pas à l'exercice de la traite des restrictions beaucoup plus importantes que celles déjà stipulées par le traité de 1810 ; elle renouvelait les engagements de ce traité sans en assurer l'exécution. Le commerce des esclaves continua donc de se faire sous le pavillon portugais, au nord de la ligne, sur une plus large échelle que jamais. Cet état de choses donna naissance à une nouvelle convention à la date du 28 juillet 1817, bien autrement efficace que tous les traités qui l'avaient précédée. En voici les principales dispositions.

La traite continuait d'être licite aux sujets du Portugal dans les possessions de cette couronne sur la côte d'Afrique, c'est-à-dire sur la côte orientale entre le cap Delgado et la baie de Courenço-Marquès, et sur la côte occidentale entre le 5° 12' et le 18° de latitude sud. Le gouvernement portugais s'engageait à pro-

mulguer dans le délai de deux mois, après l'échange des ratifications de la convention, une loi pénale contre le commerce des esclaves pratiqué autrement que ne le permettait le traité de 1815, et à renouveler la défense d'importer au Brésil des noirs sous un pavillon étranger ; il s'engageait en outre à assimiler autant que possible la législation du Portugal sur ce point à celle de la Grande-Bretagne. Les négriers portugais devaient à l'avenir être munis d'un passe-port, contre-signé par le ministre de la marine du Portugal, fixant le nombre des esclaves que le navire pourrait transporter, le port d'armement et le port de destination. Il leur était interdit de naviguer en tout ou en partie pour le compte des sujets d'une autre puissance, ni dans leur traversée de débarquer des esclaves, ni même de relâcher dans aucun port. Pour mieux atteindre le but qu'elles se proposaient, c'est-à-dire la répression de l'exercice illicite de la traite, les deux puissances contractantes consentaient, de part et d'autre, à ce que des navires de guerre de leur marine royale, munis d'instructions spéciales, pussent, dans toute latitude et longitude, exercer des recherches à bord des bâtiments marchands de l'autre nation soupçonnés d'avoir des esclaves acquis illicitement, et les arrêter, mais avec cette différence, que cette dernière clause n'atteignait les négriers portugais qu'au nord de la ligne, tandis qu'elle était sans restriction pour les négriers portant le pavillon anglais. Les navires ainsi capturés devaient être traduits devant des commissions établies à cet effet, composées d'un nombre égal d'individus des deux nations, qui avaient pouvoir de condamner et mettre en vente au profit du capteur les navires coupables de contravention aux stipulations du traité. En échange de ces concessions, l'Angleterre étendait à tous les bâtiments saisis par les croiseurs britanniques depuis le 1^{er} janvier 1814 jusqu'à l'entrée en fonctions des commissions mixtes l'indemnité stipulée par la convention du 21 janvier 1815, et s'engageait à la payer dans un délai déterminé. Moins de deux mois après cette convention, un article séparé et additionnel fut signé à Londres, le 11 septembre, par lequel les deux parties contractantes convenaient qu'aussitôt après que le Portugal aurait prononcé l'abolition totale de la traite, elles adapteraient d'un commun accord la convention du 28 juillet 1817 à cet état de choses, et qu'à défaut de semblables dispositions, la durée de cette même convention serait augmentée de quinze années à compter du jour où la traite aurait été abolie.

Ce traité, le fruit de tant d'efforts et de si longues négociations, n'atteignait que fort incomplètement le but que se proposait l'Angleterre, car il permettait le commerce des esclaves sur une vaste étendue des côtes d'Afrique, et laissait à l'abri de toute poursuite les négriers portugais, en quelque lieu qu'ils se trouvassent au nord de l'équateur, pourvu que les esclaves qu'ils avaient à bord provinssent d'un point quelconque de l'Afrique au sud de cette même ligne. En outre, les moyens de répression, quelque sévères qu'ils fussent, demeuraient encore bien insuffisants. Il ne fallut pas une longue expérience pour montrer les vices de cette convention. Les gouverneurs des colonies portugaises ne se faisaient aucun scrupule d'en violer les stipulations par tous les moyens en leur pouvoir, ou plutôt ils affectaient de n'en tenir aucun compte. Ainsi ils autorisaient la présence à bord des négriers d'un plus grand nombre d'esclaves qu'il ne leur était légalement permis d'en avoir aux termes du décret du 25 novembre 1815 et de la convention du 28 juillet 1817. Ils laissaient fréter des bâtiments pour la traite au nord de l'équateur. Ils toléraient que ces mêmes navires touchassent en d'autres points que ceux marqués sur leurs passe-ports. Bien plus, le gouvernement portugais

enjoignit aux membres des commissions mixtes d'allouer des indemnités aux bâtiments saisis, lors même qu'ils l'auraient été justement, toutes les fois que des irrégularités de forme se seraient glissées dans l'acte de saisie. C'était plus qu'il n'en fallait pour fournir des sujets de plaintes à l'Angleterre; mais vainement ses ministres accablaient-ils la cour de Lisbonne de remontrances : leurs observations demeuraient comme non avenues, et la traite prenait de jour en jour un plus large développement sous le pavillon portugais. Lassé du peu de succès de ses représentations, le gouvernement anglais se résolut enfin à recourir à des mesures plus énergiques. M. Canning chargea le ministre britannique à Lisbonne d'exprimer à cette cour « le sentiment de dégoût et d'indignation que faisait naître de plus en plus en Angleterre la vue des dispositions dans lesquelles le Portugal paraissait être, non-seulement d'encourager la traite là où elle ne devait être l'objet d'aucune protection, mais encore de tolérer ces infractions des traités destinés à diminuer ou à circonscrire cet abominable trafic. » Cette démonstration étant encore restée sans effet, le gouvernement anglais résolut d'obvier par lui-même aux vices de la situation. La cour de Lisbonne fut officiellement avertie que, les transports d'esclaves pour toutes les colonies autres que celles du Portugal ayant été, par la convention de 1817, exceptés de la protection du pavillon portugais, le gouvernement britannique était décidé à exercer le droit que lui conférait cette convention d'empêcher ces sortes de transports. Le ministre anglais déclara en même temps, au nom de son gouvernement, qu'aucune indemnité ne pourrait être considérée comme due pour la saisie, même irrégulière, des bâtiments négriers, dans le cas où ces bâtiments se livreraient à la traite sous l'empire des circonstances qui la rendaient illégale. Cette menace eut l'effet qu'on en attendait. Le 15 mars 1825, le Portugal signa de nouveaux articles additionnels portant en substance que tout bâtiment, bien qu'il n'eût à bord aucun esclave au moment de son arrestation, serait susceptible d'être condamné, s'il était prouvé que des esclaves y eussent séjourné dans le cours de la campagne où il aurait été saisi.

Malgré son adhésion à ces nouveaux articles, le Portugal ne porta pas dans l'exécution de ses engagements plus de bonne foi que par le passé. Il ressort de documents d'une exactitude incontestable que, dans l'année 1822, le nombre des noirs transportés au Brésil avait été de cinquante-six mille environ. C'était uniquement en vue de l'alimentation des travailleurs de cette riche possession que le Portugal s'était jusqu'alors montré si rebelle aux exigences de l'Angleterre; mais la situation allait bientôt changer de face : le Brésil s'était déclaré indépendant de sa métropole, et c'est avec lui désormais que l'Angleterre allait avoir à traiter.

III.

Le gouvernement anglais prétendait avec raison que les traités conclus par son ancienne métropole liaient le Brésil, et que ce nouvel état devait remplir les engagements contractés par le Portugal, relativement à l'abolition et à la répression de la traite des noirs. Comme le Brésil, pour lequel le commerce des esclaves était en quelque sorte une question d'existence, ne paraissait nullement disposé à admettre ce principe, d'ailleurs parfaitement légitime, du droit des gens, le cabinet britannique lui déclara qu'il allait poursuivre, à ses risques et périls, l'exécu-

tion des stipulations de la convention de 1817, et, en effet, dans le cours de l'année 1825, les croiseurs anglais reçurent l'ordre de saisir et de traduire devant les tribunaux de l'amirauté les navires brésiliens exerçant la traite, alors même qu'ils seraient porteurs de licences délivrées par les autorités de leur pays. L'Angleterre avait un autre moyen plus légitime et non moins puissant de forcer le Brésil à subir les conditions qu'elle lui imposait, c'était de mettre à ce prix la reconnaissance de son indépendance. Aussi, le 23 novembre 1826, la Grande-Bretagne et le Brésil signèrent-ils une convention ratifiée le 15 mars suivant, et par laquelle il fut décidé : 1° que, trois années après l'échange des ratifications, il serait interdit aux sujets de l'empereur du Brésil de faire le commerce des esclaves sur les côtes d'Afrique, sous quelque prétexte et de quelque manière que ce fût, et qu'après ce délai la traite serait assimilée à la piraterie; 2° les deux parties contractantes convenaient d'adopter et de renouveler mot pour mot, comme si on les avait insérés dans la présente convention, tous les articles et dispositions des traités conclus entre la Grande-Bretagne et le Portugal le 22 janvier 1815 et le 28 juillet 1817, ainsi que les divers articles explicatifs qui y avaient été ajoutés.

La traite était trop étroitement liée au régime économique du Brésil pour qu'on pût compter sur l'observation rigoureuse de pareils engagements. On vit bientôt ce trafic se poursuivre avec une nouvelle ardeur sous le pavillon brésilien, de l'aveu et avec l'autorisation même du gouvernement, qui, non content de le protéger, apportait tous les obstacles imaginables à l'exécution de la convention de 1826. Cependant le terme des trois années de répit approchait, et, loin de pouvoir se résoudre à consommer l'abolition de la traite, le Brésil songeait à réclamer un nouveau délai. De son côté, l'Angleterre était d'autant moins disposée à cette concession, qu'elle pressait cette puissance de consentir à une mesure bien plus grave que toutes celles qu'elle lui avait déjà imposées. Il s'agissait d'admettre en principe que l'équipement d'un navire pour la traite serait un motif suffisant pour le condamner, tandis que, d'après les conventions en vigueur, une saisie n'était valable qu'autant que le bâtiment arrêté avait des esclaves à bord. On ne pouvait guère espérer de s'entendre. Aussi, lorsque, le 26 août 1828, l'envoyé du Brésil à Londres, le vicomte d'Itabayana, demanda officiellement que le terme fixé pour la cessation définitive de la traite fût retardé, lord Aberdeen, alors secrétaire d'état pour les affaires étrangères, se contenta-t-il de répondre que « toute mesure qui consisterait à augmenter la durée du temps pendant lequel cet abominable trafic devait encore être souffert aurait, aux yeux de tout ami de l'humanité, un caractère tellement odieux, qu'il ne prévoyait pas que le terme de cet état de choses pût, en aucune façon, être reculé. » Des paroles aussi nettes, aussi précises, ne laissaient aucune espérance de répit. Changeant alors de tactique, le gouvernement brésilien déclara, par une note du 15 février 1829 remise à l'envoyé britannique, lord Ponsonby, que son ministre s'était mépris sur les ordres qui lui avaient été envoyés, et qu'il se bornait à désirer que l'Angleterre lui donnât l'assurance que les croiseurs anglais n'inquiéteraient pas les négriers brésiliens dont l'expédition aurait précédé l'expiration du délai fixé; ce que fit lord Aberdeen le 16 septembre suivant.

Le Brésil paraissait s'être résigné à remplir ses engagements; on vit bientôt ce que cachait cette feinte résignation. Le 15 mars 1830, comme il avait été stipulé par la convention de 1826, la traite des noirs fut interdite aux sujets brésiliens, les autres dispositions du même traité avaient été également respectées; mais, le

14 octobre suivant, le représentant du Brésil près le cabinet de Saint-James déclara que, les commissions mixtes établies à Sierra-Leone et à Rio-Janeiro étant devenues inutiles, il avait ordre de se concerter avec le gouvernement anglais pour leur prochaine dissolution, puisque les cas de traite ne relevaient plus désormais que des tribunaux ordinaires. Sans se prononcer sur le principe même de cette réclamation, le ministre des affaires étrangères de la Grande-Bretagne répondit, le 10 décembre, que la dissolution immédiate des commissions mixtes entraînerait de graves inconvénients, quelque temps devant s'écouler avant que des tribunaux pussent être définitivement constitués pour prononcer sur les cas de piraterie prévus par la convention de 1826. A cela l'envoyé du Brésil, le chevalier Mathos, répliqua que les commissions mixtes avaient été établies afin de prononcer sur la légalité de l'arrestation des bâtiments exerçant la traite, mais qu'une pareille arrestation avait cessé d'être légale depuis l'interdiction de la traite aux sujets brésiliens, et qu'en conséquence il fallait recourir à d'autres mesures en harmonie avec la situation nouvelle. Lord Palmerston se contenta de répondre à ce raisonnement péremptoire que le gouvernement anglais pensait qu'en vertu de l'article séparé du 11 septembre 1817 les commissions mixtes devaient continuer à rester en fonctions pendant quinze années, à partir du 13 mars 1830, ou jusqu'à ce que les deux gouvernements fussent tombés d'accord sur les changements à apporter à la convention de 1817; il ajouta que d'ailleurs il était tout disposé, pour sa part, à entrer en négociations à ce sujet.

Cependant, sur les pressantes sollicitations de l'Angleterre, don Pedro promulgua, le 7 novembre 1831, un décret par lequel, déclarant libres tous les noirs qui seraient importés à l'avenir des côtes d'Afrique, il portait des amendes et des peines corporelles contre tout individu engagé dans le commerce des esclaves; les navires employés dans cette sorte d'entreprises devaient être confisqués. Le 12 avril de l'année suivante, un autre décret ordonna que les navires arrivant à Rio-Janeiro seraient soumis à des recherches et à des investigations destinées à faire produire au décret du 7 novembre l'effet qu'on en devait attendre. Ce n'était pas encore assez, et le représentant de la Grande-Bretagne tenta, mais en vain, d'arracher au gouvernement brésilien, le 27 juillet 1835, deux articles additionnels à la convention de 1826, dont l'un autorisait la condamnation des navires armés pour la traite, et l'autre la démolition des navires ainsi condamnés.

L'intérêt particulier continua de l'emporter sur la foi due aux conventions, et la traite, loin de diminuer, prit de jour en jour plus d'accroissement. Le nombre des esclaves importés sur les côtes du Brésil avait plus que doublé dans les dix dernières années. Les représentations du gouvernement anglais étaient impuissantes; vainement entassait-il précautions sur précautions, les mesures les plus répressives demeuraient comme non avenues, d'autres, plus efficaces, étaient nettement repoussées. Tel fut le sort de la proposition faite au Brésil, le 27 mai 1839, d'adopter deux articles additionnels, stipulant : 1^o que les noirs provenant des captures opérées en vertu de la convention de 1826 seraient placés sous la surveillance d'un curateur choisi par la commission mixte de Rio-Janeiro, et qui, sous les ordres de cette commission, veillerait à ce que les infortunés appelés par cette convention à la liberté restassent en possession de ce bienfait (car il avait été constaté que la plupart des noirs libérés par sentence des commissaires n'avaient pas cessé d'être retenus en esclavage); 2^o que les noirs capturés à l'avenir seraient mis à la disposition du gouvernement du croiseur qui les aurait délivrés.

Une pareille proposition ne pouvait guère satisfaire le Brésil, car elle allait précisément à l'encontre de son vif désir, qui était d'entrer dans un nouvel arrangement qui facilitât à ses sujets l'exercice du commerce des esclaves. Voyant ces dispositions, le gouvernement anglais lui soumit, le 31 décembre de cette même année, un projet de convention dont l'objet était d'abandonner aux autorités du Brésil le soin de réprimer et de détruire la traite, sous pavillon brésilien, dans les limites territoriales de cet empire, et de laisser les croiseurs anglais s'acquitter de cette tâche partout ailleurs que dans ces limites. Comme on l'imagine aisément, à ce prix, le gouvernement brésilien préféra garder la convention de 1826.

Ne désespérant pourtant pas de réussir, lord Palmerston chargea, le 23 août 1840, le représentant de l'Angleterre à Rio-Janeiro de proposer une nouvelle convention, qui portait l'abolition des commissions mixtes établies dans la capitale du Brésil et à Sierra-Leone, en vertu de la convention de 1826 ; mais, si sur ce point ce projet donnait satisfaction au Brésil, il n'en était pas de même de l'article qui stipulait que désormais les Africains trouvés à bord des bâtiments capturés seraient laissés à la charge du gouvernement du croiseur, c'est-à-dire de l'Angleterre, qui seule entretenait des croiseurs. Une des conséquences de cette stipulation était de soumettre les négriers brésiliens à la juridiction des tribunaux de l'amirauté siégeant dans certaines colonies anglaises. Le nouveau projet de convention était donc bien éloigné de remplir les vues du gouvernement brésilien. Cependant, sur les pressantes sollicitations de l'Angleterre, il consentit à entrer en négociations. Un commissaire fut chargé de traiter avec le délégué anglais, M. Ouseley. Les conférences s'ouvrirent le 20 août 1841, et six jours après le commissaire brésilien produisit un contre-projet. Voici en quoi ce contre-projet différait de la convention proposée l'année précédente par lord Palmerston :

1° D'après le projet présenté par l'Angleterre, il suffisait, pour prouver qu'un bâtiment était engagé dans le commerce des esclaves et pour le condamner, de démontrer qu'il se trouvait à bord de ce navire certains objets, tels que des fers, des chaînes, des menottes ou deux chaudières de grande dimension. D'après le contre-projet du cabinet brésilien, l'existence d'un seul de ces objets à bord n'était pas considérée comme une preuve suffisante de la culpabilité du navire; il était nécessaire que plusieurs de ces objets se trouvassent réunis.

2° Le contre-projet brésilien disait, article 10 : « Aucun navire ne pourra être arrêté, bien qu'il ait à bord une grande quantité de planches ou autres pièces de bois, et des marchandises telles que du riz, de la farine, des étoffes de coton, lorsque ce navire sera frété dans un port du Brésil pour un autre port du même empire ou pour celui d'une autre nation, à l'exception des ports situés sur la côte d'Afrique où la traite des noirs peut avoir lieu. » Dans le projet de l'Angleterre, il était dit au contraire qu'un navire ainsi chargé serait arrêté et condamné, quelle que fût sa destination.

3° Enfin la convention proposée par l'Angleterre demandait l'abolition des commissions mixtes et le renvoi des navires arrêtés devant les tribunaux de l'amirauté anglaise, et le cabinet brésilien prétendait que les commissions mixtes fussent maintenues, telles qu'elles avaient été établies par le règlement annexé à la convention de 1817.

La discussion de ces deux projets dura plusieurs mois, et, bien que les deux commissaires parussent animés des dispositions les plus conciliantes, les instruc-

tions de leurs gouvernements respectifs leur enjoignaient expressément de ne faire aucune concession. Enfin, le 17 octobre 1842, le cabinet brésilien déclara formellement qu'il ne pouvait ratifier les articles proposés par l'Angleterre, par la raison que, sous le prétexte de mettre un terme à la traite, ils tendaient à troubler et à détruire le commerce légitime; il ajoutait que si, d'une part, l'empereur du Brésil désirait coopérer à la suppression d'un trafic inhumain et nuisible à la prospérité future de l'empire, il comptait d'autre part au nombre de ses devoirs les plus sacrés celui de protéger le commerce légitime, ainsi que les droits et la liberté de ses sujets. Il était en effet impossible que le Brésil acceptât ce projet de convention, qui, loin de donner satisfaction à ses griefs, semblait habilement calculé pour aggraver sa situation. D'un autre côté, malgré ses protestations, on ne pouvait douter qu'il fût moins disposé que jamais à entrer dans la voie de répression efficace où le poussait le cabinet anglais. Les faits parlaient trop haut pour qu'on pût garder la moindre illusion à cet égard. Dans cet état de choses, la prudence commandait d'user de la plus grande modération et d'éviter avec soin de fournir au Brésil des prétextes honorables de repousser la convention préparée. Tout au contraire, le gouvernement anglais, avec cette hauteur qui caractérise ses procédés à l'égard des puissances de second ordre, paraissait prendre à tâche de marquer son dédain pour les formes et les apparences de la justice et de la légalité, et cela dans le moment même où se débattaient ses propositions. Ainsi, non-seulement les navires arrêtés par les croiseurs britanniques, traduits devant la commission mixte de Rio-Janeiro et relâchés, ne recevaient pas l'indemnité due aux pertes occasionnées par cette injuste détention, mais encore le commissaire anglais, M. Somo, prétendait qu'une sentence d'acquiescement faute de preuves n'absolvait pas les navires capturés, et partant les rendait indignes de toute indemnité.

Il nous suffira de rapporter un seul fait pour donner une idée des abus que se permettaient les croiseurs anglais avec l'approbation de leur gouvernement. Le 16 septembre 1842, un négrier brésilien, la *Vencedora*, fut capturé par les embarcations du brick de guerre anglais le *Frolic*, et amené à Rio-Janeiro : il avait à bord trois cent cinquante noirs. Le ministre des affaires étrangères, M. Paulino Soarez de Souza, en réclama immédiatement le renvoi devant la commission mixte. Le chargé d'affaires d'Angleterre, M. Hamilton, répondit que ce bâtiment, ayant été saisi pour fait de piraterie, devait être traduit devant le tribunal de vice-amirauté du Cap de Bonne-Espérance. M. Paulino répliqua que ni la loi du 7 novembre 1831 ni le code brésilien n'assimilaient à la piraterie le fait d'introduire des esclaves sur le territoire du Brésil. Le ministre anglais invoquait l'article par lequel le gouvernement brésilien s'était engagé à présenter, dans le délai de trois années après la ratification de la convention de 1826, un projet de loi déclarant la traite illégale et assimilant ce trafic à la piraterie. Il se fondait sur la non-exécution de cet article pour ne tenir aucun compte de la protestation du ministre brésilien; les noirs capturés furent envoyés à la Trinité pour y être mis en liberté, et la *Vencedora*, traduite devant le tribunal du Cap, fut condamnée. Le cabinet de Rio-Janeiro n'eut plus qu'à courber la tête, mais ce ne fut pas sans protester énergiquement contre « ces actes violents et arbitraires qui empiètent sur les droits des nations et blessent la dignité des peuples. »

La conduite des croiseurs anglais et l'attitude prise dans ces divers conflits par leur gouvernement sont en effet inexcusables. C'est pour prévenir de tels abus de

la force que nos chambres ont réclamé et obtenu l'abrogation des conventions de 1831 et de 1833. Il est fâcheux que le gouvernement brésilien prit comme à plaisir d'infirmier d'avance ses protestations en tolérant lui-même la plus impudente violation des traités. Voici en quels termes s'exprime à cet égard un témoin oculaire dont le témoignage ne saurait être mis en doute : « Les capitaines de port, répandus sur la côte du Brésil pour empêcher la traite, sont tous d'anciens traitants. Les juges de paix auxquels est confiée l'exécution des mesures protectrices des noirs sont propriétaires d'esclaves. Il y a, au Brésil, une loi qui punit les négriers de vingt années d'emprisonnement; mais cette loi n'a pas été appliquée une seule fois, quoique le commissaire anglais attaché à la commission mixte de Rio-Janeiro ait sollicité des poursuites en maintes occasions, et que le gouvernement anglais ait adressé des plaintes à ce sujet. Les places, les ordres, les honneurs, les dignités, n'ont pas cessé d'être le partage des traitants connus. » Tel était en 1842, tel est encore l'état de l'opinion publique au Brésil en faveur de la traite, que les stipulations des traités étaient partout regardées comme lettre morte. Il n'est pas d'obstacles que ne rencontrassent les membres anglais de la commission mixte; les jugements de ce tribunal étaient suivis de procès interminables toutes les fois qu'il s'agissait d'une condamnation. Les sommes provenant de la vente des bâtiments négriers n'étaient touchées qu'au bout de plusieurs années. Pour accélérer la marche des affaires, il fallut que le gouvernement anglais forçât le Brésil à rendre un décret qui interdisait aux tribunaux tout acte de nature à entraver l'exécution des sentences de la commission mixte. « Je suis fâché, écrivait deux ans après M. Hamilton à lord Aberdeen, je suis fâché d'avoir à vous répéter que ce décret n'a encore produit aucun avantage sensible, et qu'il n'a pas obtenu des autorités locales l'obéissance qui lui est due. »

Un tel état de choses avait pour conséquence inévitable de substituer des deux parts une dangereuse irritation à cet esprit de justice, de conciliation, de respect aux traités qui seul pouvait mener à bon terme l'entreprise difficile où l'on s'était engagé. Tandis que les Brésiliens, sûrs de la tolérance, de la protection même de leur gouvernement, se livraient avec ardeur à la traite ou se prêtaient avec complaisance aux manœuvres des négriers, les croiseurs anglais, irrités par tant de mauvaise foi, de mauvais vouloir, mus d'ailleurs par un zèle peu désintéressé (1), redoublaient de violence et outrepassaient leurs instructions, déjà si rigoureuses. Par une conséquence naturelle, leurs procédés, souvent arbitraires, réveillaient dans les Brésiliens et surtout dans le gouvernement un amour-propre d'autant plus vif qu'il avait longtemps sommeillé. Le sentiment de la dignité nationale, de l'honneur du pavillon, se mêlait à la haine de l'étranger insolent et fort. De là des froissements, des querelles particulières, des collisions où se trouvaient agitées les plus grosses questions du droit des gens. Ajoutez à cela le rôle essentiellement actif, turbulent, des intérêts privés en souffrance, et, loin de s'étonner que les négociations n'aient pu aboutir, on aura plutôt peine à comprendre que de cette

(1) On sait que les officiers et les équipages des croiseurs anglais ont une part proportionnelle sur le montant de la vente des bâtiments condamnés pour s'être livrés à la traite des noirs, mais on ignore généralement que cette part s'élève à des sommes considérables. Il ressort d'un document publié par le gouvernement (*Return to an address of the hon. house of commons, dated 13 mars 1843*, p. 1-11) que, du 1^{er} janvier 1839 au 30 décembre 1844, les croiseurs anglais ont retiré, sur la vente de leurs prises, 202,805 liv. 7 sh. 6 d., c'est-à-dire 3,700,075 fr. 60 c.

mêlée d'intérêts contraires il ne soit pas résulté les plus graves complications.

L'affaire de la *Leopoldina* ne jette pas moins de lumière sur la mauvaise foi du gouvernement brésilien et des autorités locales que sur l'arbitraire et le zèle excessif des croiseurs anglais ; elle révèle aussi sur quelle échelle, en dépit de toutes les entraves, s'exerçait la traite. Le 26 novembre 1845, la *Leopoldina*, négrier brésilien, mais portant le pavillon portugais et ayant à son bord huit cents esclaves, poursuivi par le croiseur anglais le *Partridge*, vint se jeter à la côte sous le canon de Macahé. Aux termes des traités, les croiseurs de la marine britannique ne peuvent procéder à la visite d'un navire dans les eaux brésiliennes. Néanmoins le capitaine du *Partridge* dirigea ses embarcations sur la *Leopoldina* ; mais quand elles approchèrent du négrier échoué, qui venait de mettre ses esclaves à terre, l'officier commandant de Macahé leur ordonna de rétrograder, et ses soldats mirent en joue l'équipage des embarcations. Le capitaine anglais vint aussitôt à terre pour se plaindre que les autorités locales eussent permis le débarquement des esclaves, et qu'elles eussent souffert que les embarcations du *Partridge* fussent menacées sur la côte d'un pays allié. De leur côté, les autorités de Macahé prétendirent que le capitaine du *Partridge*, en cherchant à visiter un navire placé sous le canon d'un fort, avait enfreint le traité et avait commis une insulte à la nation brésilienne, insulte qui ne pouvait être trop rigoureusement réprimée. Voici en quels termes s'exprimait à ce sujet le résident anglais, M. Hamilton, dans une lettre adressée à lord Aberdeen à la date du 22 décembre : « Les pièces jointes à ma lettre, disait-il, démontrent suffisamment la complicité des autorités civiles et militaires de Macahé dans les opérations de la traite des noirs ; elles prouvent également que, malgré les efforts de la légation et de l'escadre britanniques, il y a peu de chances d'obtenir l'exécution du traité conclu entre l'Angleterre et le Brésil pour la suppression de ce trafic. D'un autre côté, on ne peut mettre en doute la mollesse avec laquelle le gouvernement de ce pays recherche les auteurs de ces transgressions. Cette mollesse peut être considérée comme une complicité directe. Ma correspondance a dû convaincre votre seigneurie du peu de cas que le gouvernement brésilien fait des réclamations relatives à la traite des noirs. La dernière note du ministre des affaires étrangères, M. Aureliano, au sujet de la *Leopoldina*, est une nouvelle preuve de ce dédain. Il est dit dans cette note que ce navire est entré dans la rade de Macahé pour réparer quelques avaries et une voie d'eau. « Rien ne porte à croire d'ailleurs, ajoute M. Aureliano, que ce navire fût employé à la traite des noirs. » Et cependant les officiers et l'équipage du *Partridge* ont vu débarquer plusieurs centaines de noirs enchaînés deux à deux. Les autorités brésiliennes étaient présentes, et c'est sous les fenêtres même de la maison où elles étaient réunies que les esclaves ont été mis à terre. Ma réponse à M. Aureliano a été très-brève : l'expérience a démontré combien il est inutile d'entrer en discussion sur des faits de ce genre. D'ailleurs, je désirais vivement ne pas prolonger une correspondance qui aurait eu pour effet d'augmenter l'irritation du gouvernement brésilien contre la Grande-Bretagne, et par suite les difficultés qui paraissent entourer la mission de M. Ellis. »

Un autre sujet de dissentiment vint bientôt irriter les blessures du gouvernement brésilien. Le 28 janvier suivant, M. Aureliano adressait à la légation britannique des plaintes très-vives sur la conduite de M. Christie, capitaine du croiseur anglais la *Rose*. Cet officier, en visitant un navire suspect, avait brisé le sceau des armes du Brésil pour prendre connaissance du manifeste de ce navire. Le ministre

brésilien considérait cet acte, indispensable, on va le voir, à la recherche autorisée par la convention de 1826, comme une atteinte portée à la dignité de l'empire. « Jamais, disait-il, insulte plus grave n'a pu être faite à sa majesté l'empereur du Brésil et à la nation brésilienne. Le gouvernement de l'empereur demande la satisfaction que lui doit le gouvernement de la reine d'Angleterre. » M. Hamilton répondit : « Il paraît que la douane brésilienne est dans l'usage de sceller du sceau de l'état les manifestes des navires ; mais toute personne chargée d'exercer le droit de recherche doit pouvoir briser ce cachet pour examiner les pièces qu'il renferme. Si, pour des raisons fiscales ou pour tout autre motif, le gouvernement brésilien croit devoir persister dans l'usage de sceller les manifestes, il doit au moins en délivrer un duplicata revêtu de signatures qui en garantissent l'authenticité. Faute de prendre ce soin, les officiers commis à la répression de la traite n'auront d'autre alternative que de reconduire le navire au port d'où il est parti, afin que les autorités compétentes brisent le cachet apposé au manifeste. » Toutefois M. Hamilton qualifiait d'excessif le zèle qu'avait montré en cette circonstance le capitaine de la *Rose*, et annonçait que des mesures seraient prises pour prévenir le renouvellement de tout acte semblable. Cette conduite prudente fut nettement désapprouvée par lord Aberdeen. « Je regrette, disait ce ministre dans une dépêche du 3 mai 1843, je regrette d'avoir à vous faire observer que le contenu de votre note au ministre brésilien n'est pas de nature à donner au gouvernement de l'empereur une idée juste de la manière dont le gouvernement de sa majesté britannique envisage la conduite de l'officier qui a été l'objet des plaintes ci-dessus énoncées. Le gouvernement anglais ne pense pas qu'il y ait lieu d'accuser cet officier d'un excès de zèle. En effet, il a été déclaré que le gouvernement de la reine, fort éloigné d'ailleurs de réclamer le droit de prendre connaissance des documents scellés des armes impériales, considérerait comme du devoir des officiers chargés de la répression de la traite de ramener au port d'expédition les navires suspects, au cas où il serait interdit à ces officiers de faire lecture du manifeste enfermé sous le sceau de l'état. Le capitaine Christie, en brisant le sceau apposé au manifeste du navire en question, a épargné aux armateurs les graves inconvénients qui eussent été la conséquence du retour de ce bâtiment au port d'expédition. Cet officier n'a donc fait que s'acquitter de son devoir d'une manière convenable. Tant que le gouvernement brésilien n'aura pas fait choix entre l'alternative de voir reconduire les bâtiments aux ports d'où ils ont été expédiés, ou de leur remettre un duplicata de leur manifeste, il ne doit pas s'attendre à ce que le gouvernement de la reine donne aux officiers chargés de réprimer la traite l'ordre absolu de s'abstenir de rompre le sceau renfermant le manifeste des navires suspects. »

M. Hamilton transmit au ministre brésilien une note qui posait l'alternative indiquée par lord Aberdeen. Le successeur de M. Aureliano, M. Paulino Soarez de Souza, refusa formellement d'obtempérer à la demande formulée par M. Hamilton, tout en protestant hautement contre la prétention de ramener au port d'expédition les navires dépourvus du duplicata exigé, attendu que l'article 1^{er} des instructions du 20 juillet 1817 défend, disait-il, de détenir les navires qui ne contiennent pas d'esclaves, et l'absence d'un duplicata du manifeste ne pouvait en aucun cas justifier la détention. C'est sur ces entrefaites qu'arriva à Rio-Janeiro M. Ellis, chargé de traiter du renouvellement du traité de commerce, dont l'expiration était peu éloignée. Lord Aberdeen se flattait sans doute que les deux négociations se prête-

raient un mutuel appui ; c'est le contraire qui arriva. L'irritation des Brésiliens, loin de s'apaiser, trouvait un nouvel aliment dans tous les actes de l'Angleterre. Il n'y avait pas jusqu'à ces paroles si violentes, si inconsidérées, que se permettent chaque jour, dans le parlement britannique, les hommes les plus considérables, qui n'eussent du retentissement dans les assemblées législatives de Rio-Janeiro. « Les dépêches de M. Hamilton et de M. Samo, écrivait M. Ellis, ont fait connaître à votre seigneurie l'audace avec laquelle s'opère l'importation des esclaves dans toute l'étendue des côtes du Brésil, et jusque dans le port même de Rio-Janeiro. Quelle que soit la notoriété de ces faits, M. Vasconcellos n'a pas hésité à déclarer en plein sénat, dans la séance du 25 février dernier, qu'aucun esclave n'a été débarqué au Brésil durant les douze derniers mois. Cette assertion n'avait pas plus de valeur aux yeux de l'auditoire que dans l'esprit de M. Vasconcellos lui-même ; mais M. Vasconcellos est trop fin pour avoir commis un mensonge si manifeste, sans autre but que de faire une simple bravade. Je ne doute pas qu'il ne se soit exprimé de la sorte afin de donner plus de crédit aux dénégations que le gouvernement brésilien croirait devoir opposer aux reproches mérités par son indifférence, sinon par sa mauvaise volonté dans la répression de la traite. Votre seigneurie doit se préparer à voir le gouvernement brésilien refuser absolument d'admettre que les importations d'esclaves ont augmenté pendant la période désignée par M. Vasconcellos. »

De son côté, M. Hamilton adressait la note suivante, le 7 avril, au gouvernement brésilien : « Dans une des dernières séances du sénat impérial, un membre distingué de cette chambre et du conseil d'état a avancé qu'il n'avait pas été importé un seul Africain au Brésil dans le cours des douze derniers mois. Il a ajouté que, le Brésil ayant été stigmatisé, dans la chambre des lords, comme un pays livré à ce trafic illicite, il était du devoir du gouvernement brésilien de repousser cette calomnie offensante pour la nation. Il a en outre provoqué une enquête sur les individus signalés comme étant engagés dans le commerce des noirs, déclarant en même temps que ce commerce avait entièrement cessé. Pour repousser cette étrange assertion, le soussigné prend la liberté de répondre par un relevé bien incomplet sans doute des négriers qui ont débarqué leurs cargaisons sur la côte du Brésil, aux environs de Rio-Janeiro, depuis le 1^{er} novembre 1842 : ils sont au nombre de 59. A raison de 500 nègres chacun, ce qui est une moyenne très-moderée, ces 59 navires ont débarqué 11,700 esclaves. La moyenne véritable est de 450 Africains par négrier, ce qui porte à 17,550 le nombre de ceux qui ont été importés aux environs de Rio-Janeiro dans le courant des cinq derniers mois. Si ces chiffres sont exacts, ainsi que le soussigné a lieu de le croire, l'assertion contraire produite dans le sénat est évidemment erronée, et toutes les déductions que M. Vasconcellos en a tirées pèchent par la base. Pour mieux démontrer que la traite est le commerce ordinaire et permanent d'un grand nombre de négociants dans les diverses parties de l'empire, le soussigné appelle l'attention du gouvernement brésilien sur les faits suivants : il existe, dans le voisinage de Fernambuco et de Bahia, des établissements où l'on reçoit les noirs nouvellement importés, et où on leur apprend la langue du pays, avant de les amener ici sur des navires côtiers, pour les mettre en vente. A Macabé sont également des établissements où les navires qui ont quitté Rio-Janeiro sur lest, afin d'échapper aux croiseurs, vont faire leur chargement, et où ils trouvent l'équipement nécessaire à leur trafic criminel. Des établissements semblables ont aussi été formés récem-

ment au sud de Santos. Dans ce même lieu et aux environs, ce commerce prend chaque jour de plus grands développements. Les noirs de traite y sont menés publiquement dans les rues et vendus avec aussi peu de cérémonie que si ce trafic était parfaitement légitime. »

Presque à la même date, M. Hamilton écrivait à lord Aberdeen : « Les faits que j'ai soumis à l'appréciation du gouvernement brésilien ne sont pas les seuls que j'eusse pu lui exposer, mais je n'ai pas voulu porter contre lui une accusation trop grave, en détaillant les transactions plus coupables encore qui ont eu lieu sous les yeux mêmes de l'autorité centrale. Ainsi des navires ont été mis, il y a peu de mois, à la disposition du gouvernement pour transporter des troupes dans le sud. C'était, disait-on, un acte de pur patriotisme, mais le résultat a fait justice de ces trompeuses apparences. Ces navires ont été dirigés sur les marchés à esclaves, l'équipement propre au transport des soldats étant également convenable pour le commerce des noirs. Le 16 mars, deux bandes de noirs nouvellement débarqués ont traversé les principales rues de Rio-Janeiro en plein midi. Dans les mêmes rues, il existe plusieurs dépôts où des noirs de même espèce sont ouvertement mis en vente. Le matin du jour suivant, vers sept heures, une très-grande chaloupe, remplie de noirs africains dans un état de nudité complète, a traversé le port en présence d'une multitude de personnes; elle a poursuivi sa route sans obstacle d'aucune sorte avec sa cargaison de contrebande. Il y a quelques mois, un des forts construits près de l'entrée du port recevait les Africains débarqués dans le voisinage, et leur donnait un abri pendant la nuit à tant de *reis* par tête. Il y a toute sorte de raisons de croire que les mêmes asiles sont encore ouverts aux violateurs de la loi. Lorsque la légation britannique a pu recueillir ces renseignements avec les moyens insuffisants et les agents non responsables dont elle dispose, est-il déraisonnable d'exiger que le gouvernement brésilien puise aux sources officielles, et grâce à des moyens d'information comparativement illimités, une connaissance plus prompte et plus approfondie de l'état de la traite? De deux chose l'une : ou le gouvernement ne fait aucun effort pour être informé de ces infractions aux lois et aux traités, ou, après en avoir obtenu connaissance, il ne fait pas preuve de la loyauté et de l'énergie nécessaires pour les réprimer. De l'une ou l'autre de ces alternatives, il résulte que le Brésil n'a pas exécuté sincèrement les conventions conclues avec la Grande-Bretagne pour mettre fin à un système d'injustice et d'oppression intolérables. »

En présence de ces informations et de l'opposition systématique du gouvernement brésilien à tout arrangement pour rendre efficaces les dispositions arrêtées en 1817, lord Aberdeen crut devoir employer un langage menaçant. Dans une dépêche écrite à M. Hamilton le 5 juillet 1843, après avoir énuméré plusieurs cas où les négriers avaient été protégés ouvertement par les autorités locales, lord Aberdeen s'exprimait en ces termes : « Quelles que soient les concessions que le gouvernement de sa majesté britannique est disposé à faire aux préjugés, aux erreurs, à la jalousie et à la faiblesse, il ne peut passer sous silence une violation aussi manifeste des conventions, ni souffrir qu'elle reste sans remède. Remontrances sur remontrances ont été faites, et cependant le mal, loin de diminuer, s'accroît chaque jour. Cet état de choses ne peut être attribué uniquement à la faiblesse du gouvernement brésilien, car, en 1840 et en 1841, ce gouvernement ayant manifesté l'intention de remplir les obligations du traité, les importations d'esclaves ont immédiatement diminué. A présent, au contraire, que l'adminis-

tration fait preuve de dispositions contraires, l'éloignement momentané des croiseurs anglais chargés de la répression de la traite sur les côtes du Brésil a donné à ce trafic une activité qui prouve que les spéculateurs engagés dans ce commerce illégal ne craignent pas d'obstacles de sa part... Le temps est enfin venu pour le gouvernement anglais de déclarer qu'il n'entend pas que les obligations contractées par la convention de 1826 tombent en désuétude par suite d'un défaut de concours de la part du gouvernement du Brésil, et s'il refusait d'adopter, de concert avec la Grande-Bretagne, des mesures calculées pour donner leur plein et entier effet aux stipulations de la convention de 1826, il ne resterait plus au gouvernement de sa majesté britannique qu'à prendre les moyens nécessaires pour remplir seul, et avec ses propres ressources, les obligations imposées par cette même convention. »

La note de M. Hamilton, rédigée conformément à ces instructions, fut remise au ministre des affaires étrangères du Brésil le 1^{er} septembre. Malgré le ton impérieux et menaçant de ses paroles, M. Hamilton laissait néanmoins entendre qu'il avait ordre d'accueillir avec empressement toutes les ouvertures qui, même à la dernière heure, pourraient faire entrevoir chez le gouvernement brésilien l'intention d'entrer dans un arrangement favorable aux vues de l'Angleterre. Cette insinuation ne fit qu'augmenter l'irritation du Brésil. La réponse du ministre des affaires étrangères, M. Paulino, annonçait une détermination bien arrêtée. A entendre ce ministre, le défaut d'accord entre les deux gouvernements devait être uniquement attribué à la nature des propositions de l'Angleterre. Il reconnaissait que les croiseurs anglais avaient rencontré de la résistance chez les autorités locales; mais, si des collisions en étaient résultées, il ne fallait s'en prendre qu'aux croiseurs eux-mêmes, premiers violateurs des dispositions contenues dans les divers traités relatifs à la répression de la traite, et notamment de l'article 2 des instructions annexées à la convention du 28 juillet 1817. C'était là le point principal de la querelle, et voici en quels termes s'exprimait à cet égard M. Paulino : « Cet article stipule qu'aucun navire ne pourra être visité ni saisi, sous quelque prétexte que ce soit, dans les ports ou à la portée des canons des forts. Il est donc une garantie indispensable de l'indépendance du territoire de l'empire, et on ne peut le violer sans violer aussi l'indépendance du Brésil. Le sens clair et évident de cet article est que la police de la mer et la répression du trafic des esclaves sur les côtes et dans les eaux du Brésil appartiennent aux autorités de l'empire, et que les croiseurs britanniques n'ont pas le droit d'intervenir là où s'étend la portée des canons des batteries de la côte. Ces stipulations ont été constamment méconnuës; les croiseurs anglais détachent des embarcations armées pour faire la police dans les eaux de l'empire; les équipages descendent en armes sur la côte, inspectent des navires et cherchent à en opérer l'arrestation; ils viennent visiter les maisons et autres établissements sur le rivage. Ces procédés ne peuvent manquer d'éveiller la susceptibilité nationale et d'exciter des ressentiments. De là résultent des collisions très-fâcheuses. Le traité est violé, l'indépendance du territoire n'est pas respectée, et on voudrait que le gouvernement impérial donnât satisfaction de la résistance que les autorités brésiliennes apportent à de pareils procédés! »

Après avoir brièvement rappelé les négociations entamées entre les deux gouvernements relativement à la convention proposée au mois d'août 1840, et le contre-projet produit, le 20 août 1841, par le cabinet brésilien, M. Paulino ter-

minait en ces termes : « Au lieu d'établir une discussion régulière pour concilier les différences que présentaient ces deux projets, le gouvernement britannique adresse une note menaçante. Le gouvernement impérial n'hésite pas à rentrer en négociation ; mais, avant tout, il réclame le respect qui est dû aux droits du Brésil comme empire indépendant ; il demande à discuter les conditions de la nouvelle convention, et il croit que cette convention doit être acceptée et non imposée par la force. Dans une lettre adressée aux lords de l'amirauté, à la date du 20 mai 1842, lord Aberdeen a blâmé la conduite de quelques croiseurs anglais, et il a dit que leurs procédés ne pouvaient être regardés comme sanctionnés par le droit des gens ou par les dispositions d'aucun traité existant, et que, bien qu'il fût très-désirable de mettre un terme à la traite, ce but excellent ne devait pas être poursuivi autrement que par des voies légales. Si cette solennelle déclaration, digne d'une nation éclairée et puissante, ne s'applique pas au Brésil, et si les menaces de M. Hamilton doivent être réalisées, le gouvernement impérial ne cédera qu'à la force et en protestant à la face du monde entier contre la violation de ses droits et contre les outrages dont il sera victime. »

Comme on le voit, le gouvernement brésilien relevait avec fierté le gant ; loin de s'incliner devant la menace de l'Angleterre, il dédaignait de se justifier des accusations dirigées contre lui et se contentait de répondre par des récriminations. Plusieurs notes furent échangées de part et d'autre, qui toutes tournaient dans ce cercle sans issue. L'unique résultat de cette discussion fut la rupture des négociations pendantes, et la solution de la question fut indéfiniment ajournée.

Cependant chaque jour voyait se renouveler les mêmes querelles, les mêmes conflits, relativement à l'exécution de la convention de 1826. Les autorités locales prêtaient plus ouvertement encore que par le passé leur appui au débarquement des esclaves sur tous les points de la côte et même dans les environs de Rio-Janeiro. Le mauvais vouloir du gouvernement brésilien ne tarda pas à se traduire d'une manière plus grave dans le sein de la commission mixte siégeant à Sierra-Leone. Il y avait déjà longtemps que celle de Rio-Janeiro ne fonctionnait plus en réalité. Pour bien comprendre la nature de cette nouvelle complication, il faut se rappeler que ces commissions devaient se composer de deux juges, l'un anglais, l'autre brésilien ; chacun d'eux avait un suppléant qui servait au besoin d'arbitre. Lorsque les deux commissaires tombaient d'accord, tout était dit : la sentence d'acquittement ou de condamnation suivait son cours naturel ; mais, lorsqu'il y avait dissidence, ce qui arrivait presque toujours lorsqu'il s'agissait d'un bâtiment brésilien, on avait recours à l'arbitrage de l'un des deux juges suppléants désigné par le sort. D'après la lettre de la convention, pour qu'un navire capturé fût déclaré de bonne prise, il fallait qu'il eût des esclaves à bord. Hors ce cas, les commissaires brésiliens se prononçaient toujours pour l'acquittement ; les commissaires anglais, au contraire, condamnaient tout navire qui, bien qu'il n'eût pas des esclaves à bord, pouvait être convaincu, sur les plus faibles indices, d'avoir été équipé pour la traite. Le sort seul décidait donc de la condamnation ou de l'acquittement, car l'arbitre consulté ne manquait jamais de se ranger à l'opinion émise par son compatriote. La commission de Sierra-Leone avait jusque-là rempli sa tâche d'une manière satisfaisante ; mais, à la suite de ces conflits entre les deux gouvernements, le commissaire brésilien, profitant d'une de ces discussions sur la lettre et l'esprit de la convention qui se renouvelaient à chaque séance, déclara que désormais, quelles que fussent les apparences de la culpabilité des bâtiments capturés, il

condamnerait seulement ceux qui auraient des esclaves à bord. Le commissaire anglais prit acte de cette déclaration et en instruisit lord Aberdeen, qui répondit que non-seulement il fallait continuer de condamner les navires sur le fait de leur équipement pour la traite, mais que sur le refus du commissaire brésilien il fallait passer outre et mettre le navire capturé en adjudication. Alors les deux commissaires brésiliens, sans doute sur les instructions de leur gouvernement, protestèrent contre cette décision arbitraire, et quittèrent sans retard Sierra-Leone.

IV.

Nous entrons maintenant dans une nouvelle phase du débat. On va voir éclater et se formuler en actes décisifs cette tendance des deux gouvernements à s'éloigner des vues conciliatrices qui, au moins en apparence, les avaient dirigés jusque-là ; tous deux, sous l'empire de circonstances incidentes et jusqu'à un certain point étrangères à la question principale, sont amenés à prendre une détermination déplorable. Le Brésil refuse, non pas seulement d'ajouter aucun article nouveau à la convention de 1826, mais même de reconnaître à ce traité une plus longue existence ; l'Angleterre se trouve dans la nécessité de réaliser ses menaces, c'est-à-dire d'adopter des mesures capables de maintenir en vigueur le principe essentiel de cette convention.

On a vu plus haut que, dans les derniers mois de 1842, M. Ellis était arrivé à Rio-Janeiro avec la mission de traiter du renouvellement du traité de commerce qui liait l'Angleterre et le Brésil, et dont le terme expirait le 10 novembre 1844. Ce traité, qui datait de 1827, était exclusivement à l'avantage de la Grande-Bretagne. Tandis que ses produits manufacturés n'étaient frappés que d'un droit très-modéré, 15 pour 100 *ad valorem* en moyenne, elle prélevait sur les principaux produits du Brésil des droits exorbitants : le café payait un droit d'entrée équivalant à 200 pour 100, et le sucre était en quelque sorte prohibé par le droit de 65 shillings par quintal, qui équivalait à 500 pour 100 *ad valorem*. Il en résultait que, tandis que les importations britanniques au Brésil s'élevaient à une somme considérable, les exportations en retour étaient si bornées par la force même des choses, que les navires anglais, qui avaient le monopole des transports, étaient obligés de revenir sur lest (1). Un tel état de choses, désavantageux pour la marine et le commerce britannique, était encore bien plus contraire aux intérêts producteurs du Brésil. Il ne pouvait donc se maintenir plus longtemps, et le Brésil attendait avec impatience l'expiration du traité de 1827 pour obtenir des conditions plus favorables. Telle était aussi l'espérance dont se flattait l'Angle-

(1) L'Angleterre a importé au Brésil, en produits manufacturés seulement,

En 1841 pour une valeur de	2,556,554 liv. st.
1842 — —	1,756,805
1843 — —	2,140,155
1844 — —	2,415,558

Les tissus de coton entraient pour près de la moitié dans ces sommes ; venaient ensuite les tissus de laine et les tissus de fil. Durant ces mêmes années, les exportations du Brésil pour l'Angleterre n'ont pas dépassé en moyenne 500,000 liv. st.

terre. Si elle n'eût été aveuglée par sa confiance accoutumée en sa bonne fortune, elle n'eût pas manqué de voir, dans les sentiments d'hostilité et de malveillance qu'avait excités sa conduite récente, des symptômes peu équivoques de son erreur. Bien loin d'accueillir les propositions exorbitantes de M. Ellis, le cabinet brésilien manifesta tout d'abord des exigences qui parurent énormes aux yeux du gouvernement anglais, mais qui, en réalité, n'étaient que justes et raisonnables. « Si M. Ellis, disait M. Gladstone dans la chambre des communes, le 7 mars 1844; si M. Ellis a échoué dans sa négociation, c'est à cause des prétentions exagérées du Brésil. Cette puissance a demandé d'abord que ses sucres fussent admis sur le pied de l'égalité avec les sucres des colonies anglaises, et elle s'est enfin rabattue sur un droit différentiel d'un dixième seulement, de sorte que, tandis que le droit sur le sucre de nos colonies est de 25 sh., nous aurions admis les sucres du Brésil à 27 sh. 6. d. La mission de M. Ribeiro, envoyé du Brésil à Londres, a également échoué, parce que l'importance excessive qu'il a attachée au commerce du Brésil a suscité d'insurmontables objections. En échange d'une différence de 2 sh. 6 d. en faveur de nos sucres coloniaux, le Brésil offrait de taxer nos tissus de laine à raison de 30 et nos tissus de coton à raison de 40 pour 100. Ces droits étaient établis non comme source de revenus, mais comme protecteurs des fabriques brésiliennes. D'un autre côté, dans un rapport officiel, le gouvernement du Brésil a déclaré que le chiffre de 60 pour 100 était le moins élevé qu'il fût possible de fixer pour protéger utilement les intérêts brésiliens. »

C'est sur ces entrefaites que sir Robert Peel présenta un bill qui, tout en maintenant le droit prohibitif de 65 sh. par quintal sur les sucres des colonies espagnoles et du Brésil, abaissait à 54 sh. celui des pays où l'esclavage des noirs n'existait pas ou n'avait jamais existé. Cette mesure n'était pas de nature à faire revenir le cabinet de Rio-Janeiro de ses dispositions hostiles à l'égard du commerce et de l'industrie britanniques, et encore moins à le rendre plus accommodant à l'endroit des prétentions de l'Angleterre pour la répression plus efficace de la traite. Néanmoins le cabinet anglais n'avait pas perdu tout espoir, et se flattait de vaincre les répugnances du Brésil. Le 26 juillet 1844, sir Robert Peel disait dans la chambre des communes : « Je crois en vérité que la traite est le trafic le plus inique qui ait jamais existé, qu'il engendre plus de misère, qu'il entraîne à plus de crimes qu'aucun acte public qui ait jamais été commis par aucune nation, quel que fût son mépris pour les lois divines et humaines. Je dis, et il faut qu'on le sache, qu'il y a deux nations, deux seulement, qui sont coupables de la continuation de ces crimes. Toutes les puissances civilisées, ces deux puissances seules exceptées, ont le désir de concourir à la suppression de la traite. Si l'Espagne et le Brésil voulaient coopérer avec zèle à cette œuvre, nous verrions la traite cesser complètement; mais nous ne pouvons pas espérer de réussir sans la coopération de l'Espagne et du Brésil. Avec cette coopération, au contraire, le succès est certain. J'accuse donc les gouvernements de ces deux pays de toutes les souffrances qui résultent de la traite des noirs, et je leur en laisse toute la responsabilité. J'espère que les gouvernements et les peuples de ces deux pays sentiront la grave responsabilité qui pèse sur eux. J'espère qu'ils comprendront que l'Europe et le monde civilisé ont les yeux ouverts sur leur conduite. Si par malheur ces considérations élevées ne leur suffisent pas, qu'il me soit permis de les avertir du danger auquel ils s'exposent, danger qui est imminent. » L'Espagne comprit la portée de ces paroles et ne tarda pas à souscrire à toutes les mesures que

souhaitait l'Angleterre. Le Brésil seul demeura sourd à toutes les instances.

Cependant la traite était plus considérable qu'elle ne l'avait été dans les années précédentes. En 1843, le prix d'un *boral* ou noir récemment importé était tombé de 1,400 fr. à 1,000 fr., tant les opérations des négriers, favorisées par les autorités locales, avaient été fructueuses. Dans les neuf premiers mois de 1844, il était arrivé de la côte d'Afrique à Rio-Janeiro ou dans les environs 13 négriers, à Bahia, 25, ayant un chargement de 4,971 esclaves; Fernambuco en avait reçu un nombre proportionnel. De ces deux premiers ports, dans le même laps de temps, il avait été expédié 30 navires équipés pour le trafic des esclaves : encore ces renseignements recueillis à grand-peine sur l'état de la traite étaient-ils sans doute fort incomplets. En 1844, le consul anglais à Rio-Janeiro écrivait à lord Aberdeen : « Telle est l'efficacité du système suivi pour dérober à la connaissance du public les opérations des négriers, qu'il est impossible de constater avec quelque certitude, soit le nombre des esclaves importés, soit celui des navires qui, après avoir déchargé leur cargaison de noirs, ont été équipés de nouveau et renvoyés à la côte d'Afrique. » On peut juger du développement de ce trafic odieux et des cruautés qui l'accompagnaient par ce seul fait, que, parmi les négriers arrivés à Fernambuco dans les trois premiers mois de 1844, il se trouvait un navire de 21 tonneaux qui avait transporté 97 noirs, ou 5 hommes par tonneau, et un autre de 381 tonneaux, qui avait pris plus de 900 esclaves; sur ce nombre, 816 seulement étaient arrivés vivants, 500 moururent dans les premiers jours du débarquement, et plus de 100 avaient perdu la vue. En 1843, la traite se faisait sur une plus grande échelle encore. Dans les sept premiers mois de cette année, les croiseurs anglais ont capturé 39 navires brésiliens, ayant à bord 2,605 noirs.

A la grande surprise du cabinet anglais, le 12 mars 1845, M. Hamilton reçut une note du ministre des affaires étrangères du Brésil, qui lui annonçait que, le lendemain, c'est-à-dire le 15 mars, expiraient les quinze années durant lesquelles la convention du 28 juillet 1817 devait être en vigueur, et qu'à compter de ce jour, le droit de recherche réciproque et les autres dispositions de cette même convention cesseraient d'être exercées. En transmettant cette pièce à lord Aberdeen, M. Hamilton terminait sa dépêche par ces mots significatifs : « Il peut être mis en question si, faute d'avoir été exécutées, les conventions relatives à la répression de la traite entre la Grande-Bretagne et le Brésil ne devraient pas être regardées comme demeurant en vigueur. » Telle fut aussi tout d'abord la pensée du cabinet anglais, et sir Robert Peel déclara nettement le 16 mai suivant, en répondant aux interpellations de lord Palmerston, que « en effet le Brésil avait dénoncé l'expiration de la convention passée pour l'exercice du droit de recherche réciproque, mais que, quelle que fût l'opinion qu'on pût avoir de la légalité de cet acte, la traite n'en demeurerait pas moins prohibée de la part du Brésil, et partant susceptible d'être sévèrement réprimée. » Il ajouta ces paroles menaçantes : « En vertu de la convention du 25 novembre 1826, convention qui n'a été ni abolie ni abrogée, tout sujet brésilien exerçant la traite est réputé pirate, et doit être traité comme tel. Cette convention demeure en vigueur : c'est une obligation permanente consentie par le Brésil, et celle-là ne saurait être capricieusement anéantie. »

Par une dépêche du 4 juin, lord Aberdeen chargea M. Hamilton de déclarer au gouvernement brésilien qu'il admettait l'expiration de la convention de 1817, mais il contestait que le terme des quinze années fixé par la convention de 1826

fût expiré. Après la dénonciation du 12 mars précédent, il ne restait plus, disait-il, à la Grande-Bretagne, qu'à donner plein effet aux stipulations de la convention de 1826, qui lui assure le droit de faire capturer par ses croiseurs les bâtiments brésiliens trouvés en haute mer exerçant la traite et de disposer des navires capturés comme *bona piratorum*. « Le gouvernement de sa majesté britannique, continuait lord Aberdeen, avait espéré que le gouvernement brésilien aurait, par le renouvellement et le développement des engagements passés entre les deux pays, offert à la Grande-Bretagne les moyens de rendre plus efficace la convention de 1826. Malheureusement, il n'en a pas été ainsi ; le succès et la vigueur avec lesquels la traite est à présent exercée sous le pavillon brésilien ne laissent au gouvernement britannique d'autre alternative que de recourir aux droits et aux obligations qui lient sa majesté britannique en vertu de l'art. 1^{er} de ladite convention. » En conséquence, M. Hamilton avait ordre de déclarer que son gouvernement était résolu à user de son droit, et qu'il allait soumettre au vote du parlement les mesures législatives nécessaires pour le mettre en état de faire exécuter les dispositions de l'article indiqué.

Lord Aberdeen s'exprimait d'une manière encore plus explicite dans sa dépêche du 2 juillet. « Il est malheureusement notoire que des bâtiments destinés à la traite sont chaque jour équipés dans les ports du Brésil, que les trois quarts des négriers que l'on rencontre sur les côtes d'Afrique portent le pavillon brésilien, ou se livrent à ce trafic pour le compte de sujets brésiliens ; que, sur la côte méridionale du Brésil, il n'y a pas une crique abordable qui ne soit fréquentée par les négriers et ne leur serve de refuge ; que l'introduction des esclaves au Brésil, loin d'être empêchée, comme l'exigent les lois et les traités, est au contraire favorisée par les autorités locales. Au sein même des assemblées législatives, on avoue hautement qu'à l'égard de la traite il n'est pas nécessaire, ou même convenable, de garder la foi des traités conclus avec la Grande-Bretagne. Ainsi donc, lorsque le gouvernement brésilien a fait connaître sa détermination d'abandonner les mesures jusque-là adoptées de concert avec la Grande-Bretagne pour exécuter la convention de 1826, le gouvernement de sa majesté britannique s'est vu placé dans l'alternative, ou de laisser la traite prospérer et s'accroître en dépit des obligations que lui a imposées et des droits que lui a conférés cette convention, ou de recourir aux moyens qui lui sont offerts pour atteindre le but en vue duquel cette convention a été faite. Le gouvernement de sa majesté britannique a cru de son devoir de choisir ce dernier parti, et en conséquence il va soumettre au parlement un bill donnant aux tribunaux de l'amirauté de la Grande-Bretagne le pouvoir de connaître des cas de traite contraires à la convention de 1826. Toutefois le gouvernement de sa majesté britannique ne désire pas que ce mode de répression soit permanent. Il sera prêt à demander le rappel de ce bill aussitôt que les actes du gouvernement brésilien le rendront possible... Vous savez que la mesure par laquelle, dans l'opinion du gouvernement de sa majesté britannique, le Brésil témoignerait de ses dispositions à remplir les intentions qu'il a si solennellement déclarées serait la négociation d'un traité semblable, soit à celui qui a été conclu en 1835 entre l'Espagne et la Grande-Bretagne, soit à celui que le Portugal a conclu en 1842 avec cette dernière puissance. »

Peu de jours après, lord Aberdeen présentait au parlement un bill portant que désormais les bâtiments brésiliens engagés dans la traite pourraient être capturés par les croiseurs anglais comme coupables de piraterie, en vertu de l'article 1^{er}

de la convention de 1826, et comme tels soumis à la juridiction des cours d'amirauté de la Grande-Bretagne, qui les jugeraient d'après les lois anglaises. Un article de ce bill autorise la délivrance de lettres de marque à quiconque voudrait faire l'office de croiseur. Ce bill passa sans opposition dans les deux chambres. Une pareille mesure n'était pas sans précédent. En 1859, un bill semblable avait été voté contre les négriers du Portugal et avait été suivi du plus heureux succès, car il avait forcé la cour de Lisbonne à consentir au traité conclu le 3 juillet 1842, qui est de tout point conforme aux conventions de 1831 et de 1833 passées entre la France et l'Angleterre, seulement avec cette différence très-importante qu'au lieu d'être temporaire comme l'étaient ces conventions, il est définitif, et qu'en outre il admet l'assimilation de la traite à la piraterie.

Si le cabinet anglais avait cru que le Brésil céderait comme avait fait le Portugal, il s'était étrangement trompé : à peine le bill avait-il été déposé, que l'envoyé brésilien protesta par une note fort énergique adressée à lord Aberdeen le 25 juillet. Le gouvernement brésilien approuva cet acte, et l'empereur ordonna immédiatement à son ministre des affaires étrangères, non-seulement de ratifier en son nom cette protestation, mais aussi « de présenter un exposé détaillé des faits et du droit qu'a le gouvernement impérial de se prononcer avec toute l'énergie que peuvent donner la conscience et la justice contre un acte qui usurpe si directement les droits de souveraineté et d'indépendance du Brésil, aussi bien que ceux de toutes les nations. » C'est ce que fit le 22 octobre 1845 M. Antonio Paulino Limpo de Abreu dans une protestation remarquable dont nous citerons la conclusion. « De ce qui vient d'être exposé, disait M. de Abreu, il résulte, avec toute évidence, que la loi du 8 août, rendue sous prétexte de mettre en vigueur les dispositions de l'article 1^{er} de la convention de 1826, ne peut se fonder ni sur le texte ni sur l'esprit de cet article, qu'elle blesse les principes les plus clairs et les plus positifs du droit des gens, et enfin qu'elle porte une grave atteinte à la dignité et à l'indépendance du Brésil, aussi bien qu'à celles de toutes les autres nations. Pour ces motifs, le soussigné, ministre et secrétaire d'état des affaires étrangères, au nom et par l'ordre de sa majesté l'empereur, son auguste souverain, proteste contre l'acte ci-dessus mentionné, comme évidemment injuste, abusif, attentatoire aux droits de dignité et d'indépendance de la nation brésilienne, et, ne reconnaissant aucune de ses conséquences que comme des résultats de la force et de la violence, il fait ses réserves dès à présent pour toutes les pertes et dommages que viendrait à en souffrir le commerce licite des sujets brésiliens, auxquels les lois promettent et sa majesté l'empereur doit une constante et efficace protection. »

V.

Tel est le point auquel ont abouti en quelque sorte fatalement l'Angleterre et le Brésil. Cette situation est-elle sans issue? Cela ne saurait être, mais il est évident qu'il est très-difficile d'en sortir, autant pour l'Angleterre que pour le Brésil, d'une manière honorable et sans abandonner la position prise de part et d'autre. Le gouvernement anglais fait en ce moment un premier pas qui, bien qu'indirect, est de nature à peser d'un grand poids dans les déterminations que pourra prendre à l'avenir le cabinet de Rio-Janeiro. L'admission des sucres du Brésil sur le

marché de la Grande-Bretagne à un taux très-modéré, et qui, dans quelques années, sera égal au droit imposé sur les sucres des possessions et des colonies anglaises, ce qui donnerait une satisfaction complète aux prétentions les plus exagérées du gouvernement brésilien; en d'autres termes, le bill de lord John Russell est de nature à rouvrir dans un court délai les voies de la conciliation. Que ce bill reçoive la sanction du parlement, on n'en saurait douter aujourd'hui. L'opinion publique s'est trop fortement prononcée en sa faveur pour laisser place aux plus légères inquiétudes à cet égard. Les protectionnistes combattent avec vigueur, comme on devait s'y attendre, pour la défense de ce dernier retranchement du monopole. Réduit aux seules forces de son propre parti et de la petite phalange des amis de M. Cobden, lord John Russell, dans l'état de décomposition de la chambre des communes, se serait trouvé à coup sûr en minorité. L'issue de la lutte devait dépendre de la position que prendrait sir Robert Peel dans la discussion qui vient de s'ouvrir. Bien qu'il eût présenté lui-même les deux lois qui établissaient une distinction prohibitive à l'endroit des sucres de Cuba et du Brésil, il était avéré qu'en cela il n'avait agi qu'à son corps défendant et subi les exigences de M. Goulburn et de M. Gladstone, dont le concours lui était nécessaire; depuis le commencement de la session, il disait ouvertement que, s'il eût été libre, il aurait proposé l'égalité des sucres de toute provenance en même temps que la libre importation des céréales étrangères. Aussi n'a-t-on pas été surpris de l'entendre déclarer il y a quelques jours, dans la chambre des communes, que, tout en croyant bonne et nécessaire, au moins pour quelque temps, la distinction entre les produits du travail libre et du travail esclave, il donnerait son appui au bill de lord Russell. Cette déclaration fait pencher la balance du côté des whigs, qui, jusqu'à l'année prochaine, sont délivrés de tout embarras sérieux.

L'admission des sucres du Brésil sera le prélude de la reprise des négociations pour un traité de commerce. L'intérêt de l'industrie manufacturière de la Grande-Bretagne réclame impérieusement cette mesure, et on serait en droit de taxer d'inconséquence les ministres whigs, s'ils ne se s'occupaient pas promptement d'une question qu'ils ont tant de fois portée devant le parlement. La présence dans le bureau du commerce de M. Milner Gibson est un sûr garant des intentions du cabinet à cet égard. Il reste maintenant à examiner si la satisfaction donnée sur ce point au Brésil terminerait le conflit relatif à la répression de la traite, et serait suivie du rappel de la loi du 8 août dernier. Cela n'est nullement probable, et il ne faut pas oublier que la conduite de lord Aberdeen à l'égard du Brésil n'a pas eu d'apologiste plus déclaré que lord Palmerston. On ne peut guère supposer que le cabinet de Rio-Janeiro soit désormais plus docile que par le passé aux exigences de l'Angleterre, car, dans cette question de dignité nationale, il est assuré du concours et de l'approbation du pays. La réponse de la chambre des députés au discours prononcé par l'empereur à l'ouverture de la session ne laisse aucun doute à cet égard. « La chambre, disait cette adresse, considère la loi du parlement britannique qui soumettrait aux tribunaux d'une nation étrangère les navires brésiliens soupçonnés de se livrer à la traite des noirs, comme contraire aux principes de l'indépendance et de la souveraineté nationales. C'est pourquoi la chambre approuve la protestation de votre gouvernement contre cette loi. Appréciant la bonne foi que votre gouvernement a mise à remplir ses obligations envers la Grande-Bretagne, elle vous promet son concours loyal et unanime pour maintenir les prérogatives de la couronne et les droits de la nation. »

Si l'on considère la question de la traite en faisant abstraction des motifs d'humanité qui exigent impérieusement la suppression de ce cruel trafic, il est évident que le Brésil ne saurait se l'interdire sans porter le plus grave détriment à sa prospérité et à sa situation économique. Au Brésil, le climat ne permet pas à la race blanche de se livrer impunément à la culture; et le permettrait-il, cette race abâtardie, énervée par l'influence de la température, serait incapable de prendre la place des noirs et de se livrer au défrichement d'un sol vierge ou à l'exploitation non moins pénible des mines. Or, il a été constaté que la population esclave diminue fatalement, rapidement, et s'éteindrait bientôt, si elle n'était incessamment renouvelée; les morts y dépassent de 3 pour 100 le nombre des naissances. Voilà de bonnes raisons pour que les Brésiliens ne renoncent pas volontairement à la traite. Les préjugés, les mœurs, qui pourraient combattre au nom de l'humanité les exigences de l'intérêt, loin d'être hostiles à ce trafic, y sont éminemment favorables, et ce concours des plus puissants mobiles semble présenter un obstacle insurmontable à la réalisation des vœux philanthropiques et non moins intéressés de l'Angleterre.

Que fera donc l'Angleterre? Il serait absurde de supposer un instant qu'elle reculera. Ce gouvernement, qui n'a jamais cédé devant les forts, céderait-il devant une puissance du troisième ordre, qui n'a à opposer à ses formidables ressources qu'une inertie dont il se flatte d'avoir aisément bon marché? D'ailleurs, il n'est pas libre sur cette question. Il persistera donc sans fléchir dans la voie où il est entré, et ira jusqu'au bout, quelles que soient les difficultés qu'il doive y rencontrer. « Lorsque le parlement, disait lord Brougham, le 11 avril 1843, dans la chambre des lords, a aboli la traite, et plus tard, lorsqu'il a affranchi les esclaves, il a agi contre les intérêts coloniaux de la Grande-Bretagne. La traite des noirs était un trafic hasardeux, mais si lucratif, qu'on peut dire que jamais spéculation n'a été plus recherchée par les négociants anglais. L'abolition de la traite fut fondée sur des raisons de justice, d'humanité et de saine politique, et cependant il n'est pas douteux qu'elle n'ait été ordonnée au grand détriment d'une classe nombreuse de commerçants anglais. De même, lorsque l'esclavage a été aboli, en 1833, la somme considérable qui a été donnée pour indemnité aux anciens propriétaires d'esclaves n'a pas empêché ceux-ci de subir une perte irréparable. La question qui se présente maintenant est celle-ci : lorsque le gouvernement anglais a proclamé l'abolition de la traite, a-t-il prétendu faire passer les avantages de ce trafic dans les mains du Portugal et du Brésil? Est-ce pour un pareil résultat que l'Angleterre a payé une indemnité considérable lors de l'émancipation des esclaves? Avons-nous souffert des pertes au profit des planteurs du Brésil et de Cuba, et tout exprès pour créer à nos colonies une concurrence sur les marchés du monde? » En parlant ainsi, lord Brougham ne faisait qu'exprimer les sentiments qui animent tous les Anglais, et qui doivent servir de règle de conduite à tous les cabinets.

Il faut donc admettre comme évidente la supposition que ni le Brésil ni l'Angleterre ne reculeront. La loi du 8 août sera exécutée, mais atteindra-t-elle le but dans lequel elle a été conçue? Il est permis d'en douter. Les dispositions de cette loi ne reproduisent après tout que les stipulations des conventions de 1817 et de 1826. Sera-t-elle plus efficace? rien ne le prouve. Ces conventions ont été fidèlement, rigoureusement exécutées, au moins de la part de l'Angleterre, et, comme on l'a vu, elles n'ont nullement empêché l'importation dans le Brésil des noirs nécessaires à la culture et aux mines. « Nous convenons, disait l'année dernière

sir Robert Peel, nous convenons que les mesures employées jusqu'à présent ont été impuissantes. L'impossibilité d'empêcher l'introduction d'esclaves au Brésil est reconnue. Quelles que soient les forces que l'on déploie sur les côtes de ce pays, on pourra toujours y verser des cargaisons d'esclaves; on pourra les y jeter par milliers. La connivence des autorités locales, la puissance d'un sordide intérêt, ne laissent pas d'espérer de ce côté. » Or, l'Angleterre a-t-elle découvert de nouvelles mesures de répression plus sûres que celles dont elle s'est servie jusqu'à ce jour? Nullement, et une expérience de trente années aurait dû la convaincre de l'impuissance des croisières à empêcher la traite.

Il y a un autre obstacle à l'exécution de la loi du 8 août, qui n'est pas moins considérable et auquel ne s'attendait assurément pas le gouvernement anglais : c'est la résistance des juges même du tribunal de l'amirauté chargé de prononcer sur le sort des bâtiments brésiliens capturés par les croiseurs de l'Angleterre. Ce fait singulier ressort d'un arrêt rendu, en décembre 1843, dans la cause de deux navires brésiliens qui avaient été capturés sur la côte d'Afrique par un croiseur anglais, l'un en flagrant délit de traite, l'autre comme suspect d'être employé au même trafic. Un croiseur de la côte d'Afrique, le *Wasp*, avait opéré la saisie de la goëlette brésilienne la *Felicidade*, frétée au Brésil pour l'Afrique, afin d'y prendre un chargement d'esclaves, et ayant en réalité l'équipement nécessaire pour faire la traite. La capture avait été faite par deux embarcations du *Wasp*. L'équipage brésilien avait été transporté à bord du croiseur, et seize matelots anglais, commandés par un lieutenant et un *midshipman*, avaient été placés sur la prise, avec mission de donner la chasse à un autre navire qui était en vue. Ce navire était l'*Echo*, chargé de quatre cent trente-quatre esclaves. Il ne tarda pas à être atteint et fut obligé de se rendre. On envoya à bord de la *Felicidade* le capitaine et douze hommes de l'équipage de l'*Echo*. Le lieutenant anglais passa de la *Felicidade* sur l'*Echo* avec sept hommes; le *midshipman* resta sur la *Felicidade* avec les neuf autres matelots anglais. Une heure s'était à peine écoulée depuis cet arrangement, lorsque le capitaine et les douze marins de l'*Echo* se jetèrent sur l'équipage anglais et le massacrèrent ainsi que le *midshipman*. La *Felicidade*, dont ils venaient ainsi de se rendre maîtres, ne resta pas longtemps entre leurs mains; elle fut reprise par le *Wasp*, et conduite, ainsi que les meurtriers, à Londres.

L'acte d'accusation portait que la *Felicidade*, au moment du meurtre des marins anglais, se trouvait légalement sous la garde des officiers de sa majesté britannique, et que tous les hommes qui se trouvaient à bord étaient placés, par conséquent, sous la juridiction de l'amirauté anglaise. La défense soutint que la *Felicidade* avait été capturée illégalement et qu'elle était demeurée la propriété des Brésiliens, quoiqu'elle eût été placée par la force entre les mains d'officiers de la marine anglaise; que l'*Echo* avait été aussi capturé illégalement, car les hommes qui étaient montés en premier lieu sur ce navire au moment où il avait été atteint par la *Felicidade* étaient conduits par un *midshipman*, et que les équipages de ces deux navires, étant ainsi détenus illégalement, avaient été en droit de faire tout ce qui était nécessaire pour recouvrer leur liberté et leur propriété, conformément à la loi universellement reconnue par toutes les nations civilisées. Les juges déclarèrent la prévention de piraterie dirigée contre l'un et l'autre navire mal fondée pour deux raisons : la première, parce que le fait de traite de la part des Brésiliens ne constitue pas un cas de piraterie, tant que l'assimilation n'aura pas été reconnue par les lois du Brésil; la seconde, parce que la *Feli-*

citade, ayant été arrêtée et saisie injustement, alors qu'il n'y avait point d'esclaves à bord, et ne pouvant pas un seul instant être considérée comme appartenant à la Grande-Bretagne, n'avait aucun titre à capturer l'*Echo*. En conséquence, les accusés furent mis en liberté.

Des obstacles de ce genre pourront sans doute être surmontés, mais ne peut-il pas s'en présenter d'autres aussi embarrassants? Voilà donc l'Angleterre rencontrant pour la première fois une résistance sérieuse à ses vues politiques et philanthropiques. Les difficultés que l'exercice du droit de recherche pour la répression de la traite avait soulevées, lorsqu'il s'était agi des puissances du premier ordre, la France et les États-Unis, par exemple, ont été adroitement tournées. A l'égard du Brésil, on ne s'est pas cru obligé à de pareils ménagements. Si la nation brésilienne, outragée dans ce qu'un peuple a de plus cher, demeure inflexible, ne serait-on pas en droit de conclure de tout cela que la question du droit de visite, même pour la France et les États-Unis, n'a pas trouvé une solution aussi complète qu'on avait pu s'en flatter? Du conflit entre le Brésil et la Grande-Bretagne peuvent surgir des complications inattendues, car la cause du Brésil intéresse toutes les puissances maritimes, elle touche aux points les plus délicats du droit des gens. La force et l'arbitraire ne sauraient trancher le nœud, et qui pourrait dire que ce différend, naguère imperceptible, ne prendra pas de tout autres proportions, et ne renferme pas le germe des plus dangereux embarras, non-seulement pour le cabinet de lord John Russell, mais aussi pour la paix du monde? L'avenir seul nous l'apprendra.



LE

MINISTÈRE DE COLBERT.

Histoire de la Vie et de l'Administration de Colbert,
par M. PIERRE CLÉMENT.¹

Colbert a été l'organisateur du gouvernement absolu : ses actes et ses doctrines ont régi la France jusqu'en 1789 ; même après cette époque, le principe démocratique introduit dans nos lois et dans nos mœurs n'a pas complètement renouvelé les enseignements de l'ancienne monarchie. La pensée de Colbert subsiste encore dans nos règlements de commerce extérieur, dans notre organisation maritime, dans notre système colonial, dans presque toute la pratique administrative. Aujourd'hui que des réformes sociales sont promises par tous les partis, il y a urgence, pour ceux qui veulent s'éclairer, de remonter à l'origine des faits. De nouvelles recherches sur la vie et l'administration de Colbert se présentent donc avec le mérite de l'opportunité. Le programme annoncé par M. Clément est assurément le mieux approprié aux circonstances : il promet à ses lecteurs une exposition des faits simple et impartiale, éclairée souvent au moyen des documents nouveaux qu'il a laborieusement recueillis.

Ce programme, honnêtement suivi en général, n'a-t-il pas été involontairement faussé sur quelques points importants ? Malgré cette impartialité, ou plutôt à cause de cette prétention à une parfaite indépendance, la lecture laisse une impression qui n'est que médiocrement favorable au ministre de Louis XIV. Ce n'est pas que M. Clément lui refuse les éloges : dans le préambule, comme dans le résumé de

(1) Un vol in-8°, chez Guillaumin, rue de Richelieu, 14.

son livre, il reconnaît que « la France, de 1661 à 1683, présente un admirable spectacle..... que l'époque remplie par l'influence de Colbert restera une des plus brillantes de nos annales..... que le restaurateur des finances, le réformateur de tous les codes, le protecteur des arts et des lettres, réunit les plus beaux titres au respect et à l'admiration de ses concitoyens. » Mais ces considérations générales sont si souvent démenties par l'aspect donné aux faits, le tableau de l'époque est ordinairement si sombre, que, lorsqu'on ferme le livre pour asseoir ses idées, on s'étonne de trouver le grand homme considérablement amoindri. M. Clément, faisant nombre dans la phalange des théoriciens qui ont levé l'étendard au nom de la liberté absolue du commerce, n'a pas assez résisté à la tentation de faire « ressortir les funestes effets du système prohibitif, dès son origine même » Économiste érudit plutôt qu'historien, il ne se transporte pas dans le passé pour observer son héros : il le cite à la barre du XIX^e siècle, et prononce du haut de ses principes absolus. Il semble chercher dans les actes de Colbert la confirmation des axiomes de son école, et il se donne si souvent le plaisir de le prendre en faute, il revient avec tant d'insistance sur les suites déplorables des erreurs ministérielles, qu'on est parfois tenté de se demander s'il n'eût pas mieux valu pour la France que Colbert ne fût pas parvenu au pouvoir.

Au dernier siècle, sous le règne universel du monopole et des lois restrictives, la gloire de Colbert était acceptée à peu près sans contrôle; l'instinct populaire lui faisait honneur de la prospérité de la France, et son nom suffisait pour caractériser le type du grand ministre. Aujourd'hui que la liberté des échanges est préconisée comme le remède à toutes les misères sociales, Colbert, en qui on personifie le système prohibitif, est exposé aux préventions de la critique. Ainsi flottent les jugements humains, selon les temps et les circonstances, entre une admiration irréfléchie et une sévérité qui touche à l'ingratitude. Il est bon que de temps en temps les faits soient exposés avec un parfait désintéressement, afin que le public retrouve le point de vue où il doit se placer pour apprécier les grands hommes.

Gardons-nous de juger les ministres de l'ancien régime avec les idées qui appartiennent à notre ordre social. Il a fallu des siècles pour que les attributions ministérielles fussent exactement définies. Après le triomphe de la monarchie sur le principe féodal, le domaine royal semblait moins une contrée à régir qu'une conquête à exploiter. Sous Henri II, on réduisit à quatre le nombre des secrétaires d'état, et on leur attribua à chacun, non pas un ordre spécial d'opérations, mais un quart du royaume à gouverner. Chacun de ces pachas, indépendant de ses collègues, exerçait dans son *département* (le mot était pris à la lettre; l'ensemble des attributions partagées aujourd'hui entre de nombreux ministères. La confusion qui ne tarda pas à s'introduire dans le gouvernement conduisit à l'idée de distribuer, non plus le territoire, mais les affaires, suivant leur nature, entre un nombre plus ou moins grand d'hommes spéciaux. Même sur cette nouvelle base, le ressort de chaque département ministériel n'était pas exactement circonscrit, et, lorsqu'on reconnaissait à un homme d'état des aptitudes variées, on ne craignait pas de lui confier les charges les plus diverses. Ce fut ainsi que Sully réunit la suprême direction de la guerre, le contrôle général des finances, l'intendance du commerce et de l'agriculture. Richelieu et Mazarin furent moins des ministres, dans le sens exact du mot, que des fondateurs de pouvoirs de la royauté; leur volonté, à peu près souveraine, s'étendit sur toutes les parties de l'adminis-

tration. Fouquet aurait voulu continuer ce rôle, et ce fut ce qui le perdit. Fils, comme Colbert, d'un négociant enrichi, Fouquet, homme brillant et spirituel, montra l'imagination d'un artiste, quand le pays réclamait la solide pensée d'un homme d'état. Son faste scandaleux, ses ruineuses maîtresses, sa générosité à l'égard de ses créatures, les 9 millions de livres (30 millions de francs peut-être) (1) engloutis dans son domaine de Vaux, et jusqu'au bon goût dont il faisait preuve dans ses folles dépenses, irritaient ceux qu'il se proposait d'éblouir. Fouquet tombe : qui donc sera ministre ? Un jeune homme de vingt-trois ans, d'une instruction médiocre, mais d'un sens droit et d'un esprit élevé, plein d'enthousiasme pour les grandes choses ; un jeune homme qui a le droit de dire : L'état, c'est moi ! C'est Louis XIV, en un mot, qui déclare au chancelier et aux officiers de la couronne qu'à l'avenir, lui, le roi, sera le premier ministre de la royauté !

Avec un tel chef, il ne fallait plus que des commis zélés, infatigables, débrouillant humblement les affaires, préparant en secret les solutions, ajoutant leurs aptitudes spéciales à l'intelligence du prince, toujours prêts surtout à s'effacer devant la volonté royale. Un bon et vrai gentilhomme, existant par lui-même, eût limité dans les conseils l'omnipotence du monarque et l'eût offusqué. Le maître préférait pour ses auxiliaires des parvenus légèrement frottés de noblesse, instruments souples et de peu de poids, qu'on aurait pu briser sans scrupules. Aussi les grands seigneurs, qui se réservaient le monopole des hauts grades militaires, regardaient-ils alors les fonctions ministérielles comme une sorte de domesticité, et les plus hautains d'entre eux affectaient de jeter sèchement le titre de *monsieur* à ces puissants ministres d'état, qui réclamaient la qualification de *monseigneur*. Par son origine, comme par ses talents et son caractère, Colbert se trouvait dans la condition la plus favorable pour asseoir sa fortune.

Répéter, suivant la tradition, que Jean-Baptiste Colbert était le fils d'un marchand de Reims, c'est s'exposer peut-être à une réclamation. La famille du grand homme a adressé récemment à M. Eugène Sue copie de plusieurs pièces, desquelles il résulte que le père, la mère, l'aïeul de Jean-Baptiste Colbert ajoutaient à leurs noms des titres nobiliaires ; que son cousin, et plus tard son propre fils, ayant à faire des preuves pour l'ordre de Malte, ont pu faire remonter leurs titres jusqu'à Gérard Colbert, écuyer, seigneur de Crèvecœur, né en 1500, et à Hector Colbert, seigneur de Magneux, trisaïeul du ministre. Ces pièces, dont quelques-unes sont antérieures à la fortune du contrôleur des finances, ont un caractère suffisant d'authenticité. D'un autre côté, il est indubitable que la famille Colbert tenait boutique à Reims, à l'enseigne du *Long-Vêtu*, et qu'à la vente des draps elle

(1) Je ferai remarquer à cette occasion que, dans l'évaluation de la monnaie, je triple ordinairement la somme pour indiquer approximativement la valeur qu'elle aurait de nos jours. L'estimation de M. Clément, qui n'exécède pas de beaucoup le double du chiffre, est trop faible ; elle ne représente guère que la valeur intrinsèque. Sous l'administration de Colbert, le prix du marc d'argent était de 28 livres, c'est-à-dire qu'on taillait 28 livres tournois avec la quantité d'argent qui produirait 54 francs aujourd'hui ; mais, indépendamment de leur valeur intrinsèque au poids, les métaux monnayés ont un pouvoir d'échange qui varie suivant leur abondance dans la circulation. Or, d'après les savantes et judicieuses recherches soumises à l'Académie des Inscriptions par M. Leber, le pouvoir réel de l'argent, à la fin du xvi^e siècle, était au moins trois fois plus fort que de nos jours, ce qui revient à dire qu'avec un revenu de 1.000 livres tournois, on pouvait vivre aussi bien qu'avec 3.000 francs de notre monnaie.

avait joint un commerce considérable et très-étendu de vins, de toiles, de blés ; que d'autres branches de la famille, également vouées au négoce, florissaient à Paris et à Troyes. On a remarqué enfin cette phrase écrite par Colbert dans une instruction à son fils aîné : « Mon fils doit souvent faire réflexion sur ce que sa naissance l'aurait fait être si Dieu n'avait pas béni mon travail, et si ce travail n'avait pas été extrême. » Le moyen de tout concilier est d'admettre que le père de Colbert, comme celui de monsieur Jourdain, fort bon gentilhomme d'ailleurs, « était fort obligeant, fort officieux, et, comme il se connaissait fort bien en étoffes, en allait choisir de tous les côtés, les faisait apporter chez lui, et les donnait à ses amis pour de l'argent. »

On retrouve d'ailleurs dans la jeunesse laborieuse de Colbert les traditions d'une famille vouée au gain. Son père le tire de l'école avant la fin de son éducation littéraire, et l'envoie successivement à Paris et à Lyon pour le former au commerce. Le jeune homme revient à Paris, entre en qualité de clerc chez un notaire, puis chez un procureur au Châtelet, nommé Biterne. Après ce triple apprentissage du négoce, de la jurisprudence civile et de la procédure, il débute dans la vie administrative en acceptant une place modeste qui lui est offerte dans les bureaux d'un sieur Sabatier, trésorier des parties casuelles, c'est-à-dire receveur des droits perçus à la mutation des offices. Dans ces divers emplois, la régularité de sa conduite, son intelligence et son caractère également solides sont remarqués par des personnages puissants ; enfin en 1649, à l'âge de trente ans, il se trouve introduit, par l'entremise d'un de ses parents, dans la maison d'un homme qui vient d'être frappé par une sentence d'exil perpétuel, et qui néanmoins sera bientôt le maître de la France : chez le cardinal Mazarin. Colbert est un de ces hommes pénétrants et résolus qui, dans toutes les situations, ont l'art de se rendre nécessaires. A peine au service du cardinal, il saisit, suivant la dédaigneuse expression de Fouquet, « la bourse et le cœur de son maître ; » sa correspondance nous le montre sous les aspects les plus divers, habile et zélé dans tous les rôles. Intendant, il flatte l'avarice du cardinal par l'économie de quelques écus ; agent politique, il déploie autant de subtilité que d'énergie contre les ennemis du premier ministre. Mazarin meurt. Louis XIV, impatient de régner, a besoin d'un conseiller discret qui fasse luire la lumière à ses yeux. Son choix s'arrête sur Colbert, que le cardinal mourant lui a recommandé, et dont il a pu apprécier par lui-même le zèle et les connaissances. Un homme admis à l'honneur de travailler confidentiellement avec le jeune prince ne devait pas tarder à obtenir publiquement ses entrées au conseil. Nommé successivement contrôleur général des finances, surintendant des bâtiments, ministre du commerce et de la marine, pourvu de plusieurs charges accessoires, le fils du négociant de Reims devint bientôt, après le roi, le plus puissant personnage du royaume.

La fortune matérielle de Colbert ne fut pas moins prodigieuse que son avancement politique. L'abnégation n'était pas la vertu des fonctionnaires de l'ancienne monarchie, et l'intendant de Mazarin entendait trop bien le positif des affaires pour négliger ses intérêts personnels. A peine entré chez le cardinal, ou le voit exploiter l'influence que lui donne ce puissant patronage. Vers 1650, un partisan nommé Jacques Charron, sieur de Ménars, qui, suivant la chronique, « de tonnelier et courtier de vins, était devenu trésorier de l'extraordinaire des guerres, » était menacé d'une taxe considérable à titre de restitution. Colbert, dit-on, le fit exempter, et, pour prix de ce service, obtint la main de sa fille, qui était une des

plus riches héritières de la capitale. Ce coup de fortune n'empêcha pas l'intendant de glisser de temps en temps dans sa correspondance une phrase pour demander quelque petite abbaye d'environ 4,000 liv. de rentes. Il ne perdit pas pour attendre, et reçut plus tard un bénéfice de 8,000 livres. Six ans de service chez le cardinal lui suffirent pour procurer à ses frères, oncles et cousins, des postes lucratifs ou de riches bénéfices. Lui-même reçut gratuitement la charge d'intendant du duc d'Anjou, dont il tira 40.000 livres, celle de secrétaire des commandements de la reine à venir (le jeune roi n'était pas encore marié), fonction honorifique qu'un financier lui acheta 500,000 livres, plus 20,000 livres de pot-de-vin à M^{me} Colbert. On sait que Mazarin, dont la rapacité était scandaleuse, entreprenait à son compte la fourniture des vivres de l'armée. Quoique blâmant en principe ce genre de spéculation, Colbert en était l'agent nécessaire, et il y dut trouver personnellement des bénéfices considérables. Lorsqu'à son tour il tint dans sa main la fortune de la France, il n'abusa pas trop de sa position; on le trouve modéré lorsqu'on le juge par comparaison avec ses devanciers. Il résulte du compte établi par M. Clément que ses traitements avoués ne s'élevaient pas à plus de 70,000 livres; mais ce qu'on a conservé du registre des ordonnances de comptant contient une note ainsi conçue : « Au sieur Colbert, pour gratification, en considération de ses services, et pour lui donner moyen de me les continuer, 400,000 livres. » Il paraît démontré en outre que le ministre recevait des dons annuels de la part des états provinciaux. Bref, après avoir établi richement six fils et trois filles, Colbert laissa une fortune évaluée en capital à 10 millions de livres, environ 50 millions de notre temps. Je me hâte d'ajouter que jamais homme d'état ne légitima sa fortune par une plus grande application à ses devoirs. Pendant les vingt-deux ans de son ministère, il travailla régulièrement seize heures par jour !

Les attributions de Colbert empiétaient actuellement sur tous les ministères. Le département des finances, dans ses diverses dépendances, formait le fond de sa charge. Intendant particulier du roi, il devait administrer la fortune de son maître, et pourvoir aux dépenses qui constituent aujourd'hui la liste civile. Contrôleur général des finances de l'état, la répartition et le recouvrement des impôts, les emprunts, les baux et les marchés, les monnaies, le paiement des rentes, des pensions et des services actifs, étaient de son ressort. Le chancelier de France était alors le ministre en titre de la justice; néanmoins Colbert, homme du roi et jaloux de tout rapporter au roi, dirigeait les grands travaux de législation. La forte organisation du clergé dispensait d'un ministre des cultes; cependant la police extérieure de l'église, ce qu'on appelait alors les affaires générales du clergé, revenait à Colbert. Dans le ressort de l'instruction publique, le sacerdoce et l'université se disputaient, comme on sait, l'éducation de la jeunesse: le gouvernement surveillait la lutte sans intervenir; mais la partie élevée de ce ministère, l'instruction supérieure, les académies, les bibliothèques, les encouragements aux savants et aux littérateurs, étaient le beau côté des emplois de Colbert, et, pour ainsi dire, la création de ce grand homme. Il n'y avait pas alors de ministre spécial pour l'ensemble des relations extérieures: la diplomatie politique était confiée à des hommes d'une expérience consommée, d'une autorité généralement reconnue, comme Pomponne ou Lionne; les traités de commerce et les consulats rentraient dans les fonctions de Colbert, qui correspondait directement avec les ambassadeurs. Les occupations les plus importantes du ministère de l'intérieur, c'est-à-dire la police générale du royaume, les postes, et les rapports avec les intendants et le

magistrats civils des provinces, regardaient également l'homme infatigable. Il exerçait en outre, d'une manière directe, le *gouvernement*, c'est-à-dire l'intendance provinciale de Paris, de l'Ile-de-France et de l'Orléanais. Le ministère de la guerre proprement dit appartenait à Louvois, mais ce département avait alors moins d'étendue qu'aujourd'hui ; on en détachait presque toute la comptabilité : l'entretien des fortifications, la solde des troupes, les vivres, les étapes, l'entretien de l'artillerie, les poudres et salpêtres, en ce qui concerne la partie financière de ces services, revenaient de droit au contrôleur de la fortune nationale. Ce qui forme aujourd'hui le ministère des travaux publics rentrait alors dans la surintendance des bâtiments, l'une des charges de Colbert. La construction des palais royaux et des édifices publics, des routes, des ponts, des canaux, des arsenaux, des ports de mer, était dirigée par lui avec un zèle qui transformait parfois l'administrateur en artiste. L'agriculture, le commerce et l'industrie étaient la préoccupation capitale de Colbert, et sur ce terrain il était roi absolu. Toutefois le service qui lui demanda le plus de temps et d'application fut celui de la marine et des colonies, dont il surveillait jusqu'aux détails les plus minutieux. De compte fait, à l'exception de la diplomatie purement politique, de la direction militaire des armées, de la chancellerie et de l'université, toutes les affaires qui sont aujourd'hui réparties entre neuf portefeuilles revenaient à Colbert. On dira que l'administration au *xvii^e* siècle était moins compliquée, moins *avancée* qu'aujourd'hui. Sans doute elle était moins formaliste, moins paperassière : était-elle en réalité moins active ? Je n'ose prononcer. Quoi qu'il en soit, la tâche assumée par Colbert est effrayante à nos yeux. Pour y suffire, il fallut, non-seulement le zèle uni à l'ampleur de l'intelligence, non-seulement l'amour passionné du bien public : il fallut surtout une puissance de volonté, une solidité d'organisation vraiment phénoménales. Cette fureur de travail n'est pas toujours nécessaire pour faire un homme d'état. On peut heureusement devenir un bon ministre sans être un Hercule.

Dans l'immense courant des affaires confiées à Colbert, trois ordres de faits sont à distinguer : les finances, le commerce et la marine. Le déplorable état dans lequel le successeur de Fouquet trouva la France effraie l'imagination. Le brigandage de tous les hommes qui participaient au mouvement des fonds publics, depuis le ministre jusqu'au dernier des agents fiscaux, avait réduit la classe infime de la population à une sorte de sauvagerie. « Le royaume est si fort épuisé, est-il dit dans les remontrances adressées au roi vers les derniers temps de la fronde, qu'il y a peu de personnes à la campagne auxquelles il reste un lit pour se coucher. » Pendant les années suivantes, quelques maisons de refuge pour les mendiants, des lois sévères contre le vagabondage, dissimulèrent le mal sans beaucoup l'atténuer. Deux mauvaises récoltes, et par suite un renchérissement excessif des grains, dès l'avènement de Colbert, mirent à nu des souffrances épouvantables. On vit, dans les provinces, les pauvres mourir littéralement de faim. Le Blaisois, le Vendômois, le Maine, la Touraine, le Berry, la Champagne, furent particulièrement désolés. Un document cité par M. Clément nous montre des malheureux « sans lit, sans habits, sans linge, sans meubles, noirs comme des Maures, la plupart défigurés comme des squelettes, et les enfants enflés. » Des bandes de paysans s'organisent pour le pillage, et, loin de les effrayer, la potence qu'ils ont en perspective leur promet la fin de leurs maux. On mange l'herbe des chemins, on déterre les cadavres : on cite même des malheureux qui retardent leurs derniers instants en rongant leurs propres membres. Qu'on se souvienne qu'à cette

époque de privilège, l'impôt pesait particulièrement sur les pauvres, et qu'on se fasse une idée des contribuables sur lesquels un ministre des finances devait opérer!

Aussi, depuis la mort de Sully jusqu'à l'avènement de Colbert, on vécut au moyen des anticipations. Le revenu de chaque année était employé, non pas pour les besoins du présent, mais pour solder les avances obtenues sur les années antérieures. En conséquence, l'art du financier consistait à escompter l'avenir; le plus considéré était celui qui savait obtenir des traitants les plus fortes avances sur les ressources éventuelles des années postérieures. M. Clément, qui a pris la peine de lire les quinze volumes écrits par Fouquet pour sa justification, a pu donner les détails les plus curieux sur les désordres de cette époque. La gloire de Colbert est d'avoir cherché l'augmentation du revenu dans l'accroissement de la richesse nationale. L'ensemble de ses réformes et jusqu'à ses erreurs administratives ne sont qu'une extension exagérée de ce principe.

Telle était, suivant M. Clément, la situation financière à la chute de Fouquet : « En 1661, la France payait 90 millions d'impôts, sur lesquels il en restait près de 55 à l'état, prélèvement fait des frais de perception et des rentes à servir. En outre, deux années du revenu étaient consommées d'avance. » Les abus en matière de finance étaient si monstrueux, si généralement réprouvés, qu'un réformateur pouvait compter sur l'assentiment populaire, autant que sur le prestige de la monarchie triomphante. Colbert, à peine connu de la foule, rencontra moins de résistance que Sully et Mazarin au faite du pouvoir. Une chasse aux larrons, comme disait le peuple, c'est-à-dire une enquête judiciaire, est ordonnée contre les hommes d'argent soupçonnés d'avoir abusé de la détresse du trésor. La chambre de justice atteint plus de cinq cents suspects, et fait rentrer en peu de temps 110 millions : expédient despotique, à peine excusé par le brigandage et l'insolence des spéculateurs de cette époque. Un coup plus hardi est la banqueroute faite à la bourgeoisie parisienne, opération déguisée sous le nom de révision des rentes, et qui procure une économie annuelle d'environ 8 millions de livres. Les contrats, en vertu desquels les octrois d'un grand nombre de villes ont été aliénés à des compagnies, sont cassés, malgré les réclamations des légitimes créanciers, malgré les doléances des villes qui protestent au nom de leurs franchises municipales. Les amendes contre les usurpateurs de noblesse, c'est-à-dire contre la plupart de ceux qui ont eu la naïveté d'acheter des titres nobiliaires, ramènent encore quelques millions. Les droits de ceux qui occupent les charges vénales sont également soumis à la vérification. Beaucoup de fonctions au moins inutiles sont supprimées avec des indemnités souvent insuffisantes. De là un double avantage pour le trésor, économie des intérêts qu'il fallait servir sous forme de traitement, et augmentation du nombre des contribuables en faisant rentrer sous le droit commun les familles exemptées de l'impôt en vertu de leurs titres. Toutes ces mesures, parfois illégales, souvent cruelles, sont des expédients révolutionnaires auxquels le bon sens public applaudit. Le mal en est venu à cet excès où un traitement prompt et énergique semble nécessaire, même à ceux qui doivent en souffrir.

Soit que sous l'aspérité de ses formes le ministre cachât des sympathies généreuses, soit qu'il combattît les privilèges au seul profit du trésor, Colbert ne perdit pas de vue les intérêts des classes réduites à gagner le pain quotidien. Une des entreprises qui lui fit le plus d'honneur, bien qu'elle n'eût pas obtenu un plein

succès, fut la réforme du système des tailles. De *personnelle* qu'elle était, Colbert aurait voulu que la taille devint *réelle*, c'est-à-dire proportionnée à la réalité de la fortune, sans distinction de noblesse ou de roture. Un tel projet n'était alors qu'une audacieuse utopie ; il devait soulever des difficultés insurmontables. L'exemption de l'impôt foncier était un des signes de la noblesse féodale. Le roturier payait, non pas comme citoyen, mais en qualité d'homme du roi ; le gentilhomme ne devait rien, parce qu'il s'appartenait à lui-même. Jusque dans les provinces de droit romain, où la contribution était assise par exception sur les terres, les domaines réputés nobles ne devaient rien au fisc royal. Comment faire comprendre au seigneur que lui, homme de qualité, devait se reconnaître le débiteur du monarque, tandis qu'un homme de rien obtiendrait l'exemption du tribut ? Après les résistances individuelles vinrent les protestations collectives des provinces. Il s'en fallait que l'impôt direct fût assis partout sur les mêmes bases. Les pays d'élection, taillables à merci, étaient bien moins favorisés que les pays d'état, dont le principal privilège était l'apparence du consentement aux charges publiques. Ces pays d'état, dont la population formait seulement le quart du royaume, ne contribuaient guère que pour un septième dans le produit des tailles. Comment égaliser les taxes dans les provinces nouvellement acquises, sans violer les contrats de réunion à la couronne française ? Ne pouvant atteindre le riche, Colbert s'appliqua du moins à dégrever le pauvre. Les tailles qu'il trouva à 50 millions furent abaissées d'un tiers ; son vœu était de les réduire à moitié. L'impôt exécuté du paysan, la gabelle, fut adouci et surtout simplifié dans sa perception. L'unique moyen de saisir les privilégiés était de multiplier les taxes de consommation. Colbert s'y décida, bien malgré lui sans doute, car il était trop clairvoyant pour ne pas comprendre que l'enchérissement des subsistances, entraînant le haut prix de la main-d'œuvre, deviendrait funeste aux manufactures.

Sous un gouvernement absolu, où les dépenses étaient ordonnées sans contrôle par le roi, une comptabilité sévère devenait le seul frein au despotisme. L'explication des abus et des réformes de Colbert en ce genre a fourni de très-bonnes pages à M. Clément. Je regrette de ne pouvoir reproduire ici les piquants détails qu'il donne sur les *ordonnances de comptant*, qui formaient le chapitre des dépenses secrètes sous l'ancien régime : liste civile des espions, des intrigants, des flatteurs et des maîtresses ; source de corruption et de scandales, qui, malgré les sages précautions introduites par Colbert, creusa l'abîme où disparut cent vingt ans plus tard la monarchie de Louis XIV. En somme, l'étude de notre état financier jusqu'à la révolution de 1789 est la condamnation du gouvernement absolu. Il ne faut pas s'aveugler sur l'exiguïté des chiffres dans les anciens budgets, et, de ce que le total des recettes est dix fois plus élevé aujourd'hui que sous Louis XIV, conclure que les charges personnelles sont devenues beaucoup plus considérables. Nombre de dépenses nécessaires qui sont faites à présent par l'entremise de l'état étaient accomplies directement autrefois par les particuliers ou par des institutions spéciales ; mais le sacrifice n'en retombait pas moins à la charge du public. Ainsi le budget de 1685, année de la mort de Colbert, présente une recette brute d'environ 115 millions pour une dépense réglée à 115 millions mais, à cette époque, le paiement des rentes qui absorbe aujourd'hui 560 millions, était fort incertain, et n'inquiétait guère le gouvernement ; on trouvait aisément le moyen de suspendre ou de réduire le paiement quand le trésor éprouvait des embarras. La magistrature, dont les honoraires ne figuraient pas au

budget, s'indemnisait aux dépens des plaideurs. Les cultes qui nous coûtent près de 40 millions, l'instruction publique qui dépense 17 millions, étaient desservis autrefois au moyen des biens considérables immobilisés en faveur du clergé et de l'université, biens exemptés de l'impôt et stériles pour le trésor national. Le service des ponts et chaussées, remplacé par les corvées, coûtait beaucoup plus cher aux paysans que de nos jours. Les frais de régie financière, la perception des impôts et revenus qui figure aujourd'hui au budget des dépenses pour plus de 150 millions, restaient jadis au compte des compagnies qui affermaient les revenus de l'état, et il est certain que les traitants, désespoir des populations, étaient bien plus onéreux que les commis, trop nombreux sans doute, de notre administration moderne des finances. Le chiffre de nos dépenses est chaque année gonflé d'une manière fictive par les remboursements et les restitutions que nos comptables inscrivent pour ordre au passif; mais cet article, qui dépasse 60 millions, ne constitue pas une charge réelle pour les contribuables, puisqu'on leur rend d'une main ce qu'on vient de recevoir de l'autre. Enfin, si l'on met en balance la valeur relative de l'argent aux deux époques, on reconnaîtra que l'impôt sous Louis XIV était au moins aussi lourd pour la classe laborieuse que sous le gouvernement constitutionnel.

C'est surtout comme organisateur de l'industrie et du commerce que Colbert a donné prise aux attaques systématiques. Ouvrez les traités, les histoires de l'économie politique, vous y verrez que la prétention de protéger l'industrie nationale par l'exclusion des produits étrangers est un système imaginé par Colbert. Le ton que prend M. Clément en parlant du *colbertisme* semble confirmer sur ce point les idées vulgairement admises. On serait plus disposé à l'indulgence pour le ministre de Louis XIV, si l'on connaissait mieux les mœurs commerciales du *xvii^e* siècle : on verrait que le système protecteur était préconisé depuis longtemps par les publicistes, déjà mis en pratique par la plupart des nations voisines, et que la France, en l'organisant à son tour, se constituait pour ainsi dire en état de légitime défense. Je ne crains pas de trop m'étendre sur un sujet qui est à l'ordre du jour. Je puise la plupart de mes renseignements dans un livre rare et peu connu, écrit sous la minorité de Louis XIII (1).

Le pays qui trouve son compte aujourd'hui à préconiser la liberté des échanges ne se contenta pas d'inventer le régime prohibitif; il en fit l'essai de la manière la plus brutale. Dès le *xv^e* siècle, l'Angleterre avait prohibé la sortie de diverses matières propres à alimenter les fabriques étrangères, et notamment des laines et des peaux de mouton. A l'époque où écrivait Montchrestien, la défense venait d'être levée en faveur d'une compagnie, mais maintenue avec un redoublement

(1) *Traité d'Économie politique*, dédié au roi et à la reine mère, par Antoine de Montchrestien, sieur de Vatteville (Rouen, 1615, in-4^o). A la suite du volume que j'ai dans les mains est un autre ouvrage sans autre indication qu'un faux-titre, avec ces deux mots : *Du Commerce*; c'est un discours de deux cents pages in-4^o, avec une pagination séparée, mais de même impression, de même date, et probablement du même auteur que le précédent. Ces deux discours, écrits à une époque où la science économique n'était pas faite, n'ont pas la forme dogmatique, mais ils abondent en renseignements sur l'administration du temps. Remarquons, à titre de singularité, que Montchrestien, le vénérable ancêtre de nos économistes, a eu également l'honneur d'être un des prédécesseurs de Corneille. Huit tragédies de sa façon ont été jouées à l'Hôtel de Bourgogne et recueillies en un volume in-4^o, réimprimé jusqu'à trois fois.

de sévérité à l'égard des Français. La contravention à cet ordre attirait sur le coupable un châtiment très-sévère : en Irlande, un marchand étranger atteint et convaincu d'avoir acheté des laines pour l'exportation aurait eu le bras coupé. Les marchandises dont la sortie n'était pas prohibée, comme l'étain, subissaient un droit porté au double pour les étrangers que pour les négociants du pays. Tous les draps français, sans exception, étaient repoussés par l'Angleterre. « Au contraire, dit Montchrestien, les Anglais apportent en France en pleine liberté toutes et telles draperies qu'il leur plaît, voire en si grande quantité que nos ouvriers sont maintenant contraints de prendre un autre métier, et bien souvent de mendier leur pain. » Tout article que la fabrique nationale avait facilité de reproduire était brutalement chassé du marché : la mercerie, qui comprenait un grand nombre d'objets de toilette, spécialité parisienne justement renommée jusqu'alors, avait été ainsi frappée d'exclusion. Les coups de la prohibition étaient arbitraires ; c'étaient des avanies à la manière turque, qu'on ne pouvait prévoir ni éviter, et qui tombaient sur nos commerçants avec une sorte de préférence. Non-seulement les marchandises françaises, mais le Français lui-même était tarifié dans les bureaux des douanes britanniques : il devait payer cinq sols à l'entrée et trente sols à la sortie, indépendamment d'un impôt spécial, s'il fondait un établissement dans le pays. L'autorité anglaise ne permettait pas à nos compatriotes de trafiquer en chambre, ce que les insulaires faisaient le plus ordinairement chez nous. Défense était faite aux Français de vendre ou d'acheter dans les foires ; ils ne devaient contracter qu'avec des bourgeois domiciliés, et, pour certaines denrées, avec des compagnies privilégiées. Ainsi, au lieu de vendre les vins directement aux taverniers ou aux consommateurs, les négociants français ne pouvaient traiter qu'avec une compagnie spéciale, qui abusait scandaleusement de son monopole pour faire la loi aux vendeurs. Bien plus, le pourvoyeur de la cour avait droit de descendre, au nom du roi, dans les caves de nos marchands et de faire son choix avant tout autre acheteur, en dictant lui-même les prix selon sa conscience ! Il serait trop long d'énumérer toutes les tracasseries, les subterfuges, les exactions subies par le commerce français ; je citerai seulement un dernier trait. Nos bâtiments ne pouvaient charger dans les ports britanniques qu'à défaut de concurrence anglaise, et, s'il arrivait parfois qu'après un chargement effectué par un équipage français un capitaine anglais se présentât pour la même destination, on faisait décharger le premier bâtiment au profit du second. Or, quelle était, à la même époque, la situation du commerce anglais en France ? Le vieil économiste à qui j'emprunte ce tableau résume ainsi le contraste : « Les Anglais prohibent toute marchandise comme il leur plaît et quand il leur plaît ; au contraire, tout leur est permis en France, tout leur est libre en tout temps.... ils ont en notre royaume tous et tels droits que nous, et bien souvent y sont plus favorablement traités. »

La France était également une terre de liberté pour les Espagnols, tandis que les Français avaient à subir dans la Péninsule les tracasseries d'une police fanatique et rapace. Les droits perçus à l'entrée et à la sortie n'y étaient pas combinés, comme en Angleterre, dans le but de favoriser l'industrie nationale : le gouvernement espagnol ne songeait qu'à remplir ses coffres ; ces droits n'en étaient pas moins révoltants, surtout par comparaison avec le tarif des douanes françaises. Ainsi, tandis que la France se contentait de prélever sur les achats et les ventes un droit moyen de 2 et demi pour 100 sur les valeurs déclarées, la douane espa-

gnole s'attribuait en moyenne sur les mêmes échanges un droit de 10 à 20 pour 100. Un fait dont je retrouve la trace dans les mêmes documents mérite d'être signalé comme un exemple des funestes conséquences d'une erreur économique. Après le règne de Philippe II, le gouvernement espagnol ne s'expliquait l'appauvrissement phénoménal du pays que par la constante exportation des métaux précieux. En conséquence, il prohiba, sous les peines les plus sévères, la sortie de l'or et de l'argent, bien qu'ils fussent le principal objet d'échange pour les possesseurs des mines du Nouveau-Monde. Ayant ainsi stérilisé sa plus féconde industrie, l'Espagne, réduite à acheter en France les marchandises nécessaires à ses colonies maritimes, fut obligée de donner en retour les denrées souvent indispensables à sa population métropolitaine, ses vins, ses huiles, ses fruits, ses laines, ses cuirs. Or, ces denrées que les Français ne prenaient qu'à vil prix, parce qu'ils ne les acceptaient qu'à contre-cœur, devenaient rares dans la Péninsule, et y atteignaient un prix d'autant plus élevé que les métaux précieux, dont l'écoulement naturel était suspendu, s'avalissaient par leur abondance. Malgré la défense, nos marchands emportaient bien quelquefois les doublons espagnols; mais, suivant le vieux témoin que j'interroge, ce genre de contrebande était excessivement dangereux, de sorte qu'en résumé le commerce de la France avec l'Espagne, longtemps avantageux aux deux pays, était devenu plein de déceptions et de périls.

Entre la Hollande et la France, les relations n'étaient gênées, avant Colbert, par aucune mesure vexatoire. Les tarifs hollandais, combinés d'après les besoins toujours croissants d'une république menacée, n'avaient pas du moins le caractère d'une prohibition systématique; mais, avec son capital déjà prépondérant et ses institutions mercantiles, avec la vigilance et l'âpreté de ses négociants, la Hollande avait tout avantage à cette liberté réciproque. Sans avoir précisément à se plaindre, le commerce français voyait avec envie les spéculateurs bataves s'insinuer partout, profiter de toutes les fautes de leurs rivaux. On comparait l'inertie de l'administration française avec l'habileté des marchands qui gouvernaient la république. On déplorait, par exemple, la ruine de nos pêcheries, qui, envahies subtilement par les Hollandais, étaient devenues, suivant une expression proverbiale, le Pérou des Provinces-Unies.

Entre ces concurrents jaloux et perfides, le commerce français, avant Colbert, sans direction, sans surveillance de la part de l'autorité, se trouvait évidemment désarmé. Les péages intérieurs, multipliés sous les dénominations les plus bizarres, surchargeaient le prix des marchandises au point de nuire considérablement à l'exportation. Quant à ce qu'on appelait les *traites foraines*, c'est-à-dire les droits perçus à l'entrée ou à la sortie du royaume, ils étaient d'invention assez récente. Formé lentement par le démembrement des principautés féodales, le domaine monarchique, le royaume proprement dit, n'avait eu que des frontières mobiles. A l'exception de quelques édits rendus, au moyen âge, pour empêcher la sortie des matières premières; d'un droit frappé, en 1595, sur les tissus de Flandre; de quelques taxes établies arbitrairement sur les drogueries, les épiceries et les étoffes de luxe, on s'abstint, jusqu'au règne de Henri III, d'intervenir dans les échanges avec l'étranger. En 1581 parut le premier édit qui atteignit dans son ensemble le commerce extérieur. Un léger droit de 2 pour 100 sur les valeurs déclarées fut frappé, sans distinction, sur les marchandises introduites en France. En 1621, on multiplia les bureaux de douanes, afin d'affermir ce genre de revenu

avec plus d'avantage; mais beaucoup de provinces, et surtout celles qui étaient nouvellement incorporées, se refusèrent à cet arrangement. Cette résistance, qu'on n'essaya pas de vaincre, subdivisa le royaume en provinces dites des *cinq grosses fermes*, et en provinces considérées comme étrangères, parce qu'elles prétendaient conserver leurs anciennes coutumes en matière d'impôts.

Il résulte de cet aperçu que l'industrie française, avant Colbert, était écrasée par des charges considérables, et que l'impôt, au lieu d'être combiné dans un intérêt national, suivant l'exemple donné déjà par les étrangers, tendait à favoriser les concurrents de la France plutôt que les Français eux-mêmes. Il paraît que, pour racheter le désavantage de leur situation, nos fabricants eurent la déplorable idée d'obtenir le bon marché par des manœuvres frauduleuses. « Je pense, dit à ce sujet Isaac de Laffemas, le redoutable conseiller de Richelieu, je pense avoir lu dans les mémoires de mon père, qui parlent des abus des marchandises et des manufactures, que les cuirs ont été tellement altérés de leur bonté, que ceux qui s'en voulaient fournir en France ont été contraints de s'en fournir ailleurs. » Beaucoup d'autres objets d'exportation furent signalés comme ordinairement falsifiés. Le remède était beaucoup plus dangereux que le mal. Nos produits tombèrent en discrédit sur les marchés lointains. Bien que le commerce français fût encore très-important sous le règne de Louis XIII, on le considérait comme déchu par comparaison avec l'activité de la période précédente. On se rappelait tristement qu'au *xvi^e* siècle les tisserands et les teinturiers français étaient universellement estimés; que les toiles de Normandie, de Bretagne et de Poitou, ne craignaient pas la concurrence des Pays-Bas; que les soieries de Lyon et de Tours avaient cours comme celles de l'Italie. On se demandait pourquoi on était réduit à acheter pour 800,000 livres de faux en Allemagne, tandis qu'auparavant les seules forges de la Bourgogne et du Nivernais, les seuls ateliers de Saint-Étienne, où l'on comptait soixante mille taillandiers, envoyaient des outils dans les plus lointaines contrées du monde. On commençait à craindre les effets de la concurrence pour l'industrie de nos trois mille gentilshommes verriers, pour les orfèvres parisiens, pour les belles papeteries de l'Auvergne menacées par la Hollande, pour l'imprimerie et la librairie, qui déjà occupaient cinquante mille personnes dans le royaume. Organes de l'opinion publique, ceux qui faisaient entendre ces doléances semblaient d'accord pour réclamer les mesures qui devaient être réalisées par Colbert. Les deux Laffemas, Montchrestien, et, plus tard, Savary le père, demandaient des taxes prohibitives à l'exemple des nations étrangères, des lois protectrices pour notre marine marchande, une surveillance destinée à prévenir les fraudes qui déshonoraient notre commerce, l'établissement des haras, divers encouragements pour l'industrie (1). La guerre de trente ans et les troubles

(1) On a cité, comme opposée aux principes de Colbert, une pièce très-curieuse conservée par Forbonnais, les *Très-humbles remontrances des six corps de marchands de Paris en 1654*, à l'occasion de l'élévation des droits de douane : mais il s'agissait alors d'une surtaxe excessive frappée à tort et à travers sur toutes les entrées et les sorties, au grand préjudice du commerce, et non pas d'une application systématique des droits protecteurs. Forbonnais lui-même, qui désapprouvait l'élévation désordonnée des droits perçus aux frontières, n'a eu que des éloges pour le tarif protecteur de 1667. Il est à remarquer qu'anciennement on blâmait dans les *traites foraines* l'élément fiscal, mais qu'on approuvait l'élément prohibitif à titre de protection. Le contraire a lieu aujourd'hui : les économistes admettent un droit de douane comme nécessité fiscale, et repoussent toute surtaxe prohibitive.

de la fronde ne permirent pas aux hommes d'état de songer aux institutions pacifiques. Richelieu et Mazarin ne vécurent que d'expédients financiers ; ils épuisèrent littéralement le pays pour soutenir sur les champs de bataille leur glorieuse politique, ou pour gagner par des largesses leurs ennemis personnels. La vanité fastueuse de Fouquet poussa le gaspillage aux derniers excès. Dans le calme réparateur qui suivit la paix des Pyrénées, on sentit le besoin d'un nouveau but d'activité. Le temps était venu de songer à ce qu'on appelle aujourd'hui les intérêts matériels. Colbert entra donc au ministère avec un programme tracé, pour ainsi dire, par le vœu public : il réunissait toutes les qualités nécessaires pour l'exécuter.

A ce point de vue, l'opinion traditionnelle sur Colbert se modifie. On trouve une sévérité injuste dans le jugement de son nouvel historien, qui le déclare « homme de détails et d'action, n'ayant ni le coup d'œil assez élevé, ni le génie nécessaire pour découvrir les vices du système où il s'était si résolument engagé. » Le prétendu système du ministre de Louis XIV était tout simplement l'expérience et la pratique générale de son temps. Pour être un grand administrateur, il n'est pas nécessaire de devancer les âges et de pressentir ce que les siècles futurs préconiseront comme le dernier terme du progrès : mieux vaut comprendre son époque et réaliser franchement les améliorations qu'elle comporte. En présence des nations rivales qui prospéraient sous l'empire des lois prohibitives, Colbert entreprit d'affermir l'industrie française sur les mêmes bases : se fût-il élevé jusqu'à la conception de la liberté commerciale, il y aurait eu folie de sa part à la mettre en pratique sans espoir d'une équitable réciprocité. Si le mot de *colbertisme* est resté consacré dans l'histoire de la science, ce n'est pas que l'idée d'écarter la concurrence étrangère au moyen des douanes ait été introduite par Colbert : c'est parce que ce grand ministre, résumant les doctrines en crédit, maniant les hommes et les choses avec une puissance de volonté extraordinaire, a donné aux mesures prohibitives l'enchaînement et la solidité d'un système.

La réforme industrielle embrassa trois points : 1° renouvellement des corporations d'artisans, de manière à relâcher les entraves qui paralysaient les travailleurs, tout en conservant une forte discipline ; 2° surveillance des produits des manufactures, surtout en ce qui concernait la longueur, la largeur, la teinture et la qualité des étoffes, dans l'espoir de corriger les habitudes frauduleuses qui nuisaient au commerce français sur les marchés étrangers ; 3° tarif de douane, combiné de manière à favoriser la sortie des productions naturelles à la France, à attirer les matières propres à alimenter l'activité intérieure, et à repousser par des droits élevés les produits similaires des ateliers étrangers. Il ne résulte pas des critiques de M. Clément que Colbert, en reconstituant les anciennes maîtrises, ait aggravé la condition des simples artisans. Ceux qui, du haut de leurs principes absolus, blâment le réformateur de n'avoir pas affranchi complètement les ateliers, oublient qu'à la même époque la république de Venise faisait assassiner les fabricants qui s'établissaient à l'étranger, qu'en Angleterre l'expatriation des ouvriers était punie par des peines corporelles. Quant aux innombrables règlements qui avaient pour but de diriger ou de surveiller certaines fabrications, il faudrait savoir, avant d'en juger l'opportunité, jusqu'à quel point les fraudes ou la maladresse des ateliers nationaux avaient rendu ces précautions nécessaires.

La pensée industrielle de Colbert se révèle dans les deux tarifs de douane publiés à trois années d'intervalle, en 1664 et 1667. Frappé de la multitude et de la diversité des péages, Colbert aurait voulu établir l'uniformité des droits, et

reculer les lignes de douane jusqu'aux véritables frontières du royaume; mais beaucoup de provinces tenaient aux lignes fiscales qui les isolaient des provinces voisines, comme aux remparts de leur indépendance. Le pouvoir royal n'osa pas violenter les états provinciaux, et recula devant l'importante réforme dont l'accomplissement était réservé à la démocratie triomphante. L'édit de septembre 1664, « portant réduction et diminution des droits des sorties et des entrées, avec la suppression de plusieurs autres droits, » ne fut reçu que dans les pays auxquels on conserva l'ancienne dénomination des *cinq grosses fermes*. Deux catégories s'établirent dans les autres contrées : on distingua les *provinces réputées étrangères*, qui, sans accéder au tarif de 1664, conservèrent une multitude de taxes locales, attribuées en grande partie au fisc royal, et les *provinces traitées comme pays étrangers*, libres dans leurs rapports commerciaux avec les nations extérieures, mais soumises, à l'égard de leurs compatriotes, à toutes les exclusions, à toutes les charges qui frappaient les peuples étrangers (1). Le tarif de 1664, réalisant l'uniformité des taxes autant que les passions locales le permettaient, établissant l'impôt sur des bases modérées, instituant un mode de perception plus simple et plus loyal, fut généralement approuvé.

Mais le ministre n'avait pas livré toute sa pensée. Le 18 avril 1667 paraît, sous forme de simple déclaration destinée à interpréter le tarif précédent, une ordonnance de laquelle doit sortir une révolution commerciale et par suite une guerre mémorable. Sous prétexte de quelques vices à réformer dans l'équilibre des droits à l'entrée des marchandises d'origine étrangère et à la sortie des matières premières, on lance un nouveau tarif dont les chiffres, échelonnés avec beaucoup d'habileté dans les proportions de 1, 3, 5, 7 1/2, 10 et 20 pour 100 sur la valeur, équivalent en beaucoup de cas à une complète prohibition. Les articles directement menacés sont ceux que fabriquent avec le plus de succès l'Angleterre et la Hollande : draperies, bonneteries, tapisseries, cuirs façonnés, toiles, dentelles, sucres, glaces, ustensiles de fer-blanc. Les draps, taxés en 1664 à 40 livres par pièce de 25 aunes, sont portés à 80 livres; les tapisseries de Hollande s'élèvent de 120 à 200 livres le cent pesant; les toiles de Hollande et de Flandre, de 2 à 4 livres par pièce de 15 aunes; les dentelles de Flandre ou d'Angleterre, de 25 à 60 livres. En même temps qu'on frappe d'exclusion les industries rivales, on croit faciliter l'écoulement des produits du sol français en réduisant les droits de sortie : le dégrèvement porte particulièrement sur certaines qualités de nos vins. La chimère du ministre est celle du siècle; il croit qu'on ne s'enrichit qu'en vendant beaucoup et en achetant le moins possible, et que le pays le plus riche est celui qui possède une plus grande abondance de métaux précieux. La comparaison des totaux de l'importation et de l'exportation devient à ses yeux une *balance politique* au moyen de laquelle on doit peser exactement les bénéfices d'un pays. Il ne sait pas (qui le savait de son temps?) qu'il est impossible de vendre sans acheter, que l'étranger

(1) *Provinces des cinq grosses fermes* : Normandie, Picardie, Champagne, Bourgogne, Bresse, Bugey, Bourbonnais, Poitou, pays d'Aunis, Anjou, Maine, sans compter d'autres provinces enfermées dans le rayon des précédentes, comme le Soissonnais, la Beauce, la Touraine, l'Ile-de-France, le Perche, etc.

Provinces réputées étrangères : Bretagne, Angoumois, Marche, Auvergne, Guienne, Périgord, Languedoc, Provence, Dauphiné, Flandre, Artois, Hainaut et Franche-Comté.

Provinces traitées comme pays étrangers : Alsace, Lorraine avec les Trois-Évêchés, le pays de Gex et plusieurs ports francs, Marseille, Dunkerque, Bayonne, Lorient.

qui solde un échange avec de l'or livre lui-même son métal précieux à titre de marchandise, et que cette marchandise perfide, mesure élastique de toutes les autres valeurs, perd de son prix lorsqu'on l'amoncelle dans un pays sans consulter les besoins naturels de la circulation.

La prétention de protéger l'industrie par le mécanisme des tarifs était si bien dans les idées du temps, que l'Europe ne sentit pas aussitôt la portée de l'édit de 1667. Atteints directement, les Hollandais seuls jetèrent le cri d'alarme. Ils dépêchèrent à Paris le plus habile de leurs négociateurs, Van Beuningen, échevin d'Amsterdam, qui avait, selon Voltaire, la vivacité d'un Français et la fierté d'un Espagnol. Les ruses les plus subtiles de la diplomatie, menées avec autant de fermeté que de circonspection, échouèrent devant la conviction inébranlable du ministre. Colbert croyait n'avoir pas besoin de ménager les Hollandais, précisément parce que le train des affaires entre le royaume et la petite république était considérable. L'exportation de la France pour la Hollande, qui aujourd'hui flotte entre 13 et 18 millions de francs, était douze à quatorze fois plus forte il y a deux siècles. Les envois de 1638 montèrent à 72 millions de livres, somme qui représenterait aujourd'hui plus de 200 millions de francs. Ce n'était pas, on le pense bien, pour sa propre consommation que la république faisait ces achats considérables. Les Hollandais, voués à ce qu'on appelait alors le *commerce d'économie*, qui consistait à acheter pour revendre en spéculant sur les transports, étaient les entrepositaires et les fournisseurs du monde entier. Colbert espérait leur enlever le monopole de ce trafic, et, par la vente directe aux nations lointaines, réaliser le bénéfice en fournissant un nouvel élément d'activité à la marine française ; mais il avait affaire à une nation rusée et tenace, faible en apparence, puissante en réalité par l'immensité de son capital disponible. Une compagnie de commerce, instituée par Colbert pour exploiter directement les pays du nord, fut neutralisée. Divers obstacles surgirent sous les pas du ministre français ; enfin, le temps des représailles ouvertes étant venu, les Hollandais frappèrent d'une surtaxe considérable les vins, les eaux-de-vie et divers articles de nos manufactures.

Ce défi, jeté par un conseil de marchands, parut aux courtisans du grand roi un crime de lèse-majesté. L'invasion de la Hollande fut résolue. Louis XIV effectua ce trop fameux passage du Rhin, à peine disputé par quelques centaines de cavaliers et deux régiments d'infanterie sans canons. On connaît l'issue de cette guerre inique. Louvois, dont la faveur dominait dans les conseils la sagesse éprouvée de Condé, de Turenne et de Vauban, dicta aux vaincus des conditions intolérables : il eût voulu que, chaque année, la Hollande envoyât à Louis XIV une médaille d'or en signe de soumission. Cette exigence, inepte autant qu'arrogante, sauva la Hollande. Le gouvernement populaire, qui avait compromis le pays sans savoir le défendre, succomba dans une crise sanglante. Le prince d'Orange, exploitant les sympathies religieuses et les intérêts commerciaux de l'Angleterre, ralliant les ennemis naturels de Louis XIV, donna à une guerre de tarifs une importance européenne. Après cinq années de lutte, la France, victorieuse de la coalition, dicta fièrement la paix. Le traité de Nimègue lui donna la Franche-Comté, Cambrai, Valenciennes, Fribourg et plusieurs autres places. Ce furent ainsi les vieilles monarchies, l'empire et l'Espagne, qui payèrent les frais de la guerre. La Hollande, sans rien perdre de sa souveraineté territoriale, resta triomphante sur le terrain des intérêts commerciaux : elle obtint, par l'article 7 du traité de Nimègue, l'abrogation de ce fameux tarif de 1667, et le retour au tarif modéré de 1664.

Avec le caractère qu'on lui connaît, Colbert dut être cruellement humilié du sacrifice de son œuvre. Son but était du moins atteint en partie. Des manufactures, sur la prospérité desquelles il s'abusait, avaient pris position en France. Il faut bien croire après tout que les résultats furent moins déplorables qu'on voudrait le faire croire aujourd'hui, puisque l'exemple donné par le ministre de Louis XIV pour la protection de l'industrie intérieure s'éleva à la hauteur d'un principe, et qu'il fut appliqué par toutes les nations européennes. A la place d'un ministre dévoré par son zèle, et poussant jusqu'à la tracasserie le besoin de protéger et d'améliorer, eût-il été préférable pour la France d'avoir un tuteur inerte, abandonnant la population industrielle à ses instincts? Quoique partisan, en principe, de la liberté des échanges, quoique touché des excellentes raisons que les théoriciens produisent contre les déceptions du régime protecteur, je n'ose donner à mon jugement une tendance rétroactive, et me joindre à M. Clément pour blâmer Colbert. L'économie politique, procédé d'analyse appliqué à des matières essentiellement variables, doit se défier des axiomes absolus. Chaque système a ses abus et ses dangers. On a ressenti les vices de la prohibition et des entraves réglementaires; on n'a pas encore expérimenté les dérèglements de la liberté. Ne se trouve-t-il pas déjà des esprits distingués qui sollicitent, comme un progrès, un retour intelligent vers plusieurs des principes de Colbert? On a reproduit récemment, dans l'intérêt des ouvriers, des programmes de corporations. Les innombrables plans pour l'organisation du travail ne sont que des protestations contre le système de la concurrence illimitée. Quelques publicistes, d'accord avec les négociants probes, demandent qu'on organise une inspection des marchandises destinées au commerce extérieur. Quant aux douanes protectrices, il est incontestable qu'elles ont eu leur utilité. A ce sujet, M. Clément, partisan déclaré du libre commerce, est conduit plus d'une fois à se mettre en contradiction avec ses théories : « Le colbertisme, avoue-t-il, a puissamment contribué à mettre la France au premier rang des nations manufacturières du globe. » M. Clément ajoute, il est vrai : « Quant à l'influence exercée sur la classe agricole et sur le développement de la richesse nationale, l'examen attentif et approfondi des faits démontrera, je crois, qu'elle fut loin d'être aussi heureuse que Colbert avait espéré, et qu'on le croit communément. » L'agriculture, en effet, eut beaucoup à souffrir sous le règne de Louis XIV, mais serait-il juste d'attribuer exclusivement son malaise au régime industriel de Colbert? L'assiette de l'impôt, la sécurité politique, le chiffre de la population, sont les principales circonstances qui influent sur l'exploitation du sol. Ces circonstances n'étaient rien moins que favorables pendant la seconde partie du xvii^e siècle. Au siècle suivant, les principes de Colbert, encore en vigueur, n'empêchèrent pas notre agriculture de devenir très-florissante. Quoique la sortie des grains restât prohibée en France jusqu'en 1764, et qu'au contraire elle fût encouragée en Angleterre par des primes, l'extension et les progrès de la culture s'accomplirent parallèlement dans les deux pays : à Paris comme à Londres, l'abondance des produits abaissa le prix des grains (1), et détermina un notable accroissement de la population. Avant 1789,

(1) Il est très-remarquable que dans les deux pays, sous des lois opposées, le prix des grains se soit abaissé dans une proportion qui ne s'est presque jamais démentie. On peut consulter à ce sujet les calculs de Messance dans ses consciencieuses *Recherches sur la population*.

en plein colbertisme, les exportations de notre industrie agricole étaient beaucoup plus considérables qu'elles ne le sont aujourd'hui.

Amelot de La Houssaie raconte que Colbert, ayant convoqué les principaux marchands de Paris pour conférer avec eux sur le commerce, les invita à parler librement, ajoutant que celui qui montrerait le plus de franchise serait le meilleur serviteur du roi et le meilleur ami du ministre. « Monseigneur, dit alors un Orléanais nommé Hazon, puisque vous nous le commandez, je vous dirai franchement que, lorsque vous êtes venu au ministère, vous avez trouvé le chariot renversé d'un côté, et que, depuis que vous y êtes, vous ne l'avez relevé que pour le renverser de l'autre. » Cette anecdote n'a pas la portée qu'on lui attribue, car on ne sait pas à laquelle des réformes de Colbert la réponse de l'Orléanais se rapportait. Si maître Hazon a fait allusion au système prohibitif, on peut ajouter que son bon sens bourgeois a résolu le problème. Pour que le char de l'industrie avance, il faut qu'on le sache guider droit et ferme, selon les temps et les lieux, entre les abus du monopole et les dangers d'une excessive liberté.

Comme ministre de la marine, la gloire de Colbert est incontestée. Les troubles de la fronde avaient désorganisé tous les services publics. La marine française, relevée un instant par les efforts de Richelieu, n'avait plus dix vaisseaux de 50 canons à mettre en mer de 1648 à 1654. Colbert trouva tout à faire. Ses institutions, qui embrassent le personnel, le matériel de guerre, les approvisionnements, la jurisprudence maritime, sont encore aujourd'hui la base de notre puissance navale. Le régime brutal de la *presse maritime*, auquel l'Angleterre n'a renoncé qu'en 1835, avait été jusqu'au règne de Louis XIV le seul mode de recrutement connu chez nous. Le régime de l'*inscription* et de la distribution par *classes* des populations du littoral vouées par instinct et par nécessité au métier de la mer régularisa le service de la marine royale, sans préjudice pour la marine marchande, sans abus de pouvoir à l'égard des marins enrôlés. Le code maritime (ordonnance de 1681), élaboré par une commission sous les yeux du ministre, excita une admiration générale et sincère, puisque les peuples rivaux de la France s'empressèrent de l'adopter. Enfin le plus beau titre de Colbert à la reconnaissance du pays, ce n'est pas seulement d'avoir créé une flotte formidable pour son temps : c'est surtout d'avoir su inspirer à la jeune noblesse la passion de la mer, l'orgueil du pavillon national ; c'est d'avoir provoqué par l'ardeur de sa volonté les actions d'éclat qui honorent le plus nos annales maritimes ; c'est d'avoir appris à la France qu'elle peut, si elle le veut, prendre rang sur mer parmi les puissances de premier ordre.

Notre marine marchande, à peu près nulle avant Louis XIV, se développa, comme l'industrie, sous la protection d'un droit différentiel. Les Anglais faisaient respecter par des victoires leur fameux acte de navigation, principe évident de leur supériorité maritime. Cet acte est l'exclusion violente et à peu près générale de la concurrence étrangère, en ce qui concerne les transports. Défense absolue à tous les bâtiments dont les propriétaires et les trois quarts de l'équipage ne seraient pas sujets britanniques, de commercer dans les ports de la métropole ou des colonies ; défense d'y faire le cabotage ; défense aux étrangers d'importer la plupart des matières encombrantes ; défense même aux nationaux d'introduire les denrées ou marchandises qui ne sont pas tirées directement du pays qui les produit : est-il possible de porter une atteinte plus brutale à la liberté des transactions ? Cette fois encore, la France eut sur sa rivale l'avantage de la modération. A la fin

du xvi^e siècle, nos navires étaient molestés et soumis à des taxes arbitraires dans la plupart des ports étrangers, et comme, au contraire, aucun obstacle à la navigation n'existait chez nous, nos côtes étaient couvertes d'embarcations étrangères, qui avaient à peu près monopolisé le cabotage. Malgré l'avis de Sully et malgré l'opposition des parlements, Henri IV voulut que les navires étrangers eussent à subir chez nous les mêmes taxes et les mêmes traitements qui nous étaient infligés chez eux. Une disposition si vaguement conçue ne dut pas rester longtemps en vigueur. Vers le milieu du siècle, les Hollandais avaient reconquis chez nous, comme dans presque toutes les contrées de l'Europe, le monopole des transports maritimes; ils possédaient, assure-t-on, dix-huit mille bâtiments, sur les vingt mille qui faisaient le commerce du globe. Ce fut alors que, sur l'avis de Fouquet, on assujettit à un droit de 50 sols par tonneau les navires étrangers qui aborderaient dans les ports de France pour y faire le négoce ou le cabotage. Cette mesure frappait la Hollande dans son intérêt le plus cher, dans ce commerce d'économie qui était son école nationale. Tous les efforts que fit la république pour obtenir le rétablissement de la liberté primitive furent neutralisés par la volonté de Colbert : l'abandon des 50 sols par tonneau ne fut arraché à la France qu'à la paix de Ryswick; mais déjà le régime protecteur avait porté ses fruits. La marine marchande, que Colbert avait trouvée dans un état d'infériorité humiliante, avait eu le temps de prendre un développement très-respectable. L'évidence de ce résultat est telle, que M. Clément ne peut refuser sa franche approbation à Colbert.

En dehors de ces trois catégories principales, finances, commerce, marine, Colbert eut à mener de front des affaires si importantes, si nombreuses, si variées, qu'elles eussent suffi pour accabler un homme ordinaire. Sans entreprendre une énumération complète en m'aidant des consciencieuses recherches de M. Clément, je rappellerai que, comme tuteur des intérêts matériels, Colbert régularisa l'institution des consulats et des chambres de commerce créées sous Henri IV, fonda chez nous les premiers entrepôts, encouragea les assurances maritimes par la fondation d'une compagnie marseillaise sur le modèle de celle qui existait déjà à Paris, préleva à la réforme des poids et mesures en établissant du moins l'uniformité dans les ports et les arsenaux, améliora la fabrication des monnaies. Le rétablissement des haras par l'achat des étalons en Angleterre, en Allemagne, en Afrique, l'introduction des bœufs de bonne race, la défense de saisir le bétail du paysan pour le paiement des taxes publiques, l'essai d'un cadastre que des réclamations locales firent abandonner, justifient le ministre du reproche d'avoir négligé l'agriculture. L'édit de 1669, « portant règlement général pour les eaux et forêts, » institua l'inspection de ce service, dicta pour la conservation et l'aménagement des bois, surtout dans l'intérêt de notre marine, un mode qui fit loi jusqu'en 1827, et dont on est forcé d'admirer la prévoyance, à mesure qu'on découvre les inconvénients de notre nouveau code forestier. Averti par son bon instinct, Colbert régularisa le service des postes, abaissa le tarif de la manière la plus libérale en ne conservant que quatre taxes de 2 à 5 sols, avec une augmentation légèrement progressive quand la feuille était double. A ce compte, une lettre surchargée, qui eût payé pour la plus grande distance 10 sols, ou environ 1 fr. 50 cent. de notre monnaie, paierait 4 fr. 80 cent. aujourd'hui.

Partisan naïf du despotisme royal, serviteur personnellement dévoué à Louis XIV. Colbert avait à cœur de fonder l'unité monarchique sur l'uniformité des lois

comme sur celle des mœurs. Quoiqu'il ne fût pas juriconsulte, il provoqua et surveilla la refonte des coutumes locales en un seul corps de législation. Il eût été agréable à l'homme du roi de faire élaborer secrètement le projet, et de le convertir en ordonnance qu'on aurait fait enregistrer par le parlement dans un lit de justice, afin de montrer au peuple que toute justice comme toute puissance émanait de la royauté. Le conseiller Pussort, oncle du ministre, avait même été chargé déjà du travail préparatoire. Le président de Lamoignon déjoua cette flatterie, en proposant au roi, de la part du parlement, ce que Colbert voulait accomplir de son chef. Il eût été peu prudent de refuser le concours du parlement. Une commission choisie parmi les hommes les plus éclairés de l'administration et de la magistrature procéda à la refonte des anciennes lois civiles. Pareilles mesures furent prises successivement pour la procédure criminelle et la jurisprudence commerciale. Colbert assista à ces conférences et s'y distingua sans doute par l'autorité du bon sens, comme plus tard brilla Napoléon par des éclairs de génie, lorsque le conseil d'état eut à remanier l'œuvre patronée par Colbert. L'ordonnance de 1666 pour la réformation de la justice civile, celle de 1670 pour la justice criminelle, et celle de 1675 concernant le commerce, régirent la nation française jusqu'à la promulgation des codes en vigueur aujourd'hui. La création d'une lieutenance de police à Paris, les édits pour la répression des délits correctionnels comme la mendicité et le vagabondage, appartiennent sans partage à Colbert.

Avec un prince fastueux comme Louis XIV, la surintendance des bâtiments était loin d'être une sinécure. Qu'on rapproche par l'imagination les merveilles du règne, les 54 lieues, les 73 écluses et l'immense réservoir du canal de Languedoc, l'éclosion féerique de Versailles, la colonnade du Louvre, l'Observatoire, le Val-de-Grâce, les Invalides, et cent autres fondations de luxe ou d'utilité, et qu'on se représente le surintendant comparant les devis, épurant les comptes, guidant les ingénieurs, échauffant les artistes ! Tel nous le montre son nouvel historien dans deux chapitres d'un intérêt véritable. Un des traits distinctifs de Colbert fut la sévère économie sans lésinerie. Suivant la remarque de M. Clément, les constructions de Louis XIV, exécutées avec 165 millions de livres, somme dont la valeur relative serait aujourd'hui de 480 millions de francs, ne pourraient pas être reproduites au prix d'un milliard. La dotation de l'Académie française, fille de Richelieu, et celle des trois filles de Colbert, les Académies des Inscriptions, des Sciences et de Peinture, les pensions aux gens de lettres et artistes, aux savants nationaux et étrangers, n'absorbaient qu'une somme bien inférieure aux sacrifices qu'on fait actuellement dans le même but (1). Cependant le siècle de Louis XIV a dû une partie de son prestige à la libéralité qui séduisit les hommes d'intelligence. Ne faut-il pas faire honneur de ce résultat à la perspicacité de Colbert, qui, en versant les faveurs sur le vrai mérite, savait donner à la récompense positive une valeur incalculable ?

De 1661 à 1672, Colbert fut tout-puissant en France. Son crédit commença à décroître pendant la guerre générale qui suivit la campagne de Hollande. Avec les plus grands généraux du siècle, avec les ressources d'une bonne administration, le roi de France put tenir tête au reste de l'Europe, et, après la paix de 1678, ses

(1) Les pensions littéraires, par exemple, ne se sont jamais élevées à plus de 100,000 livres, somme qu'il faut tripler pour établir une comparaison avec notre temps.

flatteurs furent autorisés à lui dire qu'il était l'arbitre du monde. Si la gloire militaire est enivrante, elle est dispendieuse. Celui qui tenait, aux yeux du peuple, les cordons de la bourse, devait se trouver souvent dans une situation embarrassante.

Le contrôleur des finances avait pour rival dans le cabinet un homme de génie dans sa sphère, Louvois, qui tira de la routine l'administration militaire, et en fit une science. Au lieu de procéder par des réquisitions violentes, de livrer les populations au pillage, Louvois introduisit un mode d'approvisionnement qui eut le double avantage de prévenir les besoins de l'armée et d'affamer l'ennemi. La refonte des cadres, l'obligation de l'uniforme des troupes, le perfectionnement des armes spéciales, les grands travaux de fortification, les grands équipages de siège, renouvelèrent l'art de la guerre. Appliquées à des armées de trois à quatre cent mille hommes, ces innovations précipitées devinrent accablantes. Organisateur de la victoire, caressant le monarque sans songer au pays, Louvois conservait le beau rôle dans les conseils. Obligé d'inventer des expédients pour subvenir aux besoins de l'armée, Colbert supportait la responsabilité des entreprises de son collègue. A chaque demande nouvelle d'argent, le financier faisait entendre des représentations qui irritaient le jeune conquérant. Un jour, le fait est raconté par Charles Perrault, Colbert, effrayé par une demande de 60 millions pour l'*extraordinaire des guerres*, osa dire en plein conseil qu'il lui serait impossible de procurer cette somme. « Songez-y, dit alors Louis XIV; il se présente quelqu'un qui entreprendrait d'y suffire, si vous ne voulez pas y songer. » Sous le coup de cette menace brutale, Colbert rentra dans son cabinet, abasourdi, effaré. Pendant plusieurs jours, il se tint renfermé chez lui, plongé dans une sorte de stupeur, remuant machinalement ses papiers, quoique incapable de travail, parlant de prendre sa retraite, et tremblant d'épouvante à la pensée d'un tel sacrifice. Le malheureux n'était que trop persuadé qu'un autre se présenterait pour entreprendre ce qui lui semblait pernicieux. Sa famille, ajoute Perrault, s'efforça de lui persuader que sa démission entraînerait sa perte. Au milieu de ses irrésolutions, une lettre du roi le rappela à Versailles. Il se résigna donc à reprendre ses fonctions; mais, frappé au cœur, la blessure restait ouverte : il se sentait vaincu dans le conseil par ce *parti de la guerre* dont Louvois était l'âme. Quoiqu'il eût fait le sacrifice de ses plans personnels à la politique ruineuse de son rival, la cour lui fit sentir plus d'une fois qu'il était en disgrâce. Un amer désenchantement refroidit son zèle, et parut même comprimer ses facultés. « Tandis qu'auparavant, dit Perrault, on le voyait se mettre au travail en se frottant les mains de joie, depuis cet événement il ne travailla plus qu'avec un air chagrin, et même en soupirant. De facile et aisé qu'il était, il devint difficile, et l'on n'expédia plus à beaucoup près autant d'affaires que dans les premières années de son administration. »

Dans nos gouvernements modernes, un ministre eût rendu son portefeuille, et, en retrem pant son nom dans la faveur populaire, il fût devenu une puissance dans l'état; mais il n'eût pas été prudent de jouer un tel jeu avec Louis XIV. D'ailleurs, Colbert, esprit concentré et despotique, n'avait pas l'ambition de la popularité. Il ne recula donc plus devant certaines mesures que son bon sens et son équité réprouvaient peut-être, et brava sans crainte l'animadversion publique. Un appauvrissement, une anxiété générale, ne tardèrent pas à se manifester. Je ne crois pas toutefois qu'on doive prendre à la lettre cette assertion de M. Clément, que « jamais la condition des habitants des campagnes n'a été aussi misérable que sous Louis XIV, même pendant l'administration de Colbert. » M. Clément

cite pour preuves des rapports datés de 1675 et 1681, et notamment une lettre du gouverneur du Dauphiné, pour apprendre au ministre que « la plus grande partie des habitants de ladite province mangent l'herbe des prés ou l'écorce des arbres ; » mais il est à présumer par le renchérissement des blés que les récoltes de ces deux années avaient été plus mauvaises que de coutume. M. Clément, généralisant un fait exceptionnel, attribue cette prétendue misère du pays aux souffrances de l'agriculture, gênées par les restrictions opposées au commerce des grains ; il accuse même Colbert d'avoir prohibé l'exportation afin d'avilir le prix des blés dans l'intérêt des manufactures. Il y a dans tous ces faits erreur et confusion. Si le blé avait été déprécié en raison de sa surabondance, le pauvre n'aurait pas été réduit à manger l'herbe et l'écorce. La détresse du bas peuple se révèle, non pas par le vil prix des céréales, signe de leur abondance, mais au contraire par l'élévation des prix qui indiquent la rareté. Tel fut le symptôme qui se manifesta, après la mort de Colbert, pendant les années véritablement désastreuses qui terminèrent le siècle (1) !

L'impopularité du ministre eut pour cause l'accroissement continuel des impôts, et surtout les tracasseries fiscales inévitables avec le régime financier de cette époque. Le budget des recettes, qu'il avait trouvé à 84 millions, s'était élevé à 112 : ce surcroît n'avait rien d'exorbitant, eu égard aux grandes choses accomplies pendant cette période ; mais, pour l'obtenir, il avait fallu fatiguer de sollicitations les pays d'état afin de faire augmenter les *dons gratuits* ; il avait fallu livrer les autres provinces aux traitants, multiplier les impôts de consommation de manière à enchérir la main-d'œuvre dans les manufactures, créer des offices inutiles ou même vexatoires pour les citoyens. Entraîné dans une voie fatale, Colbert cherchait à se faire illusion à lui-même ; il considérait ces tristes expériences comme des mesures transitoires sur lesquelles il se proposait de revenir à la paix. « Il faut, dit-il dans un de ses mémoires, abolir la ferme du tabac et celle du papier timbré, qui sont préjudiciables au commerce du royaume ; » mais le peuple n'était pas dans la confiance des embarras du ministre. Ce qui le frappait, c'était l'éclosion journalière d'une nouvelle espèce de traitants, qui venaient, au nom d'une taxe nouvelle, soutirer au pauvre quelque argent et le déranger dans ses habitudes. Des désordres qui éclataient sur divers points du royaume trahissaient une dangereuse irritation. Les petits revendeurs de Paris ne pardonnaient pas à l'homme du roi d'avoir donné à bail les échoppes des balles, concédées gratuitement jusqu'alors. A Bordeaux, on s'était révolté à l'occasion du droit de marque sur les poteries d'étain, et pendant trois jours la populace avait tenu les autorités en état de siège. Le monopole du tabac, l'impôt du timbre, avaient ensanglanté la Bretagne. Pau, la Réole, Périgueux, le Mans, avaient eu aussi leurs jours de crise. Force restait à la loi, et le châtiment était impitoyable ; des malheureux, coupables d'un instant d'exaspération, périssaient dans les supplices. Le mécontentement ainsi comprimé tournait à la haine, non contre le brillant monarque, mais contre le rigide financier, responsable, aux yeux du peuple, des actes du gouvernement.

(1) Au surplus, en supposant que la législation en vigueur sur les grains eût affamé le pays, faudrait-il rejeter le blâme sur Colbert ? M. Clément s'étonne avec raison que, dans la correspondance ministérielle qu'il a analysée, le peu de lettres relatives au commerce des grains soient la condamnation du système prohibitif.

Par un excès d'ingratitude et de perfidie dont on ne trouve d'exemple que dans les cours, le chagrin légitime de Colbert devenait un texte de calomnie : ses ennemis lui attribuaient, comme à Fouquet, des *desseins pernicioeux*. On ne parvint pas à le transformer en conspirateur, mais on réussit à jeter des doutes sur sa probité dans l'esprit du maître. Un jour que le ministre présentait un compte relatif aux travaux de Versailles, le roi l'interrompit sèchement par ces mots : « Il y a là de la friponnerie. — Sire, répondit Colbert, je me flatte au moins que ce mot-là ne s'étend pas jusqu'à moi. — Non, reprit le roi, mais il fallait y avoir plus d'attention. » Malgré cet adoucissement, le coup était porté; il était mortel. Colbert, déjà fatigué et malade, prit le lit et ne se releva plus. Peu de jours après, la visite d'un gentilhomme, porteur d'une lettre de la main du roi, lui fut annoncée : il fit semblant de dormir pour n'avoir pas à répondre, et plus tard on ne put pas le déterminer à lire la lettre. L'ingratitude de Louis XIV fut le supplice de ses derniers moments; on l'entendit murmurer ces amères paroles : « Si j'avais fait pour Dieu ce que j'ai fait pour cet homme-là, je serais sauvé deux fois, tandis que je ne sais ce que je vais devenir. » Le 5 septembre 1683, il dicta son testament et appela le jésuite Bourdaloue. Le lendemain, sa mort termina un ministère de vingt-deux années. Le roi crut devoir se montrer triste : les courtisans, au contraire, engagés pour la plupart dans le parti de la guerre, ne dissimulèrent pas leur satisfaction. Le bas peuple de Paris, sachant que son ennemi était tombé en disgrâce, donna un libre cours à sa haine. Les précautions prises par la police furent une insulte de plus à la mémoire du défunt. Au lieu des honneurs qui lui étaient dus, on fit le convoi la nuit, clandestinement, pour ainsi dire, et on lui donna pour escorte tous les archers du guet, « comme pour empêcher, est-il dit dans les notes de Maurepas, que la foule ne déchirât le cadavre en pièces. » Les libelles et les chansons coururent la ville, sans qu'on fit de grands efforts sans doute pour les supprimer. Dans les pièces recueillies par M. Clément, on distingue un quatrain qui traduit assez fidèlement les sentiments populaires :

Enfin Colbert est mort, et c'est vous faire entendre
Que la France est réduite au plus bas de son sort,
Car, s'il restait encor quelque chose à lui prendre,
Le voleur ne serait pas mort.

On jugera des dispositions de la cour par une lettre où M^{me} de Maintenon s'exprime ainsi sur le fils du ministre. « M. de Seignelai a voulu envahir tous les emplois et n'en a obtenu aucun. Il a de l'esprit, mais peu de conduite... Il a si fort exagéré les qualités et les services de son père, qu'il a convaincu qu'il n'était ni digne ni capable de le remplacer. » Le marquis de Seignelai conserva seulement la marine dont il avait la survivance, et continua fièrement les traditions de sa famille. Il mourut à temps pour ne pas voir la destruction de l'œuvre de son père à la déplorable bataille de La Hogue. Desmarest, neveu de Colbert, et son auxiliaire le plus habile en matière de finances, fut écarté sous l'inculpation d'improbité.

Le grand ministre ne tarda pas à être vengé. Le Pelletier, Pontchartrain, Chamillart, favoris du roi, donnèrent des preuves d'une incapacité si scandaleuse, qu'on fut obligé de rappeler au contrôle des finances ce même Desmarest qu'on avait essayé de flétrir, mais qui conservait aux yeux de tous le mérite d'être le

neveu et l'élève de Colbert. L'épouvantable détresse, les cruelles souffrances de la fin du règne, firent regretter la première période comme un temps de félicité. On oublia le despotisme et les erreurs pour ne se souvenir que des services, et ce même peuple qui avait hurlé devant un cercueil finit par attacher à la mémoire du grand homme un renom proverbial de patriotisme et de génie. Tel était du moins le sentiment du XVIII^e siècle, qui vivait sous le régime institué par Colbert. Le tort du nouvel historien, je le répète, est d'avoir jugé avec les théories du jour un état social très-différent du nôtre, et de chercher trop souvent dans le tableau du passé la confirmation des principes absolus de la science contemporaine.

L'entreprise de ranimer la puissante figure de Colbert était pleine de difficultés : il faut excuser M. Clément de n'y avoir pas parfaitement réussi. La vie du plus laborieux des hommes d'état qui aient existé se compose d'une série d'actes politiques, de règlements, d'expériences sur les matières les plus diverses. Chacune de ces réformes exige l'exposition des faits antérieurs et une discussion de principes. Comment grouper de tels éléments pour obtenir un tableau animé et lumineux ? Comment bien faire sentir, dans cette transmutation incessante d'une époque, l'influence du moteur principal ? M. Clément ne s'est pas plus mis en frais de composition que de style. L'ordre chronologique qu'il a suivi pour énumérer les actes administratifs de Colbert rompt souvent l'enchaînement des faits analogues ; des détails instructifs deviennent parfois fatigants par leur incohérence. La biographie du héros, disséminée capricieusement dans l'ouvrage, ne laisse pas d'empreinte dans l'esprit du lecteur. Comme peinture historique, l'étude sur Fouquet, qui sert d'introduction, est beaucoup plus recommandable. Le principal titre de M. Clément est d'avoir fouillé avec une ardeur passionnée les innombrables documents amoncelés dans nos dépôts publics. Ce n'est pas qu'il se soit assimilé les milliers de volumes imprimés ou inédits qui lui ont passé par les mains, et dont il lui a plu de dresser l'inventaire à la fin du volume, suivant l'usage des érudits du XVI^e siècle. La lecture du plus grand nombre des imprimés qu'il cite n'a pas dû éclairer beaucoup son sujet. D'autres sources bien plus fécondes et à peu près inexplorées avant lui sont les manuscrits de nos bibliothèques et de nos archives. L'auteur a résolument abordé le *fonds Colbert*, c'est-à-dire une collection réunie par Étienne Baluze, le savant bibliothécaire du grand ministre, et comprenant plus de six cents volumes presque tous in-folio sur les diverses matières administratives. Les autres collections laissées par des hommes d'état, les archives du royaume, le dépôt de la marine, ont également fourni des indications précieuses, que les historiens futurs de Colbert ne pourront plus négliger. En résumé, à défaut d'un livre bien fait, M. Clément a donné un travail très-utile. Un honorable accueil a été sa récompense.

N'est-on pas frappé du contraste qui existe entre le ministre de l'ancien régime et le ministre constitutionnel ? Anciennement, il fallait s'effacer derrière le monarque et le grandir autant que possible : le conseiller le plus puissant était celui qui dissimulait le mieux son influence. De nos jours, le ministre doit se mettre en avant pour couvrir la couronne, exagérer même son influence personnelle pour déguiser la volonté dont il est l'instrument. L'habileté jadis était d'insinuer au monarque le vœu du pays ; aujourd'hui, c'est de faire adopter par les représentants du pays le désir du monarque. Sous le despotisme, la responsabilité est sérieuse et implacable : c'est la prison perpétuelle de Fouquet, ou ce coup d'œil sanglant de Louis XIV, qui tue Colbert et Louvois ; la responsabilité selon la charte

est plus bénigne : on n'en meurt pas. Le meilleur ministre était celui qui vivait le plus dans ses bureaux et pour les affaires : il faut vivre à présent à la tribune, ou pour la tribune. Dans la première imperfection des rouages administratifs, le chef devait payer de sa personne : les choses ne marchaient que par ses inspirations et sa vigilance. Un ministère moderne, avec son exacte distribution des travaux, avec sa hiérarchie d'employés, avec ses traditions et ses routines, est devenu une sorte de mécanique qui pourrait au besoin marcher sans ministre. Nos anciens parlaient pour avancer les affaires : parler est une affaire aujourd'hui. Parler sur tout, parler beaucoup, et, s'il se peut, bien parler, c'est un mérite ; parler sans préparation, c'est encore mieux. Colbert recommande au contraire à son fils de s'enfermer pour faire des brouillons, lorsqu'il doit exposer une affaire au roi, de rédiger plusieurs copies, s'il le faut, jusqu'à ce qu'il ait trouvé une excellente distribution des matières, une diction simple et substantielle : c'était là l'éloquence du temps. Mais, dira-t-on, sous le règne du bon plaisir, il fallait courtoiser les maîtresses du prince. Sous le règne des majorités, ne faut-il pas compter avec les amants de la foule ? Qu'un homme, après avoir dirigé les grands intérêts d'une nation, se retirât avec des trésors, cela semblait naturel au peuple comme au monarque. Actuellement, tel ministre que l'envie trouve trop riche à la sortie des affaires est moins riche, à tout prendre, que s'il avait employé son intelligence dans le trafic des sucres ou des toiles peintes. Autrefois, un portefeuille était considéré comme un bien de famille : Le Tellier, Brienne, Lionne et Colbert obtenaient la survivance de leurs charges pour des jeunes gens de seize à vingt ans. Nos ministres, hélas ! se survivent presque toujours à eux-mêmes : du jour où un scrutin les a fait éclore, ils commencent à craindre le scrutin qui doit les tuer. En somme, tous ces changements ont tourné à l'avantage des temps modernes, et il est à remarquer que les peuples constitutionnels, même sous des administrations faibles, n'ont pas à regretter les époques où les plus grands hommes d'état de l'ancien régime ont gouverné.

A. COCHUT.



MADELEINE.

DERNIÈRE PARTIE.

XIV.

Ainsi se réalisait le rêve qu'avait fait la marquise quelques heures avant d'expirer : du fond de l'abîme où il était tombé, Maurice remontait peu à peu à la clarté du jour, grâce à Madeleine, qui lui tendait la main. Déjà il sentait courir dans ses cheveux le vent frais des hautes régions ; il aspirait le parfum des cimes prochaines ; il entendait confusément les voix de sa jeunesse, qui chantaient en chœur son retour. On pouvait déjà voir sur son visage le signe glorieux de la réhabilitation. Ses traits, si longtemps tourmentés et flétris avant l'âge, portaient le cachet de dignité qu'imprime infailliblement le travail sur le front des hommes de courage et de bonne volonté. Ternis par la débauche, ses yeux avaient repris leur limpide éclat ; ses lèvres, contractées autrefois par la colère et toujours prêtes à décocher une flèche empoisonnée, maintenant détendues comme un arc au repos, n'exprimaient plus que la bienveillance. Il n'était pas jusqu'au timbre de sa voix qui ne se fût adouci ; enfin, lorsqu'il marchait auprès de sa cousine, Maurice retrouvait le pas léger de ses jeunes années. Un second printemps se faisait en lui, paré peut-être de moins de grâces que ne l'avait été le premier, mais fécond en promesses plus sûres et déjà riche des trésors de l'été. Hélas ! le pauvre enfant n'en était pas venu là sans efforts. Que de fois, les pieds en sang et la face baignée de sueur, il s'arrêta découragé sur le bord du chemin ! Que de fois, trébuchant près du but, il se sentit glisser le long de la pente qu'il avait gravie avec tant de peine ! Bien souvent, en une heure de rébellion ou de défaillance, il avait perdu le fruit de plusieurs mois de lutttes et de labeurs. Bien souvent, au moment où le bon grain

(1) Voyez les livraisons du 15 mai, des 15 et 30 juin, et du 15 juillet.

commençait à germer dans son cœur, un orage terrible, impossible à prévoir, avait anéanti l'espoir de la moisson ; mais Madeleine veillait sur lui. Patience angélique, sollicitude infatigable, elle le soutenait, le relevait, l'encourageait ; elle ensemait de nouveau le cœur qu'avait dévasté la tempête. Puis, agenouillée dans sa chambre, elle priait avec ferveur, car, aussi pieuse que belle, elle pensait que la créature ne peut rien sans le secours du créateur, et que les plus nobles entreprises ne sauraient se passer d'un sourire du ciel.

Dieu, qui lit dans les cœurs, avait déjà béni sa tâche. Il vint une heure où cette âme sainte ne s'exhala plus qu'en actions de grâce. Ce Maurice que nous avons connu désabusé de tout, railleur, acerbe, impitoyable, ce Maurice n'existait plus ; Madeleine avait fait de lui un homme nouveau. Si de loin en loin le vieil homme reparaisait, ce n'était qu'un pâle fantôme que la jeune fille conjurait aussitôt d'un geste ou d'un regard ; si l'orageux passé se ranimait et grondait à longs intervalles, ce n'était que le bruit sourd de la foudre qui s'éloigne quand le ciel s'est rasséréné. Maurice n'avait plus de tristesse ou d'humeur qui pût tenir contre une parole de sa cousine ; Ursule elle-même, qui l'avait si longtemps irrité, l'égayait et parfois lui communiquait son entrain. S'avisait-il de vouloir reprendre ses grands airs désenchantés, la brave fille, avec son gros bon sens, le ramenait à la raison par quelque saillie limousine ; au lieu de s'emporter, il se mettait à rire avec elle. Il en était arrivé à mordre avidement aux fruits de la réalité qu'il avait repoussés d'abord avec dégoût. La saveur en est âcre, et pourtant on finit par l'aimer. Il comprenait qu'il y a, dans l'accomplissement d'un devoir, si humble, si modeste qu'il soit, plus de grandeur véritable que dans cette philosophie de laquais qui consiste à nier ou à déprécier tout ce qui rehausse la nature humaine. Il comprenait aussi que la vie est douce tant qu'elle est utile, qu'à de rares exceptions près il n'y a que les égoïstes et les impuissants qui se tuent. Enfant d'un siècle impie, à défaut de la foi, il sentait, sous l'influence de son bon ange, se réveiller en lui l'espérance et la charité. Il ne croyait pas, mais il espérait, et il eût voulu croire. En attendant, il convenait volontiers avec Madeleine qu'on ne risque rien à se conduire ici-bas d'après les vérités que la religion enseigne. Le suicide ne veillait plus à son chevet ; les gens qui travaillent du matin au soir dorment la nuit et ne pensent guère à se faire sauter la cervelle. Ces fameux pistolets qui lui inspiraient jadis de si belles phrases, il les avait vendus pour donner des fleurs à sa cousine le jour de sa fête. En même temps que son cœur, son esprit s'était élevé. Il aimait les arts, il lisait les poètes. Comme son père à Nuremberg, il avait appris à reconnaître la royauté de l'intelligence. Témoin attentif du mouvement qui se faisait alors dans les idées, il accueillait avec indulgence, quelquefois avec enthousiasme, toutes les utopies généreuses, qui n'excitaient naguère que sa colère ou son dédain. S'il gardait une haine implacable à cette démocratie basse, envieuse, hypocrite, amie du peuple parce qu'elle est ennemie de toute supériorité ; s'il détestait profondément les charlatans qui font métier de socialisme et de philanthropie, il vénérât les âmes désintéressées qui embrassent avec un pur amour, avec un dévouement sincère, la cause du travail et de la pauvreté.

Il ne faudrait pas croire pourtant que Maurice n'eût plus ses mauvais jours. Maurice avait encore ses jours de désespoir et d'accablement. Parfois retombait sur lui de tout son poids le fardeau de ses fautes ; parfois le spectre de sa jeunesse flétrie lui apparaissait brusquement et le frappait d'une muette épouvante. C'est la punition des êtres qui ont mal vécu, de traîner longtemps après eux, même au sein

d'une vie meilleure, l'ombre souillée de leur passé. Consterné, l'œil bagard, le malheureux voyait défiler lentement devant lui le sombre cortège de ses souvenirs, son père abandonné, le domaine de ses aïeux vendu aux enchères, la destinée de Madeleine livrée aux chances du hasard ; puis venait à son tour, comme une prostituée, l'image des dernières années qu'avait dévorées la débauche. Écrasé sous son propre mépris, trop orgueilleux pour demander aux effusions du repentir l'allègement de sa conscience, Maurice s'enfermait alors dans un silence farouche ; sans jeter un cri, comme l'enfant de Lacédémone, il se laissait ronger le sein. Mais Madeleine était toujours là, inquiète, vigilante, ne le perdant jamais de vue, épiait tous les mouvements de son âme. Mieux que Maurice, elle savait ce qui se passait en lui. C'était en ces jours d'affaissement et de mélancolie taciturne qu'elle redoublait de tendresse ingénieuse, de soins pieux et touchants. Elle avait d'adorables secrets pour détendre et pour assouplir ce cœur replié douloureusement sur lui-même, pour y creuser la source des épanchements, pour ouvrir aux flots qui l'opprimaient des issues mystérieuses. Tantôt, assise auprès de son cousin, comme une jeune mère, elle l'entretenait d'une voix douce et grave ; tandis qu'elle parlait, Maurice sentait un souffle caressant courir sur ses blessures. Tantôt elle se mettait au piano : comme Oreste aux accents de sa sœur Électre, Maurice, en l'écoutant, sentait s'apaiser ses remords. Il subissait peu à peu des influences amollissantes. Insensiblement l'émotion le gagnait. Sous le charme toujours croissant, son cœur était près de se fondre ; des larmes abondantes s'échappaient enfin de ses yeux. Les larmes sont divines ; c'est la rosée céleste qui lave nos souillures. Maurice acheva de s'y purifier.

A part ces jours qui devenaient de plus en plus rares, le temps s'écoulait en heures enchantées. Les deux années que Maurice avait engagées de si mauvaise grâce entre les mains de sa cousine étaient expirées depuis plusieurs mois ; il ne songeait guère à réclamer sa liberté. Après avoir pris goût au travail, il s'était passionné pour son art. L'ouvrage ne lui manquait pas ; par l'entremise de Pierre Marceau, qui avait pour lui une amitié, un dévouement à toute épreuve, les commandes venaient le trouver sans qu'il les sollicitât. Maurice avait dans la grande sculpture en bois presque autant de succès qu'en avait eu son père dans le bilboquet et dans le casse-noisette. De son côté, Madeleine n'en était plus réduite à peindre des écrans ou des boîtes à thé ; ses miniatures étaient recherchées, surtout dans les salons de l'aristocratie, où s'était répandu le bruit qu'un fils de famille et sa sœur, ruinés par un procès, vivaient pauvrement de leur travail, sous les toits, rue de Babylone. C'était plus qu'il n'en fallait pour occuper et intéresser un monde ennuyé qui guette avidement les occasions de se distraire. Après avoir souffert de la pauvreté, Madeleine et Maurice jouissaient enfin de l'aisance qui couronne à coup sûr les efforts de la volonté, lorsqu'elle a pour auxiliaires le sentiment de l'ordre, la simplicité des goûts, la modestie des ambitions. Ils auraient pu quitter leur mansarde et s'installer plus élégamment, chercher tout au moins deux nids moins haut perchés. Maurice y avait bien pensé. Non qu'il désirât, pour sa part, un appartement plus somptueux ; il aimait son petit logis, il avait reconnu la vérité de ces paroles, que les murs qui nous voient travailler, rêver, espérer, sont toujours les murs d'un palais. La chambrette qui l'avait vu se régénérer par le travail et la résignation était devenue pour lui comme un sanctuaire qu'il n'eût pas abandonné sans douleur ; mais ce jeune homme, autrefois si brusque et si dur, s'inquiétait du bien-être de Madeleine avec la sollicitude d'un frère. Le mal-

heur de sa vie était de ne pouvoir lui rendre la fortune qu'elle avait perdue. Aussi lui avait-il offert à plusieurs reprises un logement plus vaste et plus commode, dans un quartier moins retiré. Madeleine avait répondu : — Pourquoi changer notre existence, puisque nous sommes heureux ainsi ? Le bonheur a ses habitudes ; il faut se garder d'y toucher. Nous sommes un peu près du ciel, mais nous respirons un air pur ; nous habitons un quartier désert, mais nous avons un parc sous nos fenêtres ; au lieu du bruit des voitures, c'est le chant des oiseaux qui nous réveille le matin. Nos chambres sont petites, mais l'hiver nous y sommes chaudement. Croyez-moi, mon ami, restons dans nos mansardes ; nous serions des ingrats de les quitter. — Si Maurice insistait encore pour le repos de sa conscience, il applaudissait en secret à la raison de sa compagne. Ils continuaient de vivre comme par le passé ; seulement Maurice se plaisait à embellir l'humble réduit de sa cousine, tandis que Madeleine n'avait pas de plus grande joie que d'orner le gîte de Maurice de tous les objets d'art qu'il aimait. Ces jeunes amis travaillaient l'un pour l'autre ; c'est surtout ainsi que le travail est doux.

Ils vivaient dans la retraite, sans autres connaissances que les bons Marceau. Charmées de la grâce et de l'élégance de toute sa personne, quelques belles dames, dont elle avait fait le portrait, s'étaient bien efforcées d'attirer Madeleine ; la jeune fille avait su résister à ces prévenances, qui ne portaient, à vrai dire, que d'un sentiment de curiosité. Elle se tenait à l'écart ; telle était la sérénité de son esprit, que jamais Ursule et Maurice ne l'entendirent exprimer une plainte ni même un regret au souvenir du beau domaine qu'un procès lui avait enlevé. Elle parlait rarement de cette malheureuse affaire ; elle en eût parlé avec gaieté, s'il ne se fût agi du patrimoine de Maurice. En ceci, Maurice était moins résigné. Il ne pouvait penser sans remords et sans amertume à ce château où il était né, où son père était mort, qu'il avait perdu par sa faute. Souvent son cœur se tournait vers Valtravers avec tristesse. Vouloir qu'il en fût autrement serait trop exiger de la résignation humaine ; ce serait aussi s'exagérer par trop les délices de la mansarde, les enchantements de la sculpture en bois. Pour Ursule, elle ne regrettait, ne désirait rien. Elle chantait les louanges de Maurice, et répétait plus haut que jamais qu'il était un ange, un ange du ciel, un ange du bon Dieu. — Allons, allons ! disait parfois Maurice avec bonhomie, tu sais bien que, s'il y a un ange ici, ce n'est ni moi ni toi, grosse bête ! — A ces deux derniers mots qui avaient été de tout temps la plus haute expression de l'amitié de Maurice pour sa sœur de lait, Ursule fondait en larmes, éclatait en sanglots, elle s'écriait que Maurice était un archange. Durant la belle saison, quand ils avaient bien travaillé toute la semaine, le dimanche venu, ils prenaient tous trois leur volée vers les champs, après qu'Ursule et Madeleine avaient entendu une messe basse à l'église des Missions Étrangères. C'étaient là leur plus belles fêtes. Ils passaient la journée sur les coteaux, au fond des vallées, dinaient à l'aventure, et revenaient joyeux. C'est ainsi que Maurice revit avec sa cousine ces bois de Lucienne et de la Celles, où, deux ans auparavant, il avait promené ses projets de suicide. Sous les châtaigneraies qu'il avait remplies du deuil de son âme, au bord du petit lac bordé d'aunes et de trembles où la mort lui était apparue, il entendit la vie qui chantait dans son sein.

XV.

Cependant il arriva que ce jeune homme fut saisi d'un malaise étrange. Depuis quelque temps, il éprouvait auprès de Madeleine un trouble inexplicable. On eût pu le voir tour à tour pâlir et rougir sous un de ses regards, tressaillir au son de sa voix. Le soir, tandis qu'elle brodait, il demeurait des heures entières à la contempler en silence ; ce n'était plus l'air farouche ou railleur qu'il avait autrefois. Quand il entrait chez elle, tout son sang affluait violemment à son cœur. Si Madeleine entrait chez lui, il l'accueillait avec l'embarras et la gaucherie d'un enfant. Parfois il pleurait sans deviner la source de ses larmes. A toute heure, jusque dans son sommeil, il entendait le bruit à peine perceptible d'un travail enchanté qui se faisait en lui. Que se passait-il ? Maurice en eut un jour une vague révélation.

Par l'entremise de Marceau, Maurice avait obtenu la commande d'une grande figure. Il s'agissait d'une sainte Élisabeth de Hongrie, qu'un riche baronnet, fidèle aux traditions de sa famille demeurée catholique, destinait à décorer l'oratoire d'un de ses châteaux dans le Lancashire. Le jeune artiste avait accepté ce travail avec d'autant plus d'empressement, que sa mère avait porté le nom de cette sainte, et qu'il les confondait toutes deux dans un même sentiment de vénération. Toutefois, malgré le savoir très-réel qu'il devait aux leçons de son père, malgré la dextérité avec laquelle il maniait le ciseau, au moment d'attaquer le chêne, il se sentit saisi d'une profonde défiance. Lui qui jusqu'alors s'était joué de toutes les difficultés avec une hardiesse qui pouvait passer pour de la présomption, il hésitait, il n'osait entamer le bois, il s'étonnait de sa timidité, car il ne savait pas encore que la défiance de soi-même est le signe du vrai talent. Il interrogea le souvenir de toutes les figures sculptées qu'il avait vues dans les églises ; aucune d'elles ne réalisait l'idéal d'une reine et d'une sainte, aucune n'avait la noblesse et la chasteté qui convenaient au personnage. Le temps pressait. Il ébaucha d'abord les draperies et les mains. L'ambition de produire enfin un ouvrage capable d'établir sa renommée et de mériter les suffrages de sa cousine soutenait son courage, et en même temps le rendait plus sévère pour lui-même. Il n'était jamais content du pli qu'il venait d'achever, il ne trouvait jamais que l'étoffe eût assez de souplesse, que le mouvement du corps eût assez de grâce. Les mains l'arrêtèrent longtemps ; il s'efforça de leur donner une élégance royale. C'est ainsi que se font les chefs-d'œuvre ; la foule qui les admire ne se doute pas de la peine qu'ils ont coûtée. Quand vint l'heure de commencer la tête, son hésitation redoubla. Cependant il se mit à l'œuvre, et bientôt le ciseau obéit à l'impulsion d'une pensée mystérieuse. Le front s'arrondit sans efforts, les yeux se modelèrent comme par enchantement ; doucement abrités sous l'ombre des orbites, ils exprimèrent le ravissement d'une âme en prière. Les lèvres, pleines d'indulgence et de bonté, s'entr'ouvrirent comme pour livrer passage au souffle embaumé ; les cheveux, divisés sur le front en deux bandeaux, nattés sur les joues et relevés au-dessus de l'oreille, encadrèrent l'ovale gracieux du visage. Après quelques instants d'une muette contemplation, Maurice retoucha lentement, avec une secrète complaisance, toutes les parties qui lui semblaient modelées avec une précision incomplète. Il amincit

les ailes du nez, qu'il ne trouvait pas assez fines ; il adoucît la courbe des sourcils, qui ne lui paraissait pas assez majestueuse. Enfin il jeta ses outils et recula de quelques pas pour mieux juger de son ouvrage. Sur ces entrefaites, Madeleine entra et n'eut pas de peine à se reconnaître. Elle battit des mains, et laissa voir une joie naïve, tandis que Maurice, confus, embarrassé, ne savait quelle contenance tenir, et rougissait comme une jeune fille dont on vient de surprendre le premier secret. En cherchant le modèle qui devait le guider, il avait aperçu dans son cœur l'image de Madeleine ; à son insu, sans le vouloir ni même y songer, il avait rendu fidèlement les traits charmants de sa cousine. Ce fut pour lui une vive lueur, mais qui s'évanouit presque aussitôt. Que pouvait-il comprendre à ces chastes préludes de l'amour, lui qui n'avait connu jusque-là que l'ivresse grossière et les débordements de la passion ? Toutefois, à partir de ce jour, le malaise qu'il éprouvait déjà ne fit que s'accroître, et la sérénité de son âme resta troublée plus profondément qu'il n'eût osé le dire ou même se l'avouer.

Cette figure de sainte Élisabeth devait amener dans sa vie un orage bien autrement effrayant, et il ne se doutait guère qu'elle allait décider de sa destinée tout entière.

Cette figure était encore dans son atelier ; on eût dit que Maurice ne pouvait se décider à s'en dessaisir. Toutes les fois qu'on s'était présenté de la part du riche baronnet, il avait trouvé quelque prétexte pour en ajourner la livraison. À l'entendre, il restait toujours quelque partie imparfaite, qui réclamait le secours du ciseau. Le fait est que l'artiste ne retouchait plus à son œuvre, et qu'il se contentait, comme Pygmalion, de la regarder. Un matin, ce fut le baronnet lui-même qui se présenta en personne. Grand, mince, élancé, les yeux bleus, la peau blanche, la barbe et les cheveux blonds, c'était un homme jeune encore, qui paraissait moins âgé que Maurice, bien qu'en réalité il eût quelques années de plus. Simple et de bon goût, son costume était, des pieds à la tête, d'une élégance irréprochable. Il entra froidement, salua d'un air distrait, puis, sans se préoccuper autrement de la présence du maître de céans, il alla droit à la sainte Élisabeth. Il demeura quelque temps à l'examiner en silence, debout, immobile, le corps légèrement incliné, son binocle d'une main, sa canne et son chapeau de l'autre.

— On ne m'avait pas trompé, dit-il enfin sans détourner la tête et comme se parlant à lui-même ; c'est l'idéal que j'avais rêvé, c'est en effet l'œuvre d'un grand artiste.

Cela dit, le gentleman ouvrit un petit portefeuille qu'il avait tiré de la poche de sa redingote ; il y prit une pincée de bank-notes qu'il déposa négligemment sur l'établi.

— Non, monsieur, non ! s'écria Maurice. Si vous le permettez, nous nous en tiendrons au prix convenu. Reprenez ces papiers. Aussi bien, vous feriez là, monsieur, de la générosité en pure perte ; car, si vous vouliez mettre à cette figure le prix auquel je l'estime moi-même, toute votre fortune n'y suffirait pas.

À ces mots, sir Edward (c'était le nom du gentleman) s'avisait, pour la première fois, de lever les yeux sur le sculpteur en bois. Quoique Maurice fût vêtu de sa blouse, à la blancheur des mains, à la pureté des lignes du visage, à la fière attitude de ce jeune homme sur le front de qui le travail avait rétabli l'empreinte effacée de sa race, le baronnet comprit sans efforts que ce n'était pas là un ouvrier ordinaire. Il le comprit d'autant plus facilement qu'il se distinguait lui-même, par l'élévation de ses facultés, de la foule des riches. Un peu confus, un peu

troublé, il ne voulut pas se retirer avant de s'être fait pardonner son entrée par trop britannique. Assis familièrement sur le bord de la couchette qui servait à la fois de lit et de divan, il entretint Maurice avec une grâce bien rare chez les fils d'Albion. Il lui parla de son art avec goût, en homme qui l'aimait et savait l'apprécier. Réservé d'abord, froid et silencieux, le jeune artiste se laissa gagner peu à peu par l'exquise simplicité de ce langage et de ces manières. Dans cette petite chambre, près de cet établi, au milieu des blocs de chêne et des éclats de bois qui jonchaient le parquet, ils causèrent tous deux comme dans un salon. Par un calcul involontaire de vanité, tandis que l'un s'efforçait de prouver qu'il n'avait pas toujours vécu du travail de ses mains et qu'il n'était étranger à aucune des élégances de la vie opulente, l'autre s'évertuait à montrer que, malgré sa richesse, il sentait toute la valeur du travail et de l'intelligence. Ils abordèrent ainsi de graves sujets d'entretien. En écoutant Maurice, sir Edward ne tarda pas à sentir que décidément il avait affaire à un de ses pairs. En écoutant sir Edward, Maurice reconnut que la pauvreté n'a pas le privilège de la sagesse, et que toutes les conditions de la vie, depuis la plus élevée jusqu'à la plus humble, ont des enseignements féconds pour les âmes qui savent en profiter. Revenant à la figure de la sainte duchesse de Thuringe, le baronnet raconta que sa mère avait porté le doux nom d'Élisabeth pendant le peu de jours qu'elle avait passés sur la terre. Maurice, à son tour, dit que sa mère, morte jeune, elle aussi, s'était appelée du même nom, et cette coïncidence, si peu importante qu'elle fût, établit entre eux une sorte de sympathie. Bref, au bout de deux heures, ils se séparèrent contents l'un de l'autre et déjà presque amis.

Ce commencement d'intimité ne devait pas en rester là. Riche sans morgue, grave sans raideur, expansif, affectueux, spirituel au besoin, sir Edward était un de ces Anglais comme on en rencontre quelquefois lorsqu'on est né sous une heureuse étoile. Il passait généralement pour original ; il l'était en effet. Esprit élevé, caractère loyal, cœur généreux et chevaleresque, nature prompte au dévouement, il avait surtout au plus haut point le sentiment qui porte les âmes délicates à dissimuler les avantages que leur a prodigués le hasard de la naissance, et qu'on pourrait appeler la pudeur de la richesse. Plus heureux, plus fort que Maurice, il avait traversé les orages de la jeunesse sans y rien laisser de sa pureté native. Le naufrage de ses illusions ne l'avait pas détourné de sa voie. Il ne s'était pas autorisé, comme Maurice, de quelques déceptions vulgaires pour insulter à l'humanité. En apprenant à connaître les hommes, il ne s'était cru obligé ni à les haïr ni à les mépriser. Avec l'expérience d'un sage, c'était l'enthousiasme d'un poète, la candeur et la naïveté d'un enfant. Il réunissait, par un rare privilège, deux facultés qui semblent malheureusement s'exclure : il savait comme ceux qui ne peuvent plus aimer, et il aimait comme ceux qui ne savent pas encore. Il avait, en outre, fécondé son intelligence par l'étude et les voyages. Doué d'un vif instinct du beau dans les arts, il honorait le talent, il professait le culte du génie. Depuis plusieurs années, il passait à Paris l'hiver dans l'intimité de quelques artistes de choix. Le monde l'attirait peu ; on le rencontrait moins souvent dans les salons que dans les ateliers.

Il retourna fréquemment chez Maurice. Il arrivait dans l'après-midi avec de bons cigares qui n'étaient pas de la régie, s'asseyait sur le bord du lit et fumait, pendant que Maurice, debout devant son établi, fouillait, tout en causant, le noyer ou le chêne. Parfois sir Edward se levait pour donner un coup d'œil à l'ouvrage ; d'autres fois, Maurice interrompait son travail, allumait un cigare et venait s'as-

soir près de lui. Ces deux jeunes gens finirent par se prendre d'une sérieuse affection l'un pour l'autre. Maurice en était arrivé insensiblement à des demi-confidences. S'il se taisait prudemment sur les désordres de sa vie passée, il parlait avec effusion de sa sœur, qui travaillait sous le même toit. Nature tendre, organisation poétique, sir Edward se plaisait aux récits de cette fraternelle existence ; mais, quoiqu'il désirât connaître cette jeune sœur, par discrétion il n'avait pas encore osé prier Maurice de le présenter, et, chose étrange ! malgré le sincère attachement qu'il avait pour lui, Maurice gardait là-dessus le silence le plus absolu, comme s'il eût pressenti qu'il s'agissait de la ruine de son bonheur. Hélas ! nul n'échappe à sa destinée. Un jour que le baronnet était chez Maurice, Madeleine entra. Maurice l'avait entretenue plus d'une fois de son nouvel ami, et la jeune fille, qui se réjouissait de voir tous les beaux sentiments refleurir un à un dans un cœur si longtemps dévasté, avait toujours encouragé l'essor de cette amitié naissante. En présence de sir Edward, Madeleine se montra ce qu'elle était naturellement ; toutefois, dans l'intention de se rendre agréable à son cousin, comme elle avait d'ailleurs compris d'un seul regard que ce jeune homme était digne de toute sa confiance, elle fit, comme on dit communément, plus de frais que n'en exigeait peut-être une première entrevue. Elle se retira au bout d'une heure, laissant sir Edward dans le ravissement.

— Vous aviez raison, monsieur, s'écria-t-il avec enthousiasme quand elle se fut retirée, vous aviez raison de me vanter le charme de votre sœur ; seulement je trouve, à cette heure, que vous parliez bien froidement de tant de grâces et de séductions virginales. Jamais âme plus pure ne rayonna sur un plus doux visage ! Je comprends qu'il vous soit facile de créer des chefs-d'œuvre ; la beauté du modèle explique le génie de l'artiste. Mon ami, la fortune vous a traité moins durement que je ne l'avais craint, puisqu'elle vous a laissé un trésor si précieux.

Il aurait pu parler longtemps ainsi sans courir le risque d'être interrompu. Courbé sur son établi, Maurice tourmentait une pièce de bois et ne paraissait même pas entendre ce que lui disait sir Edward. Ce même jour, pendant le dîner et le reste de la soirée, il ne fut question que du baronnet dans la chambre de Madeleine. Par l'élégante simplicité de ses manières, par les délicatesses de son langage, par l'élévation naturelle de ses idées, sir Edward avait gagné les sympathies de la jeune fille, qui ne s'en défendait pas et félicitait son cousin d'une pareille intimité. Les femmes qui nous aiment ont un merveilleux instinct pour mesurer et pour apprécier d'un coup d'œil la valeur et la sincérité des amitiés qui nous entourent. Ce n'est pas tout. Ursule, qui avait rencontré le gentleman dans l'escalier, ne tarissait pas sur sa bonne mine et refusait de croire que ce fût un Anglais. Enfin Pierre Marceau, qui passait la veillée chez Madeleine et qui connaissait depuis longtemps sir Edward pour avoir fait dans son hôtel plusieurs travaux d'ébénisterie, raconta de lui quelques traits de générosité qui parurent frapper vivement l'imagination de la jeune Allemande, tandis qu'Ursule poussait des cris d'admiration et d'attendrissement. Au milieu de ce concert de louanges, Maurice ne restait pas muet. Cependant il souffrait, sans chercher à se rendre compte du malaise qu'il éprouvait. Il souffrait sans savoir pourquoi, comme les plantes aux approches de l'orage, bien que le ciel soit pur et qu'aucun nuage apparent n'en ternisse la limpidité.

A compter de ce jour, sir Edward eut ses entrées chez Madeleine. Courtes et rares d'abord, ses visites devinrent insensiblement de plus en plus longues et fréquentes. Il venait dans la journée, souvent il revenait le soir. Madeleine le rece-

vait avec une bienveillance empressée, et ne cherchait pas à dissimuler le charme qu'elle y trouvait. Maurice l'observait avec inquiétude; il se surprenait parfois à les épier tous deux d'un œil jaloux. Il y avait des heures où le pauvre enfant ressentait contre son ami une sourde irritation qu'il ne s'expliquait pas. Bientôt il crut remarquer que sa cousine était plus réservée avec lui, plus expansive avec l'étranger. Il avait remarqué déjà que le baronnet ne parlait plus du voyage qu'il avait l'habitude de faire tous les ans à pareille époque. Un soir, il se hasarda à le questionner sur son prochain départ; le baronnet répondit qu'il ne partirait pas, et Maurice crut voir Madeleine le remercier par un sourire. Ce vague malaise, cette souffrance mystérieuse, finirent par prendre à la longue un caractère sérieux et alarmant. Maurice recherchait la solitude et n'avait plus goût au travail; un mal inconnu le brisait et le consumait. Ce qu'il y avait surtout de bien bizarre en tout ceci, c'est que Madeleine, si vigilante autrefois et si clairvoyante, ne semblait pas s'apercevoir des nouveaux changements qui s'opéraient chez son cousin. On eût dit que Madeleine n'avait plus d'yeux que pour sir Edward.

Un matin qu'il était assis sur le bord de son lit, triste, abattu, fiévreux, s'interrogeant avec effroi, Maurice vit entrer le gentleman, plus grave que d'habitude. Sir Edward alla s'asseoir près de lui et, sans ouvrir la bouche, se mit à tracer sur le parquet des ronds invisibles avec le bout de sa canne, de l'air d'un homme qui a quelque chose d'important à dire et qui ne sait par où commencer, tandis que Maurice l'examinait avec anxiété, comme s'il eût deviné que l'orage, dont il subissait depuis plus d'un mois les influences, allait éclater sur sa tête.

— Maurice, dit-il enfin avec cet aimable embarras qui sied si bien à la richesse lorsqu'elle s'adresse à la pauvreté, j'aimais votre sœur avant de la connaître. En me parant d'elle, vous m'aviez appris à l'aimer; je me plaisais à la confondre avec vous dans un même sentiment d'affection et de respect. Je l'ai connue, et ce sentiment est bientôt devenu de l'amour. Pouvait-il en être autrement? C'est vous-même que j'en fais juge; si cette aimable personne n'était pas votre sœur, auriez-vous pu la voir et ne pas l'adorer? Nobles enfants, je ne sais rien de votre famille ni de vos destinées; mais je vous ai vus vivre, et cela me suffit. Par la façon dont vous avez supporté l'infortune, vous avez prouvé que vous êtes dignes de l'opulence; de mon côté, je crois avoir montré que je ne suis pas trop indigne de la pauvreté. Maurice, nous sommes amis; voulez-vous que nous soyons frères?

Plus pâle que la mort, Maurice laissa tomber une main glacée dans celle du baronnet.

— Sir Edward, répliqua-t-il d'une voix altérée qu'il s'efforça de rendre calme, les paroles que je viens d'entendre nous honorent également tous trois, croyez que j'en suis touché profondément, comme je dois l'être; mais Madeleine, mais ma sœur... sans doute, elle vous aime? vous avez son assentiment? vous avez tout au moins surpris le secret de son âme?

— Non, mon ami, non; je ne sais pas si je suis aimé, répondit modestement sir Edward, mais je crois fermement à la force d'attraction de l'amour véritable, et je me dis que peut-être, par une tendresse persévérante, par un dévouement sans bornes, mon cœur finira par gagner la tendresse du cœur qu'il a choisi.

— Mais Madeleine, sir Edward, Madeleine sait que vous l'aimez?

— Je ne crois pas qu'elle me voie avec déplaisir; cependant ni mes lèvres ni mes yeux ne lui ont jamais parlé de mon amour. Avant d'implorer son assentiment, j'ai cru qu'il était de mon devoir et de ma loyauté de venir d'abord solliciter le vôtre.

— C'est bien ! dit Maurice en tendant à son tour la main à sir Edward. Je n'ai pas attendu jusqu'à présent pour savoir ce que vous valez : mon estime et mon amitié vous sont depuis longtemps acquises. Je consulterai Madeleine, et, si vos vœux sont agréés par elle, je puis vous promettre d'avance que rien ne contrariera votre bonheur.

Le baronnet se retira le cœur rempli du plus doux espoir. S'il aimait Madeleine, s'il n'avait pu voir, sans en être épris, tant de candeur et de raison, tant de grâce et de beauté, il aimait aussi Maurice d'une vive affection, et ce qui souriait surtout à ce poétique esprit, à cette âme généreuse et tendre, c'était la pensée de venger ces deux jeunes gens des injustices du sort, en leur restituant, à la face du monde, la position qu'ils avaient perdue.

XVI.

Demeuré seul, Maurice s'abîma dans un chaos de pensées si confuses et de sentiments si contraires, que l'analyste le plus subtil, le psychologue le plus consommé aurait eu bien de la peine à s'y reconnaître. Après avoir reconduit, par un suprême effort, sir Edward jusqu'à la rampe de l'escalier, il était rentré dans sa chambre et s'était affaissé sur son lit, comme terrassé par les paroles qu'il avait entendues. Il ne sentit d'abord qu'une horrible souffrance, sans pouvoir la nommer. Cette tourmente fut suivie d'une espèce d'anéantissement. Le tumulte de ses sens s'était apaisé ; peu à peu ses perceptions se réveillèrent plus nettes et plus lucides. Bientôt son front s'illumina d'une douce lueur, pareille aux premières clartés de l'aube. En effet, c'était l'aube d'une vie nouvelle. Une flamme céleste brilla dans son regard ; un sourire d'enfant qui s'éveille entr'ouvrit ses lèvres encore pâles et frémissantes. Il resta longtemps dans une muette extase. Enfin son sein ému se gonfla ; tout à coup des larmes jaillirent de ses yeux, un cri partit de sa poitrine, et, comme Lazare ressuscité, il leva ses bras vers le ciel. En regardant au fond de son cœur, Maurice venait d'apercevoir une fleur nouvellement éclos, il en avait respiré le parfum, et cette fleur, c'était l'amour. Il aimait ! Ah ! pour comprendre cette ivresse, il faut l'avoir soi-même éprouvée ; au déclin d'un précoce automne, il faut avoir senti germer dans son âme un second printemps, renaître et s'épanouir sous un souffle divin cette fleur de l'amour qu'on croyait à jamais flétrie !

Cette ivresse fut courte ; Maurice en sortit par un brusque mouvement de colère et de désespoir. Comme un oiseau mortellement atteint dans les plaines de l'air, il retomba lourdement sur le sol de la réalité. L'infortuné ! il aimait lorsqu'il n'était plus temps ; il arrivait trop tard aux portes de l'Éden ; il entrevoyait le bonheur au moment de lui dire un éternel adieu. Sa nature violente se ranima une dernière fois. Il se répandit en imprécations jalouses contre sir Edward, qui lui dérobait sa vie ; dans l'égarement de sa douleur, à peine épargna-t-il Madeleine. Il se rappelait l'attitude de sa cousine en ces derniers jours ; il la voyait souriant au baronnet, qui la couvrait des yeux, et il sentait sa poitrine déchirée par tous les serpents de l'enfer. Il n'avait pas la consolation de se dire qu'il s'abusait peut-être. Lors même qu'il n'eût pas observé ces deux jeunes gens, lors même qu'il n'eût pas suivi d'un œil inquiet le progrès de leur passion mutuelle, le vague malaise dont il avait souffert aurait dû l'éclairer déjà ; le martyre qu'il

endurait à cette heure lui eût encore crié assez haut que Madeleine aimait sir Edward. Il marchait à grands pas dans sa chambre, quand soudain il s'arrêta, honteux de son emportement. Il descendit en lui-même, et il rougit de confusion.

— De quoi te plains-tu, misérable ? s'écria-t-il en baissant la tête. A peine échappé de la fange où tu as traîné ta jeunesse, tu te plains de n'être pas aimé, tu t'indignes de voir qu'on te préfère un noble cœur, une vertu sans tache, une conscience qui n'a jamais failli ! Qu'as-tu fait pour mériter cette tendresse qui te paraît aujourd'hui le bien suprême ? Pendant plus de deux ans que tu as eu ce trésor sous la main, qu'as-tu fait pour t'en rendre digne ? Tu l'as méconnu, tu l'as dédaigné, tu l'as foulé aux pieds, et maintenant tu te révoltes à la pensée qu'un autre le possède ! Pour prix des outrages dont tu l'as abreuvée, il ne te suffit pas que l'adorable créature que Dieu avait placée sous ta garde t'ait retiré du fond de l'abîme, qu'elle ait lavé les souillures de ton âme et frayé des sentiers bénis à tes pas. Pour prix des lâches affronts que tu lui as prodigués, pour salaire de ta dureté, de ta conduite infâme, il te semble que ce ne serait pas trop de son amour. Ah ! tais-toi, reste dans ton ombre, et remercie le ciel qui te fait la grâce de pouvoir aimer !

Jamais Maurice n'avait pleuré avec tant d'amertume sur les fautes de son passé ; jamais, au souvenir de ses égarements, il n'avait répandu de larmes si âpres et si brûlantes : jamais le remords des jours mal employés ne l'avait pressé d'une plus vive étreinte. Il mesurait pour la première fois toute l'étendue de sa ruine ; son âme venait enfin de s'ouvrir au sentiment du bonheur qu'il avait eu sous la main et qu'il n'avait pas su saisir. A cette heure, se disait-il, si j'avais toujours suivi, comme sir Edward, la ligne inflexible du devoir, je serais sous le toit de mes pères, près de Madeleine qui m'aimerait peut-être, car je serais resté digne de son amour.

Le véritable amour est humble, résigné, toujours prêt au sacrifice. Que pouvait offrir Maurice à sa cousine ? Quoi qu'il pût faire, malgré son courage et sa persévérance, malgré la vogue dont jouissaient ses ouvrages, en supposant que cette vogue fût durable, il ne pourrait jamais lui donner qu'une existence chétive et bornée. En épousant sir Edward, Madeleine reprendrait dans la société le rang qui lui appartenait et qu'elle n'aurait jamais dû quitter. Si elle se sentait attirée vers lui par un sentiment d'affection, si faible qu'il fût, Maurice devait-il le contrarier ? Son devoir n'était-il pas, au contraire, de l'encourager de toutes ses forces et de tout sacrifier au bonheur de Madeleine ? Il n'y avait pas à hésiter : son parti fut pris sur-le-champ.

Triste et silencieux, mais sans humeur, il passa la soirée avec sa cousine, ainsi qu'il en avait l'habitude. Par un de ces contrastes assez fréquents dans toutes les intimités, la jeune Allemande était ce soir-là d'une vive gaieté ; Maurice l'observait avec mélancolie, d'un air de résignation souriante. Il ne sollicita pas un mot, il ne chercha pas un regard qui pût ébranler sa résolution. Seulement, près de se retirer, il pria Madeleine de se mettre au piano et de chanter l'*Adieu*, cette mélodie de Schubert qui l'avait un soir si profondément ému. La jeune fille se prêta de bonne grâce à cette fantaisie. Jamais, en chantant, elle n'avait été si touchante. Lorsqu'elle eut fini, Maurice se leva, prit dans ses mains les mains de sa cousine, les porta respectueusement à ses lèvres, puis sortit pour décharger son cœur du fardeau qui l'oppressait.

— Vous êtes triste, monsieur Maurice ? Mon jeune maître, qu'avez-vous ? dit Ursule en l'arrêtant dans l'antichambre.

— Ce n'est rien, ma bonne Ursule, répondit Maurice en se contenant. Tu sais que depuis quelque temps mes tristesses ne sont pas sérieuses. Tiens, par exemple, embrasse-moi ; je suis sûr que cela me fera du bien.

Ursule sauta au cou de son frère de lait, qui la pressa dans ses bras. Une fois seul, Maurice ne se contenta plus ; il laissa son désespoir s'exhaler en sanglots, se répandre en ruisseaux de larmes. Ce fut le dernier tribut qu'il paya à la faiblesse humaine. Le lendemain, levé au point du jour, il se pencha sur son établi, et là, pour que rien ne manquât à l'immolation de ses espérances, étouffant les cris de son âme, refoulant l'amour dans son sein, il écrivit d'une main ferme :

« Madeleine, j'ai tenu ma promesse. Vous m'aviez prié de demeurer deux ans auprès de vous. Le terme marqué par vous-même est expiré depuis plusieurs mois. Vous m'aviez demandé deux ans d'abnégation et de dévouement, et c'est vous qui avez pris mon rôle. Vous avez fait pour moi bien plus que je n'ai fait pour vous. En me faisant connaître le prix du travail, la grandeur et la sainteté du devoir, vous avez presque effacé en moi la trace de mes égarements. Quel que soit l'avenir que Dieu me réserve, je n'aurai pour vous qu'un sentiment d'éternelle reconnaissance et des paroles de bénédiction ; mais je ne veux pas, je ne dois pas accepter plus longtemps le sacrifice auquel vous vous êtes résignée avec tant de courage. Ce serait de ma part un égoïsme grossier que je ne me pardonnerais jamais. Ce n'est plus de moi qu'il s'agit maintenant, c'est de vous et de votre bonheur. Sir Edward vous aime ; il est digne de votre amour. Il vous assurera le rang que vous méritez. Il a pour moi, je n'en doute pas, une affection sincère ; il se chargera d'acquitter ma dette envers vous. Adieu donc, je pars. Soyez sans inquiétude sur ma destinée. En quelque lieu que je me trouve, mon travail, vous le savez, peut suffire à tous mes besoins. Ne craignez pas que je retombe dans la nuit profonde d'où vous m'avez tiré ; une étoile mystérieuse me guidera toujours dans la voie que vous m'avez ouverte. Si mes forces faiblissaient, si le découragement venait à me ressaisir, il me suffira, pour me relever, de regarder au fond de mon cœur : j'y trouverai votre image. Je vais revoir le château de mes pères ; c'est une légitime réparation que je dois à la mémoire du chevalier. Je veux me montrer pur et régénéré à ces lieux qui m'ont vu flétri et dégradé. Mon père est mort loin de moi, sans presser ma main de sa main défaillante ; ce pieux pèlerinage achèvera d'apaiser le trouble de ma conscience. Ensuite j'irai d'un pas ferme partout où Dieu me conduira. Adieu encore une fois, Madeleine ; soyez heureuse, et, tandis que je bénirai le souvenir des jours que nous avons passés ensemble, puisse ce souvenir ne vous être pas trop amer !

» Votre frère.

» MAURICE. »

Il plia cette lettre, traça sur l'enveloppe le doux nom qui devait désormais remplir toute sa vie, et la mit en évidence sur le marbre de la cheminée. En cet instant, il aperçut Marceau et sa femme qui travaillaient déjà, près du berceau de leurs enfants ; il les salua d'un geste affectueux. Après avoir, pendant quelques minutes, contemplé d'un œil d'envie la paix et le bonheur de ce petit ménage, il s'occupa des préparatifs de son départ. Ce fut l'affaire d'un quart d'heure au plus. Quand tout fut prêt, il serra autour de sa blouse sa ceinture de cuir, mit sur

son dos le sac militaire qui renfermait toute sa fortune, saisit d'une main résolue le bâton de l'ouvrier voyageur; puis, après avoir promené un regard attendri autour de cette petite chambre où il était entré endurci par l'égoïsme, flétri par l'oisiveté, vieilli par la débauche, il en sortit régénéré par le travail, rajeuni par l'amour, sanctifié par le sacrifice.

XVII.

Tant qu'il fut dans Paris, sa tristesse demeura mêlée d'une secrète irritation. Il sentait chanceler en lui la résignation généreuse qui l'avait poussé à quitter Madeleine. Il semblait qu'il y eût dans l'atmosphère de la grande ville comme un reste des funestes influences qu'il avait subies autrefois. Une fois hors de Paris, quand il sentit sa poitrine se dilater dans l'air vivifiant de la campagne, en face de la nature, sa colère s'apaisa, son cœur s'amollit, et il se laissa dominer tout entier par un sentiment unique, son amour pour Madeleine. Au temps de sa vie orageuse, qu'il prenait follement pour une vie passionnée, chaque fois qu'un de ses désirs était contrarié ou ne pouvait s'assouvir qu'après une lutte acharnée, la résistance éveillait en lui le dépit ou la haine. Il ne comprenait pas l'amour sans la possession; il eût souri de pitié si on lui eût dit que le cœur peut goûter dans l'amour un bonheur indépendant de l'objet aimé. Maintenant, seul avec lui-même, il entrevoyait la grandeur et la sainteté d'un sentiment qu'il n'avait jamais connu, dont il n'avait jamais embrassé jusque-là que l'image grossière. Il s'éloignait de Madeleine; son cœur saignait à cette séparation, et cependant il savourait sa douleur avec délices. Dans son isolement volontaire, dans l'exil auquel il se résignait, il ressentait une joie plus vive et plus profonde que dans l'ivresse de ses passions satisfaites. Il n'était pas aimé, mais il se sentait plus digne d'amour, et la conscience de sa valeur morale lui inspirait un légitime orgueil. Il n'était pas aimé, mais il s'applaudissait du sacrifice qu'il venait de faire à la femme qu'il aimait, et il trouvait dans le sacrifice même une joie qu'il n'était au pouvoir de personne de lui dérober. Dans son pèlerinage à Valtravers, il n'était pas guidé seulement par le désir de s'acquitter envers la mémoire de son père; il voulait aussi revoir les lieux où il avait rencontré pour la première fois Madeleine, et bénir l'empreinte de ses pas. Il voulait respirer l'air qu'elle avait embaumé de sa présence, parcourir les sentiers où il avait entendu sa parole; c'était pour lui une forme dernière et suprême de la reconnaissance.

Il marchait tête haute, aspirant l'air à pleins poumons. Le sentiment des beautés de la nature, assoupi depuis longtemps dans son cœur, se réveillait enfin. On touchait aux derniers jours de mai; le soleil souriait à la terre. Toutes les ondulations des coteaux, tous les caprices du ciel, tous les accidents du paysage, étaient pour Maurice une source de joies inattendues. A voir son naïf enchantement, on eût dit qu'il assistait pour la première fois aux merveilles de la création. Les fatigues austères de ce voyage à pied étaient plus douces pour lui que toutes les promenades oisives faites naguère dans le fond d'une calèche indolente, au galop des chevaux. Les haltes du soir dans les hôtelleries, les départs à l'aube naissante, les rencontres à la table commune, les saluts échangés sur la route, les causeries avec les enfants sur le banc de pierre devant la porte, étaient pour

lui autant d'épisodes poétiques qui renouvelaient à chaque instant l'intérêt de son pèlerinage, tout en l'initiant à la pratique de l'égalité.

Enfin une dernière révolution morale devait couronner toutes les autres.

Madeleine avait réussi à ranimer le sentiment religieux dans le cœur de Maurice ; mais elle l'avait toujours supplié vainement de recourir à la prière, et d'invoquer, dans sa tristesse, les divines consolations. Quoi qu'elle pût lui dire, il n'avait jamais consenti à mettre le pied dans une église. Il était réservé à la douleur de le ramener, par une pente insensible, aux croyances et au culte qu'il avait raillés jusque-là. Toute douleur sincère nous élève à Dieu : Maurice l'éprouva. En traversant un village qui se trouvait sur son chemin, il passa devant une église ; poussé par un instinct irrésistible, sans s'être consulté, sans avoir délibéré avec lui-même, il entra. C'était une de ces pauvres églises que Dieu préfère aux temples somptueux et dorés. Le soleil y brillait doucement à travers les stores abaissés ; des fleurs des champs jonchaient les marches de l'autel ; çà et là, sur les dalles, quelques femmes, quelques vieillards, étaient agenouillés dans l'ombre. Maurice se mit à genoux et pria. Il pria pour obtenir de son père le pardon de ses égarements, pour obtenir du ciel le bonheur de Madeleine.

Enfin, après quinze jours de marches solitaires, il traversa, sans être reconnu, la petite ville voisine de Valtravers. Son costume suffisait pour lui assurer l'inconnu ; d'ailleurs, à ce pas assuré, à ce regard fier et serein, au calme et à la dignité de cette noble et mâle figure, comment eût-on pu reconnaître le jeune homme qu'on se souvenait d'avoir vu, trois ans auparavant, passer comme un proscrit ?

Oh ! qui pourrait dire les émotions qui l'assaillirent, lorsqu'il vit, une heure après, se dérouler à l'horizon les ombrages qui avaient abrité son berceau, lorsqu'il posa le pied sur la lisière de la forêt, lorsqu'il s'enfonça dans les profondeurs mystérieuses qu'il avait si souvent parcourues entre son père et la marquise, où Madeleine lui était apparue ! En se retrouvant, plein d'amour et de vie, dans ces beaux lieux où, trois ans auparavant, il n'avait apporté que le sentiment de sa déchéance, son premier mouvement fut de crier à la nature entière qu'il était jeune, qu'il pouvait aimer, qu'il aimait ; son âme régénérée s'exalta dans une sainte ivresse. Nature, réjouis-toi, c'est encore ton enfant ! — Brises légères, comme autrefois, caressez mon front ! Reconnaissez mes pas, mousses des bois, gazons des clairières ! Tressaillez d'allégresse sur mon passage, arbres que mes pères ont plantés ! — Il cheminait lentement ; les souvenirs se levaient devant lui comme l'alouette dans les sillons. A l'ombre de ce chêne, il s'était reposé auprès du chevalier ; sous le feuillage argenté de ce tremble, il s'était oublié tout un jour, écoutant les premiers murmures, comptant les premiers tressaillements de la jeunesse qui s'agitait en lui. Au détour d'une allée, il reconnut la place où, par un soir d'automne, il avait rencontré sa cousine. Il se rappela tous les détails de cette poétique soirée ; il se souvint aussi qu'un an plus tard, le jour de son premier départ, il avait retrouvé Madeleine assise à cette même place.

— Ah ! malheureux ! quel démon te poussait ? s'écria-t-il avec tristesse. Elle était là, déjà belle et charmante, comme un avertissement céleste, comme l'image du bonheur que tu allais laisser derrière toi. Que ne l'as-tu prise par la main et que n'es-tu revenu sur tes pas !

Le jour baissait. Accablé par ses émotions, Maurice s'était laissé tomber sur l'herbe. Il se leva et se dirigea vers le château. Comme il ignorait quels hôtes l'habitaient, peu curieux, on le comprend, de les voir et de les connaître, il vou-

lait seulement, à travers les barreaux de la grille, plonger un pieux regard dans le parc, il voulait dire un dernier adieu à l'Éden d'où il était à jamais exilé.

Il longea le mur de clôture jusqu'à la grille, et demeura longtemps le front collé contre les barreaux. Machinalement il ouvrit la porte; poussé par son cœur, il entra. Le parc était désert, les ombres du soir commençaient à descendre. Maurice n'entendait que le murmure du vent dans les feuilles, quelques cris d'oiseaux qui se blottissaient dans leurs nids, le bruit du sable qui criait sous ses pieds. Rasant les massifs de verdure, il s'avancait d'un pas furtif. Au tournant de l'allée, près de découvrir la façade, il s'arrêta, retint son haleine, et pressa sa poitrine à deux mains, comme pour l'empêcher d'éclater. Enfin il regarda... Devait-il en croire ses yeux? N'était-ce pas un rêve, un mirage, une hallucination de son cerveau surexcité? Il voulut crier; sa voix expira sur ses lèvres. Le bâton qu'il tenait échappa de ses doigts, ses jambes fléchirent, et, pour ne pas tomber, il fut obligé de s'appuyer contre un arbre. Là, à vingt pas, devant lui, assis sur le perron, éclairés par les dernières lueurs du soleil, tandis que deux enfants bien connus de Maurice se roulaient sur la pelouse, Madeleine, sir Edward, Pierre Marceau, sa femme, conversaient familièrement. Tout à coup Madeleine se leva, et Maurice la vit s'avancer vers lui en souriant, aussi sereine, aussi calme, que s'il se fût agi de la chose du monde la plus simple et la plus naturelle.

— Mon ami, nous vous attendions, lui dit-elle.

Et, saisissant le bras de son cousin, la jeune fille l'entraîna doucement vers le baronnet, Thérèse et Marceau, qui, de leur côté, venaient tous trois à sa rencontre. Ils serrèrent ses mains en silence; pas un mot ne fut prononcé. Tous les cœurs étaient émus; toutes les bouches étaient muettes.

— O mes amis, dit enfin Maurice d'une voix tremblante, s'arrêtant au pied du perron et promenant autour de lui ses regards éperdus; ô mes amis, que s'est-il passé? que se passe-t-il? Parlez, répondez-moi. Ai-je rêvé la douleur et le désespoir, ou bien rêvé-je à présent le bonheur?

Les visages qui l'entouraient ne répondirent que par un affectueux sourire. Soutenu par Madeleine, il monta les degrés du perron. Déjà tous les serviteurs étaient réunis dans la salle d'entrée. Maurice les reconnaissait tous; tous l'avaient vu naître ou grandir.

— Mes enfants, leur dit Madeleine, voici votre jeune maître qui revient au milieu de nous.

Ils l'entourèrent avec amour et respect, tandis qu'Ursule détachait avec empressement les courroies du sac qu'il avait sur le dos. Au même instant, on vint annoncer à haute voix que M. le chevalier était servi. Suivie de sir Edward et des Marceau, Madeleine le prit par la main, le conduisit dans la salle à manger où rien n'était changé, et le fit asseoir, dans son costume d'ouvrier, à la place qu'occupait autrefois son père. Bien que la table fût chargée de tout le luxe héréditaire au sein duquel Maurice avait grandi, le repas fut silencieux et court. Maurice garda jusqu'à la fin l'attitude d'un homme qui, ne sachant s'il dort ou s'il veille, craint de faire évanouir, par un geste trop brusque ou par une parole imprudente, les enchantements dont il est témoin. Au bout d'un quart d'heure, Madeleine se leva, et, quittant le groupe des convives, se dirigea vers la forêt avec son cousin qui se laissait conduire comme un enfant. Arrivée près d'un tertre vert, la jeune fille s'assit la première et fit asseoir Maurice auprès d'elle.

Il faisait une de ces belles soirées qui semblent doubler le prix du bonheur.

Pendant qu'une partie du ciel était encore empourprée des feux du couchant, à l'autre bout de l'horizon la lune se levait dans un lac d'azur et montait lentement sur la cime des arbres qu'elle argentait de ses pâles rayons. Le rossignol chantait à plein gosier sous l'épaisse feuillée. Les brises de la nuit s'éveillaient; on entendait au fond des bois comme un bruit lointain de cascade.

— O mon ami, dit enfin Madeleine d'une voix plus mélodieuse que le chant du rossignol, plus fraîche que le vent de la nuit, je vous aime du jour où je vous ai vu ici pour la première fois. Vous aviez besoin, pour vous régénérer, de passer par la pauvreté, par le travail, par l'abnégation. Je l'ai compris, et j'ai voulu partager les épreuves que je vous imposais. Ces épreuves sont terminées; Maurice, me les pardonnez-vous?

Maurice sentit son âme se fondre comme un grain d'encens et s'exhaler vers Madeleine en adoration silencieuse. Il s'était agenouillé au pied du tertre où sa cousine était encore assise. La blanche créature pencha vers lui son doux visage, et, à la clarté des cieux étoilés, leurs lèvres se rencontrèrent dans un chaste baiser.

Est-il besoin de le dire maintenant? la pauvreté de Madeleine n'était qu'un pieux mensonge. Elle n'avait pas perdu son procès. Elle avait trompé Maurice pour le sauver. Je ne veux pas raconter jour pour jour ce qui se passa dans le cœur de Madeleine pendant que Maurice poursuivait l'œuvre de sa réhabilitation. C'est un récit que les âmes délicates aimeront à faire elles-mêmes; quant aux âmes vulgaires, elles ne le comprendraient pas. Le jeune chevalier venait de retrouver ses amis de Paris sous le toit de ses pères. — Ils ont été témoins de vos luttes et de vos efforts; il est juste, lui dit Madeleine, qu'ils soient présents au moment où vous recevrez la récompense que vous avez si bien méritée. Ce que sir Edward aimait surtout en moi, c'était notre pauvreté; notre bonheur le consolera.

Un mois plus tard, Maurice et Madeleine se marièrent sans bruit et sans ostentation à Neuvy-les-Bois, en présence de leurs amis, de leurs fermiers et de leurs serviteurs. Après avoir joui pendant quelques jours du spectacle de leurs douces joies, Pierre Marceau partit pour Paris avec sa femme et ses enfants. Vainement Madeleine essaya de les retenir, vainement Maurice leur offrit de rester au château, où ils trouveraient aisément l'emploi de leur activité et de leur intelligence :


— Vous avez retrouvé votre place, répondit sagement Marceau, laissez-moi garder la mienne. Malgré l'amitié qui nous unit, je sens que malgré moi je gênerais votre félicité. Je ne crains rien de votre orgueil : le travail que nous avons partagé ensemble a établi entre nous une égalité que rien ne saurait altérer; mais le monde au milieu duquel vous allez vivre refuserait de la comprendre, et son étonnement serait pour moi un reproche muet que je veux nous épargner à tous deux.

Le petit ménage partit comblé de témoignages d'affection. Au bout d'un mois, sir Edward partit à son tour. — Veillez bien sur votre bonheur, dit-il à Maurice au moment de s'éloigner; c'est une plante délicate qui a besoin de soins vigilants. Elle a grandi sous un souffle embaumé; sachez la défendre contre les orages qui pourraient la briser. Puis, se tournant vers Madeleine, il voulut lui adresser quelques paroles d'adieu; mais il se troubla, ses yeux se mouillèrent, et la jeune femme sentit une larme sur sa main qu'il pressait tristement de ses lèvres.

Ma tâche est terminée. Les existences heureuses ne se racontent pas. Maurice

était désormais hors de danger et n'avait même plus besoin de courage. Si le travail n'est plus pour lui une nécessité, cependant il ne demeure pas inactif; il s'occupe à faire le bien, il sème autour de lui sa richesse. Madeleine est payée avec usure de son dévouement. Aucun nuage n'est venu troubler la sérénité de leur tendresse mutuelle. Pour Ursule, quoi qu'ait pu lui dire Madeleine, elle persiste à croire que sa jeune maîtresse a bien réellement perdu son procès, et que Maurice a trouvé dans la sculpture en bois le moyen de racheter le domaine de ses ancêtres. Maurice a gardé pour sa jeune femme une reconnaissance exaltée; souvent il lui arrive de la bénir avec ivresse. — Mon ami, lui répond-elle alors, ce n'est pas moi qu'il faut remercier. Je n'ai fait que vous indiquer la voie où vous deviez marcher. C'est le travail qu'il faut bénir, car c'est par lui que vous avez retrouvé la jeunesse, l'amour et le bonheur.

JULES SANDEAU.



CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 juillet 1846.

Comment peindre la tristesse et le dégoût que nous fait éprouver le nouvel attentat contre la personne du roi? Cette persévérance dans le crime de quelques esprits dépravés et en démente confond la raison et l'humilie profondément. C'est en vain que la civilisation se développe, que l'instruction se répand, que les masses deviennent plus éclairées et plus heureuses; tous ces progrès, tous ces résultats, sont impuissants contre une maladie inexplicable, où domine surtout le plus stupide orgueil. Jamais ce contraste n'aura été plus frappant. Tout le monde était d'accord pour se féliciter de l'amélioration sensible de nos mœurs politiques; on remarquait dans quel calme profond le pays traverse l'épreuve d'une élection générale, et demande au jeu régulier de nos institutions les satisfactions et les réformes qui peuvent être l'objet de ses désirs. C'est au milieu de cette excellente disposition des esprits qu'éclate un nouvel accès d'une déplorable monomanie. Voilà une triste part à faire à l'imprévu. Cependant il ne faut pas que les impressions que nous en recevons nous exagèrent la portée d'extravagances parties de si bas; ce qu'il faut en face de pareils accidents, c'est de s'attacher de plus en plus à la pratique, au culte de nos institutions, qui seules peuvent offrir à la société des garanties vraiment durables.

En se décidant à dissoudre la chambre de 1842, le ministère eut l'espérance de voir les électeurs lui envoyer une majorité nouvelle dont la force numérique et le franc concours lui rendraient le gouvernement plus facile et plus commode. Même avant que l'urne électorale ait parlé, nous croyons qu'aujourd'hui le cabinet doit se faire de son avenir une moins riante image. Il a pu juger, depuis six semaines, des sentiments et des dispositions du pays, en pressentir les exigences dont il trouvera des interprètes même au sein du parti conservateur, retrempé par l'élection. Le pays, malgré les coupables tentatives de quelques hommes pervers, ne doute plus du triomphe définitif de la monarchie de 1830 sur les partis extrêmes qui l'ont pendant longtemps combattue; il voit le régime nouveau affermi par seize années de durée, et garanti contre de futures épreuves par des institutions prévoyantes. Que doit conclure le bon sens du pays de cette prospérité qui nous est confirmée sur tous les tons par les organes du pouvoir, sinon qu'il

ne faut pas s'y endormir, mais en user et en faire le point de départ, l'instrument des modifications fécondes dans la conduite des affaires ?

Il peut arriver aux hommes les plus actifs, à ceux qui se plaisent le plus au milieu du tourbillon politique, d'éprouver un sentiment de lassitude : alors un peu d'assoupissement dans les esprits et dans les choses ne leur déplairait pas. Cependant la société continue sa marche : inutile ou inopportune sur un point, son activité se porte sur un autre. Ainsi nous avons vu la paix sur le continent augmenter la sollicitude de la France pour sa marine et pour sa domination en Afrique. On lui dit aujourd'hui que le parti conservateur a défendu victorieusement l'ordre social; elle répond que, s'il en est ainsi, une autre tâche l'attend : c'est de quitter la défensive pour prendre l'initiative des réformes nécessaires. C'est là le sentiment général. Telle est bien la pensée à laquelle chacun comprend qu'il faut répondre. Tout conservateur repousse aujourd'hui avec un accent indigné le soupçon qu'il puisse avoir des opinions stationnaires, des préjugés qui le condamnent à rester immobile. D'un autre côté, toutes les oppositions, chacune dans sa nuance et avec son drapeau, ont plus que jamais pour cri de ralliement les mots de réforme et de progrès : elles n'ont garde de ne pas profiter du goût que montre aujourd'hui le pays, non pour une agitation stérile, mais pour un mouvement sage et réglé. Enfin, pour tout le monde, c'est un point établi, le temps des réformes est venu.

Le ministère a trouvé que ces symptômes étaient assez significatifs pour qu'il ne dût pas rester à les contempler sans action et sans voix ; aussi a-t-il eu son manifeste. Nos prévisions n'étaient pas sans fondement quand nous pressentions que le cabinet en face des électeurs voudrait prendre une attitude et une phraséologie pour lui quelque peu nouvelles. On s'est décidé à parler de progrès, d'améliorations et de réformes; on a fait comme sir Robert Peel, on a pris aux whigs leurs principes et leur vocabulaire : de cette façon, M. Guizot ne sort pas de l'école anglaise. Le discours que M. le ministre des affaires étrangères a prononcé le 26 juillet devant les électeurs de Lisieux nous offre une transformation curieuse. L'orateur y a dépouillé le vieil homme avec une remarquable dextérité. Ce que craignait surtout M. Guizot, c'est qu'on crût qu'il était, soit fatigué, soit aigri par la lutte, qu'il avait l'humeur chagrine et stationnaire. Aussi s'est-il montré libéral et progressif; nous dirions volontiers qu'il a cherché à se faire jeune et dispos. Il a voulu que l'on comprit qu'il avait toute la force, toute l'énergie nécessaire pour accomplir ce que réclameraient l'esprit de l'époque et les besoins du pays. Seulement sur ces besoins, sur ces exigences, il ne s'est pas expliqué, il n'est entré dans aucuns détails. Ici M. Guizot s'arrête dans son imitation des hommes d'état de l'Angleterre. Chez nos voisins, il serait impossible à un chef de parti ou de cabinet de haranguer ses électeurs sans aborder d'une manière franche et positive les principales questions pendantes devant le pays : c'est pour eux une obligation d'être nets, précis, sans équivoque. Jusqu'à présent, en France, nous sommes moins exigeants. Nous acceptons encore des maximes générales, des considérations pompeuses, comme le fonds suffisant d'une allocution politique. Cependant il y a bien des problèmes dont la solution est mûre. Depuis plus de dix ans, le pays et la chambre des députés réclament la conversion des rentes. La réforme postale, préparée par les consciencieuses études de quelques hommes qui s'y sont voués, veut enfin être accueillie. Verrons-nous encore ajourner la réduction de l'impôt du timbre, d'un impôt qui pèse sur les produits

de l'intelligence, qui entrave les développements de la presse scientifique et littéraire ? Les intérêts des lettres et de la pensée sollicitent encore une autre mesure du gouvernement et des chambres : ils demandent, tant à la diplomatie qu'à la législation, l'extinction d'une contrefaçon ruineuse, qui est une des principales causes du triste état où nous voyons aujourd'hui la librairie française. Dans l'ordre politique, l'adjonction des capacités et la réunion des électeurs au chef-lieu sont de plus en plus considérées comme des améliorations utiles, qu'on pourrait se permettre sans témérité. Dans ces derniers temps, plusieurs candidats conservateurs ont témoigné qu'ils n'avaient pour ces deux réformes aucun éloignement systématique. Moins expansif, M. le ministre des affaires étrangères a parlé au banquet de Lisieux avec l'intention évidente d'éviter toutes les questions et tous les faits. Son discours est une espèce de chant de victoire, qui, nous le reconnaissons volontiers, n'a rien d'agressif pour personne. M. Guizot a même la modestie de glorifier surtout un grand acte auquel il n'a pris qu'une part très-secondaire, les fortifications de Paris. De la part de l'adversaire de M. Thiers, c'est un procédé du meilleur goût.

Il faut au surplus qu'il y ait chez M. le ministre des affaires étrangères un sentiment bien impérieux de la situation nouvelle où nous entrons, pour qu'il l'ait si ouvertement reconnue. En effet, à travers les très-longues développements de son discours, à travers les artifices et les ruses du langage, on saisit cet aveu formel, qu'après seize années passées à fonder la monarchie de 1830, qui est un gouvernement vraiment libéral, le moment est venu de marcher à des progrès nouveaux. « Bien loin d'en repousser aucun, a dit M. le ministre des affaires étrangères, la politique conservatrice les désire, les acceptera tous. » C'est pour la politique conservatrice une vraie métamorphose ; elle est inévitable, puisque M. Guizot la proclame, puisqu'il l'accepte comme l'indispensable condition de son avenir ministériel. A cette transformation de la politique, M. Guizot ne gagne rien ; son talent est surtout fait pour la lutte : aura-t-il le même éclat, le même crédit quand les questions commerciales et industrielles occuperont le premier plan de la scène ? Là, les passions n'ont plus la parole, et la part qu'on peut faire aux généralités est bientôt épuisée. Sans doute le talent a toujours des ressources, même en face des difficultés les plus sérieuses : quand il ne les résout pas, il les esquive, il les tourne. Néanmoins il sera laborieux pour un homme d'état éprouvé par de longues fatigues d'aborder des questions, des études nouvelles. C'est un peu tard.

Cette attitude qu'on s'engage à faire prendre au parti conservateur aura pour le cabinet des conséquences qui seront des embarras. Si M. le ministre des affaires étrangères, par un grand effort, entreprend de rajeunir sa politique, tous ses collègues sont-ils en état de le suivre dans cette tentative ? Quelques-uns d'entre eux ne devraient-ils pas céder la place à des capacités plus actives et jouissant dans le parlement d'une autorité nécessaire ? Pour ne citer qu'un exemple, pourra-t-on arriver à d'utiles améliorations financières avec M. Lacave-Laplagne, qui a toujours combattu avec plus d'opiniâtreté que d'à-propos et de succès toutes les réformes, jusqu'aux plus modestes ? D'un autre côté, M. le ministre des affaires étrangères, en inaugurant au banquet de Lisieux une politique de réformes et de progrès, a travaillé, sans peut-être s'en rendre bien compte, à agrandir l'influence de celui de ses collègues qui partage vraiment avec lui la direction politique du cabinet. Assurément, si le ministère du 29 octobre est destiné à prendre l'initiative

de sages réformes en finances, en législation commerciale et industrielle, la part de M. le ministre de l'intérieur dans cette œuvre sera considérable. Ces réformes si solennellement annoncées par M. Guizot, si le ministère actuel nous les donne, M. Duchâtel y contribuera plus qu'aucun autre de ses collègues, et, sous ce rapport, le banquet de Lisieux est pour ainsi dire une représentation donnée à son bénéfice. Cependant c'est dans ce même moment que M. Guizot aspire à la présidence du conseil et étend la main pour la saisir. On comprend les causes de tiraillement et les difficultés intérieures qui occuperont de plus en plus le cabinet.

Il y aurait bien un moyen d'échapper à ces embarras ; ce serait, les élections faites, de ne tenir aucun compte des engagements et des discours, et de se cramponner avec obstination au *statu quo* dans les choses et dans les hommes, comme par le passé. Cela serait peu moral, et d'ailleurs cela n'est pas possible. Le pays et le corps électoral prennent au sérieux les idées d'améliorations et de réformes ; ces idées seront, surtout au début, comme une sorte de mandat impératif pour la chambre nouvelle, et il faudra bien s'ingénier à leur trouver quelque satisfaction.

A côté de la pensée sérieuse qui est au fond du mouvement électoral, à côté des hommes éprouvés que le pays renverra avec justice sur les bancs de la chambre, à côté des hommes nouveaux que de graves études, une situation indépendante, rendent vraiment dignes de la carrière parlementaire, que de prétentions déraisonnables, que d'ambitions ridicules, quand on les compare à la valeur réelle de ceux qui les affichent ! La France est en ce moment comme un vaste forum où les candidats pullulent ; chaque jour en voit surgir de nouveaux, il en sort de dessous terre ; heureusement nous touchons au terme de cette inépuisable exhibition. Y a-t-il quelque part un médecin sans malades, un avocat sans cause ; il se trouve, comme à point nommé, quelques électeurs, voulant faire bande à part et se séparer du gros de leurs amis, qui jettent les yeux sur le médecin oisif, sur l'avocat inoccupé, et lui proposent la candidature : il l'accepte, et le pauvre diable est métamorphosé en personnage politique. En se donnant beaucoup de mouvement, il pourra réunir cinq à six voix. Nous avons aussi la candidature de quelques élégants viveurs que leur famille et leurs amis voudraient envoyer à la chambre pour en faire quelque chose. Enfin il y a le candidat nomade, toujours disponible ; on peut le demander de tous les points de la France. Au centre, au nord, au midi, on le trouve partout ; c'est le juif errant de la candidature. Il a, du reste, de nobles sentiments ; les mots de patrie et d'humanité sont toujours dans sa bouche ; seulement il ne faut pas l'interroger indiscrètement sur les affaires, sur des questions d'administration, de commerce, de diplomatie. Ce sont menus détails dans lesquels le candidat humanitaire n'entre pas.

Plusieurs membres de l'ancienne chambre passent du Palais-Bourbon au Luxembourg ; ils sont privilégiés entre tous ceux auxquels le ministère avait promis la pairie. Eux du moins ne sont pas déçus dans leur attente. Dans cette promotion, le cabinet n'a pas enlevé à la chambre des députés quelques-unes de ses notabilités utiles ou brillantes, il a fait ses choix parmi les plus modestes de nos honorables. Les nouveaux pairs ont toujours, comme le sage, aimé l'obscurité. car jamais par rien d'éclatant ils n'ont attiré sur eux l'attention publique. Il est loin de notre pensée de rien dire de blessant pour des hommes estimables. C'est un intérêt politique qui nous préoccupe. Quand les électeurs envoient à la chambre des députés des hommes médiocres, à coup sûr ils pourraient mieux faire ; mais enfin la responsabilité du choix se divise sur une assez grande quantité de têtes, puis l'obscurité

des élus va se perdre dans une chambre nombreuse, riche en capacités diverses, en hommes actifs et distingués. Dans le recrutement de la pairie, c'est la couronne qui prononce et choisit seule sous le contre-seing des ministres. Il importe donc au pouvoir royal, qui, dans cette circonstance, exerce les fonctions d'électeur sous le contrôle de l'opinion publique, de ne pas laisser tomber ses préférences sur des mérites par trop contestables. Et la pairie, où trouvera-t-elle sa force, si ce n'est surtout dans la distinction de chacun de ses membres? La chambre des pairs n'a pas l'autorité politique que donne le baptême de l'élection populaire; la nature même de son institution la réduit à un nombre fort limité; si ce nombre n'est pas une véritable élite, que deviendra la puissance morale de l'assemblée du Luxembourg? Dans la liste des nouveaux pairs figurent à juste titre deux des membres les plus recommandables de l'Institut; mais pourquoi donc y avons-nous inutilement cherché le nom d'un académicien célèbre, digne depuis longtemps de cette distinction? Si MM. Flourens et Poinsoy représentent avec honneur les sciences naturelles et mathématiques, M. Letronne est à la tête de l'érudition française. L'antiquité n'a pas parmi nous d'interprète plus pénétrant, plus docte et plus ingénieux. Il est singulier que nous soyons ici obligés de rappeler au gouvernement tous les titres du savant administrateur du Collège de France.

Si de la dernière création de pairs nous passons aux nominations faites récemment dans les diverses branches de l'administration publique, nous trouvons que la part octroyée aux considérations particulières et aux intérêts électoraux est beaucoup trop considérable. Il est vrai qu'on avait à solder un grand arriéré : tant de promesses avaient été répandues! Il n'a pas été fort habile d'attendre jusqu'au dernier moment pour s'acquitter de ces dettes anciennes; en laissant ainsi les choses s'accumuler, on a surpris l'opinion d'une manière fâcheuse. Et cependant, même avec cette profusion, que de gens désappointés! Combien de candidats, partis pour leurs départements avec les plus belles assurances, accusent à leur égard le silence du *Moniteur*!

Il est quelque chose de plus sérieux que ces déceptions particulières, c'est l'impression produite par l'esprit général de toutes ces nominations, c'est la conviction qui s'accrédite de plus en plus que tous les titres, tous les services y sont trop souvent sacrifiés au but unique que poursuit le gouvernement de s'assurer une grosse majorité. Jusqu'à présent, l'administration française a été pour les autres peuples un objet d'admiration et d'envie : les traditions excellentes ont pu se perpétuer, parce que, même en faisant la part du favoritisme, on consultait cependant, pour le choix et l'avancement des personnes, le mérite et les droits acquis. Le gouvernement représentatif serait-il destiné à compromettre, à ruiner notre organisation administrative par l'invasion sans limites de la brigade et de la faveur? Il y a là un péril redoutable, sur lequel on ne saurait trop éveiller la sollicitude publique.

Depuis un mois, il s'est manifesté progressivement dans l'opinion certaines modifications qui, au moment décisif du scrutin électoral, pourront porter leurs fruits. Il semblait d'abord que les intérêts particuliers dussent seuls inspirer et diriger les électeurs; peu à peu ont commencé de se produire des pensées, des intentions politiques. Nous avons vu, Dieu merci, l'intérêt général préoccuper aussi les esprits; on s'est mis à parler de progrès, de réformes; on s'est demandé si la conquête définitive de l'ordre et de la stabilité ne devait pas avoir d'autre résultat qu'une routine stationnaire; le ministère lui-même a voulu se mettre à

l'unisson de ce langage dans le discours du banquet de Lisiens. Accorderons-nous à l'acte insensé qui a été commis dans la soirée du 29 juillet la puissance d'anéantir toutes ces bonnes pensées, toutes ces bonnes dispositions du pays? Une réponse affirmative serait pour l'intelligence de la France la plus sanglante injure. Les conservateurs les plus probes ou les plus avisés se sont bêtés de déclarer qu'un pareil incident ne pouvait rien changer ni à la situation ni à la disposition morale des partis politiques. Nous ajouterons que, cet incident eût-il toute la gravité dont il paraît manquer, la France électorale devrait y puiser de nouveaux motifs de doter le pays d'une chambre progressive sans radicalisme, et sachant porter sur les points nécessaires une réforme intelligente et modérée.

Dans ce moment même où tous les partis semblent d'accord pour admettre qu'une politique nouvelle va sortir en France du scrutin électoral, de nouvelles questions s'ouvrent au dehors, et ce sera le devoir rigoureux du prochain parlement d'en surveiller le progrès. Nous ne croyons pas nous tromper en supposant que, dans un avenir moins éloigné qu'on ne pense, les plus graves complications peuvent se produire en Espagne; nous ne nous trompons certainement pas en ajoutant que les faiblesses et les fautes du gouvernement français auront contribué pour beaucoup aux embarras dont il est menacé. Le mariage de la reine occupe plus que jamais les esprits : deux candidats assez inattendus sont décidément sur les rangs, l'un présenté à haute voix par la presse, l'autre introduit à petit bruit par la diplomatie, le duc de Cadix et le prince de Cobourg. Il s'est opéré, dit-on, un revirement subit dans le cœur de la reine Christine : elle sacrifie ses antipathies aux convenances de l'Espagne, elle abjure les mauvais sentiments qu'on lui prêtait à l'égard de ses neveux. Le plus jeune, l'infant don Enrique, a des torts vis-à-vis d'elle et des engagements avec les partis, il n'y faut plus penser; mais reste l'aîné, don François d'Assise, duc de Cadix : celui-ci paraît jusqu'à présent avoir voulu se tenir à l'écart, et on doit lui rendre cette justice, qu'il n'ambitionnait pas l'honneur dont on prétend l'investir; il ne montre même qu'un empressement très-médiocre en réponse aux politesses imprévues qui vont le chercher. Les uns affirment qu'il aurait quelque répugnance à gouverner autrement que Ferdinand VII, et le regardent comme un partisan trop consciencieux du *rey netto*, pour qu'il puisse volontiers s'accommoder des fictions constitutionnelles. D'autres attribuent sa modestie à des raisons plus particulières : il y eut un roi d'Espagne qui s'appela Henri l'*impuissant*; son règne n'est fait pour tenter personne. On prêche néanmoins cette candidature avec un fracas qui a fini par lui donner du sérieux : le journal qui s'en est constitué l'organe a gardé des patrons au ministère, sans renier celui qu'il a récemment perdu par l'exil, et il ne faut pas se dissimuler que tout est possible dans cet *imbroglio* matrimonial; mais il ne faut pas non plus oublier que le ministère du moment n'a pas qu'un seul esprit et une seule volonté. Nous ne serions point étonnés que M. Mon et M. Pidal essayassent de se couvrir contre M. Isturitz en suscitant un candidat qui leur fût propre; M. Isturitz, notoirement dévoué à l'intérêt anglais, ne saurait mieux le servir qu'en travaillant à l'avènement du prince Léopold de Cobourg.

Proclamée il y a quelque temps avec bien plus d'éclat qu'aujourd'hui, cette candidature est, assure-t-on, maintenant plus près de réussir qu'elle ne l'avait encore été. Elle n'est pas plus populaire qu'une autre, elle est moins impopulaire que l'influence française et la contrarierait; voilà le vrai mérite qu'on lui trouve en Espagne. Il est dur, mais nécessaire de le confesser : les Espagnols qui

aient encore leur pays se sont pris d'une aversion toute nouvelle au sujet de la France. La France s'est montrée jusqu'ici l'alliée de la reine Christine et non point l'alliée de l'Espagne; l'Espagne ne lui pardonne pas cette affection malheureuse et nous reprochera toujours de lui avoir renvoyé cette princesse, devenue l'objet de toutes les haines nationales. L'Espagne déteste la bienveillance superbe, la protection maladroite qu'on a si publiquement affichée pour sa triste fortune; elle déteste encore davantage la complaisance avec laquelle on s'est mis à la suite des passions de la reine, au lieu de les conseiller et de les corriger. Il y avait un jeune prince qui faisait l'espoir de tout le monde et promettait assez, sinon pour exciter l'enthousiasme, du moins pour calmer bien des inquiétudes; c'était don Enrique. Nul ne semblait plus naturellement appelé à recevoir la main d'Isabelle; mais don Enrique est le fils d'une sœur à qui Christine doit une bonne moitié de sa couronne, et il y a de ces obligations dont on ne se débarrasse que par l'ingratitude: Christine n'a pas voulu du fils de sa sœur pour époux de sa fille. Sur quoi, sans plus la dissuader, nous avons cherché ailleurs, et nous avons trouvé le comte de Trapani: nous ne pouvions choquer plus profondément l'Espagne, qui n'a jamais caché l'antipathie que lui inspirent les Bourbons de Naples. Le prince sicilien était, pour comble de malheur, élève des jésuites et frère de Christine. C'a été un soulèvement unanime, et il a fallu reculer devant un vrai mouvement public appuyé sur une protestation extraordinaire des cortès. Aujourd'hui la reine s'attache à rejeter sur la France toute l'initiative de ce projet, qui était secrètement conforme à ses vœux les plus chers; elle s'en défend même beaucoup plus vivement qu'elle ne s'est défendue d'avoir poursuivi ses neveux de sa rançune: nous portons encore à nous seuls tout le poids de cette nouvelle disgrâce. Nous n'aurions pas été plus heureux, si le comte de Montemolin s'était vu définitivement inscrit parmi les prétendants; on eût eu de la peine à penser que l'on négociait à Bourges sans notre concours, et, l'archevêque de Bordeaux étant venu récemment à Madrid, on a cru partout reconnaître dans son voyage un motif plus grave que la pieuse intention qu'il annonçait. Bordeaux est le foyer de l'émigration carliste en France, et les carlistes d'Espagne ont justement profité de l'arrivée du prélat français pour recommander la candidature du comte de Montemolin et rédiger un mémoire officiel dans le sens du manifeste publié l'année dernière par le prince de leur choix. La combinaison a manqué, parce que M. de Viluma a refusé de la seconder. Après ce mauvais succès, on ne s'est pas fait faute de dénoncer encore la main de la France. Au fond, la reine Christine n'eût pas été fâchée d'un arrangement qui apaisait les singuliers scrupules de cette conscience désormais si timorée; mais la révolution n'a pas été assez vaincue en Espagne par ce prétendu parti modéré qui invoque le nom de notre gouvernement, pour qu'il soit très-prudent de couronner ainsi la contre-révolution dans la personne du fils de don Carlos.

C'est alors qu'est apparue tout d'un coup l'idée de donner un quatrième trône à cette heureuse maison de Cobourg. De quand l'idée peut-elle dater et d'où sort-elle? Qui le dira? Il en est de toute cette affaire comme des pièces de Calderon: il y a des intrigues croisées qui doivent peut-être aller de front jusqu'au dénouement. On parle de portraits échangés, d'inclinations favorisées par la sollicitude maternelle. Ce qui est certain, c'est que le roi Léopold, qui a montré dans des temps difficiles un dévouement énergique aux intérêts bien entendus de la reine, conserve toujours sur elle un ascendant particulier; ami sincère des whigs, suprême

conseiller de la royauté anglaise, esprit politique d'une grande portée, Léopold utilise l'autorité personnelle dont il jouit à Madrid en tâchant d'ouvrir une nouvelle carrière aux influences britanniques. On croira facilement que cette perspective n'a rien qui déplaie à lord Palmerston, et l'on sait bien que sir Henry Bulwer, le ministre d'Angleterre en Espagne, n'est point homme à le mal servir. Tous les torts de la France ont été soigneusement exploités, et la diplomatie anglaise s'est si bien tenue sur la réserve, qu'elle semble à peine engagée dans un projet d'alliance qui relève évidemment de sa direction. Il a seulement été question d'un ministère qui serait composé tout entier dans le sens anglais, avec M. Castro y Orozco pour président, et MM. Bravo Murillo, Seijas, Salamanca et Concha aux divers départements. L'unique objet de ce ministère eût été de marier la reine au prince de Cobourg; puis, comme on en parlait trop, on a laissé les choses en l'état, et l'on s'en est remis au bon vouloir plus discret de M. Isturitz. Notre ambassadeur a, dit-on, fait ses réserves et protesté contre cet accommodement; mais on est loin d'y renoncer, tout en le taisant davantage. Il y a mieux, il se pourrait qu'on fût maintenant en instance auprès du cabinet des Tuileries pour lui redemander une alliance plus directe et plus proche avec la dynastie de juillet. On n'a point à douter de la réponse : trop de bonnes raisons, jointes aux mauvaises, empêchent un prince français de s'asseoir aujourd'hui sur le trône d'Espagne; mais, une fois le refus signifié, quel parti prendre? Puisque le comte de Trapani et le comte de Montemolin sont impossibles, puisqu'on s'entend pour abandonner l'infant don Enrique, puisque don François d'Assise ne semble point se soucier de la destinée qu'on lui offre, il faudra bien arriver au prince de Cobourg. L'Angleterre, qui se borne à déclarer qu'elle maintiendra la liberté du choix de la reine, quel que soit l'élu, se trouverait ainsi défendre, sans le savoir, son propre candidat, et soutenir la personne de son goût au nom d'un bon principe de morale : on n'est ni plus désintéressé ni plus habile.

Nous ne pouvons admettre que le gouvernement français ne s'oppose point de toute sa force à cette combinaison, nous craignons seulement qu'il ne la subisse par suite de son respect trop connu pour les faits accomplis. Or, ce serait à coup sûr l'un des événements qui porteraient l'atteinte la plus sérieuse à notre situation en Europe; ce serait tout simplement constituer au profit de l'Angleterre cette monarchie universelle que l'Autriche réalisa jadis par cette même voie des alliances matrimoniales.

L'Espagne n'a vraiment pas plus de goût que nous-mêmes pour un pareil mariage; le nom du prince de Cobourg a été très-froidement accueilli; mais les circonstances sont telles, qu'il nous suffirait peut-être de le combattre trop ouvertement pour lui donner le crédit qui lui manque; les Espagnols se jettent presque dans les bras de l'Angleterre par dépit contre nous. D'ailleurs, la solution va peut-être devenir urgente. Les provinces basques sont en alarmes. La convention de Bergara était conclue dans des termes trop vagues pour pouvoir être absolue; les provinces, fatiguées et non vaincues, ont gardé jusqu'à présent leurs privilèges, et c'est cette année seulement, d'après la loi votée aux cortès de 1845, qu'elles doivent partager le poids des impôts communs; on a donc entrepris d'y organiser la perception des deniers publics sur le même pied que dans tout le royaume. Qu'advient-il de cette rigueur trop tardive? Déjà M. Egaña, l'ancien député, le ministre de grâce et justice sous le second ministère Narvaez, aujourd'hui intendant du palais de la reine, a inséré dans les journaux une protestation

violente contre la mise en exécution de la loi. Cette protestation pourrait-elle être un acte isolé? Il n'y a pas à douter que M. Egaña ne se soit porté l'interprète de ses compatriotes du nord. Si le pays basque remuait encore, on aurait une raison de plus pour presser un mariage qui doit donner une garantie définitive au trône d'Isabelle, et, sous le coup de la nécessité, pourquoi ne s'arrêterait-on pas au prince de Cobourg? Sait-on si l'on ne présenterait pas cette alliance comme le seul expédient libéral qui pût sauver l'Espagne du comte de Montemolin? L'expédient serait du moins difficile à justifier pour M. Guizot après les engagements solennels qu'il a pris à la tribune en faveur de la maison de Bourbon; il est vrai que la maison de Bourbon signifiait alors le comte de Trapani.

L'Angleterre est cependant occupée d'intérêts encore plus pressants aujourd'hui, et, quelle que soit l'importance de la question extérieure, les affaires intérieures semblent absorber toute son attention. Il vient pour ainsi dire d'y avoir crise ministérielle quinze jours durant. Il s'agissait de décider si lord John Russell emporterait la loi des sucres, comme sir Robert Peel avait emporté la loi des céréales; de même que l'appoint des whigs était indispensable à sir Robert Peel, lord John Russell ne pouvait réussir sans le concours de sir Robert. Les deux rivaux ont été dignes l'un de l'autre; l'ancien ministre avait pris la place du nouveau sur les bancs de l'opposition, il a voté pour son rival, comme son rival avait voté pour lui dans des circonstances analogues, l'intérêt suprême du moment étant d'abord, a-t-il dit, d'éviter un changement de cabinet ou une dissolution.

Il était assez facile de prévoir qu'il en serait ainsi, et les anxiétés qu'on voulait bien prêter aux whigs n'avaient guère de fondement que dans l'imagination ou dans la tactique des protectionnistes. Il eût été commode pour ceux-ci de battre successivement sir Robert Peel avec lord John Russell, et lord John Russell avec les amis de sir Robert Peel; mais il eût fallu pour cela jusqu'à trois conditions qu'on pourrait bien résumer en quelques mots. Il eût fallu que sir Robert Peel ne partageât pas personnellement les idées de lord John Russell sur la matière, ou bien que ses anciens collègues, M. Goulburn et M. Gladstone, auxquels il avait cédé en demandant comme ministre la surtaxe du *slave-sugar*, exerçassent à présent plus d'influence que lui sur leurs communs adhérents. Il eût fallu que la cause religieuse, qu'on prétendait rattacher à la cause commerciale, fût moins maladroitement exploitée, que lord Bentinck ne se hasardât point à des descriptions si pathétiques de la traite des noirs, que M. Disraéli ne criât point d'une façon si lamentable à la ruine de la constitution; il eût fallu contre lord Russell des hommes d'état et non point des politiques de travers. Enfin et surtout, il eût fallu que le bon sens public s'éclipsât entièrement pour ne pas voir que c'était un amusement ridicule, une injure même contre la constitution, de vouloir ainsi défaire des ministères sans pouvoir en faire un. On a trouvé, suivant une énergique et profonde expression, que « c'était assez d'un Curtius pour un an. » On n'a pas voulu que les vrais chefs de l'état succombassent ainsi tour à tour à leur dévouement; il était nécessaire de prouver que la réforme n'était point un abîme où devait tomber quiconque approchait. C'est par toutes ces raisons que s'explique la grande majorité qui a voté pour le ministère en faveur de la libre admission du sucre des pays à esclaves, une majorité de 150 voix.

Ce chiffre contraste d'une façon bien instructive avec le morcellement que les ultra-tories se plaisaient à signaler, soit dans le parlement, soit dans le cabinet. Personne ne savait plus où siéger, ni dans la chambre des lords, ni dans

celle des communes. Lord Wellington avait pris une place neutre avec lord Ellenborough, pendant qu'il donnait permission à ses amis d'aller s'asseoir derrière lord Stanley, le dernier *leader* qui restât aux opposants. « Où aboutira, écrivait, il y a quelques jours, un des membres de la dernière administration, uni à la fortune de sir Robert Peel par les liens d'une étroite et longue amitié, où aboutira cette confusion de tous les partis ? »

Dico te, Æacida, Romanos vincere posse.

Vraiment, si l'on voulait se mêler de prononcer des oracles par le temps qui court, il en faudrait d'aussi équivoques que celui-là. Jamais en Angleterre on n'a vu de crise qui jette tant de doutes sur l'avenir, et déjoue si complètement les combinaisons ordinaires. » C'est qu'en effet l'Angleterre entre dans une ère nouvelle où il n'y a plus de place pour les vieux partis, elle rompt avec toutes ses traditions politiques. On avait l'habitude d'être gouverné par une sorte de faction, whig ou tory, qui arrivait au pouvoir avec armes et bagages pour en combattre une autre; le gouvernement, c'était cette lutte d'un corps contre un corps; l'individu abdiquait et se donnait au corps pour le corps lui-même, pour sa tendance, pour sa couleur générale, pour son drapeau. Il n'y a plus aujourd'hui de ces drapeaux qui recontraient tout : au milieu de cette éducation sociale qui s'accomplit en Angleterre, il se présente une foule de questions neuves sur lesquelles la majorité se fait en vue de chaque question prise à part, et non pas d'après un mot d'ordre universel. Il n'y a que les protectionnistes qui veulent encore marcher à l'ancienne mode; ils en seront quittes pour aller rejoindre les jacobites, les chartistes et les *repealers*, c'est-à-dire les fanatiques de l'impossible, les soldats de l'obéissance passive et de la discipline stérile.

Le ministère de lord John Russell n'est pas plus spécialement un ministère whig que le ministère de sir Robert Peel n'était un ministère tory. On avait inventé le nom de *conservative*; il n'appartient plus à personne. Est-ce donc là un démembrement du système parlementaire, une dissolution de la vie politique ? Non pas certes, car le parlement et le pays n'ont jamais montré plus d'activité pour les grandes affaires; mais ces affaires inattendues, surprenant toutes les intelligences, y provoquent des dissentiments loyaux et avouables que le temps seul et l'esprit de conciliation peuvent suspendre ou terminer. Voilà pourquoi lord John Russell semble aujourd'hui hésiter avant de frayer plus ouvertement sa voie; il ne recule pas, il s'affermir. Il eût pu sans crainte risquer une dissolution; les listes actuelles, préparées sous l'influence de la ligue, étaient nécessairement favorables à la liberté commerciale. Il a évité, autant qu'il était en lui, cette commotion, qui pouvait trop violemment détourner le pays; il est heureux qu'il ait réussi. Le ministère a maintenant le loisir de se consulter et de s'accorder. Lord John Russell l'a déclaré franchement, et c'était encore une nouveauté en même temps qu'une habileté : tous ses collègues ne s'entendent pas sur toutes les questions; mais ce ne sont pas des questions radicales de doctrine qui les divisent, ce sont des questions d'application particulière : Est-il ou non compatible avec la liberté de restreindre le travail dans les manufactures ? Jusqu'où faut-il pousser le principe d'*appropriation* pour améliorer l'Irlande aux frais de l'église qu'elle paie sans l'adopter ? Tous ces points sont graves; mais les circonstances compteront pour beaucoup dans des solutions qui ne sont plus que des

solutions de faits et non point de principes. Voici déjà O'Connell qui consentirait à ce que l'état anglican payât le clergé romain : que ne peut-on pas attendre d'ici à six mois ? Dans un banquet public, lord John Russell a solennellement réclamé la patience comme la meilleure assistance qu'on dût lui prêter. Il n'y a que M. Disraeli qui puisse croire maintenant que la patience sera la ruine du pays. Ce n'est pas le pays qui tombe en ruine, c'est l'édifice romanesque imaginé pour l'avenir par l'auteur de *Coningsby*, c'est la fortune ministérielle qu'il rêvait pour son héros.



ÉTUDES

SUR

LE ROMAN ANGLAIS.

MOUNT-SOREL.

Êtes-vous de ceux qui n'ont jamais vu , sans une émotion passagère , en traversant les riches comtés de l'Angleterre du sud , un manoir baronial , au bord de sa grande pelouse , et derrière ses hautes murailles les feuillages touffus dont les masses mobiles ombragent et cachent à moitié l'antique demeure ? On dirait quelque sombre panache au sommet d'un casque dévoré par la rouille. On dirait aussi , mais de plus loin , un navire colossal , à l'ancre sous de noirs rochers. Les siècles , ces flots invisibles , ont battu en brèche l'imposante carène , et laissé leur empreinte sur ses robustes parois. Un antiquaire y lirait sans peine les annales du pays. Il reconnaît sur ces murs , tant de fois sapés , l'effort des balistes normandes , le pic des monarques jaloux et démolisseurs , les boulets républicains de Cromwell , les noirs vestiges de quelque incendie plus récent allumé par les brandons de 89 ; mais vous , — que je suppose voyageur et poète , — vous évoquez des souvenirs moins précis , et d'autres pensées vous préoccupent à l'aspect de ce majestueux débris.

Que de passions diverses se rattachent à son histoire , depuis que , pour la première fois , un soldat , enrichi par la conquête , hissa sur ces tours grises son pennon ensanglanté , traça de son épée les limites de son vaste domaine , et , si loin que son regard de faucon embrassait l'espace , voulut être le dominateur du

pays ! En face de cet orgueil immense, il y eut les secrètes malédictions des tenanciers frappés de terreur, il y eut la haine atroce qu'inspire toute oppression nouvelle. Durant les longues nuits d'été, quand un pauvre *cattiff*, l'arc ou l'arbalète en main, se hasardait à franchir les fossés du parc aux chevreuils, quels devaient être ses pensers à l'aspect de la forteresse menaçante où, le jour suivant, il serait peut-être conduit pour répondre à un juge inexorable, à un maître sans pitié ! A quelques pas de lui, cependant, un autre homme contemplant le même tableau, mais avec des soucis bien différents. C'était un altier prieur, repassant en sa mémoire les nombreux *items* de la charte domaniale, qu'il transcrivit la veille sur parchemin, et pieusement occupé de ce que deviendrait, dans les mains d'un serviteur de Dieu, cette terre si mal administrée par un grossier baron. A la même heure peut-être, dans son palais de Londres, le monarque anglais, pouvant dire, à un *hide* près, ce que possède chacun de ses nobles, rêvait aux moyens de recouvrer ce riche apanage, concédé sans réflexion, et qui donnait trop de puissance à un feudataire suspect.

Ainsi, dès le début de leur existence, autour de ces murailles insensibles et inébranlables, combien d'âmes se sont émues, combien de cupidités se sont allumées, combien de révoltes ont été méditées, combien de méfiances, combien de terreurs, combien de jalousies, dans des âmes depuis longtemps rendues à leur Créateur, chez des hommes dont la poussière, d'abord abritée sous le marbre, s'est enfin mêlée à cette poussière universelle d'où sortent successivement les générations ! Ceux-là sont morts, d'autres ont à leur tour admiré, redouté, envié, possédé, perdu ce glorieux hochet. Après ceux-ci d'autres, et d'autres encore. Les guerriers ont versé leur sang auprès de ces murs hautains ; les gens de cour ont ourdi mille trames, fait jouer mille ressorts pour obtenir cette proie royale ; les jurisconsultes ont épuisé leur science à renverser les droits qui la protégeaient ; ils ont miné vingt fois sans succès sa troisième enceinte, inattaquable à l'artillerie, enceinte de parchemins, de substitutions, de clauses restrictives, etc. Ainsi, guerre de boulets, guerre de plume, assauts meurtriers, procès sans fin, un perpétuel déchaînement de convoitise, de spoliations, de subtilités haineuses, et, battu sans cesse par cette mer turbulente, l'édifice massif est encore debout. Debout malgré les malédictions des pauvres, debout malgré la proscription des rois, debout malgré le peuple révolté, debout malgré le canon de la république, debout malgré les torches des réformistes ; colères publiques, haines privées, se sont brisées contre cette force inerte qui leur survit et semble les défier encore.

Vous admirez, n'est-il pas vrai ? ce récif granitique ; mais en philosophe, en rêveur, et pour quelques instants, après lesquels, reprenant votre bâton de pèlerin, vous irez interroger d'autres souvenirs. Celui-ci ne tardera pas à s'effacer, car vous êtes, après tout, un enfant de ce siècle pour qui les grandes races éteintes, les vestiges des temps passés, n'ont qu'une valeur poétique, et qui ne peut leur accorder une sympathie durable et sérieuse. Vous êtes Français d'ailleurs ; l'anéantissement de l'aristocratie, qui se décompose chaque jour sous vos yeux, malgré quelques efforts isolés et mesquins, ne vous a laissé aucune de ces illusions sans lesquelles il n'est pas une religion possible, ni celle du passé, ni celle de l'amour, ni même celle de l'or, qui, lui aussi, a besoin de prestiges et de men songères idoles.

Mais supposez un autre pays, un autre temps. En face d'une résidence féodale comme celle dont nous avons évoqué l'image, et l'œil arrêté sur ses tours

élancées, sur sa chapelle gothique, où se pressent les tombes illustres, sur les longues galeries où, dans les noirs lambris de chêne sculpté, la piété des fils a placé tour à tour l'image sévère des ancêtres, supposez un Anglais, c'est-à-dire un homme du Nord, fidèle aux traditions de sa race et conservant cet esprit de vénération, de respectueuse déférence que les bouleversements successifs de la société européenne n'ont pas encore détruit, l'impression produite sera plus intense, l'admiration plus réelle, le souvenir plus durable. Un Anglais de notre temps, fût-il plébéien de naissance et de cœur, celui-là même qui combat avec le plus de vigueur pour la cause du progrès, celui-là qu'on retrouve, soit au parlement, soit sur les *hustings*, armé d'invectives contre les représentants actuels de la féodalité, celui-là, dis-je. — mieux que chez nous un La Trémouille, un Montmorency, — se laissera dompter par la solennelle grandeur d'un pareil tableau. Il retrouvera dans son cœur, où le sang germanique bat encore, quelques-uns de ces instincts qui formèrent la société du moyen âge ; il subira, malgré les révoltes de sa raison, l'influence de ce respect inné qui donnait alors l'autorité au plus brave, au plus fort, à l'homme bardé de fer, au châtelain bardé de pierre.

Encore a-t-il, pour réagir contre cette involontaire émotion, le souvenir de tout ce qui s'est accompli en Europe depuis cinquante ans. Il a vu, — ou, s'il ne l'a pas vue, il la connaît à fond, — la lutte désespérée du génie aristocratique et de l'esprit d'affranchissement. Il peut se rendre compte de l'arrêt providentiel porté contre ces hautes castes, dont l'œuvre est achevée, et dont la civilisation fait lentement justice. La question n'est pas douteuse à ses yeux, et si le grand manoir représente pour lui une force encore vivante, un emblème de résistance encore active, il ne saurait lui accorder ce respect mêlé de crainte qui jadis environnait la forteresse féodale, quand sa chute ne pouvait se prédire à coup sûr, et quand au prestige de sa grandeur passée se joignait celui d'un avenir inconnu.

Il faut donc se reporter à la fin du siècle dernier pour comprendre un récit dont le véritable héros fut une de ces imposantes résidences, un de ces grands domaines qui font encore, en Angleterre, l'orgueil de certains comtés. Ce récit court grand risque de n'inspirer en France, et de notre temps, ni une très-grande confiance, ni une très-grande sympathie. En Angleterre, il a paru vrai ; il a éveillé des souvenirs, il a fait appel à des émotions qui ont encore leur puissance chez nos voisins, et qui chez nous n'existent plus, — s'ils existent encore, — que pour un petit nombre de nobles et délicates imaginations.

Parmi les baronnies dont le *long parlement* ordonna la confiscation et la vente, on trouverait celle de Mount-Sorel, située sur les frontières du pays de Galles. Le château primitif, détruit en 1460, durant les troubles qui agitérent les règnes d'Henri VI et d'Édouard IV, avait été remplacé par une splendide *manor-house*, que sir Ralph de Vere fit élever en 1557, et de laquelle ses descendants furent expulsés, en 1648, par les commissaires des communes.

Cent quarante ans s'étaient écoulés depuis lors. Le magnifique domaine, encore possédé par les héritiers du spéculateur puritain qui l'avait acquis à vil prix, était aux mains d'un jeune dissipateur ivrogne. La malédiction de Dieu semblait peser sur ce séjour, où la débauche grossière et le blasphème avaient élu domicile. Transformé en une sorte de cabaret où tous les chasseurs, tous les jockeys de la province venaient s'enivrer gratuitement, le vieux château, déshonoré par leurs orgies, privé de tous soins, mal défendu contre les ravages du temps, s'en allait chaque jour en débris, jonchant les pelouses voisines de ses créneaux déchaussés

l'un après l'autre, de ses tourelles sculptées où la foudre avait fait brèche, de ses hautes et raides toitures que le vent émiettait çà et là. Le domaine, — deux mille acres de terre, — abandonné à des régisseurs subalternes, dépérissait comme le château. Les bruyères, les herbes parasites envahissaient la lande ouverte entre les bois. Ceux-ci, mal aménagés, s'encombraient d'arbres morts, tandis qu'on promenait la hache, au hasard, dans les jeunes et vigoureux taillis. Bref, l'incurie et la paresse, complices du désordre et du pillage, laissaient partout leurs traces déplorables. Et cependant ce site grandiose n'avait pas perdu toute sa beauté. Insensible aux mépris de l'homme, la nature rendait chaque année aux forêts délaissées leurs frémissantes ombres, au parc ses gazons veloutés, aux vastes étangs leurs eaux limpides; elle faisait aux ruines du château saxon, contemporaines de l'heptarchie, un manteau plus ample chaque année de sombres lierres et de convolvulus, elle tapissait de plus de mousses richement nuancées les piliers croulants de l'antique chapelle.

Pour tant de splendeurs, atténuées par l'effet mélancolique des souvenirs qu'elles réveillaient, pour ce déclin majestueux d'une forte et royale création, le grossier possesseur de Mount-Sorel n'avait pas un regard, pas une pensée. C'était, nous l'avons dit, un de ces coureurs de renard dont la vie se perd en fatigues sans but, en stupides ivresses. Un jour qu'il montait un cheval difficile et qu'il avait, de trop bonne heure, fêté ses vins capiteux, il se brisa la tête au revers d'un fossé qu'il voulut franchir. Le trépas soudain de ce jeune fou laissait Mount-Sorel sans maître, et le vouait au marteau de l'adjudication.

Or, à quelques milles de ce noble domaine, vivait un homme chez qui la mort imprévue du jeune Entwistle allait déchaîner une passion jusque-là prisonnière et muette, une de ces passions qui nous attendent au déclin de l'âge, quand nous échappons à toutes les autres, redoutables parce qu'elles nous trouvent hors de garde, redoutables par l'attachement immodéré que nous portons à ces derniers nés de nos désirs, redoutables surtout par la nécessité de concentrer au dedans de nous ces faiblesses de l'âme, dont nous n'osons ni mesurer ni avouer la secrète puissance.

Jusque-là, ce dernier rejeton des De Vere avait peu vécu par le cœur. C'était une âme altière et réservée, une de ces natures à qui l'abandon n'est pas possible, qui le redoutent chez autrui, et se privent sans peine de ces épanchements par lesquels l'homme vulgaire associe les autres à ses douleurs ou à ses joies. De Vere, lui, ne réclamait ni compassion pour ses souffrances, ni joyeuse sympathie pour ses plaisirs. A vrai dire, il n'avait jamais beaucoup souffert, et jamais il n'avait éprouvé de vive satisfaction. Né sous le coup d'une déchéance déjà lointaine, il supportait avec résignation l'abaissement de sa race; mais l'orgueil patricien vivait encore en lui, et lorsque, déjà père d'une fille, il dut renoncer à voir son nom se perpétuer au delà de lui, faute d'un héritier que le ciel lui refusait obstinément, il eut quelque peine à subir sans murmure cet arrêt de la Providence.

Pourtant il ne lui échappa aucune plainte. A quoi la plainte sert-elle? Il ne réclama aucune consolation. Qui donc l'eût consolé? Depuis longtemps la compagne qu'il s'était donnée, — douce et bonne créature dont il découragea tout d'abord la tendresse importune, — avait accepté près de lui le rôle discret et silencieux auquel il la destinait évidemment. Depuis longtemps elle n'empiétait plus sur les heures qu'il passait loin d'elle, et n'osait plus franchir la mystérieuse

barrière qui défendait l'accès de son cabinet. Clarisse elle-même, l'unique enfant, devenue avec le temps une de ces belles jeunes filles dont l'aristocratie anglaise revendique, à titre de privilège exclusif, la blancheur éclatante et la majesté virginale, n'avait pu triompher de la froideur paternelle. De Vere, juste envers tous, ne lui demandait pas compte des espérances qu'elle avait déçues en naissant ; mais, pas plus qu'à toute autre créature humaine, il ne lui accordait le droit de pénétrer les secrets de sa pensée. Type complet de cet esprit exclusif qui se résume par le proverbe si connu : *My home is my castle*, et fait du moindre cottage une forteresse fermée à toute invasion, De Vere n'admettait personne dans son *home* intérieur, dans le château-fort de sa conscience. Entre deux êtres aimants et dévoués il vivait silencieux et seul.

Certes, si quelque événement, en ce bas monde, avait pu arracher un cri de surprise et de plaisir à ce froid et hautain gentleman, c'eût été la nouvelle que Mount-Sorel allait être à vendre, Mount-Sorel, le domaine de sa famille, Mount-Sorel dont ses ancêtres portaient le nom, Mount-Sorel dont il conservait pieusement la description officielle dressée par ordre « des lords commissaires du parlement et du peuple d'Angleterre. » L'émotion fut extrême, n'en doutez point ; mais rien, pourtant, ne la trahit au dehors. Du même pas qu'à l'ordinaire, l'impassible chef de famille traversa les galeries qui conduisaient à son cabinet. Une armoire de fer était scellée dans l'épaisseur du mur ; il l'ouvrit sans se presser. C'était là qu'il conservait les archives de famille. Là, dans une toile jaunie sur laquelle des taches de sang marquaient encore, reposait une mèche de cheveux gris enlevée à une tête que les balles covenantaires n'avaient pas épargnée, celle de Ralph De Vere, « assassiné en 1647 par les rebelles, » disait l'enveloppe de cette relique. Là se trouvait aussi le plan du domaine confisqué à la même époque. On y voyait, figurés grossièrement, ses bois séculaires, son parc immense bordé par les sinuosités d'un fleuve, ses chaînes de rochers où certaines marques particulières indiquaient la présence de gisements minéralogiques encore inexploités, son chapelet d'étangs poissonneux, ses pâturages qui envahissaient l'horizon tout entier, et enfin, au centre de cette magnifique possession, les deux châteaux, reliés l'un à l'autre par de longues avenues, des jardins, des dépendances sans nombre.

Depuis bien des années, personne, parmi les De Vere, n'avait déroulé ce tableau splendide et navrant. Le représentant actuel de la famille savait, par tradition, que Mount-Sorel avait été l'apanage de ses aïeux ; mais une répulsion invincible ne lui permettait pas de chercher à voir ce monument de grandeur éclipsée, d'opulence à jamais perdue. C'était à contre-cœur que, dans ses courses à travers le comté, il n'avait pu s'empêcher de jeter un coup d'œil sur les collines chargées de bois, et sur les hautes tourelles qui, dépassant la cime des arbres, indiquaient l'existence du vieux château féodal. Et alors il se hâtait de détourner la tête pour que rien sur sa figure ne pût trahir le plus insignifiant regret, le retour le plus indirect vers les temps qui n'étaient plus.

Maintenant l'heure était venue, qu'il n'avait jamais espérée, où il allait être possible de rentrer dans cette terre consacrée par tant de glorieux souvenirs. Fallût-il, pour un si noble but, sacrifier l'aisance et le repos de ses vieux jours, De Vere n'aurait pas hésité. Mount-Sorel à vendre ne devait, ne pouvait être qu'à lui. Pour lui seul, Mount-Sorel avait la valeur d'un royaume. Désormais, à ce nom vénéré, devait battre le cœur du dernier des De Vere ; dans ce cœur si froid, si

fermé, une ardeur inconnue venait de naître, et cherchait une issue. C'était la fureur, le délire d'un premier amour ; c'était cette flamme étrange, c'étaient ces transports intérieurs, ces tressaillements involontaires de l'orgueil et de l'ambition, lorsque, opprimées longtemps et contraintes au repos, ces passions impérieuses espèrent enfin libre carrière.

Et même ce jour-là, cependant, rien ne parut au dehors de ces émotions violemment refoulées. Le soir seulement, par un beau coucher de soleil, De Vere prit la main de sa fille, alors âgée de treize ans, et l'emmena sur une terrasse d'où l'on apercevait de loin les bois de Mount-Sorel, fermés à l'horizon par une longue ligne de roches grises. L'enfant, peu habituée à un pareil témoignage d'affection, marchait droite et fière, et lui la regardait avec un sentiment involontaire de respectueuse tendresse, songeant qu'il avait sous les yeux l'héritière à venir du domaine reconquis.

La nuit venue, ils rentrèrent sans avoir échangé une parole. Tout entier à sa nouvelle espérance, De Vere ne songeait plus qu'au moyen de la réaliser, et, perdu dans ses calculs, il avait fini par oublier que Clarisse était près de lui.

L'acquisition de Mount-Sorel n'eût pas été difficile à un autre homme que De Vere, placé dans les mêmes conditions de fortune ; mais cet orgueil qui la lui rendait si désirable opposait en même temps mille obstacles à son inébranlable volonté. Il en eût coûté à De Vere s'il eût fallu aliéner le domaine patrimonial, faire tomber sous la hache les forêts qui portaient son nom, ou même permettre à des mains étrangères de profaner le trésor de famille ; l'argenterie massive, les bijoux que six générations de douairières avaient accumulés dans les riches cabinets d'écaille et d'ivoire incrustés ne pouvaient pas être mis au pillage. Mount-Sorel devait être acheté, mais non pas au prix de la moindre dérogeance, de la plus légère humiliation.

Le fier praticien se souvint alors que, parmi les biens qui formaient la dot de mistress De Vere, il en était un libre de toute charge, et qu'elle avait voulu conserver intact par respect pour la mémoire d'un père chéri. Ash-Grove, où elle avait grandi, qui s'était embelli sous ses yeux ; Ash-Grove, où elle se retrouvait chaque année, et dont les riants vallons, peuplés de ses plus lointains souvenirs, lui rendaient le prestige de sa jeunesse évanouie, était pour elle une terre sacrée. Mais l'orgueil est impitoyable dans ses calculs, et l'orgueil prescrivait la vente d'Ash-Grove. Elle fut aussitôt décrétée, quitte à obtenir plus tard le consentement de mistress De Vere.

Ce point réglé, désormais certain de pouvoir acheter Mount-Sorel, et le regardant dès lors comme son bien, De Vere attendit patiemment l'époque de la vente. Deux longues années devaient s'écouler avant que les formalités judiciaires, l'impatience des créanciers et le mauvais vouloir des hommes de loi eussent abouti à ce résultat. Durant ces deux années, le futur propriétaire ne perdit pas un moment de vue le but de sa secrète ambition. Jamais un seul mot ne décelait ses espérances, soigneusement déguisées ; jamais le nom de Mount-Sorel n'était prononcé par lui, mais jamais non plus ce nom ne quitta sa pensée, et il ne s'écoulait guère de jour où cet homme grave, ce philosophe austère, ne cédât au charme invincible qui l'attirait vers le but de ses rêves.

C'était avec la joie dissimulée de l'amoureux en bonne fortune qu'il se glissait, par des sentiers solitaires, perdus sous l'ombre des bois, jusqu'au sommet des roches ardues qui dominaient les murs de l'ancien château. De là, pour la pre-

mière fois de sa vie, il avait contemplé le berceau de sa noble race, les remparts démantelés, les tours tapissées de lierre et couronnées de folle-avoine, les arceaux brisés, les buissons sauvages où le vent se jouait avec d'étranges murmures, et ça et là, — mutilés par la main des hommes ou par celle de Dieu, — les écussons sculptés ou se lisait encore, sous mille blessures, le blason sans tache des De Vere.

A cet aspect, leur dernier descendant avait cru, pour un moment, se voir entouré de leurs ombres imposantes. Elles lui montraient, indignées, cette terre conquise et gardée au prix de leur sang, cette terre usurpée par la révolte, vendue à un obscur trafiquant, déshonorée par les vices grossiers de ces nouveaux venus, de ces *up-starts*, et qu'il fallait, à tout prix, replacer en des mains nobles et pures.

Incapable de résister à leur appel, De Vere s'était élancé vers la chapelle qui abritait leurs tombes, et dont la nef se soutenait presque entière sur ses piliers ébranlés. Guerriers, prélats, abbesses, leurs images gravées dans le marbre tapisaient le sol. Près du mur qui dessinait encore l'enceinte du chœur, l'effigie d'un paladin gisait sur un sarcophage aux bas-reliefs effacés. Ses bras en croix sur sa poitrine rappelaient ses exploits en Terre-Sainte. De l'autre côté de l'autel, agenouillé dans ses robes flottantes, un prêtre, un cardinal de l'église romaine, tendait au ciel ses mains de pierre; de ceux-ci, comme de tous les autres, De Vere connaissait le nom et avait appris les exploits, les grandes actions, les vertus chrétiennes. Jugez de son émotion, lorsqu'à l'improviste il se trouva transporté, pour ainsi dire, au milieu d'eux, lorsque les traditions les plus précieuses à sa mémoire prirent tout à coup une forme sensible, une réalité saisissante. A qui ne l'a jamais ressentie, cette exaltation de l'homme par le souvenir des aïeux peut sembler chimérique et vaine; pour qui l'a connue, c'est une des plus vraies, une des plus intimes jouissances que l'esprit rencontre dans les régions élevées où l'attirent ses instincts d'élite.

Ne vous étonnez donc pas que, ramené là par l'ineffaçable attrait de cette première visite, De Vere dirigeât sans cesse vers Mount-Sorel ses promenades solitaires. Le passé si glorieux, l'avenir si certain, lui faisaient éprouver, au milieu de ce domaine désert, un mélange ineffable et confus de joies enivrantes. Il aimait à s'y trouver seul, durant des heures entières, maître, par la pensée, de tout ce qui l'entourait. Il était là comme le voyageur qui revoit sa patrie, comme le soldat longtemps prisonnier, et qui reprend sa place sous le drapeau. L'idée d'un grand devoir rempli, d'une grande justice providentielle, rehaussait à ses yeux l'acte par lequel il allait rentrer dans le domaine enlevé à sa famille. Ajoutez à ces hautes visées tout un ordre inférieur de préoccupations mieux connues du vulgaire : celles du propriétaire soigneux qui prémédite les améliorations indispensables, calcule les voies et moyens, distribue les coupes de bois, met en valeur les terrains négligés, exploite les cours d'eau, les couches minérales, restitue à peu de frais une fabrique pittoresque, ouvre une percée lumineuse dans l'épais rideau qui masque de lointaines perspectives. Chaque jour, projets nouveaux, plans et devis improvisés; chaque jour, dans leurs plus menus détails, des combinaisons de toute espèce; ici une futaie à éclaircir, là-bas une mare à dessécher, un sentier à détourner, un champ à mettre en jachère. Encore étaient-ce là les soucis de premier ordre, les desseins les plus essentiels, et la tendresse du futur possesseur de Mount-Sorel pour son beau domaine abandonné descendait à des soins plus humbles. Il ne dédaignait pas, au besoin, — anticipant sur les jouissances qui lui étaient promises, — d'ébrancher au couteau les jets trop vigoureux de quelque

arbuste nuisible, ou de remettre en son lieu, sans craindre d'y souiller ses mains aristocratiques, quelque ornement détaché des ogives, quelque fine sculpture descellée à la longue par les eaux du ciel et les aquilons de l'hiver.

Deux ans se passèrent ainsi, deux ans de silencieuse contemplation, pendant lesquels mille rapports charmants et mystérieux s'établissaient entre cet homme si froid, si concentré en lui-même, et la terre dont il se promettait la possession chaque jour plus prochaine. Il l'avait étudiée sous tous les aspects, par les belles matinées de printemps, étincelante sous les feux de l'aurore, et par les soirs brumeux de l'automne, voilée, mélancolique, noyée de pleurs; il savait par cœur le chant des girouettes rouillées qui grinçaient sur le toit ébréché du manoir; il nommait sans hésiter, d'après les anciennes chartes, les étangs, les bosquets, les donjons. Ici le bois des Druides, là-bas la Fosse-au-Moine, près des taillis de Bevis. Il avait rapporté, fidèlement calquées, les inscriptions placées sur chaque tombe, et prenait un plaisir d'enfant à les déchiffrer une à une pour les transcrire dans le livre où il avait ses annales de famille, notant à la marge, d'un crayon soigneux, la place de chaque pierre, la date inscrite sur l'écusson de bronze, les textes archéologiques dont il s'était aidé pour retrouver le sens de ces hiéroglyphes effacés.

Il était heureux, c'est tout dire. Son cœur avait longtemps recélé une source d'amertume, épanchée sans bruit sur une blessure béante; maintenant, comme si le bâton du prophète l'eût miraculeusement touché, cette onde amère s'était soudain adoucie et tombait, baume salubre, sur la cicatrice à peine sensible. Toujours froid, toujours muet, et séparé de la communion de famille par ce secret qui n'avait pas encore franchi ses lèvres, on sentait pourtant émaner de lui une sérénité nouvelle, une douceur inaccoutumée. Sa voix était moins âpre, ses ordres moins brefs; ses gestes amollis, même quelquefois caressants, indiquaient le calme, la satisfaction intérieure. Sans se rendre compte de cette influence bénigne, les êtres placés autour de lui, et dont le bonheur tenait au sien, participaient à cette vie meilleure, à cette consolante espérance, à ce tiède printemps plus doux après un si long hiver.

Patient par nature et temporisateur par système, — il n'est jamais séant de se hâter, — De Vere n'avait pas manqué néanmoins de préparer l'acquisition en projet. Son homme d'affaires à Londres était au courant de ses intentions relativement à Mount-Sorel, et ce *solicitor*, renommé pour son exactitude, sa prudence, l'habileté avec laquelle il savait mettre les meilleures chances du côté de ses clients, s'était chargé de guetter, sans mot dire, les démarches des gens de loi chargés de la vente, et des concurrents qui se présenteraient. Ses renseignements auxquels toute confiance pouvait être accordée, garantissaient les auspices les plus favorables. L'étendue de la terre de Mount-Sorel, son éloignement de toutes les grandes villes, la tendance industrielle des capitaux, le désordre où elle avait été laissée, tout, jusqu'au nom flétri de ses derniers propriétaires, contribuait à écarter les acquéreurs, surtout à diminuer la valeur vénale de ce magnifique domaine. Par avance, en homme rompu à ce genre d'affaires, M. Lawson s'était fait fort, si on lui laissait carte blanche, de conclure à un prix très-au-dessous de l'estimation faite par De Vere, et qui se ressentait naturellement de ses vues enthousiastes. Bref, aucun souci sérieux, aucune inquiétude fondée ne troublait dans sa discrète béatitude le solitaire promeneur de Mount-Sorel.

Le moment vint où la vente fut annoncée. Il fallait se mettre en mesure de se

présenter au champ clos des enchères, et, nous l'avons dit, le concours de mistress De Vere était indispensable à son mari. Ce fut une scène bien simple en apparence, mais pleine de poignantes émotions, que celle où, malgré sa déférence habituelle, mistress De Vere hésita un moment à consommer le sacrifice exigé d'elle. Vainement elle essaya de sauver Ash-Grove. Maître impérieux et absolu, De Vere n'était pas homme à reculer devant quelques objections timides, devant quelques plaintes échappées à une âme délicate que froissait profondément l'injustice conjugale. Les humbles représentations de mistress De Vere, dédaigneusement écoutées, combattues avec une irritation toujours croissante, n'eurent aucun effet sur l'ambitieux qu'elles contrariaient sans le convaincre. Elles ôtèrent, en revanche, au consentement qu'il était certain d'arracher à sa femme, cette bonne grâce, cet élan feint ou simulé, qui double le prix du dévouement.

Du reste, à cette mésintelligence d'un moment succédèrent quelques beaux jours, les premiers où De Vere, confiant par nécessité, eût associé sa famille à ses désirs plus vifs d'heure en heure. Il était de ces hommes que le malheur replie en eux-mêmes, et dont la prospérité seule développe les qualités aimables, les affectueux penchans. Près de remonter avec tous les siens au rang dont il croyait être déchu, — touchant de la main ce but vers lequel depuis deux ans il n'avait cessé de tendre, — un bonheur grave, et dont il contenait avec soin les manifestations, éclairait dans ses regards, illuminait de quelques sourires son front ridé bien avant l'âge, et, sans qu'il en parlât jamais, rayonnait vivement au dehors. Ash-Grove était vendu; M. Lawson, pourvu de pleins pouvoirs, avait pris jour avec ses confrères chargés des intérêts de la succession Entwistle, et auxquels jusqu'alors aucune proposition sérieuse n'était parvenue. Tout annonçait une conclusion heureuse à cette négociation si prudemment ajournée, et préparée avec tant de soins.

Si nous avons pu, — tel était notre but, — vous inspirer quelque intérêt pour cette passion bizarre, pour cette faiblesse tout individuelle à qui doit faire défaut la sympathie banale des lecteurs de romans; si vous la jugez digne d'être étudiée comme une maladie morale dont le germe ne se perdra jamais, quelque rare, quelque inexplicable qu'elle soit pour bien des êtres humains; si, par cela même qu'elle est exceptionnelle et soulève l'examen du philosophe, elle ne vous a pas découragé, les simples événements qui précèdent, — insignifiants et sans lien dramatique, — vous ont préparé à comprendre la scène suivante.

Le jour était venu où devait parvenir à M. De Vere le bulletin définitif de la campagne entamée par son agent. Déjà la veille, lorsqu'il put croire que la conférence était entamée, on l'avait vu plusieurs fois, cédant à un mouvement irréfléchi, tirer sa montre et regarder l'heure. Ce matin-là, Clarisse et sa mère, avec sa gouvernante, étaient réunies dans la salle à manger, lorsque le sac aux lettres, fermé à clef selon l'usage, fut apporté par un domestique. M. De Vere essaya de l'ouvrir; mais sa main tremblait évidemment, malgré tous ses efforts pour paraître calme.

— Voyons, père, dit Clarisse allant à lui le sourire aux lèvres. Il devint excessivement pâle, et lui tendit le sac qu'elle ouvrit sans peine. Il renfermait une lettre timbrée de Londres, la lettre de Lawson, la lettre attendue.

De Vere la prit, se rapprocha de la fenêtre, l'ouvrit avec lenteur, et commença sa lecture qu'il continua posément jusqu'au bout. Pas un muscle de sa figure n'avait bougé. Quand il eut fini, il replia le papier, et dit très-bas ces simples paroles : — Lawson est arrivé trop tard; nous n'aurons pas le domaine.

— O mon père ! s'écria sa fille en se jetant à son cou.

Mais il demeura silencieux. On voyait qu'il avait besoin de concentrer toute son énergie pour supporter doucement, et avec les apparences du calme, ce désappointement plus amer qu'il n'aurait pu le dire. Il y réussit à peu près.

Mistriss De Vere s'était levée à son tour, et s'avança timidement vers son époux, qu'elle craignait de blesser par des consolations inopportunes. Il ne lui laissa point prendre la parole ; mais, serrant la main qu'elle lui offrait : « Sophie, lui dit-il, je n'oublierai jamais votre condescendance à mes désirs. » Puis il sortit sans rien ajouter. Les larmes contenues par sa présence coulèrent alors librement.

Il n'était que trop vrai. Jusqu'à ces derniers jours, aucun acquéreur ne s'était présenté pour Mount-Sorel, et les gens d'affaires chargés de la vente s'étaient engagés à prévenir Lawson de toute concurrence menaçante pour son client ; mais, vingt-quatre heures avant qu'ils se réunissent pour conclure et signer avec lui, un étranger s'était présenté chez eux, offrant un prix bien supérieur à celui qu'ils espéraient obtenir. Seulement cet homme, d'une humeur en apparence très-bizarre, ne voulait pas admettre le moindre délai ; il fallait, séance tenante, accepter ou refuser son marché. Dans de pareilles circonstances, les vendeurs n'avaient point osé prendre sur eux de sacrifier une occasion si favorable et si imprévue. On vient de voir les conséquences de leur détermination.

En sortant de la salle à manger, De Vere s'était retiré dans son cabinet. Les trois femmes, attentives, épiaient tous les bruits qui pouvaient leur révéler ce qui se passait dans ce mystérieux réduit ; pas un son n'arrivait à leurs oreilles. Après une heure d'attente, Clarisse n'y tint plus, et, craignant que les forces physiques de son père n'eussent failli à son intrépidité morale, elle osa pour la première fois pénétrer, sans être appelée, dans le sanctuaire paternel.

De Vere était debout, en face d'une armoire de fer où il remplaçait des papiers, des plans, des parchemins jaunis par le temps. Un soin minutieux présidait à leur arrangement dans des cases et des tiroirs séparés. Cette besogne achevée, il poussa les battants qui se rejoignirent avec un bruit métallique, tourna péniblement dans la serrure une clef rouillée, ôta cette clef, et se retourna seulement alors pour regarder du côté de la porte entre-bâillée.

Même à ce moment suprême où il enfouissait pour jamais les tristes débris de son ambition trompée, ces reliques du passé auxquelles ajoutait tant de prix, depuis deux ans, un avenir désormais fermé ; même en ce moment, le fier gentleman était impassible, loin de tout regard, seul avec lui-même, mais soigneux encore de sa dignité.

Sa fille avait fait quelques pas vers lui ; elle tenait ses doux regards attachés sur ce front où elle cherchait en vain les indices d'une émotion quelconque.

— Merci, Clarisse, merci, lui dit-il en dégageant son bras, sur lequel, sans y songer, elle avait posé la main. Je suis occupé ; j'ai besoin d'être seul. Retournez près de votre mère... ne revenez plus surtout. Je suis occupé, très-occupé.

Entre lui et les siens, le mur de glace s'était tout à coup relevé. Il n'était pas de ceux qui acceptent la compassion, même d'une épouse aimée ou de leur unique enfant. Froid, hautain, stoïque, la sympathie, qui vient en aide au faible, lui semblait presque une injure.

Peu d'instants après avoir quitté son père, Clarisse le vit sortir comme à son ordinaire par le fond du parc, et s'enfoncer — une dernière fois — dans les bois de Mount-Sorel.

Laissons les années s'écouler; laissons le temps, qui atténue nos douleurs comme il efface nos joies, émuquer le premier aiguillon de cette souffrance aristocratique à laquelle nous avons voulu initier le lecteur, et, pour expliquer la suite de ce drame dont il ne connaît encore que le prologue, apprenons-lui à connaître le nouveau propriétaire de Mount-Sorel.

Il se nommait Higgins; c'était le type du plébéien anglais, puissant par la fortune à la fin du XVIII^e siècle. Que ses richesses eussent été conquises dans l'Inde ou sur le continent, que son père les eût gagnées en portant des nègres aux planteurs de la Jamaïque, ou son grand-père en spéculant sur les actions de la mer du Sud, elles existaient, et personne ne demandait compte de leur origine; mais, dans un pays comme l'Angleterre, la richesse plébéienne a ses compensations : devant cette puissance brutale de la fortune, s'il est des barreaux qui tombent, il était en 88, il est encore des abîmes infranchissables. Et, par une logique toute simple, par un enchaînement fatal au principe oligarchique, les millionnaires sans aïeux, quand ils n'ont pas le génie qui dompte la résistance orgueilleuse des castes privilégiées, sont dédaigneusement repoussés dans les rangs du peuple.

Ceci était arrivé pour Higgins. Homme de sens droit, de lumières communes, de volonté forte, — aussi fier, aussi indomptable d'ailleurs que si le sang de Harold eût coulé dans ses veines, — il avait pris vaillamment son parti de lutter contre une caste dont les dédains l'avaient blessé. Par nature, cependant, personne n'était moins niveleur, moins égalitaire. Il aimait l'ordre rigoureux, l'obéissance passive; maître juste, mais sévère, froidement absolu, à qui rien n'échappait, et qui pardonnait rarement la moindre transgression de ses ordres. Au reste, et une fois son parti pris, conséquent à lui-même, il avait l'uniforme débraillé de Fox, les propos aventureux de Wilkes, la terrible logique de Payne et de Priestley. Sans cesse sur la route de Londres à Paris, il allait chercher dans les clubs, à la constituante, chez Mirabeau, chez Lafayette, le mot d'ordre de l'idée nouvelle, la consigne changeante de la révolution, chaque jour plus forte et plus avide. Puis, dès qu'il pouvait se soustraire à cette dévorante activité, il courait à Mount-Sorel, où disparaissaient comme par miracle, sous ses yeux vigilants, sous ses mains infatigables, toutes les traces du long désordre auquel le noble domaine avait été livré par ses derniers possesseurs. Homme nouveau, il ne tenait compte d'aucune idée vieille. Cependant il s'abstint de porter une main sacrilège sur les beautés architecturales du vieux château. Tout jacobin qu'il était, on ne le vit pas méconnaître l'élégance des croisées à colonnettes ou des chapiteaux romans, mutiler les armoiries ciselées dans la pierre, ou *septembriser* les ruines de l'antique chapelle. Tout au contraire, cet homme bizarre voulut tout conserver de ce qui avait une valeur historique ou pittoresque, et, loin de témoigner une haine stupide à ces vestiges d'un temps qu'il abhorrait, on eût dit, à le voir étayer les pilastres fendus, restituer les écussons brisés, replacer dans leurs lambris les portraits de famille, préalablement restaurés et revernés, que cet homme rêvait, pour un avenir plus ou moins éloigné, le retour des De Vere dans leur ancien manoir.

Le bruit public portait ces nouvelles au dernier descendant de l'illustre famille, et troublait le repos de son âme stoïque. Chose étrange, il ne trouvait aucune consolation à ces détails, et ressentait comme une sorte d'insulte les soins qu'un étranger, un parvenu, un partisan abhorré de la révolution française, osait prendre de ces nobles reliques, profanées par ce culte indigne. De fait, n'était-ce point

là une raillerie injurieuse? et relever l'autel, quand on ne croit pas au dieu, n'est-ce pas dire qu'on peut impunément se jouer d'une foi désormais sans péris? L'église de Ferney, par exemple, n'est-elle pas un audacieux blasphème?

Mais peu importait à Higgins la bienveillance ou le mauvais vouloir des gentils-hommes ses voisins. Il savait en bloc que leur paresse raillait son activité, qu'une secrète jalousie envenimait de toutes parts les jugements portés sur lui; mais il n'en allait pas à son but d'un pas moins ferme, toujours entouré d'une troupe de jeunes enthousiastes, comme lui dévoués à la grande cause de la liberté humaine.

L'un d'eux était son fils Reginald, hier encore sur les bancs de l'école, et qui venait de parcourir l'Europe, où, de tous côtés, il avait vu fermenter l'esprit révolutionnaire. Impétueux, hardi, brillant d'esprit, admirablement beau, Reginald était adoré de son père, qui aimait à le mettre à l'épreuve en le raillant à outrance : heureux de le voir résigné à ces paternelles attaques, heureux encore lorsque le jeune homme, tout en riant, se permettait d'y répondre par quelque épigramme inattendue. A côté de lui, plus modeste, plus timide, — âme délicate sous une enveloppe massive et sans grâce, — son ami d'enfance, Edmond Lovel. Ce dernier était aussi l'ami des De Vere, le compagnon de jeux de Clarisse, le seul étranger sur terre à qui, dans l'espèce de captivité où elle s'étiolait, la jeune fille eût pu jusqu'alors accorder une affection quelconque. Elle l'aimait en effet. Il avait sa place dans les pensées de cet être angélique. Absent, elle commençait à le trouver de moins. Elle souriait à l'idée de son retour. Il était mêlé à ses meilleurs souvenirs : il avait eu sa part de tous les chagrins de famille. C'était par sa faute, — Clarisse le savait et n'avait pas voulu que ceci fût révélé à son père, — que Higgins, accidentellement conduit dans les bois de Mount-Sorel, s'était pris d'un amour subit pour cette féodale résidence. Ils avaient donc, Edmond et Clarisse, un secret bien à eux, et n'était-il pas permis de se demander pourquoi ils l'avaient, pourquoi la jeune fille n'avait pas voulu qu'Edmond, innocent d'intention, s'exposât au ressentiment plus ou moins équitable de M. De Vere? Hélas! elle l'ignorait peut-être elle-même; mais cette répugnance d'instinct, et l'attachement dont elle était le symptôme naïf, Edmond ne pouvait-il donc y chercher un vague motif d'espérer?

Ce crime, — cette faute si excusable, — il devait l'expier cruellement, et cela dès le premier jour où Reginald rencontra Clarisse. Figurez-vous cette première entrevue, comme elle eut lieu, au sortir d'une église de campagne, par une matinée d'automne un peu froide. Reginald y avait conduit Edmond, sans lui dire où ils allaient, mais en réalité pour y voir cette jeune fille dont la beauté faisait tant de bruit. En arrivant aux portes de la chapelle, Clarisse et son père ont reconnu leur jeune ami, qu'ils croyaient absent; ils lui ont souri en le saluant. Le service fini, nul moyen de quitter la place sans leur avoir parlé. Reginald, ravi de cette circonstance inattendue, n'a garde de quitter Edmond. Il faut donc qu'Edmond le présente, et comment? Par bonheur, Reginald, fils de Higgins, ne porte pas ce nom mal sonnant aux oreilles de De Vere; par là, du moins, Edmond échappe à la nécessité d'avouer *ex abrupto* ses rapports intimes avec le propriétaire de Mount-Sorel; mais le malheureux n'échappe à un piège que pour tomber dans un autre. Reginald Higgins n'eût certes pas été accueilli comme l'est Reginald Vernon, que De Vere se hâte d'inviter, et sur qui Clarisse jette, à la dérobée, un curieux et bienveillant regard. Est-il besoin d'en dire davantage? Ne devinez-vous pas le drame qui se noue?

Laissons là ce qu'il a de vulgaire, — c'est-à-dire les faits, — pour ne nous occuper que du détail intime par où certes il se relève. Reginald aime Clarisse et lui plaît, cela va sans le dire. Mais croyez-vous Reginald capable d'aller sans scrupules sur les brisées d'un ami comme Edmond Lovel? Non certes. Le généreux jeune homme n'a pas plutôt pressenti une pareille rivalité, que, maître encore de son amour, il propose à Edmond de le lui sacrifier. Un mot, et il s'éloigne, renonçant pour jamais à miss De Vere. Ce mot, pourtant, n'est-il pas déjà trop tard pour qu'Edmond ose le dire?

Cependant qu'on n'attende pas de lui, — et c'est ici qu'est l'intérêt de cette nouvelle lutte, — qu'on n'attende pas un héroïsme complet, un sacrifice immédiat de toutes ses espérances, un holocauste froidement accompli de ses chimères aimées. Appelé à boire l'amer calice, il se débat, il résiste, il l'éloigne de lui. Sa sombre tristesse fait place à des résolutions désespérées. Il ne veut pas céder, il ne veut pas que sa bien-aimée soit à un autre. Plaidant sa propre cause avec l'énergie de la passion révoltée : — Pourquoi, s'écriait-il, pourquoi donc Reginald aurait-il tout ce que m'a refusé le ciel, et pourquoi, de plus, m'enlèverait-il ce dernier trésor? A lui, sans Clarisse, la vie garde mille félicités. Il est beau, spirituel, adroit, séduisant. L'amour vient au-devant de lui, moisson toujours nouvelle et toujours dorée. Pour moi, si je perds une fois cette douteuse amitié, dont l'avenir fera peut-être un sentiment plus vif, rien ensuite, et plus rien encore. T'ai-je donc cultivée dès le premier matin, t'ai-je aidée à t'épanouir lentement, ô ma rose pâle! ô mon lis sans parfums! pour te voir ainsi disparaître dans un rayon de soleil, le seul qui ait encore traversé l'ombre où tu vis, où j'aurais vécu si heureux près de toi? Est-ce un légitime droit, est-ce une justice réelle qui t'enlèverait à ma tendresse éprouvée? Dois-je aller au-devant de ce supplice? dois-je véritablement courber la tête sous cette inexorable nécessité? — Ainsi s'exalte l'âme d'Edmond, et, durant les nuits fiévreuses, il se débat, comme Jacob, contre un messager du ciel, contre cet invisible luteur qu'on appelle la conscience. Vainement cherche-t-il à se tromper sur ce qu'elle ordonne, vainement insulte-t-il aux résolutions magnanimes qu'elle lui suggère. Toujours debout, l'athlète immobile n'est pas même ébranlé par ses étreintes convulsives. Il fait entendre les mêmes paroles, il indique du doigt la même route : — après discours, voie dure et odieuse.

Il y a ici, dans le récit que nous nous efforçons d'analyser, une nuance qui ne doit pas se perdre, sous peine de fausser en partie la donnée du livre. Edmond Lovel, qui seul peut raconter ses tortures, nous dira lui-même comment les dogmes politiques dont il était l'adepte reflétaient sur ses souffrances d'amour :

« Mes idées sur le devoir, dit-il, étaient singulièrement modifiées par les nouvelles doctrines dont je subissais l'influence. Il est beau, sans doute, de résister à l'oppression. Est-il aussi bon de réclamer sans cesse en faveur de ces droits de l'homme, que chacun entend à sa manière? Ce qu'on désigne ainsi, ne seraient-ce pas, et bien souvent, d'arbitraires exigences? Les prétentions de l'égoïsme ne se cachent-elles pas aisément sous ce beau nom de droits humains? Si tout homme a le droit d'être heureux, n'ai-je pas celui d'assurer mon bonheur? Et pourtant la loi du Christ est tout autre : « Songe aux autres avant de songer à toi. » Mais la philanthropie du XVIII^e siècle n'allait pas si loin ; elle me mettait de niveau avec mon rival, et ne m'imposait pas de préférer son bonheur au mien. Je me révoltais à cette idée d'une injustice envers moi-même, comme j'eusse fait à l'idée d'une injustice envers tout autre.

» Pour prendre en considération *leur* bonheur à tous deux , pour faire entrer en balance avec la mienne la félicité de l'être que j'adorais , j'étais alors trop égoïste. Et n'allez pas, néanmoins, me prendre en mépris. Je n'étais pas égoïste par nature; mais je l'aimais tant! Me séparer d'elle pour jamais me semblait un effort impossible! »

Là ne se bornaient pas les tourments de cette nature si malheureuse. Edmond Lovel, ce cœur noble et débile tout à la fois, s'indignait aussi de sa faiblesse, de ses irrésolutions, de n'être ni puissant contre son amour ni décidé à le faire prévaloir. Un sacrifice généreux trouve en lui-même de bienfaisantes consolations; une résolution ferme et franche débarrasse, au moins pour un temps, des remords qui importunent et paralysent. Mais ne se sentir ni complètement bon, ni complètement mauvais! se trouver lâche pour souffrir, lâche pour infliger la souffrance! hésiter au point de n'avoir plus d'estime pour soi-même, au point de ne savoir ce qu'on est, et de se croire inhabile au vice comme à la vertu, au calcul égoïste comme au dévouement sublime; joindre à ce malheur la conscience que l'on est envieux, misérablement tenté de médire et de mal faire, que l'on n'est pas aimé, que l'on n'a plus le droit de l'être, qu'on est faible, petit, sans énergie, sans volonté, n'est-ce pas là un supplice et une torture, torture que bien des hommes ont dû connaître?

Donc, quand Reginald Vernon dit à son ami Lovel : — Partirai-je? puis-je rester? il est temps encore aujourd'hui; demain, peut-être, il serait trop tard; si tu aimes Clarisse, pourquoi me cacherais-tu cet amour? si tu ne l'aimes pas, bénie soit ton indifférence!... mais parle, explique-toi; l'avenir t'appartient, — Edmond ne sait que s'arracher les cheveux en pleurant, maudire le sort, maudire son ami, et se demander à lui-même : — A quoi bon le bannir, s'il est aimé? A quoi bon faire le généreux, si j'aime Clarisse? Tout beau, mon cœur! Mon intérêt, halte-là! — Et tandis qu'il délibère, la fièvre le prend. Reginald, qui ne reçoit pas de réponse, prend ce silence pour un aveu tacite. Il accourt. Au chevet du malade, Clarisse et lui se retrouvent : deux jeunes gens attendries, pleurant ensemble l'ami menacé, s'interrogeant des yeux, se pressant les mains d'une étreinte sympathique. Pauvre Edmond, qui, mourant, leur sert de prétexte, à leur insu! Pas de médecin. Reginald s'élance à cheval, pique des deux, et descend au galop la longue avenue. Clarisse admire ce dévouement fraternel, peut-être aussi l'impétuosité, la grâce de ce jockey accompli; puis elle frissonne à l'aspect d'Edmond, qui se soulève irrité, le front blême, les lèvres tremblantes, hagard, défait, affreux à voir, et qui retombe sur sa couche humide, écrasé par le sentiment de sa dégradation morale autant que par son désespoir.

Le mal est combattu avec succès. Il laisse Edmond épuisé par tous ces paroxysmes, et mieux disposé à se dévouer. Il s'y décide surtout, — et ceci est encore une de ces nuances imperceptibles et délicates dont il faut tenir compte au romancier, — il s'y décide après une conversation de convalescent avec la nourrice de miss De Vere. Cette brave femme s'est figuré, parce qu'elle le désire, qu'Edmond doit épouser Clarisse; elle le berce de cette idée qu'il est en secret le mieux aimé. Dans ses châteaux en Espagne, elle fait allusion à la délivrance de Clarisse par un jeune homme dans le portrait duquel Edmond se reconnaît, si bien qu'elle lui rend l'espérance. Et cette dernière espérance lui donne, à lui, la force de garder son secret, d'étudier à loisir le cœur de Clarisse, pour se décider plus tard, s'il le faut, aux sacrifices qu'il aura jugés nécessaires. Cet ajournement, cette transac-

tion, ces bonnes résolutions que l'on prend plus aisément quand on n'est pas certain d'avoir à les pousser jusqu'au bout. est-ce ou n'est-ce pas notre pauvre âme, notre courage douteux, notre abnégation incomplète?

Bientôt pourtant Reginald reparait, et, dès qu'il est là, plus de doute. Le convalescent, l'œil fixé sur ces deux êtres qu'il ne peut s'empêcher d'aimer, alors même que, sans le savoir, ils lui déchirent le cœur, compte leurs regards qui se cherchent et se dérobent, il devine aux inflexions de leurs voix ce qu'ils n'ont jamais osé dire. Que d'autres s'y trompent, à la bonne heure; mais il sait, lui, que le cœur de la jeune fille a battu plus fort quand le cheval de Reginald s'est arrêté devant le perron. Il sait qu'elle a tiré l'aiguille, à partir de ce moment, deux fois plus vite que d'ordinaire; il a vu comment elle s'est levée, les yeux baissés, et comment tout aussitôt elle est retombée sur son siège. Furtifs symptômes, imperceptibles trahisons, que Reginald lui-même n'a pas remarqués, mais qu'Edmond enregistre amèrement!

Après tout, de quoi se plaindrait-il? Reginald n'a pas encore parlé. Il attend, dévoré d'impatience, la décision d'Edmond. Et comment reprocher à Clarisse un bonheur involontaire, une émotion dont à peine elle se doute? Ni l'un ni l'autre ne l'a volontairement blessé; ni l'un ni l'autre n'a oublié ou renié ses devoirs envers Edmond. Clarisse l'a traité en frère, Reginald en ami. — L'épreuve est faite; il serait cruel pour tous trois de la prolonger encore. Soyons dignes de ceux que j'aime! — Edmond Lovel dit ainsi un dernier adieu à ses espérances, plus calme, plus heureux après cette violente résolution qu'il ne l'aurait cru possible.

Un de nos poètes n'a-t-il pas soupiré les mêmes plaintes, exprimé le même sentiment de résignation attendrie et presque « friande » comme la mélancolie de Montaigne? Le dernier vœu de Joseph Delorme est aussi celui d'Edmond Lovel.

Non, c'en est fait, jamais, ni son regard timide
Où de l'astre d'amour brille un rayon humide,
Ni son chaste entretien,
Propos doux comme une onde, ardents comme une flamme,
Serments, soupirs, baisers, son beau corps, sa belle âme;
Non, non, je ne veux rien.
.
.
.
Confiez vos soupirs aux forêts murmurantes,
Et, la main dans la main, avec des voix mourantes,
Parlez longtemps d'amour;
Que d'ineffables mots, mille ardeurs empressées,
Mille refus charmants gravent dans vos pensées
L'aveu du premier jour.

Mais ce que le poète entrevoit dans un drame confus dont l'héroïne lui est inconnue, Edmond l'a chaque jour sous les yeux. Il ressent ces douleurs de détail plus poignantes que la pensée ne sait les faire d'avance, et plus inattendues, et qui mettent la patience à de plus rudes épreuves. Pardonnez-lui donc s'il oublie une fois encore ses magnanimes déterminations, et ne l'en aimez pas moins pour cela, car il n'en est que mieux votre égal, votre pareil, votre frère. Non, Clarisse n'ignorera pas qu'elle est aimée. Elle l'apprendra lorsque cet inutile aveu n'est

qu'une épine mêlée aux fleurs dont elle se couronne, une goutte de fiel dans sa coupe d'ambrosie. Est-ce bien Edmond, le bon, le généreux Edmond qui lui parle avec cette ardeur concentrée, ces gestes brusques, cette voix impérieuse et grave ? Est-ce bien lui qui l'effraie de cette folle tendresse, de ces angoisses, de ces navrants combats, de tout ce malheur, enfin, pour lequel, pauvre enfant, elle ne saurait avoir qu'une pitié stérile, et dont il ne fallait pas attrister ses belles, ses heureuses journées. Eh bien ! ne regrettez pas cette dernière faiblesse du pauvre Edmond ; elle le rapetisse peut-être, mais elle le console, car il voit presque à ses genoux, — lui demandant pardon du mal qu'elle lui a fait, — pleurant sur ces longs chagrins dont elle a vu, sans les comprendre, les plus terribles paroxysmes, — la tendre et chaste amie de son enfance. Les larmes qu'elle verse sur lui régénèrent, comme un saint baptême, ce converti de l'amitié. Il rougit de lui-même quand il voit cette douleur sincère, cette pitié vraie et profonde, cette sympathie noblement expressive. A son tour de s'accuser, à son tour de consoler la jeune fille éplorée, et de lui déguiser, autant qu'il le peut encore, les misères de son cœur, qu'il étalait tout à l'heure avec une sorte de frénésie. Et son devoir, il l'a compris, est de lui rendre cette douce sérénité dont il l'avait tout à coup dépouillée.

Mais dans l'excès de sa douleur le nom de son rival était venu, comme malgré lui, jusqu'à ses lèvres. Grave imprudence ou générosité sublime, car Clarisse, éclairée tout à coup, sourit à cette révélation inattendue. Edmond n'a donc plus qu'à consommer le sacrifice. Il écrit à Reginald : — Le sort en est jeté ; Clarisse est à vous. Arbitre de son bonheur, il est temps d'agir. Pas de questions ; je n'y répondrais pas. Elle vous aime. Venez.

Ce dénouement inévitable va nous ramener à un conflit plus grave, plus implacable. Les passions de la jeunesse, si fougueuses, si absolues qu'on puisse les croire, n'ont pas la ténacité froide et sans pitié qui caractérise celles de l'âge mûr. Celles-ci, venues sur un sol plus aride, y jettent des racines plus vigoureuses. Arrivées tard, il n'existe pas, pour le cœur qu'elles font battre, de compensation possible à leur perte, et ces penchants généreux, aimants, dévoués, qu'on oppose avec bonheur aux exigences égoïstes d'un jeune homme, sont effacés chez le vieillard qui sait le néant des sacrifices.

Si donc vous avez cru que De Vere a oublié Mount-Sorel, si vous avez été dupe de ce stoïcisme orgueilleux dont il a voulu s'envelopper aux yeux des siens, vous n'avez pas compris combien la blessure a été profonde, combien le désappointement fut amer. Oui, sans doute, ses yeux n'allaient plus chercher au bord de l'horizon les barrières de granit, les cimes vertes de la forêt convoitée. Tout au plus, observateur attentif, vous auriez pu remarquer que De Vere n'interrompait jamais son vieil intendant, lorsque cet homme naïf lui racontait les métamorphoses, les embellissements, les réparations bien entendues, par lesquels le nouveau propriétaire inaugurerait sa prise de possession. A part ce symptôme insignifiant, rien chez De Vere ne trahissait un regret. Mais écoutez Clarisse ; elle ne s'y trompe point, elle, et son inquiète tendresse n'a pas vu sans frémir des indices qui vous échappent. — Le croiriez-vous ? dit-elle à Edmond, vous qui m'avez vue jadis si gâtée, objet de tant de soins, surveillée par mon père avec une sollicitude si constante, je lui suis maintenant indifférente comme tout le reste ! N'allez pas croire que ce changement lui ôte une parcelle de mon affection. S'il ne m'aime plus, Edmond, c'est

qu'il est bien malheureux et qu'il le cache, et qu'il ne veut partager avec personne sa douleur secrète.

— Ne plus vous aimer, quelle *folie*!

— Silence, Edmond !... ne prononcez pas ce terrible mot.

Et une étrange pâleur s'étendait sur son beau visage.

« Dites, reprit-elle très-bas et jetant un regard autour d'elle, auriez-vous remarqué hier quelque chose qui vous ait suggéré une si affreuse pensée?... »

Edmond la regardait étonné. Il avait employé par mégarde, au hasard, l'expression qui avait effrayé Clarisse.

« Non, vous n'avez rien vu, n'est-ce pas ?... Personne n'a rien vu... ma mère elle-même ne sait rien... et je me hais de vous avoir laissé entrevoir, à vous seul au monde, à vous mon ami et mon frère, les anxiétés qui me minent... Telle que vous me voyez, j'ai souffert du doute le plus épouvantable... Sans qu'il le sache, j'ai cherché dans sa bibliothèque tous les livres qui pouvaient m'éclairer... Savez-vous, Edmond, continua-t-elle plus bas encore, savez-vous qu'ils appellent cela une fièvre morale ?... Ils disent qu'elle provient d'un chagrin caché. Hélas ! Edmond, pourquoi mon pauvre père n'a-t-il pas voulu se confier à nous ? Est-ce là l'orgueil permis ?... »

» Maintenant, poursuit-elle, il vous ferait peine à voir. Les jours et les jours se passent sans qu'il ouvre un livre, sans qu'il jette les yeux sur un journal... Et quel sombre voile sur son visage !... et quelle amertume dans ses paroles quand on arrive à traiter devant lui ces odieuses questions politiques !... Non, sans doute, non, vous ne pensez pas que cette noble intelligence soit ébranlée ;... mais il y a quelque chose... Cette fièvre morale me fait peur ;... je crains un malheur, sans savoir à quelle appréhension m'arrêter. »

L'instinct filial n'a pas été seul à s'alarmer. La vieille nourrice galloise fait à Edmond les mêmes sinistres confidences : elle lui parle, en baissant la voix, de ces inexplicables caprices qui effraient les serviteurs de son maître, de la terreur qu'ils éprouvent en le voyant quelquefois, à minuit, lorsqu'il peut se croire à l'abri de tous les regards, se perdre seul dans les bois ténébreux ; elle lui raconte, d'après eux, comment De Vere se réfugie dans son cabinet, dont la porte verrouillée ne s'ouvre plus pour personne durant des journées entières : le vieil intendant lui-même y frapperait vainement. Puis ce sont parfois des éclats soudains, inexplicables, des colères sans raison, apaisées, réprimées à l'instant même par un effort violent.

Ainsi vont les choses pour De Vere. Higgins, en revanche, de plus en plus entraîné sur la pente où nous l'avons vu se placer, s'enivre d'action, de complots, de rêveries politiques. Un meneur secondaire, un artisan de troubles, établi chez lui, éperonne à chaque instant cette ardeur excessive, stimule cet enthousiasme téméraire, — et chaque jour s'élargit l'abîme qui sépare déjà Clarisse et Reginald.

Cependant, lorsque cet aimable et franc jeune homme fait un appel direct à l'affection paternelle, Higgins ne sait pas résister. Il trouve bien quelques inconvénients à une alliance qui désarme Reginald et le range parmi les *modérantistes* ; mais, après tout, si l'on scrutait à fond ces résistances plébéiennes, peut-être les trouverait-on combattues par le respect inné de l'homme anglais pour les grands généalogiques. Reginald, de ce côté, n'aura point de grands obstacles à surmonter ; en revanche, il s'est trompé lorsqu'il a pris au pied de la lettre la bien-

veillance polie que De Vere a cru devoir lui témoigner. Ces manifestations, De Vere se les est imposées comme une partie du rôle qu'il joue, du mensonge que son orgueil lui dicte; mais lorsque Reginald Vernon, oublieux de sa naissance obscure, oublieux du nom qu'il porte, oublieux des principes professés par son père, ose aspirer ouvertement à la main de Clarisse, cette présomption soulève un terrible orage dans le cœur du vieux gentilhomme. Ce n'est point assez pour lui de rejeter une pareille mésalliance, il faut répondre par le dédain à l'outrage, il faut que Reginald éperdu sache bien qu'on frappe en lui non pas l'individu isolé, mais la caste tout entière de ces plébéiens révoltés qui osent méconnaître l'orgueil du sang, traiter de chimères les traditions aristocratiques, et s'égalier du premier coup aux descendants des races les plus pures.

Reginald est donc repoussé. Dans son premier désespoir, il conserve assez de sang-froid pour ne pas en appeler à son père, et, certain que Clarisse l'aime, il demande secours, heureusement inspiré, à un de ces hommes froids et tranquilles, sans aigreur et sans enthousiasme, qui excellent à saisir les occasions, à modérer les résolutions extrêmes, à ménager les amours-propres, à rendre faciles les retours d'une volonté qui se dément : c'est le père d'Edmond Lovel. Personne mieux que lui ne sait deviner, à côté de l'orgueil qui s'exalte, la secrète faiblesse qui fait au besoin justice de ces vains transports. Dans la négociation dont il s'est chargé, il se sent fort de cette passion véhémement et si mal domptée que De Vere croit avoir dissimulée à tous les yeux. Armé de ce levier, il s'attaque hardiment à l'impérieuse susceptibilité de son ami; en regard d'une alliance dont l'idée blesse ce dernier, M. Lovel lui montre sans cesse la réalisation de ce beau rêve abandonné avec tant de peine : Mount-Sorel rendu aux descendants des De Vere, le vieux domaine reconquis, l'héritière unique ramenée en triomphe dans la glorieuse demeure usurpée sur ses ancêtres. Après une longue lutte, — non sans regrets, non sans remords, non sans tristes pressentiments, — De Vere finit par céder, et, lorsque M. Higgins consent à faire passer la propriété de Mount-Sorel sur la tête de Reginald, ce dernier est admis comme prétendant auprès de Clarisse.

Est-ce à dire que tout soit terminé, que les deux amants aient subi toutes leurs épreuves? Roméo Montagu épousera-t-il sans autre forme de procès Juliette Capulet? Le franc tory, le niveleur, maintenant en présence, sauront-ils longtemps se contraindre, et l'inimitié qui fermente secrètement en eux ne débordera-t-elle pas un jour ou l'autre? Songez donc que les années ont fait leur travail, que le sang de Louis XVI a coulé sur l'échafaud, que l'oligarchie anglaise vacille sur ses larges bases, que les clubs des trois royaumes correspondent avec les jacobins de France, que l'Irlande menace, que le peuple de Londres insulte au monarque à moitié fou. C'est le moment où Burke, effrayé, se sépare de la cause libérale, le moment où Pitt fortifie la Tour de Londres, arme les milices, sème l'or anglais sur le continent, attestant par ces efforts inouïs que l'heure est venue de jouer le tout pour le tout. En de pareilles crises, et quand chacun peut sans folie se croire engagé pour sa fortune, pour son honneur, pour sa vie, croyez-vous facile que des ennemis politiques soient impunément appelés à se voir, à s'entretenir chaque jour? Non, vraiment. La colère et l'injure empoisonnent l'air qu'on respire; il ne faut qu'une étincelle pour que leurs mortelles vapeurs, embrasées soudain, portent la ruine et la mort de tous côtés; et, malgré la politesse un peu empruntée de Higgins, malgré la réserve formaliste de l'orgueilleux De Vere, un jour ou l'autre, soyez-en sûr, la tempête éolatera.

D'ailleurs, Perrott est là, intéressé à fomentier les ressentiments, à aigrir les esprits, à faire éclore les questions irritantes. Tartufe de démocratie, cynique flatteur, parasite politique, tel est Perrott, type exagéré, portrait calomniateur de ces républicains dont les noms se retrouvent à grand-peine dans les procès intentés alors aux fauteurs d'émeutes, les Hardy, les Margerott, les Skirving et tant d'autres. Perrott a contre Reginald cette rancune naturelle de la laideur austère, de l'hypocrisie solennelle, contre ce qui est beau, généreux, loyal, aimé, spirituel. D'ailleurs, s'il brouillait le père et le fils, est-ce uniquement à la cause révolutionnaire que profiterait l'isolement du premier, l'héritage enlevé au second? Perrott compte bien se faire une part dans de si opimes dépouilles.

Cet artisan de malheur en arrive à ses fins. Un jour où l'orage grondait, où De Vere revenait vaincu et colère des élections du district, où l'heure du dîner avait été retardée par l'inexactitude d'Higgins, où celui-ci, gêné dans ses habitudes, acceptait à contre-cœur l'invitation de son fier voisin, la discussion naît, sans qu'on ait aperçu la main qui a jeté la pomme de discorde; elle s'aigrit, s'envenime, éclate; l'union abhorrée, les concessions à contre-cœur, font place à l'élan impétueux de l'inimitié satisfaite, et Reginald, éperdu, voit crouler en quelques minutes son laborieux édifice.

Qui le relèvera désormais? Qui? Lui seul, car maintenant rien ne lui semble impossible, si ce n'est de vivre séparé de Clarisse. — Fermez, De Vere, fermez devant ce jeune homme indomptable, obstiné, calme sous l'orage, les portes de votre maison; mais alors prenez garde aux longues nuits d'été, car les murs du parc sont de faibles barrières, et Clarisse, qui ne comprend rien aux préjugés dont elle est victime, pourra bien, touchée de tant d'amour, d'une si ferme et si constante passion, ne pas résister au signal donné par l'époux qu'elle s'était choisi. Et vainement Higgins, dont l'humiliation récente a réveillé les instincts patriotiques, impose-t-il à Reginald la dure nécessité d'opter entre sa tendresse filiale et son amour qu'on repousse. Il est trop tard pour que l'amant de Clarisse tienne compte ou de ces devoirs filiaux que lui impose un caprice peu digne de respect, ou de ses intérêts si gravement compromis s'il s'aliène ainsi le bon vouloir paternel. Plutôt que de renoncer à Clarisse, — à cette Clarisse qu'on lui refuse, et qui refuse elle-même, la digne et honnête enfant, de le suivre sans l'aveu de sa famille, — plutôt que d'y renoncer, il perdrait sans sourciller vingt domaines comme Mount-Sorel.

Malheureux Mount-Sorel! jamais ses destins n'ont été plus menaçants, car maintenant Higgins, blessé au cœur, furieux de se voir abandonné par Reginald, altéré de vengeance, et sachant trop bien où De Vere est vulnérable, Higgins a résolu de dépecer ignominieusement le domaine héréditaire. Sous le marteau de l'enchère, il brisera le cœur de son ennemi. L'extrême division des lots doit porter le prix de cette vaste propriété assez haut pour que De Vere ne puisse y atteindre, et d'ailleurs on y mettra bon ordre. Ainsi donc, adieu Mount-Sorel! Dispensés en des mains mercenaires, saccagés par la charrue, ses grands bois, ses landes immenses, vont disparaître. Le houblon, les colzas, vont effacer ses vestiges historiques. La vieille chapelle disparaîtra du rocher qu'elle couronnait si bien. Ses dalles blasonnées iront se perdre dans les matériaux à vil prix qu'un entrepreneur insolent fera servir à la construction d'une ferme-modèle. Les héros des croisades, les saints prélats, l'éminentissime cardinal, autant de poussières jetées au vent. Higgins va plus loin, dans sa double colère de plébéien outragé, de

père privé d'un fils, il veut, — et Perrott l'y encourage, — que l'argent ainsi obtenu, le produit de cette vengeance sous forme de vente, aille habiller, chausser, armer les sans-culottes envoyés par la France au-devant des soldats de Brunswick. Ainsi sa haine sera mieux satisfaite, ainsi le sacrilège sera plus complet, ainsi la dérision et l'insulte iront plus loin.

En se livrant ainsi au démon de la rancune, Higgins oublie que les inspirations de ce mauvais conseiller conduisent rarement au but; il ne se dit pas, — et peut-être aurait-il dû le prévoir, — que cet acharnement raffiné, ce luxe de vindicatifs procédés, doivent fournir à De Vere l'occasion de quelque revanche éclatante. Le gentilhomme se venge en effet à son tour, mieux guidé par ses nobles souffrances, par ses angoisses patriciennes, que Higgins par ses paternels ressentiments. Le jour où il apprend que la donation de Mount-Sorel, d'abord faite à Reginald, sera décidément révoquée, De Vere trouve dans son cœur, profondément blessé, un grand et généreux mouvement, un de ces élans qui suffisent pour racheter mille faiblesses. — Ce jeune homme n'aura pas Mount-Sorel; eh bien! soit, s'écrie-t-il; — je lui dois dès lors l'équivalent de ce que je lui fais perdre. Il n'aura pas Mount-Sorel, mais je lui donne ma fille! »

Faut-il ajouter que, surpris de cette résolution si fière, si imprévue, quelque peu honteux de n'avoir pas su pressentir que De Vere saisirait avec joie cette occasion de se montrer supérieur à de mesquines représailles, piqué au jeu et bien décidé à ne pas se laisser vaincre, Higgins ne vendit pas Mount-Sorel. D'ailleurs, les infamies de Perrott, découvertes à temps, avaient refroidi la verve patriotique de son crédule ami, et finalement le beau domaine revint à qui de droit. Reginald et Clarisse l'ont habité toute leur vie, Edmond Lovel y a vieilli près d'eux, et c'est à l'ombre de ces ruines majestueuses, l'œil fixé sur ces grands bois intacts, qu'il nous raconte la chronique de famille où ils jouèrent un si grand rôle.

Sauf erreur de notre part, ce roman, qui ressemble d'abord à tous les romans possibles, fouillé avec soin, étudié de près, sort de la ligne ordinaire et dépasse le niveau commun. Sans parler du style, qui est élevé, poétique, et s'illumine çà et là de reflets étrangers, — tour à tour relevant de Goethe et de Jean-Paul, de M^{me} de Staël et de nos romanciers les plus sérieux, — sa donnée même est suffisamment originale et bien adaptée aux instincts actuels de la société anglaise. Chez nos voisins, cette aristocratie qui se débat contre les tendances modernes, noble encore dans cette grande lutte où elle doit succomber, grandiose dans ses inutiles résistances, a tout l'éclat mélancolique de l'astre qui va disparaître. Les hontes de la défaite n'ont pas amorti tous ses rayons. Ses adversaires eux-mêmes la respectent en la frappant au cœur, et le chef des tories est encore à cette heure le héros populaire de la Grande-Bretagne. Dégradée chez nous par sa faiblesse, par sa résignation forcée, la noblesse, en Angleterre, est entourée d'un prestige qui survivra, selon toute apparence, à sa grandeur, à son influence réelle, car il a son principe dans le *tempérament* même, — si ce mot est permis, — de la race britannique. Sérieux admirateur de tout ce qui est fort, plein de vénération pour ce qui est vieux, le plébéien anglais, — dont Higgins est un excellent type, — ne peut se défendre, si libérales que soient d'ailleurs ses idées, d'un grand respect pour cette oligarchie si compacte, si habile, si obstinée, qui a conduit l'Angleterre à l'apogée de ses glorieux destins; il ne peut se défendre non plus du charme puissant que les ruines ont toujours eu pour les natures rêveuses. Un grand

domaine mis en vente présente à ses yeux l'idée d'une profanation qu'il faut empêcher, d'une chose sacrée qui va périr. Les souffrances, les douleurs concentrées d'un De Vere, sont donc intelligibles pour tous ses compatriotes. Même aux yeux de ceux qui les jugeront chimériques, elles n'ont rien de puéril, rien de ridicule. Et Mount-Sorel inspire aux lecteurs bourgeois de la Grande-Bretagne le même intérêt abstrait qu'accordent à ces imposants navires sur le sort desquels Cooper nous a tant de fois attendris beaucoup de braves gens qui n'ont jamais vu la mer. En France, des écrivains qu'il est inutile de nommer ont tenté le même effet, et sont ainsi parvenus à éveiller quelques sympathies éphémères; mais la fibre nationale n'est plus la même : les enthousiasmes maladroits de la restauration, battus en brèche par les pamphlets de Courier, les chansons de Béranger, l'artillerie quotidienne de la presse libérale, ont usé tout ce qui restait de poétique aux vestiges chevaleresques. Un casque rouillé n'est plus nécessairement, à nos yeux, celui d'un héros, et beaucoup de gens verraient crouler sans la moindre pitié le plus antique donjon de tous ceux où les nobles contemporains de Froissart abritaient leur brigandage impuni.

Pour ceux-là qui méconnaîtraient, — à grand tort, selon nous, — la donnée principale du livre, la passion de De Vere pour Mount-Sorel, il reste encore un récit d'amour plein de grâce, et des caractères esquissés, sinon terminés, de main de maître. Clarisse n'est pas une héroïne vulgaire. L'affaissement de sa jeunesse captive, qui s'écoule entre deux femmes apathiques et sérieuses; son innocente amitié pour Edmond, sentiment doux et vague, où se devine le besoin d'une affection plus vive; le soudain épanouissement de cette âme, quand un être mieux doué, plus animé, plus attachant, — esprit plus délié, volonté plus ferme, — la convie à des joies, à des souffrances dont elle est avide, tout cela compose une figure charmante, dont l'ensemble se grave naturellement et sans effort dans la pensée du lecteur. Reginald, Edmond, ont également leurs physionomies, étudiées d'après nature, et dont le contraste fait valoir les reliefs finement accusés.

Somme toute, les *Contes de deux Vieillards* et *Emilia Wyndham* avaient commencé, pour l'auteur de *Mount-Sorel*, une réputation d'élite que ce dernier roman est appelé à consolider. Nous avons pensé qu'il nous appartenait de constater ces heureux débuts, sans chercher à soulever le voile derrière lequel le nouveau romancier se dérobe aux applaudissements et aux critiques. On annonce de lui un roman historique (*The Father Darcy*), et, si ce quatrième ouvrage ne dément pas les promesses de ses aînés, il est probable que nous aurons à revenir sur l'appréciation d'un talent aimable et chaste, à qui nous aurons rendu, des premiers, les hommages dont il est digne.

E.-D. FORGUES.



DE

L'ARISTOCRATIE ITALIENNE.

FAMIGLIE CELEBRI ITALIANE

DI POMPO LITTA.—Milan, 1819-1846.

Quiconque cherche à embrasser d'un coup d'œil l'histoire de l'Italie ne peut se défendre d'abord d'une impression de surprise en présence de tant de faits exceptionnels et de brillants contrastes. Quel pays a poussé plus loin l'activité politique ? Où a-t-on vu surgir plus d'états, se produire plus d'idées en moins de temps ? Mais ce qui est surtout frappant, c'est le triomphe de l'individu sur la nation, c'est le nombre d'hommes supérieurs qui s'élèvent du sein de ces masses si désorganisées, si asservies, et divisées par tant d'intérêts. Nulle terre n'a été plus féconde en individualités glorieuses, nulle aussi n'a semblé plus contraire à l'établissement de nationalités durables, à toutes les tentatives qui avaient pour but l'indépendance et l'unité politiques. Ce grand contraste qui domine toute l'histoire de l'Italie, il est curieux de l'étudier dans les annales de son aristocratie. L'aristocratie italienne n'est, après tout, que l'expression la plus haute de cette vie individuelle qui a toujours étouffé, au delà des Alpes, le développement de la vie nationale. A toutes les époques, elle a présenté des types qui semblaient personifier la supériorité de l'individu sur la nation. D'abord ce sont les *tyrans*, qui, avec une ville pour point d'appui, visent à la royauté italienne. Rien ne leur coûte pour atteindre ce but, spoliations, trahisons, assassinats, et quelques-uns parviennent ainsi à improviser une monarchie qui disparaît avec eux. Après les *tyrans*, ce sont les *condottieri*. Ceux-ci promènent à travers l'Italie des hordes indisciplinées ; ils menacent tous les états, et devant eux les états se désarment ; bien plus

ils les adoptent, et ces milices nomades finissent par concentrer en elles la force militaire de l'Italie. Après les *condottieri*, l'Italie entre dans une ère étrange de décadence politique et d'énergie intellectuelle. Jamais le contraste des individus et de la nation n'a été plus frappant. C'est au moment où l'Italie est attaquée, envahie, asservie, qu'elle voit naître Léon X, Machiavel et Michel-Ange. A chaque défaite, elle enfante un chef-d'œuvre; les désastres se succèdent, et les grands hommes se multiplient. Préciser le rôle qu'a joué l'aristocratie durant ces trois périodes, c'est le plus sûr moyen de découvrir les causes qui ont empêché la formation de l'unité italienne. Ces trois types, le *tyran*, le *condottiere*, le *politique* du *xvi^e* siècle, méritent chacun une étude spéciale : aujourd'hui nous ne voulons contempler que dans ses grandes lignes l'histoire dont ils représentent les phases principales. L'étude des faits généraux doit précéder celle des individus et des épisodes. Une savante publication nous servira de guide dans cette première évocation des types de l'aristocratie italienne.

En 1814, un officier italien, M. Litta, ne sachant que faire pour occuper ses loisirs, eut l'idée de publier les généalogies des grandes familles de son pays (1). M. Litta se bornait à dresser des arbres généalogiques où il encadrait mille petites biographies sans une page de théorie, sans un mot de préface : pour toute explication, des planches offraient les portraits, les monuments et les mausolées de chaque famille. L'Autriche ne prit aucun ombrage de cette publication : le culte des armoiries n'avait rien qui pût lui déplaire. Quant à l'aristocratie italienne, elle accueillit l'œuvre de M. Litta avec une nonchalance imperturbable, comme un hommage qui lui était dû. Cet hommage n'était cependant qu'un pamphlet aussi violent que volumineux, écrit de la meilleure foi du monde. Écartant les diplômes, M. Litta cherchait avec une sorte de brusquerie militaire les titres de la noblesse, il voulait les découvrir dans les généalogies. Par malheur, de même que la famille est l'antithèse de la société, la généalogie est l'antithèse de l'histoire. Cherchez dans la famille les idées, les principes des grandes révolutions; cherchez dans la généalogie le prestige et l'autorité de la noblesse : vous ne les y trouverez pas. Être irrationnel, la généalogie ne nous offre qu'une succession de noms et d'événements au milieu desquels une seule loi se fait jour, celle de l'égoïsme qui préside à toutes les alliances, pour former souvent les combinaisons les plus bizarres et les moins prévues. Au milieu d'un pareil chaos, on comprend que les révolutions historiques n'apparaissent plus que comme des accidents qui s'ajoutent aux hasards de la naissance. C'est pour le généalogiste que les héros deviennent des hommes, que les petites causes prennent le pas sur les grandes; la généalogie décompose tout, et dans cette analyse impitoyable la pensée perit, les conquêtes deviennent des brigandages, tandis que l'avènement de toute aristocratie cesse d'être une justice relative pour devenir une injustice absolue. Trompé par le point de vue qu'il adopte, M. Litta détruit à son insu la noblesse par les nobles, l'histoire par la généalogie : il traîne un à un dans ses tables tous les hommes, toutes les gloires du moyen âge. Papes, *condottieri*, cardinaux, tous apparaissent en robe de chambre devant l'implacable chroniqueur. Le fou rire s'empare bientôt du lecteur; les anecdotes scandaleuses se multiplient autour des plus vénérables mausolées; puis le dégoût succède au rire, car au fond les innombrables épisodes de cette comédie aristocratique se développent à coups de

(1) A cette heure, la collection est de cinq volumes in-folio.

poignard. Qu'on demande à M. Litta quelles sont les familles les plus illustres? Celles, répondra-t-il, qui comptent le plus de pendus. Doit-il signaler quelque trahison de premier ordre, il dira que c'est une *action de ministre*. Quand on rencontre çà et là quelque honnête homme dans cette foule blasonnée, on est tenté de lui dire de s'en aller ailleurs, il n'est pas à sa place. Calme et sûr de lui-même, l'officier italien erre depuis trente ans, le sourire sur les lèvres, dans son immense nécropole; fossoyeur des gloires italiennes, il traite les morts sans façon, il méprise fort les vivants, et l'ordre de naissance est le seul qui règne dans ces bizarres funérailles où l'épigramme tient lieu de *requiem*. Qu'on ne s'y trompe pas cependant, M. Litta n'est pas démocrate, il a peu de goût pour le peuple, et encore moins pour la bourgeoisie. Seulement M. Litta est encore plus misanthrope qu'il n'est gentilhomme, et, comme tous les misanthropes, il sacrifie l'humanité aux principes. C'est ainsi qu'il arrive à conserver une foi sincère dans les droits de l'aristocratie, tout en dévoilant ses crimes avec une justice inflexible; avec beaucoup de respect pour la noblesse, il n'a aucune pitié pour les nobles.

Une critique difficile trouverait sans doute quelque chose à reprendre dans ce travail: peut-être les tables de M. Litta ne sont-elles pas d'un usage très-commode; le plan de *l'Art de vérifier les dates* eût été préférable; les vieux généalogistes, Sansovino, Scipione Ammirato, développaient l'histoire des familles avec plus d'ordre, avec moins de redites et de renvois. Il ne serait pas impossible que M. Litta eût trop dédaigné les origines, pour réagir contre ces écrivains qui faisaient remonter chaque famille, à travers la cour de Byzance et le sénat de Rome, jusqu'à Énée et à la guerre de Troie. Peut-être les contes même par lesquels l'imagination populaire arrangeait l'antiquité d'après les idées du moyen âge ou de la renaissance, à la plus grande gloire de ses héros, méritaient-ils moins de dédain et plus d'attention. D'ailleurs les jugements de M. Litta sont-ils à leur place dans des arbres généalogiques? s'accordent-ils entre eux? Je m'arrête, je n'ai pas le courage de critiquer sévèrement une œuvre conçue avec tant d'indépendance, poursuivie à travers des obstacles qu'il est facile de deviner. J'aime mieux laisser ses franchises coudées au généalogiste italien. L'histoire de l'aristocratie italienne reste à faire d'un point de vue tout nouveau: essayons de le prouver.

I. — LA FÉODALITÉ ET LES RÉPUBLIQUES.

L'origine de toute caste est double: elle tient à un fait et à une idée. Le fait qui élève un petit peuple d'élus au-dessus de la masse est pour ainsi dire personnel: ce sera une conquête, une invasion, une surprise, ce sera l'action lente et séculaire du commerce; ici il n'y a pas de lois, c'est à l'histoire de chercher les causes accidentelles qui ont livré les ressources du pouvoir à un petit nombre de privilégiés. Le fait posé, la caste règne, elle s'organise, elle est envahissante, ses traditions sont sacrées, ses droits incontestés; elle seule est libre, elle enlève au plus grand nombre le droit de combattre, d'agir et de penser, pour garder les terres et les armes comme un monopole héréditaire. Alors se présente une nouvelle question: comment se fait-il que des familles peu nombreuses puissent déshériter toute une nation? Les faits accidentels ne fournissent à cette question qu'une réponse insuffisante: on a beau désarmer les peuples et construire des

citadelles ; si l'inégalité n'était acceptée et adoptée , la caste ne paraîtrait que pour figurer un instant comme une troupe de brigands et périr aussitôt dans une insurrection universelle. Loin de combattre les castes , les peuples les défendent , les protègent malgré l'inégalité , malgré l'oppression , et il faut que la tyrannie touche au comble pour soulever les premières réactions. Ce ne sera donc ni dans les accidents des races , ni dans ceux des invasions et du commerce , que l'on trouvera les causes de cette domination séculaire des castes : ces accidents fournissent , il est vrai , les éléments de la caste ; mais pour organiser , pour vivifier ces éléments , pour fonder la caste en un mot , il faut des convictions , il faut une idée.

Une seule pensée gouverne la féodalité du moyen âge en Europe comme en Italie. Le monde romain n'avait pu résister à ce monstrueux accident de la barbarie , il fut envahi , déchiré , dissous ; mais les convictions qui avaient animé ce grand corps ne périrent pas avec lui. Il croyait à la justice des Césars , et il livra les titres de rois et d'empereurs aux chefs de la conquête ; il croyait à une justice politique , n'importe laquelle , et il accepta la hiérarchie militaire des barbares ; il était chrétien , et il livra ses lois , ses institutions , tout , à la condition de garder sa foi et de l'imposer aux barbares. L'inégalité violente de la conquête devint ainsi une domination légale , elle fut sacrée , il était désormais impossible de l'attaquer sans attaquer le christianisme qui la consacrait. Les barbares se convertirent pour conquérir le monde romain , le monde romain se soumit pour sauver l'humanité. Le moyen âge sortit ainsi d'un pacte primitif stipulé entre l'ancien clergé et les peuples nouveaux ; il fut l'expression d'un système unique où une papauté romaine représenta la foi de tous les hommes , tandis que la royauté germanique des empereurs représenta la puissance des anciens maîtres du monde. L'Italie , le siège de la transaction des anciennes idées avec les forces nouvelles , fut aussi la terre des deux pouvoirs. La dualité commence au ^v^e siècle : elle éclate d'abord par la lutte ; les Ostrogoths , les Longobards sont ariens , et l'Italie catholique , plutôt que de leur céder , accepte les tristes hasards d'une guerre de religion. Elle ne transige pas avec les Longobards convertis , la transaction ne s'accomplit que par les Franks. Consacrée d'avance par les papes , cette conquête transporte l'empire en Occident , et dès lors le système italien est arrêté. A partir de Charlemagne , l'Italie a deux têtes , le patriarche de Rome et un roi vassal du chef de l'invasion germanique. A l'extinction des Carlovingiens , la papauté et l'empire planent sur la péninsule comme deux droits imprescriptibles ; deux papes se disputent d'abord la tiare , deux séries de rois et d'empereurs se disputent la couronne pendant soixante ans ; rien n'est changé au fond , et avec Othon 1^{er} le pacte de la religion et de la conquête , fixé par Charlemagne , est rétabli en 961 entre la papauté et l'empereur d'Allemagne. Le développement parallèle de la papauté et de l'empire va dominer tous les événements de l'histoire italienne. Les deux chefs du monde doivent interpréter sans cesse le pacte qui les unit ; ils s'arrachent les fiefs , les droits , les villes ; l'église prétend que l'empereur est l'homme-lige du pape , *homo papæ* ; l'empereur prétend avoir le droit de nommer et de casser les souverains pontifes. Cette interprétation du grand pacte de la conquête est le progrès , la vie et aussi la guerre du moyen âge.

Cependant , dès le ^x^e siècle , un fait remarquable vint modifier la situation du pays que se disputaient la papauté et l'empire. Le commerce italien s'était réfugié dans les villes. Entourées de remparts , favorisées par les traditions , presque livrées à elles-mêmes par l'empereur , ayant acheté de l'empire ou des seigneurs

le droit de s'armer, de réunir le peuple sur la place publique, de nommer des consuls, de faire la guerre et la paix, de délibérer sur tout, à commencer par leur propre gouvernement, les villes italiennes formaient un monde à part, dédaigné, méprisé, et toutefois doué d'une vitalité prodigieuse depuis les Alpes jusqu'à Rome. Elles étaient sorties deux à deux de l'invasion et toutes destinées à se combattre : Pavie, la capitale lombarde, et Milan, la capitale romaine, se vouaient une haine implacable; il en était de même de Parme et de Plaisance, de Crème et de Crémone, de Padoue et de Vicence, de Reggio et de Modène, de Lugo et de Faenza. Presque toutes les cités italiennes étaient nées jumelles et ennemies. Essentiellement marchandes, militaires par nécessité, elles ne purent rester insensibles au spectacle de la vie féodale qui se développait autour d'elles, et bientôt on vit les municipalités italiennes se modeler sur les châteaux. Chaque commune réunit sous son drapeau les corporations des arts et métiers comme une milice; elle les exerça par des tournois; elle eut ses villes alliées et ses villes ennemies. A l'instar des chevaliers, les communes se donnaient rendez-vous pour se combattre : on ne voulait pas surprendre l'ennemi; un mois auparavant, la cloche de guerre, qu'on appelait la *martinella*, annonçait la nuit et le jour le duel qui devait commencer. Dans ce chaos de guerres, les villes, tout en se déchirant entre elles, tournaient peu à peu les armes contre la féodalité des châteaux. Ici les artisans avaient à lutter contre des chevaliers bardés de fer, invulnérables comme des demi-dieux, terribles dans la mêlée, insaisissables dans la retraite. Pour résister, la commune joua sa propre vie à la guerre : elle monta sur le *carroccio*, immense char traîné par des bœufs; elle s'y établit avec son autel, ses prêtres, ses livres, ses autorités et son drapeau, elle sortit des murs, les corporations entourèrent le char de la patrie, et la masse des artisans, transformée en une infanterie pesante, opposa au choc de la cavalerie féodale un rempart vivant hérissé de piques. La commune serait morte plutôt que de céder; son char marchait lentement, mais il avançait toujours.

De progrès en progrès, les villes finirent par se trouver en présence de l'empereur et du pape. La guerre engendrait forcément la conquête, et les villes conquises, comme Lodi, réclamaient auprès de l'empereur; la puissance des communes alarmait les représentants de la grande féodalité, et, tandis que cette force nouvelle froissait l'autorité impériale, la ville de Rome menaçait les papes; un pontife, Lucius, était assassiné par l'émeute; Arnaldo da Brescia tonnait contre les usurpations du clergé. Une réaction, à la fois pontificale et impériale, était inévitable; les deux pouvoirs tombèrent d'accord. Adrien IV et Frédéric Barberousse renouvelèrent le pacte de Charlemagne et d'Othon 1^{er}. Cette sorte de restauration féodale eut de terribles résultats pour les communes. Frédéric rasa Milan, détruisa plusieurs villes; il réclama tous les droits antiques, il se proclama le maître absolu. Il s'était trompé de date et de pays; il venait trop tard pour restaurer la grande féodalité, et il était en Italie. Les villes se réunirent devant le danger commun; le pape Alexandre III, ayant eu des différends avec l'empereur, les tourna contre lui; la ligue lombarde triompha à Legnano, et la paix de Constance, sans affranchir les villes, légalisa leur force nouvelle en donnant un libre essor à la féodalité mercantile, ou, si l'on veut, à la démocratie féodale des arts et métiers.

La bataille de Legnano fut la première révolution dans l'histoire de l'aristocratie italienne; la féodalité impériale se trouva dès lors à la merci des com-

munes. Chaque ville devint une république, chaque république poursuivit la victoire de Legnano en faisant main-basse sur la féodalité des campagnes. On rasa des châteaux, on supprima des juridictions féodales comme impies, on exigea que les grandes familles se fixassent à la ville. La féodalité fut-elle abolie ? le droit de l'empire fut-il supprimé ? Nullement : ce droit resta le fond de toutes les idées italiennes, personne ne nia la suprématie féodale de l'empereur en Italie, pas plus qu'on ne contesta la suprématie spirituelle des pontifes en Allemagne. La bourgeoisie des villes combattait pour des franchises plutôt que pour des principes ; elle attaquait les grandes familles sans attaquer l'aristocratie, elle s'agitait sans briser le pacte du moyen âge. D'un côté, les grandes familles gardèrent les alliances aristocratiques, la protection impériale, le prestige du droit : forcées de se fixer à la ville, elles y bâtirent des palais avec des tours et des prisons, vraies forteresses élégantes à l'usage de la guerre dans la cité. D'un autre côté, les familles républicaines, enrichies par le commerce, fortes de leur ascendant légal dans les corporations des arts et métiers, ces familles aux mœurs patriarcales, aux cent combattants, aux innombrables filiations, vrais partis politiques où tous les membres étaient solidaires, fortifiaient aussi leurs palais comme des châteaux, et développaient à leur tour un pouvoir héréditaire, avec les alliances, les ressources et les idées de la féodalité industrielle. Lorsque les nobles furent fixés à la ville, la dernière conséquence de la victoire de Legnano fut donc de transporter la guerre des castes au cœur des républiques. Dans toutes les villes, il y eut deux quartiers hostiles, deux classes ennemies, deux noblesses généralement représentées par deux familles sans cesse acharnées l'une contre l'autre et luttant sans cesse, l'une au nom de l'intérêt municipal, l'autre au nom de la féodalité des campagnes. C'étaient à Milan les Torriani et les Visconti, à Pavia les Langusco et les Beccaria, à Como les Bosconi et les Vitani, à Plaisance les Scotti et les Anditesi, à Parme les Rossi et les Sanvitali, à Vérone les Montecchi et les Sanbonifazio, à Vercell les Avogadori et les Tizzoni, dans la ville d'Asti les Solari et les Gottuari, à Ravenne les Pollenta et les Traversari, à Ferrare les Torelli et les marquis d'Este, à Bologne les Lambertazzi et les Geremei, à Pérouse les Oddo et les Baglioni, à Reggio les Sessi et les Fogliani. Nous abrégeons cette énumération, qui pourrait s'étendre à presque toutes les villes de l'Italie. Bornons-nous à rappeler encore qu'on vit à Florence les Uberti et les Buondelmonti, à Pise les comtes et les vicomtes, à Pistoie les Panciatichi et les Cancellieri, à Gênes les Doria et les Fieschi, les Fregoso, les Spinola, les Grimaldi, etc., à Rome enfin les Orsini, les Colonna, les Conti, les Savelli.

Les deux noblesses trouvaient une arène commode dans ces villes, gouvernées par des sénats de huit cents, même de deux mille personnes ; les rivalités héréditaires, le contraste des mœurs, la concurrence dans la magistrature, les élections républicaines, tout concourait à exaspérer des haines qui éclataient au moindre événement. Chaque tragédie domestique devenait une tragédie républicaine, témoin Imelda Lambertazzi, Marchesella Torelli, le mariage de Buondelmonti, et mille drames poétiques du moyen âge italien. Un meurtre, une vengeance, suffisaient à armer une moitié de la ville : à la nouvelle d'un assassinat, la grosse cloche de la commune s'ébranlait, le podestat réunissait l'armée des corporations, et on marchait bannières déployées sur les maisons des coupables. Il fallait y mettre le siège : on les rasait, puis on exilait ceux qui échappaient au massacre. Quelquefois des centaines de personnes du même nom devaient partir pour l'exil,

tandis qu'un cierge brûlait sous une porte de la ville; le cierge consumé, la mort menaçait ceux qui seraient restés. La pensée, on dirait presque l'idée unique des républiques italiennes, fut de trouver l'équilibre des deux castes : la plupart des républiques confièrent à des étrangers l'autorité dictatoriale des podestats; quelques villes s'en remirent, pour le choix des chefs, à des élections compliquées à l'excès, où le hasard, invoqué souvent en dernier ressort, venait confondre les prévisions des partis. Parfois des compagnies se formaient, comme à Parme et à Bologne, pour apaiser les deux castes, et d'autres associations s'organisaient aussitôt pour contrecarrer les premières. On partagea les emplois entre les deux noblesses : à Milan, chacune d'elles élut son podestat. Tout fut tenté; le clergé renouvela la trêve de Dieu sous des formes nouvelles et poétiques; tantôt il traîna devant les autels les familles rivales, tantôt il arracha les villes à la guerre en prêchant des pèlerinages. Jean de Vicence réunit un jour dans la plaine de Paquara quatre cent milles hommes; douze ville y parurent avec leur char de guerre pour entendre les prédications du moine et prêter un serment de paix. Au bout de quelques jours, la guerre recommençait.

Les communes avaient lutté d'abord contre les familles féodales, puis elles leur avaient imposé le séjour des villes. L'impossibilité d'équilibrer les deux castes jeta les républiques dans une troisième phase qui fut terrible. Tour à tour les deux castes se chassèrent d'une même ville. A Florence, les familles féodales, après l'exil des familles commerciales, en 1260, délibérèrent en plein conseil si elles devaient raser la ville et se réunir ailleurs. Crémone, en 1266, exilait dix mille citoyens de la faction féodale de Buoso de Doara; Bologne, en 1274, en expulsait douze mille, tout le parti féodal des Lambertazzi; Florence en avait expulsé de nouveau un si grand nombre en 1303, que vingt ans plus tard quatre mille accouraient à l'armée contre Castruccio Castracani, espérant trouver l'amnistie sous les drapeaux. Il y a peu de grandes familles qui ne comptent dans leurs annales au moins deux exils. Dans la plupart des villes, les familles républicaines finirent par rester seules et victorieuses; mais la féodalité ne fut pas plus anéantie que le jour de la victoire de Legnano : elle survivait dominante dans les campagnes, forte dans quelques villes, ralliée à l'empire, très-souvent appuyée par les papes. D'ailleurs, la féodalité mercantile, le jour même de sa victoire dans une république, se trouvait divisée. Chaque famille aspirait à la suprématie, quelques-unes s'emparaient du gouvernement, et bientôt on voyait naître les deux partis du gouvernement et de l'opposition. Même après l'expulsion des nobles, la noblesse ressuscitait dans une partie des familles victorieuses. On la voyait, par exemple, se reproduire dans les faubourgs de Modène, où régnait l'influence des campagnes. Les Panciatichi une fois expulsés de Pistoie, le parti rival et républicain des Cancellieri se subdivisait en deux nouveaux partis, les blancs et les noirs, et la division se reproduisait immédiatement dans toute la Toscane républicaine. Après l'expulsion des Lambertazzi, la noblesse de Bologne se relevait par les Pepoli; après les Pepoli, elle fut représentée par les Bentivoglio, issus d'une famille de bouchers. Souvent une querelle, une injure, qui divisait une famille républicaine, en jetait la moitié dans le parti de la noblesse, car les alliances nobiliaires étaient innombrables comme les châteaux, et peu d'opprimés dédaignaient ce secours. Dans chaque ville, les deux familles rivales renaissaient, pour ainsi dire, sous d'autres noms, en dépit des proscriptions et des massacres. Ni le podestat, ni le dictateur, ni les trêves de Dieu, ni le partage des emplois, aucune

enfin des ressources gouvernementales du moyen âge ne put étouffer la guerre des deux castes dans les républiques italiennes. Loin de les équilibrer, les podestats prirent parti pour l'une ou l'autre. Loin d'effacer la division, les bannissements créèrent des armées nomades ; actives, intelligentes, acharnées, ces armées entraînaient au combat villes, rois, papes et empereurs. Un double réseau de discorde et de guerre s'étendit depuis les Alpes jusqu'à Rome ; les papes même, comme seigneurs de Rome, furent ébranlés par la lutte immense qui agitait l'Italie. Enfin le royaume de Naples, placé sous l'influence des papes, ennemis de la maison impériale de Souabe, ne put rester longtemps hors de l'arène ; il fut déchiré par deux dynasties appuyées sur deux races. Les Angevins, établis en 1266, avaient reçu de Charles d'Anjou, en quelques mois seulement, cent soixante fiefs, et les familles françaises se séparèrent des familles indigènes à tel point que Rostain Cantelmi, cent quarante ans après la conquête, était le premier Angevin qui épousât une Napolitaine. La rivalité fut donc universelle, et, comme personne ne nia les deux suprématies du pape et de l'empereur, personne ne brisa le pacte du moyen âge. Deux Italies se trouvèrent ainsi aux prises, achevées l'une dans l'autre, de manière à ne pouvoir ni vaincre ni périr.

Telle fut la lutte des guelfes et des gibelins : à cette morne dualité du pape et de l'empereur, qu'avait conçue Charlemagne, avait succédé la guerre des villes contre les châteaux, devenue plus tard la guerre des familles industrielles et féodales, et aboutissant enfin à la dualité brillante de deux sociétés héroïques et aventureuses. Le mouvement italien était ainsi entraîné sans cesse par delà les limites du droit rigoureux, tel qu'il existait au moyen âge. Depuis Frédéric II, les deux chefs de la chrétienté ne dominèrent les deux partis que d'une manière nominale : on vit des papes combattre les guelfes par les gibelins, des empereurs combattre les gibelins par les guelfes ; on vit les deux castes aux prises avec fureur, tandis que la paix unissait le pape et l'empereur. Une seule chose est certaine : l'élection des deux chefs de la chrétienté renouvelait, pour ainsi dire, les motifs de la division. A chaque conclave revivaient plus énergiques toutes les haines soulevées par le dernier pontife ; la réaction s'emparait presque toujours de son successeur, et le mouvement se communiquait de proche en proche à toutes les familles, à toutes les républiques. Le voyage et le couronnement de l'empereur étaient à leur tour le signal des révolutions gibelines ; on exploitait l'autorité impériale, sauf à la remplacer plus tard quand l'empereur avait quitté l'Italie. C'est au milieu de ces luttes que la noblesse italienne achevait la première période de son histoire.

II. — LES RÉPUBLIQUES ET LES SEIGNEURS.

Du XI^e au XIII^e siècle, la lutte des familles rivales avait remplacé la guerre des villes et des châteaux ; du XIII^e au XV^e siècle, cette lutte aboutit à la victoire d'une famille dans chaque république. De là les seigneurs, et par conséquent une nouvelle révolution dans l'aristocratie italienne. Ici l'Italie semble se dérober à toute loi, chaque état est un monde à part ; il a ses républicains et ses rois ; chaque famille ne relève que d'elle-même ; placée entre le pape et l'empereur, les guelfes et les gibe-

lins, les seigneuries (1) et la république, elle est libre de choisir sa route. On suit les directions les plus opposées. L'histoire de l'Italie présente une série effrayante de coups d'état et de catastrophes. Dans la seule année 1355, on compte deux séditions à Fermo, deux à Sienne, une révolution à Pise, une à Lucques, la conspiration de Marino Faliero à Venise, une révolution de palais à Padoue, deux dans la famille des Visconti, sans parler de la guerre civile de la basse Italie et du mouvement pontifical d'Albornoz, qui devait multiplier les conspirations dans la péninsule. L'histoire de Bologne nous offre vingt-six révolutions accomplies dans l'espace de deux cent trente-six ans, et chacune de ces révolutions entraîne à sa suite deux ou trois complots avortés et bien des supplices. A Sienne, les révoltes étaient parfois plus fréquentes, à Pérouse plus terribles, partout innombrables. En apparence, nous le répétons, c'est là le règne du hasard ; toutefois la dualité guelfe et gibeline s'étant produite dans toutes les républiques, dans toutes les villes, les seigneurs durent triompher en traversant plusieurs phases uniformes qui ramènent ce mouvement si confus à une sorte d'unité.

D'abord le seigneur s'élevait en chassant la famille rivale. Les Baglioni de Pérouse s'établissaient par l'expulsion des Oddo, les Pollenta de Ravenne par l'exil et le massacre des Traversari, les Bonacolsi de Mantoue par l'expulsion des Casaloldo, les Vitelli de Citta-Castello par l'exil des Guelfucci. Cependant, les castes ne se fondant que sur les idées, la domination d'un seul dut se fonder à son tour sur un droit. Quel fut le droit du seigneur ? Ce droit, il ne pouvait le tenir que de l'empire, de l'église ou de la commune. Or, l'empire et l'église régnaient sans gouverner et avaient tout livré aux municipaux. Ce fut donc le représentant de la commune, ce fut le podestat, le capitaine de ville qui devint le seigneur. Après avoir chassé la famille rivale, il prenait souvent le titre de *libérateur* ; de gré ou de force, le sénat le proclamait podestat à vie ou capitaine perpétuel, et il régnait en défenseur de la république. La commune était sa force ; reconnu par la république, il en personnifiait les privilèges devant l'église ou devant l'empire, et le pays, l'empereur, ne pouvaient manquer de le reconnaître. Dès ses premiers pas, le seigneur marchait donc avec la commune ; en sa qualité de dictateur, il devint l'adversaire naturel de toute famille qui s'élevait au-dessus des autres : ce fut un niveleur.

A peine la famille régnante était-elle établie, qu'elle était entraînée dans une seconde phase par la fatalité du pouvoir. Le dictateur voulait disposer de l'état comme d'une propriété, le transmettre à son fils comme un fief, imiter la royauté. Si au premier pas il avait marché avec la commune, s'il en représentait les franchises et les privilèges devant l'église ou l'empire, il devait au contraire, pour consolider son pouvoir, empiéter sur les privilèges de la ville en invoquant à son profit le droit féodal de l'église et de l'empire. Les villes avaient chassé les marquis et les comtes qui, au XI^e siècle, les gouvernaient de par l'empereur ; la famille régnante parvenait à la tyrannie parce qu'elle représentait cette victoire des communes sur l'empire, et, une fois parvenus, les seigneurs tournaient le titre de vicair impérial ou pontifical contre la ville ; ils voulaient être comtes et marquis,

(1) Le mot de *seigneurie* correspond à celui de domination. On disait des podestats, élus par les communes, qu'ils allaient être seigneurs, *andavano in signoria*, car ils allaient exercer une domination. On appela ensuite *seigneurs* les princes issus de la commune ; ceux créés par l'église ou par l'empire étaient comtes, marquis, ducs ou rois.

sauf à n'obéir ni à l'église ni à l'empire. Au second pas qu'ils faisaient, les seigneurs tombaient donc dans l'équivoque, l'ambition primait le droit, ils marchaient hors de la loi. La rébellion s'organisait bientôt parmi les familles rejetées au second rang ; guelfes ou gibelins, elles conspiraient contre le règne de la force, avec le secours du pape, de l'empereur, d'un prince ou d'une république, peu leur importait l'allié. Une nouvelle lutte éclatait, celle des républiques contre les tyrans, lutte épouvantable : le seigneur, enveloppé de conspirateurs, moissonnait les familles par centaines ; il était forcé, pour ainsi dire, de commettre à lui seul tous les crimes d'une dynastie ou d'un parti. Azzo Novello d'Este, seigneur de Ferrare, du parti guelfe, en 1312, signa d'un seul coup un arrêt de mort de quatre cents personnes, tandis que le pape le proclamait *défenseur de l'église*. Quelques années plus tard, Ecelino, du parti impérial, seigneur de Trévise, de Vérone et de Padoue, immolait, on l'a affirmé du moins, jusqu'à cinquante mille victimes. Ubertino Carrara faisait mourir de faim les grandes familles de Padoue. C'était l'ère des massacres. Les républiques rendaient aux tyrans supplice pour supplice : on les poignardait jusque dans les églises, et toute conspiration heureuse se terminait par l'extermination de la famille régnante. Ainsi périrent les Altichindi, massacrés à Padoue : on avait découvert dans les souterrains de leur palais les victimes entassées pêle-mêle, mortes et mourantes. Pise broya successivement la famille d'Ugolino de la Gherardesca, Uguccione de la Fagginola, les fils de Castruccio Castracani, Agnello, les Appiani, les Gambacorti, massacrés deux fois. Bologne sacrifia les Zambecari, les Pepoli ; les Bentivoglio furent décimés quatre fois en quarante-trois ans avant de pouvoir s'imposer avec un semblant de sécurité, en égorgeant à leur tour les Canedoli, les Malvezzi et les Marescotti. La famille d'Ecelino fut complètement exterminée à Trévise, depuis les vieillards jusqu'aux femmes et aux enfants, tant l'on craignait un vengeur.

La lutte des républiques et des tyrans se termina presque partout par le triomphe définitif des seigneurs. L'aristocratie domptée, le terrain une fois déblayé par les premières tentatives, il était possible de régner. Après Ecelino, Vérone acceptait les Della Scala, Padoue les Carrare : à Milan, la dynastie guelfe des Torriani cédait la place à la dynastie gibeline des Visconti ; au contraire, dans la Marche de Trévise, les Da Camino, guelfes, succédaient aux Da Romano, gibelins ; à Ferrare, la famille d'Este, guelfe, remplaçait les Torelli, du parti impérial. Les vieux partis guelfes et gibelins s'effacèrent alors déconcertés comme devant une force nouvelle. Aux luttes des partisans de l'empire et de la papauté, aux guerres des républiques et des tyrans, succéda la sanglante rivalité des familles seigneuriales.

Il y avait dans l'origine même des seigneuries un vice qui ne fit que grandir avec elles. Aucune loi ne régissait la succession, il n'y avait pas de raison pour que les frères ou les fils des seigneurs dussent céder la place à l'aîné ; ils se disputaient donc le pouvoir. La liberté communale du moyen âge pénétrait ainsi dans les familles régnantes pour les dissoudre. Les seigneurs faisaient de vains efforts pour constituer le régime héréditaire ; l'assassinat ou l'émeute étaient la seule loi de succession. Des familles régnantes furent légitimées, il est vrai ; les Visconti devinrent ducs de Milan, les marquis d'Este furent ducs de Ferrare ; cependant l'autorité nominale de l'empereur et du pape ne pouvait rien sur le mouvement général, et les conspirations se jouaient de la légalité factice qui proclamait l'inviolabilité de quelques individus.

La diplomatie italienne, entre les mains des seigneurs, s'organisa à son tour comme une vaste conspiration où plusieurs chefs s'unissaient dans l'ombre, s'alliaient à des familles, à des bannis, à des prétendants, pour qu'à un moment donné une guerre insignifiante ou une promenade militaire décidât du sort d'un état. Se détachant du droit, la politique fut envahie par la trahison. A l'entrevue de Rubiera, en 1409, plusieurs princes jouèrent à l'assassinat, et le seigneur de Parme, Ottobon Terzi, succomba dans un guet-apens. Le sénat de Venise employa le poison, soudoya des sicaires à l'étranger, garda d'horribles secrets avec la constance d'un corps politique et la dissimulation de la seigneurie italienne. Lors du supplice du comte de Carmagnola, on vit le gouvernement de la république tout entière tromper lâchement le général. Invité à se rendre à Venise, Carmagnola fut un instant effrayé de l'amabilité extraordinaire de tous les gouverneurs qu'il rencontrait sur son passage; tous ces gouverneurs avaient ordre de l'arrêter au premier soupçon de fuite. Dans le palais des doges, on lui fit congédier sa suite; des sénateurs s'offrirent pour l'escorter, et à travers des corridors inconnus ils le conduisirent à une prison.

En marchant contre la loi féodale, l'Italie des seigneurs oublia vite le *carroccio*, la *martinella*, l'infanterie des corporations; elle ne voulut pas même de l'honneur militaire: partout des mercenaires formèrent la véritable milice. Organisés d'abord par hordes aux temps des républiques, à peu près comme les corporations des arts et métiers; depuis, à l'époque des seigneurs, disciplinés, formés en corps de cavalerie et complètement soumis à des chefs, les mercenaires aboutirent au *condottiere*, bizarre emblème des derniers temps du moyen-âge italien. Un jour à Naples, un autre jour à Venise, mélange étonnant de bravoure militaire et de perfidie politique, à la solde de tous sans jamais s'aliéner, quelquefois le maître de ses maîtres, c'était là un véritable seigneur nomade. Le *condottiere* régnait sur une armée, il la transmettait à ses fils; nul type ne représente mieux cette féodalité industrielle et guerrière arrachée au sol par la commune et les seigneurs, désormais ni guelfe ni gibeline, prête à servir le premier venu qui lui donnera un asile. Appelés à défendre des seigneurs désarmés, des républiques qui ne pouvaient pas combattre elles-mêmes, les *condottieri* promènèrent dans toute l'Italie des forces sans loi, sans droit, sans patrie. Le duc d'Urslingen se proclamait lui-même *l'ennemi de Dieu, de toute pitié et de toute miséricorde*. Par les mercenaires, la péninsule italique se trouva remplie de soldats et désarmée; elle nourrit une caste monstrueuse, intéressée à la diviser par la guerre, et qui aurait pu la conquérir, si, envahie elle-même par les rivalités italiennes, cette caste ne s'était partagée en deux écoles ennemies, avec deux familles de capitaines, disciples, les uns de Braccio, les autres de Sforza. L'influence de cette milice mercenaire se fit sentir dans toute la politique des états italiens. Peu séduits par une gloire militaire qu'ils payaient sans la partager, réduits à redouter les triomphes qu'ils achetaient, ces états évitèrent le hasard des batailles et les grandes journées. Pourquoi combattre quand une perfidie valait une victoire? On remplaça la guerre par la conspiration et par le meurtre; la gloire même des *condottieri* servit ainsi comme d'aiguillon pour développer chez les seigneurs l'instinct et l'art de la trahison.

Les seigneurs finirent par s'imposer; mais, en prenant possession de la terre, ils devinrent les représentants armés des rivalités locales. L'ancienne lutte des villes changea de théâtre et passa dans les dynasties. Rien n'est plus curieux que ce mélange de passion et d'égoïsme qui caractérise les guerres des seigneurs

italiens. Vérone et Padoue se font représenter par les Della Scala et les Carrare, et les deux familles se combattent pendant deux siècles, fidèles aux haines qui séparent les deux villes. Cette guerre ne finit que lorsque les Carrare sont massacrés à Venise et les Scala empoisonnés par les Visconti. Chaque ville qui tombe, c'est toute une famille égorgée. Un condottiere, Gabrino Fondulo, veut s'emparer de Crémone; il réunit les Cavalcabò, seigneurs de Crémone; il les égorge tous au nombre de soixante-dix et reste maître de la ville. A leur tour, les Visconti lui enlèvent Crémone, et Gabrino Fondulo est décapité à Milan. L'histoire des Cavalcabò se répète avec mille variantes dans les Rusca de Como, les Beccaria de Pavie, les Soardi de Bergame, dans toutes les villes conquises par les Visconti. Les tragédies des États-Romains ont une teinte plus sombre, témoin les Trinci, les Varrano, les Baglioni, les Vitelli, dont les familles sont aux prises avec l'ambition des papes et l'anarchie errante des condottieri. Les Chiavelli, maîtres de Fabriano, succombent en 1455. Une conspiration s'était formée contre cette famille au moment où François Sforza s'approchait de Fabriano; elle éclata dans l'église le jour de l'Ascension. Tous les Chiavelli furent égorgés, on brûla les archives, et François Sforza se rendit maître de la ville. Trois ans plus tard, les horribles scènes de Fabriano se répètent à Foligno, où succombe la dynastie des Trinci. A Camerino, ce sont les Varrano qu'on égorge en 1434 dans l'église même, et c'est encore François Sforza qui s'empare de Camerino. Un seul enfant, Jules-César Varrano, échappe au massacre; il faillit périr successivement dans l'extermination des Chiavelli à Fabriano, dans celle des Trinci à Foligno; il rentre toutefois à Camerino, il devient condottiere, et, après avoir vieilli au milieu des dangers, il se trouve en présence d'Alexandre VI et de César Borgia, qui le firent étrangler avec trois de ses fils. Cette fois encore Camerino succombe avec les Varrano, tandis que Fermo, Citta-Castello, Faenza, Forli, Piombino, Pérouse, succombent avec Oliverotto, avec Vitellozzo Vitelli, avec les Manfredi, les Ordellaffi, les Appiani, les Baglioni, les Rovere, les Riario, et les vingt familles pourchassées, décimées par les Borgia. Ces tristes exemples prouvent assez ce que nous disions du rôle nouveau des seigneurs, qui finissaient par représenter l'indépendance de la terre, par concentrer en eux sa force et ses haines. Dans la lutte, dans l'essor de toutes les ambitions vers une grandeur sans limite et sans lois, il y eut des états destinés à périr, il y eut des familles régnantes vouées à la mort. Il faut dire aussi que l'indépendance représentée par les seigneurs créait souvent aux petits états de dures exigences. Les Bonacolsi de Mantoue, les Della Scala de Vérone, les Carrare de Padoue, soutenaient des guerres qui duraient de vingt à trente ans. Entourés d'ennemis, ils se trouvaient dans l'alternative de devenir conquérants ou de périr. Pressurées à l'excès, les villes s'insurgeaient, s'alliaient à l'ennemi, sauf à regretter la famille du seigneur aussitôt qu'elles avaient perdu l'indépendance. De là l'inconstance de ces peuples tour à tour enthousiastes des Borgia contre leurs maîtres et enthousiastes de leurs maîtres contre les Borgia. De là aussi des conquêtes nombreuses et des défaites inouïes dans ce labyrinthe mobile de la politique italienne, où rien n'était sacré, où rien ne pouvait tenir. De là encore ces terribles génies qui s'élèvent au-dessus de ces individualités sans frein pour les soumettre par la terreur et poursuivre à travers le meurtre et la trahison le rêve toujours insaisissable d'une royauté italienne. Ecelino de Romano, maître de la Marche de Trévise, de Padoue, de Vicence, de Vérone, rêvait, vers 1240, la conquête de la Lombardie. Dans sa pensée, c'était encore la conquête du royaume des Longobards;

aussi se flattait-il de surpasser Charlemagne en Italie. Blessé mortellement au moment de sa grandeur, il mourut prisonnier sans qu'on pût lui arracher une parole de regret ou de plainte. Massino II della Scala, seigneur de Vérone, quatre-vingts ans plus tard, envahit les terres d'Ecelino, il y ajouta Brescia, Parme, Lucques; il y avait à sa cour vingt-trois princes dépossédés; ses revenus égalaient ceux des plus riches souverains d'Europe. Il songea à son tour à la royauté italienne; des rébellions firent avorter ses projets et changèrent son ambition en désespoir. La pensée d'Ecelino fut encore poursuivie en Toscane par Castruccio Castracani, simple aventurier, puis seigneur de Lucques et de Pise, maître de trois cents châteaux, lieutenant de Louis de Bavière et chef de tout le parti gibelin. Les Quarantagli de Lucques, d'abord alliés de Castruccio Castracani, avaient essayé ensuite de lui résister; ils furent tous ensevelis vivants au nombre de vingt-un. Ce type terrible d'Ecelino se reproduit sans cesse; on le retrouve à Florence, à Ferrare, à Pise, à Milan, à Rome, à Naples, et jamais son œuvre ne dure, rien ne reste, personne ne brise le pacte du moyen âge, la rébellion ne va jamais jusqu'à la révolution; la papauté et l'empire, malgré leur impuissance, restent toujours les dieux vengeurs de l'Italie.

Telle fut la seigneurie italienne, vrai compromis entre le triple droit du pape, de l'empereur et de la commune, compromis équivoque où le pacte du moyen âge était violé au nom de la commune, tandis que les privilèges de la commune étaient violés au nom du pacte du moyen âge. L'équivoque fut le caractère des seigneurs: tantôt expulsés par la ville, tantôt au ban de l'empire ou de l'église, ils ne s'élevaient qu'en se transportant à propos d'un camp à l'autre, ils ne grandissaient qu'à la condition de trahir, ils ne gardaient les conquêtes qu'à la condition de tuer. Après s'être joués de l'empire, de l'église et des communes, ces petits despotes étaient si bien jugés, qu'en Italie le roi de Naples seul était appelé seigneur *naturel*, par opposition aux autres princes, dont l'origine était tout artificielle. C'est à prix d'argent qu'on acheta les républiques comme Pise et Bologne; c'est à prix d'argent qu'on acheta les armées; c'est encore avec de l'argent qu'on acheta la légitimité: l'histoire des papes et des empereurs en fait foi. Les princes italiens étaient salués, au xvi^e siècle, par le cri national: *Viva chi vince!* Le peuple respecta la force par intérêt, et ce fut en définitive une seule religion, celle du succès, qui sacra les princes. Quand les Borgia parurent, Machiavel put prendre la plume et dédier ses livres à un pape. La religion du succès avait trouvé en même temps son pontife et son apôtre. On a comparé les crimes des princes italiens à ceux de Louis XI: l'erreur est grossière. Louis XI, sombre, faux, impitoyable, était le roi; sa perfidie était au service d'un droit, son égoïsme interprétait une tradition. Quel était le droit des Médicis et des Sforza? La France n'avait pas été matériellement partagée par la dualité du pape et de l'empereur; son aristocratie n'avait pas été conquise par les villes. Sans doute les villes de France eurent leurs luttes à soutenir contre l'aristocratie; mais, malgré ses divisions, la France avait été plus forte que les Français; l'Italie, au contraire, avait été plus faible que les Italiens. De là les phases exceptionnelles de la civilisation italienne. De là ces gibelins qui délibèrent s'ils doivent raser Florence, ces Vénitiens qui parlent de transporter Venise à Constantinople, ces condottieri qui portent le défi à Dieu. De là ces massacres des familles trois fois renouvelés sur une échelle gigantesque pour fonder l'autorité de la commune d'abord, ensuite l'autorité de la commune personnifiée dans les seigneurs, en troisième lieu pour simplifier la

géographie politique et constituer les états du xvi^e siècle. Les villes même furent plusieurs fois reconstruites, à l'époque des grandes expulsions d'abord, puis à l'époque des seigneurs, et chaque fois on démolit les palais par centaines. La fureur des guerres civiles renversait des monuments comme la tour des Tosinghi à Florence, haute de cent trente brasses et ornée de colonnes de marbre jusqu'au sommet. Pise perdait d'un seul coup les tours de trois cents maisons, Bologne le palais des Bentivoglio, où l'on comptait trois cent soixante-dix chambres. Plusieurs villes furent détruites à jamais. Les ravages et les massacres se succédaient presque sans interruption. Rien de commun, on le voit, entre la royauté de Louis XI et la seigneurie italienne. Tandis que l'une développait la monarchie nationale, l'autre reproduisait dans les hautes régions des cours les fureurs de la guerre guelfe et gibeline, après les avoir comprimées sur la place publique au moyen des tyrans. L'œuvre de Louis XI reste, le droit du roi se fixe dans les peuples, il lie les consciences; le droit du seigneur au contraire provoque la révolte, et Venise, qui imite les seigneurs, perd en un seul jour devant la ligue de Cambrai ce qu'elle a gagné en huit cents ans de travail et de conquêtes en Italie. Quel pouvait être le résultat de la concurrence de toutes ces forces effrénées qui se disputaient la péninsule? Il faut le demander aux idées du moyen âge et aux deux villes où la renaissance de l'Italie politique s'efforça de les remplacer.

III. — LES GUELFE ET LES GIBELINS. — FLORENCE ET MILAN.

La nationalité italienne ne pouvait être constituée que par les deux idées du moyen âge italien ou par les deux forces de la renaissance. Ces idées conduisaient à quatre systèmes : la théocratie guelfe, l'unité impériale, la liberté républicaine, dont Florence a été l'expression la plus exquise, ou la seigneurie conquérante, dont Milan a été le siège pendant deux siècles (1).

C'est à peine si l'on peut s'arrêter au premier système, à celui de la théocratie guelfe. Les papes, dit-on, étaient tout-puissants en Europe; ils pouvaient donc fonder la nationalité de l'Italie. On ne voit pas que la dictature des pontifes était européenne précisément parce qu'elle n'était d'aucune nation. Une théocratie nationale eût été une absurdité au point de vue chrétien, et, en ressuscitant le judaïsme, elle aurait fait de l'Italie l'ennemie naturelle de tous les peuples. Comment les papes auraient-ils fondé la nationalité italienne? Par les républiques? Entre eux et les républiques, il n'y eut qu'une coalition extérieure, transitoire, momentanée, pour combattre l'empire. Aux yeux de l'église, les républiques ne furent en réalité que des villes libres de l'empire, en d'autres termes l'empire lui-même sous une forme tantôt faible, tantôt factieuse et rebelle. Une papauté républicaine eût dû organiser d'avance la république à Rome pour l'établir dans toutes les villes, et les papes, au contraire, furent les ennemis implacables de la république romaine.

(1) Campanella, Dante, Machiavel et Sismondi peuvent être considérés comme les représentants de ces quatre systèmes. Toutefois Machiavel en embrasse deux, celui des républiques et celui de la principauté; aussi est-il le représentant le plus fidèle de la renaissance italienne. Pas un mot dans ses livres sur le droit pontifical et impérial : il agit par les moyens, jamais il ne touche aux principes.

Une papauté républicaine eût dû porter la république en Europe pour l'assurer en Italie, et le saint-siège sacrait l'empereur, il sanctifiait la royauté germanique. La principauté se développait dans les républiques italiennes ; les papes l'ont-ils empêchée de surgir ? Nullement : ils furent les alliés des familles guelfes qui s'élevaient, ils furent les ennemis des républiques gibelines qui restaient libres, et, si dans les moments de détresse ils s'appuyaient sur les communes, dans leur force ils les menacèrent sans cesse, ils les écrasèrent au centre de l'Italie : ils n'ont jamais cessé de maintenir la servitude féodale dans le royaume de Naples. Jamais la république ne fut la pensée des pontifes. Les papes pouvaient-ils au moins pacifier la péninsule, resserrer les ligues, donner une sorte d'unité fédérale aux républiques et aux seigneurs de l'Italie ? Sans doute, au fort des luttes guelfes et gibelines la papauté intervint ; souvent les villes en guerre virent arriver les légats apostoliques pour pacifier les partis, pour ramener les bannis dans les villes, pour prêcher la croisade contre les tyrans ; cependant, loin de concilier les villes, les papes les divisaient : c'est la papauté qui créait les guelfes. Entre les guelfes et les gibelins, les papes étaient juges et parties ; ils n'attaquaient que les tyrannies gibelines : les vicaires de l'église imitaient au fond ceux de l'empire ; les podestats guelfes étaient des tyrans, comme les podestats des villes gibelines, et la croisade même contre les gibelins était commandée par les tyrans du parti opposé. Impuissants, comme alliés des républiques, à constituer la nationalité italienne, ils le furent encore plus comme seigneurs. Le chef de la chrétienté, au cœur du moyen âge, ne pouvait pas tenir tête au sénateur, au préfet de Rome, à la plèbe ; à chaque instant, on l'expulsait : Grégoire VII lui-même mourait en exil. Princes électifs, sans postérité, sans ancêtres, les papes furent le jouet des familles ; les fiefs et les seigneuries se multiplièrent sur la terre des pontifes avec plus d'indépendance qu'ailleurs. C'étaient, à Rome même, des familles aux origines antiques, aux serfs innombrables, aux monstrueux privilèges, soutenues par des châteaux dans les campagnes et des forteresses dans la ville. J'ignore si les Savelli, qui tenaient les clefs du conclave, comptaient les six papes, les trente-six cardinaux, les capitaines, les saints, les évêques, qui figurent dans leurs généalogies du xvi^e siècle ; je ne sais pas s'ils ont combattu Mézence, donné des consuls à l'ancienne Rome, et résisté à Énée par les *Sabellii*. Je sais seulement que plusieurs familles remontaient au delà du moyen âge, et que la lutte des familles guelfes et gibelines dans la ville éternelle se développa sur une échelle gigantesque. C'est à Rome que nous rencontrons Sciarra Colonna, l'ennemi de Boniface VIII qu'il faisait mourir de rage, de Benoît XI qu'il empoisonnait, l'ami de l'empereur Henri VII qu'il couronnait le sabre à la main, tandis qu'une moitié de Rome était insurgée. Pris par les corsaires, délivré par un roi de France, restauré par Louis de Bavière et mourant en exil, Sciarra fut l'une des plus grandes figures du xiv^e siècle. Sous Jules II, un cardinal Colonna proposait de faire revivre la république et de chasser de Rome le soudan de la chrétienté ; plus tard, Fabrice et Pompée Colonna, à la tête des armées impériales, ébranlaient l'Italie. C'était la digne postérité de Sciarra. Quand on songe aux Orsini, aux Colonna, quand on se rappelle le tribunat d'Arnauld de Brescia, de Cola de Rienzi, les éclats volcaniques de la plèbe romaine, les papes assassinés, tandis que l'Europe était à genoux, l'on reconnaît Rome à cette grandeur, et l'on se sent au milieu des anciens maîtres du monde. On comprend qu'à Rome la satire déchirât hardiment les voiles du temple, et montrât l'homme dans le pontife, le despote dans le pape.

Les grands seigneurs de Rome adoptaient volontiers cette idée gibeline, qui présentait la théocratie comme le règne de l'imposture inauguré dans le monde à trois reprises par Moïse, le Christ et Mahomet. Que firent les papes en présence de cette noblesse indomptable, en présence de toute l'Italie? Dans la première moitié du moyen âge, ils avaient sanctifié la conquête; pour se grandir, ils avaient appelé de nouveaux conquérants, ils avaient rendu impossible une royauté italienne, en sacrant Charlemagne et Othon. Dans la seconde moitié du moyen âge, ou plutôt au ^{xiii}^e siècle avec Nicolas III, ils devinrent seigneurs et adoptèrent les mœurs des dynasties italiennes: par conséquent les papes subirent cette loi de l'exil qui pesa sur toutes ces dynasties. Ils durent, comme tant d'autres seigneurs, reconquérir leurs propres états. C'est alors surtout que se trahit leur faiblesse. Quatre fois, au ^{xvi}^e siècle, ils tentent la restauration du pouvoir temporel avec le cardinal Bertrand du Poiet, avec le comte Durefort, avec le cardinal Albornoz, avec le cardinal Robert de Genève: c'est une guerre continuelle qui échoue quatre fois et aboutit à un schisme. Le concile de Constance au ^{xv}^e siècle veut rétablir la papauté avec Martin V, et deux papes sont successivement dépossédés; deux condottieri, Braccio Mantone et François Sforza, occupent les États-Romains; les scandales se multiplient, et c'est par le terrible scandale des Borgia que s'achève au ^{xvi}^e siècle la restauration de l'église. Ce n'était pas la papauté qui était faible, c'étaient les papes. La papauté, mille fois au-dessus de l'aristocratie romaine, était la magistrature universelle de la chrétienté, la dictature morale de l'Europe, l'unité du moyen âge; mais, comme seigneur de Rome, le pape fut son propre ennemi: il fut souvent l'homme le plus coupable de la chrétienté. La contradiction entre les papes et la papauté devint si évidente, qu'elle passa à l'état d'axiome, et on ne saurait s'étonner si le parti guelfe, en se développant, chercha à prendre la place des pontifes. Il en résulta que les marquis d'Este, Naples, Bologne, Florence surtout, le centre des guelfes, rejetèrent au second rang l'autorité du pape, la soumettant à la politique du parti d'abord, pour sacrifier ensuite le parti lui-même à l'intérêt de chaque état.

La constitution de l'unité italienne par l'autorité impériale a été infiniment plus vigoureuse, plus naturelle, plus légale. Sans remonter à l'empire romain, sans parler du couronnement de Charlemagne, en écartant les traités et les vicissitudes accidentelles pour n'interroger que la conscience des peuples, il est évident que l'Italie, avant les républiques, était profondément impériale. L'empereur était le roi des Romains, il avait à Rome son tribunal, et il y jugeait en dernier ressort, tandis que dans les diètes d'Italie il était le justicier des princes et des villes. Les villes lombardes insurgées, en guerre contre Frédéric Barberousse, n'osaient pas l'attaquer les premières, malgré l'avantage de la position, car elles redoutaient l'accusation de haute trahison. La paix de Constance consacrait encore les droits de l'empereur après la victoire de Legnano; les villes de la haute Italie prêtaient serment de fidélité à Frédéric II. Plus tard, l'empereur Henri VII, avec deux mille hommes, soulevait une réaction gibeline depuis Milan jusqu'à Rome. Louis de Bavière renouvelait le mouvement gibelin en 1327, et par la suite il n'y eut pas d'empereur, même vaincu et en déroute, qui ne pût rançonner des villes, nommer des vicaires, vendre cent diplômes, en un mot légaliser les usurpations des princes et des républiques de l'Italie. Quand la moitié des familles, dans les républiques, arborait le drapeau impérial, quand aucun guelfe n'osait contester la suzeraineté de l'empereur, de tels faits n'étaient pas assurément sans

signification. Nous le répétons, toute l'Italie du moyen âge était profondément impériale; qu'on interroge les jurisconsultes, et les disciples d'Irnerius répondront à la diète de Roncaille que *tout est à l'empereur*; qu'on interroge la langue italienne, elle naît en Sicile à la cour de Frédéric II, le descendant de Frédéric Barberousse. Enfin, qu'on interroge la poésie, le premier chant de la muse nationale fut l'épopée gibeline de Dante, et, depuis, la littérature, au delà des monts, se développa en maudissant les papes. L'unité gibeline, le droit de l'empereur, était donc l'idée populaire, poétique, l'idée du droit civil, par conséquent l'idée qui devait prévaloir dans l'émancipation politique de l'Italie contre la théocratie du moyen âge. Cependant la suprématie de l'empereur en Italie devait s'user comme celle du roi de France sur son vassal d'Angleterre. Tandis que la contradiction entre les papes et la papauté faisait la faiblesse de Rome, l'opposition entre les intérêts de l'Allemagne et ceux de la péninsule faisait la faiblesse de l'empereur. Le jour vint où le parti gibelin prit la place du chef de l'empire, de même que le parti guelfe prenait la place du chef de l'église. Ici encore la force de l'idée gibeline au delà des Alpes se montre tout entière. Ecelino d'Onara et de Romano, en se substituant à Frédéric II, rêve la gloire de Charlemagne; Massino II della Scala, en profitant d'un revers de Jean de Bohême; se croit sur le point de s'emparer de l'Italie; Castruccio Castracani, en se mettant à la place de Louis de Bavière, pense à son tour fonder un royaume d'Italie par le prestige de l'idée impériale. Toutes ces tentatives avortèrent cependant, et, au déclin du moyen âge, la mission nationale échut à une république guelfe qui se substituait aux pontifes, à une seigneurie gibeline qui se substituait à l'empire. De là Florence et Milan.

Au point de vue italien, l'histoire de Milan se divise en trois périodes : celles des Torriani, des Visconti et des Sforza. Un jour, l'armée de Milan, battue par Frédéric II à Cortenova, fut accueillie et ravitaillée par les Torriani, comtes de Valsassina. A partir de ce moment, il s'établit une amitié toute guelfe et patriarcale entre le bas peuple de la ville et les châtelains de Valsassina. Ceux-ci virent habiter Milan, ils furent podestats, ils expulsèrent les nobles (1257); cinquante patriciens furent égorgés le même jour sur le tombeau de Paganino de la Torre. Les Torriani jetaient ainsi les fondements d'une seigneurie guelfe qui aurait embrassé Lodi, Como, Novare, Verceil, Bergame. Malheureusement ils étaient entourés de forces gibelines. L'archevêché de Milan était gibelin, et l'archevêque Othon Visconti, appuyé sur l'alliance féodale du marquis de Montferrat, chassa à son tour la famille des Torriani. La dynastie gibeline commença par renfermer six Torriani dans des cages. Mathieu, le successeur d'Othon, dut céder à la réaction guelfe; remplacé par les Torriani, il partit pour l'exil, attendant, disait-il, que les crimes de la famille rivale et victorieuse surpassassent ceux des Visconti. Henri VII ramena Mathieu à Milan, en 1311, imposant la paix aux deux familles ennemies. Sur ces entrefaites, une trahison éclata : probablement les Visconti poussèrent les Torriani à l'émeute contre l'empereur, et l'empereur à la vengeance contre les Torriani; en définitive, la colère impériale tomba sur la famille guelfe, qui fut expulsée pour toujours. Les Visconti grandirent dès lors rapidement : Plaisance, Tortone, Parme, Verceil, Crémone, Alexandrie, furent soumises en dix ans par Mathieu. Le successeur de Mathieu, Galéas, persécuta les guelfes, et fut toutefois trahi par Louis de Bavière, qui le supplanta et l'exila après l'avoir jeté dans ces mêmes cachots où il entassait sans pitié les guelfes. Les Visconti rachetèrent bientôt Milan, de Louis de Bavière, à beaux deniers comptants, et la dynastie gibeline re-

prit son essor avec Luchino et Jean, oncles et alliés de Azzo Novello. Luchino combattit Bellinzona, Como, Asti, Bobbio, Pise, Parme, Tortone, Cherasco, Alexandrie, la famille de Savoie, celle de Montferrat, celle des Gonzagues, la république de Gènes. Il mourut empoisonné par sa femme, une Fieschi de Gènes (1349). Jean poursuivit le combat commencé par Luchino. Liés avec les Ordelaffi, les Pollenta et les Malatesta, les Visconti conspiraient contre la république guelfe de Florence, contre le pape : ils achetaient Bologne des Pepoli, ils prenaient Gènes en 1353 ; en 1351, par la diète gibeline de Milan, ils avaient organisé la conspiration générale de toutes les familles impériales contre l'église. Les Visconti se substituaient ainsi aux empereurs ; Charles IV, de passage, en 1355, à Milan, était gardé à vue, presque prisonnier ; la dynastie gibeline s'élevait à l'indépendance. Elle fit sentir sa force par de terribles violences sous les trois frères Mathieu II, Galéas II et Bernabos. A cette époque, le parti guelfe, sous l'influence d'Albornoz, se relevait dans l'Italie centrale, les Visconti venaient de perdre quelques provinces, et les conspirations se multipliaient en Lombardie. Ce fut alors que, par une loi, les Visconti menacèrent d'arracher la langue à ceux qui prononceraient les mots de guelfes et de gibelins. Mathieu épouvanta les conspirateurs par le *carême*, supplice atroce qui durait quarante jours avant d'amener la mort. Ce tyran mourut empoisonné. Son successeur, Bernabos, répandit l'épouvante dans la moitié de l'Italie : il se disait seul pape et seul empereur vis-à-vis de ses sujets. Quand il passait dans la rue, les ecclésiastiques devaient se mettre à genoux. Rome l'excommunia, et deux cardinaux vinrent lui porter la sentence pontificale ; il les arrêta sur un pont, et leur laissa le choix de manger la bulle ou de boire l'eau du fleuve : les cardinaux durent se résoudre à manger la bulle. Deux croisades furent prêchées contre Bernabos ; il résista à Florence et à Rome ; il acheta Reggio. Cet homme cruel, père de trente-cinq enfants, avait un neveu d'une dévotion excessive, et timide en apparence jusqu'au ridicule, qui passait sa vie à chanter vêpres et complies avec les chanoines de la cathédrale de Pavie : c'était Jean Galéas, élevé dans la crainte de Dieu et de son oncle. Un jour, Jean Galéas demande à son oncle la permission de passer par Milan pour se rendre en pèlerinage au sanctuaire de la Madonna del Monte, près de Varese. Bernabos, qui prend en pitié les faiblesses superstitieuses de son pauvre neveu, va à la rencontre de Jean jusqu'aux portes de Milan, presque sans cortège ; mais le pèlerin était un traître : Bernabos, saisi par les satellites de Jean Galéas, fut jeté dans une prison où il mourut avec deux de ses fils. Quant au timide neveu, il monta sur le trône ducal, prix de sa trahison.

Une fois maître de Milan, Jean Galéas commença par demander au pape le titre de roi d'Italie. Ayant essuyé un refus, il se rua sur Florence, sur Bologne, il mit en déroute les troupes pontificales ; la force, l'argent, les coups d'état, tous les moyens lui étaient bons ; il prit Sienne, Pise, Pérouse, Bologne ; il enleva Vérone aux Della Scala, Padoue aux Carrare ; il conspirait à Lucques, et menaçait Venise. Jean Galéas avait-il fondé un royaume ? Non : son œuvre chancelait par la base. Jean Galéas n'avait été légitime qu'en 1395, son règne n'avait été qu'une longue réaction gibeline, et après sa mort, en 1402, pendant la minorité de ses fils, les villes et les familles s'unissaient dans une insurrection universelle. Les Della Scala se révoltaient à Vérone, les Cavalcabò à Crémone, les Landi à Bobbio, les Scotti à Plaisance ; l'insurrection atteignait Lodi, Bergame, Pavie. Quelle avait été la politique de Jean Galéas ? Celle de l'unité. Il avait voulu relever le royaume

des Longobards, et n'avait réussi qu'à déchainer toute l'Italie contre sa famille. Venise, Florence, Rome, le Montferrat, envahissaient à la fois les états qu'il léguait à son faible successeur. Les auxiliaires que Jean Galéas avait employés tournèrent contre lui comme sa politique. Il s'était appuyé sur les forces mobiles des *condottieri*, et à sa mort cinq *condottieri* se jetaient sur les terres des Visconti : Ottobon Terzi enlevait Parme, Plaisance, Reggio; Facino Cane occupait Novare, Tortone et Alexandrie; Malatesta prenait Brescia; Colleoni s'emparait de Trezzo, Gabrino Fondulo de Crémone. La crise fédérale qu'on vit alors éclater développa dans toute l'Italie une agitation sans égale : les seigneurs, les condottieri, les prétendants, s'entre-choquaient dans l'Italie du nord; l'anarchie régnait dans l'Italie centrale. Il n'était plus question du pape, ni de l'empereur; les destinées des deux arbitres de l'Italie féodale furent un moment entre les mains du condottiere Gabrino Fondulo, qui faillit les précipiter du haut de la cathédrale de Crémone, où il les avait réunis. Les dépouilles de l'empire étaient l'objet de toutes les convoitises, et, tandis qu'on se disputait les lambeaux de cette riche proie, l'idée de la royauté italienne, exclue de la Lombardie, retrouvait à Naples un nouveau représentant dans la personne du roi Ladislas, qui prenait pour devise : *Aut Cesar, aut nihil*. Maître de Naples et de l'Italie centrale, Ladislas s'avancait vers le nord à la grande terreur de Florence, quand il mourut empoisonné. Naples retomba bientôt dans son anarchie habituelle, et après le règne du faible Jean-Marie Visconti, assassiné en 1412, l'idée de la royauté italienne reprit son influence à Milan. Philippe-Marie Visconti, à son avènement, se trouva sans argent, sans soldats et sans villes. La veuve de Facino Cane, qu'il épousa bien qu'agée, lui livra un trésor, des villes et une armée; c'est ainsi qu'il s'empara de Milan, de Monza, de Bobbio, de Lodi, où Vignate mourait dans une cage, de Crémone dont il fit décapiter le seigneur, de Voghera où il fit pendre Beccaria. Philippe-Marie étouffa une à une les familles rebelles; les condottieri de l'insurrection durent tout rendre; il reprit Gênes, et poursuivit avec une énergie infatigable le projet de monarchie italienne qui avait séduit Jean Galéas, mais il rencontra sur son chemin la ligue de Venise et de Florence, et la guerre se prolongea sans amener de résultat. Philippe-Marie puisait ses forces dans la solitude. Inaccessible à tous, il se jouait de tout : en présence d'un homme, cependant, il n'était plus maître de lui-même; aussi refusait-il de voir l'empereur, qu'il faisait fêter à Milan; peut-être se souvenait-il de son ancêtre trahi un siècle auparavant par Louis de Bavière. A la mort de Philippe-Marie, en 1447, la crise fédérale se renouvela; la branche ducale des Visconti était éteinte. Les guelfes, les gibelins, les villes et les seigneurs se révoltèrent : Pavie, Parme et Tortone se déclarèrent indépendantes, l'état fut envahi; Milan, flottant entre les guelfes et les gibelins, proclama la république. Cette fois le duché ne pouvait être sauvé que par un conquérant italien; il échut aux représentants de l'Italie militaire, aux condottieri.

Divisée entre les deux dynasties nomades des Braccio et des Sforza, l'Italie militaire venait de recevoir une sorte de chef dans François Sforza, qui avait dispersé l'armée de Braccio. Resté seul, François Sforza avait déjà fondé et perdu un état dans le centre de l'Italie; il était gendre de Philippe-Marie, il se jeta donc au milieu de la guerre entre Milan, Florence et Venise. D'abord à la solde de Milan, puis de l'ennemi, il joua serré, trahit quelque peu, domina ses rivaux, et le plus grand des condottieri mourut maître de l'état où Bernabos voulait être

à la fois pape et empereur. Son fils tomba sous les coups d'une réaction républicaine. Le pouvoir échut ensuite à Louis-le-More, qui s'en empara à force d'adresse et de crimes. Louis-le-More fit une tentative dernière et désespérée pour créer à Milan ce centre monarchique qu'avaient rêvé pour l'Italie Bernabos, Jean Galéas et Philippe-Marie. Il appela Charles VIII à la conquête de Naples, croyant le jeter dans une guerre italienne dont il se réservait d'exploiter les chances à son profit. Quand il vit Naples conquise sans coup férir, il tourna contre Charles VIII toutes les forces italiennes, et il provoqua ainsi la vengeance de Louis XII, qui brisa à jamais le duché de Milan (1500).

Nous venons de retracer rapidement les tentatives de la seigneurie quasi-gibeline de Milan pour organiser l'unité italienne. Si elle a échoué dans cette tâche, ce n'est pas faute d'hommes supérieurs. En cent cinquante ans, la famille des Visconti avait compté six grands politiques, Othon, le fondateur de la dynastie, Mathieu, qui la rétablissait sur le trône, Luchino le conquérant, enfin Bernabos, Jean Galéas et Philippe-Marie, dont les efforts eurent un but commun. Les Sforza, qui avaient remplacé les Visconti, ne leur cédaient ni en énergie ni en adresse. Cette famille de paysans s'était élevée rapidement au pouvoir par la gloire militaire. Les Sforza, en cinquante ans, donnaient à Milan un grand capitaine et un grand politique, François Sforza et Louis-le-More. Que manquait-il donc aux Visconti et aux Sforza ? Ni la hardiesse ni le génie assurément ; mais l'unité qu'ils proposaient à l'Italie ne représentait aucun droit, et les villes la repoussaient de toute leur force comme la tyrannie d'une famille, tyrannie aussi illégale que violente. De là les crises fédérales ; de là, en 1447, l'établissement de la république à Milan, la conspiration des républicains qui assassinent le fils de François Sforza, et l'attitude des populations frémissantes sous Louis-le-More, qui accueillent Louis XII comme un libérateur. D'ailleurs, le duché était un fief de l'empire, la tradition impériale se trouvait encore assez forte pour ouvrir les portes de l'Italie à l'empereur ; partout l'idée d'une nationalité italienne était si faible, que personne n'accusait de trahison les Colonna et les Trivulzio, qui combattaient contre le pays à la tête des armées impériales ou françaises.

La domination de l'Italie, qui avait échappé à la seigneurie gibeline de Milan, pouvait-elle appartenir aux républiques ? En d'autres termes, celles-ci s'appuyaient-elles sur une idée assez forte pour donner naissance à un droit ? Certes le développement des forces républicaines fut rarement poussé plus loin que dans l'enceinte de Florence. La noblesse y fut un titre de proscription, les familles aristocratiques expulsées dans les soulèvements y furent en partie réduites à labourer la terre pour vivre. La dictature même des podestats, jadis exercée par des princes à Florence, disparut complètement dans la magistrature du gonfalonier, dont les fonctions duraient deux mois, et dont les pouvoirs étaient fort limités. La liberté se trouvait-elle garantie ? Nullement. Quand on rasa les châteaux, Florence resta une ville de châteaux, ses palais devinrent autant de forteresses ; quand on brisa la féodalité, les gonfaloniers anoblirent les grandes familles de la bourgeoisie ; les gros bourgeois (*popolani grassi*) formèrent une nouvelle aristocratie profondément détestée par la plèbe des artisans et par la noblesse, dont l'influence ne fut jamais anéantie. Cette bourgeoisie, désarmée comme toutes les bourgeoisies italiennes, dut soudoyer les condottieri, payer les petits princes pour combattre les ennemis, et à la fin elle se trouva prise entre deux forces également hostiles, la plèbe et l'ancienne aristocratie. Quand cette

situation nouvelle se fut déclarée, la première famille de bourgeois assez riche pour s'assurer d'une clientèle commerciale, assez peu scrupuleuse, assez adroite pour trahir la bourgeoisie en donnant des espérances au peuple et à l'ancienne noblesse, cette famille de bourgeois, appuyée sur les forces combinées de l'église, de l'aristocratie et de l'empire, put fonder la dynastie de Florence et supprimer au cœur de l'Italie la liberté du moyen âge. C'est ce qui arriva par les Médicis. La république toutefois ne se rendit pas sans résistance. Il fallut qu'après bien des luttes et des massacres, tout conspirât contre elle pour qu'en 1529 la seigneurie lui fût définitivement imposée. Quand on se rappelle combien d'émigrés partirent pour l'exil, supérieurs à la patrie qui succombait, combien de victimes il fallut égorgé pour tuer une pensée qui ne cessait de protester dans la Toscane entière ; quand on voit cette Florence, l'Athènes du moyen âge, devenue le centre, le foyer de la vie intellectuelle et politique en Italie, cette Florence où des gonfaloniers bimestriels gouvernaient avec la prudence consommée de vieux ministres rompus aux affaires, et qui, à sa dernière heure, après avoir créé les Médicis, avait encore Machiavel pour inspirer sa politique, Michel-Ange pour construire ses forts, et Savonarole pour lui parler de Dieu, on ne peut se défendre d'admirer un si grand exemple de ce que peut la liberté, quelles que soient ses formes et ses vices. Florence a résumé longtemps cette vie multiple de l'Italie qui semblait se refuser à tout nivellement, à toute expression simple et précise, cette intarissable originalité qui rejetait toute loi hormis celle du beau. Toutefois faut-il regretter que la république ait succombé devant les Médicis ? N'est-il pas évident que le triomphe des Strozzi, liés avec vingt cours et riches à soudoyer des armées, n'aurait guère retardé que de quelques années l'avènement d'une dynastie florentine ? La liberté de Florence, d'origine essentiellement municipale comme les seigneuries mêmes, ne put jamais s'étendre hors de la ville. Forte pour détruire comme les guelfes, elle n'eut jamais d'empire sur les villes soumises, qui restèrent toujours ennemies et prêtes à la révolte. Conquérante, Florence ne put jamais dompter Sienne ; républicaine, elle appuya mille conspirations sans établir la liberté nulle part ; ville libre, elle était l'ennemie naturelle de toute famille qui visait à l'unité italienne par la royauté. Elle arrêtait les progrès ambitieux des Della Scala, des Castruccio Castracani, des Visconti, des Ladislas. Elle ne manqua pas à ses derniers jours de se coaliser avec l'étranger contre Pise, et une année avant de périr elle était consternée en apprenant que Gênes avait secoué le joug de la France. Telle fut l'attitude de Florence en présence de l'Italie. Sa force fut avant tout une force de résistance, sa liberté au milieu des seigneuries et des républiques fut une liberté brillante, mais isolée.

La conséquence à laquelle nous arrivons, c'est que la théocratie de Rome s'est trouvée en opposition avec les droits de l'empire par suite d'un contrat signé au commencement du moyen âge. Les papes, ne pouvant concilier en eux-mêmes le caractère du seigneur avec celui du pontife, échouèrent dans leur lutte contre l'empire. D'un autre côté, le droit anti-national de l'empereur fut impuissant à régir la péninsule. Cette lutte de deux forces également stériles opposa famille à famille, ville à ville ; Florence, appuyée sur les papes, se trouva opposée à Milan, appuyée sur les empereurs, de sorte que la religion se tourna contre le droit, puis la liberté contre l'indépendance, tandis que dans le duel des princes et des républiques les condottieri séparaient les forces militaires de toutes les forces politiques. Ajoutons que la littérature italienne se trouva à son tour en contradic-

tion avec les tendances de l'Italie. Tandis que la lutte des familles et des cités multipliait les différences et les contrastes sur le sol de la péninsule, tandis que le génie italien, se cherchant toujours et ne se fixant jamais, s'éparpillait pour ainsi dire en mille créations qui se détruisaient les unes par les autres, la littérature, forcément une et indivisible, était poussée par ses divines inspirations à chercher un droit qui sanctifiât le triomphe d'un parti. C'était une route contraire à celle que suivait l'Italie. Aussi Dante, gibelin, plaça-t-il en enfer ses propres héros, et la poésie, depuis Dante, poursuivit-elle de ses invectives cette Italie dont l'anarchie n'avait pas de nom dans la langue des poètes. Plus tard, animée par les inspirations de la renaissance, détestant l'empire et les papes, la littérature se réfugia dans les sereines régions de l'antiquité; elle exila de ses poèmes les Visconti et les Médicis, Venise et Florence, comme des illustrations sans prestige. Machiavel, l'homme positif, à la fois Florentin et Italien, cherchant une issue à sa propre pensée, se trouvait frappé d'une profonde incertitude. Après avoir fait abstraction de la religion et de l'empire, après avoir conçu une double politique à l'usage des seigneuries et des républiques, il présentait l'indépendance et la liberté de l'Italie comme les deux termes d'une contradiction sans espoir. C'était la renaissance qui se jugeait.

IV. — DÉCADENCE DE L'ARISTOCRATIE.

On attribue la chute de l'Italie à l'invasion étrangère : je crois peu aux conquêtes qui se réalisent sans coup férir. Milan et Naples ne se sont pas défendues, on peut dire qu'elles se sont bornées à assister à la lutte de la France et de l'empereur en Italie. La Toscane résista bien plus aux Médicis qu'à Charles-Quint; elle resta indépendante, et partout ailleurs l'état de l'Italie ne fut point changé. L'Italie n'a donc été vaincue que par une idée. Cette idée fut une restauration pure et simple du droit européen par les deux autorités qui avaient légitimé, de gré ou de force, toutes les usurpations des républiques et des seigneurs. Le droit de l'église et le droit de l'empire envahirent tout, entraînèrent les villes et les peuples; Florence et Milan n'eurent plus de mission. Ces princes, ces familles, ces villes qui s'entr'égorgeaient dans le sentiment de leur égalité, n'eurent pas de force devant une invasion naturalisée d'avance par l'ancien pacte du moyen âge. Il est vrai que, si l'on ne se battit pas, on conspira; mais quelle fut la pensée de ces conspirations? Chasser l'étranger par l'étranger, en d'autres termes chasser les franco-guelfes et les hispano-impériaux les uns par les autres, ce qui revenait à chasser le pape par l'empereur, et l'empereur par le pape. Telle fut la dernière équivoque de la renaissance. Le pape et l'empereur cessèrent de se combattre en présence de la réformation, le pacte du moyen âge fut renouvelé, et les conspirations se trouvèrent déjouées ou étouffées. Pour la seconde fois, la papauté et l'empire se partagèrent l'Italie. Les papes, enclavés dans les possessions espagnoles, perdirent le droit de couronner l'empereur et l'alliance des républiques guelfes; à Naples, ils trouvèrent dans le roi d'Espagne un vassal redoutable. Par compensation, ils restaient à la tête de toutes les conspirations catholiques contre la réformation, et le seigneur de Rome régna dans ses états avec une sécurité jusqu'alors inconnue. Il s'empara de toutes les terres que lui disputaient les anciennes familles.

il enleva Ferrare, prit Urbin, disposa des fiefs échappés à l'empire. D'ailleurs, le parti guelfe survivait, la France le soutint, afin de se créer en Italie des alliés contre l'influence impériale. Le parti guelfe s'appela le parti français, et les maisons guelfes, comme la famille d'Este, ou devenues guelfes à l'heure de la décadence, comme les Pico della Mirandola, se rallièrent autour du saint-siège. L'influence gibeline, qui s'appela de nouveau impériale comme aux anciens temps, se développa par l'Espagne, qui entraînait à sa suite la cour de Vienne. Féodale par essence, elle paralysa l'industrie des villes lombardes et napolitaines, elle releva l'aristocratie humiliée par les rois de Naples et les seigneurs de Milan. Bref, au *xvii^e* siècle, les vingt-neuf états de l'Italie étaient presque tous des fiefs de l'église et de l'empire, la cour de Madrid et la diète germanique exercèrent réellement une autorité qui n'avait été que nominale au temps de la renaissance. Quand l'Autriche, en 1707, remplaça l'Espagne à Naples et à Milan, l'influence de l'empire fut doublée. Le parti français se trouva brisé, livré à l'Autriche, la famille d'Este elle-même devint impériale; les Pico, les Gonzagues, adhérents du parti français, furent dépossédés comme rebelles par la diète germanique. Les familles régnautes se demandaient si on allait revenir au régime de Frédéric Barberousse. Dans la suite, à l'extinction des Médicis, la maison de Lorraine établissait en Toscane l'influence autrichienne; la famille d'Este devait se continuer par des archiducs de la maison de l'empereur. Les traditions de la renaissance ne survécurent que dans une île, à Venise, dans la ville qui avait refusé le serment de fidélité à Frédéric II, et qui, hostile à la politique comme aux idées italiennes, avait neutralisé chez elle la double idée guelfe et gibeline.

Quels furent, pour les familles régnautes et pour l'aristocratie en général, les résultats de cette restauration du droit impérial et pontifical? Les familles régnautes durent modifier leur diplomatie et leur politique intérieure; l'aristocratie fut atteinte dans ses mœurs. De là deux aspects de la décadence italienne, l'un politique, l'autre moral, dont le premier nous occupera d'abord.

Le droit européen, en s'imposant de nouveau à l'Italie, rendit inutile toute la diplomatie italienne du *xvi^e* siècle. Le pape et l'empereur remplacèrent Florence et Milan. Chaque état se trouva seul en présence de la cour de Rome ou de la diète germanique; la diplomatie européenne décida de tout. La hardiesse des anciens temps, frappée d'anathème, réduite à des intrigues insignifiantes, à des rivalités microscopiques, fut traitée de rébellion. Tuée dans sa politique nationale, la péninsule ne se survécut que par ses villes; l'histoire de l'Italie à cette époque n'est plus que l'histoire des municipalités italiennes. La même où l'Italie résistait à la double réaction impériale et pontificale, l'immoralité était profonde comme à Venise, et l'isolement augmentait tous les jours. La littérature, on ne saurait l'oublier, représente fidèlement cette tendance nouvelle, ce triomphe de l'esprit municipal sur l'esprit de nationalité : elle partage le sort de la politique italienne. Née à la cour de Frédéric, devenue italienne au milieu des luttes de l'Italie guelfe et gibeline, soutenue par les seigneurs au-dessus de tous les municipes, s'élevant par ses propres forces au-dessus de tous les seigneurs, nous l'avons vue se réfugier dans l'antiquité, qui n'était ni impériale, ni pontificale, ni municipale. Les municipes se fatiguèrent bientôt de cette renaissance littéraire qui n'était pas de leur temps; les patois s'insurgèrent, et les poètes populaires ne voulurent voir dans la langue italienne que le patois de Florence; Florence s'insurgea à son tour et rédigea son dictionnaire toscan où elle jeta l'anathème à la langue italienne.

Le théâtre italien, le théâtre des *seigneurs* ou de l'*Académie*, comme on l'appelait, fut détrôné lui-même par le théâtre des patois, en d'autres termes par la comédie *dell' arte*. Les Arlequins de Bergame, les Polichinelles de Naples, les Pantalons de Venise, toutes ces caricatures locales s'étaient en d'autres temps déjà humblement réunies sur les tréteaux, elles y étaient montées avec leurs masques, elles y parlaient leurs patois; peut-être sortaient-elles du carnaval, des fêtes *dell' arte*, c'est-à-dire des corporations des arts et métiers; peut-être sortaient-elles d'un carnaval plus ancien où Maccus l'esclave était l'ancêtre de Polichinelle. Le triomphe des influences locales rajeunit toutes ces caricatures, et par un nouvel élan les masques conquièrent l'Italie. Arlequin et Brighella, désormais libres, furent heureux et fiers de marcher à la suite des rois de Castille et d'Aragon; ils entrèrent de plain-pied dans le drame espagnol, ils adressèrent la parole à la statue du commandeur. Cette fois, la mascarade des anciens arts et métiers triompha de la littérature italienne, et fit le tour de l'Europe (1).

L'anéantissement de la diplomatie seigneuriale avait été le premier résultat de la restauration de l'église et de l'empire; l'impulsion nouvelle donnée à la politique intérieure des princes fut le second. Une fois arraché à ce milieu d'intrigues et de complots qu'avait créé la renaissance, que pouvait faire le prince italien, disciple de Machiavel? Il ne lui restait qu'à être le maître chez lui. Richelieu au petit pied, il s'efforça d'attirer la noblesse à la cour, comme jadis les républiques l'avaient fixée à la ville. Ce travail de centralisation s'accomplit avec un hideux mélange de perfidie et de violence: il fut horrible à la cour des Farnesi. Ranuce II, en 1644, fit tout à coup saisir, juger, torturer les familles les plus influentes, les livra au bourreau, et confisqua tous les fiefs, qu'il avait marchandés ou convoités. A Rome, l'œuvre de la centralisation fut tantôt contrecarrée et tantôt favorisée par les papes. D'un côté, le népotisme des Riario, des Borgia, des Farnesi, amoindri, réduit à une tyrannie vulgaire, élevait les familles des Caraffa, des Borghesi, des Buoncompagni, des Barberini, des Odescalchi, des Chigi, des Rospigliosi, des Albani, des Altieri, des Corsini, etc. D'un autre côté, avec les progrès de l'église, les grandes familles perdaient les alliances royales et les ressources du moyen âge. Les Colonna eux-mêmes acceptèrent la restauration; ils devinrent les plus fidèles appuis de l'église, et ils conservèrent ainsi jusqu'en 1797 cent vingt fiefs et cent trente mille sujets dans la basse Italie. A défaut de forte politique, les papes se servirent de l'ascendant religieux pour dompter les grandes familles; les derniers héros de l'indépendance féodale furent entraînés devant les tribunaux de Rome et saintement décapités après la bénédiction pontificale. On sait qu'au xvi^e siècle deux cardinaux surprenaient Ancône et la livraient au saint-siège en y massacrant les nobles. Le cardinal Alberoni renouvela au xviii^e siècle la même tentative sur San-Marino, qui échappa par miracle. Bologne au contraire succomba. Ville libre de l'église, avec ses troupes, ses douanes, sa comptabilité, un sénat, une dette publique et un ambassadeur à Rome, au reste fort désœuvré, elle fondait son indépendance séculaire sur les traités de 1278 et de 1447. Sous Pie VI, en 1780, le cardinal Buoncompagni, issu du népotisme de Grégoire XIII, se chargea d'incorporer Bologne aux États-Romains: deux chiographes du saint-père suffirent à anéantir toutes les franchises de l'une des villes les plus turbulentes de la renaissance.

(1) Voyez, dans les livraisons de juin 1839 et février 1840, de la *Poésie populaire en Italie*.

Nous arrivons au dernier résultat de la restauration guelfe et gibeline, à l'influence qu'elle eut sur les mœurs non-seulement des familles régnantes, mais de l'aristocratie en général. Sous la triple action des municipes, de l'église et de l'empire, l'aristocratie ne donna au pays que des magistrats, des chanoines et des capitaines. Les premiers, courtisans ridicules, sont toujours prêts à changer d'opinion au gré du maître; les capitaines entrent dans les armées de l'empereur, où ils continuent la tradition anti-nationale des Colonna par les Piccolomini, les Strozzi, les Montecuccoli, condottieri plus ou moins illustres qui désertent leur pays, où l'on finit par abhorrer naïvement le métier du soldat. Les seules illustrations nationales sont celles de l'église. La dévotion s'empare de l'Italie en décadence. On fonde des couvents, on multiplie les aumônes. Les saint Charles Borromée, les saint Philippe de Néri, nous représentent cette ère nouvelle. Toute la vieille Italie est mise à l'index comme profane et païenne. La littérature est proscrite. L'esprit de la renaissance, banni des livres, ne résiste plus que dans les mœurs. L'énergie et les prétentions des familles enlevées brusquement aux préoccupations politiques éclatent dans des aventures individuelles; les nobles s'entourent de *bravi*, de bandits; dans le royaume de Naples, ils s'allient contre le peuple avec les brigands, qu'ils lancent comme une force politique au milieu des mouvements révolutionnaires. Chose singulière, la religion, implacable vis-à-vis de la littérature, demeure courtoise en ce qui touche aux mœurs. Elle a des ménagements pour le brigandage, elle en a surtout pour d'autres égarements plus aimables, pour les égarements de l'amour italien. Les grands pécheurs ne fondent-ils pas des monastères? D'ailleurs, cette noblesse italienne au ^{xiii}^e siècle avait été presque une noblesse de robe, ces hommes de guerre et de sang étaient amis de Pétrarque; ils lisaient l'Arioste. En vérité, c'était par clémence que Louis-le-More et les Borgia n'envoyaient pas aux galères les mauvais poètes. Les poètes congédiés au ^{xvii}^e siècle, il fallut bien s'entourer de musiciens et de bouffons, il fallut que l'amour remplacât l'art, et le poignard servit à dénouer des intrigues galantes, après avoir si souvent terminé des luttes politiques.

Les Médicis et les Gonzagues sont les plus fidèles représentants des mœurs de la décadence italienne. Pour comprendre cette triste époque, il suffit de jeter les yeux sur les derniers princes de la dynastie florentine. Côme, le premier de la branche moderne des Médicis, était fils du dernier condottiere: son père le fit jeter encore enfant du haut d'une fenêtre pour interroger le sort. Voyant que le petit Côme ne s'était pas cassé le cou, il en tira bon augure. En effet, Côme signa quatre cents arrêts de mort; lors de la reddition de Sienne, sur quarante-deux mille habitants, trente-six mille émigrèrent plutôt que d'accepter sa domination. Il tua de sa main un de ses fils naturels; ses sicaires parcouraient l'Europe. La fabrication des poisons qu'il envoyait à ses ambassadeurs était pour Côme l'objet d'une sollicitude particulière. François, son successeur, ne fit exécuter que quarante-deux conspirateurs: il épousa Bianca Capello, qui l'entraînait au tombeau en essayant d'empoisonner son beau-frère, le cardinal Ferdinand. Garcia, fils naturel de Côme, fut tué par son père; un autre fils naturel, Ferdinand, fut tué par Garcia à la chasse; Isabelle Orsini, fille et maîtresse de Côme, fut étranglée par son mari; en même temps un autre fils de Côme, Pierre de Médicis, poignardait sa femme Éléonore de Tolède et se jetait au pied d'un crucifix encore baigné de sang pour faire vœu de célibat. A Madrid, cet étrange célibataire vivait entouré de mignons et donnait l'exemple des plus honteux désordres. Il mourut endetté,

légant son corps et des sommes imaginaires aux révérends pères de l'ordre de Jésus. Les révérends pères, piqués au vif par cette mystification, refusèrent le cadavre. Un autre fils naturel de Côme, Jean de Médicis, libertin de bas étage, épousa une fille publique dont il fit emprisonner le mari et annuler le mariage. Le couple heureux et béni vivait à Venise. A la mort de Jean, la cour de Florence fit mille promesses à la veuve, l'attira en Toscane, l'arrêta, et la malheureuse finit ses jours dans un couvent, accusée de sorcellerie par son fils. La dynastie des Médicis arrive ainsi, à travers les crimes et les excès de toute sorte, à travers les tristes règnes de François, de Côme II, de Ferdinand II, de Côme III, à son dernier représentant, Giangastone, prince insouciant et voluptueux, dont la vie se passe entre des favoris et des courtisanes. Avec lui, la branche des Médicis, qui avait donné à l'Italie un dernier condottiere et Côme à Florence, descend au tombeau.

Nous avons dit qu'avec les Médicis, les Gonzagues représentaient fidèlement les mœurs de la décadence italienne. Il y avait, au ^{xvii}^e et au ^{xviii}^e siècle, des Gonzagues à Mantoue, à Guastalla, à Novellara, à Castiglione. On compte parmi eux des libertins magnifiques, des chasseurs effrénés et des empoisonneurs. Partout ce furent les mêmes exemples de débauche et d'insouciance. Vincent Gonzague, né en 1562, duc de Mantoue, vendait tout, places et fiefs; entraîné par la vanité, il contractait une alliance où il perdait la moitié du Montferrat. Les successeurs de Vincent continuèrent la vie joyeuse des Gonzagues sur le trône ducal de Mantoue, si bien qu'un dernier duc, vrai prodige d'ignorance, d'inaptitude et de lâcheté, se trouva dépossédé sans savoir pourquoi. On trouve chez les Gonzagues de Guastalla de sombres tragédies, un prince qui passe quatorze ans dans un cachot, des femmes qui poignardent des ministres à la manière des Médicis. A Novellara, ce sont encore d'atroces guet-apens. Au ^{xviii}^e siècle, Camille Gonzague faillit être tué par les sicaires de sa femme; on attribuait à un Gonzague, marquis de Castiglione, le projet d'empoisonner ses sujets pour régénérer la population; il fut tué en allant à la messe. Bien que plusieurs branches de cette famille se soient éteintes, il reste encore des Gonzagues en très-grand nombre. En compensation des droits qu'ils ont perdus, ils jouissent des bonnes grâces de l'Autriche. L'histoire des Gonzagues se reproduit à Modène, à Parme, dans presque toutes les anciennes familles, avec des variantes plus ou moins scandaleuses.

On vient de voir quelle fut la restauration du droit européen en Italie; ce fut la décadence, l'anéantissement de la diplomatie italienne, des forces militaires et des forces politiques. La dernière conséquence de cette restauration éclata en 1789. Menacée par la révolution française, l'Italie aristocratique se prosterna devant ses deux divinités, le pape et l'empereur; elle rendit même à l'église les privilèges qu'elle lui avait enlevés, elle consumma en un mot l'alliance pleine et entière du moyen âge. Le principe démocratique pesait à la fois sur l'autorité religieuse et sur l'autorité politique, et les noblesses de toutes les origines, guelfe, gibeline, espagnole, longobarde, angevine, ecclésiastique, républicaine, même la noblesse de Venise, cette fille de la renaissance, ne formèrent plus qu'un seul corps solidaire et compacte, dévoué à l'église et à l'empire. Nous avons déjà montré (1) quelle fut l'arme du libéralisme italien, comment, au milieu d'une

(1) Voyez, dans la livraison du 15 novembre 1844, *la Révolution et les Révolutionnaires en Italie*.

société hostile, armée d'inquisiteurs, la révolution prit le masque de la conspiration, comment la conspiration, cette arme des vieux temps, peupla les villes de démocrates qui considéraient l'ancien droit comme une injure. L'Italie aristocratique riposta avec l'arme de l'inquisition ; elle s'allia aux brigands comme à l'époque de Masaniello, et régna par la terreur comme aux jours de Côme de Médicis. Jusque-là elle triomphait, car le sentiment de l'ancien droit était dans les peuples. Attaquée par la France et tirée de son sommeil religieux, elle s'aperçut qu'elle n'avait plus pour auxiliaires que des populations ignorantes, incapables de résister à l'élan des idées : elle se jeta dans les bras de l'empereur. Quant à la démocratie, divisée dans chaque ville, ne pouvant trouver en elle-même l'unité d'une dictature ou la force d'une armée, elle se trouva sans réserve à la merci de la France. La révolution en Italie fut donc la lutte de la France et de l'Autriche, de même qu'au xvi^e siècle la restauration italienne avait été la lutte de Charles V et de François I^{er}. La démocratie doit à la France l'anéantissement des grandes familles, l'unité des lois réalisée partout d'un seul coup pour la première fois dans la péninsule ; elle lui doit l'idée du *royaume d'Italie*, c'est-à-dire l'idée de l'unité nationale. Le droit nouveau, en octroyant aux peuples la faculté de se gouverner par la raison, impliquait comme conséquence la conquête de l'indépendance italienne : ce mot, inconnu au xviii^e siècle, fut en 1814 le mot d'ordre de la péninsule. A la même époque, au contraire, l'aristocratie jeta la plèbe et les brigands sur le libéralisme ; l'ancien droit fut restauré, le royaume d'Italie fut détruit, l'unité des lois abolie comme un sacrilège, et l'Italie fut rendue à ses divisions, réclamées par la noblesse et maintenues sous la sauvegarde du pape et de l'empereur. La noblesse italienne, en défendant alors au peuple de délibérer sur ses croyances et ses intérêts, s'est trouvée anti-nationale par sa foi dans les dynasties légitimes qui perpétuent la division de l'Italie, anti-nationale par le droit qui la régit et sanctifie la conquête impériale, anti-nationale enfin par sa propre faiblesse qui la condamne à invoquer les armées et par conséquent le protectorat de l'Autriche. En somme, à Naples, à Turin, à Rome, partout, elle n'a reproduit que les cruautés et la perfidie des anciens temps, sans en retrouver le courage et la hardiesse.

La restauration aristocratique de 1814 pèse encore aujourd'hui sur le commerce, sur l'industrie, sur les libertés de l'Italie. Depuis trente ans, les protestations se multiplient ; les colères nationales, en vain comprimées, font explosion à Naples, en Piémont, en Romagne ; la résignation a fait place à un malaise fiévreux qui semble augmenter chaque jour. Les symptômes de ce malaise sont partout, dans l'horreur que soulèvent les exécutions politiques comme dans l'enthousiasme voisin du délire qui accueille les amnisties. Les idées nouvelles se répandent ; chaque événement porte atteinte au pacte du moyen âge. La noblesse ne se dissimule pas que l'ancien droit se meurt, et que tous les jours la restauration de 1814 perd le caractère d'un gouvernement légitime pour prendre celui d'une conquête autrichienne. Déjà en 1821, à Naples et en Piémont, de nobles transfuges passaient de l'aristocratie au libéralisme ; depuis 1830, la fraction des transfuges s'est grossie ; on commence à comprendre que le cercle des idées constitutionnelles est assez large pour satisfaire les intérêts les plus opposés. Aujourd'hui cette pensée se fait jour en Sicile, à Gènes, à Bologne ; elle gagne de la popularité dans les États-Romains. En même temps qu'on parle de libéralisme, on parle aussi d'indépendance. L'idée d'indépendance s'est produite sous un pa-

tronage quasi-officiel en Piémont et ailleurs. En Lombardie, on a représenté, on représente encore l'absolutisme de la maison de Savoie comme le vrai juste milieu entre la liberté et la conquête. Ainsi reparait l'ancien dilemme de Machiavel entre les républiques et les seigneurs; les mots seuls ont changé; il s'agit d'opter entre les constitutions et l'indépendance italienne.

Nous voudrions applaudir à ces rêves d'indépendance qui pénètrent jusque dans les salons d'une aristocratie rétrograde; malheureusement il n'y a au fond de ces rêves qu'un égoïsme stérile. Cette haine de l'Autriche, au nom de laquelle certains seigneurs voudraient se poser en *condottieri* de l'indépendance italienne, ne s'appuie sur aucun principe et n'a inspiré que d'absurdes déclamations. Les uns proposent de chasser l'Autriche sans combat, en toute amitié, dans son propre intérêt; les autres proposent une ligue entre Naples et le Piémont pour partager l'Italie en deux moitiés, et jeter à la frontière ou dans les îles les princes de Modène, de Toscane, le pape et l'Autriche; d'autres préfèrent une ligue italienne présidée par le saint-père, et qui aurait un double but, l'expulsion de l'Autriche et la conquête du monde! On est allé jusqu'à indiquer comment on pourrait s'allier à l'Autriche, prendre service dans ses rangs et la trahir sur le champ de bataille en se livrant à l'ennemi. Que dire de pareilles chimères, où se cache mal, sous une naïveté apparente, un étrange abus de l'esprit d'expédients? On veut fortifier les princes. Est-ce pour résister à l'Autriche, pour la harceler avec des constitutions? Non, l'Autriche n'attaque pas ces princes, et, quant à des constitutions, ceux-ci n'en veulent point. C'est contre le libéralisme, tranchons le mot, c'est contre la France qu'on cherche des auxiliaires. Il suffit, pour s'en convaincre, d'examiner les projets mis en avant par les partisans de l'indépendance italienne. Ces projets se réduisent tous à ressusciter les vieilles ligues conçues à Rome et à Naples vers la fin du dernier siècle. Ils viennent en droite ligne de la cour de la reine Caroline et des conciliabules sanfédistes. On ne trouve là qu'une pâle reproduction des idées réactionnaires de la vieille Italie en lutte contre l'invasion française, moins, toutefois, l'à-propos de la guerre, moins la franchise, moins l'excuse de l'inexpérience. Contre qui dirige-t-on aujourd'hui ces lourds pamphlets sur l'indépendance italienne? Contre Napoléon. De quoi se plaint-on? De l'*ingratitude* du congrès de Vienne envers la vieille cour de Naples si *dévouée, si fidèle!* Que pense-t-on des Romagnols? On déclare qu'*indociles et factieux, ils ne peuvent être gouvernés qu'au moyen de la force brutale ou de la conquête.* On ne tarit pas au reste en protestations de dévouement au saint-siège, et faute d'idées, de vues pratiques, on finit par s'égarer dans le labyrinthe des artifices et des hypothèses. On fait figurer la révolution et la France tour à tour comme faibles, fortes, alliées, ennemies. A ce chaos de contradictions, qui ne reconnaîtrait l'absence de principes et l'influence persistante d'une politique de désordre et de ruse traditionnelle en Italie? Très-hardis quand ils remanient la carte géographique de l'Italie, les écrivains qui mettent en avant ces projets, ou plutôt ces rêves, évitent soigneusement les professions de foi; ils s'enveloppent volontiers de nuages; ils veulent être *commentés, interprétés.* Leur but semble être de transformer la politique en une science de pure théorie. Parmi ces écrivains, il en est dont les intentions sont droites, et que la cour de Turin exile en ce moment; on les a trompés. Il en est d'autres qui, abrités par l'équivoque, attaquent le libéralisme comme un obstacle aux conquêtes futures des princes italiens sur l'Autriche: ceux-ci ne sont pas dupes, ils trompent. Entre les uns et les autres, à qui se fier?

Évidemment ce ne sont pas les hommes, c'est le but du mouvement qui doit nous préoccuper. Ce but, ne l'a-t-on pas déjà reconnu, et n'est-il pas évident que c'est la tradition absolutiste qui, sous le masque d'une réaction nationale, cherche à se substituer au progrès?

Il reste à l'aristocratie de la péninsule une autre mission, si elle veut l'accepter. Qu'elle se souvienne de son histoire : elle a marché avec la commune, ses ancêtres se sont battus pour les franchises de la terre, ils ont grandi avec la réaction nationale contre la papauté et l'empire. Aujourd'hui la commune est partout souveraine, excepté en Italie. La bourgeoisie n'en est plus à réclamer ses privilèges, elle dicte des lois. La commune italienne veut se relever à son tour, elle s'agite, elle aspire à une vie plus large. L'aristocratie comprendra, il faut l'espérer, cette situation nouvelle. Les atteintes portées par la révolution à l'esprit de caste, à la légitimité austro-pontificale, ont dû la convaincre que son ancien rôle est fini. M. Litta lui-même laisse percer à chaque ligne le sentiment d'une défaite irréparable. Il dépend des nobles Italiens de regagner sur un autre terrain ce que la force des choses leur a fait perdre. Qu'ils s'unissent à la haute bourgeoisie et se fassent ainsi, comme au *xvi^e* siècle, les représentants de la commune. Au lieu de conquêtes absurdes, qui auraient fait sourire leurs ancêtres, qu'ils demandent, avec l'autorité de leur nom, les réformes nécessaires au pays. Assez d'abus subsistent en Italie. Faut-il rappeler le privilège du clergé en matière de justice, l'inquisition, la censure ecclésiastique, l'enseignement livré aux jésuites, le gouvernement militaire fonctionnant en Piémont (1), les garanties individuelles supprimées d'un bout à l'autre de la péninsule? Au lieu de commencer par l'impossible, au lieu de discours sans portée sur les moyens de conquérir l'unité de l'Italie par je ne sais quel larcin diplomatique, que l'on débute donc par le possible ; que l'on prête aux réclamations des communes l'appui d'une parole ferme et d'une influence respectée ; que l'on renonce surtout à ce langage obscur, embarrassé, à cet abus dangereux de l'équivoque et de l'hypothèse. Que s'il y a des princes qui se croient entraînés par la vocation de la grandeur, pourquoi n'essaient-ils pas de doter leurs états de lois nouvelles, d'institutions réparatrices? Ce serait là une conduite plus noble, plus digne, que d'entretenir de folles illusions dans le carbonarisme, tout en continuant à Vienne le rôle le plus obséquieux. Si l'on voulait à toute force discuter les éventualités d'un avenir que nos prévisions ne peuvent encore atteindre, certes ce n'est pas la liberté qui manquerait de chances brillantes à opposer aux espérances diplomatiques de l'absolutisme. N'est-il pas certain, en effet, que l'état le plus libre sera *le plus fort, et partant celui qui triomphera en Italie*? Ne se rappelle-t-on plus les triomphes obtenus par la France libérale au nom et par la force des principes? A-t-on oublié que l'indépendance sortit un jour tout armée de l'Italie à la voix de Napoléon, et ne voit-on pas que ce faux libéralisme de comtes et de marquis, en voulant recommencer l'œuvre de Napoléon au profit des princes, expire comme un misérable plagiat dans des réminiscences qui aboutissent au *statu quo*?

Non, ce n'est pas à l'absolutisme qu'il appartient de constituer l'unité italienne. Comment réclamer l'unité, l'indépendance, au nom de l'absolutisme d'un prince, sans empiéter aussitôt sur le droit divin d'un pape ou d'un roi, sans accepter par

(1) En Piémont, comme en pays conquis, ce sont les généraux qui font l'office de préfets.

là même le rôle impossible de conquérant, de révolutionnaire sans principes ? Seule, l'idée constitutionnelle peut, même dans le cercle des intérêts actuels, développer, en étendant son influence, les germes d'une condition meilleure ; seule, elle peut hâter le jour où l'unité, dans la sphère politique comme dans celle des intérêts matériels, ne sera plus un vain rêve pour l'Italie. Seule, elle peut rallier ce peuple d'individus, fonder une nationalité nouvelle sur la vieille terre du pape et de l'empereur. Tandis qu'aujourd'hui l'Italie absolutiste n'enlèverait pas un village à l'Autriche, il n'est pas un prince, pas un ministre qui ne pût conquérir des sympathies illimitées en reprenant par les constitutions le travail interrompu de la renaissance. C'est donc à l'idée constitutionnelle d'introduire dans le domaine des réalités le fantôme brillant qui, au moyen âge, errait à la surface du pays, de Vérone à Pise, de Milan à Naples. Évoqué par la France, un moment ce fantôme a reparu, et aujourd'hui, caché sous des ruines, il jette encore l'effroi dans tous les gouvernements, qu'au moindre bruit de guerre les conspirations enveloppent de tous côtés.

F....



LA

LIBERTÉ DU COMMERCE

ET LES

SYSTÈMES DE DOUANES.

I.

LE SYSTÈME RESTRICTIF ET L'INDUSTRIE FRANÇAISE.

I.

Tous les temps ne sont pas également favorables au triomphe des vrais principes, et certes, quand on considère l'état actuel de l'esprit public en France, on ne peut guère espérer pour la grande cause de la liberté des échanges un triomphe immédiat ou prochain. Trop d'intérêts sont actuellement engagés dans le système protecteur et se croient liés au maintien de ce système, pour qu'il soit possible de l'ébranler tout d'un coup. Il y a peu d'industriels en France qui ne soient sérieusement convaincus que leur existence dépend de la conservation des tarifs qui les protègent ; il y en a peu qui ne tremblent à la seule idée d'un changement. Nous conviendrons d'ailleurs que, dans la situation qu'on leur a faite et au point de vue où ils se trouvent placés, cette impression est naturelle. Aussi croyons-nous qu'on n'arrivera guère à établir la liberté en France qu'en passant par une série de réformes graduelles qui prépareront les hommes et les choses à l'inauguration de ce régime nouveau.

Est-ce à dire qu'il ne faut rien tenter ? Loin de là. Nous croyons qu'il y a en

France, pour les partisans éclairés de la liberté du commerce, une belle tâche à remplir : c'est celle de préparer la voie à l'établissement futur de ce régime nouveau. Nous n'appartenons pas, il s'en faut de beaucoup, à cette école éclectique ou mixte, qui, prétendant faire la part des deux systèmes, admet les restrictions pour le présent, la liberté pour l'avenir ; école bâtarde, qui déguise mal, sous une apparence de conciliation et de sagesse, le vide réel de ses doctrines. Nous croyons, au contraire, que la liberté est toujours bonne, qu'elle est toujours applicable, qu'elle est seule féconde dans tous les pays, dans tous les temps ; mais nous pensons aussi qu'il n'est pas toujours également facile de faire adopter par ceux qu'elles intéressent le plus ces vérités salutaires, et, s'il faut le dire, l'opinion publique en France nous y paraît aujourd'hui particulièrement rebelle. L'exemple même de la révolution qui s'accomplit en ce moment en Angleterre ébranlera les esprits en France sans les convaincre, parce que les situations diffèrent : non que la liberté ne soit également désirable pour les deux peuples, mais parce qu'ils ne sont pas placés au même point de vue pour en comprendre le bienfait. Si la ligue anglaise a obtenu dans ses prédications ce succès prodigieux qui fait l'étonnement et l'admiration de toute l'Europe, elle ne l'a pas dû seulement, croyez-le bien, au zèle, au talent et au courage, d'ailleurs si dignes d'éloges, de ses orateurs et de ses chefs ; elle l'a dû encore à ce qu'une série de réformes antérieures avait préparé l'Angleterre à cette heureuse rénovation. Pour arriver au même résultat, nous craignons bien que la France ne soit forcée de passer lentement par des épreuves semblables.

Il y a des gens qui disent : Attendez, pour proclamer le principe de la liberté du commerce, que le pays soit mûr pour cela, que l'industrie française soit assez forte pour braver la concurrence étrangère. Le malheur est que, sous le régime actuel, cette maturité qu'on attend n'arrivera pas ; et ne suffit-il pas de considérer le passé pour s'en convaincre ? Jamais l'industrie française, tant qu'elle opérera dans son milieu actuel, ne se montrera l'égale de l'industrie étrangère, parce que le régime qu'on lui impose fait obstacle à ses progrès. Changer les conditions au milieu desquelles cette industrie s'exerce, afin de lui permettre au moins de s'émanciper plus tard, tel est précisément, à défaut d'une liberté immédiate, le but qui s'offre à nous, et c'est peut-être l'unique résultat auquel on peut actuellement prétendre.

Qu'est-ce pourtant que la liberté du commerce ? Bien des gens disent que c'est une utopie, et ce n'est pas même un système. Au point de vue de la société en général, la liberté du commerce n'est que le mouvement naturel, le cours régulier des transactions ; c'est l'absence de règlements arbitraires, de mesures violentes, de restrictions injustes. Au point de vue des particuliers, c'est le simple exercice d'un droit, droit de l'échange, droit du travail, le plus inviolable, le plus sacré de tous les droits, puisqu'il touche à notre existence. Quand même la science ne montrerait pas que l'usage régulier de ce droit précieux est la source la plus féconde du bien-être de chacun et de la prospérité de tous, la conscience humaine protesterait encore en sa faveur.

Si la liberté du commerce n'est pas un système, c'est du moins au nom d'un système, au nom d'une véritable utopie qu'on la viole. On dit aux hommes : Vous avez le droit, sans nul doute, d'employer selon vos convenances le fruit de vos labeurs, d'acheter par conséquent au plus bas prix possible les objets que vos besoins réclament. Toutefois telles marchandises utiles ou nécessaires que vous

trouviez à bon marché hors du pays, nous vous forcerons à les payer plus cher au dedans. Quelquefois aussi, quoique plus rarement, nous vous défendrons de vendre le produit de votre travail à l'étranger, alors même que vous ne trouveriez pas aussi facilement ni aux mêmes conditions des acheteurs dans le pays. Par là nous vous causerons sans nul doute un double dommage. Nous restreignons en vous l'exercice d'un droit naturel, c'est vrai, droit d'ailleurs innocent; nous vous privons d'un avantage actuel, évident, palpable, mais c'est pour votre bien. Soyez tranquilles : en échange des avantages si clairs que nous vous faisons perdre, nous vous en assurons d'autres plus précieux. Que ces autres avantages ne soient peut-être pas aussi visibles, qu'importe? ils n'en sont pas moins sûrs. Si vous ne les voyez pas, nous les voyons pour vous, et c'est assez.

Outre l'arbitraire d'une telle conduite sur un sujet si grave, qui ne voit ici l'esprit de système se faisant fort contre le droit? C'est une utopie qui s'impose; c'est un mieux imaginaire qui se substitue d'autorité à un bien présent. Aussi, quand il n'y aurait pas quelque chose de paradoxal à prétendre qu'on trouvera son avantage à payer plus cher ce que l'on consomme, on devrait encore trembler à la seule idée de ces violentes substitutions. On peut demander aussi jusqu'à quel point ce renversement de l'ordre naturel est légitime. Un pouvoir public peut-il, même avec l'autorité de la loi, mettre sa volonté arbitraire à la place des volontés inoffensives de ceux qu'il gouverne? Peut-il, sous prétexte d'un plus grand bien qu'il imagine, étouffer en eux l'exercice d'un droit inné? N'excède-t-il pas les bornes de son autorité légitime, lorsqu'il prescrit à tous les hommes l'usage qu'ils doivent faire du fruit de leur travail, ou le mode qu'ils doivent suivre pour se procurer leur subsistance, surtout quand le mode qu'il prescrit est onéreux? Question grave que l'on résoudra diversement, selon la manière dont on concevra le rôle ou les attributions du pouvoir; on comprendra toutefois que, pour être justifiées aux yeux de la raison, de telles entreprises devraient procéder au moins d'une pensée mûre. Est-ce dans de telles conditions qu'elles se présentent?

Quand on considère l'incohérence de tous ces plans, leurs variations continues, les interprétations si diverses qu'ils reçoivent et les contradictions flagrantes qu'on y rencontre, on demeure convaincu que ceux qui les proposent ne savent bien ni où ils vont ni ce qu'ils veulent. Sont-ils sûrs de la rectitude de leurs vues? prévoient-ils d'avance les résultats de leurs mesures? Avant toutes choses, sont-ils d'accord? Loin de là : on ne voit que confusion dans leurs idées, entraînement aveugle dans leur marche, désaccord perpétuel dans leurs volontés et dans le but qu'ils se proposent. De tant d'hommes qui professent le principe des restrictions, il n'y en a pas deux qui en entendent l'application de la même manière, il n'y en a pas un qui ne trouve beaucoup à reprendre dans le système établi. Écoutez seulement ce qu'ils en disent : le principe est bon, s'écrient-ils, il ne s'agirait que d'en modifier l'application. Tel est en général leur langage. Bien hardi serait d'ailleurs celui qui oserait approuver tout ce qui est. Or, ce langage même n'est-il pas la plus haute condamnation du principe qu'ils invoquent? Comment comprendre qu'ils osent forcer les hommes à abdiquer leur libre arbitre au profit de ces idées discordantes, de ces systèmes en lutte?

Certes, en considérant les choses de ce point de vue, on peut demander aux fauteurs des restrictions un compte sévère de leurs tendances et de leurs actes. Ils violent le droit, c'est évident; ils privent la masse des consommateurs de l'avantage du bon marché, c'est plus évident encore; ils interdisent aux particu-

liers des transactions profitables, des marchés avantageux, d'ailleurs inoffensifs : voilà les résultats les plus clairs de l'application de leurs doctrines. C'est bien le moins qu'ils fassent toucher au doigt les avantages qu'ils offrent en compensation de tant de pertes.

Mais les rôles sont changés. Ce n'est pas aux fabricateurs de systèmes que l'on demande compte des résultats de leurs plans ou de la rectitude de leurs doctrines, c'est aux partisans de la liberté, aux défenseurs du droit. On va chercher péniblement dans leurs écrits quelques incertitudes, quelques contradictions, quelques erreurs, et, pour peu qu'on en découvre, ce qui n'est pas bien difficile, on se croit autorisé à repousser en masse leurs prétentions. Et nous aussi nous savons que les économistes ne sont pas toujours d'accord et qu'ils se trompent quelquefois, bien qu'on exagère presque toujours la portée de leurs contradictions, de leurs erreurs ; nous croyons surtout qu'ils ne signalent pas toutes les vérités utiles, et qu'il y a dans leurs théories bien des lacunes. Qu'importe, s'ils ne demandent après tout que le règne du droit, s'ils respectent le libre arbitre de l'homme et le mouvement régulier des transactions ? Leurs omissions ne tirent point à conséquence, leurs contradictions réelles ou supposées restent dans le domaine de la théorie pure, leurs erreurs même sont innocentes. En peut-on dire autant de ceux qui, avec des idées bien autrement confuses, des doctrines cent fois plus incohérentes et des plans toujours contestés, osent soumettre à l'empire de leurs théories aventureuses les volontés légitimes de leurs semblables et les destinées du genre humain ?

Au fond, le débat qui s'engage est simple, et, pour l'homme même qui ignore, mais qu'un sens droit dirige, le choix à faire entre les principes en lutte n'est pas douteux. Les partisans du système restrictif regardent sans nul doute comme des rêveurs tous les sectateurs de ces écoles soi-disant socialistes que nous voyons surgir autour de nous, et traitent d'utopies leurs plans *humanitaires*. A leur tour, ceux-ci dédaignent les courtes vues des partisans des restrictions. Parmi ces derniers même, combien de théories divergentes ! Vingt écoles sont en présence, qui toutes, armées de systèmes différents, se disputent le privilège de régenter les hommes, professant d'ailleurs les unes pour les autres un égal et souverain mépris. Au milieu de ce conflit, un principe éternel se lève, un droit sacré demande sa place : c'est le principe du libre arbitre de l'homme, c'est le droit de l'échange et du travail. Qui donc ici doit triompher ? Que les fabricateurs de systèmes se réservent l'avenir, à la bonne heure ; que chacun d'eux aspire à faire prévaloir ses idées, rien de mieux. On leur accordera de régler selon ces idées les destinées des hommes, soit lorsqu'ils seront tous d'accord, soit lorsque l'un d'eux aura pu convaincre tout le monde de l'infailibilité de ses recettes. Qu'ils laissent du moins la notion élémentaire, la notion sainte du droit, se faire jour en attendant.

Vaines réclamations, protestations inutiles ! Le système restrictif existe, et il a pour lui, à défaut d'autres titres, le préjugé favorable à ce qui est. Bien plus, un grand nombre d'intérêts actuels s'y rapportent et se croient plus ou moins liés à son maintien. Dans cet état, les considérations de haute morale, de raison, de justice, ne suffisent plus pour le combattre. Les préjugés sont, hélas ! plus forts que la raison, et l'intérêt personnel, bien ou mal entendu, étouffe facilement chez les hommes ou le cri de la conscience ou le sentiment d'un droit qu'on relègue volontiers au rang des abstractions. Tant qu'un grand nombre de producteurs croiront leur intérêt personnel lié à la conservation du système en vigueur, ils

s'inquiéteront peu des iniquités que ce système engendre, et quant aux pouvoirs publics, comment s'arrêteraient-ils devant une violation plus ou moins flagrante des libertés individuelles, quand ils trouvent dans les individus même tant de complices ? Renonçant donc à faire valoir ces considérations impuissantes de justice et de droit, c'est au nom de l'intérêt matériel qu'il faut parler. Il faut montrer que le système restrictif, violateur du droit, est en même temps destructeur de la richesse publique, en d'autres termes contraire aux intérêts qu'il prétend servir.

II.

Avant d'entrer dans l'examen de ce sujet, nous voudrions pouvoir déterminer d'une manière assez exacte le poids des charges que le système restrictif impose à la France par l'exhaussement qu'il cause, sans aucun profit pour le trésor public, dans la valeur vénale des produits. On jugerait mieux par là de la gravité du débat qui nous occupe. Un semblable calcul a été fait en Angleterre dans cette solennelle enquête de 1840, qu'on peut considérer, sans faire tort en rien d'ailleurs aux travaux si méritants de la ligue, comme le point de départ des réformes entreprises et exécutées par sir Robert Peel depuis quatre ans. Un homme distingué, membre du *board of trade*, M. Deacon Hume, établissait que les seules restrictions mises à l'importation des céréales et de la viande imposaient au pays une dépense additionnelle de 900 millions de francs. En y ajoutant les charges résultant d'autres restrictions du même genre, par exemple la surtaxe établie sur les sucres étrangers, il arrivait à une somme de plus d'un milliard et demi, dont le pays lui paraissait annuellement frustré, sans compter, disait-il, la contrainte qu'il subit dans le développement de son commerce, contrainte dont l'effet, bien que moins accessible au calcul, est encore plus pernicieux. Un autre membre non moins distingué du même bureau, M. Mac-Gregor, estimait que la somme de toutes ces charges artificielles excédait de beaucoup, sinon du double, le montant de l'impôt perçu par le trésor public. Ces calculs étaient d'ailleurs confirmés par le témoignage de M. Richardson Porter, chef du bureau de statistique, et par celui de M. John Bowring, qui a plusieurs fois représenté au dehors, comme agent commercial, le gouvernement anglais. En faisant un relevé semblable pour la France, nous croyons qu'on arriverait à des chiffres pour le moins égaux, peut-être même plus forts ; mais le calcul en serait plus long et plus difficile à faire, parce que ces taxes indirectes, nous ne saurions leur donner un autre nom, se répartissent en France sur un bien plus grand nombre d'objets. La plus lourde peut-être, la plus fatale surtout, est celle qui dérive du prix artificiellement élevé du fer, de la fonte et de l'acier, taxe qui ne s'élève pas actuellement, suivant un calcul modéré, à moins de 150 millions par an, si l'on tient compte d'un côté de l'aggravation de prix que le pays supporte sur la fonte, le fer et l'acier qu'il consomme, et de l'autre, du dommage qu'il éprouve dans tant de circonstances où il se prive de ces matières à cause de leur cherté. Combien d'autres du même genre, qui ressortent des restrictions mises à l'importation des produits agricoles, des produits des mines, des denrées coloniales, et même des articles manufacturés ! Le renchérissement artificiel de la houille, dont la production annuelle en France

est de 58 millions de quintaux métriques, ne peut pas être estimé à moins de 50 centimes par quintal, ce qui constitue une taxe réelle de plus de 11 millions. Sur les grains qui servent à l'alimentation de l'homme, l'aggravation de prix est d'au moins 1 franc par hectolitre, soit 100 millions. Sur les laines brutes, nous l'estimons trop bas en ne la portant qu'à 50 centimes par kilogr., ce qui fait, sur une production annuelle de 40 millions de kilogr., 20 millions. Comptons seulement 14 millions sur le lin et le chanvre, à raison de 10 pour 100 sur une production annuelle évaluée à 140 millions de francs. Pour faire une estimation complète, il faudrait nommer toutes les marchandises, car il n'y en a pas une en France dont le prix ne soit artificiellement exhaussé. Contentons-nous de dire, en demeurant au-dessous des estimations de M. Mac-Gregor, que la somme de toutes ces taxes, qui vont on ne sait où, égale pour le moins le montant de l'impôt que l'état prélève à son profit. C'est en face de cet énorme chiffre, de ce *budget* effrayant du système restrictif, que la question s'agite.

Dans quel intérêt, au nom de quel principe, nous pourrions dire aussi en vertu de quel droit impose-t-on à la France un tel fardeau ? Il serait peut-être difficile de répondre directement à ces questions, car l'origine du système restrictif se perd dans les profondeurs de notre histoire. Disons seulement que des sentiments d'hostilité ou d'envie contre les autres peuples ont inspiré autrefois les premiers essais de ce système à des hommes qui en ignoraient la portée, qu'ensuite des préjugés funestes l'ont étendu, et qu'aujourd'hui des erreurs déplorables, dont il est d'ailleurs l'unique source, l'entretiennent.

On a cru longtemps qu'un peuple ne pouvait s'enrichir qu'aux dépens d'un autre peuple. Partant, à ce qu'il semble, de cette idée préconçue, que la somme des productions ou des richesses répandues dans le monde est invariable et fixe, on ne voyait dans le commerce de peuple à peuple, ou même dans les relations d'homme à homme, qu'une sorte de pillage, dans lequel nul n'avait chance de se faire une part large et belle qu'en l'arrachant aux autres par la ruse ou par la force. Il ne faudrait pas remonter bien haut pour trouver encore des traces de cette idée. « C'est une chose triste à penser, a dit quelque part Voltaire, qu'une nation ne puisse s'enrichir sans qu'une autre ne perde. » Tel était, du reste, le sentiment à peu près général des hommes de son temps. De là cette lutte sourde, cette inimitié secrète qui subsistaient entre des nations diverses au sein même des travaux de la paix, et ce penchant malheureux à convertir des questions de trafic en querelles sanglantes. La science a fort heureusement dissipé ce préjugé funeste : en montrant que la richesse est le fruit du travail, elle a fait comprendre que toute acquisition de richesse, pourvu qu'elle soit loyale, est avantageuse à la fois à celui qui la possède, soit individu, soit peuple, et à celui même qui ne la possède pas, puisqu'elle fait naître au moins pour ce dernier de nouvelles occasions d'échange et de travail. Le préjugé contraire a cédé presque partout, il faut le reconnaître, devant l'évidence de ces vérités consolantes : on ne le retrouve plus guère aujourd'hui que dans les bas-fonds de la société, où il nourrit encore la haine du pauvre contre le riche, ou dans les écrits sans valeur et sans nom de quelques obscurs niveleurs ; mais, durant son règne trop long, il a engendré tout un ordre de dispositions hostiles, qui nous embarrasse et nous enchaîne encore malgré nous.

A ce préjugé décidément anti-social s'en était joint un autre, plus inoffensif en apparence, et qui pourtant ne devait pas être moins funeste : c'est que la richesse réside essentiellement dans la possession de l'or et de l'argent. De là cet

acharnement que les peuples mettaient à se disputer les métaux précieux, ce soin minutieux à les retenir chacun dans son pays, cette prétention ridicule de les y attirer par toutes les voies. « Quelle est la base du système prohibitif? disait-il y a douze ans, dans une pétition adressée aux chambres, le comité des cultivateurs de vignobles; c'est la chimère de vendre sans acheter, problème qui reste encore à résoudre. » Combien de fausses mesures cette idée seule n'a-t-elle pas inspirées! Restrictions à l'importation des marchandises étrangères, encouragements à l'exportation des marchandises indigènes, prohibitions même à la sortie des espèces monnayées; car, si ces dernières mesures sont maintenant abandonnées dans presque tous les états de l'Europe, où elles sont justement devenues la risée de tous les hommes de sens, elles y ont été longtemps en vigueur; elles subsistent même encore dans quelques-uns, par exemple en Espagne, et ne sont pas, après tout, plus déraisonnables que tant d'autres qui forment l'essence du système restrictif. Tout cela dérive au fond de la même source et tend à la même fin. C'est l'application, avec toutes ses conséquences, du fameux principe de la balance du commerce, en vertu duquel la politique commerciale d'un état doit tendre, par des mesures restrictives adroitement combinées, à augmenter la somme du numéraire que le pays possède, ou tout au moins à la maintenir intacte. Elles ont longtemps régné, ces idées, et elles ont laissé partout des traces de leur passage. Faut-il le dire? malgré les progrès de la raison publique, il s'en faut bien qu'elles aient entièrement disparu. Si elles n'osent plus guère se présenter comme autrefois la tête haute et s'ériger en système, elles vivent encore au fond de la pensée de tous les partisans des restrictions. Aussi les retrouve-t-on à chaque pas dans leurs discours, quelquefois déguisées, souvent obscures, toujours présentes. C'est qu'en effet le système restrictif ne peut ni se produire ni se défendre que sous leur invocation.

Nous savons aujourd'hui que les métaux précieux, l'or et l'argent, ne sont que des produits comme tous les autres, utiles sans aucun doute, mais d'une utilité relative et restreinte à certains besoins spéciaux. Nous savons encore que ces métaux se répartissent naturellement entre les peuples divers selon la mesure de leurs besoins, que c'est l'étendue seule de ces besoins qui détermine la quantité que chaque pays en possède, qu'il n'est ni utile ni possible de troubler cet ordre naturel, en attirant à soi, par des mesures artificielles, le numéraire réclamé par les besoins des autres; qu'enfin, et par la même raison, nul pays n'est exposé, à moins de désordres intérieurs qui ferment les canaux de la circulation, à voir émigrer son propre numéraire à l'étranger.

Il est juste de dire qu'un grand nombre des partisans des restrictions ne méconnaissent plus ces vérités élémentaires. Plusieurs même les admettent tout haut. Seulement ils refusent d'en accepter les conséquences. Qu'est-ce, en effet, qui découle naturellement de ces prémisses? Le voici : puisqu'il n'est donné à aucun peuple d'attirer à lui par son commerce le numéraire qui appartient aux autres, et dont il n'a pas lui-même l'emploi, les relations commerciales que des peuples divers entretiennent ensemble se résolvent toujours en un simple échange de produits. Dès lors, quel danger y a-t-il pour un peuple quelconque à ouvrir aux marchandises étrangères toutes ses portes? L'importation de ces marchandises, si étendue qu'on la suppose, provoquera toujours nécessairement une exportation équivalente de produits indigènes. Ce que l'industrie perdra d'un côté, si elle y perd quelque chose, elle le gagnera inévitablement de l'autre, avec tout l'avantage d'une

somme plus grande de relations. A d'autres égards, combien n'y gagnera-t-elle pas en fécondité et en puissance? Mise en rapport continuel avec l'industrie étrangère, elle se perfectionnera et se fortifiera dans ce contact de tous les jours. Comme elle suivra d'ailleurs une pente plus naturelle, des directions meilleures, en ce qu'elle s'appliquera davantage aux productions qui conviennent au sol, au climat, aux aptitudes des populations, elle en deviendra plus productive ou plus féconde. Elle procurera donc au pays une plus grande somme de travail, et partant un travail mieux rémunéré. En outre, toutes choses étant dans cet état au plus bas prix possible, chaque homme y trouvera, en sa qualité de consommateur, l'inappréciable avantage d'une existence à bon marché. Ainsi, travail plus abondant, rémunération meilleure, existence moins chère et plus facile, tels sont les résultats favorables qui sortiront à la fois de ce régime.

Voilà ce que les partisans des restrictions n'admettent pas, bien qu'ils acceptent fort bien, répétons-le, les vérités générales d'où ces vérités secondaires découlent.

En tout cela, la logique des partisans des restrictions est vraiment étrange. De même qu'ils repoussent les conséquences des vérités générales qu'ils admettent, ils admettent sans y prendre garde les conséquences de la théorie qu'ils repoussent. Disons la vérité : les partisans des restrictions ne consultent par les théories ; ils s'en font gloire ; ils ne prennent pour guide que la pratique, ou ce qu'ils appellent ainsi. Il est très-vrai pourtant que cette pratique les conduit, quoi qu'ils disent, à ressusciter une théorie, ou, si l'on veut, des préjugés qu'ils désavouent. Que leur apprend-elle en effet? Qu'il faut protéger l'industrie nationale contre l'invasion des produits étrangers, que, si les barrières de la douane s'abaissaient en France, l'étranger nous *inonderait* aussitôt d'une masse incalculable de produits, sans que nous pussions, dans l'état présent de notre industrie, lui renvoyer *presque rien en échange*. Elle leur apprend encore que dans cette hypothèse toutes les branches du travail national seraient ruinées les unes après les autres, que le pays *s'épuiserait en numéraire* pour solder toutes ces importations, et qu'avec le numéraire disparaîtraient jusqu'aux moyens de renouveler les achats dans l'avenir. — Nous sommes bien trompé si du fond de tout cela on ne voit pas sortir la théorie de la balance, avec tout son cortège d'autrefois, moins peut-être l'ancienne franchise de ses allures. Qui le croirait? ces choses-là sont dites par des hommes qui repoussent loin d'eux toute solidarité avec les sectateurs de la balance, qui désavouent cette théorie, qui s'indignent même qu'on puisse leur imputer d'y croire. Contradictions étranges et pourtant réelles! C'est qu'après tout on a beau faire, on a beau désavouer cette théorie, on même refuser de la connaître, le système restrictif n'a d'appui qu'en elle, et, quoi qu'on fasse, on y revient toujours.

Entrons pourtant dans la pensée de ceux que nous combattons, et puisqu'à leurs yeux la théorie n'est rien, que la pratique et les faits sont tout, suivons-les sur ce terrain. Avant tout, sachons du moins comment ils entendent la pratique, et de quelle manière ils interprètent les faits.

« Considérez, disent-ils, l'état actuel de l'industrie française. Il s'y trouve à peine quelques branches, presque toutes secondaires, qui soient en mesure de soutenir, à armes égales, la concurrence des industries similaires de l'étranger. La France a une supériorité assez marquée pour les vins ; elle l'emporte encore pour certaines marchandises de luxe, les soieries fines et ouvrées, les cotonnades imprimées, les draps fins, les objets de mode, la bijouterie et les articles de Paris ; mais, pour toutes les autres productions en si grand nombre qui se disputent les marchés du

monde, elle n'est pas en mesure de lutter avec les nations étrangères quant aux prix. Supposez donc qu'on abaisse toutes les barrières de la douane, l'étranger nous enverra sans aucun doute ce qu'il produit à meilleur marché que nous ; et que lui donnerons-nous en échange ? Des vins et des objets de luxe. Or, croit-on par hasard que le monde entier, maître alors de nous inonder de ses produits, consentira par cela seul à s'abreuver de nos vins, dont il n'a pas l'usage ? Un grand nombre de pays étrangers les repoussent par l'élévation de leurs tarifs, et ce serait une grande illusion de croire qu'ils se décideraient à les admettre parce que nous aurions ouvert la porte à leurs produits. Quant aux objets de luxe, ils sont par leur nature d'une consommation bornée, et le débouché en sera toujours, quoi qu'il arrive, infiniment restreint. Quelles sont donc, encore une fois, ces marchandises que nous livrerions à l'étranger en échange de celles dont il aurait inondé la France ?

» Il fait beau proclamer d'une manière générale le principe de la liberté du commerce, et, au point de vue de la théorie pure, ce principe est admirable : il flatte l'imagination, il satisfait l'esprit, il répond en même temps à ces sentiments de bienveillance universelle qui font l'honneur de notre époque ; mais, au point de vue des intérêts positifs, il ne soutient pas l'examen, ou, s'il est admissible pour ceux qui ne considèrent que le bien général de l'humanité, du moins ceux qui prennent à cœur avant tout le bien de leur pays doivent se hâter de le proscrire.

» Prenez nos industries une à une, et demandez-vous comment elles soutiendront ce régime du libre échange dont vous voulez les gratifier. A l'exception de l'industrie vinicole, qui ne prétend pas apparemment nous tenir lieu à elle seule de toutes les autres, quelle est celle qui se maintiendra droite et ferme devant la concurrence de l'étranger ? Ce ne sera pas l'industrie des cotonnades, qui, sauf quelques étoffes imprimées, ne peut rien livrer au même prix que l'Angleterre, et ne se soutient sur notre propre marché qu'à l'ombre d'un régime prohibitif. Ce ne sera pas non plus l'industrie des lainages, placée à peu près dans des conditions pareilles. Encore moins sera-ce l'industrie linière, qui se mourait naguère sous la protection d'un tarif trop modéré, et que des droits doubles ne préservent pas encore aujourd'hui de toute atteinte. Ce ne sera pas même l'industrie des soieries, qui semble à tant d'égards l'apanage particulier de la France ; car, si elle a conservé au dehors le privilège de la fourniture des étoffes ouvrées, elle est déjà, pour les étoffes unies, vaincue par les industries anglaise et suisse, dont elle ne soutiendrait pas le choc sous l'empire d'un commerce libre. Voilà donc, sous ce régime de liberté, les quatre branches principales de l'industrie des tissus mises au néant ; perte énorme, dont rien au monde ne pourrait dédommager la France. Combien d'autres branches du travail national auraient un sort pareil ! D'abord l'industrie métallurgique, qui ne se soutient qu'avec peine aujourd'hui sous l'égide d'un tarif très-protecteur ; l'industrie mécanique, qui a réclamé et obtenu récemment une assez large augmentation de droits dont elle se contente à peine ; la verrerie, la cristallerie, la papeterie, et beaucoup d'autres qu'il serait trop long d'énumérer. Et que dirons-nous de l'industrie agricole, qui, sauf les vins, ne produit rien en France au même prix que l'étranger ? Pour les céréales, elle est vaincue par la Russie, le Danemark, l'Allemagne du nord et tous les pays qui nous confinent au nord et au midi ; pour les soies brutes, par l'Italie et le Piémont ; pour le lin, le chanvre, les graines oléagineuses, les résines et les bois de

construction, par les états du Nord ; pour les bestiaux, les chevaux, les moutons, par l'Allemagne du midi, la Suisse, la Sardaigne et la Belgique. Toutes ces branches de l'industrie agricole suivraient donc le triste sort de nos manufactures, et que nous resterait-il pour nous dédommager de tant de pertes ? On dit bien que, si nous recevions librement de l'étranger tout ce qu'il peut livrer à meilleur marché que nous, nous lui vendrions d'autres produits en échange ; mais ces produits, où sont-ils ? Nous voyons clairement tout ce que l'étranger serait en mesure de nous fournir ; nous ne voyons pas de même ce qu'il nous serait possible de lui rendre.

» Il y aurait bien plus à dire encore sur notre navigation marchande. C'est là une industrie précieuse qui nous échapperait tout entière, et, sans parler du préjudice que nos populations maritimes en éprouveraient, la puissance même de l'état en recevrait une irréparable atteinte.

» Toute cette belle doctrine de la liberté du commerce n'est donc, en effet, qu'une théorie, bonne peut-être pour les peuples les plus avancés dans la carrière industrielle, et dont nous pouvons admettre l'application pour notre propre pays dans un avenir lointain, mais que notre situation présente repousse. Si les principes généraux la recommandent, la pratique, guide plus sûr, la condamne. Aussi n'est-elle en faveur qu'auprès des théoriciens purs, véritables rêveurs de bien public, qui, les yeux tournés sans relâche vers un ordre imaginaire, n'ont pas un regard pour notre état présent. Quant aux hommes pratiques, aux industriels de toutes les classes, demandez-leur ce qu'ils en pensent. S'il en est quelques-uns qui professent les principes de liberté, ceux-là n'en demandent l'application que pour les autres et la rejettent bien loin pour eux-mêmes. Interrogez-les tour à tour. Nous savons bien que quelques négociants et armateurs de nos villes maritimes aspirent à obtenir des facilités plus grandes dans la circulation des marchandises, et on comprend sans peine ce qu'ils auraient à gagner dans l'accroissement du mouvement commercial ; mais demandez-leur s'ils veulent donner l'exemple en renonçant les premiers aux droits différentiels qui protègent leurs armements. Ne suffit-il pas de savoir combien de fois ils ont protesté contre les traités de 1822 et 1826, qui les mettent sur un pied d'égalité avec les armateurs de l'Angleterre et des États-Unis ?

» Les besoins de l'état, d'ailleurs, ne permettent pas qu'on reçoive en franchise les marchandises étrangères. La douane produit aujourd'hui au trésor, déduction faite de l'impôt du sel, environ 152 millions par an. L'état est-il en mesure de renoncer à un pareil revenu ? Ce n'est pas tout de se complaire dans des théories séduisantes et de s'abandonner à des sentiments de bienveillance universelle, il faut considérer aussi les besoins publics. C'est ce qu'oublient les partisans du libre échange. Renfermés dans leurs spéculations étroites, préoccupés de l'unique objet qu'ils ont en vue, ils ne tiennent pas compte des exigences de la politique qui dominent pourtant celles du commerce. Quand on supposerait donc que l'intérêt bien entendu de l'industrie et du commerce permet l'application immédiate du principe du libre échange, il faudrait encore s'y opposer au nom de l'intérêt plus élevé de la puissance publique. Si ce principe doit un jour triompher, et il y a peu d'hommes qui ne l'admettent, ce ne sera que dans un avenir lointain. Ce sera quand notre industrie nationale, fortifiée par de longues épreuves, par des progrès incessants, n'en redoutera plus aucune autre, quand notre marine marchande pourra se mesurer à armes égales avec les premières marines du monde, quand

l'état enfin se verra assez riche pour se passer de cette source abondante de revenu que la douane lui ouvre. »

Voilà bien toute la série des raisonnements que l'on produit aujourd'hui à l'appui du système restrictif. Nous croyons les avoir exposés d'une manière assez fidèle et sans les affaiblir. Reste à voir comment ils se concilient avec la raison et surtout avec les faits. Il ne tiendrait qu'à nous d'y répondre par ces vérités générales de la science que nous rappelions plus haut. Nous dirions : L'hypothèse sur laquelle on s'appuie est tout simplement absurde. Admettre que le pays puisse recevoir une grande quantité de marchandises étrangères sans les payer par un équivalent en marchandises indigènes, c'est admettre l'impossible. Apparemment l'étranger ne nous enverrait pas ses marchandises pour rien. Si nous ne lui rendions pas l'équivalent en produits nationaux, il faudrait donc qu'elles lui fussent toutes payées en numéraire. C'est bien en effet ce qu'on suppose, bien qu'on ne le dise pas toujours ouvertement de peur de se reconnaître sectateur de la théorie de la balance que l'on renie. Eh bien ! admettons pour un instant cette hypothèse. Comment ne voit-on pas que si, par suite d'une exportation inusitée du numéraire, la pénurie s'en faisait sentir dans le pays, ce numéraire serait aussitôt plus recherché ? Devenu relativement plus rare, il serait par cela seul plus cher, ce qui revient à dire que la valeur de toutes les autres marchandises baisserait en proportion. Il arriverait donc de là, naturellement et sans effort, que l'étranger perdrait ses avantages sur nous. Il aurait moins à nous vendre, puisque la baisse relative qui se serait manifestée sur nos produits repousserait les siens, comme aussi, et par la même raison, il trouverait dans notre pays un plus grand nombre d'objets à sa convenance, et qu'il aurait avantage à exporter. L'exportation trouverait donc de toutes parts des aliments nouveaux, en même temps que l'importation perdrait les siens. Et si l'on nous demande quels sont les produits nationaux qui feraient l'objet de cette exportation croissante, nous pourrions nous contenter de répondre : Ceux-là mêmes que l'étranger trouve aujourd'hui trop chers pour son usage, puisqu'ils auraient tous subi une baisse de prix proportionnée à la rareté du numéraire.

Qu'on ne pense pas d'ailleurs que le phénomène dont nous parlons ici soit imaginaire ou simplement hypothétique ; il se manifeste au contraire assez souvent, bien qu'il soit en général produit par d'autres causes. Il n'est pas rare que dans un pays quelconque la pénurie de numéraire se fasse sentir, soit que la somme en ait en réalité diminué par un surcroît inusité d'exportation, soit encore, ce qui est beaucoup plus ordinaire, que par suite d'une crise financière un plus grand besoin se manifeste. Eh bien ! quelle que soit la cause de cette pénurie, le résultat ne s'en fait pas attendre ; toutes les marchandises, suivant en cela le sort des valeurs qui ont cours à la bourse, baissent de prix, et cette baisse provoque avec non moins de certitude un surcroît immédiat d'exportation. Nous en avons montré récemment un remarquable exemple, en présentant ici même (1) le tableau de notre commerce extérieur depuis quinze ans, et l'Angleterre nous en offre d'autres non moins frappants, toutes les fois que le déficit de ses récoltes provoque chez elle une importation inusitée de céréales.

Nous ne voulons pas dire pour cela que, dans le cas où la France adopterait le

(1) *Du Commerce extérieur de la France. — Revue des Deux Mondes*, livraison du 15 mars 1846.

régime du libre échange, c'est par l'effet d'un exhaussement de la valeur du numéraire qu'elle se trouverait à même d'échanger ses produits avec l'étranger. Il y a, Dieu merci, d'autres voies plus simples par lesquelles cette condition se réaliserait. Nous disons seulement que les fluctuations possibles dans la valeur du numéraire suffiraient, à défaut même de toute autre cause, pour déterminer des ventes au dehors à la suite des achats, et maintenir par conséquent l'équilibre entre les importations et les exportations.

Ce qui est sûr, c'est que cet équilibre est, dans les échanges de peuple à peuple, une loi commune, à laquelle nul n'échappe, et contre laquelle ni la supériorité acquise en industrie ni les lois de douanes ne peuvent rien. Tous les faits confirment cette donnée. N'est-il pas remarquable, par exemple, que le pays de l'Europe qui semblerait, d'après la théorie que nous combattons, avoir dû attirer à lui la plus large part du numéraire circulant, puisque son industrie domine de plus loin toutes les autres, nous voulons parler de l'Angleterre, est précisément celui qui en possède le moins ? Pourquoi cela ? Uniquement parce que sa circulation, servie par les billets de banque, n'en exige pas davantage, tant il est vrai que ce sont les besoins intérieurs qui déterminent la quantité de numéraire dans un pays, et que les conditions du commerce extérieur n'y sont pour rien. Faut-il rappeler que ce même pays ayant, de 1842 à 1845, aboli un grand nombre de prohibitions, et réduit les droits protecteurs de moitié, des deux tiers, des trois quarts sur six cent cinquante articles, vit ses importations s'accroître en peu de temps dans une proportion énorme, sans que pour cela son numéraire se soit écoulé au dehors, sans que l'état de la circulation monétaire en ait été le moins du monde altéré (1) ? Rappelons-nous encore que, chez tous les peuples de l'Europe dont l'administration tient du mouvement du commerce extérieur, les importations et les exportations, prises sur un certain espace de temps, se balancent, et que la quantité du numéraire en circulation y demeure constante, aussi bien qu'en Angleterre et en France, quelles que soient d'ailleurs les combinaisons de leurs tarifs ? Il y a même à cet égard des faits curieux à observer. Quelques peuples repoussent d'une manière absolue les produits de certains autres peuples, auxquels ils ont pourtant la prétention de vendre les leurs, et ils y réussissent, du moins en apparence. Telle a été longtemps la conduite de l'Italie à l'égard de l'Angleterre : elle vendait à l'Angleterre une quantité considérable de matières brutes, et n'en recevait rien en échange ; pareils, ou peu s'en faut, étaient les rapports de la France avec le même pays. Croit-on pour cela que l'équilibre des échanges était détruit ? Nullement. L'Autriche se faisait l'intermédiaire entre l'Angleterre et l'Italie, comme les Pays-Bas entre l'Angleterre et la France. « Des états comparatifs, fournis par la douane française à nos commissaires de commerce, MM. Villiers et Bowring, contenant les exportations entre l'Angleterre et la France, et entre la France et les Pays-Bas, jettent une grande clarté sur la balance commerciale entre ces trois nations. La valeur officielle de nos importations tirées de la France s'élevait, en 1851, à 5,055,616 liv. sterl. ; celle des importations en France venant de l'Angleterre, à 897,179 liv. Il résulte de ces chiffres que l'excédant des exportations de la France avec l'Angleterre sur ses importations est en grande partie payé par des échanges avec les Pays-Bas (2). » Cette situation s'est un peu modifiée dans la

(1) Voyez *Cobden et la Ligue*, par M. Frédéric Bastiat. — Introduction.

(2) *Philosophie des Manufactures*, par Andrew Ure.

suite ; elle subsiste encore néanmoins dans ses termes principaux. Toujours la France paraît vendre à l'Angleterre plus de marchandises qu'elle n'en reçoit, mais aussi elle paraît recevoir de la Belgique plus qu'elle ne lui vend, et en somme les résultats se compensent, tant il est vrai qu'en dépit des tarifs, l'équilibre se rétablit toujours. Ce sont pourtant là des faits, faits généraux. Il est vrai, mais qu'il est assez facile de constater. Pourquoi donc les partisans des restrictions n'en tiennent-ils pas compte ? Sera-t-il dit qu'à leurs yeux les faits particuliers ou de détail mériteront seuls quelque créance ?

Certes, pour l'homme qui juge sans parti pris, ce que nous venons de dire est décisif. Cette grande invasion des produits étrangers dont on nous menace est une chimère. Quoi qu'on fasse, quelque système que l'on adopte, l'équilibre des importations et des exportations se maintiendra. Que l'importation augmente donc, tant mieux ; nous savons, à n'en pas douter, qu'elle sera suivie d'une exportation équivalente. Cela suffit pour nous faire considérer comme un bonheur sans mélange l'accroissement de nos rapports. A quoi bon, pourrions-nous dire avec la plupart des économistes, nous occuper après cela de savoir quels seront, sous ce régime nouveau, les produits que notre industrie livrera à l'étranger ? Ceux-ci ou ceux-là, peu nous importe, pourvu que nous sachions de science certaine que ces produits se trouveront et que l'exportation prévue s'effectuera. Le reste dépend d'un grand nombre de circonstances particulières, dans l'examen desquelles nous n'avons pas besoin d'entrer.

Il faut pourtant pousser notre examen plus loin, afin de montrer comment ces conclusions générales, invinciblement établies en théorie, se justifient avec non moins d'autorité dans la pratique. Aussi bien, il ne s'agit pas seulement pour nous de défendre le principe du libre échange, mais encore de dévoiler, s'il est permis de le dire, le mécanisme du système protecteur, et d'en éclairer tous les replis.

III.

Nous conviendrons d'abord, avec ceux dont nous combattons les doctrines, qu'il y a fort peu d'industries en France qui, dans la situation présente des choses, et à les considérer isolément, soient en position de résister, sans l'appui des droits protecteurs, à la concurrence étrangère. Il y a fort peu de nos produits qui puissent actuellement soutenir la comparaison pour le bas prix avec les produits similaires qu'on se procurerait au dehors. On s'exagère peut-être cette infériorité relative, et le tableau de notre commerce extérieur fait foi qu'elle n'est pas aussi générale qu'on le prétend. Avouons pourtant qu'elle est réelle, et gardons-nous de vouloir en rien l'atténuer. Voilà donc l'impression que l'on reçoit quand on considère nos industries une à une et qu'on les compare, dans leur état présent, aux industries rivales à l'étranger. En concluons-nous qu'elles succomberaient toutes sous un régime de liberté ? Loin de là. Comment ne voit-on pas tout ce qu'il y a d'incomplet et de faux dans cette manière d'envisager les choses ? Est-ce donc que nos industries sont actuellement dans leur état normal, et croit-on que, sous l'empire du libre échange, elles resteraient ce qu'elles sont ? Le régime protecteur qui les couvre leur donne-t-il par hasard une assistance gratuite ? Ne leur impose-t-il point des charges sans nombre qui aggravent leurs frais de produc-

tion, et dont la seule institution du commerce libre viendrait aussitôt les affranchir? La faiblesse actuelle de toutes ces industries, si elle ne dérive pas uniquement du régime en vigueur, en est du moins singulièrement accrue, et il est évident que, sous le régime du libre échange, la lutte, puisque lutte il y a, s'engagerait pour elles dans des conditions fort différentes. Il n'y a donc rien à conclure de leur état présent. Juger de ce qui serait par ce qui est, c'est évidemment vouloir s'aveugler soi-même; aussi n'est-il pas étonnant qu'en raisonnant ainsi on soit parvenu à mettre la pratique en désaccord avec la théorie, ou, pour mieux dire, les faits particuliers en désaccord avec les faits généraux qui les dominent.

Tout se tient, tout se lie dans le monde industriel. Toutes les industries sont dans une dépendance mutuelle, et chacune d'elles se ressent de la position qu'on a faite à toutes les autres. La raison en est simple. C'est qu'il n'y a pas une de ces industries qui n'emploie les produits de beaucoup d'autres, soit comme matières premières, soit comme instruments de travail. Lors donc que par l'effet des lois restrictives la valeur de tous ces produits est exhaussée dans le pays d'une manière factice, chaque industrie en particulier, subissant l'influence du milieu où elle se trouve, grevée pour ses matières premières et ses instruments de travail d'une sorte d'impôt qu'elle paie à toutes les autres, se trouve incapable de lutter pour le bas prix avec les industries étrangères qui n'ont pas les mêmes charges à supporter. « La protection qu'on accorde aux propriétaires des mines de fer et de charbon, disait M. Édouard Baines dans sa belle histoire de l'industrie du coton, oblige à protéger les constructeurs de machines, et, en protégeant ces derniers, on rend indispensable une protection pareille pour les manufacturiers en coton. Le système forme ainsi un grand cercle d'abus, dont toutes les parties se tiennent et doivent se soutenir ou tomber à la fois (1). » Telle est précisément la condition de l'industrie manufacturière en France. Si elle ne sait pas produire à bas prix, c'est que les droits restrictifs établis à l'importation de toutes les marchandises, et particulièrement des matières brutes, lui font payer cher ce qu'elle consomme. Quoi de plus naturel, et comment serait-il possible qu'il en fût autrement? Nous avons déjà montré combien le tarif français aggrave à l'intérieur le prix du charbon, de la fonte, du fer, de l'acier, du lin et du chanvre, des laines, des graines oléagineuses, toutes matières qui jouent un si grand rôle dans l'industrie; nous pourrions montrer des résultats à peu près semblables pour le cuivre, le zinc, le bois, le cuir, la soude, la potasse et beaucoup d'autres. Est-ce avec de telles conditions qu'on peut produire à bon marché? Notre industrie fût-elle l'égale de l'industrie étrangère, employât-elle des procédés aussi simples, aussi économiques, fût-elle exercée d'ailleurs avec autant d'habileté commerciale et de talents pratiques, elle demeurerait toujours inférieure, quant au bon marché de ses produits, de toute l'aggravation de frais que le régime restrictif lui fait subir.

Cela étant, on voit combien il est téméraire de dire que, sous l'empire d'un commerce libre, pas une des branches principales de cette industrie ne resterait debout. Il est clair que la seule faculté d'opérer librement leurs achats au dehors, venant à changer les conditions au milieu desquelles nos manufacturiers ou nos fabricants travaillent, leur donnerait immédiatement une latitude de prix, une puissance de bon marché qu'ils n'ont pas. Chacun d'eux, allégé du poids des charges que le régime restrictif lui impose, celui-ci pour ses matières premières,

(1) *History of the cotton manufacture in Great Britain*, by Edward Baines.

celui-là pour ses instruments de travail, et la plupart pour toutes ces choses réunies, se verrait en position de réduire aussitôt le prix de ses propres marchandises. Qui osera dire que dans cette situation nouvelle leur infériorité présente subsisterait ?

On se fait en vérité d'étranges idées sur tout cela. On s'autorise de la cherté relative de nos produits pour demander le maintien du système restrictif, et cette cherté, on ne voit pas que c'est le système restrictif qui en est cause. On ne cesse de stimuler, de gourmander nos fabricants; on leur crie de toutes parts : Simplifiez vos procédés, portez de l'économie dans le travail, attachez-vous aux produits communs et livrez-les aux mêmes prix que vos rivaux. On ne voit pas qu'on leur demande l'impossible. Produire à bon marché quand on paie cher toutes les matières que l'on consomme, rivaliser en cela avec ceux qui obtiennent les mêmes matières à très-bas prix, c'est un problème qu'on peut bien proposer à tout hasard, quand on n'a rien de mieux à dire, mais que nulle industrie au monde n'a résolu jusqu'à présent. D'un autre côté, on promet d'affranchir le commerce le jour où l'industrie française luttera sans désavantage contre l'industrie étrangère, et l'on ne voit pas qu'en maintenant l'état présent des choses, on éloigne à jamais ce jour prédit. Encore si l'on avait des procédés particuliers dont on pût s'assurer le monopole, si l'industrie française avait le don d'inventer et de réserver pour elle seule des modes de fabrication que nul autre peuple au monde ne fût en état de s'approprier, on comprendrait à la rigueur qu'elle pût racheter par l'extrême supériorité de son travail tout ou partie des désavantages de sa situation; mais quand on considère avec quelle rapidité les procédés nouveaux qui ont quelque valeur se vulgarisent aujourd'hui, avec quelle facilité ils se transportent d'un pays à l'autre, on est bien forcé de reconnaître que la cherté des matières premières et des agents du travail est un désavantage absolu, que rien, ni dans le présent, ni dans l'avenir, ne saurait compenser.

Ce serait une grande erreur de croire que c'est au milieu de circonstances pareilles que l'industrie manufacturière anglaise a conquis cette supériorité qu'on lui attribue avec raison. Pour le faire comprendre, il nous suffira de marquer nettement, et en peu de mots, l'extrême différence des deux régimes.

On a souvent invoqué en France, depuis trente ans, l'exemple et l'autorité de l'Angleterre, tantôt pour, tantôt contre le principe du libre échange, et peut-être avec aussi peu de raison des deux côtés. Le fait est que le régime anglais, si nous le considérons tel qu'il était avant les dernières réformes, par exemple en 1840, était, à tout prendre, aussi restrictif que le nôtre, mais il l'était dans de tout autres conditions. Tout système restrictif, et on l'a vu précédemment, apporte au pays qui l'adopte, avec quelques avantages particuliers, une masse plus imposante de charges; mais ces charges peuvent, selon les objets que la douance atteint de préférence, être distribuées diversement. En France, bien qu'elles se répartissent d'une manière moins inégale qu'en Angleterre, on peut dire qu'elles tombent plus particulièrement sur l'industrie même, sur l'industrie manufacturière surtout, en ce que les objets que la douane grève de préférence sont les matières premières et les agents du travail. En Angleterre, au contraire, le système restrictif respecte les matières premières, il respecte les agents du travail, et cela dans presque toutes les voies de la production. Ce qu'il grève par-dessus tout, ce sont les denrées alimentaires, dont il a fait l'objet d'un monopole au profit de l'aristocratie terrienne. De là des résultats bien différents. Sous l'empire du système anglais

(et nous parlons toujours de celui qui existait avant les dernières réformes), l'industrie n'est pas arrêtée dans sa marche; elle y prend au contraire un magnifique essor. Loin de déprimer l'industrie, ce système y produit plutôt une surexcitation malade, une sorte de pléthore, en cela qu'il pousse forcément vers les manufactures les capitaux et les hommes auxquels il ravit ailleurs leur emploi. Seulement les fruits que cette industrie procure sont détournés de leur destination naturelle; la classe des travailleurs qui les produit n'en jouit pas. Plus humain que le système anglais, en ce qu'il ménage davantage les subsistances, le système français pèse, au contraire, sur l'industrie, qu'il amoindrit et qu'il étouffe en renchérissant tous ses produits. L'industrie manufacturière surtout en est profondément affectée dans toutes ses branches, et nous dirions que c'est elle qui en souffre le plus, s'il ne fallait faire une exception particulière pour la marine marchande, que ce système écrase de tout son poids.

Faut-il des faits et des chiffres à l'appui de ces assertions? nous sommes en mesure de les produire. Comparons les deux tarifs sur un certain nombre des principaux articles, en prenant toujours pour point de comparaison, comme on le pense bien, le tarif anglais tel qu'il était en 1840. Dans le tableau qui suit, nous séparons à dessein les matières premières et les agents du travail des objets de consommation proprement dits.

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	UNITÉS.	TARIF FRANÇAIS (1).		TARIF ANGLAIS.
		PAR NAVIRES FRANÇAIS.	PAR NAVIRES ÉTRANGERS.	
Fer, selon les espèces et les dimensions.	100 k.	15 fr. à 37 fr. 50 c.	16 fr. 50 c., à 41 20.	libre.
Acier (fer carburé), selon les espèces.	id.	60 à 120 fr.	65 fr. 50 c., à 128 50.	libre.
Houille crue, selon les zones.	id.	50, 50 ou 15 c.	1 fr. et 80 c.	libre (un droit à l'exportation).
Houille carbon. (coke), . .	id.	droit double.	droit double.	libre.
Lin teillé et étoupes. . .	id.	5 fr.	5 fr. 50 c.	0,21 c.
Chanvre teillé et étoupes. .	id.	8 fr.	8 50	0,21 c.
Coton en laine, selon les provenances (2).	id.	10, 15 et 20 fr.	25, 50 et 55 fr.	1 fr. 20 c. et 7 f.
Laines en masse.	id.	20 p. 100 de la valeur.	20 p. 100; plus, 5 fr. les 100 k.	1 fr. 20 c. et 7 f.
Soies gréges.	id.	5 et 8 fr.		21 c.

(1) A tous les chiffres portés dans les deux colonnes du tarif français, il faut ajouter le dixième pour franc.

(2) Le tarif pour l'importation en France du *coton en laine* est réglé comme suit : 5 fr. les 100 kil. pour les cotons venant des colonies françaises; 15 fr. par navires français et 25 fr. par navires étrangers pour ceux qui viennent de Turquie ou d'Égypte; 10 et 55 fr. pour ceux qui viennent de l'Inde; 20 et 55 fr. des autres pays hors d'Europe, et enfin 50 et 55 fr. des entrepôts. On pourrait croire, d'après cela, que la moyenne du droit n'est pas même de 20 fr.; mais les quantités de coton que nous envoient nos colonies sont tout à fait insignifiantes. Sur 58,892,094 kil. que nous avons reçus en 1844 pour notre propre consommation, l'Égypte et la Turquie ensemble ne nous en ont envoyé que 2,638,867 kil.; le reste nous est venu presque en totalité de l'Amérique, classée

Bœufs.	par tête.	50 fr.	»	prohibé.
Vaches.	id.	25	»	prohibé.
Veaux.	id.	3	»	prohibé.
Moutons.	id.	5	»	prohibé.
Porcs.	id.	12	»	prohibé.
Viande fraîche.	100 k.	18	»	prohibé.
Viande salée.	id.	50	»	52 fr.
Blés.	échelle mobile sur la base de 22 fr. l'hectolitre.		»	échelle mobile sur la base de 29 fr.
Pommes de terre.	id.	50 c.	»	5 fr.

Ainsi, en Angleterre, toutes les rigueurs du tarif sont en quelque sorte réservées pour les objets qui servent à la nourriture des hommes, tandis que les matières que l'industrie emploie sont presque toutes entièrement affranchies ou grevées seulement de faibles droits : système funeste assurément, système odieux, qui pèse durement sur la condition du peuple et qui l'affame quelquefois, mais qui laisse aux manufactures, dans la concurrence de peuple à peuple, toute la puissance qu'elles peuvent avoir. C'est ce qui explique comment, au sein d'un état social d'ailleurs si tourmenté, l'industrie anglaise a pu conquérir une position si haute. En France, au contraire, c'est sur les matières réclamées par les manufactures que retombent les plus fortes charges, à ce point que pour la plus importante de ces matières, le fer, et même quelquefois pour la houille, ce *pain de l'industrie*, les droits s'élèvent à plus de 100 pour 100 de la valeur (1). Faut-il s'étonner que, dans une situation semblable, nos industries se montrent, quant au bon marché de leurs produits, généralement inférieures à leurs rivales ?

On s'exagère pourtant cette infériorité relative, et il suffit de consulter les tableaux de la douane pour s'en convaincre. Malgré tant de charges qu'elles supportent, tant de faux frais qu'elles subissent, les industries françaises du coton et de la laine ne laissent pas d'exporter annuellement des valeurs considérables, qui se sont élevées en 1844, pour la première à 108 millions, et pour la seconde à 104. Sont-ce là des témoignages d'impuissance ou de faiblesse ? Ne faut-il pas y voir, au contraire, des résultats presque merveilleux ? Certes, si quelque chose doit étonner dans la situation qu'on a faite à l'industrie française, ce n'est pas que la plupart des manufactures y soient incapables de rivaliser pour les prix avec les manufactures étrangères, c'est bien plutôt qu'il s'y en trouve encore un certain

parmi ces *autres pays hors d'Europe* dont les importations sont sujettes aux plus forts droits : savoir, des Etats-Unis, 54,248,522 kil. ; du Brésil, 718,555 kil. ; du Chili et du Pérou, 807,485 kil. En divisant le chiffre de la recette de la douane en 1844 (12,700,000) par le nombre des quintaux métriques importés (580,000), on trouve, comme moyenne du droit perçu, environ 22 fr. les 100 kil.

(1) La moyenne du droit perçu sur les fers ne peut pas être établie au-dessous de 20 fr. ; c'est exactement le prix du fer en barres en Angleterre. (Voyez les documents fournis par M. le ministre du commerce aux conseils généraux dans leur dernière session.) En ce qui concerne la houille, les plus forts droits, savoir : 50 c. par navires français et 1 fr. par navires étrangers, sont établis sur cette partie du littoral qui regarde l'Angleterre, depuis Dunkerque jusqu'aux Sables-d'Olonne, c'est-à-dire précisément là où l'importation devrait être la plus considérable ; et, comme cette importation est le plus souvent faite par navires anglais, on applique le droit de 1 fr. par hectolitre, droit qui excède la valeur primitive de la marchandise.

nombre qui aient la puissance d'écouler au dehors et de faire accepter sur des marchés ouverts à tout le monde des masses si considérables de produits. Il est vrai que, pour le coton et la laine, la douane restitue, lors de l'exportation des marchandises ouvrées, une partie des droits qu'elle a perçus sur les matières brutes (1) ; mais, outre que ces restitutions de droits ne s'appliquent point aux agents du travail, il s'en faut bien que pour les matières premières elles soient complètes. Aussi ne s'expliquerait-on même pas le succès que ces industries obtiennent sur les marchés étrangers, si l'on ne considérait que la plupart des marchandises dont notre exportation s'alimente sont des produits de luxe, qui permettent à nos fabricants de racheter à certains égards, par la perfection du travail, le désavantage nécessaire des prix.

« La manufacture de laine, dit M. Richardson Porter, chef du bureau de statistique en Angleterre, est depuis longtemps, pour la France, l'une des branches d'industrie les plus importantes, et l'excellente qualité de ses draps n'a jamais été contestée; sur toutes les places du globe, la draperie française occupe le premier rang (2). » — « Pour les fils de laine *fine* peignée, dit à son tour le docteur Andrew Ure dans son bel ouvrage de la philosophie des manufactures (3), les Français ont une grande supériorité sur les Anglais, d'après ce que j'ai moi-même vu chez MM. Griolet, fabricants à Paris. Ils n'ont à craindre, à l'étranger, que la concurrence des filateurs saxons; cependant on file plus fin et mieux qu'eux en France; ils n'arrivent qu'aux n^{os} 45 et 50 avec des qualités de laines que MM. Griolet filent jusqu'au n^o 80. Mais pour les gros numéros, les Anglais font à meilleur marché que les Français. » Et cela se comprend sans peine, puisque les Anglais ont à meilleur marché les matières premières, dont le prix importe d'autant plus que les étoffes sont plus communes, et qu'ils obtiennent aussi à de meilleures

(1) Tout ce système de primes ou de restitutions de droits nous paraît affreusement mal ordonné, quoi qu'il le fût encore plus mal en 1830, époque où il menaçait d'absorber la totalité du revenu; mais ce n'est pas ici le lieu d'en discuter les conditions, car, si nous voulions signaler tous les vices particuliers que renferme notre système restrictif, nous n'en finirions pas. Quelques mots seulement. Pour les cotonnades, le montant des primes payées en 1844 ne s'est élevé qu'à la somme assez insignifiante de 992.660 fr.; ce qui n'est pas même 1 pour 100 de la valeur, tandis que pour les lainages il a été payé 4,784,264 fr., différence d'autant plus extraordinaire que, dans cette même année 1844, il a été importé en coton brut, pour la consommation du pays, une valeur de 104 millions, alors que l'importation des laines, tant en masse que peignées, ne s'est élevée qu'à 48,000,000 de fr. On peut bien expliquer cette différence, mais il serait difficile de la justifier. Il serait également difficile d'expliquer pourquoi, le droit perçu sur les laines brutes étant restitué à la sortie des marchandises ouvrées, on n'en fait pas autant pour les toiles de lin ou de chanvre. Pour les cotonnades, la prime se règle d'après le poids, c'est 25 fr. pour 100 kil. : d'où il suit que ce sont les tissus les plus fins et les plus chers qui y participent le moins. Il nous serait facile de montrer que, si ce chiffre de 25 fr. représente assez exactement la moyenne de ce que le trésor a perçu sur les cotons bruts, il ne représente que tout au plus les deux tiers de ce que l'industrie a payé. Pour les lainages, la prime se règle d'après la valeur, savoir : 9 pour 100 de la valeur en fabrique. De plus, cette prime de 9 pour 100 n'est payée que sur les étoffes dont la valeur excède 4 fr. 50 c. au kil. C'est exactement le contraire du principe adopté pour les cotonnades.

(2) *Progrès de la Grande-Bretagne*, traduction de M. Chemin-Dupontès.

(3) *Philosophie des Manufactures, ou Économie industrielle de la fabrication du coton, de la laine, du lin et de la soie*, par Andrew Ure.

conditions les matières accessoires, les machines et le reste. C'est ce que M. Andrew Ure reconnaît lui-même ailleurs, quand il dit : « La modération dans les prix des matières premières est, à mon avis, la seule chose qui manque à la France pour la prospérité de ses tissus de laine longue. »

La plus belle industrie manufacturière que la France possède est celle des soieries ; il faut voir quelle est, sous le régime actuel, sa condition. Elle trouve ses matières premières en abondance sur notre sol, ce qui devrait lui assurer un avantage relatif sur ses rivales ; au lieu de cela, elle les paie plus cher, parce que le système restrictif en exhausse les prix. « Les prix des meilleures soies françaises, dit le docteur Ure, sont ordinairement de 10 pour 100 au-dessus de ceux des soies italiennes de la même qualité. » Si l'industrie des soieries prend ses matières premières au dehors, ce qui est souvent nécessaire, moins heureuse en cela que l'industrie des lainages, elle acquitte un droit d'importation qu'on ne lui restitue pas à la sortie des marchandises ouvrées. Pourquoi cette différence ? C'est encore une de ces inconséquences que l'on rencontre à chaque pas dans nos tarifs. Pour ce qui regarde les instruments de travail, cette industrie est à peu près sur le même pied que les autres, c'est-à-dire qu'elle les paie fort au-dessus de leur valeur. Malgré tant de charges, elle n'en exporte pas moins une valeur annuelle de près de 150 millions (1). En présence de ce fait, osera-t-on dire qu'elle est inférieure à aucune autre ? N'est-ce pas là, au contraire, une preuve frappante de sa supériorité ? A bien des égards, en effet, cette supériorité n'est pas douteuse, et l'on peut dire sans hésiter que, pour la perfection du travail, l'industrie française des soieries n'a pas de rivale dans le monde. Elle a beau faire cependant : pour les étoffes unies, où la cherté de la matière première et l'élévation relative de tous les frais de production ne peuvent être balancées par aucun autre avantage, elle est vaincue et elle doit l'être ; il n'y a pas de supériorité qui tienne contre de semblables conditions. Aussi cette grande industrie, une des merveilles de la France, et qui pourrait en être une des principales richesses, que tant d'hommes de génie et tant d'habiles artistes ont concouru à élever, qui s'est perfectionnée depuis deux siècles aux mains d'une population intelligente dans laquelle le sentiment de l'art est traditionnel, cette grande industrie se traîne, frappée au cœur par un régime désastreux. L'industrie étrangère lui enlève successivement tous ses débouchés. « A Zurich, où la soie torse est importée sans droit, dit encore le docteur Ure, il n'y avait, en 1792, que mille métiers à tisser ; à présent (1836) il y en a douze mille. » Un progrès semblable s'est manifesté en Angleterre, où, selon le même auteur, dont le dire a été confirmé en cela par l'enquête de 1850 (2), la soie crue est généralement à meilleur marché même qu'en Italie. Et tous ces progrès des industries étrangères s'accomplissent pendant que la nôtre, si puissante et si belle, demeure confinée dans ses anciennes positions. Si elle ne décline pas, elle demeure stationnaire, malgré l'accroissement de la consommation qui s'est manifesté d'une manière si extraordinaire depuis trente ans. Il est certain d'ailleurs qu'elle ne se soutient plus au dehors que par la vente des étoffes riches, les seules où il lui soit possible de neutraliser tous les désavantages de sa position par l'ascendant supérieur de l'art et du goût.

(1) 144 millions en 1844. Cette même exportation s'était élevée à 162 millions en 1841. Elle était déjà de 160 millions en 1855.

(2) M. J.-B. Heath, *Select Committee on Silk trade*, 1852.

Qu'on ne dise donc pas que toutes ces industries ne vivent en France qu'en vertu de la protection qu'on leur accorde. Elles souffrent du régime présent beaucoup plus qu'elles n'en profitent. Le système restrictif leur assure le marché national, c'est vrai, mais à quel prix ? Il leur vend sa protection beaucoup plus qu'il ne la donne, et il la vend assurément trop cher. Ne voit-on pas que ce sont les restrictions même qui, par les charges qu'elles imposent aux manufactures, leur rendent la protection nécessaire, et qu'on tourne ici dans un cercle vicieux ? Vienne une liberté générale des échanges, qui, en supprimant le privilège dont ces industries jouissent, les débarrasse en même temps de toutes ces charges, loin d'y perdre, elles y gagneront doublement, d'abord en ce que le marché national s'agrandira sous l'influence du bas prix, ensuite en ce qu'elles étendront beaucoup plus loin leurs débouchés au dehors. Que l'étranger vienne alors leur faire concurrence sur notre marché, et y prendre même une certaine place, ce qui n'est point un mal, elles soutiendront du moins cette concurrence à des conditions égales pour les produits communs, et avec toute la supériorité qu'elles ont acquise pour les produits de luxe.

Nous ne suivrons pas l'application de ces vérités pour toutes nos industries ; il nous suffit de l'avoir fait pour quelques-unes des plus importantes. Au fond, la situation est toujours la même : elle revient à ceci : privilège acquis sur le marché national au prix de lourdes charges qui interdisent toute concurrence avec l'étranger. On remarque pourtant des différences notables dans l'application, soit en ce que le privilège du marché national n'est pas réservé avec la même rigueur à toutes les branches du travail, soit encore en ce que le poids des charges qu'elles supportent varie sensiblement. Quelques-unes sont relativement peu grevées, et ce ne sont pas celles qu'à d'autres égards nos tarifs favorisent le moins. D'autres portent, au contraire, un poids plus lourd, et jouissent avec cela d'un privilège moindre, tant il est vrai que tout est confusion dans ce système, et que c'est encore plus le hasard des circonstances que la volonté arbitraire des hommes qui en a dicté les lois. En général, ce sont les industries les plus nationales qui souffrent le plus, par la raison fort simple que les conditions onéreuses du système restrictif les atteignent sur un plus grand nombre de points. C'est ainsi que l'industrie linière et celle des soieries, dont la matière première est produite sur notre sol, supportent sur cette matière une aggravation de prix dont l'industrie du coton, qui se sert de matières exotiques, est exempte, puisqu'on lui restitue ou qu'on croit lui restituer la totalité des droits perçus : ce qui n'empêche pas que le marché national ne soit garanti à cette dernière par une prohibition absolue, tandis que les deux autres ne sont mises à couvert de la concurrence étrangère que par des droits relativement très-modérés. Nous n'insisterons pas sur ces inconséquences de détail, si extraordinaires qu'elles soient, parce qu'elles disparaissent dans les vices de l'ensemble. Il nous est impossible toutefois de ne pas mentionner d'une manière particulière une industrie importante, plus mal partagée à cet égard qu'aucune autre, et qui eût mérité cependant quelques faveurs particulières, en raison des services politiques qu'elle rend : nous voulons parler de la marine marchande.

Tel est le sort actuel de notre marine marchande, que les conditions onéreuses du système restrictif retombent sur elle de tout leur poids, tandis qu'elle ne jouit que dans une très-faible mesure des privilèges plus ou moins étroits que ce régime confère. Considérez, en effet, sa position. Nulle autre n'est grevée de plus de

charges. Grâce au régime restrictif qui l'enveloppe pour ainsi dire de toute parts, elle paie à des prix exorbitants, à des prix de monopole, le bois dont elle construit ses vaisseaux, le fer qu'elle y emploie, le cuivre dont elle les double, le goudron dont elle les enduit, le chanvre avec lequel elle les calfate, les câbles, les cordes, les cordages dont elle les garnit, les mâts dont elle les surmonte et les voiles qui pendent à ces mâts; puis les vivres et les approvisionnements des équipages, l'habillement des hommes, et bien d'autres choses encore qu'il serait trop long d'énumérer; sans parler des navigations spéciales, telles que la pêche, où ces charges sont encore aggravées de celles qui pèsent sur tous les instruments. On a constaté dans l'enquête de 1824, publiée seulement en 1840, que la construction d'un navire coûtait 50 pour 100 de plus en France qu'en Sardaigne. La comparaison avec un grand nombre d'autres pays ferait ressortir des différences semblables. Et ce n'est pas seulement dans la dépense une fois faite de la construction d'un navire que cette différence se manifeste, c'est encore dans l'entretien, dans les réparations, qui se renouvellent à peu près à chaque voyage, et dans l'exploitation. A force de l'accabler de charges artificielles, on a rendu notre marine marchande la plus chère de toute l'Europe, nous pourrions dire, du monde entier. Aussi ne peut-elle soutenir la concurrence avec aucune autre, et se voit-elle délaissée par nos propres expéditeurs toutes les fois qu'il est permis à ces derniers de choisir. Voilà ce qu'elle doit au régime restrictif; car, bien qu'on puisse signaler encore quelques autres causes de sa cherté, celles que nous venons de dire sont de beaucoup les plus sérieuses. Eh bien! en compensation de ces désavantages si grands, quels sont les privilèges que ce système lui assure?

Il n'y a malheureusement pas pour la marine, comme pour beaucoup d'autres industries, de marché national à réserver. Du moins ce marché se réduit-il à peu de chose. C'est d'abord la navigation d'un port français à l'autre, en d'autres termes le cabotage, toujours borné de sa nature, et auquel les routes intérieures, qui se multiplient et se perfectionnent chaque jour, font une concurrence de plus en plus active. C'est, en outre, la navigation presque insignifiante qui se fait avec quelques colonies chétives, sauvées du grand naufrage de nos possessions lointaines. Voilà tout ce que le régime restrictif peut garantir à nos armateurs. Si on y ajoute la pêche, que le privilège ne suffit même pas à maintenir, et qui ne se soutient qu'à grand renfort de primes (1), on aura le résumé des avantages dont notre marine jouit. Partout ailleurs en effet, c'est-à-dire toutes les fois que la navigation a lieu d'un port français à un port étranger, la loi protectrice, quelque forme qu'elle revête, est impuissante. On parle des droits différentiels. Est-ce que par hasard les peuples étrangers ignorent l'usage de ces mêmes droits? Est-ce qu'ils se font faute, quand leurs navires en sont grevés dans nos ports, de les établir par représailles contre les nôtres? Et à quoi sert-il à nos armateurs qu'on leur assure un avantage d'un côté, s'ils doivent inévitablement le perdre de l'autre? Dans la navigation de peuple à peuple, les droits différentiels sont une chimère. L'Angleterre a pu y trouver autrefois un moyen efficace d'assurer la préférence à sa marine, alors qu'elle en avait seule le bénéfice, et que les autres peuples, inattentifs sur ce sujet, ne songeaient pas encore à suivre son exemple. Aujourd'hui que ce moyen est connu et pratiqué partout, il a perdu sa valeur. Aussi l'Angle-

(1) La somme totale des primes payées en 1844 pour les pêches maritimes (morues, baleines et cachalots) s'est élevée à 4,000,000 de francs.

terre même a-t-elle renoncé, depuis vingt ans, à en faire usage, au moins en ce qui concerne le corps des navires. Il y a vingt ans environ que M. Huskisson proclamait au sein de la chambre des communes que le *brevet d'invention* que l'Angleterre s'était donné à cet égard était expiré, et qu'il fallait, bon gré, mal gré, rentrer dans la loi commune. Eh bien ! ce brevet, auquel l'Angleterre a renoncé forcément, ne serait-il pas puéril de croire que la France puisse le faire revivre à son profit ? Veut-on savoir où mène l'usage de ces droits différentiels ? Il empêche souvent les navires allant d'un pays à l'autre d'effectuer des retours, ou bien il force les marchandises à faire un circuit pour nous arriver par terre, au grand détriment de nos villes maritimes, auxquelles ce commerce échappe, et des producteurs, dont ces détours aggravent les frais. En voici un exemple. On a vu, dans le tableau qui précède, que les laines brutes paient, à l'importation, outre le droit général de 20 pour 100 de la valeur, une surtaxe de 3 fr. par cent kil., quand elles sont importées par navires étrangers. Qu'arrive-t-il ? les importateurs de laines anglaises, plutôt que de se servir de nos navires, font prendre à leur marchandise la voie de la Belgique pour échapper au droit, en sorte que ces laines, au lieu de nous arriver par les ports français de Calais ou de Dunkerque, nous arrivent par les ports belges d'Ostende ou d'Anvers (1). Si les droits différentiels peuvent nous servir à quelque chose, c'est uniquement vis-à-vis des nations qui n'ont pas encore de marine, en ce sens qu'ils empêchent les pavillons tiers de faire l'office de facteurs entre ces nations et nous. Malheureusement les pays qui n'ont pas de marine n'ont guère de commerce : aussi l'avantage qui en résulte n'est pas grand. Il est donc vrai que le système restrictif n'assure à notre marine, pour tout dédommagement des faux frais dont il l'accable, que le cabotage, la navigation et la pêche, maigres et chétives ressources qui suffisent à peine pour lui conserver un reste de vie. Pour tout le reste, c'est-à-dire pour la navigation internationale, la seule qui soit réellement large et féconde, il la laisse aux prises avec la concurrence étrangère, après l'avoir rendue incapable d'en soutenir le poids.

Et l'on ose dire après cela que c'est le système protecteur qui sauve notre marine ! Disons plutôt qu'il la ruine et qu'il la tue. Le fait de la décadence de notre marine marchande n'est malheureusement que trop certain ; nous l'avons constaté ici même par des chiffres officiels dans notre travail sur le commerce extérieur de la France. Pour compléter ces renseignements, nous pouvons ajouter que la marine des États-Unis, dont la population est moitié moindre que celle de la France, est plus de trois fois et demie plus forte, et que celle de l'Angleterre égale à peu près six fois la nôtre (2). Bien des fois d'ailleurs ces faits affligeants ont été

(1) Il est vrai que la loi porte que la même surtaxe de 3 francs sera appliquée aux laines brutes importées par terre, lorsqu'elles viendront de pays non limitrophes, d'où il suit que les laines anglaises venues par la Belgique en transit n'échapperaient point au droit ; mais on se garde bien d'adopter la voie du transit. Comme les laines ne paient à l'entrée en Belgique qu'un droit insignifiant, on acquitte ce droit, et on déclare la marchandise en consommation. Elle est dès lors naturalisée belge, et expédiée comme telle pour la France.

(2)	ANNÉE 1845.	TONNAGE.
	France.	590,077.
	États-Unis.	2,158,603.
	Angleterre.	3,588,387.

Les renseignements officiels pour l'Angleterre et les États-Unis ne vont pas au delà de

signalés du haut de la tribune, et tous les ans des plaintes s'élèvent. On va même plus loin, et depuis longues années déjà on s'occupe à rechercher la cause du mal, afin d'y appliquer un remède bien nécessaire. Malheureusement, dans ces recherches toujours vaines, il semble qu'on ferme volontairement les yeux à la lumière et qu'on se refuse à reconnaître des vérités importunes dont on se trouverait ensuite embarrassé. Autrement, on ne chercherait pas si longtemps en vain.

Ainsi tombent une à une toutes les assertions des protectionnistes, ainsi s'évanouissent tous les fantômes qu'ils évoquent. Cette infériorité de notre industrie, dont ils s'autorisent, est leur ouvrage. Elle s'effacerait presque aussitôt sous un régime de liberté. Une chose est vraie pourtant dans leurs allégations, c'est que toute industrie particulière qu'on exposerait seule à la concurrence étrangère succomberait. Comment se soutiendrait-elle, en effet, dans une position semblable, lorsque, le monopole étant autour d'elle la loi commune, elle paierait tout plus cher que l'étranger? Aussi, faut-il considérer comme dérisoire ce langage que les protectionnistes tiennent à quelques-uns de nos industriels, par exemple aux armateurs : « Vous demandez la liberté du commerce ; voulez-vous en faire l'essai pour vous-mêmes en renonçant aux droits différentiels qui protègent vos armements? » Évidemment une telle proposition n'est pas sérieuse. Quoi ! vous voulez que nous allions lutter corps à corps avec les armateurs étrangers, quand de toutes parts vous nous chargez de chaînes ! Si faible et si fragile que soit l'appui des droits différentiels, nous y tenons, parce que, dans la navigation internationale, c'est encore, après tout, le seul abri qui nous reste. Oui, nous voulons la liberté, mais à condition qu'elle sera générale. Nous acceptons la concurrence avec les armateurs étrangers, mais à condition que nous serons d'abord dégrevés de toutes les charges artificielles que nous supportons, à condition que nous aurons aux mêmes prix qu'eux, aux prix du commerce libre, tous les objets que nous employons, le bois, le fer, le cuivre, le chanvre, le goudron, les cordages, la toilerie et le reste. Rien de plus juste au fond que ces réserves. Certes, la liberté du commerce est salubre et bonne ; elle ne l'est pas seulement pour les consommateurs dont les intérêts sont pourtant respectables, elle l'est encore pour la grande masse de producteurs ; mais cette même liberté peut et doit devenir funeste à toute industrie particulière à laquelle on l'appliquera par exception.

Ce n'est pas d'ailleurs aux seuls protectionnistes que cette observation s'adresse. Pour avoir méconnu cette vérité, les partisans du libre échange n'ont que trop souvent compromis la cause qu'ils voulaient défendre. Poursuivant sans cesse des applications particulières de leur principe, ils en ont fait une sorte d'épouvantail, une menace incessante de ruine pour toutes les branches du travail auxquelles ils entendaient l'appliquer. Sans égard pour cette dépendance mutuelle des industries nationales ni pour les charges que le régime actuel leur impose, ils se sont attaqué tantôt à celle-ci, tantôt à celle-là, pour la livrer en quelque sorte désarmée à une concurrence mortelle : politique étroite et fautive qui ne pouvait manquer, si elle eût été suivie, de conduire le pays, par une suite de désastres particuliers, au dégoût prochain de toute innovation. « Pourquoi, disait en 1856 M. de Saint-Cricq (1), faire entendre à tous les industriels de France ces paroles :

l'année 1845. (Voyez les documents fournis par M. le ministre du commerce aux conseils généraux de l'agriculture, des manufactures et du commerce, dans leur dernière session.)

(1) Discours prononcé à la chambre des pairs.

Nous ne vous dirons pas, comme on vous l'a dit à tort dans l'enquête : Quels sont vos prix de revient, et combien vous faut-il pour protéger vos produits contre la concurrence étrangère ? Nous vous dirons : *Combien vous faut-il de temps pour détourner vos capitaux des voies de la protection où ils sont engagés et les porter dans celles de la liberté qui vont s'ouvrir.* » C'était, comme le dit fort bien M. de Saint-Cricq, menacer la plupart de nos industries d'une subversion prochaine, Cette menace, d'ailleurs, outre ce qu'elle avait d'impolitique, montrait une intelligence fort incomplète de notre situation présente. Certes, les partisans des restrictions, directeurs de l'enquête dont il s'agit, n'étaient pas dans le vrai lorsqu'ils se bornaient à demander aux industriels qui comparaissaient devant eux quelle somme de protection leur était nécessaire : ils auraient mieux fait, assurément, de leur demander par quelles mesures générales, par quels allègements de charges il était possible de remédier à cette infériorité qu'ils accusaient (1), et c'est alors que ces enquêtes, presque toujours insignifiantes, auraient pu conduire à quelques résultats utiles ; mais les partisans de la liberté n'étaient pas moins qu'eux dans le faux lorsqu'ils condamnaient à périr toute industrie incapable de vendre actuellement ses produits au même prix que l'étranger, car enfin la plupart des industries françaises étaient alors et sont encore dans ce cas. C'était donc à dire qu'elles périraient toutes, sauf une ou deux qui survivraient seules à ce grand naufrage. Quelles armes un tel langage ne donnait-il pas aux ennemis de la liberté ! « Et s'il venait à être établi, disait encore M. de Saint-Cricq, que parmi les objets de grande consommation soit intérieure, soit extérieure, les vins et les soieries soient les seuls qui accomplissent chez nous cette condition (de se vendre au même prix que les produits étrangers), ce sera vers la culture de la vigne et la fabrication des soieries que devront se diriger tous les capitaux, toutes les intelligences, toutes les forces productives du pays ! » Réponse juste et qui sera d'ailleurs irréfutable tant qu'on n'aura pas égard aux vérités générales que nous venons d'exposer.

Certes, si la liberté du commerce venait à prévaloir en France, quelques-unes de nos industries périraient. Ce sont celles qui n'ont pas dans notre pays de justes raisons d'être, ou qui appartiennent, par une sorte de privilège naturel, à d'autres peuples ou à d'autres climats ; mais ces industries sont en petit nombre, on pourrait compter celles qui sont menacées d'un sort pareil, et le pays ne pourrait d'ailleurs que s'applaudir de leur disparition. Pour les autres, elles se relèveraient presque toutes plus vigoureuses et plus fécondes, parce qu'elles puiseraient dans

(1) La plupart des enquêtes françaises n'ont guère eu d'autre sens ou d'autre direction que celle qu'on vient de voir. Les partisans des restrictions disaient aux industriels : Quelle protection vous faut-il ? Les partisans du libre échange leur disaient au contraire : Puisque vous ne pouvez pas vous soutenir sans protection, votre industrie est mauvaise, il faut l'abandonner. On en a vu encore un exemple assez récent en ce qui concerne l'industrie linière. Et voilà pourquoi la plupart de ces enquêtes ont été stériles. En Angleterre, au contraire, on disait aux industriels : Que faudrait-il pour vous donner la force qui vous manque ? Ils répondaient : Affranchissez les matières premières ou les agents du travail. Et voilà pourquoi la plupart de ces enquêtes ont été fécondes ; voilà comment elles ont conduit l'Angleterre pas à pas vers la liberté. Elles l'y auraient conduit beaucoup plus tôt, si les derniers et puissants débris du système restrictif n'avaient pas été si opiniâtrement défendus par l'aristocratie terrienne, particulièrement intéressée à leur conservation.

un affranchissement général les forces vives dont elles sentent l'impérieux besoin. Tel serait en particulier le sort de l'industrie manufacturière proprement dite. S'il est un pays au monde qui soit favorable au développement spontané des manufactures, c'est assurément la France, ce qui ne veut pas dire toutefois que l'Angleterre ne puisse les établir avec un égal succès. L'état avancé des sciences dans notre pays, l'aptitude remarquable des populations pour tout ce qui est, à un degré quelconque, une œuvre d'art, la densité même de ces populations, enfin la douceur de nos lois civiles ou politiques et l'esprit d'émulation qu'elles entretiennent avec l'égalité, ce sont là autant de circonstances favorables à la prospérité des manufactures, et que nul obstacle physique ne viendrait d'ailleurs contrarier. Si l'on nous parle de la cherté du fer, nous dirons hautement que cette cherté est toute factice, et qu'elle cesserait presque immédiatement sous un régime de liberté. Quant à la cherté du charbon, qui semble tenir à des causes plus durables, elle s'atténuerait à ce point qu'il deviendrait facile de la compenser d'ailleurs. Et comment douterait-on de ce résultat, quand on voit qu'aujourd'hui même nos industriels parviennent à neutraliser, par rapport à la masse des produits qu'ils exportent, tant de désavantages réunis ? Il n'y a donc qu'un seul obstacle sérieux à la prospérité de nos manufactures, c'est l'existence de ce même régime restrictif qu'on prétend nécessaire à leur salut.

Au fond, le procédé du système restrictif, tel qu'on l'applique en France, est assez simple. Il consiste, comme on l'a vu, à favoriser tour à tour chaque industrie particulière aux dépens de la masse : de là résultent à la fois des privilèges et des charges, privilèges particuliers, charges générales ou communes. C'est une sorte de cercle vicieux. Certes, s'il était possible de faire pour chacun la balance exacte des bénéfices et des charges qui forment son partage, on trouverait qu'en général le poids de ces dernières l'emporte de beaucoup ; car enfin toute cette combinaison artificielle entraîne un mauvais emploi du capital et du travail de la nation, ce qui implique une destruction de la fortune publique. Malheureusement la plupart des industriels, touchés des privilèges particuliers dont ils jouissent et dont ils mesurent facilement l'étendue, oublient les sacrifices au prix desquels ils les achètent. Ce qu'il y a de plus terrible, c'est qu'une fois engagé dans ce cercle fatal il devient difficile d'en sortir sans déterminer quelques désastres. Du moins est-il vrai que, pour en sortir sans violentes perturbations, il faut se garder de vouloir, comme on l'a fait trop souvent, opérer la réforme en s'attaquant tour à tour à chaque industrie isolément, et qu'il faut, au contraire, procéder par des mesures d'ensemble qui tendent à dégrever à la fois tout un ordre de produits. Il est certain pourtant que, par des raisons particulières, si l'on veut que le retour à la liberté s'effectue sans trouble, c'est par les produits agricoles, au nombre desquels nous comptons les produits des mines, qu'il faudra commencer.

CHARLES COQUELIN.

LES

GAMBUSINOS.

SCÈNES DE LA VIE DES BOIS DANS L'AMÉRIQUE DU SUD.

Quand on quitte les côtes de l'Océan Pacifique pour s'avancer vers le nord du Mexique, dans la direction des vastes solitudes qui séparent cette république des États-Unis, on ne tarde pas à s'apercevoir qu'on entre dans un monde nouveau, non moins original que celui dont j'ai déjà cherché à décrire quelques aspects. Le désert a son influence comme l'océan, et les types que cette influence développe ne le cèdent ni en énergie ni en grandeur sauvage à ceux que la mer forme à son âpre école. Les forêts épaisses, les immenses savanes, les montagnes du sommet desquelles les eaux charrient l'or jusqu'au fond des vallées, servent d'asile à une population nomade au milieu de laquelle se détachent trois groupes bien distincts. Les chasseurs, les éleveurs de bétail (*vaqueros*), les chercheurs d'or (*gambusinos*), représentent trois industries importantes au Mexique, le commerce des pelleteries, celui des cuirs et du bétail, et la production des métaux précieux.

Les *gambusinos* surtout méritent une place à part dans cette famille d'aventuriers. On comprend sous cette dénomination, dans l'état de Sonora, une classe de mineurs vagabonds, métallurgistes pratiques, qui semblent doués d'un instinct merveilleux pour découvrir les mines d'or, plus nombreuses en Sonora qu'en aucune autre province du Mexique. Dénudés des fonds nécessaires pour entreprendre les travaux souterrains qu'exigent les mines, ils sont forcés de se contenter d'exploiter à ciel ouvert les affleurements de celles que le hasard ou leur tact sans égal leur fait rencontrer. Quelques indices généraux les guident, il est vrai, dans leurs recherches. La gangue ou matrice du minerai est presque toujours composée de roches de quartz. Les roches de cette espèce forment quelquefois,

sur un espace d'une lieue et plus, des crêtes ou saillies qu'on appelle *crestones*. Ces *crestones*, brûlés par le soleil et entièrement dépourvus de végétation, sont aisément reconnaissables. Le gambusino ne voyage jamais sans être armé de sa *barreta*, espèce de pique en fer dont la pointe est trempée, et, quand il a découvert un *creston*, il soumet à l'action d'un feu violent les pierres qu'il en a détachées à l'aide de son instrument; puis, selon la richesse du minerai qu'il a reconnu, il l'exploite ou l'abandonne. Parfois aussi un coup de pique détache un morceau où étincellent aux rayons du soleil des paillettes ou des veines d'or. Seul, loin de toute habitation, sans prendre le temps de faire les dénonciations légales, le gambusino exploite alors les éclats qui volent sous sa pique, jusqu'au moment où, le filon s'enfonçant dans les entrailles de la terre, le travail à ciel ouvert devient impossible. Alors il vend sa mine à celui qui peut l'acheter, et s'éloigne philosophiquement à la recherche de quelque autre gîte métallifère.

La poudre d'or, comme les mines, est pour les gambusinos l'objet de recherches souvent périlleuses. C'est encore le même instinct qui les guide le long des rivières ou des torrents qui du haut des montagnes roulent leurs flots chargés d'or dans le fond des vallées. Souvent l'intrépide chercheur arrive ainsi jusqu'au désert, où les Indiens exercent en maîtres la même industrie, et presque toujours il paie de sa vie l'audace qui l'a porté à se mesurer avec ces formidables concurrents; ou bien, après avoir eu à combattre la faim, la soif, les bêtes fauves, après avoir, en bravant mille dangers, exploité à la hâte un *creston* ou un *placer*, il revient avec un butin considérable, avec le regret de n'avoir pu faire un plus long séjour dans quelque Eldorado lointain, et le souvenir de mille aventures terribles; ses récits, où la description de trésors fabuleux tient une grande place, ne manquent jamais d'allumer la cupidité. Des familles entières partent à leur tour avec un âne chargé de pioches, de *bateas* (grandes scibiles de bois) et de quelques menues provisions, pour aller braver les mêmes dangers dans ces déserts où souvent elles ne trouvent qu'un tombeau. D'après des calculs rigoureux, sur dix millions d'or que le Mexique jette annuellement dans la circulation européenne, un quart au moins de cette somme est le produit des recherches du gambusino.

On sait maintenant en quoi consiste l'industrie du chercheur d'or. Quant au théâtre sur lequel cette industrie s'exerce, c'est tantôt le flanc d'une montagne creusée par un torrent, tantôt la vallée où ce torrent se précipite. Les masses d'eau qui sillonnent les montagnes dans toutes les directions, et souvent cachent entièrement les *crestones*, entraînent avec elles des fragments de roches métalliques, les broient, les triturent, et en arrachent les morceaux d'or qu'ils contiennent. Anguleuses au sortir de la pierre qui les renfermait, ces *pepitas*, comme les galets de la mer, s'usent, s'arrondissent par le frottement, et, transportées quelquefois à de grandes distances par les eaux qui les charrient, finissent par ne présenter plus qu'une surface polie et dépourvue d'arêtes. Cependant, surchargées de sable et de détritits argileux, elles ne diffèrent guère au sortir de l'eau des cailloux ordinaires: il faut qu'un lavage leur rende leur brillant et leur poli. L'or natif ne se trouve pas seulement dans les eaux des torrents, mais dans leur lit desséché, et sur le penchant des montagnes qui ont gardé trace de leur passage. Quelle doit être la richesse de certains filons si l'on en juge par le volume de quelques-uns de ces précieux fragments qu'un hasard aveugle a fait trouver à des gens qui ne les cherchaient pas! Des fortunes considérables datent ainsi de ces merveilleuses trouvailles qui rappellent les contes des fées. D'insoucians aventuriers, en fouil-

lant dans les cendres du feu éteint d'un bivouac, ont découvert des morceaux d'or d'une prodigieuse grosseur dont la chaleur avait enlevé l'enveloppe terreuse. D'autres ont vu des cailloux informes jeter tout à coup sous leurs pieds une lueur éblouissante, tandis que certains gambusinos, par une recherche active de tous les jours, trouvent à peine dans leur travail de quoi subvenir aux besoins de la vie.

Presque toute la distance qui sépare, du sud au nord, Hermosillo du dernier préside, ou *préside de limite*, appelé *presidio de Tubac*, — c'est-à-dire un rayon de quatre-vingt-dix lieues, — est formée de ces terrains d'alluvion où l'or se trouve en abondance. D'après les curieuses descriptions de *placers* d'or que j'entendais journellement faire à Hermosillo, je ne crus pouvoir mieux employer des loisirs forcés qu'en explorant moi-même tout ce rayon. Avant de commencer mon excursion, je tenais cependant à avoir quelque idée du pays que je comptais parcourir; je dus consulter à cet égard un Espagnol depuis longtemps fixé dans la province, et dont j'avais fait la connaissance à Hermosillo. L'Espagnol me donna des renseignements topographiques très-complets, que je me bornerai ici à résumer rapidement.

Une chaîne de montagnes assez élevées commence à quelques lieues d'Hermosillo, et court du sud au nord. Au pied des premières hauteurs de la chaîne, à l'est de la ville, le rio San-Miguel se divise en deux branches : la première conserve le nom du fleuve; la seconde s'appelle le *rio de los Uris*. Les deux branches baignent chacune les vallées creusées au bas de la chaîne qui s'élève entre elles : le rio San-Miguel coule à gauche, le rio de los Uris à droite, c'est-à-dire le premier à l'ouest, le second à l'est. Au delà d'Arispe, dernière ville mexicaine qu'on rencontre de ce côté, l'Uris, grossi par les cours d'eau qui coulent des pitons magnétiques de la *sierra*, se divise encore en deux branches parallèles, entre lesquelles s'étend une dernière ramification de la chaîne qui va expirer, à vingt-cinq lieues de là, aux deux villages de Nacome et de Bacuache. Ces villages, ainsi appelés du nom des deux branches de l'Uris, et séparés par les montagnes qui terminent la chaîne, se trouvent à cinq lieues l'un de l'autre. Du sommet de ces montagnes, les torrents qui coulent le long de chaque versant apportent de l'or aux laveurs de Nacome, comme à ceux de Bacuache. Sauf quelques pauvres cabanes groupées à une distance égale d'Arispe et de Bacuache, et formant un village qu'on appelle Fronteras, une solitude profonde règne dans tout ce parcours. Au delà des deux villages se trouve le préside de Tubac, et, à partir de Tubac, d'immenses déserts se prolongent jusqu'à l'Orégon, en bordant les limites occidentales de la haute Californie.

— D'ici à Arispe, me dit l'Espagnol après m'avoir tracé mon itinéraire, la route est sûre, ni l'eau ni le feu ne vous manqueront; cependant d'Arispe à Bacuache, qui est à mon avis le *placer* aujourd'hui le plus productif, voyagez bien armé. Il y a quelques mois, j'ai fait ce chemin, et j'ai remarqué pour la première fois une croix de triste augure qui rappelle certainement un assassinat. Le lieu, comme vous le verrez, est très-bien disposé pour égorger ou détrousser son prochain le plus commodément du monde. A tout hasard, si je n'entendais plus parler de vous, je vous ferais élever une croix à côté de la première.

Je remerciai l'Espagnol de sa bonne volonté, et j'allai faire mes préparatifs de départ en réfléchissant au contraste qu'offrent ces excursions périlleuses avec nos voyages d'Europe, où des paysages déjà décrits et connus, des moyens de transport uniformes, restreignent chaque jour la part de l'imprévu. Au Mexique, j'aurais eu peut-être à me plaindre de l'excès contraire. Que de ruses à employer, dans les

provinces où les auberges existent, pour se faire bien venir des hôteliers, pour obtenir un maigre repas, souvent partagé avec des muletiers et des voleurs ! Et quelle diplomatie n'est pas nécessaire pour s'assurer un gîte dans les états où la *posada*, le *meson* ou la *venta* sont inconnus ! Plus loin encore, c'est le *despoblado* (désert) qui s'étend devant vous sans offrir le moindre vestige d'habitation, pas même, comme dans nos landes, la hutte roulante du berger. Cependant, malgré ces privations, de tels voyages offrent un attrait irrésistible. Les magnifiques paysages qu'on traverse, les haltes dans la forêt autour de l'arbre séculaire converti avec une prodigalité royale en brasier gigantesque, les hommes qu'on rencontre, représentants d'une société presque inconnue, héros sauvages comme la nature qui les entoure, tous ces incidents si étranges et si variés sont pour le voyageur autant de compensations qui lui font oublier ses fatigues. C'est aussi ce charme de l'imprévu qui peut obtenir grâce pour les développements donnés au récit d'une excursion dans ces mystérieuses solitudes. Ici, plus qu'ailleurs, les détails ont leur prix, et les plus légères circonstances méritent d'être notées comme autant de révélations piquantes sur un monde tout différent du nôtre.

Je devais faire route jusqu'à Arispe avec le sénateur don Urbano, que des affaires d'urgence appelaient dans cette ville. Sa belle-sœur et sa femme étaient de la partie, et nous ne devions voyager qu'à petites journées. Au jour fixé, je montai à cheval pour me rendre à la maison du sénateur. Il était à peine trois heures quand je traversai les rues silencieuses d'Hermosillo. La nuit avait été étouffante, et, selon l'usage de ces pays primitifs, tous les habitants des maisons privées de cours avaient transporté leurs lits dans les rues. Certes, si l'obscurité eût été moins profonde, c'eût été un singulier spectacle que celui de ces dormeurs de tout âge et de tout sexe, les uns réunis, les autres isolés, mais tous dans un costume de nuit approprié à la chaleur du climat. Ce ne fut qu'avec des précautions infinies que j'arrivai chez le sénateur sans avoir écrasé personne. Une trentaine de chevaux, groupés autour d'une jument qui portait une clochette attachée au poitrail, piaffaient en hennissant devant la porte. Cinq ou six domestiques achevaient, en jurant, de charger autant de mules ; un autre tenait en bride trois beaux chevaux, dont deux harnachés de selles de femmes. Enfin, au moment où j'arrivais, la porte cochère s'ouvrit, et deux autres serviteurs sortirent à cheval, tenant chacun à la main un morceau de bois de sapin enflammé en guise de torche. A la lueur que projetaient ces flambeaux improvisés, je vis don Urbano s'avancer vers moi.

— Nous allons donc voyager en caravane ? lui demandai-je en lui montrant l'escadron de chevaux qui obstruaient la rue.

— Nullement, me dit-il ; ce sont les relais que j'envoie en avant, car nous avons vingt-cinq lieues à faire par jour.

— C'est ce que vous appelez voyager à petites journées ?

— Oui, certes, et, qui plus est, je n'en agis ainsi que pour ces dames, qui ne sont pas accoutumées aux longues traites.

Presque en même temps don Urbano donna l'ordre du départ. Alors chevaux, mules et domestiques, tous partirent au galop en faisant retentir les rues du bruit de leur course, à la grande confusion des dormeurs. Puis, quand le tumulte eut cessé, nous partîmes nous-mêmes précédés par les porteurs de torches, qui s'élançaient devant nous en secouant la flamme du sapin et en semant l'obscurité de mille étincelles.

A six lieues de là, nous rejoignîmes la *caponera* (c'est ainsi qu'on appelle un certain nombre de chevaux de choix réservés pour l'usage exclusif des propriétaires); on prit à peine le temps de détacher les selles ruisselantes de sueur pour les placer sur des chevaux frais, et nous repartîmes. Il convient de dire ici que ces chevaux, constamment laissés en liberté, sont infatigables, et qu'ils sont frais encore quand ils n'ont fait que quinze ou vingt lieues sans être montés. Ce ne fut qu'à six lieues plus loin que, la chaleur devenant insupportable, nous nous arrêtâmes pour nous reposer et faire la sieste; puis, après deux heures de sommeil à l'ombre des arbres, nous reprîmes notre course, et une troisième traite nous mena, vers cinq heures du soir, à un endroit appelé la *Puerta del Cajon*. Nous avions fait les vingt-cinq lieues convenues depuis le matin, et c'était là que nous devions passer la nuit.

La *Puerta del Cajon* (porte du caisson) est ainsi nommée, parce que c'est à cet endroit que la branche du río San-Miguel appelée *Uris* commence à s'encaisser entre la sierra et un amphithéâtre de rochers. Le lit sablonneux de la rivière devient, pendant la saison sèche, un chemin agréable et commode. Appauvrie par une sécheresse de huit mois, la rivière, au lieu de remplir son vaste lit comme dans la saison des pluies, serpente en mille détours sur un fond de graviers et de galets. Dans ses innombrables méandres, elle caresse mollement le pied des saules et des trembles qui se penchent sur ses bords. Le bruit de leurs feuilles, sans cesse agitées, égale à peine en douceur le frémissement des eaux limpides et transparentes. De temps à autre, une chute d'eau qui se précipite dans quelque ravin éloigné vient mêler son harmonie lointaine aux murmures de l'*Uris*. Les dentelures azurées de la chaîne qui l'enserme d'un côté s'élèvent à pic au milieu des cimes pressées des arbres étagés en gradins gigantesques. Sur les rochers du bord opposé s'étendent, comme un rideau mobile, des plantes verdoyantes et des lianes fleuries qui baignent leurs rameaux dans les eaux capricieusement promenées d'une rive à l'autre; mais dans la saison des pluies, au lieu de ce riant tableau, l'*Uris* n'offre plus que des aspects funèbres. Le lit entier de la rivière est envahi tout à coup par des eaux fangeuses, qui écument, bouillonnent et courbent la cime des arbres dont naguère elles caressaient humblement le pied. Des arbres déracinés, des cadavres d'animaux surpris par la crue subite, roulent en tournoyant dans les flots jaunis. Les échos répètent avec le bruit du tonnerre les mugissements de l'*Uris*, les roches se renvoient les cris plaintifs de cohortes d'oiseaux qui volent en rond au-dessus des vagues, ou qui, acharnés sur un cadavre flottant, se laissent entraîner avec lui. Du sommet, des flancs de la sierra, voilés alors de brouillards impénétrables, des bruits effrayants montent jusqu'au ciel; des rochers détachés de leurs bases roulent d'abîme en abîme, les arbres craquent sous leur choc, on dirait que ces brumes épaisses cachent sous leur manteau la lutte du génie des eaux contre le génie des montagnes. Avec le retour des premières chaleurs, les eaux limoneuses s'épurent de nouveau en diminuant, les pics de la sierra dégagent leur azur du sein des vapeurs; les cimes des arbres secouent les souillures argileuses de leurs feuillages et les détritux végétaux suspendus en flocons à leurs branches; les paysages de l'*Uris* ont repris leur charme idyllique, mais les sables cachent une nouvelle récolte d'or que les eaux ont fait descendre de hauteurs inaccessibles, et la nature a jeté dans ses convulsions une nouvelle pâture à la cupidité de l'homme.

Les domestiques du sénateur avaient profité de nos deux heures de sieste pour

préparer notre campement. Le choix de l'emplacement faisait honneur à leur goût. Les premières croupes des montagnes s'élevaient, à cet endroit, couvertes d'arbres penchés qui formaient une arche de verdure au-dessus de la rivière. Sur la berge opposée, une pente douce conduisait à une esplanade de rochers dont une épaisse végétation tapissait les déchirures. C'était au sommet de cet amphithéâtre naturel que tout était disposé pour passer la nuit. Auprès d'un vaste brasier allumé à quelque distance, la moitié d'un mouton rôtissait sur deux fourches de bois de fer. Sur l'herbe étaient disposées les provisions contenues dans les cantines. Dans une source qui sortait du pied des rochers et venait mêler à la rivière ses eaux glacées, sous l'ombre que versait la cime épaisse des arbres inclinés, des outres gonflées rafraîchissaient le vin contenu dans leurs flancs, inappréciable précaution après une course de douze heures dans une atmosphère dont un thermomètre, que j'avais rencontré par hasard au premier relais, portait la chaleur, à l'ombre, à 95 degrés Fahrenheit. Après le repas, la nuit tomba presque glaciale sous l'influence de la rivière. Des matelas furent disposés pour le sénateur et sa famille, près d'un nouveau foyer allumé au centre de la clairière, après toutefois que les domestiques eurent battu soigneusement les buissons environnants de leurs cravaches plombées, pour en écarter les serpents. Quant à moi, j'étais depuis trop longtemps privé de lit pour ne pas regarder un matelas comme une superfluité puérile, et je m'étendis avec délices sur le gazon le plus épais que je pus choisir. Puis, au murmure monotone de l'Uris dans son lit de roches et du vent dans le feuillage, aux glapissements plaintifs des chacals qui hurlaient de près et de loin, au retentissement affaibli de la clochette de la jument capitane, à ces mille bruits mystérieux de la nature sauvage, je ne tardai pas à fermer mes yeux appesantis par le sommeil, qu'on ne sollicite jamais longtemps dans les bois.

Les *cabrillas* (les pléiades), horloge du voyageur dans le désert, marquaient à peine trois heures quand je fus réveillé par les apprêts du départ. Les taillis craquaient de tous côtés sous les écarts des chevaux arrachés non sans regret à leur pâturage rafraîchi par la rosée de la nuit. Les domestiques s'appelaient et se répondaient; le foyer ravivé projetait de vives lueurs jusque dans les échappées les plus profondes de la forêt, et teignait d'un reflet rouge les eaux noires de l'Uris. Bientôt j'entendis la voix du sénateur qui m'invitait à venir prendre le chocolat avant de partir. Je quittai ma couche de gazon; les voyageuses n'étaient pas encore levées, et, sur leur invitation expresse faite avec tout l'abandon gracieux des pays chauds, nous nous assîmes sur leur lit pour prendre ce léger repas. C'était un tableau nouveau pour moi que celui de ces jeunes femmes au milieu des bois, appuyées mollement sur la dentelle de leurs oreillers, sous cette alcôve de feuillage auquel le firmament étoilé formait un dais resplendissant. J'aurais voulu pouvoir prolonger ces instants; mais le repas achevé, tout étant prêt pour le départ, il fallut remonter à cheval.

Nous continuâmes à suivre le lit de la rivière, relayant comme la veille, et nous arrivâmes au petit village de Banamiché. Les habitants peu nombreux de ce village, groupés devant leurs portes, nous regardaient avec curiosité; parmi eux, un homme vêtu d'un froc de franciscain, retroussé jusqu'à la ceinture, et chaussé de *bottes de cheval* (1) garnies d'énormes éperons, semblait nous observer avec un

(1) On appelle ces bottes, formées de deux peaux de chèvre tannées et curieusement estampées ou gaufrées, *botas vaqueras*.

intérêt tout particulier. La beauté de doña J..., la femme du sénateur, assez remarquable pour fixer partout l'attention, déterminait le moine à nous parler et à nous offrir l'hospitalité sous son toit. L'offre fut acceptée, et nous mîmes pied à terre. Une ménagère de mine assez avenante vint nous recevoir, escortée d'une demi-douzaine d'enfants.

— *A quien Dios no dió hijos le dió ahijados* (1), nous dit le *padre* Nieto ; ainsi se nommait notre hôte. C'était, je pense, en reconnaissance des soins paternels qu'il prenait de ses filleuls, que les petits drôles l'honoraient d'un nom plus tendre que celui de parrain.

Après avoir remercié ce digne homme de son hospitalité bienveillante, nous continuâmes notre route jusqu'à Arispe, où nous arrivâmes le soir. De la Puerta del Cajon jusqu'à cette ville, nous avions toujours suivi le lit de l'Uris, dont nous avions traversé cent huit fois les sinueux détours. Je ne dirai que peu de chose d'Arispe. C'est la dernière ville que je devais rencontrer avant les déserts que je m'étais promis d'explorer, et je n'y séjournai que le temps strictement nécessaire pour me reposer. Avant la translation du pouvoir législatif de l'état à Arispe, cette ville n'était qu'une bourgade sans importance. Aujourd'hui encore elle est moins peuplée qu'Hermosillo, et n'égale cette dernière ville en étendue que grâce aux vastes jardins ou *huertas* dont chaque maison est entourée. Dans ces *huertas*, des massifs de grenadiers, de poiriers et de pêchers offrent en tout temps de frais ombrages, et, à l'époque de la floraison, le plus agréable pêle-mêle de fleurs pourpres, roses et blanches. Les grenades, les coings et les pêches d'Arispe sont renommés dans tout l'état de Sonora. Comme toutes les villes de la république, et généralement les villes hispano-américaines, Arispe a des rues alignées au cordeau et percées à angles droits. Les maisons en pisé, uniformément recouvertes d'une couche de plâtre, ne se composent que d'un rez-de-chaussée. Des fenêtres de plain-pied avec la rue, bien que défendues par des barreaux de bois assez rapprochés, n'en laissent pas moins pénétrer la vue dans l'intérieur des maisons, et le soir l'éclat des lumières dans l'obscurité des rues. De cette façon, la ville paraît animée pendant le jour malgré le petit nombre de passants, et il y règne la nuit une clarté suffisante nonobstant l'absence de tout éclairage public. Du reste, à l'exception de la prison, bâtie en pierres de taille, et dont les cachots voûtés sont toujours vides, nul monument public n'attire dans Arispe l'attention du voyageur. Cette *cité* (siège du congrès de l'état, elle a droit à ce nom) n'est remarquable que comme une dernière halte de la civilisation sur les confins des vastes déserts du nord. A partir d'Arispe, la civilisation du midi cesse de marcher vers le nord ; elle restera stationnaire jusqu'au moment où elle se rencontrera avec l'invasion anglo-américaine, qui apporte la civilisation du nord vers le midi.

Quoique l'hospitalité du sénateur me rendit fort agréable le court séjour que je fis à Arispe, j'étais de la classe trop nombreuse de ces voyageurs ingrats, à qui l'instinct vagabond fait oublier l'accueil le plus gracieux, et qui ne savent le reconnaître qu'en allant le regretter loin du lieu où ils l'ont reçu. Je pris donc congé de la famille de don Urbano pour me diriger vers le *placer* de Bacuache. — A Dieu ne plaise, me dit le sénateur, que je cherche à vous effrayer au sujet du voyage que vous entreprenez ! mais je ne veux pas non plus vous laisser dans une sécurité trompeuse. Depuis quelque temps, il est question d'incursions d'Indiens

(1) « Dieu a donné des filleuls à celui à qui il a refusé des enfants. »

aux environs d'Arispe, de malfaiteurs ou de vagabonds qui parcourent les routes que vous avez à suivre; ainsi marchez, comme dit le proverbe, la barbe sur l'épaule, et soyez prudent. Je mets à votre disposition un de mes domestiques, homme de résolution et de bon conseil, et qui pourra vous servir au besoin. Maintenant, adieu et bonne chance!

Le sénateur me donna une accolade cordiale, et je montai à cheval après l'avoir affectueusement remercié de sa bienveillante sollicitude. Il était trois heures de l'après-midi quand je quittai Arispe. Selon l'itinéraire qui m'avait été tracé, je devais aller coucher dans les bois à six lieues de là, finir ma journée du lendemain à Fronteras, et gagner Bacuache le jour suivant.

J'avoue que je me mis fort mélancoliquement en route. Le rapide et agréable trajet que j'avais fait d'Hermosillo à Arispe, le train fastueux que j'avais partagé, ne servaient qu'à rendre plus pénible mon isolement. Et pourtant, combien de centaines de lieues n'avais-je pas faites ainsi, seul, ou avec mon guide pour unique compagnon! mais quelques heures de prospérité m'avaient complètement amolli. Heureusement je n'avais à lutter que contre une impression passagère, et, au bout d'une heure de route, ce parfum enivrant d'indépendance qu'apporte avec elle la brise du désert m'avait délivré de mes tristes réflexions. En sortant d'Arispe, nous suivîmes encore le lit de l'Uris; des chutes d'eau se précipitaient de tous côtés avec un pétilllement pareil au bruit des feuilles, tandis que les grands arbres penchés sur l'eau, les lianes fleuries qui se balançaient au vent, secouaient leurs branches avec une harmonie semblable au murmure des cascades; les berges sonores de la rivière se renvoyaient en échos cadencés l'interminable enchaînement d'*estribillos* que mon guide chantait depuis notre départ. Il marchait en avant avec cette insouciance de l'homme pour qui les déserts n'ont plus rien de mystérieux. Je le perdais de vue et le retrouvais alternativement dans les sinuosités du chemin, n'interrompant sa chanson que pour couper d'un coup de cravache, entre deux refrains, la tête pendante de quelque liane. Cependant, une heure avant le coucher du soleil, il se tut au moment où de grands rochers qui s'avançaient sur la route venaient encore une fois de le dérober à ma vue. Bientôt je l'aperçus de nouveau, occupé à attacher son cheval à un arbre voisin; j'en conclus que nous devons nous arrêter là. Des saules dispersés en bouquets serrés cachaient le bord de l'eau; le long de ces saules, un tapis de gazon s'étendait, jonché de flocons blancs que le vent arrachait aux gousses épanouies des cotonniers qui croissaient derrière les saules, et des arbres de haute futaie abritaient cette verte pelouse du côté opposé à la rivière.

— Que peut-on désirer de mieux? me dit mon guide en prenant la bride de mon cheval. De l'eau pour nous, du gazon pour nos bêtes, du bois en abondance, et par-dessus tout, ajouta-t-il en me montrant des touffes de grosses lianes à fleurs bleues qui envahissaient les troncs des arbres, ce *huaco*, remède souverain contre la morsure des serpents? N'admirez-vous pas, continua-t-il en dessellant nos chevaux, comment Dieu a toujours mis le remède à côté du mal? Partout où ces lianes se rencontrent, c'est un signe que les serpents à sonnettes se trouvent en abondance. Voyez-vous là-haut cet oiseau (1) qui ressemble à un faisan et qui

(1) Le *choyero*. On appelle *choya* une espèce de nopal-raquette dont les graines forment une boule ronde hérissée de piquants d'une force à percer le cuir le plus épais. Ces graines se détachent en grande quantité et jonchent le sol; elles servent d'armes à l'oiseau

vole en rond au-dessus de nous, et cet autre de la grosseur d'un pigeon, au plumage noir (1), avec le dessous de la queue jaune? Ce sont les deux plus redoutables ennemis de ces reptiles, et Dieu les a doués l'un et l'autre d'un instinct admirable pour les combattre. Leur présence ici confirme encore ce que je vous dis, que ces lieux sont infestés de serpents.

— Mais, lui dis-je, pourquoi nous arrêter ici?

— Parce que, reprit Anastasio (c'était le nom de mon guide), nous trouverions sûrement partout ailleurs les mêmes inconvénients, sans y rencontrer peut-être les mêmes avantages.

A ces mots, jetant par terre les deux lourdes selles de nos chevaux, il étendit complaisamment sur le gazon les *zaleas* (peaux de mouton) et les *armes d'eau*. Une des selles, destinée à servir d'oreiller, compléta ce lit peu confortable.

— Étendez-vous là, me dit-il, pendant que je vais faire boire nos chevaux et les attacher dans quelque endroit où le gazon soit bien touffu, pour qu'ils puissent en prendre à leur aise; ensuite nous nous occuperons de notre souper.

Je suivis son conseil, et le murmure de l'eau voisine ne tarda pas à me plonger dans une espèce d'assoupissement lucide, pendant lequel je percevais avec ravissement tous les bruits indistincts du désert qui s'endormait à son tour. Une voix me réveilla au bout d'une heure environ : j'ouvris les yeux; la nuit était venue, et la clarté d'un feu allumé près de moi me montra Anastasio debout à mes côtés. Il tenait d'une main une petite valise ou sachet allongé, de l'autre une moitié de calebasse remplie d'eau.

— Aimez-vous, me demanda-t-il, le *pinole* clair ou épais?

— Épais, lui répondis-je, car j'ai grand' faim.

Anastasio fit couler la farine épicée du sac dans la calebasse, et battit, avec un morceau de bois, le mélange nommé *pinole* de manière à en faire une espèce de mastic. Alors il me tendit la calebasse avec autant de respect que si c'eût été le vase d'or destiné à parer la table de quelque millionnaire, et resta immobile près de moi, la tête découverte. Tout en faisant avec résignation ce frugal repas, j'adressai quelques questions à Anastasio.

— Je n'ai pas besoin de vous demander, lui dis-je, si vous êtes allé déjà jusqu'à Bacuache?

— Qui n'est pas allé à Bacuache au moins une fois en sa vie? me répondit Anastasio en paraissant sourire d'une demande aussi naïve.

— Et vous n'avez pas été tenté de vous livrer à la recherche de l'or?

— Non, me répondit-il tristement; c'est parfois un horrible métier, et l'apprentissage que j'en ai fait m'en a dégoûté pour toujours.

Je n'étais pas fâché d'entendre quelque récit d'une de ces courses aventureuses dont on m'avait parlé pour m'aider à achever mon souper, et je priai Anastasio de me raconter les circonstances auxquelles il faisait allusion.

appelé *choyero*, du nom de cette plante. Quand cet oiseau aperçoit un serpent endormi et couché en rond, il l'entoure d'une double ou triple ceinture de ces piquants formidables, puis le frappe d'un coup d'aile. Le serpent, qui se déroule précipitamment, s'enfonce ces pointes dans le ventre, et dans cet état le *choyero* en vient facilement à bout.

(1) Le huaco, ainsi appelé du cri qu'il fait entendre. Quand, dans les combats qu'il livre aux serpents à sonnettes, il se sent piqué, il mange, comme contre-poison, quelques feuilles de la liane à laquelle on a donné son nom. Ces feuilles, mâchées et appliquées sur la piqûre, sont un remède infailible.

— J'avais à peine quinze ans, me dit-il, et j'en ai trente-cinq aujourd'hui, quand mon père, qui était un gambusino assez entreprenant, sur l'avis que lui donna un de ses amis de la découverte d'un riche *placer*, m'emmena, avec mes deux frères, à la recherche du gîte en question. A cette époque, le village de Bacuache n'existait pas encore, et les récits que nous faisait l'ami de mon père enflammaient tellement notre imagination, que nous nous serions bien gardés de perdre notre temps en route. Au bout de six journées, nous arrivâmes au préside de limite, et, après nous être cotisés pour faire dire une messe par le chapelain du préside, nous entrâmes dans le désert. c'est-à-dire au milieu de l'Apacheria (pays des Indiens apaches). Le *placer* que nous cherchions était près du lit d'une petite rivière qui n'a pas encore de nom ; mais, pour y arriver, nous avions à traverser des plaines sans eau. Or, un soir que nous campions dans un *arenal* (désert de sable), nous mourions littéralement de soif, et il ne nous restait entre cinq qu'une gourde remplie d'eau. Cette soif maudite nous tourmentait tellement, que nous nous battîmes à qui aurait la gourde. Dans la vivacité de la lutte, il y eut un coup de couteau de donné ; ce fut notre père qui le reçut de son ami. A la vue du sang qui coulait en abondance de sa blessure, mon frère aîné, pour le venger, se jeta sur l'assassin et le poignarda à son tour. Nous nous empressâmes autour de notre père, qui, dans l'angoisse de sa blessure, demandait ardemment de l'eau. Je me précipitai sur la gourde, qui était restée en notre pouvoir ; mais, hélas ! arrachée de main en main, elle avait abreuvé les sables de la dernière goutte d'eau qu'elle contenait. La nuit nous surprit ainsi ; tant qu'elle dura, les plaintes de notre père, qui demandait de l'eau d'une voix de plus en plus affaiblie, troublèrent le profond silence du désert. Nous errions, comme des fous, à l'aventure, ne sachant que faire pour le soulager, car, aussi loin que la vue pouvait s'étendre, nous ne découvrions que des sables arides. Enfin les plaintes cessèrent ; mon père était mort ! Toute la nuit, je pleurai à ses côtés. Le jour naissant éclaira deux cadavres baignés dans leur sang. A côté de celui de notre père, des grains d'or brillaient au soleil, au milieu d'une mare rouge. Je n'ai pas besoin de vous dire, seigneur cavalier, que sur cet or, lavé par le sang paternel, nul de nous n'osa mettre la main. Nous tîmes conseil, mais désormais notre course était sans but ; nous avions tué l'homme qui seul pouvait nous diriger dans nos recherches, et nous revînmes sur nos pas, laissant blanchir sur le sable le cadavre de l'assassin. Voilà pourquoi, seigneur cavalier, je me suis dégoûté à jamais du métier de chercheur d'or.

— Et vos frères ? demandai-je à Anastasio quand il eut terminé cette triste histoire.

— L'aîné a renoncé, comme moi, au *gambuseo* ; mais Pedro, le second, a continué son premier métier, et j'ai ouï dire qu'il était à Bacuache, où nous le trouverons sans doute.

Le lendemain matin, une brume épaisse flottait sur la cime des arbres et se résolvait en une abondante rosée ; la lune argentait encore les détours sinueux de l'Uris, quand nous nous remîmes en route. Après quelques heures de marche, nous quittâmes le lit de l'Uris pour entrer dans celui de la rivière de Bacuache. Nous avons traversé tant de fois l'eau qui serpentait dans ces ravins, que la corne amollie de nos chevaux, qui, selon l'usage du pays, n'étaient pas ferrés, s'était usée sur les graviers. Aussi n'avancions-nous plus que lentement, et, quand la nuit vint nous surprendre, bien que nous n'eussions fait qu'une halte d'une heure,

vers le milieu de la journée nous étions encore à une assez grande distance du petit village de Fronteras. Le paysage commençait à prendre une teinte lugubre. La chaîne de montagnes que nous avions côtoyée à partir d'Hermosillo, au lieu d'un pittoresque amphithéâtre de forêts, ne présentait plus que des pics escarpés et arides. Sur ces pics, des vapeurs épaisses se balançaient au vent comme des draperies flottantes; la végétation était aussi plus maigre sur les bords sablonneux de la rivière. De grandes trombes de sable fin tourbillonnaient tristement de distance en distance, et s'abattaient dans l'eau avec un pétilllement semblable à celui de la pluie. Bientôt nous arrivâmes à un endroit où la route se resserrait entre deux talus rapides, formés, d'un côté, par les montagnes, et, de l'autre, par un mur de roches couronnées d'herbes sèches, de cactus épineux et d'aloès. Quelques chênes verts, des sapins, s'élevaient, parmi les buissons, de distance en distance, et, aux aisselles de leurs branches ou dans les crevasses de leur écorce, des peaux de serpents, dépouilles de ces reptiles pendant la mue, se tordaient hideusement sous la brise. L'eau ne murmurait plus, elle commençait à gronder; en un mot, jamais plus mélancolique paysage ne s'était offert à mes yeux.

J'entendais depuis quelque temps sur le sommet du talus, à ma droite, un bruit de branches froissées que j'attribuais à quelque animal sauvage, quand, dans un endroit où la crête du rocher était nue, j'aperçus à peu de distance derrière moi un homme qui marchait sur le talus et semblait régler son pas d'après l'allure de mon cheval. Un large chapeau noir, dont les ailes commençaient à se déchiqueter, ombrageait sa figure hâve et décharnée. Une gourde, comme celle que la tradition suspend au bourdon des pèlerins, était passée à son cou par une ficelle. Une *fraxuda* (espèce de couverture grossière), dont la pluie et le soleil avaient effacé toutes les couleurs, était jetée sur son épaule. Bref, à l'aspect de cet homme, on pouvait hésiter entre la défiance et la pitié. Je ne fis d'abord à cette rencontre qu'une médiocre attention, mais il me sembla bientôt évident que le voyageur réglait strictement son pas sur le mien. Pour m'en assurer, je pressai celui de mon cheval, et il me parut presser le sien aussi. Je le ralentis, et le voyageur ralentit sa marche pour la reprendre plus rapide, quand je lui en eus donné l'exemple. Cette persistance avait de quoi m'étonner. Enfin, dans un endroit où le talus s'abaissait vers une plaine à laquelle j'arrivais, j'arrêtai mon cheval, décidé à demander un éclaircissement sur cette espèce d'espionnage. L'inconnu sembla d'abord hésiter, puis il se détermina à me rejoindre. Anastasio marchait toujours en avant.

— Holà ! l'ami, lui dis-je, si vos intentions sont telles que je les suppose, vous n'aurez rien à gagner avec moi, je vous en prévien.

L'inconnu se trouvait en ce moment tout près de moi, et j'en profitai pour l'examiner à mon aise. Il pouvait avoir une quarantaine d'années, mais la fatigue ou le chagrin paraissait l'avoir vieilli avant l'âge. Quelques cheveux gris commençaient à se mêler aux cheveux noirs qui tombaient sur ses épaules. Au geste que je fis en indiquant mes pistolets, un sourire d'une tristesse navrante se dessina sur ses traits flétris; sans me répondre, il porta une main à son chapeau, et, tirant l'autre des plis de la couverture qui lui servait de manteau, il me montra silencieusement des doigts horriblement mutilés. A la vue de cette main informe, mon ardeur belliqueuse fit place à la pitié, et je me disposais à donner quelque aumône à ce malheureux. L'inconnu devina sans doute mon intention, car une faible rougeur colora sa figure.

— Je n'ai besoin de rien, seigneur cavalier, me dit-il; la seule grâce que je vous demande, c'est que vous me permettiez de vous suivre à quelque distance pour traverser ce ravin. J'avais espéré le faire sans être vu, mais j'aime mieux vous prier de ralentir un peu le pas de votre cheval, car la fatigue et la terreur m'accablent.

En disant ces mots, le pauvre diable essuyait avec sa couverture son front ruisselant de sueur; je vis ses pieds nus laisser sur le sable une empreinte rougeâtre.

— Mais je m'arrêterai, lui dis-je ému de compassion; vos pieds saignent, et vous ne pouvez marcher ainsi.

— Pour l'amour de Dieu et de la sainte Vierge, n'en faites rien, seigneur cavalier, j'ai hâte de traverser ce ravin.

— Vous ne connaissez donc pas ce chemin? lui dis-je.

L'inconnu fit un geste d'effroi.

— Je ne le connais que trop, seigneur cavalier; de l'endroit où nous sommes jusqu'à un quart de lieue d'ici, il est peu de cailloux qui n'aient été rougis de mon sang, et d'un sang plus précieux encore, ajouta-t-il d'une voix altérée et en poussant un profond soupir.

— Eh bien donc! lui dis-je, en route! Aussi bien la nuit va venir, et nous sommes encore loin du gîte.

A ces mots, je me remis en marche; mais, quoique j'avançasse lentement, mon nouveau compagnon de voyage ne semblait me suivre qu'avec beaucoup de peine. La rivière s'encaissait de nouveau entre deux berges rocheuses d'un aspect sinistre. La cime des pins qui s'élevaient à droite et à gauche était encore éclairée par le soleil, mais déjà l'ombre épaisse qu'ils projetaient s'étendait sur les eaux comme un voile sombre; la nuit nous menaçait d'une obscurité complète dans ces bas-fonds, et j'avais hâte d'en sortir. Je pris donc le parti d'appeler Anastasio et de proposer à l'inconnu de le prendre en croupe; car, si la défiance me retenait encore, l'humanité me faisait un devoir de ne pas abandonner un voyageur dans la détresse, et il était évident que les forces allaient manquer à celui-là. Il accepta mon offre avec une extrême gratitude, et, au moment où il achevait de se hisser péniblement sur la croupe de mon cheval, Anastasio nous rejoignait. Nous continuâmes silencieusement notre route pendant quelques minutes. A l'aspect des grands arbres qui dessinaient sur le ciel des images fantastiques, au bruit sourd des feuilles qui gémissaient sous la brise du soir, mon compagnon semblait en proie à une vive terreur, et ce n'était qu'à voix basse qu'il me disait de temps en temps, en me montrant ces masses sombres ou en écoutant cette harmonie plaintive : *Jésus Maria!* ne voyez-vous rien remuer là-bas? N'avez-vous rien entendu?

Je prêtai l'oreille malgré moi; involontairement aussi mes yeux cherchaient à percer les ombres qui envahissaient déjà l'horizon, mais je n'entendais que le cri de la chonette qui s'éloignait d'arbre en arbre et le murmure monotone des eaux; je n'apercevais que les noires silhouettes projetées par les buissons qui bordaient la route.

— Sommes-nous encore bien loin de la croix dont on m'a parlé? demandai-je à Anastasio.

A cette question, mon compagnon tressaillit.

— La voilà, me dit-il d'une voix étouffée. Et je l'entendis murmurer une prière à voix basse.

A quelque distance de là j'aperçus effectivement, sur le sommet du talus, la croix de sinistre mémoire; nous ne tardâmes pas à y arriver.

— Seigneur cavalier, me dit l'inconnu, vous mettriez le comble à vos bontés, si vous vouliez vous arrêter un instant au pied de cette croix.

— Pourquoi? lui demandai-je, plus contrarié que je ne voulais le paraître de m'arrêter dans un endroit aussi suspect.

— Un instant, un seul instant, reprit le mutilé d'une voix suppliante, le temps de dire à celui dont elle recouvre la tombe que sa mort est vengée.

Sans attendre ma réponse, il se laissa glisser à terre, et, avec une agilité dont je ne l'aurais pas cru capable, il gravit en s'aidant des racines qui pendaient çà et là les flancs escarpés du ravin.

— Connaissiez-vous donc, lui dis-je étonné, celui qui est enterré là?

Il s'agenouilla, et me répondit d'une voix sourde en étouffant un sanglot douloureux :

— C'est mon fils assassiné qui dort sous cette tombe, seigneur cavalier.

Je me découvris devant cette croix, qui jetait comme un reflet funèbre sur le ravin déjà si désolé, et j'attendis. Quand le mutilé eut fait sa prière, il serra précieusement dans son sein quelques fleurs qu'il cueillit au pied de la croix, et remonta en croupe.

— Le pauvre enfant, me dit-il, a été plus faible que moi; il est mort au dixième coup de couteau, car je les ai comptés, je ne comptais que les siens! Ces mains mutilées, en le défendant, semblaient m'interdire tout espoir de vengeance, n'est-ce pas, seigneur cavalier? et cependant elles m'ont suffi pour le venger.

— Vous êtes donc le gambusino Rivas? lui dit Anastasio.

— Oui, répondit-il avec un certain orgueil, je suis le gambusino Rivas, qui le premier a découvert le *placer* de Bacuache. L'or que j'en rapportais il y a un an a été la cause de la mort de mon enfant! Je revenais avec lui, ici même, un soir comme celui-ci, lorsque trois assassins, la figure couverte de cravates noires, nous ont assaillis lâchement. J'eus beau leur crier : Grâce pour mon fils! les mains que j'étendais pour le protéger ont été hachées. Les assassins au moins n'auraient pas dû parler, car c'est leur voix qui, plus tard, me les a fait reconnaître; c'est par leur voix que Dieu les a livrés à ma vengeance.

Anastasio fit un signe dubitatif. — Étiez-vous sûr que ce fussent eux? demanda-t-il.

— Écoutez, seigneur cavalier. Quand il y a trois mois je me suis trouvé avec ceux dont je reconnaissais la voix, dans les souterrains de Subiate, bourrant le boyau qui devait faire éclater le rocher (1) dans lequel se cachait un riche filon, je me suis dit : Une étincelle arrachée par la pointe de la pique qui entasse cette poudre peut nous faire sauter tous; si ce sont les assassins de mon fils, je le reconnaitrai à ce signe qu'eux seuls mourront et que j'en réchapperai; si ce ne sont pas eux, je périrai avec eux, et qu'alors Dieu me pardonne comme à eux! Je n'ai pas hésité. Vous m'avez vu tout à l'heure près de succomber à la terreur que m'inspire ce lieu terrible, où j'ai vu assassiner mon enfant; sans vous, d'affreux souvenirs m'auraient peut-être tué avant que je pusse venir dire à mon fils qu'il était vengé,

(1) Les mineurs mexicains se servent, pour bourrer la poudre, de leurs instruments de fer, et il est étonnant que des catastrophes du genre de celle-ci ne soient pas plus fréquentes.

et cependant ma main n'a pas tremblé en frappant le roc, l'étincelle a jailli, et la preuve que Dieu me livrait les assassins de mon fils, c'est que, pendant que leurs débris sanglants retombaient sur moi, je suis resté debout, sain et sauf! N'était-ce pas là le jugement de Dieu? reprit-il après un court silence. Aurait-il permis ce miracle, si ces hommes eussent été innocents?

Anastasio hocha de nouveau la tête d'un air d'incrédulité, mais il se tut, et nous continuâmes notre marche. Une heure après, nous entendîmes les aboiements des chiens errants qui annoncent la proximité des villages au Mexique.

— Dans quelques minutes, dit le domestique, nous allons voir les feux de Fronteras. Là, seigneur cavalier, vous pourrez faire un meilleur repas, ou tout au moins dormir sous un toit.

Cependant les aboiements des chiens devenaient de plus en plus distincts, mais aucune lumière ne brillait encore à travers les arbres. Nous sortîmes du lit de la rivière pour suivre un sentier qui conduisait à une petite plaine au milieu de laquelle un groupe de maisons apparaissait à quelque distance; ces maisons semblaient abandonnées; nul bruit, nulle lumière ne révélait la présence des habitants.

— Allons, dit Anastasio en descendant de cheval, je vais réveiller ces dormeurs, car nos chevaux ne seront pas fâchés de se refaire avec un *quartillo* de maïs, et j'espère, de mon côté, trouver quelques poulets pour notre souper.

Anastasio frappa rudement du pommeau de son sabre à la porte de la première cabane qu'il rencontra; mais l'écho seul lui répondit.

— Du diable si j'y comprends rien! murmura le domestique tout en redoublant son tapage. Notre étonnement s'accrut, quand nous nous aperçûmes que les autres cabanes, dont quelques-unes restaient ouvertes, étaient toutes également vides. Nous en comptâmes ainsi une vingtaine.

— Écoutez, me dit Anastasio, qui semblait réfléchir; il doit y avoir quelque diablerie dans tout ceci, et il est nécessaire que je l'éclaircisse. Il faut, en tous cas, de la prudence. Retournez avec le gambusino dans le lit de la rivière; grâce aux rochers qui l'encaissent, le feu que nous serons forcés d'y allumer pour passer la nuit ne se verra pas de loin; quant à moi, je vais à la découverte, et je reviendrai vous dire ce que je pense de tout ceci. Si vous faites du feu, évitez toutefois d'y jeter les branches du *palo hedondo* (1); le seigneur Rivas vous aidera à le connaître.

Ces conseils me firent comprendre que la position pouvait être grave. Anastasio venait d'allumer une cigarette de paille de maïs; à la lueur qu'elle répandait à chaque aspiration, je le vis se baisser, éclairant ainsi le sol à ses pieds, et je le perdîs bientôt de vue dans l'obscurité. Je restai seul avec le gambusino, qui m'aida à ramasser du bois mort, et nous eûmes bientôt allumé un feu que la fraîcheur de la nuit rendait indispensable. Près d'une heure s'écoula, pendant laquelle le mutilé garda le silence le plus profond, silence que la singularité de ma rencontre avec lui et mes propres réflexions m'engageaient à ne pas troubler. Anastasio revint. A la clarté du foyer, je remarquai que sa figure était soucieuse. Il jeta par terre deux poulets qu'il avait trouvés endormis, et auxquels il avait tordu le cou.

— Eh bien? lui demandai-je.

(1) Bois puant. L'odeur de ce bois brûlé est infecte, et dénonce au loin le bivouac dont la flamme serait même invisible.

— Eh bien ! reprit-il en se grattant la tête, ne vous alarmez pas de ce que je vais vous dire ; mais je crains d'avoir fait un serment téméraire.

— Comment cela ? Expliquez-vous, lui dis-je.

— J'ai répondu de vous à mon maître, le seigneur sénateur, n'est-il pas vrai ?

— Oui.

— Mais, ma foi ! j'ai peur d'avoir promis plus que je ne pourrai tenir. J'ai vu la trace des Indiens à quelque distance du village, et, sans doute, c'est la peur qui en a fait déménager tous les habitants. Les Apaches sont-ils partis pour ne plus revenir, c'est ce que j'ignore. En tout cas, nous ne pouvons guère songer à fuir ; nos chevaux sont horriblement *despeados* et ne peuvent plus faire un pas : le mieux est donc, à mon avis, de rester ici, car il y aurait peut être plus de danger à gagner Bacuache ce soir, si toutefois cela se pouvait. Ce que je puis vous dire, c'est que, comme j'ai répondu de vous, je partagerai votre sort. C'est tout ce qu'on peut exiger de moi. Qu'en pensez-vous, seigneur Rivas ?

Le gambusino, plongé dans une sombre apathie, ne répondit rien.

— A la grâce de Dieu ! continua Anastasio ; en tout cas, nous nous défendrons de notre mieux. — Et avec le sang-froid dont il m'avait déjà donné des preuves, il se mit à plumer ses deux poulets ; une baguette de bois de fer, qui croissait en abondance autour de nous, servit de broche. J'étais, comme il est facile de le penser, peu disposé à faire honneur à sa cuisine ; cependant, si la peur est contagieuse, le courage l'est aussi, et l'attitude calme de ce domestique finit par me rendre mon assurance. Néanmoins je prêtais l'oreille avec anxiété à tous les bruits qui remplissent les bois vers le soir. Le murmure de l'eau qui frémissait contre les rochers éboulés, le craquement des buissons froissés par les longes de nos chevaux, le bourdonnement des nombreux maringoins que la nuit semblait amener avec ses premières vapeurs, le retentissement bruyant des arbres morts qui se tordaient sous la brise, mille voix qui m'auraient fait rêver dans toute autre circonstance, résonnaient alors comme des voix menaçantes. Au moment où notre rôti, auquel Anastasio semblait donner tous ses soins, exhalait déjà une odeur fort appétissante, ces bruits changèrent de nature ; nous prêtâmes l'oreille. Anastasio se pencha même pour écouter ; mais il reprit bientôt avec son indifférence habituelle : — Les blancs seuls marchent ainsi, quoique l'allure de ceux-ci ressemble un peu à celle des Indiens ; maintenant il n'y a plus à s'y tromper.

En effet, des voix ne tardèrent pas à se faire entendre, le bruit des pas se rapprocha, puis, à la lueur du feu qui éclairait le dessous des feuilles sur le bord du talus, deux individus se montrèrent. C'était la nuit aux aventures imprévues, et les deux nouveaux venus figuraient à merveille dans l'espèce de drame improvisé dont cette journée de voyage semblait former le prologue. Le premier était un homme de haute taille, la figure couverte d'une épaisse barbe blonde tirant sur le roux. Un bonnet en cône tronqué fait évidemment de la peau de quelque animal, mais qui ne conservait que quelques poils disséminés, couvrait une rude chevelure de la couleur de la barbe. Une veste en gros drap gris, à basques carrées et à larges poches, horriblement rapetassée, des espèces de braies en peau de daim tannée, maintenues autour des jambes par des courroies de cuir, composaient le reste de son vêtement. Des lanières de peau, passées à droite et à gauche sur sa poitrine, soutenaient une vaste gibecière en cuir, qui pendait sur l'estomac, et une corne à poudre. Un long *rifle* à canon de cuivre était jeté sur son épaule. Le costume de l'autre individu consistait en une veste de cuir d'un rouge de brique

(*gamuza*), qu'on passe par le cou comme une chemise, ornée dans tous les sens de boutons de métal blanc, et en un pantalon de cuir aussi, jadis rehaussé d'*agréments* d'argent. Il était également armé d'une carabine, mais la sienne était à canon bleu de fabrique liégeoise. En outre, il portait sur le dos, au lieu de sac de voyage, une lourde selle mexicaine.

Arrivés au bord du talus qui dominait l'endroit où nous étions assis, les deux inconnus restèrent un instant immobiles.

— Voilà qui nous prouve, dit l'homme à la veste de cuir en se tournant vers son camarade, que nous sommes plus loin que vous ne pensiez de ceux que nous cherchons, car ces cavaliers ne seraient pas si tranquilles ici.

— C'est ce que nous verrons quand il fera jour, dit l'autre avec un accent étranger, mais je soutiens toujours que nous ne devons pas être loin d'eux.

— De qui parlez-vous ? leur demandai-je.

— D'un parti de maraudeurs indiens que nous poursuivons depuis plusieurs jours, reprit l'individu à veste de cuir, et dont nous avons perdu la trace ce soir dans l'obscurité. Nous avons aperçu votre bivouac en la cherchant, et, si vous voulez bien le permettre, nous nous reposerons quelques heures en votre compagnie, seigneur cavalier.

En achevant ces mots, il déposa par terre, avec un soupir de soulagement, la selle qui chargeait ses épaules.

— Volontiers, lui répondis-je enchanté de ce renfort inespéré, et voici quelqu'un qui vous donnera des renseignements à l'égard des Indiens, ajoutai-je en montrant Anastasio.

Les deux individus s'assirent sans façon à la mode du désert.

— Ah ! les chiens ! m'ont-ils fait *boucaner* (1) !

Cette phrase que prononça en français, avec l'accent traînard particulier aux Normands, l'homme à la barbe blonde, me causa un vif plaisir, car je fus certain d'avoir enfin devant les yeux un véritable chasseur canadien, un rejeton de l'ancienne souche normande, un de ces *coureurs de bois*, dont j'avais entendu raconter tant de prouesses merveilleuses.

— Soyez le bienvenu, l'ami, lui dis-je à mon tour en français.

— Quoi ! s'écria le Canadien, vous êtes Français ! Touchez là, me dit-il en me tendant sa large main avec une visible satisfaction ; il y a bien longtemps que je n'ai entendu parler ma langue. Du diable si je m'attendais à trouver ici un compatriote avec qui je ne serai pas forcé de *jargonner* espagnol !

Pendant que nous échangeions quelques phrases, Anastasio faisait part de sa découverte au chasseur mexicain.

— Avais-je raison ? s'écria le Canadien d'un air de triomphe.

— Je ne demande pas mieux que de m'être trompé, répliqua le Mexicain. Puis, s'adressant à Anastasio :

— N'avez-vous pas remarqué, parmi les traces que vous avez trouvées près de ce village, celle d'un cheval qui, par une singularité remarquable, a le sabot droit de devant un peu plus large que le gauche ?

— Ma foi non, dit le domestique ; mais ce dont je suis sûr, c'est que le parti qui a laissé ces empreintes est en marche depuis longtemps.

(1) En français-canadien, *boucaner* veut dire pipe ; *boucaner*, fumer, dans le sens figuré qu'on attache trivialement à ce mot.

— Depuis quatorze jours, ni plus ni moins, reprit le Mexicain, depuis que, profitant d'une négligence de notre part, ils nous ont dépouillés, ce cavalier canadien et moi, du produit d'une année de campagne, et, par-dessus tout, d'un cheval que j'aimais comme un enfant.

A ce mot, le gambusino tressaillit douloureusement et cacha sa figure dans l'ombre.

— Je ne regrette, moi, qu'une magnifique collection de peaux de loutres, dont la moindre valait trente piastres (150 francs), ajouta le chasseur canadien ; mais patience, rira bien qui rira le dernier !

— C'est ma faute aussi, reprit le Mexicain, car, depuis le jour où j'ai manqué à mon serment envers les âmes du purgatoire, tout a été pour moi de travers.

Ces paroles avaient été dites avec un accent de componction dont je ne pus m'empêcher de sourire.

— Ainsi, lui dis-je, vous ne croyez pas les âmes du purgatoire étrangères à votre mésaventure ? Je serais curieux de savoir en quoi vous avez pu les offenser si gravement. Racontez-nous cela en prenant votre part de notre souper.

— Volontiers, dit le Mexicain en jetant un regard de convoitise sur les deux volailles qu'Anastasio achevait de déboucher. A l'exception du gambusino Rivas, nous étions, autant qu'il m'en souvient, tous plus ou moins affamés, et un moment de silence solennel précéda le souper. La flamme du foyer éclairait alors un des groupes les plus bizarres que mes souvenirs me rappellent ; elle faisait ressortir les formes musculeuses du coureur des bois canadien, jetait des reflets cuivrés sur la figure déjà bronzée du chasseur mexicain, et donnait un aspect plus lugubre encore au visage ravagé du gambusino.

— Vous autres *Américains* (1), dit le chasseur mexicain après s'être signé dévotement, vous ne croyez à rien ; mais, comme j'ai déjà eu l'honneur de vous le dire, je n'en suis pas moins convaincu que les âmes du purgatoire sont la cause de ma mésaventure. Avant d'être associé avec ce seigneur canadien, la chasse était déjà mon principal métier. J'ai passé bien des nuits à l'affût des cerfs, dont je vendais la peau assez avantageusement, ou guettant aux abreuvoirs de la forêt les tigres et les lions, pour lesquels les *hacenderos* (propriétaires) me payaient une prime de dix piastres par tête, en m'en laissant encore la peau par-dessus le marché. Une légère partie de ces profits me servait à faire dire des messes pour les âmes du purgatoire, et je puis dire que mes affaires prospéraient. Puis, je m'associai avec ce seigneur canadien, et je laissai de côté les bêtes que j'avais chassées jusqu'alors pour entreprendre avec lui l'exploitation des loutres et des castors. Or, un jour que j'étais seul à l'affût de ces innocents animaux, j'aperçus les ramures d'une magnifique paire de cerfs qui venaient se désaltérer à un ruisseau sous un fourré assez épais. Mes premières chasses me revinrent en mémoire, et j'éprouvai un vif désir de tuer ces deux cerfs. Comme vous pensez, ce n'était pas aisé, mais j'espérai qu'en priant Dieu j'en viendrais peut-être à bout. Je fis donc vœu mentalement que, si je les abattais d'un coup, la peau de l'un serait pour moi, l'autre pour la rédemption de quelques âmes du purgatoire ; je glissai en même temps deux balles de plus dans ma carabine, et je fis feu.

— Et vous les manquâtes tous les deux ? lui dis-je.

En Sonora, tout étranger est Américain. Dans le sud du Mexique, tout étranger est Anglais.

— Oh ! que non ! Seulement, quand le nuage de fumée se fut dissipé, j'eus la douleur de voir que mon cerf seul était resté sur le terrain, mais que celui des âmes du purgatoire courait comme un démon.

— Pour un dévot aux âmes du purgatoire, c'était cependant un cas de conscience facile à résoudre, lui dis-je en m'efforçant de garder mon sérieux.

— Si j'avais eu moins de dévotion pour ces saintes âmes, je n'aurais pas éprouvé une douleur si vive de voir leur messe s'enfuir à toutes jambes ; ce n'est que depuis le vol de mon cheval que j'ai pensé qu'en bonne conscience j'aurais dû partager avec elles la moitié de la peau de mon cerf ; mais, ajouta le chasseur (et son regard devint menaçant), j'ai fait un autre vœu, et celui-là, je le tiendrai. Depuis quatorze jours et quatorze nuits nous sommes sur la trace de ces démons d'Apaches. Eh bien ! ce vœu, je le renouvelle ici !

Le chasseur se dressa sur ses pieds, étendit la main vers le ciel, et, les yeux étincelants, les narines gonflées, il s'écria d'une voix que les échos répétèrent après lui comme pour prendre acte de ses serments :

— Je fais vœu d'attaquer, accompagné ou seul, ces chiens partout où je les rencontrerai, de les poursuivre, s'il le faut, jusqu'à leur village. Je fais vœu de porter sur mes épaules cette selle, qui était celle du pauvre animal qu'ils m'ont volé, et de ne la déposer que quand je l'aurai mise sur le dos d'un de ces démons ! Je fais vœu de vendre comme esclaves leurs enfants maudits, et de consacrer cette fois le produit de cette vente aux âmes du purgatoire. Puissent-elles me venir en aide

— Et vous, demandai-je au Canadien, avez-vous fait un semblable vœu ?

— Moi, répondit-il simplement, j'ai promis à mon associé de le suivre partout où il irait et de faire ce qu'il ferait.

Puis il fit un signe au Mexicain ; alors celui-ci se leva de nouveau, prit sa selle, la chargea sur ses épaules et me dit :

— Nous nous sommes assez reposés ; recevez mes remerciements pour votre hospitalité ; il est temps que nous allions reprendre la trace perdue, car, avec un vœu comme le mien, on ne dort et on ne s'arrête que le moins possible. Si le hasard vous conduit à l'hacienda de la Noria et que je sois encore de ce monde, j'espère que vous me trouverez quitte cette fois avec les âmes du purgatoire. Adieu, seigneur cavalier.

Le Canadien me donna une vigoureuse poignée de main, jeta sa carabine sur son épaule et le suivit. Moi, je contemplais d'un œil étonné ces deux intrépides aventuriers qui osaient se mettre seuls à la poursuite d'une tribu en ne comptant que sur leur courage pour mettre à fin une si périlleuse aventure. Les deux chevaliers errants se perdirent bientôt dans l'obscurité de la nuit, et je n'entendis plus le bruit des herbes qu'ils froissaient dans leur marche.

— Ce sont deux hommes perdus ! dis-je à Anastasio.

— Qui sait ? me répondit flegmatiquement le domestique en s'allongeant près du feu.

Le sommeil, plus fort qu'un reste d'appréhension, ne tarda pas à me fermer les yeux, pendant que je réfléchissais encore à la singularité de cette rencontre. Le lendemain, la lune allait disparaître derrière les montagnes, quand nous reprîmes notre course vers Bacuache. Comme la journée précédente, nous n'avancâmes que très-péniblement vers notre but ; nos chevaux pouvaient à peine marcher, tant ils avaient la corne usée. Rivas nous suivait sans effort à pied, grâce à cette lenteur

forcée, et nous formions ainsi un assez lamentable trio de voyageurs. Cependant, quand le jour vint, comme notre compagnon faisait de temps à autre certaines haltes, nous ne tardâmes pas à le laisser en arrière jusqu'à ce qu'enfin, au détour de la route, nous le perdîmes complètement de vue. Je l'appelai à plusieurs reprises, mais ma voix se perdit au milieu du silence, personne ne répondit à mon appel.

— Ne vous en occupez pas davantage, seigneur cavalier, me dit Anastasio, il est probablement en quête de quelque *creston*, car il est bon que vous sachiez que nous marchons déjà sur une terre fertile en or, et, tout seul et tout isolé qu'il se trouve, son instinct aura repris le dessus. Il est comme mon frère, il est né gambusino, rien ne l'en détournera, et il mourra comme il est né. Je ne crois pas, du reste, ajouta Anastasio, qu'il ait la tête bien saine. Depuis la mort de son fils, dont j'avais déjà entendu parler, une manie sombre s'est emparée de lui. Il croit reconnaître partout la voix des assassins de son enfant. Selon toute apparence, la terrible vengeance qu'il vient d'exercer n'a frappé que des innocents, et malheureusement il ne s'en tiendra pas là.

Je donnai un regret au pauvre mutilé; mais bientôt les objets nouveaux qu'on rencontre à chaque pas en voyage chassèrent de mon esprit le souvenir du gambusino. Enfin, après huit heures de cette marche pénible, nous arrivâmes à un endroit où quelques groupes disséminés de laveurs d'or en guenilles, qui nous lancèrent un regard oblique, exerçaient déjà leur industrie. Quelques pas plus loin, à un détour où la route se démasque derrière un épais rideau d'arbres, j'aperçus dans une gorge aussi longue qu'étroite des cabanes de ramée ou de bambous verts, qui de loin semblaient se confondre avec les sapins groupés sur les pentes des montagnes : c'était Bacuache. Avant de traverser pour la dernière fois le lit de la rivière d'où j'étais sorti quelques minutes auparavant, je m'arrêtai sur l'esplanade que forme la berge occidentale pour embrasser d'un coup d'œil l'ensemble du *placer*. Devant moi s'ouvrait l'étroite vallée bornée de trois côtés par des hauteurs à pentes rapides couvertes de sapins épais. Des rochers gris pointaient dans les déchirures du terrain et tranchaient sur la verdure sombre des bois environnants. Du haut de la montagne qui formait le fond de la vallée, un ruisseau se perdait parmi les arbres et jaillissait çà et là en cascades bruyantes. Une des dentelures de la chaîne qui sépare Nacome de Bacuache donne naissance à ce torrent. Les sommets de ce *peñon* étaient couverts d'une brume épaisse. Ce ruisseau serpentait au fond du ravin, ainsi que quelques autres qui descendaient des deux versants de droite et de gauche, sur lesquels des pins morts, couchés en travers de sapins encore verts, témoignaient de l'impétuosité des eaux dans la saison des pluies. Enfin, sur les bords de ces cours d'eau, au milieu même de leur lit, dans les sables du vallon, des hommes, courbés comme le laboureur sur la moisson, fouillaient la terre à coups de *barretas* ou draguaient le fond des torrents. De temps à autre, une explosion qui faisait voler des éclats de roc retentissait en échos sourds ou vibrants qui allaient mourir au loin. Puis des voix confuses, des jurons, des cris de joie, se mêlaient à ces bruits entre coupés de courts silences pendant lesquels on n'entendait plus que le murmure des cascades.

Si l'on songe que nulle autorité ne règle les droits d'exploitation de chaque *perrenencia*, et que la terre appartient là non au premier occupant, mais au plus fort, on conçoit que tout nouvel arrivant doit exciter les soupçons des explorateurs primitifs de ces *placers*. Aussi, ce fut avec un certain battement de cœur qu'après

avoir jeté un coup d'œil sur ces lieux sauvages je poussai mon cheval pour descendre la berge et traverser la rivière. Anastasio me suivait de près; nous nous approchâmes d'un groupe d'individus qui remplissaient de sable les *bateas* qu'ils tenaient à la main. Anastasio s'adressa à l'un d'eux pour lui demander si, par hasard, ils connaissaient le seigneur don Pedro Salazar, que nous venions chercher.

A cette question, faite par Anastasio avec sa placidité habituelle, un des laveurs interrompit son travail, et, tout en mettant entre ses yeux et le soleil une poignée de sable que sa main retirait de la *batea*, il répondit :

— Je ne saurais vous dire si celui que vous cherchez est encore de ce monde. Dans ce cas, il doit être au bord du torrent que vous voyez descendre de ce *peñon*.

Et il montrait le ruisseau dont j'ai parlé, et qui tombait à l'extrémité opposée de la vallée. Nous suivîmes la direction indiquée par le laveur. Dans le lit de cet *arroyo* assez profondément creusé, nous trouvâmes un homme de haute taille. Un cheval sellé et bridé était attaché au tronc d'un arbre. Une épée nue pendait à l'arçon de la selle. Quant à l'homme, il était dans l'eau jusqu'à la ceinture, occupé à entasser des pierres les unes sur les autres.

— C'est lui, me dit Anastasio.

Une reconnaissance cordiale, je dirai même solennelle, eut lieu entre les deux frères, qui ne s'étaient pas vus depuis longues années.

— Tu me vois occupé à détourner le cours de ce torrent, dit Pedro, quand la série de demandes et de réponses d'usage en pareil cas fut complètement épuisée.

— C'est bon signe, répondit son frère; mais le passé n'est donc rien pour toi, ajouta-t-il, que tu continues toujours ton périlleux métier?

— Que veux-tu! reprit Pedro; chacun suit sa vocation: la mienne est d'être sans cesse aux prises avec le danger d'une profession que je préfère à toute autre, peut-être à cause des dangers qu'elle offre. Ici même nous sommes en pays ennemi, et, tu le vois, ma *barreta* est à côté de mon épée.

Et il montrait le cheval attaché tout près de lui.

— Comment cela? dit Anastasio; la tranquillité la plus profonde me semble régner ici.

— Oui, en apparence, reprit Pedro; mais en réalité tous m'envient la possession de ce cours d'eau. J'ai mis plus d'une fois déjà le couteau à la main pour défendre mes droits contre mes camarades, et même contre les laveurs de Nacome, qui prétendent que ce ruisseau prend sa source à un endroit de la sierra compris dans la limite de leur exploitation. J'ai imposé silence aux envieux de Bacuache; mais nous avons eu un engagement avec ceux de Nacome, dans lequel mon associé a été blessé, et nous nous attendons encore à être attaqués d'un moment à l'autre: voilà pourquoi nous sommes sur nos gardes.

Malgré cette circonstance fâcheuse, il fallait nous résoudre à séjourner quelques jours à Bacuache, pour donner aux chevaux le temps de refaire la corne de leurs sabots, et Anastasio demanda à son frère s'il pouvait nous recevoir.

— Ma cabane est là-bas, répondit Pedro, et je l'offre de bon cœur à ce cavalier; mais il est possible que les gémissements du pauvre diable qui s'y trouve maintenant l'empêchent de dormir, s'il n'est pas un peu accoutumé à cette musique.

Anastasio me consulta du regard, et, sur un signe d'assentiment, il accepta

l'offre de son frère. Je mis donc pied à terre, et, pendant qu'il emmenait nos chevaux, je m'assis auprès du gambusino, qui avait repris son travail.

— Il me semble, dis-je pour lier conversation, que vous vous donnez là une peine bien inutile, car, si ce ruisseau est assez riche en parcelles d'or pour mettre en éveil tant d'ambitions, il doit vous suffire d'en exploiter le lit ?

— C'est ce que j'ai fait aussi, me répondit Pedro. Depuis la cascade que vous voyez là-bas, il n'y a point un caillou ni un grain de sable qui n'ait passé par mes mains ; le résultat s'est trouvé au-dessus de mon espérance, et c'est ce résultat inattendu qui m'a forcé à entreprendre le travail que je suis en train d'achever.

— Je ne comprends pas bien, lui dis-je, cette nécessité.

Pedro sourit.

— Écoutez, seigneur étranger, répliqua le gambusino en tirant d'un petit sachet de cuir caché sous sa chemise un grain d'or de la grosseur d'une noisette et à vives arêtes, que concluriez-vous du *placer* que vous exploiteriez si vous trouviez une *pepita* de cette nature ?

— Que le gîte de l'or est proche, puisque la *pepita* n'aurait pas eu le temps de s'user par le frottement.

— Et si, au-dessus d'un certain point, votre travail, fructueux partout ailleurs, se trouvait constamment inutile ?

— J'y renoncerais.

— Et vous auriez tort, car le filon d'or qui a donné naissance à ces morceaux ne pourrait être qu'en deçà du point où ces recherches deviendraient inutiles. En un mot, continua-t-il à voix basse, les pentes de ce torrent dont je cherche à détourner les eaux doivent être la source d'une partie de l'or qui se trouve dans cette vallée.

— Et vous ne craignez pas, lui dis-je, que vos confrères, soupçonnant votre bonne fortune, ne vous fassent un mauvais parti ?

— Je m'y attends, mais je ne les crains pas. Depuis mon enfance, je suis accoutumé aux dangers de ma profession. J'ai appris la prudence en même temps que l'audace, et j'ai déjà mis à couvert une forte partie de mon butin. En cas de malheur, je révélerais ma cachette à mon frère Anastasio.

Puis, attachant des regards attentifs sur la berge, qui peu à peu s'élevait au-dessus des eaux, il reprit :

— Ne croyez pas du moins que ce soit la cupidité qui m'aiguillonne ! non ! Mais voyez la contradiction ! Dans des déserts brûlants où tout autre aurait donné l'or du monde entier pour un verre d'eau, j'ai souvent sacrifié à des expériences inutiles la dernière goutte d'eau qui me restait, et pourtant que de fois il m'est arrivé de vendre de riches filons pour un cigare ! En exposant ma vie dans ces recherches aventureuses, j'obéis à un instinct invincible. Je suis comme le torrent à qui Dieu ordonne de disséminer l'or dans la plaine. N'est-ce pas Dieu aussi qui révèle à l'homme par des signes visibles la présence de l'or caché dans les entrailles de la terre ?

Tout en parlant ainsi, le gambusino continuait à élever sa digue de pierres, dont il bouchait les interstices avec des herbes qu'il avait amassées en assez grande quantité. Peu à peu l'eau, détournée de son cours, laissait à découvert la pente de terrain qui l'encaissait des deux côtés, et se répandait dans une autre direction. Je prenais un si vif intérêt à ce travail, que j'oubliais ma fatigue. — Si

je ne me suis pas trompé dans mon calcul, me dit le gambusino, c'est à une vingtaine de pas d'ici, en suivant le cours de ce ruisseau, que doit se trouver le gîte de l'or dont j'ai recueilli les *pepitas*, et alors mes recherches depuis le pied de cette digue jusqu'à l'endroit dont je parle seront à peu près infructueuses.

Pour joindre l'expérience au précepte, le gambusino prit la *batea* qu'il avait déposée près de lui et plongeant ses deux mains, recourbées en écope, dans les quelques pouces d'eau qui couvraient à peine alors le lit du ruisseau. Il amena deux poignées de terre et de sable qu'il déposa dans la sébile et qu'il lava soigneusement; aucune parcelle d'or ne parut à la lumière. La même expérience, pratiquée plusieurs fois de suite, produisit toujours le même résultat. A la dernière épreuve cependant, quelques petits grains d'or presque imperceptibles vinrent briller parmi le sable qu'il vannait pour ainsi dire entre ses doigts; ces légères parcelles, arrondies et polies, sortaient évidemment d'un gîte beaucoup plus éloigné que celui dont la présence venait d'être révélée au gambusino. Suffisamment éclairé sur la direction qu'il devait donner à ses recherches, Pedro tira de sa poche un petit roseau creux de quatre pouces environ de long et de deux fois gros comme une plume d'oie. Au bout d'un quart d'heure à peu près, il parvint à en remplir la moitié, puis en boucha les deux extrémités avec de la cire. Alors il abandonna le point qu'il venait d'exploiter, et m'engagea à descendre avec lui le cours de l'eau jusqu'à une vingtaine de pas de l'endroit où nous étions. Là il remplit de nouveau son plat de bois, et, de l'air satisfait d'un professeur qui voit une expérience couronnée de succès, il me montra, parmi le résidu vaseux, de petits grains d'or aplatis, pointus et anguleux.

— Ceux-là viennent de plus près, n'est-ce pas? me dit-il; donc le gîte que je cherche se trouve entre la source du ruisseau et son extrémité, là ou ici, ajouta-t-il en frappant la berge de la pointe du pied.

— C'est incontestable, répondis-je émerveillé de la justesse de ce raisonnement. Le ruisseau en se retirant laissait voir le talus de droite où l'eau avait creusé une demi-voûte couronnée de racines entrelacées. Le gambusino sonda avec soin la profondeur de ce renfoncement, mis à jour pour la première fois; sa figure impassible ne laissa rien lire des pensées qui l'agitaient. Il interrompit son examen pour sortir du lit du ruisseau et prendre sa pique qu'il avait laissée sur le bord. Les premiers coups qu'il dirigea contre le flanc de la berge ne rencontrèrent qu'un terrain argileux dans lequel la *barreta* pénétrait sans résistance. A quelques pieds de là, le fer, en s'enfonçant de nouveau, heurta contre la roche : en un clin d'œil, le gambusino la mit à nu en la débarrassant de la terre qui la couvrait. C'était une roche anguleuse, si compacte et si dure, que ce ne fut qu'au troisième coup, appliqué d'un bras vigoureux, qu'un éclat s'en détacha. Le mineur examina de nouveau avec attention le bloc mis à découvert, pendant que je suivais tous ses mouvements avec une curiosité que l'on comprendra. Alors il mit un doigt sur sa bouche, comme pour me recommander le silence, et joua le désappointement en acteur consommé, tandis qu'il serrait dans les poches de sa veste le morceau de quartz qu'il avait séparé du bloc; il éparpilla ensuite des pieds et des mains les pierres qu'il avait entassées, et, la digue une fois abattue, l'eau ne tarda pas à reprendre en murmurant son cours habituel.

— Allons, dit le gambusino en élevant la voix. je me suis trompé dans mes conjectures; mais, en tout cas, en voilà assez pour aujourd'hui, et je me sens fatigué; si vous le trouvez bon, nous rentrerons chez moi.

Je me levai pour l'accompagner. Pendant le trajet, rien dans sa démarche ne trahit la moindre émotion. Lorsque nous fûmes entrés dans sa cabane, il ferma soigneusement la porte, et s'écria en jetant à Anastasio le morceau de quartz qu'il tira de sa poche :

— Comme tu me le disais tout à l'heure, le passé n'est rien pour moi ; mais que doit être l'avenir pour le possesseur d'un filon semblable à celui-ci ! Encore de l'or qui va voir le jour, qui va circuler de main en main ! s'écria-t-il avec enthousiasme.

Pendant qu'Anastasio examinait avec admiration le morceau de quartz d'un blond fauve constellé à certains endroits de paillettes serrées et veiné, en d'autres, de légers réseaux d'or, un homme couché dans un angle de la hutte, le blessé dont le gambusino avait parlé, fit entendre un sourd gémissement. Il essaya de se retourner sur sa couche de roseaux, mais il ne put qu'étendre la main et dire d'une voix faible :

— Donne, que je voie à mon tour, quoique ma vue soit bien troublée.

Anastasio lui tendit le précieux caillou.

— C'est dans le ruisseau que tu as trouvé ce filon, n'est-ce pas ? continua-t-il.

— Oui, dit Pedro, réjouis-toi d'avoir versé ton sang pour le défendre !

Le blessé ne répondit rien, mais un sentiment de joie vint éclairer un moment sa figure pâle, puis il ferma les yeux comme s'il n'eût pas voulu distraire sa pensée de ce spectacle fascinateur. Pedro s'approcha de lui.

— Nous exploiterons cette mine ensemble quand tu seras guéri, lui dit-il ; je n'attends que toi pour cela ; aussi ai-je en la force de ne rien laisser lire sur ma figure de la joie que je ressentais. Sois tranquille, l'eau recouvre entièrement le filon, et personne ne se doute de ma découverte.

La respiration haletante du blessé se fit entendre plus distinctement dans la cabane ; il essaya de parler encore, mais il ne put prononcer que ces mots : — Jésus ! que j'ai soif ! — si bas, que nous les entendîmes à peine. On s'empressa de satisfaire son désir, après quoi les deux frères, obéissant à un préjugé généralement répandu en Sonora qui fait considérer tout étranger comme médecin ou horloger, me prièrent d'examiner la blessure que le gambusino avait pansée selon la mode du pays. J'avais déjà été trop souvent consulté en pareille matière pour perdre mon temps à protester de mon ignorance, et je consentis à faire ce qu'ils me demandaient. Le mineur leva donc l'appareil et m'expliqua le mode de pansement, que je dus naturellement trouver parfait (1). J'ordonnai même, pour l'acquiescement de ma conscience, de le renouveler souvent. Les deux frères furent complètement de mon avis, et s'applaudirent naïvement de m'avoir consulté.

Cette journée laborieuse était enfin achevée, la nuit était venue, et les laveurs

(1) Ce mode de pansement, emprunté aux Indiens, est des plus étranges et mérite d'être décrit. Le pays abonde en fourmis d'une grosseur peu commune, mais dont la piqure n'a rien de venimeux. On en recueille une certaine quantité dans un verre profond, puis, quand on a étanché le sang qui coule de la blessure, on en rapproche soigneusement les deux lèvres, qu'on expose à la morsure de ces insectes. Quand les deux antennes, ou tenailles, dont leur tête est garnie se sont enfoncées de côté et d'autre, on sépare avec les deux ongles le corselet à l'endroit où il se joint à la partie postérieure du corps ; la fourmi, en expirant, enfonce plus profondément ses tenailles, qui restent ainsi fixées sur l'une et l'autre lèvre de la plaie. Des herbes aromatiques écrasées, entre autres l'*oregano*, servent à diminuer l'inflammation.

avaient suspendu leurs occupations. Tout était silencieux dans la cabane comme au dehors ; mais, ainsi que l'avait prévu Salazar, les gémissements du blessé m'empêchèrent de dormir. Couché en travers de la porte, restée ouverte, je prêtai l'oreille au bruit des pins agités, harmonie funèbre qui se mariait bien à la plainte du blessé, et je contemplais l'horizon noir et borné de cette vallée si fertile en or, théâtre de tant de luttes sanglantes. Le sommet de la sierra, qui donnait naissance au ruisseau dont j'entendais le murmure, était couvert d'un dais de vapeur que la lune irisait çà et là. Au milieu de cette nature silencieuse, ce brouillard lumineux paraissait un voile mystérieux jeté par Dieu sur la source de ces trésors, dont sa volonté confie la distribution au caprice des eaux. Un pin se profilait en noir sur le ciel transparent, et s'élevait comme le sombre protecteur de ces hauts lieux. Au-dessous de lui, la cascade formée par le torrent semblait une cataracte d'argent tombant sur cette terre d'or. Peu à peu les objets devinrent moins distincts à mes yeux, que la fatigue appesantissait, et déjà mon esprit flottait entre l'assoupissement et la veille, quand je crus entendre au loin des cris étouffés et voir des lueurs indécises scintiller comme des feux follets sur la hauteur. Le sommeil finit cependant par prendre le dessus, et je ne sais combien de temps je dormis jusqu'au moment où une clarté subite me fit ouvrir de nouveau les yeux. Un spectacle étrange me frappa : la vallée tout entière était vivement illuminée, des flammes ondoyantes s'élançaient depuis l'extrémité inférieure du tronc jusqu'aux plus hautes branches du pin qui dominait le ruisseau. Des nuages de fumée montaient en tourbillonnant jusqu'au ciel, qui en était obscurci. Les cimes des arbres voisins étaient colorées de reflets incandescents. Des branches détachées du tronc enflammé tombaient en traçant des raies de feu. A la lueur de ce brasier gigantesque, des hommes allaient et venaient ; des clameurs confuses éclataient de tous côtés. Des épées nues, des piques, des couteaux, brillaient au milieu de ces groupes divers.

— Nacome ! Nacome ! criaient-ils de toutes parts. Je me retournai pour avertir Anastasio et son frère ; je les distinguai à la lueur qui pénétrait jusqu'au fond de notre cabane, levés tous deux et paraissant tenir conseil. Le blessé s'agitait convulsivement sur son lit de douleur.

— Eh bien ! dis-je au gambusino, ceux de Nacome veulent-ils décidément venir nous attaquer ?

Le gambusino secoua la tête. Son visage était soucieux et pâle ; une terreur dont il ne se rendait pas compte semblait le dominer malgré lui.

— Non, non, me répondit-il ; les laveurs de Nacome n'auraient pas allumé ce flambeau infernal pour nous attaquer. Un voyageur ne peut non plus avoir mis le feu à cet arbre, car, si des raisons inconnues l'eussent forcé à bivouaquer là-haut, la prudence lui eût également commandé de ne pas se trahir. Pourvu que ce ne soit point...

Il n'acheva pas, mais le signe de croix qu'il fit dévotement compléta sa pensée. Puis il reprit :

— Ne croyez-vous pas, seigneur étranger, que, si Satan règne par la puissance de l'or, une terre qui en produit tant doit être plus qu'une autre soumise au prince des ténébres ?

Le spectacle qui s'offrait à nous était réellement empreint d'un caractère diabolique propre à éveiller des idées superstitieuses, et, l'avouerai-je ? je manquai d'arguments pour rassurer Pedro.

— *Ave Maria !* s'écria Anastasio ; n'as-tu pas entendu des gémissements semblables à ceux de notre père expirant dans la nuit fatale où nous l'avons perdu ? Ah ! le *gambuseo* est un affreux métier ! Écoutons.

Nous fîmes silence, mais nous n'entendîmes que le sifflement de la flamme, le craquement du bois qui éclatait au milieu du feu, la respiration oppressée du blessé.

— Fais comme moi, Pedro, continua Anastasio, renonce à ton métier ; tôt ou tard tu en seras victime.

— Jamais je n'y renoncerai ! s'écria le gambusino, qui parut avoir pris une détermination bien arrêtée, et engagea son frère à sortir avec lui pour éclaircir leurs doutes.

— Allez-vous m'abandonner ainsi ! s'écria le blessé avec angoisse. Pour l'amour de la sainte Vierge, que quelqu'un reste avec moi !

— Ce sera vous, seigneur cavalier, me dit Pedro ; mais écoutez, avant tout, une recommandation solennelle.

— Parlez, lui dis-je, et croyez que, s'il est en mon pouvoir d'exécuter ce que vous me demanderez, je suis prêt à le faire.

— Je ne sais ce qui peut m'être réservé là-haut, reprit-il ; plaise à Dieu que je n'y rencontre que des ennemis terrestres ! mais, si je n'en reviens pas, promettez-moi de ne pas partir avant six jours d'ici. D'ici là, le pauvre Cirilo (il montrait le blessé) sera mort ou rendu à la santé. L'abandonner maintenant, ce serait le tuer. S'il est mort avant ce temps et que je ne sois pas de retour, ni mon frère non plus, je vais confier à votre loyauté, seigneur cavalier, un secret dont vous ferez votre profit. Quand vous aurez récité sur le corps de Cirilo les prières des morts, après lui avoir fait donner une sépulture chrétienne, si c'est en votre pouvoir, vous fouillerez à l'endroit où il repose maintenant, et, à un pied sous terre, vous trouverez l'or que j'ai recueilli dans ce *placer* ; il y en a une quantité assez considérable. Je n'ai personne à qui le laisser, autant vaut que vous en profitiez qu'un autre.

M'ayant fait cette confidence, il se disposait à sortir, quand, après un moment de réflexion, il ajouta cette recommandation singulière, ou se révélait complètement l'étrange caractère du gambusino :

— Si vous craigniez par hasard de vous charger de l'héritage que je vous laisse à cause des tentatives qu'on pourrait faire pour vous en dépouiller, éparpillez-le plutôt que de le laisser enfoui, car, une fois arraché à la terre, l'or est fait pour profiter à l'homme : c'est Dieu qui le veut ainsi.

Presque aussitôt Pedro et Anastasio sortirent l'épée à la main. Je restai sur le seuil de la cabane, et je les vis se perdre dans les ténèbres de la vallée. Pendant longtemps encore, l'arbre embrasé répandit une lumière éclatante, jusqu'au moment où les flammes cessèrent de tourbillonner. Le cercle éclairé par l'incendie se rétrécit alors peu à peu ; le tison colossal s'affaissa bientôt sur lui-même, s'éteignit dans le torrent avec un sifflement lugubre, et tout rentra dans l'obscurité. Seulement, à de longs intervalles, les flammes, soudain ranimées, lançaient encore un éclair jusqu'à moi. Je persistais à croire que c'étaient les laveurs de Nacome qui venaient surprendre ceux de Bacuache, mais rien, dans le silence de la nuit, ne justifiait cette appréhension. Je faisais donc d'inutiles efforts pour deviner la cause de cette bizarre alerte, quand, à la lueur d'un de ces jets de flamme dont j'ai parlé, je vis un homme s'avancer presque en rampant de mon côté.

— Qui va là ? criai-je à l'inconnu, que je ne distinguai qu'un instant.

— Chut ! c'est moi, moi, Rivas, dit l'homme à voix basse, et en effet je reconnus la voix du mutilé. Je lui adressai précipitamment quelques questions sur la cause de cette alarme imprévue. Il y répondit par un éclat de rire si singulier, qu'un fou seul pouvait rire ainsi, car je n'avais pas oublié ce que m'avait dit Anastasio. Rivas s'accroupit près de moi, et me dit de manière à ce que je pusse seul l'entendre :

— Votre domestique avait raison, je m'étais trompé ! Ce n'étaient pas eux, vous savez, ceux que j'ai fait sauter ! mais cette fois-ci, j'en suis sûr, j'ai reconnu leurs voix ; malheureusement ils n'étaient que deux !... il m'en manque encore un !... je le trouverai plus tard... C'est pour cela que j'ai allumé ce grand feu, et puis je voyais ainsi ceux que j'ai poussés au fond du précipice agiter leurs membres brisés, et j'étais content ! Ceux de Subiate sont morts trop vite.... N'est-ce pas encore là le jugement de Dieu ? Au revoir, seigneur cavalier, je vais chercher le troisième.

A ces mots, le fou s'éloigna précipitamment, avant que j'eusse pu l'arrêter. J'étais encore tout étourdi de cette révélation, quand j'entendis la voix des deux frères, qui regagnaient leur cabane.

— Eh bien ! leur criai-je, qu'avez-vous découvert ?

— Rien, répondit Anastasio, si ce n'est deux cadavres que nous avons trouvés au bas du ravin ; mais, si c'est le diable qui les y a précipités, il a du moins fait justice des deux plus mauvais drôles de ce pays, où certes ils ne manquent pas ! J'avoue que j'ai un poids énorme de moins sur la poitrine : pourtant je me demande encore qui a pu mettre le feu à cet arbre ?

Je lui racontai ce que m'avait dit Rivas.

— Il pourrait bien n'avoir pas tort aujourd'hui, dit Anastasio ; mais néanmoins je me mettrai demain en quête de lui : c'est un fou d'une trop dangereuse espèce.

Pendant six jours que je passai à Bacuache, toutes les recherches faites pour découvrir le mutilé furent inutiles ; il s'était probablement éloigné dans la direction du grand désert, et depuis ce jour on n'entendit plus parler de lui. Pendant ce laps de temps, Anastasio était parvenu à troquer mon cheval estropié, moyennant retour, contre un autre en meilleur état, et nous convinmes de faire encore route ensemble. Je n'avais pas oublié la phrase d'adieu du chasseur mexicain, et je me promettais bien de pousser un jour ou l'autre jusqu'à l'hacienda de la Noria. Je ne voulais pas perdre une occasion si précieuse d'étudier quelque nouvel aspect de cette vie mexicaine, qui, avec le désert ou l'océan pour cadre, gardait toujours pour moi l'intérêt d'un roman.

J'appris plus tard que la *bonanza* (1) trouvée par Pedro Salazar était devenue de plus en plus riche, mais qu'il avait vendu son filon, d'abord parce que l'argent lui manquait pour le fouiller profondément, ensuite parce qu'il prétendait n'être pas embarrassé pour en trouver d'autres qui, sans lui, demeureraient peut-être inconnus. Le gambusino était donc resté docile à la voix intérieure qui le poussait vers de nouvelles découvertes ; sa mission, répétait-il avec une naïve emphase, était celle du torrent auquel Dieu ordonne de charrier dans la vallée l'or arraché des montagnes, et il attendait avec résignation, au milieu de fatigues et de périls journaliers, le moment où il irait, comme le torrent, mourir au terme d'une course orageuse dans un désert ignoré.

GABRIEL FERRY.

(1) Riche filon à fleur de terre.

PROPAGANDE RUSSE

EN POLOGNE.

LETTRE D'UN GENTILHOMME POLONAIS SUR LES MASSACRES
DE LA GALICIE.¹

Il y a quelques mois à peine, l'Europe entière avait les yeux fixés sur la Pologne. Spectateurs découragés d'une lutte trop inégale, les plus sincères amis de ce malheureux peuple ne prévoyaient pour lui que de nouveaux malheurs ; la réalité devait dépasser toutes les prévisions. On pouvait certes imaginer de quel côté serait la victoire, et l'on savait que les gros bataillons ne feraient point miséricorde. On s'attendait peut-être à la ruine définitive de ces pactes illusoires si souvent déjà et si outrageusement déchirés ; mais devait-on s'attendre à voir un gouvernement régulier exploiter l'insurrection et récompenser l'assassinat ? Il paraîtrait pourtant que ce n'est point encore là le terme de nos tristes surprises. On étouffe maintenant, au fond de ces pays fermés, tout le retentissement d'un si lamentable triomphe, et cependant il semble certain que l'histoire n'en est pas finie ; nous craignons qu'il ne se prépare des extrémités plus funestes en même temps que plus étranges, et, bien qu'elles soient cette fois concertées par les victimes pour atteindre et envelopper les bourreaux, nous les déplorons à l'avance : c'est en diminuer le péril que de les signaler.

Le bruit en effet se répand et chaque jour s'accrédite que cette noblesse, épuisée par l'Autriche, qui lui a tiré le plus de sang qu'elle a pu, veut à présent donner son âme à la Russie, et jouir enfin d'une vengeance, dût-elle s'y ensevelir. La

(1) Paris, chez J. Renouard, 1846.

propagande moscovite n'a jamais été plus insinuante ni mieux accueillie. Si nous en croyons les renseignements qui nous arrivent de toutes parts, il s'opère dans la pensée publique une réaction dont rien ne saurait rendre la vivacité. On invoque le nom du tzar en haine du nom de M. de Metternich, et telle est l'horreur soulevée par l'un, qu'on en appelle à la clémence de l'autre. Nous ne dirons pas : La Pologne se fait russe ! un peuple n'abdique point ainsi tout entier ; pareille abdication serait toujours révocable. Nous dirons seulement : Les théories insidieuses, les trames secrètes ourdies depuis si longtemps par le cabinet de Pétersbourg au sein des nations slaves, n'ont jamais été si près d'aboutir. Pour ramener sous une même influence politique ces familles issues d'une même souche, pour réconcilier ces frères ennemis, sait-on bien ce qu'il manquait ? L'Autriche aurait-elle fourni l'occasion ? Les massacres de Tarnow seraient alors cruellement expiés.

On annonce que le roi de Prusse va rencontrer ces jours-ci le prince de Metternich au château de Kœnigswarth, et la conférence doit, assure-t-on, rouler sur les affaires de Pologne : il n'y a plus maintenant d'autre affaire en Pologne que l'agitation sourdement entretenue par les Russes au détriment de la domination allemande. Si l'on remue encore à Posen et en Gallicie, c'est le tzar qui le veut bien, parce qu'il y trouve son compte ; sous le coup de la terreur qui règne partout, si l'on se plaint encore de l'hypocrisie prussienne et de la barbarie des Autrichiens, c'est qu'on se laisse gagner à la pensée du prochain avènement d'un despotisme plus national, c'est que les esprits, adroitement travaillés, se sont jetés, en désespoir de cause, sur cette suprême espérance. La Prusse et l'Autriche ne doivent pas s'y tromper ; elles savent qui les menace ; malheureusement elles ne savent pas comment se couvrir. Il est de la politique moscovite de pouvoir à la fois frapper et se garder en frappant. Karamzin l'a dit avec le sens et la gravité de l'histoire : « La Russie conquiert et ne guerroit pas. Toujours sur la défensive, elle ne se fie jamais à ceux dont les intérêts ne coïncident pas avec les siens, et ne perd aucun moyen de nuire à ses ennemis sans rompre les traités. »

Il ne s'agit donc point, pour le cabinet russe, de briser demain la sainte-alliance de 1815 ; il n'a pas le goût de ces expédients trop éclatants ; il lui suffit de fomenter avec son invincible patience les germes de discorde qu'il a semés à travers les populations hétérogènes de l'Allemagne orientale. Magnifique représentant d'une race partout ailleurs sujette de l'étranger, le tzar lui tend ses aigles comme un signe de ralliement. Il n'est rien qu'il ne se promette des vagues et puissantes aspirations de cette fraternité slave qui se reconnaît, qui s'éveille d'hier ; le mot du poète est à peine assez énergique pour peindre ce rêve immense : *quidlibet impotens sperare* ; mais l'immensité même de cette ambition ne l'empêche pas de rester subtile, artificieuse, raffinée dans sa vigilance, minutieuse dans ses pratiques ; elle ne s'endort point à songer, et l'on a fort à faire de la suivre à la trace. Essayons-le pourtant, et résumons les incidents, plus ou moins remarquables ici, qui ont pu servir de prétexte à ce singulier mouvement qu'on nous révèle là-bas. N'est-il pas extraordinaire de voir le plus rude oppresseur de la Pologne salué maintenant sur une terre polonaise comme le désiré des nations ?

On n'a pas bien observé l'attitude prise par le gouvernement du tzar pendant les massacres de Gallicie, et c'est seulement aujourd'hui, même en Allemagne, qu'on réfléchit à la conduite qu'il sut alors tenir. Après la retraite des insurgés, les soldats russes entrèrent à Cracovie, beaucoup plutôt en médiateurs qu'en vengeurs ; on était si effrayé des excès de ces bandes sauvages déchaînées par l'Au-

triche, que, sous les yeux mêmes des troupes autrichiennes, les Russes furent reçus à leur arrivée avec des cris de joie; il semblait que ce fussent eux qui apportassent l'ordre et la sécurité. Les instructions des autorités moscovites de la frontière gallicienne s'accordaient sans doute avec cette favorable opinion que l'armée donnait d'elle; l'empereur Nicolas n'avait pas apparemment les mêmes raisons que M. de Metternich pour châtier cette grande conspiration de gentils-hommes. Beaucoup de nobles demandèrent et obtinrent un asile sur le territoire russe; les paysans galliciens qui osèrent les y chercher furent à leur tour saisis par ordre comme violateurs de la frontière, envoyés aux mines ou exécutés. Des paysans du royaume avaient voulu imiter leurs voisins et s'emparer aussi des propriétaires en les décrétant suspects; on les mit à mort presque sur l'heure. Ce contraste, habilement ménagé, a produit l'impression la plus forte dans toute la Pologne autrichienne; il a fait entendre aux persécutés qu'il restait un recours.

D'après les plus récentes nouvelles, l'anarchie dure encore en Gallicie, non pas, il est vrai, un tumulte sanglant, mais un trouble affreux qui désorganise toutes les relations de la vie sociale, et ce qu'il y a d'incroyable, c'est que le cabinet de Vienne se plait à le perpétuer. Ainsi l'on proclame aujourd'hui très-haut que l'on ne changera rien à l'ancien système administratif, que les seigneurs resteront chargés et responsables de la distribution des corvées, des impôts et du recrutement, que les *mandataires* continueront à soutenir l'intérêt du paysan, au nom de l'empereur dont ils sont les délégués, contre le seigneur dont ils sont les salariés. « On veut absolument, disent les malheureux qui survivent, que nos paysans ne cessent pas de nous regarder comme leurs tyrans. » Et sait-on dans quelles circonstances on se presse tant de refuser les plus urgentes réformes? C'est au milieu d'une anxiété générale, d'une détresse presque publique. Le grain a manqué comme d'ordinaire aux approches de la moisson; il faudra voir ce qu'aura produit cette moisson tout arrosée de sang, à peine aujourd'hui terminée par des corvéables insoumis, qui l'ont coupée sous le bâton des caporaux autrichiens. En attendant, les propriétaires ruinés n'ont pu donner d'aide aux pauvres gens, suivant la coutume à peu près obligatoire de cette sorte de domination patriarcale; les maisons des massacreurs regorgent de dépouilles; ceux qui sont affamés parce qu'ils ont les mains pures ne seront-ils pas tentés de gagner leur pain au prix où le paie l'Autriche? Est-ce là ce qu'espère M. de Metternich en obligeant les seigneurs de poursuivre à leurs risques et périls les rentrées du fisc impérial? Tout le pays est plongé dans une inexprimable stupeur: « Depuis que les nobles et les paysans ont été excités et soulevés les uns contre les autres, dit une *Lettre* sur laquelle nous reviendrons longuement, depuis que cette société déchire ses propres entrailles, il n'y a plus de nation polonaise. Depuis que ce récit funeste parcourt nos plaines, une morne tristesse pèse sur la contrée: le voisinage du maître et du paysan se change en embuscade, notre sommeil en cauchemar, nos veillées en frayeurs, et nos journées ne sont qu'une longue et cruelle angoisse. Le gentilhomme s'armerait si on lui avait laissé de quoi se défendre, et l'honnête paysan frémirait à l'idée de cette fatalité qui pourrait le pousser à imiter de si horribles exemples. » Tel est l'état de choses sur lequel agit aujourd'hui la Russie; elle connaissait trop bien tout le parti qu'on peut tirer du muet abrutissement de la peur pour ne pas essayer à son profit une fascination qui paraît lui réussir. « La Russie fait le chat, écrivait-on encore tout dernièrement, et l'on y est pris. »

L'image peut être triviale, elle est frappante. On se prend, en effet, à l'idée d'un ordre meilleur sous un régime qu'on veut à présent supposer moins perfide que brutal; les correspondances galliciennes abondent en éloges du tzar, et l'on n'imaginerait pas le bruit du jour qui courait encore l'autre semaine jusque dans Vienne même : l'empereur Nicolas allait promulguer une amnistie pour tous les condamnés politiques détenus en Sibérie. Merveilleuse rencontre ! la même nouvelle arrivait au même instant à Posen, et l'on ajoutait là, comme plus ample information, que la rentrée des émigrés devait être négociée par le cabinet des Tuileries.

L'empereur s'est appliqué de son mieux à susciter dans le royaume ces bons sentiments qui se produisaient si à point dans la Gallicie, et il a risqué quelques démarches éclatantes pour réconcilier avec la suprématie moscovite, non pas seulement les Polonais de l'Autriche, mais aussi ses propres sujets de Pologne. On a vu dans toutes les feuilles allemandes comment il était allé se montrer à Varsovie, comment il avait voulu se promener par les rues sans escorte, et, quelle que soit la défiance bien naturelle qu'inspirent toujours les chroniques de la cour impériale, il y a eu assez de courage dans cette bravade pour saisir des esprits enthousiastes et mobiles. Certaines paroles significatives ont été très à propos jetées dans la circulation : le tzar aurait dit que son peuple de Pologne commençait à prendre confiance en lui, et qu'il en ferait un grand peuple. Quelque chose de plus positif, c'est que la police de Varsovie a reçu l'ordre officiel de s'adoucir; il est juste d'ajouter qu'il a fallu en même temps élargir les prisons, parce qu'elles ne suffisaient plus à contenir les coupables ou les suspects. Enfin on a été plus loin dans cette voie d'habiletés, et l'on a remis en lumière un projet sur lequel on a toujours compté beaucoup pour l'assimilation des deux pays : on a fort affecté de désirer la suppression des douanes qui séparent le royaume des anciennes provinces russes, et une commission, dirigée par le prince héréditaire, a été instituée officiellement à Saint-Petersbourg pour préparer une si importante mesure. Le gouvernement impérial gagnerait de toutes façons à cette révolution pacifique; la masse de la population y trouverait un avantage matériel; ce qui subsiste encore d'institutions françaises étoufferait bientôt sous l'uniformité progressive de la législation moscovite; puis, ce qui n'est pas une petite considération en Russie, les fonctionnaires, au lieu d'être payés sur un pied extraordinaire, comme ils le sont encore à titre d'occupants d'un pays conquis, n'auraient plus d'autre rétribution que celle des employés de l'intérieur, c'est-à-dire une fort médiocre. Tout cela vaut bien qu'on y pense, et l'on pèse tout cela.

Cette bizarre effervescence, qui domine en ce moment et gâte la pensée nationale, est plus vive encore à Posen que dans le reste de la Pologne. L'empereur Nicolas n'a pas grand ménagement pour Frédéric-Guillaume, et ne lui épargne point les avis; il estime assez peu ce qu'il y a de spirituel et de chevaleresque dans cette imagination trop remuante; il entend bien, dit-il, sauver le roi malgré lui, et, si les intrigues de sa police y peuvent quelque chose, il ne manquera certes pas de donner assez d'embarras à son beau-frère pour lui ôter le loisir de se compromettre en essais hasardeux. Le tzar s'inquiète beaucoup des destinées futures de la Prusse; il appréhende plus que tout de voir une tribune publique à Berlin, et il tenterait tout pour l'empêcher, fût-ce même de laisser proclamer la monarchie slave à Posen; on n'ignore pas, en effet, que ce toast, au moins imprévu, a été bruyamment porté dans une assemblée de prétendus patriotes. Il est

vrai que Posen comptait alors bon nombre d'agents russes qui se donnaient uniquement pour surveiller l'esprit polonais et servir avec un zèle égal les intérêts combinés des grandes puissances ; mais la Prusse a fini par douter qu'on sauvegardât très-particulièrement les siens, et, comme les agents se multipliaient tous les jours dans le grand-duché, le cabinet de Berlin a dispensé celui de Saint-Pétersbourg des généreux offices qu'il voulait bien lui rendre. Tout aussitôt ont commencé ces rumeurs si favorables à la politique du tzar, rumeurs depuis sans cesse grossissantes, et chaque jour dénoncées par les gazettes du gouvernement prussien : le peuple polonais devait s'en rapporter à Nicolas du soin de le délivrer et de le conduire ; Nicolas était Slave, et il n'y avait qu'un Slave qui pût régénérer toute la Pologne ; Nicolas empereur des Slaves ne serait plus le même que Nicolas empereur de Russie.

On a inventé d'hier le mot de *russomanie* pour flétrir par-devant l'Allemagne cette exaltation malencontreuse qui s'emparait si spontanément d'un pays qu'on avait feint de croire déjà germanisé. C'est surtout la noblesse qu'on accuse de prostituer ses adorations à l'idole moscovite, le plus odieux objet des antipathies allemandes ; les nobles de Posen, affirme-t-on, ne rêvent qu'empire slave et vengeance contre la Prusse ; les paysans, au contraire, se comportent comme de bons et fidèles sujets prussiens, parce qu'à changer de maître ils ne trouvent en perspective d'autre bénéfice que d'avoir à courir la chance du knout ou de la Sibérie. Nous laissons ici parler l'administration locale qui ne craint pas même d'insinuer que le rétablissement du servage est la condition secrète du pacte déshonorant qui a rattaché la noblesse à la Russie. On ne peut d'ailleurs se représenter le trouble que cet étrange revirement a partout introduit : les différentes classes de la société s'observent et s'épient dans une indicible attente ; le théâtre de Posen a fermé tout d'un coup ; la vie paraît en quelque sorte suspendue. Les denrées renchérissent et le travail s'arrête, les propriétaires congédient leurs employés et leurs économes, les fabricants leurs ouvriers. Qu'importe cependant à la propagande moscovite ? La police impériale se croit maintenant si certaine du succès de cette révolution mystérieuse, qu'elle emploie à la populariser les fables les plus grossières : on prophétise bravement à Posen que le tzar abdiquera bientôt en faveur de son fils, et qu'il a résolu de se créer à lui-même avec la Pologne un royaume indépendant qui aille du Bug à l'Oder. Si absurde qu'il fût, ce bruit a été répandu avec une intention assez marquée pour que le ministère prussien jugeât nécessaire de le réfuter dans sa feuille officielle. Ce n'était rien de moins, en y regardant, que le panslavisme sous forme de légende ; celui-ci se marquait déjà son domaine et s'assignait un territoire.

Qu'il y ait entre des peuples unis par le sang et presque par la parole un besoin légitime de fraternité, personne ne le niera ; mais que ce besoin doive les confondre sous un même sceptre, autant vaudrait dire qu'il faut encore aujourd'hui mêler dans un même empire tous les hommes de langue latine ou de langue germanique, comme il arriva pour les successeurs de Charlemagne. Le vrai, c'est qu'à côté du panslavisme irréfléchi des peuples, il y a le panslavisme savant du tzar, système hypocrite auquel la Russie demande tout l'avenir de sa grandeur, toutes les séductions qu'elle croit bonnes à désarmer la Pologne. Écoutez les adeptes ; le moment naîtra où la Russie, sachant enfin pardonner et guérir, appellera les Polonais à son aide pour la conduire dans les voies de la civilisation ; ouvert à leur activité par la main puissante qui le mène, le monde slave reprendra la place

qui appartenait en Europe à cette immense famille de désbérités; la gloire des Polonais sera d'initier à une existence nouvelle et leurs vainqueurs et tous leurs frères. — Nous ne pouvons retracer ici l'histoire du panslavisme. Cette question difficile mérite une étude plus spéciale et plus longue. Disons seulement que, du jour où parut l'idée d'une communauté nouvelle entre les branches dispersées de la famille slave, elle fut accueillie par des cœurs sincères, mais elle fut en même temps et surtout exploitée par les ambitions politiques des souverains. Nous comprenons qu'il y ait eu là pour quelques hommes distingués un beau rêve, une noble espérance, pour des populations morcelées par la conquête étrangère une vive réminiscence de leur unité primitive; malheureusement nous voyons partout, à côté de ces sentiments désintéressés, une vaste intrigue ourdie sous une ombre plus ou moins transparente pour les tourner au profit d'un plan de domination universelle en Europe. La maison d'Autriche avait déjà joué ce rôle périlleux à l'aide du génie de l'Espagne; elle s'y était trop épuisée pour le recommencer à l'aide du génie slave. On raconte pourtant qu'il fut une fois question dans les conseils de Joseph II de gouverner avec les Slaves et non point avec les Allemands; mais l'Autriche tenait à l'Allemagne par de trop profondes racines pour s'en séparer ouvertement, et, si réduite que fût sa population germanique, elle représentait toujours le saint empire romain. L'Autriche n'a donc favorisé le mouvement slave que dans les étroites proportions de sa politique : tandis qu'elle l'oppose en Hongrie aux prétentions hautaines des Magyars, elle craint à tout instant de le voir se développer en Bohême, où il ne servirait que la Russie. L'Autriche ne pouvait changer de base et devenir slave. La Russie l'était par nature avant de vouloir l'être par calcul; elle n'avait qu'à se replacer sur ses vrais fondements. Lorsqu'en 1825 des Polonais et des Russes s'unirent dans une même conspiration contre l'autocratie, leur entreprise manquée fournit à l'autocratie une idée de plus contre la liberté. On avait saisi sur les conjurés un cachet aux armes des douze peuples slaves; on devina bientôt le sens de cet assemblage jusqu'alors inouï, et ce fut en vérité le tzar qui garda ce cachet-là pour sceau de commandement. Le panslavisme devient malgré tout un monopole russe, et cette tendance doit être une loi bien puissante, puisque aujourd'hui même, quand la nationalité polonaise se réfugie, se retranche et s'efface derrière la communauté slave, la Pologne proclame pour dernière chance de salut dans ce dernier asile l'absolue souveraineté de l'empereur Nicolas.

Quelle que soit la portée de cet entraînement inattendu, et dût-il même cesser ou disparaître demain, il serait insensé de fermer les yeux pour n'y voir qu'un résultat factice des stratagèmes russes; il est plus sage de dire les raisons intérieures qui poussent les gens, et de montrer comment le patriotisme peut succomber sous les fausses doctrines qui corrompent les esprits.

Nommons d'abord entre toutes la doctrine des races, enseignée par l'Allemagne, qui a fait de ce principe la pierre d'assise de ses édifices historiques et de son orgueil national. Le peuple allemand s'est déclaré le premier des peuples, parce que la race allemande était la plus noble des races; noblesse indestructible et originelle, qui enfantait par privilège tous les autres mérites et prédestinait aux grandes choses. La science germanique a considéré l'antiquité de la race comme la source de toute domination politique, de toute occupation territoriale; les Teutons de nos jours ont des droits acquis sur la moitié de l'Europe à titre d'héritiers de leurs pères. La science germanique a pris l'identité de la race pour le seul fon-

dement de toute société; elle a pris ainsi l'état pour la famille, et mis dans l'état les liens du sang au-dessus de tous les liens. Un mot encore : la science germanique a lancé cette aventureuse théorie en face de l'invasion étrangère comme une protestation solennelle des siècles réunis, et c'est avec ces belles inventions qu'elle a pour ainsi dire chargé les fusils de la guerre de délivrance; il n'y a pas de plus légitime excuse pour une aberration plus opiniâtre.

Élevés aux écoles de l'Allemagne, les Slaves ne pouvaient manquer de s'approprier des instructions pour eux si fécondes. Les regards ainsi arrêtés sur ces grandes lignes de démarcation qu'on traçait entre les familles humaines, il était impossible qu'ils n'arrivassent point un jour à se compter, à se reconnaître, à systématiser les instincts qui les distinguaient, à songer aux gloires perdues de leurs ancêtres, aux legs imprescriptibles du passé. Puisque l'histoire du monde n'était que la lutte des races, ne devait-ce pas être leur tour d'entrer dans la lice? Puisque c'était le culte de la race qui constituait avant tout l'indépendance nationale, ne retrouveraient-ils pas l'une en pratiquant l'autre? Ce fut là d'abord ce qui séduisit. La pauvre Bohême n'avait-elle pas dès longtemps à peu près raisonné de la sorte? Si elle se déclarait slave en face de l'Allemagne, n'était-ce pas pour rester Bohême contre l'Autriche? Cette vieille école des érudits de Prague fouille en effet les antiquités de la nation tchèque avec tout le dévouement d'un patriotisme sérieux; elle écrit l'histoire des héros qui lui appartiennent en propre; elle célèbre Jean Huss; elle prône la légitimité d'Ottocar et dresse encore aujourd'hui ses réquisitoires contre l'usurpation de Rodolphe de Hapsbourg. Il y a peut-être là de quoi tourmenter la censure autrichienne; il faut davantage pour contenter l'ambition moscovite; il faut que l'idée de race l'emporte sur l'idée de peuple, que les Tchèques soient avant tout des Slaves, et que les Slaves forment un corps dont la Russie soit la tête. La pente est irrésistible. La Bohême a maintenant son poète, il s'appelle Jean Kollar; mais ce n'est pas la Bohême seule qu'il chante, c'est la Slavie tout entière avec ses héros ou bohèmes, ou russes, ou polonais, ou serbes. Son œuvre est composée de sept ou huit cents sonnets réunis sous un nom significatif: *Slavi Dcera*, la fille de la gloire ou la fille slave; le mot a les deux sens. La Slavie est devenue pour Kollar une figure idéale, une créature vivante qui doit se pénétrer d'un esprit unique et respirer un seul souffle. Or, à quelles conditions le poète veut-il ainsi animer cette patrie naissante, trop vaste et trop multiple pour ne point se déchirer si l'âme qu'elle aura n'est point une âme impérieuse? « Qu'on coule ce métal divers pour fondre une statue : la Bohême sera le bras, la Pologne occupera le cœur, et je ferai la tête avec la Russie. » Le quatrième chant de la *Slavi Dcera* se termine par une description fantastique du paradis slave, et, au nombre des élus de ce singulier walhalla, Kollar inscrit à l'avance le tzar Nicolas et le grand-duc Constantin. Il n'y aura jamais de monarchie slave sans monarque russe ni de monarque russe sans apothéose.

Telle n'est point sans doute la pensée de ces nobles exilés auxquels la ruine de la Pologne semble avoir pour ainsi dire ouvert les sources mystérieuses d'une poésie nouvelle, et cependant ils ont aussi trop sacrifié à cet attrait dangereux de la fraternité slave; ils ont trop compté sur la puissance de la race comme ressource suprême de leur patrie vaincue, pour ne pas subir avec leur patrie le joug fatal qu'on lui prépare au nom de l'unité de la race. Zaleski, l'enfant de l'Ukraine, abandonne l'histoire réelle de son pays politique et se transporte en esprit dans les monts Krapacks pour rassembler autour de lui tous les rameaux de la grande

famille. « C'est un terrain neutre, dit Mickiewicz, et il devient ainsi le chantre de sa race. » Mickiewicz lui-même n'a-t-il pas enseigné qu'il n'y avait plus de lutte possible entre les trois frères mythiques, « entre les trois patriarches, » le Russe, le Polonais et le Tchèque ? « Tous les trois sont morts. C'est en vain qu'on voudrait en appeler aux vieilles haines nationales pour pousser maintenant les peuples slaves les uns contre les autres ; ils cherchent dans le ciel et sur la terre celui qui réunira l'héritage divisé des ancêtres. » Quel sera celui-là ? Le plus saint et le plus aimant, selon l'espoir du trop sublime rêveur, ou le plus alerte et le mieux préparé, selon la stricte loi de la dure réalité (1) ?

Nous avons un autre grief, un grief plus décisif contre cette génération poétique, dont Adam Mickiewicz est le chef et le héros ; il nous en coûte de l'avouer : si jamais les Polonais devaient tendre les mains aux Russes, il y aurait une lourde responsabilité qui pèserait sur elle. Ce n'est pas qu'elle n'ait trouvé les plus admirables accents pour flétrir les persécuteurs et protester contre la suppression d'un peuple ; mais cet anéantissement qu'elle combattait avec tant d'éclat, c'était l'anéantissement par le sabre, dont on se relève toujours ; et, pendant qu'elle disputait ainsi les victimes sanglantes à leurs bourreaux, elle faisait peut-être elle-même de ces victimes morales pour lesquelles il n'est pas de résurrection. Nous craignons que cette poésie, nationale comme elle l'est et si sévèrement proscrite par la censure impériale, n'ait cependant, à son insu, servi la fortune de l'empereur et produit à la longue cette chute dont nous nous inquiétons aujourd'hui, cette soudaine éclipse des résistances polonaises vis-à-vis de la Russie. Voici comment nous l'entendons.

Bardes consacrés par toutes les douleurs, bardes vraiment antiques par leur caractère et leur vie, ces illustres inspirés, qui voulaient remonter le courant de la tradition slave, n'en ont pas moins traversé l'école de l'Occident. Là, malheureusement, deux hommes les ont tous marqués au coin de leur génie : Byron et De Maistre. Lisez la *Comédie infernale* de l'auteur anonyme ; étudiez les œuvres de Mickiewicz, vous y rencontrez partout cette double influence : Mickiewicz le confesse avec la simplicité de son grand cœur, et ne dissimule pas tout ce qu'il doit à ces sombres pédagogues. Il paraît d'abord étonnant de les voir ainsi réunis ; au fond ils se rapprochent plus qu'on ne croit : chez tous deux, même scepticisme, même moquerie de la raison ; chez Byron, un souverain mépris pour la société régulière et les lois positives ; chez De Maistre, par-dessus cet orgueilleux mépris, l'ambition plus orgueilleuse encore de révéler à l'humanité des lois immuables tirées fatalement de sa nature, et non point de sa libre pensée. Ce fut là surtout comme l'angle obscur où les poètes polonais se rencontrèrent avec ce terrible docteur qui enseignait la mort, et d'un coup ils lui prirent sa doctrine sans en découvrir ni le secret ni la fin. Ils étaient d'un pays où l'instinct et l'habitude gardaient presque tout leur empire, où l'élan spontané des sentiments publics avait longtemps dominé les institutions, où l'isolement primitif de l'individu s'était perpétué, où les coutumes faisaient plus que les codes, où la nature irréfléchie tenait partout bien plus de place que la volonté délibérante. Or, De Maistre leur disait que délibération et volonté n'engendraient qu'erreurs, que le mouvement spontané des âmes était la vraie voie de la vie, maintenant faussée par la science ; que l'ordre pri-

(1) On peut lire, à propos du panslavisme en Bohême, un livre qui vient de paraître : *Deutschland, Polen und Russland*, par F. Schuselka.

mitif des choses humaines avait été nécessairement l'ordre divin; que la coutume seule était bonne; que les codes avaient toujours tort; que les ignorants jouissaient le mieux de la pure lumière; qu'il ne fallait enfin « d'autre instrument pour agir qu'une certaine force morale qui plie le cœur comme le vent courbe les moissons. »

Doué par excellence de cette « force d'impulsion, » suivant le mot de De Maistre, l'esprit polonais fut tout de suite conquis à des théories qui lui révélaient et lui expliquaient sa puissance; il n'alla pas au delà; il ne vit pas qu'au moment même où il luttait pour la liberté il se laissait enlever par les arguments de l'absolutisme. Mortellement dégoûté du gouvernement officiel et de l'église officielle, il employa pour les combattre les mêmes motifs que De Maistre employait à les défendre. La poésie polonaise vanta, tout à fait à la mode des *Soirées de Saint-Petersbourg*, cette majestueuse beauté du monde ancien, de la législation ancienne, de l'ancien culte; aux abus, aux maux de la veille, elle crut trouver un remède sûr en reculant dans les siècles où ils n'apparaissaient pas encore, parce qu'ils s'y engendraient. Corriger le moyen âge en lui substituant l'âge primitif, c'était tourner dans un cercle sans fin. On dénigra les idées modernes de constitution raisonnable et raisonnée; on donna aux révolutionnaires de 89 la figure odieuse de ces grands destructeurs que l'Orient a jadis envoyés sur la terre comme des fléaux, témoin le *Pancrace de la Comédie infernale*, un Mirabeau tartare. Qu'on examine de près le singulier livre publié l'année dernière par Mickiewicz; on n'y découvrira qu'une chose, la réhabilitation continuelle de l'ère d'intuition, pour parler encore la langue de De Maistre, acceptée par son disciple: point de lois écrites dans la Pologne de l'avenir, point de rapports avec l'Europe et ses institutions, à moins que l'Europe elle-même ne se convertisse; point de propriétés individuelles, point d'état politique soumis à des formules, mais partout la pure et simple grandeur des mœurs rustiques, la vie agricole, la seule bénie du ciel. Est-il donc quelque chose dans ce tableau qui ne puisse s'accorder avec le régime moscovite au moins aussi bien qu'avec l'organisation patriarcale? Et celle-ci pourtant ne reviendra pas. L'erreur de Mickiewicz, c'est justement qu'il espère la ramener; c'est que, pour ennoblir cet état de nature, il attend un gouvernement par amour, où l'âme du chef réponde étroitement à l'âme du peuple; s'il dédaigne les lois écrites, les formules, le mécanisme de notre société, c'est qu'il rêve la création « d'une société de spontanéité et de bonne volonté. » Nous le disons avec tristesse, ce rêve est un mirage perfide où trop d'imaginations ont été s'user, trop de courages s'abattre. On aperçoit les eaux rafraîchissantes de l'Éden, une oasis des premiers jours du monde: on approche, il ne reste qu'un sable aride, un sol dévorant, la misère et la corruption du despotisme. Ce n'est pas avec ces vagues sentiments qui marchent maintenant les peuples, et leur cœur se prend aujourd'hui à des doctrines plus positives et plus mâles, qui protègent plus sûrement l'indépendance de l'homme et du citoyen. Les instincts ne sont pas des institutions, et les grandes sociétés ne vivent que sur des garanties: elles savent bien qu'il n'est pas de maître absolu qui ne veuille se donner pour un maître paternel, comme il n'y a jamais eu de maître paternel qui ne devint pas un maître absolu.

S'il fallait prouver combien cet enseignement de la poésie contemporaine a pu réagir sur la Pologne, nous aurions trop vite raison en montrant ce qu'il a produit sur ceux qui le recevaient de plus près. Il y a quelques années, l'homme qui représentait le mieux ces tendances de toute une génération entreprit de con-

duire ses compatriotes à la délivrance par l'action mystique de l'esprit et de la parole. Quel enthousiasme accueillit la mission céleste que se donnait Towianski, on ne l'exprimera jamais ; l'apôtre lithuanien se disait, se croyait très-réellement inspiré ; il avait le don magnétique de fascination ; il fut proclamé *seigneur et maître*, il eut des sujets qui se dévouèrent à lui corps et âme. corps et biens. L'amour seul, un pur amour de frères dirigea d'abord cette association, qui se promettait de conquérir la France et l'Italie pour les employer l'une et l'autre à la conquête de la Pologne. Et qu'est-il arrivé de ces promesses magnifiques ? Le gouvernement de l'inspiration n'est pas toujours celui de l'intelligence. La béatitude n'a duré qu'autant qu'on n'est pas sorti de l'extase. Aussitôt le pied mis sur la réalité, tout s'est divisé, tout est tombé, tout est devenu Babel. Nous citons ici la confession d'un membre repentant et clairvoyant de cette conjuration impossible. Il semble que ce soit l'histoire intime de ces pauvres gentilshommes de Pologne, qui, lassés et brisés, se donnent à présent au tzar. « Les esprits se sont refroidis ; on a cherché des inspirations artificielles, on n'a pu atteindre le degré d'amour qu'il fallait pour agir ; c'est alors qu'incapables de vous entendre et d'avancer dans un sentier sans but et sans issue, vous êtes tombés jusqu'au grand monarque Nicolas, le jour même de l'anniversaire de notre révolution, comme pour railler le sang versé de notre pauvre patrie. » Écrites seulement l'année dernière, ces vives paroles ne s'adressent-elles pas aux *russomanes* de Posen ? A la place d'un Bonaparte en linceul, encore pâle des rêveries du tombeau, ils veulent maintenant un Bonaparte à cheval et le sabre au poing : c'est là toute la différence et tout le progrès.

Du reste, en expliquant cette sourde influence des idées qui ont préparé le mouvement actuel de la Pologne, nous ne hasardons point de suppositions gratuites ; nous les retrouvons toutes en substance dans un récent pamphlet. œuvre très-instructive et très-remarquable, soit de la propagande russe, soit du désespoir polonais : nous voulons parler d'une *Lettre* adressée par un gentilhomme de Gallicie au prince de Metternich, à l'occasion de sa dépêche circulaire du 7 mars 1846. Publiée dernièrement à Paris, cette lettre a eu plus d'effet sur la diplomatie que de retentissement au dehors. Elle fut envoyée tout aussitôt comme document essentiel à Vienne et à Berlin, et M. de Bunsen, l'intelligent ministre de Prusse à Londres, le confident de son roi, en a été particulièrement frappé. Ce curieux écrit, qui respire à chaque page l'originalité des mœurs et du caractère, n'est rien d'autre qu'une adhésion manifeste au pacte moscovite, un acte de foi et hommage déposé solennellement aux pieds du tzar. On n'aurait nulle part une aussi juste idée de la situation du pays et des hommes. Le plus grand espoir que l'auteur anonyme mette dans la Russie, c'est la restauration d'une commune société slave d'où l'on repoussera toutes les choses d'Occident. Le plus amer reproche dont il flétrisse M. de Metternich, c'est d'avoir rompu, pas ses institutions bureaucratiques, le lien sacré qui, dans cette société semblable à une famille, unissait le paysan au seigneur ; c'est d'avoir détruit à jamais le seul refuge où la nationalité slave eût encore trouvé grâce, « la seule vie publique, l'unique patrie qui lui restât, la vie de campagne. » — « On dit en Gallicie que vous aimez à nous voir mourir, tuez-nous ; mais de grâce, avant de faire tomber nos têtes, rendez-nous l'affection de nos paysans, et, quand on nous tuera, ne faites plus que ce soit par leurs mains. Nous ne vous parlerons pas des traités, mais de grâce souffrez que nous vous parlions de ce que vous pourrez nommer comme il vous plaira,

de ce quelque chose, de cette existence que vous pourriez nous laisser mener sans qu'on s'en occupât; il n'en aurait été question dans aucun débat parlementaire, l'Europe l'aurait ignorée ou ne l'aurait pas comprise, et personne à ce sujet ne vous aurait molesté. C'était un rien que cette existence; cela ne valait pas la peine d'être remarqué, et cependant ce rien, c'était tout pour nous, tout ce qui nous restait de nos anciennes richesses et de l'héritage de nos pères. C'était la vie avec ce peuple et au milieu de ce peuple rustique, pour lui et par lui; vous nous l'avez enlevée. Rendez-nous les cœurs de nos paysans! Hélas! nous ne les aurons plus!»

Puis vient la conséquence et comme la conclusion de cette gémissante invective. Les nouveaux ressentiments provoqués par les massacres que l'Autriche a payés vont « réveiller sous la cendre les haines immortelles de la race slave contre les Allemands; » les Russes du moins laissent l'ordre social intact, et conservent avec amour « les reliques de la nationalité slave; » un nouvel avenir se prépare. « Au lieu de nous consumer à mendier une position vers l'Occident, nous pouvons nous frayer une route dans les entrailles mêmes d'un immense empire. Impuissants à nous rendre maîtres de notre destinée comme corps politique, nous pouvons en trouver une nouvelle comme individus de la même race. Les atrocités de l'étranger auront du moins fait surgir l'unité slave. Dans la sévérité du régime qui pèse sur nous en Russie, nous sommes nous-mêmes de moitié. Ne commencerons-nous pas à vouloir librement ce que jusque-là nous avons subi. Aussitôt que nous aurons cessé de nous poser en esclaves, notre maître, malgré lui, sera notre frère... Ce jour est-il éloigné où la noblesse polonaise décimée, amenant avec elle ces débris d'un peuple qu'elle traîne encore à sa suite, fière, mais imposant silence à son cœur palpitant, pourra dire à un empereur de Russie : Nous venons nous remettre à vous comme au plus généreux de nos ennemis, nous laissons derrière nous ces sympathies calculées et trompeuses, cette éloquence à bon marché, ces garanties, et tout ce que ces hommes décorent du titre pompeux de droit des gens; nous ne stipulons point avec vous, nous ne faisons pas de réserve, mais vous trouverez une prière écrite dans nos cœurs en caractères flamboyants, cette seule et même prière : Dans le sang répandu de nos frères de Gallicie, n'oubliez pas le sang slave qui crie vengeance! »

La vengeance qu'il implore, l'éloquent anonyme croit déjà la voir s'amasser. Citons seulement cette sombre prédiction, ce rude et chevaleresque défi qui terminent un si étrange réquisitoire : « Dans peu d'années, mon prince, vous paierez les arriérés d'amélioration sociale et de réforme, vous les paierez avec usure, et encore une fois le sang généreux de la noblesse polonaise aura ouvert à vos peuples la voie du salut. Vous éprouverez la vérité de cette expression du poète :

Das Blut ist ein besonderer Saft.

Le sang est une essence à part.

» Croyez, mon prince, que, pour votre manière d'agir à notre égard, je ne cesserai d'être votre ennemi jusqu'à la fin de mes jours; mais je prétends l'être d'une manière franche et loyale; je le serai en gentilhomme, et j'aimerai à vous conserver, sous tous les autres rapports, l'estime personnelle et le respect que depuis longtemps je vous ai voués. » Est-il une singularité plus originale que ce mélange naïf de la politesse du grand seigneur avec l'âpreté du cosaque, et la politesse ne

perd-elle pas un peu de son mérite dans cette odeur de sang? *Das Blut ist ein besonderer Saft.*

Nous nous étendons exprès sur cette révélation toute particulière qui, datée du 15 avril de cette année, semble comme le signal précurseur de la défection dont l'Autriche et la Prusse sont si justement alarmées. Nous ne pouvons nous défendre d'y reconnaître un grave symptôme. Il est sans doute peu probable que ce ralliement, commencé fort à l'improviste, se continue sans obstacle et produise des résultats très-immédiats. Il faut compter que l'aversion des paysans sera bien assez entretenue pour balancer l'inclination des seigneurs, et cependant il est certain que le soldat allemand est encore plus mal vu que le soldat russe chez toutes les populations slaves. Il faut compter du moins que les gentilshommes n'oublieront pas tout à fait que la Russie les a décimés comme l'Autriche, et, quel que soit le goût qu'ils manifestent aujourd'hui pour le despotisme plus oriental du tzar, ils se rappelleront peut-être que ce despotisme s'ingénie tout aussi bien que l'administration autrichienne à rompre les liens de la famille servile, à isoler le propriétaire de ses paysans. Enfin on a lieu de penser que ce mouvement n'est pas général, que les vieilles provinces de Lithuanie et d'Ukraine, par exemple, ne s'associent point à cette démission politique. si hardiment offerte à Posen, en Gallicie, et peut-être dans le royaume; mais on ne doit pas se dissimuler que jamais la tentation ne s'est présentée plus à découvert et sous forme plus agressive. « La noblesse polonaise, dit le gentilhomme gallicien, préférera marcher à la tête de la civilisation slave, jeune, vigoureuse et pleine d'avenir, plutôt que de se trainer, coudoyée, méprisée, haïe, injuriée, à la queue de votre civilisation décrépite, tracassière et présomptueuse. » Le tzar, de son côté, sans prendre ce rôle d'initiateur qu'on veut bien lui prêter, ne serait pas fâché d'élever quelque solide barrière contre la contagion du régime constitutionnel. A la place de cette nationalité polonaise qui pencherait toujours vers l'imitation des règles politiques de nos états européens, le tzar pourrât-il installer sur sa frontière allemande une sorte de nationalité slave qui suive avant tout les instincts de la race et conforme encore sa vie sociale à ses traditions domestiques? C'est un immense problème. Le poser n'est pas le résoudre, et nous espérons fermement que l'avenir décidera contre cette ambition menaçante; mais ne nous y trompons pas ici, car on ne s'y trompe pas à Berlin : c'est de ce point de l'horizon que viendra le plus grand danger de l'Allemagne, et c'est un danger qui passerait vite le Rhin. Aussi croyons-nous qu'autant il est du devoir de notre gouvernement d'encourager en Prusse l'avènement des institutions libres, autant il y aurait de péril pour la France à renouer plus étroitement avec la Russie, sous prétexte de concessions plus ou moins apparentes que l'on obtiendrait en faveur de la Pologne. Nous croyons que ce serait se prendre volontairement au piège où succomberait pour jamais, avec le véritable intérêt français, la véritable nationalité polonaise. Mieux vaut pour la France la Pologne frémissante sous un joug qui reste celui de l'étranger que la Pologne devenue russe. Mieux valent pour la Pologne elle-même ses souffrances et ses misères que cette abdication à laquelle on la convie. Mieux vaut cette patrie dévastée, mais résistante et distincte, que cette patrie flottante où tout un peuple irait se perdre dans une race comme une tribu nomade s'enfoncé dans les steppes.

RIMES.

LE LION DE L'ATLAS.

Dans l'Atlas, — je ne sais si cette histoire est vraie, —
Il existe, dit-on, de vastes blocs de craie,
Mornes escarpements par le soleil brûlés;
Sur leurs flancs, les ravins font des plis de suaire;
A leur base s'étend un immense ossuaire
De carcasses à jour et de crânes pelés;

Car le lion rusé, pour attirer le pâtre,
Le Kabyle perdu dans ce désert de plâtre,
Contre le roc blafard frotte son mufle roux.
Fauve comédien, il farde sa crinière,
Et, s'inondant à flots de la pâle poussière,
Se revêt de blancheur ainsi que d'un bournous!

Puis, au bord du chemin, il rampe, il se lamente,
Et de ses crins menteurs fait ondoyer la mante,
Comme un homme blessé qui demande secours.
Croyant voir un mourant se tordre sur la roche,
A pas précipités, le voyageur s'approche
Du monstre travesti qui hurle et geint toujours.

Quand il est assez près, la main se change en griffe,
Un long rugissement suit la plainte apocryphe,
Et vingt crocs dans ses chairs enfoncent leurs poignards.
— N'as-tu pas honte, Atlas, montagne aux nobles cimes,
De voir tes grands lions, jadis si magnanimes,
Descendre maintenant à des tours de renards?

LE BÉDOUIN ET LA MER.

Pour la première fois voyant la mer à Bone,
Un Bédouin du désert venu d'El Kantara
Comparait cet azur à l'immensité jaune
Que piquent de points blancs Tuggurt et Biskara,

Et disait étonné devant l'humide plaine :
— Cet espace sans borne, est-ce un Sahara bleu,
Plongé comme l'on fait d'un vêtement de laine
Dans la cuve du ciel par un teinturier dieu ? —

Puis, s'approchant du bord où, lasses de leurs luttes,
Les vagues, retombant sur le sable poli,
Comme un chapiteau grec contournaient leurs volutes
Et d'un feston d'argent s'ourlaient à chaque pli :

— C'est de l'eau ! cria-t-il, qui jamais l'eût pu croire ?
Ici, là-bas, plus loin, de l'eau, toujours, encor !
Toutes les soifs du monde y trouveraient à boire
Sans rien diminuer du transparent trésor,

Quand même le chameau tendant son col d'autruche,
La cavale dans l'auge enfonçant ses naseaux,
Et la vierge noyant les flancs blonds de sa cruche,
Puiseraient à la fois au saphir de ses eaux ! —

Et le Bédouin ravi voulut tremper sa lèvre
Dans le cristal salé de la coupe des mers.
— C'était trop beau, dit-il, d'un tel bien Dieu nous sèvre,
Et ces flots sont trop purs pour n'être pas amers.

THÉOPHILE GAUTIER.



CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 juillet 1846.

La France électorale a parlé. Que de commentaires se sont déjà produits ! Dès les premiers jours, les défenseurs les plus ardents du ministère ont proclamé son éclatant triomphe, et certains organes de l'opposition ont mis un singulier empressement à souscrire à ce jugement porté sur les résultats électoraux. Cependant des esprits plus avisés et plus calmes n'ont pas adopté de confiance cette appréciation précipitée : ils ont élevé des objections, des doutes sur les opinions qu'on prêtait à beaucoup d'élus. Il serait puéril assurément de s'épuiser en conjectures sur ce que feront et diront à la chambre beaucoup de députés nouveaux : peut-être en ce moment ils ne le savent pas eux-mêmes. Ce qui nous semble opportun, utile, c'est de constater ce qu'a pensé et voulu le pays en choisissant ses représentants. Précisons bien dans quel esprit s'est exercée la souveraineté électorale : nous verrons plus tard jusqu'à quel point la chambre sera fidèle aux intentions, aux sentiments de ceux qui l'ont nommée.

La France éprouve aujourd'hui une antipathie très-sincère pour les opinions et les hommes extrêmes, les élections viennent de le prouver. Où trouvons-nous les échecs les plus notables ? A l'extrême gauche, à l'extrême droite. M. de Cormenin succombe sous la double exagération de ses opinions démocratiques et de sa conversion ultramontaine. A Toulouse, M. Joly reste sur le champ de bataille. D'autres opposants très-prononcés ont partagé son sort. Les pertes de l'extrême droite ont été plus nombreuses encore. Les légitimistes ont eu à pleurer le trépas politique du colonel de l'Espinasse, de MM. de Larcy, Fontette, Gras-Preville, Béchard, etc. ; on en compte, sur vingt-trois, jusqu'à seize, à la place desquels l'extrême droite n'a dans la nouvelle chambre que six représentants nouveaux. La compensation est faible. Il est vrai que parmi les nouveaux élus brille M. de Genoude, qui, nous n'en doutons pas, estime que son parti est vraiment victorieux, puisque enfin ce parti a le bonheur de l'avoir pour organe au Palais-Bourbon. Qu'en pense M. Berryer ? L'éloquent député de Marseille peut être sans inquiétude sur la concurrence oratoire que lui fera M. de Genoude, mais il ne doit pas être tranquille, quand il songe qu'il devra partager la conduite d'un parti tristement décimé avec un personnage aussi aventureux. M. de Genoude sera, à vrai dire, le

premier ecclésiastique qui depuis trente ans, depuis le règne de la charte, aura siégé dans la chambre. En 1819, le département de l'Isère nomma député l'abbé Grégoire, qui n'entra pas au Palais-Bourbon; la majorité royaliste l'en repoussa. Dans les dernières années de la restauration, l'Auvergne envoya sur les bancs de la chambre l'abbé de Pradt, dont la pétulance ne put se plier au régime parlementaire. M. de Pradt ne voulait changer que dix-huit articles à la charte, et il se trouvait encore un réformateur très-modeste. Après quinze jours d'existence législative, il donna sa démission, plein de dépit et d'aigreur contre une chambre qu'il jugeait incapable de s'associer à ses vues. M. de Genoude nous arrive aussi avec la mission qu'il s'est donnée de faire la leçon à tout le monde, ne doutant de rien, et admirablement propre à compromettre de la manière la plus grave son parti et l'Église.

Après avoir sévèrement traité les deux opinions extrêmes de la droite et de la gauche, la France électorale a montré une grande indépendance à l'égard de tous les partis. C'est dans ses propres instincts qu'elle a cherché ses inspirations plutôt que dans les mots d'ordre et les programmes qu'on aurait voulu lui imposer. Le ministère et l'opposition en ont fait l'épreuve. Quand on est venu dire aux électeurs que la stabilité sociale serait compromise et l'anarchie imminente, s'ils ne renvoyaient pas à la chambre certains conservateurs à idées fixes, à préjugés obstinés, on n'a pas réussi; nous en trouvons la preuve dans beaucoup d'élections, notamment dans la lutte dont le second arrondissement de Paris a été le théâtre. D'un autre côté, les électeurs ont peu tenu compte de maximes et de principes dont l'opposition semblait se promettre un grand effet. On a pu reconnaître que, dans les luttes ardentes de la presse et de la tribune, il peut arriver aux meilleurs esprits de s'exagérer la valeur de certaines idées, de certains arguments : on s'échauffe dans sa propre pensée, on pousse jusqu'au bout une démonstration qu'on croit victorieuse, et cependant le pays reste insensible à cette logique triomphante; il va chercher ailleurs ses raisons d'agir et de se décider. Une des questions sur lesquelles l'opposition a le plus insisté depuis longtemps est celle des incompatibilités; à plusieurs reprises, elle a traité ce point avec un redoublement d'efforts et de talent. A-t-elle persuadé les électeurs? Les faits répondent. La législature de 1842 comptait dans son sein cent quatre-vingt-quatre fonctionnaires; il y en aura près de deux cents dans la nouvelle chambre. Les candidats ont si peu appréhendé que leur qualité de fonctionnaires fût contre eux, dans l'esprit des électeurs, un titre d'exclusion, que plusieurs ont demandé et obtenu de l'avancement dans leur carrière administrative, afin de se présenter au corps électoral avec plus de faveur et d'ascendant. Il ne faut pas s'étonner que beaucoup de bons esprits pensent que, sur ce point, la loi doit venir au secours des mœurs. Les questions politiques qui avaient le plus ému les chambres n'ont pas en général beaucoup agité les collèges électoraux, et n'ont exercé sur les votes qu'une médiocre influence. L'expérience a aussi démontré une fois de plus que, la plupart du temps, toute la polémique soulevée par les élections générales, tous les petits pamphlets anonymes, toutes les invectives, toutes les calomnies qui, à cette époque, pleuvent de tous côtés, restent à peu près sans crédit et sans puissance. La victoire électorale est emportée par d'autres raisons, par d'autres moyens. Ainsi, dans les batailles, il se dépense toujours une grande quantité de poudre et de projectiles qui ne font que du bruit et peu de mal.

Dans les élections qui viennent de s'accomplir, le pays s'est beaucoup plus in-

quiété de l'avenir que du passé. Il a eu surtout la conscience de la situation nouvelle et heureuse que nous devons aux seize années écoulées depuis 1830. Les vieilles querelles, certaines récriminations de parti, l'ont peu touché. Il a songé à ses affaires; il s'est préoccupé de questions commerciales, de mesures administratives, de réformes économiques; il s'est tourné vers les candidats qui lui ont paru le plus propres à le servir dans ces importants développements de son activité, et il a fait entrer un grand nombre d'hommes nouveaux dans l'enceinte législative. Plus de cent députés nouveaux siégeront dans la chambre de 1846. Sous ce rapport, les électeurs ont montré une réelle liberté d'esprit; ce n'a pas été un inconvénient, un crime à leurs yeux d'être un homme nouveau; souvent ils ont plutôt pensé, comme Champfort, que c'était un grand avantage de n'avoir rien fait. Ils ont ouvert la carrière parlementaire à des candidats jeunes, intelligents, à des économistes distingués, à de grands industriels, à des hommes de loisir qui ont promis de prendre au sérieux la vie politique. Les différents intérêts se sont choisi des champions aguerris. Les amis de la liberté du commerce ont des représentants qui brûlent de se signaler; d'un autre côté, les prohibitionnistes reviennent en force; leur phalange est épaisse. A ce sujet, nous regrettons vivement que les électeurs de l'Aveyron n'aient pas continué à M. Michel Chevalier un mandat dont il était digne. Il avait le tort à leurs yeux de n'être pas un défenseur systématique et absolu des idées protectionnistes, et il n'a pas voulu enchaîner sur un point aussi essentiel la liberté de sa pensée; cette loyale indépendance honore M. Michel Chevalier.

Nous ne songeons pas à flatter le corps électoral, nous ne voulons pas adresser à cette souveraineté, qui disparaît aussitôt après s'être exercée, des compliments qu'elle ne mériterait pas. Tous les choix faits par les électeurs sont loin d'être bons, les mobiles auxquels ils ont obéi n'ont pas toujours été purs. Les intérêts privés et les passions mauvaises ont eu une part, toujours trop grande, dans cette lutte de scrutins. Néanmoins les pensées de bien public n'ont pas été étouffées, et l'égoïsme n'a pas dominé seul. Il y a eu dans les élections de 1846 une tendance sincère vers le bien. Nous la reconnaissons, cette tendance, dans la condamnation prononcée par le corps électoral contre les représentants les plus compromis des partis extrêmes, et dans la préférence donnée par les électeurs aux hommes modérés dans toutes les nuances de l'immense majorité constitutionnelle. Annulation des partis extrêmes, prédominance des opinions modérées, avènement en grand nombre d'hommes nouveaux, voilà trois faits importants qui peuvent compenser bien des fautes et des torts, et qui caractérisent les élections de 1846.

Maintenant, quelle sera la nouvelle chambre? C'est un autre problème. Entre les résultats électoraux et les actes d'une chambre en exercice, la différence est grande. Quel contraste souvent entre le candidat élu et le député qui vote ou qui parle! Nous n'en avons eu que trop d'exemples dans la chambre dernière. Il y a dans le contact ministériel et dans certaines régions de l'atmosphère parlementaire je ne sais quelle maligne influence qui peut dénaturer les tempéraments qu'on aurait crus les plus sûrs. Toutefois, si les engagements contractés, les attitudes prises, les paroles données, ne sont pas un infailible indice de la conduite du député, tout cela constitue cependant une présomption qu'il est utile de consulter, ne fût-ce que pour en prendre acte. Or, en relevant avec exactitude, en interprétant avec sincérité tous les symptômes des dernières élections, nous trouvons au sein de la chambre qui va se constituer dans quelques jours une majorité

évidente, prononcée, plutôt pour la politique conservatrice que pour le ministère lui-même. Nous ne songeons pas ici à faire une chicane, une malice au cabinet; nous apprécions la situation telle qu'elle se dessine aujourd'hui. Peut-être changera-t-elle : il est fort possible que l'hiver prochain le cabinet conquière une majorité décidée, compacte; mais cette majorité, il ne l'a pas encore, il l'a si peu, qu'il se préoccupe des moyens de la former. C'est un travail pour lequel il n'est pas fâché de prendre du temps. Dans trois jours, le roi ouvrira les chambres en personne; mais son allocution au parlement sera fort courte, et l'on y trouvera l'intention expresse de remettre le débat des affaires au mois de janvier. La majorité conservatrice que les électeurs nous renvoient a du sang nouveau dans les veines; les membres qu'elle a perdus appartenaient surtout à cette fraction immobile qu'un poète illustre a caractérisée par une similitude restée célèbre; elle les a remplacés par des hommes moins dévots à l'esprit stationnaire. Le ministère se console de voir la majorité conservatrice se recruter d'hommes indépendants de caractère et de position par l'espoir de les trouver moins avides de places et de faveurs que leurs devanciers. Tant mieux, deux fois tant mieux, car ce désintéressement leur permettra de concentrer toutes leurs exigences sur les besoins généraux de la politique. Plusieurs des conservateurs nouveaux ont protesté contre la qualification de ministériels qu'on s'était trop hâté d'attacher à leur nom : nous leur demanderons, ainsi qu'à ceux de leurs collègues qui, comme eux, débutent dans la vie parlementaire, de persévérer dans cette louable jalousie de leur indépendance, de garder toute leur liberté d'esprit et de jugement jusqu'au moment où ils pourront prononcer en connaissance de cause sur les grands intérêts du pays. Ils sont un élément trop essentiel de la majorité pour ne pas exercer sur elle une notable influence, s'ils savent prendre une attitude de modération et de fermeté tout ensemble. La majorité conservatrice elle-même, pour peu qu'elle soit avertie, aiguillonnée, se compromettrait beaucoup, si elle ne répondait pas à la confiance du pays, qui l'a fortifiée aux dépens de tous les autres partis par d'habiles modifications dans sa politique.

Après la majorité conservatrice, le centre gauche est le parti qui est resté le plus entier. S'il a perdu quelques-uns de ses anciens membres, il a fait d'utiles recrues, et aucun de ses chefs, de ses représentants éminents, n'a succombé dans l'épreuve électorale. Il nous semble que le centre gauche n'a pas à se plaindre du résultat moral des élections, car les échecs subis par les opinions extrêmes sont une sorte d'approbation de sa politique. Il est encore un autre symptôme dont il lui serait permis, ce nous semble, de se faire quelque honneur : nous voulons parler de ce qui se passe au sein de la majorité conservatrice. Cette majorité est troublée dans son homogénéité; elle a des conservateurs qui se montrent soucieux de l'avenir, qui estiment que la manière la plus efficace d'affermir l'ordre social est de l'améliorer; aussi veulent-ils ajouter à leur nom celui de progressistes. Quelle est cette pensée, si ce n'est celle-là même dont il y a aujourd'hui dix ans le centre gauche se faisait l'organe? A cette époque, le centre gauche eut le mérite de comprendre le premier que la résistance ne constituait qu'une partie des devoirs du gouvernement, que de nouvelles obligations lui étaient imposées par la victoire définitive qui était remportée sur l'esprit de désordre, qu'il fallait enfin développer la liberté après l'avoir sauvée de l'anarchie. Les conservateurs progressistes disent-ils autre chose aujourd'hui? N'est-ce pas la même idée appliquée, suivant les circonstances, à d'autres questions, que dix

ans de plus ont fait éclore ? Enfin cet accord du centre gauche avec les conservateurs qui se disent progressistes ne constitue-t-il pas, dans l'ordre des idées, cette union des deux centres que nous avons toujours considérée comme le vœu sincère, comme la pensée intime de la France ?

C'est dans l'union des deux centres que depuis dix ans tous les cabinets, quand ils étaient bien inspirés, ont cherché leur point d'appui. Dans son ministère du 22 février 1836, M. Thiers voulait gouverner avec la plus grande partie de l'ancienne majorité du 11 octobre et avec le centre gauche. Le cabinet du 6 septembre est tombé parce que M. Guizot avait rapporté aux affaires l'esprit exclusif du ministère de la résistance. En 1837, M. Molé et M. de Montalivet, — en 1839, le maréchal Soult et M. Passy, ne se proposaient-ils pas aussi, avec des nuances diverses, l'union des deux centres ? En 1840, M. Thiers était appuyé par une partie de l'ancienne majorité votant avec la gauche ? N'y eut-il pas un moment où le ministère du 29 octobre songea à s'adjoindre MM. Passy et Dufaure, qui représentaient à cette époque une fraction du centre gauche ? Enfin aujourd'hui M. Guizot n'a-t-il pas fait à Lisieux un divorce éclatant avec sa vieille politique de la résistance, averti qu'il était par les manifestations du corps électoral et par le langage des candidats ?

Un parti n'est ni en souffrance ni en échec quand il voit les idées dont il a eu l'initiative envahir la majorité du pays, et c'est là, sous beaucoup de rapports, la bonne et honorable situation du centre gauche. Sa sagesse et sa fortune sont de s'y maintenir. Pour cela, il doit conserver son individualité ; il ne doit pas se confondre avec des opinions et des principes qu'il ne peut partager, s'il reste fidèle à son origine, à sa destinée. Ni un parti ni un homme politique ne se fortifient en se déplaçant, en se portant avec une ardeur immodérée loin du poste, loin de la ligne qu'ils avaient l'habitude de garder. L'union de ses membres, l'initiative prise avec tact et fermeté dans d'utiles réformes, sont les meilleurs moyens qu'ait le centre gauche de consolider et d'accroître son autorité. L'exagération n'est pas la force. Pourquoi M. Dufaure n'en a-t-il pas été convaincu ? L'allocation que le député de Saintes a adressée aux électeurs après sa nomination a causé parmi les hommes politiques une surprise qui dure encore, non qu'on ignorât la scission qu'il se plaisait souvent à établir entre lui et la majeure partie du centre gauche ; mais on espérait toujours que le temps, la réflexion, la conscience de l'intérêt général, adouciraient son humeur difficile et lui inspireraient de conciliantes pensées. Vain espoir ! M. Dufaure vient de déclarer à ses électeurs qu'il n'est pas moins l'adversaire de M. Thiers que celui de M. Guizot, et il s'est expliqué sur plusieurs points avec la véhémence d'un orateur démocrate. Voilà, il faut l'avouer, un langage, une conduite bien politiques ! Le député de Saintes a-t-il voulu faire pénitence des bruits qui avaient couru sur son futur ministère de l'Algérie ? Il choisit bien son temps pour exagérer ses opinions, pour quitter la ligne de politique modérée et pratique qui lui a valu sa renommée parlementaire : il choisit l'heure où le pays décime les représentants des partis extrêmes, où la gauche elle-même a vu éclaircir ses rangs. M. Dufaure voudrait-il constituer à lui seul un parti ? Dans cette voie, la brillante excentricité de M. de Lamartine a pris les devants, et, à coup sûr, elle éclipsera l'astre errant qui voudrait imiter ses courses vagabondes.

Il ne sera guère possible, dans la nouvelle chambre, d'avoir quelque influence, quelque crédit en dehors de la modération. C'est ce dont est bien convaincu,

nous le croyons, l'honorable chef de la gauche constitutionnelle. Dans le remerciement qu'il a adressé à ses électeurs, M. Odilon-Barrot s'est attaché à repousser avec énergie les imputations de violence et d'anarchie dirigées contre les opinions qu'il représente. Il a toujours pensé, cette justice lui est due, que son parti n'avait pas d'écueil plus dangereux que l'exagération, et à coup sûr il est aujourd'hui confirmé dans ce jugement par la situation morale du pays et les nouvelles pertes de la gauche. Les partis extrêmes, en dépit de leurs passions, devront observer au sein de la chambre une grande mesure et beaucoup de ménagements. Leur très-petite minorité les y oblige. D'ailleurs, ils ne sont pas moins en minorité dans le pays que dans la chambre. En voici des preuves. On avait annoncé que les légitimistes iraient tous aux élections, et l'on se promettait de ce concours une augmentation sensible de leurs représentants dans la chambre. Les légitimistes ont été aux élections en aussi grand nombre que possible, et leur parti est sorti de la bataille non pas accru, mais mutilé. Leur plus grand triomphe a été de donner dans quelques collèges, comme à Orléans, la victoire à l'opposition constitutionnelle. Quant aux catholiques de M. de Montalembert, à ces croisés nouveaux, leurs exploits ont eu peu de retentissement. Si la législature nouvelle est destinée à concilier avec sagesse, dans une loi sur l'enseignement, les droits de l'état et ceux de la famille, cet heureux résultat sera dû non pas à la minorité ultra-catholique, mais à la majorité des bons esprits et des catholiques raisonnables. Enfin, si nous nous tournons vers les radicaux, nous voyons que leurs pertes n'ont été compensées par aucune conquête. Pas un homme jeune, pas un talent nouveau n'est venu régénérer le radicalisme de l'extrême gauche. Presque tous les débutants dans la vie parlementaire appartiennent aux deux centres. Quand on voit la jeunesse et la maturité se ranger unanimement du parti de la modération, on peut dire que jamais gouvernement n'eut la partie plus belle.

Que fera le ministère de tous ces avantages? Rien, s'il faut en croire quelques organes de l'opposition. Ils nient qu'après six années, pendant lesquelles le cabinet s'est montré constamment contraire aux réformes, même les plus modestes, il puisse soudainement se trouver saisi d'un désir sincère d'innover et d'améliorer. La métamorphose serait rare. Jusqu'à présent, en effet, le ministère du 29 octobre a été d'une stérilité continue. Il a tout refusé, tout repoussé. Sur quelque sujet qu'on ait invoqué sa sollicitude, qu'on ait fait appel à son initiative, dans toutes les réformes qui lui ont été demandées, on l'a trouvé tour à tour craintif ou hostile. Tantôt il ne se sentait pas la force de lutter contre les préjugés ou les intérêts particuliers de ses amis, tantôt il avait lui-même contre certaines mesures des antipathies, des appréhensions. Voilà comment il est arrivé, après six ans, à n'avoir rien fait de positif et de fécond; il a beaucoup parlé pour démontrer combien il était avantageux de ne toucher à rien : c'est tout. Va-t-il aujourd'hui se montrer entreprenant, actif? Si ses adversaires ne le croient pas, ses meilleurs amis n'en sont pas non plus persuadés, et on peut ajouter que le cabinet l'ignore lui-même. Tout dépendra du plus ou moins de vivacité des provocations qui partiront du sein de la majorité nouvelle. Quelque désir qu'on ait de rivaliser avec sir Robert Peel, on attendra cependant l'impulsion, au lieu de la donner. Si enfin on croit nécessaire d'accorder quelque chose à de sérieuses exigences, on se fera un grand mérite de mettre certaines questions à l'étude; quant à la solution, elle pourra être lente à venir. Il nous est difficile, nous l'avouerons, de nous représenter avec des couleurs plus vives le zèle réformateur du ministère;

mais nous sommes tout prêts à nous réjouir le jour où nous verrons nos prévisions rester en deçà de la réalité, où nous assisterons au déploiement d'une politique nouvelle qui se proposerait avec énergie et sincérité d'habiles améliorations. Au surplus, si, en matière de réformes, on interroge, non pas les actes, il n'y en a point, mais les paroles et les écrits de M. le ministre des affaires étrangères, il est difficile de discerner à quel parti il s'arrêtera. M. Guizot a écrit et parlé pour et contre les réformes, il a célébré tour à tour le progrès et la résistance; ainsi, là comme ailleurs, il est en mesure de prendre l'un et l'autre parti, et, quoi qu'il fasse, il sera tout ensemble d'accord et en contradiction avec lui-même.

D'ailleurs, en ce moment, M. le ministre des affaires étrangères a d'autres soucis. La question de la présidence du conseil n'est pas encore vidée, question épineuse, où ce qu'il y a de plus délicat dans l'amour-propre se trouve en jeu. Il est cependant urgent de la résoudre : M. le maréchal Soult persiste à rompre le dernier lien qui le rattache au cabinet. Il paraît que le temps n'a pas calmé l'irritation profonde que lui a causée le refus de l'ambassade de Rome, qu'il désirait si vivement pour M. le marquis de Dalmatie, et il faut que le cabinet avise à se pourvoir d'un autre président. Tout désigne M. le ministre des affaires étrangères, et cependant ce poste, sur lequel, il en faut convenir, ses prétentions sont fort légitimes, lui échappe toujours. Ses collègues, qui s'estiment si heureux d'être défendus par sa parole, ne poussent pas la reconnaissance jusqu'à lui déferer avec empressement une présidence que certes il a bien conquise. Ils semblent plutôt craindre une prééminence officielle, qui marquerait plus que jamais l'administration du 29 octobre d'un nom illustre sans doute, mais dont l'éclat même pourrait devenir un embarras dans des circonstances difficiles. A coup sûr, M. le ministre des affaires étrangères a le droit de penser qu'il y a dans tous ces calculs plus d'ingratitude que de courage; mais contre de pareilles dispositions que peut-il faire, surtout quand il est question d'appeler à la présidence un homme éminent, pour lequel ses sentiments ne sauraient être douteux, M. le duc de Broglie? C'est de la part de M. le ministre de l'intérieur un coup de maître qu'une pareille candidature. La présidence de M. le duc de Broglie établirait entre M. Duchâtel et M. Guizot un parfait équilibre; elle donnerait au cabinet le concours d'un personnage considérable, en le faisant échapper au danger de se personnifier dans un orateur dont on reconnaît ne pouvoir se passer, tout en le redoutant comme chef, comme drapeau. Cette combinaison, pour aboutir, a besoin du double consentement de M. Guizot et de M. le duc de Broglie. Si M. le ministre des affaires étrangères arrive à se convaincre qu'il n'y a pas d'autre solution possible, il donnera son adhésion à un arrangement qui, tout en le blessant, paraît ménager toutes les convenances, puisqu'il y a entre lui et M. le duc de Broglie une amitié politique de plus de trente ans. Ce sera de sa part un dernier sacrifice de la vanité à l'ambition. Le consentement de M. duc de Broglie est plus douteux. Le noble pair recherche peu la responsabilité directe des affaires; il a sur le cabinet, notamment sur le département des affaires étrangères, toute l'influence qu'il peut désirer. Pourquoi quitterait-il cette haute et douce situation de spectateur puissant? Il est vrai qu'en lui offrant la présidence, on l'allège autant que possible en la séparant de tout portefeuille. Néanmoins il faudra faire valoir auprès de M. le duc de Broglie des considérations bien fortes, pour triompher de sa répugnance à reprendre un rôle ministériel, et à rentrer dans les luttes bruyantes de la démocratie assemblée du Palais-Bourbon.

Nous disions, il y a quinze jours, qu'il se préparait une complication nouvelle dans cette intrigue matrimoniale à laquelle sont maintenant suspendues les destinées de l'Espagne. Voici les faits qui commencent à se produire tels que nous les avons indiqués. La presse anglaise a ouvert l'attaque, et un article du *Times*, attribué à quelque collaboration extraordinaire, est venu désagréablement surprendre le cabinet français au lendemain de sa victoire électorale. On lui reprochait d'intervenir en Espagne contre le vœu même de l'Espagne et dans un simple intérêt dynastique; on lui démontrait que, le prince de Cobourg étant prince français par toutes sortes de raisons, c'était arrogance ou vanité pure de vouloir le repousser; on s'engageait avec une énergie des plus significatives à maintenir l'indépendance de la couronne espagnole, si bravement menacée, disait-on, par cela seul qu'elle reposait sur la tête d'une femme. Il a bien fallu répondre, et nous avons sujet de croire qu'on a essayé tout le possible pour éluder cette nécessité passablement embarrassante; on a répondu avec de grands airs de mépris pour la forme violente de ces réclamations, avec une parfaite soumission quant au fond des choses. Sans doute ce n'était ni le lieu ni l'occasion de proclamer une candidature française; mais devait-on si soigneusement s'en tenir au programme même de l'Angleterre, et la France n'a-t-elle pas de droit en Espagne une position propre? M. Guizot ne s'est-il point officiellement prononcé pour une alliance de famille? Qu'arrive-t-il aujourd'hui? Le ministère anglais déclare qu'il se porte le champion, non point de tel ou tel prétendant, mais de la jeune reine, de sa dignité royale, de la liberté de son choix: il est dans son rôle et joue son jeu; le ministère français se réduit à répéter textuellement une déclaration formulée contre lui: c'est tout abandonner, à moins qu'il ne compte beaucoup sur ses secrètes influences auprès de la reine Christine, et n'espère regagner sous main ce qu'il sacrifie publiquement. Celle-ci se trouve maintenant dans une situation vraiment fort commode, et elle est femme à tirer bon parti de cette émulation généreuse de deux rivaux tout prêts à se brouiller pour s'empêcher réciproquement de contraindre les inclinations de sa fille. Il serait curieux que ce mariage manquât toujours sous prétexte de se faire le plus librement possible. La comédie n'est pas encore finie.

Quelque chose de plus sérieux, c'est la froideur que le *statu quo* tout seul finirait par amener entre les deux gouvernements à propos d'une négociation si épineuse. On a beaucoup affecté de ne voir dans ce récent éclat du *Times* qu'un coup de tête sans conséquence; peut-être a-t-on bien voulu se tromper. La presse anglaise avait, depuis quelque temps déjà, entamé cette question trop délicate pour ne pas devenir très-vite blessante; l'usurpation française en Espagne était presque un chapitre à l'ordre du jour, et l'on gourmandait très-positivement l'indifférence du cabinet de Saint-James, qui souffrait tout; on plaignait M. Bulwer de perdre ainsi son temps à Madrid sans y utiliser ses talents; on renouvelait d'anciens hommages au mérite d'Espartero; enfin, et ce n'était pas le moindre coup, on avertissait le commerce que la contrebande française chassait peu à peu la contrebande britannique du nord de la Péninsule. Le ministère whig est-il pour quelque chose dans ces sommations qu'on lui adressait, et songerait-il à vider cette grande affaire d'Espagne, qui a toujours été l'un des pivots de sa politique extérieure? Ou bien est-ce uniquement lord Palmerston qui ne veut point devenir sage, le comte de Clarendon qui soulage ses vieilles rancunes de diplomate? Il n'en est pas moins vrai que les whigs sont loin de vivre en confiance avec M. Guizot; ils

savent qu'il a peu de goût pour eux, et ils n'ont pas oublié combien il en voulait à sir Robert Peel d'avoir succombé. Les tories eux-mêmes seraient-ils bien fâchés de quelque nouveau triomphe remporté sur la France par l'influence anglaise, et regretteraient-ils beaucoup que lord Palmerston se risquât à quelque témérité profitable ?

Le ministère anglais a d'ailleurs gagné maintenant du loisir, et les difficultés intérieures sont suffisamment ajournées ou diminuées pour qu'il puisse déjà s'orienter au dehors. Le bill des sucres ne s'est plus discuté que pour la forme devant les banquettes dégarnies d'une chambre prête à se séparer. Les protectionnistes vaincus annoncent leur prochaine campagne dans des festins plus solennels que populaires, et déjà lord Bentinck, fier du rôle assez inattendu qu'il a joué, s'attire ce ridicule inséparable des ambitions mal justifiées : il vise ouvertement au métier d'homme politique, délaisse le *turf*, dont il était l'un des princes, vend ses chevaux, et se présente comme lieutenant de lord Stanley, comme *leader* du nouveau parti dans la chambre des communes ; peu s'en faut qu'il ne veuille organiser une ligue de fermiers, et ressusciter en sens contraire l'agitation de Cobden. Nous doutons beaucoup que les élections de 1847 lui donnent la majorité qu'il leur demande, et nous croirions lord John Russell assez heureux, s'il n'avait pas d'autres adversaires sur les bras. Jusqu'à présent, au reste, lord John Russell n'en compte pas d'autres qui se soient par avance déclarés, et c'est le bénéfice de sa position, qu'à moins d'être l'ami de lord Bentinck ou de lord Stanley, on ne puisse s'avouer systématiquement l'ennemi d'un ministère qui ne veut rien faire par système.

Cette situation favorable se trouve encore affermie par les derniers événements accomplis en Irlande. O'Connell s'est décidément réconcilié avec le gouvernement anglais. Il a fait taire en lui l'horreur du Saxon : il a permis aux membres irlandais, et même à ses proches, d'accepter des places données par les whigs : il a gagné quelque chose de moins facile et de plus essentiel ; il entraîne à sa suite tout le clergé d'Irlande, et retranche du nombre des *repealers* ceux-là même qui avaient pris le *repeal* au sérieux. Le rappel de l'union n'est plus désormais qu'une vaine formule. Pour qui connaissait un peu l'intérieur de l'association irlandaise, ce résultat semblait depuis longtemps inévitable. Il y avait deux partis dans un seul, et l'unité ne pouvait plus subsister du moment où la tactique anglaise leur fournirait une raison de se distinguer, en signalant chacun sa tendance.

Avocat consommé, O'Connell a pris, pour défendre son pays, non pas l'argument qu'il croyait le plus sérieux, mais l'argument qu'il jugeait le plus efficace ; il a poursuivi des réformes possibles en menaçant d'une révolution impossible ; il a savamment évoqué la fantasmagorie du rappel comme le seul thème qui lui permit de réclamer et d'obtenir toujours en ne se disant jamais satisfait. Qu'il ait fini par croire à sa fiction et s'habiller tout de bon de son personnage, il n'y a point à s'en étonner ; mais du moins a-t-il su garder toujours par devers lui ce grand fonds de bon sens qui fait sa force, et au besoin il l'a retrouvé tout entier. Chose plus notable encore, il est resté complètement l'homme de son âge et de son pays ; il n'y a pas une idée moderne qu'il ait prise à son service ; il est loyal sujet comme un cavalier des Stuarts, dévot comme un fidèle papiste, propriétaire quasi féodal comme tout bon gentilhomme de campagne. S'il a jamais trouvé quelque chose d'inintelligible, c'est assurément l'éloquence de ceux qui vinrent lui offrir l'obole de la démocratie française. Tel qu'il est, cependant, O'Connell

représente à coup sûr la vraie situation de l'Irlande, et l'on n'y pourrait rien faire en grand avec d'autres principes. D'autres principes ont pourtant essayé d'y prendre pied et d'y agir. Des hommes plus jeunes, plus éclairés, moins intelligents, à peine entrés à Conciliation-Hall, ont élevé un drapeau neuf à côté du vieux drapeau; ils ont arboré les couleurs radicales, et demandé le rappel en haine des institutions aristocratiques; ils ont rêvé plus sérieusement peut-être que le *libérateur* une séparation de l'Angleterre et de l'Irlande; ils se sont moqués secrètement de son royalisme chevaleresque, ils ont parlé assez haut de république indépendante. C'était la montagne aux prises avec les girondins. Protestants ou libres penseurs, *infidèles* même, comme on dit en Angleterre, ils se voyaient avec déplaisir obligés de s'appuyer sur l'intervention cléricale, et ils craignaient toujours de trop bien servir la domination de l'église catholique, en l'appelant ainsi au secours de leur patriotisme. La *Nation*, leur principal organe, s'est donné pour tâche de discerner la religion de la politique; elle soutient que la religion doit rester entre Dieu et l'homme, et prêche, suivant son expression, une nationalité qui n'ait rien à faire du *credo* de l'individu. Rédigée avec une habileté véritable, la *Nation* publie souvent des chansons patriotiques qu'elle a raison de regarder comme un sûr moyen de propagande chez ce peuple enfant, conteur et routinier. C'est par ces chansons qu'elle a traduit sa plus intime pensée; c'est par cette lente et populaire initiation qu'elle espérait insinuer son esprit dans les rangs les plus épais de la multitude. Cet esprit se reconnaîtra tout de suite à quelques strophes citées au hasard.


« Quand nos pères voyaient l'étendard rouge flotter au-dessus du vert, ils se levaient en masse, soldats inexpérimentés, mais courageux, avec des piques et des sabres, et dans plus d'une noble ville, dans plus d'un champ de mort, ils remplaçaient fièrement les vertes couleurs de l'Irlande au-dessus du rouge de l'Angleterre.

» La jalouse tyrannie de l'Anglais a maintenant banni le vert de l'Irlande, mais, par le ciel! les victimes de l'Anglais sortiront de terre avant qu'on ait forcé nos cœurs à délaisser l'étendard vert pour l'étendard rouge!

» Nous nous fions en nous-mêmes, car Dieu est bon et bénit ceux qui se fient à leurs braves cœurs et non point dans les princes ou les reines de la terre, et nous jurons de verser notre sang pour replacer encore une fois le vert au-dessus du rouge. »

Voilà toute la politique de la *jeune Irlande*. Si quelque chose en démontre l'impuissance, c'est la tranquillité pacifique de ces immenses *meetings* assemblés par O'Connell; il n'y a pas de parole humaine qui eût pu comprimer des cœurs assez ardents pour répondre à cet appel guerrier. La *jeune Irlande* doit aujourd'hui être convaincue de sa faiblesse. A la première démonstration ouverte qu'elle a tentée contre les temporisations suspectes d'O'Connell, elle a été obligée d'abandonner Conciliation-Hall, emmenant avec elle, pour tout renfort, M. Smith O'Brien, comme si O'Connell n'avait pas déjà exploité tout ce qu'on pouvait tirer du nom populaire et de la personne insignifiante de ce dernier descendant des vieux rois. Le *Freeman* reste le seul moniteur de l'agitation officielle, et la *Nation*, vigoureux appui d'un camp décidément hostile, reprend à nouveau et pour son compte l'œuvre de libération; elle commence la guerre par une épigramme, en choisissant pour devise le *rappel sans la rente!* épigramme injurieuse à l'adresse d'O'Connell, qui n'a jamais rendu compte au public de l'emploi du budget national versé dans

ses mains. O'Connell a tout aussitôt rencontré dans le clergé d'irrésistibles défenseurs ; les évêques les plus compromis par leur patriotisme exalté se sont déclarés les partisans du système de persuasion morale, jetant l'anathème sur les prôneurs de révolutions violentes, et mettant à l'index ces impies de la *jeune Irlande*, lecteurs assidus de Voltaire et de Rousseau, complices de Robespierre et de Mazzini. Toute la situation intellectuelle de l'église irlandaise est naïvement exprimée par cet assemblage de noms propres. N'oublions pas cependant un trait plus touchant et plus sérieux : l'archevêque de Tuam, John M'Hale, écrivant à lord Russell pour désavouer publiquement les doctrines brutales de la *Nation*, lui peint en même temps la détresse de ses pauvres diocésains du Connaught ; il le supplie de leur continuer les travaux publics qui les nourrissent à moitié ; il s'associe du fond de l'âme à cette incroyable misère, et, à la façon dont il la ressent et l'exprime, on ne saurait se refuser à dire qu'il est bien digne de la protéger.



VOYAGE ET RECHERCHES

EN

ÉGYPTE ET EN NUBIE.

II.

ALEXANDRIE.¹

CARACTÈRE GREC DE LA VILLE ANCIENNE. — LA VILLE MODERNE.

Où est l'ancienne Alexandrie? Qu'était-elle par rapport à la nouvelle? C'est toujours une étude intéressante que de suivre l'accroissement graduel d'une ville dont on prend, pour ainsi dire, la mesure à différents âges; mais nulle part peut-être ces transformations, ces vicissitudes topographiques, ne sont plus curieuses à observer qu'ici.

Alexandre, qui venait de détruire Tyr, voulut la remplacer. La côte d'Égypte valait encore mieux pour le commerce que le littoral de la Phénicie. Par la Méditerranée, on tenait toujours à l'Europe; par le Nil et la mer Rouge, on touchait à l'Inde. Un seul point sur toute cette côte offrait un bon mouillage; Alexandre le choisit avec une sagacité qu'on a mille fois vantée, et qui a fait dire à Napo-

(1) Voyez la livraison du 31 juillet.

l'éon, ce qu'il ne pensait peut-être pas, qu'Alexandre était plus grand par là que par toutes ses batailles.

Le Macédonien réalisa, par la fondation d'Alexandrie, cette union de l'Orient et de l'Occident, qui était le rêve de son génie, et que, sous une autre forme, le jour où la mort le surprit, il essayait dans Babylone. D'après une tradition alexandrine, le conquérant vit dans un songe Homère, lui indiquant l'île de Pharos comme l'emplacement le plus convenable pour la ville qu'il voulait fonder. Alexandre obéit au poète, pour lequel on connaît sa prédilection, et déclara qu'Homère, outre tous ses autres mérites, avait celui d'être un excellent architecte. Une telle légende devait naître dans la ville où Homère, que l'on y disait Égyptien, était considéré comme un dieu, et où Zoïle fut traité comme un impie; mais on n'avait pas réfléchi que les vers adressés par Homère à Alexandre étaient précisément ces deux vers qui contiennent une erreur géographique assez forte, et placent l'île de Pharos à une journée du continent. On ne voit pas bien comment une île, située à cette distance, eût pu indiquer la position que devait occuper Alexandrie; il fallait avoir bien envie de trouver tout dans Homère pour trouver l'indication de l'emplacement de cette ville dans un vers qui montrait combien Homère se faisait une idée fausse de la côte où elle devait s'élever.

Le second fondateur d'Alexandrie fut Ptolémée Soter, le seul grand homme de sa race, et frère, disait-on, d'Alexandre, auquel il affectait de ressembler; il acheva son œuvre. Alexandre avait fait dessiner le plan général de la ville, Ptolémée en éleva les murailles et les temples.

Du nord au sud, la dimension de l'ancienne Alexandrie est déterminée par la configuration naturelle des lieux. Pressée entre la mer et le lac Maréotis sur une langue de terre plus étroite autrefois qu'elle ne l'est aujourd'hui (1), Alexandrie formait un parallélogramme trois fois plus long que large; la longueur, de l'est à l'ouest, égalait à peu près les trois quarts du grand diamètre de Paris (2) dans le même sens, mais le petit diamètre de Paris, du nord au sud, est le triple ou le quadruple de celui d'Alexandrie. Alexandrie devait avoir entre quatre et cinq lieues de tour.

Les anciens comparaient volontiers un pays ou une ville à quelque objet parfois médiocrement semblable : l'Italie à une feuille de lierre, le Péloponèse à une feuille de platane. Ils comparèrent Alexandrie à un manteau macédonien, comme si Alexandre eût jeté le sien sur le sable pour y servir de patron à la cité qu'il voulait créer (3). Les antiquaires sont parvenus à retrouver, avec un peu de bonne volonté, la configuration primitive de ce manteau. La situation d'Alexandrie, toute métaphore à part, se comprend très-bien. C'était une ville placée entre la mer et un lac, comme Stockholm. A droite et à gauche, la côte était échancrée par deux rades, celle de l'ouest et celle de l'est. Entre les deux, une digue longue de sept stades réunissait la ville à la petite île de Pharos. Cette digue était un pont et un aqueduc. On y avait ménagé deux arches sous lesquelles les vaisseaux pouvaient passer d'un port à l'autre. Le port de l'ouest communiquait avec le lac,

(1) Strabon, trad. de M. Letronne, t. V, 337.

(2) Alexandrie avait 5,600 mètres. — Letronne, *Journal des Savants*, 1828. — Paris en a 7,819. — *Recherches statistiques sur la ville de Paris*, 1821.

(3) On trouvait la même forme à la terre habitable telle que les anciens se la représentaient. Le monde ancien tout entier était donc taillé comme le vêtement d'Alexandre.

qui lui-même était en communication avec le Nil par un canal. On conçoit combien cette disposition était favorable au mouvement du commerce maritime d'Alexandrie. Aussi, dans ses ports les vaisseaux, dit Strabon, se pressaient plus nombreux qu'en aucun lieu du monde.

Alexandrie offrait une régularité symétrique; il en est ainsi de toutes les villes improvisées qui ne sont pas l'œuvre graduelle et spontanée du temps, mais qui sortent soudainement de terre à la voix d'un homme ou d'un peuple. Ainsi la cité de La Valette, à Malte, fut créée de toute pièce par le grand maître qui lui a donné son nom; ainsi Berlin fut aligné comme un camp par Frédéric; ainsi s'élèvent instantanément les villes que décrète chaque jour la démocratie américaine. Alexandrie, qui était une pensée et une volonté d'Alexandre, se dressa à la voix du capitaine, ordonnée et régulière comme la phalange. Deux grandes rues s'y coupaient vers leur centre : la plus longue avait une lieue et demie d'une porte à l'autre, et cent pieds de largeur. Toutes les autres rues, parallèles à ces deux voies principales, faisaient ressembler la ville à un échiquier, ressemblance qui frappait encore Abulféda au *xiv^e* siècle.

Cette disposition avait de grands avantages. Les rues dirigées du nord au sud étaient rafraîchies par le vent de mer, qui s'y engageait sans obstacle. C'est un rafraîchissement du même genre qu'on cherche à obtenir encore aujourd'hui en Égypte par des ventilateurs dont l'orifice évasé est dirigé vers le nord. Du reste, on ne saurait imaginer de contraste plus parfait que ce parallélisme des rues droites et larges de l'antique Alexandrie avec les sinuosités des rues étroites et obscures de la ville turque qui l'a remplacée.

Rien n'était plus splendide que l'ancienne Alexandrie. Athénée l'appelle plusieurs fois la belle et la dorée; Philon et Diodore de Sicile la proclament la reine des villes. Nous avons, dans le roman de l'Alexandrin Achilles Tatius, une peinture assez vive de l'impression que devait faire sur un étranger, encore au *iv^e* siècle, les merveilles d'Alexandrie. « Après trois journées de navigation, nous arrivâmes à Alexandrie, et, comme j'entrais par la porte dite du Soleil, la beauté de la ville, me frappant comme un éclair, remplit mes regards de volupté. Une suite de colonnes s'étendait en ligne droite des deux côtés de la rue qui va de la porte du Soleil à la porte de la Lune, car ces dieux sont les gardiens des portes de la ville. Au milieu de ces portiques était une place de laquelle partaient des rues en grand nombre. La multitude semblait une foule qui émigre. Puis, m'étant avancé encore de quelques stades, je suis arrivé au lieu qui porte le nom d'Alexandre. Là, j'ai vu une autre ville distinguée par ce genre de beauté, que les colonnes s'offraient obliquement, aussi nombreuses qu'en ligne droite. Distribuant donc mes regards dans toutes les rues, je ne pouvais ni me rassasier de voir, ni suffire à contempler tant de beauté (1). »

L'utile se trouvait à côté du magnifique : l'eau du Nil était amenée, par un canal, dans une foule de citernes qui abreuyaient les habitants d'Alexandrie, et dont un assez grand nombre existe encore (2). C'était près du port de l'est qu'était le beau quartier, le quartier royal sous les Ptolémées, impérial sous les Romains. Le palais avec ses dépendances, parmi lesquelles étaient le musée et la grande bibliothèque, occupait un immense emplacement : la cinquième partie de

(1) Achilles Tatius, *Erotic*, l. V, c. 1.

(2) Les chrétiens d'Égypte attribuent ces citernes à un patriarche jacobite du *ix^e* siècle.

la ville selon Pline, le quart et même le tiers selon Strabon. On le concevra si on réfléchit que c'était un ensemble d'édifices et de jardins dans le goût oriental, comme la résidence des empereurs mogols à Delhi, ou le sérail des sultans à Constantinople, comme la maison dorée de Néron, qui couvrait tout un quartier de Rome, du Palatin à l'Esquilin, de la villa Mills à Sainte-Marie-Majeure.

Vers le milieu de la ville se voyait le tombeau d'Alexandre. Le corps du conquérant avait été enlevé à Perdicas par Ptolémée Soter, apporté sur un char colossal que traînaient soixante-quatre mules, et placé dans un cercueil d'or qui fut volé par un indigne Ptolémée. Le corps, mal protégé par le cercueil de verre qui remplaça le cercueil d'or, a disparu lui-même, et a emporté avec lui l'indépendance d'Alexandrie, qu'une prophétie bientôt réalisée attachait à la conservation des restes de son fondateur.

On sait qu'Alexandre est entré dans la tradition orientale. Il n'a pas été plus oublié en Égypte que dans la Perse et dans l'Inde, où le souvenir d'Iskander est populaire encore aujourd'hui. Les Arabes d'Alexandrie montraient, au ^{xv}^e siècle, le tombeau du grand prophète Iskander ; mais rien ne prouve que ce fût la véritable sépulture du fils de Philippe. Une légende arabe, rapportée par Édrisi, plaçait le tombeau d'Alexandre dans une île lointaine, aux extrémités de l'Occident, au milieu d'une mer ténébreuse. Il est remarquable que l'imagination des peuples ait rêvé pour le tombeau d'Alexandre ce que la destinée a fait pour le tombeau de Napoléon. L'histoire, cette fois, avait égalé en poésie la légende, et, chose étrange, cette poésie que la fantaisie orientale avait créée pour son héros, nous en avons dépouillé le nôtre.

En avançant de l'est à l'ouest, on marchait de la ville grecque vers la ville égyptienne. On trouvait l'éminence où la colonne marque encore l'assiette de l'acropole, du Sérapéum et de l'ancienne Alexandrie, nommée Racotis; enfin, tout à fait à l'occident, la ville des morts, la nécropole. Les Égyptiens avaient toujours une ville des morts à côté de la ville des vivants, et toujours elle était située à l'ouest, comme ici. Cette habitude tenait à leurs croyances. Ils plaçaient dans la région où le soleil se couche la demeure des âmes, et ils exprimaient par le même hiéroglyphe et par le même mot, *amenti*, cette demeure mystique et la région du couchant. A l'ouest d'Alexandrie était le faubourg où Strabon vit les sépultures et les maisons pour l'embaumement des morts. Ce quartier correspondait au Mnémonium de Thèbes, qui renfermait le même genre de bâtiments, et qui était situé aussi à l'ouest de la ville, sur le bord occidental du fleuve. A Alexandrie, ce lieu s'est appelé longtemps le lieu des sépulcres. Les chrétiens continuèrent à y enterrer leurs morts, et saint Pierre, patriarche d'Alexandrie, s'y bâtit un mausolée. Encore aujourd'hui on montre, à l'ouest de la ville, les catacombes, vestiges de l'antique nécropole. Le style grec y règne, mais légèrement modifié par les influences égyptiennes.

Alexandrie offre un des plus curieux exemples des déplacements qu'amène la décadence des villes. Rome presque tout entière est descendue de ses sept collines dans le champ de Mars, Syracuse s'est renfermée dans l'île d'Ortygie, Agrigente s'est retranchée dans son acropole. Alexandrie a eu un sort plus singulier; elle s'est réfugiée sur l'Heptastade, cette chaussée qui l'unissait à l'île de Pharos, et qui a été élargie considérablement par les sables et les débris accumulés à sa base. C'est un peu comme si Cherbourg se transportait un jour sur sa jetée.

La ville d'Alexandrie, de tout temps étroite pour sa longueur, a été se resserrant

toujours. Le manteau d'Alexandre décroissait rapidement sous le tranchant du sabre de Mahomet, la ville arabe ne formait que le tiers de la ville antique; enfin on a taillé dans le manteau rogné par le ciseau des siècles un dernier lambeau, et ce lambeau, c'est la ville turque, l'Alexandrie de nos jours. La population d'Alexandrie a varié avec son étendue. Au temps de Diodore de Sicile, elle comptait 500,000 personnes libres (1), ce qui, en supposant pour Alexandrie comme pour Athènes un nombre égal d'esclaves, fait 600,000 individus (2). C'est à peu près la population de Paris au commencement de ce siècle (3). Les Juifs occupaient deux des cinq quartiers dans lesquels la ville était divisée. La population d'Alexandrie diminua assez rapidement; elle avait déjà déchu sensiblement sous Galba (4). Baissant toujours de siècle en siècle, le chiffre était tombé à 6,000 âmes (5), c'est-à-dire avait été réduit à un centième. Il s'est relevé aujourd'hui à 60,000, ce qui est le décuple du chiffre antérieur et le dixième du chiffre ancien. C'est Méhémet-Ali qui a ainsi accru la population d'Alexandrie, en ouvrant par un canal la communication de la ville avec le fleuve. Il faut se hâter de célébrer ce bienfait; j'aurai, dit-on, peu d'occasions de renouveler ce genre d'éloges.

Alexandrie était une ville commerciale et industrielle, une ville occupée et laborieuse comme nos cités modernes. « C'est une cité opulente, dit Vopiscus, où personne ne vit dit dans l'oisiveté. » Ses verreries étaient célèbres, ses tapisseries brodées l'emportaient sur les tapis de Babylone. Au milieu de la ville était un lieu appelé la *rue ou le quartier des riches*, où l'on vendait, dit Athénée, tout ce qui appartient au luxe le plus varié. C'était une espèce de bazar certainement beaucoup mieux fourni que le bazar actuel d'Alexandrie. Cette activité industrielle et commerciale était dans le caractère grec plus que dans le caractère égyptien; c'est que les Alexandrins étaient beaucoup moins Égyptiens que Grecs, leurs défauts même le prouvent.

C'était un peuple léger, moqueur, faisant sans cesse contre ceux qui les gouvernaient des satires ou des chansons; ils donnèrent des noms grotesques à la plupart des Ptolémées; ils raillèrent Vespasien, qui, railleur lui-même, entendait la plaisanterie; ils raillèrent Caracalla, qui s'en vengea par un épouvantable massacre. Soldats médiocres, ils excellaient aux combats de coqs et aux chants de table. Mobiles, indisciplinés, toujours prêts aux tumultes et aux révoltes, agités par les passions de l'école et de l'hippodrome, les Alexandrins offraient un singulier mélange de la vivacité athénienne et de la turbulence byzantine. Leur caractère était le caractère grec, avec une teinte du tempérament sombre et colérique de la race égyptienne. Le grec était, à Alexandrie, la langue des tribunaux, on le voit par les papyrus, et la langue officielle, on le voit par les inscriptions. Le grec paraît seul sur les médailles jusqu'à Dioclétien. Philon, citant des mots grecs usités à Alexandrie, dit qu'ils appartiennent à la langue *indigène*. Les fêtes et le culte

(1) Livre XVII, LII.

(2) A Athènes, la population esclave de tout âge et des deux sexes était à peu près égale à la population totale des individus libres. Letronne. — *Mémoires de l'Institut*, VI, 199.

(3) Dans les sept premières années du siècle, la population de Paris était de 547,556. En 1842, elle avait atteint le chiffre de 912,055. — Horace Say, *Études sur l'Administration de la ville de Paris*.

(4) Sharpe, *Egypt. under the Romans*, p. 45.

(5) Savary, *Lettres sur l'Égypte*, lettre IV.

public étaient grecs, comme le prouvent la description des fêtes d'Adonis dans les *Syracusaines* de Théocrite et la pompe solennelle, sous Ptolémée Philadelphé, décrite avec tant de détail par Athénée, vraie procession bachique dans laquelle figurent Dionysos, Sémélé, les Silènes, et où ne paraît aucune divinité égyptienne; dans laquelle, trait caractéristique, sont représentées les quatre saisons de l'année grecque, tandis que l'année égyptienne n'en comptait que trois.

En somme, Alexandrie fut très-grecque, assez juive, peu romaine et presque point égyptienne. On a un vif sentiment de cette vérité dans cette ville, où il ne reste debout qu'une colonne, selon moi, grecque, et deux obélisques venus d'ailleurs et reposant sur une base grecque; dans cette ville tournée vers la Grèce, qui regarde Athènes et Byzance, qui est à quelques jours de mer seulement du Péloponèse, de la Sicile, de la Grande-Grèce, et qui, voisine de la côte où fut Cyrène, chantée par Pindare, voit presque à son horizon la Crète, berceau de Jupiter. Ce que je viens de dire du caractère de la population, je le dirai de plusieurs institutions célèbres, du musée, de la bibliothèque; je le dirai de la philosophie, des lettres, des sciences, des arts, du christianisme, des hérésies: tout cela était à Alexandrie presque purement grec, et beaucoup moins égyptien ou oriental qu'on ne l'a cru souvent.

Je commencerai par le musée. On connaît cette institution singulière, qui donna le premier modèle des académies. C'était plus qu'une académie; les savants du musée ne se réunissaient pas seulement pour des séances. S'asseyant à la même table, vivant d'une vie commune dans une magnifique demeure, ils pouvaient, délivrés de tous les soucis de la vie, se consacrer sans partage à la culture des lettres. Cette institution était grecque d'origine. Démétrius de Phalère, disciple d'Aristote, importa dans Alexandrie un musée à l'imitation de ceux de Platon et de Théophraste. Seulement, sous un roi, le musée fut moins libre que sous une république. Les satiriques du temps purent le comparer à une cage remplie d'oiseaux rares; cependant il y était resté assez de l'esprit démocratique athénien pour qu'un philosophe du musée pût dire à un empereur que la république seule était raisonnable et que la monarchie était un gouvernement contre nature. Peut-être le spectacle de la réclusion du Sérapéum donna-t-il l'idée d'une résidence qui, dans le musée, fut toujours une faveur et jamais une contrainte; c'est tout ce qu'on peut accorder aux influences égyptiennes. Je ne saurais aller plus loin, je ne saurais admettre, avec l'auteur d'un travail approfondi sur l'école d'Alexandrie, M. Matter, qu'une pensée de fusion entre les sciences de la Grèce et l'organisation des écoles sacerdotales de l'Égypte (1) ait présidé à la fondation du musée. Je ne saurais admettre, avec M. Wilkinson (2), qu'il y ait eu aucun rapport entre le musée d'Alexandrie et les collèges sacrés d'Héliopolis, ni que le premier ait jamais été l'asile de cette sagesse égyptienne dont on retrouve les traces partout, excepté sur les monuments. Le musée était une institution grecque comme son nom; ses chefs furent des littérateurs grecs; leurs travaux eurent pour objet les lettres et la philologie grecques: son organisation n'offrit jamais rien d'égyptien ou de sacerdotal. Mais le musée, dit-on, était placé sous la direction d'un prêtre, et c'est là ce qui en faisait une institution analogue aux écoles de l'Égypte. Au premier coup d'œil, cette circonstance peut paraître décisive; si on y regarde de plus près, l'on verra que ce prêtre supérieur du musée était toujours grec sous les

(1) Matter, *Histoire de l'École d'Alexandrie*, 2^e édition, t. I, p. 42.

(2) *Modern Egypt and Thebes*, t. I, 133-154.

rois grecs, toujours romain sous les empereurs romains. Il y a plus, de quelle divinité était-il le desservant? Était-ce d'Ammon, de Thot ou d'Osiris? Non, c'était, comme l'a montré M. Letronne, des dieux Ptolémées. Peut-on voir dans le prêtre d'un tel culte autre chose qu'un employé revêtu d'un caractère officiel et préposé à la police du lieu? La présidence de ce fonctionnaire n'entraînait en aucune sorte l'influence de la vieille religion et du vieux sacerdoce de l'Égypte sur l'organisation du musée. En effet, le musée demeura fidèle à son origine et à son nom, et les muses athéniennes y gardèrent leur empire jusqu'à la fin (1).

C'est encore une pensée de *transaction* entre l'Égypte et la Grèce que M. Matter prête au fondateur de la grande bibliothèque d'Alexandrie. Il s'agissait, suivant cet auteur, d'une collection qui renfermât tous les *monuments du génie humain, qui rapprochât les codes de l'Égypte et de la Judée*, etc. Ces expressions, plus pompeuses que précises, semblent vouloir dire que les Ptolémées avaient conçu le dessein de réunir dans leur bibliothèque, aux chefs-d'œuvre de la littérature grecque, les produits de la littérature égyptienne et des littératures étrangères. Je dois dire que M. Matter rejette les exagérations des écrivains ecclésiastiques, d'après lesquels l'attention de Ptolémée Philadelphie aurait été attirée sur les écrits importants que possédaient les Éthiopiens, les Indiens, les Perses, les Babyloniens, les Assyriens, les Chaldéens, les Phéniciens, les Syriens, etc. C'est toujours la même illusion sur Alexandrie, que, dès l'origine, on a voulu faire plus égyptienne et plus orientale qu'elle ne le fut jamais. Pour moi, je crois qu'une bibliothèque à la tête de laquelle furent placés Zénodote et Lycophron contenait peu de papyrus hiéroglyphiques ou hiératiques, et je n'imagine pas que de tels écrits aient figuré en grand nombre dans le catalogue de Callimaque. Je ne crois pas non plus qu'on y rencontrât beaucoup de manuscrits indiens ou persans, beaucoup d'exemplaires du *Ramayana* sanscrit ou de l'*Yacna* de Zoroastre (2). Entre les livres sacrés de l'Orient, les livres des Juifs s'y trouvaient seuls, non comme un code rapproché par les Ptolémées des *codes égyptiens*, dont l'existence est au moins douteuse, mais parce qu'il y avait cent mille Juifs à Alexandrie.

Si l'on en croyait certains documents récemment publiés (3), les bibliothèques d'Alexandrie auraient contenu des ouvrages traduits de tous les idiomes du monde en grec; mais je doute de ce fait, que rien ne prouve. Les Alexandrins, en leur qualité de Grecs, estimaient peu et connaissaient encore moins les langues et les littératures étrangères. On peut donc affirmer que les trésors littéraires d'Alexandrie étaient surtout grecs. S'il s'y trouvait quelque chose d'oriental et d'égyptien, ce n'était pas dans la grande bibliothèque du palais qu'il eût fallu le chercher, mais dans la bibliothèque du Sérapéum. Là, comme je l'ai dit, se conservait un reste de la vieille vie égyptienne; là s'étaient glissés peut-être aussi, avec les su-

(1) Le musée existait encore sous Théodose. Théon, le père de la célèbre et malheureuse Hypathie, était membre du musée. — Fabr., Bibli. gr., ix. 169.

(2) Les oracles de Zoroastre sont cités parmi les livres orientaux qui se trouvaient dans la bibliothèque d'Alexandrie; mais cet ouvrage n'appartenait pas plus à Zoroastre qu'à Orphée les hymnes orphiques ou à Pythagore les vers dorés. Nous savons, grâce à Anquetil et surtout à M. Burnouf, que les livres de Zoroastre contiennent un rituel et non des oracles.

(3) Un fragment grec donné par M. Cramer, et une scholie latine écrite au xvi^e siècle, publiée en partie par M. Osann.

perstitutions orientales, quelques-uns des livres de l'Orient. C'est dans cette bibliothèque du Sérapéum que Tertullien (1) indique un texte hébreu de la Bible; encore faut-il se rappeler que l'hébreu était une langue vivante à Alexandrie.

Puisque j'ai fait mention de deux bibliothèques, je suis conduit à dire quelques mots du fameux incendie attribué à Omar. Tout le monde connaît le récit qui a fait du nom d'Omar le symbole du fanatisme et de la barbarie. Après avoir subi, pendant des siècles, l'injure de cette renommée proverbiale, Omar a été déclaré presque innocent de l'incendie des livres d'Alexandrie; on lui a, du moins, découvert des complices qui l'ont devancé, et ont fait beaucoup plus de mal que lui. Ces complices sont illustres, et ne sont point des ennemis farouches de la civilisation; ils s'appellent César et le christianisme.

César est le premier coupable, coupable involontaire, il est vrai; ce fut lui qui, assiégé par les Alexandrins dans le quartier du palais où était la grande bibliothèque, y mit le feu en voulant incendier la flotte égyptienne et les maisons occupées par l'ennemi. C'est ce qui a fait dire trop légèrement à quelques-uns qu'après César, Omar n'avait rien trouvé à brûler : mais ceci n'est point exact. On connaît l'existence de plusieurs collections qui se formèrent pour remplacer la première; on sait qu'Antoine fit don à Cléopâtre de la bibliothèque de Pergame, rivale de la bibliothèque d'Alexandrie, et qui se composait de deux cent mille volumes. Ces deux cent mille volumes paraissent avoir été déposés au Sérapéum, dans cette bibliothèque, fille, comme on disait, de la collection mère, et qui contenait jusqu'à sept cent mille volumes; mais cette seconde bibliothèque devait elle-même périr par d'autres mains que les mains musulmanes. Déjà atteinte deux fois par les flammes sous Marc-Aurèle et sous Commode, il est difficile qu'elle ait survécu à l'assaut que les chrétiens donnèrent, sous Théodose, au Sérapéum. Les livres entassés dans cet édifice durent être, au moins en grande partie, détruits par le zèle, armé ce jour-là contre tous les souvenirs du paganisme. Voilà donc les deux grandes collections de livres à peu près détruites, dispersées du moins avant l'arrivée d'Omar. Malgré ces faits incontestables, M. Matter déclare solennellement que *l'existence et l'incendie d'une bibliothèque à Alexandrie, au temps d'Omar, est un fait à rétablir dans l'histoire*. Il est permis de voir dans ces paroles une protestation contre une opinion que le XVIII^e siècle avait émise avec trop de complaisance. Gibbon et d'autres écrivains du même temps peuvent avoir éprouvé quelque joie en voyant l'acte de barbarie le plus célèbre de l'histoire transporté des musulmans aux chrétiens, d'un calife à un évêque. Sans partager le moins du monde un tel sentiment, on est en droit de se refuser à cette réaction qui porte M. Matter à combattre aujourd'hui Gibbon à la suite d'écrivains animés, dit-il, d'un autre esprit. En accordant à M. Matter qu'il y a eu encore des livres à Alexandrie après la destruction du Sérapéum, puisqu'il y avait des littérateurs et des philosophes, on n'en peut pas moins maintenir, comme acquis à l'histoire, ce fait, que les deux grandes collections avaient été détruites avant l'arrivée d'Omar, l'une par César, l'autre par les chrétiens, et qu'un grand incendie, comme celui dont la tradition accuse le calife arabe, était devenu impossible. A chacun ses œuvres; que l'histoire soit juste pour tous, même pour Omar. Point de fanatisme même contre le fanatisme : la philosophie a eu le sien dans le siècle dernier; il semble que la gloire du nôtre devrait être de n'en connaître aucun.

(1) Édition de l'abbé Migne, t. I, p. 55.

Quant à la littérature alexandrine, elle fut purement grecque : tour à tour reproduction érudite et critique minutieuse des grands écrivains de la Grèce, elle ne sort pas de ce cercle. Le goût qui lui est propre et qui la caractérise n'a rien d'oriental, sauf l'enflure d'un Lycophron ou d'un Claudien (1), défaut que le mauvais goût de la décadence explique suffisamment. Du reste, les genres où cette littérature excelle, l'épigramme, l'idylle, l'élegie, sont purement grecs. On récitait sur le théâtre d'Alexandrie les narrations d'Hérodote et les chants d'Homère. La littérature alexandrine se rattache à Homère par ses poètes et par ses critiques. Les uns le continuent à leur manière, comme Coluthus et Triphiodore; les *homériques* font des centons ou des parodies du poète dont ils portent officiellement le nom. Il en est qui écrivent l'Odyssée sans employer la lettre *s*, d'autres retranchent de chaque chant de l'Iliade une des vingt-quatre lettres de l'alphabet. La grande affaire des plus sérieux est de reviser le texte d'Homère; les rois même se livrent à ce travail (2). Aristarque est le vrai représentant de cette littérature, qui s'appelle elle-même philologie. Dans tout cela, rien d'égyptien. L'*Ibis* de Callimaque n'était pas un chant sur l'oiseau sacré, mais une satire dans laquelle il persiflait ses rivaux. Il a fallu toute la crédulité irréligieuse de Dupuis pour s'imaginer avoir retrouvé dans les *Dyonisiaques* de Nonnus les débris d'un poème sacré sur les calendriers composé 1600 ans avant Homère. Nonnus n'a rien emprunté aux sanctuaires de l'Égypte; mais, en véritable Alexandrin, écrivant dans une ville où l'astronomie, cultivée avec éclat par les savants, était à la mode parmi les lettrés, où les sept principaux poètes formaient une *pléiade*, où les beaux esprits métamorphosaient en constellation la chevelure de la reine Bérénice, Nonnus, par une prétention à la science toute pédantesque et toute moderne, introduisit l'astronomie dans la mythologie. Quant à sa prétendue imitation d'un ancien poème égyptien, il est très-douteux que des poèmes, au moins d'une certaine étendue, aient existé dans l'ancienne Égypte. Dion Chrysostôme dit que les Égyptiens n'avaient pas de vers. L'assertion est probablement trop absolue, car les monuments représentent des prêtres qui chantent en s'accompagnant sur une sorte de harpe qu'on a retrouvée dans les tombeaux, et Champollion a lu une chanson destinée à accompagner le travail des bœufs foulant le grain. Toutefois il y a loin de quelques chants religieux ou populaires à de vastes compositions telles que celles qu'aurait connues et imitées Nonnus. Rien de pareil à ces grands poèmes ne s'est montré jusqu'ici ni sur les murs des temples ni sur les papyrus couverts d'hiéroglyphes. L'inscription et le rituel avec d'immenses développements paraissent avoir remplacé, chez ce peuple monumental et sacerdotal, ce qui, chez d'autres peuples, a été l'épopée héroïque ou religieuse.

La littérature alexandrine n'appartient donc pas à un pays, mais à une époque. Parmi les hommes qui l'honorent le plus, on compte un grand nombre d'étrangers : le Sicilien Théocrite, Philéas de Cos, Hermesianax de Colophon; quelques-uns même ne vinrent jamais à Alexandrie, Euphorion, par exemple, qui, né à Chalcis, vécut à Séleucie et mourut à Antioche. Euphorion n'en est pas moins classé avec les poètes alexandrins, avec Rianthus et Parthenius, que Tibère lui

(1) Claudien, né à Alexandrie, écrivit d'abord en grec. On doit le compter parmi les poètes alexandrins.

(2) Ptolémée Physcon, appelé aussi le Philologue. Voyez *Aristarque*, par M. Egger, dans la *Revue* du 31 janvier 1846.

associait dans ses prédilections littéraires et ses imitations poétiques. La littérature alexandrine n'a donc rien d'égyptien, et l'on y sent à peine la proximité de l'Orient; mais elle a le caractère de son âge, elle a les défauts des littératures surannées. Vieille, coquette et pédante, elle remplace la simplicité par la recherche, l'inspiration par la science, le génie de l'art par la théorie de l'art.

Ingenio quamvis non valet, arte valet :

ce qu'Ovide a dit durement de Callimaque, je le dis d'elle peut-être un peu durement aussi.

Comme il arrive dans les littératures qui dégénèrent, la recherche n'exclut pas la négligence. Plotin, nous dit Porphyre, ne relisait jamais ce qu'il écrivait. Quelle différence entre cette improvisation sans art et le travail exquis, l'atticisme habile du style de Platon! La fécondité démesurée est aussi un signe de décadence, nous ne le savons que trop. Callimaque avait écrit huit cents ouvrages, et Dydimé *aux entrailles de fer* six mille volumes. C'est à désespérer nos *facilités* contemporaines.

La rhétorique, dont l'heure est venue, triomphe dans Alexandrie; on l'y retrouve partout, à tel point que ce sera un rhéteur grec, Théodote, qui présentera à César la tête de Pompée. Or, quoi de plus grec que la rhétorique, quoi de moins égyptien? Ainsi, plus je considère la littérature alexandrine et plus j'y vois le signe de l'âge, non l'empreinte du sol. Alexandrie, ce n'est pas pour cette littérature une patrie, c'est une date. Tout au plus le pays funèbre par excellence, le pays où l'image de la mort était partout présente, jusque dans les festins, pouvait-il agir sur l'imagination des poètes, en inspirant à Chéremôn des vers à la louange de la mort, dont se moquait Martial.

L'art alexandrin dut subir plus que la littérature l'influence de l'Égypte. La littérature égyptienne, si on peut lui donner ce nom, était enveloppée des mystères de son écriture. L'art parlait aux yeux un langage que tout le monde pouvait comprendre et répéter.

L'architecture grecque, j'ai déjà eu occasion d'en faire la remarque, émule et comme jalouse des dimensions colossales de l'architecture égyptienne, éleva le phare et la colonne d'Alexandrie. Le char immense et si singulièrement orné qui apporta dans cette ville le corps d'Alexandre offrait lui-même, dans sa décoration extraordinaire, un caprice grandiose de l'architecture orientale. Quel que soit le fait véritable qui ait servi de fond au récit merveilleux d'une statue d'Arsinoé soutenue par des aimants, il faut voir là quelque tentative bizarre à laquelle le désir du nouveau, du prodigieux, poussait la sculpture hellénique en présence des merveilles étranges de la sculpture indigène. Quant à la peinture, si les hiéroglyphes égyptiens tracèrent sous les Ptolémées, à Alexandrie comme partout ailleurs, sur les murs des temples (1), des tableaux composés d'hiéroglyphes et de figures selon la tradition, ces images étaient trop semblables aux essais déjà anciens de la peinture grecque, alors si perfectionnée, pour qu'elle fût tentée de revenir à son point de départ par l'imitation d'un style analogue à celui de ses commencements, qu'il avait peut-être inspirés. La peinture hiératique resta dans les

(1) On n'en a trouvé aucune trace; mais on sait que des hiéroglyphes, entre autres le *signe de la vie*, étaient tracés sur les murs intérieurs du Sérapéum.

temples ; mais les Ptolémées , qui continuaient sans doute à s'y faire représenter, comme dans toute l'Égypte, en adoration devant Ammon ou Osiris, s'entourèrent de peintres grecs. On ne voit pas que Ptolémée Soter ait eu des artistes égyptiens à sa cour ; cependant il y fit venir Apelles , que lui avait légué Alexandre. Ce fut pendant son séjour auprès du roi d'Égypte qu'Apelles se servit de son art pour dénoncer et punir ses calomniateurs. Ce fut à Alexandrie qu'il composa ce tableau allégorique de la Calomnie traînant sa victime aux pieds de l'Ignorance, et suivie par le Repentir, que Raphaël a restitué, d'après la description des anciens, dans un dessin qui est au Louvre.

Ptolémée Philadelphie, non moins ami de la peinture grecque, obtenait pour ses galeries, par un traité avec Aratus, plusieurs chefs-d'œuvre de l'école de Sycione, l'une des plus anciennes et des plus célèbres de la Grèce. L'Hyacinthe de Nicias, célébré par Martial, fut rapporté d'Alexandrie par Auguste. Les chefs-d'œuvre de la peinture et de la sculpture grecques étaient donc recueillis avec soin dans cette ville, qui, comme l'a dit Saint-Martin, ne fut pas une ville égyptienne, mais une ville grecque en Égypte.

C'est surtout en ce qui concerne les sciences et la philosophie d'Alexandrie que l'influence de ces mystérieuses connaissances, de ces profondes doctrines qu'on prêtait à l'Égypte, a été exagérée outre mesure. En combattant les exagérations systématiques et traditionnelles qui, mises en avant de très-bonne heure et répétées de siècle en siècle, sont arrivées à cet état de lieu commun qui est la consécration du préjugé, en les combattant, dis-je, je ne suis point suspect de prévention contre l'Égypte ; on ne pourra du moins me reprocher de céder à cette manie si commune, qui fait enfler à un auteur l'importance d'un sujet favori. C'est au nom des hiéroglyphes et des monuments que l'on commence à comprendre que je viens protester contre un égyptianisme immodéré. On ne le pouvait jusqu'ici. On accordait trop sur quelques points à l'Égypte, parce qu'on la connaissait très-peu ; maintenant on sait assez ce qu'elle fut pour savoir ce qu'elle ne fut pas. C'est le moment de lui donner sa véritable place dans l'histoire de l'humanité, et certes cette place restera grande. Il suffit à la vieille Égypte de sa religion, de ses arts, de ses institutions, de toute sa civilisation si antique et si curieuse, encore écrite sur ses monuments, sans lui attribuer les sciences et la philosophie alexandrines, qui sont éminemment et presque exclusivement grecques, comme Alexandrie elle-même. Cette conviction saisit vivement ici, dans cette ville isolée du reste de l'Égypte, à laquelle elle ne tient qu'artificiellement, tandis qu'elle est tournée vers la Grèce et semble l'appeler. Les faits, comme on va voir, confirment pleinement cette impression produite par les lieux.

Ce serait une insigne gloire pour les anciennes doctrines égyptiennes d'avoir inspiré le savoir alexandrin, car il est aujourd'hui reconnu que les sciences, dans le sens moderne du mot, c'est-à-dire les sciences d'observation et d'expérience, ne datent que d'Alexandrie. Les connaissances géographiques, mathématiques, astronomiques, médicales, y ont fait des progrès jusqu'alors inconnus. Une impulsion nouvelle leur a été donnée dans cette ville, qui, par son esprit industriel, commercial, érudit, éclectique, est presque une ville moderne, une ville du *xvi^e* siècle et un peu du *xix^e*. Dans l'ignorance où l'on était de ce qui fit le fond de la société égyptienne, sous l'empire d'opinions erronées transmises par les anciens et contemporaines de l'erreur qu'elles perpétuaient, il était naturel d'accorder à l'Égypte une grande part dans les connaissances et les idées alexandrines. Ce que

l'étude des monuments, interprétés à l'aide des découvertes de Champollion, nous permet d'affirmer sur l'ancienne civilisation de l'Égypte, suffit pour montrer qu'elle fut presque entièrement étrangère à ces connaissances, et n'eut point ces idées qu'on a voulu faire remonter jusqu'à elle. Le développement alexandrin doit être considéré désormais comme un produit natif du génie grec, excité tout au plus par l'idée vague d'une doctrine mystérieuse, et éclairé par quelques rayons d'une science qu'en restreignant beaucoup il ne faut pas nier tout à fait.

Les connaissances mathématiques et astronomiques qui ont tant illustré Alexandrie ne sont point, quoi qu'on ait prétendu, un héritage qu'elle ait reçu des sanctuaires de l'Égypte. Les anciens ont proclamé les Égyptiens inventeurs de la géométrie, parce que les inondations du Nil rendaient nécessaire une mesure des propriétés exacte et souvent renouvelée; mais cette géométrie, bornée aux procédés pratiques de l'arpentage, n'a rien de commun avec la science cultivée dans les écoles de la Grèce et de l'Italie. On ne voit pas qu'elle ait conduit les Égyptiens à une découverte comme celle du carré de l'hypoténuse. On n'a rien trouvé, parmi les nombreuses représentations dont les monuments sont couverts, qui ressemble à une figure de géométrie. Si un de ces prêtres, dont nous lisons les noms écrits dans leurs tombeaux, eût été géomètre, n'aurait-il pas laissé sur les murs de ces tombeaux, où l'on peint d'ordinaire les occupations du mort pendant sa vie, quelque image de ses études, quelque signe de ses découvertes, comme Archimède avait fait graver le rapport du cylindre à la sphère sur son monument, que Cicéron vit encore à Syracuse? Il n'y a pas plus de trace de l'algèbre des Égyptiens que de leur géométrie, et, jusqu'à ce qu'on en ait trouvé quelque-une, il faut laisser à Diophante l'honneur de ses théories, et reconnaître que dans l'algèbre, sauf le nom qui est arabe, tout ce qui n'est pas d'origine grecque, est d'origine indienne.

Quant à la géographie, dont Ptolémée fut le père, il n'est pas probable que les Alexandrins aient dû beaucoup sur ce point aux enseignements de l'Égypte. Les anciens Égyptiens ne paraissent pas avoir eu moins de mépris que les Chinois pour le reste du genre humain. De même que ceux-ci n'ont qu'une expression pour désigner leur empire et le monde entier, les Égyptiens se servaient aussi d'un même signe, *les deux régions*, pour exprimer et les deux parties de l'Égypte et les deux zones dont se compose l'univers. Dans un curieux tableau où sont représentées plusieurs races pour eux barbares, et où les hommes aux yeux bleus, nos ancêtres, ont l'honneur d'être associés aux nègres, les Égyptiens sont distingués par l'appellation homme, *romi*. *Homme* et *Égyptien* étaient donc synonymes. Avec une telle manière de voir, on s'intéresse médiocrement aux peuples étrangers, et on n'est pas très-disposé aux recherches géographiques.

Cependant les rapports que le commerce et la guerre établirent entre les anciens Égyptiens et différents peuples asiatiques, rapports qui nous sont attestés par les monuments, ont dû leur apprendre quelque chose de ces peuples. Jusqu'où a été la connaissance qu'ils en ont eue? M. Gosselin voyait dans les cartes d'Ératosthène et de ses successeurs des copies plus ou moins altérées de cartes beaucoup plus anciennes, dont les *distances* prouvaient, selon ce savant, que la géographie avait été portée jadis à un degré de perfection auquel les peuples de l'Europe n'étaient pas encore parvenus il y a cent cinquante ans (1); mais il pa-

(1) *Mémoires de l'Institut*, t. IX, p. 115-6.

rait, au contraire, qu'Ératosthène et les géographes de son époque reproduisaient les errements de la cosmographie poétique des Grecs (1). Bien que la zone torride commence à Philé, bien que les monuments des Pharaons se trouvent au cœur de cette zone, les géographes n'y plaçaient pas moins un océan imaginaire, au delà duquel était la terre opposée à la nôtre, l'antichthone. Ces vieilles idées grecques règnent dans Alexandrie jusqu'à Hipparque. Celui-ci refit la terre sur un nouveau plan, et, en rapprochant beaucoup trop la partie orientale et la partie occidentale du continent, établit dans la science cette nouvelle et utile erreur qui, encourageant Colomb à aller chercher l'Asie, lui fit rencontrer l'Amérique (2). Erreurs et progrès, la géographie alexandrine dut tout à elle-même et rien aux anciennes notions égyptiennes, qui, si elles l'avaient éclairée, l'auraient éclairée plus tôt, et l'auraient désabusée des chimères de la cosmographie fabuleuse des Grecs, où elle s'égara jusqu'à Hipparque (3).

L'astronomie est une des sciences dans lesquelles on a supposé que les anciens Égyptiens avaient fait le plus de progrès ; d'autre part, voyant l'astronomie grecque prendre dans une ville d'Égypte des développements inconnus jusqu'alors, on a été porté à faire encore cette fois honneur à l'Égypte de la science grecque. On a cru à une astronomie très-ancienne et très-avancée, dont les représentations figurées et surtout les représentations zodiacales conservaient le mystère, et qui se serait transmise aux Grecs par Platon, par Eudoxe et par les Alexandrins ; mais ici encore cette superstition qu'inspiraient le nom de l'antique Égypte et la renommée de ses connaissances mystérieuses a fait à de bons et grands esprits une illusion de laquelle il faut revenir pour deux raisons : la première, c'est que les Égyptiens n'ont point eu les profondes connaissances en astronomie qu'on leur a prêtées ; la seconde, c'est que les astronomes d'Alexandrie ne paraissent pas leur avoir emprunté beaucoup.

Un des grands arguments avancés en faveur de la science antique des astronomes égyptiens était tiré des représentations zodiacales qu'on voit sur différents temples d'Égypte, et en particulier à Denderah. Aujourd'hui la haute antiquité de ce zodiaque n'est plus soutenable, depuis surtout que Champollion a lu les noms de Tibère et de Néron écrits très-distinctement en hiéroglyphes sur ce monument, qui devait précéder de plusieurs milliers d'années les monuments historiques. La question qui s'agite aujourd'hui à son sujet entre deux savants illustres, M. Biot et M. Letronne, est d'un tout autre ordre ; je la retrouverai plus naturellement à Denderah. Il me suffit à présent de poser, comme un fait conquis à la science par M. Letronne, qu'il n'y a point eu de zodiaque en Égypte avant l'époque grecque (4). De plus, ni télescope ni astrolabe n'ont été trouvés en nature ou représentés dans les tombeaux de l'Égypte, où l'on a trouvé tant de choses, et sur les parois desquels est figuré tout ce qui a pu servir au défunt pendant sa vie.

(1) Letronne, *Journal des Savants*, 1831, 476.

(2) *Mémoires de l'Institut*, t. IX, 210.

(3) Remarquons seulement qu'une tentative plus ou moins heureuse pour opérer une mesure de la terre eut lieu, selon M. Gosselin et de l'aveu de M. Letronne, avant l'école d'Alexandrie ; mais, comme on n'a pu déterminer encore si cette opération fut tentée en Égypte ou ailleurs, on ne saurait en tirer aucun argument positif en faveur des connaissances géographiques des anciens Égyptiens. — *Ibid.*, t. VI, 157. — *Journal des Savants*, 1827, 97.

(4) *Mémoires de l'Institut*, xvi, 115.

Enfin il a fallu renoncer à cette antique sphère égyptienne présentant l'état du ciel 1400 ans avant Jésus-Christ, qu'Eudoxe aurait eue sous les yeux, à laquelle ont cru Newton, Fréret et Bailly, et que le souffle de la critique a brisée pour jamais (1).

Sur le savoir astronomique des anciens Égyptiens, je pourrais citer des expressions bien dédaigneuses de M. Delambre, l'historien de la science, celles-ci par exemple : « Les Égyptiens étaient astronomes tout juste ce qu'il fallait pour être charlatans. » Je pourrais citer des paroles sévères de M. Letronne ; je préfère m'en rapporter au témoignage de M. Biot, et parce que M. Biot est une de nos plus hautes renommées scientifiques, et parce qu'il a pu paraître accorder plus que d'autres au savoir astronomique de l'ancienne Égypte. On va voir dans quelles limites lui-même le restreint. « En reconnaissant le défaut absolu d'instruments et de méthodes précises, soit pour l'observation, soit pour le calcul trigonométrique, il faut accorder aux anciens peuples de la Chaldée et de l'Égypte tout ce qu'une longue et assidue contemplation des phénomènes peut donner (2). » C'est assez, pour la thèse que je soutiens, de ces sages paroles. Il n'y a donc en Égypte, avant les Grecs, ni instruments ni méthodes précises pour l'observation, ni calcul trigonométrique. C'est à Hipparque seulement que commence l'emploi de ce calcul, sans lequel, dit Delambre, il n'est pas de véritable astronomie. Or, Hipparque n'a pu rien emprunter à l'ancienne Égypte, car il n'est probablement jamais venu à Alexandrie. Ptolémée, qui y a vécu, doit beaucoup à Hipparque et rien aux anciens Égyptiens. Jamais il n'allègue leurs observations. Il cite trois éclipses observées à Babylone et pas une seule observée en Égypte.

L'invention de l'astrologie, liée aux origines de l'astronomie, n'appartient pas d'une manière certaine à l'ancienne Égypte ; la Chaldée semble y avoir plus de droits. Le nom de Chaldéen fut synonyme de celui d'astrologue, et l'Égyptien Philon répète à plusieurs reprises que les Chaldéens ont inventé l'astrologie.

Le don le plus certain que l'ancienne astronomie de l'Égypte ait fait à Alexandrie, et par elle à Rome et à toute l'Europe, c'est l'année dont nous nous servons, que nous appelons julienne, et qu'il serait juste d'appeler égyptienne. L'année de trois cent soixante-cinq jours un quart est originaire d'Égypte, M. Letronne l'a reconnu. Tout le monde sait que César fit faire, par un astronome d'Alexandrie, la réforme du calendrier, à laquelle il a attaché son nom. Ainsi, le véritable titre astronomique de l'ancienne Égypte, l'héritage qu'elle nous a réellement laissé, c'est l'almanach.

La médecine et la chirurgie, autant qu'aucune autre science, illustrèrent Alexandrie. Hérophile et Érasistrate y fondèrent l'école qui devait porter le nom de cette ville célèbre. Gallien y étudia et conseille d'y aller étudier l'anatomie. La chirurgie y fut cultivée avec succès et y reçut de précieux perfectionnements. L'opération de la pierre, en particulier, ne se faisait nulle part aussi bien qu'à Alexandrie. Les enseignements de l'Égypte ont-ils été pour quelque chose dans les progrès de l'école médicale d'Alexandrie ? On serait tenté de le croire, car la réputation de la médecine égyptienne était grande chez les anciens. Hérodote parle de médecins voués à l'étude d'une maladie spéciale, et, selon Manethon, un des premiers rois de l'Égypte aurait écrit un livre de médecine. Mais, d'abord,

(1) Letronne, *Journal des Savants*, 1841, 72.

(2) *Journal des Savants*, II, 361.

on a peut-être exagéré la place que tenait la médecine dans l'ancienne société égyptienne. On a affirmé, par exemple, qu'en Égypte les murs des temples étaient couverts de recettes et de descriptions de maladies (1); cependant il est certain que ni Champollion ni personne n'a découvert jusqu'ici, sur aucun mur de temple, une recette ou une ordonnance. Les tableaux des tombes n'ont montré qu'un vétérinaire soignant des animaux, jamais un médecin soignant des hommes. J'ai relevé dans divers musées de l'Europe, sur plusieurs centaines de pierres funéraires, les noms des professions diverses qu'ont exercées ou les morts ou les membres de sa famille : j'y ai trouvé des prêtres, des officiers, des juges, etc.; jamais je n'y ai trouvé de médecins. On ne sait pas encore comment *médecin* se disait en égyptien, et quels hiéroglyphes servaient à désigner cette profession. Je n'en conclus point qu'il n'y eût pas de médecins chez les anciens Égyptiens, mais seulement que la médecine n'y était pas aussi en honneur et aussi cultivée qu'on l'a dit. Quoi qu'il en soit, ceux qui ont le plus étudié l'histoire de la médecine grecque (2) s'accordent à penser, comme moi, que l'école d'Alexandrie n'est qu'une continuation et un magnifique développement de l'école hippocratique.

Peut-être, en se rappelant que les premiers médecins d'Alexandrie, Hérophile et Érasistrate, passent pour avoir donné l'exemple de disséquer des corps humains, est-il permis de croire que les préparations de l'embaumement ont suggéré l'idée de la dissection; mais cette influence très-douteuse et bien indirecte de l'Égypte serait une influence fortuite et non scientifique. En somme, l'école grecque d'Alexandrie demeure en possession de sa médecine aussi bien que de son astronomie, et plus complètement encore.

La philosophie d'Alexandrie a besoin aussi qu'on lui restitue ses origines purement grecques. Là, plus peut-être que partout ailleurs, s'est manifesté ce que j'appellerai le préjugé égyptien. Si j'ouvre les plus récentes histoires de la philosophie d'Alexandrie, j'y trouve qu'elle *dérive des Égyptiens au moins autant que des Grecs* (3). Un auteur estimé (4) pense que les platoniciens d'Alexandrie ont fait de larges emprunts à l'Égypte. Cette opinion est tellement établie, qu'elle se trouve d'elle-même sous la plume des historiens de la philosophie, et pour ainsi dire à leur insu. Le jugement supérieur de M. Cousin lui-même a peine à le défendre contre l'opinion dominante qui voudrait l'entraîner, et à laquelle il résiste. Cependant ce que l'on sait de la philosophie d'Alexandrie, ce que l'on commence à connaître par les monuments des idées religieuses de l'Égypte, n'offre point cette ressemblance que plusieurs auteurs anciens ont imaginé trouver, et que les modernes ont admise sur parole comme un fait démontré. Qu'était-ce, en effet, que l'éclectisme alexandrin? n'était-ce que la théologie égyptienne, et qu'y a-t-il de commun entre eux?

L'éclectisme, si attaqué de nos jours, est tout simplement l'application du bon sens à la philosophie. Il faut convenir que l'école d'Alexandrie ne s'est pas tenue à ce sage éclectisme, qui est celui de Socrate. Au lieu de demander à chaque sys-

(1) *Dict. des Sciences médicales*, t. XXXII, p. 11.

(2) Avant tous je citerai l'admirable traducteur d'Hippocrate, M. Littré, et après lui M. Daremberg, qui j'espère, professera bientôt au Collège de France l'histoire de la médecine depuis Hippocrate jusqu'à Gallien.

(3) Simon, *Histoire de l'École d'Alexandrie*, I, 66.

(4) Sharpe, *Egypt. under the Romans*, 108.

tème ce qu'il pouvait renfermer de vrai, elle a voulu les unir tous ou plutôt les absorber dans le platonisme. Elle a opéré une fusion plutôt qu'elle n'a fait un choix. Bien qu'il y ait eu à Alexandrie des péripatéticiens, des stoïciens et même des sceptiques, c'est le platonisme qui a dominé. Ce platonisme n'est pas tout à fait celui de Platon, mais il en dérive évidemment. C'est le platonisme à un autre âge et dans un autre monde, c'est un platonisme nouveau, un néo-platonisme. La philosophie alexandrine est une philosophie néo-grecque si l'on veut ; c'est encore une manière d'être grecque. En présence de l'Égypte et de l'Orient, elle prend des tendances mystiques et une allure sacerdotale ; mais le fond des idées reste grec, mais cette doctrine, qui affecte les formes de l'extase, n'est qu'un développement immodéré de la spéculation platonicienne. M. Cousin a donné avec une grande justesse l'*abstraction* pour caractère à la philosophie de Platon. L'abstraction de plus en plus raffinée est aussi le caractère de l'école d'Alexandrie. Or, rien ne semble jusqu'ici moins abstrait, et ne devait moins l'être, que les dogmes religieux de l'ancienne Égypte. Sans connaître à fond ces dogmes, les scènes mythologiques tracées sur les murs des temples suffisent pour montrer qu'un petit nombre d'idées fort simples formaient la base de cette religion. L'action vivifiante du soleil et la force reproductrice de la nature animée y tenaient la plus grande place. Quant aux abstractions platoniciennes qu'ont voulu y trouver des écrivains qui, comme les Alexandrins eux-mêmes ou comme Plutarque, y transportaient leurs propres idées, elles n'ont aucune valeur historique, et il est à regretter que l'homme admirable qui avait, dans les monuments égyptiens dont il venait de révéler le langage, de quoi contrôler et réfuter ces interprétations prétendues, leur ait donné, dans son *Panthéon égyptien*, une importance qu'elles ne méritent pas. Qu'y a-t-il en effet chez les philosophes alexandrins qui rappelle les idées égyptiennes telles qu'on peut déjà les lire en grande partie sur les monuments ? Quel rapport peut exister entre Ammon générateur ou Ammon-soleil et l'unité divine des alexandrins dans laquelle l'être est tellement dégagé de tout attribut déterminé, tellement supérieur à toute conception finie, qu'il est un *non-être*, la substance ineffable, principe de toute réalité, mais qui elle-même échappe à la réalité par l'abstraction ? Les triades jouent un grand rôle dans la philosophie alexandrine, et les divinités égyptiennes sont très-fréquemment groupées en triades. Pourtant quelle analogie véritable pourrait-on trouver entre des trinités abstraites telles que *l'âme, l'esprit, l'unité*, ou *l'unité, l'ineffable, l'innécessaire*, et la trinité naïve de l'Égypte, qui, sous les noms d'Osiris, d'Isis et d'Horus, et sous vingt autres noms, représente toujours le père, la mère et l'enfant ?

C'est évidemment des deux côtés un ordre d'idée et un esprit entièrement différents. Quelques emprunts de détail ont pu être faits, mais la philosophie d'Alexandrie n'a rien dû d'essentiel à une religion dont les enseignements étaient aussi simples que les siens étaient métaphysiques.

Et les mystères, dira-t-on, les mystères d'Osiris et d'Isis, n'ont-ils pu transmettre une doctrine réservée aux initiés et plus abstraite que la religion écrite et sculptée sur les murs des temples ? J'attendrai pour répondre qu'on ait solidement établi qu'il y a eu un système de mystères et d'initiations *propre à l'Égypte*, et non importé de la Grèce. Je sais qu'on a fait grand bruit de ces mystères, à commencer par les Alexandrins eux-mêmes ; mais on a toujours négligé d'en prouver rigoureusement l'existence, et il n'y est fait nulle allusion, que je sache, sur aucun monument égyptien connu.

Il est encore une autre source à laquelle les Alexandrins auraient puisé les enseignements de l'antique sagesse égyptienne : ce sont les livres d'Hermès. La source était abondante, à en croire Iamblique, qui porte le nombre de ces livres à vingt mille volumes ; mais je ne suis pas bien sûr qu'Iamblique ait vu les volumes et qu'Hermès les ait écrits. Hermès est le nom que les Grecs donnaient au dieu Thot, qui, dans les scènes mythologiques retracées sur les monuments égyptiens, figure comme *scribe des dieux*. Un auteur réel aurait pu, j'en conviens, écrire les livres qui portent le nom de l'auteur à tête d'ibis ; cependant rien ne donne à penser que les Égyptiens eussent une bibliographie aussi savante. Les innombrables papyrus trouvés jusqu'ici sont, à une ou deux exceptions près, des rituels funèbres et non des traités de philosophie ; enfin, en admettant que d'anciens livres, attribués à Thot ou Hermès, aient jamais existé, une chose est certaine, c'est qu'ils n'ont rien de commun avec ceux que nous possédons en tout ou en partie, et qui ont été fabriqués dans les premiers siècles de l'ère chrétienne. Il est possible et même vraisemblable que ces livres hermétiques aient recueilli quelques idées anciennes (1) ; mais elles y sont noyées dans tant d'idées plus récentes et surtout d'idées platoniciennes, qu'on ne peut guère les en distinguer. Ainsi, la philosophie alexandrine a dû renoncer à cette tradition, qui la faisait procéder du dieu Thot en personne, c'est-à-dire de l'antique littérature sacrée des Égyptiens. Il faut qu'elle se contente de remonter à Platon et tout au plus à Pythagore ; mais Pythagore et Platon ne sont-ils pas eux-mêmes disciples de l'Égypte ? De Pythagore, on ne sait rien d'assuré ; pour Platon, s'il est certain qu'il vint à Héliopolis, on ne voit pas dans ses dialogues immortels qu'il en ait rapporté autre chose qu'un grand respect pour le bel ordre et l'antiquité de la société égyptienne, et peut-être un certain goût du symbolisme que pouvaient, du reste, avoir déjà répandu les mystères de la Grèce. Quand Platon veut exprimer ses idées philosophiques par des symboles mythologiques, il se sert des mythes grecs et non des mythes égyptiens, qu'il paraît n'avoir pas connus.

Ainsi, ce n'est point par voie d'héritage que les philosophes alexandrins ont pu recevoir les traditions de l'Égypte. Ont-ils pu les recevoir immédiatement ? Pas davantage, et la raison en est bien simple : c'est que personne, parmi ces philosophes, n'a rien su de la langue égyptienne et de l'écriture hiéroglyphique. D'abord, si ces philosophes les eussent connues, ils n'eussent pas manqué de nous l'apprendre ; encore s'ils avaient eu la prudence de se taire sur ce sujet, nous pourrions croire qu'ils s'y entendaient quelque peu. Malheureusement plusieurs d'entre eux se sont laissé aller à en parler, et ce qu'ils disent montre toute leur ignorance à cet égard. Il est incroyable à quel point les Grecs d'Alexandrie restèrent étrangers à la connaissance de la langue et de l'écriture égyptiennes ; on ne pourrait le comprendre, si on n'avait d'autres exemples de l'éloignement dédaigneux des Grecs et des Romains pour l'étude des langues barbares. Ce qui est certain, c'est que, sauf un passage souvent cité de saint Clément d'Alexandrie et un passage

(1) Par exemple, l'idée de la punition de l'âme par la métempsycose (*Hermes apud Stobæum*, l. I, c. LI, 44). Cette idée est bien égyptienne, témoin le tableau, plusieurs fois répété, qui représente le gourmand condamné par Osiris à renaître dans le corps d'un pourceau, au-dessus duquel on trouve un hiéroglyphe exprimant la gourmandise. Les régions des âmes dont il est fait mention dans un autre fragment attribué à Hermès (*ibid.*, 61) paraissent aussi offrir quelque rapport avec les régions de l'autre monde représentées dans les tombeaux et les rituels funèbres.

moins concluant, il est vrai, de Porphyre, on ne voit pas qu'un seul auteur grec se soit douté que les hiéroglyphes pouvaient être phonétiques, c'est-à-dire représenter des sons, ce qui a lieu pourtant trois fois sur quatre. Quoique tenant moins de place que l'écriture phonétique dans les inscriptions, l'écriture symbolique est citée par les alexandrins comme l'unique écriture des Égyptiens. Cette fausse opinion est celle de Plotin (1), de Proclus (2), de Porphyre lui-même (3), d'Iamblique (4), qui n'en écrivait pas moins sur la *science des Égyptiens*.

On conçoit la raison de cette erreur si répandue : cette portion symbolique de l'écriture égyptienne, bien que la moins considérable, était ce qui la distinguait le plus des autres écritures et lui donnait un caractère mystérieux, c'est ce que les prêtres devaient mettre en relief dans les incomplètes confidences qu'ils faisaient aux Grecs, et c'est aussi ce qui devait frapper l'imagination de ces derniers, précisément parce qu'ils trouvaient là un procédé d'écriture plus étrange et plus différent du leur ; mais, en ne disant rien des hiéroglyphes-lettres, beaucoup plus nombreux que les hiéroglyphes-images, les auteurs grecs et les philosophes alexandrins en particulier ont montré qu'ils étaient hors d'état de comprendre une ligne d'un texte hiéroglyphique. Manquant des notions les plus élémentaires sur l'écriture égyptienne, comment auraient-ils pu puiser dans les sources égyptiennes qui leur étaient fermées, et transporter dans leurs écrits des enseignements qu'on n'y rencontre pas (5) ?

Voilà comment la philosophie d'Alexandrie est égyptienne ; le christianisme d'Alexandrie le fut-il davantage ? Distinguons d'abord dans le christianisme alexandrin l'orthodoxie et les hérésies.

Il y aurait eu à Alexandrie une fusion ou plutôt une confusion déplorable des croyances égyptiennes et du christianisme, si on s'en rapportait à la lettre de l'empereur Adrien, dans laquelle il dit positivement : « Ceux qui honorent Sérapis se disent chrétiens, et ceux qui se disent chrétiens sont dévots à Sérapis. » Mais cette boutade de l'empereur bel esprit, dans une épître qui vise à l'effet, ne peut rien établir de positif, et prouve seulement que chez quelques-uns il se faisait un mélange grossier des deux religions. Il se peut aussi que certaines expressions, certains symboles, quelques idées même appartenant à l'ancienne religion, se soient infiltrés dans la nouvelle. Ainsi, quand saint Ambroise, qui imite et même copie souvent Philon et Origène, tous deux d'Alexandrie, quand saint Ambroise appelle Jésus-Christ le bon scarabée (6) qui a pétri la fange informe de nos corps, il fait, probablement d'après ses modèles alexandrins, une allusion évidente à un symbole égyptien, le scarabée considéré comme image de l'énergie formatrice du monde, parce qu'il roule en petites boules la fange dans laquelle il dépose ses œufs, ainsi que nous l'apprend le témoignage des anciens, confirmé cette fois par les monuments. L'art chrétien a pu accueillir aussi quelques-uns des attributs d'Isis et les transporter à la vierge Marie, quand par exemple il a placé le croissant de la lune sous ses pieds. La coutume très-ancienne de donner à la Vierge

(1) Enn., v. I, 8, 6.

(2) Commentaire sur le Timée, édit. de Bâle, 35.

(3) *De Vita Pythagoræ*, cap. 11, 12.

(4) *De Mysteriis Ægypti*.

(5) Dans le traité d'Iamblique sur les mystères des Égyptiens, il n'y a guère d'égyptien que quelques noms de divinités.

(6) Luc, x, 113 ; Sch., 71.

la couleur noire a pu avoir aussi pour motif une imitation de l'Isis funèbre. Certains dogmes chrétiens ont pu trouver dans certaines croyances de l'Égypte une analogie qui a aidé à les faire admettre, au moins en ce pays. La liaison que les Égyptiens établissaient entre l'immortalité de l'âme et cette perpétuité qu'ils cherchaient à donner au corps par les procédés de l'embaumement a un rapport frappant avec le dogme qui associe la chair ressuscitée à la vie impérissable de l'esprit, et l'on est autorisé à croire que l'opinion égyptienne vint ici en aide au dogme chrétien, quand on entend saint Augustin déclarer (1) que les Égyptiens étaient les seuls chrétiens qui crussent véritablement à la résurrection. D'autre part, on comprend comment un éloignement bien naturel pour tout ce qui pouvait rappeler les superstitions égyptiennes portait à déclarer que l'âme seule ressuscitait certains esprits que leur puritanisme dogmatique rendait pour ainsi dire hérétiques à force d'orthodoxie.

L'orthodoxie fut égyptienne en ce sens seulement qu'elle fut nationale. L'énergie du catholicisme alexandrin s'acrut des sentiments d'antipathie et de rivalité qu'Alexandrie portait à Constantinople, dont les empereurs protégeaient l'arianisme. De là les fureurs de la population égyptienne contre les ariens, de là l'ardeur avec laquelle elle soutint son indomptable représentant, saint Athanase. Ce zèle pour l'orthodoxie était nourri et enflammé par les moines qui peuplaient le désert aux portes d'Alexandrie. Ces moines, pour la plupart Égyptiens de race, comme le prouvent leurs noms souvent tout mythologiques, Ammon, Sérapion, etc., ces moines, successeurs des ascètes égyptiens dont ils continuaient le genre de vie, soutenaient l'orthodoxie en haine de Constantinople. Ainsi le moine Ammon jetait une pierre à Oreste, préfet d'Égypte, en lui reprochant tout à la fois qu'il était païen et qu'il était Grec.

Ces moines formaient, pour l'église d'Alexandrie, une milice formidable, recrutée dans le fond de la population indigène. On reconnaissait à leurs emportements le caractère sombre et violent de la race égyptienne; trop souvent ce caractère étouffa, dans les luttes théologiques d'Alexandrie, les inspirations de la mansuétude chrétienne. Ce fut la population d'Alexandrie qui se souilla du plus odieux crime qu'ait commis le fanatisme des premiers siècles; ce fut cette population tour à tour ameutée contre les Juifs, contre le christianisme et contre la philosophie, qui renversa du char sur lequel elle apparaissait comme une divinité, dit un chrétien, dépouilla de ses vêtements, déchiqueta avec des tessons, traîna nue sur le pavé d'Alexandrie, et enfin déchira en morceaux la belle et savante Hypathie, mathématicienne, astronome, *philosophe*, comme la nomme, dans ses aimables lettres, l'évêque Synesius, qui fut son disciple et demeura son ami.

Cet exemple de fanatisme, le plus exécrable de tous, n'est malheureusement pas le seul qu'aient donné les partis religieux d'Alexandrie. Un jour, les ariens détruisirent l'école chrétienne, fondée en regard et à la porte du musée. Un autre, le peuple foule aux pieds l'évêque George, et déchire son cadavre. Des recrudescences de l'ancien paganisme égyptien enveniment ces fureurs théologiques. L'évêque George était l'ennemi de saint Athanase, mais il était aussi un ennemi acharné de l'idolâtrie, et, en même temps que lui, on égorga Dracontius et Diodore, qui avaient élevé des bâtiments chrétiens sur un emplacement consacré à l'ancien culte. Un vieux levain d'égyptianisme semble être au fond de toutes ces

(1) *De Resurrectione*, 349, c. xii, serm. 4.

horreurs, et les haines de secte empruntent une atrocité plus grande aux haines emportées qui armaient autrefois les habitants de Denderah, ennemis du crocodile, contre ceux d'Ombos, qui l'adoraient.

Le christianisme d'Alexandrie a un caractère à part, c'est le christianisme de saint Clément et d'Origène, c'est un christianisme savant, philosophique, et, chez le second, abusant du symbolisme. Cette direction de la spéculation chrétienne, qui est propre à l'école théologique d'Alexandrie, est-elle due aux influences de l'Égypte? Est-ce la science et la philosophie égyptiennes qu'a recueillies Clément d'Alexandrie? est-ce le symbolisme égyptien qui a inspiré Origène?

Quelque part que l'on veuille faire à l'Égypte dans les lendances théologiques de Clément et d'Origène, il restera, je crois, certain que ces tendances proviennent principalement de la philosophie grecque plus dominante à Alexandrie que les doctrines égyptiennes, et plus connue des docteurs chrétiens. Un passage de saint Clément d'Alexandrie, que je rappelais tout à l'heure, contient, il est vrai, sur l'écriture hiéroglyphique le renseignement le plus exact que l'antiquité nous ait transmis; mais Clément, qui l'avait recueilli de la bouche de quelque Égyptien instruit, montre en plusieurs endroits que lui-même ne lisait pas cette écriture, dont il connaissait la vraie nature. On ne peut donc de cette notion juste, mais très-générale, et dont saint Clément ne paraît avoir jamais fait l'application à un texte égyptien, conclure avec M. Matter que « les chrétiens restaient aussi peu étrangers aux croyances égyptiennes qu'aux théories des Grecs. » Ceci n'est nullement prouvé par le passage de saint Clément, ni que je sache par aucun autre passage de ses écrits ou de ceux d'Origène. Au contraire, on voit à chaque page que tous deux connaissent à fond les philosophes grecs, et sont pénétrés de leur esprit. Quand Origène s'écriait : Heureux ceux qui sont assez avancés pour n'avoir plus besoin du fils de Dieu comme d'un médecin, d'un pasteur et d'un sauveur, mais qui n'ont besoin de lui que comme vérité et raison, Origène ne parlait-il pas en philosophe platonicien, en condisciple de Plotin?

Il est un écrivain qui doit être pris en considération ici : c'est Philon, ce Juif alexandrin qui a constamment cherché dans les livres de Moïse une signification symbolique et mystérieuse. En effet, si Philon n'est pas chrétien, il a fondé l'école allégorique parmi les chrétiens; ses hardies interprétations de l'Écriture ont été reproduites par les docteurs les plus savants, comme Origène, et les pères les plus orthodoxes, comme saint Ambroise. L'emploi de ce symbolisme, souvent outré, a-t-il été suggéré à Philon par le génie symbolique de l'ancienne Égypte? Bien qu'il soit naturel de le croire, rien n'est moins fondé. Philon prouve, par ce qu'il dit de l'écriture de la langue (1) et de la religion des Égyptiens, que ces sujets lui sont à peu près entièrement étrangers. Il prend quatre fois Typhon pour Osiris; qu'aurait-il pensé d'un Égyptien qui eût pris Satan pour Jehovah? Du reste, il déteste les idoles des Égyptiens, il ne voit dans leur religion, envisagée de la manière la plus grossière et la plus superficielle, que le culte des animaux; il n'a donc point emprunté son symbolisme au symbolisme égyptien, car il ne le connaît pas; il l'a reçu de Platon, dont il applique les idées au judaïsme, au point de se faire appeler un *Platon judaïsant*. Peut-être ce que l'on disait autour de lui des

(1) Bien loin d'admettre que les hiéroglyphes puissent être des lettres, il n'y voit que des animaux sacrés et des symboles de la religion égyptienne. Sur trois mots égyptiens dont il donne l'explication, il n'approche que pour un seul de la vérité.

mystères cachés sous les images tracées sur les monuments de l'Égypte a pu l'exciter à trouver des mystères dans chaque mot du récit de Moïse; mais je pense qu'il doit surtout la tendance allégorique qui le caractérise à certaines écoles juives, surtout à celles des thérapeutes, que lui-même nous fait connaître avec détail, et dont il dit à plusieurs reprises qu'on y explique aux Hébreux le sens allégorique de leurs livres sacrés. Philon ignore les Égyptiens parce qu'il les déteste, il ne leur a rien emprunté parce qu'il les ignore. Le Juif Philon a été défendu de tout contact avec les idées égyptiennes par la haine, comme les Grecs par le dédain, et les Romains par l'orgueil.

Mais revenons au christianisme. Pour trouver quelque influence de l'ancienne Égypte sur le christianisme alexandrin, il faut sortir de l'orthodoxie. L'hérésie arienne, dont Alexandrie fut le berceau, l'hérésie arienne, avec sa tendance au déisme, est un fruit du rationalisme grec, et nullement de la théologie égyptienne; il faut donc aller jusqu'à des hérésies qui sont à peine chrétiennes, il faut aller jusqu'au gnosticisme. L'idée de la *gnose*, c'est-à-dire d'une connaissance supérieure à l'intelligence vulgaire et littérale, cette idée dont abusèrent ceux qui reçurent le nom de *gnostiques*, mais que ne repoussaient pas les théologiens orthodoxes d'Alexandrie, peut sembler empruntée au génie incontestablement symbolique des Égyptiens; elle a une origine plus vraisemblable dans la tradition des mystères grecs et dans les usages de l'école platonicienne, qui avait aussi deux enseignements, dont le plus relevé formait une véritable *gnose* réservée aux disciples initiés.

Il est naturel de se demander quelle part l'Égypte peut réclamer dans les éléments qui ont formé le gnosticisme, car une grande famille des gnostiques est égyptienne d'origine. Basilide, Valentin, Héracléon, Carpocrate, étaient Alexandrins. Le chef de l'autre école gnostique, de l'école juive, Cérinthe, avait étudié à Alexandrie. Aussi a-t-on fait pour le gnosticisme comme pour le néo-platonisme alexandrin : on l'a cru dérivé en très-grande partie des anciennes croyances égyptiennes. Est-ce avec beaucoup plus de raison? M. Matter, qui voyait dans le musée d'Alexandrie une institution à demi égyptienne, voit dans le gnosticisme une émanation des doctrines religieuses de l'Égypte. « La gnose de l'Égypte, dit-il, emprunta sans hésitation les plus beaux symboles de l'antiquité égyptienne pour rendre les doctrines les plus augustes de la nouvelle religion (1); » et ailleurs : « Les gnostiques ont trouvé en Égypte non-seulement les idées fondamentales de l'émanation des dieux et des âmes humaines du sein de Dieu, mais encore une foule de théories accessoires, avec tous les emblèmes qu'y rattachait l'antique mystériosophie. »

Il faudrait d'abord prouver que les idées qu'on croit retrouver dans le gnosticisme appartiennent réellement à l'ancienne religion de l'Égypte. C'est ce qui sera très-facile, si on laisse à cette religion tout ce ensemble de notions abstraites que lui ont prêté les Alexandrins, Plutarque, et, d'après eux, les modernes; mais si l'on s'en tient aux monuments égyptiens, seule source qui ne soit point suspecte, on aura quelque peine à y rien trouver qui ressemble à la doctrine de l'émanation et à toutes les subtilités métaphysiques du gnosticisme. Quelques idées réellement égyptiennes offrent bien une véritable analogie avec des conceptions gnostiques; mais la plupart, comme la purification des âmes après la mort ou

(1) Matter, *Histoire du Gnosticisme*, préf., xiii.

leur chute dans un ordre d'existence inférieure, se trouvant ailleurs qu'en Égypte, ont pu être empruntées par les gnostiques aux spéculations de la philosophie grecque ou aux dogmes des religions orientales (1) : la provenance égyptienne est donc loin d'être assurée, là même où elle est possible. Elle n'acquiert un grand degré de probabilité que quand, au lieu d'une ressemblance générale qui ne prouve aucun rapport certain, on rencontre une identité de détails ou de noms que le hasard ne peut produire.

Mais ces identités sont en bien petit nombre (2), et l'on peut avancer hardiment que ce qui a dominé dans le gnosticisme et en particulier dans le gnosticisme alexandrin, c'est la spéculation platonicienne mêlée à quelques rêveries de la cabale juive et peut-être à quelques dogmes persans. L'unité inconnue d'où tout émane et qui tantôt s'appelle *Abîme*, tantôt s'appelle *Silence* chez les gnostiques ; les manifestations de cette unité dans une série descendante de puissances, et le retour de ces manifestations à leur ineffable principe ; la matière conçue comme ce qui limite et dégrade ; la notion du démiurge, dieu formateur du monde et inférieur au dieu suprême, au dieu sans nom, tout cela est beaucoup plus semblable aux théories abstraites et compliquées du néo-platonisme qu'aux dogmes simples et positifs de la religion égyptienne, tels que les présentent les monuments ; tout cela montre que la gnose d'Alexandrie appartenait plus à la Grèce qu'à l'Orient, et plus à l'Asie qu'à l'Égypte.

Ceci est vrai surtout de ce qu'on peut appeler le gnosticisme scientifique, celui des livres, des docteurs. A mesure que l'on descendra dans le gnosticisme populaire, on verra l'élément égyptien intervenir de plus en plus. Les sectes les plus grossières sont celles où il s'est conservé le plus de l'ancien sensualisme égyptien. C'était pour les adeptes les moins éclairés, pour ceux dont on cherchait plus à frapper les yeux par des figures bizarres qu'à exalter l'intelligence par des abstractions ; c'était pour cette classe d'adeptes qu'étaient tracés les dessins étranges qu'on voit sur les amulettes appelées *abraxas* et sur le *diagramme* que nous a conservé Origène (3). Ces amulettes portent des traces nombreuses et non équivoques des croyances mythologiques de l'Égypte, et ce diagramme, qui offrait et un plan des régions par lesquelles l'âme devait passer pour s'élever de sphère en sphère jusqu'à la sagesse incréée, et des formules de prières mystiques ; ce diagramme,

(1) Ainsi l'adoration du serpent par les Ophites peut certainement avoir un rapport réel avec le choix du symbole égyptien par lequel on désigne la divinité dans les peintures et les hiéroglyphes, et qui est le serpent Uréus, ou avec le serpent à ailes et à pieds que l'on voit représenté dans les rituels funèbres ; mais le serpent est partout, dans les mythologies et les cosmogonies de l'Orient, et on ne peut être assuré que le serpent des Ophites soit égyptien plutôt que juif, persan, indien, etc.

(2) Je citerai les génies qui président aux diverses parties du corps, selon certains gnostiques, et qui est tout à fait dans les idées égyptiennes, comme le prouve l'inscription hiéroglyphique qui accompagne la momie de Petemenoph (Champollion, *Voyage de Caillaud*, t. IV, p. 37). Les génies des sphères (Matter, II, 237), qui ont des têtes de lion, de serpent, etc., et ressemblent singulièrement à des personnages qu'on voit figurer dans les représentations astronomico-funèbres des tombeaux de Thèbes, enfin quelques noms des êtres dont se compose le pléroma, sont bien égyptiens, comme Athumes. Emphe. Ce dernier nom est celui d'une divinité égyptienne. L'Horus des Valentiniens paraît bien rappeler Horus.

(3) Voyez M. Matter, t. II, 475, et les planches.

bien que rempli de noms hébreux, offre dans sa disposition générale une singulière analogie avec les rituels funèbres qu'on trouve dans les caisses des momies, et qui de même présentent à la fois des peintures de l'autre vie et des prières écrites au-dessous de ces peintures.

Si le gnosticisme et surtout le gnosticisme populaire a pu devoir quelque chose aux anciennes croyances de l'Égypte, il n'en a pas été de même des autres hérésies dont Alexandrie a été le foyer. Je l'ai déjà dit de l'arianisme. Le nestorianisme et l'euthychéisme étaient aussi des hérésies procédant au besoin, beaucoup plus grec qu'égyptien, de raisonner et de comprendre, et parfaitement pures de toute influence égyptienne (1). A ces hérésies se rattache le jacobitisme qui a séparé Alexandrie de l'église orthodoxe; mais le jacobitisme est encore plus un schisme qu'une hérésie. Le principe qui a fait sa force est le même que celui auquel l'orthodoxie dut la sienne au temps de saint Athanase : c'est la répugnance d'Alexandrie à subir l'ascendant de Constantinople. Avec la même passion, les Alexandrins résistèrent tour à tour aux empereurs ariens et aux empereurs orthodoxes. Le parti de ceux-ci s'appelait le parti royaliste (*melchite*), comme par opposition au parti national : c'était donc une querelle de nationalité égyptienne et surtout alexandrine.

Du reste, la même cause produisit les mêmes effets. Les scènes violentes se renouvelèrent; on égorga Protérius, comme on avait égorgé l'évêque George, et Apollinaire fit massacrer par des soldats son propre troupeau. Si les sectes qui divisent Alexandrie n'ont rien d'égyptien dans leurs doctrines, le vieux fanatisme égyptien s'y montre toujours, on le reconnaît à ses fureurs.

Alexandrie, devenue arabe, ne cessa pas tout d'abord d'être grecque, car la science grecque subsista en partie au sein des populations musulmanes et fit presque toute leur civilisation. Après la conquête, dit M. Libri, la science arabe, héritière de la science grecque, en continua quelque temps la tradition dans Alexandrie. Au ix^e siècle, un calife y créa une bibliothèque dont la fondation est plus certaine que la destruction de celle des Ptolémées par Omar. Du reste, on doit reconnaître qu'Alexandrie ne fut pas un foyer scientifique comme Bagdad ou Damas. Négligée pour le Caire, Alexandrie se releva par le commerce; elle avait toujours sa position admirable, elle en profita de nouveau, de nouveau l'Europe reçut par elle les marchandises de l'Égypte, de l'Arabie et de l'Inde. Marseille, Barcelone, Bruges, Florence, Gênes, Venise, eurent des établissements à Alexandrie et firent des traités de commerce avec les sultans d'Égypte.

Par cette force des choses qui naît d'une situation essentiellement favorable, Alexandrie redevint ce qu'elle avait été, le lien de l'Orient et de l'Occident, de l'Europe et de l'Asie. C'est à ses rapports avec Alexandrie que Venise doit en grande partie sa physionomie presque orientale. Si Sainte-Sophie de Constantinople et Saint-Vital de Ravenne ont fourni les modèles de Saint-Marc, ces élégants palais qui bordent le Grand-Canal, et dont l'architecture n'est point byzantine, mais arabe, d'où peuvent-ils venir, si ce n'est d'Alexandrie?

Ce commerce entre les puissances chrétiennes et le sultan d'Égypte est un grand fait dans l'histoire du moyen âge. Les croisades avaient rapproché l'Orient

(1) Cependant il faut remarquer que les eutychéens croyaient à l'incorruptibilité du corps du Christ, opinion qui se rattachait peut-être à l'ancienne opinion égyptienne, d'après laquelle l'immortalité de l'esprit était liée à celle du corps.

et l'Occident par la guerre, le commerce les rapprocha par la paix. Ce fut un second pas vers le même but par une voie contraire. Il y eut bientôt conflit entre ces deux tendances. L'esprit ancien de guerre et d'enthousiasme se trouva en lutte avec les nouveaux besoins d'échange et de bien-être. Peuples et gouvernements étaient souvent tentés par des profits qu'ils obtenaient au préjudice de la chrétienté. Tantôt des négociants de Gênes se faisaient les pourvoyeurs d'esclaves du sultan d'Égypte, tantôt les rois promettaient de ne pas aider les entreprises des papes, des princes francs et des templiers contre les états musulmans. L'on portait au sultan des armes et des munitions qui pouvaient servir contre les fidèles. Les papes, défenseurs vigilants de l'esprit chrétien, que l'esprit commercial envahissait, interdirent ce trafic coupable. Le sultan répondait à ces anathèmes en accordant des primes à l'exportation des objets prohibés. La république de Venise aimait mieux toucher ces primes qu'obéir à ces prohibitions, et la république trouvait des casuistes pour la justifier. Parfois les princes chrétiens défendaient à leurs sujets de commercer avec Alexandrie, mais bientôt ce commerce était repris par les princes même sous couleur de racheter des esclaves ou sous prétexte d'*affaires touchant l'exaltation de la foi* ; les papes eux-mêmes accordaient des permissions de commercer avec les infidèles ; Jacques Cœur, accusé de s'être enrichi par ce négoce, alléguait l'autorisation d'Eugène IV et de Martin V. Malgré de coupables abus, ce commerce était utile, il effaçait les haines de race et de religion. L'on comprenait en Europe que tout n'était pas mauvais chez les musulmans, les musulmans s'accoutumaient à traiter les chrétiens avec de certains égards. Dans un traité, les Catalans sont appelés *les fermes colonnes des baptisés*. Ainsi on s'acheminait vers l'abaissement des barrières qui parquaient les hommes en fractions ennemies, et dont chaque jour voit tomber quelqu'une. Tout le monde sait que la découverte de la route des Indes par l'Océan fit abandonner au commerce la voie de la Méditerranée et de la mer Rouge : ce fut le coup de mort pour Alexandrie. Comme le reste de l'Égypte, conquise par les Turcs, opprimée par les mamluks, sa population était tombée de six cent mille âmes à six mille, quand les Français se présentèrent sous ses murs et la prirent après un siège de quelques heures. Déjà Leibnitz avait adressé à Louis XIV un mémoire sur l'occupation et la colonisation de l'Égypte : Leibnitz exhortait la France à cette conquête. Le conseil perdu pour Louis XIV ne devait pas l'être toujours : Bonaparte venait exécuter le plan de Leibnitz.

Il faut avouer que certains souvenirs *modernes* ne nuisent point aux souvenirs antiques, et je ne dissimulerai pas que, tout en étant fort occupé de la colonne d'Alexandrie, comme indiquant l'emplacement de l'ancienne acropole et du Sérapéum, comme prouvant la vérité de mon système sur son origine grecque, je n'étais pas indifférent à la pensée que, près de cette colonne, Kléber, blessé à la tête en montant à l'assaut, avait senti, pour la première fois, le fer musulman, sous lequel il devait succomber ; qu'au pied de cette colonne avaient été enterrés les Français morts en escaladant les murailles d'Alexandrie ; qu'un ordre du général Bonaparte avait prescrit que sur la base de cette colonne fussent gravés les noms de ces Français, noms que je n'y ai point trouvés, et que j'aurais préférés à ceux des *gentlemen* anglais dont l'obscur vanité est rendue plus risible encore par ce contraste.

J'aime mieux cette pensée de Bonaparte que celle qu'il eut également ici de persuader aux musulmans que nous étions de grands amis d'Allah, et qu'ayant

fait la guerre au pape nous devons être embrassés par le muphti. Cette comédie, à laquelle l'indifférence philosophique du temps donnait une certaine sincérité, ne pouvait réussir auprès des musulmans. Jamais, de longtemps au moins, un musulman ne croira qu'un Franc puisse être son libérateur et son allié. Nous nous en apercevons en Algérie, quand nos fidèles décampent, la Légion d'honneur sur la poitrine, pour aller rejoindre Abd-el-Kader; il en fut de même en Égypte, nos protestations de bonne amitié pour le sultan et de dévotion à Mahomet obtinrent peu de créance. Un membre du divan du Caire, qui a écrit en arabe l'histoire de la campagne d'Égypte, y a mis cette phrase bonne à méditer : « Ce qui m'a le plus amusé, c'est quand Bonaparte a dit : — Je suis l'ami des musulmans, et je veux le bien de l'Égypte(1). »

Et cependant il était vrai que nous venions pour le bien de l'Égypte! Nous lui apportions la civilisation nouvelle dans les voies de laquelle elle était appelée à marcher avant les autres nations de l'Orient, comme elle avait marché autrefois une des premières dans les voies de la civilisation antique. Alexandrie, en particulier, doit aux Français le commencement de sa régénération. Les Français ont réparé ses fortifications, déblayé ses ports, introduit dans son régime quelques mesures de salubrité, conçu l'idée de rouvrir le canal qui rattache Alexandrie au Nil, et qui est pour elle une condition d'existence; en général, ce sont les Français qui ont préparé l'œuvre de Méhémet-Ali. Il n'est peut-être aucune de ses idées de réforme qui ne lui ait été suggérée par l'initiative française. C'est par nous que la civilisation occidentale a mis le pied sur cette vieille terre d'Égypte, d'où elle ne sortira plus.

Méhémet-Ali, il faut le reconnaître, a été le second fondateur d'Alexandrie, en exécutant le canal que nous avons conçu. Les ports se sont remplis de navires comme autrefois; on a pu y compter jusqu'à mille mâts et dire : « Livourne, Marseille, Plymouth, n'en offrent pas un plus grand nombre (2). » La flotte de Méhémet-Ali était composée, en 1838, de neuf vaisseaux et de neuf frégates; elle occupe le septième rang parmi les puissances maritimes; la Turquie, l'Autriche, l'Espagne, ne viennent qu'après. Pour réaliser cette création, qui a donné rang à un simple pacha parmi les puissances, Méhémet-Ali a été secondé par des Français, dont les noms sont trop honorables pour ne pas trouver place ici. Deux Français, MM. de Cerizy et Besson, ont créé cette flotte et cet arsenal, création, dit le maréchal Marmont, étonnante et presque incompréhensible. Les difficultés de tout genre étaient immenses; il a fallu une persévérance et une habileté rares pour les surmonter. Un autre Français, M. Mougel, vient d'achever un bassin dont l'exécution présentait aussi les plus grands obstacles. Toutes les fois qu'il est question en ce pays de travaux difficiles, d'utiles perfectionnements, on entend résonner le nom de la France.

Je n'ai pas voulu quitter Alexandrie sans faire le tour de son enceinte. Laissant à gauche la grande colonne, je suis sorti par une porte à l'ouest de la ville; mon chemin m'a conduit sur le bord du canal qui doit me porter au Nil. J'ai trouvé d'abord une cohue empressée, des barques rangées côte à côte, et tout le mouvement d'un port plein d'animation et de bruit; puis, marchant toujours, j'ai dépassé la région du tumulte. Un grand silence a remplacé ces rumeurs. Je ne

(1) *Journal d'Abdhaman Gabarti. Nouv. Journ. asiat.*, XV, 185.

(2) Parthey, *Reisen*, I, 20.

voyais que l'eau du canal, quelques berges solitaires et des terrains plats et nus. Des chameaux marchant sur une jetée étroite se profilaient sur le ciel. Cet aspect était singulièrement triste. Je me représentais les environs d'Alexandrie tels que nous les dépeignent les anciens, semés de jardins et de villas, embaumés par les rosiers dont les fleurs composaient les parfums d'Alexandrie, plantés de vignes qui produisaient le vin de Maréotis, chanté par Horace. Le mahométisme a déraciné les vignes, les roses ne se cultivent plus que dans la province de Fayoum. Souvent je n'avais sous les yeux qu'une nappe de sable blanc ou les ondulations d'un terrain jaunâtre. Par moments je saisisais une échappée de la ville; j'apercevais, comme une vignette dans un *voyage en Orient*, une coupole colorée ou un toit en terrasse dans un groupe de palmiers diversement inclinés. Le soleil me rendait précieux le maigre feuillage des acacias, et délectable l'ombrage épais des sycomores. Enfin, après plusieurs heures d'une agréable chevauchée sur ces petits ânes vifs qui sont la monture du pays, je suis rentré dans Alexandrie par la porte de Rosette, à l'opposite de la porte par laquelle j'étais sorti. Si Alexandrie a gagné un arsenal et une flotte, elle a beaucoup perdu en ruines. Le voyageur ne peut plus dire, comme Volney, en traversant l'enceinte arabe : « On parcourt un vaste intérieur sillonné de fouilles, percé de puits,... semé de quelques colonnes anciennes, de tombeaux modernes, de palmiers et de nopals. » Dans toute ma course, je ne rencontrais d'autres antiquités que quelques colonnes de granit, les unes debout, les autres gisant sur le sol; mais il n'y avait là point d'hiéroglyphes à lire. Enfin le ciel m'envoya, pour consoler ma détresse, un beau sarcophage égyptien, placé à l'entrée du jardin d'un riche négociant nommé Gibarra. Je me jetai sur cette proie, unique aliment offert à ma faim archéologique, et me voilà grimpé sur le couvercle ou agenouillé à côté du sarcophage, m'évertuant à déchiffrer les noms et la condition du mort. Ils s'appelaient Petpapi, nom que je n'ai encore trouvé sur aucun monument funèbre, et j'ai déjà recueilli une collection bien considérable de noms propres égyptiens. Son titre est écrit de diverses manières. Il est dit *préposé ou attaché aux deux sièges ou aux deux trônes* : c'est la désignation d'une charge que je n'ai non plus rencontrée nulle part. La nuit est venue m'interrompre dans ma transcription, que je compte bien reprendre à mon retour. Ce matin, le bateau à vapeur part pour le Caire. Je quitte sans regret Alexandrie, par où je dois nécessairement repasser. Le lecteur trouvera peut-être que je l'y ai un peu longtemps arrêté, et que je lui ai fait faire, sans changer de place, beaucoup de chemin : c'est que dans cette ville, dont l'histoire est si vaste et l'enceinte si pauvre, il y avait plus à méditer qu'à voir, plus de questions à examiner que d'objets à décrire, plus de souvenirs que de débris; mais Alexandrie était un trop grand nom et une trop grande chose pour ne pas lui consacrer une *étude* un peu approfondie. De plus, j'ai profité de l'occasion qui se présentait naturellement pour éliminer de l'Égypte, avant d'y entrer, beaucoup de choses qu'il ne faut pas s'attendre à y trouver. Il en reste assez pour satisfaire la plus exigeante curiosité. Cette exécution faite, continuons notre route; des *recherches* revenons au *voyage*, ou plutôt commençons réellement le voyage. Ici j'étais encore en Grèce; je vais entrer en Égypte, demain je verrai les pyramides.

J.-J. AMPÈRE.

Alexandrie, 14 décembre.

BRIOLAN.

PREMIERE PARTIE.

I.

Il y a cent années et plus, un homme qui n'avait lu ni *René* ni *Werther* se promenait, par une journée de printemps, sous les ombrages du Palais-Royal, aussi souffrant, quoiqu'il fût parfaitement poudré et vêtu d'un habit vert tendre, que le héros le plus sombre, le plus fatal et le plus négligé de l'école moderne. Il est vrai, par exemple, que ses souffrances n'étaient point très-vagues. « Oh ! pensait-il, si j'avais pu tirer de ma poche un rang de perles pour ce cou charmant, une bague d'émeraude ou de rubis pour ces doigts gracieux et superbes ! si je possédais ce qui appartient aujourd'hui à tant de butors et de manants, la fortune !.... » En un mot, l'homme à l'habit vert tendre regrettait avec une rage profonde, une amère mélancolie, de ne pas avoir cinquante ou cent mille écus de rente. Je suis sûr qu'on s'intéresse à lui dès à présent, car il ne souffre pas d'un mal inconnu. Il n'a ni regrets ni désirs étranges. Ses peines sont bien de ce monde. On les comprend sans fatigue aucune pour l'esprit.

Maintenant on l'aimera bien davantage, quand on saura qu'il était beau, noble, courageux, ayant de la bonté et de la loyauté certainement, peut-être même de l'esprit, de l'esprit par exemple qui n'était point du jour, mais bien des temps antiques, comme sa maison. Le comte Guy-Tancrède-Saladin de Briolan était d'une des plus vieilles familles du Périgord. Ce nom de Saladin, qu'il portait à son tour après une suite illustre de preux, s'était conservé dans sa maison, comme dans celle des Anglure, par un pieux respect pour une tradition des croisades. Je ne sais quel sultan avait demandé à un Briolan, en lui rendant une épée dont il

l'avait vu se servir en héros, de porter ce nom et de le faire porter à ses premiers nés. Les Briolan n'avaient de turc que leur prénom de Saladin. Il n'était pas race de chevaliers où se transmitt avec plus de soin et d'amour, dans toute sa noble et charmante délicatesse, le respect pour les femmes. Aussi un proverbe périgourdin disait-il : « Il n'est point si pauvre croix ni si pauvre femme que ne salue un Briolan. » Quand il y avait dans le village de ces nobles seigneurs un fils qui parlait rudement à sa mère, un frère qui maltraitait sa sœur, quelque voisin ou quelque voisine se trouvait toujours pour dire au mauvais garnement : « N'as-tu pas honte, Pierrot ou Jacquot, d'agir ainsi ? Est-ce que tu n'as jamais vu monseigneur Saladin sortir de l'église avec madame la comtesse ou mademoiselle ? Comme il les couve des yeux ! on dirait qu'il va mettre sous leurs petits pieds ses belles mains blanches, pour les empêcher de marcher à terre. »

Voilà quel cœur les Saladin de Briolan avaient pour les femmes. Quant au danger, il fallait voir comme ils le traitaient. Ce que les épieux et les mousquets de dix manants n'auraient point pu faire contre un loup, le couteau de chasse d'un Briolan le faisait. Tant qu'il restait une goutte de sang dans les veines d'un Briolan, cette goutte de sang renfermait une bravoure à défrayer toute une armée.

Le comte Tancrede-Saladin, celui dont la promenade agitée nous occupe maintenant, était, par la courtoisie et la valeur, complètement digne de sa maison. Il en était fort digne aussi par l'élégance de sa tournure et le grand air de ses traits. Il était mince et élancé ; comme l'aimable et cher chevalier Jehan de Saintré, peut-être aurait-il pu être vaincu dans une lutte à coups de poing ; mais on sentait qu'il ne trouverait jamais de maître dans les combats de l'épée. Il avait une bouche fine et fière, les yeux ardents et mobiles, animés d'un regard d'amoureux et de vaillant. Enfin il entraît à peine dans sa vingt-cinquième année, c'est-à-dire qu'au fond de son cœur bouillonnait encore une sève aussi printanière que celle des arbres sous l'ombrage desquels il marchait.

On sent bien qu'un homme ainsi fait et de cet âge ne désirait point des pièces d'or pour entretenir avec elles le damnable commerce des avarés. Ce que nous avons dit déjà de ses pensées nous montre pour quelles fins il souhaitait la fortune si ardemment. « Un collier pour ce cou charmant, des bagues pour ces jolis doigts, » voilà à peu près, je crois, ce qu'il pensait.

Les jolis doigts et le cou charmant pour lesquels il demandait au ciel des piergeries, c'étaient les doigts et le cou de M^{me} Brigitte de Briolan, sa cousine, duchesse de Lorédan.

La duchesse de Lorédan, qui avait près d'un million de revenus et les plus beaux diamants de l'Europe, n'avait pas besoin des présents et ne se doutait guère des scouffrances de son cousin. Du reste, pour bien faire comprendre le désir qu'on pouvait avoir de la parer, il faut dire que jamais madone ne fut plus belle. Quand je dis madone, était-ce bien à une madone qu'elle ressemblait ? C'était plutôt à une déesse antique, toutefois avec quelque chose de romanesque, de capricieux, et pourtant de divinement austère que l'antiquité ne connaissait pas. Brigitte appartenait au monde des fées et des chevaliers. C'était une Briolan ; partant, l'on sait de quelle façon elle avait été élevée. Le sentiment de la dignité féminine, si profondément gravé dans le cœur de tous ceux de sa race, avait passé de son âme à son regard rayonnant d'un royal éclat. Ce que ses yeux avaient toujours d'imposant ne les empêchait point de laisser voir parfois une expression de douceur qui alors

était un véritable enchantement. Celui qu'elle avait regardé un seul instant avec bonté était charmé pour sa vie entière.

Du moins, c'est ce que n'aurait pas craint d'avancer et de soutenir, l'épée à la main, son cousin Tancrède-Saladin, qui en était, nous essaierions vainement de le cacher, passionnément amoureux.

Amoureux depuis assez peu de temps toutefois, quoiqu'il la connût d'enfance, il n'avait songé à regarder sa cousine Brigitte, élevée dans un château voisin du sien, que le jour où elle avait épousé le duc de Lorédan, un ancien compagnon du régent, vieux seigneur philosophe et libertin, qui était parvenu à enlever sur la fin de ses jours, aux filles d'opéra, une santé fort chancelante, mais une fortune en très-bon état. A l'église, où elle mit sa main fraîche et rosée entre les doigts d'ivoire jauni de l'ancien roué, Brigitte occupa assez vivement Saladin. Puis la jeune femme partit pour Paris, et son image s'affaiblit, s'effaça même, je crois bien, entièrement dans l'esprit du comte, occupé à guerroyer au fond de ses bois contre les renards et les loups. Par malheur ou par bonheur pour lui, la suite de ce récit l'apprendra, notre gentilhomme ne resta point dans son château. Il voulut venir à Paris : c'était le voyage qui avait remplacé, pour la noblesse, les héroïques et lointaines expéditions. Il n'eut point vu deux fois sa cousine qu'il l'aima, et l'aima comme peut aimer un homme de vingt-cinq ans, qui sort d'un vieux château avec un cœur de paladin.

Un dragon, un lion, un géant, un enchanteur, qui auraient été les ennemis de Brigitte, auraient passé de rudes moments avec Tancrède-Saladin ; mais notre pauvre preux ne connaissait guère pour séduire le cœur d'une femme la méthode du jour. Du reste, hâtons-nous de le dire, s'il l'eût connue et pratiquée, il n'en aurait eu que des chances moindres de succès auprès de sa belle cousine. La duchesse était aussi étrangère aux mœurs de son siècle que l'eût été une belle au bois dormant sortant d'un sommeil séculaire. Sur le sofa, au fond de la bergère, dans le monde des mouches, de la poudre et des paniers, elle avait les pensées et les regards que pouvaient avoir ses aïeules sur le grand fauteuil de bois sculpté, au milieu des longs voiles, des cuirasses, des flottantes chevelures et des robes à queue. Si elle conservait, dans toute sa grâce touchante et fière, la simplicité antique, ce n'était point la faute de son mari ni de sa tante, la maréchale de Lorédan.

La maréchale de Lorédan avait toujours eu les maximes commodes, la vie riante et facile de la maréchale de Mirepoix, l'amie des favorites, de cette M^{me} de Grancei, vantée d'une façon si moqueuse par Voltaire, enfin de la maréchale de Luxembourg, si célèbre par la chanson :

Quand Boufflers parut à la cour, etc.

C'était une douairière dont la frivolité s'était accrue au lieu de diminuer avec les ans. Quelques madrigaux comme en écrivait l'amant de la princesse de Babilone, des souvenirs d'amours sans larmes, un goût toujours insouciant et vif de l'amusement, voilà ce que renfermait une tête dont la chevelure l'aurait certes emporté sur la poudre en blancheur. La maréchale de Lorédan accablait Brigitte de caresses, pour faire pièce à la jeune marquise de Lorédan, sa belle-fille, qu'elle détestait souverainement, parce qu'elle lui trouvait, disait-elle, un déréglément de mauvais goût. Le fait est que la marquise était une sorte de soldat

aux gardes, aimant le plaisir à l'instant où il appelle la hardiesse et congédie la grâce. C'est la passion de la maréchale pour Brigitte qui est la cause du désespoir où se trouve maintenant plongé le comte Saladin de Briolan.

La douairière, en regardant, pendant une matinée qui lui paraissait fort longue, un petit calendrier tout entouré de fleurs et d'amours, découvrit la Sainte-Brigitte, tombant précisément un jour de la semaine dans laquelle on venait d'entrer. Aussitôt sa cervelle se mit en travail ; elle fit venir le duc, son neveu, et lui persuada, sans beaucoup de peine, car le duc était très-facile à gagner au plaisir, de donner une fête pour la Sainte-Brigitte dans son château de Viroflay ; puis elle-même se mit à la recherche d'un présent propre à rehausser la beauté de sa nièce. Le jour de la Sainte-Brigitte arriva. Saladin était au nombre des invités de Viroflay.

Notre gentilhomme, qui n'était point riche, comme nous l'avons bien suffisamment indiqué, arriva dans un carrosse de louage, de fort mauvaise humeur, devant le château de Viroflay, dont la cour, entourée d'orangers et tapissée d'un sable fin, s'ouvrait aux plus élégants équipages de Paris. Il eut bien vite oublié son dépit quand il fut auprès de sa cousine Brigitte. Quels chagrins n'auraient fait fondre dans son cœur les charmants rayons que dardaient les yeux de la belle ! Mais il était réservé à une souffrance inattendue et inouïe. Avec cette façon simple qu'elle devait à son humeur, et qu'autorisait d'ailleurs la familiarité du cousinage, Brigitte dit à Briolan, en lui montrant son cou que parait un rang de perles fines, et une de ses mains à laquelle brillait une bague formée d'une merveilleuse pierrerie :

— Voyez, mon cousin, ce que m'ont donné pour ma fête M. le duc de Lorédan et M^{me} la maréchale.

Ce fut alors qu'une pensée aux serres brûlantes s'abattit sur l'âme de Saladin. « Quoi ! se disait-il, moi je ne pourrais point donner à cette chère beauté une fleur de rubis ou de diamant ? Mon vieil édenté de cousin et cette folle de maréchale, pour qui les beaux yeux noirs de Brigitte sont lettre close, qui ne sentent point ce qu'il y a de divin dans chaque trait de son visage et dans chaque doigt de sa main, peuvent lui donner ce que bon leur semble. Moi, pour lui faire présent d'un joyau qu'on refuserait en sachant ce qu'il me coûte, je serais obligé de vendre les meilleurs bois et les meilleurs prés de ma terre de Briolan. » Et le digne preux sentit que de grosses larmes allaient remplir ses yeux.

Saladin avait eu mainte cause bien autrement sérieuse et raisonnable, suivant le monde, que ce qui l'occupait en ce moment, de maudire sa pauvreté. La veille même, il n'avait point pu obtenir un magnifique régiment de dragons qui avait appartenu à un de ses oncles, parce qu'on en demandait un prix trop élevé. Dans la vie mondaine que sa naissance l'avait obligé de mener depuis qu'il avait quitté son château, combien de fois l'absence de fortune s'était fait sentir pour lui d'une façon irritante et douloureuse ! Eh bien ! jamais il n'avait souffert comme il souffrit alors. Il éprouvait un de ces chagrins de jeunesse fous, extravagants, dont les orageux transports ne seront dépassés par aucun autre chagrin de la vie. Il erra quelque temps à travers la fête, en proie à une de ces fièvres qui se plaisent dans les lieux de plaisir, au milieu des clartés de bougies, des odeurs de bouquets et des sons d'orchestre, comme les fièvres d'Italie dans les perfides magnificences de certaines contrées, puis il remonta dans le vieux carrosse qui l'avait amené, et retourna chez lui.

Qu'il ne dormît point, cela va sans dire. Cependant les rêves ne lui manquèrent pas, seulement il les faisait tout éveillé. Nourri qu'il était des contes de fées, car, dans son château de Briolan, les contes de fées avec les romans de chevalerie avaient composé presque toutes ses lectures, il songeait qu'il descendait dans des grottes défendues par des dragons, pour chercher des diamants, des émeraudes, des saphirs, des escarboucles dont il formait des diadèmes, des couronnes, des bagues et des bracelets pour Brigitte. Le matin il se leva aussi brisé que s'il eût vraiment accompli une de ces expéditions merveilleuses, mais n'ayant point entre ses mains la moindre pierrerie. Alors il mit cet habit vert tendre dont nous avons parlé, et, comme le ciel était attrayant, il se dirigea vers le jardin du Palais-Royal pour y faire une promenade mélancolique.

Il se promenait donc, livré aux pensées que maintenant on connaît parfaitement, quand il aperçut devant lui, à l'extrémité d'une allée, le duc de Lorédan. Il ne trouva aucun moyen d'éviter son cousin, qui marchait de son côté, et l'aborda au bout d'un instant.

— Mon cher comte, dit le duc, vous êtes, j'en suis sûr, étonné de me voir courant de si grand matin dans le Palais-Royal, moi qui d'ordinaire ne me lève pas avant deux heures, et que vous avez laissé hier au soir à Viroflay. Voici d'où vient cette étrangeté. Cette nuit on jouait un jeu si bourgeois, et il régnait en tout un ton si maussade chez M^{me} la duchesse, que l'ennui m'a saisi tout à coup, et, une heure après votre départ, sans prendre congé de mes hôtes, je suis parti avec quelques garnements pour Paris. Nous avons été chez la baronne de Verviers : vous savez, la mère de M^{lles} Glycère et Aglaé, cette honnête baronne qui protège le jeu et les amours. Là, nous avons joué un pharaon et un lansquenet à remuer le cœur du vieux Lucifer. On pouvait monter, descendre et remonter, et redescendre encore en quelques minutes toute l'échelle des conditions humaines. Tantôt riche comme un souverain, tantôt aussi pauvre qu'un berger, chacun jouissait du plaisir de voir la fortune lui prodiguer tour à tour ses plus provoquants dédains et ses plus enivrantes faveurs. Je me suis amusé, cher comte, ce qui m'est, hélas ! si difficile, d'autant plus qu'en vérité j'ai eu du bonheur. Là, dans les poches de cette veste à fleurs et de cet habit brodé, j'ai en or et en billets près d'un million. Heureusement que je ne suis pas au milieu de la nuit dans la Forêt-Noire, mais bien au Palais-Royal, en plein jour. Je vais me coucher, car j'ai joué jusqu'à présent, et mes paupières, qui doivent être écarlates, commencent à me paraître bien lourdes. Ce soir, je veux voir si les chances heureuses seront encore pour moi, et je retourne chez la Verviers. Vous devriez m'accompagner, mon cher comte ; être à Paris et s'écarter du jeu, c'est vivre à la cour sans connaître le roi.

— Vous savez bien, mon cousin, répondit Briolan d'un air sérieux, que je ne puis pas et ne dois pas jouer.

— Eh ! mon cher Saladin, reprit le duc, vous pouvez, vous devez jouer, au contraire. Vous avez l'inappréciable bonheur d'avoir vingt-cinq ans, une âme que n'a remuée encore aucune des émotions du jeu. La fortune, c'est bien connu des joueurs, aime, comme les vieilles coquettes, les amoureux novices. Elle aura bientôt fait de quitter un adorateur suranné tel que moi, qu'elle ne doit plus pouvoir regarder sans haïlier, pour venir, avec ses plus doux sourires, au-devant d'un jeune galant comme vous. Ah ! si je n'avais jamais touché un dé ni une carte, je voudrais gagner ce soir de quoi acheter les diamants du Grand-Mogol, s'il m'en prenait fantaisie.

Ces derniers mots, qui ramenèrent Briolan au milieu des pensées dont il avait essayé un instant de se tirer, furent d'un effet magique. Saladin, aussi probe, aussi délicat qu'il était vaillant, s'était bien promis de ne jamais céder aux séductions du jeu, et jusqu'alors, dans les réunions d'hommes auxquelles il avait forcément assisté, il s'était tenu héroïquement écarté des tapis verts ; mais, en cet instant, il ne se sentait plus aucune force pour tenir l'engagement qu'il avait pris avec lui-même. Il désirait savoir, en effet, si sa jeunesse, sa chevalerie, et ce je ne sais quoi de prédestiné qu'on croit toujours porter en soi à ses premiers pas dans la vie, seraient des titres pour la fortune.

— Eh bien ! soit, dit-il tout à coup d'une voix énergique au duc de Lorédan ; j'irai ce soir avec vous chez la baronne de Verviers.

Le soir de ce jour, en effet, le duc de Lorédan présentait son jeune parent à la baronne de Verviers et à ses deux filles, M^{lles} Glycère et Aglaé.

On a deviné déjà, sans aucun doute, quelle femme était la baronne. C'était un de ces personnages dont la vie est un roman si compliqué, qu'eux-mêmes n'en connaissent plus bien les chapitres. Après toute sorte d'enlèvements très-publics et de mariages très-secrets dans sa jeunesse, elle était arrivée à un âge mûr avec un titre de baronne, fort respectable assurément, car l'origine en était aussi perdue que celle des plus vieux titres, et deux filles intelligentes, très-capables de la seconder. Si sa maison n'était pas un des lieux les plus sûrs de Paris, c'était certes un des plus fréquentés. On y voyait des gens de différentes sortes, dont quelques-uns étaient trop simples, d'autres trop adroits, ceux-ci d'une fort vieille et très-véritable noblesse, ceux-là d'une noblesse très-récente et tirée du pays des fables ; mais tous les gens qui allaient chez la baronne, les naïfs et les habiles, les vrais et les faux gentilshommes, les amoureux même de M^{lles} Aglaé et Glycère, y allaient dans la même intention : emplir leurs poches et vider celles de leurs voisins.

J'aimerais mieux voir notre héros en ces grottes peuplées de monstres où il s'était rêvé toute la nuit qu'en un pareil lieu, et lui-même l'aimerait mieux aussi, s'il faut en juger par son visage qui a pris une expression de mécontente tristesse. Les regrets et le dégoût s'étaient emparés de Saladin à ses premiers pas dans le tripot. L'exaltation qui l'avait poussé là s'était abattue, et même abattue si bien, qu'il lui vint dans l'idée de rester à causer avec M^{lles} Aglaé et Glycère, au lieu de suivre son cousin dans le salon des joueurs.

Mais le comte de Briolan avait un défaut pour les joyeux compagnons, une qualité pour les gens austères et rêveurs : c'était de sentir un ennui aussi pesant, aussi cruel qu'ennui puisse l'être, avec une certaine classe de femmes. Les regards où la fierté ne se mêle point à la tendresse ne disaient rien à son âme. En chassant dans les bois, ou bien en allant s'enfermer dans la grande bibliothèque du château de Briolan, il avait rencontré apparemment des beautés dont le souvenir le rendait sévère, des fées aux yeux de diamant noir comme Brigitte, se plaisant aux pensées délicates et hardies qui croissaient dans les fraîches solitudes de ce jeune cœur. M^{lles} Glycère et Aglaé ne ressemblaient guère à ces fées mystérieuses. Leur voix bruyante, leurs yeux sans secret, leur sourire infatigable, mais fatigant, faisaient souffrir le pauvre Saladin. La courtoisie de Briolan pour les femmes ne lui permettait point, il est vrai, de témoigner la moindre humeur ; son supplice n'en était que plus intolérable. Au moment où, gauche et malheureux, il cherchait un mot à répondre aux agaceries dont il était très-littéralement accablé, M. de Lorédan vint lui frapper sur l'épaule.

— Eh bien ! mon cher comte, criait le duc, à quoi songez-vous ? Certes, vous avez choisi un fort aimable passe-temps ; mais l'épreuve que vous êtes venu tenter, la vie nouvelle que vous voulez connaître, ne vous permettent pas ces loisirs. Vous reviendrez auprès de ces beaux yeux, qui vous paraîtront plus séduisants encore, quand vous serez sorti triomphant des hasards du jeu. En ce moment, mon beau cousin, suivez-moi.

Briolan, n'obéissant guère qu'au plaisir d'abandonner M^{lles} Aglaé et Glycère, suivit en effet le duc de Lorédan, et, traversant sur ses pas plusieurs salons, arriva jusqu'à celui qui était le véritable sanctuaire du jeu. Les visages enflammés des joueurs, cette atmosphère des tripots, brûlante comme l'or mal acquis, où les joies, les désespoirs, toutes les passions que déchaîne le jeu confondent leurs ardeurs infernales, remuèrent profondément l'âme de Saladin. Au moment où il entra, il se faisait un silence solennel. Un homme au visage brun, à l'œil hardi et à la longue moustache, tenant du gentilhomme et du soldat, s'écria :

— Je fais un pari de cent mille livres ; qui veut le tenir contre moi ?

Une de ces inspirations, sœurs du vertige, d'où naissent les injures irréparables, les coups qui donnent la mort, une de ces inspirations qui font passer sur le visage couvert de sueur comme un souffle d'ailes embrasées, s'empara de Briolan. Toutefois, même en ce moment de délire, le sévère gardien de son cœur, l'honneur, ne l'abandonna pas. « Cent mille livres ! se dit-il en raisonnant avec cette rapidité que prennent les mouvements de la pensée dans les instants de péril. En vendant les prairies, les bois et le vieux château de Briolan, tout ce que je possède, c'est la somme à peu près que je pourrai me procurer. Si je perds, je me tuerai ou me ferai soldat. » Et d'une voix énergique il cria :

— Je tiens !

Puis un intervalle de temps s'écoula, comme celui qui s'écoule pour les témoins, sinon pour les acteurs d'un duel, entre le moment où s'abaisse et celui où part un pistolet. Tout à coup une voix ou vingt voix, c'est ce que ne distingua point Briolan, firent retentir ces mots :

— Le nouveau venu a gagné.

Saladin comprit en un instant que le vieux château où avaient vécu et étaient morts ses pères, avec les prairies dont l'éclat lui plaisait tant, les bois où il allait poursuivre les daims et croyait rencontrer des fées, tout cela lui restait, et que de plus il avait gagné cent mille livres.

Cent mille livres ! de quoi acheter ce beau régiment de dragons qu'on lui avait refusé la veille, s'en aller gaiement parmi les riches, jouer encore, gagner encore, acquérir tant de trésors enfin, qu'il pourrait offrir un bracelet de diamants à Brigitte, comme il lui offrirait aujourd'hui un bouquet de jasmin !

Le cœur plein de toutes ces émotions, la tête livrée à tous ces rêves, il aperçut, par une fenêtre ouverte, un balcon suspendu au-dessus d'un jardin. Il s'y précipita, pour donner à sa poitrine oppressée la joie de s'ouvrir à l'air de la nuit. Un homme l'avait suivi, et une voix, qu'il reconnut pour celle du duc de Lorédan, prononça ces mots à son oreille :

— Hélas ! mon cher comte, la fortune n'a pas été pour vous ce que je croyais. Ce n'est pas cent mille livres, c'est tout simplement un coup d'épée que vous avez gagné, car c'était Mafré qui pariait.

II.

Le vicomte Ascagne de Mafré, s'il fallait en croire ses amis, car il en avait quelques-uns, était d'une vieille famille provençale, de ces Mafré qui portent de sable à une rencontre de taureau d'argent. A vingt ans, il avait été chez les Hongrois combattre les Turcs, puis, de la Hongrie, il avait passé en Morée, de la Morée en Espagne, d'Espagne dans les Indes, des Indes au Canada. C'était de ce dernier pays qu'un vaisseau l'avait ramené en France, avec d'assez fortes sommes, englouties maintenant à Paris. Ses ennemis ne niaient aucune de ses pérégrinations, mais ils contestaient très-vivement sa noblesse. Suivant eux, les Mafré de Provence étaient éteints depuis longtemps. Le prétendu rejeton de cette noble race n'était qu'un hardi aventurier, né on ne savait sous quel ciel, ne tenant à rien et prêt à tout.

Ce qu'on pouvait dire de certain sur Mafré, le voici : c'est qu'en effet il avait traversé beaucoup de mers, vu nombre de pays chauds et de pays froids, d'hommes pâles et d'hommes bruns; qu'il ne tenait ni à son or, ni à celui des autres, ni à sa vie, ni à celle des autres; que c'était un très-dangereux, mais très-séduisant compagnon. Son danger, toutefois, était plus généralement senti que sa séduction. Rien d'étonnant à cela; ses attraits ne pouvaient agir que sur des gens spirituels et braves; tout le monde pouvait comprendre ce qu'il y avait en lui de périlleux. Aussi, on l'appelait Mafré-le-Redouté, et il n'était guère invité que là où il s'invitait. Du reste, deux mots donneront l'idée de ce bizarre caractère. Un officier espagnol, qui avait fait la guerre chez les sauvages du Nouveau-Monde, dit, au sortir d'un duel où il avait eu Mafré pour adversaire : « C'est la bravoure d'un Algonquin ! » Un vieux seigneur, qui avait connu les beautés du dernier siècle, dit, après une conversation avec Mafré : « C'est l'esprit de Ninon ! »

Ce n'est pas toutefois un assemblage sans exemple, quoique extrêmement rare, que cette réunion d'un esprit doué de toutes les coquetteries, de toutes les grâces, de toutes les délicatesses, avec un cœur altier et solide comme un rocher. C'est toujours quelque chose de très-noble et de très-piquant. Aussi, je l'avoue, pour ma part, je me serais senti tout à fait porté vers le vicomte Ascagne de Mafré, s'il n'avait pas eu le défaut affreux, révélant toute une morale des plus relâchées, d'aimer mieux payer ses dettes de jeu avec son épée qu'avec sa bourse.

Il va sans dire que de cette épée, si renommée fût-elle, Briolan se souciait fort peu. Un combat avec le roi Arthur armé de son Escalibor, Roland de sa Durandale, Renaud de sa Balisarde, n'aurait pas préoccupé un seul instant notre digne Saladin; mais ce qui semblait dur au pauvre gentilhomme, c'était de voir son rêve s'envoler sitôt. Briolan rentra chez lui en se répétant les paroles de Lorédan. — Si ce Mafré, se dit-il, était un homme pacifique, je regarderais comme indigne de moi de lui réclamer la somme que je lui ai gagnée, je l'abandonnerais à la honte de sa dette; mais, puisqu'on l'appelle Mafré-le-Redouté, je ne dois point en agir ainsi. Je lui reprocherai devant tout le monde ses mœurs déloyales de joueur, et je trouverai ainsi au moins sur qui me venger du coup dont me frappe le sort. — C'est ainsi que notre héros faisait tourner à sa consolation le duel avec Mafré-le-Redouté.

Le lendemain, en effet, il était, à la même heure que la veille, chez la baronne de Verviers. Mafré n'était pas arrivé encore ; Briolan se posta au bout du premier salon, les yeux fixés sur la porte d'entrée. Après une attente de quelques instants, il vit cette porte s'ouvrir, et deux hommes entrer en se donnant le bras : l'un, vêtu d'une façon simple et militaire, au visage bruni et déjà sans jeunesse, mais ne manquant pas d'une grâce hardie, à la taille élevée et droite ; l'autre, habillé avec une ridicule recherche, au visage jeune, mais vulgaire, d'une expression à la fois prétentieuse et hébétée, enfin à la taille courte et épaisse. Le premier était Mafré-le-Redouté ; le second, un personnage qu'on va bientôt connaître, Narille-le-Magnifique.

Saladin s'avança droit vers Mafré, et, d'une voix haute, distincte, que tout le monde entendit :

— Monsieur, dit-il, je n'ai point reçu ce matin la somme qu'hier je vous ai gagnée. Je me suis décidé à vous la réclamer publiquement, parce que vous avez, m'a-t-on assuré, une manière très-bizarre de prendre certaine sorte de réclamations.

— J'ai, monsieur, répondit Mafré avec le plus grand sang-froid, une manière non point très-bizarre, mais très-simple, très-connue au contraire, de prendre toutes les impertinences.

— Je vous entends, monsieur, fit Saladin ; dispensons-nous, si vous le voulez bien, de tout l'esprit qu'on dépense d'habitude pour se faire comprendre qu'on est prêt à échanger des coups d'épée.

— De très-grand cœur, monsieur ! C'est vous qui aviez le premier pris des détours que j'abandonne très-volontiers. Demain, à l'heure et au lieu que vous choisirez, nous nous battons, monsieur, nous nous battons ! Dites-moi si c'est bien parler ?

Le lendemain, dans une allée du bois de Vincennes, à l'heure où le soleil fait courir ses premiers rayons sur l'herbe, fait sortir les premiers chants de la feuillée, Saladin, accompagné de M. de Lorédan et d'un vieux maréchal de camp, joueur et vert-galant de la connaissance intime du duc, Saladin attendait son adversaire. Un carrosse amarante, et où beaucoup d'or se relevait en bosse, s'avança vers le comte et ses compagnons. Mafré en descendit très-lestement, Narille le suivit, et fut suivi à son tour d'un troisième personnage, que Briolan et ses témoins ne purent s'empêcher de regarder quelques instants avec surprise. C'était un homme de vingt ans, d'un port fier et digne, dont le visage, régulier comme celui d'une statue antique, était éclairé par un regard étrange et profond sortant de deux grands yeux d'un bleu pâle.

— Messieurs, dit Mafré en saluant son adversaire, le duc et le maréchal de camp, avec une grâce courtoise qui aurait fait honneur au plus authentique des Mafré de Provence, vous voyez deux de mes amis : le marquis de Narille (ici sa voix prit un léger accent d'ironie), dont la noblesse est si connue, et un mien compagnon d'aventures, qui a fait déjà assez de brillantes actions pour illustrer dix nobles races, M. Dranmor, un marin breton devant lequel se fût incliné Jean Bart.

Après cette sorte de présentation, on se salua de part et d'autre ; puis les deux champions ôtèrent leurs habits et tirèrent leurs épées.

Comme un poète aime les arbres, comme un peintre aime les tableaux, comme une jeune fille aime les fleurs, Saladin aimait les épées. Quoiqu'il n'eût reçu des

leçons que d'un vieux soudard qui savait à peine se mettre en garde, il connaissait toutes les ressources de l'escrime. Comme Pascal découvrit les douze propositions d'Euclide, il avait découvert toutes les parades, depuis prime, seconde, tierce ou quarte jusqu'au demi-cercle et aux contres.

Mafré était un adversaire digne de lui. D'une main qui savait, dit-on, manier le crypte des Malais, le tomahawk des Hurons, Mafré faisait voltiger à sa fantaisie l'épée des Saint-George et des chevaliers d'Éon.

Saladin, qui pressait en quarte l'épée de son adversaire, venait de faire un coupé sur pointe si preste, si fin, si léger, que nulle parade n'aurait dû l'arrêter; Mafré l'arrêta cependant par la plus prompte et la plus sèche des parades de tierce, mais sa main s'était portée un peu trop haut, de sorte que, par une riposte heureusement à demi évitée, le visage de Briolan fut atteint.

— Ce n'est point là que je voulais frapper, dit Mafré en retirant précipitamment son arme, je vous demande mille pardons. Et le combat reprit.

Le bon Saladin commença, dès ce moment, tout en préparant une botte inattendue, à se sentir une secrète inclination pour Mafré.

La botte qu'il méditait lui réussit : sur une imprudente tension, une flanconade prompte comme la foudre fit entrer entre les côtes de Mafré deux pouces de l'épée de Briolan.

Les témoins intervinrent pour exiger que le combat fût suspendu.

— Ma foi, monsieur, fit Mafré en se tournant vers son adversaire, je n'ai jamais rencontré tête plus calme que votre tête, et poignet plus prompt que votre poignet. Je vous admire de tout mon cœur, que quelques lignes plus haut, ajouta-t-il en souriant, vous auriez traversé. Puis, avant de remonter en voiture, il emmena un peu à l'écart Narille, sur lequel il s'appuyait.

— Mon très-cher, lui dit-il tout bas, ce comte Saladin de Briolan m'intéresse, je veux lui payer ses cent mille livres...

— C'est-à-dire, reprit Narille d'une voix assez lamentable, tu veux que je les lui paie, mais...

— Tu m'as compris, mon cher marquis, interrompit Mafré en lui serrant la main, et, retournant vers Saladin, qui rajustait le ceinturon de son épée :

— Monsieur, dit-il, je n'ai maintenant qu'à vous demander pardon du retard fort coupable, j'en conviens, que j'ai mis dans ma dette envers vous. Ce soir, je ferai porter les cent mille livres que vous m'avez gagnées à votre logis. Je crois, monsieur, ajouta-t-il en regardant fixement le duc de Lorédan, qu'on vous a induit en de nombreuses erreurs sur mon caractère et ma façon d'agir.

— Ma foi, monsieur, repartit impétueusement Saladin, qui ne pouvait plus résister à tant de marques de générosité, j'en suis maintenant convaincu, et je vous demande votre main.

— Mon cher cousin, dit le duc de Lorédan au comte, quand Mafré et ses deux témoins furent remontés dans leur carrosse, vous ne tenez pas encore vos cent mille livres, et, si vous les possédez jamais, ce ne sera point à ce beau parleur que vous les devrez, mais à ce gros rustre en habit brodé qu'il traîne toujours avec lui, à sa stupide victime, le fils du bonhomme Narille le drapier, qui s'est fait marquis de Narille.

— Peut-être, repartit Briolan, M. de Mafré sera-t-il en effet obligé d'emprunter la somme qu'il me doit à un de ses amis; mais il la rendra, j'en suis sûr. Un homme aussi brave, aussi courtois, ne saurait rien faire contre la délicatesse.

Ah ! mon cousin, quoi que vous m'en ayez dit, M. de Mafré appartient bien aux vrais Mafré qui portent en champ de sable une rencontre de taureau d'argent. C'est un gentilhomme et un excellent gentilhomme. Pour faire l'épreuve des hommes, morbleu ! vivent les épées !

Les cent mille livres arrivèrent en effet le soir même chez le comte de Briolan. Dès lors Saladin devint l'ami de Mafré. Notre preux trouvait bien de temps en temps qu'il sortait d'assez étranges maximes de la bouche du seigneur provençal ; mais Mafré, dans toutes ses paroles comme dans toutes ses actions, traitait la vie avec tant de grâce, et la mort avec tant de hauteur, il avait toujours dans l'esprit quelque chose de si agréablement imprévu, de si franchement aventureux, que Saladin l'aimait de tout son cœur. Les effets de cette affection ne se firent pas attendre longtemps pour notre héros.

Saladin se prit de passion pour le jeu, et, en quelques jours, avec les cent mille livres de Narille, il perdit près de cent autres mille livres sur sa terre de Briolan. Le matin qui suivit la nuit où il fit la dernière et la plus énorme de ses pertes, le comte de Briolan se rendit chez Mafré. L'aventurier, qui, contre son habitude, n'avait pas été la veille chez la baronne de Verviers, était couché au fond d'une alcôve toute garnie d'armes bizarres. Il s'était fait apporter sur son lit tout ce qui est nécessaire pour écrire, et semblait occupé d'une très-sérieuse correspondance.

— Ah ! vous voilà, mon cher comte, dit-il en mettant plume et papier de côté quand il aperçut Briolan ; qui vous amène si matin ici ? Est-ce d'une bourse, est-ce d'une épée que vous avez besoin ? J'aimerais mieux, ajouta-t-il en souriant, après un moment de silence, j'aimerais mieux aujourd'hui, je l'avoue, que ce fût d'une épée.

— Hélas ! repartit Briolan, c'est une bourse qui me serait nécessaire, mais une bourse si bien garnie, que je ne voudrais la recevoir de personne, même de mon plus intime ami, car peut-être ne pourrais-je jamais la rendre, et vous connaissez ma façon de voir, Mafré. J'ai perdu cette nuit tout ce que je possède ou à peu près. Quand j'aurai vendu mon château et les terres qui en dépendent, à peine s'il me restera deux ou trois mille livres...

— Alors, interrompit brusquement Mafré, il vous restera deux ou trois mille livres de plus qu'à moi. Tenez, cher comte, reprit-il ensuite d'une voix en même temps enjouée et sérieuse, je sais maintenant tout ce que vous venez me dire, c'est à peu près ceci : Mon cher Mafré, j'ai quelque envie de me passer mon épée à travers le corps ou de me brûler la cervelle ; je ne crains point la mort assurément, mais j'aurais voulu savoir ce qu'il y a dans la vie, surtout ce qui se cache au fond de certains yeux noirs...

— Comment ! de certains yeux noirs ? fit vivement Saladin, qui crut découvert son amour pour sa cousine Brigitte...

— Ou bleus, interrompit Mafré avec indifférence ; rassurez-vous, je ne connais point et ne veux point connaître la dame de vos pensées : je sais seulement que cette dame existe. J'ai vu assez de fièvres jaunes pour dire : Voilà un homme qui a la fièvre jaune, assez d'amoureux pour dire : Voilà un homme atteint de l'amour. Donc, pour en revenir à ce qui nous occupait, comme vous aimez, ainsi que vos distractions, vos soupirs, votre façon de parler, ou plutôt de ne pas parler des femmes, me l'ont depuis longtemps appris, comme vous aimez, vous n'avez pas envie de descendre dans les lieux où l'on n'aime plus. Et pourtant, comment rester dans la vie avec votre nom, plus pauvre que n'était le père de Narille quand il ou-

vrit sa boutique de drapier ? Vous ferez-vous marchand pour gagner une nouvelle fortune ? Ce n'est point possible. Vous engagerez-vous comme soldat dans un régiment ? Obéir où vous devriez commander, cela n'est point possible non plus.

— Eh oui ! s'écria Saladin, c'est justement ce que je me répète. Aussi, du diable si je vois comment sortir de la fosse où je suis tombé !

— Écoutez-moi, reprit alors Mafré, vous ne connaissez que Paris et votre château de Briolan ; mais le monde est vaste, quoiqu'il pût être encore plus grand (fit-il avec le soupir d'un homme qui, à force d'aller et venir sous tous les cieux, commence à se sentir un peu blasé sur les charmes de notre planète). Le monde est vaste. Il renferme des océans et des forêts aussi bien que des canaux et des villes. L'existence qu'on ne peut point mener ici, on peut la mener là-bas. Quand on a perdu sa place dans la vie civilisée, on n'a tout simplement qu'à aller en chercher une autre dans la vie sauvage. C'est faute de ne point savoir faire quelques pas que nombre d'hommes souffrent et s'éteignent dans la misère et l'abaissement.

— En un mot, dit Briolan, vous me proposez de quitter ma patrie et de m'en aller, en coureur d'aventures, chercher fortune au delà des mers.

— Mon cher comte, il y a, je crois, des merlettes dans votre écusson. Savez-vous pourquoi, suivant Vulson de la Colombière, les merlettes jouent un si grand rôle dans les armoiries ? C'est parce qu'elles traversent les mers et font leurs nids dans les crevasses des tours. Leurs goûts sont donc, dit Vulson, ceux qui font l'âme du gentilhomme, l'amour des vieux châteaux et des voyages à travers les mers. Puisque votre château vous est enlevé, mon paladin, donnez votre tendresse aux océans.

On le voit, Mafré trouvait les paroles qui pouvaient toucher le cœur de Briolan. L'aventurier lut sur le visage de son chevaleresque ami l'effet qu'avaient produit ses discours.

— Eh bien ! se hâta-t-il d'ajouter en prenant la lettre qu'il écrivait au moment où Briolan était entré, si vous le voulez, je joindrai votre nom à ceux des trois passagers que je propose au commandant du vaisseau *l'Indompté* ?

— Ces trois passagers ? dit Briolan.

— Sont Narille, Dranmor et moi-même, mon cher comte.

— Comment ! Narille veut se livrer aussi à la vie d'aventures ?

— Tenez, cher comte, deux mots sur Dranmor et Narille, puisqu'ils doivent être nos compagnons. Vous savez ce que veut dire en breton *dre an mor*, car ces mots sont la devise de plusieurs nobles familles de marins : *Droit à la mer*. De *dre an mor* on a fait Drannor, et l'on a donné ce nom à cette sorte de dieu marin que vous avez vu avec moi le jour de notre duel. De qui Dranmor est-il né ? on n'en sait rien. Le patron d'un bateau-pêcheur l'a trouvé sur un rocher de la Bretagne ; il l'a élevé dans sa pauvre maison. Dès que l'enfant a pu marcher, il a été droit à la mer, qu'il n'a presque plus quittée. J'ai rencontré Dranmor sur une côte de l'Amérique, où un navire baleinier qu'il montait avait fait naufrage. Il s'est attaché à ma fortune, et je suis, après la mer, ce qu'il aime le mieux au monde, mais bien après la mer, dont il est épris, comme un amant passionné l'est de sa maîtresse, comme vous l'êtes, mon cher comte, de la dame aux yeux noirs ou bleus qui vous sauve du suicide. J'ai nommé Drannor l'amoureux de la mer. C'est un nom qu'il a justifié déjà et que nous le verrons justifier encore. Dranmor se meurt de chagrin à Paris, et, malgré le dévouement qu'il a pour moi, je suis persuadé qu'il me quitterait, si je voulais y res-

ter un mois de plus. La mer n'attire point Narille comme Dranmor. De Narille-le-Magnifique j'ai peu de chose à vous dire. Il a des ridicules dont depuis quelques années la cour et la ville vont toujours s'égayant de plus en plus. En l'enlevant, je vais frapper beaucoup de gens dans leur plaisir. C'est Narille qui a changé en écusson l'enseigne de son père : *A la bonne foi*. Il porte d'hermine à une bonne foi d'or. Narille, avec sa tournure épaisse et sa face immobile, est animé, mon cher comte, de la plus impérieuse, de la plus terrible des passions, celle du bourgeois qui veut donner à sa vie la noble et capricieuse allure d'une vie de grand seigneur. Comme il était fort bon pour... (ici Mafré, qui sans doute allait dire tout simplement : pour me prêter de l'argent, changea le ton de son discours qui était des plus lestes. et se reprenant avec un accent onctueux :) Comme il est fort bon, qu'il a vraiment des qualités généreuses, enfin (ajouta-t-il avec sa voix ordinaire) qu'il m'amuse, j'ai fort bien accueilli jusqu'à présent l'amitié pleine d'admiration dont il a daigné m'honorer. Ce pauvre Narille, et ma fatuité me fait trouver qu'en cela il n'est vraiment pas si sot, a compris que, s'il était une société dans laquelle il eût quelque chance de perdre l'air bourgeois, c'était la mienne. Je crains bien qu'il ne le perde jamais, ou, pour mieux parler, j'espère qu'il le gardera. car, en vérité, ce serait dommage de voir s'altérer un pareil type. Pourtant Narille va goûter de ce qui débourgeoise par excellence, de la vie d'aventures. Le pauvre diable s'est maintenant débarrassé de tout ce qui lui venait de son drapier de père. Il a bien, à ce que j'ai découvert, une vieille usurière de tante, M^{lle} Narille, qui prête à la petite semaine; mais M^{lle} Narille ne prête ni ne donne rien à son neveu. Elle ne laissera notre ami le magnifique toucher ses écus que lorsqu'elle sera partie dans une bière pour aller voir s'il y a sous terre des trésors. Narille veut, en attendant, courir les aventures pour acquérir une de ces fantasmagories renommées qui siéent si bien à un jeune seigneur. Que son désir s'accomplisse ! Il jettera un amusement certain dans nos voyages. L'amusement est fort nécessaire dans la vie un peu monotone qu'on mène parfois sur la mer.

Au moment où Mafré prononçait ce dernier mot, un homme vêtu d'une chemise de toile, d'un pantalon de matelot, et tenant à la main une longue pipe, sortit d'une chambre voisine.

— La mer, dit-il, quand la verrons-nous ?

— Avant la fin de cette semaine, mon cher Dranmor, répondit Mafré.

Briolan, saisi d'admiration en regardant la belle tête de Dranmor, croyait voir le génie même des aventures.

III.

On n'était pas en paisible compagnie sur le vaisseau *l'Indompté*. *L'Indompté* avait reçu l'ordre de transporter en Amérique toute une population d'aventuriers aux projets, surtout aux principes fort vagues et très-périlleux. Les uns songeaient à la vie du boucanier, cette vie de chasses formidables et de hasardeux trafics, où l'on est obligé de réunir souvent le métier de tueur d'hommes à celui de tueur de bêtes. Les autres pensaient tout simplement à l'existence du flibustier, cette existence dont la durée moyenne était d'un an, où l'on vous payait tant pour un œil crevé, tant pour une oreille emportée, tant pour un nez coupé.

On s'imagine sans peine ce que devait être une bande de pareils hommes. Les cartes, les dés, les bouteilles et les pipes jouaient un grand rôle dans cette société; les querelles y avaient aussi leur place. On fumait, on jouait, on buvait, on se battait, et cela si invariablement du soir au matin, du matin au soir, que la monotonie trouvait moyen de s'établir dans la plus agitée en apparence de toutes les vies.

Quatre personnages de notre connaissance, Briolan, Mafré, Narille et Dranmor, se conduisaient fort diversement au milieu de tout ce fracas.

Dranmor passait ses journées entières à fumer en regardant les vagues; il paraissait dans un état de complète béatitude.

Narille jouait vis-à-vis de lui-même au grand seigneur ruiné, au fils de famille qui a vendu le château et jusqu'aux portraits de ses ancêtres pour payer de folles dettes.

Mafré promenait à travers un monde qui lui était depuis longtemps familier son humeur moqueuse et philosophique.

Briolan était profondément triste. Tout en contemplant l'immensité de la mer et en l'admirant, car son cœur, quoiqu'il ne fût pas celui d'un poète, n'était pas entièrement muet devant les spectacles de la nature, il se pénétrait de cette vérité : à vingt ans, pour éclairer les mers, les montagnes, les forêts, les plus libres et les plus majestueux espaces, ce n'est point le soleil qu'on invoque, c'est le regard de deux yeux aimés. Il n'y a que désolation et ténèbres où le cher regard ne brille pas.

Briolan n'oubliait les yeux noirs de sa cousine Brigitte que pour songer à son vieux château, réuni maintenant aux domaines d'un Turcaret du voisinage. Cette seconde pensée n'était point propre à dissiper la mélancolie de la première. Notre pauvre paladin avait donc vraiment un chagrin dont toute âme un peu sensible aurait été attendrie; mais les âmes sensibles, comme on le pense bien, étaient fort rares sur *l'Indompté*. Pourtant le capitaine même du vaisseau, à en juger du moins par sa physionomie, n'était pas un homme complètement brouillé avec toute idée sentimentale : c'était un Anglais de tempérament et d'origine, quoique ce fût un sujet du roi de France. Le vicomte Jacques de Caringham était d'une famille qui avait quitté l'Angleterre avec les Stuarts, et s'était fait inscrire, comme les Fitz-James, dans la noblesse de notre pays. Ainsi qu'on le verra tout à l'heure, les Caringham, en se faisant Français, n'avaient point renoncé à l'excentricité britannique.

Le capitaine Jacques avait tout au plus trente ans, et semblait souffrir d'un chagrin d'amour ou d'une maladie de poitrine. Il mangeait peu et ne buvait que de l'eau, quand il ne se grisait pas, ce qui, par exemple, lui arrivait de temps en temps. Il ne souriait jamais, il avait la parole triste et rare; c'était, du reste, un fort galant homme, aimant la politesse et la pratiquant.

Au milieu des gens que portait son vaisseau, il avait distingué Briolan, Mafré et même Narille; mais Narille l'avait tout de suite ennuyé, Mafré lui avait rapidement déplu; Briolan, au contraire, lui avait inspiré une confiance et une amitié qui allaient toujours en croissant. Il le faisait demander le soir, après son dîner, et allait se promener avec lui sur le pont. Dans les premiers temps, il ne lui disait rien. Beaucoup de gens ont cette manie de se mettre en quête d'un compagnon pour ne lui rien dire; mais peu à peu il prononça quelques mots, et une fois, je ne sais trop comment, peut-être le capitaine Jacques, après avoir bu de l'eau pen-

dant tout le cours de son dîner, avait-il tout à coup vidé au dessert une bouteille de vin de Porto, ou bien peut-être Vénus, qui se levait alors à l'horizon, avait-elle, dans son regard d'étoile, un attrait plus puissant, plus tendre, plus provoquant aux confidences et aux rêveries que d'habitude; une fois, dis-je, un des mots prononcés par la plus discrète des bouches fut un nom de femme, le nom de lady Emilia.

Briolan sut bientôt ce qu'était lady Emilia. C'était une de ces belles qui, depuis que le monde existe, ont fait verser assez de larmes pour mettre des navires à flot, ont fait pousser assez de soupirs pour remplacer le souffle des autans. Elle, la beauté qui causait de si grands chagrins, était la personne la plus riieuse, la plus gaie, la plus libre de soucis qu'il fût possible de rencontrer sous le ciel. Elle avait reçu les déclarations passionnées du pauvre Jacques de Caringham avec cette *tigrierie* enjouée dont parle et que pratiquait trop bien la marquise de Sévigné. Transports de colère, mornes tristesses, désespoirs, reproches, pâleurs, rien n'avait pu la fléchir. Elle avait de ces yeux qui semblent ignorer pourquoi sont faits le gazon, le feuillage et la lune. Amour et rêverie étaient des mots qu'elle ne comprenait pas. On juge donc de ce que devait souffrir près d'elle un homme qui aurait fait paraître Hamlet badin. Jacques l'avait quittée pour courir les mers, mais sur les mers il la retrouvait, car l'amour est maître sorcier dans la conjuration des fantômes. Notre homme s'attristait, maigrissait et se plaignait à Briolan.

Entre amoureux, on est d'une grande indulgence. Saladin, qui, depuis quelques jours, s'était hasardé à prononcer à son tour un nom chéri, écoutait, sans un bâillement, ni un sourire, ni une parole grondeuse, ni une parole de raison, les doléances du capitaine sur l'inhumaine gaieté de lady Emilia. Un soir où, contre son habitude, le vicomte de Caringham ne l'avait pas fait avertir après son dîner, Saladin se sentait profondément triste et abominablement ennuyé.

Le ciel pourtant était magnifique; il y avait à l'horizon un coucher de soleil à rendre fou d'enthousiasme et de jalousie un peintre comme Claude Lorrain. Dranmor, tout baigné d'une lumière rouge et couché sur le rebord du navire, regardait la mer de l'œil dont un amant regarde sa maîtresse qui s'endort. Mafré semblait prendre plaisir à un jeu assez bizarre que venaient d'inventer à l'instant les passagers turbulents de *l'Indompté* : c'était un combat ou du moins le simulacre d'un combat de taureaux. Des Espagnols, quelle nation n'était point représentée sur *l'Indompté* ! avaient parlé des courses de taureaux, puis proposé d'en donner le spectacle; mais une course de taureaux à bord d'un bâtiment, c'est chose difficile à organiser. La première difficulté que l'on rencontre, c'est l'absence de taureaux; cette difficulté n'avait pas arrêté un instant nos aventuriers. Il avait été convenu que le rôle des bêtes serait rempli par des hommes de bonne volonté; puis on avait équipé des picadors, des matadors, et le jeu avait commencé.

Mafré, qui possédait une de ces étranges natures mélangées de capricieuse barbarie et d'excessive civilisation, qu'une épigramme murmurée derrière un éventail ou la morsure d'une bête dans une chair vivante peuvent distraire également, Mafré était très-occupé de ce combat. Un nègre, armé d'un épieu, venait de sauter par-dessus le taureau, c'est-à-dire par-dessus un gros Normand à l'œil fauve, au poil roux, dont le front était orné de deux grandes cornes empruntées à une de ces coiffures bizarres qui servent aux mascarades marines du passage sous la ligne. Mafré applaudissait à outrance. Briolan, tout à fait las et dégoûté de cette scène, prit soudain une résolution.

La résolution de Saladin était d'aller voir ce que devenait le vicomte Jacques de Caringham.

Notre gentilhomme arriva jusqu'à la chambre du capitaine. Le valet de chambre du vicomte, un de ces vieux domestiques tenant du bouledogue et de la nourrice, qu'il faut souhaiter à tout fils de famille d'un caractère aventureux, voulait empêcher qu'on ne troublât son maître dans sa solitude, car le vicomte, disait-il, était enfermé seul dans sa cabine. Saladin, dont tout l'équipage connaissait l'intimité avec le capitaine, finit par triompher des scrupules du serviteur. Il trouva le capitaine dans l'attitude d'une profonde méditation; mais il était facile de voir à quoi cette méditation était due. Jacques était assis en face d'une table, et, sur cette table, étaient plusieurs rangées de bouteilles, dont quelques-unes, débouchées et couchées sur le flanc, ne laissaient plus couler une seule goutte de vin.

Les buveurs d'eau, quand ils se mettent à boire, sont comme les avares quand ils se mettent en frais. C'est là un fait certain que tous les philosophes ont constaté. Jacques, de temps en temps, lorsque la voix de lady Emilia vibrail d'une façon trop douloureuse dans son cœur, lorsque l'image qui le poursuivait lui apparaissait sous des couleurs trop vives, tandis qu'au contraire les choses réelles dont il était environné lui semblaient trop pâles, Jacques enfin, lorsqu'il souffrait trop, appelait pour le distraire les diables à quatre cachés dans les bouteilles. Hélas! c'était encore un mécompte qui l'attendait. Des démons lugubres, et non de joyeux démons, sortaient pour lui des flots blonds ou vermeils de l'aï et du porto.

Le pauvre Jacques avait le vin triste : au milieu des bouteilles, il demeurait aussi mélancolique qu'il l'eût été au milieu des pâles soucis et des noirs cyprès d'un cimetière. Seulement il se mettait alors à parler beaucoup. S'il eût été poète, un essaim de vers élégiaques se fût envolé de ses lèvres; comme il n'avait jamais rien eu à démêler avec les muses, il s'exprimait en prose, et dans une prose que, faute de confidents, il adressait quelquefois aux tentures de sa cabine, ou, ce qui revenait à peu près au même, aux oreilles de son valet de chambre.

Il montra un vif plaisir en apercevant Briolan, ce qui indiquait d'une façon certaine que sa raison était déjà partie pour la planète où voyage le bon sens des buveurs; car, avant de se mettre à boire, il recommandait qu'on ne laissât pénétrer auprès de lui personne, se défiant à juste titre des confidences auxquelles pourrait l'entraîner le vin.

Au bout de quelques instants, voici, entre autres choses, ce qu'il disait à Saladin :

— Mon cher comte, dans très-peu de jours je ferai tout simplement ce que j'aurais dû faire depuis longtemps. J'irai voir quels yeux on rencontre dans l'autre monde...

— On n'y rencontre pas les yeux que l'on aime, dit Briolan, et voilà pourquoi vous ne vous tuerez pas...

— Et voilà pourquoi, au contraire, je me tuerai, reprit le vicomte. Si charmant que soit le visage de lady Emilia, il me fait plus souffrir que ne pourront me faire souffrir jamais têtes de larves ou de fantômes attachant leurs regards sur moi. C'est le grand mystère de ce monde : les poignards dentelés, les fers rouges, les balles mâchées, les flèches à cran trempées dans du venin, font moins de mal aux chairs qu'elles percent, brûlent et déchirent, que n'en font au cœur, sur des bouches plus douces que des fleurs, certains sourires plus gais que l'aube. Je me tuerai, Briolan...

Puis, après un moment de silence, il ajouta :

— Mais voyez un peu quelle singulière bonté, quelle étrange, quelle folle faiblesse se mêle chez moi pour la cruelle à la rage de ma douleur. Je ne veux point faire de ma mort une vengeance contre celle qui me tue. Cette gaieté sans tendresse, sans pitié, qui m'a désespéré tant de fois, je ne veux point la combattre, la détruire peut-être par un fantôme. Écoutez bien ; un soir je sortais avec lady Émilie d'une maison où venaient de s'écouler, à travers les passe-temps tantôt insipides, tantôt irritants du monde, des heures indifférentes, peut-être même amusantes pour elle, atroces, intolérables pour moi. Je descendais avec elle un escalier, lui donnant un bras qu'elle avait accepté jusqu'à son carrosse, quand tout à coup je lui dis d'un accent dont sans doute la sincérité la frappa : « Madame, il faudra bien que demain vous prononciez mon nom d'une bouche sérieuse, car cette nuit je logerai deux balles dans mon cerveau. D'un vivant qui vous aimait du plus ardent, du plus dévoué des amours, vous aurez fait un mort qui peut-être vous maudira et vous enverra de glaciales pensées au cœur. » Lady Émilie me répondit d'une voix brève, et cette fois sans légèreté : « Vous ne mourrez pas cette nuit, car demain, à midi, chez moi, je veux vous parler. » Cette nuit-là, en effet, les balles restèrent au fond de mes pistolets. J'attendis dans la fièvre de l'impatience, et pour la première fois de l'espoir, l'heure où je devais me rendre vers lady Émilie. Je vois encore son visage quand je l'abordai ; il n'exprimait point, comme à l'ordinaire, un cruel enjouement, mais on n'y lisait pas la moindre tendresse. Lady Émilie me fit signe de m'asseoir près d'elle, et, d'une voix résolue : « Monsieur de Caringham, fit-elle, je ne vous aime pas et ne puis pas faire que je vous aime ; mais, si vous ressentez pour moi cette passion désintéressée dont vous m'avez parlé si souvent, vous ne voudrez point me punir par le plus cruel des châtimens du mal involontaire que je vous cause. Un heureux destin a voulu que jusqu'à présent il n'y eût rien de lugubre en ma vie, j'ai le lugubre en horreur. Une mort à laquelle je pourrais m'attribuer quelque part détruirait chez moi cette parfaite gaieté qui est mon véritable bien dans ce monde. Si l'amour est vraiment cette passion de dévouement héroïque dont je vous ai entendu parler, prouvez-le-moi en me promettant de ne m'infliger jamais la peine d'un remords. »

Et je lui ai promis, reprit le vicomte après un intervalle de quelques secondes rempli par des soupirs, et, par respect pour cette gaieté qui a été le plus implacable instrument de mes tortures, j'ai choisi un genre de trépas qui doit éviter à lady Émilie tout remords.

— Et ce genre de trépas ? dit Briolan qui commençait à prendre intérêt aux confidences de Caringham dont il admirait la chevalerie.

— Me jurez-vous, s'écria le vicomte, qu'une pensée de précaution prudente vint tout à coup arrêter dans l'entraînement de son ivresse, me jurez-vous par votre honneur de gentilhomme de cacher à tous ce que je vais vous apprendre ?

— Je le jure, fit impétueusement Saladin avec la précipitation traditionnelle qui produit tous les serments absurdes dont l'histoire des preux est remplie.

— Eh bien donc ! reprit le vicomte, après-demain, mon cher Briolan, peut-être même demain, quelques étincelles qu'on croira tombées par hasard et que j'aurai laissé tomber exprès dans la soute aux poudres feront sauter en l'air *l'Indompté* avec tout son équipage.

Briolan, comme on le sait, était de ceux qui, pour son compte et le compte des autres, sont toujours prêts à traiter fort cavalierement la mort. Toutelois,

cette déclaration inattendue, il ne put s'empêcher de trouver que le capitaine sacrifiait bien lestement cinq cents existences, outre la sienne, au repos de lady Émilie.

— Mais, capitaine, se hasarda-t-il à lui dire, permettez-moi de vous ouvrir un avis. Si vous n'avez envie que de donner à votre mort un air d'accident, ne pourriez-vous pas atteindre votre but en vous laissant tomber à la mer par un gros temps, tout aussi bien qu'en faisant sauter avec vous des gens qui n'ont jamais connu lady Émilie ?

— Mon cher comte, répondit Caringham, celui qui tombe à la mer peut toujours être repêché. Et puis, j'y ai bien réfléchi, rien ne saurait avoir aux yeux de lady Émilie cet air de catastrophe fortuite, étrangère à toute idée de suicide qu'auront le saut dans les airs et le plongeon dans l'Océan du vaisseau *l'Indompté*. Enfin, mon cher comte, entre nous, sauf un bien petit nombre d'exceptions, une seule même peut-être, celle que vous formez, l'équipage de *l'Indompté* ne vaut guère la peine qu'on ait des ménagements pour lui. Mon cher Briolan, n'essayez point de combattre ma résolution, elle est inébranlable, et votre parole me rend certain que vous ne chercherez point à en empêcher l'effet. Buvez à l'heureux succès du grand voyage que nous allons entreprendre. A nos âmes ! mon cher Briolan, car de nos corps il ne faut déjà plus avoir souci.

Et le capitaine se mit à boire si copieusement, que Saladin renonça, pour cette soirée du moins, à toute discussion. Le lendemain matin, Briolan se promenait sur le pont, après avoir fort peu dormi, en songeant aux confidences de la veille. Bien d'autres à sa place peut-être auraient envisagé sans scrupule l'idée de sauver leur vie et celle de leurs compagnons en jetant leur serment à l'oubli ; une pareille idée ne traversa même pas un instant l'esprit de Saladin. Je ne sais point s'il n'eût pas, comme les rois des contes de fées, livré consciencieusement sa fille à un dragon, dans le cas où il aurait eu une fille et l'eût promise à un dragon, sauf à se prendre ensuite corps à corps avec le monstre. Il était, en un mot, impossible d'aller plus loin que lui dans les exagérations de la délicatesse à l'endroit du serment. Saladin envisageait donc, sans trouver aucun moyen de l'empêcher, la brusque fin qui allait terminer ses aventures et les aventures de beaucoup d'autres, quand il aperçut le capitaine Jacques qui se dirigeait vers lui.

Les traits du vicomte, sauf une expression de fatigue plus marquée que d'ordinaire, avaient repris leur aspect accoutumé. Ils étaient tristes, mais d'une tristesse sombre et contenue, non point expansive et exaltée.

— Écoutez, monsieur, dit d'une voix solennelle le mélancolique Jacques quand il eut rejoint Saladin, aujourd'hui, contre mon habitude, je me suis rappelé le matin à jeun les propos tenus la veille dans l'ivresse. Mes confidences se sont représentées à mon esprit ainsi que votre serment. Je compte sur ce serment et ne change rien au fond même de mes projets ; mais voici ce qui se passera : nous entrons aujourd'hui, vers le milieu de la journée, dans des mers où l'on rencontre toujours des baleines. Je ferai équiper un bateau baleinier. Ce bateau prolongera sa chasse jusqu'au soir, et, quand la nuit tombera, s'éloignera du vaisseau au lieu de s'en rapprocher. Vous, mon cher comte, vos trois compagnons et quelques hommes de l'équipage, vous serez parmi les chasseurs de baleines ; vous devinez pourquoi, n'est-ce pas ? vous vous écarterez de *l'Indompté*.

IV.

Le soleil en avait fini avec son royal coucher. Débarrassé de sa couronne d'or et de son manteau de pourpre, il dormait depuis longtemps au fond de la mer. Le règne des étoiles commençait. Comme des beautés entrent dans une salle de fête, elles faisaient leur entrée l'une après l'autre dans les bleus espaces du ciel. Une petite barque dans un coin de l'Océan voguait entre la nuit et les flots. Cette barque portait les destinées auxquelles nous nous intéressons.

— Je crois, par Satan ! pilote de malheur, criait une voix sur la frêle embarcation, je crois que tu veux nous perdre. Nous nous sommes éloignés de *l'Indompté* au lieu de nous en rapprocher. Tout à l'heure j'apercevais encore une cime de mât que je ne vois plus à présent. Où diable nous mènes-tu ? En plein jour nous n'avons pas découvert une seule baleine. S'il en rôdait maintenant quelqu'une autour de nous, il faudrait, pour qu'on la vît, qu'elle jetât des flammes par les naseaux. Allons, pilote d'enfer, tâche de retrouver ta route, ou, Dieu me damne ! je t'enverrai aux poissons et prendrai ta place. Ce n'est pas la première fois que j'aurai tenu un gouvernail.

Celui à qui ces paroles s'adressaient, au lieu de répondre, échangea un signe d'intelligence avec un grand et mince jeune homme qui se tenait auprès de lui, et que nous reconnaissons, malgré l'obscurité, pour notre ami Saladin de Briolan.

Comme la voix grondeuse devenait de plus en plus véhémence, Saladin s'écria tout à coup :

— Voyons, Mafré, laissez manœuvrer en paix ce brave homme. Écoutez-moi. Ce qui peut arriver de pis, n'est-ce pas ? à des gens qui sont sur la mer, c'est d'aller où sont entrés tout à l'heure les rayons du soleil. Or, votre cœur n'a pas plus peur que le mien de ce qui se cache sous les flots. Quand nous devrions aller, cette nuit, visiter les dieux marins, ce ne serait point la peine de crier si fort. Eh bien ! c'est pour éviter une visite à laquelle vous seriez prêt, comme moi, qu'on fait la manœuvre dont vous vous plaignez. Notre pilote n'agit point au hasard. Vous, le roi des aventuriers, abandonnez-vous avec confiance à la fortune. Sachez, pendant quelques instants, supporter un bandeau sur vos yeux ; tout à l'heure ce bandeau tombera.

Mafré était précisément de ces gens qui, par caractère, aiment infiniment mieux, dans les moments de danger, se confier à leur destinée que d'entrer en dispute avec elle. Le fait est que le laisser-aller dans le péril est une façon d'agir à la fois brave et de bon goût. Dans un langage qui, par malheur, sent un peu celui de Jodelet, Narille confirma tout à fait notre avis.

— Le cher comte a raison, fit l'enragé marquis (c'est ainsi que Mafré l'appelait souvent), le cher comte a raison, livrons-nous à la fortune. C'est une drôlesse qu'il faut traiter comme nous traitons nos maîtresses et nos intendants, c'est-à-dire ne pas honorer de la plus légère surveillance. Si elle nous sert bien, tant mieux ; tant pis si elle nous sert mal. Elle ne dérangera pas un instant l'équilibre de notre humeur.

Mais Mafré, Narille, Briolan et l'impassible Drannor ne composaient point tout l'équipage du bateau baleinier. Quelques aventuriers de mœurs vulgaires étaient embarqués avec nos quatre intrépides et dédaigneux compagnons. Cette plèbe, qui

avait fort approuvé Mafré dans ses apostrophes au pilote, ne l'approuva plus dans sa philosophique et chevaleresque résignation. Dix voix rauques sortant de gosiers minés par l'humidité des mers et brûlés par les ardeurs de l'eau-de-vie reprirent en termes plus énergiques les reproches qui venaient d'être adressés à l'homme du gouvernail.

Cependant, au plus fort d'un combat d'injures et de blasphèmes entre l'équipage et son pilote, on aperçut tout à coup à l'horizon, dans la direction de *l'Indompté*, une lueur écarlate qui, spectre terrible, grandit et s'éleva dans le ciel, puis fut suivie d'un nuage immense aux teintes à la fois ardentes et blafardes dans lequel son sanglant éclat s'éteignit.

— Ah ! s'écria un aventurier, j'ai déjà vu sauter des vaisseaux ; c'est *l'Indompté* qui saute !

Un bruit dont semblèrent s'ébranler toutes les cavernes de l'Océan accompagna et couvrit ces paroles.

Le fait est qu'en ce moment l'âme du capitaine Jacques de Caringham, escortée d'une légion d'autres âmes, franchissait les distances qui séparent le monde des morts du monde des vivants.

— Eh bien ! dit le pilote au milieu du silence de stupeur qui régna dans la barque après le tonnerre de l'explosion, si nous avions rejoint *l'Indompté*, maintenant nous passerions du feu à l'eau.

— Tu savais donc, crièrent en même temps dix voix, que *l'Indompté* devait sauter ce soir ?

Le pilote était un Breton appelé Pierre Kormeuc. En sa qualité de Breton, il pouvait professer des croyances qui auraient fait rougir un Provençal.

— La nuit dernière, répondit-il, j'ai vu feu mon grand-père, Jean Kormeuc, qu'on appelait l'homme aux harengs. Il m'a dit : « Pierre, mon petit-fils, *l'Indompté* doit sauter au commencement de la nuit prochaine, entre huit et neuf heures. Tiens-toi la chose pour dite, adieu. » Mon grand-père parlait peu pendant sa vie, la mort ne l'a point rendu bavard, c'est tout simple. Il a disparu là-dessus. Moi, j'ai raconté l'apparition du bonhomme au comte Saladin. Le comte Saladin n'est pas de ces seigneurs, comme il y en a tant aujourd'hui, qui croient que les pauvres gens ont pendant la nuit des yeux et des oreilles d'idiots. Les vrais nobles, pas ceux des villes, mais ceux des vieux châteaux, savent à quoi s'en tenir sur les morts. M. Saladin m'a dit : « Il ne faut pas négliger l'avis de Jean Kormeuc. » Ainsi ai-je fait ; au lieu de retourner vers *l'Indompté*, j'ai pris le large, et bien nous en a pris, comme vous voyez. Les corps de nos camarades sont dans la mer, leurs âmes je ne sais où. Nous voici, nous, encore vivants, sentant la brise et voyant le ciel. Remercions le Tout-Puissant et Jean Kormeuc.

Il y en avait plus d'un sur le bateau baleinier à qui l'apparition de Jean Kormeuc semblait chose difficile à croire, mais le pilote Pierre avait un tel air de bonne foi, que les plus incrédules se sentaient tout ébranlés. Nous voyons, nous autres, que Pierre était un Breton moins naïf qu'il ne voulait le sembler. Vieux marin, dévoué à toutes les volontés de ses chefs, il avait été mis par Saladin, avec la permission du capitaine, dans la confidence du sort réservé à *l'Indompté*, et voilà comme il s'y prenait, d'après des instructions, bien entendu, mais des instructions comprises à merveille, pour empêcher que la vérité ne fût jamais connue sur la fin de Caringham et de son vaisseau, partant pour assurer le repos de la trop oyeuse lady Emilia.

Mafré comprit à un regard de Saladin, dont il s'était approché pendant le discours de Kormeuc, qu'il était au milieu d'un mystère; mais il prit le parti, avec sa philosophie accoutumée, d'attendre un moment favorable pour obtenir l'explication de ce qu'il voyait et entendait.

Quant à Narille, une seule chose l'occupa vivement, ce fut cette maxime de Kormeuc : « Les vrais nobles savent à quoi s'en tenir sur les morts. » Avec cet étrange instinct de la véritable nature du gentilhomme, qu'il avait souvent au milieu de ses plus grotesques folies, il se dit : « Le maraud a raison ; quoique l'incrédulité soit dans ce moment-ci à la mode, croire sent plus le descendant des preux que se moquer de tout, » et l'honnête Narille se promit d'être superstitieux.

Cependant ce n'était point tout pour l'équipage du baleinier que de n'avoir pas fait dans les airs l'évolution des fusées et des bombes, comme les gens de *l'Indompté*. On était au milieu de la nuit, sur l'Océan, dans un esquif que la première tempête ne manquerait certes pas d'engloutir. Cette situation était assez triste, et déjà plus d'un aventurier commençait à faire de mélancoliques réflexions, quand Pierre Kormeuc, en regardant les étoiles, s'écria :

— J'en suis sûr ! là, du côté de Vénus, nous devons rencontrer une île où je n'ai jamais abordé, mais que j'ai rasée plus d'une fois ; tâchons de la gagner.

— Et si elle est habitée par des sauvages ? dirent quelques voix.

— Avec des fusils, fit Mafré, et nous avons des fusils, avec des couteaux, et nous avons des couteaux, on fait entendre raison aux sauvages. Allons, pilote, conduis-nous vers ton île ; j'en ai bonne idée, puisqu'elle est sous l'étoile de Vénus.

Une heure après cet échange de paroles, la barque qui portait nos aventuriers entraît, par la plus limpide des nuits, dans une baie ombragée de grands arbres, mystérieux et poétique asile digne d'être habité par des Océanides, coin charmant comme en cachent les mers.

L'équipage descendit sur une rive tapissée d'un gazon vert sombre tout parsemé d'insectes luisants. On fut d'avis d'attendre le jour pour pénétrer dans le pays, et l'on demanda au sommeil d'abrégier la nuit. Enveloppés dans des manteaux et des couvertures, nos aventuriers s'endormirent avec cette voluptueuse insouciance propice aux sommes profonds que donne la vie des hasards. Un homme, pourtant, ne prit point sa part du repos qui semblait accordé à tous : ce fut le comte de Briolan. Saladin, quand il se fut étendu dans l'herbe, au lieu de sentir dans son cerveau cet accablement souvent plein de charme qui fait éprouver à l'esprit comme un désir de néant, sentit au contraire s'éveiller en lui mille pensées héroïques et aventureuses. L'envie lui prit, pendant que ses compagnons dormaient, de s'avancer seul dans l'île. Périon, Amadis, Galaor, Lancelot, Tristan et tant d'autres l'auraient bien fait. Ce n'était point pour marcher toujours entouré de sabres et de mousquetons qu'il s'était mis en tête de courir le monde. Il s'arma tout simplement de son épée, et, se levant doucement, entra dans une sombre allée resserrée par des arbres gigantesques, d'où l'on apercevait, comme d'un abîme, les étoiles briller à travers un espace étroit du ciel.

Il marcha pendant longtemps ; l'allée formait des sinuosités, il les suivait. Du reste, il ne rencontrait pas de sérieux obstacles et n'entendait aucun bruit, si ce n'est parfois celui d'une source dont l'eau, éclairée par des rayons de lune, ram-pait devant lui sur le sol couvert d'ombres, comme un filet de lumineux argent. Mais il lui sembla tout à coup que l'air venait de retentir d'une explosion de mousqueterie, et, en levant la tête, il aperçut dans la direction de ses pas, au-

dessus des cimes les plus hautes des arbres, des globes qui montaient dans le ciel, puis éclataient en répandant à travers l'espace une pluie d'étoiles colorées comme des fleurs, ardentes comme des étincelles. Évidemment, assez près de lui on tirait un feu d'artifice.

On comprend combien fut excitée la curiosité de Briolan. Il n'était donc point chez des sauvages, puisque là, devant ses yeux, il voyait monter dans l'air des fusées et des bombes qui auraient fait honneur à une fête royale de Versailles ou de Paris. Dans quel monde était-il alors ? Enivrante question que peu de gens ont le bonheur de s'adresser pendant l'union de leur âme avec cette vieille machine sans perfectionnement ni aucun avenir de perfectionnement qu'on appelle le corps. Dans quel monde était-il ? Le bon Saladin se sentait déjà quelque penchant à croire que c'était dans celui des fées. Son cœur lui avait bien dit qu'Urgande et Morgane devaient exister quelque part. Au lieu de Topinambous ou d'Algonquins, il allait voir apparaître les bonnes amies de son enfance. Il faut convenir que sa situation avait du charme. Se sentir éveillé, bien éveillé, au milieu d'une aventure plus étrange que celles dont nous amuse le sommeil, c'est ce qui est arrivé à un bien petit nombre d'élus depuis le commencement du monde. Combien ont vieilli, combien doivent vieillir, combien ont bâillé, bâillent, bâilleront, puis mourront sans avoir eu l'émotion de Saladin !

Après quelques instants d'une marche précipitée, notre paladin, parvenu au bout de l'allée où il avait marché jusqu'alors, put tout à coup contempler un spectacle qui n'était pas de nature à le tirer de ses heureuses illusions. Une ouverture, semblable à ce qu'on appelle dans les campagnes un saut de loup, pratiquée entre deux murs couronnés d'énormes vases remplis de fleurs, laissait voir, au bout d'un parc d'une élégance rêveuse, d'une majesté romanesque, un château à faire pleurer de joie et de tendresse un amant des fées, un de ces châteaux dont toutes les pierres vous attirent par un regard enchanté. Devant la façade du magique édifice que baignait une éclatante lumière, sur un riant et gracieux perron aux marches de marbre, on apercevait quatre femmes, ou, pour mieux dire, quatre êtres, vêtues de robes à faire pâlir les robes de Peau-d'Ane. Briolan porta la main à ses yeux, puis à son cœur ; il éprouvait de tels transports d'ivresse, de tels éblouissements d'esprit, qu'il ne voyait plus, je crois, en ce moment, le soleil ordinaire de ses pensées, la belle Brigitte de Lorédan.

Cependant Saladin n'était pas homme à perdre son temps en ébahissements dans aucune circonstance de sa vie. En vrai chevalier, il voulut pousser l'aventure qui se présentait à lui d'une si magnifique et si galante façon. Leste et souple, il franchit d'un bond le fossé qui s'étendait devant l'ouverture pratiquée aux murailles du parc, et se trouva ainsi tout à coup dans le merveilleux séjour. Tandis que le château rayonnait de clarté, les jardins étaient plongés dans l'ombre. Saladin put donc s'avancer, sans être aperçu, jusqu'à un massif de feuillage placé à quelque distance du perron. Il résolut de se cacher là un instant pour bien voir, avant de poursuivre son entreprise, à quels êtres il avait affaire. Les quatre beautés aux robes éblouissantes qu'il avait contemplées de loin ne perdaient rien à être examinées de près. Deux avaient les cheveux d'un blond pâle, les joues d'un rose tendre et les yeux couleur des plumes de l'oiseau bleu. Une, évidemment, était poudrée. (Saladin souleva, à propos de celle-là, cette grave question qu'il n'osa pas résoudre : Une fée s'est-elle poudrée jamais ?) La dame poudrée avait une petite mouche noire au coin d'une bouche vermeille, et de jolis yeux d'un

brun luisant. Enfin la quatrième beauté avait les cheveux d'un noir éclatant, le teint d'une blancheur de lune et les yeux comme une nuit d'orage, c'est-à-dire pleins d'abîmes sombres et ardents.

Se sert-on de flammes de Bengale dans le royaume des fées? Voilà une nouvelle question que Saladin eut à se poser pendant sa contemplation. Si vous avez jamais célébré dans un parc l'anniversaire d'un mariage, d'un jour de naissance, ou bien encore de quelque glorieux combat gagné par quelqu'un des vôtres, sur terre ou sur mer, contre les Allemands ou contre les Anglais, vous savez qu'en allant cacher derrière les arbres quelques feux de Bengale, on produit des effets charmants; on se trouve entouré de bosquets d'un rose vif ou d'un bleu tendre, on peut croire un instant les lois de la nature changées, ce qui est tout à fait réjouissant. Sans doute, les quatre belles dames que regardait Saladin voulaient se donner ce plaisir obligé de toutes les fêtes de châteaux, car, prenant entre leurs mains des vases où brûlaient des flammes de toutes les couleurs, elles se mirent à courir dans le parc, plaçant ces flammes derrière les arbres. Or, il arriva que la dame poudrée se dirigea vers l'asile que s'était choisi Saladin.

En apercevant un homme derrière le feuillage qu'elle voulait illuminer, la belle poussa un grand cri et laissa tomber sa flamme. Saladin, toujours fidèle aux traditions, se jeta sur-le-champ à ses genoux, et lui dit de sa voix la plus respectueuse comme la plus douce :

— Je suis le comte Saladin de Briolan, des Briolan du Périgord. Que vous soyez une fée ou une noble dame, vous devez me voir avec bonté. Loin d'être un méchant ou un félon, je suis de ceux qui tuent les méchants et les félons. Mon cœur et mon épée sont honnêtes. Enfin, si vous daigniez jeter les yeux sur moi, vous verriez que je n'ai point l'air d'un brigand. On m'a toujours dit que j'avais le regard très-doux; je ne puis pas avoir vieilli dans le crime, car je n'ai pas encore vingt-cinq ans.

On voit que, dans la dernière partie de son discours, le bon Saladin, sans le savoir, bien certainement, usait du moyen qu'aurait dû employer Apollon, suivant Fontenelle, pour forcer Daphné à tourner la tête. Au lieu de dire : Je suis le dieu de la médecine, du chant, etc., que si le blond Phœbus eût dit :

Je suis un jeune dieu toujours beau, toujours frais,
Daphné, sur ma parole, aurait tourné la tête.

Quand l'heureuse pensée vint à Briolan de laisser de côté ses ancêtres et son épée, dont il parlait volontiers en toute occurrence, pour dire qu'il était jeune et qu'il avait les yeux fort doux, la dame à laquelle il s'adressait tourna la tête de son côté. On sait déjà que le regard d'une jolie femme pouvait s'arrêter avec plaisir sur Saladin. La dame poudrée se rassura promptement, et, d'une voix qui répondait au charme enjoué de sa personne :

— Relevez-vous, monsieur, lui dit-elle, je ne suis pas une fée, comme ne vous l'a que trop montré ma frayeur. Je ne sais point d'où vous venez, ni comment vous vous êtes introduit ici; mais votre mine encore mieux que vos paroles m'apprend que vous n'avez point de coupables desseins. Suivez-moi, je vais vous conduire à mes compagnes. Ce sont des femmes de qualité, près desquelles un homme de votre sorte, dans quelque situation qu'il se trouve, est toujours sûr de trouver un bon accueil.

Ce langage, qui reproduisait les formes habituelles du langage mondain, dissi-

paît un peu le merveilleux dont Saladin s'était plu à se croire entouré; mais l'aventure restait des plus agréables encore. Comme l'indique fort bien notre langue par son mot admirable de *charme*, qui sert à désigner l'agrément des jolis visages et des corps bien formés, toutes les belles sont un peu magiciennes ou fées. Saladin n'avait donc pas un trop cruel mécompte à subir. Les caractères, surtout la situation étrange des femmes au milieu desquelles il se trouvait transporté, nous montreront quelles faveurs avait le destin pour le rejeton des Briolan.

La dame poudrée avait dit vrai en assurant notre gentilhomme qu'il trouverait un bon accueil auprès de ses compagnes. Elles furent toutes, même la belle au teint pâle et aux yeux menaçants, de la plus exquise aménité. Quand Saladin eut en termes choisis, avec toute la grâce dont il disposait, dépeint sa situation et celle de ses compagnons, la beauté pâle murmura quelques mots à l'oreille d'une femme qui était près d'elle; cette femme disparut, puis revint au bout de quelques instants, suivie de valets en livrées éclatantes, qui tenaient d'une main un chapeau galonné, de l'autre une torche.

— Monsieur le comte, dit la dame pâle en s'adressant à Saladin, voici des gens qui vont vous conduire jusqu'à la baie où vous avez laissé vos compagnons. Suivez-les; vous verrez que notre île n'est pas sauvage, qu'on y trouve des carrosses qui valent les carrosses de France, et des chevaux qui valent les chevaux d'Espagne.

Saladin, se laissant guider par la livrée, trouva en effet, au milieu d'une grande cour, quatre équipages complets qui eussent fait honneur à l'ambassadeur d'un grand prince le jour de son entrée dans une capitale. Deux heiduques lui ouvrirent la portière d'un véritable chariot de fée tout brillant de peintures et de dorures. Il s'installa sur de moelleux coussins, et, suivi de voitures destinées à recevoir ses compagnons, partit à travers la nuit, au grand galop de quatre chevaux vites comme le vent, blanches comme la lune.

Mafré, Narille, et tous les hommes du bateau baleinier dormaient d'un profond sommeil, quand ils furent réveillés par une clarté de torches et un bruit de chevaux. Leur premier mouvement fut de se jeter sur leurs armes. On comprend leur surprise quand ils aperçurent tout le magnifique et galant attirail que traînait avec lui Saladin, et surtout quand Saladin lui-même, descendant l'épée au côté de son éblouissant carrosse, s'avança en souriant vers eux. Des mains dont ils apprêtaient leurs armes, tous se frottèrent les yeux en même temps. Évidemment ils n'étaient pas les jouets d'un songe, comme Mafré put le reconnaître en touchant la main de Briolan. Après quelques instants donnés à l'étonnement, à la joie et à un étourdissant pêle-mêle de questions, on s'établit dans les voitures dorées, et on gagna, de toute la vitesse des fringants attelages, le merveilleux château des quatre beautés.

Si l'on désire savoir maintenant quelles étaient ces quatre beautés, il faut se transporter, quelques jours après cette singulière nuit, dans une chambre où sont réunis Mafré, Narille, Briolan et Dranmor, vêtus de robes comme celles des convives des noces de Cana dans le tableau de Véronèse, étendus sur les plus sultanesques des divans, puisant enfin la volupté songeuse des fumeurs dans les flancs de cristal du narguilé.

Mafré, dont on voit briller les yeux et remuer les lèvres derrière un blanc nuage de fumée, parle ainsi à ses compagnons :

V.

— A la distance où nous sommes de Paris, au milieu des étrangetés de la vie que nous menons, je ne me crois pas obligé à une discrétion qui, d'ailleurs, n'a jamais été beaucoup dans mon caractère, quoique j'estime infiniment les héros discrets, comme le sait mon chevaleresque ami le comte Saladin. Je ne vous cacherai donc point que lady Mac-Morth, la pâle lady Mac-Morth, malgré son regard effrayant de magicienne, me traite avec la plus grande bonté. Moi qui ai épousé quatre sauvages les plus accomplies de leurs tribus, qui ai enlevé deux sultanes, séduit la fille du roi de Guinée, connu les yeux les plus noirs de Madrid, les teints les plus transparents de Londres, les nez les plus retroussés de Paris, j'apporte maintenant un esprit très-observateur et très-calme dans les choses amoureuses, cela est tout simple. Et vous-même, mon cher Briolan, vous sur qui un regard de femme peut faire encore l'effet de dix mille cymbales sur les oreilles d'un coursier, vous auriez ma tranquillité de cœur, si vous aviez vécu comme moi. Je fais de cette tranquillité l'usage qu'il faut faire de la tranquillité suivant la sagesse et la science, je m'en sers pour interroger et apprendre. Voici ce que j'ai appris avec lady Mac-Morth.

Il existait un Espagnol appelé don José de Temera qui vint en Angleterre à vingt ans avec un précepteur chargé de lui apprendre à voyager. Cet Espagnol avait une immense fortune; il était d'une parfaite beauté, et il désirait le bonheur, comme on l'entend dans la jeunesse, le bonheur qui étourdit l'âme et brûle le corps, avec une passion si puissante, si expansive, qu'elle se communiquait à tous ceux, surtout à toutes celles dont il s'approchait. Au moment où don José arrivait à Londres, lady Mac-Morth venait d'y arriver de son côté, conduite par le vieil amiral Mac-Morth, son époux, qui l'avait tirée, pour la mener à l'autel, d'un château écossais, peuplé de morts, de lutins et de sorcières, où s'était passée son enfance. La première femme de l'amiral Mac-Morth, qui avait fait la guerre en Espagne, était une tante de don José. La maison de lady Mac-Morth s'ouvrit donc à Temera aussitôt qu'il eut mis les pieds dans Londres. Un jeune homme avec un précepteur, une jeune femme avec un vieux mari, ce sont oiseaux qui ne demandent qu'à prendre même volée et soupirer même chanson.

Messieurs, je n'ai point le bonheur d'être les premières amours de lady Mac-Morth. Elle aime don José, et l'aima même, dit-elle, fort passionnément. Le vieil amiral Mac-Morth, qui cependant avait gagné dans son métier de marin la goutte, les rhumatismes, toutes les infirmités qui peuvent tourmenter une créature de chair et d'os, eut l'idée d'exposer encore son pavillon au vent des mers. Au moment où les yeux de Temera et ceux de sa femme se disaient les plus tendres choses, le vieux marin s'en allait passer les nuits sur l'Océan. On devine la vie que menèrent nos amants. L'amiral Mac-Morth était parti au commencement d'un hiver. Quand le soleil de Naples, la verdure du Rhin, les fleurs parfumées du Gange, auraient tout à coup brillé, se seraient soudain épanouis dans l'atmosphère brumeuse de Londres, la saison où entrèrent ces amoureux ne leur aurait point paru plus gaie, plus heureuse, plus parée d'un éclat d'été.

L'amiral revint au printemps; alors tout sembla sombre, désolé, en deuil, au

couple tout à l'heure si joyeux. Ce n'est point que lord Mac-Morth fût un mari très-incommodé ; mais les époux les moins gênants, comme les rois les plus débonnaires, sont ceux qu'on supporte avec le plus d'impatience. On se trouvait si bien de son absence ! Qu'avait-il besoin de quitter la mer, la vraie, la seule amante des marins à barbe blanche ? Les soirées étaient si courtes pendant qu'il courait sur l'Océan, et si longues maintenant qu'il était là, au coin du feu, tisonnant avec ses béquilles ! José et Argine, c'est ainsi que s'appelle lady Mac-Morth, en vinrent à s'estimer les amants les plus malheureux de ce monde. Un soir que l'amiral était sorti pour aller faire sa cour à un ministre, et qu'ils avaient passé à gémir un temps qu'ils auraient pu mieux employer. Temera fit à sa maîtresse une singulière confidence. Un de ses grands-oncles, il y avait près d'un siècle, fuyant devant le courroux de l'inquisition, qu'il s'était attiré en sauvant d'un auto-da-fé une sorcière juive, s'était enfui dans le Pérou avec celle qu'il avait délivrée. Du Pérou il avait passé dans le Brésil, et du Brésil s'était embarqué sur l'Océan Atlantique. Là il avait découvert, à quelque distance du cap Saint-Augustin, une île dont les sites et le climat l'avaient tellement charmé, qu'il avait résolu de s'y établir en compagnie de sa magicienne. Il s'y était établi en effet, et, s'il fallait en croire les récits que don José avait entendus dans son enfance, il y avait construit un palais qu'une fée ou un génie n'aurait pas dédaigné d'habiter. Don José avait toujours été possédé du désir d'aller visiter ce palais, domaine mystérieux et lointain de sa famille ; il avait rêvé une vie étrange et splendide dans le château d'outre-mer de Temera, l'amant de la juive, comme on désignait son grand-oncle. Maintenant, disait-il, une existence pourrait surpasser en incroyable bonheur l'existence même de ses rêves : ce serait celle qu'il mènerait dans ce lieu féerique avec une femme aimée par lui de tout l'amour de sa jeunesse.

La pensée d'un musulman qui fume le soir en regardant le ciel sur la terrasse embaumée de sa maison ne part pas plus vite pour les étoiles ou la lune, aux premières bouffées de la pipe, que l'âme de lady Mac-Morth, à ces paroles, ne partit pour le château de l'Océan. Elle fit jurer à son amant qu'il l'enlèverait et la conduirait à travers les mers jusqu'à l'île où s'étaient cachés jadis la juive et son chevalier. Quelques jours après ce serment, un autre soir, où elle se trouvait seule encore avec l'Espagnol, elle dit qu'elle ne pouvait plus résister au désir d'aller embrasser la vie entrevue par sa pensée, qu'elle voulait partir sur-le-champ. Alors elle remarqua sur la figure de don José une expression mystérieuse. Le beau jeune homme lui déclara qu'il lui donnerait, si elle le voulait, les moyens de se rendre à l'île désirée, et qu'il irait l'y rejoindre au bout d'un mois, mais qu'il ne pouvait point être son compagnon de voyage. Son père l'appelait en Hollande dans une lettre qu'il lui avait cachée, et les nécessités les plus inflexibles le forçaient de se rendre à cet appel ; mais il saurait rapidement se soustraire à la société paternelle, et de La Haye, où il se rendrait, il s'embarquerait pour aller retrouver la vie de ses songes et l'épouse de son cœur.

Lady Mac-Morth est de ces êtres que leurs désirs pourraient entraîner à travers toutes les routes les plus remplies de ténèbres et d'épouvante, les plus horriblement solitaires, les plus bantées de voyageurs sinistres. Une nuit, elle quitta le logis conjugal et gagna un port de mer, d'où elle s'embarqua sur l'Océan. Elle avait été confiée, par don José, à un ami du précepteur qu'on avait mis auprès de lui pour lui apprendre à voyager.

Lady Mac-Morth parvint, sans aucun événement, jusqu'à l'île où elle nous reçoit

aujourd'hui. Son étonnement fut vif, lorsqu'elle entra dans le château du grand-oncle de don José, de trouver ce château rempli de livrée, resplendissant des peintures les plus fraîches et des dorures les plus neuves, semblable enfin à une demeure qui n'a jamais cessé d'être habitée. Elle pensa que son amant avait voulu lui ménager une surprise, que depuis longtemps il connaissait ces lieux, où peut-être il était déjà venu, et depuis longtemps méditait d'y passer avec elle des années de délices, au milieu de toutes les magies du luxe; mais ce qui fit succéder chez elle à un étonnement plein de joie un étonnement pénible, ce fut l'ordre donné, lui assura-t-on, par don José, et exécuté avec un air d'autorité par l'ami du précepteur, son compagnon de voyage, de lui assigner pour demeure, d'où, sous nul prétexte, elle ne devait sortir, une partie du château. Quoique son domaine fût magnifique, il avait des limites qui l'attristaient et même l'irritaient. Le jour où on lui dit qu'avant l'arrivée de don José ses promenades seraient enfermées dans le jardin suspendu qui s'étendait sous ses fenêtres, elle versa des larmes à la fois de colère et de tristesse. D'abord elle prit le parti de ne plus sortir; mais ce jardin qu'elle dédaignait, parce qu'elle y voyait une prison, avec ses orangers, ses fleurs gigantesques, ses bassins de porphyre et ses statues de toutes sortes, les unes aux formes de pérés et de chevaliers rappelant l'Arabie et l'Espagne, les autres par des formes de déesses et de héros antiques rappelant l'Italie et la Grèce; ce jardin, certes, était plus beau qu'aucun de ceux dont furent jamais couronnés les palais de Sémiramis. Il l'invitait, elle qui était songeuse, puis la curiosité aussi venait jouer son rôle auprès d'elle. Rien n'appelle la curiosité comme la prison, surtout une prison semblable à celle de lady Mac-Morth. Un jour donc, à son réveil, malgré ce qu'elle s'était juré, elle descendit sur la terrasse. Une balustrade de marbre blanc régnait tout autour du jardin aérien. Elle s'accouda sur cette balustrade, et se mit à promener la vue dans les profondeurs du grand parc, aux allées pleines de lumière verte et peuplées de blanches statues, qui s'étendaient à ses pieds.

Il lui sembla tout à coup qu'à l'extrémité d'une de ces allées elle voyait marcher une femme. Alors elle redoubla d'attention, et, l'être qu'elle avait aperçu s'étant rapproché, elle put se convaincre qu'en effet elle avait bien une femme sous les yeux, et une femme que son port, son air, ses vêtements, ne lui permettaient point de confondre avec celles qui avaient été placées dans le château pour la servir. Tandis qu'elle examinait cette habitante inattendue de l'île avec la plus ardente curiosité, elle était, elle aussi, l'objet du plus attentif examen, car la dame errante, de son côté, la regardait avec une expression de surprise et d'anxiété. Pendant que ces deux femmes s'abandonnaient à cette mutuelle contemplation, le personnage qui exerçait l'autorité dans le palais de don José, l'homme qui avait accompagné lady Mac-Morth, parut dans le jardin. Il avait les traits bouleversés d'un gardien de ménagerie, qui a laissé s'échapper la sultane des panthères, la reine des gazelles ou l'empereur des cataquouas. Le trouble qui était sur ses traits devint bien plus frappant encore, lorsqu'il aperçut la dame du balcon échangeant des regards avec la dame du parc. Il courut à cette dernière, et, après avoir eu avec elle un entretien de quelques instants, qui parut fort animé à lady Mac-Morth, il parvint à l'emmener vers un des pavillons du château.

Argine était fort occupée de cette aventure, et les conjectures les plus bizarres se succédaient dans son esprit, quand, un matin, une des femmes qui l'habillaient

lui remit un petit billet ainsi conçu : « La présidente de Gazay serait fort heureuse de voir lady Mac-Morth et de s'entretenir avec elle sur don José. » Lady Mac-Morth ne demandait pas mieux que d'avoir avec la présidente de Gazay, dans laquelle bien certainement elle retrouverait la dame du parc, toutes les conversations imaginables ; mais comment pouvait s'accomplir son désir et celui de la présidente ? Et celle qui sollicitait le rendez-vous, et celle qui voulait l'accepter, n'étaient-elles point captives toutes deux ?

La femme qui avait remis le billet se chargea de procurer aux prisonnières l'entretien qu'elles désiraient. C'était une ennemie du majordome-geôlier, puis elle s'intéressait aux deux dames ; enfin elle avait sans doute, comme la plupart des femmes de son rang, et de tous les rangs pour bien dire, le goût des intrigues, des menées, des choses difficiles, périlleuses et secrètes.

Le fait est que, grâce à cette officieuse personne, lady Mac-Morth et M^{me} de Gazay eurent, une nuit, dans un coin du parc, un entretien mystérieux. Elles découvrirent une terrible chose. Ce don José, qui était si peu avancé dans la vie et dont le visage se recommandait par une expression d'ingénuité, ce don José avait une âme aussi effroyablement trompeuse que l'amant d'Elvire, le fils de don Louis, le convive du commandeur. Il avait fait à la présidente et à l'amirale les mêmes promesses. Bien plus, s'il fallait en croire les rapports de la femme qui se chargeait des entrevues et des billets, une troisième beauté était débarquée récemment dans l'île, et avait été aussi emprisonnée dans un bâtiment du château.

Quels pouvaient être les projets de Temera ? On se perdait en conjectures. Reviendrait-il trouver ses victimes ? comptait-il les abandonner ? Ce qui était certain, quelque parti qu'il dût prendre, c'est qu'il était coupable de la plus noire perfidie. Ainsi du moins raisonnaient les deux captives, qui, dans leur indignation, ne tenaient aucun compte à leur amant de toutes les magnificences rassemblées autour d'elles pour leur faire prendre en patience leur captivité.

A cette première entrevue en succéda une seconde, et dans celle-là ce furent de bien autres transports de courroux. La nouvelle annoncée la dernière fois était certaine. Une troisième beauté habitait le château. La dangereuse suivante qui avait déjà fait un si irréparable tort aux desseins de don José promit à M^{me} de Gazay et à lady Mac-Morth de les faire trouver avec leur rivale. Cette rivale était M^{lle} Outilia de Ferbruken, la fille d'un baron allemand, au cœur doux, limpide et tendre comme son regard à la fois virginal et amoureux.

Outilia s'indigna moins que ses compagnes, mais elle eut un chagrin qui couvrit ses joues de perles. Elle pleura beaucoup. Il fut convenu entre les trois femmes que, si don José osait se présenter à elles, on le recevrait d'un air qui le pénétrerait de confusion et de douleur, s'il avait encore quelque sentiment d'honnêteté. On ne s'en tint pas à cette résolution. Lady Mac-Morth et la présidente (Outilia ne voulut pas être du complot) jurèrent qu'elles se vengeraient de celui dont les lèvres et les yeux avaient été si perfidement menteurs.

Tandis que ces réunions secrètes avaient lieu, que ces projets de vengeance se formaient, le moment arrivait où devait s'exécuter une volonté bizarre de don José.

Un matin, lady Mac-Morth vit entrer chez elle le personnage qui gardait les beautés prisonnières de l'île. Cet homme lui dit, après l'avoir profondément saluée, qu'il la priait de le suivre dans un salon où on lui remettrait une lettre de

don José. Lady Mac-Morth obéit en silence à cette invitation. Elle parvint, sur les pas de son guide, à un salon qu'elle ne connaissait pas, décoré avec la magnificence fabuleuse qui régnait dans tout le château.

Dans ce salon se trouvaient déjà la présidente, Otilia, et, faut-il le dire ? une autre belle encore, qu'on n'avait point découverte ou qui venait d'arriver. Cette belle avait les cheveux blonds comme l'Allemande, quelque chose de moins rêveur et de plus calme dans le regard. C'était aussi, comme vous allez voir, une fille du Nord ; elle était née dans la ville des tulipes, à Harlem. On se l'imagine, la vue de cette nouvelle figure ne disposa point lady Mac-Morth à calmer sa colère contre don José. Elle prit, d'un air irrité, une lettre qu'on lui offrit dans un vase de vermeil rempli de fleurs ; sur cette lettre, la main de Temera avait écrit ces mots : « Je prie ma chère lady Mac-Morth de lire à haute voix, devant M^{me} la présidente de Gazay, M^{lle} de Ferbruken et M^{me} Van Hendam, l'épître qui est entre ses mains. »

Lady Mac-Morth regarda un instant ses trois compagnes, auxquelles il n'était point difficile d'appliquer les noms écrits sur le billet ; avec un nouvel élan d'indignation, elle songea aux motifs qui avaient sans doute entraîné don José en Hollande, puis elle lut l'incroyable lettre que voici à peu près :

« J'ai quatre amours dans le cœur ; il peut bien naître quatre fleurs et même plus sur une même tige. Je ne suis point un libertin, et j'ai la tromperie en horreur ; j'aime quatre femmes avec toute la délicatesse, l'ingénuité, l'ardeur d'une première passion. Je ne comprends point pourquoi l'amour par excellence, celui qui est la source de la vie, la gloire de la jeunesse, le bonheur et le charme du monde, je ne comprends point pourquoi le véritable amour serait plus maltraité que l'amour paternel, l'amour fraternel et tant d'autres sortes d'amours. Un père peut aimer dix enfants, un frère peut partager sa tendresse entre dix frères, et on veut une seule maîtresse pour un amant : cela est absurde. Moi, don José de Temera, j'ai quatre amours passionnés dans le cœur.

» La société, je le sais, veut qu'on se partage en couples, c'est dans ce caprice qu'elle a placé ce qu'elle nomme l'ordre et la morale. Aussi j'ai fui la société, et j'ai transporté ce que j'aime dans un coin enchanté du monde où ne sourit, ne soupire, n'existe enfin que la nature. J'espère faire comprendre à celles dont dépend ma joie qu'un même amour peut réunir des êtres humains en un groupe harmonieux comme les fruits d'une même grappe, les pousses d'une même branche, les étoiles d'une même pléiade.

» Maintenant, mes chères divinités, mes belles et précieuses houris, il me reste à obtenir mon pardon pour l'isolement et la captivité où je vous ai tenues. J'ai cru les moyens que j'ai employés nécessaires pour assurer notre bonheur à tous. Il faut ma présence, et tous les trésors d'affection, je l'espère aussi, de vraie sagesse, avec lesquels je viens pour calmer les révoltes naturelles à mille préjugés qu'une situation sans exemple ne manquera point d'irriter en vous. Quand vous lirez cette lettre, je serai déjà débarqué dans l'île, et bien près du château. Ah ! si vous pouviez venir à moi, unies dans une seule pensée de clément et puissant amour, quelle délicieuse surprise vous me causeriez ! quel bonheur triomphant et durable vous me feriez connaître ! Si cette félicité idéale ne m'est point destinée aux premières heures, peut-être même aux premiers jours de mon arrivée ; si je trouve mes jolis fronts voilés de tristesse, mes chères bouches veuves de sourires, mes regards adorés tout grondeurs, certes je souffrirai, mais ce ne sera point

d'une souffrance sans espoir. Quand vous verrez comme je vous aime, et combien je vous aime, mes quatre fleurs chéries, vous reprendrez votre doux éclat ; mes quatre maîtresses, votre esclave sera pardonné. »

Voici une lettre fort onctueuse, comme vous voyez, mais qui n'eut pas un grand succès. L'Allemande Otilia elle-même parut goûter fort peu les théories sentimentales de don José. La présidente Sylvanire les déclara tout à fait impertinentes ; Lucie, la Hollandaise, ne les avait point comprises ; quant à l'Écossaise Argine, on va voir quels sentiments elle nourrissait.

Tandis que ses quatre divinités, ses quatre houris, comme il disait, se livraient contre lui à tout le dépit que puissent ressentir des créatures humaines, don José arriva dans la plus élégante des tenues. A la boutonnière d'un habit amarante, il avait attaché un bouquet composé de quatre fleurs : une tulipe, un verghbliss-mein nicht, une rose rose et une fleur de genêt. En son amoureuse et pimpante toilette, il était vraiment fort beau, et d'une beauté que comprenaient bien certainement celles qu'il abordait ; mais il n'en reçut pas moins des quatre dames l'accueil le plus glacé. La bienvenue qu'il était accoutumé à trouver dans ces yeux noirs, ces yeux bruns et ces yeux bleus, lui faisait défaut. Le pauvre Temera fut un instant tout décontenancé. Cependant, quoique placés dans des circonstances très-bizarres, entièrement hors de la société, les gens qui se trouvaient réunis dans cette île perdue étaient des gens du monde, après tout. Dans ce château féérique, au milieu des mers, sous ce ciel lointain, dans les conditions les plus étranges où des créatures humaines puissent se trouver, les convenances furent appelées et jouèrent leur rôle. Les quatre dames furent fort dignes envers Temera. L'Espagnol, de son côté, déploya toute la grâce courtoise de ses manières. On se promena et l'on dina, puis on se promena encore, puis on atteignit l'heure du souper, et enfin l'heure du coucher, au milieu d'un entretien qu'auraient pu entendre les murs de l'Escorial. L'étiquette la plus rigoureuse régna entre ces êtres qui devaient s'abandonner aux lois de la nature.

Temera, resté seul sur un divan, après avoir vu chacune des quatre femmes prendre congé de lui cérémonieusement, put comprendre la chimère de ses pensées. D'une Hollandaise et d'une Allemande, d'une Anglaise et d'une Française, toutes quatre femmes de qualité, on ne fait point des esclaves soumises, comme celles qui ornent les harems du Caire et de Constantinople, encore moins des femmes aux mœurs primitives, comme les beautés de ces âges bibliques où les anges se mêlaient aux filles de la terre. La soumission que donne l'esclavage, ou l'intrépide ingénuité que donnent les mœurs primitives, voilà ce dont auraient eu besoin les quatre fleurs de don José, pour accepter l'idylle trop hardie qu'avait conçue leur amant.

Cependant la plus irritée des amantes de don José, c'était Argine, et Argine, je vous l'ai dit, est née dans la patrie des lutins et des sorciers, dans l'Écosse, au fond d'un vieux château diabolique, qui s'anime toutes les nuits d'une abominable existence sous le regard de la lune. Elle résolut de se débarrasser de Temera par des moyens connus à celles qui vont se promener sur les bruyères, quand le soleil ne se montre plus que par une tache de sang dans le ciel. Versée dans l'art d'évoquer les ombres, elle s'imagina de lui envoyer *l'ombre qui tue*.

Il faut vous dire, messieurs, fit Mafré, interrompant ici son histoire d'une voix où il était impossible de démêler la crédulité de l'ironie, il faut vous dire, messieurs, qu'on reconnaît en sorcellerie, dans la grande variété des ombres, deux

espèces bien distinctes : l'ombre qui effraie, appelée dans le manuel du sorcier *umbra horifica*, et l'ombre qui tue, dont le nom scientifique est *umbra lethifera*.

On ne peut pas envoyer à tout le monde l'ombre qui tue, car cette apparition est à craindre pour ceux-là uniquement qui ont quelque terrible mystère dans leur vie. Quand on n'a causé aucun trépas, l'ombre qui effraie peut seule être mise à vos trousses ; mais lady Mac-Morth pensa qu'un homme tel que don José, au cœur capable de si audacieuses et si déréglées amours, devait être exposé à l'ombre qui tue.

Un soir qu'à une heure assez avancée, aux confins de ce qu'on peut vraiment appeler la nuit, elle était avec Temera et ses trois rivales dans un salon aux fenêtres ouvertes, où les clartés de la lune entraient et venaient se mêler aux lueurs tremblantes de candélabres cachés derrière des fleurs, un soir, lady Mac-Morth s'écria en s'adressant à la présidente de Gazay :

— Vous me disiez l'autre jour, madame, qu'à Paris la sorcellerie était fort à la mode, et s'employait, souvent avec succès, à faire passer le temps des soirées ; nul n'a plus de familiarité que moi avec toutes les choses de magie. Si vous voulez, nous ferons passer quelques instants, ce qui vous rendra grand service, ajouta-t-elle en regardant Temera avec un regard plein d'une dure ironie ; nous ferons passer quelques instants à l'aide du merveilleux. La lune est dans son plein et montre distinctement la tâche ronde qu'on appelle le puits des esprits ; nous n'avons qu'à éteindre les deux candélabres qui brillent derrière ces grands vases de roses, car toute lumière, hors celle des astres nocturnes, est hostile aux fantômes, et nous verrons, je vous le promets, un spectacle dont il n'est pas de cœur qui ne soit ému.

La Hollandaise Lucie et surtout l'Allemande Ottilia goûtèrent assez peu la proposition de lady Mac-Morth, et celle même à qui s'adressait Argine, la Française Sylvanire, semblait trouver la lune trop pâle, la nuit trop noire, les yeux de son amie la sorcière trop brillants pour se livrer à des opérations magiques ; mais la haine l'emporta chez la présidente sur l'effroi, et lui inspira une résolution énergique, quand l'Écossaise, s'approchant d'elle, murmura ces mots à son oreille : « Secondez-moi, il s'agit de nous venger. » Sans savoir de quelle mystérieuse vengeance lady Mac-Morth disposait, elle résolut de la seconder en effet, et dit aussitôt tout haut de sa voix la plus caressante :

— Oui, chère lady, je vous en prie, faites vos conjurations ; pour ma part, je brûle du désir d'avoir peur.

Don José, cela va sans dire, pressait de son côté lady Mac-Morth de commencer ses évocations au plus vite. Argine se décida donc, et alla éteindre les candélabres ; puis, s'avancant vers la fenêtre par laquelle arrivaient avec le plus de force les rayons de la lune, baignée dans la clarté mortuaire, les regards fixés sur l'astre livide, elle prononça quelques paroles d'une voix recueillie comme celle qui prie dans une église, basse comme celle qui parle dans la chambre d'un malade endormi. Quand ces paroles furent dites, elle alla au fond du salon et prit, dans une corbeille de fleurs, une grosse rose rouge particulièrement éclairée par la lune ; elle donna cette rose à Temera en lui disant :

— Cette rose rouge, la fleur des brûlantes et fatales amours, est le rameau magique ; secouez-la trois fois en répétant après moi ces paroles : « Devant moi ce qui est mort par moi. » L'espace qu'encadre cette fenêtre est le temple, c'est-à-dire l'endroit de l'apparition. Dites et regardez.

Temera obéit à la sorcière, et prononça en secouant la rose, d'une voix où l'on

sentait une émotion croissante, les paroles demandées. Cette évocation terminée (lady Mac-Morth l'affirme du moins), dans l'espace désigné sous le nom de temple, on vit quelque chose de terrible : une femme morte avec un regard de morte qui tenait dans ses bras un enfant mort.

— Ah ! la Madillez ! cria Temera ; la Madillez et son enfant !

La Madillez était une pauvre fille de Madrid, une fille du peuple, qui avait fait connaître à don José les premières joies amoureuses. Elle avait eu avec Temera une triste et ordinaire aventure ; elle l'avait aimé de tout son cœur, et s'était vue abandonnée par lui avec un enfant. Les amours populaires, ce sont les violettes du printemps : on les découvre avec bonheur, on les respire avec ivresse, quand il n'y a pas sur la terre d'autres fleurs ; mais on les jette dès que viennent les roses. La Madillez alla se noyer avec son enfant. Dans les bals très-éclatants et dans les soupers très-gais, tenant un verre, ou donnant le bras à une belle dame, don José se souvenait souvent avec effroi et douleur de ces deux êtres dont l'un était sa chair et dont l'autre avait eu son cœur.

Une expression triomphante parut sur le visage de lady Mac-Morth. — J'en étais sûre, dit-elle, on pouvait conjurer contre lui l'ombre qui tue.

Alors elle appela des domestiques, qui arrivèrent avec des flambeaux pour rallumer les candélabres.

Pour Ottilia, Sylvanire, Lucie et lady Mac-Morth elle-même, les premières, les plus faibles clartés dont s'était éclairé le salon avaient fait évanouir le fantôme. Les valets n'étaient pas encore entrés que l'éclat précurseur de leurs flambeaux avait déjà rendu invisibles la morte et son enfant ; mais, au milieu du monde et des lumières, don José de Temera semblait voir encore l'effrayant fantôme de la Madillez.

— Don José, lui dit lady Mac-Morth, pour nous l'apparition est évanouie ; mais, pour vous, elle existe et existera toujours. Ouverts ou fermés, dans le jour ou dans les ténèbres, dans la solitude ou parmi les hommes, vos yeux verront éternellement cette femme morte et l'enfant mort. C'est un mal, et un terrible mal, que vous envoie le ciel, mais un mal qui a torturé déjà bien des créatures humaines. Combien en ont souffert et en sont morts, traités de fous par leur famille, leurs amis et leurs médecins, qui disaient : — Il est là, je le vois, il me regarde, le fantôme ! le fantôme ! — Ce n'étaient point des fous, don José.

Un mois s'était à peine écoulé depuis cette soirée, et, au milieu de l'île, sous un grand arbre qui semble tout pénétré d'une romanesque douleur, on ensevelissait le pauvre Temera. Il avait pâli, maigri, et enfin il était mort. L'ombre qui tue l'avait tué.

Ce récit achevé, Mafré garda un moment le silence pour laisser sans doute à ses auditeurs le temps de faire leurs observations.

— J'ai toujours eu du penchant, dit Saladin, à croire, comme lady Mac-Morth, que les gens qui se plaignent de voir des fantômes en voient bien réellement ; mais, de par Dieu ! si on lâchait contre moi un spectre, je voudrais en avoir raison. S'il me regardait, je le regarderais. Je trouve qu'il y a de la faiblesse à se laisser tuer par l'ombre qui tue.

Puis l'honnête gentilhomme ajouta, par une réflexion que venait de lui suggérer son esprit inébranlable de courtoisie :

— Par malheur, c'était une ombre de femme. Oh ! le pauvre don José !

— Eh bien ! je crois, moi, fit Mafré en partant d'un éclat de rire, et même je

suis sûr, mon cher Saladin, qu'il n'y avait point d'ombre dans tout cela. Il y avait une vengeance de femme, ce qui est suffisamment terrible. Lady Mac-Morth a empoisonné le pauvre Temera, et elle est bien aise de me faire croire qu'elle a des moyens surnaturels pour expédier dans l'autre monde ses amants.

— Moi, dit alors Narille, je crois très-fermement à l'ombre de la Madillez; nous en voyons, par Dieu ! bien d'autres dans nos vieux châteaux !

VI.

Don José de Temera, comme nous l'a appris Mafré, était enterré, en effet, au milieu de son île, sous un saule à la chevelure lamentable et désordonnée. Cet arbre pleureur représentait tout ce qu'on accordait de regrets et de tristesse à la mémoire du trop amoureux hidalgo. Si dans sa funèbre couche le pauvre don José pouvait voir ce que devenaient ses quatre fleurs, comme il disait quand il portait à sa boutonnière la tulipe de Harlem, le myosotis, la rose rose et la fleur de genêt, il devait sentir au cœur une morsure plus cruelle que celle des vers ; car elles étaient bien prodigues de leurs parfums, ses quatre fleurs !

Nous savons, par l'indiscrétion de Mafré, comment agissait lady Mac-Morth ; la présidente Sylvanire jugeait avec beaucoup de faveur Briolan. La Hollandaise Lucie ne détestait point Narille. Elle trouvait en lui un fonds de douceur et de gaieté qui charmait son humeur tranquille ; aussi Narille, depuis quelque temps, avait toujours une tulipe entre les plis de son jabot. Enfin la mélancolique Ottilia s'était prise d'une sérieuse passion pour le mystérieux Dranmor. C'était des quatre beautés celle qui s'adressait au cœur le plus difficile à conquérir.

Quoi ! pensera-t-on, l'image de Brigitte ne défendait-elle point Briolan ? Saladin, dans son enfance, s'était nourri d'Amadis et avait sincèrement admiré l'amant d'Oriane ; mais il avait un penchant pour Galaor, et, tout en ayant en son âme une seule religion, il se souciait peu de pratiquer les sentimentales austérités du beau ténébreux. Il aimait mieux égayer son culte, en y introduisant de temps en temps quelques habitudes tant soit peu profanes et étrangères. La présidente Sylvanire lui sembla ce que le ciel avait fait réellement, une femme charmante, dont l'amour rencontré à travers route était ce qu'on a si bien appelé une bonne fortune.

Lady Mac-Morth appuyée sur Mafré, Briolan conduisant la présidente, Narille et M^{me} Van Hendam, marchant côte à côte, faisaient dans l'île les plus riantes promenades. De temps en temps, ils s'arrêtaient dans des salles de verdure, entre des pins en parasol, sur le velours des gazons, et là ils vivaient de la belle vie que mena l'enfant prodigue avant de retourner chez son père manger du veau gras. Mais Ottilia était triste, car elle avait affaire à ce qu'on nomme un cœur de rocher. Dranmor ne semblait point voir ses avances les plus marquées. L'Hippolyte d'Euripide, ce farouche ingénu qui priait les dieux d'inventer un nouveau moyen de donner aux hommes des enfants, n'était point plus ennemi que Dranmor des douces œillades et des tendres propos ; il ne menait point vie plus solitaire. M^{lle} de Ferbruken voyait les heureux couples quitter le château pour aller faire leurs joyeuses excursions dans l'île, et seule elle restait au logis faute d'un bras pour appuyer son joli bras. Elle se demandait parfois avec inquiétude ce que pouvait

devenir le bel aventurier, s'il n'aurait point par hasard quelques indignes amours parmi ses suivantes ou celles de ses compagnes, comme les grossiers marins échappés ainsi que nos héros à l'incendie de *l'Indompté*. Tous les jours, à midi, Dranmor disparaissait; il n'allait point à la chasse, car il n'emportait point d'autre arme que le poignard oriental à poignée festonnée d'argent et à la lame recourbée qui ne le quittait jamais. Il s'enfonçait dans les grands bois qui bordaient la rivière, et il n'en sortait que le soir, quand le soleil était couché.

Un jour, M^{lle} de Ferbruken résolut de connaître le mystère de ces disparitions. Elle se mit tout simplement à suivre l'objet de son tendre et curieux intérêt. Dranmor n'avait point l'habitude en route de tourner la tête; il marcha, comme d'ordinaire, sans se douter qu'il y avait sur ses pas une des plus jolies et des plus nobles filles de l'Allemagne. Il se jeta dans les sombres allées qu'avait suivies Saladin la nuit où il s'était mis à la recherche des curiosités de l'île; aucune source, aucun arbre, aucun banc de verdure, ne l'arrêtèrent; il arriva d'un pas rapide jusqu'au bord même de la mer. Alors il gravit un petit rocher, tout couvert de mousse et de gazon, qui s'avancait dans l'eau. La cime de ce rocher était creusée en sorte de nid; ce fut dans cet asile frais et verdoyant, où l'herbe tremblait d'un frisson amoureux, que s'établit Dranmor. Là il se mit à regarder la mer.

Il faisait un temps magnifique d'été. Il y avait sur les flots la douceur du sommeil et la splendeur des songes. L'onde, riante, voluptueuse, attendrie, dépouillée de sa terreur et de ses tristesses, laissait s'exhaler de son sein cette magnétique émanation qui lui donne sur l'âme humaine une puissance mystérieuse et enchantée comme celle de la beauté, du rêve, de la musique et des fleurs. Les yeux de Dranmor, qui tantôt se fermaient mollement, tantôt s'ouvraient grands et fixes, étaient inondés des joies de l'extase. Ottilia se souvint d'un propos de Mafré : — Ah! se dit-elle, ce n'était donc pas une façon de dire; c'était bien la vérité! celui que j'aime est amoureux de la mer. — M^{lle} de Ferbruken, tout Allemande qu'elle était, comprenait avec assez de peine cette passion pour quelque chose qui ne vous parle pas avec une bouche et ne vous regarde pas avec des yeux. Elle se réjouit de n'avoir que la mer pour rivale, ne se doutant point que cette rivale était la plus terrible qu'elle pût rencontrer. Elle eut cette pensée toute vulgaire : l'amour de la nature seconde, bien loin de combattre les autres amours. Il est doux d'admirer à deux de beaux paysages, et, gravissant, pleine d'espoir, d'un pas aérien, le rocher qu'avait gravi Dranmor, elle parvint jusqu'au nid de l'aventurier, dont elle toucha l'épaule de sa petite main blanche et légère.

Si attrayante que soit la mer, je sais plus d'un galant homme qui aurait cessé avec plaisir de la contempler pour se livrer à l'aimable apparition qui était en ce moment devant Dranmor. Le regard enjoué et timide, la bouche éclairée d'un jeune sourire, la taille attrayante et hardie, Ottilia était ravissante. Que diable peut-on rêver sous la mer, si ce n'est des naïades faites comme cette aimable personne? Eh bien! Dranmor parut aussi mécontent, quand il se fut tourné vers cette belle fille, que si un lourdaud l'eût tiré d'un rêve où le berçaient des sylphides.

— Monsieur Dranmor, lui dit M^{lle} de Ferbruken, vous admirez la mer, aujourd'hui, vous avez raison, elle est bien belle! Moi aussi, j'étais venue l'admirer; mais je suis fort heureuse de vous avoir trouvé sur le rivage, car il n'est rien de triste, suivant moi, quand on éprouve une admiration, comme de n'avoir personne à qui l'on puisse la faire partager.

— Mademoiselle, répondit très-froidement Dranmor, je n'admire pas la mer, je l'aime tout simplement, et, au lieu d'être fâché de rester seul avec ce qu'on aime, on est au contraire fort content.

— Il paraît, reprit Ottilia d'une voix qu'elle s'efforça de rendre gaie, il paraît, monsieur Dranmor, que la mer n'est pas comme les belles dames, qu'elle ne forme pas ses adorateurs à la galanterie. Mais tenez, ajouta-t-elle d'un ton où l'émotion était volontairement mêlée à une folâtre franchise, vous avez un caractère d'une si amusante, d'une si intéressante bizarrerie, que je veux à toute force le connaître. C'est un caprice que je m'accorde. Aujourd'hui, monsieur Dranmor, il faut que vous preniez votre parti de m'avoir en tiers dans vos amours avec les flots.

Tout ce que Dranmor laissa voir sur son visage, ce fut l'expression d'une vertu, la résignation. M^{lle} Ottilia ne se tint pas pour battue. Cessant l'attaque à la française, c'est-à-dire l'enjouement, pour en revenir à l'attaque à l'allemande, c'est-à-dire à la mélancolie, elle promena sur la mer et dans le ciel un regard enthousiaste, puis partit sur la nature et le sentiment qu'elle inspirait sans doute à Dranmor en phrases d'une rêverie passionnée comme la poésie des *Niebelungen*.

Cette nouvelle tactique fut encore sans succès ; Dranmor n'aimait aucune phrase ; les propos enthousiastes et sérieux étaient vis-à-vis de lui chose perdue, comme les propos badins et moqueurs. La seule poésie qu'il comprenait sans savoir si c'était de la poésie, et surtout sans s'en inquiéter, c'était le sourire, la colère, toute l'existence mystérieuse des vagues. Le spectacle de cette vie, qui lui semblait liée à la sienne, lui faisait éprouver des joies comme un enfant en ressent le matin sur le sein qui l'a nourri, comme un amant en ressent le soir sous le regard de sa maîtresse. A voir prendre un sujet de discours, et de discours prétentieux, dans ces joies simples et secrètes, il y avait pour lui quelque chose de monstrueusement pénible et ennuyeux.

La séance au bord de la mer lui sembla ce jour-là fort maussade. Quel fut son dépit quand le lendemain, sur le point de partir, par une matinée éclatante, par un soleil triomphal, pour aller se dédommager sur son cher rocher du contretemps de la veille, il trouva sur son passage M^{lle} Ottilia de Ferbruken, décidée à lui tenir compagnie de nouveau ! Dranmor eut encore recours à la résignation ; mais il se promit d'échapper à la poursuite de M^{lle} de Ferbruken.

Les jours suivants, il sortit à des heures irrégulières, de façon à ne point pouvoir être suivi, et, avec une industrie de sauvage, il forma d'un arbre qu'il abattit à coups de hache un de ces minces et étroits canots qui peuvent recevoir un seul nautonnier. Dans cette embarcation dangereuse, où l'on sent chaque étreinte des ondes, notre amoureux de la mer put aller mettre ses plaisirs à l'abri de M^{lle} Ottilia.

La belle Allemande pâlisait et languissait ; eh bien ! elle n'était pas la seule qui dût souffrir par Dranmor. Un matin que Mafré, Narille et Briolan, réunis, causant et fumant, voyaient s'envoler les heures douces, parfumées, légères comme les nuages de leurs pipes, Dranmor parut devant eux en costume de matelot, et portant sur sa chevelure la trace des baisers de la mer.

— Si vous voulez partir, dit-il, à une lieue d'ici, en pleine mer, arrêté par le calme plat qui dure depuis trois jours, il y a un vaisseau français le *Régent*, où l'on ne demande pas mieux que de vous recevoir. Je ne pense pas que vous croyez être au terme de vos aventures, ce n'aurait pas été la peine de se mettre en route

pour aller croupir dans ce méchant petit coin du monde. Vous devez être las, ce me semble, de tenir compagnie aux veuves de don José de Temera. Quant à moi, la mer des côtes ne m'a jamais fait oublier la pleine mer : dans une promenade en canot, j'ai rencontré *le Régent*, qui doit parcourir l'Océan Atlantique jusqu'au Canada. Son capitaine, qui me semble un fort digne homme, a dit qu'il recevrait avec joie des passagers de *l'Indompté*. Le Canada est un pays de boucaniers. Ainsi, Mafré, c'est une terre qui vous convient. Si vous m'en croyez, messieurs, appelons les hommes qui ont quitté *l'Indompté* avec nous, embarquons-nous sur notre baleinier et rejoignons *le Régent*.

— Palsambleu ! s'écria Narille, quelle rage de mouvement a ce Dranmor ! Moi, je m'arrêteraï encore volontiers ici quelque temps. Ce méchant petit coin du monde est un vrai paradis terrestre. On y fait bonne chère, on y est avec de jolies femmes ; quand on n'est pas amoureux de la mer, que diable désirer de plus ! Les hommes qui se sont sauvés avec nous de *l'Indompté* penseront comme moi. Jamais on ne les arrachera de ce pays de Cocagne pour aller chasser les bêtes dans le Canada.

Briolan, qui semblait livré à de profondes réflexions, dit tout à coup d'une voix grave et ferme :

— Il faut qu'on les en arrache cependant. Dranmor a raison, nous devons partir. Nous ne sommes point ici où nous devons être, où nous nous sommes proposé d'aller. Il ne convient pas à des gentilshommes de mener la vie que nous menons, aux dépens, messieurs, de quatre femmes. Nous sommes partis pour vivre de notre courage. Ce séjour aura été un heureux et merveilleux incident de nos voyages ; mais il ne doit être qu'un incident.

— Eh bien donc ! remettons-nous en mer, dit à son tour Mafré. Je respecte les scrupules de Briolan, et la passion de Dranmor m'intéresse. L'île et les quatre beautés qui l'habitent m'ont beaucoup plu ; mais île et beautés me sont suffisamment connues maintenant. Narille se trompe en croyant que les marins de *l'Indompté* feront des difficultés pour nous suivre. Notre digne marquis ne connaît que les mœurs des vieux châteaux et de la cour, il ignore celles des mers. Les vagues appellent le matelot, comme les coups de fusil appellent le soldat, d'une façon irrésistible. Nous sommes bien ici ; mais peut-être serons-nous encore mieux là-bas. Nous sommes ici dans un palais tout doré, peut-être là-bas serons-nous dans un palais de diamant. Les marins ne voient rien d'impossible ; moi-même, malgré des déceptions cruelles, je suis un peu comme ces braves gens. J'espère toujours que le sort se mettra en frais d'invention, et nous offrira quelque nouveauté. Allons, messieurs, partons.

Il fut convenu, en effet, que l'on quitterait l'île, mais qu'on la quitterait la nuit, pour éviter de pénibles adieux. Mafré écrivit, au nom de ses compagnons, une lettre ainsi conçue :

« Le comte de Briolan, le vicomte de Mafré, le marquis de Narille et M. Dranmor sont pénétrés de reconnaissance pour la gracieuse et magnifique hospitalité qu'on a exercée envers eux pendant plus d'un mois. Ils emportent au fond de leur cœur quatre images que le respect et la tendresse y entoureront toujours ; mais, gentilshommes et marins, ils sont obligés de reconnaître les droits que le danger et la mer ont sur eux. Il faut qu'ils s'arrachent au repos et au bonheur. Leurs destinées seront-elles ramenées un jour aux lieux où ils ont connu tant de délices ? Ils l'ignorent, et c'est leur tristesse ; mais leur cœur y viendra sans cesse, ils en sont sûrs, et c'est leur consolation. »

On s'arrangea pour que cette lettre fût remise à lady Mac-Morth le lendemain matin, et l'on fit pour la nuit même les préparatifs du départ. A minuit, par une lune limpide et pleine qui enveloppait toute la surface des mers dans une lumière d'argent, on s'embarqua dans cette même baie où l'on pénétrait avec tant d'inquiétude après l'incendie de *l'Indompté*. Vingt bras robustes faisaient force de rames, de sorte qu'on eut bientôt rejoint *le Régent*.

Le Régent était un vaisseau à trois ponts, ayant la prestance superbe, le royal aspect, l'élégante et formidable attitude d'un bâtiment de guerre. Des dorures comme celles de Trianon et de Versailles étincelaient entre les sombres bouches de ses canons; de gracieux balcons serpentaient au gaillard d'arrière, devant les appartements du capitaine. Le pavillon de France, qui surmontait son grand mât, brillait d'un héroïque éclat à travers cette vaste mer dans cette nuit pleine d'étoiles.

Ce ne fut point sans quelque émotion au cœur que nos aventuriers gravirent l'escalier qui conduisait à bord de ce noble vaisseau. Un homme aux cheveux blancs et aux traits sévères les reçut sur le pont. C'était le capitaine du *Régent*, le marquis de Kermardin. Près de lui était un jeune officier, au visage riant et à la tournure élégante : c'était son neveu, le vicomte d'Esprénil. L'oncle et le neveu accueillirent, l'un avec une politesse austère, l'autre avec une courtoisie enjouée, nos quatre héros. MM. de Kermardin et d'Esprénil, en vrais gentilshommes bretons, connaissaient trop bien leurs armoriaux pour ignorer les noms de Briolan et de Mafré. Un grand nombre d'hommes du *Régent*, qui se tenaient sur le pont à quelque distance du capitaine, reçurent les marins de *l'Indompté*, avec le respect et l'intérêt qu'on a pour les débris des grandes infortunes.

Mafré dit à l'oreille de Briolan, en pénétrant dans le vaisseau avec lui sur les pas du capitaine :

— Eh bien ! mon cher comte, nous voici de nouveau livrés à l'Océan. Croyez-vous que sans Dranmor nous nous serions embarqués si vite ? C'est sa passion qui nous a mis tous en mouvement. Je crois bien que l'amour de la mer est le plus puissant des amours.

Saladin ne répondit pas ; mais, par un de ces doubles mouvements du cœur dignes de don José de Temera, il pensa avec une tendre tristesse à la présidente Sylvanire, avec une passion emportée à la belle duchesse Brigitte.

G. DE MOLÈNES.

(La seconde partie au prochain numéro.)

LA LIBERTÉ DU COMMERCE

ET LES SYSTÈMES DE DOUANES.

II. LES DOUANES ET LA POLITIQUE COMMERCIALE DES PRINCIPAUX ÉTATS.

I.

Dans la première partie de cette étude (1), nous nous sommes attaché, avant tout, à résoudre la grande objection que les protectionnistes français opposent sans cesse à l'établissement du régime du libre échange, celle qui naît de la cherté générale de nos produits. C'était, nous le savions, considérer la question qui nous occupe d'un point de vue assez étroit, peut-être même exclusif. La France est le seul pays au monde où une telle objection se présente, au moins dans toute sa force, parce que c'est le seul pays où les tarifs de la douane frappent sans distinction tous les produits. Il convient maintenant d'élargir notre cadre et de considérer le système restrictif dans ses applications diverses; mais, avant de jeter un coup d'œil sur le régime économique des principaux états commerçants, il est nécessaire de pénétrer dans la constitution intime du système protecteur. Pour comprendre ce système dans sa portée véritable, et surtout pour se rendre compte

(1) Voyez la livraison du 15 août.

des diverses transformations dont il est susceptible, il faut le soumettre à l'analyse, il faut en décomposer les éléments. C'est ce que nous allons d'abord essayer.

Toutes les lois de douanes n'ont pas le même caractère et ne produisent pas, à beaucoup près, les mêmes effets. Elles diffèrent par les motifs qui les ont dictées, par les principes qui en dirigent l'application, et surtout par la nature des marchandises qu'elles frappent. De là presque autant de systèmes qu'il y a de peuples commerçants. Sans entrer dans le détail de toutes ces dispositions diverses, il nous suffira de marquer nettement les caractères principaux qui les distinguent.

Certaines lois de douanes n'ont été établies que dans un intérêt fiscal, c'est-à-dire en vue d'un revenu. Tel est, par exemple, le caractère général de la législation douanière des États-Unis, au moins si on ne considère que le motif originaire de son institution. La cause du libre échange est en général désintéressée dans l'établissement de ces sortes de lois ; c'est une question d'impôt. En ce sens, le principe en serait irréprochable, s'il ne se démentait jamais dans l'application. Malheureusement il arrive presque toujours, si on n'y prend garde, que les droits établis dans l'unique intérêt du trésor public changent de caractère, en devenant presque immédiatement protecteurs ou restrictifs. L'exhaussement de prix qu'ils déterminent sur les marchandises étrangères excite à produire ces mêmes marchandises, avec des conditions moins favorables, dans le pays. Ainsi se forment à l'intérieur des industries parasites, qui se créent une vie artificielle, une prospérité factice, en détournant vers elles une partie des taxes qui devaient rentrer dans le trésor public. Ce système d'impôt, malgré sa douceur apparente, devient alors le plus onéreux de tous, lors même que les frais de la perception n'en sont pas très-élevés, parce que le produit en échappe en grande partie aux mains du gouvernement auquel il est dû, pour aller se perdre à l'intérieur sur les établissements particuliers que l'existence des droits a fait naître. Ajoutons que la source de ce genre de revenu peut même tarir quelquefois, lorsqu'il arrive que l'industrie nationale parvient, à la faveur des tarifs, à exclure entièrement de la consommation les marchandises étrangères.

Les recettes de la douane sont toutefois pour les gouvernements une ressource précieuse et quelquefois nécessaire. Il ne s'agirait, pour en faire un impôt vraiment rationnel et en même temps fructueux, que d'éviter les écueils que nous venons de signaler. Il faudrait n'atteindre que des matières exotiques, qui n'auraient pas de similaires dans le pays, et se montrer d'ailleurs décidé, dans le cas où des équivalents viendraient à s'y produire, à les frapper d'un impôt semblable. Il faudrait, en outre, ne pas élever trop haut l'échelle des droits, de manière à ménager une importation abondante de ces marchandises et à éviter la contrebande, dont l'action dissolvante n'est pas moins fatale aux intérêts du trésor qu'à la morale publique.

Quand les droits originaires fiscaux deviennent par occasion protecteurs, faute d'avoir été ordonnés selon les vrais principes, ils ne se distinguent plus guère en cela de ceux qui ont été réellement établis en vue d'une protection, d'autant mieux que ces derniers ne laissent pas d'être souvent productifs de revenu. Il est très-vrai d'ailleurs que dans la plupart des lois de douanes les deux principes se combinent ; on y poursuit à la fois un double but : protéger l'industrie nationale et pourvoir aux besoins de l'état ; et, bien qu'à certains égards ces deux principes soient exclusifs l'un de l'autre, on tâche de les concilier en faisant à

chacun d'eux sa part. Selon que l'intérêt fiscal ou l'intérêt de la protection domine dans ces lois mixtes, les résultats en sont plus ou moins onéreux ou favorables. Et qu'on ne pense pas, d'ailleurs, que ce soit ici un médiocre objet. C'est pour avoir accordé depuis longtemps à l'intérêt fiscal une plus large place dans son système, que l'Angleterre a pu, dès l'année 1839, élever les recettes de sa douane à la somme énorme de 486,675,000 fr., sans compter le produit du droit sur le tabac (1). En donnant, dans les années suivantes, une nouvelle extension à ce principe, elle est même parvenue à doter cette branche de revenu d'une fécondité encore plus grande, tout en dégrevant un nombre considérable de produits, tandis qu'en France, où l'on a suivi des tendances contraires, bien qu'il n'y ait presque aucune marchandise étrangère que la douane n'atteigne, les recettes ne s'élèvent encore qu'à la somme relativement si faible de 150 à 152 millions par an. Qu'on juge par là de tout ce qu'il serait possible d'obtenir en France en y développant ce principe fécond. Quelle ressource méconnue! quel puissant levier pour l'homme d'état qui voudra s'occuper sérieusement d'alléger le poids des charges publiques!

A ne considérer les droits de douane qu'au point de vue de la protection, ils se divisent en deux classes profondément distinctes, selon qu'ils s'appliquent aux articles manufacturés, en d'autres termes, aux produits du travail humain, ou aux produits naturels, fruits de l'exploitation du sol ou des mines.

Cette distinction est importante; elle est, à bien des égards, le nœud du système restrictif. Nous savons qu'elle a été repoussée par plusieurs économistes, qui déclarent également pernicieux, également funestes, tous les droits protecteurs, à quelque nature de marchandises qu'ils s'appliquent. C'est une erreur dont on reviendra sans aucun doute après un examen plus attentif. Que les droits protecteurs soient toujours onéreux au pays qui les adopte, en ce sens qu'ils imposent aux habitants des sacrifices en pure perte, c'est ce que nous admettrons sans peine: il y a toutefois cette différence bien grave, que les restrictions mises à l'importation des articles manufacturés laissent subsister à l'intérieur une concurrence libre, illimitée, en sorte que les charges qui en résultent tendent, par la force des choses, à s'atténuer avec le temps, tandis que les droits qui atteignent les denrées du sol ou les produits des mines constituent, au profit des producteurs nationaux, des monopoles qui ne laissent aux consommateurs aucun espoir d'allègement.

On a beaucoup abusé de ce mot de *monopole*, et le reproche qu'il implique a été souvent dirigé contre des industries qui ne le méritaient pas. Appliqué aux manufactures, et en général à toutes les industries dans lesquelles la concurrence est illimitée à l'intérieur, ce reproche est injuste et faux. Il n'y a point de monopole pour les producteurs dès l'instant que chacun peut à volonté élever à côté de leurs établissements des établissements rivaux. La concurrence, bannie du dehors, s'établit au dedans et y produit à peu près les mêmes effets, en ce sens du

(1) Les recettes de la douane anglaise, pour l'année finissant au 5 janvier 1840, s'élevaient en tout à la somme de 22,962,610 liv. st., soit 374,000,000 fr. Afin de comparer plus exactement les recettes effectuées en Angleterre et en France, nous retranchons de cette somme le produit du droit perçu sur le tabac, produit qui ne figure pas en France dans les tableaux de la douane. Il s'est élevé en Angleterre, pour l'année dont nous parlons, à la somme de 87,392,000 francs.

moins qu'elle restreint les bénéfices jusqu'aux limites du possible. Que si, à la faveur des tarifs, les produits nationaux se vendent alors plus cher que les produits étrangers, comme nous le voyons en France, cette aggravation de prix, dont il n'est pas juste de dire que les manufacturiers profitent, représente seulement l'exact équivalent des charges que le régime restrictif leur impose et des faux frais auxquels il les condamne ; mais ce qui n'est pas vrai par rapport aux industries susceptibles de s'étendre indéfiniment à l'intérieur est rigoureusement vrai par rapport à celles dont la croissance est limitée, soit par la nature des choses, soit par quelque erreur des lois. Or, telle est en général, bien qu'à des degrés différents, la situation de toutes les industries qui s'appliquent à l'exploitation de la terre, soit qu'elles se bornent, comme l'agriculture proprement dite, à en exploiter la surface, soit qu'elles pénètrent dans ses entrailles pour en arracher les produits minéraux qu'elle renferme.

Comme il y a des hommes qui voient partout le monopole, il y en a d'autres qui le nient dans tous les cas. « La protection, un privilège, un monopole ! » s'écriait M. de Saint-Cricq ; mais je ne reconnais de privilège que dans le droit individuel de faire ce qui est défendu à autrui, de monopole que dans la faculté individuelle d'exploiter un profit auquel il est défendu à autrui de prétendre. Si vous dites qu'un tel monopole existe dans nos lois pour quelques-uns, vous vous trompez ; si vous dites qu'il existe pour quiconque aura la volonté d'y prendre part, je ne vous comprends plus. » Appliquées à l'industrie manufacturière, ces réflexions sont justes, parce qu'ici le privilège, si privilège il y a, existe véritablement *pour quiconque a la volonté d'y prendre part*. En est-il de même pour l'exploitation des mines ? Évidemment non. Cela n'est guère plus vrai quant à l'exploitation du sol, et voilà pourquoi, dans ces deux cas particuliers, l'influence du monopole se fait toujours sentir.

Il est impossible qu'en y réfléchissant un peu, on ne remarque pas à quel point la condition de ces dernières industries diffère de la condition de toutes les autres. Et nous insistons sur cette vérité parce qu'elle est capitale, à tel point qu'elle doit être le principe ou le fondement de toutes les réformes à venir. L'étendue du territoire d'un pays étant bornée par la nature, le nombre des exploitations rurales ne peut pas s'y multiplier au gré des besoins, ni même en raison des bénéfices qu'elles rapportent. Dès lors plus de concurrence indéfinie au dedans. Dès lors aussi, nulle garantie que les prix des denrées baisseront jusqu'aux limites du possible : c'est par d'autres lois que ces prix sont gouvernés. Ce qui est vrai de l'agriculture l'est encore plus peut-être de l'exploitation des mines, surtout quand il arrive, comme c'est le cas particulier de la France, que les produits de ces mines ne suffisent même pas à la consommation locale. Ici le privilège que les tarifs confèrent aux producteurs nationaux est absolu. C'est un monopole véritable, plus ou moins étroit, plus ou moins abusif, selon les cas. Aux frais ordinaires de la production, aux charges qui résultent des restrictions douanières, viennent donc s'ajouter les profits du monopole, profits qui se convertissent en rente foncière, prélevée, à l'avantage de l'heureux possesseur du fonds, sur la foule des consommateurs, bien qu'à vrai dire la plus grande partie de ces prélèvements s'anéantisse, sans aucun avantage pour personne, dans l'exploitation mal entendue qu'un tel système engendre.

Rendons ces différences sensibles par un exemple, en comparant les résultats des restrictions douanières par rapport à deux produits, l'un naturel, l'autre ouvré,

Supposons que, le commerce étranger les livrant l'un et l'autre à 100 francs, l'établissement d'un droit de 20 pour 100 en élève tout à coup le prix à 120 francs dans le pays. Certes, il pourra bien arriver que, dans le moment présent, l'effet soit le même pour les deux cas, en ce sens que les producteurs nationaux profiteront également de toute l'augmentation du prix, et que les consommateurs supporteront en conséquence des deux côtés une perte égale de 20 francs ; mais cette similitude ne se soutiendra pas longtemps. L'établissement des manufactures étant libre et illimité dans le pays, si un accroissement de 20 francs sur les prix assure aux manufactures existantes de plus amples bénéfices, elles ne tarderont pas à voir surgir des concurrents. Dès lors, et par l'effet seul de cette rivalité croissante, les prix tendront naturellement à baisser. Pour peu que la population du pays soit apte au travail manufacturier, que les institutions civiles ou politiques y soient d'ailleurs favorables, et pourvu que d'un autre côté les matières premières et les agents du travail s'obtiennent à bon marché, ces prix ne tarderont pas à tomber, même sans l'intervention de la concurrence étrangère, de 120 francs à 115, 110, 105 et au-dessous, en sorte que la différence du prix artificiel au prix du commerce libre s'atténuera de jour en jour. Et rien n'empêchera même qu'après un certain temps d'épreuve, les manufacturiers du pays venant à égaler ceux du dehors, cette différence ne s'efface entièrement. Alors la protection cessera d'agir, et la taxe imposée au pays dans l'intérêt de ses manufactures disparaîtra. C'est ce qui est arrivé depuis assez longtemps en Angleterre, par rapport à la plupart des articles manufacturés. C'est ce qui serait arrivé tout aussi infailliblement en France, si le législateur n'y avait éloigné ce résultat comme à plaisir, en maintenant contre toute raison les hauts prix des matières brutes. Il n'en est pas de même pour les produits naturels. Ici plus de concurrence indéfinie qui limite les prix dans le présent, ou qui les fasse baisser dans l'avenir. Les producteurs actuels, maîtres du marché, en jouissent sans trouble et l'exploitent sans rémission. Aussi, dans l'hypothèse que nous venons d'admettre, le prix de 120 francs, une fois établi par le tarif, se maintiendra toujours. Il y a plus. Les prix de ces sortes de marchandises eussent-ils été précédemment aussi bas dans le pays qu'ils le sont au dehors, le seul établissement des droits restrictifs suffit pour les faire hausser d'un chiffre égal à tout le montant de ces droits, sans que dans la suite aucune circonstance puisse altérer, sinon accidentellement, ces proportions. Le progrès même de l'industrie, en supposant que le progrès soit possible dans ce cas, n'y fait rien. S'il amène une simplification dans le travail et une économie dans les frais de la production, il ne détermine pas pour cela la baisse des prix ; c'est le propriétaire du fonds qui en profite. La rente s'élève, et voilà tout. Ajoutons, toutefois, que cette élévation de la rente ne correspond jamais à la perte subie par le consommateur, parce qu'une exploitation mauvaise, inféconde, est la conséquence inévitable d'un tel régime.

En ce qui regarde les produits des mines, la vérité de cette observation est tellement frappante, elle ressort si clairement des circonstances mêmes du fait, qu'on est vraiment étonné que les esprits les moins clairvoyants ne l'aient pas dès longtemps comprise. Aussi, pour notre part, sommes-nous toujours profondément surpris quand nous voyons des hommes éclairés, des hommes de sens, supposer qu'un temps viendra où, par le seul effet du progrès de notre industrie métallurgique, les fers français tomberont au même prix que les fers étrangers, et prétendre qu'il faut attendre cet heureux moment pour supprimer les droits. Disons

hautement que ce jour attendu n'arrivera pas. Jamais, tant que les droits actuels subsisteront, les fers français, avec quelque économie qu'on les produise d'ailleurs, ne descendront aux prix des fers étrangers, car le monopole est là qui s'y oppose. Toujours la différence actuelle se maintiendra, et de plus, sauf quelques variations accidentelles, cette différence sera, dans la suite des temps, comme elle l'est aujourd'hui, sensiblement égale à tout le montant des droits. Et ne suffit-il pas de considérer le passé pour s'en convaincre? Certes, l'industrie métallurgique française a fait de grands progrès depuis trente ans. moins rapides, à coup sûr, que ceux qu'elle aurait pu faire sous l'empire du commerce libre, mais réels et sensibles. Chaque année, à toutes les voix de la renommée les proclamant. De 1831 à 1843, la production s'est élevée, pour la fonte, de 2,248,034 quintaux métriques à 4,226,219, et pour le fer, de 1,410,571 à 3,084,430, c'est-à-dire que cette production a doublé en douze ans. Ses procédés se sont aussi notablement perfectionnés. Un grand nombre de nos maîtres de forges ont appris à remplacer avec avantage le charbon de bois par la houille. Dans le groupe si important de la Champagne, où la houille ne peut arriver qu'à très-grands frais, ils ont appris à économiser considérablement le bois. Qu'en est-il résulté cependant pour le consommateur? Aucune amélioration sensible, en ce sens, du moins, que le rapport des prix français aux prix étrangers s'est maintenu sans altération sur le marché. Les prix ont baissé sans aucun doute : selon toute apparence, ils baisseront encore, pourvu que la concurrence étrangère, qui n'est pas entièrement bannie, les sollicite et les presse. Avec tout cela, cependant, une différence égale au chiffre des droits s'est constamment maintenue dans le passé, et on peut dire à coup sûr qu'elle se maintiendra par la même raison dans l'avenir.

Tout ce passé de notre industrie métallurgique est plein d'enseignements, dont malheureusement on ne profite guère. Avant 1814, sous l'empire, le droit sur les fers étrangers n'était que de 4 francs les 100 kilogrammes. En outre, la Belgique étant alors province française, nos forges de l'intérieur avaient à lutter contre celles de la Belgique à égalité parfaite de conditions. Si l'on en juge par ce qui se passe aujourd'hui, on croira peut-être que ces établissements succombaient tous sous ce régime. Qu'on se détrompe. Protégées, d'une part, par un droit si faible; exposées, de l'autre, sans protection aucune, à une concurrence que nous jugeons aujourd'hui si redoutable, les forges françaises, c'est M. de Saint-Cricq lui-même qui l'atteste, prospéraient; *elles avaient pris un immense développement*. Il est vrai que M. de Saint-Cricq attribue cette prospérité à des causes particulières; mais, sans nous arrêter à cette interprétation, laissons les faits s'expliquer d'eux-mêmes. Les fers français se présentaient donc alors sur le marché à des prix fort peu supérieurs à ceux des fers étrangers, et parfaitement égaux aux prix des fers belges. En 1814, sous prétexte que l'ouverture des ports mettait la métallurgie française *en péril*, on se hâta d'élever le droit d'importation sur les fers étrangers à 15 francs les 100 kilogrammes. Qu'arriva-t-il? En peu de temps, les prix s'élevèrent de toute l'importance du droit, et cela pendant que la Belgique, partie du même point que nous, mais qui avait eu la sagesse, après sa séparation d'avec la France, de suivre d'autres errements, continuait, sans trop d'efforts, disons mieux, avec des avantages croissants, à braver la concurrence étrangère. Ce n'est pas tout. Quelque élevé que fût le droit de 15 francs par 100 kilogrammes établi en 1814, nos maîtres de forges ne s'en contentèrent pas longtemps. L'Angleterre ayant, vers cette époque, donné une grande exten-

sion au traitement du fer par la houille, on s'avisa que cette fabrication, alors nouvelle, *menaçait d'une ruine imminente nos établissements métallurgiques*. On crut donc devoir, en 1822, tout en maintenant l'ancien droit par rapport aux fers fabriqués au bois, établir sur les fers traités à la houille un droit spécial de 25 francs. Il en résulta une nouvelle augmentation dans les prix, ou du moins dans la différence des prix français aux prix étrangers. Cette différence se maintint, du reste, sans altération sensible jusqu'en 1836, époque où le droit sur les fers traités à la houille fut ramené au chiffre actuel de 18 francs 75 centimes les 100 kilogrammes. Avons-nous besoin d'ajouter que, si le prix du fer a baissé sous l'empire de ce nouveau tarif, il s'éloigne toujours des prix anglais de toute l'importance du droit (1)? C'est, en effet, ce qui résulte de la seule comparaison des cours.

Ces vérités, qu'on s'explique facilement quand il s'agit des fers, dont la production est réellement insuffisante pour le pays, paraîtront, au premier abord, moins évidentes en ce qui concerne les produits du sol, parce qu'après tout, si le nombre des exploitations rurales est borné par la nature, il est pourtant considérable et semble ouvrir un champ assez large à la concurrence des producteurs. Il est certain pourtant que cette concurrence intérieure, si étendue qu'elle paraisse, ne suffit pas, et l'expérience le prouve. Voyez, par exemple, ce qui s'est passé en Angleterre depuis tantôt un demi-siècle. Le parlement s'y est avisé autrefois, — par quels motifs? c'est ce qu'il est inutile d'examiner ici, — de frapper de droits à peu près pareils à l'importation les articles manufacturés et les produits du sol. Qu'en est-il résulté? L'établissement de ces droits n'a pas empêché les manufactures anglaises d'arriver par degrés, quand elles ont obtenu la libre importation des matières premières, à niveler les prix de leurs articles avec ceux des articles étrangers, et même à les porter souvent plus bas. Pour les produits du sol, rien de semblable. De 1815 à 1846, le prix des blés, malgré des variations accidentelles, d'ailleurs très-violentes et très-brusques, s'est maintenu dans les mêmes limites, ou, s'il a baissé dans une certaine mesure, c'est uniquement parce que le droit a baissé (2). On vante pourtant les progrès de l'agriculture anglaise, on en raconte des merveilles. On va jusqu'à dire que les champs cultivés en blé y rendent, grâce à l'abondance des engrais dont on les charge, 35 pour 1, tandis qu'ils ne rendraient que 6 pour 1 en France (3). Eh bien! en quoi les consommateurs ont-ils profité de ce progrès? Ils n'y ont gagné ni l'abondance des blés, ni le bas prix. Même observation pour la viande de boucherie. Qui n'a entendu parler des belles races de bêtes à cornes, des innombrables troupeaux de moutons que l'Angleterre nourrit? qui ne connaît, au moins par ouï-dire, ses magnifiques pâturages, si étendus, si gras, si verts? On est émerveillé de ce qu'on raconte sur l'habileté acquise par les cultivateurs anglais dans l'élevage et l'engrais des bestiaux. Avec

(1) Dans les renseignements extraits de la correspondance des villes de commerce et délivrés par M. le ministre du commerce aux conseils généraux dans leur dernière session, le prix du fer anglais en barres est porté à 20 fr. 10 cent., et celui du fer français à 59 francs. Les frais de transport jusqu'à nos villes maritimes sont compris dans ces chiffres : ils sont à peu près les mêmes des deux côtés.

(2) Le prix soi-disant rémunérateur avait été fixé en 1815 à 80 shillings le quarter. Plus tard, après plusieurs remaniements de la loi, on le fixa à 70 shillings. Il était à ce dernier taux, lorsque sir Robert Peel commença ses réformes.

(3) *De l'Agriculture en France d'après les documents officiels*, par M. L. Mounier, avec des remarques par M. Rubichon. Paris, 1846.

tout cela, la viande est restée chère en Angleterre : nous n'avons pas appris que, jusqu'à la dernière réforme, le prix en ait baissé depuis trente ans, tant il est vrai que, pour ces sortes de produits, le progrès même n'a pas d'action sur les prix. Faut-il citer des exemples pris en France ? ils ne manqueront pas. Autrefois toutes les denrées du sol étaient, en France, à fort peu de chose près, au même prix que dans les états voisins. Depuis qu'on s'est avisé, en 1814, et dans les années suivantes, de les charger de droits à l'importation, elles y sont devenues plus chères, et cela d'un chiffre sensiblement égal au montant des droits. C'est ce qu'on peut remarquer pour les blés, les bestiaux, les lins, les chanvres, les laines, et généralement tous les produits agricoles. Pareille observation pour la Belgique et pour les états du *Zollverein*, pays renommés, il y a quinze ans à peine, pour le bas prix des objets de consommation naturels, et où des droits mis à l'importation de ces denrées ont produit des effets exactement semblables. Aussi un de nos agronomes les plus distingués, M. Moll, signalait-il, en 1843, à la suite d'un voyage fait en Allemagne, par ordre de M. le ministre du commerce, l'augmentation rapide que le prix du bétail et de la viande y avait éprouvée depuis dix ans (1). Et à quelle cause attribuer cette augmentation, si ce n'est aux droits établis précisément en 1833 sur les bestiaux étrangers (2) ? Ainsi, non-seulement les prix de ces denrées se maintiennent, quoi qu'il arrive, sous l'empire des tarifs protecteurs, mais encore ils s'élèvent rapidement de toute l'augmentation des droits.

Voilà donc déjà, dans les lois restrictives de l'importation étrangère, trois données parfaitement distinctes, qui engendrent autant de systèmes différents : 1^o droits d'importation simplement productifs de revenu, système le meilleur sans aucun doute, et qui serait même irréprochable si on savait en éviter les écueils ; 2^o droits protecteurs sur les articles manufacturés, système vicieux, en ce qu'il impose au consommateur des taxes que le trésor public ne perçoit pas, tolérable pourtant en ce que ces taxes s'atténuent et doivent même disparaître entièrement dans l'avenir ; 3^o droits protecteurs sur les produits naturels, système le plus vicieux, le plus abusif de tous, système vraiment intolérable, car, outre qu'il atteint les objets les plus nécessaires à l'homme, comme il constitue au profit des producteurs des monopoles réels, les charges qu'il impose au consommateur se perpétuent sans aucun espoir d'atténuation dans l'avenir.

Cette énumération serait toutefois incomplète si nous ne distinguions encore, dans l'ordre des produits naturels, ceux qui sont destinés, comme matières premières ou comme agents du travail, à alimenter les ateliers industriels, de ceux qui servent directement à la nourriture de l'homme. Qu'on ne se récrie pas contre cette nouvelle distinction, elle est aussi importante que juste. A vrai dire, jamais ni législateur, ni économiste n'aurait conçu de prime abord la pensée de séparer, pour les soumettre à des régimes différents, ces deux genres de produits, qui sont, après tout, de même nature. Ce n'est guère qu'en Angleterre que cette anomalie se présente, et elle s'explique par la situation particulière et par l'histoire

(1) *Rapport à M. le ministre de l'agriculture et du commerce sur l'état de la production des bestiaux en Allemagne, etc.*, par M. Moll, professeur au Conservatoire des Arts et Métiers. — Voyez aussi l'*Association douanière allemande*, par M. Henri Richelot.

(2) Dans le tarif du *Zollverein*, le droit sur les bestiaux étrangers était, en 1843, de 3 thalers par tête pour les bœufs et taureaux, 3 thalers pour les vaches, et 2 pour les veaux. — Le thaler vaut 3 fr. 90 cent.

de ce pays. Là, depuis longtemps, deux puissances ennemies sont en présence : d'une part, l'aristocratie terrienne qui travaille à conserver les monopoles dont elle jouit; de l'autre, la classe manufacturière, qui lutte avec une ardeur égale pour obtenir l'affranchissement des produits naturels que ses besoins réclament. Or, si jusqu'à ces derniers temps l'aristocratie a été généralement victorieuse dans ces luttes, il est pourtant vrai qu'elle avait déjà fait à sa rivale d'importantes concessions, et c'est aux matières premières que s'appliquaient toutes les réductions de droits antérieures aux dernières réformes. Voilà comment s'est établie, par le concours de certaines circonstances exceptionnelles, cette distinction à laquelle nul ne se serait arrêté d'abord.

Si nous cherchons maintenant à suivre dans leurs conséquences les divers systèmes que nous venons d'énumérer, en laissant à part, toutefois, les dispositions fiscales dont nous n'avons point à nous occuper en ce moment, voici ce que nous trouverons.

Les lois qui restreignent l'importation des articles manufacturés tendent évidemment à développer le travail manufacturier dans un pays. S'il n'y existe pas de manufactures, ces lois ont pour résultat naturel de les faire naître, en offrant, aux dépens des consommateurs, une prime aux capitaux qui voudront s'y engager. Quand il en existe, elles tendent encore à en augmenter le nombre par l'appât des gros profits. Pour que ce résultat soit obtenu, il faut, il est vrai, que les primes offertes soient plus ou moins considérables, selon que les circonstances intérieures se prêtent plus ou moins au succès de ce genre d'industrie. A cela près, on peut dire que, pour un peuple placé dans des conditions ordinaires de travail, et suffisamment avancé d'ailleurs dans la civilisation, des droits même modérés établis sur les articles étrangers suffiront pour le porter activement vers les manufactures.

Sera-ce un bien ou un mal ? A nos yeux, cette question n'est pas douteuse. S'il est bon qu'un peuple se livre au travail manufacturier, ce n'est qu'autant que ses tendances naturelles l'y portent. Produites par l'excitation artificielle des droits restrictifs, les manufactures coûtent trop cher au pays qui les possède. Ajoutons qu'elles s'y ordonnent toujours mal, surtout dans le principe, lorsque, trop faibles encore pour soutenir la concurrence étrangère, elles voient leur sphère d'action bornée de toutes parts par les limites de leur pays. Ce n'est que plus tard, lorsqu'elles commencent à se produire au dehors, qu'elles s'organisent sur un meilleur plan; mais, pour arriver à ce nouvel état, que de transformations à subir ! De là des crises douloureuses, des perturbations funestes, châtiments ordinaires de ces erreurs. Ce qu'il est important de remarquer, c'est que des manufactures créées prématurément sous l'influence des tarifs protecteurs détournent les capitaux de l'agriculture, avant que ces capitaux se soient suffisamment accumulés pour être conduits à chercher par eux-mêmes des directions nouvelles. L'industrie agricole en souffre doublement, et parce que les capitaux s'éloignent d'elle avant le temps, et parce qu'elle perd, sous un tel régime, ses principaux moyens d'échange avec l'étranger.

Si les droits protecteurs qui s'appliquent aux produits ouverts ont pour résultat de développer le travail manufacturier dans un pays, il semble naturel de croire que des droits pareils établis sur les denrées du sol développent à leur tour l'agriculture. On a dû comprendre cependant, par tout ce qui précède, que l'analogie n'existe pas. D'abord il est impossible que des lois restrictives provoquent, en

agriculture, l'érection d'exploitations nouvelles, puisque le nombre de ces exploitations est fatalement borné par l'étendue du territoire. L'effet de ces lois sera-t-il au moins d'imprimer une activité nouvelle aux exploitations existantes? Loin de là. Ici tout l'effet de cette excitation artificielle est annulé par le monopole dont les producteurs jouissent. Puisque les droits qui s'appliquent aux denrées du sol tendent invariablement, comme on l'a vu, à exhausser la valeur vénale de ces denrées, ils ont pour conséquence première de fermer à l'agriculture les débouchés extérieurs, en rendant la vente de ses produits très-difficile, sinon impossible, à l'étranger. En outre, le débouché intérieur se restreint sous l'influence de la même cause. Malgré les droits protecteurs, les denrées étrangères ne laissent pas d'arriver sur le marché, parce qu'à mesure que ces droits s'élèvent, comme la valeur vénale des produits nationaux s'élève dans la même proportion, elle offre aux produits étrangers une prime toujours croissante. Pour arrêter entièrement l'importation, il faudrait une prohibition absolue; mais cette prohibition est impossible, au moins pour le plus important des produits du sol, le blé, car, si elle existait jamais, le prix de cette denrée nécessaire s'élèverait si haut, il produirait en peu de temps un tel excès de misère dans le pays, que les barrières des douanes tomberaient bientôt devant le cri général d'un peuple affamé. L'importation est donc inévitable dans tous les cas. D'où il suit que les droits protecteurs établis sur les denrées du sol, loin d'encourager, d'étendre l'industrie agricole, l'amoindrissent et la restreignent de toutes parts.

Tout ce que nous disons ici paraîtra sans doute étrange au premier abord, car rien n'est plus contraire, nous le savons, aux idées généralement reçues. Qu'on veuille pourtant jeter les yeux autour de soi, et on verra que nous n'avancons rien qui ne soit confirmé d'une manière éclatante par une masse imposante de faits. Nous pourrions invoquer tour à tour à l'appui de ces déductions l'exemple de l'Angleterre, de la France, de la Belgique, du Zollverein allemand et de tous les autres pays où l'importation des denrées du sol a été, à un degré quelconque, restreinte par les lois. On y toucherait en quelque sorte du doigt l'infailible résultat de ces mesures. On verrait l'exportation des produits du sol diminuer à mesure que les droits protecteurs s'établissent, diminuer encore lorsque ces droits s'élèvent, et enfin cesser entièrement lorsque ces mêmes droits arrivent, comme en Angleterre, à un certain degré d'élévation, et tout cela sans que l'importation de ces produits, plus irrégulière il est vrai, en soit pour cela moins forte.

Si l'on rassemble les données qui précèdent, on sera frappé de ce fait remarquable, que les lois restrictives, à quelque objet qu'elles s'appliquent, et quelle que soit à d'autres égards la variété de leurs effets, qu'elles surexcitent les manufactures comme en Angleterre, ou qu'elles les dépriment comme nous le voyons en France, ont toutes pour conséquence finale d'amoinvrir, ou directement ou indirectement, l'agriculture : triste vérité, bien digne des méditations du publiciste et des préoccupations de l'homme d'état.

II.

Appuyé sur les vérités générales qui précèdent, il ne nous sera pas difficile de juger dans son principe et dans ses conséquences la politique commerciale adoptée dans les états les mieux connus. Nous pouvons dire que nous tenons entre nos

moins la clef de tous les phénomènes si divers dont l'existence des peuples commerçants nous offre le spectacle. Pas un de ces phénomènes dont nous ne soyons en mesure de rendre compte, pas un pays dont nous ne soyons presque en état de dérouler le tableau intérieur, rien qu'à analyser les dispositions de ses tarifs.

S'il y a des pays dans le monde qui n'aient point de tarifs de douanes, ceux-là sont à coup sûr, en tout ce qui touche à la vie matérielle, les plus heureux, pourvu que les vices d'une administration négligente ou tracassière n'y détruisent pas d'ailleurs les salutaires effets de ce régime bienfaisant. Un juste équilibre s'y maintient entre les productions diverses; l'agriculture et l'industrie manufacturière y sont également en progrès, bien que celle-là doive naturellement occuper la première place, surtout dans les pays nouveaux. Point de perturbations fâcheuses, point de crises funestes; jamais de famines ni de disettes; ce sont là les fruits amers des systèmes restrictifs. Quant à la classe ouvrière, elle y trouve un travail régulier et constant, bien que le salaire puisse être plus ou moins élevé, selon l'état du crédit.

La Suisse est à peu près dans ces heureuses conditions, et elle en recueille les fruits, quoique la bienfaisante influence de ce régime y soit à bien des égards neutralisée, soit par la division politique du pays, soit encore par ses conditions topographiques, et surtout par les entraves d'un autre genre qu'on y a multipliées comme à plaisir. Tous les cantons s'y efforcent, à l'envi l'un de l'autre, de saisir et de grever les produits sous toutes les formes, par des droits généralement faibles, mais répétés à l'infini : droits de licence, d'octroi, de pontonnage, de route, de pavé, de balance, de vente, d'entrepôt, etc. Ces entraves intérieures, qui n'altèrent pas du reste l'application du principe du libre échange, puisqu'elles n'établissent aucune différence de prix entre les denrées étrangères et les denrées nationales, atténuent bien malheureusement en Suisse les avantages que la liberté du commerce extérieur procure; il en reste assez néanmoins pour attester la fécondité de ce principe. « J'ai pénétré, disait M. Cobden dans une des mémorables séances de la ligue, j'ai pénétré dans ce pays par tous les côtés : par la France, par l'Autriche et par l'Italie, et il faut vouloir tenir ses yeux fermés pour ne pas apercevoir les remarquables améliorations que la liberté du commerce a répandues sur la république; le voyageur n'a pas plutôt traversé la frontière, qu'elles se manifestent à lui par la supériorité des routes, par l'activité et la prospérité croissante des habitants (1). » On a déjà vu, par quelques-uns des faits que nous avons cités, et auxquels nous pourrions en ajouter bien d'autres, que le progrès de l'industrie manufacturière n'y est pas en reste avec le progrès de la culture du sol.

Pareille, ou peu s'en faut, était la situation de la Saxe avant qu'elle se fût absorbée dans l'association douanière allemande (2). Avec un sol pauvre, avec une administration douce, mais peu active, n'ayant d'ailleurs ni capital ni crédit, ce petit pays avait réussi à se créer, grâce à la liberté des échanges au dehors, une

(1) Londres. 3 mai 1845. — Voyez *Cobden et la Ligue*, par M. Frédéric Bastiat.

(2) Voici quel était le tarif saxon pour les principaux articles manufacturés :

LE QUINTAL.		LE QUINTAL.	
Tissus de coton.	1 thaler.	Tissus de soie.	4 thalers.
Tissus de laine autres que draps.	1	Parfumerie, modes, orfèvrerie et bijouterie.	2
Draps.	2		

industrie manufacturière puissante, capable de se mesurer avec l'industrie anglaise sur les marchés lointains. Et pourtant, sans parler de la faiblesse des ressources de ce pays, tout faisait obstacle à sa prospérité : sa situation géographique, sa petitesse, sa dépendance, et surtout la politique suivie par les états voisins. Sans contact avec la mer, entouré d'une multitude de petits états dont les douanes s'élevaient à chaque pas comme des barrières, privé de la faculté d'entrepôt, et, à certains égards même, des facilités du transit, il avait triomphé de tant d'obstacles par la seule vertu du principe qu'il avait adopté. Si les salaires y étaient faibles, ils étaient sûrs, et le bas prix des subsistances en compensait l'exiguïté. Ils se fussent élevés sans peine, si, à la salubre action du régime du libre échange, la Saxe avait ajouté celle des institutions de crédit.

Ils sont malheureusement en petit nombre, les pays qui ont adopté cette sage conduite : partout ailleurs une politique plus ou moins restrictive a prévalu. Disons pourtant que la plupart des gouvernements se sont abstenus de frapper de droits les produits naturels. Sans comprendre toute la gravité des restrictions qui atteignent les produits de ce genre, sans être retenus par la crainte des monopoles que ces restrictions engendreraient, ils se sont arrêtés, par une sorte de pudeur instinctive, quand il s'est agi de toucher à ces denrées précieuses qui sont l'aliment nécessaire de tous les travaux utiles, ou qui servent directement à la nourriture des hommes. Ce n'est guère que dans les états constitutionnels, où l'influence des propriétaires fonciers domine, qu'on s'est écarté de cette sage réserve. Nous avons déjà signalé ailleurs cette triste vérité (1), et nous sommes obligé de la répéter ici, non pas assurément par aucun sentiment d'hostilité contre une classe respectable dont nous serions, au contraire, disposé à servir les intérêts légitimes, mais parce qu'il faut bien défendre la société entière contre les envahissements d'un intérêt trop exclusif. Ailleurs que dans les états constitutionnels, c'est en général aux seuls produits manufacturés que les restrictions s'appliquent.

L'ambition de la plupart des peuples, surtout de ceux qui naissent à la civilisation, est de posséder des manufactures. Il semble qu'il y ait dans les établissements de ce genre un éclat décevant, qui flatte et qui séduit. Tous veulent être manufacturiers, et tous aussi veulent l'être avant le terme, comme s'il y avait quelques privilèges particuliers attachés à ce travail. Il semble qu'un peuple ne soit pas content de lui-même, qu'il se juge incomplet, s'il ne possède pas, lui aussi, ces brillants bijoux qui forment l'apanage naturel de certaines nations plus avancées dans la carrière : on paraît croire que les manufactures, au lieu d'être le fruit d'un certain ordre social, en sont au contraire les instruments et les mobiles. Les yeux fixés sur les pays qui les possèdent, pays dont on envie l'éclat sans en sonder les misères, on s'enfle, on se travaille, dans l'espoir trompeur de s'égalier à eux. De là tant de mesures restrictives dirigées de toutes parts contre les produits ouvrés, mesures fâcheuses par rapport au mouvement général du commerce du monde, nuisibles à toutes les nations qui prennent part à ce commerce, funestes surtout aux pays qui les adoptent. La Russie a voulu et veut avoir des manufactures, quoiqu'il lui manque et des chefs pour les conduire et des ouvriers pour y exécuter les travaux, car ce n'est pas dans la classe des serfs que de semblables ouvriers se recrutent. L'Égypte aussi veut être manufacturière, avec des conditions

(1) Voyez la *Question des Céréales* dans la *Revue* du 30 novembre 1845.

à peu près pareilles, mais plus défavorables encore. N'avons-nous pas entendu naguère le Brésil, après l'expiration de son traité avec l'Angleterre, déclarer à la face du monde qu'il allait entrer dans la même voie par des dispositions hautement restrictives, le Brésil, qui n'a pour ouvriers que des esclaves, dont l'unique capital est dans la fertilité de ses terres et dans les ardeurs de son climat, et devant lequel s'ouvre d'ailleurs une immense étendue de terrains vierges à exploiter? Tous les pays de l'Italie, sans en excepter les états du pape, aspirent également à devenir manufacturiers, et par des moyens semblables, quoiqu'il soit juste de dire que plusieurs gouvernements y manifestent depuis peu des tendances plus libérales. Quant à l'Espagne, elle est entrée depuis longtemps, on le sait, dans la voie des mesures prohibitives, et elle y a persisté au milieu de toutes les vicissitudes politiques qu'elle a subies. Les provinces basques sont les seules qui aient pratiqué jusqu'à ces derniers temps le principe du libre échange; aussi sont-elles de beaucoup les plus florissantes, les plus heureuses, quoique le fléau de la guerre civile se soit plus particulièrement appesanti sur elles. L'aspect de ces provinces tranche vivement sur le sombre tableau qu'offre dans toute son étendue la péninsule ibérique : c'est une oasis dans le désert. Ainsi, grâce à l'excitation violente des tarifs protecteurs, à laquelle on ajoute quelquefois des encouragements d'une autre sorte, les manufactures se propagent de toutes parts, même dans les pays les moins préparés à les recevoir, et chez les peuples les moins aptes à les faire prospérer.

Quant aux peuples plus avancés et auxquels une part du travail manufacturier revient de droit, comme l'Allemagne, par exemple, ils ne se contentent pas de cette juste part que la nature des choses leur donne; ils veulent à tout prix, par une excitation artificielle, l'étendre au delà de ses limites. C'est l'œuvre que poursuit, depuis son organisation, le Zollverein allemand, sans considérer que par là il fausse le mouvement industriel du pays encore plus qu'il ne l'étend. Ainsi fait le peuple américain, bien qu'aux États-Unis la direction change parfois selon que l'un ou l'autre des partis opposés domine.

Longtemps la république des États-Unis a pratiqué, comme la Suisse et la Saxe, la doctrine du libre échange, et nul autre pays n'en a tiré des avantages plus éclatants. Là toutes les circonstances étaient d'ailleurs favorables : une belle ligne de côtes maritimes; une navigation intérieure sans égale; un territoire fertile et sans bornes; un crédit étendu, puissant, bien que mal assis et peu solide; un ordre intérieur admirable, malgré les imperfections et les irrégularités qu'on y rencontre et dont les regards des Européens sont offusqués; enfin des institutions simples, larges, fécondes, qui laissent au dedans comme au dehors une liberté industrielle sans limites. Aussi quel admirable développement de puissance commerciale, agricole et maritime! quelle rapide accumulation de la richesse! quel bien-être pour les masses, et pour l'état quel éclat et quelle grandeur! On s'en souvient encore, car ces merveilles de croissance ne sont pas encore loin de nous, et ce n'est guère qu'en 1842 que le tarif de l'Union américaine est devenu sérieusement restrictif. Mais déjà ce bel astre pâlit, et le déclin commence. Sans parler des luttes sourdes que l'adoption du système soi-disant protecteur fait naître là comme partout, et qui pourraient un jour compromettre l'unité de l'état, quelques symptômes de décadence se révèlent. L'agriculture s'arrête dans ses progrès. On ne voit plus, par exemple, la production du coton, qui en est une des branches principales, suivre comme autrefois d'un vol rapide la marche as-

cendante de l'industrie européenne et satisfaire sans peine ses besoins croissants. Les sources du bien-être tarissent peu à peu, et bientôt le paupérisme naîtra. Si ces symptômes funestes ne sont pas encore très-visibles de loin, ils ne tarderont pas à frapper tous les regards.

C'est dans un intérêt purement fiscal que les douanes des États-Unis ont été d'abord instituées. En ce sens, le système américain n'était à l'origine qu'une application de ce principe que nous avons regardé comme inoffensif et même fécond, celui des droits non protecteurs, mais seulement productifs de revenus. Malheureusement on n'a pas su éviter les écueils dont ce système est semé. Établis sur une assez grande variété d'articles, la plupart manufacturés, les tarifs ont bientôt changé de caractère et sont devenus protecteurs, quoi qu'on en eût. Derrière la ligne des douanes se sont élevées ces industries parasites dont nous parlions plus haut, qui, profitant de l'augmentation survenue dans la valeur vénale des articles frappés de droits, ont fait tourner cette augmentation à leur profit; pompant le revenu public, vivant d'une vie artificielle, se créant une prospérité factice dont le trésor fait tous les frais : industries d'ailleurs brillantes dans leurs développements, que les nationaux admirent, dont ils sont fiers peut-être, et qu'ils regardent comme une richesse nouvelle ajoutée à toutes les autres, parce qu'ils ne voient pas la source impure qui les nourrit. Cette tendance, il faut le dire, n'est pas nouvelle aux États-Unis, car les tarifs n'y datent pas d'hier; mais les droits y ont été longtemps modérés, et telle était la prospérité des branches réellement fécondes de l'industrie nationale, qu'il a fallu des droits très-élevés pour en détourner les capitaux et les hommes, et les engager à se porter avec quelque ardeur et quelque suite dans ces directions nouvelles où ils avaient à soutenir une lutte inégale contre les manufactures européennes.

Ce qui a fait longtemps la véritable grandeur ou la prospérité de l'Union américaine, c'est le prodigieux développement de son agriculture, suivi d'un progrès correspondant de sa marine marchande. Tous les capitaux engagés dans ces directions y rapportaient, grâce aux circonstances favorables dont nous avons parlé, des bénéfices considérables, qui se répartissaient avec une largesse égale entre le capital et le travail. Voilà précisément ce que l'application des tarifs vient changer. Aux sources si fécondes où les Américains puisaient une somme de richesse et de bien-être incomparable, ils tendent à substituer ces industries européennes déjà appauvries par une concurrence trop générale et trop ardente, et où les populations de l'Europe même ne trouvent qu'une existence assez chétive : faute énorme, erreur funeste qui déjà commence à porter ses fruits. La condition du peuple des États-Unis est encore à tout prendre fort supérieure à celle des peuples de l'Europe, car son état social résiste aux malheureuses tendances qu'on lui impose. Osons le dire cependant, les beaux jours de l'Union américaine, les jours vraiment heureux, vraiment prospères, sont passés, nous ne disons pas sans retour, mais peut-être pour longtemps. Ce pays est sur une pente fatale. A l'exemple des pays de l'Europe, dont il a pendant longtemps nargué les misères, il s'enfonce dans une ornière profonde d'où il ne sortira peut-être qu'après de longs malheurs.

Une fois entrés dans cette voie, il est malheureusement difficile que les Américains s'arrêtent. Outre que le préjugé national s'en mêle, et que ces mots creux, ces mots barbares, *système américain*, *industrie nationale*, *industrie indépendante*, étourdissent et aveuglent les esprits, il y a là une logique entraînante qui mène

les gouvernements et les peuples presque malgré eux. On commence par des droits modérés qui ne portent d'ailleurs que sur un petit nombre d'articles, et semblent néanmoins promettre un ample revenu ; mais ce revenu, l'industrie qui se forme à l'intérieur, derrière la ligne des douanes et sous l'égide des tarifs, l'industrie parasite le ronge et le dévore ; il s'affaisse, il décline peu à peu ; pour le retrouver dans sa première ampleur, il faut arriver bientôt à atteindre un plus grand nombre d'articles et à augmenter les droits. Ainsi, par une pente naturelle, le régime restrictif s'étend et se renforce, et comme, à mesure qu'il gagne, le ver rongeur qu'il engendre ne fait que croître et grandir, on trouve sans cesse de nouvelles raisons pour le fortifier encore. Ajoutons que bientôt toutes les industries parasites qu'il a créées se coalisent pour soutenir et défendre l'échafaudage qu'on a dressé (1).

A quelques égards, le système du Zollverein allemand ressemble à celui des États-Unis. Des deux côtés, c'est principalement aux articles manufacturés que le tarif s'adresse, bien qu'il y ait des deux parts aussi d'assez notables exceptions. Et, quoique le congrès du Zollverein semble avoir, plus que celui des États-Unis, visé à la protection de l'industrie nationale, il est certain pourtant qu'il s'est préoccupé fortement de la question du revenu. L'union douanière allemande est donc en cela dans une situation analogue à celle de la république américaine ; aussi est-elle placée sur la même pente fatale. Les droits y sont actuellement modérés, et néanmoins le revenu qu'ils produisent n'est pas sans importance (2) ; mais, par les raisons que nous avons dites, ce revenu doit diminuer peu à peu, la source doit tarir. Pour le raviver, il faudra sans cesse exhausser les droits, et déjà de fortes tendances vers cet exhaussement se manifestent. Vainement la Prusse, mieux avisée ou plus prudente que la plupart des états associés, ou plus particulièrement touchée de la situation des provinces du nord dont l'agriculture souffre de ce régime, résiste-t-elle à ces tendances ; elle sera tôt ou tard entraînée par le torrent. Les droits s'élèveront donc, et comme il arrivera bientôt un moment où cet exhaussement même ne fera qu'amoindrir plus vite le revenu, en rendant l'importation des produits manufacturés plus difficile, si on veut continuer à percevoir ce revenu, on se verra de toute nécessité conduit plus loin.

Toutefois les pays compris dans l'association douanière allemande n'ont pas encore ressenti en général les mauvais effets de cette politique, parce qu'ils sont partis d'une situation pire que leur situation présente. Un certain nombre d'états, auparavant séparés par autant de lignes de douanes, s'étant associés pour ne

(1) Depuis que ces lignes sont écrites, le nouveau tarif américain a été apporté en Europe. La cause libérale a triomphé cette fois dans le congrès, malgré l'opposition de M. Webster et de son parti. On a écarté le principe de la protection pour s'occuper spécialement du revenu. Cela changera-t-il sensiblement le cours des événements ? nous ne le croyons pas. D'abord la cause du libre échange n'a triomphé qu'à une faible majorité, et il suffit du moindre changement dans l'état numérique des partis pour que le principe contraire l'emporte à son tour. Ensuite, ce n'est guère que théoriquement que le nouveau tarif est plus libéral que l'ancien. Au point de vue pratique, les choses restent à peu près dans le même état, parce qu'on a persisté à percevoir le revenu sur un grand nombre d'articles dont le peuple américain possède ou peut produire les similaires. Qu'on le veuille ou qu'on ne le veuille pas, un tarif devient nécessairement protecteur ou restrictif, quand il frappe autre chose que des produits vraiment exotiques.

(2) 95 millions en 1845.

former plus qu'une seule ligne commune à tous, ont en cela supprimé bien des entraves et agrandi le cercle de leur activité ; et, quoique le tarif général qu'ils ont adopté soit peut-être en somme plus rigoureux que le tarif antérieur de la plupart des états associés, le seul fait de leur fusion, qui est un grand pas vers la liberté relative, a plus que compensé, pour la plupart d'entre eux, le funeste effet de l'exhaussement de leur tarif. L'industrie y a fait des progrès, cela devait être. Ces progrès eussent été plus sensibles encore, si on n'avait pas commis l'énorme faute de frapper les fers de droits assez élevés (1). Enfin la condition même du peuple s'y serait à coup sûr améliorée, si on n'y avait pas commis cette autre faute, encore plus grave, de taxer les denrées alimentaires telles que la viande et le blé. C'est à ces dernières mesures qu'il faut particulièrement attribuer les souffrances trop réelles de certaines classes, et les désordres qui, en 1844, ont affligé plusieurs provinces.

Toute cette politique, qui consiste à favoriser exclusivement, par des lois restrictives, le travail manufacturier, a trouvé de brillants interprètes. Aux États-Unis, MM. Clay et Webster, en Allemagne M. Frédéric List, l'ont prise sous leur égide. A défaut de raisons solides pour l'étayer, ces éloquents orateurs et cet habile écrivain l'ont du moins ornée de toutes les séductions de leur esprit en intéressant d'ailleurs les préjugés nationaux à son succès.

M. Frédéric List (2) exalte beaucoup la grandeur et l'importance de l'industrie manufacturière, et cela aux dépens de l'industrie agricole, à laquelle il refuse le rôle bien autrement important qui lui revient. L'industrie manufacturière a seule, selon cet auteur, le don d'étendre l'empire de l'homme sur les forces productives de la nature, d'animer le commerce intérieur et extérieur, qui, sous le régime agricole, manque à la fois d'objets et de moyens de transport, de créer les canaux, la navigation à vapeur, les chemins de fer et la navigation maritime, d'animer enfin l'agriculture elle-même en lui donnant des consommateurs pour ses produits : tableau singulièrement forcé, ou qu'un malentendu seul explique ! Un peuple purement agricole, dit M. List, est un peuple incomplet ; c'est comme un homme qui n'aurait qu'un bras. Soit ; mais le peuple purement agricole est un mythe qui ne se rencontre pas sur la terre, et la preuve de cela, c'est qu'il n'y a pas de pays agricole au monde où il n'existe des villes ; or, les villes ne sont pas, que nous sachions, habitées uniquement par des cultivateurs. Il y a, en effet, un grand nombre d'arts utiles ou d'industries diverses, comme aussi plusieurs genres de commerce qui relèvent directement de l'agriculture, qui en sont les annexes obligées, le cortège nécessaire, et qui s'établissent partout où cette industrie mère prend son assiette. Quand on parle de l'agriculture, il faut donc la prendre avec ses dépendances naturelles. Ainsi comprise, elle possède à un très-haut degré tous les dons que M. List lui refuse, et l'exemple des États-Unis le prouve surabondamment. C'est à l'agriculture seule que le peuple des États-Unis doit ses routes, ses canaux, ses chemins de fer, et même sa navigation maritime, et l'on sait tout ce qu'il a fait en ce genre depuis un demi-siècle. Ce n'est rien moins que ce qui a été exécuté pour l'Europe entière dans le même espace de temps. Il existe bien

(1) 11 francs les 100 kilog.

(2) *Système national d'économie politique*, 1841. M. List continue à propager ses doctrines avec ardeur dans le *Zollvereinsblatt* (Journal du Zollverein), qui se publie à Augsbourg.

quelques manufactures aux États-Unis, mais ce n'est pas à leur intention qu'ont été créées les voies intérieures dont ce pays est sillonné, et ce n'est pas d'elles non plus que la navigation maritime reçoit son aliment. Sans rien ôter aux manufactures, qui sont d'admirables et fort utiles créations, quand elles viennent en leur temps et à leur place, sachons donc rendre à l'agriculture, cette mère commune de toutes les industries, le juste hommage qui lui est dû.

Nous savons gré toutefois à M. List de nous avoir fourni l'occasion de placer ici une observation importante que nous tenions à faire. C'est qu'il n'y a pas un peuple en Europe qui sache tout ce que son agriculture peut rendre, parce qu'il n'y en a pas un seul qui ne se soit plu à l'étouffer, ceux-ci en la détournant de ses voies naturelles, ceux-là en la dépouillant, au profit des manufactures à naître, de son droit de vente au dehors; plusieurs en lui attribuant au contraire des monopoles qui ne lui sont pas moins funestes que la privation de ses droits; quelques autres en l'écrasant d'impôts mal assis; tous enfin, en l'appauvrissant, en la desséchant, pour faire affluer artificiellement vers les manufactures les forces disponibles du pays, sans parler des états où l'on retient encore en servitude les hommes utiles qui l'exercent. Du système général qui prévaut depuis longtemps en Europe, il résulte que les manufactures y ont reçu presque partout un développement exagéré; qu'une concurrence active, ardente, acharnée, s'est portée de toutes parts dans cette voie unique dont elle a épuisé les canaux en y amoindissant tous les profits, tandis que l'agriculture, cette source féconde de biens, est comparativement délaissée. Et ce n'est pas, selon nous, une des moindres causes de cette souffrance générale, de ce paupérisme croissant, qui, après trente années d'une paix profonde, au sein d'un état social d'ailleurs prospère, travaille sourdement l'Europe et l'envahit. Il ne s'agit pas ici de renouveler contre les manufactures ces accusations banales et ridicules dont elles ont été si souvent l'objet. En lui-même le développement des manufactures est salubre et bon; ce qui est un mal, c'est cette excitation factice au moyen de laquelle on pousse, s'il est permis de le dire, les populations haletantes dans cette voie unique, trop étroite pour leur donner à toutes un suffisant abri.

III.

L'histoire comparée de la France et de l'Angleterre jetterait un grand jour sur la question qui nous occupe, si on pouvait la suivre dans ses diverses phases. On y remarquerait tour à tour toutes les conséquences des régimes les plus divers. Ces deux pays n'ont pas toujours eu, en matière de douanes, la même politique qu'aujourd'hui, et, selon les différentes combinaisons qu'ils ont adoptées dans leurs tarifs, leur position relative a changé. Sans entrer dans le détail de ces variations, rappelons du moins les plus graves.

Sous l'ancien régime, et pendant tout le cours du *xviii^e* siècle, la politique de la France consista à frapper de droits protecteurs les seuls produits manufacturés, en laissant au contraire toute liberté d'importation pour les denrées alimentaires et les matières brutes. Tel était le véritable esprit du système qu'on a attribué, à tort ou à raison, à Colbert. On protégeait les manufactures; mais, loin d'étendre cette protection sur les produits naturels, on allait même quelquefois

jusqu'à en interdire l'exportation : système vicieux sans aucun doute, mais fort supérieur à notre système présent. Si l'agriculture devait en souffrir, on a vu que l'industrie manufacturière devait en recevoir, au contraire, une vigoureuse impulsion. En effet, jusqu'à l'époque de la révolution, malgré les vices de notre régime intérieur, la France tint en Europe le sceptre des manufactures ; l'Angleterre ne marchait que loin derrière elle, et tous les écrivains du temps, comme tous les documents officiels, l'attestent.

En 1814, la France adopte une politique nouvelle, qui consiste à frapper de droits à l'importation les produits naturels aussi bien que les produits ouvrés. « C'est surtout, disait M. de Saint-Cricq, l'un des principaux promoteurs de ces innovations ; c'est surtout par rapport à l'agriculture qu'ils (les législateurs de 1814) ont innové, à l'agriculture jusque-là délaissée par les tarifs, sous l'impression de cette vieille maxime que la surabondance des produits naturels ne saurait jamais nuire. Les droits qui protègent les céréales, les laines, les bestiaux, les huiles (ajoutons-y les fers), sont leur ouvrage, et ils se félicitent, comme d'un service rendu, d'avoir mis en honneur un principe trop longtemps méconnu. » Quoi qu'il en soit de ce service, il est certain que c'était là renverser de fond en comble le système de Colbert, dont ces législateurs invoquaient sans cesse le nom, et non pas, comme le suppose M. de Saint-Cricq, le continuer en le complétant. Aussi la supériorité que l'industrie française avait conquise sous l'empire de cet ancien système ne devait-elle pas lui revenir ?

Sous ce nouveau régime, la France, qui avait perdu au milieu du tumulte des armes le sceptre des manufactures, ne peut plus le reprendre. Tous ses produits ouvrés, plus chers que ceux des autres pays, ne trouvent un faible débouché au dehors que grâce à la supériorité de son goût, et, malgré l'accroissement prodigieux survenu dans le mouvement général du commerce des peuples, ce n'est qu'en 1830, après quinze ans de paix, que ses exportations arrivent à égaliser le chiffre de 1787. Qu'on ne pense pas, d'ailleurs, que ce nouveau régime fût plus favorable que l'ancien à son agriculture ; nous croyons avoir montré le contraire. On s'abuserait gravement si on en jugeait par l'état réel de la culture aux deux époques, car il faut se souvenir que, sous l'ancien régime, les gens des campagnes étaient écrasés par des impôts vexatoires et désastreux, et qu'en outre la circulation des produits du sol était gênée à l'intérieur par des entraves qui, sous le nom de douanes intérieures ou de péages, se multipliaient de toutes parts. Ce qui tranche la question en faveur de l'ancien système, même au point de vue de l'agriculture, c'est que toutes les denrées du sol étaient alors en France à bon marché, sans en excepter les produits minéraux, et que l'exportation en était considérable, tandis que, sous le nouveau système, tous ces produits sont chers, et que l'exportation, même en ce qui regarde les vins, a presque entièrement cessé.

En Angleterre, les événements se présentent dans un ordre différent, sinon entièrement opposé. Dès le dernier siècle, l'influence de l'aristocratie terrienne y avait fait interdire ou frapper de droits l'importation d'un grand nombre de produits naturels. De là une infériorité sensible en industrie, infériorité que ni les prohibitions à la frontière, ni les encouragements prodigués par le gouvernement et la législature, ne parvenaient à pallier. C'est vers la fin du dernier siècle que l'Angleterre commence à modifier son système. En 1784, elle affranchit les laines brutes, et commence alors seulement à entrer en rivalité avec la France pour la

fabrication des lainages; elle affranchit ensuite successivement les fers, les lins et les chanvres; elle n'impose que de faibles taxes sur les cotons, matière exotique; enfin, dans les années 1820 à 1824, elle dégrève encore les soies brutes, qu'elle avait, jusque-là, dans un intérêt probablement fiscal, frappées de droits assez élevés (1). Elle maintient, il est vrai, elle aggrave même, en 1815, les restrictions relatives aux denrées alimentaires; mais, pour les matières brutes que le travail manufacturier réclame, elle les dégrève les unes après les autres, quand elle ne les affranchit pas entièrement. C'est grâce à cette politique nouvelle qu'après avoir saisi, durant nos longues guerres, le sceptre des manufactures, que la France avait laissé tomber de ses mains, l'Angleterre a pu de jour en jour étendre et fortifier son empire.

A ne considérer la situation économique de ces deux pays que depuis vingt-cinq ou trente ans, l'action si différente de leurs tarifs s'y fait partout sentir. Favorisée par le bas prix des matières premières et des agents du travail, on comprend que l'industrie manufacturière anglaise a pu se développer, s'étendre avec avantage au dehors comme au dedans, en remplissant toutes les conditions d'une production à bon marché. Aussi ne faut-il pas s'étonner qu'elle se croie aujourd'hui assez forte pour braver à tous égards la concurrence étrangère. A vrai dire, l'étendue du crédit commercial a beaucoup ajouté à sa puissance, en lui permettant d'agir dans le commerce extérieur avec cette grandeur de moyens qui est souvent une condition du succès; mais le premier fondement de cette puissance n'en est pas moins dans les facilités que le tarif lui laisse par rapport aux agents du travail. Sa supériorité une fois assurée par là, elle l'a fortifiée, tant par l'usage des grands capitaux dont elle dispose que par l'étendue des débouchés acquis, et par une plus grande division du travail, qui en est la conséquence. Quant à la cherté de la main-d'œuvre, il nous serait facile de montrer que ce n'était point un obstacle, ou du moins que cette cherté est compensée par le bas prix des capitaux. Il est clair cependant qu'avec des capitaux à bon marché et une main-d'œuvre chère, l'industrie anglaise devait se porter de préférence vers les emplois qui demandent plus de capital et moins de main-d'œuvre, ou du moins qu'elle devait y réussir beaucoup mieux. C'est ainsi que, par rapport à la grande industrie des tissus, elle a plus de chances de succès dans la filature, où le capital domine, que dans le tissage, où c'est la main-d'œuvre qui l'emporte. Aussi la filature est-elle aussi prospère en Angleterre que le tissage y est souffrant. C'est le contraire en Allemagne, où les capitaux sont rares et la main-d'œuvre à bon marché. De toutes les classes de travailleurs anglais, celle des tisserands, et surtout des tisserands à la main, est la plus misérable, et M. Édouard Baines atteste (2) qu'il en est ainsi depuis plus de cinquante ans.

Moins heureuse en cela, sous le nouveau régime qu'on lui a imposé en 1814, l'industrie manufacturière française s'est débattue contre un problème insoluble : produire à bon marché avec des matières premières et des agents de travail à très-haut

(1) Nous ne précisons pas les dates de ces affranchissements successifs, parce que les choses n'ont pas toujours été faites en une seule fois, et aussi parce qu'il y a eu, s'il est permis de le dire, des va-et-vient. L'aristocratie faisait des concessions quand elle était trop faible pour les refuser, puis les reprenait quand elle se sentait plus forte, pour les rendre encore lorsque la roue politique avait tourné.

(2) *History of the Cotton Manufacture*, by Edward Baines.

prix. Dieu sait pourtant quels efforts elle a faits pour y parvenir, mais en vain. Aussi pas un progrès sérieux n'a été fait vers son émancipation depuis trente ans, et voilà comment, après de si longues épreuves, elle réclame encore avec tant d'ardeur la protection : non pas qu'elle soit demeurée stationnaire, loin de là ; mais comme les industries étrangères ont marché aussi bien qu'elle, en conservant toujours l'avantage du bas prix des matières premières, sa situation relative n'a pas changé. Que si cette situation s'est un peu modifiée, en ce que certains droits restrictifs ont été légèrement adoucis (1), la différence n'est guère sensible.

A d'autres égards pourtant, notre situation économique a été jusqu'à présent meilleure ou moins tourmentée que celle de nos voisins. Si les ménagements du tarif anglais pour les matières premières ont assuré à l'industrie manufacturière de ce pays un développement puissant auquel la nôtre ne peut actuellement prétendre, on a déjà compris aussi que les rigueurs de ce même tarif, en ce qui touche les denrées alimentaires, ont engendré des maux dont la France est moins fortement atteinte. Dans la situation qu'elle s'est faite, malgré les prodiges de son industrie et même malgré l'extension si favorable de son crédit commercial, l'Angleterre ne nourrit, après tout, qu'une population misérable, incessamment travaillée par le besoin. Le développement de l'industrie offre à cette population un actif aliment de travail ; l'extension du crédit lui assure en outre, pour ce travail, une rémunération assez large ; mais la cherté des subsistances annule ce double bienfait, en absorbant dans les seules nécessités journalières tout ce que le travail produit. Les salaires sont élevés, mais le haut prix des subsistances les dévore. De là la gêne, la misère, la souffrance, au sein du mouvement industriel le plus puissant qui fut jamais.

Témoins des souffrances trop réelles de la population anglaise, beaucoup d'écrivains en ont fait un crime à l'industrie même, supposant que ces souffrances étaient son œuvre, qu'elles formaient comme le cortège nécessaire, inévitable, d'un développement industriel puissant. Et Dieu sait combien de réflexions nihilistes philosophiques ces rapprochements ont inspirées. Qu'on ouvre les yeux maintenant, et l'on verra que ces souffrances trop réelles, et qu'avec raison on déplore, sont les fruits malheureux de lois spoliatrices, pervertissant, anéantisant comme à plaisir les bienfaits que l'industrie répand.

Les effets que ce régime a produits relativement à l'agriculture ne sont pas moins curieux à observer. En autorisant, dans l'intérêt des manufactures, l'importation de tels et tels produits en toute franchise, tandis qu'elle prohibait les autres ou les grevait de très-forts droits, la douane anglaise a forcé l'agriculture à abandonner les premiers pour concentrer toute son activité sur les autres, qui ne sont pas en très-grand nombre. On comprend en effet que, les restrictions mises à l'importation de certaines denrées du sol venant à élever la valeur vénale de ces denrées au-dessus des prix du commerce libre, les autres, qui n'acquerraient pas ce surcroît de valeur, ne pouvaient plus être produites qu'avec un désavantage relatif, d'autant mieux que les baux de fermage se réglaient naturellement d'après les prix des articles protégés. Par là, le système restrictif a réduit l'agriculture anglaise à une simplicité étonnante, dont on n'avait pas encore vu d'exemple ailleurs. Tous les produits agricoles qui ne sont pas pro-

(1) Par exemple, sur les charbons en 1855 et 1857. — On a vu aussi qu'il y a eu une légère réduction sur les fers en 1856.

tégés en Angleterre contre l'importation du dehors y sont abandonnés, et cela doit être. Ainsi, outre que ce pays ne cultive pas, ce qui se comprend d'ailleurs, les plantes qui appartiennent aux climats méridionaux, telles que la vigne, le mûrier, l'olivier, il a même abandonné plusieurs de celles qui semblent convenir plus particulièrement à son climat, comme le lin, le chanvre, ces plantes précieuses auxquelles la France consacre cent quatre-vingt mille hectares de ses meilleures terres. L'Angleterre ne cultive guère non plus le colza ni les autres plantes grasses. Plusieurs graines d'espèces secondaires lui manquent, aussi bien qu'un grand nombre de fruits : elle ne nourrit que peu de volailles, et elle est obligée de tirer de France les œufs dont sa population est si friande. Enfin les plantations de bois y ont depuis longtemps presque entièrement disparu. Son territoire est consacré tout entier à la culture des céréales, à celle des plantes fourragères, des herbages surtout, et à l'élevé des bestiaux. C'est que ce sont là les produits que la loi des subsistances, *corn and provisions law*, a pris sous sa protection spéciale. L'Angleterre est littéralement couverte de pâturages et de bestiaux, ce qui donne à ses campagnes un aspect particulier, assez riant, mais uniforme, où la monotonie d'un immense tapis vert n'est coupée que par des éclaircies de champs cultivés en grains.

C'est un aspect tout différent qu'offrent les campagnes de France, où la variété des cultures est peut-être poussée trop loin. Par les restrictions qu'il met à l'importation des produits étrangers, le système français étouffe aussi le commerce des denrées du sol, et il frappe ainsi la culture d'un alanguissement général; mais, comme il en protège à peu près également toutes les branches, il n'en décourage aucune d'une manière particulière, et les maintient toutes à peu près au même niveau. Il y entretient donc cette variété qui est dans la nature des choses, et que l'Angleterre n'a pas bannie impunément. Disons même qu'il engendre dans nos campagnes une variété de productions trop grande et qui excède les justes bornes, puisqu'à côté des productions naturelles à notre sol, et qui sont déjà en si grand nombre, il en fait naître, par une excitation factice, plusieurs autres telles que le tabac, la betterave à sucre, qui conviennent mieux à d'autres climats.

Plusieurs agronomes admirent l'agriculture anglaise, les uns à cause de sa simplicité même, les autres parce que, les innombrables troupeaux qu'elle nourrit produisant une immense quantité d'engrais, les terres cultivées en céréales y sont effectivement d'un plus grand rapport. Nous conviendrons, pour notre part, que si le problème à résoudre en agriculture consiste à produire sur un plus petit espace une quantité plus grande de grains, l'Angleterre l'a merveilleusement résolu; mais si l'on pense, au contraire, que la fin principale de l'agriculture est de nourrir dans l'aisance une population nombreuse, aucune culture au monde ne s'éloigne plus du droit chemin. On assure que la production brute annuelle de l'agriculture anglaise dépasse celle de tout autre pays sur une étendue égale, et particulièrement de la France : nous nous permettrons de douter de la vérité de cette assertion; nous oserions même affirmer le contraire, et, s'il était possible de soumettre de telles données à un calcul exact, nous essaierions de le prouver. Il ne faut pas oublier, en effet, que, si les champs cultivés en blé produisent en Angleterre plus qu'ailleurs, les autres terres ont aussi un produit brut bien moindre. Ainsi, en admettant que le capital agricole de l'Angleterre, longtemps accumulé, excède le capital agricole de la France, qui ne s'est guère grossi que depuis cinquante ans, nous croyons fermement que le produit annuel, le produit brut du moins, est de

beaucoup inférieur au nôtre. Quoi qu'il en soit, il est certain que cette agriculture si simple, et, si l'on veut, si belle, loin d'enrichir les populations qu'elle occupe, les plonge dans la misère et l'abjection. Si les districts manufacturiers de l'Angleterre offrent des exemples malheureusement trop nombreux de dégradation humaine, c'est dans les districts agricoles qu'il faut chercher le tableau d'une misère à peu près générale. Ce qui n'est pas moins certain, c'est que l'agriculture anglaise, au lieu d'attirer à elle les populations, en leur fournissant un aliment de travail actif, ne peut pas même entretenir celles qui la servent, et les rejette en masse vers les manufactures. Les campagnes se dépeuplent en Angleterre, et les hommes qu'elle rejette sur les villes y vont encombrer les ateliers. Le mouvement des capitaux n'y est pas plus actif que celui des hommes, et le crédit y est mort. Capital et travail, tout cela se porte vers les manufactures, et ne contribue pas peu à produire, avec l'encombrement, cette surexcitation malade qui les agite; à forcer l'industrie à se précipiter avec une ardeur fiévreuse vers les débouchés extérieurs, et à enfanter ces crises funestes qui l'ébranlent de temps en temps. Aussi, cette tendance trop exclusive vers l'industrie manufacturière, que nous avons signalée dans la plupart des états commerçants, est-elle encore plus prononcée en Angleterre qu'ailleurs. Si l'on ajoute à tout cela les variations convulsives dans les prix des grains, et les disettes qui viennent de temps à autre s'appesantir comme un fléau sur le pays, on aura une idée assez juste de ce que l'Angleterre doit à l'admirable organisation de sa culture. Sans être riche et féconde, comme elle pourrait l'être sous l'empire du commerce libre, l'agriculture française est du moins exempte des violentes convulsions de ce régime. Si elle ne procure aux populations qu'elle nourrit qu'une existence chétive, elle les conserve du moins, et ne les chasse pas dans les villes : elle leur laisse des aliments de travail, appauvris sans doute, mais nombreux. Elle est affranchie enfin, grâce à la douceur relative de la loi des céréales, de ces violents soubresauts dans les prix, qu'on peut considérer comme des calamités publiques.

Mais tout ce que nous venons de dire de l'Angleterre est déjà, fort heureusement pour elle, dans le passé. Un nouvel ordre de choses commence pour ce pays. Si l'on nous demande quelles seront les conséquences des dernières réformes, nous dirons que tout ce qui précède les fait déjà pressentir. Osons annoncer hautement, sans craindre que l'événement nous démente, qu'amis et ennemis de la liberté du commerce y seront également trompés. L'avenir confondra les sinistres prédictions des uns et surpassera les espérances des autres. Pour l'agriculture, on est à peu près généralement convenu des deux côtés qu'elle restreindra sa production sous l'influence de la concurrence étrangère, résultat dont les uns s'épouvantent, que les autres acceptent, parce qu'après tout, comme ils le disent avec raison, le premier besoin, la première loi, c'est que le peuple soit nourri et qu'il le soit à bon marché. Nous disons, nous, que la production agricole s'étendra, sinon dans les années de transition, au moins plus tard, quand elle aura repris son assiette. L'agriculture anglaise pourvoira sans peine à tous les besoins du peuple anglais, et elle le fera d'ailleurs au même prix que l'étranger. Des importations auront lieu sans doute, sinon plus abondantes, au moins plus régulières qu'autrefois; mais l'exportation aura son tour, et l'on verra cette Angleterre, toujours si besoigneuse depuis trente ans, étonner de nouveau le monde par l'abondance de ses récoltes.

Pour l'industrie manufacturière, on croit qu'elle recevra de cette réforme une

impulsion nouvelle au dehors, et qu'elle achèvera d'écraser, comme on dit, les industries du continent. Certes, elle y gagnera en prospérité et surtout en sécurité, en bien-être; mais nous croyons que cette surexcitation fiévreuse, qui l'anime depuis un demi-siècle, se calmera. Elle se débarrassera d'abord d'un certain nombre de branches parasites qui la surchargent, et qui émigreront, selon toute apparence, à l'étranger. Pour les autres branches, elles acquerront, sans nul doute, une vigueur nouvelle; cependant c'est surtout à l'intérieur du pays qu'elles verront leurs débouchés grandir, et nous ne serions pas étonné si, durant quelques années, l'exportation anglaise en produits manufacturés diminuait. L'industrie manufacturière anglaise pourra bien être encore l'admiration de l'Europe, elle n'en sera plus l'effroi.

C'est, du reste, la classe ouvrière, celle des campagnes autant que celle des villes, qui ressentira le plus la bienfaisante influence du nouveau régime. A moins qu'il ne survienne des crises ou des perturbations fâcheuses dues à d'autres causes, les salaires ne baisseront pas; loin de là, ils tendront plutôt à s'élever. Et comme, d'un autre côté, les denrées alimentaires seront à plus bas prix et le travail plus abondant, l'existence de cette classe y sera désormais aussi facile et aussi douce qu'elle a été précédemment douloureuse et pénible. Il ne faut pas demander cependant qu'un tel changement s'opère en un jour. C'est bien le moins qu'on laisse au nouvel ordre de choses le temps de porter ses fruits.

Rappelons maintenant, pour conclure, les vérités générales qui ressortent de tout ce qui précède. Toutes les lois restrictives ont des conséquences pernicieuses, mais celles qui atteignent les produits naturels sont de beaucoup les plus funestes. Elles pèsent durement sur la condition du peuple, et, quand elles s'appliquent aux matières premières, elles tiennent l'industrie même captive. Pour opérer une réforme sans trouble, pour la tenter avec fruit, c'est donc à ces dernières lois qu'il faut d'abord s'adresser. Ainsi a procédé l'Angleterre en obéissant à la seule force des choses : c'est vers le même résultat que la France doit tendre si elle veut obtenir des succès pareils. Quant aux droits sur les articles manufacturés, ils n'ont plus en France les inconvénients qu'ils peuvent encore avoir en Allemagne ou aux États-Unis. Ce mouvement vers l'industrie manufacturière, qu'on cherche à produire artificiellement dans le Zollverein et dans l'Union américaine, est aujourd'hui pour la France un fait consommé. Notre industrie, quoi qu'on en dise, est tout aussi perfectionnée que l'industrie anglaise, à cela près de l'organisation, qui est une conséquence naturelle de l'étendue du débouché. Qu'on vienne à supprimer les droits sur les matières premières et sur les agents du travail, et elle sera tout étonnée de se trouver l'égale de cette industrie anglaise qu'elle redoute si fort aujourd'hui. Alors elle provoquera elle-même la suppression des droits protecteurs qui la concernent. Jusque-là il n'y a aucun danger à les lui conserver; à d'autres égards, la prudence même en fait une loi.

CH. COQUELIN.

LES EXCENTRIQUES

DE LA LITTÉRATURE ET DE LA SCIENCE.

I.

M. GLEIZÈS. — LE RÉGIME DES HERBES.

C'est un caractère des révolutions que d'amener à leur suite des rêveurs et des utopistes. Les esprits sont alors dans un état particulier : la soif d'un bien-être chimérique se fait sentir à toutes les existences souffrantes, à toutes les imaginations entraînées. Nous ne finirions pas si nous disions les faux prophètes et les faux dieux que l'ébranlement de 1830 fit éclore à la surface des événements, et que le lendemain vit mourir. Cette tendance au chimérique se prononça surtout après notre grande révolution. Les hommes d'action étaient tombés à la tribune ou sur les champs de bataille, et leur absence avait laissé le champ libre aux faiseurs de théories. L'esprit, fatigué d'événements, cherchait à se reposer dans un milieu plus calme. C'est alors que parurent les théophilanthropes, les mystiques et les illuminés, qu'un besoin indéterminé de croyances nouvelles ramenait forcément aux anciennes. Il en est de l'effet des commotions politiques sur le monde moral comme de ces mouvements du ciel qui peuvent, dit-on, faire sortir un astre de son orbite et le lancer dans l'espace.

Parmi les natures excentriques qui, emportées dans leur course déréglée par le choc des événements, promenaient au hasard leur raison flottante et aventureuse, il en est une qui se distingue par son innocence. M. Jean-Antoine Gleizès était un des utopistes de l'espèce la moins dangereuse. Non content d'épargner le sang des hommes, il voulait qu'on respectât celui des animaux. On raconte que le

fameux Chalier, chef du tribunal révolutionnaire à Lyon, avait sans cesse sur son épaule une tourterelle familière ; il caressait d'une main l'oiseau charmant, tandis qu'il écrivait de l'autre ses listes de suspects. Le doux et chimérique Gleizès ne faisait contraste qu'avec les temps sévères au milieu desquels il vécut, car, s'il aimait les tourterelles, il ne guillotina personne. Républicain des derniers temps de la république, il n'avait dans le cœur que deux haines vigoureuses : celle de Napoléon et celle des Anglais. Il vit, avec une indignation qui ne s'effaça jamais, un *soldat audacieux jeter son épée dans la balance des lois*. Le rocher de Sainte-Hélène était pour lui l'autel des expiations ; seulement, à ses yeux l'ouvrage de la justice divine était incomplet ; pour marquer tout à fait la main de la Providence sur ce même rocher, il eût voulu y attacher l'Angleterre. Le grand crime de Napoléon, aux yeux du vertueux Gleizès, ce n'était pas seulement la journée du 18 brumaire, ni l'usurpation de la royauté, c'étaient ses victoires qui avaient coûté tant de sang. S'il détestait le caractère britannique, c'est que les Anglais sont des mangeurs de chair.

A part cette double antipathie, M. Gleizès se souciait assez peu de ses droits de citoyen. Il évita constamment les honneurs et les charges publiques. Cet homme vivait moins dans la société que dans la nature. Possesseur d'un petit domaine dans le midi de la France, dont le revenu suffisait à son existence frugale, il se livra tout entier à ses rêveries. Presque tous les hommes célèbres ont eu de l'attachement pour un animal : M. de Lamartine affectionne les chiens, M. de Châteaubriand les chats et les poules d'eau ; le tendre Gleizès portait toute la création dans son cœur. Les chevaux qu'il montait ne pouvaient plus être montés par d'autres ; il les respectait trop, comme on pense bien, pour faire usage vis-à-vis d'eux de l'éperon et de la housine. « Où irons-nous aujourd'hui ? » semblait-il leur dire d'un regard caressant, et ils le menaient où ils voulaient. Cet esprit de confraternité pour tous les êtres de la nature fit bientôt de l'inoffensif rêveur un homme à part.

Paissez, s'écriait il, mon frère le mouton ;
 Mon frère, dans ce bois paissez en assurance,
 Celui qui me forma vous donna la naissance ;
 Bénissons-le tous deux. Vous, cigale ma sœur,
 Par vos sons éclatants chantez le Créateur.

Ces vers ironiques, dans lesquels Racine plaisante la bonhomie de saint François d'Assise, furent pris par M. Gleizès au sérieux. Ce n'est pas tout, se dit-il un jour, que de ne pas mettre à mort les animaux de mes propres mains. Celui qui mange de la viande ne prête-t-il pas en quelque sorte ses dents au boucher pour déchirer la victime ? Devant un doute si grave, la conscience du nouveau pythagoricien s'arrêta intimidée. Bientôt cet homme, qui avait vécu depuis son enfance avec les carnivores, eut le courage de s'éloigner de leurs repas. L'art de la cuisine n'était plus à ses yeux que l'art infâme de déguiser des cadavres. Les amateurs de bonne chère étaient des réprouvés qui mangeaient leur propre mort. La moindre odeur de chair cuite produisait sur ses nerfs délicats une impression pénible, dont le siège était surtout dans l'imagination. Le jour même qu'il choisit pour faire la première application de son système, M. Gleizès se trouva devant une table d'hôte fort délicatement servie. On devine que sa résolution fut mise à une rude épreuve.

Une poularde rôtie lui envoyait ses parfums gastronomiques. La tentation était forte, on le pressait d'y céder, l'embarras du convive était grand. Il fallut avouer le motif de son abstinence. Martyr volontaire d'une doctrine nouvelle, M. Gleizès n'avait d'autres flèches à redouter que celles du ridicule et de la moquerie : ce sont quelquefois les plus blessantes ; il se résigna bravement. Sa manière de vivre l'isolait même de sa femme, M^{lle} Aglaé de la Baumelle, qui ne voulut pas se condamner sans motif à un carême éternel. Il n'en persévéra pas moins dans la voie qu'il s'était tracée, et cela durant quarante années de sa vie. Sa constance était inébranlable ; sa conviction était parfaite. M. Gleizès poussait le scrupule jusqu'à préparer lui-même ses aliments, dans la crainte qu'une main étrangère n'altérât la pureté de son régime. Les précautions dont il s'entourait étaient infinies ; il avait une batterie de cuisine qui le suivait dans tous ses voyages. Les herbes accommodées par ses soins exhalaient, disait-il, un *parfum si exquis d'innocence*, qu'il éprouvait, à les manger, une jouissance fine et délicate inconnue aux *gourmands de chair*. De martyr, il devint bientôt agresseur. L'ambitieux chef d'école accusa tous ceux qui ne suivaient pas ses traces d'être les malfaiteurs de la nature. L'indignation n'était d'ailleurs chez lui que le cri de la douceur révoltée. Un homme si maladivement sensible se trouvait fort à plaindre dans notre société brutale, surtout dans nos grandes villes ; son cœur saignait à chaque instant devant quelque trace douloureuse. Le pauvre Gleizès ne pouvait passer sans frémir devant l'étal des bouchers : ces cadavres pendus au croc étaient ceux de ses propres frères qui demandaient justice. Aussi vivait-il, loin du théâtre de ces destructions, dans le monde des livres et de ses pensées.

M. Antoine Gleizès avait débuté en littérature par des essais où l'on retrouve parfois comme un avant-goût du style et de la manière de M. de Châteaubriand. Quelques-uns de ces premiers ouvrages sont antérieurs de plusieurs années au *Génie du christianisme*. Les *Mélancolies d'un solitaire*, dont le titre seul indique une pente à la rêverie sentimentale, furent imprimées en 1794. Les *Nuits élyséennes* sortirent des presses de Didot en 1800, et les *Agrestes* en 1805. Ce sont des méditations détachées sur des clairs de lune, sur des cimetières, sur des ruines. Montée sur le coursier de l'Arabe, l'imagination de l'auteur parcourt les plaines sablonneuses du désert. Les populations qu'il rencontre sur la lisière de la solitude existent sans qu'il en coûte la vie aux animaux. Leur nourriture consiste en dattes savoureuses, en miel plus doux que celui du mont Hymette, en un lait qui coule à flots blancs sous le doigt bronzé des Mauresques. Cette ressemblance entre la couleur des premiers ouvrages du jeune solitaire et la touche des premiers écrits de M. de Châteaubriand méritait d'être notée. C'est ce même demi-jour sentimental des âmes troublées, cette même exagération dans l'image biblique, cette poésie en prose qui fait le charme d'*Atala* et surtout de *René*. Une telle coïncidence ne saurait être fortuite : elle s'explique par l'état de la société. On était à la fin du XVIII^e siècle ; le volcan se calmait ; le sol de la révolution commençait à se raffermir : c'est le moment où quelques esprits, poussés par la tempête hors de la route commune, flottaient à l'écart dans les régions de la fantaisie. A la fin des guerres civiles, on rêvait avec Horace les îles Fortunées. La littérature, ce miroir des mœurs, tout éprise de mirages et d'oasis, promenait sa tente dans les solitudes de l'Orient ou du Nouveau-Monde. L'homme, fatigué de l'homme, cherchait à se reposer dans la nature. Ajoutez à cela une influence étrangère. Ossian venait d'être exhumé : le vent du nord nous soufflait des nuages et des fantômes.

On sait que Napoléon, à son retour d'Égypte, plaçait le fils de Fingal au-dessus d'Homère, et préférait les débris des tours de Morven, frappées des rayons de la lune, aux ruines de la Grèce. Les ombres se répandirent ainsi dans notre ciel et sur le cœur humain, qui fit entendre des accents mélancoliques et vagues, comme la lyre du barde caledonien. Le jeune Gleizès fut l'un des précurseurs obscurs de cette muse nouvelle qui trouva en France son interprète illustre dans M. de Châteaubriand. On voit que l'auteur des *Martyrs* n'inventa pas une littérature qui était alors dans l'état brumeux des esprits et dans les influences historiques : il ne fit que lui imprimer le caractère de son génie.

Cette ten lance rêveuse introduite dans les lettres devait aller grandissant jusqu'au milieu de la restauration. Pendant la durée de l'ère impériale, M. Gleizès, tout entier à son antipathie contre Napoléon, vécut à l'écart, et ne sortit de son sommeil qu'en 1821. Il fit alors paraître une brochure destinée à servir de prospectus au grand ouvrage qu'il méditait sous le même titre. *Thalysie ou le Système physique et intellectuel de la Nature* (1) n'était qu'une esquisse dans laquelle l'auteur avait jeté les principaux traits de son système. De 1821 jusqu'à la révolution de juillet, il y a une nouvelle lacune dans la vie littéraire de M. Gleizès. Ces années ne furent néanmoins pas inoccupées. Retiré au château de la Nogarède, près de Mazères (Ariège), il vivait entre l'amour de la nature et un amour plus tendre encore. Les heures qu'il dérobaux aux doux entretiens de sa femme étaient consacrées à l'étude. Un des ancêtres de M. Gleizès, qui présente avec lui une remarquable conformité de caractère et de mœurs, avait habité les mêmes lieux. Officier sarde, il se trouva engagé à l'âge de vingt-deux ans dans une affaire d'honneur, où son adversaire, fils unique de la comtesse de Saint-Sébastien, qui fut la seconde femme de Victor-Amédée II, perdit la vie. L'aïeul maternel de M. Gleizès se vit contraint, pour sauver ses jours, de chercher un refuge en France. Malgré la coutume immémoriale de notre pays, qui accorde protection aux étrangers, il fut vivement poursuivi par les ordres de la cour de Versailles, alliée à celle de Savoie. Le malheureux ne parvint à éviter ces poursuites qu'en se jetant dans les montagnes de la Provence. Il vécut ainsi dans de continuelles terreurs jusqu'à l'avènement au trône de Charles-Emmanuel; même alors des ressentiments personnels lui interdirent l'entrée de sa patrie. Cependant sa famille avait été moissonnée, dans un court espace de temps, par les persécutions ou les chagrins. Frappé d'une incurable mélancolie, il s'abstint, avec un cousin germain, le seul ami qui lui fût resté, de toute nourriture animale. Ce cousin, plein d'aversion pour un monde où chaque pas réveillait en lui l'idée du meurtre, se retira dans un séjour inhabité au milieu des Alpes, et ne tarda pas à se faire chartreux. L'exilé continua, de son côté, à verser sur les blessures de son âme ce baume d'un régime innocent et pur qui finit par adoucir sa tristesse. On voit par là que le goût de la nourriture végétale était en quelque sorte chez M. Gleizès une tradition de famille.

En 1850, au milieu de l'effervescence des idées nouvelles, M. Gleizès pu-

(1) Paris, librairie nationale et étrangère, 1821. in-8°. C'est à partir de cette époque que M. Gleizès, autrefois nommé Gleizes, adopta pour son nom l'orthographe que nous avons conservée. Le motif de cette transformation puérile en apparence prenait sa source dans des idées mystiques. *Gleize*, dans un des patois du midi de la France, signifie *église*. Le sens de ce mot était pour M. Gleizès le signe de sa prédestination.

blia (1) une brochure intitulée : *Le Christianisme expliqué, ou l'Unité de croyance pour tous les chrétiens*. En sa qualité de philosophe, l'auteur n'était d'aucune religion ; mais il professait pour celle de son pays un respect motivé. Il croyait, avec les saintes Écritures, que le genre humain avait commencé dans un jardin, *in horto paradisi*, au milieu des fruits et des légumes, dont il faisait sa nourriture. Ce n'était pas, selon lui, pour avoir cueilli la pomme d'un arbre que le premier homme et la première femme étaient déchus de leur état d'innocence. Le Créateur se réjouissait, au contraire, de leur voir manger tous ces fruits. Si Adam et Ève avaient été exclus de ce jardin, c'est que, par les conseils perfides du serpent, ils avaient tordu le cou à l'un des beaux oiseaux qui venaient se reposer sur les branches de l'arbre du bien et du mal. Voilà le fruit vivant, le fruit défendu qui avait entraîné sur toute la terre des désordres infinis. Malgré son respect pour la tradition, M. Gleizès en voulait à Moïse d'avoir détruit le veau d'or ; cela témoignait d'un respect médiocre envers les animaux. Le législateur des Hébreux lui semble mieux inspiré, quand, voulant mettre des bornes à la voracité et adoucir le caractère féroce du peuple juif, il défend de manger le jeune chevreau cuit dans le lait de sa mère. L'établissement du christianisme amena sur toute la terre un mouvement marqué vers le régime végétal. Selon l'auteur, Jésus-Christ ne mangea jamais de viande, pas même aux noces de Cana. M. Gleizès regarde la substitution du pain et du vin aux sacrifices sanglants comme le dernier mot de la doctrine évangélique. Par la raison que les chrétiens n'immolent point de bêtes dans leurs temples, ils ne doivent pas les mettre à mort dans leurs maisons : la table des hommes doit être la même que celle de Dieu. Une des autorités qui s'élèvent contre cette interprétation, dans les premiers temps de l'église, est celle de saint Pierre, qui vit en rêve une grande variété d'oiseaux sur un filet, et à qui une voix ordonna de manger toute cette viande. « Vision infernale, rêve d'estomac creux ! s'écriait M. Gleizès dans sa naïve indignation. Parce qu'un homme a eu faim, le christianisme sera-t-il bouleversé et le monde perdu ? » Croyant avoir établi que le régime des herbes était non-seulement le régime primitif de l'église, mais encore l'objet de la mission du fils de Dieu sur la terre, il s'efforçait de ramener les chrétiens à l'esprit de leurs institutions. Voilà, pour son compte, la grande nouvelle qu'il venait annoncer à ses frères ; il s'imaginait avoir découvert le secret de réunir toutes les sectes dissidentes en les asseyant toutes à la même table frugale.

Le nouveau chef de secte ne négligeait aucun des moyens de propagande. Après avoir présenté son système sous le manteau austère de la religion, il jugea à propos de le revêtir des ornements plus capricieux de la nouvelle et du roman. *Sélénia ou la Famille samarienne* parut en 1858 (2). M. Gleizès, romancier, avait bien moins en vue les caractères et l'action du poème que son idée fixe. L'héroïne est cette Sélénia, fille de la Lune, blanche et pure comme elle. Élevée dans la solitude, elle s'élève au-dessus de toutes les autres femmes comme un jeune palmier parmi les herbes trainantes. Soutenue par la puissance de son père et par la sienne propre, elle devait changer la face de l'Orient, qui devait changer plus tard celle du monde. L'ange de la beauté et l'ange de la mélancolie la couvraient d'un voile de grâces. On devine le secret de cette supériorité : le sang qui abreuve

(1) Chez Firmin Didot.

(2) Un vol. in-8°, chez Desforges.

aujourd'hui presque toute la terre, le sang ne s'était jamais approché des lèvres de la jeune vierge. Son père, sage vieillard, avait nourri ses filles du lait de la nature, et il les vit grandir parmi les fleurs. La volupté de la Perse, la fierté de l'Arabie, la richesse de l'Égypte, la grâce de la Syrie, entraient dans leur âme avec les fruits et les parfums de ces contrées. Ce vieillard plaçait dans les solitudes du Liban le berceau d'une société nouvelle, fille de ses rêves ; il avait une doctrine particulière, fondée sur les rapports visibles de l'homme avec la nature, et comparait cette nature, dans laquelle le mal s'était introduit, à une colombe qui aurait couvé avec ses propres œufs ceux qu'un serpent aurait glissés dans son nid. Il était sûr de revivre, parce que le bien est immortel, et il espérait se mêler, en l'augmentant, à la source pure qui devait un jour remplir l'univers. Ce roman a le défaut de tous les ouvrages de fantaisie où l'auteur se met sans cesse à la place de son personnage.

Les divers écrits que nous avons nommés n'étaient que le prélude du grand ouvrage auquel l'excentrique penseur travaillait depuis seize années : *Thalysie ou la Nouvelle Existence* (1). Les anciens nommaient *thalysies* les offrandes de fruits et de blé qu'on faisait aux dieux pendant les fêtes *airéennes* célébrées par les laboureurs en l'honneur de Bacchus et de Cérès. L'auteur prétendait en effet ramener sur la terre le culte de la bonne déesse qui tient des épis dans sa main. Ses pleines mamelles étaient un signe de l'abondance et de la fécondité que le régime végétal devait établir parmi les hommes. M. Gleizès comptait sur le retour de l'âge d'or ; *redeunt Saturnia regna*. Pour détourner ses semblables de la nourriture funeste à laquelle ils se sont livrés par un écart du goût et de la conscience, il leur montre le meurtre des animaux comme la cause unique de cette sombre cohorte de maux qui assiègent la race humaine. Si l'homme vit peu, s'il souffre beaucoup, s'il meurt sans espérance, c'est la faute de ce couteau tiède qu'il plonge sans cesse dans le sein des autres créatures. Tandis que les philosophes et les socialistes modernes s'ingéniaient à bâtir sur le sable l'édifice du perfectionnement de l'espèce humaine, l'auteur de *Thalysie ou la Nouvelle Existence* ramenait le problème à des termes beaucoup plus simples : — Ne mangez pas de viande, venait-il dire, et tous les maux dont vous vous plaignez, auxquels vous cherchez depuis si longtemps un remède, tous ces maux, aussi anciens que le monde, disparaîtront devant un régime nouveau, le régime des herbes, comme les brouillards du matin fuient devant la face du soleil.

L'idée de M. Gleizès compte quelques ancêtres dans les temps anciens ; il serait peut-être curieux de suivre la généalogie de ce système, qui nous vient en droite ligne de l'Inde. Dans tous les siècles et chez tous les peuples, il y a eu des sectes et des hommes qui se sont interdit la nourriture animale. La plupart des ordres religieux en France ne mangeaient pas de viande. Les nouveaux dominicains, à la tête desquels figure le père Lacordaire, ne vivent que de fruits et de légumes dans l'intérieur de leur couvent. L'église défend à ses ecclésiastiques, même séculiers, la chasse et le meurtre des animaux, en vertu de ce principe qui s'étend à toute la nature : *Ecclesia abhorret a sanguine*. Quelques philosophes ont suivi le régime végétal par goût et par humeur. Abélard, retiré dans un désert, y vivait avec *Dieu et les herbes*. Le cardinal de Bernis, homme de cour et de plaisirs, avait horreur des viandes ; Milton dinait avec des légumes et soupait avec

(1) Cet ouvrage parut en 3 volumes chez le libraire E. Desessart, 1840, 1841, 1842.

quelques olives ; quoique Jean-Jacques Rousseau n'ait pas mis ses idées en pratique, on connaît son aversion pour la chair, si admirablement exprimée dans l'*Émile*. « Plus tard, raconte M. Gleizès, Dussault le surprit mangeant avec plaisir une côtelette de mouton. Rousseau s'en aperçut, il eut honte et rougit jusqu'au blanc des yeux. » Bernardin de Saint-Pierre usa rigoureusement, assure-t-on, du régime des végétaux pendant dix années de sa vie, et c'est dans cette période d'innocence qu'il fit *Paul et Virginie*. Voici ce que Byron écrivait à sa mère : « Je dois vous apprendre que depuis longtemps je me suis mis à un régime entièrement végétal, ne mangeant ni viande, ni poisson ; ainsi je compte sur une grande provision de pommes de terre, d'herbes potagères et de biscuit. Je ne bois pas de vin. » Dix ans après, l'auteur du *Corsaire* ajouta du vin à ses repas. Lady Stanhope ne vivait que de racines. Volney rapporta de son voyage aux États-Unis l'aversion des viandes et la pratique du régime des fruits. M. Gleizès n'avait guère rencontré parmi les vivants que Charles Nodier qui rêvait le monde où l'on ne verserait point le sang. MM. de Châteaubriand, de Lamartine, de Lamennais, refusèrent de s'associer à son système. Le charitable sectaire en souffrait pour eux, car il prétendait que sa manière de vivre aurait communiqué à ces nobles intelligences un degré d'élévation de plus. Aussi ne pouvait-il se défendre à leur égard d'une certaine amertume. « Les coursiers du génie, disait M. Gleizès à cette occasion, n'ont point d'ardeur, s'il ne les nourrit avec l'herbe qu'il a fauchée lui-même. »

Le goût naturel que nous croyons avoir pour la viande était, aux yeux de M. Gleizès, un goût pervers. Les anthropophages ne trouvent-ils pas aussi à la chair humaine une saveur très-agréable ? A l'appui de cette assertion, l'auteur invoque l'exemple de cette jeune fille de Pondichéry, condamnée à être enterrée vive pour avoir mangé de petits enfants, et qui disait aux spectateurs effrayés, en marchant au supplice : « Oh ! si vous saviez combien la chair humaine est délicieuse, vous n'en voudriez plus jamais manger d'autre ! » Ce qu'il y a de plus alarmant, c'est que les hommes forcés par la nécessité à se nourrir de leurs semblables finissent par perdre toute rougeur au souvenir de cette horrible action. Quelqu'un ayant demandé à l'un des passagers de la *Méduse* des nouvelles de son frère, qui était sur le fatal radeau, celui-ci, après s'être informé de son nom, répondit : « Je l'ai mangé. — Quoi ! vous avez mangé mon frère ! s'écrie le malheureux. — Non, reprit froidement le premier avec une étrange naïveté, j'étais trop faible ; je n'ai fait que sucer sa chair. »

Nous pourrions définir l'étrange auteur de *Thalysie* — l'âme d'un brahme dans le corps d'un Français. Si l'idée du régime végétal ne lui appartenait pas, si cette idée nous vient des profondeurs de l'Orient, l'honnête écrivain l'avait transformée en un système social et religieux. S'il s'abstenait de viande, ce n'était pas par pénitence, comme les moines chrétiens ; ce n'était pas non plus qu'il crût, comme les Hindous, à la migration des âmes dans le corps des bêtes, et qu'il craignît de commettre un homicide en tuant un animal : non, c'était surtout parce que le vrai et le juste s'insinuent dans notre organisation intime avec le suc des végétaux. Voilà dans quel sens M. Gleizès se croyait inventeur. C'était effectivement la première fois qu'on voyait l'hygiène transformée en révélation. M. Gleizès avait, en un mot, la prétention d'élever l'alimentation à l'état d'influence morale. Selon lui, la viande est athée ; les fruits contiennent seuls la vraie religion ; les fruits sont l'enveloppe sous laquelle les bons génies de la terre se rendent visibles. Sans reculer devant l'hyperbole, M. Gleizès supposait aux végétaux eux-mêmes des

passions et des sentiments : il engageait, par exemple, ses disciples à se tenir en garde contre la *colère* du persil, de l'ail et de l'oignon. C'est aux plantes *vertueuses* et aux fruits qu'il faisait honneur de l'amour du pays. Notre vie est enveloppée comme notre intelligence dans celle du globe; il existe en nous des liens avec la terre et avec ses productions; de là cette langueur qui suit l'éloignement des climats où nous avons ouvert les yeux et la privation de ces dons premiers de la nature. Quand un nègre se jeta sur le palmier du Jardin des Plantes pour le serrer contre son cœur, c'était sa patrie qu'il embrassait. L'Hindou de la caste des *Banians* pare l'arbre le plus précieux de son verger des ornements de sa femme. N'est-ce pas aussi un arbre à fruit que la jeune mère avec sa fraîcheur, ses grâces et sa fécondité? L'ordre de nos pensées, selon M. Gleizès, est en rapport avec les fleurs que nous respirons, les arbres sous lesquels nous aimons à nous abriter, les herbes de la terre que nous avons l'habitude de préparer pour notre table. La châtaigne, ce pain des forêts, l'angélique, cette nourriture des anges et des femmes, les petits pois, au retour desquels se lie volontiers l'accomplissement d'un vœu ou d'un projet, tout cela exerce sur le cœur des influences délicates. Quel charme de manger en tête à tête avec sa maîtresse de la salade et des fraises au bord d'un ruisseau! Les fruits ne sont-ils pas la nourriture qui se rapproche le plus du ciel? A en croire M. Gleizès, ce sont les fruits qui ont policé l'homme et qui lui ont tout appris. Il attribuait également aux parfums répandus à la surface de la terre les facultés de l'esprit, surtout les facultés délicates et poétiques. Sans la violette, cette fleur toute gauloise, nous n'eussions jamais eu La Fontaine. Ce sont les fleurs des champs qui font épanouir chez l'homme le sentiment et la vertu. Les crimes qui se commettent à Paris ne se montrent si nombreux et si atroces qu'à cause des exhalaisons infectes qu'on respire dans cette grande ville. Nous devons uniquement les traits d'humanité qui figurent encore çà et là aux fruits, aux fleurs et aux légumes qui s'étalent dans nos marchés. Si l'on ne vendait plus de bouquets au coin des rues, Paris ferait horreur à Sodome, et serait bientôt brûlé comme la cité maudite. On voit que le remède se lie aisément à la cause du mal : multipliez les marchés aux fleurs, et vous augmenterez le nombre des concurrents aux prix Montyon.

M. Gleizès avait étudié en médecine : à une âme tournée vers les brouillards du sentiment il unissait un fonds de connaissances très-solides. Le tort du philosophe était de voir les faits avec les yeux de son système. On peut dégager de ses livres trois ou quatre questions sérieuses sur lesquelles l'écrivain a jeté les lumières d'un esprit fin et original, lumières fausses, il est vrai, mais attrayantes. La mort violente est-elle d'institution divine? On pressent la réponse de M. Gleizès : non, les habitants du globe n'étaient pas faits à l'origine pour s'entre-tuer; c'est l'homme qui est l'ouvrier de la mort. Les carnassiers actuels vivaient de fruits et de racines avant le grand cataclysme qui a bouleversé la terre; Dieu ne les avait pas créés destructeurs; s'ils le sont devenus, le mal a sa source dans les principes d'irritation laissés à la surface du globe par cette dernière crise. M. Gleizès inclinait sans le vouloir au manichéisme, car il admettait deux principes, l'un bon, l'autre mauvais : le mauvais génie de la terre se serait introduit après coup dans l'œuvre des six jours et en aurait altéré la primitive ordonnance. Ce sommeil de Dieu, durant lequel son ennemi s'est glissé dans le champ de la création pour y semer de l'ivraie, et la vraie cause du meurtre, qui s'est étendu sur toute la terre comme un voile funèbre. Les instincts sanguinaires n'étant pas dans le plan pri-

mitif de la création, les tigres et les lions ne sont devenus féroces que par l'effet des circonstances. Si l'aigle est aujourd'hui carnivore, s'il poursuit et déchire sa proie, c'est la faute des rochers, des torrents, des précipices au milieu desquels il vit ; les bruits terribles qui frappent continuellement ses oreilles, les objets sauvages dont ses yeux sont blessés ont perverti son cœur : il n'était pas méchant en sortant des mains de la nature. Le mauvais exemple de l'homme a bien été aussi pour quelque chose dans cette démoralisation des animaux. Si l'ours se permet maintenant de dérober çà et là de timides brebis, c'est qu'il a respiré la fumée de nos repas. Le caractère des animaux de proie étant un écart de leur nature, M. Gleïzès comptait bien les ramener à des mœurs plus douces et plus honnêtes. Si ancien que fût pour eux l'usage de la chair, il ne désespérait pas de leur faire perdre cette mauvaise habitude. Prétendant en outre que la corruption des eaux, l'humidité des marais, la sauvagerie des lieux, entretiennent à la surface du globe des germes nuisibles, il croyait qu'en ornant et en désinfectant la terre, on y détruirait la férocité. Le candide solitaire faisait ainsi pour l'avenir un monde à son image où l'aigle prendrait les traits de la colombe, où le serpent à sonnettes vivrait de fruits et de lait, où l'abeille n'aurait plus de dard, et où les épines même rentreraient dans l'écorce des arbres. Il allait dans ses projets de réforme jusqu'à redonner une conscience au loup.

Si les animaux se privaient à l'origine de toute chair ayant eu vie, on pense bien que l'homme s'abstenait aussi de cette nourriture criminelle. Au commencement, l'homme se nourrissait du lait de la terre, c'est-à-dire du suc des fruits et des herbes. Il transgressa cette loi, et ce fut la cause de sa chute. Le meurtre envahit la terre. L'habitude d'un aliment, même contraire aux lois de la nature, devient bientôt une fatalité qui enchaîne notre appétit. Dans les naufrages où les passagers ont été réduits à manger de la chair humaine, on voit qu'après avoir surmonté l'horreur d'une telle nourriture, ils ont souvent continué d'en vivre, quoique le hasard leur eût présenté dans la suite du poisson en abondance. Aussi M. Gleïzès n'hésitait-il pas à placer l'origine de l'homicide et de l'anthropophagie dans le meurtre des animaux.

Tel est en quelques mots le système de M. Gleïzès. Est-il besoin de réfuter ces paradoxes ? La destruction est si bien dans le plan du Créateur, que les plus anciens animaux sont ceux qui nous présentent une armure plus redoutable et des moyens d'attaque plus violents. L'éternel auteur des êtres lâcha sur les mers ces grands dépopulateurs, dès que leur présence fut nécessaire, pour contenir chaque espèce dans les limites d'une production convenable. A quoi bon ces triples rangées de dents crochues et menaçantes qu'on remarque à la mâchoire du crocodile antédiluvien, si c'est pour brouter l'herbe comme un mouton ? La nature nous montre un Dieu bon et non un Dieu bénin. Il fait et il défait, mais cette destruction partielle n'intéresse jamais l'ensemble de son œuvre, qui se conserve et s'accroît au contraire de la vie des créatures supprimées. La grande loi du monde est le sacrifice. Que les cœurs sensibles en gémissent, à la bonne heure ; mais cette loi, nous ne croyons pas qu'il soit au pouvoir d'aucun homme de la changer. Si la raison ne me disait que le sentiment de la douleur, c'est-à-dire de la privation, ne peut exister dans l'être infini, il y a des jours où je serais au contraire tenté de croire à un Dieu souffrant. Tout dans la création ne respire-t-il pas l'inquiétude immense et la mélancolie sans fin ? Le triste *spiritus Dei ferchatur super aquas* n'est encore qu'une faible image de cet esprit qui flotte à la surface de notre

globe, recueillant le dernier souffle de tous les êtres nés pour mourir. Ce mystère de deuil cache sans doute un autre mystère d'espérance et de transformation ; mais, si l'horizon s'étend, le voile qui le couvre est bien sombre. Acceptons la Providence sous la figure où elle se présente à nous. Tous les systèmes inventés pour rapporter à un mauvais génie l'origine du mal et pour absoudre Dieu du sang versé sur la terre ne sont que d'ingénieux rêves qui se dissipent à la lumière de la science. Si, comme le veut M. Gleizès, un état d'innocence a précédé le meurtre des animaux, si la chasse n'a pas été le premier état de l'homme sur le globe, ce n'était ni scrupule, ni vertu, ni respect de la vie de la part de nos ancêtres, c'était impuissance. Ce que M. Gleizès appelle l'état d'innocence ne s'est conservé dans quelques peuplades sauvages que parce qu'elles manquent des armes et des moyens nécessaires pour attirer les animaux en leur possession. Une peuplade de l'extrémité de l'Afrique, les Boschismans, vit de racines ; quelques tribus des Andamènes, sauvages de la Nouvelle-Hollande, se nourrissent des fruits tombés des arbres et des coquillages ramassés sur le bord de la mer : la pêche et la chasse proprement dite leur sont inconnues. A l'avènement de l'homme sur la terre, il s'est passé quelque chose de semblable. Sa première nourriture a dû être végétale comme celle des singes : plus tard, par le penchant que nous avons tous à entourer notre berceau d'illusions flatteuses, l'homme a voulu voir un caractère d'innocence dans cette privation forcée de la chair des animaux qui a marqué les premiers temps de notre enfance sur le globe. Nous retrouvons les traces de cette abstinence involontaire dans les sociétés les plus anciennes ; il y a même aujourd'hui des provinces de France où le paysan est réduit toute l'année au régime des herbes.

La base sur laquelle l'auteur de *Thalysie* appuie la philosophie de son système est une base ruineuse : passons maintenant au point de vue physiologique. L'alimentation exerce-t-elle une influence sur le caractère ? Assurément oui. Un acte qu'on renouvelle au moins deux fois le jour ne saurait être sans importance morale. M. Gleizès ne manque pas de signaler l'état de colère comme l'état permanent des animaux destructeurs. Ces derniers souffrent eux-mêmes les maux qu'ils font souffrir aux autres. Le repos de la conscience n'existe que pour les herbivores : les carnassiers, le lion, le tigre, la panthère, le jaguar, sont sans cesse inquiets, fiévreux ; la peau de leur face se plisse douloureusement ; leur sommeil même est agité ; on croirait qu'ils éprouvent le tourment du remords. La voix de quelques animaux féroces imite les cris de leurs victimes. Quelle différence entre cet état d'irritation et la paix de l'agneau ! Son âme, s'il en a une, est pure et tranquille, comme le courant d'eau claire auquel il va se désaltérant. Les mœurs des carnassiers sont dures, leur amour même s'empreint d'un caractère sauvage ; le lion amoureux enfonce sa griffe au front de la lionne : cette prise de possession contraste avec les alliances si douces et souvent si fidèles des herbivores. Nous croyons qu'il existe ici une raison indépendante de la nourriture et déterminée par les fins dernières : la nature n'a pas seulement donné aux animaux carnassiers les armes matérielles pour attaquer et détruire leur proie ; elle leur a donné, en outre, ces instincts furieux, ces passions terribles, ces traits crispés, qui frappent leur victime de terreur et lui font sentir d'avance le froid de la mort. M. Gleizès ne tient aucun compte de cette cause préexistante ; continuant son parallèle, il trouve que les bouchers, les charcutiers, ont absolument tous les caractères qui distinguent les animaux de proie. Leur teint, selon lui, a la couleur du sang répandu ;

leur voix reproduit les sons rauques et gutturaux des bêtes féroces. Leurs femmes, leurs filles même, ont une fraîcheur saignante qui éloigne les cœurs délicats. On pense bien que les chasseurs ne trouvent pas non plus grâce à ses yeux : ils ramènent l'ancienne barbarie. La chasse réclame en outre l'usage de la ruse et de la fourberie ; or, selon M. Gleizès, l'homme qui trompe l'alouette des champs pour l'attirer dans ses lacs trahira, au premier jour, son ami et sa maîtresse. Si l'auteur exagère la méchanceté de ceux qui mettent à mort les animaux, il voit également les mangeurs de chair à travers les verres grossissants de son indignation. Le régime sanglant hébète les organes, émousse la pointe délicate de nos sentiments, enlève à l'esprit cette seconde vue qui est chez l'homme comme un sixième sens. Celui qui se nourrit de chair ressemble aux animaux, et plus particulièrement à l'animal dont il fait sa nourriture habituelle. Les peuples ichthyophages ont la peau truitée, ou quelquefois d'un blanc mat, comme celle du ventre des poissons : on les prendrait volontiers pour des chiens de mer. Vous qui mangez de la viande, vous portez en vous un Néron, un Tibère, pis que cela, un tigre dissimulé par les circonstances ; sans le respect humain qui vous tient la bouche muselée, vous dévoreriez un beau jour votre mère ou votre enfant ! Arrêtons-nous, le sourire dispense ici de la discussion.

Si, comme nous venons de le voir, le régime sanglant pervertit tous nos instincts, le régime contraire exerce, selon M. Gleizès, outre cette influence morale, une influence physique. Quels biens promet l'auteur de *Thalysie* à ceux qui voudront renoncer aux viandes pour suivre son exemple ? Le régime des herbes est l'antidote de tous les maux. Avec lui, l'homme vivrait longuement ; peu s'en faudrait qu'il n'atteignît la vieillesse fabuleuse des patriarches ; il vivrait du moins plus que le chameau et l'éléphant. Le chameau vit un siècle ; l'éléphant, ce monument que la nature prit plaisir à élever dans le temps de sa force et de sa jeunesse, voit passer deux cents ans au-dessus de sa tête ; l'homme reculerait son existence à trois cents ans. Un autre motif très-puissant, surtout auprès des femmes, c'est que le régime des herbes entretient et renouvelle la beauté. Aussi est-ce au sexe sensible que le tendre solitaire adresse ses arguments les plus insidieux. L'usage de la chair efface, chez les femmes surtout, le caractère primitivement céleste de la figure. Parmi les hommes, les uns ressemblent à des loups, les autres à des vautours : quelques-unes de ces configurations sont déterminées par le régime alimentaire. La nourriture de la chair imprime sur la face de l'homme le sceau de l'animalité. Les sucs de la viande carbonisent le sang et flétrissent les fleurs naturelles du visage. Avec le régime contraire, tout change, tout s'embellit : un sang plus rose circule sous la peau ; les joues, fermes et arrondies, présentent la blancheur du riz avec le coloris de la pêche ; la bouche prend des formes pareilles aux coupes les plus élégantes des fruits ; toute la figure s'épanouit comme la plante dans ses jours d'allégresse. Le régime *innocent* donne aux femmes, outre la beauté, la douceur et les grâces ; en pétrissant leur chair avec la chair pulpeuse des végétaux et des fruits, il la pénètre d'une odeur suave. Si la chair nous abêtit, la nourriture végétale donne des sens plus parfaits, une finesse extraordinaire de perceptions ; elle adoucit la voix et dégage les idées. Enfin (où ne va pas cet esprit lancé sur la pente de l'hypothèse ?) M. Gleizès soutient que les plantes seules communiquent l'immortalité. Celui qui mange les animaux enferme la mort dans son sein, la mort éternelle. Il n'y a pour lui ni avenir ni renaissance dans un monde meilleur. L'homme qui tue ne remplit point sa destination ; il enfreint les lois de la nature :

la terre, pour l'en punir, doit le retenir à jamais dans son étroite enceinte. Les végétaux, au contraire, remplissent l'être intelligent du pur esprit qui les anime, et qu'ils semblent avoir puisé dans les cieux ; ils réunissent ce qu'il y a de divin en nous à ce qu'il y a de divin dans l'univers. M. Gleizès avait sur l'immortalité de l'âme des idées à lui : en croyant que cette immortalité se rattache aux fruits des arbres et qu'elle s'efface dans celui qui vit de proie, il voulait dire qu'après la mort les âmes restent quelque temps dans notre planète pour s'y purifier. Celles qui ont fait un pacte avec le sang retournent dans les lieux bas de la terre ; celles qui ont, au contraire, développé le germe de vie qui est dans chacun de nous flottent quelque temps encore sur les fleurs, les arbres, les hautes montagnes, en attendant qu'elles s'élèvent vers une autre sphère.

Après s'être efforcé de nous convaincre des avantages du système thalysien, l'auteur examine la valeur des obstacles qui s'opposent à la pratique de ses idées. Peut-on changer l'alimentation d'un être, et ces changements amènent-ils des modifications équivalentes dans ses facultés morales ? Cette question ne sera complètement résolue que par les faits. Spallanzani supprime un jour la viande à un aigle qu'il nourrissait avec des animaux vivants, et ne lui donne que du pain ; l'oiseau de proie refuse cet aliment, et passe quatre jours sans manger. Cependant Spallanzani force son aigle à avaler ce pain, l'animal le rejette. Le célèbre naturaliste prend alors le parti de mêler de la viande avec le pain ; l'aigle accepte et digère le nouvel aliment ; la quantité en est augmentée graduellement ; on le lui donne enfin sans addition de chair, et l'aigle s'en contente. Le même observateur vint à bout, par le jeûne, de vaincre la répugnance d'un pigeon pour la viande ; l'oiseau s'accoutuma si bien à cette nourriture, qu'il refusait les végétaux et même les graines. On voit donc que les animaux peuvent passer d'un régime à un autre, sans que ce changement entraîne la mort. Là s'arrêtent malheureusement ces détails instructifs ; Spallanzani ne nous dit pas si les mœurs de l'aigle devenu frugivore s'étaient adoucies, et si celles du pigeon carnassier avaient perdu leur innocence. De semblables expériences ont été faites sur divers animaux : des chevaux, des bœufs, des moutons, oubliant leur aliment naturel, en étaient venus à se nourrir exclusivement de chair ; il paraît que cette nourriture avait communiqué aux chevaux surtout une excitation qui n'est pas dans leur nature. Daubenton croyait qu'en changeant le régime alimentaire des animaux de proie les plus redoutés, on les rendrait, après quelques générations, aussi traitables que nos animaux domestiques. Un lion vivait dans la cour d'un pensionnat ; réduit à l'état de frugivore, il avait perdu son caractère féroce ; les enfants jouaient et partageaient avec lui leur déjeuner frugal : il les prenait dans ses bras, non pour les étouffer, mais pour leur prodiguer ses caresses. On devine le parti que M. Gleizès tirait de ces expériences : en dépouillant les animaux féroces de leur caractère par le moyen d'une nourriture végétale, il espérait les faire entrer un jour dans l'institut *thalysien* avec les moutons et les biches rassurés. Outre que ces observations n'ont pas été suivies, il est évident que si le régime végétal a la vertu d'adoucir les animaux de proie, c'est en les amoindrisant, c'est-à-dire en leur enlevant cette rude et fauve crinière, ces yeux ardents, ces traits animés, qui sont chez eux des ornements de la nature ; un tel système en ferait, si l'on ose hasarder cette expression, des *monstres de douceur*.

Les meilleures raisons que l'auteur de *Thalysie* apporte en faveur de son idée sont des raisons de sentiment. Les animaux, dans l'état de nature, ne craignent

pas l'homme, il faut qu'il leur donne lui-même le signal de la guerre pour leur faire prendre la fuite. Comme plus tard la confiance de ces mêmes animaux à l'état de domesticité est horriblement trahie! Il faut avoir habité une des barrières de Paris, il faut avoir vu ces immenses troupeaux qui vont, un jour par semaine, des pâturages à la mort. Les pauvres bêtes, exténuées, ont perdu le goût de l'herbe verte, comme le condamné à la peine capitale, qui refuse le plus souvent toute nourriture. La longue trace de leur mort est empreinte sur une route qui ne finit pas. Les voilà, ces nobles animaux qui nous ont aidés à porter le fardeau du jour, les voilà destinés à la boucherie! Leur voix plaintive, voix particulière à ces tristes et derniers moments, semble demander grâce. On les pousse, effarés et glacés d'effroi, dans ces affreux repaires d'où sort une odeur de sang. Bientôt le couteau brille, et la victime tombe dans l'éternelle nuit. Du moins l'homme qu'on livre aux mains de l'exécuteur doit revivre après son supplice; innocent ou coupable, il passe de la justice des hommes à la miséricorde de Dieu, tandis que l'animal frappé ne revit pas.

On voudrait corriger ce que de tels tableaux, tracés complaisamment par M. Gleizès, ont de trop sombre et de trop affreux. Ce correctif, si nécessaire en face de pareilles scènes, c'est à la science qu'il faut le demander. Or, voici ce que la science nous enseigne. L'homme a été créé omnivore : sa vie est une absorption continuelle, il prend et il rend; il prend à l'air ses gaz, à la terre ses fruits, aux animaux leur lait, il prend à tout, mais sur tous ces éléments dont il s'empare il réfléchit sa pensée. M. Gleizès ne s'est pas dit que, pour ne point dévorer à chaque instant les animaux microscopiques dont l'air est chargé, il eût dû s'interdire la respiration. Vivre, c'est détruire : ainsi l'a voulu l'éternel auteur des êtres. La nourriture absorbée prend en nous une vie nouvelle. Tous les végétaux tendent à s'animaliser : cette tendance est une suite de la marche de la nature vers le perfectionnement. Les herbes viennent, pour ainsi dire, au-devant de la langue des animaux, les fruits tombent en quelque sorte dans les mains de l'homme ; on dirait que toute cette nature végétale sent le besoin de s'élever à un état de vie plus avancée. Tant que les plantes restent effectivement dans le milieu que leur a préparé la nature, elles ne possèdent la vie qu'en germe ; c'est en passant de ce milieu dans un autre que les végétaux arrivent à une existence zoologique. Elles achètent, si l'on ose ainsi dire, la vie par le sacrifice. Il en est de même des animaux inférieurs, lesquels s'élèvent en passant dans le corps des animaux supérieurs. L'acte de la nourriture est, sous ce nouveau point de vue, une vaste et perpétuelle métempsychose. Les êtres revivent les uns dans les autres par la destruction, en s'élevant toujours vers le sommet de la série animale. Bien loin de se convertir en bête, l'homme change au contraire la chair des animaux en sa propre substance, il les fait ce qu'il est lui-même. Si l'homme porte toute la nature dans son sein, ce n'est donc pas qu'il en soit le tombeau, comme le croyait M. Gleizès ; il en est au contraire le moule vivant ; la matière végétale et animale ne vient s'engloutir dans ce moule que pour en renaitre intelligente. Si l'homme s'empare, en un mot, de la création tout entière, c'est afin de se communiquer à elle et de lui donner une âme.

La seule conclusion pratique qui sorte de l'ouvrage de M. Gleizès, c'est qu'il faut adoucir pour les animaux alimentaires la nature du supplice et réduire le nombre des victimes. Ce couteau qui parcourt incessamment la terre ne doit-il pas rencontrer des limites? Nous devons suivre, dans le choix des animaux qu'il est

nécessaire de mettre à mort, les indications de notre conscience. Il a existé autrefois plusieurs peuples qui se nourrissaient de la chair des lions, des panthères et des ours ; les sauvages du Nouveau-Monde mangent des singes. Chez les nations civilisées, la répugnance de l'homme pour la chair des animaux augmente à mesure qu'ils se rapprochent de son espèce. Quelques chasseurs, ayant tué un orang-outang, furent si touchés des derniers instants de cet homme des bois, qu'ils se reprochèrent sa mort comme un véritable assassinat. On éprouve même quelque remords à tuer les animaux domestiques, avec lesquels on a longtemps vécu, qui sont devenus nos familiers, nos amis : il semble que nous ayons mis quelque chose de nous-mêmes dans ces créatures capables de sentiment. Souvent on s'intéresse aux animaux sauvages victimes de la chasse, et, si la pêche n'excite pas chez nous la même compassion, c'est que les poissons, vivant dans une atmosphère différente de la nôtre, sont pour nous comme des étrangers, des êtres d'un autre monde. Il faut aussi faire entrer en ligne de compte les influences des climats. Le goût de la viande diminue chez l'homme à mesure qu'on avance vers les contrées plus chaudes et plus fertiles, où la vieille Cybèle a pourvu de ses mains libérales à la nourriture de ses enfants. Si le soleil verse, même sous notre ciel, pendant l'été, la soif des fruits et des légumes, c'est que la chaleur, combinée avec un sang trop animalisé par le suc des viandes, peut engendrer des maladies pernicieuses. Cette répugnance des méridionaux pour la viande, répugnance qui s'étend dans nos contrées pendant les grandes chaleurs, est, sans aucun doute, un avertissement de la nature. L'homme n'échappe pas aux lois de son climat.

La race celtique doit une partie de sa supériorité à l'excellence de son alimentation ; la science constate en effet que la base de la nourriture de l'homme, c'est le pain et le vin. Ces deux substances eucharistiques ont entretenu la force et la vigueur des enfants de la Gaule, comme elles ont établi dans l'antiquité la puissance des Romains sur toute la terre. Nos voisins les Anglais sont sous ce rapport dans des conditions d'infériorité. L'usage immodéré de la viande, la pomme de terre et le thé sont pour eux, avec les boissons alcooliques, des causes d'affaiblissement. Un fait dont s'alarment en ce moment les physiologistes et les médecins, c'est le développement que prend chez nous, par suite de la division des propriétés, la culture de la pomme de terre, ce tubercule malade qui menace de diminuer dans notre pays la culture du grain. Il y a lieu de s'effrayer aussi du zèle imitateur de certains économistes qui veulent couvrir la France de prairies pour lui donner la figure, et, selon eux, l'abondance de l'Angleterre. Ils entendent effectivement convertir plus tard ces prés en bestiaux, c'est-à-dire transformer en une chair sanglante nos herbes et nos fleurs. Nous croyons qu'on ne change pas impunément le régime d'une race : la nation française a besoin de viande sans doute, mais la nature lui a surtout donné les épis et les grappes, comme les produits caractéristiques de son territoire. Elle doit conserver ces traits primitifs dans sa culture et dans son alimentation. Elle ne gagnerait rien à délaisser ses mœurs sobres et sa nourriture fortifiante pour l'humeur apathique et le régime sanglant des Anglais. Des expériences nouvelles démontrent, il est vrai, que la même substance prise constamment finit par perdre ses qualités nutritives : l'estomac aime la variété ; mais, bien qu'il soit omnivore, l'homme, ayant l'univers entier pour magasin d'approvisionnement, peut faire pencher la balance de son alimentation plutôt d'un côté que de l'autre, et la médecine, d'accord en cela avec l'humanité, l'engage à incliner vers le régime végétal. Selon Broussonet de Montpellier,

l'homme serait carnivore comme douze et frugivore comme vingt. Il est à désirer que la science établisse nettement cette proportion.

La doctrine de M. Gleizès a besoin, pour être goûtée, de circonstances exceptionnelles. Les grands dangers développent une sensibilité qui leur est propre. Colomb, près de périr de faim au milieu de l'Océan, donne la vie à un oiseau qui est venu s'abattre sur son navire. Les grandes douleurs ramènent aussi au régime végétal : la maréchale de Rochefort ne mangea plus de viande après la mort de son mari, qui la laissa inconsolable. Une jeune mère, atteinte d'une légère aliénation mentale et reçue à la Salpêtrière, croit voir les débris du cadavre de son enfant dans les membres des animaux que l'on sert sur la table. Il existe un peuple tout entier qui a en horreur l'effusion du sang ; c'est le peuple hindou. Durant la famine que les Anglais excitèrent dans l'Inde, vers le milieu du dernier siècle, il périt deux millions de Banians ; tous ces malheureux tombèrent aux pieds de leurs animaux domestiques, et sous leurs doux regards, sans avoir même la pensée de racheter leur vie par un meurtre. Chez tous les peuples de l'Europe où de semblables extrémités se sont reproduites, les hommes ont non-seulement mis à mort tous les animaux familiers, mais ils se sont encore mangés entre eux. On aime à retrouver la sensibilité du Banian dans ce sexe délicat que la nature semble n'avoir fait si tendre et si débile que pour compatir à toutes les faiblesses et à toutes les victimes. Il fut un moment, dans le dernier siècle, où l'on imagina d'élever les filles de château dans les soins du ménage. L'une d'elles reçut de sa mère, pour première tâche, un pigeon à étouffer : elle obéit, mais à peine eut-elle mis ses doigts sur l'oiseau palpitant, à peine eut-elle senti les battements du cœur, qu'elle tomba évanouie ; le pigeon s'envola. Le blanc messager alla sans doute porter au ciel le sentiment de sa reconnaissance. M. Gleizès appelait sur toute la terre une semblable révolution du cœur humain par l'amour. Inflexible sur les principes, il était tolérant envers les personnes, car il vécut en adoration perpétuelle devant sa femme, quoiqu'il se fût banni de la table où elle s'asseyait. Au reste, à quoi bon la contrainte ? Le système thalysien doit s'établir nécessairement, et voici par quelle circonstance. Le choléra-morbus, au dire de M. Gleizès, reviendra ; il promènera de nouveau sur le monde son poison voyageur ; tout ce qui sera plus animalisé que ne le comporte l'organisation, c'est-à-dire tout ce qui mange de la chair, périra inévitablement. Quand le fléau aura traîné le pan de son linceul à la surface du monde consterné, il s'arrêtera et finira par mourir lui-même aux extrémités de l'Asie ; les Hindous resteront seuls alors pour repeupler la terre.

La doctrine de M. Gleizès ne laissa pas, malgré son excentricité, de faire des prosélytes. Une secte protestante, qui s'est formée en 1824 à Manchester, dans le comté de Lancastre, proscrit le meurtre des animaux. La lecture des premiers écrits de M. Gleizès n'avait pas été étrangère à cette résolution. Un doyen de la faculté des lettres, dans une ville du midi, a aussi embrassé la nouvelle doctrine. M. Gleizès, dans son dernier ouvrage, exprime le vœu que le nom de ce digne homme soit le premier inscrit sur les registres de l'institut thalysien. L'auteur de *Thalysie* comptait, pour grossir son école dans l'avenir, sur les petits, les simples, les délaissés, les femmes et les enfants à la mamelle. En attendant ces modestes conquêtes, le système thalysien a fait des recrues inespérées. Pourquoi M. Gleizès n'est-il plus de ce monde ? C'est de l'Angleterre, de cette Angleterre par lui si maltraitée, que lui arrive un secours inattendu : on n'est jamais si bien servi que par ses ennemis. M. John Smith, qui dit aussi ne se nourrir que de

fruits et de céréales, prêche dans un ouvrage récent (1) les mêmes doctrines que l'auteur de *Thalysie*.

M. Gleïzès ne tint pas envers lui-même les promesses de longévité qu'il avait faites aux apôtres du régime végétal : il mourut à soixante-dix ans. C'était trop tôt pour l'honneur de sa doctrine, c'était surtout trop tôt pour ceux qui l'avaient connu. On aimait à respirer en lui ce parfum de tendresse et de mansuétude, ce sentiment profond d'humanité, qui était comme la fleur de cette heureuse nature. Son esprit de charité s'étendait à tous les êtres de la création. Ami des animaux, cela voulait dire, dans sa pensée, ami de Dieu et des hommes, car il regardait toutes les créatures comme unies entre elles et à leur auteur par des liens de parenté. Ces mêmes animaux semblèrent lui prouver un jour leur reconnaissance pour le bien qu'il leur voulait : une page de son manuscrit avait été arrachée par un vent impétueux ; M. Gleïzès regrettait cette lacune que sa mémoire ne sut remplir, quand, repassant, six mois plus tard, par le même vallon, il retrouva cette page si chère dans un nid de loriots que des enfants lui apportèrent. Toute sa vie fut une idylle. Le voilà rentré au sein de cette même nature dont il était l'ami ; son âme se repose maintenant sur la corolle des plantes, sur ces fleurs qu'il chérissait. Ne craignez pas, pourrait-on écrire sur la tombe de M. Gleïzès en s'inspirant un peu de son naïf langage, ne craignez pas, innocents agneaux, chèvres timides, bœufs laborieux, de troubler son dernier sommeil. Paissez mélancoliquement l'herbe qui croît autour de cette tombe rustique : ici repose celui qui fut votre avocat et votre bienfaiteur. Jamais sa main n'a dérobé la vie à aucune créature. Conservateur du monde, il tenait par les fibres sensibles du cœur à l'universalité des êtres. Si maintenant son principe immortel travaille (comme il le croyait) à se dégager des liens de notre planète, que la terre et les éléments soient légers à celui qui ne leur a jamais fait de mal durant sa vie !

N'y a-t-il pas une vérité utile enveloppée dans l'étrange système que nous venons d'examiner ? Les utopistes et les rêveurs préparent souvent à la science le germe de découvertes fécondes. Les alchimistes n'ont pas été inutiles à la chimie ; en passant à côté de la pierre philosophale qu'ils cherchaient, ils ont plus d'une fois trouvé des gaz et des corps simples qu'ils ne cherchaient pas. La question de l'influence morale de la nourriture, dégagée des préjugés personnels et des brouillards dans lesquels l'isolait l'auteur de *Thalysie*, est encore à résoudre. Dans les prisons de Philadelphie, on considère le régime comme un moyen de renouveler le caractère des criminels. L'idée de donner l'hygiène pour auxiliaire à la morale est une idée qui n'a rien d'absurde ; il faut seulement se tenir ici dans la voie sévère de l'observation et de l'expérience, si l'on ne veut pas être entraîné au chimérique. C'est à la physiologie qu'il est réservé sans doute d'apprécier plus tard la valeur des agents de l'alimentation sur les idées et les sentiments de l'homme. M. Gleïzès n'a fait que le roman de cette fonction importante de la vie ; il reste à en écrire l'histoire. Si l'auteur de *Thalysie* doit trouver grâce devant la critique, c'est par l'honnêteté de ses intentions. Il faut pardonner beaucoup à celui qui a tant aimé. Son ouvrage révèle d'ailleurs un sentiment délicat de la nature que nous avons respecté. Il s'asseyait, calme et joyeux, sur la terre inondée de soleil, parsemée d'herbes odorantes, celui qui n'avait jamais souillé le sein de cette mère par le meurtre de ses enfants. Tout en jetant sur une tombe récente

(1) *Fruits and Farinacea the proper food of man*, 1 vol. in-8°. — Londres, 1846.

des fleurs auxquelles se mêlent, comme malgré nous, les épines de l'ironie, on se demande pourtant si l'homme n'a rien de mieux à faire que de suivre les écarts d'un esprit fantasque. Il y a, nous le croyons, une leçon sérieuse à recueillir dans cette absence de discipline, qui a laissé perdre des facultés heureuses. Si, renonçant à faire l'école buissonnière dans les champs de la rêverie, M. Gleizès se fût soumis à une règle, si son imagination, surveillée par le jugement et appuyée sur une science sévère, eût évité les voies tortueuses et solitaires, la famille encore peu nombreuse des philosophes naturalistes compterait peut-être aujourd'hui un membre de plus. Au lieu de cela, que reste-t-il ? Il est curieux, sans doute, de suivre un instant les systèmes, les chimères, les utopies creuses, qui passent comme des nuages capricieux devant le soleil de la vérité ; mais il faut en revenir toujours à ce qui ne passe pas, le culte de la raison et du sens commun.

ALPHONSE ESQUIROS.



UN NAUFRAGE

AUX

ILES MALDIVES.



Le navire français *l'Aigle*, en destination pour le golfe du Bengale, était venu relâcher au Port-Louis de l'île Maurice. Je connaissais le capitaine, qui était un marin fort expérimenté, et je pris passage à son bord. Bientôt tout fut prêt pour l'appareillage, et nous levâmes l'ancre le 1^{er} octobre 1859, au commencement de la nuit. Poussé par une bonne brise du sud-ouest, le bâtiment prit le large, courant sous toutes ses voiles, et, quand vint le jour, la terre n'était déjà plus pour nous que comme un nuage à l'horizon. Le temps était beau, la mousson favorable; *l'Aigle* sillonnait rapidement la mer; tout semblait nous promettre une heureuse navigation. Une brise fraîche et régulière nous poussa ainsi jusque vers le 10° degré de latitude; mais alors tout changea : le temps se montra menaçant, la mer grossit; des vents variables, accompagnés de pluie, fatiguaient le bâtiment et l'équipage. Le ciel était si sombre, si couvert, qu'il fut impossible de faire aucune observation astronomique. Nous passâmes de la sorte plusieurs longues journées, et des nuits rendues plus longues encore par l'incertitude. Enfin, le 24 octobre, à six heures du soir, un matelot, placé en vigie au sommet du mât de misaine, laissa tomber ces mots, qu'on n'entend jamais sans émotion : Terre! terre! C'était l'archipel des Maldives. Notre position se trouvait donc bien déterminée; nous étions dans la route des bâtiments qui se rendent au golfe du Bengale.

Le capitaine, après avoir fait le relèvement des côtes, commanda lui-même la manœuvre, fit orienter le navire, et donna tous les ordres nécessaires. Le vent soufflait par rafales, l'atmosphère était brumense, et la nuit qui descendait rendit bientôt l'obscurité si grande, que les lueurs phosphoriques de la mer marquaient

seules notre sillage, et qu'on distinguait à peine la proue du vaisseau se détachant en noir sur la blancheur des lames. Ces îles signalées au déclin du jour, cette mer houleuse, ce ciel bas et sombre, cette longue nuit à passer dans des parages réputés dangereux, tout cela jetait un peu de tristesse dans nos esprits, bien que nous fussions rassurés par les mesures de prudence qui avaient été prises, et par la direction du compas, qui tendait à nous éloigner de la côte. Les matelots qui n'étaient point de service descendirent dans leur cabine; le capitaine, le lieutenant et les passagers rentrèrent dans la dunette; il ne resta sur le pont que le second capitaine et les hommes de quart. En apparence, tout allait bien : la brise avait molli, nous nous en félicitions, et c'était un fâcheux événement, car le navire, tombant en dérive, luttait avec peine contre des courants d'une extrême violence qui le portaient à la côte. Sans nous en douter, déjà nous courions à notre perte. Les nombreux canaux qui séparent les Maldives sont comme autant d'écluses par lesquelles s'engouffrent les flots. Dans la saison surtout où règnent les vents d'ouest, l'eau, se précipitant par grandes masses à travers le labyrinthe de toutes ces petites îles, produit un déplacement dont l'influence agit au loin. Malheur au bâtiment tombé pendant la nuit dans le lit de ces courants funestes ! Comment alors reconnaître et calculer cette force invisible qui attire sans agitation, qui entraîne sans relâche ? Comment signaler cette terre basse qui se cache sous les flots et disparaît complètement dans les ténèbres ?

Sur les neuf heures, une grande secousse se fit sentir; un grand cri s'éleva de l'avant du bâtiment, où se tenaient les hommes de quart. Nous nous précipitâmes sur le pont. Dans cet instant, une seconde secousse, plus terrible que la première, ébranla le navire; la crête d'un rocher de corail s'était écrasée sous sa quille. Pendant quelques minutes, il avança encore, montant, descendant, broyant les pointes des rochers, faisant entendre d'horribles craquements; sa mâture menaçait ruine, ses flancs se déchiraient. Enfin un reste d'élan le poussa sur un récif à fleur d'eau, où il demeura comme enseveli.

Il serait difficile de rendre l'impression qu'on éprouve dans un pareil moment : toutes les pensées se perdent dans un profond sentiment d'horreur; on entend tout, on voit tout confusément, comme dans un rêve. Le calme ne revint à nos esprits que pour nous laisser voir toute l'étendue de notre malheur. Plus d'espoir de sauver le navire, le gouvernail était brisé, toute manœuvre était devenue inutile; plus de mouvement, excepté, par intervalles, un ébranlement affreux, produit par la violence des lames qui venaient déferler sur la dunette, frappaient les flancs du navire, le soulevaient un instant, puis le laissaient retomber avec fracas. Au milieu des ténèbres, on n'apercevait que la lueur des récifs, où les flots étincelaient en se brisant, et cette grande nappe blanche de la vague qui accourait de la haute mer comme pour nous envelopper.

Après les premiers moments de terreur et d'abattement causés par cet horrible spectacle, chacun s'empressa de travailler au salut commun. Monter des vivres sur le pont, préparer les palans pour la chaloupe, y embarquer les provisions nécessaires pour une traversée de plusieurs jours, fut l'affaire de quelques minutes. A minuit, l'eau remplissait déjà le navire. Fatigué par sa haute mâture, il était menacé d'une ruine complète; il fallut se décider à couper une partie des mâts, afin de prolonger son existence au moins jusqu'au jour. Cette opération lui donna un peu de calme, et rendit aux matelots cet esprit d'insouciance qui les caractérise, car bientôt ils s'endormirent profondément sur le gaillard d'avant, où

ils avaient trouvé un abri contre les coups de mer. Le capitaine, les officiers et les passagers étaient loin de goûter le même repos. L'avenir se présentait à nous avec son incertitude et ses craintes. Nous ne connaissions la terre sur laquelle nous avions été jetés que comme un point géographique ; nous en avions vu la configuration sur les cartes, mais nous ignorions entièrement la nature, les productions du sol, les mœurs des habitants. Nous nous interrogeons sur toutes ces choses, qui étaient devenues pour nous du plus grand intérêt : personne ne pouvait répondre. Ces petites îles sont si rarement visitées par les navires européens, qu'il n'existe sur elles que des relations vagues et incomplètes. Nous avions entendu dire qu'elles étaient peuplées d'hommes farouches, qui appelaient les tempêtes et se disputaient les épaves. A la cruelle incertitude de notre sort au milieu de ces rochers venait se joindre l'incertitude plus cruelle encore du sort qui nous était réservé, si Dieu nous sauvait du naufrage. Avec quelle anxiété nous attendions le jour ! Enfin il parut et vint éclairer notre désastre. Sous nos pieds, un monceau de débris, misérables restes de notre beau navire ; devant nous, à cinq ou six milles de distance, une petite île, puis des récifs qui s'étendaient à perte de vue et embrassaient dans leurs contours d'autres petites îles couvertes de cocotiers.

Avant de procéder au sauvetage, on prit la résolution de défoncer les futailles qui contenaient le vin et les liqueurs fortes, source de presque tous les malheurs qui accompagnent un naufrage. Ensuite, avec les débris de la mâture amoncelés sur le pont, on construisit un large radeau. C'était une sage précaution, car nos embarcations pouvaient sombrer dans les lames, et d'ailleurs il fallait les réserver pour le transport des provisions. Le radeau terminé, on le conduisit à l'avant du navire, où il trouva un abri contre les coups de mer. Alors la chaloupe fut mise à l'eau sous le commandement du lieutenant ; on y avait réuni les vivres et les outils nécessaires pour former un établissement dans une île déserte. Elle s'éloigna du bord dans un moment de calme ; mais elle fut bientôt prise par les lames, qui la poussèrent avec fureur jusque sur les récifs, où elle alla échouer ; ce ne fut pas sans peine et sans danger qu'elle parvint à les franchir, et toutes les provisions qu'elle contenait furent perdues ou avariées. Le canot fut plus heureux, à noire grande joie ; il portait nos armes, les munitions de guerre et les instruments de marine.

Une partie de l'équipage était donc sauvée, l'autre restait à bord avec le capitaine. Le temps devenait plus mauvais, des grains frappaient avec violence, les vagues s'amoncelaient ; il fallut abandonner le sauvetage et se jeter à la mer pour gagner le radeau, qu'on ne pouvait atteindre qu'à la nage ou au moyen des cordes qui le tenaient attaché au navire. Le capitaine descendit le dernier après s'être assuré qu'il n'y avait plus personne à bord. Les amarrages furent aussitôt coupés, et le radeau se trouva abandonné aux courants. Battu à chaque minute par les coups de mer, plongeant d'un côté, montant de l'autre, il avançait en tournoyant, et il fallait se tenir avec force pour ne point être enlevé par les lames qui nous enveloppaient de toutes parts et roulaient sur nos têtes. Enfin le radeau arriva sur les récifs sans qu'aucun de nous eût lâché prise dans cette courte, mais périlleuse traversée. Ces récifs que nous venions d'atteindre s'étendaient en ligne circulaire, enfermant dans leur enceinte un vaste bassin où la mer semblait dormir, tant elle était calme, et de ce bassin sortaient de nombreux flots. Ces écueils si redoutables au navigateur font la sûreté de l'habitant des Maldives, et sont comme un rempart

élevé par la nature autour de sa demeure. La réunion de toutes ces petites îles dans un même bassin compose ce qu'on appelle un *atollon* ou groupe particulier, et celui dans lequel nous venions de pénétrer est l'*atollon Souadive*, que les insulaires appellent aussi quelquefois *atollon Houadou*.

Le radeau ne pouvait franchir les récifs sans les plus grandes difficultés, et d'ailleurs il devenait désormais inutile ; il fut abandonné, et nos deux embarcations, conduites lentement à l'aviron, emportèrent tout ce qu'on avait tiré du navire. Nous nous dirigions vers l'île la plus voisine, et déjà nous en approchions quand nous vîmes apparaître un bateau qui marchait à notre rencontre. Il nous atteignit bientôt, et notre capitaine n'hésita point à y monter. Ignorant les intentions des insulaires, ne connaissant point encore leur caractère, n'entendant pas un mot de leur langue, il voulait gagner leur sympathie par cette marque de confiance, et aussi s'assurer de leurs dispositions. Vers le milieu du jour, les trois embarcations vinrent successivement échouer sur un sol aride et brûlant. L'île où nous abordions était déserte ; entourée d'une ceinture de sable, elle montrait à l'intérieur quelques cocotiers élevant leurs têtes au-dessus d'un massif d'arbustes variés.

A peine avons-nous touché ce rivage, que nous y vîmes arriver plusieurs de ces longues embarcations connues sous le nom de *pros*, et qui doivent à leur marche rapide une renommée qui inspire un certain effroi dans les parages de l'Inde et de la Malaisie. Plus de soixante hommes en descendirent et nous entourèrent ; presque tous portaient de petits poignards à leur ceinture. A cette vue, nos matelots se livrèrent à toutes les terreurs d'une imagination troublée, et ces hommes qui venaient de lutter avec tant de courage contre une mort presque certaine, au milieu des horreurs d'un naufrage, tremblaient à la vue d'une faible lame de couteau. Le matelot est en quelque sorte un être exceptionnel : tant qu'il est à bord, il se rit du danger, s'expose sans réflexion, et semble avoir laissé à son capitaine la responsabilité de sa vie ; à terre, il devient ombrageux et presque timide. Le capitaine, voulant relever le courage de ses hommes, posa ses armes sur le sable, marcha droit à celui qui paraissait être le chef des insulaires, et lui tendit la main. Il fut accueilli avec bienveillance et salué par un discours fort long, mais entièrement perdu pour nous. A peine si nous pouvions, à force de signes, de gestes, de dessins sur le sable, nous communiquer les plus simples pensées. Enfin nos hôtes nous firent entendre qu'ils ne voulaient pas nous laisser sur cette petite île déserte. Ce pauvre coin de terre n'était pas très-séduisant, il offrait peu de ressources, on ne pouvait même s'y procurer de l'eau qu'en creusant profondément dans le sable, et cependant nous ne le quittâmes point sans regret ; c'était la première terre qui nous avait reçus dans notre naufrage.

On eut bien vite transporté nos vivres et nos bagages sur les *pros*. Celui que nous montions donna le signal du départ, et les autres le suivirent, traînant nos embarcations à la remorque. C'était un spectacle curieux de voir toutes ces voiles légères joutant de vitesse et se jouant, pour ainsi dire, sur les belles eaux de ce bassin. J'admirais la précision de leurs manœuvres, l'adresse avec laquelle elles évitaient les pointes de rocher dont les *atollons* sont intérieurement parsemés. Le vent faiblissait, et il nous fallut renoncer à l'espoir d'atteindre ce jour-là l'île désignée pour notre résidence. Une île voisine, nommée *Nunda-Ally*, fut choisie pour lien de relâche, et toutes les barques y allèrent mouiller. A l'arrivée de chaque embarcation, un homme s'élançait dans la mer, et plongeait tenant à la

main un cordage qu'il allait attacher sous l'eau, à quelque pointe de corail. Nous trouvâmes un calme parfait dans ce lieu : c'était une petite baie, abritée par un rideau de magnifiques cocotiers qui étendaient leurs palmes jusqu'au bord de l'eau, enveloppant dans leur massif quelques petites cases gracieusement groupées sur le rivage. La mer avait une transparence admirable ; le fond était de sable, d'une blancheur éblouissante, émaillé de madrépores aux mille couleurs.

En descendant sur la plage, nous vîmes quelques bancs grossièrement travaillés, mais couverts d'un bel ombrage. C'est le rendez-vous ordinaire des habitants de cette petite communauté ; c'est là qu'ils passent leurs longues journées, au milieu de leurs barques traînées sur le rivage, en vue de la mer, dont ils aiment à contempler les flots. Nous y vîmes bientôt accourir toute la peuplade, excepté les femmes, condamnées par la jalousie à une réserve qui n'était pas de leur goût, car elles cherchaient à satisfaire leur curiosité en glissant la tête par leurs portes entr'ouvertes, ou en se pressant contre les claies qui environnent leurs maisonnettes. On nous conduisit au logement qui nous était destiné, longue case soutenue par des troncs de cocotiers, et fermée seulement sur deux faces. Des nattes avaient été étendues sur le sable ; je m'y couchai accablé de fatigue, et cependant je ne pus trouver ni repos ni sommeil, tant les événements qui s'étaient succédé depuis deux jours avaient jeté de trouble dans mon esprit.

Le lendemain, de bonne heure, on donna le signal du départ, et toute la journée se passa sous voile. Enfin, vers le soir, nous abordâmes à l'île Tinandou, qui devait être notre résidence. Tout notre bagage fut aussitôt débarqué, et nous vîmes prendre possession de la *maison commune*. Ce pieux établissement existe dans toutes les parties de l'archipel, et le plus petit flot perdu au milieu de ce labyrinthe de sable et de rochers montre sur sa grève solitaire la case du voyageur. Ce temple de l'antique hospitalité n'est le plus souvent qu'une chaumière composée de feuilles et de roseaux. Telle était notre habitation à l'île Tinandou. Jetez quelques nattes sur le sol, suspendez au toit une lampe de cuivre jaune, et vous aurez une idée complète de tout le mobilier. Une toile, sauvée du naufrage, divisa notre logement en deux pièces, l'une pour les hommes de l'équipage, l'autre pour les officiers : séparation nécessaire à la discipline, et remplaçant en quelque sorte les gaillards de notre vaisseau. On nous apporta du riz ; chacun s'empressa de ramasser des branches mortes, les feuilles sèches tombées des cocotiers, et un repas à l'indienne fut bientôt préparé.

Tinandou peut avoir trois milles de circonférence ; sa plus grande largeur est de l'est à l'ouest. Les récifs l'environnent de toutes parts, et sa plage est d'un sable si blanc, que les yeux peuvent à peine en supporter l'éclat lorsque le soleil y darde ses rayons. Le village est placé au nord, et de cet endroit part un chemin qui traverse l'île dans toute son étendue. Cette route, très-pittoresque, s'avance, en serpentant avec les sinuosités capricieuses d'un jardin anglais, beauté due au hasard et à l'indolence des insulaires, car ils ont obéi à tous les accidents du terrain, évitant les difficultés et contournant les fourrés épais. C'était notre promenade favorite : on y trouvait de l'ombre un peu plus tard que dans les autres parties de l'île ; les arbres y étaient plus touffus, plus variés que sur le rivage, où le cocotier seul étend son mobile parasol. On y voyait de beaux arbres à pain et des *vacoas* chargés de leurs fruits anguleux ; on y était assez éloigné pour rêver tout à son aise, et puis il fallait bien aimer quelque chose d'un pays que la Providence nous avait donné pour asile.

Avant d'arriver à l'endroit le plus ombragé, on avait à traverser le cimetière : c'est une petite plage entièrement nue, où les pierres tumulaires sont rangées avec une symétrie qui témoigne de la considération pieuse, mais calme, avec laquelle ces enfants du prophète envisagent la mort. Sur les fosses, on voit flotter de petits pavillons blancs, seul mouvement, seul luxe de ces tombeaux, où tout d'ailleurs est repos et simplicité. Ce sable sans nom couvrait des ossements sans nom. Notre part de terre n'était point là, et cependant nous ne pouvions, sans être émus, regarder ce tertre dépouillé où dormaient tant de générations. Une mosquée s'élève à l'extrémité septentrionale du cimetière : c'est un monument d'une grande simplicité ; elle est tapissée de nattes à l'intérieur, et revêtue extérieurement d'une couche de terre jaune ; on y arrive par un escalier de quelques marches. Tout près se trouve une fontaine au-dessus de laquelle est suspendu un vase formé d'une noix de coco et destiné aux ablutions, que ce peuple dévot ne manque jamais de faire avant d'entrer dans le temple. Il y a aussi, non loin de la mosquée, un petit bassin où les insulaires vont régulièrement se plonger chaque jour. La décence et le zèle pieux avec lequel ils accomplissent ces différentes cérémonies prouvent leur foi naïve et superstitieuse ; ils sont en effet d'une ignorance extrême sur le dogme, et ne connaissent guère de leur religion que le culte extérieur.

Le village de Tinandou compte une cinquantaine de maisons, séparées les unes des autres par de petits sentiers entretenus avec la plus grande propreté. Chaque logement se compose de deux cases adjacentes, qui communiquent au moyen d'une petite porte fermée par un rideau. En entrant, on aperçoit plusieurs lits de repos : celui qui est à droite est le siège du maître de la maison, qui y fait asseoir l'étranger qu'il veut honorer. Les autres sont destinés aux parents et amis, et tous sont couverts de belles nattes variées dans leurs couleurs et leurs dessins. En face du lit du maître, on en voit toujours un d'une forme invariable et digne de remarque. Ce lit est suspendu par quatre chaînes qui, partant des angles, vont se réunir dans un même anneau. La plus légère secousse lui imprime le mouvement d'un balancier ; il est garni d'un matelas, de plusieurs petits coussins, et enveloppé d'une tenture flottante, seul luxe de soierie qu'il y ait dans toute la maison. L'approche de ce lit est partout interdite aux étrangers, je ne sais pas précisément pour quel motif, mais je suppose que c'est la couche nuptiale. Aux solives sont attachés des instruments de pêche, des nattes et divers objets en bois sculptés avec un soin minutieux. Dans un coin se trouvent quelques bassins de cuivre et les vases qui contiennent la provision d'eau de l'habitation.

Derrière le rideau s'ouvre l'appartement des femmes. On y voit plusieurs lits suspendus, et leur nombre, en général, révèle celui des épouses du propriétaire. Les femmes sont presque toutes grandes et bien faites, leurs traits ne manquent pas de régularité, et dans leurs grands yeux noirs un peu voilés règne cette douce langueur qui caractérise les Indiennes. Elles rejettent sur le derrière de la tête leur longue chevelure, qui y demeure attachée par un gros nœud. Leur vêtement n'est pas gracieux : c'est une espèce de chemise qui descend jusqu'à mi-jambe, laissant à découvert le cou et une partie des bras, et si serrée qu'elle prend toutes les formes du corps. Ce costume, d'une étrange pudeur, est très-incommode, et permet à peine aux femmes de marcher ; leurs bras et leurs jambes sont ornés d'anneaux de cuivre, et souvent elles portent un collier de petites monnaies d'or ou d'argent.

Quant aux hommes, ils sont beaux et bien faits dans leur jeunesse; mais ils ne gardent pas longtemps leur vigueur et leur beauté. Ils déclinent vite, et avant trente ans ils sont déjà flétris. Ce n'est pas le travail qui les a usés, car, lorsqu'ils ne sont pas en voyage, ils passent tout leur temps dans une complète oisiveté, le plus souvent bercés sur un siège mobile qui ressemble au plateau d'une balance : là, ils aspirent voluptueusement la vapeur parfumée du gourgouli, ou bien ils savourent en silence le bétel, promenant leurs regards rêveurs sur leurs femmes et leurs filles, occupées à tresser des nattes, à faire quelque tissu de soie ou de coton. La vie s'écoule heureuse et tranquille pour ces insulaires ; mais, pour goûter leur bonheur, il faut leur ignorance, et des hommes jetés par un naufrage sur cette terre sauvage, avec les goûts et les habitudes de l'Europe, trouveront peu de charme à cette existence paresseuse. L'île est si petite, qu'il suffit de quelques heures pour la parcourir ; la curiosité est bientôt satisfaite, et alors naissent le dégoût et l'ennui. L'étranger y sent à toute heure le plus cruel isolement ; il a droit à l'hospitalité religieuse, mais il n'y trouve point la douce hospitalité de la famille. Pendant notre long séjour à Tinandou, deux habitants seuls osèrent lever pour nous le mystérieux rideau, nous introduire dans leur ménage, et ces pauvres sauvages furent peut-être considérés comme des esprits forts, des infidèles qui foulaient aux pieds la religion et les mœurs.

Nous passions nos journées assez tristement, assis ou couchés sur les bancs publics pendant la chaleur, errant autour du village le soir et le matin. Ainsi se traînaient depuis plus d'un mois nos heures de captivité. Aucun événement n'était venu en rompre la monotonie, quand un soir deux Maldivois, accourant par le chemin de la mosquée, prononcèrent quelques mots qui mirent aussitôt tous les insulaires en mouvement. Nous voulûmes les suivre, mais ils nous le défendirent. Fidèles à notre habitude de respecter leurs usages et même leurs superstitions, nous nous éloignâmes, et, prenant une direction opposée, nous allâmes nous placer sur une pointe de sable qui s'avance au loin dans la mer, et semble vouloir joindre la grande île à un petit flot inhabité. Nous avions pour ce lieu une prédilection toute particulière, qui tenait moins aux agréments du site qu'à la situation de nos âmes. De cette pointe, la vue s'étendait sans obstacle jusqu'à l'horizon, où se montraient les débris de notre malheureux vaisseau. Souvent nos yeux étaient demeurés des heures entières fixés sur ce triste spectacle ; nous calculions douloureusement les progrès de sa destruction. En voyant ses vergues brisées, les lambeaux de ses voiles que se disputaient les vents, nous étions émus comme si nous avions été témoins de l'agonie d'un vieil ami. Jugez de notre surprise, quand tout à coup apparut un beau navire étincelant de loin comme une tour blanche. Nous allions croire à une résurrection, lorsque nous reconnûmes un vaisseau étranger qui longeait la côte. Voilà donc cette grande nouvelle apportée avec tant de mystère, parce qu'il entraînait sans doute dans les projets des Maldivois de nous cacher le passage de ce navire ! Aussitôt notre capitaine court au village ; il en revient avec un pavillon que nous plaçons à la cime d'un arbre et que nous agitions dans tous les sens. Peine inutile ! le vaisseau passe sans apercevoir nos signaux. Nous le suivions tristement de nos regards ; soudain il masque ses voiles et demeure en panne. Il avait aperçu les débris de *l'Aigle*, et notre délivrance nous parut certaine, quand nous vîmes une barque se détacher de son bord et se diriger vers le lieu du naufrage. Sans perdre un moment, nous traînons à la mer nos embarcations, nous y plaçons quelques vivres et tous nos bagages. Il était six

heures; le jour commençait à baisser, et nous avions au moins trois lieues à faire avant de franchir la passe qui conduit hors des récifs et sert pour ainsi dire de porte à la pleine mer. Nous marchions en silence, le petit canot commandé par le second capitaine en avant pour éclairer la route, puis la chaloupe, où se trouvaient le capitaine et le reste de l'équipage.

Bientôt la nuit vint, une nuit très-obscur; on n'apercevait plus de récifs, plus d'île, plus de navire. La brise tomba aussi, et on n'entendit plus que les coups de la rame et le léger bruissement des flots qui venaient se briser sur des madrépores à fleur d'eau où nous courions risque d'échouer à chaque instant. Si l'espoir de la délivrance soutenait encore notre courage dans cette pénible nuit, il nous fallait au moins un point de relâche pour attendre le sauveur que la Providence semblait nous envoyer. Nous nous mîmes à la recherche de l'île déserte où nous avions abordé lors de notre naufrage. Nous l'aperçûmes enfin, et, après l'avoir contournée avec précaution, nous allâmes débarquer à la partie du rivage qui nous était connue. Sans perdre de temps, on rassembla les branches tombées des arbres, on en forma une pyramide, on y mit le feu, et la flamme s'élança avec tant d'impétuosité, que nous eûmes bientôt à craindre un incendie de toute l'île. On s'empessa de modérer la flamme, en lui laissant encore assez d'éclat pour signaler la présence des naufragés, et tous les yeux interrogèrent la pleine mer qui recélait le vaisseau libérateur. Enfin une voix s'écria : Voilà son feu ! Ce fut un transport général, on se montrait avec enthousiasme le point lumineux qui s'élevait ou s'abaissait, déjà on se croyait à bord. Il y eut quelques instants d'une joie délirante, puis tout devint morne; on avait cessé d'apercevoir le feu. Comme cela arrive toujours en pareil cas, on s'efforça pourtant de trouver des consolations à la détresse commune. — Il a viré de bord, disait l'un. — Il aura pris le large pendant la nuit, disait l'autre, et demain au jour nous le verrons reparaitre. — Nous étions fatigués d'aller et de venir sur la plage; il fallut s'arranger pour la nuit : je fis choix de deux belles palmes de cocotier, qui, posées d'une certaine façon, formèrent encore un assez bon lit pour un pauvre aventurier depuis longtemps habitué à ne compter que sur son manteau.

Le jour parut sans le navire; jusqu'à midi, nos yeux demeurèrent attachés à l'horizon : rien ne se montrait ! Alors vint le découragement, puis la colère; toutes les bouches s'ouvrirent pour appeler la malédiction sur le vaisseau inhospitalier. Il fallut enfin se résigner, et chacun descendit en silence vers les bateaux. Plus d'illusion, car nous retournions à Tinandou, où nous attendaient les mêmes ennuis, la même vie si triste, si languissante. Nous avions en vue quelques bateaux pêcheurs que la nuit ramenait au mouillage. De leur groupe se détacha une petite voile, mais si légère, si rapide, qu'on eût dit un oiseau de mer qui rasait la surface des eaux en y laissant tremper l'extrémité de ses ailes. Elle mit le cap sur nous avec tant de précision, qu'elle vint pour ainsi dire s'abattre sur notre chaloupe. A cette vue, notre capitaine, croyant prudent de se tenir sur ses gardes, nous commanda de visiter nos armes et de les tenir prêtes; mais soudain la voile devint immobile, puis elle tomba, nous laissant voir une embarcation d'une forme gracieuse, d'une propreté admirable, et entretenue avec un luxe asiatique. Des paganes fines flottaient sur ses mâts; ses cordages étaient d'un filin brillant qui imitait la soie; les hommes qui la montaient étaient vêtus avec une certaine élégance. Ils nous saluèrent et nous offrirent des rafraichissements : des cocos, de petits biscuits sucrés et une espèce de gâteau de riz d'une saveur acidulée. Ils

prirent tout le temps de nous observer, et disparurent comme ils étaient venus, laissant à notre curiosité ces seuls mots : « Nous sommes les serviteurs du sultan des îles. » Quel but avait cette visite ? Le bateau était si petit, qu'il ne pouvait être employé à aucune opération commerciale. Il est probable que, le bruit de notre naufrage étant arrivé jusqu'aux oreilles du sultan, ce prince avait envoyé prendre des informations sur les naufragés.

Nous n'arrivâmes à Tinandou qu'au milieu de la nuit. Notre capitaine venait d'être pris d'un violent accès de fièvre, et nous ne pouvions nous défendre des plus sinistres pressentiments. Que serions-nous devenus, abandonnés à nous-mêmes ? Il était l'âme de toutes nos résolutions, et c'était son zèle pour notre délivrance qui l'avait précipité avec trop d'ardeur sous les coups d'un soleil meurtrier. A la première nouvelle de sa maladie, le chef de Tinandou, le vieil Ossen, vint le visiter avec le plus tendre intérêt, apportant une potion composée de piment, de girofle et de citron. Plusieurs fois il engagea le malade à prendre cette potion ; à chaque refus, il répétait ces mots d'un accent pénétré : *Amara toumara dosti* (moi ton ami). Enfin, voyant que ses instances étaient inutiles, il versa la liqueur dans ses mains et en frotta les tempes et le front du patient, accompagnant ces frictions d'une prière composée d'un grand nombre de versets ; il commençait chaque verset à voix basse, puis il montait progressivement jusqu'au ton le plus élevé, et terminait par un profond soupir. Malgré toutes ces conjurations, la fièvre fut opiniâtre et ne céda qu'après vingt-quatre heures de délire, laissant notre malade dans une extrême faiblesse.

Notre situation devenait de jour en jour plus pénible. Cependant nous vîmes faire tous les préparatifs d'une grande expédition, et l'on vint nous annoncer une résolution à laquelle les messagers mystérieux du sultan n'étaient peut-être pas étrangers : nous allions dire adieu aux tristes rivages de Tinandou. On nous fit embarquer sur trois *pros* : l'un, commandé par le chef de l'île, portait le capitaine et les officiers ; les deux autres avaient pris chacun moitié de notre équipage. Cette petite flotte ne quitta le port qu'à midi, et la nuit vint la surprendre non loin de l'île où nous avions fait naufrage. Les insulaires, fidèles à leur habitude de ne jamais demeurer sous voile pendant la nuit, vinrent y chercher asile. Les jours suivants, il ne fut plus question de voyage, et, lorsque nous demandions la cause de ce retard, on nous répondait que les vents étaient mauvais, ou qu'il faisait calme. Il fallait bien supporter cette nouvelle contrariété, et nous attendions patiemment qu'il plût à nos maîtres de faire souffler le vent, quand nous vîmes paraître six Européens. Ils avaient traversé l'île pour accourir à nous, abandonnant leur canot sur la côte opposée. C'était ce même canot qui nous avait causé une si vive émotion lorsque nous l'avions vu se diriger vers les débris de *l'Aigle* ; nous avions devant nous un lieutenant et cinq matelots du navire anglais *Louisa Munro*. L'officier nous raconta toutes les circonstances de son expédition. Son capitaine n'avait point vu nos signaux ; mais, apercevant le navire naufragé, il avait fait mettre le canot à la mer et lui en avait donné le commandement avec ordre de le visiter. Le lieutenant s'était acquitté de cette mission, puis aussitôt remis en route pour rejoindre ses compagnons ; surpris par la nuit, il avait fait des efforts inutiles, et ses matelots s'étaient vainement courbés sur leurs avirons. Un grain qui s'éleva avec violence avait sans doute forcé la *Louisa Munro* à s'éloigner de ces parages dangereux, car le lendemain, au jour, il s'était trouvé en pleine mer, n'apercevant plus son navire, et voyant seulement à l'horizon quelques petites îles.

A force de rames, il avait atteint les débris de l'*Aigle*, sur lesquels il passa la nuit. Le jour suivant, il s'était dirigé vers la terre, emportant quelques provisions échappées au naufrage : une barrique de vin et plusieurs bouteilles d'eau-de-vie ; il avait relâché sur un îlot à fleur d'eau où il avait passé la seconde nuit, et de là, faisant voile vers les grandes îles, il avait touché à Tinandou ; il y avait trouvé les traces de notre passage et des indications qui avaient dirigé ses recherches. L'arrivée de ces étrangers pouvait compromettre notre tranquillité ; il était à craindre qu'ils ne missent le désordre dans notre équipage. La découverte qu'ils avaient faite à bord de l'*Aigle* prouvait l'infidélité d'un de nos officiers, et l'usage qu'ils en faisaient justifiait déjà les prévisions de notre capitaine. Heureusement nos matelots n'entendaient pas un mot d'anglais, et notre capitaine, prenant aussitôt sur les nouveaux venus l'autorité qu'il avait conservée sur son équipage, leur ordonna de lui remettre les liqueurs qu'ils avaient apportées. Cette mesure nous sauva d'un danger et nous assura une ressource, car le vin, distribué avec réserve, devint un grand soulagement dans notre détresse.

Cependant les journées s'écoulaient, une brise favorable venait battre nos voiles, et je ne voyais faire aucun préparatif de départ. Je remarquais chez les insulaires une agitation singulière ; de nombreux bateaux arrivaient avec de nombreux équipages ; nous n'étions pas sans inquiétude ; chacun de nous chargea ses armes et se tint sur la défensive. Notre capitaine demanda une explication, on lui répondit comme à l'ordinaire : « Le vent n'est pas bon (*ouaillé accia né*). » Il eut un moment l'idée de recourir à la force ; puis, réfléchissant aux funestes conséquences d'une première démonstration hostile, se rappelant d'ailleurs l'hospitalité qui nous avait été si généreusement accordée, les mœurs douces et l'esprit timide de ce peuple, il résolut d'attendre et d'épuiser les voies pacifiques avant d'employer la violence.

Le lendemain, il y eut une grande réunion à laquelle furent convoqués tous les chefs de *pros* et les autres Maldivois qui jouissaient de quelque crédit. Notre capitaine y fut aussi appelé. Là, le chef de Tinandou, le vieil Ossen, après avoir protesté de son dévouement pour nous, le supplia de dire aux naufragés de décharger leurs armes, jurant qu'après cette preuve de confiance et d'amitié il commanderait lui-même le départ. Pensant qu'il n'y avait rien à craindre de ces pauvres gens, qui tremblaient si fort à la vue de nos mousquets, le capitaine tira en l'air les pistolets qu'il portait à sa ceinture ; puis, s'éloignant avec nous de quelques pas, il commanda le feu. Deux heures après, nous étions sous voile. Toute la flottille avait appareillé en même temps, nos barques pour l'île Malé, résidence du sultan et capitale de tout l'archipel, les autres pour les différentes îles auxquelles elles appartenaient. Une brise légère soufflait du sud et nous poussait lentement vers un groupe d'îles que nous apercevions à l'horizon. La nuit vint nous surprendre assez loin de toute terre habitée ; alors un homme de l'équipage s'élança à la mer tenant en main un cordage qu'il attachait sous l'eau à la pointe d'un rocher. La nuit fut tranquille ; aux premières lueurs du jour, le capitaine et son équipage mirent le canot à la mer, et se rendirent à une petite île déserte pour y faire cuire du riz, dans lequel ils râpèrent, selon la coutume du pays, de la noix de coco, ce qui lui donne un goût fort agréable.

Le temps était magnifique, et la vue s'étendait au loin. Derrière nous, Tinandou et les îles qui l'environnent apparaissaient comme une immense corbeille de verdure enveloppée d'une vapeur bleuâtre et transparente ; devant nous se montrait l'île

Souadive au milieu des nombreux flots semés en cercle autour d'elle, et, quand la voile vint animer la barque, ces deux tableaux semblèrent s'animer eux-mêmes : l'un fuyait, l'autre s'avancait de toute la rapidité de notre marche. Bientôt nous eûmes atteint les premières terres ; elles glissaient pour ainsi dire le long de notre bord, et quelquefois nous les rasions de si près, que nos voiles caressaient les arbres du rivage. Le plus souvent elles ne présentaient qu'un massif impénétrable ; mais quelquefois cette muraille de végétation s'ouvrait comme une fenêtre, et le regard se perdait alors dans mille détours, se reposait dans les plus mystérieuses retraites. Il n'était pas rare de retrouver la mer à l'extrémité de quelque longue clairière qui traversait l'île dans toute sa largeur. Sur le soir, la brise devint plus fraîche, et, comme le jour tombait, notre barque s'arrêta dans le port de l'île Souadive.

Le lendemain, j'étais de bonne heure sur le rivage, je parcourus l'île, qui ressemblait à toutes celles du groupe que j'avais déjà visitées : même aspect, même physionomie, même silence ; comme toutes les autres, elle montrait sur sa plage solitaire sa mosquée couverte de roseaux et son cimetière sablonneux. On peut compter dans le village une trentaine de maisons, et l'île entière n'a pas plus de deux milles de circonférence. Ma curiosité fut bien vite satisfaite, et j'attendais avec impatience le moment du départ ; mais il fallut passer plusieurs longues journées dans cette triste résidence. Nous avions sous les yeux la pleine mer qui nous séparait de l'île du sultan. Combien il nous tardait d'aborder à ses rivages ! Là nous devions trouver tous les secours, toutes les consolations dont nous avions besoin dans notre malheur. Les insulaires, dans leurs récits, n'en parlaient jamais qu'avec enthousiasme : c'était un sol sacré, une terre privilégiée où abondaient toutes les richesses de l'Inde, tout le luxe de l'Orient.

Le 25 décembre, à six heures du soir, nous quittons le petit port de Souadive, et bientôt une lame profonde, venue de la haute mer, nous fit sentir que nous n'étions plus sur les eaux tranquilles d'un bassin. Notre flottille traversa rapidement le canal du nord, et, le lendemain, nous nous trouvions au milieu des récifs qui environnent l'*atollon Adoumatis*. Les îles qui en dépendent me parurent plus riches que toutes celles que j'avais jusqu'alors visitées ; il y avait plus de mouvement, plus de bateaux, et à chaque instant une voile, en se détachant du rivage, venait révéler quelque petite baie masquée par de grands arbres. Le soir, nous fîmes escale à l'île la plus méridionale de l'*atollon Nilandou*. Je fus surpris d'y trouver deux villages : l'un, placé à quelque distance de la mer, me parut être la résidence des principaux habitants du pays, car les maisons y sont grandes et environnées de vastes cours ombragées ; l'autre, composé de modestes cases qui se pressent en demi-cercle autour d'un petit hâvre, ne peut servir d'abri qu'à de pauvres pêcheurs. Il y avait dans le port quelques bateaux, qui y prenaient leur chargement de noix de coco et de balles de *caire* ; c'est le nom que les Maldivois donnent à une espèce de bourre très-épaisse, formée des filaments qui enveloppent la noix de coco, et dont ils font leurs cordages.

J'ai passé quelques heures à peine sur ce petit coin de terre, et cependant je ne l'oublierai jamais. Je vois encore d'ici ses chemins qui serpentent, les beaux arbres à pain qui les bordent, leur feuillage un peu sombre, mais formant dans le lointain ces lignes bleues que l'œil suit avec tant de plaisir. J'aperçois, au fond d'un petit bois de cocotiers, une maisonnette bien simple, et qui pourtant me fait rêver encore. Quand j'y entrai, une jeune fille, à demi couchée sur une natte, fixa

sur moi ses grands yeux pleins de langueur. Jusque-là, les femmes avaient pris la fuite à mon approche ; elle, au contraire, me regardait avec intérêt. Lorsqu'elle se leva, je trouvai ravissant ce costume, qui jusqu'alors m'avait paru ridicule. L'espèce de sac dans lequel les autres femmes me semblaient renfermées avait pris sur son corps les formes les plus moelleuses, et la gêne qu'il occasionne me paraissait une voluptueuse timidité. Près d'elle était un homme déjà âgé, à la physionomie simple et bienveillante ; il me salua, m'offrit la moitié de sa natte, puis il courut détacher de la muraille un long bambou : c'était le réservoir d'un excellent vin de palme, qui coula bientôt dans une noix de coco que me présenta la jeune fille. Cette hospitalité sans prétention, le calme qui régnait dans cette cabane, cette femme si belle perdue dans une île sans nom, son innocence, sa bonté native, qui l'avaient élevée au-dessus des préjugés pour la rendre compatissante à la vue de l'étranger : toute cette scène d'un monde qui n'est point le nôtre me remplit d'une émotion que je n'avais jamais éprouvée. En sortant, j'avais le cœur attendri ; je m'arrêtais à chaque instant pour admirer : c'était le ciel si bleu, si transparent, la mer qui se montrait à travers le feuillage, une fleur que je n'avais point encore remarquée, un insecte qui passait en bourdonnant. Tout semblait me sourire, les arbres avaient pris une teinte veloutée et caressante. Si quelque voyageur vient après moi sur ce rivage, il accusera peut-être mes souvenirs de l'avoir embelli. Si son cœur est triste, ses yeux ne verront qu'une terre basse et sans couleur. C'est que la situation de l'âme modifie singulièrement l'aspect des lieux.

Les habitants du petit archipel Nilandou passent pour les plus industrieux de tous les Maldivois, et ils méritent leur réputation. Ils excellent surtout dans l'art de fabriquer les nattes ; celles qui sortent de leurs mains sont très-recherchées sur toute la côte Malabare. Je les ai souvent contemplés à l'œuvre. Accroupis sur le sol, ils font rouler avec insouciance sous leurs doigts des pailles de toutes les couleurs : pour l'œil qui les suit, ce n'est que désordre et confusion ; mais que leurs mains s'arrêtent, que la natte se retourne, et vous serez tenté de proclamer que la patience est le génie. Figurez-vous les palmes les plus fraîches se développant, se recourbant sur elles-mêmes ; les dessins les plus gracieux, les plus réguliers, et dans l'ensemble le contraste le plus intelligent des couleurs et l'harmonie la plus parfaite des teintes : on dirait un de ces précieux tissus qui font la gloire de la vallée de Cachemire. Je n'avais à emporter de cette petite île que des images douces et des souvenirs touchants ; tout y semblait repos et bonheur, même le travail.

Au lever du soleil, je trouvai le capitaine de notre bateau et son équipage rassemblés au bord de la mer. Ils étaient en prière ; les uns avaient les mains croisées sur la poitrine, les autres avaient les bras étendus et tournés vers l'orient. Jamais ils ne manquent à cette pratique religieuse, et souvent je les ai vus abaisser leurs voiles, tourner la proue vers le levant, et demeurer immobiles jusqu'au moment où le soleil les inondait de sa lumière. La brise nous fut favorable ; nous longeâmes plusieurs terres, et, dans l'après-midi, je descendis sur une petite île inhabitée, où j'avais aperçu quelques oiseaux, qui vinrent presque se percher sur mon fusil ; leur retraite n'avait sans doute jamais été visitée que par les paisibles Indiens, qui venaient de temps en temps y faire la récolte des noix de coco. Il y avait dans ce lieu une cabane et des cendres. J'y trouvai aussi un instrument qui toujours marque le passage de l'homme dans ces solitudes, où il n'existe pas une

seule pierre à feu, et qui se compose de deux morceaux de bois : l'un, d'une substance molle et spongieuse, présente une cavité dans laquelle s'introduit l'autre morceau, qui est d'un bois dur et serré; on fait tourner le dernier avec une grande vitesse, et bientôt jaillissent des étincelles que l'on reçoit sur des feuilles sèches. Les pieux voyageurs, en s'éloignant, pensent à l'étranger qui viendra frapper à la cabane déserte, et, sans le connaître, ils exercent à son égard la plus touchante hospitalité : ils lui laissent l'instrument qui réchauffera son foyer, ils alimentent la fontaine qui lui donnera de l'eau, et abandonnent au cocotier du rivage le soin de le nourrir. Le cocotier est en quelque sorte la providence de ces insulaires : ses feuilles mortes couvrent leurs maisonnettes, ses feuilles vivantes leur donnent un doux ombrage ; sa tige élevée devient une colonne qui soutient leurs toits, on s'élance en forme de mât sur leurs barques ; ses fruits sont enveloppés d'une écorce qui se façonne en cordages et fournit à leurs couches un épais duvet ; à la naissance des palmes se forme une toile serrée, un tissu léger qui suffit à la pudeur et convient au climat. Sa noix est un vase naturel qui devient sans peine une coupe gracieuse : l'eau qu'elle contient passe successivement, selon l'âge du fruit, de la fraîche insipidité de l'eau de fontaine à la saveur la plus sucrée ; son amande est un aliment agréable et nourrissant ; elle fournit aussi une huile qui adoucit les aliments des Maldivois et éclaire leurs cases. Cependant la production la plus merveilleuse de cet arbre sacré, c'est une liqueur que l'on tire par incision des rameaux qui doivent porter le fruit. Je ne connais point de breuvage plus parfumé, plus rafraîchissant ; les Indiens lui donnent le nom de *calou*. Depuis, j'ai goûté de cette liqueur à l'île Maurice ; mais quelle différence ! on dirait que le cocotier a perdu avec son climat natal ses plus précieuses qualités.

Je revins à bord avec ma chasse, un peu honteux de ma trop facile cruauté. Toute la nuit se passa au large, et le lendemain on signala les terres qui précèdent l'île du sultan, capitale de tout l'archipel. La mer était belle, la brise légère, le soleil éclatant ; nous étions tous dans une vive attente ; enfin nous allions voir sortir des eaux cette reine d'Orient. Elle parut... Comment la reconnaître dans sa simplicité ? Qu'étaient devenus ses palais, cette pompe dont l'avaient revêtue le récit mensonger des insulaires et notre crédule imagination ? Une vieille muraille noircie par le temps formait sa ceinture, elle était couronnée d'une espèce de citadelle que vous eussiez prise de loin pour un de ces rochers assis au bord de la mer, et qui sont là pour servir de nid aux oiseaux du rivage. Rien d'ailleurs ne la distinguait des autres îles qui lui servent de cortège, et, pendant que nos bons Maldivois nous la désignaient avec orgueil, nous la regardions d'un air surpris et abattu.

A six heures du soir, nous étions devant le port. Nous y cherchâmes en vain quelque vaisseau étranger, nous n'aperçûmes que des mâts de cocotier et des voiles de pagne ; c'est en vain aussi que nous cherchions la place où nous pensions descendre : notre barque passa sans s'arrêter pour aller mouiller à une des petites îles qui forment comme une garde avancée autour de la capitale. Il était défendu d'entrer dans le port sans une permission spéciale du sultan : première manifestation de la royauté. La crainte et la défiance, ces tristes compagnes de l'autorité souveraine, environnent donc tous les trônes, même la natte d'un petit prince sauvage qui doit son misérable empire aux insectes de l'Océan ! L'impatience me tint éveillé une partie de la nuit, et le matin 30 décembre nous entrions dans le port de l'île Malé ou Maldive. Au milieu de l'île s'avance la citadelle, qui

domine toute la plage et divise la mer en deux bassins. Celui qui est à l'occident, plus large et plus profond, reçoit les grandes barques et les bateaux du sultan; l'autre, plus étroit, s'étend vers l'orient et sert de rendez-vous à une multitude de pirogues qui, chaque matin, prennent pour ainsi dire leur volée et reviennent le soir, chargées de poisson, échouer sur une lisière de sable qui environne ce bassin. A peine étions-nous mouillés, qu'un bateau se détacha du pied de la citadelle et vint le long de notre bord. Un homme enveloppé d'une espèce de cafetan rouge en sortit, prononça quelques mots, et nos guides lui désignèrent notre capitaine. Aussitôt il lui tendit la main, le salua du nom de *capitan saheb*, et lui fit signe de descendre dans son embarcation. Je le suivis, et quelques minutes après nous posions le pied sur un petit pont qui touche aux remparts. Nous y étions attendus par un grand nombre de curieux; presque tous portaient des tuniques blanches et des turbans de diverses couleurs, ce qui de loin formait un spectacle assez plaisant, car les Maldivois parlent rarement sans agiter la tête, et il fallait voir ces boules bleues, rouges, vertes, se mouvoir dans tous les sens.

Nous attendîmes quelque temps notre second capitaine et l'officier anglais, qui venaient dans un autre bateau, puis nous nous mîmes en marche sous la conduite de notre guide. Nous suivions de longues rues tortueuses, nous traversions des places, quelquefois même de petits bois de cocotiers; enfin on s'arrêta devant une maison d'assez belle apparence. L'intérieur ne ressemblait point aux habitations que nous avions jusqu'alors occupées : point de lits suspendus, mais dans toute la longueur une espèce de pupitre où plusieurs hommes étaient à écrire. Au lieu de plumes, ils se servaient de longs roseaux peints des plus vives couleurs et ornés de dessins dans le goût chinois. Nous nous trouvions, selon toutes les apparences, dans un des bureaux du gouvernement; c'était là notre domicile provisoire. Un des principaux personnages de cet établissement vint nous recevoir et nous adressa un long discours composé en grande partie de phrases interrogatives, à en juger par l'inflexion de sa voix. Nous lui répondîmes en français, en anglais, en nous servant aussi de tous les mots du pays que nous avons pu apprendre à Tinandou ou à Souadive, mais qui ne furent pas mieux compris que le reste. Enfin il se retira, nous laissant étourdis de son éloquence et livrés à nos tristes réflexions.

Le jour suivant, on nous conduisit à la *maison commune*, logement destiné aux voyageurs, espèce de caravansérail appuyé contre les remparts, non loin de la porte par laquelle nous étions entrés. Cette demeure, environnée d'une vaste cour sans ombre, sans culture, révélait par sa triste nudité le domaine de l'hospitalité publique. J'en vins à regretter les cases de bambous de nos bons insulaires de Tinandou et de Souadive. Mes dernières illusions s'étaient évanouies à la vue de l'hospice où l'on nous avait confinés. Arrivé au terme du voyage, je n'avais même plus pour consolation l'incertitude et le vague de l'avenir; tout ce que je pouvais espérer après avoir languï quelque temps sur ce misérable coin de terre, c'était d'être jeté dans les forêts de Ceylan ou sur quelque plage de la côte Malabare. J'essayai de combattre, par l'influence des objets extérieurs, les sombres pensées qui m'assiégeaient. Dès lors, pour me fuir moi-même, j'étais sans cesse en mouvement. Je visitai l'île dans toutes ses parties, le matin et le soir sur le rivage, au milieu du jour dans les chemins ombragés, parcourant tous les lieux, me mêlant à tous les groupes, et bien souvent surpris par la nuit assez loin de notre triste demeure.

L'île Malé, quoique d'une très-médiocre étendue, n'est pas indigne de l'attention du voyageur. Elle est couverte d'habitations qui, réunies quelquefois en bourgades, souvent isolées au milieu de petits bois de cocotiers ou de jardins, lui donnent l'aspect d'une grande ville bocagère. Chaque propriété est environnée d'une haie de bambous; les chemins sont bordés d'arbres à pain aux larges feuilles luisantes et profondément découpées. Dans l'intérieur de l'île, les arbres et les plantes se pressent selon leur caprice, et font une harmonieuse confusion de formes et de couleurs; ici, le badamier avec ses nombreux étages de verdure; plus loin, le dattier qui agite ses panaches argentés, le multipliant aux mystérieuses arcades, le bananier avec ses longs régimes de fruits. On y rencontre aussi très-fréquemment un grand arbre dont j'ignore le nom, et qui de loin surprend l'œil par sa physionomie étrange. Figurez-vous une haute colonne sur laquelle tremblent, comme autant d'étoiles, des milliers de petites feuilles légères qui courent et se confondent depuis la base jusqu'au sommet, où s'étend comme un chapiteau de feuilles larges et épaisses. Les Indiens mutilent les rameaux de cet arbre, le dépouillent de toute végétation, ne lui laissant que les branches qui courent sa cime élevée, puis ils déposent à la racine quelques grains de bétel. Cette plante grimpante et vigoureuse s'attache à son écorce, l'enveloppe de toutes parts, et pousse sa tête jusque sous le toit vivant ménagé pour lui servir d'abri. Je me demandais comment on n'avait pas abandonné de préférence à cette liane avide le tronc grisâtre du cocotier, qui est naturellement nu, lorsque j'aperçus un jeune Indien suspendu à la cime d'un palmier, d'où il faisait pleuvoir une abondante moisson de cocos; je le vis ensuite descendre tranquillement le long de la tige, où des degrés avaient été pratiqués en forme d'escalier.

Ces îles de formation récente, ces terres qu'on pourrait en quelque sorte appeler factices, ne possèdent sans doute en propre aucune plante. Quand elles sortirent des flots, elles étaient toutes nues; les régions voisines leur donnèrent pour ceinture la flore de leurs rivages, la mer et les vents leur apportèrent les fruits et les graines des terres primitives. Il en vint de bien loin, et c'est ici l'occasion de mentionner cette noix monstrueuse nommée autrefois *coco des Maldives*. On ne la trouvait, disait-on, qu'aux abords de ces îles; mais quand l'archipel fut mieux connu, quand on y eut cherché vainement l'arbre qui produisait le fruit en question, il fallut hasarder une autre hypothèse, on crut reconnaître dans le *coco des Maldives* le fruit de quelque plante marine, et on l'appela dès lors *coco de mer*. Buffon lui-même adopta cette erreur. Le merveilleux s'attacha à cette production, comme il s'attache à toute chose rare, et dont l'origine est inconnue. On attribua au coco de mer des vertus extraordinaires; la pulpe que renfermait la noix devint une panacée universelle, un aphrodisiaque plus puissant que tous les philtres. Elle se vendit au poids de l'or, et la noix fut considérée comme un vase précieux. Longtemps après, en 1743, un capitaine qui faisait l'exploration de l'archipel des Seychelles découvrit une petite île montueuse où poussaient certains grands arbres dont les palmes longues, dures et presque métalliques faisaient entendre comme un bruit de cymbales. Des fruits d'une grosseur prodigieuse pendaient à ces arbres; d'autres, tombés depuis longtemps, couvraient le sol. C'était le prétendu coco de mer, qu'on appela désormais *coco des Seychelles* (*to-doicea Sechellorum*). On en fit des cargaisons; en cessant d'être rare, ce fruit perdit toutes ses vertus, sa pulpe ne fut plus bonne qu'à désaltérer des nègres, et sa noix, coupée par morceaux, sert aujourd'hui de vaisselle aux esclaves. Tou-

tefois cette petite île des Seychelles, qui prit le nom de Praslin, est demeurée jusqu'à ce moment la seule patrie de ces arbres singuliers. Leurs fruits sont encore poussés par les courants jusqu'aux Maldives, mais ils n'y germent point ; de jeunes pieds ont été transplantés sur d'autres terres, et ont refusé d'y vivre.

Quant aux animaux, les espèces introduites aux Maldives sont peu nombreuses. Il est vrai que ces pauvres îlots ne sont guère propres au bétail, et nos gros ruminants trouveraient difficilement de quoi s'y nourrir. Le seul animal domestique qui y soit commun est le cabri de l'Inde, charmante petite gazelle qui s'en va bondir sur les grèves où croissent quelques plantes grasses et des arbustes aromatiques. Le lait qu'elle donne est très-savoureux, et sa chair est assez délicate. Mais la manne de ce pays lui vient de la mer. Le poisson y est d'une abondance miraculeuse. Il se promène par troupes le long des rivages, il y forme des bancs mobiles, pénètre dans les canaux et frétille dans les bassins. C'est aussi de la mer que viennent à ces îles tous les oiseaux qui peuplent leurs bois et nichent dans leurs rochers. Bien loin, sur les grèves, la mer jette sa vie et ses trésors ; on y voit une foule de coquillages qui s'enfoncent dans le sable, et des crabes de toutes les formes, de toutes les couleurs, qui grouillent, montent, descendent et tracent leurs sillons sur la plage. Parmi ces différentes espèces de crustacés, il en est de vraiment curieuses. J'en ai remarqué une qui porte sur des pattes longues et menues une carapace arrondie de couleur terreuse et luisante, ayant la forme et presque la dimension d'un crâne humain. Je ne saurais dire quel fut mon saisissement lorsque apercevant pour la première fois cette bête hideuse qui était accroupie sous des feuilles, je la vis se soulever à mon approche et courir devant moi ; il me sembla voir une tête de mort qui marchait.

L'île Malé, dont je fis plusieurs fois le tour, est environnée d'une vieille muraille noircie par le temps, verdie par les flots, et qui suit fidèlement toutes les sinuosités du rivage, excepté dans l'enfoncement d'une petite baie fermée par des récifs qui forment là une défense naturelle. Cette muraille, composée de débris de madrépores, est garnie de plates-formes où l'on trouve de vieux canons rouillés. Tout cet appareil de guerre n'était pas très-redoutable : les murs lézardés laissaient passer les plantes, des rideaux de lianes fermaient les embrasures, la végétation assiégeait les remparts et en hâtait la destruction. Des canons et des remparts sur ces pauvres îlots perdus au milieu de l'Océan indien ! Et d'où leur est venue la guerre ? Peut-on livrer bataille pour un peu de sable, quelques noix de coco et des coquillages ? — Après tout, ce sont là leurs provinces, leurs moissons et leurs tributs. L'histoire de ces pauvres insulaires est celle de tous les hommes ; les annales de leur petite communauté sont celles de nos grands royaumes, seulement elles n'ont point été écrites. Que vaut leur gloire dont personne ne se soucie ? L'étranger l'estime moins que le fruit de leurs cocotiers ; le voyageur lui préfère l'ombre de leurs arbres et l'eau de leurs fontaines. Il serait curieux cependant de mettre en parallèle avec nos prétentions vaniteuses les annales dédaignées de cette petite fourmilière.

Les Maldivois sont évidemment d'origine arabe, et ils ont gardé les principaux caractères de cette grande nation nomade. Ils ont à la fois de la sauvagerie et certaines formes de politesse, de la cupidité, l'amour de la rapine et pourtant une sorte de générosité, la haine de l'étranger et en même temps le culte de l'hospitalité. Je ne pense pas toutefois qu'ils proviennent d'une migration directe ; je crois plutôt qu'ils sortent de quelque tribu qui avait déjà mêlé son sang à celui de la

race éthiopienne. Placée en regard de l'Afrique, l'Arabie commença par jeter ses deux bras sur le continent africain; l'un s'étendit au nord, l'autre à l'est, et c'est sans doute de cette dernière branche que se détacha la petite colonie qui vint peupler les Maldives. Le type arabe s'est conservé parmi ces insulaires, mais il a perdu sa régularité originelle; le teint s'est modifié aussi, il est beaucoup plus basané. Les Maldivois ont de la ressemblance avec les habitants de Zanzibar et des autres îles africaines où les Arabes se sont anciennement établis. Le voisinage de la côte Malabare a aussi produit son effet, et l'on retrouve chez eux quelque chose de la physionomie hindoue : une sorte de langueur dans l'expression du visage, principalement dans les yeux, et cette mollesse du corps qui touche à l'abatement. Outre l'influence d'un même climat et d'une même nourriture qui doit à la longue effacer bien des différences, on peut supposer à cette ressemblance des Maldivois et des Hindous une cause plus active. Lorsque les Arabes abordèrent aux Maldives, ils durent y trouver quelques familles hindoues qui s'y étaient déjà fixées, ou bien, postérieurement à leur occupation, des hommes et des femmes de la côte seront venus faire alliance avec les enfants du prophète.

La situation de l'archipel, son origine et sa forme présenteraient aussi d'intéressants sujets d'étude au naturaliste et au géographe. Toutes ces îles sont entièrement madréporiques; elles doivent leur existence à certains petits insectes qui vivent en république au fond de la mer, où ils construisent leurs innombrables cellules. Ces cellules, composées d'une substance calcaire, se groupent et s'élèvent en se ramifiant comme des plantes marines; puis les différentes tiges se multiplient, se joignent, se pressent, et finissent par former une vaste ruche, un bloc poreux, mais solide. Quand l'édifice a atteint le niveau de la mer, il cesse de s'élever, et alors la couche supérieure, soumise à l'influence de l'air, de la pluie et du soleil, se décompose et fournit les premiers principes, la première nourriture d'une végétation naissante. Pendant que ce travail s'accomplit, quel est le sort des zoophytes, de ces vers imperceptibles, de ces architectes mystérieux? S'élèvent-ils à mesure que leur construction grandit, abandonnant les ruches inférieures pour en construire de nouvelles, ou bien chaque étage est-il le logement d'un nouvel essaim de travailleurs? forment-ils des générations superposées l'une à l'autre? L'imagination recule ici devant les conjectures. Quand donc ont-ils jeté les fondements de ces grands édifices? où ont-ils puisé cet amas de substances calcaires? combien a-t-il fallu de siècles à leur travail si lent pour élever au-dessus des eaux ces immenses coupoles de corail, aujourd'hui revêtues d'une luxuriante végétation, où se balancent des cocotiers gigantesques, où des arbres séculaires enfoncent leurs racines? Ces îles madréporiques, y compris les Laquedives et le petit archipel de Chagos, composent une chaîne d'environ quatre cents lieues, du 15° degré de latitude nord au 7° de latitude sud, et ce qu'il y a de plus remarquable, cette chaîne dans toute son étendue est régulièrement perpendiculaire à l'équateur. Pourquoi ces pierres vivantes se sont-elles ainsi alignées? quelle loi leur a prescrit cette direction? Ce sont autant de questions qui attendent encore les solutions de la science.

La première relation d'un voyage aux îles Maldives remonte à l'an 1508. Almeyda les trouva ce qu'elles sont aujourd'hui; leur importance, loin d'avoir grandi, semblerait plutôt avoir décliné. Les Portugais, ces anciens maîtres de la côte Malabare, tentèrent vainement de s'en emparer. Du consentement des insulaires, ils avaient formé un établissement et construit un fort; mais, aussitôt qu'ils

eurent laissé percer leurs desseins ambitieux, ils furent chassés, et leur forteresse fut démolie. Depuis lors, ces petites îles ont conservé leur indépendance au milieu des envahissements successifs d'un autre peuple qui a fouillé toutes les mers. Peut-être ne doivent-elles qu'à l'oubli cette indépendance dont leur chef se montre pourtant si fier. A mon arrivée, j'avais prié un de ses officiers de lui demander une audience ; il me fit répondre qu'il ne me connaissait aucun titre à une pareille faveur, que lui, sultan des îles, ne pouvait, sans compromettre sa dignité, recevoir un simple voyageur comme moi, ajoutant, par courtoisie sans doute, que si jamais le roi de mon pays venait le visiter, il lui ouvrirait les portes de son palais. Le Grand Seigneur, dans son château des Sept-Tours, au milieu de la plus belle ville du monde, n'a pas plus d'orgueil que ce petit prince sauvage étendu sur sa natte, environné de cabanes et de rochers. Le gouvernement des Maldives n'est pas seulement un despotisme absolu, c'est une théocratie complète. Ce roi est tout à la fois le chef suprême du peuple, le grand prêtre et le représentant de Dieu ; la religion est comme incarnée dans sa personne ; il n'y a point d'autre loi que sa volonté. Le sultan sort rarement de son prétendu palais, où il demeure enfermé avec ses femmes, passant son temps à fumer, à chanter des prières, à recevoir le tribut qu'on va lui porter en nature, s'occupant quelquefois de ses bateaux et de son commerce, et, quant au reste, laissant ses sujets obéir aux usages. Son indolence lui plaît, il se contente de l'espèce de culte qu'on lui rend, et il croit se renfermer dans l'esprit de sa mission souveraine et sacerdotale en se montrant inaccessible et fier surtout à l'égard de l'étranger. Il a près de lui quelques gardiens, et ne communique guère avec ses sujets que par l'intermédiaire de ses ministres, qui se réunissent dans un établissement voisin du palais. Pour fonder et maintenir une telle organisation, il faut un peuple ignorant, crédule, subjugué par le fatalisme et façonné à la servitude. Grâce à cette ignorance même de la population, l'absolutisme, qui, en présence d'une race d'hommes plus éclairés, plus turbulents, dégénérerait vite en tyrannie, n'est encore aux Maldives qu'une sorte de gouvernement patriarcal.

Les premiers temps de notre séjour à Malé se passèrent dans un isolement complet. Nous n'avions guère de rapports qu'avec un seul des employés du sultan, l'officier, je crois, chargé de la police ; du moins il avait mission de nous surveiller. Il se nommait Ossacar ; c'était un petit homme sombre et luisant comme l'ébène, et, par une bizarre coquetterie, toujours enveloppé d'une longue tunique blanche, et coiffé d'un large turban de même couleur. Son noir visage, enchâssé dans la mousseline, ressortait avec un morne et curieux éclat. Trois petites boîtes d'argent étaient suspendues à sa poitrine ; une de ces boîtes contenait de la chaux réduite en poudre, une autre de la noix d'arec coupée par petits morceaux, et la troisième des feuilles de bétel. Il fallait le voir s'accroupir, croiser les jambes, puis ouvrir successivement ses trois boîtes. D'abord il étendait avec le plus grand soin sur une de ses cuisses la feuille de bétel, il y répandait une certaine dose de chaux, il y mêlait une certaine quantité d'arec, et, quand il avait fait son opération avec toute la gravité d'un alchimiste, il savourait son précieux mélange avec une singulière expression de sensualité. Pauvre homme ! il était heureux à peu de frais. Dans mon découragement, j'en venais quelquefois à envier à Ossacar son assoupissement moral et les puissants effets de son narcotique ; puis, comme effrayé à cette pensée, je prenais la fuite, marchant au hasard. La fatigue du corps amenait bientôt le repos de l'esprit, et je me trouvais assez calme pour oublier un

instant ma captivité. Le plus souvent, je me rendais sur les bords d'un fossé large et profond qui sert de défense à la citadelle du côté de la terre. Le père du sultan régnant l'avait fait creuser. C'était un prince prudent ; par ce travail, il avait renfermé sa demeure dans une île, assurant sa retraite à la fois contre les ennemis extérieurs et contre ses propres sujets. Je rencontrais toujours un peu d'ombre et de fraîcheur dans ce lieu. Diverses espèces d'arbrisseaux croissent dans les escarpements du fossé, et de grands arbres s'élancent du bord intérieur. A travers les branches, j'apercevais la forteresse avec ses nombreuses petites fenêtres ; vue ainsi, elle avait toute la physionomie de nos habitations du moyen âge. De l'autre côté, elle regarde la mer, dont elle est séparée par une place solitaire. C'est là qu'est l'entrée de l'habitation royale, et deux ponts lui servent de communication avec la terre ferme, l'un à l'orient, l'autre à l'occident. Un jour, je m'aventurai jusqu'à la porte de ce palais, et plongeai mes regards dans la cour intérieure ; elle était silencieuse et déserte. Un gardien seulement, accroupi dans l'angle d'une masure, se leva en murmurant et me fit signe de m'éloigner. Je m'éloignai en effet, plein de pitié pour cette misérable grandeur surprise sans déguisement, pour la chétive majesté de ce prince qui passe ses jours à regarder la mer à travers la fumée de son gourgouli. Je descendis vers le rivage, jusqu'à l'entrée d'un vaste bâtiment qui s'étend le long de la mer, et qui fut construit, selon toute apparence, pour recevoir les barques du sultan, quand la tempête les met en danger. Des feuilles de cocotier rangées avec soin et pressées l'une contre l'autre lui font un toit impénétrable et presque incorruptible ; les troncs du palmier-arec le soutiennent dans toute sa longueur, et forment un péristyle qui n'est pas sans élégance dans sa rusticité. Quelques vieux bateaux et des bois amoncelés obstruaient l'intérieur, il y avait des mâts et des vergues apportés par la mer à la suite des naufrages ; mais ce que j'y vis de plus remarquable, ce fut le couronnement d'un gros vaisseau européen. Il avait conservé quelques restes de dorure et une partie de ses ornements ; on distinguait encore le bras d'une Renommée tenant une couronne ; au-dessous, quelques lettres effacées révélaient la place où on lisait autrefois le nom du navire. J'interrogeai longtemps ce grand débris, ce vaste tombeau d'une caravane qui m'avait précédé au désert. Cette vue réveilla tous mes regrets, et je fis un pénible retour sur moi-même. Tout à coup j'entendis une voix de femme entrecoupée de plaintes et de gémissements. Je me levai, je cherchai de l'œil, je ne vis rien ; j'avancai les mains dans l'obscurité, je ne trouvai rien. J'allais sortir, quand j'aperçus une natie suspendue à une des colonnes et se déroulant jusqu'à terre. Je la soulevai. Quel spectacle ! deux femmes étaient assises derrière ce rideau : l'une, dans tout l'éclat de la beauté et de la jeunesse ; l'autre, plus horrible que la mort. La lèpre avait rongé tous ses membres, et son affreuse nudité ne pouvait plus se couvrir que du linceul. A mon aspect, elle étendit vers moi ses mains à moitié dévorées, tandis que sa compagne, se glissant au-devant d'elle, la serrait avec tendresse dans ses bras, la couvrait de son corps. Je laissai bien vite tomber le rideau ; ce spectacle m'avait trop profondément ému. Je recueillis plus tard quelques renseignements sur ces pauvres jeunes filles ; elles étaient sœurs, et presque de même âge. Quand la maladie eut frappé l'une d'elles, toutes deux parurent également frappées ; quand la religion et le préjugé eurent dit anathème à la souffrance, il fut impossible de les séparer. Celle qui était saine et belle, qui pouvait trouver un époux, brava les lois d'une religion cruelle, le mépris d'une société injuste, et vint s'ensevelir avec sa sœur pour la nourrir et la

consoler. Ces peuples considèrent la lèpre comme un châtiment du ciel, comme une maladie infamante. Le malheureux qui en est atteint voit aussitôt rompre tous les liens qui l'attachent au monde. Il ne trouve d'abri que dans les lieux solitaires, sous un rocher au bord de la mer, dans quelque cabane perdue sous les arbres, où la compassion va lui jeter de loin quelques misérables aliments. — L'ophtalmie est aussi très-commune sur ces rivages sablonneux, et l'on a imaginé comme préservatif l'emploi d'une certaine poudre jaune appliquée autour des yeux ; puis le remède est devenu un agrément, une beauté, et jamais les indigènes ne sortent sans avoir tracé avec une attention minutieuse cette singulière auréole autour de leurs paupières.

En général, les Maldivois sont légers, crédules, superstitieux, comme tous les peuples ignorants. Et d'où leur viendrait la lumière ? Leurs cabanes ne sont visitées que par de pauvres matelots naufragés, qui n'ont plus dans le cœur que la souffrance, la misère et le désespoir. Et quand même ces matelots pourraient leur apporter de sages conseils, des vérités utiles, les insulaires les repousseraient. Le monde est ainsi fait partout : s'il a pitié du malheur, il n'a foi qu'aux enseignements de ceux qui ont le pouvoir et la force. Joignez à cette disposition de notre misérable nature les exigences et l'empire d'une religion qui prêche un fatalisme grossier, qui condamne la réflexion comme un attentat, le changement comme une impiété : alors vous comprendrez la nuit épaisse et lourde qui pèse sur toutes ces îles. L'habitant des Maldives quitte rarement ses rochers de corail. Pour lui, l'univers est dans son petit archipel ; quand il a visité dans sa pirogue les îlots les plus voisins, quand il a pêché sur son rivage, fumé son gourgouli, rêvé pendant quelques années, son existence est pleine, sa destinée s'est accomplie. Il en est cependant qui, poussés par une ambition peu commune, se sont aventurés jusqu'à la côte Malabare, qui même y ont séjourné. Ce sont là de grands voyageurs ; quand ils reviennent dans leur île, on fait cercle autour d'eux. Ils parlent beaucoup ; malheureusement ils n'ont rien appris. S'ils ont vu d'autres sables, ils n'ont pas vu d'autres hommes ; ils apportent quelques petits meubles en bois de sandal, des étoffes de soie ou de coton, mais pas une idée nouvelle. Seulement, par habitude, ils sont devenus plus tolérants, plus communicatifs avec les étrangers.

Un soir, je rencontrai sur le rivage un de ces rares voyageurs. Il vint à moi, me tendit la main, et m'adressa la parole en anglais. C'est chose merveilleuse comme le plus petit rapprochement devient intimité, quand tout d'ailleurs est séparation. Je n'avais jamais vu cet homme, et il me sembla retrouver une vieille connaissance. Il se nommait Daïdi ; il avait, pendant quelque temps, fait un petit trafic à la côte Malabare, il avait visité les résidences anglaises et s'était trouvé en rapport avec des Européens. Ayant acquis une petite fortune, il était revenu à Malé, où ses voyages et son argent l'avaient mis en grand crédit. Il avait gardé sa bonne nature, et malheureusement aussi son ignorance native. S'il ne fut pas très-utile à ma curiosité, il fut du moins secourable à mes misères et à mon ennui. Sa maison devint presque la mienne, et il me reçut toujours en ami. Quelques jours après notre première entrevue, Daïdi me donna un grand dîner, auquel il convia plusieurs de mes compagnons d'infortune. La table fut dressée sous une tente ; elle était couverte de vases de porcelaine de Chine ; on y voyait aussi quelques couverts d'argenterie anglaise, luxe qu'on avait considéré sans doute comme inutile jusqu'à ce grand jour. Deux plats de riz sec s'élevaient aux extré-

mités comme deux pyramides de neige, et dominaient tout le service. La viande de cabri faisait presque seule tous les frais du diner : ici, desséchée sur la braise et arrosée de jus de citron pimenté ; là, nageant dans des flots de *mantèque*, espèce de beurre préparé qu'on tire de l'Inde, et que fournit le lait des chameaux. Des sucreries et des fruits complétaient le repas : il y avait des melons, des pastèques, des dattes et différentes espèces de bananes. Pour boisson, on nous versait de l'eau rafraîchie dans des gargoulettes arabes, du vin de palme renfermé dans des vases de bambou, et une infusion de feuilles de giroflier, dont la saveur brûlante était plus propre à flatter l'odorat que le goût. Daïdi ne pouvait prendre part au festin, sa religion lui défendait de manger avec des étrangers ; mais, assis dans un grand fauteuil, à quelque distance de la table, il donnait ses ordres, et faisait dignement les honneurs de sa maison.

Cette fête avait attiré quelques curieux, elle fit du bruit, on parla de nos usages singuliers, et, quelques jours après, un des principaux personnages de l'île vint nous prier de lui donner le spectacle de notre gracieux appétit. Une pareille invitation n'était pas très-séduisante ; mais le solliciteur était puissant et passait pour être très-bien placé dans les bonnes grâces du sultan. La prudence fit taire la susceptibilité, et malgré notre répugnance il fallut accepter. Le lieu du rendez-vous était un pavillon décoré avec prétention, mais sans goût : des nattes de toutes couleurs tapissaient les cloisons, et plusieurs lampes de cuivre pendaient aux solives. La chère fut médiocre, il y avait beaucoup d'apparat et point de cordialité. C'était une véritable représentation, nous étions comme sur la scène. En face de nous s'ouvrait une tente non éclairée, où apparaissaient dans l'ombre des turbans et des manteaux. La crainte que ce lieu inspirait à quelques-uns, l'attitude servile avec laquelle d'autres en approchaient, quelques mots échappés aux insulaires, nous firent bientôt comprendre que le sultan était au nombre des spectateurs. Nous étions au dernier acte de cette comédie d'un nouveau genre, et nous avions assez bien rempli nos rôles, car les plats étaient vides ; nous allions nous lever quand parut un homme apportant deux épées, un énorme poignard et un grand sabre. Le maître du logis prit ces armes, les déposa sur la table et nous invita fort civilement à choisir. Nous nous regardâmes tout interdits ; mais il insista, il ne demandait qu'un petit combat, quelques gouttes de sang pour payer sans doute notre dîner et amuser son noble souverain. D'où pouvait venir cette barbare fantaisie ? Un matelot de notre équipage, ancien maître d'armes, donnait quelquefois, pour se distraire, des leçons d'escrime à ses compagnons de captivité ; sans doute les Indiens avaient entendu le cliquetis du fer, ils avaient vu de loin le combat, et, prenant la chose au sérieux, ils en avaient conçu l'idée d'un spectacle vraiment digne d'un peuple sauvage. Pour nous, peu disposés à tenter le métier de gladiateur, nous répondîmes que notre religion nous défendait de faire un pareil usage de ces armes ; puis, saluant très-profondément, nous laissâmes tous les spectateurs fort déconcertés. Toutefois nous n'osions pas trop rire de leur mystification ; un tel caprice pouvait avoir de funestes conséquences, et les premières paroles de notre capitaine à son équipage furent pour défendre sévèrement tout exercice qui pourrait faire naître l'idée d'une lutte ou d'un combat.

Je voyais très-fréquemment Daïdi : il était toujours complaisant et bon ; mais les espérances que j'avais fondées sur lui s'en allaient à mesure que je le connaissais mieux. Vrai croyant, aveuglé par la superstition, imbu de préjugés, il se fai-

sait mystérieux quand je lui parlais de sa religion, et répondait par des contes ridicules à mes questions sur les mœurs et l'histoire de son pays. Sa protection seule servit ma curiosité; il consentait quelquefois à m'accompagner dans mes promenades, et alors j'avais plus d'assurance. La crainte des prêtres et du peuple m'avait éloigné jusque-là des mosquées et des cimetières; avec lui, j'osai m'en approcher.

On ne peut faire un pas dans cette petite île sans penser au ciel et à la mort; sur ce misérable coin de terre s'élèvent douze mosquées, et chacune est environnée de son cimetière. Aussi ces hommes, d'ailleurs timides, ont-ils un grand courage à l'heure suprême; ils sont à peine émus, leur résignation est préparée par l'habitude : ils vivent au milieu des tombeaux, et, quand vient le moment du départ, ils ne vont pas bien loin. Les morts ne sont point entièrement retranchés de la société, car on les consulte, on s'entretient avec eux, et, à certains jours, on leur porte des gâteaux et des fruits.

Trois mosquées se distinguent par leur architecture; la plus remarquable est celle qui domine les tombeaux des sultans. Les murs sont formés de larges pierres de corail polies, sculptées avec un soin minutieux, et rapprochées avec une adresse si merveilleuse, qu'on croirait voir un seul bloc. Le madrépore, ainsi préparé, prend cette belle couleur jaune doré des marbres antiques. L'édifice est vaste, et cependant il n'a que trois ouvertures, toutes placées à la façade, une porte cintrée et deux petites fenêtres de même forme. Les battants de la porte et des fenêtres sont d'un bois brillant, sculpté avec plus d'art encore que la pierre; on y voit plusieurs petites figures et des emblèmes religieux dont je n'ai pu trouver l'explication. Les murailles offrent dans toute leur étendue un dessin uniforme : ce sont des lignes qui se croisent et font des losanges découpés en rosace. Tous ces travaux sont en relief, et s'étendent comme une belle tapisserie ou une indienne imprimée. Le haut se termine par une corniche un peu lourde pour la délicatesse et l'élégance de ces gracieuses arabesques. Au fond du temple s'ouvre un étroit corridor, conduisant à une tour sans fenêtres et terminée par une plate-forme. Matin et soir, souvent même dans le cours de la journée, un homme monte au sommet de cette tour, et là, se bouchant les oreilles, il crie : Allah ! à plusieurs reprises, pour appeler les fidèles à la prière.

Les tombeaux sont des édifices carrés, construits en madrépore comme les mosquées, et, comme elles, revêtus extérieurement de sculptures et d'images symboliques. Ils sont couverts de lames de cuivre, ou d'un toit plat composé de bois et de chaux, qu'on appelle *argamasse* dans la langue du pays. Chaque tombeau est environné d'une cour fermée par un mur d'enceinte. La porte du monument est abritée par une petite tente en toile de coton, entretenue avec soin et renouvelée à certaines époques. D'où peut venir cet usage ? Est-ce un signe religieux ? ou bien veulent-ils traiter les morts à la façon des vivants, comme s'ils étaient encore sensibles à la fraîcheur de l'ombre, la plus douce chose dans ce climat brûlant ? Si ce n'est pas une idée d'une bien haute philosophie, c'est au moins une pensée pleine d'une pieuse et tendre mélancolie. Les petits pavillons blancs que l'on voit flotter sur toutes les tombes sont destinés à les protéger contre les esprits malins qui rôdent particulièrement autour des cimetières, cherchant à s'introduire auprès des morts pour les tourmenter dans leurs étroites demeures. Ce saint palladium, sur lequel toute la famille réunie a fait des prières, et qu'elle apporte en grande cérémonie, me rappelait les exorcismes de notre ancienne église. Les Mal-

divois attribuent à ce signe une influence directe et toute matérielle; ils croient par là mettre en fuite la légion des vampires, absolument comme nos paysans suspendent des haillons, attachent des crecelles à leurs arbres chargés de fruits pour en éloigner les oiseaux. Plus d'une fois, quand la brise du soir agitait les drapeaux des cimetières, j'ai entendu les insulaires dire : — Les morts dormiront bien cette nuit.

Le vendredi est leur jour de fête; le sultan sort de sa citadelle, et va visiter toutes les mosquées, y faire des prières. Il s'avance, précédé d'une garde assez nombreuse, armée de lances ou plutôt de *sagayes*, parmi lesquelles on voit aussi quelques vieux fusils rouillés. Si le temps est beau, des hommes marchent à ses côtés, en agitant de larges éventails de plumes de paon. S'il vient à pleuvoir, on déroule une natte immense, soutenue de distance en distance par de longs bâtons, et le cortège se range, se presse sous cette espèce de dais.

Dans l'année, il y a une nuit spécialement consacrée à la mémoire des morts, et cette funèbre solennité eut lieu pendant notre séjour aux Maldives. Hommes, femmes, enfants, se répandent alors dans les cimetières; chacun porte son offrande : des fruits, du lait, des viandes préparées selon le goût de celui qui repose sous la terre où ils vont s'asseoir et prier. Quelques-uns même y déposent leurs gourgoulis tout enflammés, d'où s'échappe la fumée pénétrante de ce tabac sucré qu'ils aiment tant dans ce monde, et qui doit encore les réjouir dans l'autre. Après l'accomplissement de cette cérémonie, il est d'usage que les inférieurs aillent visiter ceux de leurs compatriotes qui ont sur eux autorité ou influence. Je me trouvais alors chez Daïdi : c'était un *patricien*, et je vis accourir dans sa demeure de nombreux clients. En entrant, ils se courbaient jusqu'à terre, et demeuraient dans cette position jusqu'à ce que le maître du logis les fît asseoir; puis il leur présentait le bétel et les congédiait. Vainement je voulus connaître la cause de cette espèce d'hommage qui rappelait la féodalité; mon hôte se perdit dans de longues explications auxquelles je ne pus rien comprendre. Cependant, comme il était plus expansif, plus causeur que de coutume, je le pressai de questions, et je vis clairement qu'au fond de toutes leurs cérémonies et de toutes leurs pensées religieuses il y avait une grande frayeur du diable. Il me révéla que les Maldivois n'entreprenaient jamais rien sans avoir préalablement consulté l'oracle. Je ne sais comment ils accomplissent cette pratique; mais j'y trouvai l'explication de ces lenteurs, de ces obstacles mystérieux qui, plus d'une fois, m'avaient désespéré dans mes rapports avec les insulaires. En pensant aux conséquences d'un pareil culte, d'une superstition si sauvage, je tremblai. Ces mêmes hommes qui nous avaient accueillis avec une touchante hospitalité, parce que les nombres ou tout autre symbole nous étaient favorables, nous auraient sans doute égorgés dans le cas contraire. Bien des naufrages en effet ont eu lieu sur ces mêmes rochers, et jamais on n'a entendu parler des équipages.

Parmi les croyances des Maldivois, il en est qui rappellent la plus ancienne idolâtrie. Ainsi ils sacrifient au dieu du vent, ou au vent lui-même, qu'ils considèrent peut-être comme un esprit indépendant. A cet effet, ils construisent un petit navire qu'ils couronnent de fleurs, et qu'ils portent au rivage en grande cérémonie. Ils attachent au fond une poule blanche, y mettent une petite provision de riz, un vase contenant un peu d'eau douce, puis ils l'abandonnent à la brise en poussant de grands cris. Quelquefois ils le lancent sur les flots après l'avoir rempli d'ambre et de bois odorant auquel ils ont mis le feu, l'accompa-

gnant de leurs prières ou le poursuivant de leurs imprécations jusqu'à ce qu'il ait entièrement disparu.

Cependant le jour de notre délivrance approchait : l'ordre avait été donné par le sultan de tenir prêt à prendre la mer le plus grand de ses *pros*, de tout disposer pour une expédition à la côte Malabare, et nous devions trouver passage à bord de cette embarcation ; telle était aussi sa volonté. Chaque année, il fait armer pour la même destination un de ses plus grands bateaux, et il le charge des productions de son misérable empire : des nattes, des noix de coco, du poisson boucané, et des sacs contenant de petites coquilles univalves, qu'on nomme *coris*, très-recherchées sur le continent, où on les accepte comme monnaie de bas aloi, ayant un cours légal et régulier. En échange, le bâtiment rapporte des tissus de soie et de coton, du sucre, et principalement du riz. On choisit pour le départ le temps où règne la mousson du sud-ouest, vers le mois d'avril, et le retour n'a lieu qu'après le renversement de la mousson, alors que les vents passent au nord-est, vers le mois d'octobre.

L'oracle vint sans doute une dernière fois nous contrarier, car, au moment où nous allions monter à bord, nous reçûmes contre-ordre, et il nous fallut encore compter quelques longues journées d'attente ; puis, un soir, on nous fit embarquer précipitamment, et aussitôt le bateau gagna le large. Nous étions à peine à deux lieues de terre comme le soleil se couchait. Le capitaine prit la barre du gouvernail, fit carguer la voile, tourna la proue vers l'occident, et tout son équipage, composé d'une vingtaine d'hommes, récita à haute voix et très-dévotement une prière qui dura un quart d'heure. Le soleil disparut, la voile remonta, et l'on fit route. Pour moi, au moment de dire un éternel adieu à ces peuplades presque inconnues, je ne me rappelais pas sans charme leurs mœurs singulières, leur existence pauvre et isolée, qui les force à tourner invariablement dans un petit cercle d'habitudes matérielles. Tous les jours, de grands navires d'Europe cinglent sous ces rochers ; debout sur sa grève, l'habitant des Maldjves les considère avec indifférence, comme s'ils étaient en quelque sorte un produit de la mer, et il ne s'inquiète ni d'où ils viennent ni où ils vont. De son côté, l'Européen regarde à peine ces petites îles, et quand on lui a dit qu'elles ne donnent que des cocos, qu'elles sont peuplées d'hommes ignorants et à moitié sauvages, il passe sans plus s'en occuper. Pourtant il nous semble qu'il n'y a point de coin de terre si perdu, si misérable, qui ne puisse être rattaché par quelque lien d'intérêt commun à la grande famille humaine. Si des bâtiments d'un fort tonnage ne peuvent s'approcher sans danger de ces plages basses et pénétrer dans ces bassins hérissés de hauts-fonds, de petites barques, des péniches légères, pourraient facilement entrer dans les passes et porter au cœur de l'archipel la vie et le mouvement. Les îles de France et de Bourbon, malgré leur éloignement, nous paraîtraient appelées à trafiquer avec les Maldives de préférence à Ceylan et à la côte Malabare, qui les touchent pour ainsi dire, mais où se trouvent les mêmes productions. Le commerce d'échange serait le meilleur, car toute importation deviendrait précieuse pour des hommes qui n'ont rien que ce qu'ils récoltent eux-mêmes. On aurait en retour des cargaisons de cocos et de balles de *caire*, des nattes d'une grande beauté, de l'écaille, quelques morceaux d'ambre, du corail noir qu'il serait facile de polir et de travailler. Bientôt le commerce ferait naître l'industrie : de vastes pêcheries pourraient s'établir sur tous ces bancs de sable, et, pour créer des manufactures d'huile de palme, il suffirait d'introduire sous leurs bois de cocotiers

ces petits moulins à bras que nous employons dans nos colonies. Ces résultats, il est vrai, ne pourraient s'obtenir qu'avec l'assentiment et les bonnes dispositions du sultan ; mais nous sommes persuadé qu'il serait accessible à d'adroites prévenances, à de petits présents, et surtout à l'espoir bien fondé de voir augmenter sa fortune.

Les vents nous furent peu favorables ; huit jours se passèrent à courir bord sur bord. D'après notre estime, nous devions nous trouver dans le voisinage du cap Comorin. Un homme monta à la tête du mât pour chercher cette terre à l'horizon ; mais, au lieu d'annoncer le continent, il signala derrière nous, un peu à l'ouest, une île dont nous n'étions éloignés que de sept ou huit milles. Elle fut reconnue pour être l'île Minicôï, la plus méridionale de l'archipel des Laquedives. Nos vivres étaient presque épuisés, l'eau manquait, et, malgré sa répugnance, notre capitaine se vit dans la nécessité d'y faire une relâche. Pour moi, je fus dans l'enchantement, car j'étais accablé de fatigue et d'ennui. Quelle pénible traversée ! Sur le pont, un soleil ardent nous dévorait ; notre seul abri était une petite case pratiquée dans le corps du bateau, et l'on y suffoquait, car elle était toujours pleine de fumée. Déjà la vue des cocotiers semblait me rafraîchir, et leurs masses jetaient sur le sable du rivage des ombres où ma pensée courait se réfugier. Aussi je ne fus pas le dernier à toucher la terre.

Cette île a la forme d'un fer à cheval ; sa cavité est tournée vers le nord-ouest, où elle offre une baie vaste et tranquille. Des récifs l'environnent et lui font une digue naturelle, contre laquelle viennent se briser les flots de la haute mer. Il y a passage aux deux extrémités de cette muraille de rochers, et dans le centre se trouvent quelques petites issues accessibles seulement à des pirogues de pêche. Au bord de la baie s'élèvent deux villes ou plutôt deux villages. Je ne vis que l'extérieur des maisons. La population me parut nombreuse, active et entreprenante ; mais ces insulaires ne nous montrèrent que haine et dédain : ils ont l'air plus fier, plus décidé que les Maldivois, et sont d'une cupidité excessive. Heureusement, nous étions sous la protection du sultan des Maldives. Ils entouraient, ils flattaient notre capitaine, qui avait mis son plus beau turban, et représentait ainsi son noble souverain avec une dignité vraiment diplomatique. Peu satisfait de leur accueil, je m'éloignai au plus vite, cherchant l'ombre et les arbres. Je m'arrêtai sur une petite éminence : j'avais autour de moi des tombeaux, sous mes pieds une verdure épaisse ; çà et là paraissaient quelques petites cases et des plantations de cocotiers. Je voyais des hommes monter et descendre le long de ces hautes colonnes avec l'agilité de l'écureuil, tenant suspendus à leurs mains les tuyaux de bambou dans lesquels ils recueillent le vin de palme. Par delà ces cabanes et ces arbres, j'apercevais la mer couverte de pirogues courbées sous la voile et louvoyant vers la passe comme un troupeau qui regagne le bercail.

Ce fut pour moi le dernier tableau de cette nature calme et monotone des îles indiennes, de ce mouvement uniforme et invariable qui berce la vie de ces insulaires et la rend semblable à un long sommeil. Nous appareillâmes le lendemain au lever du soleil ; le cinquième jour, on signala les montagnes de Travancore, et bientôt nous étions en rade d'Aleppee sur la côte Malabare. Une rivière, ou plutôt un bras de mer s'étend de ce comptoir jusqu'à la vieille cité portugaise de Cochîn, où nous espérions trouver secours et passage à bord de quelque navire européen. Une pirogue indienne nous y conduisit en quelques heures. La ville de Cochîn a perdu son ancienne splendeur ; elle contient encore un peuple nombreux, mais on

reconnaîtrait difficilement dans cette race abâtardie les descendants des compagnons de Gama et de tous ces hardis Portugais qui vinrent à leur suite. Cependant nous ne fûmes point trompés dans notre attente. Si les habitants de Cochin ne possèdent plus de vaisseaux, ils en construisent pour d'autres peuples. Le bois de teck qu'ils emploient est presque incorruptible, il fait le principal mérite de leurs constructions et soutient encore chez eux cette seule et dernière industrie. A l'époque de notre arrivée, il y avait plusieurs grands navires sur les chantiers, et l'on venait de lancer à la mer le brick *Gregorio* en destination pour l'île Maurice. Ce brick fut mon libérateur; deux mois plus tard, il laissait tomber l'ancre devant la ville du Port-Louis et me rendait à ma patrie adoptive.

R. DROUIN.



CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 août 1846.

Il était convenu que la petite session n'aurait pas, à proprement parler, un caractère politique. Dans le discours de la couronne il n'a pas été question d'affaires. Le roi a adressé quelques paroles gracieuses aux deux chambres, et tout a été renvoyé au mois de janvier. On a voulu obtempérer sur-le-champ à la prescription de la charte, qui veut qu'après une dissolution une chambre nouvelle soit convoquée dans les trois mois ; mais du reste il n'y avait rien d'urgent à expédier, et dans quelques jours la petite session sera close. D'ailleurs, dans quelques jours aussi les conseils généraux vont s'ouvrir, et ils réclament la présence de la plupart des pairs et des députés. Cependant les premières délibérations de la chambre de 1846 avaient un véritable intérêt de curiosité. La vérification des pouvoirs touche à tous les intérêts, à toutes les passions de parti, et les débats qu'elle soulève offrent toujours de piquants indices des tendances, des dispositions de l'assemblée. Nous avons aussi à faire connaissance avec les députés nouveaux, à voir leur attitude. Les députés nouveaux convergent, pour la plupart, vers le parti du gouvernement ; ils apportent dans la chambre un dédain assez marqué pour certaines questions politiques, ils se disent avant tout hommes positifs, hommes d'affaires. Quelques-uns d'entre eux arrivent avec l'intention sincère de poursuivre avec ardeur des réformes économiques et financières, des améliorations administratives. Puisse ce beau zèle persévérer ! Quand on professe l'indifférence en matière de questions politiques, il faut au moins se montrer fécond et puissant pour le bien-être matériel.

La majorité, forte tant de ces nombreuses recrues que de son ancienne phalange, a été compacte et résolue dès les premiers jours. Elle a porté dans la vérification des pouvoirs des intentions systématiques. Toutes les violations des formalités extérieures de la loi l'ont trouvée sévère. Dans tel collège, le scrutin avait été fermé une heure avant le terme prescrit ; la chambre a annulé l'élection, bien qu'elle eût été faite à une majorité considérable. Les faits moraux ont été appréciés dans un autre esprit. La majorité n'a pas voulu entrer dans l'analyse de tous les éléments qui constituent ce qu'on appelle corruption dans la langue politique ; elle a aussi manifesté la volonté expresse d'éviter une enquête. La majorité a pensé

que dans l'appréciation de la corruption tout était arbitraire et périlleux. Où s'arrêter dans une appréciation pareille? Quelle est la limite qui sépare les sollicitations permises d'une brigue coupable? Aussi, entre les protestations des électeurs et les dénégations des candidats élus, le choix de la majorité n'a pas été douteux; la majorité a cru sur parole les députés nommés, et elle a validé les élections. La chambre n'avait-elle pas cependant un moyen de contrôler, de vérifier les allégations portées devant elle? N'avait-elle pas la voie de l'enquête? C'est précisément ce moyen, cette voie, dont la majorité avait bien résolu de ne plus user. En 1842, la chambre avait ordonné une enquête parlementaire. Une commission, représentant le pouvoir de la chambre, avait entendu plus de soixante témoins; elle avait cité devant elle des fonctionnaires, des magistrats, des agents du ministère des finances et du ministère de l'intérieur. Tout cela était nouveau, délicat, fécond en collisions qui pouvaient être fâcheuses entre le pouvoir exécutif et la souveraineté parlementaire. Dans plusieurs parties, le rapport de la commission était une sorte de tableau de mœurs où l'on voyait l'électeur cherchant à exploiter son vote, et se tournant vers le candidat dont le crédit et la fortune enflammaient le plus ses espérances. « Il sortira de l'enquête, disait le rapport en terminant, de graves et sévères leçons... Il importe sans doute de surveiller et de contenir l'autorité quand elle s'écarte de ses devoirs, mais il n'est pas moins salutaire et urgent de réformer les mauvaises passions qui voudraient s'introduire dans la société. » En 1846, sommes-nous meilleurs ou pires qu'en 1842? Les mauvaises passions ont-elles gagné ou perdu du terrain? Sur ces questions, une nouvelle commission d'enquête nous eût donné des éclaircissements auxquels il faut renoncer. La majorité n'a pas voulu d'une investigation qui, dans la dernière législature, lui avait créé des embarras.

Au reste, en validant les élections attaquées, la majorité a été impartiale; elle n'a pas moins accordé ses suffrages à MM. Benoist et de Renneville qu'à M. le président Mater. Ce dernier a défendu son élection avec une singulière vigueur. On se rappelait, en écoutant sa parole nerveuse, incisive, spirituelle, qu'avant de présider la cour royale de Bourges, il était à la tête de son barreau. M. de Renneville n'a pas porté à la tribune l'élan oratoire de M. Mater; il a exposé les circonstances de son élection avec une sobriété de développements que soutenait une énergie quelque peu hautaine; on sent dans l'ancien secrétaire de M. de Villèle la conviction d'un homme de parti. M. de Renneville a dénié à la chambre le droit de s'immiscer dans ce qui avait pu se traiter de confidentiel et d'intime entre lui et ses électeurs: selon lui, la chambre n'est juge que de la régularité des opérations légales. Peut-être ne se fût-il pas exprimé avec tant de fermeté, s'il n'eût été certain, comme il l'a affirmé, que la pièce décisive où étaient consignés certains engagements envers les électeurs n'existait pas, ou plutôt, comme on le disait sur quelques bancs de la chambre, n'existait *plus*. Quoi qu'il en soit, dans cette circonstance, aucun principe n'avait été compromis. M. le président Mater a terminé son remarquable discours en déclarant qu'il resterait député pendant toute la durée de la législature. M. de Renneville a surtout argumenté de l'impossibilité où l'on se trouvait de lui rapporter la preuve de l'engagement qu'il aurait pris envers ses électeurs de donner sa démission après deux années d'existence parlementaire. Ces deux députés ne pouvaient reconnaître d'une manière plus explicite qu'il est des conditions que le pouvoir électoral, si entier qu'on le suppose, ne saurait imposer aux candidats.

Quels sont les vrais rapports entre l'élu et l'électeur? Que reste-t-il de liberté au premier, et jusqu'où s'étend le droit du second de lier son représentant? Ces questions sont fort délicates, et vouloir les trancher par une règle absolue conduit, nous le croyons, à l'erreur. Il existe assurément un lien moral entre l'élu et ceux qui l'ont nommé : M. le ministre des affaires étrangères n'a-t-il pas été trop loin quand, pour mieux combattre la doctrine du mandat impératif, il a soutenu, surtout dans le débat sur l'élection de M. Drault, que le député, en entrant dans la chambre, était libre de la manière la plus absolue? Mais alors il n'y a donc aucune obligation, aucun lien entre les électeurs et l'élu? Ce dernier peut donc à son gré professer des opinions tout à fait contraires à celles qui l'ont envoyé au parlement? Conséquence absurde, car elle frappe au cœur le système de la représentation. Le député n'est ni dans un état d'indépendance complète, ni dans les entraves d'une servitude sans réserve : dans les circonstances importantes, sa loyauté et son bon sens lui marqueront son devoir. Quant à l'électeur, sa souveraineté ne saurait aller jusqu'à mutiler, jusqu'à dénaturer le mandat de l'élu. La charte dit expressément que les députés sont nommés pour cinq ans ; des électeurs ne peuvent violer cette disposition en limitant à une ou deux années la vie parlementaire de leur représentant. Si on leur accordait cette faculté, on arriverait à cet étrange résultat, que le même collège pourrait s'assurer d'avance les moyens d'envoyer à la chambre trois ou quatre députés pendant la durée d'une seule législature. Maintenant que faut-il penser quand l'électeur se borne à imposer au candidat l'obligation de voter dans tel sens sur une question spéciale? Une majorité de 131 voix contre 134 vient de décider que, dans ce cas, l'élection est nulle. Cette décision est-elle irréprochable? N'immole-t-elle pas les droits de l'électeur à la souveraineté parlementaire? Dans le scrutin dont l'élection de M. Drault a été l'objet, on a vu, du reste, plusieurs membres de la politique conservatrice voter contre la solution à laquelle le cabinet paraissait attacher la plus grande importance.

Le scrutin sur la présidence a montré la force de la majorité. Cette force, au surplus, n'avait été contestée par personne; elle avait été hautement reconnue à la tribune par les orateurs de l'opposition, par MM. Duvergier de Hauranne et Billault. Pendant que M. Sauzet réunissait 223 voix, M. Odilon Barrot n'en obtenait que 98. Les scrutins pour les vice-présidents et les secrétaires n'ont pas été moins significatifs.

Nous parlions tout à l'heure de ce qu'avait fait et pensé la chambre, en 1842, sur la question d'une enquête parlementaire; si, sur d'autres points, nous comparons encore 1842 et 1846, nous trouvons de singuliers contrastes. Les élections de 1842 eurent lieu quelques jours avant la déplorable catastrophe du 13 juillet : elles donnèrent à l'opposition, sinon le triomphe décisif d'une majorité numérique, du moins une égalité de forces qui était une vraie victoire morale. Il y eut cette impression générale, qu'en face d'un pareil résultat le maintien du cabinet était presque impossible; mais, par le coup cruel de la mort du prince royal, tout changea. Les chambres convoquées n'eurent plus à délibérer sur la politique du ministère, mais sur les destinées futures de la monarchie. On fit trêve aux luttes de parti, aux guerres de portefeuille, pour travailler d'un commun accord à raffermir l'état ébranlé. C'est alors que la loi de régence, loi de prévoyance et d'organisation, prit place dans notre droit public à côté de la Charte; moment d'union trop court entre les partis et les hommes politiques, mais qui, du moins,

porta ses fruits, époque mémorable où le centre gauche et son chef apportèrent au gouvernement un si puissant concours, et rendirent à la monarchie des services trop oubliés. Pourquoi la gauche ne suivit-elle pas alors l'exemple qui lui était donné? Si elle eût marché dans cette voie, elle aurait aujourd'hui plus de force et de crédit. Cependant, quelques mois après, les chambres revenaient avec les préoccupations les plus sérieuses, notamment sur les questions étrangères. Si le ministère trouva une majorité dans le parlement, il dut la conquérir par les plus énergiques efforts, par des engagements solennels pris à la face des chambres de suivre la politique qu'elles lui indiquaient. Nous ne songeons point à refaire ici l'histoire de la législature de 1842; mais qui ne se rappelle les débats ardents et profonds, les amendements équivalant à une véritable censure, enfin les majorités équivoques qui mirent si souvent le cabinet en péril? Aujourd'hui le ministère songe avec une satisfaction intime qu'il n'a plus à craindre de pareilles épreuves, et il trouve dans le présent les plus grands motifs de sécurité. Ces motifs, il faut en convenir, sont réels. L'animation politique que nous avons constatée dans les élections et dans la législature de 1842 est presque éteinte.

Bien des causes ont contribué à amortir les sentiments et les tendances qui dominaient il y a quatre ans : la principale est la surexcitation de l'industrie, dont le triomphe a été d'autant plus complet qu'il avait été longuement préparé. Ce n'est pas hier, c'est il y a dix ans qu'on appréciait déjà toute l'importance des grands travaux publics, des vastes spéculations, enfin des chemins de fer. Des différents cabinets qui tour à tour ont pris les affaires, les uns ont duré trop peu, les autres ont rencontré trop d'obstacles pour pouvoir mener à bien ces grandes et nouvelles questions de l'industrie. Sur ce point, comme sur d'autres, la fortune a favorisé le ministère du 29 octobre. Il a profité des tâtonnements de ses prédécesseurs, de leurs échecs, de la maturité de la question. Ces chemins de fer si débattus, si attendus, si désirés, il les a eus entre ses mains; ç'a été un instrument, une diversion. Capitalistes, spéculateurs, agioteurs, grands propriétaires, petits rentiers, toutes les classes enfin, depuis le banquier jusqu'à l'homme de lettres, se sont jetées sur cette proie, qui du reste a trompé bien des convoitises, et l'on voudrait qu'une préoccupation si générale, si unanime, n'eût pas pesé de tout son poids sur l'esprit public pour en changer, pour en altérer les dispositions! A-t-on le temps, a-t-on l'humeur de s'occuper des affaires du pays, quand on attend avec une impatience fiévreuse la cote de la Bourse, pour savoir si l'on a triplé ou perdu ses capitaux?

C'est ainsi que l'industrie a tué, pour un temps, la politique en appelant à elle toutes les pensées, toutes les passions. Nous n'avons ni enthousiasme ni anathèmes pour un fait incontestable; il faut l'accepter comme tout ce qui est nécessaire. Il est dans le génie et la destinée de notre pays de passer par les situations les plus diverses et de les épuiser. Il y a quinze ans, nous vivions dans l'effervescence qui accompagne toujours une révolution; la France était possédée de l'exaltation démocratique, et l'opposition était à la mode. Il était même de bon ton de railler les hommes prudents et positifs qui demandaient à la société de se calmer, de se raffermir sur sa base, et de travailler à son bien-être. Aujourd'hui la mode est ailleurs, elle a passé avec la victoire du côté de l'industrie, et la réaction, comme il arrive toujours, est extrême. C'est la politique qui est devenue l'objet d'un dédain parfois cynique. Les générations nouvelles débutent dans le monde avec le mépris des sentiments qui faisaient battre le cœur de leurs pères;

on ne saurait plus les accuser d'être révolutionnaires, elles naissent gouvernementales. Ainsi va le monde, ainsi la vie d'une société se compose de passions et de phases contradictoires; heureusement cette vie est longue. elle a la puissance d'user bien des erreurs, et d'épurer au creuset du temps tout ce qui est excessif, exagéré.

Notre époque a ses avantages comme ses inconvénients, et il ne faut pas plus l'envisager avec désespoir qu'avec un optimisme sans restrictions. Il y a plus : elle impose aux hommes politiques, qu'ils soient aux affaires ou dans l'opposition, des devoirs dont la négligence serait funeste. Si nous considérons d'abord la majorité, nous la voyons, dès le début de cette législature, dans une situation plus forte qu'au commencement de la chambre de 1842. Il y a quatre ans, la majorité se cherchait; elle se forma laborieusement, et, pour ainsi parler, sous le feu de l'ennemi. Aujourd'hui, dès le début, elle se trouve constituée; elle triomphe avant d'avoir combattu. Une si éclatante prospérité impose des devoirs sérieux. A l'intérieur, rien ne saurait empêcher la majorité de prendre l'initiative d'utiles combinaisons; elle sait bien que, dans la voie des réformes, elle ne peut être entraînée plus loin qu'elle ne voudra, puisqu'elle est maîtresse du terrain, et n'a pas besoin d'auxiliaires. Dans les questions politiques, dans tout ce qui touche à nos relations extérieures, nous espérons que la majorité ne partagera pas l'indifférence que voudraient lui inoculer certains esprits. Si cette indifférence venait à prévaloir, elle serait dans nos mœurs publiques un symptôme bien plus triste que tous les faits de corruption électorale. En Angleterre, la corruption électorale a de bien autres proportions que parmi nous. Il y a quatre ans, un rapport du comité d'enquête de la chambre des communes a constaté que la victoire restait presque toujours aux candidats qui dépensaient les sommes les plus fortes. Contre de pareilles habitudes, il y a chez nos voisins un puissant antidote, l'esprit politique. On a remarqué, il y a longtemps, que les bourgeois-pourris avaient envoyé à la chambre des communes les plus grands hommes parlementaires de la Grande-Bretagne. De l'autre côté du détroit, cette corruption n'exerce pas d'influence au delà des *hustings*, elle s'arrête au seuil de la chambre des communes; elle n'atteint pas la vie parlementaire. La chambre de 1846 vient de se montrer indifférente aux faits de corruption qui ont été dénoncés devant elle; elle a imité en cela le parlement anglais, qui a rejeté, il y a quelques années, les mesures qu'on lui proposait dans l'espérance de changer sur ce point les mœurs britanniques. On se rappelle en effet que whigs et tories furent unanimes pour repousser les innovations pénales réclamées par M. Rœbuck, qui se trouva en Angleterre le seul ennemi sérieux de la corruption. Puisque la chambre de 1846 n'a pas voulu plus que le parlement anglais sévir contre certains scandales, qu'au moins, à son exemple, elle garde cet esprit politique qui fait la force, la dignité des grandes assemblées, et sans lequel la représentation nationale ne serait plus qu'une vaste agence d'affaires locales et particulières. Il y a, dans le sein de la majorité, des hommes sérieux, désireux du bien, jaloux de l'honneur du pays : il leur appartient de lutter contre les mauvaises penes qu'ils pourraient remarquer dans leur propre parti, de ne pas s'abandonner à cette pensée d'égoïsme et d'inertie qui professe que, pour tout conserver, il suffit de ne rien entreprendre.

Le ministère est heureux, et vraiment le moment est assez mal choisi pour lui offrir des conseils. Il voit dans l'atmosphère politique une sérénité si calme et si

profonde, qu'il ne saurait imaginer à quel endroit de l'horizon pourrait paraître quelque sombre nuage. S'il éprouve aujourd'hui quelque embarras, c'est de ne plus avoir d'obstacles devant lui. Il a une liberté entière d'action et de mouvement dont il lui sera demandé compte, et voilà l'inconvénient d'un triomphe si complet. Même avant que l'urne électorale eût parlé. M. le ministre des affaires étrangères a reconnu au banquet de Lisieux que le temps avait marché et imposait au cabinet des obligations nouvelles. La victoire, loin d'obscurcir cette vérité, l'a rendue plus impérieuse. Nous nous rappelons que, dans les derniers temps du ministère du 11 octobre, plusieurs membres de ce cabinet, où siégeait M. Guizot, trouvaient qu'après être sortis vainqueurs des longues luttes qu'ils avaient soutenues, leur présence aux affaires n'avait plus d'objet, et ils quittèrent le pouvoir non-seulement sans chagrin, mais avec une sorte d'empressement. Aujourd'hui, dans le cabinet du 29 octobre, on n'éprouve pas la même satiété; on a la ferme volonté de suffire à une nouvelle carrière. Cette ambition n'est pas blâmable en soi, et elle ne peut être jugée que sur des résultats. Désormais ce n'est plus la durée du ministère qui est en question, mais sa valeur politique. Quels seront ses rapports avec la majorité? Lui donnera-t-il l'impulsion ou la recevra-t-il? Quel sera son choix entre les deux tendances qu'il doit remarquer autour de lui, la passion du *statu quo*, le goût des améliorations? Il y a dans le cabinet des hommes assez éclairés pour apprécier tout ce que réclament les progrès du temps, les besoins du pays; mais auront-ils la résolution nécessaire pour mener à bien des mesures qu'ils tiendront pour opportunes, pour utiles? Cette question n'est pas hors de propos quand on se rappelle ce qui se passa il y a quatre ans au sujet de l'union franco-belge. Plusieurs ministres paraissaient frappés des avantages et de la nécessité de cette grande mesure, notamment M. Lacave-Laplagne et M. Guizot. M. le ministre des finances s'était livré à un examen qui l'avait convaincu que l'industrie française n'avait vraiment rien à craindre d'une association commerciale avec nos voisins. Il y a eu un moment où M. Guizot attachait la plus haute importance au triomphe de l'union; il y voyait un résultat dont sa politique aurait pu être fière. Cependant on se décida à ajourner indéfiniment ce grand projet. Pourquoi? parce que plusieurs députés avaient pris l'alarme, parce que, sans attendre l'ouverture du parlement, ils s'étaient rassemblés et avaient protesté contre l'alliance commerciale de la Belgique et de la France. C'est devant une pareille réunion sans qualité et sans caractère que nous avons vu le cabinet reculer et abandonner un dessein publiquement avoué. Il est vrai qu'aujourd'hui le redoutable M. Fulchiron ne siège plus à la chambre des députés. Toutefois il est permis de souhaiter que le cabinet ait à l'avenir plus de fermeté contre ceux de ses amis qui voudraient s'opposer aux améliorations, aux mesures qu'il pourrait concevoir. Peut-être l'impôt sur le sel fera-t-il à lui seul les frais de toutes les réformes.

L'opposition a devant elle un avenir laborieux et sévère. Elle n'a pas cherché à atténuer les échecs qu'elle avait éprouvés; elle a mis plutôt une sorte de tiéreté à proclamer que le résultat des élections la plaçait pour longtemps en dehors de toutes prétentions au pouvoir. C'est dire en même temps qu'elle ne permet pas à la fortune d'ébranler ses opinions, et qu'elle est plus que jamais résolue à les défendre, à les soutenir. Cette attitude l'honore et doit lui mériter l'estime de ses adversaires. L'opposition reproduira sa motion sur les incompatibilités, elle tirera même du plus grand nombre de fonctionnaires qui occupent aujourd'hui les bancs

de la chambre un argument nouveau pour prouver qu'il faut faire par la loi ce qu'on ne peut obtenir des mœurs. Un projet de réforme électorale servira de complément à la doctrine des incompatibilités. On voit que l'opposition est déterminée à une lutte de principes par laquelle elle espère éclairer et convaincre le pays. Pour soutenir cette lutte, les talents ne lui manquent pas. Elle sera sinon triomphante, du moins respectée et utile, si à la fermeté elle joint la modération et un sentiment vrai de l'état moral de la France. Qu'elle se garde surtout de toute assimilation fautive avec ce qui s'est passé sous la restauration. Jamais époques ne furent plus différentes que les dernières années du règne de Charles X et le temps présent. Il y a vingt ans, on était plein d'ardeur et d'illusions; on prêtait au gouvernement représentatif librement pratiqué une puissance morale que peut-être il n'a pas, on s'imaginait qu'après avoir brisé l'obstacle qui gênait l'élan du pays, tout serait pur, grand et beau. Nous devons entrer dans la république de Platon ou dans le royaume de Salente. L'obstacle fut renversé, une dynastie malhabile disparut dans la tempête, et la libre exécution de la charte fut conquise d'un seul coup. Nous savons maintenant par les faits ce que produit la pratique du régime représentatif, un mélange de bien et de mal. La carrière est ouverte pour les mauvaises passions comme pour les bonnes. Croire qu'après une telle expérience on pourrait faire appel à l'effervescence, à l'enthousiasme d'il y a vingt ans, ce serait s'abuser et s'exposer à de graves mécomptes. Que l'opposition soit de son temps, et ne cherche pas ses inspirations dans des souvenirs historiques; elle est nécessaire au pays, elle est un élément indispensable de notre civilisation politique, et pour notre compte nous regretterions vivement les erreurs qui compromettraient d'une manière sensible son autorité morale.

La cour des pairs a jugé le triste insensé qui avait voulu contrefaire le régicide. On a été généralement choqué de voir ce prétentieux idiot occuper pendant trois jours l'attention d'une grave assemblée.

Le parlement anglais a été prorogé au 4 novembre prochain, après une session de deux cent dix-neuf jours. Cette longue session, si solennellement ouverte par sir Robert Peel, a été close par un ministère whig, successeur encore mal affermi d'un homme d'état dont la chute volontaire a été une sorte de triomphe. Le discours que lord John Russell a mis dans la bouche de la reine exprime l'espérance que l'admission plus libre des produits des pays étrangers sur le marché anglais augmentera le confort et améliorera la condition de la grande masse du pays; il se termine par cette pensée, qu'il faut combiner l'obéissance à la loi avec le désir du progrès social. Ainsi, en Angleterre comme en France, on proclame que c'est un devoir de s'occuper du bien-être des peuples et d'imprimer à la société un progrès régulier. Aujourd'hui l'aristocratie britannique met son honneur et sa politique à professer ces principes; elle comprend qu'elle ne peut elle-même se maintenir qu'en acceptant le mouvement, à la condition de le régler. Les affaires extérieures de l'Angleterre sont très-brièvement mentionnées dans le discours prononcé au nom de la reine; nous y avons seulement lu que les prétentions rivales de l'Angleterre et des États-Unis au sujet de l'Orégon ont été réglées d'une manière compatible avec l'honneur national. Sur ce point, lord Palmerston s'est hâté de ratifier le traité qui était l'ouvrage de lord Aberdeen. Il déclare que l'Angleterre doit être ou ne peut plus contente de ses relations actuelles avec les États-Unis. Quand on songe aux éventualités que pourrait offrir la question du Mexique, il est permis de croire, à ce langage, que c'est un parti pris de la part

de la politique anglaise, de se tenir pour satisfaite, quelque chose qui arrive du côté de l'Amérique. C'est bien. Nous ne blâmons pas cette modération ; seulement nous espérons que lord Palmerston n'aura pas à l'égard de la France un esprit moins conciliant. Cependant, s'il fallait en croire certains bruits, lord Palmerston aurait repris, à l'occasion des affaires d'Espagne, ses procédés hantains envers le cabinet français. Est-il vrai qu'il aurait déclaré à M. de Jarnac que non-seulement il maintenait le veto de l'Angleterre prononcé par son prédécesseur à l'égard de M. le duc de Montpensier pour la main de la reine d'Espagne, mais qu'il l'étendait à tout projet d'union du prince français avec l'infante, sœur de la reine ? Cette déclaration aurait vivement blessé le chef de la dynastie de 1830, qui n'en aurait pas caché son mécontentement profond. Si lord Palmerston revenait envers la France aux dispositions qui l'ont animé en 1840, il prendrait sur lui une grave responsabilité. Il ferait aussi penser qu'il ne se rend pas bien compte de la force actuelle de la France, et il se donnerait l'inexcusable tort d'apporter de nouveaux obstacles à l'affermissement d'une alliance à laquelle est attachée la paix du monde.



— LE GLAIVE RUNIQUE, drame tragique, par Charles-Auguste Nicander, traduit du suédois par Léouzon Le Duc. — M. Léouzon Le Duc poursuit le cours de ses publications hâtées : heureux de posséder des langues que bien peu de gens connaissent, et d'être chez nous un des premiers interprètes des littératures scandinaves, il se presse trop de faire part au public de ses découvertes, et compromet par là le succès des œuvres qu'il veut naturaliser en France. Il oublie que le rôle de traducteur et d'éditeur a aussi des conditions modestes, mais indispensables, et que la plus essentielle de toutes est la patience : on n'a pas composé un livre parce qu'on a fourni la matière d'un volume. Il est encore une autre qualité qui trouve partout son application, et dont M. Léouzon Le Duc ne s'est pas assez soucié : c'est l'esprit de modération et de justice. Il place les intérêts de la religion fort au-dessus de ceux de la poésie : loin de nous l'idée de l'en blâmer ; mais encore les prédications doivent-elles s'adresser à des esprits préparés, et celles de M. Le Duc ne se recommandent ni par l'à-propos ni par la mesure. Déjà, dans son ouvrage sur la Finlande, on avait pu reconnaître et signaler quelques traces de ce zèle indiscret, qui s'est donné plus librement carrière dans la traduction du *Glaive runique*. Le sujet de ce drame est la lutte du paganisme scandinave contre le christianisme ; M. Le Duc a placé en tête de son livre l'histoire des guerres qui, à cette occasion, ont ensanglanté la Suède ; il ne s'arrête pas au triomphe de la religion nouvelle : plus catholique encore que chrétien, il pardonnerait plus volontiers à Odin qu'à Luther, et parle du réformateur en termes qu'il serait curieux de comparer au portrait qu'en a tracé Bossuet. Le nom jusqu'ici respecté de Gustave Wasa est livré au ridicule ; enfin le tout se termine par une pompeuse apologie de l'ordre de Jésus. Cependant on se demande quel est ce poète Nicander, auteur du *Glaive runique*, quel est le vrai sens de son œuvre, quel a été son rôle dans le développement de la moderne poésie scandinave ? A ces questions, M. Le Duc répond par quelques détails biographiques fort insuffisants. Les notes qu'il a rejetées à la fin du volume sont, par leur prolixité et le peu d'ordre qui y règne, une

preuve nouvelle de la précipitation qu'il a apportée à son travail. Il est fâcheux d'avoir à relever l'inexpérience de l'éditeur, quand on voudrait applaudir à ces échanges littéraires entre les peuples. Telle œuvre qu'il faudrait se garder d'imiter mérite cependant d'être connue : si elle n'est pas belle absolument, elle est toujours vraie par quelque endroit ; elle représente au moins le goût de la nation qui l'a adoptée. Ce n'est pas que *le Glaive runique* apporte un élément nouveau dans la théorie de l'art ; l'action se développe à la façon des grands drames historiques de Shakespeare. Cette liberté tient à la nature même des littératures romantiques ; mais, sous d'autres rapports, l'auteur ne s'est pas interdit toute imitation, quelquefois même il n'a pas craint de s'adresser à notre scène française. La partie la plus originale du drame est la peinture du fanatisme scandinave si peu semblable au paganisme élégant de la Grèce et de Rome ; il a pour représentant un vieux guerrier du nom d'Oldur. Dans son horreur farouche pour les nouveautés, Oldur jure d'immoler le premier de sa race qui abjurera le culte des ancêtres. Cependant il se défie de ses forces, qui l'ont déjà trahi ; il a, comme le Cid, une injure à venger, et, de plus, la foi à défendre. C'est son fils qui sera l'instrument de sa haine. Alrik répète le serment que lui dicte son père, et prend son glaive runique à témoin de l'exécution de ses promesses ; mais la fiancée d'Alrik, Hulda, a déjà ouvert son cœur à la foi chrétienne, elle part et va en pèlerinage à Jérusalem. Les derniers adieux et peut-être aussi le souvenir du serment imprudemment fait à son père poursuivent Alrik et achèvent ce qu'avaient commencé les vagues inquiétudes de son esprit. Quand, à l'assemblée générale du peuple, la religion de la Suède est remise aux hasards d'un combat singulier, il entre en lice comme champion du Christ. Proclamé vainqueur, il tombe lui-même frappé mortellement par le glaive runique qu'il avait fait garant de son serment, et que lui avait dérobé son adversaire. Toutes ces scènes sont écrites avec un sentiment élevé ; on sent que la religion de Nicander est supérieure à l'esprit de parti. Les fictions de la mythologie scandinave forment un heureux contraste avec les images plus douces de la religion chrétienne. L'absence de toute contrainte a permis au poète de reproduire quelque chose du grand mouvement qui dut accompagner une pareille révolution. En résumé, cette publication, même incomplète et défectueuse, fait désirer que l'attention d'une critique sérieuse et bien informée se porte sur la littérature scandinave.

— LETTRES DE JEAN HUS, ÉCRITES DURANT SON EXIL ET DANS SA PRISON, traduites du latin en français par M. Émile de Bonnechose. — Ce fut en 1537, à l'occasion d'un concile général convoqué d'abord à Mantoue, puis à Vienne, par le pape Paul III, que les lettres de Jean Hus, recueillies jadis par son ami, le notaire Pierre Maldonewitz, furent traduites du bohémien en latin, et publiées pour la première fois. L'illustre traducteur, Martin Luther, « avait pour but, disait-il, de rendre plus prudents et d'instruire, par les jugements tyranniques du concile de Constance, tous les théologiens qui, à l'avenir, seraient appelés à siéger dans les conciles de l'église romaine. » Ces lettres, dont M. de Bonnechose vient de donner une traduction française, sont divisées en deux séries. L'une comprend les années pendant lesquelles Hus fut interdit et exilé de Prague ; l'autre, beaucoup plus intéressante, s'étend depuis son départ pour le concile de Constance jusqu'à son supplice.

Jean Hus, né dans une ville de Bohême, en 1373, et devenu prêtre et prédica-

teur de l'église de Bethléem, à Prague, en 1400, commença, vers 1409, à s'élever avec force contre la vente des indulgences et à flétrir les vices du clergé et des moines, qui l'accusèrent alors de prêcher sur l'eucharistie des doctrines peu orthodoxes. Dénoncé au pape Alexandre V, devant lequel il refusa de comparaître, il fut interdit, mais n'en continua pas moins de prêcher et d'officier. Cité ensuite au concile général, qui devait se réunir à Constance à la fin de 1414, il partit de Prague au mois d'octobre, muni d'un sauf-conduit de Sigismond, et escorté par deux seigneurs de Bohême, Jean de Chlum et Henri de Latzenbock. Résigné d'avance au destin qui l'attendait, et sachant fort bien, comme il le dit lui-même, qu'il allait au-devant de nombreux et de mortels ennemis, il dédaigna les avertissements de ses amis, qui lui prédisaient et la trahison de Sigismond et une condamnation inévitable. Pendant la route, il fut parfaitement accueilli par les populations des pays qu'il traversait. « Dans toutes les villes où nous avons passé, écrivait-il à ses amis, nous avons été honorablement traités, et nous avons affiché des déclarations en latin et en allemand. L'évêque de Lubeck, qui nous précédait, et qui avait une nuit d'avance sur moi, publiait partout sur la route qu'on me conduisait enchaîné dans un chariot. Aussi, lorsque nous approchions de quelque ville, la foule accourait au-devant de nous comme à un spectacle, mais ce mensonge a tourné à la confusion de mes ennemis. » Hus arriva à Constance au commencement de novembre, et jouit d'abord de toute sa liberté; mais à la fin du même mois, après avoir assisté à une réunion de cardinaux rassemblés chez le pape, et malgré les énergiques protestations de Jean Chlum, qui invoqua en vain le sauf-conduit donné par Sigismond, il fut conduit chez le chantre de la cathédrale de Constance, gardé à vue, et, un mois plus tard, jeté dans une prison du monastère des dominicains, où il tomba dangereusement malade. L'empereur, averti de cette arrestation, se montra d'abord indigné, mais il se laissa bien vite persuader que le concile avait le droit de le dégager d'une promesse faite illégalement à un hérétique, et abandonna complètement Jean Hus.

Au mois de mars suivant, le malheureux prisonnier fut transféré dans la forteresse de Gottleben, où ne tarda pas à être aussi renfermé l'un de ses plus ardents persécuteurs, le pape Jean XXIII, qui venait de déposer le concile; rapprochement singulier qui donna lieu à une foule d'écrits satiriques. Toujours malade, manquant souvent du nécessaire, environné d'espions, Hus n'avait d'autre consolation que de composer des traités théologiques, des vers latins ou bohémiens, et d'adresser à ses amis et aux fidèles de Prague des lettres tout empreintes d'une touchante résignation et d'une constance inébranlable. L'espoir qu'il avait nourri de confondre ses accusateurs dans une audience publique ne tarda pas à s'évanouir, quand il eut vu à quels adversaires il avait affaire. Il faut lire dans sa correspondance le récit des scènes violentes qui eurent lieu, lorsque, seul et sans appui, il parut devant le concile, où l'on discutait, sans vouloir l'entendre, sur des passages falsifiés de ses ouvrages, qui, écrits en bohémien, étaient intelligibles pour ses juges; où ses adversaires ne trouvaient à lui répondre que ces paroles : « Cet homme est hérétique. » Dès lors, comme il refusa opiniâtrément de rétracter les doctrines qu'il avait enseignées, il ne douta plus du sort qui lui était réservé. En effet, le 5 juillet 1415, les pères du concile rendirent deux sentences par lesquelles ils condamnaient les livres de Hus à être brûlés, et leur auteur à être dégradé de l'ordre de prêtrise et livré au bras séculier.

Sa fermeté ne l'abandonna pas un instant, malgré les nombreux outrages dont

l'accablèrent ses ennemis, qui, suivant ses propres paroles, « ne pouvaient s'accorder entre eux sur la manière de l'insulter. » La cérémonie de sa dégradation accomplie, on lui mit sur la tête une mitre de papier haute d'une coudée, sur laquelle on avait peint trois démons hideux, avec cette inscription : *Hérésiarque*, puis on dévota son âme à tous les diables. Le lendemain, 6 juillet, jour anniversaire de sa naissance, il fut, au nom de l'empereur, remis par l'électeur palatin au magistrat de Constance, qui l'abandonna immédiatement au bourreau, en ordonnant de le livrer au feu avec ses habits et tout ce qu'il portait sur lui. « Il marcha au supplice comme à un festin, » dit *Æneas Sylvius*.

La condamnation de Jean Hus, brûlé, mais non convaincu, disait Érasme, souleva en Allemagne et en Bohême une réprobation universelle contre l'église romaine, et alluma cette terrible guerre des hussites qui fit trembler Rome et l'empire. Pendant longtemps, les traditions populaires représentèrent comme poursuivies par la fatalité les familles des princes qui avaient pris part à cette iniquité. Cent quarante ans plus tard, l'électeur palatin Othon Henri-le-Magnanime, se voyant mourir sans postérité, disait que Dieu punissait sur lui le crime que son trisaïeul avait commis en livrant Jean Hus au supplice.

La traduction de M. de Bonnechose ne nous a pas toujours semblé assez fidèle. Il paraît avoir oublié qu'elle devait être d'autant plus littérale qu'elle était faite non sur le texte original, mais sur une version latine. Pour compléter le tableau historique de cette époque, il pouvait du moins faire suivre les lettres de Jean Hus d'un plus grand nombre de notes ; ses précédents travaux lui en fournissaient le moyen. Nous regrettons de trouver cette lacune dans une publication intéressante.



LES FEMMES DU CAIRE.

SCÈNES DE LA VIE ÉGYPTIENNE.

LE HAREM.



I. — LE PASSÉ ET L'AVENIR.

Je ne regrettais pas de m'être fixé pour quelque temps au Caire et de m'être fait sous tous les rapports un citoyen de cette ville, ce qui est le seul moyen sans nul doute de la comprendre et de l'aimer; — les voyageurs ne se donnent pas le temps, d'ordinaire, d'en saisir la vie intime et d'en pénétrer les beautés pittoresques, les contrastes, les souvenirs. C'est pourtant la seule ville orientale où l'on puisse retrouver les couches bien distinctes de plusieurs âges historiques. Ni Bagdad, ni Damas, ni Constantinople, n'ont gardé de tels sujets d'études et de réflexions. Dans les deux premières, l'étranger ne rencontre que des constructions fragiles de briques et de terre sèche; les intérieurs offrent seuls une décoration splendide, mais qui ne fut jamais établie dans des conditions d'art sérieux et de durée; Constantinople, avec ses maisons de bois peintes, se renouvelle tous les vingt ans et ne conserve que la physionomie assez uniforme de ses dômes bleuâ-

(1) Voyez la première partie, *les Femmes Cophites*, dans la livraison du 30 avril, et la deuxième partie, *les Esclaves*, dans la livraison du 30 juin.

tres et de ses minarets blancs. Le Caire doit à ses inépuisables carrières du Mokattam, ainsi qu'à la sérénité constante de son climat, l'existence de monuments innombrables; l'époque des califes, celle des soudans et celle des sultans mame-luks, se rapportent naturellement à des systèmes variés d'architecture dont l'Espagne et la Sicile ne possèdent qu'en partie les contre-épreuves ou les modèles. Les merveilles moresques de Grenade et de Cordoue se retracent à chaque pas au souvenir, dans les rues du Caire, par une porte de mosquée, une fenêtre, un minaret, une arabesque, dont la coupe ou le style précisent la date éloignée. Les mosquées, à elles seules, raconteraient l'histoire entière de l'Égypte musulmane, — car chaque prince en a fait bâtir au moins une, voulant transmettre à jamais le souvenir de son époque et de sa gloire; c'est Amrou, c'est Hakem, c'est Touloun, Saladin, Bibars ou Barkouk, dont les noms se conservent ainsi dans la mémoire de ce peuple; — cependant les plus anciens de ces monuments n'offrent plus que des murs croulants et des enceintes dévastées.

La mosquée d'Amrou, construite la première après la conquête de l'Égypte, occupe un emplacement aujourd'hui désert entre la ville nouvelle et la ville vieille. Rien ne défend plus contre la profanation ce lieu si révérend jadis; j'ai parcouru la forêt de colonnes qui soutient encore la voûte antique, j'ai pu monter dans la chaire sculptée de l'imam, élevée l'an 94 de l'hégire, et dont on disait qu'il n'y en avait pas une plus belle ni plus noble après celle du prophète; — j'ai parcouru les galeries et reconnu, au centre de la cour, la place où se trouvait dressée la tente du lieutenant d'Omar, alors qu'il eut l'idée de fonder le vieux Caire.

Une colombe avait fait son nid au-dessus du pavillon; Amrou, vainqueur de l'Égypte grecque, et qui venait de saccager Alexandrie, ne voulut pas qu'on dérangeât le pauvre oiseau; — cette place lui parut consacrée par la volonté du ciel, et il fit construire d'abord une mosquée autour de sa tente, puis autour de la mosquée une ville qui prit le nom de *Fostat*, c'est-à-dire la *tente*. Aujourd'hui cet emplacement n'est plus même contenu dans la ville, et se trouve de nouveau, comme les chroniques le peignaient autrefois, au milieu des vignes, des jardins et des *palmeraies*.

J'ai retrouvé, non moins abandonnée, mais à une autre extrémité du Caire et dans l'enceinte des murs, près de Bab-el-Nasr, la mosquée du calife Hakem, fondée trois siècles plus tard, mais qui se rattache au souvenir de l'un des héros les plus étranges du moyen âge musulman. Hakem, que nos vieux orientalistes français appellent *le Chacamberille*, ne se contenta pas d'être le troisième des califes africains, l'héritier par la conquête des trésors d'Haroun-al-Reschid, le maître absolu de l'Égypte et de la Syrie, — le vertige des grandeurs et des richesses en fit une sorte de Néron ou plutôt d'Héliogabale. Comme le premier, il mit le feu à sa capitale dans un jour de caprice; comme le second, il se proclama dieu et traça les règles d'une religion qui fut adoptée par une partie de son peuple et qui est devenue celle des Druses. Hakem est le dernier révélateur, ou, si l'on veut, le dernier dieu qui se soit produit au monde et qui conserve encore des fidèles plus ou moins nombreux. Les chanteurs et les narrateurs des cafés du Caire racontent sur lui mille aventures, et l'on m'a montré sur une des cimes du Mokattam l'observatoire où il allait consulter les astres, — car ceux qui ne croient pas à sa divinité le peignent du moins comme un puissant magicien.

Sa mosquée est plus ruinée encore que celle d'Amrou. Les murs extérieurs et deux des tours ou minarets situés aux angles offrent seuls des formes d'architec-

ture qu'on peut reconnaître; c'est de l'époque qui correspond aux plus anciens monuments d'Espagne. Aujourd'hui l'enceinte de la mosquée, toute poudreuse et semée de débris, est occupée par des cordiers qui tordent leur chanvre dans ce vaste espace, et dont le rouet monotone a succédé au bourdonnement des prières. Mais l'édifice du fidèle Amrou est-il moins abandonné que celui de Hakem l'hérétique, abhorré des vrais musulmans? La vieille Égypte, oublieuse autant que crédule, a enseveli sous sa poussière bien d'autres prophètes et bien d'autres dieux.

Aussi l'étranger n'a-t-il à redouter dans ce pays ni le fanatisme de religion ni l'intolérance de race des autres parties de l'Orient; la conquête arabe n'a jamais pu transformer à ce point le caractère des habitants; — n'est-ce pas toujours d'ailleurs la terre antique et maternelle où notre Europe, à travers le monde grec et romain, sent remonter ses origines? Religion, morale, industrie, tout partait de ce centre à la fois mystérieux et accessible, où les génies des premiers temps ont puisé pour nous la sagesse. Ils pénétraient avec terreur dans ces sanctuaires étranges où s'élaborait l'avenir des hommes, et ressortaient plus tard, le front ceint de lueurs divines, pour révéler à leurs peuples des traditions antérieures au déluge et remontant aux premiers jours du monde. Ainsi Orphée, ainsi Moïse, ainsi ce législateur moins connu de nous, que les Indiens appellent Rama, emportaient un même fonds d'enseignement et de croyances, qui devait se modifier selon les lieux et les races, mais qui partout constituait des civilisations durables. Ce qui fait le caractère de l'antiquité égyptienne, c'est justement cette pensée d'universalité et même de prosélytisme que Rome n'a imitée depuis que dans l'intérêt de sa puissance et de sa gloire. Un peuple qui fonda des monuments indestructibles pour y graver tous les procédés des arts et de l'industrie, et qui parlait à la postérité dans une langue — qu'elle comprendra peut-être un jour, — mérite certainement la reconnaissance de tous les hommes.

Quand cette grande Alexandrie fut tombée, — et sous les Sarrasins eux-mêmes c'était encore l'Égypte principalement qui conservait et perfectionnait les sciences où puisa le monde chrétien, — la domination des mameluks a éteint ces dernières clartés, et il faut remarquer que cette sorte d'obscurantisme où l'Orient est tombé depuis trois siècles n'est pas le résultat du principe mahométan, mais spécialement de l'influence turque. Le génie arabe, qui avait couvert le monde de merveilles, a été étouffé sous ces dominateurs stupides; les anges de l'islam ont perdu leurs ailes, les génies des *Mille et Une Nuits* ont vu briser leurs talismans; une sorte de protestantisme aride et sombre s'est étendu sur tous les peuples du Levant. Le Coran est devenu, par l'interprétation turque, ce qu'était la Bible pour les puritains d'Angleterre, un moyen de tout niveler. Les arts, les lettres et les sciences ont disparu depuis ce temps; la poésie des mœurs et des croyances primitives n'a laissé çà et là que de légères traces, et c'est l'Égypte encore qui a conservé les plus profondes.

Aujourd'hui ce peuple opprimé si longtemps ne vit que d'idées étrangères; il a besoin qu'on lui rapporte les lumières éparses dont il fut longtemps le foyer; — mais avec quelle reconnaissance, avec quelle application studieuse il s'emprompt déjà et se fortifie de tout ce qui vient de l'Europe! Les chefs-d'œuvre de nos sciences et de nos littératures sont traduits en arabe et multipliés aussitôt par l'impression; des milliers de jeunes gens élevés pour la guerre emploient à cette œuvre les loisirs de la paix. Faut-il désespérer de cette race forte avec la-

quelle Méhémet-Ali avait dans ces derniers temps reconquis et renouvelé l'ancien empire des califes, et qui, sans l'intervention européenne, aurait en quelques jours renversé le trône d'Othman? On peut prévoir déjà qu'à défaut de cette gloire militaire, qui n'a laissé à l'Égypte que l'épuisement d'un grand effort trahi, la civilisation et l'industrie occuperont les forces et les intelligences sollicitées à l'action dans un but différent. A Constantinople, les institutions récentes sont stériles; au Caire, elles donneront de grands résultats lorsque plusieurs années de paix auront développé la prospérité matérielle.

II. — LA VIE INTIME A L'ÉPOQUE DU KHAMSin.

J'ai mis à profit, en étudiant et en lisant le plus possible, les longues journées d'inaction que m'imposait l'époque du *khamsin*. Depuis le matin, l'air était brûlant et chargé de poussière. Pendant cinquante jours, chaque fois que le vent du midi souffle, il est impossible de sortir avant trois heures du soir, moment où se lève la brise qui vient de la mer. On se tient dans les chambres inférieures, revêtues de faïence ou de marbre et rafraîchies par des jets d'eau; on peut encore passer sa journée dans les bains, au milieu de ce brouillard tiède qui remplit de vastes enceintes dont la coupole percée de trous ressemble à un ciel étoilé. Ces bains sont la plupart de véritables monuments qui serviraient très-bien de mosquées ou d'églises; l'architecture en est byzantine, et les bains grecs en ont probablement fourni les premiers modèles; il y a entre les colonnes sur lesquelles s'appuie la voûte circulaire de petits cabinets de marbre, où une fontaine élégante est consacrée aux ablutions froides. Vous pouvez tour à tour vous isoler ou vous mêler à la foule qui n'a rien de l'aspect maladif de nos réunions de baigneurs, et se compose généralement d'hommes sains et de belle race, drapés, à la manière antique, d'une longue étoffe de lin. Les formes se dessinent vaguement à travers la brume laiteuse que traversent les blancs rayons de la voûte, et l'on peut se croire dans un paradis peuplé d'ombres heureuses. Seulement le purgatoire vous attend dans les salles voisines. Là sont les bassins d'eau bouillante où bien des voyageurs se sont exagéré le supplice de la cuisson; là se précipitent sur vous ces terribles estafiers aux mains armées de gants de crin, qui détachent de votre peau de longs rouleaux moléculaires dont l'épaisseur vous effraie et vous fait craindre d'être usé graduellement comme une vaisselle trop écurée. On peut d'ailleurs se soustraire à ces cérémonies et se contenter du bien-être que procure l'atmosphère humide de la grande salle du bain. Par un effet singulier, cette chaleur artificielle délasse de l'autre; le feu terrestre de Phta combat les ardeurs trop vives du céleste Hôrus. Faut-il parler encore des délices du massage et du repos charmant que l'on goûte sur ces lits disposés autour d'une haute galerie à balustres qui domine la salle d'entrée des bains? Le café, les sorbets, le narguilé, interrompent là ou préparent ce léger sommeil de la méridienne si cher aux peuples du Levant.

Du reste, le vent du midi ne souffle pas continuellement pendant l'époque du *khamsin*, il s'interrompt souvent des semaines entières, et nous laisse littéralement respirer. Alors la ville reprend son aspect animé, la foule se répand sur les places et dans les jardins; l'allée de Choubra se remplit de promeneurs; les mu-

sulmanes voilées vont s'asseoir dans les kiosques, au bord des fontaines ou sur les tombes entremêlées d'ombrages, où elles rêvent tout le jour entourées d'enfants joyeux, et se font même apporter leurs repas. — Les femmes d'Orient ont deux grands moyens d'échapper à la solitude des harems, c'est le cimetière, où elles ont toujours quelque être chéri à pleurer, et le bain public, — où la coutume oblige leur mari de les laisser aller une fois par semaine au moins.

Ce détail, que j'ignorais, a été pour moi la source de quelques chagrins domestiques contre lesquels il faut bien que je prévienne l'Européen qui serait tenté de suivre mon exemple. Je n'eus pas plutôt ramené du bazar l'esclave javanaise que je me vis assailli d'une foule de réflexions qui ne s'étaient pas encore présentées à mon esprit. La crainte de la laisser un jour de plus parmi les femmes d'Abd-el-Kérim avait précipité ma résolution, et le dirais-je ? le premier coup d'œil échangé avec elle avait été tout-puissant.

Il y a quelque chose de très-séduisant dans une femme d'un pays lointain et singulier, qui parle une langue inconnue, dont le costume et les habitudes frappent déjà par l'étrangeté seule, et qui enfin n'a rien de ces vulgarités de détail que l'habitude nous révèle chez les femmes de notre patrie. Je subis quelque temps cette fascination de couleur locale, je l'écoutais babiller, je la voyais étaler la bigarrure de ses vêtements : c'était comme un oiseau splendide que je possédais en cage ; mais cette impression pouvait-elle toujours durer ?

On m'avait prévenu que si le marchand m'avait trompé sur les mérites de l'esclave, s'il existait un vice rédbibitoire quelconque, j'avais trois jours pour résilier le marché. Je ne songeais guère qu'il fût possible à un Européen d'avoir recours à cette indigne clause, eût-il même été trompé. Seulement je vis avec peine que cette pauvre fille avait sous le bandeau rouge qui ceignait son front une place brûlée grande comme un écu de six livres à partir des premiers cheveux. On voyait sur sa poitrine une autre brûlure de même forme, et sur ces deux marques un tatouage qui représentait une sorte de soleil. Le menton était aussi tatoué en fer de lance, et la narine gauche percée de manière à recevoir un anneau. Quant aux cheveux, ils étaient rognés par-devant à partir des tempes et autour du front, et, sauf la partie brûlée, ils tombaient ainsi jusqu'aux sourcils qu'une ligne noire prolongeait et réunissait selon la coutume. Quant aux bras et aux pieds teints de couleur orange, je savais que c'était l'effet d'une préparation de henné qui ne laissait aucune marque au bout de quelques jours.

Que faire maintenant ? Habiller une femme jaune à l'européenne, c'eût été la chose la plus ridicule du monde. Je me bornai à lui faire signe qu'il fallait laisser repousser les cheveux coupés en rond sur le devant, ce qui parut l'étonner beaucoup ; quant à la brûlure du front et à celle de la poitrine, qui résultait probablement d'un usage de son pays, car on ne voit rien de pareil en Égypte, cela pouvait se cacher au moyen d'un bijou ou d'un ornement quelconque ; il n'y avait donc pas trop de quoi se plaindre, tout examen fait.

III. — SOINS DU MÉNAGE.

La pauvre enfant s'était endormie, pendant que j'examinais sa chevelure avec cette sollicitude de propriétaire qui se plaint qu'on ait fait des coupes dans le

bien qu'il vient d'acheter. J'entendis Ibrahim crier du dehors : *Ya sidy!* (eh! monsieur!), puis d'autres mots où je compris que quelqu'un me rendait visite. Je sortis de la chambre, et je trouvai dans la galerie le Juif Yousef qui voulait me parler. Il s'aperçut que je ne tenais pas à ce qu'il entrât dans la chambre, et nous nous promenâmes en fumant. — J'ai appris, me dit-il, qu'on vous avait fait acheter une esclave; j'en suis bien contrarié. — Et pourquoi? — Parce qu'on vous aura trompé ou volé de beaucoup; les drogmans s'entendent toujours avec le marchand d'esclaves. — Cela me paraît probable. — Abdallah aura reçu au moins une bourse pour lui. — Qu'y faire? — Vous n'êtes pas au bout. Vous serez très-embarrassé de cette femme quand vous voudrez partir, et il vous offrira de la racheter pour peu de chose. Voilà ce qu'il est habitué à faire, et c'est pour cela qu'il vous a détourné de conclure un mariage à la copte, ce qui était beaucoup plus simple et moins coûteux. — Mais vous savez bien qu'après tout j'avais quelque scrupule à faire un de ces mariages qui veulent toujours une sorte de consécration religieuse. — Eh bien! que ne m'avez-vous dit cela? je vous aurais trouvé un domestique turc qui se serait marié pour vous autant de fois que vous auriez voulu!

La singularité de cette proposition me fit partir d'un éclat de rire; mais, quand on est au Caire, on apprend vite à ne s'étonner de rien. Les détails que me donna Yousef m'apprirent qu'il se rencontrait des gens assez misérables pour faire ce marché. La facilité qu'ont les Turcs de prendre femme et de divorcer à leur gré rend cet arrangement possible, et la plainte de la femme pourrait seule le révéler; mais évidemment ce n'est qu'un moyen d'éluder la sévérité du pacha à l'égard des mœurs publiques. Toute femme qui ne vit pas seule ou dans sa famille doit avoir un mari légalement reconnu, dût-elle divorcer au bout de huit jours, — à moins que, comme esclave, elle n'ait un maître.

Je témoignai au Juif Yousef combien une telle convention m'aurait révolté. — Bon! me dit-il, qu'importe avec des Turcs? — Vous pourriez dire aussi avec des chrétiens. — C'est un usage, ajouta-t-il, qu'ont introduit les Anglais; ils ont tant d'argent! — Alors cela coûte cher? — C'était cher autrefois; mais maintenant la concurrence s'y est mise, et c'est à la portée de tous.

Voilà pourtant où aboutissent les réformes morales des Turcs. On déprave toute une population — pour éviter un mal certainement beaucoup moindre. Il y a dix ans, le Caire avait des bayadères publiques comme l'Inde, et des courtisanes comme l'antiquité. Les ulémas se plaignirent, et ce fut longtemps sans succès, parce que le gouvernement tirait un impôt assez considérable de ces femmes, organisées en corporation, et dont le plus grand nombre résidait hors de la ville, à Matarée. Enfin les dévots turcs offrirent de payer l'impôt en question; ce fut alors que l'on exila toutes ces femmes à Esné, dans la haute Égypte. Aujourd'hui cette ville de l'ancienne Thébaidé est pour les étrangers qui remontent le Nil une sorte de Capoue. Il y a là des Laïs et des Aspasia qui mènent une grande existence, et qui se sont enrichies particulièrement aux dépens de l'Angleterre. Elles ont des palais, des esclaves, et pourraient se faire construire des pyramides comme la fameuse Rhodope, si c'était encore la mode aujourd'hui d'entasser des pierres sur son corps pour prouver sa gloire; — elles aiment mieux les diamants.

Je comprenais bien que le Juif Yousef ne cultivait pas ma connaissance sans quelque motif; l'incertitude que j'avais là-dessus m'avait empêché déjà de l'a-

vertir de mes visites aux bazars d'esclaves. L'étranger se trouve toujours en Orient dans la position de l'amoureux naïf ou du fils de famille des comédies de Molière. Il faut louvoyer entre le Mascarille et le Sbrigani. Pour mettre fin à tout calcul possible, je me plaignis de ce que le prix de l'esclave avait presque épuisé ma bourse. — Quel malheur ! s'écria le Juif ; je voulais vous mettre de moitié dans une affaire magnifique qui en quelques jours vous aurait rendu dix fois votre argent. Nous sommes plusieurs amis qui achetons toute la récolte des feuilles de mûrier aux environs du Caire, et nous la revendrons en détail aux prix que nous voudrions aux éleveurs de vers à soie ; mais il faut un peu d'argent comptant : c'est ce qu'il y a de plus rare dans ce pays, le taux légal est de 24 pour 100. Pourtant, avec des spéculations raisonnables, l'argent se multiplie... Enfin n'en parlons plus. Je vous donnerai seulement un conseil : vous ne savez pas l'arabe ; n'employez pas le drogman pour parler avec votre esclave ; il lui communiquerait de mauvaises idées sans que vous vous en doutiez, et elle s'enfuirait quelque jour ; cela s'est vu.

Ces paroles me donnèrent à réfléchir.

Si la garde d'une femme est difficile pour un mari, que ne sera-ce pas pour un maître ! C'est la position d'Arnolphe ou de George Dandin. Que faire ? l'eunuque ou la duègne n'ont rien de sûr pour un étranger ; accorder tout de suite à une esclave l'indépendance des femmes françaises, ce serait absurde dans un pays où les femmes, comme on sait, n'ont aucun principe contre la plus vulgaire séduction. Comment sortir de chez moi seul ? et comment sortir avec elle dans un pays où jamais femme ne s'est montrée au bras d'un homme ? Comprend-on que je n'eusse pas prévu tout cela ?

Je fis dire par le Juif à Mustafa de me préparer à dîner ; je ne pouvais pas évidemment mener l'esclave à la table d'hôte de l'hôtel Domergue. Quant au drogman, il était allé attendre l'arrivée de la voiture de Suez, car je ne l'occupais pas assez pour qu'il ne cherchât point à promener de temps en temps quelque Anglais dans la ville. Je lui dis à son retour que je ne voulais plus l'employer que pour certains jours, que je ne garderais pas tout ce monde qui m'entourait, et qu'ayant une esclave, j'apprendrais très-vite à échanger quelques mots avec elle, ce qui me suffisait. Comme il s'était cru plus indispensable que jamais, cette déclaration l'étonna un peu. Cependant il finit par prendre fort bien la chose, et me dit que je le trouverais à l'hôtel Waghorn chaque fois que j'en aurais besoin.

Il s'attendait sans doute à me servir de truchement pour faire du moins connaissance avec l'esclave ; mais la jalousie est une chose si bien comprise en Orient, la réserve est si naturelle dans tout ce qui a rapport aux femmes, qu'il ne m'en parla même pas.

J'étais rentré dans la chambre où j'avais laissé l'esclave endormie. Elle était réveillée et assise sur l'appui de la fenêtre, regardant à droite et à gauche dans la rue par les grilles latérales du *moucharaby*. Il y avait, deux maisons plus loin, des jeunes gens en costume turc de la réforme, officiers sans doute de quelque personnage, et qui fumaient nonchalamment devant la porte. Je compris qu'il y avait un danger de ce côté. Je cherchais en vain dans ma tête un mot qui pût lui faire comprendre qu'il n'était pas bien de regarder les militaires dans la rue, mais je ne trouvais que cet universel *tayeb* (très-bien), interjection optimiste bien digne de caractériser l'esprit du peuple le plus doux de la terre, mais tout à fait insuffisante dans la situation.

O femmes! — avec vous tout change; — j'étais heureux, content de tout. Je disais *tayeb* à tout propos, et l'Égypte me souriait. — Aujourd'hui il me faut chercher des mots qui ne sont peut-être pas dans la langue de ces nations bienveillantes. Il y avait bien un mot et un geste négatifs que j'avais surpris chez quelques naturels. Si une chose ne leur plaît pas, ce qui est rare, ils vous disent : *Lah!* en levant la main négligemment à la hauteur du front. Mais comment dire d'un ton rude et toutefois avec un mouvement de main languissant : — *Lah!* Ce fut cependant à quoi je m'arrêtai faute de mieux; après cela je ramenai l'esclave vers le divan, et je fis un geste qui indiquait qu'il était plus convenable de se tenir là qu'à la fenêtre. Du reste, je lui fis comprendre que nous ne tarderions pas à dîner.

La question maintenant était de savoir si je lui laisserais découvrir sa figure devant le cuisinier; cela me parut contraire aux usages. Personne, jusque-là, n'avait cherché à la voir. Le drogman lui-même n'était pas monté avec moi lorsque Abd-el-Kérim m'avait fait voir ses femmes; il était donc clair que je me ferais mépriser en agissant autrement que les gens du pays.

Quand le dîner fut prêt. Mustapha cria du dehors : *Sidi!* — Je sortis de la chambre, et il me montra la casserole de terre contenant une poule découpée dans du riz.

— *Bono! bono!* lui dis-je, et je rentrai pour engager l'esclave à remettre son masque, ce qu'elle fit.

Mustapha plaça la table, posa dessus une nappe de drap vert, puis, ayant arrangé sur un plat sa pyramide de pilau, il apporta encore plusieurs légumes sur de petites assiettes, et notamment des koulkas découpés dans du vinaigre, ainsi que des tranches de gros oignons nageant dans une sauce à la moutarde; cet ambigu n'avait pas mauvaise mine. Ensuite il se retira discrètement.

IV. — PREMIÈRES LEÇONS D'ARABE.

Je fis signe à l'esclave de prendre une chaise. — J'avais eu la faiblesse d'acheter des chaises; — elle secoua la tête, et je compris que mon idée était ridicule à cause du peu de hauteur de la table. Je mis donc des coussins à terre, et je pris place en l'invitant à s'asseoir de l'autre côté; mais rien ne put la décider. Elle détournait la tête et mettait la main sur sa bouche : « Mon enfant, lui dis-je, est-ce que vous voulez vous laisser mourir de faim? »

Je sentais qu'il valait mieux parler, même avec la certitude de n'être pas compris, que de se livrer à une pantomime ridicule. Elle répondit quelques mots qui signifiaient probablement qu'elle ne comprenait pas, et auxquels je répliquai : « *Tayeb.* » — C'était toujours un commencement de dialogue.

Lord Byron disait par expérience que le meilleur moyen d'apprendre une langue était de vivre seul pendant quelque temps avec une femme; mais encore faudrait-il y joindre quelques livres élémentaires, autrement on n'apprend que des substantifs; le verbe manque; ensuite il est bien difficile de retenir des mots sans les écrire, et l'arabe ne s'écrit pas avec nos lettres. — ou du moins ces dernières ne donnent qu'une idée imparfaite de la prononciation. Quant à apprendre l'écriture arabe, c'est une affaire si compliquée, à cause des élisions, que le savant

Volney avait trouvé plus simple d'inventer un alphabet mixte, dont malheureusement les autres savants n'encouragèrent pas l'emploi. La science aime les difficultés, et ne tient jamais à vulgariser beaucoup l'étude; si l'on apprenait de soi-même, que deviendraient les professeurs?

Après tout, me dis-je, cette jeune fille née à Java suit peut-être la religion hindoue; elle ne se nourrit sans doute que de fruits et d'herbages. Je fis un signe d'adoration, en prononçant d'un air interrogatif le nom de Brabma; — elle ne parut pas comprendre. Dans tous les cas, ma prononciation eût été mauvaise sans doute. J'énumérai encore tout ce que je savais de noms se rattachant à cette même cosmogonie; c'était comme si j'eusse parlé français. Je commençais à regretter d'avoir remercié le drogman; — j'en voulais surtout au marchand d'esclaves de m'avoir vendu ce bel oiseau doré sans me dire ce qu'il fallait lui donner pour nourriture.

Je lui présentai simplement du pain, et du meilleur qu'on fit au quartier franc; elle dit d'un ton mélancolique : *Mafisch!* mot inconnu dont l'expression m'attrista beaucoup. Je songeai alors à de pauvres bayadères amenées à Paris il y a quelques années, et qu'on m'avait fait voir dans une maison des Champs-Élysées. Ces Indiennes ne prenaient que des aliments qu'elles avaient préparés elles-mêmes dans des vases neufs. Ce souvenir me rassura un peu, et je pris la résolution de sortir, après mon repas, avec l'esclave pour éclaircir ce point.

La défiance que m'avait inspirée le Juif pour mon drogman avait eu pour second effet de me mettre en garde contre lui-même; — voilà ce qui m'avait conduit à cette position fâcheuse. Il s'agissait donc de prendre pour interprète quelqu'un de sûr, afin du moins de faire connaissance avec mon acquisition. Je songeai un instant à M. Jean le mameluk, homme d'un âge respectable; mais le moyen de conduire cette femme dans un cabaret? D'un autre côté, je ne pouvais pas la faire rester dans la maison avec le cuisinier et le Barbarin pour aller chercher M. Jean. Et eussé-je envoyé dehors ces deux serviteurs hasardeux, était-il prudent de laisser une esclave seule dans un logis fermé d'une serrure de bois?

Un son de petites clochettes retentit dans la rue; je vis à travers le treillis un chevrier en sarrau bleu qui menait quelques chèvres du côté du quartier franc. Je le montrai à l'esclave, qui me dit en souriant : *Aioua!* ce que je traduisis par oui.

J'appelai le chevrier, garçon de quinze ans, au teint hâlé, aux yeux énormes, ayant du reste le gros nez et la lèvre épaisse des têtes de sphinx, un type égyptien des plus purs. Il entra dans la cour avec ses bêtes, et se mit à en traire une dans un vase de faïence neuve que je fis voir à l'esclave avant qu'il s'en servît. Celle-ci répéta *aioua*, et du haut de la galerie elle regarda, bien que voilée, le manège du chevrier.

Tout cela était simple comme l'idylle, et je trouvai très-naturel qu'elle lui adressât ces deux mots : *Talé bouckra*; je compris qu'elle l'engageait sans doute à revenir le lendemain. Quand la tasse fut pleine, le chevrier me regarda d'un air sauvage en criant : *At foulouz!* J'avais assez cultivé les âniers pour savoir que cela voulait dire : Donne de l'argent. Quand je l'eus payé, il cria encore *bakchiz!* autre expression favorite de l'Égyptien, qui réclame à tout propos le pourboire. Je lui répondis : *Talé bouckra!* comme avait dit l'esclave. Il s'éloigna satisfait. Voilà comme on apprend les langues peu à peu.

Elle se contenta de boire son lait sans y vouloir mettre du pain; toutefois ce

léger repas me rassura un peu ; je craignais qu'elle ne fût de cette race javanaise qui se nourrit d'une sorte de terre grasse, qu'on n'aurait peut-être pas pu se procurer au Caire. Ensuite j'envoyai chercher des ânes et je fis signe à l'esclave de prendre son vêtement de dessus (*melayeh*). Elle regarda avec un certain dédain ce tissu de coton quadrillé, qui est pourtant fort bien porté au Caire, et me dit : *Ana... habbarah!*

Comme on s'instruit ! Je compris qu'elle espérait porter de la soie au lieu de coton, le vêtement des grandes dames au lieu de celui des simples bourgeoises, et je lui dis : *Lah! lah!* en secouant la main et hochant la tête à la manière des Égyptiens.

V. — L'AIMABLE INTERPRÈTE.

Je n'avais envie ni d'aller acheter un habbarah ni de faire une simple promenade; il m'était venu à l'idée qu'en prenant un abonnement au cabinet de lecture français, la gracieuse M^{me} Bonhomme voudrait bien me servir de truchement pour une première explication avec ma jeune captive. Je n'avais vu encore M^{me} Bonhomme que dans la fameuse représentation d'amateurs qui avait inauguré la saison au *Teatro di Cairo*, mais le vaudeville qu'elle avait joué lui prêtait à mes yeux les qualités d'une excellente et obligeante personne. Le théâtre a cela de particulier, qu'il vous donne l'illusion de connaître parfaitement une inconnue. De là les grandes passions qu'inspirent les actrices, tandis qu'on ne s'éprend guère, en général, des femmes qu'on n'a fait que voir de loin.

Si l'actrice a ce privilège d'exposer à tous un idéal que l'imagination de chacun interprète et réalise à son gré, pourquoi ne pas reconnaître chez une jolie, — et, si vous voulez, même une vertueuse marchande, — cette fonction généralement bienveillante, et pour ainsi dire initiatrice, qui ouvre à l'étranger des relations utiles et charmantes ?

On sait à quel point le bon Yorik, inconnu, inquiet, perdu dans le grand tumulte de la vie parisienne, fut ravi de trouver accueil chez une aimable et complaisante gantière ; — mais combien une telle rencontre n'est-elle pas plus utile encore dans une ville d'Orient !

M^{me} Bonhomme accepta avec toute la grâce et toute la patience possible le rôle d'interprète entre l'esclave et moi. Il y avait du monde dans la salle de lecture, de sorte qu'elle nous fit entrer dans un magasin d'articles de toilette et d'assortiment, qui était joint à la librairie. Au quartier franc, tout commerçant vend de tout. Pendant que l'esclave étonnée examinait avec ravissement les merveilles du luxe européen, j'expliquais ma position à M^{me} Bonhomme, qui, du reste, avait elle-même une esclave noire à laquelle de temps en temps je l'entendais donner des ordres en arabe.

Mon récit l'intéressa ; je la priai de demander à l'esclave si elle était contente de m'appartenir. — *Aioua!* répondit celle-ci. A cette réponse affirmative, elle ajouta qu'elle serait bien contente d'être vêtue comme une Européenne. Cette prétention fit sourire M^{me} Bonhomme, qui alla chercher un bonnet de tulle à rubans et l'ajusta sur sa tête. Je dois avouer que cela ne lui allait pas très-bien ; la blancheur du bonnet lui donnait l'air malade. « Mon enfant, lui, dit M^{me} Bon-

homme, il faut rester comme tu es; le tarbouch te sied beaucoup mieux. » Et, comme l'esclave renonçait au bonnet avec peine, elle lui alla chercher un *tatikos* de femme grecque festonné d'or, qui, cette fois, était du meilleur effet. Je vis bien qu'il y avait là une légère intention de pousser à la vente, — mais le prix était modéré, malgré l'exquise délicatesse du travail.

Certain désormais d'une double bienveillance, je me fis raconter en détail les aventures de cette pauvre fille. Cela ressemblait à toutes les histoires d'esclaves possibles, à l'Andrienne de Térence, à M^{lle} Aissé; — il est bien entendu que je ne me flattais pas d'obtenir la vérité complète. — Issue de nobles parents, enlevée toute petite au bord de la mer, chose qui serait invraisemblable aujourd'hui dans la Méditerranée, mais qui reste probable au point de vue des mers du sud.... Et d'ailleurs, d'où serait-elle venue? Il n'y avait pas à douter de son origine malaise. Les sujets de l'empire ottoman ne peuvent être vendus sous aucun prétexte. Tout ce qui n'est pas blanc ou noir, en fait d'esclaves, ne peut donc appartenir qu'à l'Abyssinie ou à l'archipel indien.

Elle avait été vendue à un cheik très-vieux du territoire de la Mecque. Ce cheik étant mort, des marchands de la caravane l'avaient amenée et exposée en vente au Caire.

Tout cela était fort naturel, et je fus heureux de croire en effet qu'elle n'avait pas eu d'autre possesseur avant moi que ce vénérable cheik glacé par l'âge. « Elle a bien dix-huit ans, me dit M^{me} Bonhomme, mais elle est très-forte, et vous l'auriez payée plus cher, si elle n'était pas d'une race qu'on voit rarement ici. Les Turcs sont gens d'habitude, il leur faut des Abyssiniennes ou des noires; soyez sûr qu'on l'a promenée de ville en ville sans pouvoir s'en débarrasser. — Eh bien! dis-je, c'est donc que le sort voulait que je passasse là. Il m'était réservé d'influer sur sa bonne ou sa mauvaise fortune. » Cette manière de voir, en rapport avec la fatalité orientale, fut transmise à l'esclave, et me valut son assentiment.

Je lui fis demander pourquoi elle n'avait pas voulu manger le matin et si elle était de la religion hindoue. « Non, elle est musulmane, me dit M^{me} Bonhomme après lui avoir parlé; elle n'a pas mangé aujourd'hui, parce que c'est jour de jeûne jusqu'au coucher du soleil. »

Je regrettai qu'elle n'appartint pas au culte brahmanique pour lequel j'ai toujours eu un faible; quant au langage, elle s'exprimait dans l'arabe le plus pur, et n'avait conservé de sa langue primitive que le souvenir de quelques chansons ou *pantouns*, que je me promis de lui faire répéter.

— Maintenant, me dit M^{me} Bonhomme, comment ferez-vous pour vous entretenir avec elle? — Madame, lui dis-je, je sais déjà un mot avec lequel on se montre content de tout, indiquez-m'en seulement un autre qui exprime le contraire. Mon intelligence suppléera au reste, en attendant que je m'instruise mieux. — Est-ce que vous en êtes déjà au chapitre des refus? me dit-elle. — J'ai de l'expérience, répondis-je, il faut tout prévoir.

— Hélas! me dit tout bas M^{me} Bonhomme, ce terrible mot, le voilà: « *Mafisch!* » cela comprend toutes les négations possibles.

Alors je me souvins que l'esclave l'avait déjà prononcé avec moi.

VI. — L'ÎLE DE RODDAH.

Le consul général m'avait invité à faire une excursion dans les environs du Caire. — Ce n'était pas une offre à négliger, les consuls jouissant de privilèges et de facilités sans nombre pour tout visiter commodément. J'avais en outre l'avantage, dans cette promenade, de pouvoir disposer d'une voiture européenne, chose rare dans le Levant. Une voiture au Caire est un luxe d'autant plus beau, qu'il est impossible de s'en servir pour circuler dans la ville ; — les souverains et leurs représentants auraient seuls le droit d'écraser les hommes et les chiens dans les rues, si l'étroitesse et la forme tortueuse de ces dernières leur permettaient d'en profiter. Mais le pacha lui-même est obligé de tenir ses remises près des portes, et ne peut se faire voiturer qu'à ses diverses maisons de campagne ; — alors rien n'est plus curieux que de voir un coupé ou une calèche du dernier goût de Paris ou de Londres portant sur le siège un cocher à turban, qui tient d'une main son fouet et de l'autre sa longue pipe de cerisier.

Je reçus donc un jour la visite d'un janissaire du consulat, — qui frappa de grands coups à la porte avec sa grosse canne à pomme d'argent, pour me faire honneur dans le quartier. Il me dit que j'étais attendu au consulat pour l'excursion convenue. Nous devons partir le lendemain au point du jour ; mais le consul ne savait pas que, depuis sa première invitation, mon logis de garçon était devenu un ménage, et je me demandai ce que je ferais de mon aimable compagne pendant une absence d'un jour entier. La mener avec moi eût été indiscret, la laisser seule avec le cuisinier et le portier était manquer à la prudence la plus vulgaire. Cela m'embarrassa beaucoup. Enfin je songai qu'il fallait ou se résoudre à acheter des eunuques, — ou se confier à quelqu'un. Je la fis monter sur un âne, et nous nous arrêtâmes bientôt devant la boutique de M. Jean. Je demandai à l'ancien mameluk s'il ne connaissait pas quelque famille honnête à laquelle je pusse confier l'esclave pour un jour. M. Jean, homme de ressources, m'indiqua un vieux Cophte, nommé Mansour, qui, ayant servi plusieurs années dans l'armée française, était digne de confiance sous tous les rapports.

Mansour avait été mameluk comme M. Jean, mais mameluk dans l'armée française. Ces derniers, comme il me l'apprit, se composaient principalement de Cophtes qui, lors de la retraite de l'expédition d'Egypte, avaient suivi nos soldats. — Le pauvre Mansour, avec plusieurs de ses camarades, fut jeté à l'eau à Marseille par la populace pour avoir soutenu le parti de l'empereur au retour des Bourbons ; mais, en véritable enfant du Nil, il parvint à se sauver à la nage et à gagner un autre point de la côte.

Nous nous rendîmes chez ce brave homme, qui vivait avec sa femme dans une vaste maison à moitié écroulée : les plafonds faisaient ventre et menaçaient la tête des habitants ; la menuiserie décapée des fenêtres s'ouvrait par places comme une guipure déchirée. Des restes de meubles et des haillons paraient seuls l'antique demeure, où la poussière et le soleil causaient une impression aussi morne que peut faire la pluie et la boue pénétrant dans les plus pauvres réduits de nos villes. J'eus le cœur serré en songeant que la plus grande partie de la population du Caire habitait ainsi des maisons que les rats avaient abandonnées déjà comme

peu sûres. Je n'eus pas un instant l'idée d'y laisser l'esclave, mais je priai le vieux Cophte et sa femme de venir chez moi. Je leur promettais de les prendre à mon service, quitte à renvoyer l'un ou l'autre de mes serviteurs actuels. Du reste, à une piastre et demie, ou 40 centimes par tête et par jour, il n'y avait pas encore de prodigalité.

Ayant ainsi assuré la tranquillité de mon intérieur et opposé, comme les tyrans habiles, une nation fidèle à deux peuples douteux qui auraient pu s'entendre contre moi, je ne vis aucune difficulté à me rendre chez le consul. Sa voiture attendait à la porte, bourrée de comestibles, avec deux janissaires à cheval pour nous accompagner. Il y avait avec nous, outre le secrétaire de légation, un grave personnage en costume oriental, nommé le cheik Abou-Khaled, que le consul avait invité pour nous donner des explications ; — il parlait facilement l'italien, et passait pour un poète des plus élégants et des plus instruits dans la littérature arabe.

— C'est tout à fait, me dit le consul, un homme du temps passé. La *réforme* lui est odieuse, et pourtant il est difficile de voir un esprit plus tolérant. Il appartient à cette génération d'Arabes philosophes, *voltairiens* même pour ainsi dire, toute particulière à l'Égypte, et qui ne fut pas hostile à la domination française.

Je demandai au cheik s'il y avait, outre lui, beaucoup de poètes au Caire. — Hélas ! dit-il, nous ne vivons plus au temps où, pour une belle pièce de vers, le souverain ordonnait qu'on remplît de sequins la bouche du poète, tant qu'elle en pouvait tenir ! Aujourd'hui nous sommes seulement des bouches inutiles. A quoi servirait la poésie, sinon pour amuser le bas peuple dans les carrefours ? — Et pourquoi, dis-je, le peuple ne serait-il pas lui-même un souverain généreux ? — Il est trop pauvre, répondit le cheik, et d'ailleurs son ignorance est devenue telle, qu'il n'apprécie plus que les romans délayés sans art et sans souci de la pureté du style. Il suffit d'amuser les habitués d'un café par des aventures sanglantes ou graveleuses. Puis, à l'endroit le plus intéressant, le narrateur s'arrête, et dit qu'il ne continuera pas l'histoire qu'on ne lui ait donné telle somme ; mais il rejette toujours le dénouement au lendemain, et cela dure des semaines entières.

— Eh ! mais, lui dis-je, tout cela est comme chez nous !

Quant aux illustres poèmes d'Antar ou d'Abou-Zeyd, continua le cheik, on ne veut plus les écouter que dans les fêtes religieuses et par habitude. Est-il même sûr que beaucoup en comprennent les beautés ? Les gens de notre temps savent à peine lire. Qui croirait que les plus savants, entre ceux qui connaissent l'arabe littéraire, sont aujourd'hui deux Français ?

— Il veut parler, me dit le consul, du docteur Perron et de M. Fresnel, consul de Djedda. Vous avez pourtant, ajouta-t-il en se tournant vers le cheik, beaucoup de saints ulémas à barbe blanche qui passent tout leur temps dans les bibliothèques des mosquées ?

— Est-ce apprendre, dit le cheik, que de rester toute sa vie, en fumant son narghiléh, à relire un petit nombre des mêmes livres, sous prétexte que rien n'est plus beau et que la doctrine en est supérieure à toutes choses ? Autant vaut renoncer à notre passé glorieux et ouvrir nos esprits à la science des Francs.... qui cependant ont tout appris de nous !

Nous avions quitté l'enceinte de la ville, laissé à droite Boulak et les riantes villas qui l'entourent, et nous roulions dans une avenue large et ombragée, tracée au milieu des cultures, qui traverse un vaste terrain cultivé appartenant à

Ibrahim. C'est lui qui a fait planter de dattiers, de mûriers et de *figuiers de pharaon* toute cette plaine autrefois stérile, qui aujourd'hui semble un jardin. De grands bâtiments servant de fabrique occupent le centre de ces cultures à peu de distance du Nil. En les dépassant et tournant à droite, nous nous trouvâmes devant une arcade par où l'on descend au fleuve pour se rendre à l'île de Roddah.

Le bras du Nil semble en cet endroit une petite rivière qui coule parmi les kiosques et les jardins. Des roseaux touffus bordent la rive, et la tradition indique ce point comme étant celui où la fille de Pharaon trouva le berceau de Moïse. En se tournant vers le sud, on aperçoit à droite le port du vieux Caire, à gauche les bâtiments du *Mekkias* ou *Nilomètre*, entremêlés de minarets et de coupoles, qui forment la pointe de l'île.

Cette dernière n'est pas seulement une délicieuse résidence princière, elle est devenue aussi, grâce aux soins d'Ibrahim, le *jardin des plantes* du Caire. On peut penser que c'est justement l'inverse du nôtre; au lieu de concentrer la chaleur par des serres, il faudrait créer là des pluies, des froids et des brouillards artificiels pour conserver les plantes de notre Europe. Le fait est que, de tous nos arbres, on n'a pu élever encore qu'un pauvre petit chêne qui ne donne pas même du gland. Ibrahim a été plus heureux dans la culture des plantes de l'Inde. C'est une tout autre végétation que celle de l'Égypte, et qui se montre frileuse déjà dans cette latitude. Nous nous promenâmes avec ravissement sous l'ombrage des tamarins et des baobabs; des cocotiers à la tige élancée secouaient çà et là leur feuillage découpé comme la fougère; mais à travers mille végétations étranges j'ai distingué comme infiniment gracieuses des allées de bambous formant rideaux comme nos peupliers; — une petite rivière serpentait parmi les gazons, où des paons et des flamants roses brillaient au milieu d'une foule d'oiseaux privés. De temps en temps nous nous reposions à l'ombre d'une espèce de saule pleureur, dont le tronc élevé, droit comme un mât, répand tout à l'entour ses nappes de feuillage; on croit être ainsi dans une tente de soie verte inondée d'une douce lumière.

Nous nous arrachâmes avec peine à cet horizon magique, à cette fraîcheur, à ces senteurs pénétrantes d'une autre partie du monde, où il semblait que nous fussions transportés par miracle; — mais, en marchant au nord de l'île, nous ne tardâmes pas à rencontrer toute une nature différente, destinée sans doute à compléter la gamme des végétations tropicales. Au milieu d'un bois composé de ces arbres à fleurs qui semblent des bouquets gigantesques, par des chemins étroits cachés sous des voûtes de lianes, on arrive à une sorte de labyrinthe qui gravit des rochers faïtiés surmontés d'un belvédère. — Entre les pierres, au bord des sentiers, sur votre tête, à vos pieds, se tordent, s'enlacent, se hérissent et grimaçant les plus étranges reptiles du monde végétal. On n'est pas sans inquiétude en mettant le pied dans ces repaires de serpents et d'hydres endormis, parmi ces végétations presque vivantes dont quelques-unes parodient les membres humains et rappellent la monstrueuse conformation des dieux-polypes de l'Inde.

Arrivé au sommet, je fus frappé d'admiration en apercevant dans tout leur développement, au-dessus de Giseh qui borde l'autre côté du fleuve, les trois pyramides nettement découpées dans l'azur du ciel. Je ne les avais jamais si bien vues, et la transparence de l'air permettait, bien qu'à une distance de trois lieues, d'en distinguer tous les détails.

Je ne suis pas de l'avis de Voltaire, qui prétend que les pyramides de l'Égypte

sont loin de valoir ses fours à poulets ; il ne m'était pas indifférent non plus d'être contemplé par quarante siècles ; — mais c'est au point de vue des souvenirs du Caire et des idées arabes qu'un tel spectacle m'intéressait dans ce moment-là, et je me hâtai de demander au cheik, notre compagnon, ce qu'il pensait des quatre mille ans attribués à ces monuments par la science européenne.

Le vieillard prit place sur le divan de bois du kiosque, et nous dit :

« Quelques auteurs pensent que les pyramides ont été bâties par le roi *préadamite* Gian-ben-Gian ; mais, à en croire une tradition plus répandue chez nous, il existait, trois cents ans avant le déluge, un roi nommé Saurid, fils de Salahoc, qui songea une nuit que tout se renversait sur la terre, les hommes tombant sur leur visage et les maisons sur les hommes ; les astres s'entre-choquaient dans le ciel, et leurs débris couvraient le sol à une grande hauteur. Le roi s'éveilla tout épouvanté, entra dans le temple du Soleil, et resta longtemps à baigner ses joues et à pleurer ; ensuite il convoqua les prêtres et devins. Le prêtre Acliman, le plus savant d'entre eux, lui déclara qu'il avait fait lui-même un rêve semblable. — J'ai songé, dit-il, que j'étais avec vous sur une montagne, et que je voyais le ciel abaissé au point qu'il approchait du sommet de nos têtes, et que le peuple courait à vous en foule comme à son refuge ; qu'alors vous élevâtes les mains au-dessus de vous et tâchiez de repousser le ciel pour l'empêcher de s'abaisser davantage, et que moi, vous voyant agir, je faisais aussi de même. En ce moment une voix sortit du soleil qui nous dit : « Le ciel retournera en sa place ordinaire lorsque » j'aurai fait trois cents tours. » Le prêtre ayant parlé ainsi, le roi Saurid fit *prendre les hauteurs* des astres et rechercher quel accident ils promettaient. On calcula qu'il devait y avoir d'abord un déluge d'eau et plus tard un déluge de feu. Ce fut alors que le roi fit construire les pyramides dans cette forme angulaire propre à soutenir même le choc des astres, et poser ces pierres énormes reliées par des pivots de fer et taillées avec une précision telle que ni feu du ciel, ni déluge, ne pouvait certes les pénétrer. Là devaient se réfugier au besoin le roi et les grands du royaume, avec les livres et images des sciences, les talismans et tout ce qu'il importait de conserver pour l'avenir de la race humaine. »

J'écoutais cette légende avec grande attention, et je dis au consul qu'elle me semblait beaucoup plus satisfaisante que la supposition acceptée en Europe, que ces monstrueuses constructions auraient été seulement des tombeaux. — Mais, dit-il, comment les gens réfugiés dans les salles des pyramides auraient-ils pu respirer ? — On y voit encore, reprit le cheik, des puits et des canaux qui se perdent sous la terre. Certains d'entre eux communiquaient avec les eaux du Nil, d'autres correspondaient à de vastes grottes souterraines ; les eaux entraient par des conduits étroits, puis ressortaient plus loin, formant d'immenses cataractes et remuant l'air continuellement avec un bruit effroyable.

Le consul, homme positif, n'accueillait ces traditions qu'avec un sourire ; il avait profité de notre halte dans le kiosque pour faire disposer sur une table les provisions apportées dans sa voiture, et les *hostangis* d'Ibrahim-Pacha venaient nous offrir en outre des fleurs et des fruits rares, propres à compléter nos sensations asiatiques. — En Afrique, on rêve l'Inde comme en Europe on rêve l'Afrique ; l'idéal rayonne toujours au delà de notre horizon actuel. Pour moi, je questionnais encore avec avidité notre bon cheik, et je lui faisais raconter tous les récits fabuleux de ses pères. Je croyais avec lui au roi Saurid plus fermement qu'au Chéops des Grecs, à leur Chéphen et à leur Mycéridus. — Et qu'a-t-on trouvé, lui

disais-je, dans les pyramides lorsqu'on les ouvrit la première fois sous les sultans arabes? — On trouva, dit-il, les statues et les talismans que le roi Saurid avait établis pour la garde de chacune. Le garde de la pyramide orientale était une idole d'écaille noire et blanche, assise sur un trône d'or, et tenant une lance qu'on ne pouvait regarder sans mourir. L'esprit attaché à cette idole était une femme belle et riieuse, qui apparaît encore de notre temps et fait perdre l'esprit à ceux qui la rencontrent. Le garde de la pyramide occidentale était une idole de pierre rouge, armée aussi d'une lance, ayant sur la tête un serpent entortillé; l'esprit qui le servait avait la forme d'un vieillard nubien, portant un panier sur la tête et dans ses mains un encensoir. Quant à la troisième pyramide, elle avait pour garde une petite idole de basalte, avec le socle de même, qui attirait à elle tous ceux qui la regardaient sans qu'ils pussent s'en détacher; l'esprit apparaît encore sous la forme d'un jeune homme sans barbe et nu. — Quant aux autres pyramides de Saccarah, chacune aussi a son spectre: l'un est un vieillard basané et noirâtre, avec la barbe courte; l'autre est une jeune femme noire, avec un enfant noir, qui, lorsqu'on la regarde, montre de longues dents blanches et des yeux blancs. Un autre a la tête d'un lion avec des cornes; un autre a l'air d'un berger vêtu de noir tenant un bâton; un autre enfin apparaît sous la forme d'un religieux qui sort de la mer et qui se mire dans ses eaux. Il est dangereux de rencontrer ces fantômes à l'heure de midi.

Ainsi, dis-je, l'Orient a les spectres du jour comme nous avons ceux de la nuit. — C'est qu'en effet, observa le consul, tout le monde doit dormir à midi dans ces contrées, et ce bon cheik nous fait des contes propres à appeler le sommeil. — Mais, m'écriai-je, tout cela est-il plus extraordinaire que tant de choses naturelles qu'il nous est impossible d'expliquer? Puisque nous croyons bien à la création, aux anges, au déluge, et que nous ne pouvons douter de la marche des astres, pourquoi n'admettrions-nous pas qu'à ces astres sont attachés des esprits, et que les premiers hommes ont pu se mettre en rapport avec eux par le culte et par les monuments? — Tel était en effet le but de la magie primitive, dit le cheik: ces talismans et ces figures ne prenaient force que de leur consécration à chacune des planètes et des signes combinés avec leur lever et leur déclin. Le prince des prêtres s'appelait *Cater*, c'est-à-dire maître des influences. Au-dessous de lui, chaque prêtre avait un astre à servir seul, comme *Pharouïs* (Saturne), *Rhaouïs* (Jupiter) et les autres. Aussi chaque matin le *Cater* disait-il à un prêtre: « Où est à présent l'astre que tu sers? » Celui-ci répondait: « Il est en tel signe, tel degré, telle minute; » et, d'après un calcul préparé, l'on écrivait ce qu'il était à propos de faire ce jour-là. — La première pyramide avait donc été réservée aux princes et à leur famille; la seconde dut renfermer les idoles des astres et les tabernacles des corps célestes, ainsi que les livres d'astrologie, d'histoire et de science: là aussi les prêtres devaient trouver refuge. Quant à la troisième, elle n'était destinée qu'à la conservation des cercueils de rois et de prêtres, et, comme elle se trouva bientôt insuffisante, on fit construire plus tard les pyramides de Saccarah et de Daschour. Le but de la solidité employée dans ces constructions était d'empêcher la destruction des corps embaumés qui, selon les idées du temps, devaient renaître au bout d'une certaine révolution des astres dont on ne précise pas au juste l'époque.

— En admettant cette donnée, dit le consul, il y aura des momies qui seront bien étonnées un jour de se réveiller sous un vitrage de musée ou dans le cabinet de curiosités d'un Anglais.

— Au fond, observai-je, ce sont de vraies chrysalides humaines dont le papillon n'est pas encore sorti. Qui nous dit qu'il n'écloira pas quelque jour? J'ai toujours regardé comme impie la mise à nu et la dissection des momies de ces pauvres Égyptiens. Comment cette foi consolante et invincible de tant de générations accumulées n'a-t-elle pas désarmé la sotte curiosité européenne? Nous respectons les morts d'hier; mais les morts ont-ils un âge?

— C'étaient des infidèles, dit le cheik.

— Hélas! dis-je, à cette époque ni Mahomet ni Jésus n'étaient nés.

Nous discutâmes quelque temps sur ce point, où je m'étonnais de voir un musulman imiter l'intolérance catholique. Pourquoi les enfants d'Ismaël maudiraient-ils l'antique Égypte, qui n'a réduit en esclavage que la race d'Isaac? A vrai dire, pourtant, les musulmans respectent en général les tombeaux et les monuments sacrés des divers peuples, et l'espoir seul de trouver d'immenses trésors engagea un calife à faire ouvrir les pyramides. Leurs chroniques rapportent qu'on trouva dans la salle dite du roi une statue d'homme de pierre noire et une statue de femme de pierre blanche debout sur une table, l'un tenant une lance et l'autre un arc. Au milieu de la table était un vase hermétiquement fermé, qui, lorsqu'on l'ouvrit, se trouva plein de sang encore frais. Il y avait aussi un coq d'or rouge émaillé de jacinthes qui fit un cri et battit des ailes lorsqu'on entra. Tout cela rentre un peu dans les *Mille et Une Nuits*; — mais qui empêche de croire que ces chambres aient contenu des talismans et des figures cabalistiques? Ce qui est certain, c'est que les modernes n'y ont pas trouvé d'autres ossements que ceux d'un bœuf. Le prétendu sarcophage de la chambre du roi était sans doute une cuve pour l'eau lustrale. D'ailleurs, n'est-il pas plus absurde, comme l'a remarqué Volney, de supposer qu'on ait entassé tant de pierres pour y loger un cadavre de cinq pieds?

VI. — LE HAREM D'IBRAHIM-PACHA.

Nous reprîmes bientôt notre promenade, et nous allâmes visiter un charmant palais orné de rocailles où les femmes d'Ibrahim viennent habiter quelquefois l'été. Des parterres à la turque, représentant les dessins d'un tapis, entourent cette résidence, où l'on nous laissa pénétrer sans difficulté. Les oiseaux manquaient à la cage, et il n'y avait de vivant dans les salles que des pendules à musique qui annonçaient chaque quart d'heure par un petit air de serinette tiré des opéras français. — La distribution d'un harem est la même dans tous les palais turcs, et j'en avais déjà vu plusieurs. Ce sont toujours de petits cabinets entourant de grandes salles de réunion, avec des divans partout, et pour tous meubles de petites tables incrustées d'écaille; des enfoncements découpés en ogives çà et là dans la boiserie servent à serrer les narghilés, vases de fleurs et tasses à café. Trois ou quatre chambres seulement, décorées à l'européenne, contiennent quelques meubles de pacotille qui feraient l'orgueil d'une loge de portier; mais ce sont des sacrifices au progrès, des caprices de favorites peut-être, et aucune de ces choses n'est pour elles d'un usage sérieux.

Mais ce qui surtout manque en général aux harems les plus princiers, ce sont des lits. — Où couchent donc, disais-je au cheik, ces femmes et leurs esclaves?

— Sur les divans. — Et n'ont-elles pas de couvertures ? — Elles dorment tout habillées. Cependant il y a des couvertures de laine ou de soie pour l'hiver. — Je ne vois pas dans tout cela quelle est la place du mari ? — Eh bien ! mais le mari couche dans sa chambre, les femmes dans les leurs, et les esclaves (*odaleuk*) sur les divans des grandes salles. Si les divans et les coussins ne semblent pas commodes pour dormir, on fait disposer des matelas dans le milieu de la chambre, et l'on dort ainsi. — Tout habillé ? — Toujours, mais en ne conservant que les vêtements les plus simples, le pantalon, une veste, une robe. La loi défend à tout homme comme à toute femme de se découvrir les uns devant les autres à partir de la gorge. Le privilège du mari est de voir librement la figure de ses femmes ; si la curiosité l'entraîne plus loin, ses yeux sont maudits ; c'est un texte formel.

— Je comprends alors, dis-je, que le mari ne tienne pas absolument à passer la nuit dans une chambre remplie de femmes habillées, et qu'il aime autant dormir dans la sienne ; mais s'il emmène avec lui deux ou trois de ces dames... — Deux ou trois ! s'écria le cheik avec indignation ; quels chiens croyez-vous que seraient ceux qui agiraient ainsi ? Dieu vivant ! est-il une seule femme, même infidèle, qui consentirait à partager avec une autre l'honneur de dormir près de son mari ? Est-ce ainsi que l'on fait en Europe ? — En Europe, répondis-je, non certainement ; mais les chrétiens n'ont qu'une femme, et ils supposent que les Turcs, en ayant plusieurs, vivent avec elles comme avec une seule. — S'il y avait, me dit le cheik, des musulmans assez dépravés pour agir comme le supposent les chrétiens, leurs épouses légitimes demanderaient aussitôt le divorce, et les esclaves elles-mêmes auraient le droit de les quitter.

— Voyez, dis-je au consul, quelle est encore l'erreur de l'Europe touchant les coutumes de ces peuples. La vie des Turcs est pour nous l'idéal de la puissance et du plaisir, et je vois qu'ils ne sont pas seulement maîtres chez eux. — Presque tous, me répondit le consul, ne vivent en réalité qu'avec une seule femme. Les filles de bonne maison en font presque toujours une condition de leur alliance. L'homme assez riche pour nourrir et entretenir convenablement plusieurs femmes, c'est-à-dire donner à chacune un logement à part, une servante et deux vêtements complets par année, ainsi que tous les mois une somme fixée pour son entretien, peut, il est vrai, prendre à la fois jusqu'à quatre épouses ; mais la loi l'oblige à consacrer à chacune un jour de la semaine, ce qui n'est pas toujours fort agréable. Songez aussi que les intrigues de quatre femmes, à peu près égales en droits, lui feraient l'existence la plus malheureuse, si ce n'était un homme très-riche et très-haut placé. Chez ces derniers, le nombre des femmes est un luxe comme celui des chevaux ; mais ils aiment mieux, en général, se borner à une épouse légitime et avoir de belles esclaves, — avec lesquelles encore ils n'ont pas toujours les relations les plus faciles, surtout si leurs femmes sont d'une grande famille.

— Pauvres Turcs ! m'écriai-je, comme on les calomnie ! Mais, s'il s'agit simplement d'avoir çà et là des maîtresses, tout homme riche en Europe a les mêmes facilités. — Il en a de plus grandes, me dit le consul. En Europe, les institutions sont farouches sur ces points-là, mais les mœurs prennent bien leur revanche. Ici la religion, qui règle tout, domine à la fois l'ordre social et l'ordre moral, et, comme elle ne commande rien d'impossible, on se fait un point d'honneur de l'observer. Ce n'est pas qu'il n'y ait des exceptions, cependant elles sont fort rares et n'ont guère pu se produire que depuis la réforme. Les dévots de Constantinople furent indignés contre Mahmoud, parce qu'on apprit qu'il avait fait construire une

salle de bain magnifique où il pouvait assister à la toilette de ses femmes ; mais la chose est très-peu probable, et ce n'est sans doute qu'une invention des Européens.

Nous parcourions, causant ainsi, les sentiers pavés de cailloux ovales formant des dessins blancs et noirs et ceints d'une haute bordure de buis taillé ; je voyais en idée les blanches cadines se disperser dans les allées, traîner leurs babouches sur le pavé de mosaïque, et s'assembler dans les cabinets de verdure où de grands ifs se découpaient en balustres et en arcades ; des colombes s'y posaient parfois comme les âmes plaintives de cette solitude, et je songeais qu'un Turc au milieu de tout cela ne pouvait poursuivre que le fantôme du plaisir. L'Orient n'a plus ni de grands amoureux ni de grands voluptueux même ; l'amour idéal de Medjnouh ou d'Antar est oublié des musulmans modernes, et l'inconstante ardeur de don Juan leur est inconnue. Ils ont de beaux palais sans aimer l'art, de beaux jardins sans aimer la nature, de belles femmes sans comprendre l'amour. — Je ne dis pas cela pour Méhémet-Ali, Macédonien d'origine, et qui en mainte occasion a montré l'âme d'Alexandre ; mais je regrette que son fils et lui n'aient pu rétablir en Orient la prééminence de la race arabe, si intelligente, si chevaleresque autrefois. L'esprit turc les gagne d'un côté, l'esprit européen de l'autre ; c'est un médiocre résultat de tant d'efforts !

Nous retournions au Caire après avoir visité le bâtiment du Nilomètre, où un pilier gradué, anciennement consacré à Sérapis, plonge dans un bassin profond et sert à constater la hauteur des inondations de chaque année. Le consul voulut nous mener encore au cimetière de la famille du pacha. Voir le cimetière après le harem, c'était une triste comparaison à faire ; mais, en effet, la critique de la polygamie est là. Ce cimetière, consacré aux seuls enfants de cette famille, a l'air d'être celui d'une ville. — Il y a là plus de soixante tombes, grandes et petites, neuves pour la plupart, et composées de cippes de marbre blanc. Chacun porte, soit un turban, soit une coiffure de femme, peints et dorés, ce qui donne à toutes les tombes turques un caractère de réalité funèbre ; il semble que l'on marche à travers une foule pétrifiée. Les plus importants de ces tombeaux sont drapés de riches étoffes et portent des turbans de soie et de cachemire : là l'illusion est plus poignante encore.

Il est consolant de penser que, malgré toutes ces pertes, la famille du pacha est encore assez nombreuse. Du reste, la mortalité des enfants turcs en Égypte paraît un fait aussi ancien qu'incontestable. Ces fameux mameluks, qui dominèrent ce pays si longtemps, et qui y faisaient venir les plus belles femmes du monde, n'ont pas laissé un seul rejeton.

VII. — LES MYSTÈRES DU HAREM.

Voilà donc une illusion qu'il faut perdre encore, — les délices du harem, la toute-puissance du mari ou du maître, des femmes charmantes s'unissant pour faire le bonheur d'un seul ; — la religion ou les coutumes tempèrent singulièrement cet idéal, qui a séduit tant d'Européens. Tous ceux qui, sur la foi de nos préjugés, avaient compris ainsi la vie orientale se sont vus découragés en bien peu de temps. La plupart des Francs entrés jadis au service du pacha, qui, par

une raison d'intérêt ou de plaisir, ont embrassé l'islamisme. sont rentrés aujourd'hui, sinon dans le giron de l'église, au moins dans les douceurs de la monogamie chrétienne.

Pénétrons-nous bien de cette idée, que la femme mariée, dans tout l'empire turc, a les mêmes privilèges que chez nous, et qu'elle peut même empêcher son mari de prendre une seconde femme, en faisant de ce point une clause de son contrat de mariage. Et, si elle consent à habiter la même maison qu'une autre femme, elle a le droit de vivre à part, et ne concourt nullement, comme on le croit, à former des tableaux gracieux avec les esclaves sous l'œil d'un maître et d'un époux. Gardons-nous de penser que ces belles dames consentent même à chanter ou à danser pour divertir leur seigneur. Ce sont des talents qui leur paraissent indignes d'une femme honnête; — mais chacun a le droit de faire venir dans son harem des almées et des ghawasies, et d'en donner le divertissement à ses femmes. — Il faut aussi que le maître d'un sérail se garde bien de se préoccuper des esclaves qu'il a données à ses épouses, car elles sont devenues leur propriété personnelle; et, s'il lui plaît d'en acquérir pour son usage, il ferait sagement de les établir dans une autre maison, — bien que rien ne l'empêche d'user de ce moyen d'augmenter sa postérité.

Maintenant il faut qu'on sache aussi que, chaque maison étant divisée en deux parties tout à fait séparées, l'une consacrée aux hommes et l'autre aux femmes, il y a bien un maître d'un côté, mais de l'autre une maîtresse. Cette dernière est la mère ou la belle-mère, ou l'épouse la plus ancienne ou celle qui a donné le jour à l'aîné des enfants. — La première femme s'appelle *la grande dame*, et la seconde *le perroquet (durrah)*. Dans le cas où les femmes sont nombreuses, ce qui n'existe que pour les grands, le harem est une sorte de couvent où domine une règle austère. On s'y occupe principalement d'élever les enfants, de faire quelques broderies et de diriger les esclaves dans les travaux du ménage. La visite du mari se fait en cérémonie, ainsi que celle des proches parents, et, comme il ne mange pas avec ses femmes, tout ce qu'il peut faire pour passer le temps est de fumer gravement son narghiléh et de prendre du café ou des sorbets. Il est d'usage qu'il se fasse annoncer quelque temps à l'avance. De plus, s'il trouve des pantoufles à la porte du harem, il se garde bien d'entrer, car c'est signe que sa femme ou ses femmes reçoivent la visite de leurs amies, et les amies restent souvent un ou deux jours...

Pour ce qui est de la liberté de sortir et de faire des visites, on ne peut guère la contester à une femme de naissance libre. Le droit du mari se borne à la faire accompagner par des esclaves; mais cela est insignifiant comme précaution, à cause de la facilité qu'elles auraient de les gagner ou de sortir sous un déguisement, soit du bain, soit de la maison d'une de leurs amies, tandis que les surveillants attendraient à la porte. — Le masque et l'uniformité des vêtements leur donneraient en réalité plus de liberté qu'aux Européennes, si elles étaient disposées aux intrigues. Les contes joyeux narrés le soir dans les cafés roulent souvent sur des aventures d'amants qui se déguisent en femmes pour pénétrer dans un harem. Rien n'est plus aisé, en effet; seulement il faut dire que ceci appartient plus à l'imagination arabe qu'aux mœurs turques, qui dominent dans tout l'Orient depuis deux siècles. Ajoutons encore que le musulman n'est point porté à l'adultère, et trouverait révoltant de posséder une femme qui ne serait pas entièrement à lui.

Quant aux bonnes fortunes des chrétiens, elles sont rares. Autrefois il y avait un double danger de mort ; aujourd'hui la femme seule peut risquer sa vie, mais seulement au cas de flagrant délit dans la maison conjugale. Autrement, le cas d'adultère n'est qu'une cause de divorce et de punition quelconque.

La loi musulmane n'a donc rien qui réduise, comme on l'a cru, les femmes à un état d'esclavage et d'abjection. Elles héritent, elles possèdent personnellement, comme partout, et en dehors même de l'autorité du mari. Elles ont le droit de provoquer le divorce pour des motifs réglés par la loi. Le privilège du mari est sur ce point de pouvoir divorcer sans donner de raisons. Il lui suffit de dire à sa femme devant trois témoins : « Tu es divorcée, » et elle ne peut dès lors réclamer que le douaire stipulé dans son contrat de mariage. — Tout le monde sait que, s'il voulait la reprendre ensuite, il ne le pourrait que si elle s'était remariée dans l'intervalle et fût devenue libre depuis. L'histoire du *hulla*, qu'on appelle en Égypte *musthilla*, et qui joue le rôle d'épouseur intermédiaire, se renouvelle quelquefois pour les gens riches seulement. Les pauvres, se mariant sans contrat écrit, se quittent et se reprennent sans difficulté. Enfin, quoique ce soient surtout les grands personnages qui, par ostentation ou par goût, usent de la polygamie, il y a au Caire de pauvres diables qui épousent plusieurs femmes afin de vivre du produit de leur travail. Ils ont ainsi trois ou quatre ménages dans la ville, qui s'ignorent parfaitement l'un l'autre. La découverte de ces mystères amène ordinairement des disputes comiques et l'expulsion du paresseux fellah des divers foyers de ses épouses, — car, si la loi lui permet plusieurs femmes, elle lui impose, d'un autre côté, l'obligation de les nourrir.

VIII. — LA LEÇON DE FRANÇAIS.

J'ai retrouvé mon logis dans l'état où je l'avais laissé : le vieux Cophte et sa femme s'occupant à tout mettre en ordre, l'esclave dormant sur un divan, les coqs et les poules, dans la cour, becquetant du maïs, et le Barbarin, qui fumait au café d'en face, m'attendant fort exactement. Par exemple, il fut impossible de retrouver le cuisinier ; l'arrivée du Cophte lui avait fait croire sans doute qu'il allait être remplacé, et il était parti tout d'un coup sans rien dire ; — c'est un procédé très-fréquent des gens de service ou des ouvriers du Caire. Aussi ont-ils soin de se faire payer tous les soirs pour pouvoir agir à leur fantaisie.

Je ne vis pas d'inconvénient à remplacer Mustapha par Mansour, et sa femme, qui venait l'aider dans la journée, me paraissait une excellente gardienne pour la moralité de mon intérieur. Seulement ce couple respectable ignorait parfaitement les éléments de la cuisine, — même égyptienne. Leur nourriture à eux se composait de maïs bouilli et de légumes découpés dans du vinaigre, et cela ne les avait conduits ni à l'art du saucier ni à celui du rôti-seur. Ce qu'ils essayèrent dans ce sens fit jeter les hauts cris à l'esclave, qui se mit à les accabler d'injures. Ce trait de caractère me déplut fort.

Je chargeai Mansour de lui dire que c'était maintenant à son tour de faire la cuisine, et que, voulant l'emmener dans mes voyages, il était bon qu'elle s'y préparât. Je ne puis rendre toute l'expression d'orgueil blessé, ou plutôt de dignité offensée, dont elle nous foudroya tous.

— Dites au *sidi*, répondit-elle à Mansour, que je suis une *cadine* (dame) et non une *odaleuk* (servante), et que j'écirai au pacha, s'il ne me donne pas la position qui convient.

— Au pacha ! m'écriai-je ; mais que fera le pacha dans cette affaire ? Je prends une esclave, moi, pour me faire servir, et, si je n'ai pas les moyens de payer des domestiques, ce qui peut très-bien m'arriver, je ne vois pas pourquoi elle ne ferait pas le ménage, comme font les femmes dans tous les pays.

— Elle répond, dit Mansour, qu'en s'adressant au pacha, toute esclave a le droit de se faire revendre et de changer ainsi de maître : qu'elle est de religion musulmane, et ne se résignera jamais à faire des fonctions viles.

J'estime la fierté dans les caractères, — et puisqu'elle avait ce droit, chose dont Mansour me confirma la vérité, je me bornai à dire que j'avais plaisanté, que seulement il fallait qu'elle s'excusât envers ce vieillard de l'emportement qu'elle avait montré ; mais Mansour lui traduisit cela de telle manière que l'excuse, je crois bien, vint de son côté.

Il était clair désormais que j'avais fait une folie en achetant cette femme. Si elle persistait dans son idée, ne pouvant m'être pour le reste de ma route qu'un sujet de dépense, au moins fallait-il qu'elle pût me servir d'interprète. Je lui déclarai que, puisqu'elle était une personne si distinguée, il fallait qu'elle apprît le français pendant que j'apprendrais l'arabe. Elle ne repoussa pas cette idée.

Je lui donnai donc une leçon de langage et d'écriture ; je lui fis faire des bâtons sur le papier comme à un enfant, et je lui appris quelques mots. Cela l'amusa assez, et la prononciation du français lui faisait perdre l'intonation gutturale, si peu gracieuse dans la bouche des femmes arabes. Je m'amusais beaucoup à lui faire prononcer des phrases tout entières qu'elle ne comprenait pas, par exemple celle-ci : « Je suis une petite sauvage, » qu'elle prononçait : *Ze souis one bétit savaze*. Me voyant rire, elle crut que je lui faisais dire quelque chose d'inconvenant, et appela Mansour pour lui traduire la phrase. N'y trouvant pas grand mal, elle répéta avec beaucoup de grâce : « *Ana (moi) ? bétit savaze ?... mafisch* (pas du tout) ! » Son sourire était charmant.

Ennuyée de tracer des bâtons, des pleins et des déliés, l'esclave me fit comprendre qu'elle voulait écrire (*ktab*) selon son idée. Je pensai qu'elle savait écrire en arabe et je lui donnai une page blanche. Bientôt je vis naître sous ses doigts une série bizarre d'hiéroglyphes, qui n'appartenaient évidemment à la calligraphie d'aucun peuple. Quand la page fut pleine, je lui fis demander par Mansour ce qu'elle avait voulu faire. — Je vous ai écrit ; lisez ! dit-elle. — Mais, ma chère enfant, cela ne représente rien. C'est seulement ce que pourrait tracer la griffe d'un chat trempée dans l'encre.

Cela l'étonna beaucoup. Elle avait cru que, toutes les fois qu'on pensait à une chose en promenant au hasard la plume sur le papier, l'idée devait ainsi se traduire clairement pour l'œil du lecteur. — Je la détrompai, et je lui fis dire d'énoncer ce qu'elle avait voulu écrire, attendu qu'il fallait pour s'instruire beaucoup plus de temps qu'elle ne supposait.

Sa supplique naïve se composait de plusieurs articles. Le premier renouvelait la prétention déjà indiquée de porter un *habbarah* de taffetas noir, comme les dames du Caire, afin de n'être plus confondue avec les simples femmes *fellahs* ; le second indiquait le désir d'une robe (*yalek*) en soie verte, et le troisième con-

chait à l'achat de bottines jaunes, qu'on ne pouvait, en qualité de musulmane, lui refuser le droit de porter.

Il faut dire ici que ces bottines sont affreuses et donnent aux femmes un certain air de palmipèdes fort peu séduisant, et le reste les fait ressembler à d'énormes ballots ; — mais, dans les bottines jaunes particulièrement, il y a une grave question de prééminence sociale. Je promis de réfléchir sur tout cela.

IX. — CHOUBRAH.

Ma réponse lui paraissant favorable, l'esclave se leva en frappant les mains et répétait à plusieurs reprises : *El fil! el fil!* — Qu'est-ce que cela? dis-je à Mansour. — La *sitti* (dame), me dit-il après l'avoir interrogée, voudrait aller voir un éléphant dont elle a entendu parler, et qui se trouve au palais de Méhémet-Ali, à Choubrah.

Il était juste de récompenser son application à l'étude, et je fis appeler les âniers. — La porte de la ville, du côté de Choubrah, n'était qu'à cent pas de notre maison. C'est encore une porte armée de grosses tours qui datent du temps des croisades. On passe ensuite sur le pont d'un canal qui se répand à gauche, en formant un petit lac entouré d'une fraîche végétation. Des casinos, cafés et jardins publics profitent de cette fraîcheur et de cette ombre. Le dimanche, on y rencontre beaucoup de Grecques, d'Arméniennes et de dames du quartier franc. Elles ne quittent leurs voiles qu'à l'intérieur des jardins, et là encore on peut étudier les races si curieusement contrastées du Levant. — Plus loin, les cavalcades se perdent sous l'ombrage de l'allée de Choubrah, la plus belle qu'il y ait au monde assurément. Les sycomores et les ébéniers, qui l'ombragent sur une étendue d'une lieue, sont tous d'une grosseur énorme, et la voûte que forment leurs branches est tellement touffue, qu'il règne sur tout le chemin une sorte d'obscurité, relevée au loin par la lisière ardente du désert, qui brille à droite, au delà des terres cultivées. A gauche, c'est le Nil, qui côtoie de vastes jardins pendant une demi-lieue, jusqu'à ce qu'il vienne border l'allée elle-même et l'éclaircir du reflet pourpre de ses eaux. Il y a un café orné de fontaines et de treillages, situé à moitié chemin de Choubrah, et très-fréquenté des promeneurs. Des champs de maïs et de cannes à sucre, et ça et là quelques maisons de plaisance, continuent à droite, jusqu'à ce qu'on arrive à de grands bâtiments qui appartiennent au pacha.

C'était là qu'on faisait voir un éléphant blanc donné à son altesse par le gouvernement anglais. Ma compagne, transportée de joie, ne pouvait se lasser d'admirer cet animal, qui lui rappelait son pays, et qui, même en Égypte, est une curiosité. Ses défenses étaient ornées d'anneaux d'argent, et le cornac lui fit faire plusieurs exercices devant nous. Il arriva même à lui donner des attitudes qui me parurent d'une décence contestable, et comme je faisais signe à l'esclave, voilée, mais non pas aveugle, que nous en avions assez vu, un officier du pacha me dit avec gravité : *Aspettate, è per rièreare le donne* (Attendez, c'est pour divertir les femmes). — Il y en avait là plusieurs qui n'étaient, en effet, nullement scandalisées, et qui riaient aux éclats.

C'est une délicieuse résidence que Choubrah. Le palais de Méhémet-Ali, assez simple et de construction ancienne, donne sur le Nil, en face de la plaine d'Em-

babeh, si fameuse par la déroute des mameluks. Du côté des jardins, on a construit un kiosque dont les galeries, peintes et dorées, sont de l'aspect le plus brillant. Là, véritablement, est le triomphe du goût oriental.

On peut visiter l'intérieur, où se trouvent des volières d'oiseaux rares, des salles de réception, des bains, des billards, et en pénétrant plus loin, dans le palais même, on retrouve ces salles uniformes décorées à la turque, meublées à l'euro-péenne, qui constituent partout le luxe des demeures princières. Des paysages sans perspective peints à l'œuf, sur les panneaux et au-dessus des portes, tableaux orthodoxes, où ne paraît aucune créature animée, — donnent une triste idée de l'art musulman. Toutefois les artistes se permettent quelques animaux fabuleux, comme dauphins, hippogriffes et sphinx. En fait de batailles, ils ne peuvent représenter que les sièges et combats maritimes; des vaisseaux dont on ne voit pas les marins luttent contre des forteresses où la garnison se défend sans se montrer; les feux croisés et les bombes semblent partir d'eux-mêmes, le bois veut conquérir les pierres, l'homme est absent. — C'est pourtant le seul moyen qu'on ait eu de représenter les principales scènes de la campagne de Grèce d'Ibrahim.

Au-dessus de la salle où le pacha rend la justice, on lit cette belle maxime : « Un quart d'heure de clémence vaut mieux que soixante-dix heures de prière. »

Nous sommes redescendus dans les jardins. Que de roses, grand Dieu ! Les roses de Choubrah, c'est tout dire en Égypte; celles du Fayoum ne servent que pour l'huile et les confitures. Les bostangis venaient nous en offrir de tous côtés. Il y a encore un autre luxe chez le pacha, c'est qu'on ne cueille ni les citrons ni les oranges, pour que ces pommes d'or jouissent le plus longtemps possible les yeux du promeneur. Chacun peut, du reste, les ramasser après leur chute. — Mais je n'ai rien dit encore du jardin. On peut critiquer le goût des Turcs dans les intérieurs, leurs jardins sont inattaquables. Partout des vergers, des berceaux et des cabinets d'ifs taillés qui rappellent le style de la renaissance; c'est le paysage du Décameron. Il est probable que les premiers modèles ont été créés par des jardiniers italiens. On n'y voit point de statues, mais les fontaines sont d'un goût ravissant.

Un pavillon vitré, qui couronne une suite de terrasses étagées en pyramide, se découpe sur l'horizon avec un aspect tout féerique. Le calife Haroun n'en eut jamais sans doute de plus beau; mais ce n'est rien encore. On redescend après avoir admiré le luxe de la salle intérieure et les draperies de soie qui voltigent en plein air parmi les guirlandes et les festons de verdure; on suit de longues allées bordées de citronniers taillés en quenouille, on traverse des bois de bananiers dont la feuille transparente rayonne comme l'émeraude, et l'on arrive à l'autre bout du jardin à une salle de bains trop merveilleuse et trop connue pour être ici longuement décrite. C'est un immense bassin de marbre blanc, entouré de galeries soutenues par des colonnes d'un goût byzantin, avec une haute fontaine dans le milieu, d'où l'eau s'échappe par des gueules de crocodiles. Toute l'enceinte est éclairée au gaz, et dans les nuits d'été le pacha se fait promener sur le bassin dans une cange dorée dont les femmes de son harem agitent les rames. Ces belles dames s'y baignent aussi sous les yeux de leur maître, mais avec des peignoirs en crêpe de soie, — le Coran, comme nous savons, ne permettant pas les nudités.

X. — LES AFRITES.

Il ne m'a pas semblé indifférent d'étudier dans une seule femme d'Orient le caractère probable de beaucoup d'autres, mais je craignais d'attacher trop d'importance à des minuties. Cependant qu'on imagine ma surprise lorsqu'en entrant un matin dans la chambre de l'esclave, je trouvai une guirlande d'oignons suspendue en travers de la porte, et d'autres oignons disposés avec symétrie au-dessus de la place où elle dormait. Croyant que c'était un simple enfantillage, je détachai ces ornements peu propres à parer la chambre, et je les envoyai négligemment dans la cour; — mais voilà l'esclave qui se lève furieuse et désolée, s'en va ramasser les oignons en pleurant et les remet à leur place avec de grands signes d'adoration. Il fallut, pour s'expliquer, attendre l'arrivée de Mansour. Provisoirement je recevais un déluge d'imprécations dont la plus claire était le mot *pharaón* ! je ne savais trop si je devais me fâcher ou la plaindre. Enfin Mansour arriva, et j'appris que j'avais renversé *un sort*, que j'étais cause des malheurs les plus terribles qui fondraient sur elle et sur moi. — Après tout, dis-je à Mansour, nous sommes dans un pays où les oignons ont été des dieux ; si je les ai offensés, je ne demande pas mieux que de le reconnaître. Il doit y avoir quelque moyen d'apaiser le ressentiment d'un oignon d'Égypte ! Mais l'esclave ne voulait rien entendre et répétait en se tournant vers moi : *Pharaón* ! Mansour m'apprit que cela voulait dire « un être impie et tyrannique ; » je fus affecté de ce reproche, mais bien aise d'apprendre que le nom des anciens rois de ce pays était devenu une injure. Il n'y avait pas de quoi s'en fâcher pourtant ; — on m'apprit que cette cérémonie des oignons était générale dans les maisons du Caire à un certain jour de l'année ; cela sert à conjurer les maladies épidémiques.

Les craintes de la pauvre fille se vérifièrent, en raison probablement de son imagination frappée. Elle tomba malade assez gravement, et, quoi que je pusse faire, elle ne voulut suivre aucune prescription de médecin. Pendant mon absence, elle avait appelé deux femmes de la maison voisine en leur parlant d'une terrasse à l'autre, et je les trouvai installées près d'elle qui récitaient des prières, et faisaient, comme me l'apprit Mansour, des conjurations contre les *afrites* ou mauvais esprits. Il paraît que la profanation des oignons avait révolté ces derniers, et qu'il y en avait deux spécialement hostiles à chacun de nous, dont l'un s'appelait le Vert, et l'autre le Doré.

Voyant que le mal était surtout dans l'imagination, je laissai faire les deux femmes, qui en amenèrent enfin une autre très-vieille. C'était une *santone* renommée. Elle apportait un réchaud qu'elle posa au milieu de la chambre, et où elle fit brûler une pierre qui me sembla être de l'alun. Cette cuisine avait pour objet de contrarier beaucoup les *afrites*, — que les femmes voyaient clairement dans la fumée, et qui demandaient grâce. Mais il fallait extirper tout à fait le mal ; on fit lever l'esclave, et elle se pencha sur la fumée, ce qui provoqua une toux très-forte ; pendant ce temps, la vieille lui frappait le dos, et toutes chantaient d'une voix traînante des prières et des imprécations arabes.

Mansour, en qualité de chrétien cophte, était choqué de toutes ces pratiques ; mais, si la maladie provenait d'une cause morale, quel mal y avait-il à laisser agir

un traitement analogue ? Le fait est que, dès le lendemain, il y eut un mieux évident, et la guérison s'ensuivit.

L'esclave ne voulut plus se séparer des deux voisines qu'elle avait appelées, et continuait à se faire servir par elles. L'une s'appelait Cartoum, et l'autre Zabetta. Je ne voyais pas la nécessité d'avoir tant de monde dans la maison, et je me gardais bien de leur offrir des gages ; mais elle leur faisait des présents de ses propres effets, et, comme c'étaient ceux qu'Abd-el-Kérim lui avait laissés, il n'y avait rien à dire ; toutefois il fallut bien les remplacer par d'autres, — et en venir à l'acquisition tant souhaitée du habbarah et du yalek.

La vie orientale nous joue de ces tours ; tout semble d'abord simple, peu coûteux, facile. Bientôt cela se complique de nécessités, d'usages, de fantaisies, et l'on se voit entraîné à une existence *pachalesque*, qui, jointe au désordre et à l'infidélité des comptes, épuise les bourses les mieux garnies. J'avais voulu m'initier quelque temps à la vie intime de l'Égypte ; mais peu à peu je voyais tarir les ressources futures de mon voyage. « Ma pauvre enfant, dis-je à l'esclave en lui faisant expliquer la situation, si tu veux rester au Caire, tu es *libre*. »

Je m'attendais à une explosion de reconnaissance.

— Libre ! dit-elle, que voulez-vous que je fasse ? Libre ! mais où irai-je ? Reven-
dez-moi plutôt à Abd-el-Kérim !

— Mais, ma chère, un Européen ne vend pas une femme ; recevoir un tel argent, ce serait honteux.

— Eh bien ! dit-elle en pleurant, est-ce que je puis gagner ma vie, moi ? est-ce que je sais faire quelque chose ?

— Ne peux-tu pas te mettre au service d'une dame de ta religion ?

— Moi, servante ? Jamais. Revendez-moi : je serai achetée par un *muslim*, par un cheik, par un pacha peut-être ! Je puis devenir une grande dame... Vous voulez me quitter... menez-moi au bazar !

Voilà un singulier pays où les esclaves ne veulent pas de la liberté !

Je sentais bien, du reste, qu'elle avait raison, et j'en savais assez déjà sur le véritable état de la société musulmane, pour ne pas douter que sa condition d'esclave ne fût très-supérieure à celle des pauvres Égyptiennes employées aux travaux les plus rudes, et malheureuses avec des maris misérables. Lui donner la liberté, c'était la vouer à la condition la plus triste, peut-être à l'opprobre, et je me reconnaissais moralement responsable de sa destinée. « Puisque tu ne veux pas rester au Caire, lui dis-je enfin, il faut me suivre dans d'autres pays.

— *Ana enté sava-sava* (partons tous les deux) ! me dit-elle, — et nous ne tardâmes pas à nous embarquer sur la branche du Nil qui conduit à Damiette.

Je quitte avec regret cette vieille cité du Caire, où j'ai retrouvé les dernières traces du génie arabe, et qui n'a pas menti aux idées que je m'en étais formées d'après les récits et les traditions de l'Orient. Je l'avais vue tant de fois dans les rêves de la jeunesse, qu'il me semblait y avoir séjourné dans je ne sais quel temps, — Je reconstruisais mon Caire d'autrefois au milieu des quartiers déserts ou des mosquées croulantes ! Il me semblait que j'imprimais les pieds dans la trace de mes pas anciens ; j'allais, je me disais : — En détournant ce mur, en passant cette porte, je verrai telle chose, et la chose était là, ruinée, mais réelle.

N'y pensons plus. Ce Caire-là gît sous la cendre et la poussière ; l'esprit et les progrès modernes en ont triomphé comme la mort. Encore quelques mois, et des

rues européennes auront coupé à angles droits la vieille ville poudreuse et muette qui croule en paix sur les pauvres fellahs. Ce qui reluit, ce qui brille, ce qui s'accroît, c'est le quartier des Francs, la ville des Italiens, des Provençaux et des Maltais, l'entrepôt futur de l'Inde anglaise. L'Orient achève d'user ses vieux costumes, ses vieux palais, ses vieilles mœurs, mais il est à son dernier jour ; il peut dire, comme un de ses sultans : « Le sort a décoché sa flèche, c'est fait de moi, je suis passé ! » Ce que le désert protège encore en l'enfouissant peu à peu dans ses sables, c'est, hors des murs du Caire, la ville des morts, la vallée des califes, qui semble, comme Herculanium, avoir abrité des générations disparues, et dont les palais, les arcades et les colonnes, les marbres précieux, les intérieurs peints et dorés, les enceintes, les dômes et les minarets, multipliés avec folie, n'ont jamais servi qu'à recouvrir des cercueils. Ce culte de la mort est un trait éternel du caractère de l'Égypte ; il sert du moins à protéger et à transmettre au monde l'éblouissante histoire de son passé.

GÉRARD DE NERVAL.



LES TOURISTES ANGLAIS.

L'ANGLETERRE DANS LE NOUVEAU-MONDE.

HOCHELAGA, OR ENGLAND IN THE NEW WORLD,
Edited by Eliot Warburton. — 2 vol. — London, Henry Colburn, 1846.

Nous adopterions volontiers, comme principe, que les récits de voyages doivent être anonymes. L'écrivain dont nous allons nous occuper a compris cette vérité : profitant d'une circonstance heureuse, il a mis sa responsabilité à l'abri derrière un nom récemment honoré des suffrages publics. M. Eliot Warburton, dont les voyages en Égypte, en Syrie, en Turquie, en Grèce, nonobstant la banalité du sujet, avaient été favorablement accueillis, s'est chargé de présenter aux lecteurs anglais les récits d'un autre touriste, arrivant, celui-là, du Nouveau-Monde ; car *Hochelaga*, c'est le Canada sous son nom sauvage, tout comme le Mexique pourrait s'appeler l'Anahuac, s'il fallait le rebaptiser pour rendre plus attrayante la relation d'un voyage sur les bords du Rapide ou du Rio del Norte ; c'est donc une terre à demi française, qui fut nôtre jadis, où notre langue se parle, où la coutume de Paris est encore en vigueur, que nous allons parcourir sous la conduite de ce nouveau guide.

Le présenter à nos lecteurs est un devoir, une formalité indispensable ; à défaut de son nom, faut-il au moins connaître son rang dans le monde, ses préjugés, ses opinions, quelque peu ses habitudes, et peut-être aussi sa tournure. Avec quel-

ques soins, tout cela est possible. Ainsi, à plusieurs reprises, ce personnage inconnu fait allusion à la majesté de son embonpoint développé par les années. La plaintive éloquence avec laquelle il signale les inconvénients matériels inséparables d'une longue traversée ou d'une course rapide nous fait reconnaître un *gentleman* habitué aux confortables recherches de la vie opulente. Partout il se trouve en rapport avec la meilleure compagnie, et notamment à Québec avec l'état-major de la garnison anglaise. Ceci, et quelques mots de son début où il se représente comme « obligé de s'embarquer, passager très-contrarié, sur un incommode navire, » indiqueraient un employé du gouvernement. Quant à ses opinions, elles sont très-franchement *tories*, antidémocratiques, et l'égalité humaine, principe des constitutions modernes, lui paraît tout bonnement « un monstrueux sophisme, » — *a monstrous fallacy*, — rien que cela. Maintenant vous pourriez croire que nous allons avoir affaire à quelque Trollope mâle, détracteur haineux et aveugle de tout ce qui contrarie ses préventions politiques ou sociales. Détrompez-vous : le nouveau voyageur est homme de sens trois fois sur quatre ; il ne ferme point les yeux à l'évidence ; il ne conteste que ce qui est douteux pour lui. Si quelque fait éclatant vient à l'encontre de ses théories, il ne le reconnaît pas de bon cœur ; mais, en murmurant, il le reconnaît, et c'est quelque chose. Ensuite, — et c'est quelque chose encore, — notre homme n'est pas exclusivement Anglo-Saxon. Il a parcouru l'Europe, vu Paris et Vienne, dormi à la belle étoile avec les *chapelgorris* du prétendant espagnol. A ce métier, si l'on ne perd pas absolument l'empreinte du caractère national et les idées plus ou moins étroites qui constituent l'esprit de race, on gagne une certaine tolérance nécessaire à quiconque veut profiter de tous les enseignements d'un voyage bien fait.

En somme, et par avance, voulez-vous connaître les conclusions de cet observateur malgré lui, qui débarque indifférent et revient presque enthousiaste ? C'est que l'Amérique, telle qu'il l'a vue, est déjà pour l'Angleterre une redoutable rivale, et que, d'ici à cinquante ans, si nulle dissension politique n'a brisé ce puissant faisceau des états confédérés, la jeune république sera de force à lutter victorieusement, soit par le commerce, soit par les armes, contre la vieille monarchie. Il compte, il est vrai, sur l'influence destructive de l'esprit démocratique pour arrêter cet essor prodigieux, et séparer à temps, en trois états diversement gouvernés, la grande et riche république ; mais il n'a pas tellement foi dans ses prévisions et ses prophéties, qu'il ne conseille à l'Angleterre de limiter dès à présent, autant qu'elle le pourra, les accroissements de l'Union américaine. Et d'abord, se laissera-t-elle enlever les vastes colonies qui lui restent encore sur les frontières de la république émancipée ? Non, sans doute, aussi longtemps qu'elle pourra les défendre ; mais enfin, si elle doit les perdre, si la même fatalité qui lui a déjà ravi les riches contrées qu'arrosent l'Arkansas, l'Ohio, le Mississippi, doit amener un jour la séparation des deux Canadas, de l'Acadie, du Nouveau-Brunswick et de toutes les régions polaires qui bordent la baie d'Hudson, il faudrait au moins que cette séparation, accomplie sans violence, préparée de longue main, ne servît pas les projets ambitieux des états confédérés ; il faudrait que toutes ces provinces anglaises, réunies par leurs maîtres actuels en un seul état, — et sans doute en un état monarchique, — leur donnassent sur le nouveau continent un allié fidèle, entraîné à jamais dans leur sphère d'activité, soustrait pour jamais à ces tendances envahissantes que les écrivains anglais signalent avec tant de soin dans la politique américaine. Le voyageur cherche les meilleurs moyens d'arriver

à fondre dans un tout homogène, à soumettre aux mêmes lois, à pénétrer du même esprit ce peuple nouveau dont il rêve pour ainsi dire la création, cette autre Bretagne formée à l'image de la première, et posée au nord du nouveau continent pour tenir en bride la grande rivale de sa sœur aînée. Ainsi se trouve expliqué le second titre de son livre : *L'Angleterre dans le Nouveau-Monde*.

Ces vues exposées, il nous serait loisible de les débattre. Nous pourrions facilement démontrer cette vérité, pressentie par vingt historiens, — et cela dès le commencement du siècle, — que les possessions anglaises ne peuvent manquer, à un moment donné, de s'absorber, par une annexion pacifique ou violente, dans cet empire naissant dont l'avenir effraie déjà ses plus fiers ennemis. La civilisation existe au même degré sur les deux rives du Saint-Laurent ; la différence des croyances religieuses, atténuée par la multiplicité des sectes, n'empêche pas les colons anglais et les citoyens américains de préluder, par des rapports de plus en plus intimes, à une alliance définitive. On ne croira pas sans doute que les premiers, saisis d'un zèle chevaleresque, en viennent à défendre pour l'honneur des principes la royauté métropolitaine contre les apôtres armés de l'indépendance ; enfin, cette loyauté merveilleuse existât-elle, à l'heure présente, chez les colons du Canada supérieur, pour la plus grande partie Anglais d'origine, les habitants français du bas Canada, si profondément séparés de la race anglo-saxonne par de véritables griefs et par la différence des mœurs, ne resteront pas toujours, on peut le penser, les alliés fidèles, les champions dévoués d'une constitution qui ne leur assure, en échange d'une protection douteuse et méprisante, que l'ombre de quelques droits politiques.

C'est cependant à ces seules conditions que l'Angleterre pourrait conserver le Canada. Elle l'aurait perdu depuis longtemps si l'organisation démocratique des États-Unis, les craintes jalouses du peuple américain, sa résistance à l'accroissement de l'impôt, n'avaient jusqu'ici empêché le développement de ses institutions militaires. Comme on le sait, la république fédérale n'a pas d'armée régulière, à moins que l'on ne veuille baptiser de ce nom un corps de douze mille soldats dispersés parmi dix-sept millions d'habitants sur un pays ou plutôt sur une frontière de deux mille milles. A peine suffisent-ils à occuper tous les postes fortifiés qui garantissent plus ou moins l'intégrité du territoire ; comme force agressive, ils ne comptent pas. Quant à la milice, tout au plus apte à la défense des villes ou bien encore à inquiéter une armée d'invasion, il est parfaitement reconnu qu'elle ne s'aventurerait pas impunément au dehors contre des forces disciplinées, celles-ci fussent-elles très-inférieures en nombre. Bref, comme M. de Tocqueville l'a fort bien laissé pressentir, la fédération américaine, transportée au milieu des états européens, serait à la merci des monarchies qui, sous le rapport des ressources matérielles, peuvent le moins lui être comparées.

Mais cet état de choses si singulièrement anormal, jusques à quand durera-t-il ? Jusqu'à ce que ses inconvénients se soient fait sentir aux Américains. Supposez par exemple que la lutte avec le Mexique, objet d'enthousiasme national, amène de honteux revers ; supposez la Grande-Bretagne intervenant et les milices américaines reculant devant ces troupes mercenaires que le fouet discipline et que leurs chefs insultent publiquement, croyez-vous qu'une pareille humiliation fût perdue ? et doutez-vous qu'en moins de dix ans, si les États-Unis modifiaient à cet égard leurs idées de gouvernement, ils ne pussent porter à cent ou deux cent mille hommes leur armée permanente ? Or, cela revient à dire qu'en moins de dix ans

ils peuvent se mettre en état d'envahir les possessions anglaises sans qu'il soit possible ni à l'Angleterre de les défendre, ni à ses colons, y fussent-ils intéressés et résolu, de se protéger eux-mêmes.

Au surplus, et par la seule force des choses, sans qu'il soit besoin pour y arriver de conquête armée, ni d'employer les baïonnettes, ce résultat nous paraît tout à fait inévitable. Cette invasion contre laquelle l'Angleterre prend aujourd'hui tant de précautions, ces attaques en vue desquelles on augmente à grands frais les fortifications de Québec et les garnisons du Canada, ont lieu chaque jour, à chaque minute, sous les yeux des gouverneurs anglais, sans qu'ils y puissent apporter le moindre obstacle. La force d'expansion qui pousse de tous côtés les entreprises individuelles des Américains, les fréquentes communications qui en résultent entre les cultivateurs du Canada et ces hardis négociants, les transactions de jour en jour plus nombreuses, les intérêts de jour en jour plus unis et plus étroitement solidaires, feront en quelques années ce qu'une armée ferait en quelques mois. Jusqu'à présent, le fermier du Canada trouvait un avantage inappréciable à jeter ses blés sur le marché anglais, où ils arrivaient protégés, comme ceux de l'Angleterre elle-même, contre les céréales du continent; la concurrence libre de l'importation va briser ce premier lien. Les progrès de la doctrine du libre échange ont amené quelques modifications dans le tarif des douanes anglaises, et permettent aux états du nord de l'Europe d'acheminer leur bois de charpente vers les docks de la Grande-Bretagne. Par là s'embarrasse et s'engorge déjà, par là se doit clore tôt ou tard un des principaux débouchés du commerce anglo-canadien, et cette hypothèse est si loin d'être improbable, qu'elle a semé l'effroi parmi les *timber-merchants* de la colonie anglaise. Ils annoncent à grands cris leur banqueroute inévitable, et les agriculteurs désolés répondent à cette clameur par des plaintes amères contre Cobden et ses adhérents (1).

Ces craintes, ces douleurs, ces lamentations de l'intérêt lésé ou qui croit l'être, sont naturellement exagérées. De manière ou d'autre, les blés et les bois du Canada trouveront des consommateurs, voilà qui ne peut être mis en doute; mais les rapports de l'Angleterre et de ses colonies nord-américaines doivent se trouver considérablement modifiés par la rupture successive de leurs rapports commerciaux. L'Amérique, tout au contraire, est appelée à multiplier les siens avec le Canada. Vainement les tarifs actuels de la confédération interdisent-ils l'entrée des produits canadiens, soumis aux mêmes droits que ceux de l'Angleterre elle-même. L'étendue des frontières ne permet pas aux douaniers de faire respecter ces lois rigoureuses, et la contrebande, organisée en grand, se joue des obstacles qu'on voudrait lui opposer sur une ligne de douze cents milles, presque toute en forêts ou en courants navigables. Ainsi le mouvement du commerce, favorisé par la similitude des langues, l'identité des races, l'analogie des croyances, tend à l'accession finale des deux Canadas dans la grande ligne américaine. Ce fait est de ceux que l'on n'a aucun mérite à prévoir, et auxquels tous les esprits sagaces sont préparés depuis longtemps, lorsque l'heure sonne où ils s'accomplissent.

Remarquez d'ailleurs que l'Angleterre aura tous les jours un intérêt moindre à la conservation de ces colonies lointaines, auxquelles, on s'en doute du reste, elle ne porte d'autre affection que celle d'un marchand bien avisé pour d'excellentes pratiques. Les statisticiens ont établi ce fait important : chaque habitant du Canada

(1) *England in the New World*, t. I. p. 257.

consomme quatre fois plus de marchandises anglaises qu'un citoyen des États-Unis; mais, naturellement, la cause de cette différence est dans le commerce d'exportation, très-considérable et très-favorisé, que les colonies nord-américaines faisaient jusqu'ici avec la métropole. Leurs exportations et leurs importations doivent inévitablement progresser ou décroître ensemble, et l'accroissement du commerce avec les États-Unis doit restreindre d'autant le commerce avec l'Angleterre. Il arrivera donc un moment où celle-ci ne trouvera plus dans le mouvement des échanges avec le Canada l'équivalent des dépenses qu'entraîne l'occupation d'un pays si éloigné, la compensation des embarras que lui donne le gouvernement plus ou moins représentatif de cette colonie turbulente. Ce jour-là, sans qu'un seul milicien passe la frontière, sans qu'un seul navire de guerre paraisse sur les grands lacs, sans qu'un seul canon soit braqué sur les formidables remparts de Québec, le Canada, livré à lui-même, n'aura plus à choisir qu'entre une existence indépendante et sa participation aux bénéfices assurément assez manifestes qu'il peut retirer de son admission dans la ligue américaine.

Or, voici dans quelles conditions cette alternative peut se présenter. Le bas Canada compte environ 750,000 habitants, dont près de 500,000 Français; le haut Canada, 650,000, en tout 1,400,000 sujets britanniques, auxquels il faudrait ajouter, pour apprécier l'augmentation dont ce nombre est susceptible, un arrivage annuel de 25,000 émigrants, s'il n'était démontré qu'une bonne partie de ces nouveaux débarqués, chassés du Canada par les rigueurs du climat, passent bientôt après aux États-Unis, où les attendent d'ailleurs un système de taxes beaucoup moins onéreux, et des terres plus fertiles, dont la mise en valeur est plus promptement productive. Dans l'impossibilité où nous sommes d'apprécier cet élément douteux, bornons-nous à la population fixe. Elle a doublé jusqu'ici, sous l'influence des lois actuelles, par chaque période de vingt-cinq ans. Prenons un demi-siècle pour terme de nos prévisions: le Canada aurait, à l'époque où il devrait aspirer à une existence indépendante, 5 millions et demi d'habitants. Or, dans le même laps de temps, que sera devenue la fédération américaine? Les tories anglais vont répondre pour nous à cette question.

« En cinquante ans, dit l'historien Alison, la population de New-York, de 55,151 habitants, est arrivée à 512,710; celle de Baltimore, de 15,505, à 102,515; celle d'Albany, de 5,498, à 55,721. L'Ohio tout entier comptait, en 1790, 3,000 habitants; le dernier recensement (1840) donne pour chiffre de sa population 151,467 individus; enfin les neuf états compris dans le bassin du Mississipi, et qui avaient à la même époque 112,568 habitants, en comptent aujourd'hui plus de 6,000,000. Il serait peu raisonnable de prendre pour base de nos calculs ces résultats véritablement prodigieux et tout à fait inouïs dans les annales du monde; mais une appréciation plus générale a constaté que la population des États-Unis, depuis deux cents ans, a doublé par chaque période de vingt-trois ans et demi, sans que cette loi ait subi la plus légère variation. Il n'est pas probable que ce mouvement s'arrête de longtemps, puisque l'Amérique ne compte encore que 11 habitants par mille carré, tandis que les Îles Britanniques en ont 500. Ainsi l'on peut prévoir qu'en 1940 les États-Unis auront deux cent soixante-dix millions d'habitants, c'est-à-dire trente millions de plus que l'Europe actuelle, en lui donnant pour limite la chaîne des monts Ourals... »

Le même calcul, restreint à un demi-siècle, nous assure qu'en 1895 la fédération américaine aura 177,000,000 de citoyens, et alors est-il à supposer qu'un

état, — royaume ou république, — comptant à peine autant de sujets que l'Afghanistan ou le royaume des Deux-Siciles, puisse subsister dans le voisinage d'un empire plus puissant que ne le seraient aujourd'hui les Iles Britanniques (sans leurs colonies), la Confédération Germanique, la Pologne, le Danemark, la Suisse, la Hollande, la Belgique et la Grèce, si quelque bouleversement politique les amalgamait dans la même unité, les rangeait sous le même sceptre? Restent donc, pour assurer l'indépendance du Canada, les chances de cette dissolution que les tories en général, — et, en particulier, l'auteur d'*Hochelaga*, — se complaisent à prédire, quand ils ont constaté le menaçant avenir de la confédération américaine : dissolution inévitable, selon eux ; « dissolution nécessaire pour la paix et la liberté du monde, » assure pieusement notre voyageur.

Il en esquisse ainsi le programme.

Les germes de trois nations distinctes se reconnaissent dans la population hétérogène des États-Unis. Vous avez en première ligne l'habitant du nord, éclairé, moral, prudent, industriel, amoureux de la paix qui favorise ses aptitudes commerciales : aux enfants de cette région sévère, l'Amérique doit une grande partie de sa richesse et de sa pacifique grandeur. — Vient ensuite l'ouest lointain, l'ouest turbulent, avec son climat qui stimule et abrège la vie, ses terres fertiles où toute semence prospère, mûrit et se dessèche en un clin d'œil, ses plaines ouvertes à l'aventurier d'Europe, ses déserts que dix années métamorphosent en riches provinces. Ici l'homme arrive de tous les points de l'horizon : laboureur nomade, cultivateur errant, qui n'aspire à aucun établissement durable, et ne tolère volontiers aucun joug. Nulle part l'indépendance n'est aussi complète, nulle part la démocratie ne restera aussi longtemps florissante, car nulle part l'homme n'aura devant lui, pour autant d'années, des terres nouvelles à exploiter, des villes à fonder, des solitudes à remplir. Le rôle de l'ouest, dans la balance des pouvoirs politiques, a été jusqu'ici d'arbitrer, de résoudre les différends du nord et du sud ; mais sa population s'accroît avec une telle rapidité, que, d'ici à quelques années, le sud et le nord réunis ne pourront plus lutter contre ses intérêts, représentés au congrès par une imposante majorité. Soit dit en passant, c'est dans l'ouest que l'esprit de conquête est le plus décidé. Ce sont ses colons voyageurs qui portent leurs regards avides sur les forêts du Canada, les bords tempérés de l'Orégon, les riches terres de la Californie. C'est de là que partiront les premiers vœux de guerre et d'envahissement. — Le sud renferme une population mixte : les blancs qui commandent, les nègres en esclavage. Ces deux races coexistent en nombre à peu près égal, et, si jusqu'à présent les Anglo-Saxons sont restés les plus forts, le mouvement des dernières années semble indiquer que la population africaine prendra tôt ou tard le dessus. Quoi qu'en aient pu dire les rhéteurs qui défendent en Europe la cause de l'esclavage, les êtres dégradés, avilis, vicieux, dont il flétrit l'existence, ne sont pas tellement déçus, qu'ils n'aspirent à la liberté. De nombreuses révoltes attestent leurs souffrances, et la crainte seule les plie au joug qu'on fait peser sur eux. Quant au citoyen libre des états du sud, il est orgueilleux et susceptible ; il dédaigne le travail, comme souillé par des mains serviles ; il aime le faste et la dépense ; il s'indigne contre toute atteinte portée à ses droits d'homme libre. Nulle part on ne rencontre le républicanisme avec des formes aussi despotiques. Qu'un abolitioniste, ennemi public, ose se montrer dans une bourgade de la Virginie ou de l'Alabama, et c'est beaucoup si l'on se contente de le chasser honteusement, c'est beaucoup s'il échappe au fouet, aux traitements les

plus indignes, car sa vie est en péril, et les autorités elles-mêmes le livreraient aux mains d'une populace irritée, si celle-ci voulait se donner le plaisir de quelque *auto-da-fé* au bois vert. La violence de ces habitants du sud va jusqu'à menacer l'existence fédérale de la république, pour peu que leurs intérêts soient en péril. Plutôt que d'accepter des tarifs nuisibles à leur commerce, on a vu les citoyens de la Caroline prêts à déclarer la guerre au congrès, et, si on essayait de fermer cette plaie de l'esclavage qui dénature encore la politique américaine, il est facile de prévoir que l'ouest et le nord devraient avoir recours à la force pour contraindre les états du sud à subir la loi d'émancipation.

Cependant les doctrines abolitionnistes font chaque jour des progrès, le nombre de représentants hostiles à l'esclavage augmente sans cesse; l'opinion se lasse des justes reproches par lesquels l'Europe monarchique se dédommage de l'admiration que lui inspire la jeune république rivale; et la susceptibilité nationale, l'esprit de charité religieuse, les conseils d'une sage politique, concourent aussi à l'affranchissement des noirs. Il faut donc prévoir une guerre intestine où les planteurs du sud apporteront une indomptable énergie, inspirée par le sentiment de la plus impérieuse nécessité; et comme, dès le début d'un pareil conflit, ils sentiront le besoin de concentrer tous leurs moyens de défense, de se donner une organisation plus militaire et plus compacte, cette situation nouvelle doit les livrer, — toujours selon l'écrivain anglais, — à quelque heureux soldat que la victoire leur donnera pour maître.

Dans un avenir non moins prochain, les états du nord, arrivés au même degré de civilisation que la plupart des grandes communautés européennes, doivent aspirer à un régime politique analogue. Les classes s'y séparent, de plus en plus elles seront animées d'un esprit différent, à mesure que les lumières deviendront le monopole des riches, et que les pauvres sentiront davantage l'influence éternante de la misère. La turbulence des masses amènera pour la bourgeoisie la nécessité de se constituer et de faire prévaloir ses droits exclusifs au gouvernement de l'état. Les riches et ceux qui ont besoin d'eux se rangeront sous le même drapeau contre l'indigence révoltée. Bref, une aristocratie commerciale et militaire doit se former, et, sous ses auspices, une dynastie constitutionnelle occuper le nouveau trône que rêve notre voyageur. Il est loin de penser, nous l'avons déjà vu, que l'ouest participe à cette organisation monarchique, et c'est là qu'il relègue les derniers débris du républicanisme américain.

Ainsi une monarchie absolue, une monarchie tempérée, un état démocratique, voilà ce qui resterait de cette Union colossale, brisée par sa prospérité même, et par la substitution de nouveaux intérêts à ceux qui l'ont jusqu'à présent maintenue. Les changements introduits dans la balance du pouvoir, la suprématie future de telle ou telle portion des états, et, par conséquent, la victoire de tels ou tels principes, de tels ou tels intérêts, aujourd'hui combattus, équilibrés par des principes et des intérêts contraires, doivent amener la division de cette grande unité démocratique en autant de fractions qu'il existera d'états assez puissants pour n'avoir pas besoin de la protection fédérale.

Alors même que toutes ces hypothèses plus ou moins gratuites, et appuyées de déductions plus ou moins rigoureuses, viendraient à se réaliser de point en point, nous ne voyons pas que les possessions anglaises dans le nord de l'Amérique puissent nécessairement échapper au sort que nous leur prédisions plus haut. Ainsi, cette impuissance militaire des États-Unis actuels, que notre auteur lui-même

attribue à l'influence des principes démocratiques, — jalousie du pouvoir exécutif, aversion des taxes directes, — cette impuissance cesserait pour les états du nord aussitôt qu'ils seraient constitués en monarchie constitutionnelle. Comme tous les autres états soumis à ce régime, celui-ci aurait besoin de forces régulières, d'armée permanente, soit pour se défendre contre les états voisins, soit pour comprimer, au profit des castes privilégiées, l'hostilité des prolétaires et de la démocratie. Or, aussitôt qu'une armée régulière existera sur le continent américain, surtout dans les régions voisines du Canada, l'Angleterre ne doit plus songer à défendre une province lointaine, sur l'affection de laquelle il serait insensé de compter, et qui trouvera toujours son avantage à se donner des maîtres plus rapprochés d'elle, s'il ne lui est pas permis d'aspirer à une existence indépendante.

En 1812, et dans le cours des deux années suivantes, on a pu reconnaître combien la défense de ces colonies était difficile et coûteuse. Les Américains, battus sans peine dans les deux premières campagnes, mais formés par leurs défaites même, et qui revenaient toujours plus nombreux contre des troupes sans cesse diminuées, auraient certainement fini par envahir les deux Canadas, sans le *loyalisme* malavisé des *habitants* français, si mal payés aujourd'hui du sang qu'ils versèrent alors pour rester sujets de la Grande-Bretagne. Un calcul a été fait, d'où il résulte que chaque bouche à feu, transportée de Plymouth et de Portsmouth sur les lacs canadiens, revenait à plus de 1,000 liv. st. (25,000 fr.). La même difficulté se présentait pour chaque bâtiment de guerre, pour chaque matelot, pour chaque soldat de ligne, et, si la paix rétablie sur le continent européen n'avait rendu tout à coup à l'Angleterre un grand nombre de vieilles troupes, si elle n'avait pu transporter, de Bordeaux en Amérique, une partie des bandes victorieuses que Wellington allait cesser de commander, on ne doit guère douter qu'elle n'eût dès lors perdu, en grande partie, ses possessions nord-américaines. Or, les États-Unis ne comptaient dans ce temps-là que huit millions d'habitants; ils n'étaient parvenus à mettre sous les armes, avec des efforts extraordinaires, qu'une petite armée de vingt-cinq mille hommes, dont à peine la moitié put être dirigée vers le Canada. Leurs généraux inexpérimentés eurent pour adversaires des capitaines formés dans les grandes guerres qui pendant vingt-cinq ans avaient fait de l'Europe un immense champ de bataille. Une nouvelle lutte s'engagerait certainement sous des auspices plus favorables à la cause américaine. Or, cette lutte est prévue, désirée, populaire en Amérique. Les voyageurs des États-Unis qui visitent Québec et qui voient s'élever autour de cette ville une masse de fortifications tous les ans accumulées, sourient à ces inutiles défenses, et remercient ironiquement les Anglais des soins qu'ils se donnent pour rendre imprenable la principale ville du Canada. Certains de la posséder tôt ou tard, ils envisagent ces énormes dépenses du même œil qu'un héritier présomptif regarde ces améliorations faites, par un vieillard étourdi, sur des biens qui doivent inmanquablement passer de celui-ci à celui-là dans un délai assez bref.

Pour le moment, c'est assez nous occuper de l'avenir et anticiper sur les décrets de la Providence. N'oublions pas que nous avons surtout pour but de parcourir les deux Canadas, tels que les a vus un ingénieux touriste.

Nous ne ferons halte à Saint-Jean, la capitale de Terre-Neuve, que pour lui reconnaître une supériorité bizarre sur toutes les villes de l'ancien et du nouveau continent. Londres est la plus riche, Paris la plus gaie, Saint-Petersbourg la plus

froide cité du monde. Saint-Jean est la plus *poissonneuse*. La morue l'envahit de toutes parts; les faubourgs, le port, la plaine voisine, en sont infestés. C'est le commerce, la monnaie, le fumier du pays. Les eaux, la terre, l'air, s'en imprègnent; on la trouve enfin partout, si ce n'est à la table des habitants, qui pour rien au monde n'offriraient à leurs hôtes un aliment si vulgaire. Le voyageur se permit à cet égard une observation qui parut on ne peut plus étrange : « — On s'en étonna, dit-il, comme se serait étonné un *squire* du Northumberland. si je lui avais demandé pourquoi il ne donne pas, en relevé de potage, un plat de charbons de Newcastle. »

Comme la plupart des colonies anglaises, Terre-Neuve a un gouverneur assisté d'un conseil de neuf membres qui cumulent les fonctions exécutives et législatives. A côté de cette autorité, et pour simuler autant que possible les pratiques constitutionnelles, on laisse subsister une chambre des représentants composée de quinze membres élus par la très-grande majorité des habitants; mais, déconsidérée d'avance par la stricte limitation de ses droits et le mépris qu'on fait de ses vœux, elle n'exerce en réalité aucune influence. Le discrédit où elle est tombée réagit naturellement sur la valeur morale des individus qui aspirent à y entrer, et le sans-gêne ironique avec lequel la traite notre voyageur est l'expression mitigée de la malveillance très-explicite que rencontrent chez les autorités anglaises ces fantômes de corps délibérants, quelque dociles, quelque inoffensifs qu'ils soient d'ailleurs.

Les indigènes qui appartenaient à la race des Esquimaux, longtemps décimés par leurs guerres avec les Mic-Macs de la Nouvelle-Écosse, ont complètement disparu de l'île après avoir disputé pied à pied le terrain aux premiers *visages pâles*. Depuis des années, les débris de leurs tribus s'étaient réfugiés dans les forêts encore inexplorées où les colons les traquaient comme des loups, et d'où ils sortaient quelquefois, pendant les longues nuits d'hiver, pour incendier et piller quelque village avancé, quelques chaumières isolées. Ces sanglantes excursions, chaque année plus rares, attestaient le dépérissement graduel de la race indigène, lorsqu'un jour, après le terrible hiver de 1850, un colon, qui abattait des arbres sur la lisière du territoire défriché, vit tout à coup deux êtres de taille gigantesque sortir des fourrés en criant et accourir de son côté. Ils ne menaçaient pas, ils se plaignaient, et leurs gestes étaient suppliants; mais l'homme blanc, effrayé de cette brusque apparition, de ces formes hideuses, de ces regards égarés qu'ils lui jetaient, saisit sa longue carabine, et abattit celui des deux sauvages qui avait pris les devants; l'autre leva vers le ciel ses bras amaigris, poussa un long cri de désespoir et rentra dans les taillis où ses gémissements, de plus en plus faibles, se firent entendre, tandis qu'il s'éloignait, quelques minutes encore : après quoi tout fut dit. Depuis lors on n'a plus aperçu un seul vestige de la race déchue. Le dépérissement du cadavre qui fut relevé ce jour-là prouvait assez par quelles dures extrémités ces deux misérables êtres avaient passé avant de recourir à la pitié de leurs ennemis. Il est hors de doute maintenant que le dernier homme rouge de l'île est mort de froid et de faim à la suite de ce désastreux hiver.

Le Saint-Laurent est un fleuve gigantesque; son embouchure, de la pointe de Gaspé aux côtes du Labrador, a cent vingt milles de large. Ses sources sont à deux mille milles de là, et l'imagination se fatigue à suivre ses flots bleuâtres dans leur course à travers les montagnes, les vallées désertes, les grands lacs qu'ils visitent tour à tour. Près de l'Océan, ses rives désertes sont chargées d'immenses forêts

où sont dispersés, dans de vastes cantons, quelques milliers d'Européens avec leurs haches et leurs scieries. A peine cependant, de dix lieues en dix lieues, voit-on, au sein des feuillages, étinceler les murs blanchis de quelque maison, et la grandeur monotone du tableau qu'on a sous les yeux fatiguerait le navigateur, sans les singuliers effets de mirage qui viennent parfois le distraire. Le grand fleuve a ses prestiges, en effet, comparables à ceux du désert. Tantôt c'est une petite île, aux rochers mêlés de forêts, qui apparaît tout à coup en l'air, et sur laquelle des navires, vus à l'envers, semblent glisser, appuyés sur la pointe de leurs trois mâts, tantôt des collines dont les sommités coniques descendent au bord des eaux, et des rangées de maisons qui paraissent avoir leurs fondations dans l'azur transparent du ciel : ces illusions bizarres abrègent la traversée qui vous mène à Québec, bâtie sur un promontoire formé par la rivière Saint-Charles et le Saint-Laurent, dont elle est tributaire. A l'extrême pointe du promontoire se dresse le cap Diamant, la plus forte position militaire du Nouveau-Monde. Elle oppose aux assiégeants, du côté de la rivière, cent mètres de rocher à pic, du côté de la vallée un large glacis et des fortifications massives, et vers les plaines d'Abraham, — la troisième face du redoutable triangle, — des remparts hérissés de canons.

La civilisation britannique est déjà là tout entière, avec ses bateaux à vapeur, ses fiacres, ses *émigrant-offices*, ses raides officiers dans leurs éclatants uniformes, et c'est pour y frayer le chemin au pavillon de la vieille Angleterre qu'il y a trois cent dix ans (mai 1535) un aventurier de Saint-Malo vint pour la première fois apprendre aux Indiens d'Hochelaga le nom de la France, la bravoure de ses enfants. Le roi du pays donna sa couronne à Jacques Cartier; singulier présent, qui ressemblait à une abdication et renfermait une espèce de prophétie justifiée depuis par les événements. Jusqu'en 1759, le Canada porta glorieusement son nom de Nouvelle-France. On sait de reste quels furent, à cette époque, les désastreux résultats des guerres continentales où nous nous laissâmes engager par l'Angleterre : Pitt, qui entraît au ministère, nous accusait de vouloir conquérir l'Amérique en Allemagne. En réalité, c'était notre astucieuse rivale qui, profitant de nos folles guerres sur l'ancien continent, envahissait peu à peu nos possessions du Nouveau-Monde. Ni Louis XV, ni M^{me} de Pompadour, ni M. de Choiseul, alors apprenti ministre, n'étaient en état de les lui disputer. Tandis que Contades et Broglie, battus à Minden, se consolait en s'accusant l'un l'autre, tandis que les officiers de cour perdaient notre marine à force de mollesse et d'insubordination, tandis que, rêvant une descente en Angleterre, on faisait anéantir sur les côtes du Portugal et de la Bretagne les derniers débris de nos forces navales, Montcalm, un héros, abandonné par la métropole, tenait en échec, avec une poignée de braves secondés par les indigènes, les armées que l'Angleterre envoyait coup sur coup au Canada. La lutte dura quatre ans et se termina par la mort de Montcalm au pied des murailles de Québec. Wolfe, le général victorieux, succomba le même jour, et les deux guerriers dorment côte à côte sous le même marbre. Québec une fois soumise, les forts secondaires durent se rendre; la navigation des lacs appartient aux vaisseaux anglais; les communications de la Louisiane et du Canada furent interrompues, et les troupes qui nous restaient, après avoir tenu bon, quelques mois encore, derrière les murs de Montréal, capitulèrent à leur tour. Ainsi s'amoindrisait notre puissance coloniale pendant cette tempête sanglante qui agita sept ans la vieille Europe, coûta la vie à huit cent mille hommes, et dont l'Angleterre

profita seule. Le traité de Paris lui assura toutes ses conquêtes, au nombre desquelles étaient l'Acadie, le Canada, le cap Breton, le golfe et le fleuve Saint-Laurent.

Un an après (1764), une proclamation royale substituait les lois anglaises à la coutume de Paris dans les régions récemment conquises. Toutefois l'immense majorité des *habitants* ne pouvait se plier au nouveau code, qui fut révoqué au bout de dix ans, à quelques réserves près, dont les colons anglais, encore en minorité, ne surent point s'accommoder. Les droits seigneuriaux rétablis dans les districts de l'est pesaient à leur austère indépendance. Ils se séparèrent des *habitants* français, et allèrent à l'ouest fonder ce qu'on appelle aujourd'hui le Canada supérieur. Encore aujourd'hui, après quatre-vingt-trois ans de commune existence, les deux races sont désunies comme au lendemain de l'invasion, et le despotisme britannique, reculant devant la crainte de voir la province française se donner aux États-Unis, a dû tolérer toutes les anomalies de mœurs, de religion, de langage, qui se perpétuent dans ce pays étrange, mi-parti catholique et protestant, mi-parti gaulois et anglo-saxon.

En 1791, chaque province obtint sa législature, composée de deux chambres : l'une élective, où les colons ont leurs organes; l'autre à la nomination du souverain, et qui longtemps fut exclusivement anglaise. En outre, un conseil exécutif, nommé pour chaque province, supplée les gouverneurs absents, et transmet de l'un à l'autre les traditions de l'autorité locale. Quels sont les abus, quels sont les avantages de cet état de choses, c'est ce qu'il est bon d'examiner sommairement.

Les avantages sont bornés aux privilèges commerciaux que l'Angleterre peut accorder, et à la protection militaire dont elle entoure sa colonie. Nous avons vu que les doctrines du libre échange, de plus en plus répandues, ne permettront pas au Canada, d'ici à quelques années, de compter sur les faveurs particulières du tarif anglais; nous avons vu que l'Amérique, à partir de ce moment, devait lui offrir un marché plus avantageux, plus voisin, et vers lequel un simple abaissement des droits de douane attirerait dès aujourd'hui la plus grande partie du commerce canadien. Le légitime échange ferait alors sur une vaste échelle ce que la contrebande accomplit maintenant dans des proportions nécessairement plus restreintes. Quant à la protection militaire, on est bien forcé de convenir qu'elle profite surtout à l'Angleterre, et que les Canadas, incorporés avec les États-Unis, s'en passeraient aisément. Ceci est une vérité qu'il suffit d'énoncer, tant elle est évidente.

Maintenant serait-il également vrai de prétendre que l'intervention des administrateurs britanniques améliore le régime intérieur du Canada, plus avantageusement gouverné par des étrangers qu'il ne le serait par ses habitants eux-mêmes? Cette thèse ne manque pas de défenseurs en Angleterre et même aux Canadas. Elle en compte un de plus dans l'écrivain dont nous nous occupons aujourd'hui; mais ce qui atténue quelque peu la valeur de ces bons témoignages rendus à l'administration métropolitaine, c'est qu'ils lui viennent, pour la plupart, des hommes employés ou patronés par elle. L'auteur d'*Hochelaga*, par exemple, nous l'avons déjà dit, tient par quelques liens, — sur la nature desquels il n'a point jugé convenable de s'expliquer, — à cette vaste armée de fonctionnaires que la Grande-Bretagne disperse aujourd'hui sur tous les points du globe. Nous ne pouvons, par conséquent, accepter sans contrôle ses opinions très-peu favorables aux chambres

d'assemblée, et décidément hostiles aux rebelles de 1837, aux *démagogues* (comme il les appelle) qui agitèrent alors le Canada inférieur. Que si, au contraire, nous interrogeons les écrivains indépendants de la presse anglaise, ils s'expliquent tout différemment sur les mêmes questions. Selon eux, les présomptions de probité, une plus grande connaissance des intérêts locaux, une responsabilité plus certaine et plus vraie de tous leurs actes, sont des circonstances qui militent puissamment en faveur des fonctionnaires indigènes. Selon eux encore, les ministres investis du droit de nommer les membres du gouvernement colonial sont à la merci d'une aristocratie avide, à la discrétion de leurs appuis parlementaires, et ne choisissent pas en toute liberté parmi les candidats qui se présentent. Or, il n'existe pas, assurent-ils, de connexion nécessaire entre l'influence de tel ou tel protecteur et la capacité de tel ou tel protégé. D'où il suit que le hasard seul décide les nominations du ministre, et l'expérience a prouvé que la chance n'était pas fréquemment en faveur du mérite. Les mêmes critiques s'élèvent contre l'énormité des traitements prélevés par les hauts employés sur un pays encore pauvre ; ils affirment que les gouverneurs, attirés sous un climat assez rude par l'espérance d'y grossir leur fortune, y passent trop peu de temps pour le bien connaître, et ne s'y intéressent que par rapport à l'exploitation pécuniaire dont il est susceptible. Ils s'élèvent aussi contre les abus du patronage exercé de compte à demi par le gouverneur et le conseil exécutif, en vertu d'une transaction qui ne profite précisément pas à la bonne administration du pays. Ils parlent de l'isolement où on a placé la chambre d'assemblée, des soupçons qu'on fait planer sur elle, d'un complot tacite par lequel on transforme ses plus légitimes remontrances en attentats à la majesté du souverain, en indirectes excitations à la révolte (1).

Ces griefs sont-ils fondés ou chimériques ? Pour le savoir, il faut d'abord prêter l'oreille aux adversaires des réformes proposées ; il faut voir ensuite ce que pensent les Canadiens eux-mêmes de ces plaintes qu'on émet en leur nom.

Or, les tories les plus exaltés sont très loin de nier tous les abus qui sont imputés au gouvernement de la métropole. Après avoir exalté le *loyalisme* canadien qu'il compare à celui des montagnards du Tyrol, après avoir raconté comment, en 1812, la Grande-Bretagne vit à l'épreuve la fidélité de ses colons, l'historien Alison, que nous citons naguère, examine les probabilités de la défection coloniale dans l'hypothèse d'une guerre avec l'Amérique. Il envisage la rébellion de 1837 comme un accident malheureux en lui-même, mais dont le gouvernement anglais doit tirer d'utiles enseignements. « Cet événement met en relief et fait ressortir au grand jour bien des abus qui, sans cela, seraient encore ignorés, et montre à quel point il est indispensable d'y porter remède... On ne doit compter sur l'attachement et la fidélité de ces loyaux sujets qu'à la condition d'adopter et de maintenir un bon système de gouvernement colonial (2) .. » Et l'auteur d'*Hochelaga*, tout dévoué qu'il est aux intérêts de sa patrie, s'exprime très-nettement, lui aussi, sur ce sujet délicat. « La dernière rébellion a eu pour résultat définitif un progrès notable dans la situation du Canada.... L'attention du gouvernement métropolitain a été beaucoup plus activement dirigée vers ce pays, depuis les troubles dont il a été le théâtre. On a donné satisfaction à beaucoup de

(1) *Westminster Review*, 1827.

(2) *Alison's History of Europe during the French Revolution*, vol. X, pag. 376, édition Baudry.

griefs sérieux : de fortes sommes ont été consacrées aux travaux publics, l'union des deux provinces a été accomplie, et tout le monde convient, — malgré quelques plaintes individuelles, — qu'il y a une grande amélioration dans la manière dont se répartit le patronage provincial. Cette dernière question a toujours été et sera toujours une des plus importantes pour le Canada. Et certainement il est juste que tous les emplois de la colonie, — sauf celui du gouverneur et ceux de son état-major, — soient exclusivement réservés aux habitants de la province; le partage doit en être fait parmi eux, entre les deux races, dans la plus loyale et la plus exacte proportion que les circonstances autorisent (1). »

Ainsi donc, de l'aveu même des Anglais les moins suspects, le gouvernement colonial engendrait de grands abus. Il eût été bon d'y remédier spontanément, et on ne l'a fait qu'après avoir appris, par expérience, à quels dangers on s'exposait en continuant à mépriser les réclamations de la province conquise. Nous n'inventons pas, nous résumons, et l'on peut aisément s'en assurer.

Autre question. Depuis la révolte de 1837, qu'a-t-il été changé d'essentiel dans la constitution canadienne? Nous voyons bien les échafauds se dresser; nous assistons au supplice du Polonais Von Schoultz, dont le courage militaire fut admiré de ses ennemis eux-mêmes; nous apprenons que, par groupes de six et de trois, ceux qu'on appelle les *brigands* de Prescott et les *assassins* du docteur Hume montent ensemble à la potence. On nous raconte la mort de l'Américain Lount, forgeron de son métier, mais devenu membre de l'assemblée provinciale, où il exerçait, par sa fortune et ses opinions, une véritable autorité. Tout son crime était d'avoir pris les armes et participé à l'attaque de Toronto. Sa fille, remarquablement belle, trouva moyen de s'introduire, avec la foule, dans l'enceinte où il allait être jugé. « Elle écouta, l'œil fixe et le front pâle, les terribles paroles qui lui enlevaient tout espoir de conserver son père. Pendant quelques minutes, la voix qui les prononçait demeura pour elle un vain son, et frappait ses oreilles sans rien transmettre à son intelligence; mais enfin la réalité terrible se fit graduellement jour et s'imprima violemment au fond de ce cœur brisé. On la transporta chez elle à demi morte, et le lendemain au cimetière. Sur l'échafaud, son père se plaignit de ne pas la voir; il aurait voulu lui dire un dernier adieu. Personne n'osa lui apprendre combien ils étaient près de se retrouver. »

Voilà les représailles et la vengeance. Où donc est la clémence, où sont les justes et légitimes concessions? Feu lord Sydenham (M. Poulett Thompson), alors gouverneur du Canada, aussitôt après la pacification du pays, proposa, au nom de l'Angleterre, la réunion des deux provinces, appelées à une part égale dans la représentation locale; il demanda une liste civile, votée pour tout le règne, afin de parer aux conséquences du refus de l'impôt, tenté en 1833 par les chambres d'assemblée, et d'assurer les dépenses du gouvernement exécutif; enfin il proposa de décréter que la plus grande partie de la dette contractée par le Canada supérieur, le Canada de l'Angleterre, pèserait sur la nouvelle province résultant de l'union, c'est-à-dire, pour plus de moitié, sur le Canada français.

Le lendemain d'une sédition réprimée, aucune résistance n'est possible : les chambres d'assemblée votèrent ce qu'il plut au proconsul anglais de leur proposer; mais, à côté de ces difficultés, toutes résolues au profit de la Grande-Bretagne, il était des questions sérieuses qui avaient agité le pays : celle, par exemple, de

(1) *Hochelaga*, tome I. page 305.

la responsabilité du *ministère*, c'est-à-dire du conseil exécutif. Les chambres d'assemblée, à l'instar du parlement anglais, voulaient avoir le droit de l'invoquer contre une administration tyrannique et illégale. On en parla beaucoup, et sur tous les tons; mais cette réforme, positivement refusée par lord John Russell avant les hostilités, n'a pas été accordée depuis. Sir Charles Bagot, qui remplaça M. P. Thompson, essaya seulement la fusion des partis, en admettant au sein de ce conseil quelques représentants de chaque opinion. Sir Charles Metcalfe, successeur de sir Charles Bagot, dans son discours d'ouverture à la troisième session de la législature unie, se contentait de témoigner un zèle ardent pour l'amélioration de la colonie, et prônait surtout un meilleur système d'immigration. Il annonça l'acte du parlement qui admettait, avec des droits purement nominatifs, les blés du Canada sur le marché de la Grande-Bretagne. Enfin, après de longs débats, il fut décidé que le siège du gouvernement serait transféré de Québec à Montréal.

Peu après, de nouvelles difficultés s'élevèrent entre le conseil exécutif, maintenant composé de Canadiens, et le gouverneur que nous venons de nommer. Le conseil voulait être consulté sur toutes les nominations aux emplois publics, ce qui lui fut refusé comme une mesure impliquant un défaut de confiance, et tendant à limiter la prérogative royale. Sur ce refus, et à l'exception d'un seul membre, le conseil résigna ses pouvoirs, appuyé en ceci par la majorité de la chambre d'assemblée, qui vota au gouverneur une adresse de regrets, tout en abjurant la pensée d'exercer par là une contrainte quelconque sur le représentant de l'autorité métropolitaine. Cette démarche amena le renvoi immédiat des représentants, petit coup d'état que le gouvernement anglais ratifia dans les termes les plus flatteurs pour son délégué. Au printemps de 1843, les mêmes difficultés subsistant encore, la chambre d'assemblée fut dissoute; une élection générale s'ensuivit, et cette élection, pour laquelle le gouverneur déploya toutes ses ressources, lui donna ce que notre voyageur appelle « une bonne et active majorité. » C'est dans ces circonstances que le comte Cathcart, commandant des forces anglaises dans l'Amérique du Nord, a remplacé sir C. Metcalfe, rappelé en Angleterre par le déclin de sa santé.

Comme on le voit, il n'a été donné satisfaction à aucun des intérêts qui étaient en souffrance lors de la dernière rébellion. Le conseil exécutif n'est point responsable; le conseil législatif n'est pas le produit de l'élection. D'autres plaintes secondaires, ayant pour but le rappel de quelques mesures odieuses aux Canadiens (1), ont également été négligées, et cela nonobstant l'opinion des commissaires anglais, envoyés en 1835 par le ministère Melbourne pour examiner la légitimité de ces griefs. Ce n'est pas probablement une rigueur si inflexible, une résistance si obstinée, que conseillent les écrivains tories quand ils s'écrient : « Il y a dix-huit cents ans que la base d'un bon gouvernement colonial a été trouvée; c'est la même qui doit régler tous les rapports humains; c'est la loi suprême de charité réciproque : Traite autrui comme tu voudrais être traité. Considérez donc les colonies comme des provinces éloignées; regardez leurs intérêts du même oeil que ceux du Yorkshire ou du Middlesex; adoptez pour le Canada et les Indes les mêmes mesures que vous voudriez voir adopter pour vous, si Québec ou Calcutta était la capitale de l'empire britannique, etc. (2) »

(1) Acte du parlement pour la réforme des *tenures féodales*, acte du parlement qui constitue une compagnie d'émigration (*British American land Company*).

(2) Alison, tome X, page 576.

Faut d'écouter de si sages conseils et de céder à des inspirations si chrétiennes, le gouvernement anglais a contre lui, dans la législature coloniale, des adversaires qui, comptés pour le moment, doivent un jour relever la tête. Quatre factions distinctes, suivant l'auteur d'*Hochelaga*, sont en présence dans la chambre d'assemblée : les conservateurs du Canada supérieur, qui prédominaient depuis longtemps dans cette province, et représentent l'intérêt anglais, protestant, aristocratique ; on connaît depuis longtemps ce parti sous le nom de *pacte de famille* (*family compact*), qui dit assez l'union, l'unanimité obstinée de ses adhérents. Viennent ensuite, en minorité quant au nombre, mais résolus et persévérants, les réformateurs de la même province. Anglais comme les premiers, mais inclinant à des principes d'affranchissement, et disposés à diminuer progressivement la prépondérance administrative. Ils ont naturellement pour alliés ces nombreux colons d'origine américaine, qui devaient s'associer au mouvement de 1837, et que leurs instincts républicains rendent particulièrement odieux aux agents de la Grande-Bretagne. Entre autres griefs avoués ou secrets, ce parti se voit, non sans dépit, exclu de tous les emplois de la colonie. Au troisième rang figurent les Canadiens français, dont les dispositions hostiles ont sans doute servi à la dernière révolte ; ils ont vu leur pouvoir local affaibli par l'union des deux législatures, et doivent lutter jusqu'au bout pour obtenir l'annulation de cette mesure. Viennent enfin les Anglais du Canada inférieur, qui ont acquis au contraire, depuis les derniers événements, une véritable importance parlementaire, et qui, s'ils étaient plus nombreux, contre-balanceraient l'influence du parti français. Ces quatre factions se rencontrent sur un terrain commun, l'ambition des emplois publics, même des moins rétribués, ambition à laquelle sont fréquemment sacrifiés les opinions les plus véhémentes, les préjugés les plus intraitables. Il ne faut pas chercher ailleurs que dans cette disposition, partout fatale aux principes politiques, le secret de la domination parlementaire que l'Angleterre, à cette heure, exerce dans ses colonies nord-américaines, et qu'elle ne peut espérer de conserver longtemps après que le progrès de la richesse et l'accroissement des populations auront affaibli ce triste moyen d'influence.

Québec, où il faut bien revenir après cette longue et sérieuse digression, doit à l'extrême variabilité du climat une double physionomie, très-originale et très-marquée. En été, c'est Venise ; en hiver, Saint-Petersbourg. La ville haute est le séjour des riches et des oisifs. A leurs pieds se pressent les quartiers marchands, les banques, les entrepôts, les auberges, les tavernes. Dans les faubourgs, bâtis en bois, on trouve la plus grande partie des habitants *français*. Tout cela forme un ensemble de quarante mille âmes, augmenté de quinze mille âmes depuis quinze ans. Le culte catholique a sa cathédrale et quatre églises ; la religion anglicane est tout aussi bien partagée. Les presbytériens et les wesleyens ont quatre temples, deux pour chaque secte. De tous côtés, la place forte, la cité militaire se révèle. Outre la citadelle, on ne compte pas moins de trois casernes, et, dès la tombée du jour, les *qui-vive* ! poussés par de nombreux factionnaires font tressaillir, à chaque coin de rue, le passant distrait. Véritablement, personne ne se croit obligé d'y répondre, et la consigne indulgente tolère ce manque de respect aux représentants de la force publique. On ne rencontre guère de mendiants dans ce pays, où les bras manquent à la terre ; l'homme est cher, le pain bon marché. Les couvents, d'ailleurs, et les institutions de charité, multiplient à l'envi les secours dont les vieillards, les malades, les enfants orphelins, peuvent avoir besoin.

Entre la race française et les Anglo-Saxons, on ne remarque pas de rapprochement significatif : à peine quelques mariages entre jeunes gens de la classe aisée; chez les pauvres gens, le préjugé national subsiste dans toute sa force. « Les deux races ne se mêlent point, dit notre écrivain. L'huile et l'eau contenues dans le même vase ne restent pas plus strictement séparées. Les Anglais, plus riches, jouent le rôle de l'huile, et surnagent toujours. Leur énergie plus grande explique ce résultat. Ils envahissent peu à peu les plus riches magasins de la ville, et, dans les campagnes, les fermages les plus productifs. Presque tout le commerce est entre leurs mains. L'immigration aidant, ils augmentent de nombre dans une proportion beaucoup plus rapide. Le trait caractéristique, la grande distinction entre ces deux espèces d'hommes, c'est que l'Anglais est toujours mécontent, le Français toujours satisfait; le premier toujours en marche vers les régions supérieures qu'il atteint en murmurant, le second s'abaissant de plusieurs degrés sans que son déclin lui coûte un soupir. Sous l'action continue de ces deux principes, le temps doit venir où les individus de la race la plus faible seront réduits à fendre du bois et à tirer de l'eau pour leurs énergiques antagonistes. »

La même opinion est exprimée en termes tout aussi nets en plusieurs endroits du livre, et notamment lorsque notre voyageur visite les districts agricoles du Canada inférieur. A chaque pas, il s'indigne contre l'indolence heureuse des Canadiens français. Il leur reproche de s'entasser, paresseux et satisfaits à bon marché, sur les terres cultivées par leurs ancêtres : il les considère comme un *poids mort* qui paralyse l'essor de la colonie tout entière; il les montre opposant une résistance inerte à toutes les améliorations réclamées par leurs concitoyens plus aventureux et plus actifs. En même temps, néanmoins, il reconnaît qu'ils sont honnêtes, sobres, courageux, religieux, et d'une politesse chevaleresque. Il rappelle aussi les services qu'ils rendirent en 1812 et 1814, dans la guerre contre l'Amérique, alors que le vaillant Salaberry, à la tête de trois cents miliciens français, repoussa plusieurs fois le général Hampton, dont les troupes étaient vingt fois supérieures en nombre. Ce zèle pour les intérêts anglais ne pouvait se rencontrer que chez des gens simples, crédules et reconnaissants de quelques récentes concessions. Aussi les habitants canadiens sont-ils renommés pour leur prodigieuse naïveté. On raconte, entre autres exemples du même genre, que, pour obtenir les fonds nécessaires à l'érection d'une église catholique dans une ville nouvellement sortie de terre, on montrait, il y a peu d'années, le serpent des Écritures, — *le même qui tenta notre mère Ève*; — cette bizarre exhibition, pour laquelle on trouva par milliers des spectateurs payants, tint lieu des dons volontaires, qui jusque-là faisaient défaut.

S'il en faut juger par les récits de notre voyageur, les familles riches mènent à Québec une existence assez animée. La garnison, toujours nombreuse, fournit aux soirées et aux fêtes publiques un contingent sans cesse renouvelé de brillants cavaliers, dans les rangs desquels les yeux noirs des jeunes filles de la colonie peuvent chercher d'enviables conquêtes. L'éducation de celles-ci, très-superficielle, et leur entrée dans le monde, ordinairement très-précoce, les disposent merveilleusement à la coquetterie. Aussi, lorsque l'hiver finit, ou bien lorsqu'un régiment est rappelé en Angleterre, les assiduités de bal, les valseS entraînautes, les parties de campagne aux lacs voisins, les courses en traîneaux, se traduisent en mariages plus ou moins bien assortis, mais qui attestent l'irrésistible pouvoir de la grâce, de l'esprit naturel, de l'amabilité sans prétentions. L'usage n'impose

point aux belles Canadiennes la même réserve qu'aux Anglaises du même âge. On n'est point étonné qu'une danseuse accapare un *partner* qui lui a plu non-seulement pour une soirée, mais pour toute une saison. L'extrême pureté des mœurs empêche que ces intimités passagères soient mal interprétées. Personne ne trouve mauvais que, le lendemain d'un bal, la jeune *miss* et son assidu courtisan montent ensemble à cheval ou en calèche pour aller visiter quelque site des environs.

L'hiver à Québec est d'une rigueur extrême, mais c'est aussi la saison des plaisirs les plus fous. A peine les premières neiges sont-elles tombées, — elles ne fondront plus avant le retour du printemps, — que des traîneaux de toute forme, richement ornés, garnis de fourrures, attelés d'excellents chevaux, font tinter leurs clochettes d'argent par toutes les rues. Les costumes subissent à l'instant même la plus complète métamorphose; les robes de mousseline, les uniformes brodés, disparaissent sous d'immenses pelisses à la russe. Les dames ont en outre des boas, des manchons; les hommes, des bottes fourrées, des gants velus, des mocassins en peau d'élan, voire des surtouts de peau de buffle et des bonnets de renard qui leur descendent sur les oreilles. Ces précautions sont purement confortables, car le froid, à coup sûr très-pénétrant, est en même temps fort sec et fort peu malsain. Un rasoir exposé à l'air pendant toute la nuit se retrouve le lendemain sans la plus petite tache de rouille. Du reste, tout est gelé. Les aliments de toute espèce, conservés par le froid, se vendent au marché dans cet état: les porcs debout sur leurs jambes raides, le lait à la livre et par blocs de glace blanche. A partir de ce moment, presque tous les campagnards, mais surtout les *habitants* français, renoncent à voyager sur les grands chemins, pour la plupart en assez mauvais état. On les voit, même avant que ces voies nouvelles soient tout à fait sans danger, lancer leurs traîneaux sur les rivières à moitié prises. Parfois la glace rompt, voyageurs et chevaux sont prêts à disparaître. En pareil cas, le conducteur n'a qu'une ressource, qui est d'étrangler son cheval, afin qu'en se débattant il n'enfoncé pas plus vite; l'animal, que sa bride fortement serrée prive de respiration, flotte comme un cadavre à la surface de l'eau; alors seulement on peut le draguer sur quelque glaçon, ou le pousser, masse inerte, jusqu'au rivage, où on le ressuscite si faire se peut.

Les *Chutes de Montmorency*, situées à une heure de Québec, sont, en hiver comme en été, le but de plus d'une promenade, de plus d'un joyeux *pique-nique*. On y va voir, au centre d'une grande baie, bordée de rochers élevés, les eaux du Saint-Laurent franchir tout à coup un de ces énormes degrés qui les conduisent à l'Océan. Celui-ci, parodie du Niagara, n'a pas en hauteur plus de deux cent cinquante pieds. Un petit rocher, placé près de l'endroit où les eaux se précipitent, est constamment arrosé de leur écume jaillissante, qui, durant l'hiver, y gèle à mesure qu'elle y arrive. Peu à peu ce cône de granit reçoit ainsi des couches de glace qui vont épaississant chaque jour, et finissent par former une véritable montagne russe, de quatre-vingts à cent pieds d'élévation, qu'il est assez hardi de descendre dans un petit siège à fond plat (*tarboggin*), au risque de buter contre quelque obstacle imprévu, et de rouler avec la rapidité de la flèche jusque sur les glaces du fleuve. C'est là le principal plaisir de cette promenade, et les dames, à qui sont interdits, par les convenances, les dangers d'une pareille expédition, s'en consolent en se faisant pousser sur une autre pente beaucoup moins élevée et beaucoup moins raide. On goûte ensuite sur la neige, tant bien que mal recou-

verte de peaux de buffle en guise de tapis ; les sandwiches passent à la ronde ; le vin de Champagne, naturellement frappé, répond par ses joyeuses détonations à l'imposante voix de la cascade, et, dans de pareilles circonstances, un *gentleman*, — fût-il d'ailleurs aussi épris de ses aises que ses plus difficiles compatriotes, — se déclare parfaitement « confortable. » Le témoignage de l'auteur d'*Hochelaga* ne laisse aucun doute sur ce point.

Il est vrai que cet intrépide voyageur, si contrarié au début par les moindres inconvénients de la navigation, s'habitua peu à peu à de bien autres malaises. Lui deuxième, vers la fin de son premier hiver à Québec, il entreprit une chasse à l'orignal (*moss-deer*, c'est une variété du *cervus alces* ou élan). Ces superbes animaux reculent devant l'homme civilisé qui les refoule chaque année dans des régions plus lointaines. Il faut les aller chercher, en compagnie de guides indiens, à plus de soixante milles au nord-ouest de Québec, par delà les districts les plus déserts. Les routes, d'abord larges et commodes, deviennent, à mesure qu'on s'éloigne des villes, autant de chemins rompus, hérissés de troncs d'arbres, à peine ouverts dans la profondeur des forêts. Quand ils sont, de plus, recouverts par cinq pieds de neige, on peut se faire une idée des difficultés qu'ils présentent au voyageur. Il n'est pas rare que, deux traîneaux venant à se rencontrer dans une de ces étroites avenues, l'impossibilité de se faire place ou de tourner bride les oblige à passer de force l'un contre l'autre, chacun essayant de culbuter son vis-à-vis. En pareil cas, les voyageurs renversés roulent en jurant sur la neige ; puis, prenant leur parti, s'entraident à se contre-passer.

Les incidents du voyage d'hiver, et le récit des journées de chasse que l'intrépide gentleman se procura au prix de tant de souffrances, forment au milieu de son livre une petite épopée à part, qui enrichirait le *Journal des Chasseurs*. Son guide sauvage, qui porte le nom français de Jacques, est ivrogne et turbulent. C'est à grand'peine qu'on peut dérober à ses indiscrètes recherches la provision d'eau-de-vie et de rhum que les voyageurs ont emportée pour combattre l'influence du froid. Malgré tout, il parvient à se griser, et la caravane s'égare au hasard, non sans accidents à moitié tragiques, sur des routes parfaitement invisibles. Les auberges deviennent de plus en plus sauvages. La dernière, sur les confins du pays cultivé, n'est qu'une misérable hutte, où, dans une seule pièce de trente pieds carrés, l'hôte et l'hôtesse, et leurs trois filles, et leurs quatre domestiques, avec cinq ou six Indiens, étaient installés quand nos voyageurs y demandèrent asile. M. Boivin, l'aubergiste, les reçut avec un empressement tout français ; mais, à part le droit de s'étendre à l'abri du toit commun, que pouvait-il leur offrir ? Encore est-il à remarquer que les Indiens et les domestiques mâles, fumant à qui mieux mieux, avaient rendu le parquet inhabitable pour un Anglais bien élevé. « Sur cette abominable mer, nous parvîmes à découvrir deux îles, et nous y étendîmes nos robes de peau de buffle, » dit le voyageur avec un ressentiment que le temps n'a pu affaiblir. Au reste, dans cet étrange pêle-mêle, la décence était aussi bien observée que possible. Les *dames* ne se couchèrent que lorsque, rassurées par le ronflement des voyageurs endormis, elles purent éteindre les flambeaux et se déshabiller dans une complète obscurité.

On repartit à la pointe du jour, en compagnie cette fois de quelques nouveaux guides, Hurons à moitié, Français pour le reste, qui habitent Sorette, et font métier de se mettre, eux et leurs chiens, à la disposition des *sportsmen* anglais. C'est une race dégénérée, avide, adonnée au vin, immonde en tout point, qui

s'abâtardit de jour en jour, et perd peu à peu jusqu'à son talent pour la chasse, ce dernier gagne-pain, cette suprême faculté qui lui restait. Deux ou trois heures après, les voyageurs arrivèrent « dans la forêt, » c'est-à-dire dans le désert; entre eux et le pôle, il n'y avait plus trace de civilisation. Les routes frayées s'arrêtaient à cet endroit, et la plaine immense s'ouvrait devant cette poignée de chasseurs aventureux; mais le gibier ne se montrait pas encore : il fallut marcher toute la journée à travers les épicéas et les pins, sur la neige, où, sans leurs *raquettes* canadiennes (1), nos *sportsmen* seraient infailliblement restés; encore trébuchaient-ils à chaque pas contre les branches serrées des taillis qui pointent de toutes parts sous ce tapis épais et durci.

Le soir venu, les Indiens creusèrent dans la neige la butte où il fallait passer la nuit. Ce trou avait vingt pieds de long sur douze de large; quelques jeunes sapins arc-boutés les uns contre les autres et fichés dans l'espèce de levée que formait la neige rejetée sur les bords de cette espèce de puits, soutenaient le toit, où l'écorce du bouleau, pareille à du cuir et découpée en longues bandes, remplaçait la tuile et l'ardoise. Deux lacunes, ménagées dans ce treillis végétal, servaient de porte et de cheminée. Le foyer, en guise de dalles, avait deux énormes troncs de bois vert sur lequel on empila plusieurs fagots secs. La neige entassée contre les parois, aux deux extrémités de ce dortoir improvisé, fournissait des oreillers d'une blancheur séduisante, et les pieds des voyageurs convergeant vers le foyer central, ils se trouvaient en passe d'obéir strictement aux sages prescriptions de l'école de Salerne, trop connues pour les rappeler ici. Les matelas étaient des troncs de sapin, les couvertures et les draps des robes en peau de buffle; tout le mobilier à l'avenant. Ainsi le chaudron en cuivre où cuisait le souper des chasseurs, — du porc, des pois et du biscuit pêle-mêle dans la neige fondue, — pendait aux poutres du toit, à l'aide d'une longue tresse de branches vertes. Des rouleaux d'écorce, pris entre les deux branches d'un bâton fendu, fiché dans la neige, figuraient des bougies dans leurs candélabres. Mais au milieu de ce dénûment général, — admirez la ténacité des habitudes anglaises, — le thé ne manquait pas, et mêlait ses aromatiques émanations à celles de la gamelle indienne. Les chiens, systématiquement exclus du souper et même de l'habitation, hurlaient aux alentours et cherchaient de temps en temps à se glisser inaperçus jusqu'auprès du foyer; alors les Indiens, occupés à marmotter leur rosaire, s'interrompaient tout à coup pour les chasser à grands renforts d'affreux blasphèmes.

« Vers minuit, raconte le voyageur, je m'éveillai sous l'étreinte d'une main vigoureuse qui, me semblait-il, serrait mes épaules comme dans un étau : — c'était le froid. Le feu cependant jetait de vives lueurs, et nos pieds en étaient si voisins, que nos robes fourrées commençaient à roussir; mais, nonobstant toutes nos précautions, toutes les couvertures dont nous étions surchargés, nous courions grand risque d'avoir la tête gelée : jusqu'à ce moment je n'avais pas eu l'idée complète de ce qu'est le sentiment du froid... Ma main, que j'exposai une seconde à l'air en essayant de ramener autour de moi mon manteau de buffle, fut tout aussitôt saisie et amortie par cette gelée intense. Mon haleine, arrêtée au passage par le mouchoir de laine qui entourait mon visage, s'y cristallisait aussitôt, et me fit en peu de temps un masque de glace. La flamme du foyer brûlait bleue dans

(1) *Snow-shoe*, mot à mot *souliers à neige*.

l'air raréfié ; à deux pieds de l'âtre embrasé, la neige restait dure et craquait sous les doigts... »

Le jour suivant fut encore consacré au voyage. On n'arriva que le soir, après dix-huit milles de route, au *ravagé*, c'est-à-dire au district où les élans se réfugiaient. Le gîte fut, de tout point, pareil à celui de la veille ; mais l'habitude en avait émoussé les rigueurs, et, le froid n'étant pas tout à fait aussi vif, les deux *gentlemen*, avant de s'endormir, firent tranquillement leur lecture du soir. Le gibier leur était promis pour la matinée suivante.

En effet, sur la neige à demi fondue, — car la température s'était tout à coup élevée, — on discernait les traces des élans, et, sur l'écorce des arbres, les vestiges de leurs morsures. On fut bientôt à leur piste, et les chiens donnèrent alors avec d'autant plus de fureur, qu'on avait pris soin, ne l'avons-nous pas dit ? de les affamer depuis quarante-huit heures. Notre chasseur, s'échauffant, de hâter le pas ; mais à chaque instant, embarrassé de ses chaussures inusitées, il allait donner du nez contre terre, sans que les guides indiens, maintenant préoccupés de leur chasse, prissent le moindre souci de ces chutes réitérées. Lui-même n'y songeait guère, et ne craignait pas de s'élancer après un énorme *moss-deer* qui avait d'abord tenu tête aux chiens, mais que la vue des chasseurs ne tarda pas à mettre en fuite. A chaque bond, le pauvre animal enfonçait dans la neige ; ses pieds brisaient la glace qu'elle recouvrait, et, dans ses efforts pour se dégager, les angles tranchants de cet épais cristal pénétraient dans ses chairs dénudées. Aussi ses traces sanglantes devenaient de plus en plus irrégulières et dénonçaient son épuisement. L'épaisseur du bois le dérobaient au chasseur, mais celui-ci distinguait sa respiration oppressée et pantelante parmi les éclats de la basse futaie dans laquelle l'original se frayait péniblement passage. De temps en temps il tombait et laissait un large sillon sur la neige profondément labourée ; puis, reprenant haleine, il tentait encore un effort pour sauver sa vie. Enfin, au milieu d'une vallée profonde, sous des arbres séculaires et dépouillés, à cent pieds du sol, de toute ramure, la victime s'était arrêtée. Elle faisait face au chasseur quand il put la contempler, immobile, entourée des limiers ardents, qu'un seul mouvement de sa tête puissante écartait à vingt pas, mais qui revenaient aussitôt, les yeux enflammés et grinçant des dents, tourner autour de ce dédaigneux ennemi. A bout de forces, il n'essayait plus ni de résister ni de fuir ; seulement on eût pu lire dans ses grands yeux noirs une sorte de prière muette qui semblait adressée à son bourreau. Elle ne l'arrêta point, et, visant à loisir, il l'atteignit en pleine poitrine. Enragé de douleur, l'animal bondit hors de la neige et s'élança vers son ennemi, qui, de nécessité, ne pouvant fuir, attendit ce dernier choc, dont il n'avait d'ailleurs rien à craindre. Frappé d'une seconde balle, l'original s'arrêta, chancela sur ses jarrets affaiblis, et tendit le cou. Un filet de sang coulait de sa bouche, sa langue pendait, et lentement, comme s'il se couchait pour dormir, il se laissa tomber sur la neige. Ni les chiens ni les Indiens n'osaient encore se hasarder près de lui, craignant ses dernières atteintes, les plus dangereuses comme les plus imprévues ; mais, quand son regard s'éteignit, quand le trépas eut raidi ses membres agiles et nerveux, ils vinrent tous contempler l'ennemi tombé.

Quant à notre *gentleman*, il éprouvait un singulier mélange de désappointement, de confusion et même de remords. Cette boucherie dont il était le principal agent, il ne pouvait de sang-froid la contempler sans dégoût ; et tandis qu'il suivait de l'œil, assis sur des sapins qu'on venait d'abattre, l'odieux travail de dépècement

qui précède la curée, il commençait à se repentir d'être venu chercher si loin et à si grands frais un plaisir de cannibale. Il s'égaya cependant vers le soir, et, pour célébrer son triomphe, il inventa une illumination d'un nouveau genre. L'écorce des bouleaux, en cette saison de l'année, détachée du tronc et des branches, est un combustible très-actif; elle donne une flamme rouge et brûle assez longtemps avec une odeur qui ressemble à celle du camphre. Nos voyageurs saisirent chacun une torche et, dispersant de tous côtés leurs Indiens armés de même, ils s'amuserent à mettre le feu au pied des pins et des bouleaux qui environnaient leur gîte nocturne. Une cinquantaine de ces arbres furent bientôt en flammes. Dans un parc anglais, dont ils eussent fait la gloire, cet incendie eût coûté deux ou trois mille liv. sterl.; dans un *ravagé* du Canada, il ne coûta pas même un remords à nos hasardeux touristes. « Nous étions, dit le narrateur, à deux journées de l'habitation la plus voisine. Il s'écoulera peut-être des années avant qu'un être humain revienne dans ces déserts glacés; il s'écoulera des siècles avant que personne songe à y fonder un établissement régulier. Comment aurions-nous regretté notre somptueuse illumination? »

De retour à Québec, après six jours de fatigue, — six journées cruelles durant lesquelles nos *gentlemen* n'avaient fait usage ni du savon de Windsor ni des rasoirs Mac-Daniell, — notre voyageur nous conduit à la prise de voile de deux jeunes filles catholiques. Plus tard, il nous raconte l'incendie qui par deux fois, l'année dernière, ravagea l'ex-capitale du Canada. Un singulier concours de circonstances donna au second de ces désastres l'apparence d'une prophétie réalisée. Après le premier incendie, qui eut lieu le 28 mai 1843, une terreur superstitieuse, dont l'origine n'a pu être constatée, s'empara de la population, et le bruit se répandit que les quartiers épargnés cette fois devaient être bientôt détruits. On fixa même le jour où il fallait s'attendre à subir cette nouvelle calamité. Ce devait être un mois, jour pour jour, après le terrible événement du 28 mai. Le 28 juin, rien n'annonçait que ces craintes absurdes dussent être justifiées. Il faisait très-chaud; la journée se passa sans accident. Le soir, une assez forte brise s'élève tout à coup, balayant la poussière des rues désertes et silencieuses. A onze heures, à onze heures et demie, rien n'avait encore bougé. Les plus timides se rassuraient et allaient se livrer au sommeil, lorsque, *cinq minutes avant minuit*, le globe de métal qui termine la flèche du clocher de Saint-Patrick, jusque-là invisible dans l'obscurité, refléta tout à coup quelques lueurs indécises. Une petite maison de bois avait pris feu, à l'extérieur des murs, dans le faubourg Saint-Jean, sur la limite des quartiers incendiés le mois précédent. A minuit, tous les beffrois, toutes les églises de Québec, sonnaient déjà le tocsin; mais le vent soufflait avec une telle force, que les progrès du feu ne purent être domptés avant huit heures du matin, et dans cet intervalle de temps, malgré les efforts de toute la ville, et bien qu'on eût fait sauter des rues entières pour interrompre toute communication entre un faubourg et l'autre, les ravages furent immenses. La population consternée croyait à un crime. Il fallut remonter, par voie d'enquête, à l'origine de ce désastre annoncé d'avance, et l'on constata qu'il était dû à l'imprudence d'une misérable domestique, à des cendres mal éteintes et jetées sur un tas de fumier, bref aux causes les plus triviales et les plus fortuites.

En allant de Québec à Montréal dans un confortable bateau à vapeur, on longe les districts français; on passe devant Saint-Trois, Sainte-Anne, les Trois-Rivières, le port Saint-François, autant de villes ou bourgs catholiques dont les habitants

parlent le même langage que les héros de Dancourt et de Lesage, avec l'accent de nos provinces normandes. Les maisons sont pauvres, les fermes assez grossièrement cultivées. Le Canadien français ne demande au travail que le pain de chaque jour, aimant à vivre où il est né, à mourir où il a vécu. Ses enfants se partagent le domaine paternel, et, comme l'égalité veut qu'ils aient tous leur quote-part de la rive fluviale, les héritages ont quelquefois un demi-mille de profondeur sur quelques pieds de large. La saison d'hiver se passe en réunions joyeuses; on chante, on danse auprès de l'étuve allumée. Le costume n'a pas changé depuis l'arrivée des premiers colons; c'est la même veste de drap gris à larges basques, le bonnet de tricot rouge ou bleu, la ceinture de couleur tranchante serrée autour de la taille, les culottes arrêtées au genou. Chaque dimanche, ils assistent pieusement aux offices. Bien peu savent lire ou écrire, bien peu se rendent compte de leur condition nationale; mais avec leur politesse native, leurs besoins bornés, leur foi simple et solide, leurs vieilles chansons qu'ils se transmettent encore telles qu'on les entendait il y a deux cents ans au bord de la Loire, on trouverait difficilement des gens plus heureux.

Au-dessus de Montréal, la navigation fait halte; les rapides de Lachine ne permettent pas de remonter plus avant le grand fleuve. Située sur une île qui a trente milles de long sur dix milles de large, et dont le Mont-Royal, qui lui donne son nom, est la seule éminence, cette ville est devenue le siège du gouvernement colonial. L'état-major militaire, les fonctionnaires supérieurs, y résident maintenant, et le commerce extérieur du Canada semble devoir s'y centraliser peu à peu. Par suite des animosités électtorales, les dissentiments politiques y éclatent aussi avec plus d'amertume que parmi les habitants de Québec ou de Kingston; la société s'y partage en coteries plus nombreuses et plus exclusives; bref, notre touriste, qui rend complètement justice à la beauté des édifices, aux instincts entreprenants de la population, aux rapides progrès de l'industrie qui se manifestent à Montréal, ne paraît pas avoir éprouvé de vifs regrets en quittant cette ville.

Le voyage de Montréal à Kingston se fait partie en diligence, partie en bateau à vapeur; on relaie naturellement à chaque chute, et on franchit en voiture la distance que les *steamers* ne parcourent pas encore. Dans très-peu de temps, à l'aide d'une canalisation latérale, la navigation du Saint-Laurent ne sera plus interrompue par les rapides, et, du golfe où se jette le grand fleuve, on arrivera jusqu'au dernier des lacs canadiens sans mettre pied à terre. Kingston est une ville assez triste, d'aspect misérable, et qui a perdu la plus grande partie de son importance le jour où elle a cessé d'être le chef-lieu de la colonie. Le voisinage de l'Amérique y est beaucoup plus sensible que partout ailleurs: les eaux minérales, le bon marché des subsistances, les ressources que ses environs offrent aux chasseurs et aux pêcheurs, y attirent un grand nombre d'officiers en retraite, d'employés réformés, etc. Les anciens marins surtout, dont le plus grand plaisir est de naviguer encore, trouvent à satisfaire, sur le lac Ontario, cette innocente manie.

En 1815, ce lac fut le théâtre de plus d'un combat où la fortune favorisa les Américains. La flottille anglaise y fut entièrement prise ou détruite par le commodore Chauncey. En général, pendant ces guerres dont les grandes catastrophes européennes annulèrent l'importance, et dont elles ont effacé le souvenir, la marine américaine fit des prodiges, et presque toujours, dans les rares occasions où il lui fut donné de combattre à forces égales les vaisseaux anglais, ceux-ci durent

baisser pavillon. Qui sait si, dans le développement des destinées nationales, l'Amérique ne sera pas la rivale maritime de la Grande-Bretagne, et si ce n'est pas à elle qu'est réservé l'honneur de briser cette suprématie contre laquelle aujourd'hui l'Europe entière ne saurait prévaloir ?

C'est au bord des lacs que viennent en général s'établir les émigrés anglais ou irlandais que la métropole envoie au Canada; mais ces arrivages annuels de vingt-cinq à trente mille habitants se font à peine sentir dans ces immenses districts. « Le désert insatiable les absorbe, dit énergiquement l'auteur d'*Hochelaga*, et crie aussitôt pour en avoir d'autres. » Les salaires sont très-élevés; un fermier habile réalise des profits considérables. Malheureusement la nature a mis une barrière infranchissable entre l'Angleterre et le Canada pendant cinq mois de l'année, et, l'an dernier encore, de nombreux naufrages ont prouvé qu'on ne devait pas se fier aux perfides promesses des plus doux automnes. Tous les vaisseaux qui s'attardèrent jusqu'au 28 novembre sur les eaux du Saint-Laurent furent à moitié détruits par les glaces, tout à coup survenues, et perdirent la plus grande partie de leurs équipages.

Toronto, — qui naguère s'appelait *Little-York*, — est le centre de l'influence anglaise dans les Canadas. Aucune cité du continent américain n'a fait d'aussi rapides progrès, ni qui promettent un avenir plus brillant. Elle n'existait pas, comme cité municipale, avant 1834; à l'heure présente, elle a vingt mille habitants. L'industrie seule, et non pas la rage des spéculations, a produit ce merveilleux résultat. Les campagnes environnantes sont d'une rare fertilité; des chemins de fer déjà étudiés les traverseront sous peu d'années; le gaz étincelle dans les rues de Toronto; d'énormes aqueducs alimentent tous les quartiers. C'est là qu'est l'université anglicane, riche et puissant établissement doté de terres considérables, et dont la réputation s'étend au loin. Les règles intérieures et les allocations considérables que les gouverneurs réclament de la législature canadienne, pour maintenir ce foyer de doctrines essentiellement favorables à la domination britannique, sont fréquemment le texte de virulentes discussions au sein de la chambre d'assemblée (1). Toronto est aussi le siège d'un évêché qui comprend tout le Canada supérieur, c'est-à-dire la portion du pays où la religion réformée a une prédominance marquée sur tous les autres cultes.

Anglais de race pure, protestant sincère, notre touriste a porté une critique sérieuse sur l'établissement officiel de la secte anglicane dans cette colonie éloignée. Il le trouve insuffisant et mesquin. Deux évêques dont les revenus sont modiques, surtout par rapport à l'étendue énorme de leurs diocèses, soixante-cinq desservants dans le Canada oriental (Québec), quatre-vingt-onze dans le Canada occidental (Toronto), la plupart sans maison curiale (*glebe-house*), et avec des appointements annuels de 60 liv. sterl. (4,500 fr.), alors que les visites paroiss-

(1) On peut consulter, sur les tendances irrégulières du parlement canadien, un petit volume qui vient de paraître dans la *Bibliothèque coloniale*, publiée par le libraire Murray. L'auteur, ministre du culte anglican, se plaint que les ennemis de l'église l'emportent ordinairement dans toutes les discussions de la chambre d'assemblée, et il ajoute : Ainsi vont les choses, bien que la majorité y soit composée de membres de notre église. Quelques-uns sont malheureusement ce qu'on appelle des *low-churchmen*; d'autres sont négligents et tièdes dans leur attachement à notre culte, et un petit nombre peut-être n'ont d'anglican, voire de chrétien, que le nom sans les croyances. *Philip Musgrave, or Memoirs of a Missionary in Canada*, chap. XXI.

siales leur imposent des déplacements fort coûteux, lui paraissent ne pas répondre aux nécessités chaque jour croissantes d'un pays où il serait si essentiel pour la métropole d'établir son ascendant moral, le seul en définitive qui puisse lui conserver quelque temps encore cette colonie lointaine. La part du clergé protestant avait été réservée par la prévoyance ministérielle, et cette part, comprenant le septième des terres sans maître à l'époque du statut royal (1), était certes assez considérable; mais toutes les sectes comprises sous cette vague dénomination de « protestants » sont venues tour à tour demander leur part des *clergy reserves*, et toutes l'ont reçue ou la reçoivent. Par un acte tout récent de la législature britannique, il est décidé que l'on vendra ces domaines religieux pour répartir immédiatement les fonds qui en proviendraient. L'église d'Angleterre demande en nature ce qui lui revient, calculant que la vente de ces terres, différée de quelques années, se ferait dans des conditions tout autrement avantageuses.

Elle ne compte pas plus de deux cent vingt mille sectateurs épars dans les deux Canadas. Le catholicisme, bien autrement répandu, — car beaucoup d'émigrants irlandais appartenant à la religion romaine viennent grossir le nombre des catholiques français, — est aussi beaucoup plus richement doté. Le Canada inférieur est sous la tutelle religieuse d'un archevêque assisté de deux évêques dont chacun a son coadjuteur. On n'y compte pas moins de soixante-quinze églises, vingt couvents et dix collèges ou séminaires. Le Canada supérieur a soixante-dix églises, un évêque et un coadjuteur. Des terres immenses dépendent de ces établissements. L'île tout entière où Montréal est bâtie appartient, par exemple, au séminaire des Sulpiciens. D'autres seigneuries, dont quelques-unes renferment d'incalculables ressources minéralogiques, sont également inféodées au clergé romain; les couvents, où l'on apporte souvent de très-riches dots, accumulent ainsi des richesses considérables, et enfin la dîme du vingt-sixième que les cultivateurs prélèvent sur les récoltes en grains, — dîme qu'on a étendue récemment à tous les autres produits de la terre, — vient compléter ce système de dotations religieuses qui assure une existence florissante à l'église canadienne. Aussi le clergé catholique s'est-il toujours montré favorable à l'influence du gouvernement anglais. La confiscation des domaines immenses que la compagnie de Jésus possédait aux environs de Québec est maintenant oubliée, et les agents de l'Angleterre peuvent compter qu'en échange de la protection accordée par eux à la foi catholique, les prêtres *papistes* repousseront de leur mieux l'invasion des idées américaines, beaucoup moins favorables, comme chacun sait, au maintien des corporations religieuses, à l'enrichissement des ministres du culte. Nous n'avons pas besoin d'ajouter que les progrès du protestantisme doivent, à la longue, anéantir ces bonnes dispositions, cette mutualité de bons offices, fondée sur des intérêts purement mondains. Chaque jour les meilleurs fermages passent des mains d'un indolent catholique dans celles d'un protestant industriel, et la dîme payée aux curés diminue, dans certains districts, avec une effrayante rapidité. Aussi l'émigration, que le gouvernement métropolitain encourage et développe autant qu'il le peut, est-elle fort mal vue du clergé romain. Il y a là un germe d'antagonisme qui ne saurait manquer, un jour ou l'autre, d'éclore et de fructifier (2).

(1) George III, *Anno regni* 51.

(2) Pour connaître les fatigues, les inimitiés, les privations que bravent les missionnaires protestants, il faut recourir à l'ouvrage que nous venons de citer en note. C'est

Après l'expulsion des jésuites et la confiscation de leurs propriétés, — mesures violentes adoptées à la fin du dernier siècle, — l'éducation publique fut à peu près anéantie dans le Canada. Rarement trouvait-on, dans chaque paroisse, deux ou trois cultivateurs en état de lire et d'écrire. La littérature et les sciences n'étaient guère enseignées qu'à Montréal et à Québec, où bien peu de jeunes gens profitaient des facilités qui leur étaient données pour acquérir, à très-peu de frais, une instruction dont l'utilité ne leur était pas démontrée. Longtemps après, en 1818, la législature du bas Canada vota des fonds pour établir et maintenir un certain nombre d'écoles. Ces allocations continuèrent jusqu'en 1832, et eurent d'excellents résultats, si l'on en juge par le nombre des écoles primaires qui existaient à cette époque dans presque toutes les paroisses, sous la surveillance de quelques notables habitants. On en comptait 1344, non comprises les écoles de filles, ces dernières annexées à chaque fabrique, et en nombre égal à celui des églises. Deux écoles normales furent établies en 1836, et à cette époque les diverses institutions ayant pour objet l'enseignement public grevaient de 24,000 liv. sterl. par an le budget de la province, où il y a maintenant vingt collèges ou séminaires catholiques, et seulement deux collèges protestants. Le Canada supérieur a doté le collège de Toronto (l'Oxford canadien) de 226,000 ares de terre, et de 66,000 une autre institution qui porte le nom de la province (*Upper Canada College*). La législature alloue en outre 2,400 liv. par an pour les écoles de district et les écoles communales, et, de plus, 250,000 acres de terre sont loués ou mis en réserve pour subvenir aux besoins futurs de l'instruction publique. En somme, si l'on excepte les districts les plus excentriques et les moins peuplés, l'enseignement élémentaire est à la portée de tout le monde, et les colons du Canada supérieur profitent amplement de ce nouvel état de choses. Quant aux *habitants*, ils sont plus indifférents aux progrès des lumières, et l'auteur d'*Ochelaga* laisse entendre que les prêtres catholiques, s'ils n'apportent aucun obstacle direct à la propagation des connaissances humaines, sont au moins très-peu disposés à la favoriser de leur influence. N'oublions pas que ce témoignage, émané d'une plume protestante, ne doit être accepté qu'avec réserve.

Il faut en dire autant des jugements que porte le même écrivain sur la presse canadienne. Elle est plus respectable, nous dit-il, sinon plus éclairée que celle des États-Unis. Québec et Montréal ont chacune huit ou dix journaux dont la moitié, — non pas la meilleure, — sont écrits en français. Kingston en a cinq, Toronto sept, et presque toutes les villes un peu importantes possèdent au moins un organe de leurs griefs ou de leurs vœux. Avant la dernière rébellion, quelques-unes de ces feuilles professaient des opinions républicaines et faisaient constamment ressortir les avantages que le Canada retirerait d'une plus étroite alliance avec les États-Unis. La suppression de ces journaux, volontaire ou forcée, — notre écrivain ne s'explique pas là-dessus, — fut le premier résultat des hostilités armées. D'ailleurs, plus d'un journaliste, comme Lyon William Mackenzie et Walfred Nelson, déposa la plume pour saisir l'épée. Le dernier siège maintenant à la chambre d'assemblée, ce qui indique une certaine atténuation dans la violence de ses opinions. Quant à Mackenzie, il a publié une histoire de la rébellion et des événements qui l'ont suivie, où il laisse entrevoir que ses sympathies pour l'Amé-

un tableau peu littéraire, mais assez naïf, de la vie d'un apôtre dans ces régions à demi sauvages.

rique ne sont plus à beaucoup près aussi ardentes. Les feuilles les plus radicales n'osent plus en appeler à l'intervention étrangère, et les publicistes canadiens semblent disposés à restreindre le débat dans les limites de la colonie, assez puissante aujourd'hui pour obtenir toutes les concessions dont elle a besoin. L'auteur d'*Hochelaga* aime à trouver la confirmation de ces favorables augures dans le langage tenu à la tribune par le chef des réformistes du haut Canada. « Les Américains se tromperaient, disait-il, en supposant que nos discussions politiques viennent d'une sympathie quelconque pour eux ou pour les institutions qu'ils se sont données. Nous avons, il est vrai, nos querelles ; mais nous sommes parfaitement en mesure de les régler entre nous et sans avoir recours à personne... » Dans une autre séance, à propos d'un bill proposé pour la réorganisation des milices : « Mes compatriotes, s'écriait un orateur français, seraient les premiers à courir aux frontières dans le cas d'une invasion, et le dernier coup de fusil tiré sur ce continent pour la défense de la couronne britannique partirait d'une main française. Par habitude, par religion, par sentiment, nous sommes conservateurs et monarchiques. » Voilà, certes, de belles protestations ; mais que garantissent-elles, si ce n'est le concours actuel d'une partie des sujets de l'Angleterre. Au lendemain d'une révolution avortée, entendit-on jamais un autre langage ? Et celui-ci fût-il sincère, on verra plus loin s'il engage, je ne dirai pas la génération future, mais ceux-là même qui l'ont tenu, au delà d'un bien petit nombre d'années.

Nous avons énuméré toutes les raisons qui doivent nous faire douter de ces éphémères assurances, et nous ne reviendrons pas sur les hypothèses menaçantes pour l'Angleterre, que nous avons tour à tour examinées. Ce qui est certain, c'est que personne ne doute, en Amérique, de l'annexion future du Canada. Plus on voit l'Angleterre augmenter ses troupes dans cette colonie, plus elle cherche à fortifier ses positions militaires et son ascendant moral, ici par des bastions, là par des concessions et des ménagements, plus loin par des menaces et des supplices, mieux on se rend compte de ses craintes, de ses prévisions sinistres. Remarquez, par exemple, l'ostentation avec laquelle notre Anglais énumère les forces de son pays : — sept compagnies d'artillerie, onze régiments d'infanterie, trois escadrons d'excellente cavalerie provinciale, et jusqu'à une compagnie nègre de cent hommes, qui battent l'estrade sur les frontières. — Ce n'est pourtant pas avec sept ou huit mille soldats réguliers qu'on pourrait défendre cette vaste contrée. On évalue bien les milices à cent quarante mille hommes, mais tout le monde sait à quoi s'en tenir sur la réalité de ces ressources ; et d'ailleurs qui oserait affirmer que les milices canadiennes seront toujours disposées à verser leur sang pour la vieille Angleterre, si la jeune Amérique se présentait aux frontières, et réclamait, au nom de la fraternité des peuples, l'union de deux pays que la Providence a placés sous le même ciel, auxquels la civilisation donne les mêmes instincts, et que mille intérêts communs appelleraient à se ranger sous le même drapeau, si une lutte de principes éclatait jamais entre les républiques et les monarchies ?

Pour conjurer ces désastres prévus, le charme proposé par l'auteur d'*Hochelaga* est le même dont sir Robert Peel entretenait naguère le parlement anglais. Il voudrait, nous l'avons dit, que l'Angleterre réunit en corps de nation n'ayant qu'un gouvernement, une capitale, un budget, un parlement, toutes ses colonies nord-américaines ; et pour amener ce grand résultat, prenant une carte de ces colonies, il trace un gigantesque chemin de fer, qui, parti d'Halifax, sur les côtes

d'Acadie, va d'abord aboutir en face de Québec, sur la rive de Saint-Laurent. De Québec, il se prolonge sur Montréal, Kingston, Toronto, et même Sandwich. Une autre ligne, également partie d'Halifax, aboutirait sur la côte, vis-à-vis l'extrémité méridionale de Cap-Breton, et presque vis-à-vis le Bras-d'Or et Sydney, la principale cité de l'île. Par là ces colonies s'élèveraient du rang de provinces secondaires à celui d'un état puissant, ayant d'ores et déjà plus de deux millions d'habitants, un territoire immense, d'excellentes voies de communication intérieure, des ressources inépuisables, et sur lequel la métropole étendrait son égide aussi longtemps qu'il aurait besoin d'une protection militaire. Dans cette utopie, vous devinez que la centralisation s'obtient sans secousses, sans mesures tyranniques : l'assemblée législative fonctionne en toute liberté ; le pouvoir exécutif est dans des mains constamment pures et fortes ; le patronage administratif s'exerce sans abus, indistinctement au profit de tous les indigènes, et à l'exclusion des étrangers, c'est-à-dire des Anglais. La justice est parfaitement indépendante ; on distribue avec discernement des récompenses honorifiques, des titres, des pairies, aux citoyens les plus éminents. Enfin le conseil législatif (la chambre aristocratique) est placé en dehors du contrôle populaire, mais il est en même temps aussi peu soumis que possible à l'influence de la prérogative royale.

Opposera-t-on à ce beau plan l'exemple des colonies américaines ? L'écrivain anglais repousse de son mieux cette assimilation inévitable. D'où vient cependant qu'à l'exception des taxes directes, les griefs du Canada, en 1837, étaient les mêmes que ceux de l'Amérique en 1776 ? Et d'où vient encore qu'en décrivant la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick, Cap-Breton, voire l'île du Prince-Édouard, notre touriste est obligé de signaler partout des agitations politiques, mouvements dont il se moque, et qu'il appelle des tempêtes dans un moutardier (*mustard pot storms*), — mais qui n'en trahissent pas moins la disposition de ces peuples naissants à s'affranchir d'une protection que sans doute ils s'imaginent acquérir à trop haut prix ?

Au contraire, tout prévenu qu'il était, au début de son livre, contre les Américains et leurs dispositions envahissantes, l'auteur d'*Hochelaga* est contraint, à mesure qu'il les voit de près, de rendre justice à ces énergiques civilisateurs du Nouveau-Monde. Qu'ils mâchent du tabac, qu'ils mangent sans élégance, qu'ils se tiennent mal dans le monde, et que leur curiosité naïve empiète souvent sur la réserve polie du voyageur, voilà ce qu'il constate avec soin ; mais ces grands crimes ne peuvent cependant l'aveugler sur le bon sens, la vigueur morale, l'esprit de suite, le courage entreprenant, la cordialité hospitalière de ces braves gens si mal élevés. Ces grossiers républicains ont un sentiment si exquis de certains devoirs essentiels, qu'une jeune femme voyagerait seule d'un bout de l'Union à l'autre, sans avoir à craindre, non pas une insulte, mais une parole inconvenante. Le voyageur est partout accueilli avec bienveillance ; l'esprit national, poussé fort loin, n'exclut pas une attention tolérante à ses remarques, fussent-elles défavorables ; et si sérieux, si exclusivement occupés d'affaires qu'on se les représente, les Américains savent à merveille le prix d'une bonne plaisanterie, d'une vive réplique, même lorsqu'elle est dirigée contre eux. En revanche, ils mettent le plus grand soin à ne jamais choquer les préventions, l'amour-propre, les antipathies nationales de l'étranger qui vient s'asseoir à leur foyer, et, dans tout le cours de sa tournée en Amérique, l'écrivain anglais n'a pu citer qu'un seul échantillon de cette humeur bourrue, de cette malveillance jalouse que les touristes de la Grande-

Bretagne ne manquent guère d'attribuer à frère Jonathan par rapport à John Bull. Encore s'agit-il d'un cordonnier qui retarda méchamment je ne sais quelle réparation urgente aux souliers du voyageur, pour lui faire manquer le convoi du chemin de fer. On conviendra que l'exemple n'est pas des plus concluants. Nous préférons, comme plus significative, une autre anecdote du même livre, celle de cet Anglais au cou raide, installé, lorgnette en main, sur le devant d'une loge, au théâtre de New-York, et qui, voyant arriver une dame, ne songea point à lui offrir sa place. Quelques observations furent échangées à ce propos entre lui et le cavalier de cette dame; elles attirèrent l'attention du public, et, lorsqu'on sut de quoi il s'agissait, douze à quinze citoyens accoururent, enlevèrent, sans lui faire aucun mal, l'Anglais qui se débattait entre leurs mains, et le conduisirent à la porte du spectacle; là, son chapeau, ses gants, sa lorgnette, lui furent ponctuellement restitués; on glissa même dans sa main le prix de sa place, et, sans autre injure, on ferma sur lui les portes du théâtre. Cette application de la loi de Lynch est hautement approuvée, il faut le dire, par notre impartial voyageur. Que dirait-il s'il la voyait pratiquer en grand contre l'établissement des Anglais dans le nord de l'Amérique?

Malgré lui, cette pensée le préoccupe. On voit qu'il a débattu, soit avec ses compatriotes, soit avec les Américains, et surtout avec lui-même, les chances d'une lutte, et qu'il les redoute pour son pays. « De la possession de Québec et du Canada, dit-il dans sa conclusion, dépend la conservation du territoire immense qui entoure la baie d'Hudson : les provinces maritimes, le New-Brunswick, la Nouvelle-Écosse et les îles, seront probablement les dernières citadelles du pouvoir anglais dans ces colonies occidentales. Elles ne courent aucun danger tant que nous conserverons notre suprématie navale. » Et même en ceci nous croyons qu'il se trompe. Les chances guerrières ne sont pas les seules dont il faille tenir compte. La paix a ses dangers, son influence décentralisatrice. Pour n'en citer qu'un exemple, plus frappant à nos yeux parce qu'il vient de se produire, voyez ce qui se passe depuis que l'Angleterre, enfin édifiée sur les avantages du libre échange, a cru devoir restreindre la *protection* que ses tarifs accordaient aux produits coloniaux. L'assemblée législative du Canada s'est émue : elle a réclamé, supplié, menacé même, insinuant que, si la protection douanière était retirée aux colons, « ils seraient naturellement amenés à douter qu'il y eût pour eux un grand avantage à demeurer partie intégrante de l'empire britannique. » Les journaux canadiens, brochant sur ce texte, y ont ajouté des commentaires encore plus audacieux. « Le temps n'est plus, disent-ils, où une nation peut tenir dans l'esclavage des possessions lointaines par le simple charme du mot *fidélité* (*loyalty*) .. Or, la Grande-Bretagne nous traite en esclaves; elle nous retire les avantages que nous lui devons, et ne nous laisse que les charges dont ils étaient la compensation naturelle. Elle prescrit à notre marine des lois qui ont une influence fatale sur notre commerce intérieur : elle a refusé de sanctionner, dans l'acte de navigation, un changement réclamé à l'unanimité par les deux branches de notre législation... En même temps elle nous déclare qu'à l'avenir nous ne devons rien attendre d'elle..... Nous serons traités comme des étrangers, et l'Angleterre fera tant que nous lui deviendrons étrangers par le cœur comme par les tarifs.... Il est vrai que nous jouissons de sa protection; mais c'est une protection contre ses ennemis, et non pas contre les nôtres (1). »

(1) Extrait du *Morning Courier*, journal tory de Montréal.

Maintenant admettez que ces prédictions menaçantes se réalisent un jour, et que les Canadas, attirés dans la sphère commerciale des États-Unis, se séparent de la métropole, imagine-t-on que l'Angleterre soit assez mal inspirée pour employer sa « suprématie navale » à conserver des provinces comme le New-Brunswick, la Nouvelle-Écosse, Cap-Breton et l'île du Prince-Édouard? Nos voisins calculent trop bien pour agir ainsi. Déjà leurs économistes les mieux avisés critiquent, au point de vue positif de la recette et de la dépense, le soin que met la Grande-Bretagne à maintenir et à développer sa puissance coloniale; ils lui reprochent de faire venir du Canada des bois sujets à la pourriture sèche et bien inférieurs à ceux de la Baltique; ils lui reprochent encore de demander au cap de Bonne-Espérance, et d'attirer par l'appât du droit différentiel sur le marché britannique, des vins exécrables qu'il faut falsifier pour les vendre; ils travaillent à lui démontrer que l'idée de former un vaste *Zollverein*, où elle s'enfermerait avec ses colonies, est une chimère sans portée pratique; ils insistent en toute occasion sur les énormes charges que le pays s'impose, et dont l'unique résultat réel est de ménager quelques facilités au commerce extérieur. Et ces raisonnements, appliqués aux possessions nond-américaines telles qu'on les connaît aujourd'hui, ne manquent ni de valeur ni de vertu persuasive. Que serait-ce donc si, les deux Canadas devenus américains, ainsi que le territoire immense qui entoure la baie d'Hudson, on traitait la même question limitée au reste des colonies actuelles!

L'Acadie ou Nouvelle-Écosse (*Nova-Scotia*) ne compte que 180,000 habitants épars sur une surface de 15,000 milles carrés. Toute la partie méridionale est rocailleuse et stérile; le nord seul se prête à la culture et paie les travaux qui le fertilisent. Le Nouveau-Brunswick, deux fois plus étendu que l'Acadie, n'a pas été complètement exploré: on ne connaît guère que les districts voisins de la principale rivière, le Miramichi. C'est un pays de forêts et de lacs, où deux cent cinquante navires viennent chaque année prendre leur cargaison de bois de charpente; mais la capitale (Fredericktown), bâtie en bois, ne compte pas plus de 7,000 habitants, et le pays entier n'en a pas plus de 160,000. Ajoutez à ceci qu'il confine à l'état du Maine, et que la délimitation des frontières a suscité déjà de nombreux conflits, apaisés en 1842 par l'habileté diplomatique de lord Ashburton, que l'Angleterre envoya fort à propos pour flatter et désarmer l'excitation des états du nord. Le haut rang de cet ambassadeur et ses relations avec les hommes influents du congrès prévinrent une rupture qu'on pouvait croire imminente. Si elle eût éclaté, l'invasion du New-Brunswick par les Américains devait-elle rencontrer un obstacle sérieux? L'île de Cap-Breton, dont on ne tenait aucun compte avant que les *loyalistes* américains, chassés des états, y eussent cherché refuge, ne sera jamais qu'une très-médiocre et très-dangereuse station. Les flots de l'Atlantique ont brisé des vaisseaux sans nombre contre les récifs dont elle est entourée; on évalue à cent mille tonnes de marchandises et à deux mille matelots les pertes que, depuis trente ans, elle a fait subir au commerce de la métropole. En échange, elle ne saurait offrir, en supposant une exploitation complète dont les difficultés sont innombrables, que du charbon de terre, du gypse, du sel pour l'usage des pêcheries voisines, et quelques métaux recelés sous les rochers dont elle est hérissée. Trente-six mille habitants y occupent un territoire de deux millions d'acres, généralement infertile, si ce n'est au bord des lacs et des rivières. L'île étroite et longue qu'on appelait jadis l'île Saint-Jean, et qu'on a débaptisée pour flatter la vanité de feu le duc de Kent, alors qu'il était gouverneur

de la Nouvelle-Écosse, est de toutes ces possessions celle qui sourit le plus au voyageur. Son rivage, profondément dentelé, offre aux vaisseaux des havres sûrs et nombreux. Celui de Charlottetown (capitale de l'île) est excellent et bien défendu. Le climat est doux ; on n'y subit ni les alternatives extrêmes de l'hiver et de l'été canadiens, ni l'influence malsaine des brumes qui couvrent fréquemment la Nouvelle-Écosse et Cap-Breton. Le sol, partout facile à cultiver, offre d'abondantes ressources aux soixante mille bergers et laboureurs, — pour la plupart d'origine écossaise, — qui sont venus y chercher, non la richesse du spéculateur, mais l'abondance de la vie pastorale. Leur nombre actuel peut décupler avant que la terre (une surface de deux mille milles) fasse défaut à leurs efforts bénis du ciel.

Ainsi se présentent, dans un résumé rapide, les colonies secondaires dont il nous restait à parler. Encore une fois, guidée avant tout par son intérêt, et chaque jour moins disposée à des sacrifices inutiles, l'Angleterre ne les disputerait pas à l'Amérique le jour où celle-ci l'aurait chassée du Canada. Il y aurait aberration évidente à prendre les armes pour des intérêts si minimes et si précaires. Quand la Providence a parlé, quand elle a aussi nettement décrété l'affranchissement, ou, si l'on veut, la conquête d'un pays, il faudrait être insensé pour en appeler de ses arrêts souverains au dieu des batailles. Le bon sens politique de nos voisins nous garantit qu'ils ne se rendront jamais coupables d'une pareille folie.

E.-D. FORGUES.



BRIOLAN.

DEUXIEME PARTIE.

VII.

Le vicomte d'Esprénil, qui servait à bord du *Régent*, n'avait pas encore vingt-cinq ans. C'était bien ce qu'on appelle un gentilhomme accompli. Il appartenait à cette race de *jolis seigneurs*, comme dit le prince de Ligne, qui portaient leurs uniformes si élégamment et si bravement, qui prodiguaient avec tant d'entrain leur noble et charmante vie. Il était digne et il était gai; par-dessus tout il était franc. Sans franchise point de vraie chevalerie. Le cœur de d'Esprénil était pur, brillant et solide comme son épée.

Briolan lui plut et il plut à Briolan. La bravoure et la jeunesse font marcher vite l'amitié. Ils devinrent inséparables. Pourtant ils en arrivaient lentement aux confidences. Saladin avait une humeur très-discrète; d'Esprénil semblait d'un caractère plus léger, mais évidemment un secret d'une grande importance était lié à ses amours. Saladin s'était aperçu que plusieurs fois son ami paraissait tout près de laisser échapper des aveux qu'il refoulait sur-le-champ. Notre héros, avec son habituelle délicatesse, bien loin alors de l'interroger, respectait au contraire et feignait même de ne point remarquer ses hésitations.

Une après-dinée cependant, où les deux jeunes gentilshommes se promenaient tous deux sur le pont, sous le ciel plein d'une lumière empourprée, regardant les vagues qui brillaient au soleil comme des cuirasses, d'Esprénil dit à Briolan :

— Nous avons sous les yeux un fort beau spectacle; à vos côtés, j'en jouis beau-

(1) Voyez la livraison du 31 août.

coup, mais en jouirais-je autant si j'étais seul? Non certes. Tenez, franchement, à moins d'être comme votre ami Drannor, le marin s'ennuie dans son errante solitude. Il est rare de trouver un esprit et un cœur qui vous conviennent précisément dans le vaisseau auquel votre sort est attaché. Moi je suis né avec le goût, le besoin de dire, s'il se peut, de faire partager ce que je sens, d'avoir toujours près de moi au moins l'amitié. L'amitié, à ce que je pensais, devait me manquer sur le *Régent*, dont je connaissais tout l'équipage avant de m'embarquer, de sorte que je me suis arrangé, ma foi, pour y placer l'amour.

— Comment! dit Saladin, qui ne put à cette phrase inattendue retenir une expression de surprise, vous avez donc caché quelque femme ici?

— Oui, mon cher comte, voilà le secret que je voulais vous apprendre, car il me coûte d'avoir un secret pour vous; et d'ailleurs j'ai depuis quelques jours un charmant projet, que je ne pouvais exécuter sans vous mettre dans ma confiance. Vous savez que mon oncle, quoiqu'il soit peu plaisant de sa nature, m'a cependant plaisanté quelquefois sur le mystère de mon appartement, entre autres choses, sur ce rideau rose toujours fermé qui garnit la fenêtre de ma chambre. J'exagère à dessein la recherche de ma toilette, le soin de ma coiffure, pour que le brave homme puisse me croire des manies de petit-maitre. « D'Esprénil (disait l'autre jour le marquis à table, vous en souvenez-vous?) ne veut point qu'on pénètre dans son boudoir; je crois, sur ma parole, qu'il met du rouge. » Je ne veux point qu'on entre chez moi, mon cher Saladin, parce qu'il y a d'ordinaire derrière ce mystérieux rideau rose, dont est occupé tout l'équipage, un regard qui se promène sur la mer avec une douce rêverie, le regard de ma maîtresse. Oui, j'ai ma maîtresse avec moi. Le sort m'a fait rencontrer une femme qui unissait les qualités les plus diverses : assez de songerie pour supporter la solitude, assez d'enjouement pour être adorée dans le monde; une femme, mon cher comte, qui est à la fois douce et piquante, gaie et rêveuse, enfin...

— Enfin, qui vous est chère, vicomte, interrompit Saladin; partant pour laquelle je me sens déjà le respect le plus tendre et le plus profond.

— Mon cher comte, reprit avec impétuosité d'Esprénil, je veux que vous la connaissiez. Tenez, voici le charmant projet dont je vous parlais. Cette nuit, quand le capitaine sera couché et presque tout l'équipage endormi, je vous recevrai dans ma chambre, et vous ferai souper avec ma maîtresse. Nous retrouverons ainsi sur la mer, à bord du *Régent*, des moments qui vaudront ceux qu'on peut passer à Paris dans les nuits les plus heureuses. Ainsi, voilà qui est convenu; entre minuit et une heure, venez sur le pont près du gaillard d'arrière, vous me verrez arriver à vous, et au bout d'un instant vous serez à table entre ma maîtresse et moi. Nous boirons, cher comte, à ce qu'il y a dans ce monde de joyeux et de sacré, à l'amitié, à l'amour, au courage, à l'aventure et à la gaieté.

Briolan fut exact au rendez-vous. Après quelques minutes d'attente, il voyait commencer un des plus aimables épisodes de sa vie aventureuse.

Dans une cabine étroite, mais qui eût fait honte au boudoir de la Gaussin, tant elle était décorée avec une étincelante élégance, une table, éclairée par un candélabre à fleurs et chargée de flacons, réunissait trois personnes : les deux jeunes gens que nous connaissons, et une femme qu'on était fort heureux de connaître, aux cheveux blonds, aux yeux noirs, d'une beauté qui convenait bien à la scène où elle figurait, c'est-à-dire originale et gracieuse.

Eglé, nous appellerons ainsi la dame, c'est le nom qu'elle était convenue avec

d'Esprénil de porter cette nuit, Églé trempait à peine dans la mousse du vin de Champagne la pourpre charmante de ses lèvres; ses deux compagnons buvaient franchement. Saladin avait un culte pour l'eau, mais il en était de ce culte comme de son amour d'Amadis pour sa belle cousine; de temps en temps, il oubliait la boisson sacrée, la boisson des colombes et des lions, des vrais amoureux et des vrais braves, pour les profanes attraits du vin; en ce moment, il tenait tête à d'Esprénil: aussi le cœur des deux amis était sur leur bouche, plus pur que le cristal, plus chaud que la liqueur des flacons.

— Saladin, dit d'Esprénil, morbleu, cette nuit je suis joyeux, la vie me plaît. Je ne désire rien. Viendrait un coup d'épée ou une balle, je m'en moquerais, parce que je suis gentilhomme; mais certes je ne pourrais pas aller dans une planète où je serais plus heureux qu'ici.

— Moi, repartit Briolan, je suis sans doute bien loin de me plaindre en ce moment, mais je ne puis pas être aussi heureux que toi, d'Esprénil; car le vrai soleil de gaieté, la vraie source de bonheur, la fraîcheur et la lumière de l'âme, la femme qu'on aime, cher vicomte, manque à cette fête pour moi.

— Ah! monsieur de Briolan, interrompit Églé, je vois avec plaisir que vous tenez un langage d'amoureux.

— C'est que je suis amoureux, madame, reprit Saladin, que le vin décidément entraînait à l'expansion la plus fougueuse; c'est que je suis amoureux avec toute l'ardeur, la sincérité, l'énergie de mon cœur. Je suis amoureux à soupirer, à pleurer, à me battre et à me tuer. Il y a de par le monde, madame, deux yeux mystérieux comme la nuit et éclatants comme le soleil, qui sont les astres dont je dépends. D'esprénil, buvons à ces deux yeux.

D'Esprénil ne demandait pas mieux. On but aux yeux de Brigitte, et une fusée de plus éclata dans la cervelle de Saladin.

Alors Églé prit plaisir à faire parler Briolan. Quand notre héros aurait vidé toutes les bouteilles que contenaient les caves du *Régent*, il est certains secrets qu'il n'aurait jamais laissé envoler de son sein: sur son amour, sa religion de paladin, il aurait toujours laissé ces nuages que doit assembler un galant homme devant la chère et sainte pensée; mais, sur certaines aventures légères, Briolan n'eut point la retenue qui était dans sa nature, et qu'il regardait d'habitude comme un devoir de garder. Ainsi, par exemple, il raconta dans tous ses détails à Églé, malgré les promesses qu'il s'était faites, et que jusqu'alors il avait tenues, son séjour dans l'île de Temera. S'il passa très-rapidement sur les grâces et les agaceries de la présidente, il s'étendit beaucoup sur les diableries de lady Mac-Morth. Églé s'intéressa vivement à la scène où don José voit le spectre de la Madillez. Comme c'était une femme d'esprit, dans le récit très-complet que lui faisait Briolan, et de ses aventures et de la manière dont elles avaient été prises tant par lui que par ses compagnons, une chose la frappa et la divertit d'une façon toute particulière, ce fut la prétention de Narille aux croyances superstitieuses. Sans idée moqueuse, en suivant tout simplement la vérité, Briolan lui avait fait comprendre le caractère de l'enragé marquis.

C'était, disait Églé, un caractère dont elle raffolait; elle trouvait ce M. Narille le plus amusant des personnages, dans son rôle de gentilhomme qu'il remplissait avec une admirable conscience. Elle aurait voulu le connaître. Saladin ne se doutait guère de ce qu'il y aurait un jour, et un jour bien proche, d'étrangement fatal dans ce caprice. Il en riait avec d'Esprénil. Ce n'étaient, dans ce charmant souper, que transports de gaieté et élans de tendresse.

La nuit n'avait pas encore disparu ; mais on sentait déjà sous les voiles noirs du ciel, comme les amours et la gaieté sous le deuil expirant d'une veuve, les roses atours du matin. D'Esprénil, en reconduisant Briolan jusqu'à la partie du vaisseau où nos aventuriers logeaient, s'abandonnait encore à l'ivresse des heures à peine envolées.

— Eh bien ! mon cher Saladin, n'ai-je pas raison d'adorer ma maîtresse ? Vous l'avez vue. Tout ce qui fait aimer est sur son visage, dans son cœur et dans son esprit ; mon cher vicomte, je suis, comme vous, amoureux, et fier d'être amoureux ! On en reviendra toujours là, voyez-vous ! Rien de beau et de touchant comme l'ancien et le véritable amour, l'amour des preux ! J'ai appris avec plaisir, cette nuit, que vous aviez une dame, Saladin ; c'est une raison de plus, vrai Dieu ! pour que vous soyez mon ami. Qu'on me traite de don Quichotte, si l'on veut, ce tendre et héroïque mot de *ma dame* me met le feu au cœur et les larmes aux yeux ! Plus heureux que vous, je l'ai avec moi, ma dame ! Nous n'avons pas pu nous séparer ; car, voyez-vous, Saladin, ce n'est point une manière de dire, c'est la vérité : ma maîtresse et moi, nous avons une seule vie ! Et même, ajouta-t-il au bout d'un instant, après s'être arrêté tout à coup sur ces derniers mots, et même il y a des moments où j'ai peur que ce ne soit mauvais pour un homme d'aventure, portant une épée et foulant ce sol de bois que voici, sous lequel est toujours la mort, d'avoir ainsi confondu son existence avec une existence qui lui est si chère. Mais bah ! ce qui est noble et beau justement dans la jeunesse d'un gentilhomme, c'est que, des biens les plus précieux, on est toujours disposé à se dépouiller dès que l'honneur vous chante au cœur ses fanfares. Ma maîtresse le comprend comme moi, l'honneur. S'il le fallait... Et pourtant, reprit-il après un nouveau silence, quelle douleur pour moi de précipiter dans ma mort toute cette grâce et cette beauté ! Peut-être aurais-je bien fait de la laisser en France.

En ce moment, les pensées de d'Esprénil (c'est une marche que les pensées suivent souvent après boire) passèrent de la gaieté à la mélancolie. Levant les yeux vers les étoiles, qui jetaient un dernier regard sur la mer avant d'aller se perdre dans les splendeurs du jour, Briolan dit à son ami dans un noble transport :

— Qu'importe, après tout, le trépas à nous et à celles qui sont dignes de nous ! Je conçois que les âmes bourgeoises aient de la peine à s'envoler dans la mort ; mais nous, qui habitons sur les grandes cimes, nous sommes, comme les oiseaux des montagnes, toujours prêts à disparaître dans le ciel.

VIII.

Quelques jours après ce souper, d'Esprénil aborda en riant Saladin :

— Églé, dit-il, a un caprice auquel il faut absolument, mon cher comte, que vous et moi nous nous soumettions. Elle veut à toute force voir M. de Narille figurer dans une scène de diablerie, comme celles qu'entend si bien lady Mac-Morth. Voici quel est son plan : je dirai devant votre précieux marquis que j'ai passé l'hiver dernier à Paris dans les conjurations magiques, et je lui proposerai, ainsi qu'à vous, d'évoquer des morts. Nous conviendrons aussitôt pour la nuit prochaine d'une réunion composée de nous trois seulement bien entendu ; je ne voudrais

pas soumettre ma magie à l'œil perçant de M. de Mafré. Cette réunion aura lieu dans ma cabine. C'est sur vous que je proposerai d'abord d'essayer mes sortilèges. Je vous demanderai quelle ombre vous voulez voir ; vous souhaiterez l'ombre d'une sœur, d'une maîtresse, de qui vous voudrez en un mot, pourvu que ce soit d'une femme. Aussitôt que j'aurai accompli certaines formules, Églé paraîtra dans le costume convenable à l'apparition évoquée. Comment se douter qu'une femme est à bord d'un vaisseau de la marine royale ? De sa superstition affectée, M. de Narille sera tenté de passer à une vraie superstition. C'est là ce qui fera le bonheur d'Églé. Quant à ce qui le regardera personnellement, s'il a le courage après votre fantôme d'évoquer un fantôme pour son compte, voici ce que nous avons arrêté : on ne verra qu'une forme indécise accompagnée d'un murmure confus ; je dirai que j'ai négligé une formule, que l'opération est manquée et ne peut plus être recommencée sans de grands inconvénients, et on laissera là cette seconde épreuve, qui aura perdu toute importance après la triomphante issue de la première.

A la volonté la plus fantasque d'une femme, Saladin n'aurait jamais imaginé d'opposer une résistance. Il accueillit donc avec respect le caprice d'Églé. Au moment même où il assurait d'Esprénil de sa soumission à cette belle, le hasard poussa Narille vers les deux gentilshommes. On exécuta sur-le-champ une des scènes méditées. Le vicomte parla de son expérience et de son habileté dans la magie, Briolan lui demanda des preuves de son art ; Narille appuya la demande de Briolan : les trois jeunes gens prirent rendez-vous pour la nuit suivante.

Dès que l'heure de la terreur et du crime, minuit, se fut mise en route dans son manteau sanglant, d'Esprénil alla trouver sur le pont Briolan et Narille, qui l'attendaient, et les introduisit dans sa chambre.

La chambre du vicomte présentait un aspect bien différent de celui qu'elle offrait dans la nuit du souper. Le boudoir de petite-maîtresse était changé en gîte de sorciers. Un personnage de Callot ou de Rembrandt, au regard de chat, au front sinistre et au bonnet fourré, y aurait été parfaitement à sa place. Une seule clarté s'y disputait avec les ténèbres, celle d'une chandelle désolée, sentant la veillee mortuaire, qui sortait d'une bouteille cassée. Sur les murs, couverts de draps flottants et livides qui ressemblaient à des linceuls rangés dans un vestiaire de fantômes, se détachaient maints objets hideux, un squelette d'autruche, une momie indienne, une sorte de singe empaillé ou de nègre embaumé d'une physionomie particulièrement grotesque, piteuse et maligne.

D'Esprénil dit d'une voix solennelle à Briolan, quand il eut laissé à ce spectacle le temps d'agir sur l'imagination de Narille :

— Saladin, c'est à vous d'abord que je m'adresserai. Est-il parmi les morts quelqu'un que vous désiriez rappeler ? Du monde où nous entrerons un jour tout entiers, et où maintenant notre pensée ose à peine faire quelques pas en tremblant, voulez-vous qu'une ombre revienne ?

— Oui, répondit Briolan.

— Et qui voulez-vous revoir ? Par quels yeux fermés au jour des vivants voulez-vous être regardé ?

— Je voudrais, reprit Briolan après s'être recueilli quelques instants, je voudrais être regardé par des yeux que je n'ai jamais vu, mais qui étaient, m'a-t-on dit, les plus beaux du monde. Mon grand-père avait une sœur, M^{lle} Judith de Briolan, qui mourut dans la fleur de ses ans, après une partie de chasse. Elle était grande chasseresse, et l'on prétend qu'elle avait eu un démêlé avec un cerf qui

était sorcier. Le fait est que sa mort fut subite. Ma grand'tante Judith avait les cheveux blonds et des yeux noirs. On me parlait souvent d'elle dans mon enfance, et, toutes les fois que j'allais dans les bois, j'espérais la rencontrer sous un chêne. Qu'elle se montre à moi cette nuit, telle qu'elle était aux jours de sa jeunesse et de sa beauté.

— Votre désir va être exaucé, dit d'Esprénil.

Et allant chercher dans un coin de la chambre un gros livre d'un aspect cabalistique qu'il approcha de la chandelle : — Répétez après moi, Saladin, poursuivit-il, la formule que je vais lire. Et il récita, dans une langue complètement étrangère à Narille, je le crois bien aussi à tous les habitants de toutes les parties du globe, une formule que répéta après lui Briolan. Puis il souffla la chandelle en disant comme lady Mac-Morth : — Toute lumière, hors celle des astres, est hostile aux fantômes. — Alors, devant un des rideaux qui garnissaient la chambre, on vit dans une mystérieuse clarté le plus gracieux des fantômes. Un épieu à la main, une trompe à la ceinture, des cheveux blonds dégagant un front hardi et tombant en boucles lumineuses sur une épaule aux teintes rosées, un charmant regard bien vague, bien mystérieux, bien profond, dans les plus noirs des yeux, Eglé apparut avec toute son intelligence et sa grâce à Briolan et d'Esprénil charmés, à Narille charmé et confondu.

Les apparitions doivent être courtes. Quand on eut contemplé quelques instants l'aimable fantôme, le vicomte ralluma la chandelle en passant rapidement devant sa maîtresse. Par ce mouvement habilement exécuté, il donna le moyen à la jolie ombre de disparaître, sans être vue, derrière le rideau.

Que pensait et que disait Narille ? Il était aussi ébahi qu'on pouvait le désirer. Il s'imaginait que le destin, prenant comme lui sa gentilhommerie au sérieux, le plaçait au milieu d'un monde digne des Renaud et des Tancrede. Il se mettait à croire aux revenants de bonne foi et sans arrière-pensée ; mais comme il était, après tout, fort brave (sa bravoure était, avec sa candeur, un des traits qui donnaient le plus d'originalité à son caractère), comme il était donc fort brave, il était beaucoup plus surpris qu'effrayé. D'ailleurs, ainsi qu'il le fit fort bien remarquer lui-même, l'apparition qu'on venait de voir était plus propre à échauffer les cœurs qu'à les glacer. Après avoir payé un juste tribut d'éloges à la belle du pays des morts :

— Maintenant, dit-il, palsambleu ! il faut, mon cher vicomte, que je fasse venir à mon tour un fantôme. Voyons, qui vais-je vous prier d'appeler ? Si je me connaissais quelque grand'tante aussi piquante que celle de ce fripon de Briolan, je n'hésiterais pas à l'évoquer ; mais, quoique les grand'tantes ne me manquent pas plus que les grands-oncles, les grands-pères, les grand'mères, tous les grands parents, je n'ai pas, je le crains bien, dans toute l'espèce féminine de ma maison, une beauté digne de se montrer après M^{lle} Judith. Tenez, mon cher vicomte, appelez tout simplement un de mes ancêtres, n'importe lequel, mon bisaïeul, par exemple... ou bien plutôt mon trisaïeul.

A cette demande, faite du ton de la plus incroyable assurance et avec une bien grande étourderie pour un homme qui croyait sérieusement à l'art d'évoquer les fantômes, une idée fatalement espiègle traversa l'esprit du vicomte d'Esprénil.

— Vous allez voir votre trisaïeul, mon cher marquis. Je vous demande seulement quelques instants pour aller échanger sur le pont un regard avec la lune, puis revenir méditer ici. Ma méditation ne sera point longue, mais il faut qu'elle soit

solitaire. Ayez la bonté, je vous prie, de vous retirer un moment avec Briolan dans un coin du gaillard d'arrière; aussitôt mes préparatifs achevés, j'irai vous avertir, et nous verrons le Narille que vous demandez dans toute la splendeur de la charge dont sans doute il était revêtu.

Saladin, sans comprendre ce que son ami préparait, se retira en effet avec Narille à une extrémité du *Régent*. Il était en cet endroit depuis quelque temps, trouvant le temps long, la nuit froide et la société de Narille assez peu récréative, quand il vit reparaître d'Esprénil.

— Suivez-moi, messieurs, fit le vicomte; tout est prêt pour notre seconde opération. Votre trisaïeul, mon cher marquis, sent déjà votre pensée agir sur lui dans l'autre monde.

Et l'on rentra dans la chambre des conjurations. Après une cérémonie toute semblable à celle qui avait eu lieu pour l'évocation de M^{lle} Judith, où seulement Narille remplaçait Briolan, d'Esprénil éteignit de nouveau la chandelle, et devant ce même rideau, sur lequel s'était dessinée tout à l'heure l'ombre charmante de la tante chasseresse, apparut le plus inconvenant fantôme..... un fantôme en bonnet de coton, en veste blanche et en tablier de cuisine, le fantôme de Laridon.

Un instant, Narille fut plongé dans la stupeur et pensa que vraiment son trisaïeul, sur lequel, on se l'imagine, il avait les plus incertaines données, avait été dans ce monde un occiseur de dindons, un rôtiisseur de poulets, un écorcheur de poissons, en un mot un cuisinier, et qu'il revenait, dans le costume de cette humble et utile profession, confondre la vanité de son petit-fils; mais il arriva, par malheur, qu'il reconnut tout à coup, malgré l'épaisse couche de farine sous laquelle on l'avait déguisé, le visage de maître Mathieu, le cuisinier du *Régent*. Peindre la colère qui saisit alors le marquis serait chose difficile. Il se jeta sur le fantôme, lui appliqua une paire de soufflets, dont le bruit éclatant attesta qu'ils n'étaient pas tombés sur une ombre; puis, s'adressant au vicomte d'une voix que faisait trembler l'indignation :

— Par la mordieu ! dit-il, vous me rendrez raison de cette mystification impertinente ! Je vous prouverai, monsieur, l'épée à la main, que je n'ai pas dans les veines du sang de marmiton ! Ah ! vous voulez, monsieur, mettre des gâte-sauces dans ma famille ! Palsambleu, je vous éventrerai comme le drôle que je viens de souffleter éventrer un poulet !

— Vous voyez bien, monsieur Narille, repartit le vicomte d'Esprénil avec le plus grand sang-froid, que votre provocation, où vous mêlez les hôtes de la basse-cour, sent beaucoup plus le gâte-sauces, comme vous dites, que le gentilhomme. Du reste, ajouta-t-il d'une voix brève et digne qui arrêta une réplique furieuse de Narille, tâchez d'agir en gentilhomme, monsieur, puisque c'est en gentilhomme que je vous traiterai. Faisons trêve, s'il vous plaît, aux injures, qui sont de fort mauvais goût, et que les épées ont pour emploi précisément d'éviter aux gens de cœur. Je m'arrangerai demain, monsieur, pour vous donner une satisfaction; en ce moment, je vous souhaite une bonne nuit qui ne soit point tourmentée par des fantômes.

Le lendemain de cette ridicule et funeste scène, Briolan, de grand matin, allait trouver d'Esprénil.

— La peste soit de votre plaisanterie d'hier, cher vicomte ! disait-il; maintenant il faut que vous rendiez raison à Narille. Jamais l'enragé marquis n'a été

plus digne de son nom. Il a l'enfer dans le cœur et dans les yeux. Il me soupçonne un peu de l'avoir trahi et de m'être égayé avec vous sur son compte, car il comprend avec peine comment sa gentilhommérie vous a toujours été si suspecte. Il ne sait pas qu'eussé-je eu sur lui la bouche close comme une porte de prison, ce n'est point vous, cher vicomte, qui auriez méconnu son origine ; mais, enfin, j'ai regret de la part que j'ai eue à tout cela, et ce duel m'ennuie. Narille, malgré ses ridicules et ses défauts, a une bonne qualité, sa bravoure ; puis il a été et est encore mon compagnon d'aventures. Que vous dirai-je ? je trouve ce combat fâcheux ; je l'envisage avec un sentiment de répugnance impatient et triste dont je suis moi-même tout étonné. Je voudrais à toute force qu'il pût être évité.

On devine ce que d'Esprénil répondait à son ami. Briolan le savait comme lui, il n'y avait aucun moyen d'éviter une semblable affaire ; mais elle avait, en effet, quelque chose de fâcheux, tenant à une circonstance que Briolan ne connaissait pas, et que voici. Le capitaine du *Régent*, le marquis de Kermardin, avait eu une vie bien fatalement attristée par le duel. A vingt-cinq ans, il avait tué un enfant de quinze ans, un jeune cadet de marine dont il avait insulté la mère dans un moment d'ivresse. A quarante ans, dans une affaire à peu près semblable à celle où il avait joué un si terrible rôle, c'était son fils à lui, un jeune homme déjà par le courage, un enfant encore par la grâce et la faiblesse, qu'il avait vu tomber sous une épée de spadassin. Le marquis avait donc pris le duel dans une aversion mêlée d'épouvante, il le détestait d'une sombre et religieuse haine ; aussi avait-il déclaré que, si un combat singulier avait jamais lieu à son bord, il le punirait, au nom de l'autorité royale et de sa propre autorité, avec une sévérité effroyable.

— Malgré les liens de parenté qui m'attachent à M. de Kermardin, il ne s'agit de rien moins pour moi, dit le vicomte, en me battant avec M. de Narille, que de la perte de ma carrière d'officier. Quant à mon adversaire, je ne sais point jusqu'à quel excès de châtement se portera envers lui, dans sa puissance arbitraire, le capitaine de vaisseau. Ceux mêmes, enfin, qui nous auront servi de témoins, courront aussi le plus sérieux danger. Voilà qui m'afflige, mon cher comte, ajouta d'Esprénil ; mais toute cette complication de périls n'en rend que plus impérieuse la satisfaction demandée par votre compagnon.

Il fut convenu que l'affaire se viderait la nuit, au clair de la lune, dans une partie isolée du vaisseau ; que, pour ne point mettre d'officiers dans la confidence, chaque combattant n'aurait qu'un témoin pris parmi les aventuriers, Mafré pour Narille, et pour d'Esprénil Briolan.

A l'heure et au lieu fixés pour cette rencontre, les deux adversaires et leurs seconds se trouvèrent réunis. La lune, sur laquelle on avait compté pour éclairer le combat, était entourée de gros nuages humides qui ôtaient à sa lumière toute sa force. Les deux adversaires pouvaient à peine distinguer la pointe de leurs épées. Le plus habile en escrime perdait donc en grande partie le fruit de sa supériorité. On en vint presque immédiatement au corps à corps. Briolan, après quelques secondes remplies de l'ardente anxiété qu'éveille cette terrible phase du duel, crut apercevoir, malgré la nuit, une large tache de sang sur la poitrine de d'Esprénil. Il écarta sur-le-champ avec son épée les deux épées rivales, qui se choquaient encore.

— Vous êtes touché, vicomte, s'écria-t-il.

— Ce n'est rien, dit d'Esprénil, je puis continuer.

— Non, de par Dieu ! reprit Briolan ; ce maudit duel n'a déjà que trop duré.

Je ne laisserai jamais recommencer cette odieuse lutte de ténèbres. Mafré, emmenez Narille, qui a vengé bien suffisamment sa cause et celle de ses aïeux; moi, je reconduis le vicomte dans sa cabine.

Et Saladin, prenant sous le bras d'Esprénil, se dirigea vers le logis de l'officier. Quelqu'un veillait dans ce logis : c'était Églé. Il faut avoir un peu vécu de cette jeune et audacieuse vie où le cœur plein de chaleur amoureuse, la cervelle pleine de visions enchantées, ne savent jamais si une balle ou une épée n'éteindra pas leur flamme, ne dissipera point leur magie; il faut avoir connu les deux ardeurs passionnées éveillées par ces deux mots tout-puissants d'honneur et de maîtresse pour bien comprendre ce qui se passait dans la cabine de d'Esprénil. S'il n'y a point quelque petite main bien chère dont vous ayez senti le goût à vos lèvres, quelques grands yeux bien adorés que vous ayez vus s'ouvrir devant vos yeux, tout en maniant une crosse de pistolet ou une poignée d'épée, je ne sais pas si Églé et d'Esprénil vous toucheront. Ils remuaient profondément le cœur de l'honnête Saladin. Le vicomte pressait sur sa bouche la main de sa maîtresse; Églé arrêtait un regard sublime, où se lisait tout ce qu'ont d'émouvant l'héroïsme et la tendresse, sur les traits pâles de son amant.

— Mais, s'écria-t-elle tout à coup en s'adressant à Saladin avec un de ces accents de femme déchirants et passionnés qui causent d'incroyables vibrations dans le cœur, mais si sa blessure était grave, monsieur de Briolan? Comme il vient de pâlir! Ah! mon Dieu, voilà que j'ai peur!

Le grand danger des blessures de l'épée, c'est, comme on le sait, l'étouffement. Saladin appuya ses lèvres sur la plaie de son ami, et, en faisant jaillir le sang avec abondance, il mit un terme à l'accident qui avait causé l'effroi d'Églé.

— J'ai déjà vu, dit-il ensuite, beaucoup de blessures, et celle-là, j'en suis persuadé, n'est pas dangereuse. Il n'est pas venu de sang sur la bouche de d'Esprénil; c'est un signe excellent. Toutefois je désirerais beaucoup que l'on pût appeler le docteur du vaisseau.

D'Esprénil ne voulut pas y consentir. Le docteur était un homme âgé, dévoué à M. de Kermardin, ennemi du duel comme lui, et qui, dans une circonstance semblable, avait trahi la confiance d'un blessé. Saladin obéit aux volontés du malade, et il se retira en le confiant à la tendresse d'Églé.

Mais, le lendemain, quels furent le mécontentement et la surprise du comte, quand, se dirigeant de bonne heure vers la cabine de son ami, il aperçut d'Esprénil qui se promenait, une effrayante pâleur sur le visage, dans son uniforme d'officier!

— Vous avez donc pris le parti de vous tuer? lui dit-il. Dans la situation où vous êtes, aimé d'une femme comme celle qui vous a reçu et soigné cette nuit, je vous le dis franchement, je vous trouve on ne peut plus coupable. Il est parfois presque aussi mal de trop abandonner sa vie que de la trop ménager.

— Hier, répondit le vicomte, il est une chose que je ne vous ai point dite : c'est que dans la journée le marquis avait rassemblé les officiers pour les prévenir que d'un moment à l'autre le *Régent* pouvait être attaqué. Nous venons d'atteindre les parages où ses instructions lui ordonnent de se tenir en garde contre des vaisseaux ennemis. En ce moment, mon cher comte, conviendrait-il à un officier de garder sa chambre en se disant malade? Il y aura un corps dans mon uniforme tant qu'il y aura une âme dans mon corps.

Saladin ne pouvait qu'approuver son ami; mais les sentiments tendres de son

cœur devaient être mis à une terrible épreuve. A chaque instant, chez le pauvre vicomte, la nature physique résistait à la nature morale. Les plus graves accidents se produisaient ; une blessure qui n'eût rien été si on l'eût soignée régulièrement devenait de plus en plus menaçante par la façon dont elle était traitée. Après la plus fatigante des journées commença pour le malade et ceux qui l'aimaient la plus mauvaise, la plus inquiétante des nuits.

Saladin avait obtenu de rester avec Églé au chevet de son ami. Presque toutes les heures, il secouait un assoupissement involontaire, pour dégager du sang qui l'encombraït une plaie de moment en moment plus irritée. Églé était effrayante. Dans ses yeux noirs tout grands ouverts, à la fois enflammés et humides, on voyait un désespoir qui faisait des progrès d'incendie. Aux premières clartés que le matin envoya dans la chambre où cette triste scène se passait, plusieurs symptômes qui se montrèrent à la fois sur le visage du blessé donnèrent à Briolan un mouvement d'effroi indicible. Le matin est un moment fatal pour les malades ; c'est aux premières lueurs de l'aube que la mort frappe ses coups le plus volontiers. Saladin regarda la vie de son ami comme décidément en danger, et, dans le désespoir où le mettait l'absence des secours qui sont nécessaires aux blessures, près de ce cher et noble blessé, il s'écria :

— Mon Dieu ! le laisserons-nous donc mourir faute d'un médecin ?

Cet mots firent un effet magique sur Églé.

— Quoi ! dit-elle, un médecin l'empêcherait peut-être de mourir, et il n'y a point de médecin auprès de lui !

Aussitôt, par un de ces transports plus irrésistibles, plus ardents, plus sacrés dans le cœur des femmes que dans les cœurs les plus purs et les plus intrépides de héros, bravant tout, stupeur, scandale, courroux, elle s'élança de la cabine, et, courant sur le vaisseau, se fit indiquer par un marin, qui la regardait comme un fantôme, la chambre du capitaine. Elle arriva jusqu'au lit où dormait M. de Kermandin.

— Un médecin sur-le-champ ! dit-elle ; un médecin pour votre neveu, qui a reçu un coup d'épée et qui se meurt.

Et au bout de quelques instants, elle rentrait dans la chambre de son amant, traînant sur ses pas, pleins de surprise, presque d'épouvante, le capitaine et le docteur. Il était trop tard pour sauver d'Esprénil. Le premier regard du médecin, quand il eut interrogé la plaie, renfermait une sentence mortelle, qui fut comprise de tous, même d'Églé.

La pauvre femme s'était jetée au pied du lit de son amant, dont elle pressait avec désespoir une des mains contre ses lèvres. Comme la porte de la chambre était restée ouverte, beaucoup de gens étaient entrés. Le blessé aperçut Narille, qui se tenait sur le seuil de la cabine, n'osant point s'avancer, mais indiquant par la tristesse recueillie de ses traits combien il était ému du malheur dont il était la cause. Le vicomte tendit à son adversaire la main que sa maîtresse lui laissait libre avec cette grâce de chevalier qu'il devait emporter dans le tombeau. Il pouvait à peine parler, mais il comprenait tout ce qui se passait autour de lui. Il avait sur le visage cette expression de douceur et de pureté que les approches de la mort donnent aux visages des braves. Puis ce fut la main de Briolan qu'il étreignit. Au moment de ce dernier hommage rendu à l'amitié, un sourire parut sur les traits du malade, si beau, si loyal, si noble et si résigné, que les larmes coulèrent avec abondance des yeux de Saladin ; mais ce qui était fait vraiment

pour attendre, ce fut le mouvement passionné par lequel il retira la main que baisait sa maîtresse, et pressa sur sa bouche à son tour les doigts d'Églé. Le regard d'ardeur, de respect, de tendresse, par lequel il accompagna le premier baiser donné à ces chers doigts qui ne quittèrent plus ses lèvres renfermait tout le culte du preux pour sa maîtresse; il était plein de la passion qu'inspirent ces mains nobles, charmantes et sacrées, sur lesquelles l'âme se pose avec la bouche. Le marquis de Kermandin lui-même laissa voir des pleurs dans ses yeux.

Enfin le terrible moment arriva. Églé sentit la bouche de son amant qui ne pressait plus ses doigts; elle vit la suprême pâleur, celle qu'aucune ardeur du sang ni de la pensée ne dissipera plus, s'étendre sur le visage bien-aimé: elle comprit que d'Esprénil était mort. Alors elle se jeta une dernière fois sur son corps dans l'ivresse de la douleur; puis, se redressant avec rapidité, et courant par un élan brusque, imprévu, irrésistible, jusqu'à la fenêtre de la cabine, la fenêtre aux rideaux roses, elle l'ouvrit sans que nul eût le temps d'arrêter son bras et se précipita dans la mer. Quelques hommes coururent sur le pont, mais revinrent au bout d'un instant dire qu'il était impossible de la sauver.

Il y eut dans la cabine, autour du lit où le mort était étendu, un moment de stupeur. Le marquis de Kermandin fut le premier qui sortit du silence et de l'effroi où toutes les âmes semblaient plongées. Tirant, avec un geste d'autorité, sur le visage de son neveu la couverture du lit où il venait d'expirer, et cachant ainsi à tous ces nobles traits qu'on ne pouvait regarder sans être ému au fond du cœur :

— Maintenant, messieurs, dit-il, je veux oublier les émotions auxquelles tout le monde ici s'est livré pour remplir avec calme et sang-froid mes devoirs de commandant et de juge. M. le vicomte d'Esprénil, mon neveu, est mort à la suite d'un duel; sa mort lui a évité un châtement qu'aucune considération de ma part ne lui aurait épargné. Que ceux qui ont été ses complices se nomment, s'il y a en eux quelque véritable sentiment d'honneur.

Saladin, faisant trêve à sa douleur, prit la parole, et raconta devant tous ceux qui étaient là, avec une scrupuleuse exactitude, la façon dont le duel s'était passé.

— Messieurs, dit le marquis, quand le récit du comte de Briolan fut terminé, j'apprends avec plaisir qu'aucun officier de mon bord ne se trouve mêlé à cette affaire; ceux qui l'ont conduite sont tous étrangers au corps où nous avons l'honneur de servir. Ils ont abusé d'une façon bien coupable de l'hospitalité que nous leur donnions au nom du roi et de la France: dès ce soir, cette hospitalité cessera pour eux.

IX.

Le marquis de Kermandin ne faisait jamais de vaines menaces. Au moment où le soleil se couchait, après avoir consulté sa boussole, il ordonna qu'on tint un canot prêt à être lancé sur la mer. Cet ordre exécuté, il fit venir Briolan, Mafré et Narille.

— Messieurs, leur dit-il, nous allons être tout à l'heure en vue de l'île Dominique. C'est là que je vous déposerai avec vos couteaux, vos fusils et de la poudre.

Vous pourrez chasser et combattre, manger et vous défendre ; vous serez hors de la société, dont vous avez violé les lois, mais votre existence et votre liberté resteront sous la garde de votre industrie et de votre courage. Votre sort, messieurs, est encore digne d'envie, en comparaison de celui que vous avez mérité.

Les trois aventuriers ne répondirent rien à cette concise et sévère allocution ; mais Dranmor, qui les avait suivis et se tenait derrière eux, s'écria tout à coup en s'avancant vers le capitaine :

— Je trouve, en effet, monsieur, très-digne d'envie, en le comparant à toutes les destinées possibles, le sort que vous réservez à mes amis, et je vous demande à le partager.

— Votre désir sera exaucé, monsieur, lui dit le marquis. Et, saluant de la main les quatre compagnons, il se retira dans sa cabine.

Un instant après ce court échange de paroles, on découvrait la Dominique, et un des canots du *Régent*, conduit par six rameurs, recevait les aventuriers. Le canot aborda, au tomber de la nuit, dans une anse revêtue d'une pâle verdure, derrière laquelle s'étendaient, sous le ciel mélancolique du soir, des hordes noires de grands arbres, c'est-à-dire toute une sombre et menaçante forêt.

Employez deux bourreaux à pendre un homme, certainement il y en aura un qui aura envie de faire boire un coup au patient. La bonté trouve toujours moyen de se loger quelque part. Un des matelots qui exécutaient les ordres cruels du marquis se détacha de ses compagnons, s'approcha de Mafré, et, tirant d'un sac de toile une tortue :

— Tenez, fit-il, si vous savez vous y prendre, voilà de quoi faire un bon repas. Le capitaine ne s'est point occupé de votre souper ; moi j'ai été peiné de voir de pauvres gens qu'on envoyait le ventre vide, à une heure où l'on ne voit plus clair à tirer un coup de fusil, dans une île de sauvages. Même en plein jour, vous avez plus de chances ici pour être mangés que pour manger. Qu'est-ce donc la nuit ? Tâchez de bien accommoder cette bête-là ; mais, quand vous aurez soupé, ne dormez pas. Le capitaine sait bien ce qu'il fait en vous jetant dans l'île que voici. Sans parler des flibustiers, qui, à chaque instant, viennent s'y promener, la Dominique renferme une terrible peste, une tribu de sauvages, conduite par un chef qui aurait de quoi se faire une fameuse perruque avec toutes les chevelures qu'il a scalpées.

Et l'honnête matelot, après avoir achevé ces paroles, prenant congé de nos aventuriers, très-reconnaissants de ses conseils et de son présent, alla rejoindre ses compagnons dans le canot du *Régent*, que bientôt on n'aperçut plus des rivages de la Dominique.

Mafré, qui s'était presque toujours montré à Briolan livré à une élégante paresse, le regard insouciant, le sourire moqueur, semblable à un de ces patriciens aux mille esclaves de la Rome impériale, Mafré prit tout à coup une peau nouvelle. Ce n'était plus le gentilhomme oisif et blasé que Saladin avait connu, c'était un chef de sauvages industriels, actif, l'œil ardent, l'oreille au guet, tous les traits éclairés d'une intelligence hardie et farouche.

— Ça, dit-il en s'adressant à Dranmor, souvenons-nous que nous avons été boucaniers. Quoique le poivre, le piment, le girofle, tous les assaisonnements nous manquent, je me fais fort d'accommoder, mieux qu'aucun cuisinier de l'Europe, la tortue qu'on nous a donnée. Holà ! Narille, votre trisaïeul n'a pas fait la cuisine, mais vous allez la faire aujourd'hui. Cassez et ramassez des branches, battez

le briquet, allumez du feu et aidez-nous dans notre métier de rôtisseur. Vous, Briolan, prenez votre fusil et faites sentinelle. L'île où nous sommes est très-mal hantée, je le sais fort bien. Je ne serais pas étonné quand, aux premières clartés que jettera notre feu, quelque Caraïbe viendrait, sur le ventre, regarder s'il pourrait manger et notre souper et nous-mêmes.

Il semblait que Mafré eût le droit de commander. Narille exécuta sur-le-champ ses ordres, et Briolan lui-même se mit en devoir de lui obéir. Les apprêts du repas furent assez longs. L'art d'accommoder les tortues est un grand art. Enfin le moment arriva pourtant où les cuisiniers déclarèrent que leur besogne était finie, et où Saladin fut appelé pour prendre sa part du festin.

Assis sur le gazon, auprès du feu, et, on peut le dire, à la belle étoile, car ils avaient au-dessus de leurs têtes la plus claire, la plus transparente lumière d'astres qui ait jamais éclairé le ciel, nos aventuriers mangeaient, et d'assez grand appétit. Rien de bon comme le danger pour faire manger et dormir les gens de cœur. Ils mangeaient, dis-je, quand un sifflement se fit tout à coup entendre à leurs oreilles, accompagnant une flèche qui vint tomber au milieu d'eux et se planter sur leur table, c'est-à-dire dans le gazon. Ils n'avaient pas encore eu le temps de se lever, qu'une grêle d'autres traits suivait celui-là, et ils s'étaient à peine mis en garde, que quatre ou cinq gaillards, équipés comme peuvent l'être les soldats de Satan, se jetaient sur eux en poussant des cris à faire avorter la chatte d'une sorcière. C'étaient des Caraïbes qui les attaquaient.

Heureusement nos gens n'étaient pas faciles à étonner longtemps. Mafré, le premier, se déroba aux enlacements d'un Caraïbe, qui lui appuyait un couteau sur la gorge, tira rapidement un poignard, et, d'un seul coup bien appliqué, envoya au grand Esprit l'âme de son adversaire. Saladin était parvenu à se servir de son épée. Dranmor luttait, comme un gladiateur antique, contre un sauvage qu'il étouffait. Narille seul n'avait point la fortune pour lui. Pressé par deux ennemis, blessé d'une flèche et d'un coup de massue, il semblait fort près d'aller rejoindre ses aïeux dans l'autre monde, quand Saladin, qui venait d'enfoncer son épée jusqu'à la garde dans une poitrine tatouée, aperçut le cas désespéré du marquis ; il courut aussitôt à son secours, atteignit un des sauvages dans les épaules d'un coup qui rompit des vertèbres et alla déchirer le cœur, puis se mit en devoir d'attaquer l'autre. Le Caraïbe vers lequel il se tournait, et qui venait de quitter Narille pour lui faire face, paraissait un combattant digne de lui. C'était un homme de haute taille, hardiment découpé, et, autant que permettaient d'en juger, d'une part la nuit, de l'autre son diabolique tatouage, ayant dans les yeux la sécurité et l'entrain d'un vaillant.

Tandis que Briolan s'affermissait sur ses jarrets pour engager un rude combat avec ce compagnon, Dranmor, qui venait de briser entre ses poignets de fer la mâchoire d'un Caraïbe comme un chasseur des Pyrénées brise les dents d'un ourson, Dranmor vint prendre en arrière l'adversaire de Saladin, et, d'une main dont il lui tordait l'épaule, l'étendant sur le sol, se disposa de l'autre à lui couper la gorge. Briolan, à aucun moment de sa vie, ne cessait d'être paladin. Un ennemi couché par terre, près de recevoir le coup mortel, lui rappela les us de la chevalerie.

— Holà ! Dranmor, dit-il, ne frappez point un homme renversé. Et toi, continua-t-il en s'adressant au sauvage, sans penser qu'un Caraïbe ne devait pas être très-familier avec le français, et toi, mon brave, rends-toi. Il n'y a point de honte à se rendre quand on est par terre et entre deux ennemis.

Comme, en prononçant ces paroles, il tendait au sauvage une main désarmée et ouverte, le Caraïbe, comprenant mieux sans doute le geste que le discours de son adversaire, laissa glisser à côté de lui sa massue, et, lâché par Dranmor que la chevalerie de Saladin semblait rendre assez mécontent, se remit sur ses pieds.

Au moment où le comte de Briolan usait envers le guerrier sauvage de cette générosité, Mafré arriva, traînant par sa mèche unique de cheveux un Caraïbe sans armes et blessé. Ce n'était point probablement dans une pensée semblable à celle de Saladin que Mafré avait fait un prisonnier, on se l'est sans doute dit déjà ; les paroles de l'aventurier vont confirmer ce dont on était sûr d'avance.

— Messieurs, fit-il en s'adressant à ses compagnons, voici un drôle arrivé le dernier contre nous, dont je suis parvenu à m'emparer vivant ; il pourra nous être utile. Nous avons défait six Caraïbes ; mais d'un moment à l'autre il peut en apparaître autour de nous toute une légion. Il arrive toujours un nombre qui oppresse la vaillance la plus démesurée. Après le combat les traités. Tâchons de négocier maintenant ; pour cela, il est un moyen que j'ai employé déjà dans ma vie d'aventurier. Mon prisonnier, je le vois avec plaisir, a un compagnon. Nous avons deux prisonniers en notre puissance ; il faut dresser deux bûchers bien complets : je m'entends à cela on ne peut mieux. Sur ces bûchers, nous ferons monter les deux Caraïbes ; au moment où le premier nuage de fumée s'élèvera vers eux, ils entonneront leur chant de mort. Alors leurs amis viendront, et, pour les sauver d'un feu que nous aurons eu soin de ne pas trop attiser, afin de ne point rendre nos négociations impossibles, ils demanderont à traiter avec nous. Les sauvages sont très-fidèles à leur foi ; s'ils nous promettent la liberté et la chasse dans l'île, nous sommes sauvés.

Saladin se sentait peu de goût pour des négociations dans lesquelles il fallait débiter par faire rôti ses prisonniers ; il céda pourtant à l'opinion générale. Mafré montra autant de talent à l'occasion des bûchers qu'il en avait montré à l'occasion de la tortue. Le métier de rôtisseur d'hommes lui semblait aussi familier que celui de rôtisseur de bêtes. Deux poteaux fortement fixés dans le sol et entourés de bois sec s'élevèrent comme par enchantement. Les deux Caraïbes furent attachés à ces poteaux ; puis Dranmor se baissa, battit le briquet, alluma une branche d'arbre, et mit le feu à un bout du bûcher. Saladin regardait à l'écart, avec un sentiment de tristesse, même d'horreur, et cependant un certain plaisir d'imagination satisfaite, la scène terrible et bizarre qui était sous ses yeux : le monstrueux aspect des piloris auxquels, sous ce grand ciel, entre la mer et les arbres, deux fils des forêts étaient attachés, la physionomie dure et railleuse de Mafré, l'air grotesquement farouche de Narille, et enfin le beau visage de Dranmor qui, éclairé par les premières lueurs de la flamme homicide, offrait le calme rayonnant, mais dur, ingrat, égoïste d'un dieu païen.

Ainsi que l'avait dit Mafré, le sauvage dont on alluma d'abord le bûcher fit entendre, dès qu'il sentit l'odeur de la fumée, les premières paroles, ou, pour mieux dire, les premiers sons d'un chant triste, mais énergique, digne de sortir, pour aller retentir dans les bois, d'une poitrine de guerrier. Le second sauvage (c'était celui auquel Briolan avait tendu la main), quand il vit venir la flamme à son tour, se disposa aussi à chanter. Il ouvrit sa bouche, surmontée d'une moustache rouge comme celle d'un dragon chinois, et, d'une voix qui ne ressemblait guère à celle de son compagnon, aussi joyeuse que virile, il entonna un chant non de Huron, d'Algonquin, de Topinambou, mais de grenadier, et de grenadier fran-

çais. Il jeta aux vents les premiers vers d'une de ces bonnes chansons sentant le vin et la poudre qui couraient dans les régiments d'alors :

En avant, Champagne et Navarre ;
Champagne et Navarre, en avant !

Ce fut un prompt et puissant effet que celui de ces paroles françaises sur nos aventuriers. Saladin s'élança avec un emportement d'enthousiasme vers le prisonnier, brisa ses liens, dispersa à grands coups de pied le bois du bûcher, et, le serrant dans ses bras :

— Quoi ! s'écria-t-il, vous êtes Français, sans doute soldat, et nous allions devenir vos bourreaux ! Pourquoi diable ne parliez-vous pas ? Quel plaisir trouviez-vous à vous faire rôtir dans une peau de Caraïbe ? Enfin, maintenant, dites-nous qui vous êtes, comment vous êtes là, et ce que nous pouvons faire pour vous.

Avec un bon accent français joyeux et martial, l'accent de La Tulipe causant devant sa tente, sur un tambour, le Caraïbe répondit :

— Je suis un ancien capitaine de grenadiers au régiment de Navarre ; je suis ici par une suite d'aventures qu'il serait peu opportun maintenant de vous conter. Ce que vous pouvez faire pour moi en ce moment, c'est de ne pas me brûler, vous le faites. Moi, je pourrai peut-être vous empêcher d'être mangés ; je tâcherai de le faire. A présent, ce n'est pas de s'étonner ni de causer qu'il s'agit : nous devons songer à bien d'autres choses. Pour commencer par un point important, voilà mon camarade qui continue à brûler là-bas, en chantant sa grande diablerie de chanson. Faites-moi le plaisir de le délivrer ; ma tribu va venir, et je vous promets de m'arranger en sorte qu'on vous sache gré de vos bons procédés pour nous.

Tandis qu'en effet ce singulier sauvage, ou ce plus singulier Français, prononçait ces paroles, toute une bande de Caraïbes sortait du bois. Saladin aurait volontiers laissé le prisonnier courir rejoindre ses compagnons, s'en rapportant à sa bonne foi du soin de faire entendre raison aux sauvages ; mais Mafré, moins chevaleresque et plus accoutumé aux bizarres espèces d'hommes que renferment les Amériques, se porta rapidement, le poignard au poing, près de l'ancien capitaine au régiment de Navarre, et lui dit d'une voix ferme :

— Si vous avez quelque autorité dans votre tribu, comme je le crois d'après les chevelures qui pendent sur vos épaules, montrez-le. Criez à deux guerriers principaux de venir vous parler ; nous traiterons avec eux de votre liberté et de notre salut.

Le prisonnier obéit à Mafré. Sur quelques mots, ou pour mieux dire sur quelques cris sortis de sa bouche, deux personnages qui ne ressemblaient ni à l'ambassadeur d'Autriche ni au nonce du pape, et qui avaient évidemment cependant des intentions diplomatiques, se détachèrent de leur troupe et se dirigèrent vers les aventuriers. Les quatre compagnons étaient rangés militairement, le fusil d'une main, le poignard ou l'épée de l'autre ; au milieu d'eux étaient le faux Caraïbe et son ami le peau rouge, qu'on avait détaché du bûcher.

Mafré, qui connaissait les mœurs des sauvages comme le marquis de Dangeau ou le duc d'Antin connaissaient l'étiquette des cours, vit, à la façon dont les deux guerriers américains abordèrent l'ancien capitaine de grenadiers, qu'ils avaient pris dans cet étrange personnage plus qu'un Caraïbe distingué, le roi même des

Caraïbes. Aussi on ne fut pas longtemps à parlementer. Il fut convenu entre les deux ambassadeurs sauvages et Mafré, qui s'exprima dans le caraïbe le plus pur, que nos aventuriers, en échange de la liberté rendue par eux à un souverain et à un illustre guerrier de la Dominique, auraient le droit de chasse dans l'île et recevraient toujours dans les carbets, c'est-à-dire sous les toits sauvages, un accueil hospitalier. Ce traité conclu, approuvé par la tribu entière, et ratifié par tous les gestes et les cris qui rendent, entre Caraïbes, une convention sacrée, nos aventuriers se mirent sur-le-champ en route pour aller le soir même jouir de l'hospitalité promise.

Narille avait reçu d'assez graves blessures ; au bout de quelques pas, le sang qu'il perdait le força de s'arrêter. Alors les sauvages saisirent l'occasion qui s'offrait de montrer la sincérité de leur bon vouloir envers leurs nouveaux alliés. Ils formèrent à la hâte, avec des branches d'arbres, une litière où ils placèrent le blessé. Le marquis éprouvait une joie secrète, malgré les souffrances de son corps, à penser qu'il n'y avait rien de moins bourgeois que l'équipage dans lequel il s'avancait. On s'enfonça dans la forêt, et, après avoir suivi pendant une heure, sous de grands arbres ténébreux et farouches, des sentiers aux innombrables détours, on arriva devant un carbet caraïbe.

Le carbet est une grande maison verdoyante, aux murs tressés avec des roseaux et au toit couvert de feuilles de palmiste. Celui qu'on avait alors sous les yeux était assez vaste pour contenir toutes les familles d'une tribu. Disposé en fer à cheval, il occupait au milieu de la forêt une immense clairière, alors toute resplendissante d'une lumière azurée de lune. On pénétra par une ouverture (car de portes ce rustique palais n'en avait pas plus qu'une caverne de dieu marin) dans une vaste pièce qu'entouraient des piliers chargés d'armes et de peaux de bêtes. Cette pièce était la salle à manger, la salle de réception, et même assez souvent la cuisine de sa majesté le roi des Caraïbes.

Tandis que Narille était respectueusement déposé dans un coin du royal appartement, et que les trois autres aventuriers s'entretenaient avec leur ami le grenadier, on n'oubliait pas dans la tribu un soin essentiel de toutes les existences civilisées et sauvages, bourgeoises et héroïques, on s'occupait du dîner. Une table qui ressemblait à un monticule, formée avec des peaux de bêtes, s'éleva au milieu de la pièce. On servit sur cette table des plats d'un aspect étrange et réclamant de formidables appétits, des animaux tout entiers qui avaient gardé leurs formes, et quelles formes ! celles des monstres de l'Apocalypse. Quelque chose toutefois était plus effrayant encore que ces mets ; c'étaient d'autres mets d'une apparence plus mystérieuse et plus confuse, faisant songer à d'autres cadavres que des cadavres de bêtes.

Nos aventuriers avaient des dents et des estomacs aussi solides que leurs cœurs. Ils prirent courageusement ce repas, et Dieu sait ce qu'ils mangèrent. Quoique présidé par un officier français, le festin des Caraïbes avait un aspect plus farouche que joyeux. Les propos de table sont inconnus chez les sauvages. Toutefois, quand arriva l'instant occupé chez les Européens par le dessert, on apporta des pipes, on fit circuler des outres remplies d'une eau-de-vie énergiquement savoureuse, et quelques cris retentirent qui évidemment étaient un appel à la gaieté hurlante. Enfin il vint un moment où l'on ne se contenta point des cris ; on se leva et on dansa. C'était le capitaine au régiment de Navarre qui conduisait la danse, une danse à faire pleurer les Vénus et les Cupidons, comme disent les anciens,

mais à enchanter tous les diables, les fantômes et les sorcières, qui aient jamais figuré dans les rondes de sabbat.

La danse finie, on se sépara; chacun se dirigea, par diverses ouvertures, vers le logis qu'il occupait dans la demeure commune. Le roi ordonna qu'on conduisit Narille, dont un docteur caraïbe avait très-industrieusement pansé les plaies, dans un appartement garni, dit-il, d'une bonne natte, et fit signe aux trois autres aventuriers de le suivre. Briolan, Mafré et Dranmor arrivèrent sur les pas de leur ami à une petite chambre écartée et discrète, qui, dans un carbet, pouvait certainement passer pour un boudoir, mais qui pourtant n'avait rien d'efféminé dans son aspect. Entre quatre murs couverts de fusils, de gargousses, de sabres, de massues et de haches, était une sorte de sofa qui ne ressemblait en rien au meuble voluptueux où fut cachée l'âme du héros de Crébillon. Ce sofa sauvage et guerrier était formé avec des peaux peintes de couleurs sanglantes, les coussins étaient faits avec des dépouilles de loups et de renards, dont on voyait encore briller les dents. Ce fut sur ce siège, terrible comme la table qu'il venait de présider, que le capitaine s'assit et pria les aventuriers de s'asseoir. Puis il se baissa et se releva, tenant à la main une outre qu'à sa peau fine et couverte de dessins on reconnaissait pour la demeure d'un hôte précieux. Dans cette outre en effet était renfermée une eau-de-vie qui aurait pu faire son entrée, après les vins de Bordeaux, de Champagne et de Johannisberg, sur les meilleures tables européennes.

Le capitaine fit boire ses hôtes à ce vase sacré, y but lui-même; puis, se sentant alors sans doute l'esprit joyeux, la parole libre et entreprenante :

— Vrai Dieu ! fit-il, je vais maintenant répondre aux questions qu'un de vous, messieurs, m'a faites en me délivrant du bâcher, quand j'eus chanté mon heureuse chanson :

En avant, Champagne et Navarre !

Vous vouliez savoir qui je suis, d'où je viens, comment, de grenadier français, je suis devenu roi sauvage. Maintenant que nous voilà bien établis, gais, à notre aise, je vais vous l'apprendre de grand cœur.

X.

Je suis un gentilhomme gascon. Mon père, le baron de Favonette, est fort considéré dans sa province; mais c'est un terrible homme dans sa famille. Mes deux sœurs et moi, nous avions plus peur de lui, quand nous étions enfants, que des jeunes chats n'ont peur d'un gros dogue. Les deux pauvres filles, qui doivent être aussi maigres maintenant, mais beaucoup plus mûres qu'au temps où elles cachaient des pommes vertes dans leur tablier, le craignent toujours sans doute, car toute leur vie elles dépendront de lui, vu qu'il ne leur donnerait point en dot une couple de lapins et un boisseau de nêfles. Quant à moi, la crainte m'est peu familière, et j'étais encore sous son toit, gouverné par sa gaule, que depuis longtemps il ne m'effrayait plus.

Aucune figure ne m'a jamais beaucoup imposé; j'ai ri la première fois que j'ai vu un Caraïbe, avec un nez vert et des moustaches rouges, enfin accommodé

comme me voilà. Quoique le baron, qui portait une sorte de bonnet turc en toile blanche et une robe de chambre sang de bœuf, eût une physionomie assez redoutable, à quinze ans je défiais sa tyrannie. On avait commis une grande imprudence, on m'avait envoyé passer un mois à la ville voisine, chez mon parrain, un bon vivant, qui buvait plus de vin à un seul de ses repas qu'il ne s'en buvait toute l'année au château de Favonette, et, de plus, tournait des couplets où *drilles* rimait avec *filles*, *tendrons* avec *lurons*. A quinze ans, j'étais déjà fort comme un bœuf et éveillé comme un pierrot. Quand j'eus connu M^{lle} Jeanneton et M^{lle} Margot, quand je sus qu'il y avait des façons infiniment plus gaillardes, pour un garçon de mon âge, d'employer les heures de sa soirée que de rester entre ses deux sœurs, sous l'œil de son père, dans la lumière d'une chandelle, je voulus m'amuser, vive Dieu ! et je m'amusai. Mais violons, bouteilles et cotillons veulent des bourses rebondies aussi bien que des santés solides : la bourse était mon côté faible. Les écus du baron étaient plus impalpables et plus invisibles que des farfadets. La bonne volonté de voler ne me manquait pas ; mais que voler dans la maison paternelle ? C'était la question. Une pie n'aurait su qu'y prendre.

Cependant, si mon père était avare, cela ne l'empêchait pas d'être orgueilleux. La vanité et l'avarice sont deux vilaines bêtes qui se donnent continuellement des ruades, et n'en sont pas moins presque toujours attelées ensemble. Un frère du baron, partant un de mes oncles, avait été autrefois chercher fortune à Rome, et, je ne sais comment, y était arrivé à de grandes dignités. Il était un des prélats favoris du saint-père. Le cardinal Favonette voulut faire un voyage dans son pays ; mon père décida qu'il se mettrait en frais pour fêter dignement le chapeau rouge de son frère. Il faut vous dire qu'au château de Favonette est attaché un souvenir dont ma famille est très-fière. Un pape y logea, dit-on, et, pour reconnaître l'hospitalité qu'il avait reçue, y laissa une mule enrichie de pierres précieuses. On ne m'avait jamais montré la mule du pape, c'est à peine si j'y croyais, quand, la veille du jour où le cardinal Favonette devait arriver, mon père porta lui-même dans la chambre destinée à son hôte et déposa précieusement sur une grande cheminée que n'avaient jamais souillée ni cendres ni bûches la chaussure du saint-père. C'était une pantoufle rouge, d'un velours un peu râpé, il est vrai, mais où brillaient des pierres grenat et gros bleu, qui me parurent les plus éblouissantes merveilles du monde. Une pensée entra dans ma cervelle, qu'il ne me fut plus possible de déloger. Si je vendais la pantoufle du pape, me disais-je, quelle joyeuse vie je mènerais ! Convertie en bons écus bien sonnants et bien roulants, elle me donnerait certes plus de plaisirs qu'elle ne pourrait en donner à mon oncle le cardinal, quand il passerait un jour et une nuit à la contempler. Je m'en dis tant que, ma foi, je me décidai à me rendre le plus tôt possible maître de la mule. Mon père avait fermé à clef la chambre où ce trésor était déposé ; mais, en ce temps-là, les fenêtres me semblaient des entrées fort naturelles ; quand je me servais des portes, c'était par pure déférence pour les habitudes communes.

Au milieu de la nuit, je pénétrai par la fenêtre dans la chambre où mon oncle devait coucher, et la mule du pape fut au pouvoir du plus indigne des chrétiens. Courir à la ville ne fut pas long. Le lendemain, de bonne heure, j'entrai chez un usurier, et lui demandai de me prêter tout l'argent de ses coffres-forts sur ma pantoufle. J'appris alors que la chaussure du saint-père était une chaussure assez mesquine. Le pape, ô pudeur ! portait des pierres fausses sur sa mule ! J'avais commis un sacrilège presque inutile. Cependant je me fis donner encore quelques

pistoles, et, au lieu de retourner à Favonette, je m'établis à la ville, chez des personnes d'humeur joyeuse, où les heures du jour et de la nuit coulaient comme l'argent de la poche d'un joueur, le vin d'un tonneau percé.

Mais, pendant que je me réjouissais, il se passait de terribles scènes au château paternel. La face du baron était devenue tour à tour plus rouge que sa robe de chambre, plus pâle que son bonnet turc, quand il avait vu son fils disparu avec la précieuse pantoufle. Son frère le cardinal arrivait le jour même où il constatait mon larcin. Au risque cent fois de suffoquer, le pauvre homme fut obligé, pendant vingt-quatre heures, d'étouffer sa colère ; mais, une fois le prélat parti, il demanda ses bottes de voyage, fit seller le meilleur de ses bidets, et galopa vers la ville. J'étais chez ces joyeuses personnes dont je vous parlais, dans une salle basse, où l'on buvait, jouait aux dés et dansait, quand l'auteur de mes jours m'apparut, aussi menaçant, plus menaçant même qu'un fantôme ; car c'était bien un fouet et non pas l'ombre d'un fouet, comme ces spectres dont parle Scarron, qu'il tenait à la main. On se jeta entre moi et le chef de ma famille ; j'évitai les coups de fouet, mais je reçus une malédiction à faire entr'ouvrir la terre sous mes pas et tomber le ciel sur ma tête, si le ciel et la terre prêtaient quelque appui à l'autorité paternelle. Cette malédiction achevée, puis suivie d'un arrêt par lequel j'étais condamné à ne plus revoir jamais les tourelles de Favonette, mon père disparut, remporté par le bidet qui l'avait apporté.

On n'est jamais tout à fait fâché, dans la jeunesse, quand on vous laisse même sur le pavé, même sans le sou, en compagnie de la liberté. Toutefois l'instant arriva bien vite où mon cas me parut assez triste. J'avais beaucoup bu, mais il s'agissait de manger. Il y avait une odeur qui m'avait toujours autant flatté que celle du vin, c'était l'odeur de la poudre. Un régiment passait qui allait livrer son drapeau aux balles, je me fis soldat : ce régiment était le régiment de Navarre.

Au bout de dix ans, quoique l'on m'eût pris souvent à ne pas être aussi ferme des jambes que du cœur, j'avais l'honneur de commander une compagnie de grenadiers. On était alors en paix, et on m'avait envoyé en garnison dans un port de mer. Un matin que je me promenais sur la jetée, je rencontrai le baron de Favonette, oui, le baron lui-même ; il avait devant lui mes deux sœurs, qui marchaient d'un air lamentable, et accrochées l'une à l'autre comme aux jours de leur petite jeunesse ; à son bras était une grosse femme aux yeux brillants et aux joues vermeilles, dans laquelle je devais saluer, indignation et misère ! la baronne de Favonette. Mon père me reconnut. Flatté par mes épaulettes de capitaine, il oublia son ressentiment, me pressa sur sa poitrine, et me permit de l'engager à dîner avec mes sœurs et ma belle-mère. J'appris à table toutes ses affaires : il s'était remarié en grande partie pour me jouer un tour, il en convenait ; toutefois, mêlant à sa colère contre moi une passion qu'il n'oubliait jamais, il avait tâché de faire le plus riche mariage possible. Il avait sacrifié les parchemins aux écus, la vanité à l'avarice ; sa femme était la fille d'un riche marchand, qui avait désiré devenir beau-père d'un baron de Favonette. C'était pour les affaires de sa femme qu'il avait été obligé de se rendre au port de mer où nous venions de renouer paternellement et filialement notre très-ancienne connaissance.

Par le plus fatal caprice du sort, mon père s'offrait à moi dans un moment où j'étais plus tourmenté que je ne l'avais jamais été de l'inférieur besoin d'argent. On menait dans le régiment de Navarre une vie à faire en quelques heures un logis pour le diable des plus respectables bourses. Toutes les nuits se passaient

entre les dés, les verres et les ribaudes. Dans une de ces nuits-là, je perdis pour plus de dix années de ma solde. Je savais que mon père avait en portefeuille de quoi me tirer d'embarras. Je pris le parti de tenter un effort sur son cœur, tout fermé que je le savais à triples verrous. Le baron me fit voir qu'il n'avait point changé; à mes premières paroles, il me montra un visage connu, un front de taureau prêt à vous encorner. Ma foi! l'indignation alors me saisit, je ne songeai plus qu'à jouer au vieil Harpagon quelque tour à laisser pour toujours en lui des traces sanglantes.

Je voulais lui faire un vol comme celui de la pantoufle; mais que lui prendre? Au logis qu'il habitait, dans une des plus mauvaises hôtelleries de la ville, on était bien sûr qu'il ne laisserait jamais trafner seulement une boucle de soulier ou de culotte. Un matin que je méditais sur les obstacles offerts à mon dessein, je vis passer sur le port un Turc qui lorgnait une grosse Maritorne : c'était le capitaine d'un navire barbaresque, accusé de faire un commerce peu chrétien pour peupler le harem du Grand Seigneur. Une diabolique inspiration fondit tout à coup sur moi; je m'approchai du musulman, et je lui dis :

— Si vous le voulez, seigneur turc, je vous vendrai, pour un prix fort raisonnable, une femme beaucoup plus grasse et beaucoup plus appétissante que celle qui attire votre attention en ce moment.

Je conclus avec l'infidèle le marché, et l'heure est fixée où je dois livrer la marchandise. Je cours alors chez mon père; je le trouve avec la baronne.

— Ma belle-mère, dis-je, me promet depuis très-longtemps de venir visiter les navires qui sont dans le port; il fait aujourd'hui un gai soleil, qu'elle prenne mon bras, et je lui ferai voir toutes sortes de curiosités marines.

M^{me} de Favonette met sa mante, son époux me la confie, nous partons; je rejoins le Turc, qui m'attendait à l'entrée de sa galère; nous entrons dans la barbaresque, j'y laisse la baronne, et je rapporte des sequins infidèles, mais très-bien vus dans la chrétienté. Ainsi j'avais vendu ma belle-mère; ne pouvant pas voler autre chose à mon père, je lui avais volé sa femme. C'était un délit fort sérieux. Le baron, à qui j'avais fait des contes bleus, passa toute une nuit sans savoir ce qu'était devenue sa moitié; mais le lendemain la vérité fut connue, et de lui et de toute la ville. Je n'eus alors que le temps de me sauver, et au plus vite. Ce n'était plus cette fois une malédiction qui me menaçait, mais la prison, peut-être la corde. Je m'enfuis tout le long des côtes; je rencontrai un pirate qui me prit à son bord, et maintenant vous voilà sur la trace de mes aventures.

Un jour, mon pirate débarqua dans la Dominique; il fut attaqué par les sauvages, pris et mangé avec tous ses compagnons, excepté un seul, l'homme qui vous parle. On m'avait pris aussi, mais on ne me mangea point; les Caraïbes me trouvèrent une figure qui leur revint, ils me traitèrent bientôt comme un des leurs, et comme je me montrai dans leurs chasses, ainsi que dans leurs guerres, plus brave, plus adroit, beaucoup plus avisé qu'eux, ils me choisirent pour leur chef. Moi, chevalier de Favonette, ancien capitaine au régiment de Navarre, je suis maintenant roi des Caraïbes.

J'avais eu toujours des idées très-philosophiques; nul n'est philosophe comme un vrai soldat. Ma nouvelle condition a développé infiniment ces idées. J'ai vu tant casser de têtes, arracher de chevelures et rôtir de chair humaine, que j'ai sur la vie et la mort de mes semblables, aussi bien que sur ma mort et ma vie, une doctrine pleine de résignation. Je ne sais pas où diable on va quand on a

reçu un coup de couteau dans la poitrine ou un coup de massue sur le crâne ; mais si dans cet endroit-là, quel qu'il soit, je suis toujours prêt à envoyer les autres, je suis toujours prêt à y aller moi-même. C'est là toute mon humanité. De là vient, messieurs, que j'ai failli vous tuer, puis me laisser griller. Je n'attache aucune importance à toutes ces choses. Cependant, c'est par là encore que je suis soldat ; j'aime l'eau-de-vie et comprends l'amitié. J'étais et je suis resté ce qu'on nomme un franc luron, un bon diable. Vous êtes mes hôtes, touchez là, je suis content d'être avec vous. Vous riez, j'aime le rire ; j'ai plaisir à voir autour de moi mener la vie gaiement et bravement.

Et le chevalier de Favonette cessa de parler pour boire un nouveau coup à l'outre où il avait puisé déjà une partie de sa gaieté. Saladin se sentit quelque inclination pour l'ancien capitaine. Si ce n'était pas un preux, c'était un soldat ; s'il n'avait point l'élégance de d'Esprénil, il avait sa bravoure. Mafré s'amusait de cette philosophie, fort distincte de celle qu'on enseignait à M. Jourdain, mais, par plus d'un point, très-rapprochée de la sienne. C'était grand dommage que Narille ne fût point là. Quel homme moins bourgeois que M. de Favonette ? Dranmor souriait de son calme et mystérieux sourire.

Le lendemain, le roi Favonette mena ses hôtes, devenus tout à fait ses amis, chasser le bison avec sa tribu. Après avoir couru sous le ciel toute la journée, on rentra le soir avec un grand appétit. On se mit autour d'une table présentant l'aspect dont nous avons déjà parlé. Quelques mets étaient d'effrayantes bêtes, quelques autres avaient un mystère devant lequel plus d'un appétit eût reculé. Mafré, plus lié ce jour-là qu'il ne l'était la veille avec le souverain caraïbe, lui dit tout à coup, en lui désignant un plat que Briolan venait instinctivement de repousser :

— Voilà un ragoût qui ne me revient pas. De quoi diable est-il formé ? Il me semble, ma foi, que cette chair a des formes qui ne sont ni d'un oiseau, ni d'un poisson, ni d'aucune bête, mais plutôt....

— Ah ! mon Dieu ! dit Favonette, achevez votre pensée, d'un homme. Je ne vous le cacherai point, ce plat est fait avec l'épaule d'un Caraïbe ennemi, tombé en notre pouvoir il y a deux jours.

Puis, prenant une physionomie qui voulait exprimer la plus haute convenance :

— Je n'aime point beaucoup ces sortes de plats, je vous l'avouerai ; mais vous savez ce qu'on fait en Europe dans certaines maisons où l'on reçoit des gens d'opinions diverses en matière religieuse. On a, les vendredis et les samedis, des plats gras et des plats maigres. Moi, je tâche aussi d'avoir deux ordinaires. Ma tolérance ne me permet pas de proscrire la chair humaine, mais je n'en mange point.

XI.

Favonette, malgré l'indifférence philosophique qu'il aimait à professer pour l'espèce humaine, avait pris en grande passion nos amis. Sans trop s'inquiéter si leur séjour était agréable ou non à ses sujets, il les retenait dans son carbet avec de nouvelles instances, toutes les fois qu'ils venaient lui annoncer l'intention de se séparer de lui pour aller fonder un boucan. Cependant la vie sauvage n'avait

point changé les mœurs et l'humeur de Saladin. C'était un de ces caractères toujours touchants, quelquefois irritants, comme on va le voir, qui resteront les mêmes jusqu'au tombeau, sinon au delà, ainsi dont il faut qu'on prenne son parti. Tatoué de la tête aux pieds et coiffé avec des plumes d'aigle, notre héros aurait marché dans la vie comme s'il eût été revêtu de l'armure de Bayard ou de François I^{er}. Il n'avait abandonné aucun de ses sentiments, même son tendre respect pour les femmes. Ce qui l'étonnait et l'indignait chez les Caraïbes infiniment plus que le goût de la chair humaine, c'est la manière dont les femmes étaient traitées, la solitude où on les retenait, les ouvrages grossiers auxquels on condamnait ces mains, qui auraient dû être chez des guerriers des objets chers pour les lèvres et sacrés pour le cœur.

Un matin, ces pensées avaient été remuées chez Saladin avec plus de force que d'habitude par la manière dont le chef des Caraïbes, Favonette, avait ordonné à une de ses compagnes d'allumer son calumet ; notre gentilhomme prit son fusil et s'en alla dans les bois. Quoique les forêts de l'Amérique, tout en surpassant de beaucoup en majesté les forêts du Périgord, n'eussent point pour Briolan le même charme que ces premiers asiles de ses rêves, elles le touchaient encore avec une force extrême. Après les vieux châteaux, rien de plus ami des chevaliers que les forêts. Saladin s'avancait donc livrant son âme à l'amour des arbres ; il éprouva bientôt une de ces ivresses qui sont renfermées dans les souffles et la lumière du ciel. Il se sentait bon et fier, généreux et hardi, disposé à combattre des lions et à franchir des barrières de flammes pour épargner une larme à de beaux yeux.

Saladin, en parcourant les bois avec cet éclatant cortège de pensées, aperçut tout à coup, au bout d'un sentier, un cheval et deux créatures humaines. Une de ces créatures était sur le cheval et c'était un homme, l'autre à pied et c'était une femme. L'homme avait l'air solennel et l'accoutrement compliqué d'un sauvage de distinction. Son visage était encadré dans une sorte de bonnet à cornes et tout barbouillé de vermillon. Il avait une expression de vanité à la fois recueillie et triomphante. Un père de famille romain, un quirite ayant le droit de faire travailler sa femme et de mettre à mort ses enfants, ne devait point porter la toge avec plus de gravité que n'en mettait ce personnage à porter son manteau de peau de bison. Sur ses traits et dans toute sa personne éclatait le sentiment qui cause la plus vive irritation aux âmes chevaleresques, l'orgueil du tyran domestique.

La femme, suivant la coutume des femmes sauvages qui, tout comme les nôtres, ont de la grâce et de bien d'autres choses un instinct que nous ne soupçonnons pas, n'avait point le visage tatoué. Elle était plus belle que ne le sont d'habitude les compagnes des Caraïbes. Son teint était coloré d'une façon un peu trop uniforme. Elle n'avait point, comme les Philis de nos madrigaux, là des lis et là des roses ; elle avait des roses partout. C'était une teinte rosée au lieu d'une teinte cuivrée qui était répandue sur ses traits, et une teinte rosée sans fadeur. Tout son visage était de la même couleur que les doigts de l'Aurore, ses yeux étaient grands, bien fendus, d'un beau noir, et possédant tout le mystère qu'on est en droit d'exiger d'un regard féminin ; mais la pauvre femme avait un air très-conforme à sa façon de voyager. Briséis, conduite entre deux soldats à la tente d'Agamemnon, ne devait pas marcher d'un pas plus humilié que le sien.

Un homme qui se prélassait sur un cheval, tandis qu'une femme à ses côtés marchait à pied ! On conçoit quelle indignation un pareil spectacle devait exciter

chez Saladin. Tout autre eût passé son chemin, excepté peut-être ce glorieux fou dont le vétéran de Lépante fut le pieux et moqueur historien. Le seigneur de Briolan sentit son visage se couvrir de l'honnête rougeur que faisaient monter les spectacles forcés et fréquents en ce monde des choses félonnes ou discourtoises sur le pauvre front noble et malade du héros de la Manche. Il s'arrêta, et l'envie lui prit d'appliquer la crosse de son fusil au milieu de la poitrine du sauvage ; mais, pendant qu'il méditait cet acte d'agression, l'homme à cheval lui adressa la parole, en langue caraïbe bien entendu, de sorte que Saladin eut assez de peine à comprendre. Comme le caraïbe, toutefois, n'est pas fort compliqué, et que depuis très-longtemps Briolan, dans la prévision d'une vie de boucanier, avait prié Mafré, passé maître en ce langage, de le lui apprendre, il parvint à se rendre compte de ce que le barbare voulait lui dire. Le Caraïbe voyageur demandait à Briolan, qu'il prenait pour un de ces boucaniers habitués aux mœurs et aux idiomes des forêts, s'il était loin du carbet des *Longues Oreilles* (les Longues Oreilles étaient les sujets de Favonette), où il allait, comme chef et ambassadeur des *Grandes Bouches*, traiter une question de grand intérêt. Saladin lui répondit dans un caraïbe assez pénible, mais cependant distinct, que le carbet des Longues Oreilles, où il demeurait, n'était pas fort éloigné, toutefois qu'il lui semblait à une trop grande distance pour les pieds d'une femme, d'une femme surtout qui marchait à côté d'un cheval. Et il complétait sa pensée en indiquant par gestes au sauvage qu'il ferait fort bien de céder sa monture à sa compagne.

Peindre l'étonnement qu'exprimèrent les traits du Caraïbe aux discours et aux signes de Saladin ne serait point chose facile. Sa physionomie fut d'abord celle d'un homme qui cherche à se persuader que ses oreilles et son regard lui font d'infidèles rapports ; mais il n'y avait point moyen de se méprendre sur la pensée de Briolan. Le gentilhomme, voyant que le sauvage hésitait à le comprendre, recommença gestes et propos d'une façon plus énergique. Alors le chef des *Grandes Bouches*, laissant s'échapper en paroles sa surprise et sa colère, s'écria d'une voix retentissante :

— Pour que ta langue parle ainsi, étranger, il faut qu'elle se remue au hasard. L'Esprit, sans doute, s'est éloigné de toi. Tu veux qu'un guerrier s'humilie devant une femme. Que diraient les *Grandes Bouches*, et même les *Longues Oreilles*, s'ils voyaient l'*Éclair qui tue* à pied, et le *Nuage rose* à cheval ? Étranger, continue ta chasse et tâche de retrouver ta sagesse. Pour des mots moins insensés que les tiens, l'*Éclair qui tue* a quelquefois arraché des chevelures sur des têtes plus effrayantes que la tienne.

— L'*Éclair qui tue*, repartit avec impétuosité Saladin, n'arrachera point un cheveu de ma tête, et tout à l'heure il touchera la terre, non pas de ses pieds, mais de tout son corps que je vais y faire rouler.

Puis, s'adressant à la compagne du discourtois Caraïbe :

— Beau *Nuage rose*, ajouta-t-il de l'accent le plus tendre et le plus galant, je vais te donner le cheval qui devrait déjà te porter.

Saladin, en achevant ces mots, jeta son fusil, arme pour laquelle il professait le dédain le plus profond, et tira son épée. L'*Éclair qui tue* fit reculer son cheval en arrière pour prendre champ, ainsi qu'un chevalier du temps jadis, puis il se précipita au galop contre Saladin, la bride abandonnée sur le cou de son cheval qu'il conduisait uniquement des jambes, d'une main agitant sa lance, de l'autre sa massue. Briolan était en garde. Non-seulement les Navarrais, les Maures et les

Castillans, mais tous les démons, tous les dragons, tous les monstres possibles et impossibles auraient pu fondre sur lui, sans déranger ni son regard ni son poignet. La force dans le jarret et dans le bras, la valeur dans la poitrine et dans les yeux, il attendit le sauvage. Au moment où le Caraïbe, par un mouvement naturel, mais maladroit, leva sa main en arrière, afin d'assener à son ennemi un coup plus fort de massue, Saladin, étendant le poignet, l'atteignit en pleine poitrine d'un coup d'épée. Les deux bras du Caraïbe se détendirent, sa tête tomba sur son sein, pesante et inerte comme une tête dont vient de s'emparer un sommeil maudit. Son cheval se cabra avec l'épouvante et la révolte du coursier qui, au lieu d'un corps vivant, ne sent plus sur lui qu'un cadavre.

Briolan était vainqueur. Après un premier et rapide moment donné aux fanfares triomphales qui éclataient dans son âme, il songea à celle pour qui il venait de combattre. Le *Nuage rose*, muet témoin de toute cette scène, qu'elle avait à peine comprise, était appuyée contre un arbre, ne s'évanouissant pas, parce que l'évanouissement est inconnu aux femmes sauvages comme les flacons et les pastilles d'éther, mais à peu près aussi étrangère à ce qui se passait sous ses yeux que si elle avait été évanouie. Saladin s'inclina respectueusement devant elle, prit sa main, qu'elle lui abandonna sans aucune résistance, et la plaça sur son cœur, puis essaya de lui faire nettement comprendre, avec son caraïbe le plus pur, sa voix la plus douce, ses gestes et ses regards les plus expressifs, tout ce que nous venons de raconter.

Le grand danger de notre preux était de s'adresser à une de ces femmes au caractère dépravé, tristes exceptions dans leur sexe, qui aiment, il faut bien le dire, à être battues. Le *Nuage rose*, fort heureusement, n'était pas de ces perverses natures. Les manières respectueuses du gentilhomme l'attendrirent tout d'abord; rapidement remise de son effroi, elle fit des efforts pour comprendre les douces paroles que murmurait cette bouche courtoise, et ces efforts eurent un plein succès. La femme sauvage devina en quelques instants ces lois de la chevalerie que tant de siècles ont encore si mal gravées dans bien des intelligences. Briolan lui faisait signe de s'asseoir sur le cheval dont il venait de renverser le chef caraïbe; c'est ce qu'elle fit, et d'un air fort noble, ma foi.

Saladin prit alors la bride du coursier, et, le conduisant avec la gravité qu'aurait mise un page à conduire le palefroi d'une reine, il se dirigea vers le carbet de Favonette en compagnie de la dame caraïbe. Favonette était assis à la porte de son carbet, entre Mafré et Dranmor, fumant avec eux le calumet, quand il aperçut, au bout d'une des vertes routes où plongeait sa vue, Saladin et sa conquête.

— Que diable est-ce là ! s'écria-t-il ; quel gibier le comte de Briolan rapporte-t-il de sa chasse ? Il est avec une femme, et une femme caraïbe, par la mordieu ! une femme de la tribu des *Grandes Bouches*. Par l'enfer ! pourvu qu'il n'ait pas enlevé la belle ! Si cela était, je ne sais point comment je pourrais le sauver, non-seulement de nos ennemis, mais de mes sujets.

Et l'ancien capitaine, évidemment inquiet, se précipita, suivi de Dranmor et de Mafré, au devant de Saladin. Briolan raconta, de l'air du monde le plus fier et le plus satisfait, toute sa conduite envers l'*Éclair qui tue* et le *Nuage rose*. L'humeur la plus sombre, le plus chagrin dépit, se peignaient sur les traits de Favonette, au fur et à mesure que le comte poursuivait complaisamment son récit. Tous les sentiments, du reste, qu'exprimait le visage du souverain des *Longues Oreilles* semblaient partagés par Dranmor, et surtout par Mafré.

— La peste soit de votre chevalerie, Briolan ! s'écria ce dernier ; la voilà qui devient presque aussi insupportable que la gentilhommerie de Narille. Vous avez fait une vraie folie en traitant cette sauvage comme une marquise ou une duchesse. Il faut que vous vous débarrassiez au plus vite du *Nuage rose* en la rendant aux Grandes Bouches, avec force peaux de renards, de bisons, de castors, et nombre d'autres pleines d'eau-de-vie. C'est le seul moyen de prévenir le mal que peut causer votre bel exploit.

— M. de Mafré a raison, se hâta de dire alors Favonette. Il faut apaiser sur-le-champ les Grandes Bouches, et pour cela ne point garder un instant ce *Nuage rose* de tous les diables. Je vais appeler quatre de mes guerriers, qui se muniront de présents et ramèneront la dame à son carbet lestement, en la faisant marcher à pied, comme il convient à une créature de son espèce, n'en déplaise à votre chevalerie, monsieur le comte.

— Vrai Dieu ! dit alors Saladin, la flamme aux joues, l'éclair aux yeux, Mafré et vous, monsieur de Favonette, je vous croyais d'autres compagnons ! Vous voici prêts à me maudire, parce que j'ai attiré un péril sur vous. C'est moi, ou du moins c'est mon corps, que vous serez obligé de livrer aux Grandes Bouches, si les Grandes Bouches vous font tant de peur ; car, tant que je serai vivant, tant que j'aurai ce cœur et cette épée qui se répondent, je ferai respecter le *Nuage rose*, comme si c'était, non pas une duchesse ou une marquise, Mafré, mais une reine ! Toutes les femmes sont reines pour les Briolan.

Autant qu'il pouvait aimer quelqu'un, Favonette aimait Briolan, qui, le premier, s'était jeté dans ses bras, quand il avait chanté la chanson française, et dont l'humeur si franchement audacieuse le charmait.

— Allons, fit-il, puisque vous le prenez ainsi, notre cher comte, nous supporterons toutes les suites de votre chevalerie. On se battra pour le *Nuage rose* ; seulement, comme je ne répondrais pas de mes sujets, s'ils apprenaient pour quelle cause ils vont s'exposer aux flèches empoisonnées, aux balles et aux casse-têtes, je vous prierai de ne point leur raconter votre exploit. Je leur trouverai un autre grief contre les Grandes Bouches que la façon dont l'*Éclair qui tue* faisait voyager sa femme, car cette façon, ils l'approuveraient fort. Vous n'êtes point ici parmi des chevaliers, monsieur de Briolan, mais vous êtes parmi des hommes qui savent fort bien se battre, et qui vous le prouveront ; vous êtes aussi parmi des hommes qui vous aiment, et qui, je le crois, vous le prouvent.

En achevant ces derniers mots, le prince des Longues Oreilles tendit à Saladin, d'un air vraiment royal, une main que notre gentilhomme serra avec un sincère attendrissement. Le sacrifice de Favonette, que lui reprochaient les regards sévères, quoique sans courroux, de Dranmor et de Mafré, lui causait un chagrin réel ; un coup d'œil jeté sur le *Nuage rose* l'empêcha de le repousser. Et il dit à Favonette, d'une voix où l'on sentait la sainte trinité de vertus qui règne aux cœurs héroïques, la franchise, le courage et la bonté :

— Je vous remercie, mon ami, et je suis sûr, après tout, que je vous fais combattre pour une bonne cause. Ce qui est bien dans un bois du Périgord doit être bien dans une forêt de l'Amérique. Ce ne sont point, en tout cas, des passions coupables qui me mettent au cœur ce que j'y sens en ce moment.

— Mon cher Briolan, fit Mafré, vous êtes jeune, vous êtes brave, voilà ce qui met dans votre cœur des mouvements qui ont pour vous un immense charme ! Si vous étiez au milieu d'autres compagnons que nous, ce charme-là, vous courriez

grand risque de ne point le faire comprendre; mais, nous autres gens de périls et de hasards, nous avons tous une paladinerie qui est indulgente pour la vôtre. Le fait est, ajouta-t-il avec un sourire mélancolique et comme répondant à une pensée qu'avaient éveillée en lui ces derniers propos, le fait est que l'élégance et le plaisir sont ce qu'il y a de mieux en ce monde, et que la bravoure est, après tout, ce qu'il y a de plus élégant, le danger ce qu'il y a de moins ennuyeux.

On entra, sur ces mots, au carbet. Tandis que Favonette réunissait les chefs des Longues Oreilles pour les préparer par des récits de sa façon, à la guerre contre les Grandes Bouches, Saladin conduisit le *Nuage rose* à la chambre qu'il habitait. Par un retour aux mœurs sauvages, la belle, quand elle fut seule avec son chevalier, voulut le traiter en maître, et se précipita à ses genoux. Le bon Saladin la releva, la fit asseoir sur le sofa caraïbe, c'est-à-dire sur l'amas de peaux de bisons et de castors qui garnissait un des coins de sa chambre, et prit place à ses pieds. Alors, lui saisissant la main, il lui dit de sa voix la plus tendre :

— Chez les guerriers rouges, on vous faisait obéir; avec moi, vous commanderez. Aimer et respecter les femmes, c'est là une religion chez ceux qui sont les plus braves et les plus vaillants parmi les guerriers pâles.

Le *Nuage rose* trouvait cette religion sublime et son apôtre charmant.

XII.

La diplomatie ne joue pas un très-grand rôle dans les guerres entre Caraïbes. Depuis longtemps les Grandes Bouches et les Longues Oreilles étaient prêts à se dévorer littéralement pour la cause qui amène d'ordinaire tous les combats des sauvages, pour la possession d'un terrain de chasse. Les Grandes Bouches prétendaient chasser seuls dans une partie de la forêt où sifflaient matin et soir les flèches des Longues Oreilles. En envoyant l'*Éclair qui tue* ouvrir une négociation au carbet Favonette, au lieu de se jeter tout simplement sur leurs rivaux de chasse, les Grandes Bouches avaient montré une modération qui n'était pas dans leurs mœurs. Quand ils retrouvèrent le corps de leur ambassadeur étendu sanglant et inanimé près du quartier de leurs voisins, ils ne pensèrent pas à engager une enquête pour savoir comment s'était fait le meurtre, mais tout simplement à venger une mort par d'autres-morts. Ils emportèrent le corps de l'*Éclair qui tue*, qu'ils ensevelirent avec toutes les cérémonies propres à réjouir une ombre de Caraïbe, hurlements, danses funèbres, sacrifices humains; puis ils se mirent en route armés, et avec maint moyen de combat que nous allons connaître tout à l'heure, pour exterminer ceux auxquels il leur était le plus agréable d'attribuer le trépas de leur chef.

Favonette, qui connaissait à fond les mœurs sauvages, avait prévu d'avance tout ce que feraient les ennemis. Il savait et le temps qu'ils consacraient à leurs pratiques funèbres, et le moment où ils commenceraient leur attaque. A l'instant donc où la tribu des Grandes Bouches se mettait en route pour aller chercher sa vengeance, on donnait le signal du départ dans la tribu des Longues Oreilles. Favonette ne voulut pas laisser à ses adversaires l'avantage d'être les agresseurs. Il prit la résolution de les rencontrer et de leur livrer bataille au milieu de la forêt.

Quand les Longues Oreilles sortirent de leur carbet, il se levait dans le ciel un beau soleil d'automne qui n'empêchait point de souffler à travers les airs un vent âpre et bruyant, aux inspirations martiales. Favonette était aussi fier qu'Alexandre, et avait lieu de croire que le soleil s'intéressait tout autant à la journée qu'allaient éclairer ses rayons, qu'il avait pu s'intéresser jadis aux journées du Granique et d'Arbelle. Ce grand capitaine était monté, sans étriers et sans selle, sur un petit cheval de race sauvage aux membres grêles, mais prompts et robustes, à la tête grosse et expressive, à la queue impétueuse et à la crinière colérique. Près de lui s'avançaient, sur des chevaux semblables au sien et qu'ils montaient aussi à la caraïbe, Dranmor dans sa calme beauté, Mafré le visage empreint de son habitude insouciance. Saladin était à pied. Il n'avait point pu se résoudre à monter à cheval en sauvage; il trouvait dans l'équitation caraïbe quelque chose qui répugnait à son élégance guerrière. Il s'en allait donc comme un paladin dont un enchanteur a volé le coursier favori. Il était fort gai du reste, quoique à pied. Le courage faisait circuler dans tout son corps ses agréables chaleurs. Les rêves à l'éclat d'armure, aux voix de cymbales et de trompettes qui remplissent le matin des belliqueuses journées, tourbillonnaient autour de lui. Il se sentait agile et dispos, pur de cœur, ardent d'esprit, propre à savourer les farouches délices des combats.

On s'avancait depuis deux heures dans la forêt, sous des voûtes qui résonnaient de chants d'oiseaux et que paraient toutes les teintes d'une verdure d'automne, quand, au détour d'une allée, un des hommes qui marchaient à l'avant-garde roula tout à coup sur le gazon. Une flèche venait de l'atteindre au milieu du corps, une des flèches les plus infernales qu'ait inventées le génie caraïbe : ce trait mortel était coupé à l'endroit où se joignent le bois et le fer, non pas coupé tout à fait, mais de manière à se rompre une fois entré dans la chair. Le bois avait glissé à terre, et le fer s'était enfoncé dans la blessure, ne pouvant plus, comme une balle, être arraché que par des tenailles. Deux guerriers des Longues Oreilles se précipitèrent près de leur compagnon blessé, et tombèrent frappés comme lui par des mains invisibles.

Favonette fit arrêter sa troupe. D'un œil accoutumé à sonder les secrets du feuillage, il eut bientôt aperçu, à travers les arbres, une embuscade de Grandes Bouches. Il montra aux siens les archers ennemis, dont quelques-uns s'étaient établis au milieu des branches comme des chats-tigres, et une pluie de traits mêlée de quelques balles commença à tomber dans la forêt. Ni Mafré ni Dranmor ne semblaient novices dans ce genre de combat. Tous les deux s'étaient jetés à bas de leur cheval et s'étaient logés derrière des arbres, d'où ils envoyaient à leurs ennemis des balles portant toutes la mort avec elles. Les chênes qui servaient d'abri à ces deux terribles tirailleurs, avaient leur écorce toute déchirée de flèches. Saladin regardait toute arme qui se lance comme arme de poltron ou de valet. Il attendait avec une brûlante impatience l'instant où l'on renoncerait aux projectiles pour engager le corps à corps, cette forme du combat si chère à l'héroïsme, où les cœurs, en battant les uns contre les autres, sentent ce qu'ils valent. En attendant cet heureux moment, il négligeait avec trop de dédain de se garantir des traits dont l'air était traversé. Une des redoutables flèches dont nous avons parlé l'atteignit à la cuisse; elle avait été décochée sans doute par une main vigoureuse, car son fer disparut entièrement dans la chair de notre héros, qui devint sanglante et gonflée.

Mafré, qui vit la blessure de son compagnon, s'élança à travers les traits, saisit

le gentilhomme au milieu du corps, et l'entraîna malgré lui derrière son rempart. Cependant le sort ne semblait pas se déclarer pour les Longues Oreilles. Ils avaient été surpris, ce qui est un malheur presque irréparable dans une guerre de sauvages. Leurs ennemis, mieux garantis qu'eux, souffraient moins et faisaient plus de mal; tous les guerriers longues oreilles attendaient avec la même impatience que Saladin la fin d'un combat où évidemment ils avaient le dessous; mais, au moment où les traits de leurs adversaires s'épuisaient et où ils espéraient dans leur valeur pour changer la face de la bataille, une attaque vint fondre sur eux, terrible, imprévue et d'une nature à faire bien autrement frémir Briolan d'indignation que toutes les balles et toutes les flèches du monde.

Les Grandes Bouches lançaient contre leurs ennemis ce qu'on appelle en Amérique les *casques*, c'est-à-dire les chiens sauvages. Ce sont des chiens abandonnés par les boucaniers, qui, dans la liberté et le péril des bois, ont pris la nature des bêtes féroces. Ils sont d'une maigreur effrayante, qui, toutefois, ne nuit point à leur force. Les lévriers qui composent dans les forêts allemandes la meute du chasseur infernal doivent avoir ces corps efflanqués où se cache le démon de la vitesse, ces yeux creux et éclatants qu'anime le démon du carnage. Ce sont des spectres hideux de lévriers, mais des spectres qui mordent et qui dévorent, dont on sent l'haleine et la dent. Une affreuse lutte s'engagea entre les Longues Oreilles et ces formidables alliés des Grandes Bouches. Le combat de l'homme contre la bête a quelque chose de monstrueux, d'infernal, d'impie, qui doit faire pleurer les dieux. Entre ces mâchoires vivantes qui versent leur bave dans les blessures, la chair humaine éprouve des frissons d'horreur que ne feront jamais pénétrer en elle ni le fer, ni l'acier, ni le plomb. Sous la morsure de ces atroces et indignes adversaires, les êtres de notre espèce sentent le dégoût mêler ses tortures à celles de la douleur; puis, à tout ce qui nous frappe et nous terrasse déjà dans une pareille lutte, se joint encore une terreur de mystère : ce courage qui nous étonne, cette furie qui nous déchire, ne sont ni notre courage ni notre furie. Nous ne savons point de quels souffles ces passions sont nées; les éclairs de ces yeux sanglants partent d'un foyer inconnu. C'étaient de terribles objets que les cadavres dont ce combat couvrait le gazon de la forêt. Quelques lambeaux de chair informes, quelques ossements fumants et empourprés, indiquaient seuls la place où un guerrier était tombé. Les Grandes Bouches avaient lancé sous les arbres un immense troupeau de *casques* ressemblant aux vagues d'une marée, horribles vagues qui déchiraient tout ce qu'elles avaient renversé.

La déroute fut bientôt générale parmi les Longues Oreilles; devant cet effroyable amas de gueules sanglantes, on fuyait comme devant des flammes et des flots. Dranmor et Mafré placèrent entre eux deux Saladin, à qui sa blessure rendait douloureux chaque pas. Ils rejoignirent Favonette, qui, dans sa retraite, avait longtemps montré la poitrine. Ils arrivèrent sur ses traces, après avoir dépisté l'affreuse horde de bêtes et d'hommes qui les poursuivaient, au carbet d'où ils étaient partis le matin avec de si joyeux espoirs.

Une grande confusion régnait au quartier des Longues Oreilles. A tout instant arrivaient des guerriers épouvantés et blessés qui se laissaient tomber le regard consterné, la bouche muette, tous les membres appesantis dans chaque coin du carbet; les femmes et les enfants, cherchant des époux et des pères qui ne paraissaient pas ou qu'ils voyaient revenir sanglants et frappés de terreur, pous-

saient des cris à déchirer sous la terre les oreilles des morts. Favonette, au milieu de tout ce tumulte, conservait sa tranquillité et son énergie. Il marchait d'un pas calme à travers cette foule effarée; lorsqu'il rencontrait devant lui un corps étendu sur le sol, il se baissait pour voir si c'était la mort ou la peur qu'il avait devant les yeux, et, quand c'était la peur, il avait des imprécations guerrières qui souvent mettaient sur leurs pieds, en armes, des gens qu'on n'aurait cru bons qu'à dormir sous terre.

Favonette n'osa point toutefois, malgré le courage qu'il était parvenu à faire rentrer dans nombre de cœurs, attendre les Grandes Bouches au sein de ses foyers. Ses gens n'étaient point encore en état de recommencer avec quelque chance de succès une bataille. Il résolut de quitter son carbet avec toute sa tribu, les femmes, les enfants, les blessés qui pourraient marcher ou qu'il serait possible de transporter, et d'aller camper au bord de la mer sur une baie voisine. Cette baie offrait, entre les flots et des rochers, un espace presque inaccessible, et, cet espace envahi, les Longues Oreilles avaient en rade une petite flottille de canots sur lesquels ils pouvaient fuir leurs ennemis et gagner une île prochaine.

Mais la retraite ordonnée par Favonette devait être chose difficile et cruelle. Il ne s'agissait point seulement d'abandonner des lieux connus, ce qui est une terrible douleur chez toutes les nations, et surtout parmi les sauvages, car les sauvages ont pour les lieux l'amour des enfants. Ils ont, là où ils habitent, mille secrètes intelligences avec toute sorte d'êtres invisibles qui enchantent leurs heures silencieuses. Il s'agissait d'une chose plus déchirante encore pour ces malheureux que d'une séparation avec un toit, des foyers et des arbres; leurs ennemis allaient paraître, leur fuite devait avoir lieu sur-le-champ, il y avait là nombre de blessés qu'ils ne trouvaient aucun moyen d'emporter avec eux.

Il y a deux blessés qui nous intéressent, nous : l'un c'est notre ami Saladin; l'autre, c'est ce pauvre Narille, auquel peut-être on ne pense plus guère. Narille avait été blessé, s'en souvient-on? dans le combat qui avait failli finir pour Favonette par un auto-da-fé, et sa blessure, encore fort mal guérie, ne lui avait point permis le matin de prendre part à l'expédition générale; toutefois il pouvait marcher. Mafré et Dranmor, qui avaient un instant abandonné Saladin pour courir à la case de Narille, trouvèrent le marquis debout, habillé et examinant ses armes; ils lui apprirent en quelques mots les événements de la journée, et lui enjoignirent de le suivre. Le sang-froid ne manquait pas à Narille, puisqu'il était brave comme on l'a vu déjà; mais ce qui faisait défaut à notre bourgeois-gentilhomme, c'était la façon simple et silencieuse de prendre les choses qu'acquiert difficilement l'espèce essentiellement bavarde et affairée à laquelle il appartenait. — Comment diable les Grandes Bouches s'y étaient-ils pris pour battre les Longues Oreilles? — Ils s'étaient servis de chiens. — Bon; c'étaient donc de bien terribles bêtes que ces chiens? — Comment étaient-ils faits? Que ne les avait-on assommés? — Tandis que Narille faisait toutes ces questions, auxquelles ses compagnons ne répondaient qu'avec impatience et en le pressant d'achever ses préparatifs de départ, il se passait du temps. Les événements marchent vite dans des instants comme ceux qui s'écoulaient alors pour la tribu Favonette. Quand, Narille enfin équipé et lassé de faire des questions mal accueillies, les trois aventuriers arrivèrent dans la grande salle du carbet, une portion de la tribu était déjà partie.

Quelles furent la surprise et l'inquiétude de Mafré et de Dranmor lorsqu'ils ne retrouvèrent plus Saladin à l'endroit où ils l'avaient laissé? Le pauvre Briolan

souffrait tellement de sa blessure où le fer était encore plongé, qu'évidemment il n'avait point pu marcher. Ses amis comptaient le prendre sur leurs bras. Quelque sauvage, dans une barbare pitié, aurait-il imaginé de le tuer et d'aller jeter son corps à la rivière voisine ? Mafré se souvenait qu'autour de lui on projetait d'en agir ainsi envers des blessés qu'on voulait à toute force soustraire aux Grandes Bouches et à leurs chiens. Rempli d'anxiété, il court vers Favonette et l'interroge. Favonette, tout entier occupé à surveiller la retraite de ses guerriers, n'avait rien vu. On était au milieu d'une foule, d'un mouvement, d'un bruit à désespérer toute recherche. Mafré, cependant, ne perdit point courage et se mit à traverser dans tous les sens cette cohue pour retrouver son compagnon. Ses efforts furent inutiles, il ne pouvait point pourtant se résoudre à quitter le carbet sans connaître le sort de Briolan.

Déjà il restait presque seul sur les lieux où tout à l'heure tant d'êtres se pressaient. La colonne de guerriers dont Favonette fermait la marche, et à laquelle il avait forcé Dranmor et Narille de s'adjoindre, s'éloignait. Mafré ne voyait autour de lui que quelques enfants et quelques femmes à qui la retraite avait plus coûté qu'aux autres membres de la tribu. Avec un chagrin que tempérait seule cette confiance dans le hasard qui n'abandonne jamais entièrement un aventurier, il prit enfin le parti d'aller rejoindre le gros de la troupe fugitive.

La marche, jusqu'au campement nouveau qu'on allait chercher, eut toute la tristesse qu'il est facile d'imaginer. La perte de Saladin, pour qui l'on avait entrepris une guerre si désastreuse, augmentait les soucis que laissait voir sous ses tatouages le front de Favonette. Il y avait quelque chose de si franc, de si expansif, d'un charme si viril, mais si puissant dans la personne de Briolan, que les plus rudes et les plus insensibles natures s'attachaient à lui. Dranmor même semblait ému; sur ses beaux traits, aussi étrangers à la pitié que les traits d'Apollon ou de Mercure, on lisait la même expression de regret que sur la face de dragon chinois du capitaine Favonette.

Cependant on touchait à l'invincible asile où les Longues Oreilles devaient enfin braver les Grandes Bouches. Déjà quelques femmes, quelques enfants, quelques guerriers sans armes, qui marchaient à l'avant-garde, avaient franchi la ceinture de rochers dont était entourée ce lieu. Ainsi qu'il arrive presque toujours dans la marche des grandes foules, dans les émigrations que causent les pestes ou les guerres, quand on arrive au but désiré, au sol promis, il y a un moment de confusion incroyable. Chacun veut toucher le premier la terre qui ne brûle plus des pas de l'ennemi, d'où ne s'exhale plus une haleine malade, et l'on se pousse, l'on se heurte, souvent même on se bat. La folie s'empare de ceux qui jusqu'alors avaient soutenu les autres de leur calme. Ces scènes de tumulte se passèrent dans la tribu des Longues Oreilles, quand tous les yeux virent la retraite souhaitée. Les guerriers que Favonette était parvenu à réunir en troupe régulière rompirent leurs rangs. Le désordre se mit dans toutes les bandes qui composaient l'émigration. On voyait des créatures humaines se précipiter les unes sur les autres, comme des moutons que poussent des chiens à l'entrée trop étroite d'une étable. Mafré, Dranmor et Narille se tenaient à l'écart pendant que s'écoulaient les flots orageux de cette cohue. Tout à coup ils voient passer devant eux, à l'endroit où la foule est le plus tumultueuse et le plus pressée, quelque chose qui attire leurs regards, une femme portant un homme sur ses épaules. Cet homme, ils le reconnaissent; c'est Saladin, Saladin évanoui, car le gentilhomme aurait plutôt souffert mille

morts que de se laisser porter par une femme. Quant à la robuste héroïne qui sauve ainsi Briolan, on l'a deviné, c'est le *Nuage rose*.

Le *Nuage rose* prouvait son dévouement pour Saladin à son énergique et sauvagerie manière. Ne songeant plus à ce qu'elle avait appris sur sa dignité de femme, occupée d'une seule chose, de sauver l'homme pour qui elle s'était prise de passion, elle portait son précieux fardeau hardiment et lestement, comme le palefroi favori d'une châtelaine porte sa maîtresse. Les trois compagnons de Briolan la virent disparaître derrière un rocher, dans la route où elle s'était engagée résolument, avant d'avoir pu lui faire comprendre leurs signes.

Quand la confusion eut enfin cessé et que la tribu tout entière eut pris possession de son campement, ils se mirent à la recherche de leur ami et de celle qui l'avait sauvé. Près d'une source comme on en rencontre souvent en Amérique sur les rivages de la mer, ils découvrirent ceux qu'ils cherchaient. Le *Nuage rose*, agenouillée sur la terre, avait appuyé contre son sein la tête du jeune comte, qu'elle baignait d'eau fraîche. Saladin ouvrait les yeux, et les tournait, pleins de la tendresse instinctive d'un regard d'enfant pour le visage maternel, vers la figure penchée sur la sienne. A peine revenu à la vie, il sentait le bien-être d'une atmosphère féminine. Mafré appela Favonette, qu'il aperçut en ce moment à quelques pas de lui. Le capitaine s'entendait assez bien à l'art de panser les blessures, surtout les blessures faites par les flèches des Caraïbes; il ne perdit point de temps à témoigner sa joie de ce qu'il retrouvait un compagnon aimé, il se mit sur-le-champ à une opération qui fut douloureuse, mais efficace. En fouillant avec un instrument de fer dans la blessure comprimée par des bandages, il parvint à arracher la pointe de la flèche. Quand Favonette eut mené à bonne fin son entreprise chirurgicale, Mafré, Dramor et Narille s'entretenirent avec leur compagnon, lui racontèrent leurs inquiétudes et le dévouement du *Nuage rose*.

Une vive émotion couvrit de rougeur les traits de Saladin, lorsqu'il apprit de quelle manière il avait franchi la distance qui séparait le carbet où il s'était évanoui des lieux où il revoyait la lumière. Il saisit la main du *Nuage rose*, qui ne s'était pas éloignée pendant que Favonette faisait son office de chirurgien, mais avait servi constamment d'oreiller au blessé, attachant sur lui, avec une intrépide tendresse, un regard qu'enflammaient également le courage et la douleur. Il saisit cette main et y appuya quelque temps sa bouche. A cette caresse d'un caractère si touchant, si nouveau, si étrange pour elle, que Saladin lui avait faite déjà, mais jamais d'une façon aussi ardente et aussi respectueuse à la fois, la pauvre créature sentit tout le sang de ses fortes veines gonfler son cœur à le faire éclater.

XIII.

Le camp des Longues Oreilles occupait un vaste espace d'une part bordé par la mer qui l'échancrait, de l'autre entouré de rochers. Cet espace semblait avoir été destiné à l'usage auquel il servait. Une nation entière pouvait y trouver un asile pendant des mois. L'eau, ce besoin du corps, et je croirais presque de l'âme, l'eau n'y manquait point. On y voyait une source profonde et limpide entourée de gazon et d'où s'échappait un ruisseau qui allait à travers les sables du rivage se perdre dans la mer. C'était un de ces lieux comme il s'en trouve sur les côtes

de notre patrie où les Gaulois se réfugièrent pour lutter contre les légions romaines, lieux de grand air, lieux de plein ciel, où le cœur se sent toute sorte d'énergies.

Les Longues Oreilles avaient construit à la hâte des huttes où s'était établie chaque famille. Dans une de ces cabanes, une des plus verdoyantes et des mieux tournées, Saladin s'abritait avec le *Nuage rose*. Le cousin de la belle Brigitte était plongé dans la vie sauvage. Tout en restant chevalier, et chevalier bien épris de sa dame, par ces secrets qu'il possédait de concilier les choses diverses, l'humeur d'Amadis et le tempérament de Galaor, il était tout rempli de douceur pour la charmante fille des Grandes Bouches. Comme on s'impatiente contre Esplandian quand on le voit tenir obstinément rigueur à cette demoiselle qui le suivait en habit de page ! Saladin, tout en entendant aussi bien le grand amour que s'il fût né du beau Ténébreux, savait s'y prendre avec les autres amours. Il n'écrasait point ces chères violettes, quelquefois d'une odeur si douce et si enivrante, sous leur jolie cape verte, qu'on rencontre dans tous les chemins tant qu'on voyage avec la jeunesse. Ne faisait-il pas bien ? Du reste, qu'il fût bien ou non, voila ce qu'il faisait.

Le *Nuage rose* eut donc avec notre chevalier de belles et heureuses journées, de ces journées qui deviennent de désespérants et de charmants fantômes, quand elles ne sont plus et qu'on leur survit ; mais le *Nuage rose* devait-elle survivre à son bonheur ? Un soir, la fille des bois était couchée aux pieds de Saladin, sur le seuil de la hutte qui avait été pour elle un palais, un temple, un paradis. Les guerriers longues oreilles, après leur repas, se livraient à des danses que conduisait gravement Favonette, et que regardaient avec intérêt Narille, Dranmor et Mafré. Le *Nuage rose* et Saladin se tenaient à l'écart dans l'isolement cher aux couples amoureux. Le *Nuage rose* avait appris quelques mots de français, et Saladin, comme nous l'avons vu, parlait assez couramment le caraïbe. Puis d'ailleurs les jeunes hommes et les jeunes femmes de tous les pays parlent à peu près la même langue, ce que chacun sait fort bien. Saladin et sa compagne s'entendaient donc à merveille. Livrés aux enchantements de leur jeunesse, du ciel, du soir et de l'amour, ils voyaient s'écouler des heures au vol et au gazouillement d'oiseau.

Le matin même, on s'était battu ; les Grandes Bouches avaient donné un assaut au camp des Longues Oreilles. Saladin s'était, comme toujours, signalé parmi les hardis. Plus d'un guerrier sauvage, escaladant les rochers avec un cœur de titan, avait, grâce à l'épée de Briolan, suspendu à l'herbe des montagnes, perles rouges d'une effrayante rosée, les gouttes du sang qu'il perdait. Le *Nuage rose* parlait au gentilhomme de ses combats ; elle lui demandait si, parmi ceux contre lesquels il avait lutté de l'œil et du bras, il n'avait pas remarqué un guerrier à la taille gigantesque, d'un aspect sombre et menaçant, comme un chêne qui se dresse dans un ciel nocturne : ce guerrier portait une coiffure faite avec deux cornes de buffle, des plumes d'aigle et une peau de renard blanc qui descendait jusque sur son dos ; il avait le visage rayé de blanc et de noir, une bouche qui n'avait rien d'humain, des yeux qui jetaient à tous ceux qu'il rencontrait le frisson et la pâleur.

— Il me semble, dit en souriant Saladin quand le *Nuage rose* lui eut tracé ce portrait, il me semble, ma belle, avoir vu le personnage dont vous me parlez, qui est en effet accoutré comme une figure de cauchemar, et a la prétention évidente d'être fort effrayant. J'aurais aimé le saisir par une de ses cornes, et lui faire avec

mon épée une raie rouge sur son visage bariolé de noir et de blanc ; mais cela n'a pas été possible : le drôle ne se démenait pas de mon côté. Comment appelez-vous ce fils d'enfer ?

— On l'appelle le *Vent d'Hiver*, répondit le *Nuage rose*, et on l'a toujours appelé ainsi, même quand sa mère était encore jeune et s'inquiétait pour lui du sort des premiers combats. Comme le vent d'hiver, il a toujours été impétueux et malfaisant. C'était le frère de l'*Éclair qui tue*, le maître dont vous m'avez délivrée. L'*Éclair qui tue*, auprès de lui, était bon comme une ondée de printemps. Le *Vent d'Hiver* ne s'est jamais plu qu'à faire souffrir et à tuer ; et quoiqu'il ne craigne pas la mort, quoiqu'on ne voie rien sur son visage quand il pénètre dans sa chair du fer ou du feu, ce sont les êtres sans défense, les enfants et les femmes, dont il aime par-dessus tout les tourments. De toutes ces belles choses qui font qu'au lieu de me glacer d'effroi, votre courage me fait pleurer de tendresse, lui n'a jamais rien su. Il trouvait toujours que l'*Éclair qui tue* n'était pas assez cruel pour moi. Une fois, il me frappa au visage et voulut me crever un œil, parce que j'avais refusé de laver le poitrail de son cheval. Quelle baine il aurait contre moi, quels coups il chercherait à nous porter, s'il savait que la mort de son frère et tous les combats qui l'ont suivie viennent de nous !

— Mon cher *Nuage rose*, fit Saladin, je me moque de votre *Vent d'Hiver*, de ses haines et de ses vengeances. Vous savez comment je le recevrais s'il venait nous poursuivre ici. Ne pensez plus, ma belle, à cet homme stupide et lâche ; car ce sont des lâches, malgré la bonne contenance qu'ils trouvent moyen de faire pendant qu'on les rôtit, tous vos infâmes sauvages ! ce sont des lâches, puisqu'ils ne craignent pas de frapper qui ne peut répondre à leurs coups ! Oubliez, pauvre reine méconnue et outragée, tous les butors dont vous avez été forcée de subir les sots et farouches caprices pendant si longtemps. Vous avez trouvé enfin ce qu'on nomme un chevalier dans la langue des vrais braves, c'est-à-dire un homme qui, au lieu de crever les yeux des belles, les adore, en fait ses étoiles, ses soleils, ses dieux ; un homme qui, au lieu d'être le tyran et le bourreau des faibles, est leur serviteur et leur soldat ; enfin vous avez trouvé un homme qui vous aime et vous le dit de la façon qui vous plaît.

Le *Nuage rose* étendit ses deux bras vers le cou de Saladin, attira vers sa bouche le noble visage de son amant, et, sur ce front qu'enflammaient les pensées héroïques, déposa un baiser où frémissait toute son âme, cette âme jeune et sauvage inondée alors d'un amour profond comme les gouffres de la mer, pur comme l'air des forêts. Cependant la nuit arrivait. Les danses des sauvages touchaient à leur fin ; les amants rentrèrent dans leur cabane. Bientôt on n'entendit plus dans le camp des Longues Oreilles que le frémissement de la mer, les murmures du vent, et ce bruissement mystérieux que font partout les ténèbres.

Pourtant tout le monde n'était pas endormi dans cette cité guerrière. Sans parler des amoureux qui ne sont pas fort dormeurs de leur nature, bien des gens chez les Longues Oreilles étaient éveillés. Si l'on était entré dans la hutte qu'habitait Favonette, on eût, je crois, trouvé le digne souverain fêtant, en compagnie de Mafré, de Narille et de Dranmor, l'outre où il puisait d'aussi philosophiques inspirations que celles qu'offrait à Caton d'Utique le divin Platon. Mais un homme dormait qui n'aurait point dû dormir, ou qui du moins, s'il ne dormait pas entièrement, soutenait une lutte assez malheureuse contre le sommeil ; c'était la sentinelle qu'on avait placée à la porte du défilé par lequel il était le plus facile

de pénétrer dans le camp. Si cette sentinelle coupable avait eu le cerveau plus libre, l'œil plus ouvert, elle aurait remarqué la tournure suspecte d'un renard blanc qui, venu du côté des montagnes, se dirigeait vers les huttes qu'elle était chargée de garder. Ce n'est pas chose étonnante qu'un renard blanc dans une île américaine, mais ce serait chose étonnante partout qu'un renard blanc marchât comme celui-là. Les sauvages mettent des peaux de renard blanc pour s'approcher des bisons; un œil de bison seul aurait dû prendre pour un vrai renard l'être qui venait de s'introduire chez les Longues Oreilles. Il y avait trois jours, un guerrier longue oreille, mécontent de son roi ou de ses concitoyens, avait passé chez les Grandes Bouches. Le *Vent d'Hiver* avait donc appris les amours de Saladin et du *Nuage rose*, l'existence qu'ils menaient, et jusqu'à l'endroit qu'ils habitaient dans le camp. Maintenant, en voyant le renard blanc se traîner vers la hutte occupée par Briolan et sa beauté caraïbe, on peut, je crois, deviner quel ennemi et quel danger menaçaient les deux amants.

C'était un tableau inouï que celui qu'éclairait alors la lune de son regard malade. Un renard à la fourrure blanche glissait sur le gazon; mais, en avant et en arrière de ce renard se dessinaient, comme les membres monstrueux de quelque fabuleux animal, des jambes et des bras humains. Il y a un diable caché, dit-on, dans le cerf que la meute du chasseur noir poursuit dans la nuit, à travers les clairières brumeuses des forêts d'outre-Rhin; il y avait un être qui ne valait certes pas mieux qu'un diable caché, mais, par exemple, caché assez mal dans le renard, qui se traînait en ce moment sur les rivages de la Dominique.

La hutte de Saladin et du *Nuage rose* renfermait une couche fort étroite, faite, comme toutes les couches de sauvage, avec un peu de feuillage et quelques peaux de bêtes. Un époux caraïbe pressé du désir de dormir n'aurait point manqué de s'installer sur l'unique lit de sa cabane et de faire coucher sa femme par terre. Saladin connaissait parfois le besoin du sommeil (c'est un besoin auquel Amazan se livrait près d'attraits qui valaient ceux du *Nuage rose*, quand il fut surpris par la princesse de Babylone); mais Saladin, comme on le sait de reste, pour goûter le plus nécessaire des repos, n'était pas homme à rien faire contre sa chevalerie. C'était le *Nuage rose* qui occupait la couche du logis. Briolan était étendu sur le sol en travers de la porte, et protégeait ainsi de son corps, tout en dormant, le sommeil de sa compagne, comme un serviteur dévoué protège le sommeil de son roi.

Le *Nuage rose*, ainsi que tout enfant de race sauvage, avait les sens plus fins, plus sûrs et plus prompts que ne le sont des sens d'Européen. Accoutumée à dormir au milieu des périls, des surprises, dans de frêles abris assiégés de maints effrois, le moindre bruit chassait de ses paupières le poids léger que le sommeil y déposait. Un bruit presque imperceptible que fit en s'entr'ouvrant, poussée par une main de la plus merveilleuse dextérité, la porte en jones de la cabane, éveilla le *Nuage rose*; la fille caraïbe se mit sur son séant, et, à la clarté d'une lampe sauvage faite avec une huile particulière qui jette en brûlant des lueurs argentées, elle aperçut au seuil de la hutte le renard blanc. Ce n'est pas un œil comme celui du *Nuage rose* qu'un déguisement aurait pu tromper. D'ailleurs, tout déguisement disparut bientôt. Arrivé au but qu'il voulait atteindre, l'être humain qui se cachait dans une fourrure de renard rejeta en arrière la peau velue sous laquelle étaient masqués ses traits; le *Nuage rose* vit alors un personnage comme nos jeunes filles n'en verront jamais dans leurs plus cruels et leurs plus désor-

donnés cauchemars : le *Vent d'Hiver* était devant elle ; le regard féroce et mystérieux de la bête fauve éclairait son visage rayé de blanc et de noir, entre ses dents luisantes et aiguës brillait un couteau à scalper. Le *Nuage rose* sentait l'horreur courir dans tous ses membres, le feu dévorer son cerveau, le froid mordre son cœur ; cependant, en fille intrépide des forêts, elle cherchait à soutenir cette vision terrible. Par un effort surhumain, elle était parvenue à rassembler ses esprits prêts à la quitter, et la voix, que les affres avaient arrêtée d'abord dans son gosier, arrivait enfin dans sa bouche quand elle aperçut le *Vent d'Hiver* se pencher sur Saladin endormi, et, saisissant le couteau qu'il tenait entre ses dents, en menacer la gorge de notre héros. Alors, par un mouvement énergique et rapide, par un bond prompt et sûr comme celui d'un chat-tigre, la Caraïbe s'élança sur celui qui voulait tuer son amant. La terreur, elle ne la sentait plus, elle s'était délivrée de ses étreintes glacées ; le sublime vainqueur des épouvantes, le dévouement, embrasait de ses ardeurs ce cœur passionné de femme ; elle saisit d'une main, dont un instant les nerfs furent de feu, les muscles d'acier, le bras que le *Vent d'Hiver* levait contre Saladin.

Notre gentilhomme fut réveillé par un bruit de lutte et par le choc d'un corps qui tombait sur lui. Ce corps, c'était celui du *Nuage rose*, frappée dans la poitrine par son ennemi. L'héroïque fille, en tombant, trouva moyen d'occuper encore celui qui l'avait frappée, et de crier à Saladin :

— Défends-toi, ami, je meurs pour toi.

Elle n'avait pas achevé ces mots, que Briolan était debout, l'épée à la main, ardent et terrible comme la vengeance et la colère. Entre le gentilhomme français et le Caraïbe, le combat ne fut pas long. L'épée de Saladin entra, sortit et reentra dans le corps du *Vent d'Hiver* en épée qui veut se désaltérer et qui n'y parvient pas.

Oh ! la puissance de la mort, elle ne nous a pas été refusée, elle nous a été accordée à pleines mains ; il n'en a pas été de même de la puissance de la vie. Saladin avait tué le *Vent d'Hiver* ; le corps de cette bête humaine était là inanimé et sanglant devant lui, devenu cette chose qu'on nomme cadavre ; mais le *Nuage rose* aussi gisait sur le sol. Dans ce gracieux corps, qu'animait il y avait quelques instants une âme généreuse, rien ne vivait plus. Sur ce sein chaud encore, mais d'une chaleur décroissante et dont la source était désormais tarie, sur ce sein tout à l'heure frémissant des élans héroïques et amoureux, la mort avait posé son implacable et inerte main. Une morne blessure d'où suintaient quelques gouttes de sang, voilà ce qu'offrait cette poitrine faite pour les bouquets de fleurs et pour les baisers.

Saladin ne pouvait pas se décider à croire que toute espérance était perdue ; il alla chercher Favonette, si expert en blessures. Le chef des Longues Oreilles arriva, suivi de Narille, de Dranmor et de Mafré. Il avait bu quelques coups de trop à la source de sa philosophie, à son outre sacrée. Il était en ce moment de sa plus insoucianta humeur. C'est une chose chère aux hasards cruels, aux dieux mauvais, que de faire venir la légèreté et l'indifférence là où il faudrait la charité et la tendresse. Sur la route où les larrons ont laissé un homme à demi tué, il est bien rare que ce soit le bon Samaritain qui passe. Du reste, Favonette n'aurait rien pu pour sauver le *Nuage Rose*, quand il aurait eu le cœur de saint Vincent de Paule et la main d'Ambroise Paré. Il n'avait que trop raison lorsqu'il dit, en promenant son regard de Caraïbe et de grenadier du *Nuage rose* au *Vent d'Hiver* :

— Voilà des gens qui sont morts autant qu'on puisse l'être. La femme a une blessure étroite, mais profonde; la mort lui a été injectée au cœur. Quant à l'homme, il est troué, ce qui s'appelle troué. Quelles furieuses bottes vous lui avez portées, Saladin! Je voudrais que toutes les Grandes Bouches en eussent autant que lui à travers le corps. Toutefois, s'ils étaient tués de cette façon, il serait impossible à ceux de mes gaillards qui ont conservé un goût endiablé pour les rôtis humains de contenter leur gourmandise. Au point de vue chevaleresque, cet homme est très-bien tué, mais il l'est mal au point de vue culinaire.

L'air et les propos de Favonette en cette occurrence irritaient Saladin. Il lui répondit d'une manière très-succincte au sujet du *Vent d'Hiver*, sur lequel le chef des Longues Oreilles l'accablait de questions, et il finit même par le congédier, ainsi que Mafré et Narille. Il ne voulut garder auprès de lui, pour rendre les derniers devoirs au *Nuage rose*, que Dranmor, dont la figure était dure et impassible, mais révélait cette vertu qu'a la beauté, de n'être jamais pour l'esprit, dans quelque situation qu'il se trouve, un objet d'irritation.

Avec Dranmor, il veilla près du *Nuage rose* toute la nuit, et le lendemain l'enveloppa dans un linceul fait avec les peaux les plus douces qu'il put trouver. Il ne voulut point, dans les funérailles qu'il fit à cette fille des forêts, suivre les us des sauvages. Le pauvre *Nuage rose* avait trop souffert des mœurs au milieu desquelles sa vie s'était passée. Il l'ensevelit aussi simplement qu'une créature trépassée puisse être ensevelie. Sur le rivage de la mer, à l'endroit où le sable finit et où le gazon commence, il creusa une tombe. Cette tombe était voisine de la source où il s'était réveillé de l'évanouissement causé par ses blessures sur le cœur qui maintenant ne battait plus. Il déposa précieusement ce trésor sacré d'un corps que l'on a aimé dans la fosse qu'avaient creusée ses mains. Il combla cette fosse avec de la terre, et, aidé de Dranmor, scella dans cette terre un morceau de rocher sur lequel il écrivit :

Ci-gît le Nuage rose.

Le tombeau du *Nuage rose* regarde la mer du côté du levant. Les premiers rayons de l'aube y glissent; dans le flux, il sert de limite aux vagues. Je ne sais point quelle sépulture plus digne, je dirais presque plus charmante, pourrait être désirée par ceux qui attachent quelque prix à la façon dont doivent reposer leurs restes.

G. DE MOLÈNES.

(La troisième partie au prochain numéro.)

TURGOT.¹

Aux époques de décadence, quand ceux qui conduisent les peuples paraissent s'assurer dans le mal et marcher aux abîmes avec une insouciance sécurité, souvent une voix retentit qui leur apporte la parole d'avertissement. Les sages conseillers manquent rarement à la veille des grandes catastrophes. Véritables messagers de miséricorde, on dirait que la Providence, suspendant un moment l'ordre inévitable qui tire les effets des causes et fait sortir les révolutions des abus, a voulu les montrer au monde pour prévenir ces nécessités sanglantes qui régénèrent par le châtiment ; mais, en ces instants décisifs, les passions et les intérêts laissent-ils place à la prévoyance ? Sont-ils souvent écoutés, les importuns apôtres qui parlent de liberté sous l'empire du despotisme, de réforme dans le triomphe de la licence et de l'iniquité ? En vain la voix de Gerson avertira l'église chrétienne : confiante et aveuglée, l'église ira jusqu'au bord de l'abîme, et elle ne se réveillera qu'à la voix de Luther. Tout chancelle dans l'état ; royauté, noblesse, clergé, parlement, tout est en proie à la confusion ; l'ivresse du pouvoir a saisi les maîtres de la nation, tandis que celle de l'indépendance commence à gagner les peuples : Turgot paraît alors, il paraît poussé par la noble ambition de rendre la lutte impossible en lui enlevant tout prétexte ; il paraît au nom de la raison et des légitimes besoins du siècle, demandant aux privilèges d'indispensables sacrifices. Inutiles efforts ! il faudra que les choses aient leur cours. Ce que le droit n'a point obtenu, il faudra que la force l'arrache. Turgot se retire, Mirabeau doit paraître. La réforme échoue, la révolution éclate.

On sait avec quelle audace, excité par des victoires déjà nombreuses et des résistances encore opiniâtres, l'esprit humain au XVIII^e siècle tenta la conquête du monde. Superbe, et ne reconnaissant d'autre autorité que lui-même, il se mit à tout critiquer pour tout abattre, il dogmatisa sur tout pour tout réformer. Ambition légitime, car il était temps de relever de tutelle le droit de penser librement ;

(1) *L'Éloge de Turgot*, qui a été couronné par l'Académie française, n'a pu être lu que par fragments dans la séance solennelle du 10 septembre ; l'importance de ce travail nous engage à le donner dans son ensemble au public, dont le jugement confirmera sans doute celui de l'Académie.

généreuse, car elle n'était jalouse que du bien de l'humanité ; irréprochable, pour tout dire, si elle eût porté plus de scrupule dans le choix de ses moyens ! Mais l'équité est-elle gardée dans ces soudaines représailles ? Libre, l'esprit humain paya par ses excès la rançon de son indépendance ; souverain, il commit la faute de tous les pouvoirs absolus, il abusa. Il le peut avouer sans honte, maintenant que ses excès lui ont appris à mieux régler son ardeur : les armes alors furent souvent moins pures que la cause. Relâchement des mœurs et sentiment de la dignité humaine, scepticisme et inébranlable confiance dans la sainteté du droit, tout servit à la lutte, lutte inouïe dans les fastes du monde. Deux pouvoirs aux prises, pouvoirs vieux l'un et l'autre comme la société humaine, mais dont jamais l'inimitié n'avait plus visiblement paru ni plus violemment éclaté ; l'un qui dispose des bûchers contre les écrits, des prisons contre les personnes ; l'autre qui, pour se défendre comme pour attaquer, n'a qu'une arme, mais puissante, mais irrésistible, la parole ; — ici la faiblesse violente d'un gouvernement qui plie sous les siècles, ses abus, ses adversaires et ses propres efforts ; en face, les emportements de l'opinion intolérante, insatiable, aspirant à régner, à régner sur le monde, comme elle règne sur les esprits, sans contrôle et sans partage. Violence où se mêle la plus étrange des inconséquences ! La philosophie enseigne à la fois le matérialisme et la justice absolue. On la voit rabaisser l'homme jusqu'à le désespérer ou à l'abrutir, on la voit le relever jusqu'à l'enivrer de lui-même. Des athées proclament avec une ardeur inouïe de foi et de prosélytisme le progrès de l'humanité, qui suppose une providence régulatrice. Des partisans de l'égoïsme érigé en système embrassent dans leurs vœux toutes les classes, tous les peuples, et les temps mêmes qui ne sont pas encore. Des incrédules, injustes jusqu'à l'outrage à l'égard de l'Évangile, se déclarent les apôtres de ces principes de charité, de fraternité, d'égalité, qui avaient fait le principe et la force du christianisme naissant.

Dans ce siècle de grandeur et de faiblesse, d'analyse et de rêves, un homme parut, non pas le plus illustre de ses contemporains, mais le seul peut-être qui, constamment libre sans témérité, modéré sans complaisance, ne se servant de la logique que pour donner plus de force au sens commun, sut parfaitement comprendre et son siècle et l'avenir. Ayant assez examiné pour n'être ni crédule ni sceptique, assez libre d'engagements pour n'appartenir à aucune secte, avec une incomparable sûreté, il fit le discernement du vrai et du faux dans les doctrines régnantes. Ennemi des abus sans déclamation, ami de la philosophie, mais ami sévère et parfois même incommode, il appartient au XVIII^e siècle sans s'y confondre, il s'en sépara sans hostilité. Son siècle se laissait emporter à l'attrait menteur du paradoxe, il fut le héros du bon sens. Son siècle, impatient de s'élancer dans les voies de l'avenir, calomniait le christianisme et le passé ; il rendit justice au passé, il expliqua la merveilleuse alliance du christianisme avec la liberté de penser et l'égalité civile. Son siècle glissait mollement sur la pente d'une vie épicurienne ; il opposa la dignité mâle de son caractère à cette sagesse facile qui se pique de suppléer aux vertus par l'esprit, et au dévouement par la politesse. Enfin son siècle, enfant émancipé des vieilles disciplines, pour premier essai de son indépendance, passant tout entier sous le joug du plus spirituel des maîtres, saluait dans Voltaire le prophète des temps nouveaux ; lui, disciple ferme et calme de la vérité seule, échappa même à Voltaire, dogmatisa sérieusement où ce brillant génie raillait avec éloquence, chercha le vrai où il excellait à découvrir le faux, plaida pour les franchises intellectuelles en stipulant dans la pratique pour les droits de la reli-

gion, changea enfin des vues confuses en une science exacte, et réduisit de vagues désirs en un corps de réformes, image purifiée, image irréprochable d'un temps qui mêla jusqu'à les confondre le mal au bien et l'erreur à la vérité!

Tel dans le mouvement du siècle et dans le groupe des contemporains nous apparaît Turgot. Il n'est point marqué des signes extérieurs qui annoncent le génie aux regards des hommes. Il n'a reçu du ciel ni cette fantaisie étincelante qui prodigue le ridicule et la grâce, ni cette parole acérée qui brille et perce comme un glaive, ni cette éloquence séduisante qui va chercher les passions au fond des cœurs, tout en leur parlant de vertu. Vous diriez la vérité dans sa nudité sévère, au milieu de l'élégante frivolité des lettres et de l'éloquence parée des sophismes. Que ce soit là, si l'on veut, le défaut de cette gloire modeste; dépourvue de tout ornement étranger, elle n'est faite que de vérité; son éclat, c'est sa pureté. C'est par là même qu'elle fut unique! Admirables esprits qu'adora le *xviii^e* siècle, combien votre domination est liée à vos erreurs, et que votre éloquence tient de près à vos passions! Qu'on vous ôte vos haines, vos colères, vos fautes, combien votre renommée n'en est-elle pas atteinte, combien votre génie ne perd-il pas en s'épurant! Les écrits de Turgot, ses actions, ses projets, sa pensée et sa vie dérivent d'une seule source, l'ordre, s'expriment d'un seul mot, la raison. Qu'on ôte à ce sage l'ordre et la raison, plus rien ne subsiste de lui; qu'on les lui rende, il reparaît tout entier. Turgot, génie vaste et conciliateur, esprit que nul ne surpasse pour le calme comme pour l'étendue de la pensée, et de qui aussi on peut dire « qu'il trouve sa sérénité dans sa hauteur! » Voici enfin un homme supérieur qu'on peut aimer sans scrupule, qu'on peut louer sans réserve. Voici une gloire qui console de l'admiration mêlée d'effroi que nous arrachent des génies orgueilleux et incomplets tout ensemble. Point de balance à établir entre le bien et le mal. Rien à voiler, à atténuer, même à défendre. Pas un principe qui n'ait le genre humain pour objet; la lumière philosophique avec la charité sociale, les vertus privées avec le dévouement du citoyen. Aussi, à contempler cette figure placée au-dessus de la sphère des passions, et doucement éclairée du jour de la science et de la vertu, je ne sais quelle satisfaction intime et pleine se répand dans l'âme, comme devant une de ces images d'un art accompli où se révèlent toujours plus, à mesure qu'on s'en approche, la pureté du détail et l'harmonie de l'ensemble.

C'est dans un séminaire que se forma cet esprit si original, cette âme si indépendante; c'est dans ce tranquille séjour, où pénétraient en lui un tendre respect de la religion et le goût viril de la règle, que vint le chercher l'esprit du temps, qui alors soufflait partout. Le jeune théologien lisait assidûment les écrits des économistes, les œuvres de Buffon sur l'histoire naturelle et sur la philosophie de l'homme, et les ouvrages les plus répandus de métaphysique. Ainsi, par un privilège heureux qui, pour un esprit moins ferme et moins sûr, eût pu devenir un péril, Turgot reçut à la fois les enseignements du séminaire et ceux du *xviii^e* siècle. Ainsi s'établirent pour toujours en sa jeune âme, se mêlant en ce qu'elles ont de meilleur, se tempérant au lieu de se combattre, les leçons du christianisme et celles de l'esprit nouveau.

Turgot n'avait pas encore vingt-trois ans, et, déjà formé par d'austères méditations, il était mûr pour la science. Enfant, la bienfaisance et le travail avaient été ses premiers plaisirs; la recherche universelle du vrai, un amour de l'humanité puisé à la source de l'Évangile et de la philosophie, de la réflexion et du cœur,

voilà quelles furent les passions du jeune homme. Le temps ne le changera pas. C'est à peine même si, en lui apportant de nouveaux progrès, il le modifiera. Déjà Turgot a donné des gages qu'il ne doit pas démentir. Un économiste habile, un métaphysicien original, un historien philosophe, est assis sur les bancs de Sorbonne.

Au temps où Condillac faisait accepter son système presque sans discussion, du seul droit d'une intelligence qui ne se laissait pas facilement subjuguier, le jeune philosophe osa n'être pas de l'avis de Condillac. Attaquant les idées de Maupertuis sur le langage, il s'éleva contre cette philosophie qui, réduisant l'âme humaine à une sorte de mécanisme artificiel, prétend créer la pensée par les mots et fait l'homme esclave de ses signes. Il distingua avec une netteté sévère la substance qui demeure des accidents qui changent, et de l'étendue qui n'en est que l'apparence ; il signala à son adversaire cette pente du scepticisme au sujet du monde extérieur, conséquence étrange, extravagante, pourtant nécessaire, du sensualisme comme du spiritualisme exclusif. Ce système, il le combat dans la personne de Berkeley, qui pousse à l'absurde les principes de son maître Locke à force de se montrer logique et pénétrant.

Mais il est un titre plus imposant de Turgot comme métaphysicien : c'est ce vigoureux article sur *l'Existence*, composé un peu plus tard pour l'Encyclopédie, tout plein de pressentiments spiritualistes, de hardis tâtonnements et de germes féconds ; c'est là surtout que, développant et fortifiant les idées jetées dans les deux écrits de sa première jeunesse, sa libre méditation dépasse les horizons de la philosophie dominante. Disciple encore de Locke, mais disciple secouant à demi le joug sous lequel tout un siècle se courbe, croyant que la sensation est la source unique de nos idées, mais faisant intervenir un principe actif dans les opérations de notre esprit, Turgot proclame dans le *moi* « le premier type de l'idée d'existence. » Ainsi, préludant un demi-siècle à l'avance à la réforme philosophique, cet esprit énergique annonçait la théorie profonde de Maine de Biran et de Royer-Collard sur la perception du monde extérieur ; ainsi Turgot réhabilitait la supériorité de l'esprit dans une philosophie qui n'y vit qu'une essence passive, jusqu'à ce qu'elle le supprimât tout à fait comme une superfluité embarrassante.

C'est la destinée de toute grande doctrine d'aller jusqu'au bout de ses principes. Il était nécessaire qu'une mauvaise métaphysique fût couronnée par une morale digne d'elle. Cependant tous les esprits ne devaient pas consentir à passer sous les fourches caudines des systèmes matérialistes. Quand un fermier général publiait sous ce titre : *l'Esprit*, le code philosophique des mœurs du siècle de Louis XV, deux hommes, dont apparemment Helvétius n'avait pas dit le secret, protestaient avec force contre cette frivole et calomnieuse accusation intentée à la nature humaine : l'un, c'était l'auteur de la profession de foi du *Vicaire savoyard*, écrivait une réfutation qu'il supprimait généreusement en apprenant la condamnation du livre de son adversaire par arrêt du parlement ; l'autre, c'était Turgot, épanchait librement son indignation et son mépris dans une lettre à Condorcet, où il flétrissait cette philosophie sans logique, cette littérature sans goût, cette morale sans honnêteté. Il y proclamait que nos idées et nos sentiments sont non pas innés, mais naturels, c'est-à-dire fondés sur la constitution de notre esprit et de notre âme, principe qui contredit l'axiome fondamental de la philosophie sensualiste. Sans doute il ne fallait pas que la France descendit le dernier degré de l'immoralité systématique, sans que la voix d'un philosophe honnête

homme s'élevât en l'honneur des principes éternels de la justice et de la vertu.

Mais revenons au début d'une jeunesse déjà si féconde. C'était en 1750. Turgot venait d'être nommé prier de Sorbonne, et il était chargé de prononcer les discours qui terminaient et inauguraient chaque année le cours des études. Laissant les banalités ordinaires en de telles circonstances, il attaque de prime abord les questions les plus hautes et les plus inexplorées. Il prend pour sujets les progrès successifs du genre humain et les services que le christianisme a rendus à la société civile.

Tout est entièrement moderne, tout semble appartenir au *xix^e* siècle, pensées, langage, formules même, dans ces ouvrages de Turgot et dans les discours sur l'histoire universelle, qui n'en sont que le développement. Il n'est pas jusqu'aux problèmes qu'il soulève qui ne soient, pour son temps comme pour ses auditeurs, presque aussi nouveaux que les solutions qu'il apporte.

Contemplez cet univers : au sein d'une mobilité sans mesure, quelle imposante immobilité ! quelle unité dans les lois qui le gouvernent ! Mais quelle est cette créature qui s'agit comme incapable de trouver sa vraie place ? Poussée par je ne sais quel instinct, elle promène en tous lieux sa vague inquiétude et ses errantes aventures. Ignorant le but du voyage, elle va où ses désirs l'emportent, elle va où l'entraînent ses idées changeantes. Pourtant il semblerait qu'elle veut goûter le repos ; elle le demande à ses lois, à ses religions, à ses constitutions politiques : impuissants projets ! Voici qu'elle-même se hâte de briser, voici qu'un coup du sort emporte ces institutions dont elle avait rêvé l'éternité, tentes légères qui l'abritèrent un jour à peine. Où va donc ce voyageur ? Seul être intelligent, serait-il le seul qui ne fût soumis à aucune règle ? Seul être libre, aurait-il été jeté comme un jouet entre les mains du hasard ? Ces vicissitudes de sa course, ces révolutions que la destinée semble jeter sous ses pas pour confondre sa prévoyance, ces empires qui tour à tour, à leur heure, sans plus de raison, s'élèvent, puis déclinent, puis tombent, homme, est-ce donc là ton histoire ?

Écoutez comment cet esprit de vingt-trois ans qui, le premier en France, pose de telles questions, les discute et les résout.

La main de Dieu jette l'humanité sur la terre ; la voici nue et désarmée : qui la sauvera des étreintes d'une nature ennemie ? Quelle est la force de cette créature fragile ? La pensée. C'est par là que triomphera l'être disgracié qui doit s'appeler un jour le roi de la création.

Cette pensée n'a pas été abandonnée aux chances du hasard. Mue par des passions toujours les mêmes, gouvernée par les mêmes principes essentiels, soumise au spectacle du même univers, c'est elle qui constitue l'unité de l'histoire, sa vivante image : « causes générales, influences particulières, actions libres, » tels sont les principes qui, rapportés à l'esprit humain comme à leur source, composent, en se combinant, la vie de l'humanité. Mais le but aussi a son unité. Caprices désastreux des princes et des peuples, jeux sanglants de l'avarice et de l'ambition, ces détails honteux ou horribles se mêlent à l'histoire, mais ne sont pas l'histoire même pour qui sait regarder de haut. « Au milieu des ravages de la guerre, » ne voyez-vous pas « les mœurs qui s'adoucissent, les esprits qui s'éclairent, les peuples qui se rapprochent, et la masse du genre humain s'avancant toujours, quoique à pas lents, à une perfection plus grande ? » Ainsi l'humanité est soustraite au règne du hasard, arrachée à l'empire du mal ; ainsi tombe le

nuage qui voilait un Dieu. L'âme respire à l'aise ; la terrible énigme a fait place à ce mot si clair et si consolant : le progrès.

Le progrès ! croyance des temps nouveaux, doctrine vivifiante que la pensée du XVIII^e siècle a léguée, pour ne plus périr, à la race humaine ! c'est à Turgot qu'appartint l'honneur de l'apporter à la France, c'est la France qui eut la gloire de la donner au monde.

Le créateur de la philosophie de l'histoire, alors inconnu parmi nous, Vico, n'avait pas soupçonné le but de ces mouvements qu'il ramène sans cesse dans le cercle inexorable de ses *Ricorsi*. Pascal avait comparé le genre humain à un seul homme qui apprend continuellement ; mais, dominé par l'ordre habituel de ses travaux, détourné d'une telle pensée par la sombre tristesse de son génie et de sa foi, Pascal n'était pas allé au delà du développement des sciences mathématiques et physiques. Un autre philosophe, qui semble égaler le génie à l'étendue de la création, Leibnitz, placé à l'origine de presque toutes les grandes idées modernes, comme Homère à la source de toute l'antique poésie, avait jeté sur la marche du genre humain une de ces paroles comme il lui en échappe, si fortement colorées dans leur raison sublime ; mais ce n'était qu'un fugitif éclair et comme un prophétique aperçu. Dans cette grande et imposante récapitulation qu'il fait des peuples de la terre, Montesquieu avait borné sa vue aux seules institutions, et là même, il avait paru plus préoccupé de marquer les circonstances qui les modifient que de chercher un ordre général suivant lequel elles se développent. Faut-il enfin citer Voltaire ? Pour cette pensée généreuse, mais flottante, le progrès fut-il autre chose qu'une espérance, bien obscurcie d'ailleurs dans l'esprit d'où sortit *Candide* ? C'est Turgot qui convertit en certitude les pressentiments de ses devanciers, qui tira la doctrine nouvelle des entrailles de son temps, pour la façonner à l'image régulière de sa pensée, pour la rendre au monde tout éblouissante des lumières de la démonstration.

Il fut plus que le pénétrant interprète d'une idée mal éclaircie. Le premier, il lui donna toute sa grandeur, toute sa portée. Avec lui, le progrès embrasse et le temps et l'espace ; il est continu et universel. Avec lui, il cesse de se borner à quelques nations privilégiées, à une espèce d'aristocratie dans chaque nation ; il comprend le peuple aussi bien que les peuples. Avec lui, ce n'est plus telle ou telle partie de la nature humaine, c'est la nature humaine tout entière qui en subit la loi. Le progrès de l'humanité, c'est l'âme qui s'élève, c'est l'esprit qui s'instruit, c'est la condition matérielle qui s'améliore, c'est la masse des hommes peu à peu admise à la participation des grandes pensées qui éclairent et qui honorent l'homme, des sentiments qui ennoblissent et qui étendent sa nature, des biens nécessaires au développement de la vie morale comme de l'existence physique ; c'est, sous l'empire de la charité religieuse, de la justice sociale et d'un intérêt mieux entendu, la concorde succédant à la haine entre les individus, la paix à la guerre entre les nations. Turgot aperçoit et marque le lien jusqu'à lui à peine entrevu de toutes ces choses. Religion, philosophie, morale, industrie, commerce, droit des gens, politique, économie sociale, ces sciences étudiées à part comme étrangères les unes aux autres, comme ne présentant aucun intérêt, si ce n'est immédiat, accidentel et borné, Turgot les embrasse d'une seule vue, signale leurs rapports, montre leur influence sur l'avenir de l'humanité, les tire de leur source unique, à avoir l'esprit de l'homme, et dévoile leur but commun, le progrès de la société. Des ce progrès général, à chaque peuple, à chaque siècle, il appartient de représenter et

de développer telle ou telle partie ; mais quand ce siècle s'est évanoui, quand ce peuple a disparu de la scène du monde, l'humanité éternellement jeune, l'humanité qui ne meurt pas, est là qui recueille et qui mêle ensemble toutes ces parties du patrimoine universel, le prêtant, ainsi accru, à un nouveau peuple, à un nouveau siècle, le lui arrachant dès qu'il a cessé de fructifier entre ses mains, formant de toutes les dépouilles le trésor commun, élevant avec toutes les ruines l'édifice qui grandit toujours. Ainsi la pensée de Pascal, tombant aux mains d'une époque hardie et d'un génie généralisateur, s'applique à l'homme tout entier, entraîne gouvernements et nations, institutions et mœurs. Ainsi l'histoire s'élève au rang de science, participe à la durée, à la généralité, à la régularité des lois de la nature humaine, et adopte pour devise cette parole échappée à l'âme d'un poète païen : « Rien d'humain ne m'est étranger. »

C'est du haut de ce principe que Turgot parcourt les destinées historiques de l'humanité, suit tous les pas de la civilisation, juge les faits, les lieux, les temps, les hommes, les religions, rejetant tout ce qui ne fut que passager dans la mal comme dans le bien, s'attachant tout entier aux lois permanentes, aux causes générales et aux influences durables, montrant dans l'histoire un drame saisissant et majestueux, non moins varié pour avoir plus de suite, non moins intéressant pour être plus solennel.

Comme une armée qui ignore ses marches, mais que guide le génie d'un chef, ainsi le genre humain s'avance avec ordre vers des destinées qu'il ne connaît pas. Les champs de l'Asie ne lui peuvent suffire. L'Asie, avec ses races barbares, ses révolutions perpétuelles, ses mœurs amollies et ses croyances immuables, l'Asie, pour le contenir, est à la fois trop remuante et trop immobile. Voici Tyr aux vaisseaux rapides qui dévoile les nations aux nations. Voici l'énigmatique Égypte avec sa théocratie silencieuse qui semble garder le secret de la civilisation : la Grèce le lui arrachera et le divulguera au monde. Elle la développe, elle la commet à la garde de ses défilés, elle lui gagne ses premières, ses immortelles victoires de Marathon et de Salamine. Déjà la civilisation ne se défend plus, elle attaque. Quel est ce jeune homme si passionné, si réfléchi, qui en est le chef et l'apôtre ? Il la promène triomphante par toute l'Asie, lui élève Alexandrie, puis va mourir à Babylone. Le tour de Rome est venu. La Grèce en expirant lui a légué « ses lettres, ses sciences, sa philosophie ; » Rome y ajoute sa législation, sa langue, ses armes. C'est par elles qu'elle attire ou pousse dans le cercle inévitable l'Italie, la Gaule, l'Espagne, l'Afrique. Arrivée au faite, enserrant une partie du monde dans son unité puissante, elle subit la loi commune. Des plaies affreuses, l'esclavage, la corruption, le despotisme, une inégalité sans frein, s'unissent pour la dévorer. La barbarie, refoulée jusque-là, accourt à la première espérance ; elle ramasse ses forces, se jette sur l'empire : c'en est fait de Rome, c'en est fait du monde.

Mais dans un coin isolé de la terre un enfant était né ; il était né chez un peuple expressément chargé de garder le dogme perdu de l'unité divine. Plongé dans les idées charnelles, le peuple juif n'avait pas su reconnaître le messie qu'il attendait ; il avait mis à mort le divin messenger. Mais la doctrine qu'apportait celui-ci ne pouvait pas périr ; elle était vraie, elle était nécessaire au monde. Elle ne parut pas seulement à l'humanité déchue pour la relever vers le ciel ; elle parut pour établir de plus en plus le règne de Dieu sur la terre. Attirés par sa force toute-puissante, les barbares comme les vaincus arrivent à elle tour à tour ; avec les

richesses, avec le territoire, ils trouveront la civilisation à laquelle seule ils ne songeaient pas. Que de temps pour qu'une telle révolution s'accomplisse ! L'ombre et la lumière luttent pendant des siècles ; les germes mystérieux de l'avenir fermentent au sein de la corruption ; « l'esprit de la Grèce, la législation de Rome, la religion de la Palestine, » le préparent en silence. De ce commun travail, à la religion revient la plus grande part. Quel est celui de ses bienfaits que Turgot n'a pas signalé ? Le sentiment de la dignité humaine rendu à la nation dégénérée, donné aux nouveaux venus ; l'égalité factice, exclusive, des anciennes républiques faisant place à une égalité libre dont la source est dans l'âme ; les vertus qui elles-mêmes s'étaient égarées reprenant leur place véritable ; la femme remontant à son rang naturel, à côté de l'homme ; la vie de l'enfant redevenue sacrée ; l'esclavage s'effaçant en partie ; le droit des gens adouci, et, par un miracle nouveau, le citoyen « conciliant avec un amour de préférence pour la patrie l'amour général de l'humanité ; » cette révolution en un mot, qui, des profondeurs de l'âme humaine, passa dans la société et dans l'état, Turgot la comprend dans tous ses effets, la rattache à ses origines religieuses. Qui s'efforça dans les temps barbares de mettre à la place d'une pénalité féroce une législation préventive ou pénitentiaire ? Qui rapprocha la distance entre les rois et les sujets, « dans l'éloignement infini qui sépare les uns et les autres de Dieu ? » Qui enfin, durant ce moyen âge dont le *xviii^e* siècle ne voit que les malheurs, l'ignorance et les crimes, conserva le dépôt des sciences et des lettres, présidant à l'éducation du peuple et modérant l'oppression par la crainte des maux éternels ? A ces questions Turgot ne cesse de répondre que le christianisme est l'auteur, l'unique auteur de tant de bienfaits.

L'esprit moderne que forme l'église, et qui plus tard luttera contre elle, Turgot le montre grandissant peu à peu à l'ombre du sanctuaire. Assez fort pour marcher seul et sans guide, il s'avance avec liberté dans les voies de la méditation et de l'expérience. Toutes les sciences se lèvent l'une après l'autre ; tout les progrès s'appellent, se répondent. Le monde des cieux dévoile à l'homme des merveilles que l'œil n'avait pas entrevues, que l'imagination des poètes n'avait pas osé soupçonner ; le monde terrestre est doublé, et l'homme prend enfin possession de toute sa demeure. Tandis que la navigation met en présence les peuples étrangers ou ennemis, voici qu'un obscur artisan ajoute des ailes à la pensée ; au sein de la diversité des pays, de la différence des langues et de l'inimitié des races, comme pour en préparer l'union, la pensée forme un immense et unique royaume dont toutes les parties correspondent entre elles, dont les lois sont les lois mêmes de l'esprit humain, dont les hommes de génie sont les chefs, dont tous les citoyens, suivant la parole chrétienne, se reconnaissent pour frères en esprit et en vérité.

C'est ainsi que dans un séminaire Turgot, ouvrant une ère nouvelle, se séparait de Bossuet et de l'histoire ecclésiastique ; c'est ainsi qu'en face du *xviii^e* siècle il osait rompre avec Voltaire. Avec lui, l'histoire tout entière sort des principes de la nature humaine et s'explique par les lois nécessaires qui président à son développement. Avec lui, elle cesse d'évoquer une cause toute-puissante dont l'historien dispose à son gré. Combien laisse-t-il loin l'étroit et stérile système de l'*Essai sur les Mœurs* ! Poussé par le génie de l'analyse et de l'école sensualiste, Voltaire, frappé surtout des détails, n'aperçoit dans le monde que mobilité et caprices. Sous l'influence de l'esprit de système, et guidé par la prédilection secrète de son esprit, il prend plaisir à tout mettre sous la servitude des petites causes.

Entre les deux extrémités opposées de deux génies si divers, Turgot choisit sa route. Ce n'est pas la cause unique, encore moins est-ce le hasard qui est le principal ressort de l'histoire : l'homme seul en est le héros. Non que la puissance divine en soit bannie, mais elle y est comme dans le monde, en se cachant. L'histoire se développe avec ordre, parce que Dieu, qui est l'ordre même, en a déposé des traits ineffaçables dans la créature faite à son image, avec variété, parce que l'homme est libre. Ainsi tout est ressort dans ce grand mouvement qui entraîne les choses humaines vers un état toujours meilleur. La douleur, la guerre, fléaux sans explication, sans compensation aux yeux de l'auteur de *Candide*, instruments du progrès selon Turgot ! Dire que Voltaire calomnie le christianisme et que Turgot en fait, pour ainsi parler, l'apothéose sociale et historique, ce serait trop peu. L'histoire, chez Voltaire, est la satire de la Providence ; elle en est avec Turgot la plus élatante apologie.

Le jour où, devant une assemblée de quelques prêtres, exprimant ces hautes pensées dans un langage aussi simple que son âme, il proclamait l'idée du progrès universel, ce jour-là Turgot prenait sa place parmi les bienfaiteurs de l'humanité. Il faisait faire un pas de plus à la pensée, à la science, à la société. Le genre humain avait suivi sa loi en aveugle, justifiant à la lettre cette parole d'un grand évêque : « L'homme s'agite, mais Dieu le mène. » Au XVIII^e siècle, il commença à se mettre lui-même à la tête de ses destinées. La France, qui avait annoncé la première le dogme nouveau, la première en poursuivit le triomphe dans son propre sein et chez les autres peuples. Il y a plus de cinquante ans qu'elle ne cesse de le poursuivre, dans la science et dans la pratique, par tous les moyens dont dispose son souple et fécond génie, par les voies de la guerre et de la paix, par l'épée et par la plume, par les conquêtes de l'industrie ; mais elle avait trop oublié celui qui en fit une certitude et une science, sans doute par cela même qu'elle y reconnaissait comme l'instinct de son propre génie. Il était digne du XIX^e siècle, digne du corps illustre qui en représente la gloire philosophique et littéraire, de rendre à ce grand devancier des idées contemporaines la partie la plus haute, la plus originale, la moins étudiée de sa gloire.

En face des excès qui, sous le nom de la perfectibilité indéfinie, tourmentent et fatiguent ce siècle, il est une dernière pensée que je ne puis passer sous silence. Mélange admirable de hardiesse et de retenue, du même effort qu'il créait un si noble système, Turgot en prévoyait les abus et en posait les infranchissables limites. Le progrès indéfini n'est pas pour lui ce progrès impossible qui anéantit les bornes dans lesquelles l'éternelle volonté, disons mieux, l'éternelle sagesse, a renfermé notre nature. Turgot n'imaginait pas pour l'avenir des facultés nouvelles et mystérieuses, il ne rêvait pas pour le genre humain le chimérique privilège de l'immortalité sur la terre. S'avancant jusqu'aux confins de la vérité et du bon sens, il allait jusqu'où la philosophie peut aller, mais il s'arrêtait où l'illuminisme commence. Sa raison seule était prophétique. Il ne séparait pas du progrès lui-même les misères inséparables de la condition humaine. Non, tant qu'il y aura des mortels sur cette terre, il y aura des larmes. Quoi que prétende une philosophie téméraire, la lutte, et en une certaine mesure la douleur même, ne cessera pas d'être la condition du développement d'un être borné, et je dis qu'il faut nous en rejouir. L'homme ne se verra pas abaissé à l'immobile béatitude des satisfactions matérielles ; il ne se verra pas détrôné par elles de ce privilège qui le distingue entre tous les êtres, se créer soi-même, se développer par le sacrifice, et

trouver au sein de douleurs volontaires d'ineffables joies et d'incomparables récompenses. Quant aux abus, quant aux injustices du meilleur état social, l'avenir qu'invoquait Turgot n'était pas de ce monde. Est-il besoin d'avertir qu'il ne croyait pas que tout fût borné à ce cercle laborieux de la vie humaine ? Je veux le dire pourtant, puisque des théoriciens de néant, couvrant les pires doctrines de la philosophie du dernier siècle de je ne sais quelle vague et menteuse apparence de religion, vont répandant partout comme la bonne nouvelle du xix^e siècle que le ciel est sur la terre, que le bonheur des générations futures est une compensation, une consolation suffisante pour ceux qui ont lutté, pour ceux qui ont mérité, pour ceux qui ont souffert. Qu'ils anéantissent l'individu dans la vide abstraction de l'espèce, Turgot les condamnait à l'avance. Il ne pensait pas qu'il fût ni sensé ni honnête de retrancher, au nom du progrès, les plus grandes perfections qui soient ici-bas, la vertu et le dévouement. Il ne croyait pas qu'en étendant l'empire des espérances terrestres, on eût le droit d'attenter à la plus belle de toutes les espérances, à la seule qui survive aux autres, à l'immortalité de notre âme.

Quand il eut achevé le cours de ses études théologiques, appelé à prendre parti sur la carrière qui devait décider de l'emploi de sa vie, il annonça à son père que ses principes ne lui permettaient pas d'entrer dans les ordres. Il estimait à trop haut prix la religion pour penser qu'on pût en embrasser le ministère sans une bien sûre vocation. Vainement ses amis lui montrèrent dans les charges de l'église le marche-pied des dignités de l'état. Turgot cessa de porter l'habit ecclésiastique, et, comme à la théologie il avait joint l'étude du droit aussi bien que celle de la métaphysique et de l'économie politique, il ne tarda pas à être reçu conseiller au parlement, peu de temps après maître des requêtes.

Ainsi entra dans le monde, pour lequel on ne l'avait pas destiné, ce jeune homme qui cachait sous des dehors très-simples, et même un peu embarrassés, un esprit d'élite et une âme résolue, sous le calme de sa physionomie un cœur animé des plus généreuses passions, sous la parfaite modestie de ses manières une noble fierté de sentiments. Sa timidité et son humeur silencieuse, qu'on avait prises d'abord pour une marque d'infériorité, devaient passer plus tard pour dédain de philosophe ou de grand seigneur. Pourtant ce qui faisait le fonds de cette âme, c'était un grand besoin de se répandre et de rencontrer dans les autres la sympathie qu'elle éprouvait. Turgot ressentit et inspira les affections les plus fortes et les plus durables. Son esprit n'éprouvait pas à un moins haut degré le besoin d'être compris. La contradiction le trouvait peut-être sensible à l'excès ; il ne s'en irritait pas, mais il paraissait en souffrir. La vérité était pour lui une véritable passion ; c'est dire qu'avec de vifs plaisirs elle lui causa de vives peines. L'amour qu'elle lui inspirait avait peut-être le tort de se montrer trop ombrageux. Ce ne fut que par la grande habitude que Turgot put prendre sur lui d'entendre en silence une certaine suite de faux raisonnements. Encore, si l'on en doit croire son ami et son biographe Dupont de Nemours, sa physionomie ne cessa jamais de parler pour lui. Ainsi ses défauts même, si l'on doit appeler de ce nom les imperfections qui ne font souffrir que nous-mêmes, tenaient encore aux plus nobles qualités de son âme.

Historien, Turgot avait montré l'accord de la puissance active de l'homme et de la nécessité des lois générales. C'est au nom des mêmes principes qu'il résoudra les grands problèmes d'organisation sociale. Publiciste, il enseignera le libre développement des facultés humaines et ces immuables principes qui leur servent de

lumière et de règle, il soutiendra en politique l'alliance de l'autorité et de la liberté.

Quand il se fait l'apôtre du principe de liberté, Turgot suit le mouvement du *xviii^e* siècle ; quand il prend la cause de ces règles absolues, qui seules conservent la société et qui seules l'expliquent, il en devient l'adversaire. Jamais il ne sépare le devoir du droit. Jamais, en plaidant pour l'affranchissement des âmes, il n'oublie ces lois de la raison et de la morale, les plus puissantes de toutes, puisqu'elles fondent les autres ou qu'elles les condamnent à mourir lorsqu'elles ne les ont pas fondées. Il sait que des forces qui dirigent le genre humain, les unes le poussent en avant, les autres le retiennent au contraire, et que celles-ci ne sont pas moins nécessaires à la véritable indépendance et au véritable progrès. C'est ainsi qu'en réclamant en faveur de la philosophie et de l'esprit d'examen une liberté illimitée, il défend la religion qui seule peut assurer, régler le mouvement des sociétés, à la fois contenir et développer la nature humaine. Ce mot de *droit* que le *xviii^e* siècle fait si haut retentir, il est vrai de dire que le *xviii^e* siècle ne le comprend qu'à demi ou même s'en forme une idée fausse. Philosophiquement il le tire de l'utilité, sur laquelle il fonde l'origine de la société, c'est-à-dire qu'il l'ébranle en même temps qu'il l'établit. Quel rapport y a-t-il entre le devoir et l'utilité essentiellement variable, et, si l'intérêt est la seule règle, qu'est-ce donc que l'obligation ? Mais le *xviii^e* siècle va plus loin. Ce droit, il veut que chacun le respecte et le défende en soi non moins que dans les autres ; il fait un crime de la servitude à l'esclave aussi bien qu'à l'opprimeur, il lui impose l'insurrection comme le plus saint des devoirs. Or, si le droit n'est qu'un autre mot pour désigner l'intérêt, au nom de quel principe imposer à une nation plus qu'à un homme sa propre satisfaction ? Cette idée, en général si peu comprise, c'est la gloire de Turgot de l'avoir placée sur ses véritables fondements. Il l'assigne pour origine à la société. Il la conçoit comme invariable, comme absolue. Il la place au-dessus de la tyrannie populaire comme du despotisme des rois. Quel est ce disciple de Locke qui prend corps à corps le système de Hobbes et de ses sectateurs ? Quel est cet enfant d'un siècle sceptique qui s'écrie : « La force est le seul principe que les athées admettent ; mais la vraie morale suit d'autres maximes. Elle reconnaît dans tous les hommes un droit égal, et cette égalité, elle la fonde non pas sur le combat des forces des différents individus, mais sur la destination de leur nature, mais sur la bonté de celui qui les a formés... Celui qui opprime s'oppose à l'ordre de Dieu... La ligue du faible avec le droit, c'est la ligue du faible avec Dieu même. » Où trouver enfin une conviction plus résolue contre la souveraineté du nombre, cette doctrine matérialiste qui substitue, sous une noble apparence, la puissance matérielle aux lumières et à la justice ? Qui jamais exprima mieux l'immense distance qui sépare les lois convenues des principes de justice naturelle, lorsque, rencontrant cet idéal des publicistes contemporains, la république de Lacédémone, il la marque en passant d'une réprobation énergique ? Par son esprit général, par ses vues sur la destinée de l'homme, par ses idées politiques et sociales, mieux encore que par sa métaphysique, Turgot appartient à cette grande école du spiritualisme que l'on retrouve partout où il s'agit de revendiquer les vrais principes de la science et de la société.

La question des rapports de l'église et de l'état devait attirer cet esprit élevé et pratique, ce fils du christianisme et de l'esprit moderne qu'il ne séparait pas dans sa pensée. C'est la première que Turgot traite après son admission dans les charges publiques.

Chaque siècle a ses thèses préférées, ses lieux communs de polémique. Au XVIII^e siècle, la philosophie semblait avoir adopté pour texte la tolérance; mais la tolérance dont tout le monde parlait était alors fort diversement entendue. Les philosophes l'eussent volontiers définie la liberté de discuter ou de nier le christianisme. Leurs adversaires, en la proscrivant pour les opinions, l'eussent aisément concédée aux mœurs licencieuses dont ils ne voulaient pas abdiquer le bénéfice. C'est ainsi que les apôtres de la liberté d'écrire ne pouvaient souffrir les plaisanteries de si bonne guerre de l'abbé Guenée, et qu'on voyait des prélats, fort accommodants d'ailleurs, persécuter les jansénistes. A cette époque, en 1754, ce qu'ils sollicitaient du roi avec vives instances, ce n'était pas moins qu'une persécution en masse contre les protestants. C'est ce qui détermina l'intervention de Turgot dans la polémique et donna lieu aux lettres sur la *Tolérance* et au *Conciliateur*.

Quels admirables plaidoyers en faveur de la liberté des cultes! quelle vérité dans les principes! quelle réserve prudente dans l'application! Combien nous voilà loin de la violence et de la déclamation des contemporains! C'est un philosophe qui établit la liberté religieuse comme un principe imprescriptible, c'est un chrétien qui la présente comme un devoir de justice et de charité, c'est un homme d'état qui en fait la condition du repos public, c'est un citoyen qui la réclame comme un gage de dignité et de progrès. La persécution, l'intolérance, politique insensée, politique contraire à l'esprit du christianisme qui se fonde sur le consentement des âmes, et aux yeux duquel la contrainte ôte le mérite; funeste à la religion qui l'invoque, puisqu'elle n'est propre qu'à donner des martyrs à l'erreur, des hypocrites à la vérité. Quant à l'état lui-même, en vertu de quel principe se ferait-il le juge de convictions individuelles? Ayant toute sa tâche ici-bas, comment serait-il l'arbitre de l'avenir surnaturel de l'homme? A l'état il appartient de considérer la religion non comme vraie, mais comme utile. Son devoir comme son droit a pour mesure l'intérêt social.

Mais avec quelle force en plaidant avec tout son siècle pour la liberté de conscience, Turgot ne s'en sépare-t-il pas quand il songe aux moyens d'assurer aux peuples le pain de la vie spirituelle! Aux yeux des encyclopédistes, les religions positives sont des *hérésies de la religion naturelle* (1); Turgot y reconnaît les développements de cette religion, supérieurs à une foi vague et mal définie, autant que la clarté, l'ordre, la fixité, le sont à l'obscurité d'un dogme dont le monde nous distrait peut être autant qu'il nous y rappelle. Ces religions, il les trouve elles-mêmes plus ou moins dignes de Dieu, plus ou moins conformes à la nature humaine. Si nulle d'entre elles n'a le droit de réclamer la protection de l'état, ce sera pourtant le devoir de l'état d'en présenter une à l'incertitude des hommes. Ce choix ne saurait être douteux. Est-il une religion qui soit plus sociale que le christianisme? Au reste, nulle objection que Turgot n'ait prévue et réfutée. Il accorde qu'il serait peut-être plus rigoureux en droit, et même en apparence plus libéral, de laisser aux seuls fidèles, sans aucune intervention de l'état, le soin d'entretenir le culte; mais que de dangers dans la pratique! Quelle route ouverte ici à l'indifférence, à l'athéisme, à aux superstitions, au fanatisme! Quelle cause nouvelle et terrible de séparation entre les hommes! Maintenir avec fermeté la distinction en constituant fortement l'alliance, telle est la seule politique qui puisse satisfaire la liberté, conserver l'ordre, assurer la sécurité de la religion, scinder enfin le pro-

(1) Le mot est de Diderot.

grès de la société, qui a besoin du concours harmonieux de toutes ses forces.

Quand on lit les écrits de Turgot, ce qui frappe avant tout, c'est que cet esprit est né libre ; on voit qu'il suit sa pente encore plus que celle du temps. Cet homme dit avec simplicité tout ce qu'il pense, tant il est dans son naturel, tant il regarde en face la liberté sans ivresse comme sans terreur. A peine échappé de ses fers, le *xviii^e* siècle a le ton emporté d'une liberté récemment conquise, ou les craintives réticences d'une indépendance mal sûre d'elle-même. Turgot risque de passer aux yeux de l'église pour un penseur dangereux, aux yeux des philosophes pour un chrétien timoré, et il n'a pas même l'air de s'apercevoir de sa hardiesse. Beaucoup moins occupé de gagner des admirateurs à sa personne que des disciples à sa cause, il brave les périls du franc parler sans songer à en revendiquer les honneurs, tant il semble, lorsqu'il exprime le vrai, que ce soit son âme qui s'échappe ! De là cette facile et abondante effusion de son style, ce ton ferme et convaincu, ces traits frappants et énergiques ; de là cette sérénité majestueuse empreinte dans ses discours sur l'histoire. Il faut regretter d'ailleurs ce qu'il a laissé de trop imparfait dans la forme de ces écrits. Le style n'est pas un ornement indifférent à la vérité, il sert à son triomphe. Que de ces esquisses, dont la pensée seule est achevée, Turgot eût fait un grand et régulier monument, son influence sur l'esprit humain eût été plus profonde, et il aurait sa place dans l'admiration des hommes auprès de Montesquieu.

En 1761, Turgot fut appelé à l'intendance de Limoges.

Dois-je l'avouer ? en voyant Turgot quitter les régions sereines de la science pour entrer dans la vie pratique, je ne puis me défendre d'un sentiment de regret. Turgot, dont les qualités éminentes sont l'étendue et la pénétration, était né philosophe. Innover dans la sphère des idées, telle était sa vocation. Ce n'est pas qu'il doive se montrer inférieur dans l'administration des affaires ; mais une pensée triste se mêle ici à l'admiration. Ce que Turgot doit entreprendre, et même ce qu'il doit exécuter, par la faute des temps sera stérile. Il accomplira dans une province de grandes réformes, mais il n'aura fait que devancer de quelques années les changements bien plus profonds opérés par l'assemblée constituante. Il portera au pouvoir de nobles vues, mais ce grand dessein de prévenir une révolution par une réforme échouera. Par une double fatalité, sa pensée ne laissera guère que des ébauches admirables, sa vie ne rappellera que d'admirables projets.

Cependant la vocation du philosophe le poursuivra jusqu'au sein des études les plus positives. Turgot rapprochera la science de la pratique, mais alors encore il ne cessera pas de la rattacher aux principes les plus élevés.

A une époque où l'économie politique, aspirant à tout dominer, péchait, comme toute science nouvelle, par l'excès de son ambition autant que par l'imperfection de ses théories, c'est l'honneur de Turgot d'avoir su lui marquer sa vraie place dans l'ordre des sciences. Il ne la confond pas avec la morale, avec l'administration, avec le droit ; il ne songe pas à y trouver un remède à toutes les plaies de la société. Montrant l'influence de la fortune publique sur l'élévation intellectuelle et morale des individus et sur la liberté générale, découvrant l'action réciproque des causes morales et politiques sur l'état du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, il sait tout distinguer en sachant tout unir, il tient compte de toutes les différences, en n'oubliant aucun rapport essentiel.

Disciple de Quesnay, ami de Gournay, avec lequel il avait parcouru les provinces pour en étudier la situation économique, Turgot unit au système agricole

du premier les idées industrielles de l'intendant du commerce. Il fut le plus grand représentant de cette école physiocratique, école purement française par ses origines, sortie des entrailles du XVIII^e siècle, pressentie par Sully, Bois-Guilbert et Vauban, et créée par le docteur Quesnay. Voltaire l'avait raillée d'abord, mais il la salua avec enthousiasme quand il la vit avec Turgot claire et toujours sensée, en restant plus que jamais généreuse et réformatrice.

Quel est le grand principe économique que Turgot vint soutenir devant la France de 1770 ? C'est la liberté du commerce. Le principe de liberté, il est partout alors : avec Rousseau dans le *Contrat social* pour la politique, avec Voltaire, pour la pensée, dans tous ses écrits. En s'en déclarant le défenseur dans ses *Lettres à l'abbé Terray*, pour le commerce des grains en particulier, d'une manière plus générale pour le commerce et l'industrie, Turgot seconde l'œuvre commune, il est à sa manière l'auxiliaire des grands hommes contemporains.

Ce principe, ce n'est pas seulement comme économiste que Turgot en poursuit le triomphe, il le rattache à l'ensemble de ses vues sur l'homme et sur la société. Il l'établit comme la conséquence nécessaire, comme le corollaire le plus simple du droit de propriété. Il en présente l'application comme le moyen le plus efficace d'assurer et d'augmenter le bien-être, de l'étendre au plus grand nombre. Le bien-être du plus grand nombre ! voilà le but que Turgot ne perd jamais de vue. Et ce but si élevé, il l'élève encore. Le bien-être, à ses yeux, intéresse la civilisation tout entière. Par les tentations qu'il écarte et les goûts plus délicats qu'il développe, par l'aisance et le loisir qu'il produit, il contribue à l'avancement intellectuel, au perfectionnement moral de l'homme, autant qu'à sa satisfaction matérielle. Il n'est pas seulement utile, il est sacré. Ainsi, tout, dans la pensée de Turgot, sort d'une commune source. L'économiste qui, de la liberté du commerce, fait une question de justice et de charité sociale, est encore le défenseur du progrès et du christianisme. Dans Turgot, tout s'accorde, l'homme pratique et le penseur, l'esprit et le caractère. Son esprit est un mélange admirable de hardiesse et de retenue, son caractère un modèle de force et de modération.

Les treize années de l'administration de Turgot dans la généralité de Limoges sont une grande lutte. Simple délégué, il lui faut combattre les dispositions peu favorables du gouvernement ; intendant, les préventions des administrés et la mauvaise volonté des magistrats municipaux.

Quand il eut annoncé sa résolution de délivrer les habitants des campagnes de la longue et accablante servitude des corvées, le premier mouvement des populations fut de soupçonner quelque piège. Il ne leur semblait pas naturel qu'un intendant montrât tant de zèle pour sa province. On disait que les sommes demandées aux communes pour les travaux, une fois remises entre les mains de l'intendant, seraient détournées à un autre usage. On répétait que ces apparences d'humanité cachaient quelque intention de tyrannie. A qui s'adresser pour opérer le changement des esprits ? Il eut recours à ceux qui avaient alors l'influence la plus directe, la plus continue, aux curés de campagne. Dans sa longue administration, quand des préjugés absurdes vinrent se joindre aux difficultés du dehors, c'est aux curés de campagne qu'il fit constamment appel. C'est eux qu'il choisit toujours pour ses associés dans l'œuvre du bien public. « Vous seuls, leur écrivait-il en 1762, vous seuls en possession de la confiance des peuples, pouvez bien connaître leur situation et les moyens de les rendre meilleurs. Votre zèle embrasse tout ce qui peut tendre au bien public, et tous les services rendus aux hommes

sont du ressort de votre charité. » Et il les pria de lui transmettre leurs observations sur l'agriculture, sur l'hygiène, aussi bien que sur l'état moral des habitants. Et lui-même entraînait sur tous ces points dans les détails les plus pressants, les plus minutieux, ne négligeant rien, leur recommandant de ne rien négliger, leur parlant toujours au nom de la religion, pour qui rien n'est petit ni méprisable de ce qui intéresse le pauvre, au nom de la loi évangélique, qui voit des frères dans tous les hommes.

En 1770, une disette terrible vint sévir contre la province. La liberté du commerce des grains servit de prétexte aux plaintes du peuple, toujours prompt à accuser le gouvernement du défaut de la récolte. Une ordonnance dissipa les attroupements; mais c'étaient les esprits que Turgot était jaloux de convaincre. Il savait que rien ne se fait bien qu'avec leur consentement. Il eut le bonheur de l'obtenir cette fois encore à l'aide de ces intermédiaires vénérés, la plus humble des puissances, mais la seule honorable et bienfaisante alors, et ce fut dans cette intendance un touchant spectacle que de voir la religion et la philosophie, la charité et la science, qui partout ailleurs semblaient en désaccord, travaillant de concert à dissiper les préjugés populaires, à accomplir le bien de tous.

Quant aux difficultés que lui opposait l'autorité, il cherchait à les détourner en montrant l'intérêt général lié aux réformes qu'il méditait pour son intendance. Dans des mémoires qui sont des monuments et que l'abbé Terray, partisan intéressé du régime des prohibitions, citait aux intendants comme des modèles, il établissait que ses projets n'étaient pas de nature à causer préjudice à l'état, que les avantages qu'en retireraient ses administrés profiteraient même au trésor public, et quelquefois le gouvernement toléra qu'il fit le bien dans cette province isolée.

On ne peut voir sans admiration le nombre et l'étendue des réformes que Turgot opéra dans le Limousin, au milieu des soupçons, des attaques, des difficultés de tous genres. Répartir plus également la taille entre les habitants, abolir les corvées, réparer toutes les anciennes routes et créer cent soixante lieues de routes nouvelles, créer les premiers modèles de ces ateliers de charité destinés à concilier le travail et l'aumône, supprimer l'odieux système des réquisitions pour le transport des équipages militaires, permettre dans la milice les engagements libres et les remplacements que l'administration avait interdits aux habitants des campagnes, établir entre les communes par le moyen des chemins, par la libre circulation des grains, et, autant qu'il le pouvait, par des mesures prises et des charges supportées en commun, une sorte d'unité, faire en un mot de la province comme un petit royaume, tel est le chef-d'œuvre administratif accompli par Turgot dans l'espace de treize années.

Cependant un règne de soixante ans finissait. Les orgies de la régence et les folies du système de Law l'avaient inauguré; il s'achevait par les scandales de M^{me} Du Barry et de l'abbé Terray. Louis XV avait paru ramasser en sa personne tout ce qu'il y avait dans son siècle de corruption ignoble et de profond égoïsme. Siècle et roi s'étaient corrompus davantage en vieillissant; siècle et roi s'étaient consolés en pensant qu'ils ne laisseraient pas au châtiment le temps de les atteindre.

Au moment où Louis XVI succédait à son aïeul, la division était partout : dans le gouvernement qui n'était qu'une anarchie de pouvoirs, dans le royaume que

les barrières des provinces partageaient en autant d'états opposés d'intérêts, dans la société que séparaient les classes, dans l'esprit humain qui se répandait en mille sectes ; mais, en pénétrant un peu plus avant, il est clair que cette division, que ces rivalités si agitées, si bruyantes, viennent se confondre en deux grands partis, l'un voulant maintenir l'état actuel, l'autre voulant le détruire, les classes privilégiées d'un côté, et de l'autre la nation.

Cette lutte touchait à son dénouement. Les abus signalés et flétris par les grands écrivains du siècle semblaient s'être usés par leurs propres excès. Ils ne s'étaient pas seulement décriés eux-mêmes, ils s'étaient mutuellement déshonorés. Dans une lutte ardente de prérogatives, chaque classe avait prouvé que la constitution des classes rivales était vicieuse, et ce point où chacune s'exceptait seule, l'opinion publique l'avait aisément étendu à toutes. Nulle société n'est possible sans la justice, au moins à quelque degré, et la justice était partout violée. Nul gouvernement n'est durable s'il ne donne en une certaine mesure satisfaction aux idées et aux besoins du temps, surtout s'il n'est supérieur à ceux qu'il gouverne. Au XVIII^e siècle, la nation était supérieure à ses chefs pour les mœurs et pour les lumières. Elle était appelée par le droit du plus digne à gouverner à son tour.

Ce changement s'opérera-t-il par la conciliation ou par la violence ? Y aura-t-il une réforme ? y aura-t-il une révolution ? Telle est la question que le nouveau règne était tenu de résoudre, car il fallait choisir. Il était naturel, dût-on s'arrêter dans cette route, qu'on essayât d'abord des concessions. Telle fut ou telle parut être l'intention de la nouvelle cour.

C'est M. de Maurepas qui appela Turgot au ministère. Deux cents ans auparavant, à la veille aussi d'une grande catastrophe, le cardinal de Lorraine avait fait admettre L'Hôpital dans les conseils de la royauté. Aux deux époques, on vit en présence la vérité et l'erreur, l'esprit d'opposition violente et rétrograde et l'esprit de conciliation ; on les vit représentés au pouvoir par deux hommes, sans doute afin que les chefs de la nation fussent clairement instruits des griefs et qu'ils n'eussent pas à rejeter la faute sur la fatalité.

Je ne crains pas de dire que M. de Maurepas fut le mauvais génie du nouveau règne. C'était un de ces hommes comme il s'en trouve toujours au déclin des monarchies, pour les pousser à leur ruine, d'autant plus dangereux que leur opposition aux besoins publics n'est pas toujours une flatterie, et qu'en trompant ils sont de bonne foi. Ces hommes, il ne faut pas trop les maudire. Quelquefois ils servent à leur manière les desseins de la Providence, car ils achèvent de perdre des situations désespérées. Souvent, il est vrai, ils contrarient ces desseins, en empêchant un rapprochement possible entre les partis ; mais, dans ce cas même, ils désarment la colère, et, par l'excès de leur folie, le philosophe qui les juge s'attendrit presque sur eux-mêmes.

M. de Maurepas n'était pas un homme profondément corrompu. Il avait même eu l'honneur d'être disgracié pour son opposition aux maîtresses. Ce n'était pas un ennemi du progrès et du peuple ; il n'y avait jamais songé. Rien ne prouve même qu'il ne fût de bonne foi quand il appelait Turgot aux affaires sur la désignation de l'opinion publique et de M^{me} la duchesse de Maurepas ; mais son esprit était frivole, ses idées mobiles. C'est ce qui commença de tout perdre. Quand Louis, épouvanté de sa jeunesse, de son inexpérience, des maux du présent, des menaces de l'avenir, venait témoigner ses craintes au vieux confident, celui-ci

souriait; il rassurait le prince, lui disait que ces embarras n'étaient que difficultés communes aux règnes qui commencent, soucis ordinaires de la politique. Quand le roi venait s'en remettre à lui sur un projet, sur une réforme, sur un homme public dont l'état pourrait tirer quelque service, M. de Maurepas se contentait de répondre : « On peut en essayer. » Turgot fut le premier essai du nouveau règne.

Jamais réformateur n'avait montré moins d'empressement à rechercher le pouvoir ; jamais réformateur ne se fit moins illusion sur les difficultés qui l'attendaient. Appelé au contrôle général après un court passage au ministère de la marine, sa première démarche fut de marquer au roi, dans une lettre, la conduite qu'il se proposait de tenir. Il sait qu'en imposant l'économie aux différents services, chacun d'eux ne manquera pas d'invoquer la faveur de l'exception. Il sait « qu'il sera craint, haï même de la plus grande partie de la cour, qu'on lui imputera tous les refus, qu'on le peindra comme un homme dur, que le peuple, aisé à tromper, l'attaquera pour les mesures mêmes qu'il aura prises en sa faveur. »

C'est le devoir qui détermina Turgot à accepter dans un moment si critique la responsabilité du pouvoir; mais il faut que le dévouement soit avoué par la prudence, il faut qu'une entreprise présente des chances de succès. Cette condition ne manquait pas à Turgot. Si le dernier roi avait pu paraître l'image de la royauté décrépète et corrompue, qui n'aurait cru voir dans ce prince jeune, pur, animé des intentions les plus libérales, l'image de la monarchie renaissante, l'espérance de la régénération du royaume? Renouer cette antique alliance du roi et du peuple contre les corps privilégiés, accomplir la réforme sociale par le moyen d'une royauté respectée et puissante, tel est le plan qu'avait conçu Turgot.

L'occasion de mettre ce plan à exécution ne tarda pas à s'offrir. Bientôt les courtisans présentèrent au roi, comme un moyen de popularité, le rappel de l'ancien parlement qu'avait exilé Maupeou. Turgot combattit la proposition avec force; il montra que c'était relever une barrière et non créer un appui. Ce fut en vain. Maurepas, qui insistait pour le rappel, l'emporta, et, après la séance du conseil, le roi, qui venait de céder à son favori, se hâta de dire à Turgot : « Ne craignez rien, je vous soutiendrai toujours. » Ce fut la première faiblesse du prince et la première faute du règne.

La tâche de Turgot était double : il avait à subvenir aux embarras financiers du royaume, à réaliser les réformes nécessaires. Ces deux parties de son œuvre, à beaucoup d'égards, étaient liées entre elles; car, s'il est vrai qu'aux questions les plus élevées, les plus générales, les plus purement politiques, se trouve mêlée une question de finances, les questions de finances dépendent aussi de l'ensemble de l'administration et tiennent à tout le mécanisme social. Cela parut surtout alors. La crise financière ne s'explique pas seulement par les prodigalités des derniers règnes; celles-ci ne firent que la hâter. La taille, la capitation, les vingtièmes, la dîme, une répartition inégale, inique, les aides, la corvée, les règlements manufacturiers qui entravaient les progrès de la production, les douanes intérieures qui arrêtaient la circulation des produits, les jurandes et les maîtrises qui opprimaient l'ouvrier, qui nuisaient au travail par des formalités et des lenteurs inutiles, qui constituaient les industries diverses en état d'isolement, d'immobilité, de concurrence permanente, qui enfin rendaient impossible l'abaissement des prix, tous ces abus, tous ces fléaux, pesaient à la fois sur l'état, sur la finance et sur le peuple. La vraie cause du mal était dans l'organisation du

royaume. Il fallait que le remède, pour être efficace, fût étendu comme le mal même.

On n'exagère pas en disant que la France manquait en même temps et au même degré de liberté et d'ordre, que le pouvoir était à la fois partout et nulle part. Nulle autorité dont l'action ne fût annulée par une autorité rivale : partout la gêne de l'administration, la prohibition en matière de presse, de religion, non moins qu'en matière de commerce et d'industrie. La Sorbonne, les parlements, les corporations, se partageaient la tyrannie et quelquefois l'exerçaient en commun. Souvent, dans d'autres temps, la liberté et le pouvoir s'opprimèrent l'un l'autre ; mais alors la France avait atteint une sorte d'idéal dans le désordre : elle avait tout le mal que peut faire le pouvoir et pas de pouvoir fort, tout le mal que peut faire la liberté et pas de liberté. C'est une telle situation que Turgot avait résolu de changer en portant le remède avec prudence, avec ménagement, mais avec ensemble et décision, sur toutes les parties malades du corps social. Il fallait les guérir toutes, ou s'attendre à l'une de ces crises violentes qui, en un instant, tuent ou sauvent les peuples.

Ramener dans les différentes parties de l'état et de la société la règle et le mouvement, donner au pouvoir l'unité, non l'unité factice et peu durable du despotisme, mais l'unité fondée sur les lois ; établir le plus possible l'égalité civile ; enfin combiner de telle sorte la liberté et l'autorité qu'au lieu de s'entraver elles se soutinssent mutuellement, voilà le but commun auquel se rapportent toutes les réformes sociales, politiques, économiques, que le ministre se proposait d'établir.

C'est en vue de l'ordre et de la liberté qu'il méditait de reconstituer l'organisation administrative de la France. Il voulait, disait-il, que les administrés cessassent de considérer le gouvernement comme leur partie adverse, et que le gouvernement n'intervînt que comme juge et haut protecteur des intérêts de chacun. Pour y parvenir, il fallait que les citoyens fussent appelés eux-mêmes à répartir l'impôt. Des assemblées de communes, des assemblées d'arrondissements composées des délégués de celles-ci, des assemblées de provinces composées des délégués des arrondissements, enfin la grande municipalité du royaume, formée de la délégation des provinces, tels étaient, dans ce plan, les différents degrés de la hiérarchie administrative. En fondant sur l'élection le système administratif, il y jetait le mouvement et la vie, et se montrait fidèle à son grand principe, que nul mieux que l'individu lui-même n'est capable de bien juger de son intérêt ; en établissant cette élection sur une base large et forte, il donnait à l'administration plus de stabilité ; en la concentrant, pour ainsi dire, au sommet, il faisait véritablement de la grande municipalité la tête de la nation : car c'est là que siégeaient principalement l'intelligence et les lumières.

Tout ce système reposait sur la propriété. Les propriétaires de terres étaient seuls éligibles et seuls électeurs. Le succès d'un tel plan eût créé un état sans nulle comparaison supérieur à la mauvaise constitution qui regissait la France, car les petits possesseurs se trouvaient acquérir des droits, tandis que jusqu'alors ils n'avaient eu que des vexations. Mais la réalité sur ce point a assez surpassé ce qu'on appelait alors une rêverie d'utopiste, pour qu'il nous soit permis de trouver un tel système encore trop peu libéral. Au reste, le ministre n'oubliait pas les droits et le bien-être du plus grand nombre. C'était surtout en vue de ce grand nombre qu'il demandait une constitution protectrice au lieu d'une organisation

oppressive. Non-seulement il le délivrait de charges accablantes, mais il se confiait dans cet espoir que peu à peu il s'élèverait à la propriété par le travail, dont ses plans économiques avaient pour but de lui assurer les instruments et le salaire. Ainsi il ruinerait la féodalité sans ruiner l'aristocratie, où il croyait voir les plus hautes garanties de sagesse et d'indépendance.

Il y a cela d'admirable et d'unique en France, que tout ce qui servit à l'affranchissement des peuples ne contribua guère moins au triomphe de l'ordre. Il est peu d'efforts en faveur de la liberté dont la centralisation n'ait profité. Ainsi, en proclamant la liberté du commerce des grains, l'abolition des maîtrises et des jurandes, Turgot ne travaillait pas seulement pour la liberté, il travaillait aussi pour la centralisation, car ces mesures contribuaient à renverser les barrières des provinces, à faire de la France un vaste et unique marché, de ses habitants un grand et unique peuple; elles forçaient les hommes à se voir, à s'entendre, à se concerter, à se servir réciproquement par de libres échanges. Ainsi Turgot se montrait conforme à la grande tradition nationale, à la politique des hommes d'état les plus glorieux qui, presque tous, avaient été les ouvriers de cette grande tâche; mais ce qu'ils avaient fait surtout en vue du pouvoir royal, Turgot voulait le faire au profit de la nation.

Une pensée d'humanité, de justice, d'ordre public, préside à toutes les réformes que Turgot réalisa. Soit qu'il abolisse la contrainte solidaire, soit qu'il étende à toute la France la suppression des réquisitions pour les convois militaires, soit qu'il supprime à Lyon et à Rouen les monopoles de vente, d'achat et de mouture de grains, soit qu'il accorde à plusieurs ports le privilège de commercer avec les colonies françaises d'Amérique, soit qu'il améliore la navigation intérieure et substitue à des voitures lourdes et dispendieuses ces voitures commodes et d'un prix moins élevé désignées sous le nom épigrammatique de *turgotines*, soit qu'il organise la régie des hypothèques et diminue les frais de banque dans les transactions de l'état, soit qu'il refuse pour son compte le présent de 500,000 livres que les fermiers généraux avaient coutume de faire au contrôleur général à chaque renouvellement de bail, et interdise ces pensions honteuses qu'ils payaient à des personnages influents, il sert à la fois la finance dont il diminue les charges et développe les ressources, et le peuple dont il soulage les misères. C'est en vue du peuple qu'il établit la caisse d'escompte, dont l'effet devait être d'abaisser l'intérêt, convaincu que « la baisse de l'intérêt de l'argent, c'est la mer qui se retire laissant à sec des plages que le travail de l'homme peut féconder. »

Mais il fallait aller plus loin. Il fallait frapper le mal à sa racine; il fallait relever d'une longue oppression ce peuple courbé sur le sillon féodal et soumis à la tyrannie des corporations. Proclamer la liberté du travail, c'était proclamer la liberté du peuple. C'est ce que fit Turgot dans ces édits de 1775, par lesquels il le délivrait de la servitude des corvées et l'arrachait à la gêne des jurandes et des maîtrises. C'est une chose admirable de le voir expliquer, dans un langage plein de clarté et de grandeur, la raison sociale ou économique des réformes qu'il accomplit. Il semble que le législateur écrive sur l'image de la loi divine et éternelle. On sent que l'humanité est à l'une de ses grandes époques, que quelque chose de nouveau se prépare dans le monde, que le règne du droit approche. Écoutons les premières paroles de l'édit par lequel il abolit les corporations et proclame l'émancipation des classes ouvrières : « Dieu, en donnant à l'homme des besoins, en lui rendant nécessaire la ressource du travail, a fait du droit de travailler la

propriété de tout homme, et cette propriété est la première, la plus sacrée et la plus imprescriptible de toutes ! » — Toute une révolution est dans ces paroles de Turgot. C'est la noblesse qui passe en des mains nouvelles, c'est comme le symbole nouveau de la civilisation.

Quand Turgot s'était borné à détruire des abus partiels, des monopoles locaux, on l'avait supporté ; mais, quand il porta la main sur des privilèges qui intéressaient des classes entières, le déchaînement fut universel.

Il eut contre lui le clergé. Une circonstance particulière l'avait déjà indisposé. Au moment de la cérémonie du sacre, d'accord avec Malesherbes, Turgot avait demandé au roi de ne pas prononcer l'abominable formule « d'exterminer les hérétiques. » Les évêques s'y opposèrent ; ils répondirent par une remontrance, et répandirent que Turgot avait résolu de tyranniser la religion catholique. Des intérêts moins sacrés éveillaient aussi les alarmes du clergé de France. Ses mesures contre la féodalité atteignaient l'église. Enfin, dans ses mémoires, s'il parlait quelquefois d'augmenter l'influence et les ressources du clergé, il ne désignait par ce mot que les simples curés, et surtout les curés de campagne.

Il eut contre lui le parlement, ainsi qu'il l'avait prévu. M. Hue de Miromesnil prit en main la cause des hautes classes, et, au sujet des corvées, s'attendrit beaucoup sur le sort des riches. M. l'avocat général Séguier s'étendit sur les mérites du régime prohibitif auquel la France, dit-il, devait la grandeur et l'étendue de son commerce, et il montra la ruine publique sortant de la liberté de l'industrie. Pour que le parlement insérât les édits, il fallut que le roi tint un lit de justice. C'est ce lit de justice que les philosophes, qui aimaient à jouer sur les mots, même en exprimant des idées sérieuses, appelèrent lit de bienfaisance. Quant à Turgot, sans doute parce que les abus spoliaient le pauvre avec une espèce de régularité, il fut accusé d'attenter à la propriété.

Il eut enfin contre lui, et j'ai honte de le dire, il eut contre lui le peuple. Ce peuple qui était l'objet de toutes ses pensées, ce peuple, comme il l'avait prédit dans sa lettre à Louis XVI, « l'attaqua, pour les mesures mêmes qu'il avait prises en sa faveur. » La nation éclairée le soutint constamment, parce qu'elle savait le comprendre ; mais le bas peuple, plus disposé à croire ses flatteurs que ses amis, surtout quand ses amis sont ministres, s'ameuta, persuadé qu'il dépendait du gouvernement de faire cesser la cherté des grains. Les ennemis de Turgot allèrent même jusqu'à répandre que le contrôleur général avait produit la famine en permettant l'exportation du blé, dont il avait seulement autorisé la libre circulation à l'intérieur. On vit alors des bandes de brigands exciter les paysans à la révolte, incendier les granges, couler à fond les bateaux chargés de blé, arriver jusqu'à Versailles, où le roi eut la déplorable faiblesse d'accorder à leurs cris une diminution dans le prix du pain, pendant qu'à Paris le lieutenant de police, dévoué au parlement, faisait pacte avec l'émeute. Il fallut que Turgot sévit. Le lieutenant de police fut destitué. La justice prévôtale, sans prendre les ordres du ministère, fit pendre deux des principaux instigateurs des troubles. On répéta que c'était Turgot qui excitait les désordres par l'application imprudente de ses théories, et qu'il versait le sang humain pour assurer leur triomphe.

Est-il besoin de dire qu'il eut contre lui les gens de cour ? C'était en un tel lieu une grande nouveauté, un grand scandale que ce langage toujours grave et sincère, que ce souci dominant des besoins du peuple. Turgot dénonçait l'imminence de la crise, la nécessité de la prévenir, il passa pour un esprit remuant,

pour un prophète de malheur. Il avait des vues d'ensemble, on l'accusa d'être un homme à système; il osait retrancher à l'oppression quelques-uns de ses privilèges, on l'appela tyran et ennemi des lois. Sa timidité même dans ses relations avec les hommes était tournée contre lui. Au lieu de croire qu'il paraissait fier parce qu'il était timide, on aima mieux dire qu'il était timide par orgueil. La haine se répandit en flots d'injures, s'exprima par des caricatures, des chansons et des épigrammes. Un frère du roi, qui niait alors, mais qui plus tard dut comprendre la nécessité des réformes, Monsieur, depuis Louis XVIII, daigna se faire auteur pour écrire contre Turgot un pamphlet violent, mais beaucoup plus spirituel, il faut le reconnaître, que les injures de d'Épréménail, et plus habile que les remontrances du parlement.

C'est le propre de la médiocrité frivole et vaniteuse de s'irriter contre la supériorité du mérite, surtout quand ce mérite est honnête. M. de Maurepas n'était pas seulement hostile aux réformes, il haïssait le réformateur. Il était dur, pour tous ces hommes à qui une certaine intrépidité d'ignorance avait tenu lieu de génie, de se trouver, dans le conseil du roi, en présence de cet esprit ferme et sévère, qui les accablait par la hauteur et l'abondance de ses vues, en présence de cet homme dont le calme inaltérable devait être facilement pris pour dédain par des gens qui, après tout, avaient assez d'esprit pour soupçonner un peu leur manque d'idées. Causes petites et misérables, mais proportionnées par là même à ceux dont nous parlons. Et ne sait-on pas que la vanité blessée est souvent plus terrible que l'intérêt compromis?

On rougit de rappeler les moyens qu'employèrent les courtisans, conseillés ou soutenus par M. de Maurepas, pour perdre Turgot dans l'esprit du roi. Une correspondance blessante pour le roi, injurieuse pour la reine, fut supposée entre le ministre et un de ses amis, et remise sous les yeux de Louis XVI. M. de Maurepas, à qui le prince venait en faire confidence, défendait son collègue avec assez d'habileté pour achever de le rendre suspect.

Pour soutenir Turgot contre les attaques du clergé qui l'accusait d'être un impie, de la noblesse qui l'accusait d'être un spoliateur, du parlement qui l'accusait d'être un despote, des fermiers généraux qui le jugeaient leur ennemi parce qu'il voulait mettre de l'ordre dans les finances, des petits marchands qui ne pouvaient souffrir que leurs ouvriers pussent, grâce au travail, devenir un jour leurs égaux, contre tous ces corps enfin qui se haïssaient mutuellement, mais haïssaient en commun le réformateur, il eût fallu l'appui constant, énergique de la royauté, et Turgot eut affaire à Louis XVI.

Turgot a écrit quelque part : « Il faut beaucoup de sagacité et même de génie pour savoir toujours connaître son véritable intérêt. » Le génie et la sagacité manquèrent au roi Louis XVI. Sa volonté fut indécise parce que ses idées étaient incertaines. Placé entre un temps qui finissait et une ère nouvelle, il ne fut ni avec le passé ni avec son siècle. Son esprit flotta toujours entre le droit divin et le droit du peuple. Il ne sut où était le vrai, où était le bien, et, en se décidant toujours pour le parti où il croyait les voir, l'irrésolution de sa pensée l'entraîna souvent vers leur trompeuse image. Ces âmes faibles, il leur faut pour les éclairer, pour les soutenir, comme une conscience extérieure et visible. Turgot, pendant quelque temps, fut la conscience de Louis XVI; mais, à défaut de principes, des préjugés, des habitudes, vivaient au fond du cœur du jeune roi. Ce fut l'habileté des courtisans de savoir les réveiller. Louis avait dit dans un moment d'effu-

sion : « Il n'y a que Turgot et moi qui aimions le peuple. » On l'amena par scrupule à se défier du ministre réformateur. Son honnêteté, aidée de Turgot, avait jugé que la liberté, l'égalité, ne sont pas des chimères impies, que le devoir du chrétien ne s'opposait pas à ce qu'il leur donnât satisfaction ; son esprit, naturellement droit, avait compris que la nécessité politique lui commandait des sacrifices : on lui persuada que céder aux besoins du temps, c'était céder aux philosophes, attenter à la religion, dégrader la couronne et perdre l'état. On le domina par la plus grande crainte qui tourmente les faibles, la crainte de l'inconnu ; on le retint par la plus grande prise que présente leur âme, la force de l'habitude. La force de l'habitude et la crainte de l'inconnu rejetèrent Louis XVI dans le passé.

Assiégé, ébranlé par Maurepas, la reine, le comte d'Artois, les évêques, les parlementaires, Louis XVI avait déjà donné plusieurs marques de mécontentement au ministre philosophe. Déjà Maurepas, par des scènes habilement menagées, avait su amener Malesherbes à donner sa démission. Turgot ne voulut pas encourir le reproche d'avoir désespéré trop tôt du bon sens des hommes et du succès de la bonne cause. Il ne voulut pas quitter la place qu'on ne l'en eût chassé. Ce jour ne tarda pas à arriver. Turgot venait de lire à Louis un mémoire que le prince avait reçu avec impatience et écouté avec ennui. « Est-ce bientôt fini ? avait dit le roi. — Oui, sire. — Tant mieux, repartit Louis XVI. » Deux heures après, le ministre recevait sa lettre de renvoi.

Turgot reçut la nouvelle de sa chute avec calme, comme il avait appris celle de son élévation ; mais, insensible au coup qui frappait sa personne, il ne put dérober son âme à de douloureux pressentiments. Il sentit que sa chute entraînait celle de la monarchie. Dans une lettre au roi, dernière justification de ses vues, dernière prophétie de ce qui devait arriver, il laisse échapper ces paroles pleines de tristesse : « Tout mon désir est que vous puissiez toujours croire que j'avais mal vu et que je vous montrais des dangers chimériques. Je souhaite que le temps ne me justifie pas et que votre règne soit aussi heureux, aussi tranquille et pour vous et pour vos peuples qu'ils se le sont promis d'après vos principes de justice et de bienfaisance. » Et, s'épanchant devant quelques amis, il ajouta : « La destinée des princes conduits par les courtisans est celle de Charles I^{er}. »

Voltaire ne manqua pas à la défense de celui qu'il n'avait jamais cessé de soutenir. A tous les moments importants de la vie de Turgot, on entend cette grande voix du siècle encourager le réformateur. Quand Turgot est nommé intendant de la province de Limoges : « On prétend, lui écrit le philosophe, qu'un intendant ne peut faire que du mal ; vous prouverez, j'en suis sûr, qu'il peut faire beaucoup de bien. » Quand Turgot est attaqué par le parlement, Voltaire écrit des brochures pleines de verve pour flétrir les corvées et défendre la liberté du commerce. Plus tard il baise en pleurant « la main qui a signé le salut du peuple. » Turgot tombe du pouvoir, Voltaire s'écrie : « Ah ! quelle nouvelle j'apprends ! La France aurait été trop heureuse. Que deviendrons-nous ? Je suis atterré. Je ne vois plus que la mort devant moi depuis que M. Turgot est hors de place. Ce coup de foudre m'est tombé sur la cervelle et le cœur. » Et il le venge de toutes les attaques en lui adressant *l'Épître à un Homme*.

Tandis que le philosophe se lamentait, les privilégiés se livraient aux transports d'une joie bruyante. La cour présentait l'aspect d'une fête. Sa satisfaction devait bientôt être complète. Les privilèges furent rétablis. Le roi céda devant le

parlement. Les édits qu'il avait fait enregistrer furent annulés; les jurandes, les maltrises, les corvées remises en vigueur. Et, comme s'il n'y avait pas assez d'abus, le contrôleur général qui succédait au fondateur de la caisse d'escompte créa la loterie de France.

Ainsi les voies de conciliation ont été tentées par Turgot, et elles l'ont été vainement. Cour, parlement, clergé, sont restés sourds aux besoins de tout un siècle, de tout un peuple réclamant par la voix d'un ministre. Le second moyen d'accomplir un changement inévitable reste donc seul : la force est l'unique recours du bon droit. Elle éclatera, cette révolution que Turgot essaya de prévenir. L'avertissement a été clair et solennel, le châtement sera terrible. Ils ont refusé d'abandonner leurs privilèges, et leurs biens seront confisqués; ils n'ont pas voulu sacrifier la plus faible partie des jouissances de la vie, et leur vie sera prise sur les échafauds, leur vie et celle des innocents qu'ils entraînent à leur suite. On verra la justice établie par les moyens de l'iniquité et la plus sainte des causes souillée à l'égal de la plus impure. Le mot du frivole Maurepas, « on peut en essayer, » déjà commence à s'attacher au roi comme une destinée. Son règne ne sera qu'un long essai. Il essaiera des ministres réformateurs et des ministres courtisans, il essaiera des faiblesses et des coups d'état, de tout, excepté d'un plan suivi et d'une volonté résolue, jusqu'au jour où la sentence d'une assemblée lui apprendra que le temps des essais est fini, et que, devant les partis soulevés, la faiblesse est traitée comme la trahison, et l'honnêteté qui hésite comme le crime déterminé.

En face de ces grandes crises, l'esprit se replie sur lui-même et s'interroge avec effroi sur les chances qui furent offertes aux hommes de les prévenir; mais, aux prises avec l'inconnu, il est réduit à des suppositions, tout au plus à des vraisemblances. Était-il possible que Turgot prévint la révolution? Les sentiments et les idées des différentes classes étaient-ils à la hauteur des institutions qu'il méditait de donner à la France? Ne fallait-il pas que les esprits fussent jetés, pour ainsi dire, et mêlés dans le moule ardent des révolutions? Ne fallait-il pas que l'ancienne France fût d'un seul coup renversée et brisée par le peuple, puis refondue d'un seul jet par la main puissante d'un despote? Enfin, si, s'élevant au-dessus des circonstances passagères, on rattache cette question à des considérations plus hautes et aux lois immuables de l'ordre éternel, n'est-ce pas la destinée même de l'homme de tendre au bien par la lutte et par la douleur? Le Dieu bon n'est-il pas aussi le Dieu sévère, et, en préparant la terre comme un séjour de bonheur et de gloire pour l'humanité, n'en a-t-il pas fait aussi un lieu d'exercice où il faut que tout mal ait son châtement, et tout bien son épreuve? Combien ne l'a-t-on pas dit! toutes les grandes choses ont été mises au prix des grands sacrifices, la science au prix des labeurs de l'esprit et de l'amertume du doute, la vertu au prix des peines qui déchirent le cœur. La vérité religieuse, la vérité philosophique, la vérité physique, se sont établies par les prisons, par les supplices. N'était-ce pas une nécessité douloureuse, mais inévitable, que la liberté, qui n'est ni moins grande ni moins précieuse, eût aussi son baptême de sang?

Questions solennelles et terribles qu'on n'ose pas trancher, qu'on hésite à poser même! questions difficiles à résoudre, comme toutes celles où se trouvent engagées la liberté de l'homme et l'action de Dieu sur le monde! Mais, quelque parti qu'on choisisse, il est impossible de ne pas reconnaître qu'essayer de prévenir la révolution française fut une entreprise aussi raisonnable qu'elle était glorieuse.

Si cette entreprise présentait jamais quelque chance de succès, c'est certainement à ce moment de l'histoire, au début d'un règne nouveau, quand la nation, qui n'était rien dans le gouvernement, se fut trouvée heureuse d'y être admise enfin pour une part, quand elle n'avait pas appris qu'elle pouvait élever son ambition plus haut encore. Turgot ne se dissimula pas les difficultés de la tâche, mais ce fut son honneur de les voir et de les affronter. Nul autre n'était plus capable de mener à bien une telle entreprise. Plein de dévouement au vrai christianisme et à la philosophie, à l'ordre et au progrès, à la monarchie et à la liberté, il tenait au passé par ses mœurs, au siècle par ses idées. Si la gloire de sceller l'alliance des temps anciens et des temps nouveaux eût été donnée à un homme, elle eût appartenu à l'esprit modéré et hardi, au ministre prudent et ferme, qui les réconciliait dans ses théories et les associait dans sa personne.

Turgot porta dans la retraite les goûts élevés et purs, l'activité intellectuelle de sa jeunesse; occupé tout entier de philosophie et d'expériences scientifiques, réduit par la haine des privilégiés à ne servir plus les hommes que par sa plume, il soutint une correspondance active sur la politique et l'économie sociale avec les plus grands esprits du temps en Angleterre et en Amérique. C'est un beau moment dans l'histoire de l'esprit humain que celui où s'entretiennent à travers les mers, sur ce qui est utile à tous les hommes, sans acception de classes ni de peuples, Adam Smith, Franklin et Turgot.

Le 20 mars 1781, la mort enleva Turgot âgé de cinquante-quatre ans. Bien que cette fin semble prématurée, nous pensons que Turgot mourut à propos : son rôle était fini. Les hommes qui devaient accomplir l'œuvre de la régénération étaient ses disciples, mais des disciples qui, pour la plupart, dépassaient de bien loin la hardiesse du maître. Il vit approcher l'heure où ses théories allaient obtenir une victoire éclatante, il ne vit pas celle où elles devaient être défigurées et souillées. Il put lire le *Compte rendu* de Necker, où l'adversaire de Turgot était contraint d'avouer la nécessité de revenir aux mesures économiques du ministre déchu. Il put mourir dans la foi de son triomphe. S'il ne lui fut pas donné d'entrer dans cette terre promise qu'il avait dès longtemps annoncée, et où il voulait conduire la nation, du moins il eut la joie de l'entrevoir et de la saluer. Peut-être sa mort épargna-t-elle un crime à la France. A quelques années de là, on vit Bailly porter sur l'échafaud sa modération et ses vertus; on vit Malesherbes, après avoir protégé d'une dernière et inutile défense cette royauté que les deux ministres n'avaient pas séparée de leur amour pour le peuple, aller à la mort dans le même tombereau que d'Eprémèsnil, le défenseur du parlement, l'accusateur de Turgot; on vit Condorcet, son ami, son disciple, écrivant en face de l'échafaud ses *Esquisses sur les Progrès de l'esprit humain*, mourir, comme Turgot serait mort, avec une confiance sereine dans l'avenir de l'humanité sur la foi de six mille ans d'histoire et de l'éternelle raison.

Il est temps de faire un dernier retour sur cet homme qui fut l'un des plus éminents penseurs du XVIII^e siècle, dont il porta les idées au pouvoir. Turgot, avant tout, est un grand esprit; cet esprit est plein d'élévation et de fécondité, de pénétration et de droiture. Sa curiosité, comme celle du siècle, est universelle; mais il porte dans ses vues une impartialité que le siècle ne connaît pas. Cette grande qualité de l'esprit, il la tint de lui-même, non des événements. Sa pensée, qui avait prévenu la maturité de l'âge, ne devança pas moins l'expérience des temps. Il unit à un rare degré la force et la mesure; on serait même tenté de

croire que cet irréprochable équilibre des facultés de son esprit atténue un peu la puissance de l'effet, et que cette perfection même voile en partie sa grandeur. Comme ministre, Turgot a encouru un double reproche : on a prétendu qu'il avait mal compris la situation et peu connu les hommes. La première de ces imputations ne supporte pas l'épreuve des faits : ses mesures furent aussi modérées qu'elles étaient justes. Quant au reproche d'avoir peu connu les hommes, on a vu que Turgot ne se trompa point sur leur compte en arrivant au pouvoir, mais peut-être se montra-t-il moins habile à traiter avec eux ; peut-être n'eut-il pas assez de cette souplesse qui est un des moyens de la force. Il ignora l'art de faire servir au bien de l'humanité même les faiblesses humaines ; il voulut que les moyens fussent en tout aussi irréprochables que le but. Quand on a résolu de dire la vérité aux passions, il y faut mettre des ménagements infinis. Turgot eut, je crois, le tort de ne pas assez leur en demander pardon.

En somme, peu d'hommes furent plus complets, peu de destinées mieux remplies, et cette destinée, à tout prendre, fut heureuse. Elle alla complètement au but de la vie humaine, qui est de connaître, d'aimer et d'agir. Ses souffrances mêmes peuvent être enviées, car elles eurent leur source dans ce qu'il y a de meilleur et de plus élevé, l'amour de la vérité et des hommes, et elles tinrent moins aux événements, qui le traitèrent avec faveur, qu'aux échecs de ses idées, qu'il savait devoir être passagers. Turgot est un homme de foi dans un siècle de scepticisme. Il a écrit de Christophe Colomb : « Je n'admire pas Colomb pour avoir découvert l'Amérique, mais pour s'être engagé à sa découverte sur la foi d'une idée. » Nous aussi, nous admirons Turgot, non pour avoir touché ces plages où des contemporains égoïstes ne lui permirent pas d'aborder, mais pour les avoir cherchées avec une généreuse confiance. Nous l'admirons pour avoir cru au bien avec fermeté, pour l'avoir poursuivi sans défaillance, pour n'avoir pas un instant cessé de faire du progrès la foi de sa pensée et le but de sa vie.

HENRI BAUDRILLART.

QUESTION DANOISE.

L'Allemagne recommence depuis quelque temps, avec plus de vivacité que jamais, sa controverse nationale sur l'avenir de la monarchie danoise. Une déclaration significative émanée de la cour de Copenhague, à la date du 8 juillet, a renouvelé tout le débat. La question ne doit peut-être pas recevoir de décision très-immédiate, et la France, au premier abord, ne semble pas très-directement intéressée ; mais il ne faut cependant pas resserrer si fort nos horizons pour vivre de mieux en mieux au jour le jour, et, d'autre part, la question en elle-même se trouve naturellement si confuse, elle se complique de tant d'incidents, qu'il est bon de l'éclaircir à l'avance. De toutes les affaires du Nord, il n'y en a pas une qui ait été chez nous moins étudiée ou plus mal entendue ; il est par exemple de certains libéraux français auxquels les politiques d'outre-Rhin ont dû savoir bon gré de la chaleur avec laquelle ils soutenaient les prétentions germaniques contre les prétentions du Danemark. Nous ne serions même pas étonné que nos voisins, suivant l'habitude, ne se fussent un peu moqués de la simplicité de ces généreux avocats qui croyaient voir des progressistes en armes pour l'émancipation là où n'apparaissent que des plaideurs aux prises sur un point de droit féodal : nous ne voudrions pas mériter la même ironie. Cherchant d'un côté comme de l'autre les témoignages sincères, nous tâcherons d'exposer avec pleine équité la nature et l'origine du litige, les intérêts en jeu, les torts réciproques des deux peuples, les dangers d'une solution extrême, les nécessités générales qui demandent un accommodement. La question est épineuse et longue ; notre constant effort sera d'être bref et net.

La monarchie danoise se compose de deux parties très-distinctes : le royaume de Danemark, formé par le Jutland et les îles ; les duchés allemands de Schleswig, de Holstein et de Lauenbourg, ces deux derniers membres du corps germanique, le premier mélangé de sang danois dans une proportion assez considérable. Le Danemark proprement dit compte environ 1,400,000 âmes ; il y en a 455,095 en Holstein, et 348,526 en Schleswig : ensemble, pour les deux, 793,619. Un gouvernement respectable, avec 2 millions de sujets, tombera-t-il à l'état de puissance inférieure en perdant d'un coup 800,000, auxquels il commandait de-

puis quatre cents ans? Tout le procès est là. Expliquons comment il s'est engagé.

Il faut d'abord reconnaître qu'il n'y a point entre la population danoise et la population germanique de ces insurmontables différences qui créent des antipathies nationales. Leurs langues, pour être distinctes, ne sont cependant pas très-éloignées l'une de l'autre; leurs territoires se touchent sans grandes barrières qui les séparent. Les mœurs, le génie, le caractère, se ressemblent en plus d'un point; la race serait au fond la même, si l'on s'en rapportait aux théories conquérantes de l'histoire allemande. Les Jutes et les Angles, qui descendirent en Bretagne avec les Saxons, étaient, dit-on, des Germains, et les Normands, qui les dépouillèrent et les domptèrent tous, étaient encore Germains comme eux; c'est du moins la science germanique qui les a naturalisés : nous pensons nous rappeler que le roi de Bavière a mis le sage Alfred dans sa Walhalla, et, si le duc Rollon n'y a point de place, c'est probablement pour s'être mésallié en épousant une femme française. Des relations plus positives unissent d'ailleurs de toute antiquité les duchés de Schleswig et de Holstein au royaume de Danemark. Quels que soient les termes mêmes et les conditions de l'alliance, on ne saurait nier qu'elle n'ait en fait presque toujours subsisté; la rompre maintenant d'une manière absolue, c'est renverser à tout hasard un équilibre accepté pendant des siècles. La situation de l'Europe n'est-elle pas déjà chargée de difficultés assez nombreuses, sans qu'il faille tant se hâter d'en provoquer de nouvelles en dissolvant une association qui avait été jusqu'ici l'un des pivots de la politique générale du Nord?

Le plus succinct résumé suffit à prouver la permanence de ce pacte international, pacte tantôt forcé, tantôt volontaire, moins étroit pour le Holstein, plus primitif pour le Schleswig, tout à fait récent pour le Lauenbourg, mais au demeurant, et malgré ces diversités, consacré néanmoins par les claires convenances de l'Allemagne et de l'Europe.

Terre danoise d'origine, devenue plus tard *marche* allemande, le Schleswig fut bientôt repris par les rois de Danemark; donné comme fief héréditaire à la maison de Holstein, il a fait retour à la couronne lorsque les ducs d'Oldenbourg, héritiers des comtes de Holstein, ont été appelés à la porter. Aliéné depuis lors pendant trois siècles, à titre d'apanage, au profit des branches cadettes de la famille royale, le Schleswig a été définitivement réintégré par les armes en 1713, légitime avantage conquis sur des vassaux révoltés et sanctionné d'ailleurs soit dans la paix générale de 1720, soit dans le traité russe de 1775.

Terre tout allemande, le Holstein a toujours été pour ainsi dire juxtaposé au Danemark, mais, à la différence du Schleswig, il ne lui a point été incorporé; il lui a fourni ses rois, mais les rois de la maison d'Oldenbourg ont gouverné le Holstein parallèlement avec le Danemark, comme les princes de Brunswick ont gouverné le Hanovre parallèlement avec l'Angleterre. Aliéné en partie comme le Schleswig, il n'a peut-être pas été si péremptoirement réintégré. Un instant, il est vrai, fondu dans le royaume, en 1806, après la chute du saint-empire, le Holstein a ressaisi et devait ressaisir cette sorte d'indépendance en 1815 après la chute de l'empire français : de nouveau distingué du royaume, il n'a pas cessé de lui être agrégé.

Quant au Lauenbourg, on sait comment le congrès de Vienne, dépouillant Frédéric VI de la Norwège, finit par lui accorder ces deux petits bailliages en guise

d'indemnité. Le congrès aurait encore fait beaucoup moins pour le Danemark et beaucoup plus pour la Suède, s'il se fût prêté aux intentions d'Alexandre et aux convoitises de Charles-Jean. La diplomatie européenne prévint par bonheur les fâcheux résultats d'une spoliation trop radicale. Solennellement installée dans la possession exclusive des pays allemands qu'elle s'était à si grande peine ou associés ou soumis, la monarchie danoise se consola de ses revers en pensant qu'ils pouvaient encore lui coûter davantage. Elle ne s'attendait pas alors aux complications qui menacent maintenant de lui ôter une moitié de cette moitié qu'on lui laissait en 1813.

Voici en effet ce qui se passe et comment, après cette longue communauté d'existence, les duchés de Schleswig et de Holstein, le Lauenbourg lui-même, leur récente annexe, semblent à la veille de se séparer du Danemark. La branche régnante d'Oldenbourg touche à sa fin ; l'extinction de la dynastie paraît sinon très prochaine, du moins très-assurée ; la descendance lui manque. Le fils unique de Christian VIII, Frédéric-Charles, prince royal, n'ayant point eu d'enfant de sa première femme, Wilhelmine de Danemark, s'est remarié en 1841 avec la princesse Caroline de Mecklembourg-Strelitz, sans avoir été jusqu'ici plus heureux ; la princesse est même retournée dans son pays, et elle a signifié l'intention d'y rester. Des intrigues et des raisons de toute sorte ont empêché jusqu'ici un nouveau divorce et une troisième alliance. A défaut d'héritiers dans la ligne directe, les collatéraux arriveraient ainsi à la succession : c'est là que naissent les difficultés. Lorsque la révolution de 1660 eut fondé le gouvernement absolu en Danemark, une loi constitutionnelle, promulguée en 1665 sous le titre de *Loi royale* (*Kongelovew*), déclara la couronne héréditaire pour toute la descendance de Frédéric III, soit masculine, soit féminine, conformément à la rigueur du droit de primogéniture et de représentation. Selon cet ordre inscrit réellement, quoi qu'on en dise, dans le droit public du royaume, la ligne féminine se trouverait aujourd'hui la plus proche du dernier prince régnant de la dynastie qui s'éteint. La ligne masculine représentée en premier lieu par le duc d'Augustenbourg ne viendrait donc point à la succession royale ; l'héritier présomptif serait le prince Frédéric de Hesse, cousin germain par les femmes du prince royal Frédéric-Charles ; encore faudrait-il compter avant lui sa propre mère, sœur du roi Christian VIII ; mais le Holstein, fief allemand de la maison d'Oldenbourg, n'a pu tomber sous le coup de la loi danoise de 1665, il est resté régi par son droit propre qui n'admet point les femmes à succéder : en tant que fief masculin, il appartiendrait nécessairement au duc d'Augustenbourg, le même que la parenté plus rapprochée de la ligne féminine écarterait cependant du trône de Copenhague. Ce n'est pas tout. Des ambitions plus exaltées et moins justes voudraient imposer au Schleswig une semblable destinée, sous prétexte qu'il est domaine des princes d'Oldenbourg et non point partie intégrante du Danemark ; enfin il n'est pas jusqu'au Lauenbourg qui ne dût, dans ce système, retourner à l'Allemagne. De la sorte, les pays allemands échapperaient pour toujours à la monarchie danoise, et la nouvelle dynastie, couronnée en vertu du droit de primogéniture de la ligne féminine, n'aurait pas même la chance de recouvrer jamais les duchés inféodés à la ligne masculine. Tristement renfermés dans l'extrémité septentrionale de la péninsule cimbrique, rejetés presque au voisinage du Lim-Fiord, plus au nord que le petit Belt, les souverains hessois devraient voir sans y rien gagner bien des maîtres se remplacer dans les anciennes possessions du Danemark, puisque celles-ci pour-

raient être successivement occupées par les ducs d'Augustenbourg et de Glücksbourg, par l'empereur de Russie, par les membres de la famille de Wasa, par les ducs actuels d'Oldenbourg, tous descendants plus ou moins indirects de cette ligne masculine à jamais investie de la terre germanique.

Telle est la perspective, telles sont les éventualités qui réjouissent aujourd'hui les cœurs allemands. On ne saurait exprimer avec quelle vivacité cet espoir s'est comme emparé de l'opinion publique; on dirait moins encore avec quelle ardeur on proteste contre les mesures qui sembleraient le déranger. Les mouvements du gouvernement danois, déjà surveillés de près depuis deux ans, sont épiés depuis deux mois par les passions les plus ombrageuses. La guerre s'est engagée dans la presse et dans la science; les érudits et les publicistes ont pris parti dans chacun des camps. En face de toute l'Allemagne savante qui l'attaquait, le Danemark a défendu comme il a pu l'intégrité de la monarchie danoise: on a fait une question de texte d'une question de bon sens pratique. Les écrits se sont multipliés à l'infini dans un sens ou dans l'autre, et, comme il convenait naturellement en pareil cas et avec de pareils joueurs, les considérations politiques ont tenu bien moins de place que les dissertations sur le droit féodal (1). Quoi qu'il en soit, le peuple allemand, ses universités, ses journaux, ses représentants, tous délaissent en ce moment les intérêts plus positifs dont ils étaient hier préoccupés et se jettent sur ce nouveau débat avec cet entrain singulier, avec cette véhémence inquiète, qui depuis quelque temps sont au fond des esprits. Ce bruit unique domine les mille bruits qui couraient dans la foule: princes et sujets s'entendent; il faut arracher à la domination danoise les frères qu'on a dans les duchés. D'autre part, les Allemands des duchés répondent de leur mieux à ces démonstrations enthousiastes; l'université de Kiel affecte, vis-à-vis de la cour de Copenhague, une ferme attitude de résistance; les états provinciaux donnent le branle aux résolutions énergiques. et, si quelque décision effective du cabinet danois heurtait plus rudement qu'on ne l'a fait encore cette universelle pensée d'émancipation, l'on ne peut savoir aujourd'hui ce qui s'ensuivrait. Au seul aspect des duchés, on se croirait à la veille d'un jour de violence. D'où vient donc cette soudaine excitation de l'Allemagne, qui la distrait si prodigieusement de tant d'autres? D'où vient aussi, chez les habitants du Schleswig et du Holstein, cette antipathie si profonde pour un état de choses dont ils s'accommodaient encore il y a douze ou quinze ans, et qu'au dire des Allemands eux-mêmes ils avaient pris alors en grande affection? Il faut éclaircir ces deux points; c'est en les saisissant bien qu'on tient le nœud de toute l'affaire.

(1) Nous citons ici les ouvrages à consulter: d'abord le texte des débats parlementaires de 1844, où le droit de succession dans les duchés fut pour la première fois officiellement mis en cause; — puis les écrits d'hommes distingués comme Dahmann l'historien, le juriste Michelsen, Falk, Samwer, tous dévoués à la cause germanique; — enfin, dans le sens danois, une brochure déjà plus ancienne et publiée en français: *Essai historique sur la question de succession du royaume de Danemark, et analyse de droit quant aux duchés de Schleswig et de Holstein*, par le baron de Dirking Holmfeld.

I.

L'empressement de l'Allemagne au sujet de la succession danoise s'explique par les différentes causes que voici : une raison de droit féodal, qui n'est qu'un prétexte érudit ; une raison de nationalité, prétexte sentimental ; une raison ici mal entendue d'intérêt européen, la crainte des Russes ; une raison très-positive d'intérêt exclusif, l'intérêt suprême du Zollverein.

Au delà du Rhin, l'érudition prend toujours beaucoup de place dans la politique, surtout dans la politique conquérante. On remonte volontiers le cours des âges jusqu'à ce que l'on y trouve le texte ou l'événement favorable aux ambitions germaniques ; on sait par exemple négliger tout ce qui les contrarie. Nous ne suivrons point la polémique allemande sur ce terrain où les Danois ont trop vite accepté la lutte. Quel que soit le sérieux avec lequel les deux partis se passionnent pour cette controverse de feudistes, nous ne faisons pas grand cas des arguments qu'ils vont chercher si loin. Le Danemark a découvert dans ses archives que, le Holstein étant pays de droit lombard et non pas de droit saxon, les femmes y pouvaient régner : belle invention aussitôt bafouée par l'Allemagne ! L'Allemagne, de son côté, pour s'autoriser à mettre la main sur le Schleswig, s'empare d'une pragmatique de 1460 qui déclare le Schleswig inséparable du Holstein ; elle n'oublie qu'une chose, c'est d'ajouter que dans cette pièce même le Schleswig est qualifié de fief danois. L'Allemagne a contre elle un acte de 1721, qui prouve l'incorporation formelle des parties apanagères du Schleswig à la couronne ; qu'importe ? Cette couronne qui se complète, ce n'est point, vous dit-on, la couronne de Danemark ; c'est la couronne indépendante des ducs de Schleswig, rois par hasard à Copenhague, mais au fond bons princes allemands plus appliqués à leur patrimoine qu'à leur état.

Nous avons peu de goût pour ces discussions trop rarement sincères ; il n'y a jamais eu de plaideur qui manquât de pièces. Nous doutons que la science gagne beaucoup à s'aventurer au milieu de ces défilés de la diplomatie ; elle y prend trop souvent deux poids et deux mesures. Le mieux qu'elle fasse en pareil cas, c'est de justifier au nom du passé les vraies convenances du présent. Il serait plus droit et plus sage de les accepter tout de suite pour elles-mêmes ; on ne risquerait pas du moins de les combattre. L'Allemagne, qui lutte aujourd'hui si honorablement pour s'instruire dans la pratique des institutions modernes, n'apprendra-t-elle donc jamais à laisser du passé ce qu'il en faut laisser ? Ou bien, en la voyant tellement acharnée depuis deux ans à équivoquer sur une déclaration de 1460 et sur une charte de 1721, faudrait-il peut-être se demander si elle obéit là au pur amour de la vérité historique, s'il n'y a pas quelque mobile moins désintéressé dans cette patience d'antiquaire avec laquelle ses doctes maîtres fouillent la poussière des titres ?

Ce qu'il y a d'abord sous cette érudition, plus laborieuse qu'exacte, c'est l'égoïsme de la nationalité, l'exaltation germanique par excellence. Là où l'Allemand pose une fois le pied durant la suite des siècles, la terre est à lui ; lisez plutôt les pamphlets de M. Arndt (1). Nous acceptons la grandeur future de l'Al-

(1) Celui-ci notamment, qui, daté de février 1831, se retrouva de mode en 1840 : -- *Die Fragen über die Niederlande und die Rheinlande*.

Allemagne, nous comptons sur son avenir, et nous nous en réjouissons; mais, nous osons pourtant le dire, le commencement de la sagesse, ce sera chez elle d'abdiquer tout à fait cette nationalité accaparante et jalouse qui met les autres peuples au ban de son orgueil, et trouve partout son bien à reprendre. Nous espérons que la vie politique, dont les Allemands pénètrent chaque jour davantage les réalités, leur ôtera insensiblement cette opiniâtreté étroite et querelleuse; nous regrettons ces visées rétrospectives qui leur viennent encore parfois dans de soudains accès d'humeur triomphante. La question danoise a malheureusement eu le privilège de réveiller ce mauvais esprit. Rien ne saurait mieux le faire connaître que quelques feuilles livrées à la presse par M. Arndt au commencement de 1845. Un Holsteinois lui avait écrit pour l'engager à « dire une bonne parole dans une bonne cause. » Le vieux poète de 1813 n'a pas besoin qu'on le prie bien fort. « Dieu merci, répond-il, voici le temps allemand qui recommence un peu; je devrais cacher ma tête blanche devant mon noble et grand peuple, si j'avais peur de cette libre parole qu'on me demande, si je ne croyais pas qu'avec mes braves Holsteinois, une bonne parole, selon le proverbe, trouve toujours une bonne place. » M. Arndt établit donc à sa façon la gravité du litige. « Où furent jadis nos frontières? où sont-elles maintenant? Il y a trois cents ans toute la mer du Nord était à nous, et on l'appelait la *mer allemande*. Alors aussi nous avions tout le sud de la Baltique depuis Kiel jusqu'à Narva. Devenus maintenant des étrangers, les Belges, les Hollandais et les Anglais règnent sur notre mer du Nord; si l'on nous enlève aujourd'hui le Holstein et qu'on resserre nos côtes entre l'Oder et la Vistule, nous perdons de ce coup-là tout espoir de recouvrer jamais la Baltique, notre propriété. » Aussi faut-il voir comment on traite les Danois, auteurs de tout ce péril. Les Danois sont « un pauvre petit peuple d'une vanité vraiment grotesque; » ils se permettent de dire : La grande nation danoise! Ils s'imaginent qu'ils prendront de force les Allemands des duchés, et il n'est pas de ridicules bravades que « cette petite grande nation ne jette à la face du puissant peuple allemand. » Que les Danois n'appellent point la Russie à leur aide, et « les gens des duchés les auront bientôt précipités à la mer et poursuivis dans leurs îles. » — Voilà de la vraie politique teutonne.

Au fond pourtant, s'il y a jamais eu nationalité compromise, c'a été celle du Danemark sous la longue pression des influences germaniques. Le Danemark a successivement tout reçu de l'Allemagne : le catholicisme et la réforme, le système féodal et le servage rustique, l'organisation militaire et la culture des lettres. Il est même allé prendre la lignée de ses rois sur le sol d'où lui était arrivée la civilisation. Ceux-ci ont le plus souvent épousé des princesses allemandes, et leur cour a toujours été remplie d'Allemands. C'est seulement en 1784, lorsque Frédéric VI, encore prince royal, gouverna comme régent à côté de son père Christian VII, que la langue danoise fut employée pour les affaires d'état; jusqu'alors elle était reléguée parmi les basses classes, et l'on vit siéger dans le conseil plus d'un ministre qui ne la parlait pas. La prépondérance allemande eut son moment glorieux avec le comte de Bernstorff, l'hôte et l'ami de Klopstock, le ministre du sage Frédéric V, qui, de concert avec ce grand roi, fonda la prospérité du Danemark; mais elle eut ensuite son moment critique et son terme avec Struensee, qui périt victime de ses dédains pour le sentiment danois.

Comme le médecin Struensee, moins brillants et moins malheureux que lui, beaucoup d'aventuriers allemands venaient alors chercher fortune à Copenhague;

l'armée, mise sur le pied de permanence depuis le ^{xvii}e siècle, était leur refuge naturel; ils y introduisirent bientôt le système prussien; le soldat danois, commandé en allemand par des officiers allemands, plia sous la discipline et sous la canne allemandes. L'esprit national, blessé par la brutalité fanfaronne de ces maîtres étrangers, se vengeait à moitié dans les farces populaires de Holberg; jusqu'au jour de la réaction, il ne se garda pur et sans mélange que sur la flotte, chez les matelots, ces rudes représentants de la vieille fortune du Danemark. La réaction se produisit enfin; que l'on dise maintenant si elle n'était pas juste! Elle s'est peu à peu développée sous le règne de Frédéric VI, et le roi Christian VIII, aujourd'hui régnant, a proclamé solennellement, en montant sur le trône, « qu'il était Danois de toute sa personne et de toute son âme. » Que ce mouvement ait peut-être été trop loin dans ces derniers temps, en présence d'éventualités ébagnantes; que l'esprit danois se soit fait à son tour agressif au moment où la monarchie danoise est menacée d'un démembrement, on doit peut-être l'avouer, et la prudence comme l'équité veulent assurément qu'on se méfie de pareilles exagérations; mais la nationalité allemande des duchés est-elle vraiment assez compromise pour motiver cette croisade improvisée tout à la fois sur les bords du Neckar et de l'Oder, pour que les Allemands de l'Allemagne crient si haut à la délivrance de leurs frères persécutés du Schleswig et du Holstein? Nous ne le croyons pas. Nous croyons, au contraire (et nous imaginons bien que, dans cette veine d'enthousiasme, on ne nous pardonnera guère notre hérésie), nous croyons que cet enthousiasme lui-même, ce *teutonicus furor* est la plus dangereuse passion qui puisse détourner la pensée publique des voies salutaires où elle était engagée; nous craignons que certains gouvernements n'exploitent à propos une diversion si favorable au maintien de leurs idées les plus chères. Ces beaux jours d'exaltation triomphante en l'honneur de l'unité allemande n'ont-ils pas été jusqu'ici les sûrs avant-coureurs des plus mauvais jours par où les libertés aient passé? Qu'est-il arrivé au lendemain de 1813? Où sont les *gallophobes* de 1840, qui n'aient pas confessé leur duperie? Sur cette affaire des duchés, nous dit-on, expirent toutes les différences de partis; tout le monde est libéral, et les cabinets ne se fâchent pas qu'on le soit; il n'y a plus là ni gens de la droite, ni gens de la gauche, ni radicaux, ni absolutistes: l'accord est précieux. Nous savons surtout un endroit où l'on doit le trouver bien touchant, c'est à Francfort, au sein de la diète.

Étrange aveuglement! cette même Allemagne libérale qui réclame avec tant de violence l'intervention de la diète germanique dans le débat de la succession danoise, c'est elle cependant qui proteste à toute occasion contre les empiètements de l'autorité fédérale, et pose en principe absolu l'indépendance intérieure des états particuliers. La confédération instituée en 1813 sur les débris de l'ordre de choses établi en 1806 n'est pas et ne continue pas le saint-empire; elle n'a point à s'appuyer sur les antécédents de l'histoire impériale; les seuls droits qu'elle doive légalement exercer sont inscrits dans les actes de Vienne; et restaurer l'intégrité primitive de ces actes fondamentaux, ce serait déjà beaucoup gagner pour la cause constitutionnelle. Est-ce donc le moyen d'y parvenir, que d'ajouter un nouveau privilège à tous ces droits subreptices que la diète s'est arrogés aux dépens des puissances secondaires? Où donc est-il dit, dans le pacte de Vienne, que les questions d'hérédité seront soumises au tribunal fédéral? A quel titre les suprêmes arbitres de Francfort jugeraient-ils d'une succession en litige dans un des pays fédérés, pure question de souveraineté nationale parfaitement étrangère

à leur compétence ? Mais, s'ils n'ont pas droit d'intervention directe dans ce démêlé qui s'agite entre la couronne de Danemark et ses sujets, ils peuvent toujours s'immiscer indirectement dans l'affaire : ils sont armés de l'article 26 de l'acte final de 1820. Si cette effervescence que l'Allemagne provoque amène des troubles sérieux, si la paix publique est compromise sur l'étendue des possessions danoises incluses dans la confédération, l'article 26 autorise la diète à faire occuper provisoirement le territoire, non pas en tant qu'héritage contesté, mais en tant que pays insurgé. Or, qu'est-ce que cet article 26, sinon l'objet des justes craintes, de l'indignation plus juste encore des patriotes allemands, sinon le frein avec lequel les cabinets absolus arrêtaient le développement des libertés publiques en Allemagne ? Grâce à cet article, il n'y a plus de frontière assez sûre pour protéger les petits états contre les grands, il n'y a plus d'indépendance véritable ni pour les souverains ni pour les sujets ; tous les démêlés intérieurs des peuples peuvent être tranchés par les troupes fédérales, et les princes eux-mêmes sont dans le cas de recevoir ces dangereux secours sans les avoir demandés. Voilà pourtant sur quel pied l'Allemagne veut aujourd'hui traiter avec le Danemark, et elle ne pense pas qu'elle perd ainsi tout droit de se plaindre, si demain l'on agit de même avec elle. Voilà jusqu'où la poussent ces funestes emportements de l'orgueil et du préjugé : elle ramasse et met aux mains de ses maîtres la verge qui la frappe.

Parlons maintenant d'un sentiment meilleur que soulève aussi cette grave question, et qui contribue pourtant à la faire mal entendre : l'Allemagne voit un progrès russe derrière les prétentions de la couronne danoise. Il faut sans doute se féliciter, dans l'intérêt de la sûreté européenne, de cette aversion que rencontrent partout, au delà du Rhin, les approches moscovites ; qu'on prenne garde seulement de se tromper, ce serait le moyen de les servir. Les desseins de la Russie au sujet du Danemark, son envie très-arrêtée d'avoir un pied sur le sol allemand par Kiel, et une voix dans la confédération par le Holstein, tout cela est vrai et ne date pas d'hier. « J'ai trouvé la Russie rivièrè, je la laisse fleuve, a dit Pierre-le-Grand ; mes successeurs en feront une grande mer destinée à fertiliser l'Europe. » Si cette mer doit jamais couvrir l'Allemagne, il est très-certain qu'elle y entrera par les duchés danois. Mais qu'on se rappelle seulement les leçons que Pierre laissait à ses descendants pour guider ces flots envahisseurs ; celle-ci en était une : « Prendre le plus qu'on pourra à la Suède, et savoir se faire attaquer par elle pour avoir prétexte de la subjuguier ; pour cela, l'isoler du Danemark, et le Danemark de la Suède, et entretenir avec soin leurs rivalités. » C'est en divisant ainsi les deux royaumes scandinaves qu'on a enlevé la Finlande ; c'est en reproduisant ces divisions dans l'intérieur même de la monarchie danoise qu'on pourrait trouver l'occasion de quelque nouvelle conquête. M. Arndt lui-même ne se trompe pas à ce jeu perfide, et dénonce l'ennemi qu'il aide en pensant le combattre. Le témoignage est d'autant moins suspect, qu'il est peu gracieux pour la France. « Le Russe est toujours à filer, ourdir et tisser quelque trame ; c'est dans sa nature, bien plus encore que dans la nature inquiète, insinuante et parjure du Français. Partout où perce une maladie politique, une crise politique, le Russe est déjà là, se donnant comme médecin, et apportant cent mille remèdes ; on dit même le médecin très-habile dans l'art de procréer les maladies. »

Nous le demandons à M. Arndt, lequel est donc le plus sûr pour se défendre contre ces artisans d'embûches : de conserver au Danemark l'unité de ses forces, ou de les armer les unes contre les autres : de maintenir, en respectant l'honneur

et les droits de tous, cette unité qui a duré des siècles, on de la briser en morceaux pour livrer carrière à toutes les intrigues comme à toutes les rancunes qui naissent d'une succession contestée? La Russie a toujours affecté de regarder le traité signé par le grand-duc Paul en 1773 comme une convention particulière; le tzar s'attribue même, suivant les Allemands, le nom de duc de Schleswig-Holstein. Il a tout au moins refusé plusieurs fois de céder les droits éventuels qu'il suppose tenir encore de son degré dans la descendance masculine d'Oldenbourg; il n'a jamais oublié qu'il était le chef de la maison de Gottorp. Si la mort n'eût pas enlevé la grande-duchesse Alexandra, femme du prince de Hesse, héritier présomptif du Danemark, suivant la proximité du sang et d'après le *Kongeloven*, le tzar eût été assuré, par cette alliance, d'une influence très-directe à Copenhague; aujourd'hui qu'il a perdu cette ressource si habilement ménagée, ira-t-on lui fournir l'occasion d'une intervention encore plus personnelle à force de remettre en jeu la propriété des duchés? Nous savons qu'on accuse le gouvernement actuel du Danemark de grandes complaisances envers la Russie; il lui promettrait, assure-t-on, des indemnités bien onéreuses afin d'obtenir qu'elle garantît au prince de Hesse un héritage qui pourrait cependant tomber en des mains plus hostiles. On va même jusqu'à interpréter dans ce sens tout un passage du manifeste royal publié le 8 juillet. Nous voulons croire l'interprétation trop malintentionnée pour qu'elle soit juste et sincère; le roi Christian évitera sans doute autant que possible de transformer la question danoise en question européenne : introduire les Russes à Kiel, c'est peut-être là ce que le tzar appellerait conclure l'affaire en famille; ce serait singulièrement émouvoir toutes les diplomaties.

Aussi regrettons-nous que la déclaration du 8 juillet puisse sembler un encouragement pour les prétentions moscovites, grâce à cette réserve équivoque insérée au sujet du Holstein. Nous sommes sûr que le roi Christian, ami scrupuleux de l'équité, ne continuera pas encore bien longtemps ce strict examen de tous les droits en conflit sans avoir reconnu le néant des titres invoqués par la maison de Gottorp du haut de son trône impérial. On dit que ces titres ont déjà été avoués par le Danemark en 1806 : peu importe, si originairement ils n'étaient pas fondés. On dit que les traités de 1767 et de 1773 n'ont cédé l'apanage de Gottorp qu'aux *hoirs mâles* de la branche aînée d'Oldenbourg; c'était la seule forme en laquelle on pût céder un fief masculin, et l'on ne saurait contester la réalité du droit de succession masculine en Holstein : ce qu'il faut contester, c'est que ce droit entraîne réversion au profit de la Russie. Plus on étudie les traités de 1767 et de 1773, les circonstances qui les ont amenés, le but qu'on s'y proposait, les résultats qu'on a obtenus, plus il est clair que la cession souscrite par le grand-duc Paul a été complète et définitive. Conclut par la Russie au moment où elle avait besoin de la neutralité du Danemark, ces traités ont eu pour premier effet l'irrévocable échange de la partie grand-ducale du Holstein contre les comtés d'Oldenbourg et de Dølmhorst, aujourd'hui domaines inviolables des grands-ducs d'Oldenbourg. Le tzar pourrait-il, en droit, mettre la main sur le Holstein sans qu'on rendit au Danemark les territoires dont celui-ci a payé son acquisition? Le tzar pourrait-il se prévaloir du droit de masculinité, quand l'ordre de succession réglé pour la maison impériale en 1788 est absolument incompatible avec l'ordre de succession dont il voudrait bénéficier en Holstein? Ces prétentions tomberaient évidemment du premier coup devant la résistance de tous les cabinets, et néanmoins il est certain qu'élevées par un état aussi puissant vis-à-vis d'un

état aussi faible, elles ont une influence très-grave sur la situation. C'est là comme une inquiétude continuelle pour le Danemark, et la Russie voudrait, bien entendu, la prolonger, ou vendre au prix qu'il lui plairait l'espoir d'un désistement. N'est-ce donc pas alors la vraie politique du Danemark et de l'Allemagne elle-même de mettre un terme à cette fausse position ? N'est-ce pas le bien commun que l'intégrité de la monarchie danoise soit enfin proclamée pour tous et par tous ? Les Teutons, si mal à propos ressuscités, s'obstineront-ils à fermer les yeux ?

Il est enfin un dernier motif qui pousse l'Allemagne dans cette discussion, et celui-là certes est le bon ; mais, à vrai dire, il ne regarde qu'elle. Ce n'est plus ici question de droit, question de sentiment, question de politique générale ; c'est purement et simplement une question de politique allemande, de commerce allemand. De ce point de vue-là, l'Allemagne a raison de se mettre en colère contre le Danemark ; elle ne peut que gagner à lui faire peur ou à le faire céder. L'avenir du Zollverein est réduit à néant, s'il ne parvient à s'assurer des débouchés maritimes plus larges que ceux qu'il possède aujourd'hui : l'ouverture de la succession danoise a semblé l'occasion providentielle de cet agrandissement. On serait sans doute bien triste de voir à Kiel les vaisseaux de guerre de la Russie, aussi triste, écrit le correspondant de M. Arndt, qu'on peut l'être de voir les canons français sur les murs de Strasbourg ; mais il y aurait pourtant un désespoir plus vif, ce serait de lâcher, au moment où l'on croit les saisir, ces ports du Schleswig et du Holstein si magnifiquement placés pour servir les destinées de l'union douanière, pour permettre aux Allemands d'avoir une force navale et de toucher enfin la mer, le seul endroit où se batte encore le monde. Les ports prussiens de l'est sont une maigre fortune ; les *séparatistes* de l'ouest ne veulent point venir à résipiscence ; au centre de ce vaste littoral, objet d'une si ardente convoitise, Hambourg et Lubeck maintiennent leur indépendance malgré la petite guerre qu'on leur fait et les grosses injures qu'on leur jette. Cette lutte des deux cités marchandes contre toute l'ambition nationale de l'Allemagne est l'un des épisodes les plus curieux de l'histoire du Zollverein ; aujourd'hui même elle se continue à propos de la crise danoise, et il faut voir avec quelle amertume on reproche à ces trafiquants sans cœur de garder la neutralité : ce sont des gens qui ne prennent d'intérêt à rien dans le monde, si ce n'est au taux de leurs écus et à la liberté de leur commerce ; ils n'ont point de patrie : Hambourg est anglais, et Lubeck est russe.

En attendant, il sera toujours peu probable que Lubeck et Hambourg sacrifient les bénéfices de leurs libres échanges aux sévères nécessités du régime protecteur de l'industrie allemande, et la meilleure menace qu'on pût leur adresser, ce serait bien d'élever dans les mêmes régions la concurrence redoutable des ports du Holstein et du Schleswig, devenus les ports du Zollverein. Aussi l'Allemagne est-elle appliquée maintenant à compter, à décrire les places où elle voudrait aller s'asseoir ; il n'y a jamais eu de géographie passionnée comme le dénombrement de ces conquêtes si essentielles qu'on les croit justes, si désirées qu'on les croit faites. On aurait sur la Baltique Flensbourg et Kiel, deux ports militaires et commerciaux de premier rang, Kiel ! le plus beau de toute la côte allemande ; sur la mer du Nord, Glückstadt, « où la nature semble avoir créé un autre Rastatt en face du Strasbourg anglais qu'on appelle Heligoland ; » entre Glückstadt et Kiel, la forteresse de Rendsbourg pour assurer les communications de terre ferme et relier ces débouchés nouveaux ; enfin on pourrait tout espérer contre Hambourg

du voisinage d'Altona. A cheval sur les deux mers, le Zollverein narguerait ainsi tous les tarifs du Sund ; il défierait la Russie, qui aspire toujours à les tenir dans sa main, et il se passerait du roi de Hanovre, auxiliaire désormais impuissant des jalousies anglaises. L'avenir est magnifique : nous ajouterons qu'il n'est point invraisemblable ; mais, si grandiose soit-il, on ne peut en conscience accuser très-durement le roi de Danemark de ne point se dévouer au plus vite pour le hâter encore. Les sympathies de la France à l'égard de ses voisins d'outre-Rhin ne sauraient aller non plus jusqu'à former les vœux les plus pressants pour ce succès qu'ils rêvent si proche, et qui nous coûterait probablement si cher. Devons-nous d'ailleurs oublier que, lorsqu'on démembra la monarchie danoise en 1815, ce fut pour la punir de la fidélité qu'elle nous avait gardée dans nos malheurs. Serait-ce donc la dédommager des siens que de lui en souhaiter encore d'autres ? Nous avons assez expié cette indifférence avec laquelle nous avons vu partager la Pologne : qui sait si nous ne paierions pas à plus haut prix l'ingratitude avec laquelle nous laisserions mutiler le Danemark ?

II.

Nous avons donné les raisons purement allemandes de cette grande contestation ; les populations des duchés ne l'ont point provoquée, ne s'y sont point associées avec tant d'énergie sans avoir des motifs qui les touchassent plus directement. Les partisans de la monarchie danoise ont très-souvent répété que c'était là seulement un tumulte d'avocats ; ceux-ci, réunis en corporation, beaux parleurs de langue allemande et grands experts en droit allemand, possèdent sans doute une autorité réelle dans le pays, et très-probablement ils ont mis la querelle en train ; mais il fallait autre chose qu'une agitation factice pour ramasser les vingt mille signatures des soixante-quinze adresses présentées en 1844 aux états de Holstein par les défenseurs de l'indépendance du duché. Nous savons bien aussi que l'université de Kiel est un foyer très-ardent de propagande germanique : étudiants et professeurs se soutiennent là comme devant l'ennemi ; mais ces doctes influences, descendues dans la vie publique, ne lui auraient pas imprimé tout de suite un mouvement si actif, sans quelques circonstances décisives. Les circonstances existent ; elles sont à la charge du Danemark, du gouvernement danois, de l'opposition danoise. Les deux partis, ou, pour employer la langue politique du pays, le parti *dynastique* et le parti *scandinave*, se sont donné des torts dont ils portent la peine ; ils doivent chercher maintenant à les réparer, s'ils mettent l'intérêt général de la monarchie au-dessus des opinions particulières qu'ils affectionnent.

A dater de la réunion du Holstein en 1806, les deux duchés regurent une administration pareille, et cette administration fut en principe tout à fait distincte de celle du Danemark. Ils eurent chacun leur gouverneur (*statthalter*), et une chancellerie spéciale, dite *chancellerie allemande*, représenta leurs intérêts à Copenhague. Dès lors cependant ils se trouvèrent sur plus d'un point confondus avec le royaume ; les dures nécessités de ces temps-là les obligèrent à porter une lourde part des charges financières et militaires du Danemark. On tenta même, avec assez de succès et dans une mesure assez pacifique, des essais d'assimilation ; on demanda que tout employé allemand dans les duchés sût la langue danoise ;

on fonda pour cette langue une chaire à l'université de Kiel; on multiplia les fonctionnaires danois en Holstein; la flotte et l'armée furent commandées en danois sans aucune exception pour les Allemands qui y servaient; dans le Holstein même, les ordonnances et arrêtés parurent à la fois en allemand et en danois. Comme rien de tout cela ne se faisait par système ou par violence, comme les sujets du roi n'y voyaient pas d'arrière-pensée menaçante, puisque personne n'imaginait un terme à l'union, il n'y eut jamais de résistance, et le sentiment germanique, plus ou moins engourdi, s'effaçait beaucoup.

Peu à peu cependant les tendances philosophiques et littéraires du siècle avaient pénétré jusqu'en Danemark même. Le goût des origines et le culte des races primitives s'étaient transmis là comme partout; l'amour de la nationalité s'y développa bientôt à la façon allemande. Ce furent d'abord ses meilleurs fruits qu'il donna. Quelques personnes isolées et studieuses se dévouèrent à la recherche des antiquités scandinaves; elles célébrèrent les vieilles œuvres poétiques nées sur le sol danois, et s'affligèrent que le public danois les oubliât pour des œuvres étrangères; il n'était point encore question de politique. Le bruit de 1830 tira seul le Danemark de l'indécision stérile où il s'endormait malgré lui sous l'immuable régime de 1660. Il fallut alors octroyer des états provinciaux dans chacune des grandes divisions de la monarchie, à Schleswig et à Itzehoe, à Viborg et à Roeskild; mais ces états n'avaient en somme qu'une voix consultative, et naturellement il se forma tout aussitôt une opposition dans le sens des idées françaises. Celle-ci fut d'abord combattue par les amateurs du passé scandinave, qui professaient le respect de la *loi royale* à titre d'obligation patriotique, comme si le despotisme eût été d'invention danoise. Les libéraux finirent pourtant par se concilier et par dominer leurs adversaires, par en tirer de puissantes ressources. Ennemis acharnés de la bureaucratie officielle, qui reconnaissait toujours la suprématie nécessaire de la langue allemande dans les duchés, ils s'étaient avisés de réclamer en faveur de la langue danoise; c'était de leur point de vue propre une garantie démocratique pour les pauvres gens qui la parlaient; ce fut, aux yeux des vieux Danois, un trait qui méritait toute gratitude, et les deux camps n'en firent plus qu'un. Voilà ce que c'est que le parti scandinave tel qu'il est aujourd'hui composé, voilà comment il prêche à la fois les idées constitutionnelles et les souvenirs prétendus nationaux de l'union de Calmar; assemblage forcé de doctrines incohérentes où se révèle toute l'inexpérience d'un début politique; il suffit, pour en juger, de lire les discours de M. Orla Lehmann, le publiciste et l'orateur du scandinavisme.

L'action de ce parti sur les duchés a néanmoins été considérable; il s'en faut qu'elle ait été très-heureuse. Les *scandinaves* ont imaginé qu'il n'y avait d'institutions représentatives possibles qu'à la condition d'une inflexible unité nationale, et, pour premier tort, ils ont commencé par retrancher le Holstein de la sphère politique du Danemark. Que leur importait, d'ailleurs, puisqu'ils espéraient déjà réunir par adoption les familles royales de Danemark et de Suède, traverser le Sund, s'attacher, malgré toutes les répugnances et tous les souvenirs, la Suède et la Norvège, enlever même à la Russie sa vieille conquête de Finlande? Qu'était-ce que la possession du Holstein à côté de cette glorieuse restauration? Une gêne dont ils se débarrassaient. Les Allemands les ont pris au mot. Quant au Schleswig, ce fut bien autre chose: le parti avait commencé sa fortune en embrassant la cause des paysans danois de ce duché qui ne pouvaient point parler allemand;

il en vint à vouloir que les propriétaires allemands parlassent uniquement danois. Ces grands libéraux ne reculèrent devant aucun moyen pour bannir le germanisme d'une terre scandinave, et harcelèrent sans cesse le gouvernement pour le pousser aux mesures les plus rigoureuses. En même temps, afin de séparer les deux races avec encore plus d'énergie, ils en appelaient aux préjugés vulgaires, aux antipathies les moins raisonnées de la multitude; ils conviaient le Danois à la haine de l'Allemand. Ainsi sont arrivées des scènes déplorables qui ont produit le plus violent effet dans les duchés, des rixes populaires comme celles de Hadersleben, des discours injurieux comme celui du pasteur Grundtwig, disant dans un banquet national qu'il ne fallait pas craindre les Allemands, que la force des Allemands est celle des bêtes de somme, qu'ils ne sont bons qu'à porter et traîner tous les fardeaux. N'était-il pas cruel pour la civilisation allemande de se savoir si outrageusement reniée là où elle commandait jadis ?

Qu'a fait de son côté le parti du gouvernement, le parti *dynastique* ? Il a presque aussi bien réussi à s'aliéner des provinces dont il désirait tant la conservation. Garder le Schleswig et le Holstein, les garder sans condition et surtout sans changement dans le système monarchique de 1660, rester chez soi et maître absolu chez soi, c'est là son ambition, tout le contraire des ambitions scandinaves. Les *dynastiques* ont indisposé le Holstein par leurs empiétements tracassiers comme les *scandinaves* par leurs dédains ; ils ont voulu ou même pratiqué dans le Schleswig cette propagande aveugle qui croit supprimer les mœurs et la langue d'un pays en un trait de plume ; ils ont essayé de conduire les provinces allemandes à peu près comme le roi Guillaume conduisait la Belgique. Ils n'ont d'ailleurs entendu à aucun arrangement ; ils ont demandé hardiment l'abolition de ces différences administratives qui semblaient toujours une garantie pour les duchés ; ils ont énoncé très-rudemment leur foi systématique dans l'indivisibilité perpétuelle des pays danois ; les adresses de M. Ussing à ce sujet sont de véritables remontrances. Enfin ils ont repoussé jusqu'ici de toutes leurs forces l'établissement des institutions libres, seul moyen pacifique d'assurer au Danemark une sage unité.

Nous ne cachons rien, nous exposons avec sincérité la situation pénible des partis et des nationalités aux prises ; on doit voir comment la question a grossi tout de suite en Danemark aussi bien qu'en Allemagne. Les griefs des duchés contre le royaume sont certainement fondés en raison, mais ces griefs sont-ils irrémediables, sont-ils suffisants pour écarter à jamais les sujets allemands du gouvernement dont ils relèvent depuis quatre siècles ? En vérité, non. Serait-ce donc une si belle fortune aux yeux des Holsteinois d'aller faire au sein de la confédération un nouvel état de quatrième ou cinquième ordre ? Pensent-ils y gagner beaucoup d'indépendance ? pensent-ils ne se repentir jamais ? ou bien s'estimeraient-ils si heureux des chances presque immédiates qui pourraient les soumettre à la Russie ?

Tels sont les motifs, telle est la substance du débat engagé maintenant entre le Danemark et l'Allemagne. Nous n'insisterons pas sur les faits par lesquels il s'est produit depuis deux ans ; nous avons essayé d'expliquer le sens et la portée des choses ; les choses elles-mêmes n'ont eu ni plus d'éclat ni plus de grandeur que ne le permettaient les dimensions du théâtre où elles s'accomplissaient. L'agitation a commencé vers 1842, lorsque l'on a douté du succès de la seconde alliance contractée par le prince royal ; cependant il est bon de rappeler que dès 1839, quand on cherchait des dédommagements qui compensassent pour la diète la

perte accomplie des cantons wallons du Luxembourg, la diplomatie eut un moment l'idée de réunir le Schleswig à la confédération au même titre que le Holstein. Les tentatives criées aujourd'hui sur les toits ont-elles donc été préméditées dans l'ombre des cabinets? En 1844, le mouvement allemand était devenu assez pressant pour motiver la proposition faite par M. Ussing aux états de Roeskild, et acceptée par cinquante-neuf voix contre deux; on demandait instamment au roi qu'il déclarât sous forme péremptoire l'unité, l'indivisibilité de la monarchie danoise. En 1845, M. Ussing a renouvelé la même adresse au nom et comme bourgmestre de la ville de Copenhague. D'autre part, les états et les populations du Schleswig et du Holstein n'ont cessé de présenter des pétitions et des contre-adresses toujours résumées sous trois chefs principaux : les duchés sont pays indépendants; la descendance masculine règne seule sur les duchés; les duchés sont inséparables l'un de l'autre. La lettre royale du 8 juillet dernier est la réponse décisive du gouvernement mis en demeure des deux côtés à la fois. Le roi se prononce affirmativement pour l'intégrité de sa monarchie, et, sauf ses réserves fâcheuses à l'endroit du Holstein, il parle à peu près comme avait parlé M. Ussing. L'agitation surexcitée par ce manifeste s'accroît tous les jours : démonstrations populaires, dissolution spontanée des états, appel public à la diète germanique, rien ne manque pour échauffer les esprits. Qu'arrivera-t-il, et le prince de Hesse doit-il ceindre paisiblement toutes les couronnes danoises qu'on lui rassemble à si grand-peine? C'est évidemment le but particulier de cette sorte de coup d'état frappé dans un état absolu. La disgrâce affichée du duc d'Augustenbourg montre assez qu'on a voulu ruiner toutes les prétentions de la descendance masculine, non-seulement sur le Schleswig, où elles ne sont pas fondées, mais sur le Holstein, où elles le sont (1).

S'il fallait, en cette rencontre, qu'il y eût des titres écartés et des intérêts sacrifiés, nous ne pensons pas cependant que le sacrifice eût dû tomber de ce côté-là. Nous tenons le manifeste royal pour juste et décisif, tout en attendant des explications plus positives au sujet du Holstein; nous croyons néanmoins qu'un compromis pourrait seul terminer le différend avec toute sûreté comme avec tout avantage, et le compromis semblait plus facile dans la personne du duc d'Augustenbourg que dans celle du prince de Hesse.

L'intérêt particulier du Danemark est d'accord ici avec celui de l'Europe; la question est une et simple; le seul but à poursuivre, c'est le maintien du royaume tel qu'il a été constitué par les traités qui ont fondé l'ordre européen. Il ne s'agit

(1) On ne peut trop le répéter, soit à l'Allemagne, soit au Danemark : autant il est nécessaire en politique de sauver l'intégrité de la monarchie danoise, autant il est équitable de préserver les droits anciens et légitimes du Holstein. Si la dissolution du corps germanique, en 1806, ne permet pas d'invoquer le vieux droit public de l'empire pour régler de semblables questions, qui ressortissent exclusivement aujourd'hui du droit de souveraineté inhérent à chaque état, il n'en est pas moins vrai qu'il faudrait les considérations les plus graves pour faire fléchir le droit public intérieur dont le Holstein est en possession. « La déclaration du 9 septembre 1806 porte, il est vrai, que le Holstein doit dorénavant faire partie indissoluble de la monarchie, mais il paraît toujours douteux qu'on ait pu par là, ou même voulu changer l'ordre de succession sans le consentement des agnats et des états de la province. »

(SCHLEGEL. — *Aperçu sur la liaison politique entre les duchés de Schleswig et de Holstein*, 1816.)

point de rien changer aux rapports du Holstein avec l'Allemagne, de toucher aux privilèges spéciaux du Schleswig ; le roi proteste officiellement contre de pareils desseins ; il s'agit de conserver l'intégrité nécessaire de la monarchie danoise sous ces formes fédératives avec lesquelles elle s'est constituée. Nous ne savons pas s'il serait encore temps pour les grandes puissances de délibérer en congrès sur une solution qui les intéresse toutes ; nous ne savons pas jusqu'à quel point il leur serait possible d'exercer par leur concert une médiation assez efficace pour rattacher solidement les duchés au Danemark, comme elles ont jadis consacré la séparation de la Hollande et de la Belgique ; nous redoutons toujours l'intervention des protocoles étrangers dans les destinées intérieures des peuples ; mais du moins faut-il que les peuples arrangent eux-mêmes leurs affaires, s'ils ne veulent pas que cette intervention extérieure devienne une nécessité d'ordre général. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'en l'état où sont les choses, les Danois et les gens des duchés ont encore toute liberté pour s'entendre, et rien n'empêche qu'ils y réussissent : les désirs opposés des puissances se neutraliseront les uns par les autres ; l'Allemagne contiendra la Russie, la diète même ne sera certainement pas très-unanime pour protéger les visibles ambitions du Zollverein. On comprend que la Prusse s'associe au mouvement de l'opinion publique ; elle a le goût de ces aventures, elle soupçonne qu'il y a toujours là du profit pour elle. L'Autriche, qui ne trouve pas dans l'agitation les mêmes bénéfices, aurait bien peut-être quelques velléités de suprématie impériale, quelque envie d'évoquer au nom de sa prérogative antique ce grand débat de succession ; mais elle souhaite avant tout le maintien du *statu quo*, et telle est son aversion pour tout changement dans l'état actuel de l'édifice européen, qu'elle ne serait pas éloignée, dit-on, de prendre l'acte de 1806 pour base constitutive de la monarchie danoise dans ses rapports avec les duchés. Si même la question devait se résoudre dans une conférence, si, comme il est sûr, la France et l'Angleterre y marchaient d'ensemble, il est très-probable que pour beaucoup de raisons l'Autriche se joindrait à elles. L'Autriche ne voudrait pas les laisser agir toutes seules dans une affaire allemande ; elle ne serait pas fâchée non plus de couvrir l'intérêt particulier qu'elle a là contre la Prusse de cet intérêt général évidemment servi par l'alliance anglo-française. La Prusse et l'Autriche, ne s'accordant pas dans une conférence européenne, s'accorderont-elles davantage au sein de la diète, et la diète ainsi divisée pourra-t-elle agir ?

Les parties en cause n'auraient donc point à craindre de tiers survenant ; leur indépendance est complète ; pourquoi n'en useraient-elles pas ? pourquoi quelque arrangement solennel ne viendrait-il pas réconcilier au Danemark et le Schleswig, qui proteste à tort contre un droit acquis, et le Holstein, qui défend justement le sien ? Le Danemark serait-il trop épuisé par cette caducité naturelle aux vieilles monarchies absolues pour trouver en lui la force et l'élan nécessaires à cette régénération politique ? Les mouvements qui se prononcent aujourd'hui dans tous les sens démontrent assez le contraire, et par quelle preuve plus certaine gouvernants et gouvernés pourraient-ils révéler les ressources vitales de leur pays, lorsque le pays lui-même aurait été appelé à organiser volontairement une existence nouvelle ? Le meilleur moyen d'en finir avec cet antagonisme factice des deux nations, ce n'est pas de les éloigner l'une de l'autre dans des assemblées à part, où tous les griefs s'enveniment ; il faut bien plutôt les rapprocher dans l'usage des mêmes libertés publiques, dans l'enceinte d'un même parlement ; il faut

leur donner ce qu'elles désirent toutes deux avec une même passion, des libertés et non des privilèges, une constitution politique et non des droits provinciaux. Pense-t-on que les députés allemands et danois rassemblés exprès par la confiance royale ne cédassent point réciproquement beaucoup pour demeurer tous ensemble un état respectable parmi les états européens? Les Holsteinois ne sont pas sans comprendre les motifs plus ou moins cachés de ce grand amour que l'Allemagne leur a voué; les Danois n'ont pas précisément de passion pour la descendance féminine et pour la *loi royale*, l'œuvre capitale de cet absolutisme si vivement combattu par le parti scandinave; enfin le parti dynastique ne réclame guère la monarchie pure qu'en vue de l'union. La monarchie pure a fait son temps, comme l'aristocratie féodale avait fait le sien en 1660; la *loi royale* sera toujours de plus en plus impossible, et, si on l'exécutait rigoureusement, le prince de Hesse lui-même ne pourrait arriver au trône, puisqu'elle en exclut les calvinistes.

Supposez maintenant les représentants des deux pays entrés avec franchise dans la voie des transactions, est-ce que le duc d'Augustenbourg, plus réellement danois, moins probablement russe que le jeune prince de Hesse, ne serait pas, sur le trône de Copenhague, un meilleur garant des engagements nouveaux du Holstein envers le Danemark? Le pacte ne serait-il pas à tout jamais confirmé par cette justice faite aux Allemands sans qu'il en coûtât ni à l'amour-propre ni aux inclinations des Danois, affranchis en retour du régime despotique? La volonté nationale a fondé, en 1660, la succession féminine dans la famille royale de Danemark pour le plus long avenir de la monarchie absolue: la volonté nationale ne pourrait-elle, au *xix^e* siècle, fonder la succession masculine pour le plus certain établissement d'un gouvernement libre? Si opiniâtres que fussent les prétentions du prince de Hesse, il faudrait bien qu'elles cédassent devant les manifestations persévérantes d'un pouvoir constitutionnel. Si onéreuse que fût l'indemnité qu'il exigeât, le Danemark pourrait-il acheter à trop haut prix la jouissance de ces droits qui font les sociétés vivantes, de cette harmonie intérieure qui unirait ses populations sous un même sceptre?

L'adhésion définitive du Holstein, grâce à l'accession de son héritier légitime au trône de Danemark, cet avènement lui-même, consenti par le Danemark, eu égard à l'adhésion du Holstein, tel est le moyen terme auquel se sont déjà fixés beaucoup de bons esprits. Ce ne sont assurément ni les Teutons du Zollverein, ni les Scandinaves de l'union de Calmar, ce sont de vrais citoyens qui ne demandent qu'une chose: qu'on leur rende les états généraux de 1660, avec le même patriotisme et la même sagesse, pour employer l'une et l'autre dans l'esprit de ce temps-ci, comme ces courageux devanciers firent jadis dans l'esprit du leur.

Il serait fort à regretter que le prince éclairé qui règne en Danemark s'effrayât hors de propos d'exigences si naturelles, et crût sa dignité compromise par des innovations. Il y a plus d'embarras et de péril dans le maintien obstiné d'institutions incomplètes que dans le progrès légitime de la vie publique. Ces états provinciaux au moyen desquels on essaie en Danemark, aussi bien qu'en Prusse, de retarder l'avènement du gouvernement représentatif, sont tout autrement dangereux pour la royauté que de grandes assemblées délibérantes. La tête du monarque est sans cesse à découvert; les députés ne sont point suffisamment autorisés pour parler au nom du pays; les ministres, dépourvus de toute responsabilité, n'ont ni l'honneur ni le droit de faire face aux attaques dirigées contre le pouvoir; il ne reste plus que des individus aux prises et non point des institutions en

jeu. Le roi converse avec ses sujets, comme Frédéric-Guillaume, par exemple, avec les municipalités prussiennes : il est très-grave pour la royauté d'avoir tort en personne. Telle est au contraire la beauté d'une constitution tout à fait sincère, qu'il y a bénéfice pour tout le monde à la pratiquer loyalement ; loin de s'affaiblir en passant par le mécanisme représentatif, l'autorité monarchique y revêt un prestige nouveau quand elle en a compris et observé les lois. C'est là ce que la France devrait toujours prêcher en Danemark comme en Prusse ; c'est par là vraiment que la question danoise nous touche. On dit sans doute à Copenhague que Paris est bien loin et Pétersbourg bien près ; mais rapprocher les politiques, c'est rapprocher les distances, et le jour où la France aura convaincu les gouvernements absolus du Nord de tous les mérites de la sage liberté, la France aura fait ce jour-là plus qu'avec vingt armées contre cette formidable puissance qui menace l'équilibre européen sur la Baltique en même temps qu'au Bosphore.

ALEXANDRE THOMAS.



MORT DU KHAN DE KHYRPOUR.

LES ANGLAIS DANS LE SIND. — LE COMITÉ DES PRISES.

Une discussion intéressante pour quiconque a suivi avec attention les derniers événements de l'Inde a été récemment soulevée par les journaux de Bombay. Cette discussion (nous pourrions dire ces réflexions, car les avis au fond étaient unanimes) a porté sur deux graves incidents que la Providence semble avoir voulu rapprocher comme pour éclairer d'une triste lumière la politique de l'Angleterre dans l'Inde et la conduite de ses agents. L'un de ces incidents est la mort de Mir-Roustam, khan de Khyrpour, le premier par l'âge et le rang des amirs du Sind dépossédés par la compagnie et déportés par elle dans la présidence de Bombay; ce personnage a succombé à une attaque de choléra à Pouna, le 27 mai 1846. L'autre fait est la mise à l'enchère des objets dont le prix doit être distribué, comme butin, à l'armée qui a conquis le Sind.

En annonçant la mort de l'amir de Khyrpour, la presse locale de l'Inde anglaise a cédé pour la première fois à un mouvement de généreuse indignation contre la direction générale du gouvernement de l'Inde et contre quelques-uns de ses hauts fonctionnaires. Les articles qu'elle a publiés à ce sujet sont autant de documents précieux qui méritent d'être signalés à l'attention de la France. Toutefois, en recueillant ces tristes aveux, nous n'oublierons pas que nous nous exposons à bien des récriminations, car, si les Anglais consentent quelquefois à reconnaître leurs erreurs, c'est à la condition de n'être entendus de personne, et ils ne souffrent point dans la bouche ou sous la plume des étrangers le blâme qu'ils s'infligent à eux-mêmes. Pour éviter donc le plus possible les démentis de la presse britannique, peu scrupuleuse quand il s'agit d'intercepter la vérité sur les affaires de l'Inde et de contredire au besoin les documents les plus authentiques, nous n'invoquerons contre l'Angleterre d'autre témoignage que celui des Anglais eux-mêmes. Le *Bombay-Times*, le *Bombay-Courier*, la *Gentleman's Gazette*, nous ont

précédé dans cette enquête, et nous ne suivrons pas d'autres guides. On nous pardonnera de citer beaucoup; les citations ont ici leur éloquence.

Voici d'abord en quels termes le *Bombay-Times* du 5 juin annonce la mort de l'amir de Khyrpour : « Le plus ancien et le plus constant ami de l'Angleterre, le plus sage et le meilleur des princes Talpour, la victime de ses vertus et de sa fidélité à notre égard, Mir-Roustam, khan de Khyrpour, vient d'être enlevé de ce monde. » Le *Bombay-Courier* du 5 juin rapporte ainsi le même fait. « La mort a enfin mis un terme aux douleurs et à la captivité du vénérable Roustam. Cette victime de notre ingratitude a rendu le dernier soupir à Pouna, le 27 du mois dernier. Nous eussions sans doute préféré qu'il lui eût été accordé de vivre, si sa carrière, en se prolongeant, avait dû se terminer aux lieux où il avait reçu le jour, et si nous avions pu croire à la restitution de cette couronne dont nous l'avions si déloyalement dépouillé; mais notre espoir d'une tardive justice s'affaiblissait de jour en jour... » Voilà des aveux explicites, et nous sommes en présence d'un repentir qui ne se déguise pas. Il nous reste à chercher les causes de ce repentir dans le résumé que tracent les journaux anglais de la vie de Roustam.

Lors de leurs premiers rapports avec le Sind, les Anglais y trouvèrent Mir-Roustam-Khan établi comme *rais* ou chef suprême des provinces situées sur le haut Indus. Les gouverneurs de l'Inde anglaise comprirent combien il importait de s'assurer son bon vouloir, et ils recommandèrent instamment à leurs ambassadeurs de ne rien négliger pour l'obtenir. La négociation réussit; Mir-Roustam accepta l'alliance anglaise avec la cordialité la plus sincère; de leur côté, les envoyés de la Grande-Bretagne, sir Henry Pottinger et sir Alexandre Burns, s'éprirent pour lui des plus vifs sentiments d'estime et d'amitié. Après que Burns l'eut quitté, l'amir persista dans ces dispositions; il envoya son propre *visir* (ministre) pour proposer un traité perpétuel d'amitié entre les amirs de Khyrpour et la compagnie à telles conditions qu'il plairait à celle-ci de leur imposer. A partir de ce moment, l'Angleterre obtint de Roustam tout ce qu'elle voulut : l'amir lui fit concession sur concession; il lui abandonna ses droits les plus chers, non-seulement sans un murmure, mais comme s'il mettait son orgueil à rendre les liens qui l'unissaient à elle aussi multiples qu'indestructibles.

« Il est rare, dit à ce propos le *Bombay-Courier* (1), que l'Angleterre offre ou accorde son amitié sans un motif intéressé. Nous lui fîmes bientôt des demandes auxquelles il était à peine supposable qu'il pût se prêter et qu'il eût fait bien plus sagement de refuser. Pourtant, malgré ses propres craintes trop bien fondées, malgré les soupçons et la jalousie de sa famille, le vénérable amir céda à tous nos désirs. Contrairement au premier traité que nous avions conclu avec lui, nous insistâmes pour conduire à travers le Sind l'armée qui marchait à la conquête de l'Afghanistan. On se rappelle que les amirs du bas Indus étaient alors tous prêts à prendre les armes pour s'opposer à une invasion de leur territoire que rien ne pouvait justifier, et que ce fut encore lui, le bon et pacifique Roustam, qui les en empêcha, et qui parvint à nous les concilier. Il n'y eut pas un sacrifice que nous lui demandâmes qu'il ne se montrât toujours prêt à nous faire. Nous le sollicitâmes encore de nous prêter, pendant la durée de nos opérations en Afghanistan, sa forteresse de Bakkar. L'orgueil de l'amir se révoltait à la pensée d'une pareille

(1) *England seldom volunteers her friendship without a selfish motive.* — Voyez le *Bombay-Courier*, numéro du 5 juin.

humiliation de ses sujets. *C'est le cœur de mon pays, s'écriait-il, il y va de mon honneur d'en remettre la garde en des mains étrangères.* Toute sa famille le supplia avec prières et avec larmes de résister à cette demande, tous l'accablèrent de reproches quand ils le virent prêt à céder à nos instances ; mais son amitié pour les Anglais l'emporta sur toute autre considération. *Il nous prêta sa forteresse...* Hélas ! nous ne comptions jamais la lui rendre. »

Ce sont de telles concessions qui faisaient dire à Burns, parlant de l'amir Roustam : « Je n'ai jamais douté de la sincérité de son dévouement à notre égard, mais je ne m'attendais pas à l'obstination avec laquelle il en a donné la preuve. » Comment l'Angleterre reconnut-elle ce dévouement ? La réponse est tout entière dans une phrase significative du *Bombay-Courier* : « Nous étions une grande nation, et une alliance avec nous lui paraissait un honneur. *Il nous croyait une nation généreuse,* et il vécut assez longtemps pour découvrir son erreur. » Les déceptions, en effet, ne se firent pas attendre.

Un nouvel envoyé de l'Angleterre avait remplacé Burns et Pottinger auprès de l'amir. M. Ross Bell avait été nommé chargé d'affaires dans le Sind. Pendant quelque temps, il continua à traiter Roustam comme Burns et Pottinger l'avaient fait avant lui. c'est-à-dire avec les égards qu'il méritait. Malheureusement M. Ross Bell appartenait à cette école politique qui n'est jamais heureuse qu'au milieu de l'agitation, et qui sacrifierait tous les principes de la morale à un succès diplomatique. Sa vanité fut d'abord blessée de ne pas trouver chez Mir-Roustam la capacité suffisante pour apprécier les mille projets ambitieux qui naissaient dans son cerveau ; il se montra bientôt froid et réservé. De là à l'injustice et à la haine il n'y avait qu'un pas. Un tentateur se trouva près de M. Ross Bell. Ce tentateur, adroit, perfide, ambitieux, qui, aspirant à succéder à l'amir, l'entourait d'un réseau de calomnies et d'intrigues, ce fut Ali-Mourad, le plus jeune frère de Roustam. M. Ross Bell prêta l'oreille à ses conseils. Les actes et les intentions de l'amir de Khyrpour furent dès lors présentés sous un faux jour dans les rapports du chargé d'affaires anglais, empreints d'un vif esprit de dénigrement. Ali-Mourad n'épargna pas l'argent pour répandre des calomnies et pour acheter de faux témoignages. Bref, la malveillance intéressée d'un chef de l'armée anglaise conspirant avec l'ambition de M. Ross Bell, la ruine de Mir-Roustam fut bientôt décidée ; il ne manquait plus pour la consommer qu'un prétexte. Le contre-coup des désastres de l'Afghanistan vint le fournir.

« Dès qu'on apprit dans le Sind la nouvelle de la catastrophe de Caboul (nous citons encore ici le *Bombay-Courier*), des émissaires afghans se répandirent dans tout le pays, prêchant la révolte et appelant les populations à tirer l'épée pour la défense de l'islam et l'extermination des infidèles. On intercepta des lettres qui excitaient le peuple du Sind à la trahison. Ces lettres paraissaient dictées par les amirs et étaient revêtues de leurs sceaux d'office. Enfin l'une de ces missives, adressée à Shere-Sing (un chef insurgé), portait le cachet de Mir-Roustam. L'artifice était grossier. Tant qu'il y avait eu du danger, tant que les armées anglaises prolongeaient au delà des monts une lutte inégale et essayaient revers sur revers, le pays n'avait point bougé. Et cependant il n'y avait eu pour le contenir qu'un tiers des forces jugées aujourd'hui indispensables, après la conquête, pour y conserver la paix. C'était à l'influence, à la loyauté de Mir-Roustam que nous avions dû cette tranquillité, et il nous avait d'ailleurs aidés d'hommes et d'argent selon l'étendue de ses moyens. Ces lettres ne pouvaient donc être de lui : elles avaient

été écrites ou tout au moins dictées par Ali-Mourad, qui les avait lui-même interceptées ou tout au moins remises au colonel Outram, lequel venait de succéder à M. Ross Bell en qualité de chargé d'affaires. »

Le colonel Outram, diplomate aussi consommé que militaire distingué, n'avait malheureusement pas encore eu le temps de pénétrer tout le dédale d'intrigues qui entourait la cour de Khyrpour, ni de sonder l'atroce perfidie d'Ali-Mourad. Il eut bien dès le premier moment quelques doutes sur l'authenticité des papiers et des signatures ; mais il ne les éclaircit que plus tard, et crut devoir déférer provisoirement à l'avis de ses collègues, auxquels il se réunit, non pour attribuer la faute à Mir-Roustam, mais pour en rejeter la responsabilité sur le ministre de ce prince et sur son entourage. Il proposa donc au gouverneur général de châtier le *wisir* en l'expulsant du pays ; quant aux trois amirs compromis dans la correspondance, il conseilla de ne sévir contre eux que par une amende, en confisquant une partie de leur territoire d'un revenu annuel de 15,000 liv. sterl.

Or, précisément à cette époque, lord Ellenborough méditait de nouvelles conquêtes et de nouvelles alliances. Ayant un ami à se faire du khan de Bahahoualpour, il avait bonne envie de lui offrir un cadeau aux dépens des amirs du Sind. Poussé d'ailleurs par sir Charles Napier, qui désirait avoir une province à gouverner, il saisit avidement l'occasion de dépouiller Mir-Roustam, et, au lieu de lui confisquer un dixième, il lui enleva les trois quarts de son territoire, en en réservant, il est vrai, une partie à titre d'apanage pour Ali-Mourad. Comme si ce n'était point assez de ces terribles amendes, on fit vis-à-vis du vieillard octogénaire un menaçant étalage de violence et de sévérité. Ali-Mourad, merveilleusement secondé par la brutalité de sir Charles Napier, ne négligea rien pour redoubler les terreurs de son frère et pour le pousser à la révolte, tandis qu'en même temps il instruisait le général anglais des préparatifs qu'il lui faisait faire et qu'il représentait comme hostiles. D'une part il persuadait à Roustam que le général voulait le priver de sa liberté après avoir achevé de le dépouiller de ses états, et de l'autre il disait à sir Charles que Roustam levait des troupes de tous les côtés pour attaquer les Anglais. Sir Charles ne fut pas longtemps dupe de ces intrigues, mais il avait intérêt à être trompé et feignit de l'être. Quant au pauvre vieillard, les choses en vinrent pour lui au point qu'après avoir abdiqué en faveur de son frère, et avoir cédé à celui-ci tous ses droits, il se vit ou il se crut dans la nécessité de s'enfuir au désert, où on le poursuivit comme une bête fauve. Après y avoir erré pendant près de six semaines avec quelques membres de sa famille et quelques centaines de serviteurs, sans autre abri qu'une petite tente pour le garantir des rigueurs de la saison et du climat, il dut enfin se livrer à la discrétion de ses ennemis. Ce pauvre prince qui, sans avoir commis le moindre crime, ignorant même pourquoi on le persécutait, se voyait proscrit dans le pays qu'il avait paternellement gouverné, détrôné et insulté par une nation qu'il avait comblée de faveurs, prit alors le parti d'en appeler à la justice humaine, et jamais sans doute appels plus touchants ne lui furent adressés ; mais cette voix s'éleva en vain : Ali-Mourad avait si bien su s'insinuer dans l'esprit de sir Charles Napier, que ce général ne voulut pas même entendre les plaintes de la victime, et refusa d'entrer dans aucune espèce d'éclaircissement sur ses affaires.

Le vieil amir, écrasé sous le poids de tant de chagrins et d'humiliations et le cœur déchiré d'une si noire ingratitude, chancela alors sur le bord de la tombe.

Une maladie grave faillit le sauver des désastres qui attendaient la fin de sa carrière, « et pourtant (c'est le *Bombay-Courier* qui en fait la remarque), même dans cette extrémité il ne laissa échapper ni un reproche ni une menace de vengeance ; mais les guerriers de son pays étaient des hommes d'une autre trempe. Ils voulurent savoir ce qu'avait fait leur vieux chef. Ils demandèrent qu'il y eût au moins une enquête sur sa conduite, et, dans le cas où la perfidie d'Ali-Mourad serait prouvée, que l'on châtiât le calomniateur et qu'on rendit justice à la victime. »

Si cette demande, aussi simple que légitime, avait été accueillie, il n'y aurait eu ni guerre ni conquête du Sind, les Bélouchis auraient déposé les armes ; un tel dénouement allait droit contre les vues du général Napier ; il lui fallait des victoires et du butin, partant une révolution à dompter, un peuple à combattre. Malgré l'avis, et en dépit même des protestations énergiques du colonel Outram, qui avait fini par démêler la vérité au milieu de tous ces complots, le général Napier enjoignit à ce fonctionnaire de passer outre à la condamnation de Roustam, et répondit aux loyales remontrances des Bélouchis par de nouvelles confiscations. Dix-huit chefs des plus considérés furent dépouillés tant au profit d'Ali-Mourad qu'au profit des Anglais et du kban de Bahahoualpour. Sur un revenu total de 174,400 livres sterling, appartenant à divers amirs, parents ou alliés de Roustam, des propriétés rendant annuellement 111,725 livres furent séquestrées. Le colonel Outram, obligé par ordre supérieur d'apposer sa signature à ces ordonnances, les caractérisait ainsi dans une lettre officielle qu'il écrivait à sir Charles Napier le 26 janvier 1845, c'est-à-dire vingt-deux jours avant la bataille de Miani : « Je le dis avec un profond regret, *mon cœur et le jugement que Dieu m'a donné s'accordent à condamner les mesures que nous venons de décréter au nom du gouvernement de l'Inde comme étant l'expression de la plus odieuse tyrannie, l'accomplissement d'une félonie, d'un vol positif et manifeste, et je considère que chaque goutte de sang qui sera versée en conséquence devra retomber sur nos têtes, comme étant le sang du meurtre ; car c'est mon avis que la révolution soudaine que nous cherchons à produire dans le gouvernement de ce pays est aussi peu demandée par les nécessités de la politique qu'elle est absolument sans excuse au point de vue de la morale, et qu'elle doit certainement entraîner les plus grands malheurs.* »

La loyauté du colonel Outram devait se briser contre l'orgueil et la rapacité du futur gouverneur du Sind. Non-seulement ses protestations restèrent sans écho, et il perdit sa place (comme du reste il s'y attendait), mais il eut encore l'honneur de partager la persécution des innocents qu'il avait voulu sauver. Il n'y a pas de calomnies qu'on n'ait fait courir sur son compte, et aujourd'hui sa carrière diplomatique est terminée. Quant aux amirs du Sind et à leurs clans à demi sauvages, les batailles de Miani et de Dobba mirent fin à leur douloureuse histoire. Un peuple brave et généreux se leva pour la défense de ses maîtres ; mais que pouvait son courage aveugle contre la discipline européenne ? Il succomba, noyé dans le plus pur de son sang, et le vainqueur profita de l'enivrement du triomphe pour consommer inaperçu son œuvre d'injustice. « Ceux des amirs, dit le *Bombay-Times* du 3 juin, qui n'étaient que légèrement coupables, et celui qui était complètement innocent, furent enveloppés dans la même condamnation. Le souverain de Khyrpour, dont tous les actes à notre égard n'avaient été que des services, fut déporté dans l'Inde pour y partager la prison des amirs d'Hyderabad, dont l'un était accusé d'avoir écrit une lettre et l'autre d'y avoir apposé son

cachet. Jusqu'alors la rapacité avait semblé le seul mobile des persécuteurs ; depuis ce temps, les plus lâches passions se sont donné carrière. Au milieu d'infortunes qui auraient attendri le cœur le plus dur, captifs sur la terre étrangère, séparés de leurs familles et de leurs amis, ces princes se sont vus en butte aux plus atroces et aux plus ridicules calomnies, répandues par les créatures et les flatteurs de celui qui les avait dépouillés. »

Le *Bombay-Courier* a manifesté plus énergiquement encore son indignation. « La tombe s'est refermée sur l'amir de Khyrpour, dit-il (1) ; arrosons-la des larmes du repentir. Le digne vieillard, comme l'appelait Burns, est parti pour cet autre monde où la réparation comme l'injure ne peuvent plus l'atteindre ; mais nous pouvons au moins rendre justice à sa mémoire, en reconnaissant notre ingratitude et en la réparant autant que possible vis-à-vis de sa famille et de ses compagnons d'infortune. »

Qui ne croirait, d'après cette unanimité de la presse locale, que tous ces torts doivent être redressés, que ces princes, reconnus innocents, vont être remis en possession des patrimoines dont on les a si injustement dépouillés ; que ce brutal et avide gouverneur ne peut manquer d'être arraché de son siège, flétri et dégradé de fait comme il l'est déjà dans l'estime de ses contemporains ; enfin, que ces Anglais, si compatissants pour les infortunes de Pomaré, dérangée dans ses orgies quotidiennes et ses couches annuelles par le bruit des canons français, trouveront siron des égards et du respect, au moins de la pitié et de la sympathie pour les veuves et les orphelins des victimes de leur ambition ? Mais nos voisins ont un code politique exclusivement à leur usage, et qui les protège merveilleusement contre les entraînements de la sensibilité, surtout quand il s'agit de restituer le bien mal acquis. Pour ce qui est de la conquête du Sind et des excès qui l'ont suivie, sir William Napier, frère du vainqueur de Miani, n'est nullement à court d'arguments. Selon lui, l'injustice commise envers les amirs remonte au temps de lord Auckland ; donc c'est un fait accompli, on ne doit plus y revenir, et, si injustice il y a, le gouvernement de l'Inde n'a plus d'autre devoir que de maintenir et de continuer cette injustice. C'est un raisonnement remarquable, et qui mérite d'être cité. On croirait lire une page inédite de Machiavel.

« Le traité d'avril 1858, dit sir W. Napier (2), obtenu des amirs sous le prétexte d'une intervention amicale dans leurs affaires, fut la première usurpation directe sur l'indépendance du Sind. Il est impossible d'en méconnaître ou d'en nier l'injustice. Ce traité par lequel lord Auckland plaçait, en quelque sorte, une bombe toute chargée dans le palais des amis pour la faire éclater et pour détruire ces princes quand bon lui semblerait, était en lui-même une action mauvaise, injuste, tyrannique. Toutefois, parmi les nombreux inconvénients qui sont la suite d'une grande injustice nationale, il faut compter (et ce n'est pas le moindre) la nécessité de continuer ce qui a été déloyalement commencé. De fort honnêtes gens se trouvent ainsi mêlés à des transactions dont ils ne sauraient approuver l'origine. Quelques moralistes prétendent, il est vrai, que les gouvernements se trouvent, à l'égard l'un de l'autre, dans les mêmes relations où sont placés les individus dans une communauté ; que, comme chefs et guides des nations, ils devraient être gouvernés par les règles qui s'appliquent aux chefs et aux guides des

(1) Numéro du 5 juin.

(2) Voyez *l'Histoire de la Conquête du Sind*, par sir W. Napier.

familles. Il serait heureux pour le monde que ce système fût praticable ; mais, quand un individu a fait tort à un autre, s'il ne consent point à une réparation, il y a un tribunal au-dessus de tous deux auquel l'offensé peut en appeler. Appliquez cela aux nations : leur tribunal, c'est la guerre. Chaque conquête, chaque traité, les placent sur une nouvelle base, dans de nouvelles relations vis-à-vis l'une de l'autre. L'injustice première reste comme une tache sur le gouvernement qui s'en est rendu coupable ; mais, ce gouvernement une fois passé, les gouvernements qui succèdent se trouvent engagés dans de nouvelles combinaisons qui les mettent, pour leurs intérêts ou pour leur sûreté, dans la nécessité absolue (et cette nécessité leur sert aussi d'excuse), non-seulement de maintenir, mais de continuer et de développer ce qui était d'abord très-blâmable. »

Au moment même cependant où la vérité se faisait jour sur les intrigues qui avaient précipité du trône le vénérable amir de Khyrpour, une coïncidence assez singulière venait offrir à l'indignation publique un nouvel aliment. C'était à la fin de mai que Mir-Roustam était mort, et c'était pour les premiers jours de juin qu'on annonçait la vente du butin enlevé à Hyderabad et à Khyrpour. Il est bon de dire ici quelques mots des singuliers usages qui lient réciproquement le gouvernement anglais et son armée en temps de guerre.

C'est une convention établie de temps immémorial, un engagement tacite, mais irrévocablement contracté entre le gouvernement anglais et son armée, que, pendant la durée de toute guerre, lors de toute expédition, les propriétés particulières, c'est-à-dire individuelles, de l'ennemi seront respectées ; en revanche, les propriétés collectives et nationales, le trésor public, les caisses civiles et militaires, les bijoux et effets précieux de l'état vaincu, sont considérés comme butin, c'est-à-dire comme un fonds à partager entre les soldats vainqueurs. Toutefois, au lieu de faire cette répartition à l'instant même, au milieu de l'enivrement de la capture, ce qui ne manquerait pas de produire des désordres, des scènes de violence et d'insubordination, il est convenu que le gouvernement se fera le caissier général de toutes les prises, et qu'il en effectuera la distribution par l'intermédiaire ou sous la surveillance d'un comité des prises choisi par l'armée, comité dans lequel chaque corps a son représentant. Ce sont ces représentants qui décident en dernier ressort ce qui est ou ce qui n'est pas de *bonne prise*, c'est-à-dire quelles valeurs mobilières doivent être considérées comme propriétés particulières et quelles autres comme propriétés nationales de l'ennemi vaincu. Tous les membres de ce comité étant intéressés à augmenter le butin dont ils doivent recevoir leur part proportionnelle, il va sans dire que leurs décisions sont souvent fort arbitraires et quelquefois d'une injustice criante ; mais il est rare que la presse anglaise s'émue des abus qui profitent à l'armée, dont les officiers composent, dans beaucoup de localités, presque sa seule clientèle, et il est plus rare encore (c'est un fait qui ne s'était point encore présenté) que l'armée elle-même en appelle des décisions qui lui sont favorables. C'est là ce qu'il importait de savoir pour apprécier à sa juste valeur l'incident qui vient de se produire à Bombay.

Le hasard voulut que la liste des principaux objets qui devaient être mis à l'enchère, comme faisant partie du butin de l'armée du Sind, passât de main en main le jour même où paraissait dans les journaux de Bombay la biographie de l'amir de Khyrpour. On découvrit seulement alors que les deux tiers des objets formant la valeur totale du butin de l'armée du Sind se composaient de bijoux

et d'ornements de femmes, dont quelques-uns n'avaient pu appartenir qu'à la veuve et aux filles de Mir-Roustam. Que fallait-il penser des assurances si souvent répétées de sir Charles Napier, que toute espèce de propriété particulière avait été respectée, et que les princesses notamment avaient eu la permission d'emporter avec elles tout ce qu'elles désiraient se réserver? N'étaient-ce pas leurs bagues, leurs colliers et leurs bracelets, dont le produit était sur le point d'être partagé, et dont sir Charles s'apprêtait à toucher pour sa part la somme énorme de 70,000 livres sterling (un million 750.000 francs) (1)? Qu'on juge de la surprise générale quand on vit circuler un catalogue officiel commençant ainsi : *A vendre, dans le courant de juin, pour le compte de l'armée du Sind :* 1° *une paire d'anneaux de jambes, en or, avec 25 nœuds, composés de 5 rubis, une émeraude et une perle à chaque nœud ;* 2° *une paire de bracelets en or avec 25 émaux blancs et rouges ;* 3° *une seconde paire d'anneaux de jambes, en or, avec 7 nœuds en turquoises ;* 4° *un collier d'or enrichi de pierres précieuses, dont 15 gros diamants, 50 rubis, 18 perles et 12 émeraudes ;* 5° *trois paires de boucles d'oreilles et d'anneaux de nez avec 2 grosses perles et 1 rubis à chaque pièce ;* 6° *un ornement que les femmes portent sur la poitrine, composé de 560 diamants, 58 perles et 52 rubis montés en or, etc. !* Et ainsi de suite, depuis le n° 1 jusqu'au n° 100, pour une valeur totale de 10 millions de francs ! Chacun d'abord ne put en croire ses yeux. Puis bientôt la surprise fit place à l'indignation, et l'on se demanda comment un butin de cette nature était tombé aux mains des vainqueurs.

Cette première question conduisit naturellement à des recherches sur tout ce qui s'était passé depuis les batailles de Miani et de Dobba, et l'on sut alors qu'immédiatement après cette dernière affaire sir Charles Napier s'était porté avec son armée sous les murs de la forteresse d'Hyderabad, capitale des amirs, où ceux-ci s'étaient réfugiés dans leurs harems, auprès de leurs femmes et de leurs enfants. Sir Charles espérait trouver quelque résistance qui l'autorisât à mettre la ville au pillage ; mais, à son grand regret, pas une amorce ne fut brûlée, et la forteresse se rendit dès la première sommation. Le plus grand nombre des amirs n'avaient pris aucune part aux combats qui venaient de se livrer ; quelques-uns, et notamment Roustam, avaient fait ce qu'ils avaient pu pour les prévenir, si bien qu'il fallut rendre leurs épées à la plupart d'entre eux. Il ne restait donc pas une ombre d'excuse pour rançonner la ville et ses palais ; mais, d'un autre côté, si l'on s'en abstenait, il n'y aurait plus de butin. Dans cet embarras, sir Charles et les commissaires des prises imaginèrent un moyen nouveau, mais *peu honnête*, d'en arriver à leurs fins. Un des officiers anglais avait une concubine qui suivait l'armée. Lorsque les malheureuses princesses durent quitter leurs résidences qu'on allait convertir en casernes, on apostâ cette femme pour les visiter et les fouiller une à une, ainsi que leurs suivantes, sous prétexte de s'assurer qu'elles n'emportaient aucune partie du trésor public. Cette misérable ne s'acquitta que trop bien de sa mission. Les dames musulmanes, effrayées et cho-

(1) Le butin d'une campagne se partage entre les divers grades d'une armée expéditionnaire anglaise d'après l'échelle suivante : la part du soldat est considérée comme l'unité, celle du caporal vaut deux fois cette unité, celle du sergent est représentée par quatre, du sergent-major par huit, du sous-lieutenant par seize, c'est-à-dire qu'elle est seize fois celle du soldat, et ainsi de suite.

quées d'un pareil contact, s'élançèrent, pieds nus, hors de leurs litières qu'elles abandonnèrent derrière elles, et, pour simplifier les recherches auxquelles on voulait les soumettre, elles arrachèrent elles-mêmes leurs bijoux qu'elles jetèrent à leurs avides spoliateurs. Elles perdirent ainsi à peu près tout ce qu'elles possédaient.

Au mois de mars 1845, lors des premières ventes du butin d'Hyderabad, on avait déjà vu des litières, des couchages et jusqu'à des vêtements de femmes mis à l'enchère; mais les honnêtes gens avaient crié au scandale, et on avait suspendu cette opération. La circulation de la liste en question a remis ce fait en mémoire, et a été l'occasion d'une enquête qui a tiré de l'oubli beaucoup d'autres scènes pareilles. Cette fois, l'opinion publique s'est irritée tout de bon. La presse entière s'est soulevée contre de pareils actes; mais c'est surtout au *Bombay-Times*, le journal le plus grave et le plus considéré de la colonie, que doit revenir l'honneur d'avoir donné le premier exemple d'une vertueuse indignation. Nous trouvons dans son *leading article*, du 30 mai 1846, ces expressions remarquables : « Nous pensons qu'en voilà bientôt assez pour faire monter la honte avec le sang sur la joue de tout honnête Anglais. Jusqu'ici nous n'avions pas encore pillé les appartements des princesses ni stimulé le courage de nos soldats en leur partageant des vêtements et des bijoux de femmes. Ceci est le comble de l'infamie.... Hélas ! cette conquête du Sind, quelle sale et triste page elle présente dans l'histoire ! Mais nous aurons notre récompense. Des actes tels que ceux-ci ne vont pas sans leur punition même dans ce monde. Fasse le ciel que nous n'ayons pas quelque jour, dans l'Inde comme à Caboul, à boire la coupe d'expiation jusqu'à la lie ! »

Rendons toutefois cette justice à l'armée anglaise de l'Inde : le cri d'indignation poussé par la presse a trouvé dans ses rangs un écho presque universel. Un grand nombre d'officiers ont refusé d'avance de recevoir leur part du butin, et, dans plusieurs corps, on a même commencé une souscription pour racheter certains ornements qu'il était facile de reconnaître comme ayant appartenu aux princesses. Le fait est cependant que la vente n'en aura pas moins lieu, malgré les infâmes moyens qui ont fait tomber ces trésors aux mains des capteurs. Ainsi le veulent les règlements du service (*that by the regulations of the service they must be sold*) (1). C'est là une de ces singularités de l'administration militaire anglaise qui choque toutes les idées généralement reçues en France. Pour la bien comprendre, on est obligé de remonter à l'organisation même de l'armée britannique, et de se rappeler les éléments dont celle-ci se compose. On conçoit alors qu'avec le mode de recrutement en usage chez nos voisins, qui consiste à embaucher tous les mauvais sujets du pays, le système du partage des prises soit indispensable pour stimuler l'ardeur du soldat et surtout pour maintenir le respect de la discipline au moment de la victoire. Quand le soldat est tiré des classes les plus corrompues de la population, quand il n'y a pour lui ni gloire ni avancement à espérer, il faut bien lui trouver quelque mobile qui supplée au sentiment de l'honneur et aux élans de l'ambition. Toutefois, si cette rapacité nous étonne peu quand nous la trouvons dans les rangs infimes de l'armée, nous avouerons qu'elle nous surprend beaucoup quand elle se montre dans les grades supérieurs, parmi des officiers d'élite, mandataires choisis de leurs camarades, c'est-à-dire exclusivement parmi des *gentilshommes*. C'est à ne plus y croire, et, comme le dit fort

(1) *Bombay-Courier*, 2 juin.

bien le *Bombay-Courier*, cela ne fait pas honneur à la chevalerie du dix-neuvième siècle.

Nous demanderons maintenant aux écrivains timorés du *Morning-Chronicle*, du *Times* et de tant d'autres journaux qui prennent un si vif plaisir à jeter de la boue sur l'écusson de la France, comment ils osent encore parler de nos *razzias* en Afrique après avoir lu les tristes révélations des journaux anglais de l'Inde ? En Afrique, du moins, ce ne sont que des troupeaux et des armes que l'on enlève sur le champ de bataille, à la pointe du sabre et dans la chaleur du combat, tardives représailles exercées contre un ennemi auquel nous avons pardonné cent fois ; mais l'on ne nous a point vus dépouiller nos alliés, ni, lors de la prise d'Alger ou de Constantine, tracer un cordon autour de chaque maison pour en faire sortir les femmes une à une et leur arracher jusqu'à leurs bijoux et leurs vêtements. Nos plus durs vétérans, comme nos conscrits d'hier, eussent été les premiers à les défendre. Nous laissons de pareils traits à la philanthropique Angleterre.

LE COMTE DE ***.



CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 septembre 1846.

Au moment même où les chambres étaient prorogées, une question importante est venue s'emparer de l'attention publique. Le gouvernement espagnol a pris et fait connaître sa résolution relativement au mariage de la reine. Le choix d'Isabelle II est tombé sur l'un de ses cousins germains, sur l'infant don François d'Assise, duc de Cadix. Nous avons appris en même temps qu'un autre mariage était décidé, celui de M. le duc de Montpensier avec la sœur de la reine, l'infante dona Luisa. La diplomatie a eu ses bulletins.

Ces résolutions ont une portée qu'on ne saurait méconnaître, et, pour peu qu'on ait en mémoire et à cœur les traditions de la politique française, on doit y applaudir. Quand, par un décret daté du 29 mars 1830, Ferdinand VII, défaisant l'œuvre de Philippe V qui avait promulgué la loi salique, remit en vigueur l'ancien droit de la monarchie qui autorisait l'accession des femmes au trône, à défaut d'enfants mâles, les cours de l'Europe, notamment celles de France et de Naples, s'émurent d'un pareil changement. Charles X et les siens, le roi de Naples, qui vers cette époque vint à Paris, enfin le chef de la branche cadette, M. le duc d'Orléans, protestèrent contre l'acte de Ferdinand VII, qui leur paraissait compromettre les avantages que la maison de Bourbon devait recueillir de la politique de Louis XIV. Cette question tenait en éveil la diplomatie européenne, quand la révolution de juillet éclata, qui pendant plusieurs années força les cabinets à ne s'occuper que d'elle, et qui d'ailleurs donna une nouvelle face à l'affaire de la succession espagnole. En effet, pendant les trois années que vécut encore Ferdinand depuis juillet 1830, il s'était établi une étroite solidarité entre les légitimistes de France et le parti apostolique espagnol, qui soutenait les prétentions de don Carlos. Si le frère de Ferdinand fût monté sur le trône, il eût été nécessairement considéré comme l'instrument et le précurseur d'une troisième restauration en France. Le chef de la branche cadette, devenu roi, ne pouvait donc hésiter; il reconnut les droits et le gouvernement de la reine Isabelle. D'ailleurs, la postérité nombreuse qui fait son orgueil lui permettait de suffire aux éventualités nouvelles. N'avait-il pas pour une alliance de famille des fils à offrir à l'Espagne? Cependant l'Angleterre, qui avait avec nous reconnu le gouvernement d'Isabelle, se sépara de notre

politique sur un point essentiel; elle ne voulait consentir, en aucun cas, au mariage de la jeune reine avec un prince français. La restriction était considérable; néanmoins elle fut acceptée. Notre gouvernement déclara que, s'il n'insistait pas pour unir Isabelle à un fils du roi des Français, il ne permettrait pas, du moins, que l'époux de la reine d'Espagne fût choisi ailleurs que dans la maison de Bourbon. Le mariage d'Isabelle avec le duc de Cadix témoigne que cette déclaration n'a pas été vaine, et il emprunte d'ailleurs de l'union de M. le duc de Montpensier avec la sœur de la reine une grande valeur politique.

Sur de pareilles questions qui touchent si puissamment à l'influence, à la grandeur de la France au dehors, nous voudrions voir les partis et leurs organes porter toujours un jugement impartial, équitable. L'opposition ne s'affaiblit pas en montrant un esprit de justice; elle s'honore et grandit en autorité. Quand lord John Russell, il y a quelques mois, applaudissait à la fermeté avec laquelle sir Robert Peel accomplissait à travers tous les obstacles la réforme des lois sur les céréales, se désarmait-il, amoindrissait-il son propre parti? Loin de là, il s'attirait l'estime de tous, et forçait son adversaire à le remercier de son équité généreuse. Dans les questions étrangères, les hommes d'état de la Grande-Bretagne nous donnent aussi l'exemple d'un patriotisme éclairé qui s'élève au-dessus de toute rivalité, de toute rancune. Si le parti qui est aux affaires se montre heureux et habile au profit de l'orgueil et de l'intérêt britanniques, il n'a pas à craindre de l'autre parti, de ses compétiteurs, une opposition injuste ou inopportune: il aura ses éloges, ou du moins son silence. D'ailleurs, les tacticiens politiques de l'autre côté du détroit ont trop d'expérience pour ignorer qu'un blâme sans réserve, sans restriction, étendu avec la même exagération à tous les actes d'un gouvernement, blase l'opinion au lieu de l'ébranler. Cette intelligence, cette équité, nous voudrions la retrouver davantage parmi nous. Ce n'est pas un des moindres progrès à introduire dans nos mœurs politiques. Quant à nous, nous avons assez souvent demandé au cabinet d'imprimer à sa politique extérieure une allure plus ferme, plus indépendante, pour ne pas craindre d'approuver les résultats qu'il promet dans la question espagnole. L'affaire a été bien conduite, il faut le reconnaître; il s'agit maintenant de la mener avec la même adresse au dénouement final.

Avant d'aller plus loin, avant d'examiner les dernières difficultés dont il reste à triompher, nous remarquerons que l'opposition peut d'autant mieux, dans cette circonstance, juger le cabinet avec impartialité, qu'elle a quelque droit de considérer la conduite suivie par le ministère comme un retour aux conseils qu'elle lui a souvent donnés. En effet, si l'opposition n'a jamais combattu le principe même de l'alliance anglaise, si elle l'a toujours proclamée nécessaire et désirable, en même temps elle a demandé au cabinet de ne pas faire de cette alliance une cause de sujétion dangereuse, et de maintenir sauve et entière l'indépendance de la France. Que de discours, que de commentaires remarquables depuis 1841 jusqu'à 1844 sur les caractères, sur les nuances, sur les effets de l'alliance anglaise! N'est-il pas sensible que dans la question d'Espagne le cabinet s'en est rappelé quelque chose? L'opposition n'a donc pas perdu toute sa peine. Avec le temps, le ministère semble s'être enhardi. La substitution des whigs aux tories devait aussi augmenter sa confiance; en voyant de l'autre côté du détroit les affaires aux mains d'une administration nouvelle, mal affermie, environnée d'écueils. M. le ministre des affaires étrangères, surtout après sa victoire électorale, a pu se juger en position et en mesure de maintenir et d'exécuter des résolutions qui, sans avoir rien

de blessant pour nos voisins, sont de nature cependant à éveiller chez lord Palmerston un vif mécontentement.

De quoi peut se plaindre raisonnablement l'Angleterre ? La reine d'Espagne épouse un Bourbon, un de ses cousins, et sa sœur s'unit à un autre Bourbon, à un prince français. Y a-t-il rien là d'excessif, d'alarmant pour l'équilibre européen ? N'est-ce pas au contraire rentrer dans les voies et les errements de la politique qui depuis le commencement du dernier siècle était un gage de sécurité générale ? On a parlé des stipulations du traité d'Utrecht. L'argument n'est pas sérieux. Est-ce que par hasard M. le duc de Montpensier, qui vient le dernier dans la nombreuse famille du chef de la dynastie de 1830, est à la veille d'opter entre le trône de France et celui d'Espagne ? Sans doute son mariage avec la sœur de la reine est un événement heureux pour la politique française ; mais apparemment personne n'a pensé en Europe que la maison d'Orléans, en arrivant au trône, n'hériterait pas de la situation et des avantages qui faisaient la force de la branche aînée. Il n'y a donc aucun motif réel de crainte ni d'irritation : toutefois il ne faudra pas s'étonner si le cabinet whig conçoit de tout cela un certain déplaisir. Il ne s'attendait pas à un dénouement si prochain. Le secret et la promptitude des négociations qui ont eu lieu dans ces derniers temps l'ont surpris désagréablement. M. Bulwer, dans sa note à M. Isturitz, n'a pas caché cette impression. On voit, au surplus, par le vague des considérations présentées dans ce document diplomatique, l'embarras du ministère whig à articuler des griefs positifs.

C'est ce qui nous conduit à penser que lord Palmerston, si mécontent qu'il puisse être, ne se hâtera pas de poser par des notes la question entre les deux cabinets de France et d'Angleterre ; il attendra plutôt les démonstrations de l'Espagne. Il est naturel qu'il mette son espérance dans les passions des partis. Se refusera-t-il le plaisir et la ressource de les exciter ? Lord Palmerston se trouve dans une conjoncture très-grave pour lui : nous n'irons pas jusqu'à dire que la politique française qu'il a bravée en 1840 prend sur lui en ce moment une revanche éclatante : nous dirons seulement qu'il se voit atteint par des événements qui n'eussent pas au même degré froissé son prédécesseur. Pourquoi ? Parce que lord Palmerston a eu l'imprudence de manifester un blâme anticipé sur l'éventualité du mariage de M. le duc de Montpensier avec l'infante dona Luisa. Il est encore temps pour lui de s'arrêter. Les paroles ne sont pas des actes. Que lord Palmerston, dont personne ne conteste la capacité brillante, ne mette pas encore une fois son orgueil à troubler les bonnes relations de la France et de l'Angleterre. Il doit songer aussi qu'il est loin d'être aujourd'hui dans une situation politique aussi forte qu'en 1840. Nous croyons que plusieurs de ses collègues reconnaissent combien cette différence leur impose de circonspection.

Assurément l'Espagne sera longtemps encore le pays des mouvements passionnés et imprévus ; toutefois elle éprouve aujourd'hui un besoin sincère d'ordre et de repos. Pendant que les filles de Ferdinand VII grandissaient, l'Espagne a été en proie à bien des agitations stériles, elle a vu bien des partis lui promettre la liberté, le bonheur, et n'aboutir qu'à une anarchique impuissance. Elle a eu aussi ses désenchantements ; elle a fait ses expériences. Il s'organise lentement dans son sein une majorité qui veut la paix et une sage pratique du gouvernement constitutionnel. Des partis qui existent encore dans la Péninsule, celui que blessent e plus les deux mariages de la reine et de sa sœur, c'est le parti carliste : par là

il voit ses dernières espérances entièrement ruinées. On ne conçoit pas que ce parti n'ait pas fait les avances, les concessions, les sacrifices qui pouvaient le conduire à une transaction, sa dernière chance de salut. Sans doute des difficultés peut-être invincibles s'opposaient à l'union de la reine Isabelle avec le fils aîné de don Carlos ; mais au moins, si le frère de Ferdinand VII et son parti eussent paru reconnaître que c'était pour eux le seul moyen de ne pas tout perdre, si l'on eût pu croire qu'ils comprenaient enfin les nécessités de leur situation et celles de l'époque, ils eussent un peu relevé leur cause et leur caractère aux yeux de l'Europe, et l'estime qu'ils eussent méritée eût pu les sauver. Mais non : le parti carliste espagnol s'est montré, dans toutes les circonstances, stationnaire, égoïste, stérile. A l'heure qu'il est, l'avenir lui échappe irrévocablement, et il est obligé de s'avouer son impuissance à tenter quelque chose de sérieux. En Navarre, en Biscaye, on n'enrôlerait pas un homme pour la cause du comte de Montemolin. Ce qui reste du parti carliste n'a plus d'autre ressource que de marcher à la suite du parti progressiste, et de se confondre avec lui dans les démonstrations qui pourraient être hasardées.

Le parti progressiste a une autre importance : il représente des sentiments qui peuvent être excessifs, mais qui du moins sont sincères ; il représente des passions qui ne sont jamais plus vives que chez un peuple nouveau dans la vie politique, le désir d'aller vite et loin dans la carrière de la liberté, et de toucher le but du premier coup. Le parti progressiste a fait des fautes, et il a eu ses revers. Néanmoins, quoiqu'il soit en minorité dans les cortès qui s'assemblent en ce moment, il sera intéressant de voir l'attitude qu'il prendra dans les débats sur les deux mariages. Il nous semble que si ses chefs, ses orateurs, sont habiles, ils ne se compromettent pas par une opposition sans motif au mariage de M. le duc de Montpensier avec l'infante dona Luisa. Quelle répugnance légitime le parti progressiste peut-il avoir contre une alliance qui resserre les liens et cimente la paix entre la France et l'Espagne ? Quand M. Olozaga, chef des progressistes, avait le pouvoir, il ne mit pas sa politique à s'éloigner de la France. Nous l'avons vu, au moment de sa plus grande autorité, chercher dans l'amitié du gouvernement français de nouvelles forces. Le parti progressiste ne s'est-il pas souvent inspiré des idées françaises ? Les progressistes intelligents n'ont pas de haine pour la forme et les institutions monarchiques : ils ne rêvent pas une république qui serait en Espagne plus chimérique encore que partout ailleurs. Une étroite alliance avec la première monarchie constitutionnelle du continent n'a donc rien qui puisse les inquiéter et les froisser. Quant au parti modéré, ses représentants sont au pouvoir ; les deux mariages sont en partie leur œuvre, parce qu'ils sont bien convaincus qu'en y donnant la main, ils n'ont porté aucune atteinte à l'indépendance de l'Espagne. C'est ce qu'il ne sera pas difficile de prouver au sein des cortès, et nous ne doutons pas qu'une majorité imposante donne son assentiment à la double union de la reine et de sa sœur.

Dans la sphère légale des pouvoirs constitutionnels, nous ne voyons donc pas d'obstacles qui puissent empêcher de s'accomplir les résolutions des deux gouvernements de France et d'Espagne. Les passions populaires entreront-elles en lice ? Il n'y a rien là qui puisse sérieusement les enflammer, et, si on les voyait éclater sur quelques points, ce ne serait pas de leur propre mouvement, mais sous l'instigation d'une intrigue intérieure ou étrangère. Quoi qu'il en soit, puisque le gouvernement français s'est décidé à des actes de cette importance, il doit

être en humeur et en mesure de ne se laisser ni surprendre, ni décourager par aucun incident. Nous espérons le trouver, jusqu'au bout de cette affaire, calme, résolu, avec la ferme volonté d'accomplir sans crainte tout ce qu'on a le droit d'attendre de lui. Désormais la question espagnole prend une gravité nouvelle pour la France.

Il est un autre point de l'Europe méridionale qui, en ce moment, n'est pas moins digne d'attention que la Péninsule espagnole : c'est l'Italie, c'est Rome. Là il s'opère un peu de bien, d'une manière lente, mais sensible; là un esprit timide encore, mais sincère, d'amélioration se fait remarquer. Le peuple, excellent juge en cette matière, a reconnu dans le nouveau pape un amour vrai de ce qui est bon, humain et utile à tous. Aussi Pie IX est devenu populaire, même auprès d'anciens adversaires qu'il a su ramener à lui par une mansuétude toute paternelle. Il y a quelque temps, pendant les troubles qui marquèrent les derniers jours de la vie de Grégoire XVI, nous émettions l'espérance que la papauté avait en elle-même un principe de force et d'avenir qui lui permettrait de régénérer tout ce qui appelait de sages réformes. Cet espoir est en partie justifié. Pie IX a montré dès le début, sinon le prestige et l'autorité du génie, du moins la puissance d'une bonté intelligente. Dès les premiers moments, il a su convaincre le peuple de la loyauté de ses intentions. C'est beaucoup, car ainsi est tombée cette prévention funeste, qu'il n'y avait dans les états romains rien à attendre de l'autorité souveraine : opinion fatale qu'il était temps de déraciner, car elle ne laissait dans l'esprit des populations d'autre alternative que des révoltes incessantes ou la permanence du mal.

Il est aussi un résultat précieux qu'on doit à la juste popularité de Pie IX, c'est la formation d'un parti d'hommes modérés et sages qui puisse avec le temps conquérir une autorité non moins utile au gouvernement qu'aux populations. Jusque dans ces derniers temps, il n'y avait guère dans les états romains que deux classes d'hommes, les révolutionnaires et les partisans absolus du *statu quo*. Aujourd'hui commence à se faire jour une opinion éclairée, qui, loin de tous les extrêmes, demande qu'on améliore la chose publique sans la bouleverser. Cette opinion ne saurait être suspecte au gouvernement pontifical, car c'est par lui et avec lui qu'elle entend que le bien se fasse, et d'un autre côté elle peut servir de frein et de guide à des hommes honnêtes, mais exaltés, qui ont plus d'ardeur que d'expérience. N'y a-t-il pas dans les états romains à porter avec habileté la réforme sur beaucoup de points essentiels ? On peut accepter les termes de l'instruction adressée par le cardinal Gizzi à tous les gouverneurs des provinces. Le cardinal dit dans cette circulaire « que sa sainteté s'attache à procurer le bien réel, positif et pratique de ses sujets. » Il ajoute que « ce n'est pas en adoptant certaines théories qui par leur nature sont inapplicables à la situation et aux mœurs des états de l'église, ni en s'associant à certaines tendances dont il est tout à fait éloigné, que le saint-siège croit pouvoir faire le bonheur de ses peuples. » Ce langage n'a rien qui puisse alarmer ni mécontenter les vrais amis de l'Italie. Personne ne songe sans doute à demander qu'à Rome on établisse les deux chambres. Il y a des choses plus nécessaires et plus faciles. Une bonne administration de la justice, une meilleure éducation publique, la législation civile mise en harmonie avec les progrès accomplis chez presque tous les peuples de l'Europe, l'accession des laïques aux emplois temporels, voilà ce qui, pour les états romains, est le plus urgent et le plus désirable. Ce bien réel, positif et pratique,

pour parler comme le cardinal Gizzi, Pie IX a la volonté de l'accomplir, et il sera soutenu dans cette œuvre par l'opinion et les vœux des représentants les plus éclairés de la société romaine. Quand on compare cette situation avec ce qui s'est passé dans ces dernières années, il faut reconnaître un heureux contraste.

C'est une bonne fortune pour notre ambassadeur que d'assister à cet achèvement vers d'utiles réformes. Sous ce rapport, les circonstances ont favorisé, elles ont pour ainsi dire récompensé l'habileté de M. Rossi. Quand, par sa rare sagacité, par une attitude pleine de calme, M. Rossi eut su s'environner à Rome de la considération la plus méritée, il a vu s'ouvrir un conclave. C'était une grande affaire. Le conclave pouvait être long, offrir une lutte animée entre les diverses influences des partis italiens et des gouvernements étrangers. Contre l'attente générale, tout s'est accompli avec une heureuse rapidité. Le nouveau pape a pour la France une bienveillance qu'expliquent son caractère et ses intentions. Pie IX sait bien que ses projets d'améliorations ne peuvent que rencontrer dans le gouvernement français une sympathie sincère. Il appartient à la France, à son ambassadeur, de soutenir, d'encourager par son influence tout ce que le saint-siège, bien inspiré, entreprendra de salulaire pour les états romains et pour l'Italie.

Le gouvernement de 1830, son esprit, sa politique, comptent aujourd'hui dans la diplomatie quelques représentants éminents qui savent le servir avec une distinction que couronne le succès. A côté de M. Rossi, il est juste de nommer M. Bresson, qui, à Madrid non moins qu'à Berlin, a obtenu de notables résultats. A la cour de Prusse, le comte Bresson avait été le négociateur habile et heureux du mariage de l'héritier du trône avec une princesse que l'Allemagne nous envie après nous l'avoir donnée. Il se trouve aujourd'hui le médiateur du mariage de M. le duc de Montpensier, mariage dont la nouvelle a causé une si grande surprise à Madrid, à Paris et à Londres. A Madrid, M. Bulwer était dans une sécurité profonde, et rien ne lui avait fait pressentir une conclusion si prompte; à Paris, on assure que c'est le roi lui-même qui aurait appris la nouvelle à lord Normanby, et ce serait l'estafette du *Times* qui, à défaut d'un courrier, se serait chargé de la dépêche de l'ambassadeur pour le cabinet anglais. A Londres, les ministres étaient dispersés quand la nouvelle est parvenue, et lord Palmerston notamment accompagnait la reine dans une de ses promenades sur mer. Toutes ces petites circonstances ont pu augmenter encore le dépit du ministère whig. Est-ce pour cela que la polémique du *Times*, loin de s'adoucir, devient plus vive et plus aigre? Puisque l'Angleterre, suivant le *Times*, professe une si grande indifférence pour les mariages des princes et des princesses, pourquoi s'exprimer avec autant d'amertume sur un fait aussi simple que l'union d'une infante d'Espagne avec un prince français? Le *Times* reconnaît que la cour de Saint-James ne saurait poser en principe que les Bourbons de France et d'Espagne ne devront jamais contracter d'alliances matrimoniales. Qu'il ne s'irrite donc plus si fort de voir la France suivre une politique qui, chez elle, est historique, et n'a rien d'offensant pour la dignité et les intérêts légitimes d'aucun peuple.

La force des choses ramènera toujours les relations de la France et de l'Angleterre au point d'une indépendance réciproque sur des questions importantes, et cette indépendance est très-compatible avec une alliance sincère et solide. L'Espagne est-elle le seul théâtre où les deux cabinets de Saint-James et des Tuileries

aient une politique différente? En Orient, en Grèce notamment, les deux gouvernements ne montrent-ils pas des tendances distinctes? A Athènes, M. Piscatory, qui mérite d'être cité parmi les diplomates distingués qui datent de 1830, soutient avec fermeté les traditions et l'indépendance de la politique française. Cependant il n'a à coup sûr ni la pensée, ni la mission d'amener une rupture avec l'Angleterre; mais il a su distinguer avec tact et maintenir avec une judicieuse énergie la limite où doivent s'arrêter les complaisances envers un allié. Les encouragements de tous les hommes impartiaux et ceux même des membres les plus éclairés de l'opposition ne manqueront pas à M. le ministre des affaires étrangères, s'il entre, s'il persévère dans la voie d'une politique plus décidée en ses allures, et partant plus féconde en résultats.

C'est surtout dans un temps comme le nôtre qu'il importe à la France d'être représentée par une diplomatie habile et forte. Plus la France a convaincu l'Europe qu'elle voulait le maintien de la paix générale, plus elle peut et doit défendre partout sa juste influence. Le cabinet du 29 octobre a eu l'avantage, dans de graves circonstances, d'utiliser des talents remarquables, et il a pu éprouver de quelle ressource est dans les affaires la distinction personnelle de tel ou tel agent. Il nous semble que pour M. le ministre des affaires étrangères le moment serait venu d'accomplir des réformes désirables dans le personnel de notre diplomatie, et de la fortifier par des choix judicieux? L'instant serait favorable pour un pareil travail, longtemps ajourné, longtemps attendu. L'absence des chambres permet à M. Guizot de porter son activité sur les détails de son département. Elle l'affranchit aussi, jusqu'à un certain point, des embarras qu'entraînent avec elles les influences, les exigences parlementaires.

Quelques correspondances d'Afrique ont répandu des alarmes qui nous paraissent prématurées. Il est vrai qu'Abd-el-Kader s'agite dans le Maroc; mais il n'est pas probable qu'il veuille et puisse entreprendre quelque chose de sérieux avant l'hiver. La crainte d'être surpris, comme il y a un an, par une sorte d'insurrection générale, éveille et surexcite aujourd'hui des inquiétudes qui, au surplus, sont préférables à une trop grande sécurité. En ce moment, c'est l'empereur de Maroc que menace Abd-el-Kader, et Abderrhaman a ordonné à son fils Muley-Mohammed, ainsi qu'au gouverneur du Rif, Ben-Abou, de se porter au-devant du marabout usurpateur. Les événements, quels qu'ils soient, ne nous prendront pas au dépourvu, et notre frontière, du côté du Maroc, est à l'abri d'une surprise. D'autres faits qui se passent en Algérie attirent aujourd'hui l'attention du gouvernement. On peut se rappeler qu'en 1844 il fut rendu une ordonnance pour régler le droit de propriété dans la régence, et pour mettre un terme à l'anarchie qui régnait sous ce rapport. En effet, de nombreuses acquisitions avaient été faites vers les premiers temps de la conquête. Elles avaient eu lieu généralement au hasard, sur la foi suspecte des Arabes vendeurs, en vertu de titres insuffisants ou d'actes de notoriété dressés sans que les acquéreurs pussent même voir les lieux. De là des abus sans nombre. Quelquefois les terres vendues n'existaient même pas, presque toujours les contenances avaient été singulièrement exagérées, souvent les mêmes immeubles avaient été vendus plusieurs fois à divers acquéreurs. Cette confusion a eu des conséquences déplorables. Les colons sérieux ont craint d'entreprendre des travaux coûteux sur des propriétés contestables, et l'administration ne sait plus où trouver des terres pour les capitalistes et les travailleurs qui se présentent. Qui profite de ce chaos? L'agiotage, qui achète à vil prix des terres demeu-

rées incultes, et qui trafique de titres sans valeur. C'est à tous ces abus qu'on s'est proposé de remédier par l'ordonnance de 1844. On peut juger si l'exécution de l'ordonnance a rencontré des difficultés et soulevé des clameurs. Cependant le gouvernement ne pouvait reculer, et une nouvelle ordonnance du 21 juillet dernier a posé des règles précises, tout en faisant quelques concessions aux détenteurs de terres incultes. Ainsi le droit de propriété du colon sérieux qui a cultivé, même sans titre régulier, se trouve reconnu. N'importe; tous les intérêts qui se croient blessés ont multiplié leurs réclamations, et cette importante affaire doit occuper d'une manière sérieuse le gouvernement. L'administration centrale des affaires de l'Algérie, qui a été récemment réorganisée en vertu d'un vote des chambres, ne demeure pas non plus oisive. Plusieurs projets en matière d'organisation civile sont à l'étude. On songerait notamment à rendre plus facile pour les étrangers la naturalisation; on ne serait même pas éloigné d'essayer un système de franchises municipales. Si nous sommes bien informés, on s'occuperait également de régler par ordonnance la police de la presse. Entre la censure et la liberté de la presse, telle qu'elle existe en France, il y a à trouver un système mixte qui en permette l'usage, sans les abus qui dans l'Algérie pourraient compromettre les plus graves intérêts et le salut même de l'état.

A l'intérieur, la prorogation des chambres a momentanément apaisé toutes les questions. Entre l'opposition et le ministère, tous les grands débats ont été ajournés. Dans la petite session, le ministère s'est donné le plaisir de constater sa majorité; mais, s'il veut la garder nombreuse et fidèle, il a beaucoup à faire. Nous croyons qu'au sein de cette majorité il rencontrera de louables exigences qui lui demanderont compte des promesses de réforme qu'il a si solennellement prodiguées au moment des élections par l'organe de M. Guizot. Il aura en face de lui des adversaires actifs, persévérants, et qui sont loin de se laisser atteindre par le découragement. Il y a quelques jours, l'opposition a voulu non-seulement résumer dans une sorte de manifeste ses griefs sur les élections accomplies, mais indiquer à ses amis tout ce qu'il y avait à faire pour améliorer l'avenir. Dans une circulaire adressée à leurs correspondants, les comités du centre gauche et de la gauche constitutionnelle développent les considérations qui les ont déterminés à se maintenir en permanence au lieu de se dissoudre, et à charger quelques-uns de leurs membres de correspondre avec les départements. Ces considérations sont puisées dans les devoirs qu'impose la liberté aux peuples qui en jouissent. Ces devoirs sont la persévérance, les efforts de chaque jour, la combinaison des forces individuelles. Pourquoi l'opposition constitutionnelle ne travaillerait-elle pas à suppléer par une organisation officieuse et volontaire aux forces que donnent au gouvernement la centralisation et toutes les ressources dont il dispose? En parlant ainsi, l'opposition est dans le vrai, et donne un utile exemple. C'est ce qu'ont eu le bon goût et la bonne foi de reconnaître les principaux organes du parti conservateur, et nous avons un vrai plaisir à les en louer. L'accord sur un pareil point est un pas de plus dans la pratique de la liberté. On reconnaît de part et d'autre que rien ne peut remplacer l'action libre des citoyens, et que les partis ont le droit de surveiller leurs affaires, en usant de tous les moyens constitutionnels. C'est ainsi qu'on évitera les crises révolutionnaires, pour marcher toujours dans les voies d'un progrès régulier.

Par une ordonnance royale du 11 septembre, M. le ministre de l'instruction publique vient de réaliser un projet auquel applaudiront tous les amis de l'anti-

quité. A la fin de l'an dernier, M. de Salvandy avait envoyé en Grèce un des membres les plus distingués de l'université, profondément versé dans la langue et la littérature grecque, M. Alexandre. Cet inspecteur général a visité non-seulement la Grèce, mais tous les points de la Turquie et de l'Asie-Mineure où sont établis les collèges des lazarisites, si utiles au christianisme et à la France. Il a consigné dans un rapport plein d'intérêt les besoins, les vœux de ces établissements; il a signalé les secours que pouvait leur accorder la munificence de la France. Ces secours, nous n'en doutons pas, ne seront pas refusés; mais M. de Salvandy a voulu faire plus: il a voulu fonder à Athènes même une école française, imitation heureuse de celle qui existe à Rome pour la peinture. Cette école sera soumise à la haute surveillance de notre ministre en Grèce. Elle servira tout ensemble à étendre notre influence sur ce point extrême de l'Europe, et à fortifier chez nous les grandes études classiques. Quand deux générations de jeunes professeurs auront passé quelques années sur le sol hellénique, non-seulement la philologie française n'aura plus à craindre aucune infériorité, soit vis-à-vis de l'Allemagne, soit vis-à-vis de l'Angleterre, mais elle pourra retrouver la glorieuse prééminence qu'elle exerça au xvi^e siècle.

Les grandes questions commerciales et politiques soulevées par la doctrine du libre échange seront bientôt chez nous à l'ordre du jour; le moment n'est peut-être pas loin où l'on devra les envisager du point de vue pratique. Il importe ici d'éviter les entraînements; on doit regarder beaucoup autour de soi avant de rien risquer, et n'imiter rien qu'à bon escient; comme les exemples se multiplient, il faut les étudier tous à mesure qu'ils se présentent. On prend toujours l'Angleterre pour point de comparaison, et l'on se borne trop volontiers à discuter les derniers règlements de sir Robert Peel pour y chercher des arguments dans un sens ou dans l'autre. Nous voudrions qu'on observât avec le même soin la marche récemment suivie par le gouvernement hollandais dans son traité de commerce avec la Belgique. On verrait encore là que ces graves difficultés d'intérêt matériel ne se tranchent point avec la rigueur impérieuse des principes abstraits, mais se résolvent au contraire d'une façon moins absolue par des considérations plus positives. Tout l'ensemble de ces rapports nouveaux définitivement introduits entre les deux peuples voisins est sans doute dominé par un principe de liberté; c'est une atteinte de plus à ce vieux système protectioniste qui croule partout, mais dans quelles circonstances, devant quelles éventualités, avec quelles précautions et quels égards, voilà ce qu'il est bon de rappeler.


Le monopole auquel le gouvernement hollandais a soumis le commerce de ses colonies des Indes ne pouvait se prolonger longtemps sans nuire à ceux mêmes qui croyaient en profiter. Dépouillée de la Belgique, la Hollande avait voulu s'enfermer en elle-même, et s'était presque retranchée du milieu de l'Europe, repoussant de ses marchés toute concurrence qui eût pu diminuer la valeur de ses produits coloniaux. Atteinte par les représailles du Zollverein, menacée par l'influence française, que le dernier traité belge et l'ouverture du chemin de fer du Nord ont rapprochée d'elle, voyant enfin les Anglais lui disputer chaque jour avec plus d'empressement la souveraineté commerciale de ses parages indiens, la Hollande a dû changer de conduite et demander du renfort; elle a rompu les barrières dont elle s'était entourée; elle a conclu avec la Belgique cet accord réfléchi dont toutes les dispositions sont assez bien calculées pour que les deux nations se fassent réciproquement les avantages qui leur conviennent le mieux,

avantages commerciaux à la nation commerçante, avantages industriels au peuple de fabricants; elle a stipulé qu'une mutuelle faveur accueillerait à la fois les produits belges à Java, et les produits de Java en Belgique; elle s'est ainsi rattaché ses voisins, qui d'un moment à l'autre pouvaient passer à l'Allemagne ou à la France; elle a formé une sorte d'union douanière, qui, malgré toutes ses restrictions, forme un marché encore assez large pour qu'elle puisse s'y mouvoir. Enfin, toujours avec les mêmes principes, toujours sous les mêmes nécessités, on a baissé certains droits d'exportation à Java, et l'on a déclaré libres plusieurs ports de l'archipel : on a compris que c'était le meilleur moyen de faire contre-poids aux influences anglaises, et en même temps d'ailleurs on avait besoin d'assurer au commerce colonial des ressources en espèces, qui jusque-là lui manquaient trop. C'est avec cette prudence et cette opportunité que les réformes deviennent fécondes.

Les circonstances ont été pour beaucoup aussi dans l'abaissement des tarifs américains, et les mesures administratives qui ont accompagné cette réforme prouvent de reste qu'on a surtout favorisé l'importation, afin d'en retirer des fonds immédiatement disponibles. Malgré l'évidente supériorité de leurs ressources, les États-Unis ont fort à faire pour soutenir contre le Mexique une guerre qui traîne maintenant malgré eux : la caisse fédérale n'est pas riche, et les douanes lui constituent son revenu le plus clair; il était donc naturel qu'on cherchât à l'augmenter. Voilà pourquoi l'on s'est en même temps prému contre un abus qui frappait de stérilité toute cette branche de produits. On a défendu de recevoir les billets des banques pour solde des droits qu'on maintenait encore à l'entrée des marchandises : on a décrété que ces droits seraient payés en espèces, que ces espèces ne seraient plus remises à la disposition des banquiers, mais confiées à des administrateurs spéciaux. Les objections ne devaient pas manquer en Amérique contre un système qui encaissait et amassait le numéraire; tel est cependant l'empire de la situation, qu'elles n'ont point prévalu; les banques particulières, qui s'étaient presque substituées à la grande banque des États-Unis renversée par Jakson, ont dû céder à leur tour devant les nécessités de gouvernement. Couvrant le pays de leur papier, étendant ou resserrant leur circulation, elles tenaient tout l'argent entre leurs mains; aussitôt qu'il s'agissait d'affaires internationales, et qu'il fallait payer en écus, elles étaient maîtresses, et pouvaient dispenser de la guerre ou de la paix. On avait déjà senti ce danger lorsqu'on eut à craindre une rupture avec l'Angleterre; on a profité des hostilités avec le Mexique pour y porter remède et s'affranchir. Tel est le but en vue duquel on vient de créer la sous-trésorerie.

Les esprits sont d'ailleurs en ce moment très-fort tournés à la paix : cette ardeur que les premières alternatives de la lutte avaient d'abord excitée semble rapidement s'affaïssir. Le gouvernement offre une paix qu'il peut honorablement proposer après ses avantages militaires, et dont les termes paraissent habilement conçus : au lieu de demander au Mexique une indemnité pécuniaire, on lui donnerait de l'argent dont il manque comme tous les états américains du sud, et on lui achèterait une province déjà toute prête à le quitter. Il est bien probable que d'une manière ou de l'autre le Mexique en viendra là. Les rodomontades de Santa-Anna ne prouvent pas qu'il agirait autrement que Paredès, et Paredès, qui a renversé le président Herrera sous prétexte qu'il avait traité avec les ennemis de la patrie, n'est occupé qu'à chercher des biais qui lui permettent un accommodement.

ment où sa personne ne semblerait pas trop risiblement engagée : c'est dans cette intention qu'il s'est porté sur la frontière en déléguant la présidence au général Bravo. Il est permis de croire que ces dispositions, connues des parties, faciliteront la médiation britannique. Lord Palmerston ne doit pas être fâché maintenant d'avoir un embarras de moins.



LA

COMÉDIE INFERNALE.



Une première étude sur la poésie moderne de la Pologne (1) a pu déjà préparer nos lecteurs à la conception étrange et hardie que l'auteur anonyme du *Rêve de César*, de la *Nuit de Noël*, intitule la *Comédie infernale*. Dans ce drame, ou plutôt dans cette *vision dramatique*, le poète a voulu dénoncer à la société polonaise deux écueils terribles qu'il redoute pour son pays : — le faux enthousiasme, né de l'imagination plutôt que du cœur, qui, séduit par des formes brillantes et vieilles, devient impuissant à rien comprendre, à rien créer dans le présent ; — l'excès de la force brutale, qui détruit sans édifier, qui abat sans reconstruire, parce qu'il lui manque, comme au faux enthousiasme, les vivifiantes inspirations du cœur. Deux personnages représentent ces deux excès. L'un, c'est le Comte, égaré tour à tour par les fantômes de l'amour et de la gloire, sacrifie à une double chimère le bonheur de sa famille et les intérêts de sa patrie. L'autre, c'est Pancrace, après avoir soumis une populace brutale à l'ascendant de son intelligence, après avoir autour de lui entassé les cadavres et multiplié les ruines, chancelle et s'affaisse dans le sentiment de son impuissance devant un pouvoir supérieur, que, comme le Comte, il a méconnu. Ce pouvoir, faut-il le nommer ? c'est le christianisme, c'est la religion qui, soumettant l'imagination et l'esprit au cœur, place son idéal dans l'union de ces trois forces divines. Ce n'est pas sans raison que le poète a fait lutter ensemble le Comte et Pancrace, le rêveur dont l'imagination se laisse charmer par le faux idéal, et le penseur dont l'intelligence proclame le règne aveugle de la force. La tendance logique de ces deux natures les pousse à servir deux principes ennemis, à s'armer, l'une au nom des rêves du passé, l'autre au nom des réalités du présent. Tous deux cependant, le Comte et Pancrace, doivent périr, et, dans ce duel fatal, le poète n'a de préférence pour aucun des champions.

(1) Voyez la livraison du 15 août.

La Comédie infernale a été écrite, il ne faut pas l'oublier, sous l'influence d'un mouvement d'idées et de passions à peu près inconnu de la France. Quelques explications étaient donc nécessaires. Sans arrêter plus longtemps le lecteur sur le seuil du drame, nous nous réservons de compléter et d'éclairer par des notes le texte du poète, quand il en sera besoin.

Chaque partie de *la Comédie infernale* est précédée d'une invocation qui en résume la pensée générale. Dans la première de ces invocations, l'auteur s'adresse au faux poète, à l'homme qui sacrifie le cœur à l'imagination. Nous allons assister au triomphe de la fausse poésie sur la vie de famille, et l'écrivain anonyme indique dans cette invective lyrique les traits principaux du caractère du Comte, qui représente, nous l'avons dit, la victoire funeste de l'imagination sur le devoir.

Des étoiles entourent ta tête ; à tes pieds sont les flots de la mer ; sur les flots de la mer un arc-en-ciel s'ouvre devant toi et disperse les nuages. Tout ce que ta vue embrasse est à toi ; les rivages, les villes, les hommes, t'appartiennent ; tu es le maître du ciel ; rien ne semble égaler ta gloire.

Aux oreilles qui t'écoutent, tu procures d'ineffables jouissances. Tu enlaces les cœurs et les délies comme une guirlande, caprice de tes doigts. Tu fais couler des larmes et tu les sèches par un sourire, et de nouveau tu chasses ce sourire pour un instant, pour quelques heures, souvent pour toujours. Mais toi, qu'éprouves-tu ? que crées-tu ? que penses-tu ? De toi jaillit la source de la beauté, mais tu n'es pas la beauté.

Malheur à toi, malheur ! L'enfant qui pleure sur le sein de sa mère, la fleur des champs qui ignore ses propres parfums, ont plus de mérite que toi devant le Seigneur.

D'où viens-tu, ombre éphémère, toi qui annonces la lumière et ne la connais pas, toi qui ne l'as jamais vue et ne la verras jamais ? Qui donc t'a créée par colère ou par ironie ? Qui t'a donné cette vie si misérable et si trompeuse, que tu puisses jouer l'ange à l'instant même où tu vas succomber, ramper comme un reptile et t'étouffer dans la vase ? La femme et toi ont une même origine.

Mais tu souffres aussi, quoique ta douleur ne crée rien et ne serve à rien. Les gémissements du dernier des malheureux sont comptés parmi les accents des harpes célestes ; ton désespoir, tes soupirs, tombent à terre, et Satan les ramasse, les ajoute avec joie à ses mensonges et à ses illusions, et le Seigneur les reniera un jour comme ils ont renié le Seigneur.

Ce n'est pas que je me plaigne de toi, ô Poésie, mère de beauté et de salut ; seulement il est à plaindre celui-là que, sur la limite des mondes en germe et des mondes en ruine, tu tiens enchanté par le souvenir ou par le pressentiment, car tu ne perds que ceux qui se sont voués à toi et se sont faits les organes de ta gloire.

Heureux celui en qui tu as placé ta demeure, comme Dieu au milieu du monde, inaperçu, ignoré, mais grand et éclatant dans chacune de ses parties, et devant lequel les créatures se prosternent partout en disant : Il est ici ! Ainsi celui-là te portera comme une étoile sur son front, et ne mettra pas entre ton amour et lui l'abîme de la parole ; il aimera les hommes et brillera comme un héros au milieu

de ses frères. Et à celui qui ne te restera pas fidèle, à celui qui te trahira avant le temps et te livrera aux joies périssables des hommes, tu jetteras quelques fleurs sur sa tête et te détourneras; celui-là passera sa vie à tresser avec des fleurs fanées une couronne funéraire. La femme et lui ont une même origine.

I.

De toutes les choses sérieuses, le mariage est la plus bouffonne.

BEAUMARCHAIS.

L'ANGE GARDIEN.

Paix aux hommes de bonne volonté ! Qu'il soit béni entre les créatures celui qui a encore un cœur ; celui-là pourra encore être sauvé : révèle-toi à lui, épouse bonne et modeste, et que dans leur maison naisse un enfant ! (*L'ange disparaît.*)

CHOEUR DES MAUVAIS ESPRITS.

Allons, spectres et fantômes, courez, volez vers lui. Et toi d'abord, bien-aimée de sa jeunesse, morte d'hier, sors de ta tombe ; âme réprouvée, prends un bain de brouillards pour te rafraîchir ; pare-toi de toutes les fleurs du printemps, et maintenant cours au-devant du poète.

Et toi, Gloire (1), aigle vieilli et oublié dans un coin où jadis t'a laissé le chasseur, aujourd'hui empaillé par nos soins, descends de la perche où tu languis depuis des siècles ; prends ton essor, que tes ailes gigantesques et blanchies par le soleil se déploient au-dessus de la tête du poète !

Tirons de notre trésor le vieux tableau de l'Éden, ce chef-d'œuvre du pinceau de Belzébuth ; toile enchanteresse, réparée, badigeonnée et restaurée à neuf, pliée et enroulée dans un nuage, pars à l'adresse du poète, et puis tu te dérouleras à ses yeux, tu l'enfermeras dans un cercle magique de montagnes et de mers, parmi un tissu de jours et de nuits. O nature, mère chérie, cours embrasser le poète.

Village. — Église. — Au-dessus de l'église et planant dans l'air, un ange.

L'ANGE.

Si tu ne violes jamais ton serment, tu seras mon frère devant la face de Dieu le père.
(*Il disparaît.*)

Intérieur de l'église. — Témoins. — Sur l'autel brûle un cierge.

LE PRÊTRE, donnant la bénédiction nuptiale.

Souvenez-vous de mes paroles...

(*On se lève. — Le mari embrasse la main de son épouse et la repasse au cousin. — Tout le monde sort.*)

(1) On ne verra pas dans ces quelques lignes l'expression d'un mépris absolu pour la gloire. Les démons ne désignent point ici la gloire pure et durable qui récompense le dévouement, ils s'adressent à cette gloire fausse et stérile que rêve l'égoïsme, et qui ne satisfait que l'orgueil.

LE MARI, *resté seul à l'église.*

Si je suis descendu jusqu'à un mariage ici-bas, c'est que j'ai trouvé celle que j'ai rêvée; malheur et anathème sur ma tête si jamais je cesse de l'aimer!

(Une chambre pleine de monde. — Bal. — Musique. — Lumières. — Fleurs. — La jeune mariée, après avoir fait quelques tours de valse, s'arrête, et, par hasard, rencontre son mari dans la foule : elle va à lui, et appuie sa tête sur son épaule.)

LE JEUNE MARIÉ.

Que tu es belle dans cet abattement!... que ce désordre de fleurs et de perles va bien à ta tête!—Tu rougis de pudeur et d'émotion. Oh! éternellement tu seras le chant poétique de ma vie!

LA JEUNE MARIÉE.

Je serai toujours soumise et fidèle comme me l'a enseigné ma mère, comme mon cœur me l'enseigne. Mais il y a tant de monde ici, cette chaleur, tout ce bruit...

LE JEUNE MARIÉ.

Va danser encore : moi, je resterai ici pour te regarder, comme souvent j'ai regardé passer les anges dans les rêves de ma pensée.

LA JEUNE MARIÉE.

J'irai, puisque tu le veux ; mais les forces m'ont presque abandonnée.

LE JEUNE MARIÉ.

Chère âme, je t'en prie... *(Danse et musique.)*

Nuit obscure. — Esprit mauvais sous la forme d'une vierge.

L'ESPRIT MAUVAIS, *passant dans les airs.*

Il n'y a pas longtemps et à pareille époque, je parcourais la terre. Aujourd'hui les démons me chassent et m'ordonnent de prendre les apparences d'une sainte. *(Passant au-dessus du jardin.)* Fleurs, détachez-vous et venez couvrir mes cheveux. *(Passant au-dessus du cimetière.)* Charmes et fraîcheur des vierges mortes, dispersés dans l'air et flottant au-dessus des tombeaux, accourez à moi, venez parer mon visage.

Beaux cheveux de cette brune qui bientôt ne sera plus que cendres, venez vous suspendre à mon front ; yeux bleus, éteints à tout jamais sous cette pierre, venez à moi, brillant de tout le feu qui autrefois vous animait. Cent cierges brûlent derrière cette grille : c'est une princesse qu'on va enterrer ; — robe de satin blanche comme la neige, détache-toi de ce cadavre, passe comme un oiseau à travers cette grille, et viens me parer... Et, maintenant, en route, en route...

Chambre à coucher. — Une lampe projetant une légère clarté sur le mari, qui dort à côté de sa femme.

LE MARI, *rêvant.*

D'où viens-tu, toi que je ne voyais plus, que je n'attendais plus ? Comme l'eau passe, ainsi passent tes pieds, pareils à deux vagues blanchies d'écume ; une paix sainte rayonne sur ton visage ; tu réunis tout ce que j'ai rêvé et aimé. *(Se réveillant.)* Où donc suis-je ?... Ah ! je suis à côté de ma femme. C'est là ma femme...

(Il la regarde.) J'ai pu croire que tu étais celle que j'ai rêvée... et maintenant je m'aperçois de mon erreur, tu ne lui ressembles pas : tu es bonne et douce, toi... mais l'autre... Mon Dieu, que vois-je ? suis-je bien éveillé ?

LE FANTÔME.

Tu m'as trahi.

(Il disparaît.)

LE MARI.

Qu'elle soit à jamais maudite, cette heure où j'ai pris une femme, où j'ai abandonné l'amante de mes jeunes années, la pensée de mes pensées, l'âme de mon âme !

LA FEMME, *se réveillant.*

Qu'y a-t-il ? serait-ce déjà le jour ? le carrosse nous attend-il ? n'est-ce pas aujourd'hui que nous devons aller faire des emplettes ?

LE MARI.

Il fait nuit sombre, dors, dors profondément.

LA FEMME.

Tu es peut-être malade, je vais me lever pour te donner de l'éther.

LE MARI.

Dors.

LA FEMME.

Cher ami, dis-moi ce que tu as, le son de ta voix m'effraie, sur tes joues l'on dirait des symptômes de fièvre.

LE MARI, *se levant.*

J'ai besoin d'air, j'ai besoin de respirer, reste... Mon Dieu ! reste, ne te lève point. *(Il sort.)*

Derrière le mur de l'église, un jardin éclairé par la lune.

LE MARI.

Depuis le jour de mon mariage, je n'ai fait que manger et dormir ; j'ai vécu de la vie des oisifs, j'ai dormi du sommeil des manufacturiers allemands, et je ne sais comment l'univers s'est fait autour de moi dormant à mon image ; j'ai visité mes parents, j'ai parcouru les magasins, les boutiques ; j'ai cherché une nourrice pour un enfant qui va me naître... *(Minuit sonne à la tour de l'église.)* Jadis, à cette heure, je montais sur mon trône. A moi ! à moi ! mes anciens royaumes, si peuplés, si pleins de vie et de mouvement, si obéissants aux ordres de ma pensée ! *(Il marche agitant convulsivement les bras.)* Dieu ! toi qui as consacré les liens de deux êtres, as-tu réellement dit que rien ne pouvait les rompre, ces liens, lors même que les deux âmes, après un choc violent, s'en vont chacune de son côté, ne laissant sur la terre qu'un couple de cadavres ?

Te voilà près de moi, oui, je te reconnais, ô chérie ! prends-moi avec toi, et, si tu n'es qu'une illusion, si tu n'es que ma propre invention, être fantastique et sans réalité, rêve de mes pensées, enfant sorti de mes entrailles, enfant qui viens tenter ton père, que moi aussi je devienne illusion et fumée pour vivre de ta vie !..... Je suis toujours à toi, je t'appartiens.

LE FANTÔME.

Souviens-toi de ce que tu dis. N'importe le jour où je viendrai te chercher, me suivras-tu ?

LE MARI.

Reste ici, ne disparaîs pas comme un rêve ; si tu es une beauté au-dessus de toutes les beautés, si tu es une pensée au-dessus de toutes les pensées, pourquoi ne pas durer plus longtemps qu'un désir, qu'une pensée ?

(Une fenêtre de la maison s'ouvre.)

VOIX DE LA FEMME.

Cher ami, le froid de la nuit va te rendre malade ; reviens, ô mon bien-aimé, car, toute seule, dans cet appartement grand et sombre, je m'ennuie.

LE MARI.

Bien ! tout à l'heure. — Le fantôme a disparu, mais il a promis de revenir, et alors adieu mon jardin et ma maison ; adieu aussi, toi qui as été créée pour toutes ces choses, mais non pour moi.

LA VOIX DE LA FEMME.

Hâte-toi, je t'en supplie, la matinée est si froide !

LE MARI.

Et mon enfant, ô mon Dieu ! *(Il sort du jardin.)*

Le salon. — Deux flambeaux posés sur le piano. — Dans un des coins un berceau avec un enfant endormi. — Le mari, étendu dans un fauteuil, ayant les mains sur son visage. — La femme est assise près du piano.

LA FEMME.

Je suis allée chez le curé, il m'a promis de venir après-demain.

LE MARI.

Je te remercie.

LA FEMME.

J'ai envoyé chez le pâtissier pour lui faire préparer quelques tourtes, car je crois que tu as invité beaucoup de monde pour le baptême. Tu sais, elles seront faites au chocolat, avec les initiales de George-Stanislas.

LE MARI.

C'est très-bien.

LA FEMME.

Je remercierai Dieu une fois cette cérémonie achevée, car notre petit George sera chrétien... et, quoique déjà baptisé par l'eau, il me semblait toujours qu'il lui manquait quelque chose. *(Allant vers le berceau.)* Dors, mon enfant ; est-ce que déjà il rêverait ? Sa couverture est toute dé faite... Il est agité, mon George ; dors, mon chéri, dors tranquille...

LE MARI.

Quelle chaleur ! j'étouffe ici... un orage se prépare... Pourvu que le tonnerre gronde ! O mon cœur, tu souffres de cruelles douleurs...

(La femme se met au piano, essaie quelques notes ; puis elle cesse ; de nouveau elle se remet à jouer, puis elle cesse encore.)

LA FEMME.

Aujourd'hui comme hier, car voilà une semaine, que dis-je ! un mois, que tu ne m'as pas adressé une seule parole : tous ceux qui me voient me trouvent changée, maigrie...

LE MARI, *à part*.

L'heure arrive ; rien, rien ne saurait la reculer. (*Haut.*) Il me semble, au contraire, que tu te portes bien.

LA FEMME.

Tout cela t'est indifférent ; tu ne me regardes plus. Toutes les fois que j'entre, tu te détournes ou tu baisses les yeux. Je viens de me confesser ; j'ai repassé dans ma pensée tous mes péchés, je ne puis me rappeler en quoi j'ai pu t'offenser.

LE MARI.

Tu ne m'as pas offensé.

LA FEMME.

Mon Dieu ! mon Dieu !

LE MARI.

Je sens que je dois t'aimer.

LA FEMME.

Tu m'achèves par ces paroles : *Je dois*. Oh ! dis-moi plutôt : *Je ne t'aime pas*, alors du moins je saurai tout. (*Elle court au berceau et prend son enfant.*) Mais n'abandonne pas cet enfant. Que je souffre seule de ta colère ; mais cet enfant, Henri, cet enfant, c'est toi-même ! (*Elle se jette à ses genoux.*)

LE MARI, *la relevant*.

Ne fais pas attention aux paroles qui ont pu m'échapper ; je suis quelquefois dans une fâcheuse disposition.

LA FEMME.

Je ne te demande qu'une seule parole, qu'une unique promesse : dis-moi que tu l'aimeras toujours, ce pauvre enfant !

LE MARI.

Toi et lui, je vous aimerai. Crois-moi.

(*Il l'embrasse sur le front. — Elle l'entoure de ses bras. — Le bruit du tonnerre se fait entendre, puis les sons du piano.*)

LA FEMME.

Qu'est-ce cela ? Que vois-je ?

(*La musique cesse. — L'enfant se cache dans le sein de sa mère.*)

LE FANTÔME, *entrant*.

O mon bien-aimé, je t'apporte le bonheur et les plaisirs. Viens avec moi, viens, ô mon bien-aimé ; jette bas tous ces liens de la terre qui te retiennent ; je viens d'un monde enchanté où sans cesse respandit la lumière... Je viens me donner à toi.

LA FEMME.

A mon secours, sainte vierge Marie !... Cette vision est pâle comme la mort, ses yeux sont éteints, sa voix stridente comme le grincement des roues d'un tombeau conduisant un cadavre.

LE MARI.

O ma belle maîtresse, ton front est éblouissant, tes cheveux sont parsemés de fleurs...

LA FEMME.

Un drap mortuaire l'enveloppe.

LE MARI.

Autour de toi tu répands la lumière... Oh ! ta voix, que je l'entende encore une fois... et après que je meure !

LE FANTÔME.

Cette femme qui te retient n'est qu'une illusion, sa vie n'est qu'une chimère ; son amour est comme une feuille qui tombe pour disparaître et s'anéantir parmi des milliers d'autres..... Mais moi, je suis immortelle.

LA FEMME.

A mon secours ! Henri, à mon secours ! Je sens la vapeur du soufre et l'odeur des tombeaux.

LE MARI.

Ame d'argile et de boue, mets bas toute jalousie et ne blasphème pas ; ce que tu vois est l'idéal d'après lequel Dieu t'a conçue ; mais tu t'es laissé tenter par le serpent, et te voilà devenue ce que tu es.

LA FEMME.

Je serai toujours avec toi.

LE MARI, *au fantôme.*

O ma bien-aimée, pour te suivre j'abandonne ma maison. *(Il sort.)*

LA FEMME.

Henri ! Henri !

(Elle tombe évanouie avec son enfant. — Un coup de tonnerre se fait entendre.)

Le baptême. — Invités. — Le curé. — Le parrain et la marraine. — La nourrice et l'enfant. — La femme étendue sur le sofa. — Au fond les domestiques.

UN AMI.

Chose étonnante ! le comte n'est pas ici.

UN AUTRE AMI.

Vous savez combien il est distrait ; il nous aura oubliés. Peut-être fait-il de la poésie.

UN AMI.

Madame est très-pâle ; elle semble n'avoir pas dormi... Elle ne nous a pas encore adressé un seul mot.

UN AMI.

Ce baptême me rappelle certain bal où l'amphitryon, après avoir perdu la veille, aux cartes, toute sa fortune, continue à recevoir son monde avec une politesse désespérée.

UN AMI.

Je quitte à l'instant ma charmante princesse ; j'arrive, croyant trouver un suc-

culent déjeuner, et, au lieu de tout cela, je ne rencontre, comme dit l'Écriture, que pleurs et grincements de dents.

LE CURÉ.

George-Stanislas, veux-tu recevoir le saint baptême ?

LE PARRAIN ET LA MARRAINE.

Je le veux.

UN AMI.

Voyez donc, madame semble s'être réveillée ; mais elle marche comme en proie à un rêve.

UN AUTRE AMI.

Elle tend les bras à son fils, c'est à peine si elle peut se tenir debout ; elle chancelle...

UN AMI.

Mais pour la soutenir donnons-lui le bras, car elle va s'évanouir.

LE CURÉ.

George-Stanislas, renonces-tu à Satan, à ses pompes et à ses œuvres ?

LE PARRAIN ET LA MARRAINE.

J'y renonce.

UN AMI.

Silence ; écoutez ce que va dire la mère.

LA FEMME, *posant la main sur la tête de son enfant.*

Où est ton père, George, mon enfant ?

LE CURÉ.

Laissez-nous achever la cérémonie.

LA FEMME.

Je te bénis, George, je te bénis, mon enfant. Sois poète pour que ton père puisse t'aimer, et qu'un jour il ne te repousse pas !

LA MARRAINE.

Ma chère Marie, que dites-vous donc ?

LA FEMME.

Tu mériteras ainsi l'amour de ton père, et alors peut-être pardonnera-t-il à ta mère.

LE CURÉ.

Mais c'est scandaleux ! madame la comtesse...

LA FEMME.

Si tu n'es pas poète, je te maudirai. (*Elle s'évanouit. — On l'emporte.*)

LES AMIS, *tous ensemble.*

Il s'est passé quelque chose d'extraordinaire dans cette maison ; sortons, sortons.

(*Pendant ce temps, la cérémonie se termine. — On remet l'enfant dans son berceau.*)

LE PARRAIN, *debout devant le berceau.*

George-Stanislas, dès ce moment tu appartiens à la communauté chrétienne, à la société humaine ; plus tard, tu deviendras citoyen, et, avec l'aide de Dieu et de tes parents, magistrat dans ton pays. Il faut aimer sa patrie ; il est beau de mourir pour sa patrie.

(*Tout le monde sort.*)

Contrées magnifiques. — Collines et forêts. — Montagnes dans le lointain.

LE MARI.

Voilà bien tout ce que j'ai rêvé, tout ce que je désirais, et pour tout cela j'ai prié pendant de longues années, et déjà je touche à mon but. Ce monde grossier et prosaïque, je l'ai déjà laissé loin derrière moi. Que chacun de ces insectes infimes et misérables s'amuse de sa proie, et qu'il périsse de regret ou de rage quand elle lui échappe... que m'importe !

LA VOIX DU FANTÔME.

Viens par ici, viens...

(*Il se montre et disparaît.*)

Montagnes et précipices au bord de la mer. — Nuages amoncelés. — Tempête.

LE MARI.

Qu'est-elle devenue ? où est-elle maintenant ?... Les parfums des fleurs, les senteurs du matin ont disparu ; le ciel s'est assombri. Me voici seul sur le sommet de cette montagne... un précipice est à mes pieds... les vents soufflent à faire peur.

VOIX DU FANTÔME *dans le lointain.*

A moi, mon bien-aimé ! à moi !

LE MARI.

Mais tu es déjà si loin... et jamais je ne pourrai franchir ce précipice.

UNE VOIX *plus rapprochée.*

Où sont tes ailes ?...

LE MARI.

Esprit mauvais qui ricanes et te moques, je te méprise !

UNE AUTRE VOIX.

Quoi ! ton âme, qui est immortelle et qui d'un seul élan peut s'élever jusqu'au ciel, ne saurait traverser cet abîme ! Tes pieds n'osent s'avancer plus loin ! Tu trembles, toi si fort, si courageux !

LE MARI.

Montrez-vous donc à moi ; prenez un corps, une forme que je puisse briser, et si j'ai peur, eh bien ! alors, que je ne la possède jamais, celle que j'aime !

LE FANTÔME, *de l'autre côté du précipice.*

Suspends-toi à ma main, elle te guidera.

LE MARI.

Que vois-je ? les fleurs se détachent de ta tête et tombent par terre ; puis à peine

sont-elles tombées qu'elles courent comme des lézards ou rampent semblables à des vipères !

LE FANTÔME.

Viens, mon bien-aimé !

LE MARI.

Grand Dieu ! le vent arrache ta robe et la déchire par lambeaux !

LE FANTÔME.

Mais viens ! que tardes-tu ?

LE MARI.

La pluie ruisselle de tes cheveux, tes os percent ton sein et se montrent à nu.

LE FANTÔME.

Tu as promis, tu as juré d'être à moi !

LE MARI.

Un éclair vient d'éteindre ses yeux.

CHOEUR DES MAUVAIS ESPRITS.

Allons, vieille damnée ! retourne aux enfers. Ta tâche est accomplie ; tu as trompé un cœur grand et fier, étonnement des hommes et de lui-même. — Et toi, suis celle que tu as aimée.

LE MARI.

Mon Dieu ! me damnerais-tu pour avoir aimé cette beauté idéale qui surpasse celle du ciel ? Me damnerais-tu parce que je l'ai poursuivie, parce que j'ai souffert pour elle jusqu'à devenir le jouet de Satan ?

UN MAUVAIS ESPRIT.

Frères, écoutez, écoutez...

LE MARI.

Déjà sonne ma dernière heure ; la tempête augmente ; la mer monte, monte toujours sur les rochers... elle arrive jusqu'à moi. Une force invisible me pousse toujours plus loin... des tourbillons de spectres montés sur mes épaules me traînent vers le précipice.

UN MAUVAIS ESPRIT.

Frères, réjouissez-vous, réjouissez-vous !

LE MARI.

La lutte est inutile ; le vertige de l'abîme me saisit. Ah ! maintenant mon âme voit clair. Mon Dieu, mon Dieu ! ton ennemi serait-il victorieux ?

L'ANGE GARDIEN, *au-dessus de la mer.*

Paix aux vagues ; mer, calme-toi.

L'eau sainte coule dans ce moment sur la tête de ton enfant.

Retourne chez toi, et ne pêche plus.

Retourne à ton enfant, et aime-le.

Le salon où est le piano. — Le mari entre. — Les domestiques le suivent, portant des lumières (1).

LE COMTE.

Où donc est madame ?

LE DOMESTIQUE.

M^{me} la comtesse est indisposée, monsieur le comte.

LE COMTE.

Comment ! Mais elle n'est pas dans sa chambre.

LE DOMESTIQUE. .

M^{me} la comtesse n'est plus ici.

LE COMTE.

Et où est-elle ?

LE DOMESTIQUE.

Elle est partie hier.

LE COMTE.

Pour quel endroit ?

LE DOMESTIQUE.

Pour une maison de fous.

(Le domestique s'éloigne.)

LE COMTE.

Est-il possible ? Marie, peut-être te caches-tu ? Tu as voulu me punir ainsi... Mais ce serait horrible.....

Il n'y a personne ; la maison est abandonnée !

Celle à qui j'ai promis la fidélité et le bonheur, je l'ai jetée de son vivant dans un séjour de damnés. J'ai détruit tout ce à quoi j'ai touché, et je me détruirai moi-même. L'enfer m'a-t-il vomi pour que je sois son image sur la terre ?

Sur quel oreiller reposera-t-elle aujourd'hui sa tête ? Qu'est-ce qu'elle entendra maintenant ? Des hurlements affreux, terribles. Ce front toujours si calme, si serein, qui souriait à tout le monde, ce front est obscurci. Sa pensée, elle l'a envoyée dans les déserts à ma recherche.

UNE VOIX, *d'un ton d'ironie.*

C'est sans doute là un drame que tu composes (2) ?

LE COMTE.

Ah ! encore la voix de Satan qui me parle ! *(Il court vers la porte et l'ouvre violemment.)* Sellez mon cheval tartare ; attachez-y mon manteau, mes pistolets.

(1) Toute cette partie du drame expose et développe la vie domestique du mari, qui vient pour ainsi dire se clore dans cette dernière scène. Donc, à partir de cette scène, LE MARI ne s'appellera plus que LE COMTE.

(2) Cette voix ironique et mystérieuse rappelle vivement la pensée du poète. Le comte est partout fidèle à son caractère ; c'est un homme chez qui l'imagination a tué le cœur ; tout lui devient prétexte à poésie, même les malheurs domestiques, et, quand il déplore la fuite de sa femme, c'est encore un *drame* qu'il compose.

Maison de fous dans une contrée montagneuse. — Des jardins autour de la maison.

LA FEMME DU MÉDECIN, *portant un trousseau de clefs.*

Vous êtes probablement, monsieur, un cousin de M^{me} la comtesse ?

LE COMTE.

Je suis l'ami de son mari, et je viens de sa part.

LA FEMME DU MÉDECIN.

Il n'y a pas grand espoir de pouvoir guérir M^{me} la comtesse ; du reste, mon mari est absent pour le moment, et, s'il eût été ici, mieux que moi il aurait pu vous expliquer son genre de folie. C'est avant-hier qu'on l'a amenée, dans un état vraiment effrayant. (*S'essuyant la figure.*) Ah ! quelle chaleur ! Nous avons ici beaucoup de malades, mais aucune n'est si gravement malade qu'elle. Croiriez-vous bien, monsieur, que cet établissement nous coûte près de deux cent mille florins ? Voyez donc quelle vue superbe l'on a sur les montagnes ! Mais vous êtes peut-être impatient de voir madame ? Dites-moi, est-ce vrai, ce que l'on raconte, que le mari s'est fait enlever la nuit par une femme ? Dites-le-moi, je vous prie.

Une chambre. — Fenêtre grillée. — Un lit. — La femme étendue sur le canapé.

LE COMTE, *entrant.*

Je désire rester seul avec elle.

LA FEMME DU MÉDECIN, *derrière la porte.*

Je ne sais si je dois accéder à cette demande... car mon mari se fâcherait si...

LE COMTE.

Je veux être seul ; laissez-moi, vous dis-je.

(*Il ferme la porte et s'avance vers sa femme.*

UNE VOIX D'EN HAUT.

Vous avez enchaîné votre Dieu ; vous avez crucifié Jésus-Christ.

UNE VOIX D'EN BAS.

A la lanterne ! à la guillotine les rois et les seigneurs ! C'est par moi que s'accomplira la liberté des peuples.

UNE VOIX DU COTÉ DROIT.

A genoux devant le roi votre seigneur et maître, votre souverain légitime !

UNE VOIX DU COTÉ GAUCHE.

La comète apparaît déjà dans le ciel... Le jour du terrible jugement approche.

LE COMTE.

Me reconnais-tu, Marie ?

LA FEMME.

Ne t'ai-je pas juré fidélité jusqu'à la tombe ?

LE COMTE.

Donne-moi ta main... Sortons d'ici...

LA FEMME.

Je ne puis pas, Mon esprit est sorti de mon corps, il est concentré tout entier dans ma tête.

LE COMTE.

Mais nous partirons en voiture.

LA FEMME.

Laisse-moi ici encore quelque temps, et je deviendrai digne de toi.

LE COMTE.

Comment !

LA FEMME.

J'ai prié pendant trois nuits, et Dieu m'a enfin exaucée.

LE COMTE.

Jé ne te comprends pas.

LA FEMME.

Depuis que je t'ai perdu, un grand changement s'est opéré en moi. Seigneur ! me suis-je écriée, et je me suis frappé la poitrine. J'ai approché de mon sein un cierge bénit, et j'ai fait pénitence, et j'ai crié : Mon Dieu, fais descendre sur moi l'esprit de la poésie ! et le troisième jour je suis devenue poète.

LE COMTE.

Marie ?

LA FEMME.

Henri, maintenant tu ne me mépriseras plus ; je suis pleine d'inspiration, et la nuit tu ne me quitteras plus, n'est-ce pas ?

LE COMTE.

Ni le jour ni la nuit. Jamais ! jamais !

LA FEMME.

Vois maintenant si je ne suis pas ton égale en puissance. Il m'est donné de comprendre tout, de m'inspirer, d'éclater en paroles, en chants de victoire. Je chanterai les mers, et la foudre, et les étoiles, oui, et les astres et les orages. Un mot inconnu m'échappe encore, — *le combat* (1) ; je dois voir le combat, conduis-moi au combat. — Alors je regarderai, je décrirai tout, et les cadavres, et le drap mortuaire, et la vague, et la rosée, et le cercueil.

Autour de moi se déroulera l'infini,
Et, comme un oiseau planant dans l'espace,
Mes ailes fendront l'azur de l'immensité ;
Et, sans cesse volant, je disparaîtrai
Dans le noir néant.

LE COMTE.

Malheur, malheur sur moi !

(1) La comtesse est folle par amour ; elle n'a qu'une pensée dans son délire : c'est de paraître semblable à son époux, et par là de conquérir l'affection de celui dont elle s'est attiré les dédains. Sous l'influence mystérieuse de la folie, la nature de son mari vient, pour ainsi dire, de passer en elle. Tout ce qu'aime et célèbre le comte, la *poésie*, les *combats*, sa femme l'aime et le célèbre aussi.

LA FEMME, *l'entourant de ses bras.*

Mon Henri, que je suis heureuse !

UNE VOIX D'EN BAS.

J'ai tué de ma main trois rois, mais il en reste encore dix autres. J'ai tué aussi cent prêtres qui disaient la messe.

UNE VOIX DU COTÉ GAUCHE.

Le soleil va s'éteindre ; sur leurs routes les étoiles commencent à se heurter... Hélas ! hélas !

LE COMTE.

Pour moi, le jour du jugement dernier serait-il venu ?

LA FEMME.

Pourquoi cherches-tu de nouveau à m'attrister ? Chasse les soucis qui assombrissent ton visage. Te manquerait-il quelque chose ? Écoute-moi, j'ai encore une nouvelle à t'annoncer.

LE COMTE.

Parle, que veux-tu me dire ?

LA FEMME.

Ton fils sera poète.

LE COMTE.

Que dis-tu ?

LA FEMME.

Le prêtre, en le baptisant, lui a donné le premier nom, celui de George-Stanislas, mais moi, je l'ai béni en l'appelant *poète*, et il sera poète. Oh ! mon Henri, tu vois combien je t'aime !

UNE VOIX D'EN HAUT.

Père, pardonne-leur, car ils ne savent ce qu'ils font.

LA FEMME.

Cet homme est atteint d'une étrange folie, n'est-ce pas ?

LE COMTE.

Bien étrange en effet.

LA FEMME.

Il ne sait ce qu'il dit ; mais moi je te dirai ce qu'il arriverait si Dieu devenait fou. (*Elle le prend par la main.*) Tous les mondes s'élèvent dans l'espace, ou roulent dans l'abîme. Chaque créature, chaque vermisseau crie : *Je suis Dieu !* et ils meurent tous les uns après les autres, et les comètes et les soleils s'éteignent aussi. Jésus-Christ ne nous sauvera plus : à deux mains il a pris sa croix et l'a jetée dans l'abîme. Entends-tu cette croix, espoir de millions de malheureux, tomber d'étoile en étoile ? elle se brise enfin, et couvre de ses débris l'univers tout entier. Le très-sainte Vierge seule prie encore, et les étoiles, ses servantes, lui sont encore fidèles, mais elle ira aussi où va le monde entier.

LE COMTE.

Marie, veux-tu revoir ton enfant ?

LA FEMME.

Il n'est plus là, il s'est envolé ; je lui ai attaché des ailes, et je l'ai envoyé à tra-

vers l'univers s'instruire, s'imprégner de tout ce qui est beau, grand et terrible; lorsqu'il reviendra un jour, tu l'aimeras, car alors il te comprendra.

LE COMTE.

Tu souffres ?

LA FEMME.

Oui. On m'a fait suspendre au milieu de la tête une lampe qui se balance : c'est pour moi une douleur insupportable.

LE COMTE.

Marie, ma bien-aimée, calme-toi.

LA FEMME.

Malheur au poète, car il ne vivra pas longtemps !

LE COMTE, *appelant.*

Holà ! du secours ! du secours !

(Plusieurs femmes entrent suivies de la femme du médecin.)

LA FEMME DU MÉDECIN.

Des sinapismes ! des drogues... courez à la pharmacie. C'est vous, monsieur, qui êtes la cause de cet accident... mon mari va me gronder.

LA FEMME.

Adieu, adieu, cher Henri,

LA FEMME DU MÉDECIN.

C'est donc vous qui êtes monsieur le comte ?

LE COMTE.

Marie ! Marie ! *(Il l'embrasse et la couvre de caresses.)*

LA FEMME.

Ami, je me trouve bien, car je meurs à côté de toi. *(Sa tête s'incline.)*

LA FEMME DU MÉDECIN.

Quelle rougeur sur sa figure !... le sang a monté au cerveau...

LE MARI.

Elle ne court aucun danger, ce ne sera rien, n'est-ce pas ?

(Le médecin entre et s'approche du canapé.)

LE MÉDECIN.

Vous l'avez dit, ce n'est déjà plus rien, car elle est morte.

II.

Das Gemisch von Koth und Feuer.
(Mélange de boue et de feu.)

Faust, GOETHE.

Enfant (1), pourquoi ne vas-tu pas à dada? pourquoi négliger tes joujoux et tes poupées? pourquoi ne prends-tu plus les mouches et les papillons? pourquoi ne plus te rouler sur le gazon? Roi des libellules et des papillons, ami intime de Polichinelle, que veulent dire tes petits yeux bleus baissés vers la terre, et pourtant si vifs, si pleins de souvenirs, quoique tu n'aies encore vu que les fleurs de quelques printemps? Tu penches déjà ton front, tu l'appuies sur ta main, comme si tu rêvais, et ta petite tête brille chargée de pensées, comme une fleur chargée de rosée matinale.

Et lorsque, rejetant en arrière ta blonde chevelure, tu regardes le ciel, dis-moi ce que tu vois? avec qui parles-tu? car alors de petites rides fines et subtiles apparaissent sur ton front comme des fils de soie qui se dévident d'un fuseau invisible. Ta mère pleure et croit que tu ne l'aimes pas; tes petits cousins, tes petits amis, se fâchent parce que tu ne veux pas les reconnaître. Ton père seul ne te dit rien; il t'observe, silencieux et sombre, jusqu'à ce que ses yeux se remplissent de larmes qu'il se hâte de faire rentrer dans son âme.

Et cependant le médecin, en te voyant, a prédit que tu deviendrais grand et fort; en t'apportant des gâteaux, ton parrain t'a frappé sur l'épaule en t'annonçant que tu serais citoyen d'une grande nation. Le professeur qui a touché ta petite tête t'a reconnu l'aptitude aux sciences exactes; le pauvre à qui, en passant, tu as donné un sou, t'a promis pour compagne une noble et belle jeune fille, et pour récompense une couronne au ciel. Un vieux soldat, en t'enlevant dans ses bras, s'est écrié: « Tu seras colonel! » Une bohémienne a longtemps tenu ta main, cherchant à y lire ta destinée; mais elle s'en est allée en soupirant et sans vouloir prendre le ducat qu'on lui offrait. Un magnétiseur a longtemps remué ses doigts devant tes yeux et promené ses mains auprès de ton visage, mais en vain, et il est parti se sentant près de s'endormir lui-même. Le prêtre, en te préparant pour la confession, a voulu s'agenouiller devant toi comme devant l'image d'un saint. Un peintre est arrivé dans un moment de colère où tu frappais du pied, et il t'a dessiné et placé dans un tableau du jugement dernier, mais parmi les anges déchus.

Cependant tu grandis et tu embellis. Tu n'as pas la fraîcheur enfantine; tu n'as pas cet éclat de lait et de fraises. Ta beauté est celle des pensées mystérieuses qui se peignent sur ta figure comme des reflets d'un monde invisible; et, quoique tu

(1) La première invocation s'adressait au comte, la seconde s'adresse au fils du comte. Cet enfant, dont le père est épris de fantômes, n'est lui-même qu'un fantôme. C'est un de ces êtres frêles chez qui le développement excessif de la vie intérieure use et consume avant le temps l'enveloppe matérielle. Leur âme, avant même d'avoir quitté la terre, est presque dégagée des liens du corps et fréquente déjà les mondes invisibles. Sous les traits du père et du fils, on a reconnu deux maladies morales trop communes à notre époque: chez le premier, le sentiment de l'idéal est faussé; chez le second, il est exagéré. Le comte est un *rêveur*, son fils est un *voyant*.

aies souvent un regard terne, les joues pâles et la poitrine serrée, cependant tous ceux qui te rencontrent s'arrêtent en disant : *Quel bel enfant !* Si une fleur qui commence déjà à se faner avait une âme étincelante et un souffle du ciel, et si elle portait, sur chacune de ses feuilles penchées vers la terre, au lieu d'une goutte de rosée une pensée angélique, une telle fleur te ressemblerait, ô mon enfant ! — Telles étaient peut-être les fleurs avant la chute d'Adam !

Un cimetière. — Le Comte et son fils auprès d'un tombeau gothique.

LE PÈRE.

Ote ton chapeau, mon enfant, et prie pour le repos de l'âme de ta mère.

L'ENFANT.

Je te salue, Marie, pleine de grâce, reine du printemps et des fleurs.

LE PÈRE.

Que dis-tu ? As-tu oublié ta prière, que tu en changes les mots ?... Prie pour ta mère qui, il y a dix ans, mourait à cette même heure.

L'ENFANT.

Salut, Marie, pleine de grâce, le Seigneur est avec toi, tu es bénie entre les anges, et, quand tu traverses les cieux, chaque ange arrache de ses ailes des plumes étincelantes et les jette sur ton passage... et tu marches dessus comme sur les flots de la mer.

LE PÈRE.

George, mon enfant, tu deviens fou !

L'ENFANT.

Ces paroles m'assaillent et me percent la tête ; il faut que je les dise.

LE PÈRE.

Lève-toi. Dieu n'exauce pas de telles prières. Ah ! tu n'as pas connu ta mère, tu ne peux pas l'aimer.

L'ENFANT.

Si, je vois souvent maman.

LE PÈRE.

Où donc, mon enfant ?

L'ENFANT.

En songe, c'est-à-dire au moment de m'endormir ; hier, par exemple...

LE PÈRE.

Mon enfant, que dis-tu là ?

L'ENFANT.

Elle est pâle et amaigrie.

LE PÈRE.

T'a-t-elle dit quelque chose ?

L'ENFANT.

Il me semblait qu'elle flottait dans la nuit, couverte d'une draperie blanche, et elle disait :

J'erre toujours ;
Partout je pénètre

Au milieu des chants des anges,
Parmi les harmonies des sphères ;
Et pour toi, ô mon enfant !
Je cueille des formes et des songes.

O mon enfant,
Aux esprits d'en haut,
Aux esprits d'en bas,
J'emprunte pour toi
Des mélodies et des sons,
Des rayons et des ombres,
Pour que ton père puisse enfin t'aimer.

Tu vois, mon père, je te répète tout, et mot à mot, ce qu'elle m'a dit.

LE PÈRE, *s'appuyant contre une colonne du tombeau.*

O Marie, tu veux donc perdre ton propre enfant !... tu veux donc m'affliger de deux tombes !... Que dis-je ? elle est quelque part dans le ciel, tranquille et calme. Cet enfant a rêvé.

L'ENFANT.

Maintenant j'entends sa voix ;... mais je ne la vois pas.

LE PÈRE.

De quel côté entends-tu cette voix ?

L'ENFANT.

Du côté de ces deux cyprès sur lesquels tombent les rayons du soleil couchant.

Je donnerai à tes lèvres
Et la force et la douceur ;
J'entourerai ton front
D'un nimbe de lumière,
Et avec mon amour de mère,
J'éveillerai dans ton âme
Tout ce que les hommes sur la terre,
Et les anges dans le ciel,
Ont appelé beauté,
Afin que ton père, ô mon fils !
T'aime toujours.

LE PÈRE.

Est-il possible que les dernières pensées d'un mourant le suivent dans l'éternité ! Y a-t-il des esprits bienheureux (car, certes, elle est sainte), y a-t-il des esprits bienheureux et atteints de folie ?

L'ENFANT.

La voix de maman s'affaiblit et se perd derrière le mur du cimetière.... Là, là-bas elle répète encore :

Afin que ton père, ô mon fils !
T'aime toujours.

LE PÈRE.

Mon Dieu ! aurais-tu, dans ta colère, prédestiné notre enfant à la folie et à une mort prématurée ? Mon Dieu ! aie pitié de lui, n'ôte point la raison à ta faible créature, ne délaisse pas ce sanctuaire que tu as bâti pour toi-même. Prends pitié de mes souffrances, ne jette pas comme pâture à l'enfer cet ange d'innocence. A moi tu as donné la force pour supporter le fardeau de la pensée ; mais à lui ? — Une seule pensée, hélas ! peut rompre le fil de sa vie. — O mon Dieu ! mon Dieu ! prends pitié de lui et de moi.

Depuis dix ans, je n'ai pas eu encore un jour, un seul jour de repos ; bien des hommes ont envié mon bonheur. — Ils ignoraient, mon Dieu ! tout ce que tu m'as envoyé de peines, de douleurs, de pressentiments et de sombres pensées. Tu m'as laissé la raison, mais tu as endurci et frappé mon cœur. Mon Dieu ! permets-moi d'aimer mon enfant ; que le Créateur envoie la paix à sa créature !

Mon fils, fais le signe de la croix et sortons. — Que l'âme de ta mère repose en paix. *(Ils sortent.)*

Une promenade. — Dames et messieurs se promenant. — Un philosophe. — Le Comte.

LE PHILOSOPHE.

Vous pouvez me croire, car je ne me trompe jamais ; je vous répète donc que les temps approchent où les femmes et les nègres seront émancipés.

LE COMTE.

Vous avez raison.

LE PHILOSOPHE.

L'humanité va changer de face, et c'est par le sang versé et l'abolition des formes anciennes que la société se régénérera.

LE COMTE.

Vous croyez ?

LE PHILOSOPHE.

De même que notre globe oscille sur son axe et par mouvements précipités, tantôt à gauche, tantôt à droite, s'abaisse ou se relève...

LE COMTE.

Voyez-vous là-bas cet arbre pourri ?

LE PHILOSOPHE.

Avec de jeunes fenilles sur ses branches?...

LE COMTE.

C'est cela même. Combien supposez-vous qu'il a encore d'années à rester debout ?

LE PHILOSOPHE.

Que sais-je, moi ? — une année, peut-être deux...

LE COMTE.

Et pourtant, quoique les racines soient déjà pourries, — des feuilles nouvelles ont paru.

LE PHILOSOPHE.

Qu'est-ce que cela prouve ?

LE COMTE.

Je ne sais trop ; seulement qu'il tombera, et tellement se réduira en poussière, qu'un menuisier même ne pourra en tirer parti.

LE PHILOSOPHE.

Vous n'êtes plus à notre sujet de conversation.

LE COMTE.

Au contraire ; car voilà l'image du siècle et de vos théories. (*Ils s'éloignent.*)

Une gorge au milieu des montagnes.

LE COMTE.

Je me suis fatigué pendant de longues années à trouver le dernier mot de toutes les connaissances, j'ai voulu savoir le fond de toutes les pensées, de toutes les jouissances, — et, au fond de mon cœur, j'ai trouvé le néant de la tombe. Je connais par leurs noms tous les sentiments, — et, malgré cela, il n'y a au fond de mon âme ni désir, ni foi, ni amour. Je vis dans un désert, poussé par de noirs pressentiments. — Je sais que mon fils deviendra aveugle, — et que la société au milieu de laquelle je vis se dissoudra. — Et je souffre autant que Dieu est heureux, — c'est-à-dire en moi et pour moi seul !

VOIX DE L'ANGE GARDIEN.

Aime ton prochain, aime tes frères qui sont malades, qui ont faim et qui désespèrent, et tu seras sauvé.

LE COMTE.

Qui donc a parlé ?

MÉPHISTOPHÈLES, *passant.*

Je vous salue, monsieur le Comte. — Ne vous étonnez pas, j'aime quelquefois à amuser les voyageurs avec un don qui me vient de la nature : — je suis ventriloque.

LE COMTE, *portant la main à son chapeau.*

Il me semble avoir déjà vu quelque part cette figure, — sur une gravure — ou un tableau.

MÉPHISTOPHÈLES, *à part.*

Diab! monsieur le Comte a bonne mémoire.

LE COMTE.

Que pour l'éternité Dieu soit loué ! — Amen !

MÉPHISTOPHÈLES, *fuyant parmi les rochers.*

Et ta sottise aussi.

LE COMTE.

Pauvre enfant ! — Destiné à une éternelle cécité, — et cela pour les fautes du père, pour la folie de la mère. Être sans passions, incomplet, vivant de rêveries et d'illusions ! — Ombre d'un ange précipité sur la terre et souffrant d'indicibles douleurs !

Quel est cet aigle (1) aux ailes immenses, qui vient de s'élever de l'endroit où a disparu cet homme ?

L'AIGLE.

Je te salue.

LE COMTE.

Il vient à moi ; le battement de ses grandes ailes noires ressemble au sifflement de la mitraille.

L'AIGLE.

C'est avec l'épée de tes ancêtres que tu devras conquérir et leur gloire et leur puissance.

LE COMTE.

Il plane au-dessus de ma tête, et son regard de serpent semble me traverser l'œil. Ah ! je te comprends...

L'AIGLE.

Ne cède à qui que ce soit, ne recule jamais ; c'est ainsi que tu vaincras, que tu terrasseras tes ennemis.

LE COMTE.

Je t'adresse mon salut de ces rochers arides qui furent témoins de notre entrevue. Quoi qu'il en soit, faux ou vrai, victoire ou malheur, je te crois, messager de la gloire. O génie du passé, viens-moi en aide ! Si tu es déjà rentré dans le sein de Dieu, quitte-le, viens m'inspirer et réunir en moi pensée, force, action. (*Écrasant du pied une vipère.*) Va-l'en, reptile : comme tu périras écrasé sans laisser après toi un seul regret dans la nature entière, ainsi ils rouleront tous dans l'abîme sans laisser ni gloire ni regrets. Pas un seul de ces nuages qui passent ne s'arrêtera dans sa course et ne daignera tourner la tête pour jeter un regard de compassion sur l'armée des fils de la terre que j'envelopperai d'une destruction commune : eux d'abord et moi après.

O ciel bleu ! te voilà enveloppant la terre : elle pleure et crie, la pauvre enfant ; mais toi, tu n'y fais pas même attention en roulant toujours vers ton infini.

O mère nature, adieu, je vais subir une métamorphose ; je veux devenir un homme, je veux combattre mes frères.

L'appartement. — Le Comte. — Un médecin. — George.

LE COMTE.

Tous les secours de l'art ont été inutiles ; en vous mon dernier espoir.

LE MÉDECIN.

C'est un honneur que vous me faites d'avoir pensé à moi.

LE COMTE.

Parle, explique ce que tu ressens, George.

GEORGE.

Mon père, je ne puis plus reconnaître ni vous ni monsieur. Des étincelles, des filets noirs, repassent sans cesse devant mes yeux. Quelquefois c'est comme un

(1) Cet aigle, c'est le symbole de l'ambition que les démons ont évoqué, on s'en souvient, dans la première partie du drame.

serpent qui semble en sortir. Puis, c'est comme un nuage d'or, ce nuage s'élève, puis retombe, et alors un arc-en-ciel s'en échappe, et puis tout disparaît ; mais je n'éprouve aucune douleur.

LE MÉDECIN.

Levez-vous, monsieur George ; quel âge avez-vous ? (*Il lui examine les yeux.*)

LE COMTE.

Il a fini sa quatorzième année.

LE MÉDECIN.

Maintenant tournez-vous vers la fenêtre.

LE COMTE.

Eh bien ! monsieur le docteur, que pensez-vous ?

LE MÉDECIN.

Les paupières sont saines, le blanc de l'œil est clair, toutes les veines sont en ordre, les nerfs et les muscles ne sont point affaiblis. (*S'adressant à George.*) Ne vous inquiétez pas, vous guérirez. (*S'adressant au père et à part.*) Il n'y a plus aucun espoir. Regardez la prune, monsieur le Comte, complètement insensible à la lumière. Affaiblissement complet, ou plutôt paralysie du nerf optique.

GEORGE.

Tout me paraît entouré d'un noir brouillard.

LE COMTE.

Hélas ! l'œil est ouvert, et il ne voit pas, il est sans vie.

GEORGE.

Quand je baisse les paupières, je vois mieux que lorsqu'elles sont levées.

LE MÉDECIN.

La pensée a tué le corps. Une catalepsie est à craindre.

LE COMTE, *reconduisant le médecin et à part.*

Tout ce que vous voudrez. La moitié de ma fortune si vous guérissez mon fils.

LE MÉDECIN.

Ce qui est désorganisé ne peut plus se réorganiser. La science est impuissante. (*Il prend sa canne et son chapeau.*) Agréez mes salutations, monsieur le Comte, il faut que je me rende maintenant chez une dame qui a la cataracte.

LE COMTE.

Ayez pitié de nous, ne nous quittez pas encore.

LE MÉDECIN.

Peut-être êtes-vous curieux de savoir le nom de cette maladie ?

LE COMTE.

Tout espoir est donc perdu ?

LE MÉDECIN.

Cette maladie s'appelle en grec *amaurosis*. (*Il sort.*)

LE COMTE, *embrassant son fils.*

Mais tu vois encore un peu ?

GEORGE.

J'entends ta voix, mon père.

LE COMTE.

Regarde par la fenêtre, il fait beau temps, le soleil donne.

GEORGE.

Je vois comme des formes qui se roulent et passent entre ma paupière et ma prunelle ; il me semble apercevoir des figures que je connais, des endroits que j'ai déjà vus, des feuillets de livres que j'ai lus.

LE COMTE.

Alors, tu vois encore !

GEORGE.

Oui, avec les yeux de mon âme ; mais les autres à tout jamais sont éteints.

LE COMTE, *tombant à genoux, après un moment de silence.*

Devant qui me suis-je agenouillé?... A qui dois-je demander réparation du malheur arrivé à mon enfant ? (*Se levant.*) Taisons-nous. Dieu se moque de mes prières, et Satan de mes imprécations.

UNE VOIX.

Ton fils est poète. Que demandes-tu de plus ?

Le médecin. — Le parrain.

LE PARRAIN.

En vérité, c'est un grand malheur d'être aveugle.

LE MÉDECIN.

Et à un âge aussi jeune ; c'est extraordinaire.

LE PARRAIN.

Il était d'une faible complexion, et sa mère est morte un peu...

LE MÉDECIN.

Comment ?

LE PARRAIN.

Battant la campagne... Vous comprenez... (*Le Comte entre.*)

LE COMTE.

Vous me pardonnerez, messieurs, de vous avoir fait venir aussi tard ; mais, depuis quelques jours, et sur l'heure de minuit, mon fils semble se réveiller, et alors il parle comme dans un songe. Suivez-moi.

LE MÉDECIN.

Allons, je suis curieux de connaître ce phénomène.

Chambre à coucher. — Une domestique. — Parents. — Le parrain, le médecin, le Comte.

UN PARENT.

Faites silence.

SECOND PARENT.

Il s'est réveillé, mais il n'entend rien.

LE MÉDECIN.

Que personne ne parle, je vous prie.

LE PARRAIN.

C'est vraiment quelque chose de merveilleux, d'extraordinaire.

GEORGE, *se levant*.

Mon Dieu ! mon Dieu !

UN PARENT.

Comme il marche lentement !

UN AUTRE PARENT.

Il a les mains croisées sur la poitrine.

UN TROISIÈME PARENT.

Ses paupières sont immobiles, ses lèvres ne remuent pas, et cependant il fait entendre une voix aiguë et traînante.

LA DOMESTIQUE.

Jésus de Nazareth !

GEORGE.

Loin de moi les ténèbres ! Ne suis-je pas le fils de la lumière et des chants ? Que me voulez-vous ? que désirez-vous de moi ? Je ne me soumettrai pas à vos volontés, quoique ma vue s'en soit allée avec les vents quelque part dans l'immensité des espaces. Mais un jour ma vue reviendra, riche de la lumière sidérale ; un jour mes yeux brilleront de tout l'éclat des rayons du soleil.

LE PARRAIN.

Comme la défunte, il est fou ; il ne sait ce qu'il dit. C'est bien étonnant.

LE MÉDECIN.

Je suis de votre avis, monsieur.

LA NOURRICE.

Sainte Vierge mère de Dieu ! prenez mes yeux et donnez-les-lui.

GEORGE.

O ma mère ! je t'en supplie, envoie-moi maintenant des images et des pensées pour vivre intérieurement, pour me créer en moi un autre monde, un monde pareil à celui que j'ai perdu.

UN PARENT.

Que penses-tu, frère ? Cela exige un conseil de famille.

UN AUTRE PARENT.

Attends, silence.

GEORGE.

Tu ne me réponds rien, ô ma mère ! Ne m'abandonne pas.

LE MÉDECIN, *au Comte*.

Il est de mon devoir de vous dire toute la vérité.

LE PARRAIN.

C'est un devoir, certainement. Un médecin doit le faire, monsieur le docteur.

LE MÉDECIN.

Votre fils est atteint d'une aliénation mentale. Cette affection, réunie à une excessive sensibilité des nerfs, amène, comme je pourrais vous l'expliquer, un état de rêve et d'hallucination, état semblable à celui que nous rencontrons ici.

LE COMTE, *à part*.

Mon Dieu ! Et cet homme veut m'expliquer tes lois !

LE MÉDECIN.

Donnez-moi une plume et de l'encre. *Cerasis laurei* : deux grains, etc.

LE COMTE.

Vous trouverez tout cela dans l'autre appartement. Je supplie tout le monde de sortir.

PLUSIEURS VOIX.

Bonne nuit, à demain.

*(Tous sortent.)*GEORGE, *se réveillant*.

Ils me souhaitent une bonne nuit. C'est plutôt une longue nuit, une nuit éternelle, qu'ils devraient dire, et non une bonne nuit, une nuit heureuse.

LE COMTE.

Appuie-toi à mon bras, je te reconduirai à ton lit.

GEORGE.

Mais, mon père, que signifie tout cela ?

LE COMTE.

Couvre-toi bien et dors tranquille ; le médecin m'a dit que tu recouvrerais la vue.

GEORGE.

Je me sens indisposé ; mon sommeil a été interrompu par des voix.

(Il se rendort.)

LE COMTE.

Que ma bénédiction repose sur toi ! hélas ! je ne puis te donner ni lumière, ni bonheur, ni gloire. Je ne puis te rendre la vue, et déjà j'entends sonner l'heure du combat. A la tête de quelques hommes, je vais aller combattre des masses d'hommes. Et alors que deviendras-tu, seul, sans appui, aveugle et sans force, enfant-poète qui n'auras plus d'auditoire, toi, vivant avec ton âme bien loin de la terre, et cependant attaché à la terre par ton corps ; ô mon fils, ô toi, le plus malheureux des anges !

LA NOURRICE, *à la porte*.

Le docteur vous demande, monsieur le Comte.

LE COMTE.

C'est bien, ma Catherine, j'y vais ; mais reste à côté de l'enfant. *(Il sort.)*

III.

Il fut administré, parce que le niais demandait un prêtre, puis pendu, à la satisfaction générale, etc., etc., etc.

(*Rapport du citoyen Caillot, commissaire de la sixième chambre. An III, 5 prairial.*)

Un chant! encore un chant (1)!

Qui le commencera, ce chant; qui le finira? Donnez-moi le passé, ce passé tout de fer et d'acier, avec les casques ombragés de plumes, aux panaches flottants. Je ferai courir sur vos têtes l'ombre des vieilles cathédrales, je ferai surgir devant vous les tourelles gothiques; mais c'est en vain, tout cela ne reviendra plus.

Qui que tu sois, dis-moi, qu'espères-tu? Quelle est ta croyance? Crois-moi, il est plus facile de te suicider que d'inventer une foi quelconque, ou de la ressusciter en toi. Honte à toi, honte à vous tous! car, en dépit de vous, tourbe de misérables que vous êtes, sans cœur, sans cervelle, le monde vous emporte, en se jouant de vous, vous poussant en avant, vous renversant à ses pieds. Les couples se relèvent, chancellent de nouveau, glissent dans le sang et s'abîment, car il y a du sang, beaucoup de sang, je vous le dis en vérité.

Voyez-vous cette populace qui assiège les portes de la ville, en occupe les avenues, et couvre au loin les collines et les champs parmi les plantations de peupliers, — des tentes dressées, de longues planches appuyées contre des pieux, et des troncs d'arbres faisant fonction de tables couvertes de viandes et de boissons? La coupe vole de main en main, et dès qu'elle s'approche des lèvres, qu'elle touche une bouche, elle en fait sortir une menace, un blasphème ou une malédiction. Vive l'ivresse et la joie!

Les voyez-vous s'agiter d'impatience! ils murmurent déjà et s'essaient à crier, tous misérables, à peine couverts de guenilles et de haillons, les cheveux hérissés, le visage brûlé, le front ruisselant de sueur, les mains calleuses, armées de faux, de marteaux et de piques. Remarquez bien ce grand jeune homme avec sa hache, et cet autre brandissant une massue; là, plus loin, un enfant qui, d'une main, attrape des cerises, et de l'autre tourne une vielle. Des femmes arrivent aussi: ce sont leurs mères, leurs épouses, comme eux affamées, étiolées par la misère, fanées, flétries avant le temps. Toute trace de beauté a disparu, leurs cheveux sont ternis par la poussière des chemins, sur leurs seins pendent des lambeaux de vêtements, leurs yeux sont éteints, hagards; mais tout à l'heure le feu de l'ivresse les fera briller; la coupe passe de main en main: allons, vive l'ivresse et la joie!

Tout à coup un murmure s'élève dans l'espace; est-ce un cri de joie ou de terreur? et qui pourrait saisir le sens d'une parole aussi monstrueusement multiple?

(1) Cette invocation commence ce qu'on pourrait nommer la *partie politique du drame*. Après avoir, dans les premières scènes, montré le comte en lutte avec les devoirs de la vie privée, le poète va le montrer aux prises avec les nécessités de la vie publique. C'est une nouvelle *chasse aux fantômes*; le théâtre seul a changé. La patrie a remplacé la famille, et le personnage que le comte va rencontrer devant lui sur ce nouveau terrain, c'est *Pan-crace*, c'est-à-dire l'intelligence faisant agir la force brutale.

Mais un homme arrive, il monte sur une chaise, puis sur une table, et il les domine tous, et il leur parle (1). Sa voix se traîne lente et stridente, se découpe en mots clairs et faciles à retenir. Il porte un front large et élevé, sa tête est entièrement chauve, la pensée en a déraciné les derniers cheveux. Sa figure osseuse, encadrée dans un collier de barbe noire et touffue, garde toujours son coloris sec et jaunâtre, où l'on n'a jamais vu un signe de passion ou même d'émotion. Il attache sur son auditoire un regard froid et immobile qui n'a jamais trahi un mouvement de doute ou d'hésitation. Et, lorsqu'il lève le bras, il l'allonge et le dirige raide et tendu vers son auditoire. La foule baisse la tête, prosternée, prête à recevoir cette bénédiction d'une grande intelligence, qui n'est pas celle d'un grand cœur. A bas les grands cœurs, qu'ils meurent avec les préjugés, et vive la joie et le massacre!

Cet homme, ils l'aiment avec passion, avec rage; il commande à leur âme; c'est leur autocrate, c'est le dictateur de leur enthousiasme; il leur a promis du pain, de l'or et des jeux, et leurs cris se sont élevés comme une immense clameur, et de tous les côtés, au loin, l'écho les a répétés. Vive Pancrace! du pain, du pain! Aux pieds de l'orateur et contre la table s'appuie un de ses amis, compagnon ou domestique.

Son œil noir et velouté, ombragé de longs et soyeux sourcils, indique une race orientale. Ses jambes avinées ne peuvent plus le porter. Il s'étend négligemment en plaçant sous sa tête ses bras alanguis. Sur ses lèvres entr'ouvertes il y a comme un sentiment de cruelle volupté. Ses doigts sont couverts de bagues précieuses; lui aussi crie d'une voix enrouée: Vive Pancrace! L'orateur a pour l'instant tourné un regard de son côté, et s'adressant à lui: Citoyen néophyte, donne-moi mon mouchoir.

En attendant, les cris, les applaudissements, continuent: Du pain! du pain! du pain! A la lanterne les aristocrates, mort aux marchands, aux spéculateurs! Du pain! du pain!

Une tente. — Quelques lampes. — Un livre ouvert sur une table. — Néophytes, c'est-à-dire juifs nouvellement convertis (2).

LE NÉOPHYTE.

Frères qui avez été avilis, frères qui voulez vous venger, frères que je chéris, désaltérons-nous dans ces pages du Talmud comme avec le lait sorti du sein de notre mère; buvons à cette coupe de vie, à cette coupe pour nous pleine de force et de douceur, pour eux pleine de fiel, de misère et de destruction.

CHOEUR DES NÉOPHYTES.

Jéhovah seul est notre maître. Il nous a dispersés sur toute la terre, et nous savons pourquoi; car ceux qui sur le globe adorent la croix, nous les entourons

(1) On reconnaît dans cet homme le personnage de Pancrace, qui va jouer, à côté du comte, le principal rôle dans cette dernière partie du poème.

(2) L'auteur fait ici allusion à une secte nombreuse qui n'est pas un des moindres éléments de trouble renfermés au sein de la société polonaise. Les *frankistes* (tel est le nom de la secte) sont des juifs convertis, non pas à l'esprit du christianisme, mais à ses pratiques extérieures. En apparence, ils sont chrétiens; ils ont reçu le baptême, communient, vont à la messe; au fond, ils sont juifs, et n'attendent que le moment où ils pourront faire servir leur position équivoque à la satisfaction de leurs ressentiments implacables.

maintenant comme un serpent de ses terribles nœuds. Qu'ils meurent donc ces seigneurs imbéciles, orgueilleux et ignorants. Trois fois crachons sur eux ! trois fois maudissons-les !

LE NÉOPHYTE.

Réjouissons-nous, mes frères ! la croix, notre mortelle ennemie, sapée et pourrie, s'incline déjà sur une mare de sang. Une fois tombée, elle ne se relèvera plus, mais les seigneurs la défendent encore.

LE CHOEUR.

Notre tâche va donc enfin s'accomplir, tâche pénible, ardue et douloureuse ! Mort aux seigneurs ! Crachons trois fois sur eux ! trois fois maudissons-les !

LE NÉOPHYTE.

Sur cette liberté sans ordre, sur ce massacre sans fin, sur l'intrigue et la méchanceté, sur la stupidité et l'orgueil de ces hommes, nous reconstruirons Israël, nous le rebâtirons dans sa force ; mais, pour cela, il reste encore des seigneurs à égorger ! De leurs cadavres nous recouvrons les débris de la croix.

CHOEUR.

La croix est devenue notre symbole, l'eau du baptême nous a réunis à eux. Les méprisants ont cru à l'amour des méprisés. La liberté est notre droit, le bien-être notre but. Les fils du Christ ont cru aux fils de Caïphe. Ce sont nos pères, il y a des siècles de cela, qui ont tué notre Ennemi. A notre tour, et de nouveau, nous le martyriserons, et il ne ressuscitera plus.

LE NÉOPHYTE.

Encore quelques moments, quelques gouttes encore du venin de la vipère, et le monde est à nous, mes frères.

CHOEUR.

Jéhovah seul est le seigneur d'Israël ; crachons trois fois à la face des peuples, et qu'ils périssent ! Trois fois anathème sur eux ! *(On entend frapper.)*

LE NÉOPHYTE.

Allons, que chacun se remette au travail ; et toi, livre saint, voile ta face pour que le regard d'un maudit ne souille pas tes feuilles. *(Il cache le Talmud.)* Qui est là ?

UNE VOIX, derrière la porte.

Ami : ouvrez, au nom de la liberté !

LE NÉOPHYTE.

Frères, aux marteaux et aux cordes... *(Il ouvre.)*

LÉONARD, entrant.

Je vois que vous veillez, et que pour demain vous aiguisiez vos poignards : c'est bien. *(S'approchant de l'un d'eux.)* Et toi, que fais-tu dans ce coin ?

UN DES NÉOPHYTES.

Des cordes, citoyen.

LÉONARD.

Tu as raison, frère. Celui qui, dans la guerre, ne tombera pas par le fer finira par la corde.

LE NÉOPHYTE.

Mon cher citoyen Léonard, c'est donc décidément demain que l'affaire aura lieu ?

LÉONARD.

Que celui de vous qui a compris et tenté le plus fortement, que celui-là vienne à moi ; j'ai à lui parler.

LE NÉOPHYTE.

J'y vais. Et, vous autres, ne cessez pas de travailler. Jankel, je te charge de les bien surveiller.
(*Il sort avec Léonard.*)

CHOEUR DES NÉOPHYTES.

Cordes et poignards, bâtons et sabres, œuvres de destruction que nos mains ont fabriquées, vous ne sortirez d'ici que pour leur perte ! Dans les campagnes, ils égorgeront les seigneurs ; aux arbres des jardins et des forêts, ils les pendront, et, l'œuvre de destruction accomplie, à notre tour nous les égorgerons et les pendrons. Les méprisés se lèveront dans toute leur colère. drapés dans la gloire de Jéhovah. Son verbe est notre salut. Pour nous son amour, pour eux la destruction et la colère ! Crachons trois fois sur leur perdition, trois fois anathème sur eux !

Une tente. — Des verres et des bouteilles dispersés.

PANCRACE.

Une cinquantaine de ces brutes se sont réjouies ici, ont fini l'orgie. A chacune de mes poses, à chacune de mes paroles, ils ont crié : Vivat ! Mais parmi eux y a-t-il un seul qui ait compris la portée de mes pensées, qui ait entrevu le bout du chemin dont ils inaugurent si joyeusement l'entrée ? Oh ! *fervide imitatorum pecus* ! (*Entrent Léonard et le néophyte.*) Connais-tu le comte Henri ?

LE NÉOPHYTE.

Grand citoyen, je le connais de vue, mais je ne lui ai jamais parlé. Seulement je me souviens qu'allant un jour à la Fête-Dieu, il m'a crié : Gare ! en me lançant ce regard méprisant d'un aristocrate. Aussi, dans mon âme, lui ai-je voué une corde.

PANCRACE.

Demain, à l'aube du jour, tu te rendras chez lui ; tu lui diras que je demande à lui parler en particulier, de nuit et sans que personne le sache.

LE NÉOPHYTE.

Combien d'hommes me donnerez-vous pour m'accompagner ? Il serait dangereux d'aller seul.

PANCRACE.

Tu partiras tout seul. Mon nom sera ton escorte ; ton appui, le poteau auquel vous avez pendu hier un baron.

LE NÉOPHYTE.

Aïe ! aïe !

PANCRACE.

Tu lui diras qu'après-demain je viendrai chez lui, à minuit.

LE NÉOPHYTE.

Et s'il me fait battre ou enfermer ?

PANCRAÏE.

Alors tu te seras dévoué pour le peuple, tu seras un martyr de la liberté.

LE NÉOPHYTE.

Tout pour le peuple, tout pour la liberté. (*A part.*) Aïe ! aïe !

PANCRAÏE.

Bonne nuit, citoyen.

(*Le néophyte sort.*)

LÉONARD.

Pourquoi tous ces retards, tous ces demi-moyens ? Que signifient ces arrangements, ces entretiens avec un pareil homme, avec ce comte ? Quand je me suis promis de t'admirer, quand j'ai juré de t'écouter, c'est que je te regardais comme le plus grand des héros ; je voyais en toi un aigle volant droit au but, un homme résolu, jouant sur une seule et même carte, et d'un seul coup, sa vie et celle de tous les siens.

PANCRAÏE.

Tais-toi, enfant.

LÉONARD.

Tous sont prêts. Les néophytes ont fini de forger les armes et de tresser les cordes ; les sections, les troupes, demandent un ordre. Donne un ordre, et, pareils à la foudre, ils se précipiteront, renversant et brisant tout.

PANCRAÏE.

Tu es jeune, et le sang te monte au cerveau. Ne sachant pas te contenir, tu prends tout cela pour de l'enthousiasme.

LÉONARD.

As-tu bien réfléchi ? Les aristocrates, sans espoir, réduits à leur propre impuissance, se sont renfermés dans les remparts de la Sainte-Trinité ; là, ils attendent notre armée, comme le patient attend le couteau de la guillotine suspendu sur sa tête. Maître, ne diffère pas plus longtemps ; en avant, et tombons sur eux.

PANCRAÏE.

Qu'importe ! Avons-nous besoin de nous presser ? Leurs forces physiques sont usées par les plaisirs, leurs forces morales par la paresse ; et, que ce soit demain ou après-demain, peu importe ! ils sont certains de succomber.

LÉONARD.

Mais de quoi as-tu peur ? Qui te retient ?

PANCRAÏE.

Personne ; ma volonté seulement.

LÉONARD.

Et je dois la suivre aveuglément.

PANCRAÏE.

Tu l'as dit : *aveuglément*.

LÉONARD.

Tu nous trahis.

PANCRAÏE.

Comme le refrain d'une chanson, le mot trahison est au bout de chacun de tes discours. Mais ne crie pas si fort ; on pourrait nous entendre.

LÉONARD.

Il n'y a pas d'espions ici, et puis après, si on nous entendait ?

PANCRACE.

Je te ferais avaler une demi-douzaine de balles pour avoir osé élever d'un demi-ton la voix en ma présence. (*S'approchant de lui.*) Crois-moi, ne te tourmente pas.

LÉONARD.

Je me suis emporté, c'est vrai ; mais je ne crains pas la punition. Si ma mort est nécessaire, si c'est pour l'exemple, si elle doit servir la cause, ordonne.

PANCRACE, à part.

Il est ardent, plein d'espérance ; il croit sincèrement, profondément... Il est le plus heureux des hommes ; ce serait vraiment dommage de le tuer.

LÉONARD.

Que dis-tu ?

PANCRACE.

Pense davantage, parle moins, et plus tard tu comprendras. As-tu envoyé au magasin pour deux mille cartouches ?

LÉONARD.

J'ai envoyé Deytz avec une escorte.

PANCRACE.

Et la collecte des cordonniers est-elle rentrée dans notre caisse ?

LÉONARD.

La collecte s'est faite avec l'enthousiasme le plus sincère : ils ont apporté cent mille florins.

PANCRACE.

Je les inviterai demain à souper. As-tu entendu dire quelque chose de nouveau sur le comte Henri ?

LÉONARD.

Je méprise trop les aristocrates pour ajouter foi à ce qu'on pourrait dire de lui. Les races qui tombent n'ont point d'énergie ; elles ne doivent ni ne peuvent en avoir.

PANCRACE.

Il réunit pourtant ses vassaux, et, confiant dans leur attachement, il se dispose à se rendre aux forteresses de la Sainte-Trinité.

LÉONARD.

Qui pourra nous résister ? L'idée du siècle n'est-elle pas incarnée en nous ?

PANCRACE.

Je veux le voir, le regarder dans les yeux, pénétrer au fond de son cœur ; je veux qu'il vienne à nous, qu'il mette bas son orgueil.

LÉONARD.

Un aristocrate renforcé...

PANCRACE.

Mais poète en même temps. Maintenant j'ai besoin d'être seul ; laisse-moi.

LÉONARD.

Vous m'avez donc pardonné, citoyen ?

PANCRAÏCE.

Dors sur les deux oreilles ; si je ne t'avais pas pardonné, tu te serais endormi déjà pour l'éternité.

LÉONARD.

Il n'y aura rien pour demain ?

PANCRAÏCE.

Bonne nuit, et d'heureux songes. (*Léonard sort.*) Holà ! Léonard...

LÉONARD, *rentrant.*

Que voulez-vous, citoyen généralissime ?

PANCRAÏCE.

Après-demain dans la nuit, tu viendras avec moi chez le comte Henri.

LÉONARD.

Bien. (*Il sort.*)

PANCRAÏCE, *seul.*

Comment se fait-il que cet homme seul ose me résister, à moi, chef de tant de milliers d'hommes ? Ses forces sont nulles en comparaison des miennes. Quelques centaines de paysans le suivent, lui sont dévoués, croient en lui, c'est-à-dire qu'ils ont pour lui l'attachement instinctif des animaux domestiques. Tout cela n'est rien, moins que rien ; mais pourquoi ai-je voulu le voir, l'entretenir ? mon esprit aurait-il rencontré pour la première fois son rival ? C'est pourtant le dernier obstacle à vaincre, il faut le renverser, et puis après... ah ! ma pensée, tu ne réussis pas à te tromper comme tu trompes les autres. Quelle honte ! tu es pourtant la pensée du peuple, le souverain maître du peuple ; c'est en toi seul que se résume et s'incarne la puissance de tous. Ce qui serait un crime pour d'autres, pour toi est une perfection. Tu as donné des noms à des êtres vils, à des hommes inconnus, tu as donné une voix à des êtres bruts privés de tout sentiment moral. Autour de toi tu as créé un monde à ton image, et tu t'égarerais. Eh quoi ! tu marches sans savoir qui tu es ! Non, cent fois non, car tu es sublime.

(*Abîmé dans ses réflexions, il tombe sur une chaise.*)

La forêt. — Des toiles suspendues sur les arbres. — Une prairie au milieu de laquelle est planté un poteau. — Des tentes. — Des fous. — Des tonneaux. — La foule.

LE COMTE, *enveloppé dans un manteau noir, sur la tête un bonnet de liberté.*

Il entre, tenant le néophyte par le bras.

Rappelle-toi.

LE NÉOPHYTE, *bas.*

Je vous reconduirai, monsieur le Comte ; sur l'honneur ! je ne pense pas à vous trahir.

LE COMTE.

Un geste, un clin d'œil, et je te brûle la cervelle comme à un chien. Tu peux comprendre que je me soucie peu de ta vie, puisque je joue la mienne.

LE NÉOPHYTE.

Aïe, aïe ! vous me serrez le poignet comme avec une tenaille de fer. Que dois-je faire ?

LE COMTE.

Me parler comme à une connaissance, à un ami nouvellement arrivé. Quelle est cette danse ?

LE NÉOPHYTE.

La danse des hommes libres.

(Des hommes et des femmes dansent autour du poteau.)

CHOEUR.

Du pain, du travail, du bois pour l'hiver, du repos pour l'été ! Hourra ! hourra !
Dieu n'a pas eu pitié de nous, hourra ! hourra !

Les rois n'ont pas eu pitié de nous, hourra ! hourra !

Les seigneurs n'ont pas eu pitié de nous, hourra ! hourra !

Nous en avons assez de Dieu, des rois et des seigneurs, hourra ! hourra !

LE COMTE, à une fille.

Je me réjouis de te voir si fraîche et si joyeuse.

LA FILLE.

Il y a longtemps que nous attendions ce jour-là. J'ai lavé la vaisselle, essuyé les assiettes, et jamais je n'ai entendu une bonne parole ; il est temps que je mange quand je voudrai, et que je danse quand j'en aurai envie, hourra !

LE COMTE.

Danse, danse, citoyenne.

LE NÉOPHYTE, bas.

Ayez pitié de moi, monsieur le Comte, quelqu'un peut nous reconnaître. Sortons.

LE COMTE.

Si je suis reconnu, malheur à toi ! allons plus loin.

LE NÉOPHYTE.

Sous ce chêne est le club des laquais.

LE COMTE.

Approchons-nous.

PREMIER LAQUAIS.

J'ai déjà tué mon ancien maître.

SECOND LAQUAIS.

Moi, je cherche encore mon baron. A ta santé !

UN VALET DE CHAMBRE.

Citoyens, tout en cirant des bottes, la sueur au front, le dos courbé, tout en coupant les cheveux et en faisant la barbe, nous avons pressenti nos droits. A la santé du club ! vive le club !

CHOEUR DES LAQUAIS.

A la santé du président ! il nous conduira sur le chemin de la gloire et de l'honneur.

LE VALET DE CHAMBRE.

Merci, citoyens.

CHOEUR DES LAQUAIS.

Des antichambres qui étaient nos prisons, nous sommes sortis tous ensemble et le même jour. Vivat ! Nous connaissons les infamies et les ordures des salons. Vivat ! vivat !

LE COMTE.

Quelles sont ces voix plus dures et plus sauvages qui sortent de ce fourré à gauche ?

LE NÉOPHYTE.

C'est le chœur des bouchers, monsieur le Comte.

CHOEUR DES BOUCHERS.

La hache et le couteau, voilà nos armes ; l'abattoir, c'est notre vie. Il nous importe peu d'égorger des bêtes ou des seigneurs.

Enfants de la force et du sang, nous ne connaissons que la force et le sang. Nous sommes à qui a besoin de nous. Pour les seigneurs, nous égorgeons les bœufs ; pour le peuple, nous égorgeons les seigneurs.

La hache et le couteau, voilà nos armes ; l'abattoir, c'est notre vie. Abattons, abattons, abattons !

LE COMTE.

J'aime ceux-là ; au moins ils ne parlent ni de l'honneur ni de la philosophie. Bonsoir, madame.

LE NÉOPHYTE.

Vous vous oubliez..... Dites donc citoyenne ou femme libre, monsieur le Comte.

LA FEMME.

Que signifie ce titre ? D'où vient-il, celui-là ? Fi ! fi ! tu sens la vieillesse, l'ancien régime.

LE COMTE.

Ma langue a fait faux bond.

LA FEMME.

Je suis comme toi, indépendante, femme libre. A la société qui m'a donné ces droits je distribue mon amour, je fais don de mes charmes.

LE COMTE.

La société t'a aussi donné ces bagues, ce collier d'améthistes ? O trois fois bien faisante et généreuse société !

LA FEMME.

Non ; ces bagatelles, je les ai eues de mon mari, quand je n'avais pas encore ma liberté. Je dis mon mari, c'est-à-dire mon ennemi, l'ennemi de la liberté, celui qui me tenait à l'attache.

LE COMTE.

Je te souhaite bonne promenade, citoyenne. (*Il revient sur ses pas.*) Quel est ce soldat appuyé sur un sabre à deux tranchants ? Il a sur sa coiffure une tête de mort, une seconde sur la dragonne de son sabre ; sur ses bagues il y en a aussi d'incrustées. N'est-ce pas le célèbre Bianchetti (1), aujourd'hui condottiere des

(1) Bianchetti est le type de ces guerriers cosmopolites qui portent leur épée au service de toutes les causes, toujours prêts à passer dans le parti qui servira le mieux leurs intérêts. Tous les pays en révolution, et la Pologne surtout, ont connu de ces aventuriers militaires.

peuples, comme jadis il a été condottiere des princes et des gouvernements ?

LE NÉOPHYTE.

C'est le même, monsieur le Comte, arrivé chez nous depuis une semaine.

LE COMTE.

Qui vous rend si pensif, général ?

BIANCHETTI.

Citoyen, regardez là-bas, au bout de cette allée de platanes ; regardez bien, et vous allez apercevoir un château sur la montagne. A l'aide de ma lunette, je vois parfaitement les murailles, les remparts et quatre bastions.

LE COMTE.

Il sera difficile à prendre.

BIANCHETTI.

Mille millions de rois ! on peut l'entourer, creuser des souterrains, des galeries couvertes, et....

LE NÉOPHYTE, *lui faisant signe des yeux.*

Citoyen général.

LE COMTE.

Sens-tu sous mon manteau la détente de mon pistolet ?

LE NÉOPHYTE, *à part.*

Aïe ! aïe ! (*Haut.*) Et comment avez-vous arrangé cela, général ?

BIANCHETTI, *pensif.*

Quoique vous soyez mes frères par la liberté, vous ne l'êtes point par le génie. Après la victoire, chacun connaîtra mes plans. (*Il s'en va.*)

LE COMTE, *au néophyte.*

Je vous conseille de le tuer, celui-là, car c'est ainsi que commence une aristocratie.

UN OUVRIER.

Malédiction ! malédiction !

LE COMTE.

Que fais-tu sous cet arbre, pauvre homme ? Pourquoi tes yeux sont-ils troublés et hagards ?

L'OUVRIER.

Anathème sur les marchands, sur les directeurs de fabriques ! Mes plus belles années, les années pendant lesquelles les autres aiment les jeunes filles et font l'amour, se battent sur le champ de bataille ou naviguent sur les mers, je les ai passées, moi, dans une affreuse cahute, près d'un atelier de soieries.

LE COMTE.

Vide donc cette coupe, que tu tiens dans tes mains.

L'OUVRIER.

Je n'ai plus de forces pour la porter à mes lèvres. C'est à peine si j'ai pu me traîner jusqu'ici. Pour moi, le jour de la liberté a fini de luire. Anathème aux marchands qui vendent la soie, et aux seigneurs qui la portent ! Anathème ! anathème ! (*Il meurt.*)

LE NÉOPHYTE.

Quel hideux cadavre!

LE COMTE.

Poltron de la liberté, citoyen néophyte, regarde maintenant cette tête sans vie, que les rayons sanglants du soleil couchant éclairent encore. Que sont à présent pour lui vos grands mots, vos promesses, votre égalité? Voilà le bonheur et la perfection du genre humain!

LE NÉOPHYTE, *à part*.

Que tu crèves bientôt aussi, toi! et que ton corps, déchiré par morceaux, serve de pâture aux chiens! (*Haut.*) Laissez-moi aller maintenant; il faut que je rende compte de mon message.

LE COMTE.

Tu diras que, te croyant un espion, je t'ai retenu. Mais les échos du festin s'affaiblissent et s'éteignent. Nous n'avons plus devant nous que des sapins et des pins qu'enveloppent déjà les ombres de la nuit.

LE NÉOPHYTE.

Des nuages, là-bas, s'amoncellent et passent lentement au-dessus des arbres, un orage semble se préparer; vous feriez bien de retourner près de vos gens, qui depuis longtemps vous attendent dans le val de Saint-Ignace.

LE COMTE.

Tu t'inquiètes pour moi mal à propos, mon cher juif. Retournons. Je veux encore de nuit voir les citoyens.

VOIX ENTRE LES ARBRES.

Fils de Cham (1), dis bonsoir au vieux soleil.

VOIX A DROITE.

A ta santé, notre ancien ennemi, toi qui nous poussais au travail et à la fatigue! Demain, à ton lever, tu trouveras tes esclaves buvant et mangeant à côté de la viande et des tonneaux. A présent, va-t'en au diable, coupe maudite!

LE NÉOPHYTE.

Voici une bande de paysans.

LE COMTE.

Tu as beau faire, tu ne t'échapperas pas. Reste derrière cet arbre et sois muet.

CHOEUR DES PAYSANS.

En avant! en avant! courons sous les tentes rejoindre nos frères. En avant! en avant! courons dormir à l'ombre de ces pins. Là, nous causerons en paix; là, les filles nous attendent; là, il y a des bœufs tués, les anciens attelages des char-rués nous attendent pour les manger.

UNE VOIX.

J'ai beau le traîner, le tirer, il résiste, il se fâche. Marche donc, marche.

(1) La race de Cham a toujours passé, on le sait, pour une race déshéritée. Les seigneurs appelaient leurs vassaux *fils de Cham*. Le poète nous montre ici des paysans révoltés qui rappellent à un gentilhomme devenu leur captif l'injure qu'il leur a si peu épargnée.

LA VOIX D'UN SEIGNEUR.

Pitié! pitié! mes enfants.

UNE AUTRE VOIX.

Rends-moi mes journées de corvée.

TROISIÈME VOIX.

Ressuscite donc mon fils que tu as fait *knouter* à mort.

QUATRIÈME VOIX.

Les fils de Cham boivent à ta santé, monseigneur. Ils te demandent pardon et excuse.

CHOEUR DES PAYSANS ; *ils repassent.*

Ce vampire a sucé notre sang, s'est engraisé de nos sueurs. Maintenant que nous le tenons, nous ne le lâcherons pas. Par le diable, tu vas mourir haut et court, comme doit mourir un seigneur, un grand seigneur! Tu seras élevé au-dessus de nous. Mort aux seigneurs et aux tyrans! Pour nous, qui sommes pauvres, qui avons faim, qui sommes fatigués, manger, boire et dormir, voilà ce qu'il nous faut. Vos cadavres, messeigneurs, seront couchés aussi nombreux que des gerbes de blé dans les champs. Vos châteaux seront brûlés comme des bottes de paille. De par nos faux, nos haches et nos fléaux, frères, en avant!

LE COMTE.

A travers cette foule il m'a été impossible de voir sa figure.

LE NÉOPHYTE.

C'est peut-être un de vos amis ou un de vos parents.

LE COMTE.

Quel qu'il soit, je le méprise, et vous, je vous déteste. Bah! la poésie peut-être un jour dorera tout cela. En avant, juif, marche, marche donc!

(Ils entrent dans les broussailles.)

Une autre partie de la forêt. — Des feux sur un monticule. — Des hommes réunis avec des flambeaux.

LE COMTE, *en bas, sortant du fourré avec le néophyte.*

Les branches et les épines ont mis en lambeaux mon bonnet de liberté. Qu'est-ce donc que ces feux rougeâtres que j'aperçois sur ces deux bisières de la forêt, au milieu des ténèbres?

LE NÉOPHYTE.

Nous nous sommes égarés en cherchant le val de Saint-Ignace. Rentrons dans les broussailles; c'est ici que Léonard consacre le culte de la nouvelle religion.

LE COMTE, *avançant.*

En avant donc! c'est là ce que j'ai voulu voir; ne crains rien, personne ne nous reconnaîtra.

LE NÉOPHYTE.

Avançons doucement et avec précaution.

LE COMTE.

Partout les ruines du colosse qui avant de crouler a duré plusieurs siècles. Pi-

liers et colonnettes, ogives et chapiteaux, statues avec vos piédestaux, corniches et bandeaux dorés, rosaces des plafonds, comme vous voilà brisés et bouleversés ! Sous mes pieds, je sens craquer des morceaux de vitres et de glaces. Que vois-je dans l'ombre ? Mais de nouveau tout est noir. Ah ! ce sont des arcades écroulées, des grilles tordues, ployées, renversées. Des ruines partout ! Un reflet de lumière me montre un guerrier dormant couché sur la moitié d'une tombe. Où suis-je donc, juif ?

LE NÉOPHYTE.

Pendant quarante jours et quarante nuits, nos gens ont beaucoup travaillé. Ils viennent de détruire là la dernière église ; nous traversons maintenant le cimetière.

LE COMTE.

Vos chants, hommes nouveaux, résonnent amèrement à mes oreilles. Devant moi, derrière moi, à mes côtés, passent et repassent des ombres noires et des lueurs étranges. Poussées par les vents, ces ombres se promènent sur la foule comme des esprits vivants.

UN PASSANT.

Au nom de la liberté, je vous salue.

UN AUTRE.

Par la mort des seigneurs, je vous salue.

UN TROISIÈME.

Pourquoi donc ne vous dépêchez-vous pas ? Les prêtres de la liberté ont déjà là-bas entonné leurs chants.

LE NÉOPHYTE.

Impossible de reculer maintenant ; il nous faut avancer ; de tous côtés l'on nous pousse.

LE COMTE.

Quel est ce jeune homme debout sur les décombres d'un autel ? A ses pieds, trois feux sont allumés. Au milieu des nuages de fumée, sa figure se détache, éclairée par des reflets rougeâtres ; sa voix ressemble à celle d'un fou.

LE NÉOPHYTE.

C'est Léonard, le prophète inspiré de la liberté (1). Autour de lui sont nos prêtres : philosophes, poètes, artistes, puis leurs filles et leurs amantes.

LE COMTE.

Ah ! c'est là votre aristocratie ? Montre-moi donc maintenant celui qui t'a envoyé près de moi.

LE NÉOPHYTE.

Je ne le vois pas ici.

LÉONARD.

Que mes lèvres embrasées se posent sur ses lèvres, que nos bras voluptueuse-

(1) Dans Léonard est personnifiée l'impuissance de l'homme qui veut fonder par lui-même une religion. Le culte qu'il prêche est un monstrueux chaos. Il est permis de croire que le poète a voulu réunir dans cette figure des traits communs à plusieurs utopistes modernes. Dans la *femme libre* que Léonard presse dans ses bras on reconnaît un des rêves du saint-simonisme.

ment l'étreignent, cette fille belle, indépendante et libre, nue, ayant mis bas tous vêtements, tous préjugés ; cette fille, mon amante, choisie parmi les filles de la liberté !

LA VOIX DE LA FILLE.

Je vole dans tes bras, ô mon bien-aimé !

UNE AUTRE VOIX.

Regarde, vers toi je tends mes bras. Je tombe dans mon ivresse, dans mon délire je me roule sur les dalles, ô toi que j'aime !

LE COMTE.

Les cheveux épars, la poitrine haletante, elle se cramponne sur les décombres au milieu des convulsions.

LE NÉOPHYTE.

Cela se passe ainsi toutes les nuits.

LÉONARD.

A moi, à moi délices et béatitudes que j'ai rêvées ! à moi, fille de la liberté ! Tu tressailles dans tes élans divins. O inspiration ! embrase mon âme. Vous tous, écoutez-moi ; je vais prophétiser.

LE COMTE.

La malheureuse laisse tomber sa tête ; elle s'évanouit.

LÉONARD.

Tous deux nous sommes l'image du genre humain, mais libre et ressuscitant dans sa gloire. Regardez : nous voilà debout sur les décombres, sur les ruines du passé. Nous avons posé notre pied sur le vieux Dieu. Gloire à nous ! nous l'avons anéanti ; aujourd'hui il n'est plus que poussière. Son esprit a été vaincu par le nôtre ; son esprit est descendu dans le néant.

CHOEUR DES FEMMES.

Bienheureuse, bienheureuse l'amante du prophète ! Nous autres, en bas, sommes jalouses de sa gloire.

LÉONARD.

J'annonce un monde nouveau ; à un nouveau dieu je donne le ciel. Seigneur, dispensateur suprême du bonheur et des plaisirs, Dieu du peuple, que chaque victime de notre haine, que chaque cadavre de tyran devienne ton autel ! C'est dans un océan de sang que se noieront les vieilles larmes et les souffrances du genre humain. A partir d'aujourd'hui, sa vie sera le bonheur ; son droit, l'égalité ; et celui qui voudrait en créer d'autres, à celui-là la corde et l'anathème !

CHOEUR D'HOMMES.

Cet édifice de l'oppression et de l'orgueil s'est enfin écroulé. A celui qui oserait soulever un seul fragment de ces décombres, à celui-là la mort et l'anathème !

LE NÉOPHYTE, *à part*.

Blasphémateurs de Jéhovah, trois fois je crache sur vous, sur votre perte !

LE COMTE.

O mon aigle ! réalise tes promesses, et sur leurs ossements je bâtirai pour le Christ une nouvelle église.

VOIX DIVERSES.

Liberté! bonheur! Hourra! hourra! hourra!

CHOEUR DES PRÊTRES.

Où sont maintenant les seigneurs? où sont les rois qui naguère se promenaient, pleins de colère et d'orgueil, avec leurs sceptres et leurs couronnes?

UN ASSASSIN.

Moi, j'ai tué le roi Alexandre.

UN AUTRE ASSASSIN.

Moi, le roi Henri.

UN TROISIÈME.

Moi, le roi Emmanuel.

LÉONARD.

Marchez sans peur, assassins, sans remords; car vous êtes les élus des élus, vous êtes saints au milieu des plus saints, vous êtes les martyrs, les héros de la liberté!

CHOEUR DES ASSASSINS.

Nous irons pendant la nuit noire, le poignard en main; nous irons, nous irons!

LÉONARD.

Réveille-toi, mon adorée! (*On entend le tonnerre.*) Répondez donc à ce dieu vivant qui vous parle!... Entonnez vos chants... Suivez-moi tous. Encore une fois nous allons faire le tour et fouler sous nos pieds l'église du dieu mort!... Et toi, lève ta tête, réveille-toi!

LA FILLE.

Pour toi et pour ton dieu, je brûle d'amour! Au monde entier je donnerai mon amour. Je brûle, je brûle d'amour!

LE COMTE.

Mais quelqu'un lui barre le chemin, tombe à ses genoux et prononce en gémissant quelques mots.

LE NÉOPHYTE.

Je le vois, c'est le fils du célèbre philosophe.

LÉONARD.

Que désires-tu, Hermann?

HERMANN.

Archiprêtre, sacre-moi pour être assassin.

LÉONARD, *s'adressant aux prêtres.*

Donnez-moi l'huile, le poignard et le poison. (*A Hermann.*) C'est avec l'huile qui a sacré les rois que je sacre pour la perte des rois. Je te mets entre les mains l'arme des anciens chevaliers et des seigneurs, mais c'est pour leur perte. A ta poitrine je suspends un flacon plein de poison, c'est pour qu'il ronge et brûle les entrailles des tyrans là où ton fer ne pourra se faire jour. Va maintenant, et, par tout le globe, frappe et détruis les anciennes races.

LE COMTE.

Le voilà parti maintenant à la tête de sa bande; il se dirige vers la colline.

LE NÉOPHYTE.

Sortons d'ici.

LE COMTE.

Non, je veux voir la fin de ce rêve.

LE NÉOPHYTE, *à part*.

Je crache trois fois sur toi. (*Au comte.*) Léonard pourrait nous reconnaître, monsieur le Comte; regardez l'horrible couteau pendu à sa poitrine!

LE COMTE.

Couvre-toi de mon manteau. Quelles sont ces femmes qui dansent?

LE NÉOPHYTE.

Des princesses et des comtesses qui, en abandonnant leurs maris, ont embrassé notre foi.

LE COMTE.

Femmes, anges que j'ai servis, aimés!... Mais la foule l'entoure et le cache. Au bruit de la musique, je reconnais qu'il s'éloigne. Suis-moi, suis-moi, nous verrons mieux de là. (*Il monte sur un débris de muraille.*)

LE NÉOPHYTE.

Aïe! aïe! chacun va nous voir.

LE COMTE.

Je l'aperçois encore. D'autres femmes le suivent, pâles, égarées, en proie aux convulsions. Le fils du philosophe écume et brandit son poignard. Ils s'approchent maintenant des ruines de la tour du nord. Ils s'arrêtent; ils dansent sur les décombres, ils arrachent les arceaux. Sur les autels ils jettent le feu et les croix brisées. Le feu s'allume, les colonnes de fumée s'élèvent en tourbillons. Malheur à vous! malheur!

LÉONARD.

Malheur aux hommes qui maintenant se courbent encore devant le dieu mort!

E COMTE.

Les vagues noires de la foule se retournent, se replient et se dirigent vers nous.

LE NÉOPHYTE.

O Abraham!

LE COMTE.

O mon aigle! n'est-ce pas que mon heure n'est pas encore venue?

LE NÉOPHYTE.

Nous sommes perdus!

LÉONARD, *l'arrêtant*.

Qui es-tu, frère, avec un visage si hautain? Pourquoi n'es-tu pas avec nous?

LE COMTE.

J'ai appris votre soulèvement, et j'accours de loin. Je suis l'assassin du club espagnol. C'est d'aujourd'hui seulement que je suis arrivé.

LÉONARD.

Et cet autre, pourquoi se cache-t-il dans son manteau?

LE COMTE.

C'est mon frère cadet. Il a juré de ne montrer à tous son visage que lorsqu'il aurait déjà tué au moins un baron.

LÉONARD.

Et toi, de la mort de quel personnage te vantes-tu?

LE COMTE.

Ce n'est que deux jours avant mon départ que mes frères m'ont sacré.

LÉONARD.

Et alors qui penses-tu tuer?

LE COMTE.

Toi le premier, si tu nous deviens infidèle.

LÉONARD.

Frère, prends pour cela mon stylet.

LE COMTE.

Frère, le mien suffira.

DES VOIX.

Vive Léonard ! vive l'assassin du club espagnol !

LÉONARD.

Tu viendras demain à la tente du citoyen généralissime.

CHOEUR DES PRÊTRES.

Notre bête, nous te saluons au nom de la liberté. Dans tes mains se trouve une partie de notre salut. Qui combat sans cesse assassine sans faiblesse ; qui nuit et jour croit à la victoire, celui-là est sûr de vaincre. *(Ils passent.)*

CHOEUR DES PHILOSOPHES.

Nous avons tiré de l'enfance le genre humain, du fond des ténèbres nous avons fait jaillir la vérité ; toi, combats pour elle, pour elle assassine, et au besoin donne ta vie ! *(Ils passent.)*

LE FILS DU PHILOSOPHE.

Camarade, frère, dans le crâne d'un vieux saint, je bois à ta santé : au revoir ! *(Il jette le crâne.)*

UNE FILLE, *dansant.*

Tue pour moi le prince Jean.

UNE AUTRE.

Et pour moi le comte Henri.

LES ENFANTS.

Nous te demandons une tête d'aristocrate.

D'AUTRES ENFANTS.

Bonheur et bonne chance à ton stylet.

CHOEUR DES ARTISTES.

Sur les ruines gothiques nous bâtirons une nouvelle église, un nouveau temple. Il n'y aura ni statues ni images ; les voûtes seront hérissées de poignards ; les piliers seront portés par huit têtes d'hommes. Les chapiteaux ressembleront à

des chevelures laissant ruisseler le sang. Un seul autel avec un seul symbole : le bonnet de la liberté. Hourra !

D'AUTRES VOIX.

Allons, allons ! l'aube blanchit.

LE NÉOPHYTE.

Nous allons finir par être pendus à la potence.

LE COMTE.

Tais-toi, juif. Ils vont à la suite de Léonard et ne font plus attention à nous. Pour la dernière fois j'embrasse avec mon âme toutes ces pensées, je plonge avec mon esprit dans ce chaos s'élevant du fond des temps, du sein des ténèbres, pour me renverser moi et les miens. Mes pensées que pousse le désespoir, que torture la douleur, ont pris une force nouvelle. J'avais besoin de cet horrible spectacle. Dieu, donne-moi la force que tu ne m'as jamais refusée ; donne-moi une parole à l'aide de laquelle je puisse dompter ce monde qui lui-même s'ignore, et cette parole sera la poésie de l'avenir tout entier.

VOIX DANS L'AIR.

Tu composes un drame.

LE COMTE.

Merci de ton avertissement. Haine alors pour les cendres profanées de mes pères ! anathème sur les nouvelles générations ! elles m'entourent de leurs gouffres, mais elles ne m'y entraîneront pas. O mon aigle, mon aigle, tiens ta promesse ! Descendons maintenant dans le val de Saint-Ignace.

LE NÉOPHYTE.

Voici le jour, je n'irai pas plus loin.

LE COMTE.

Mets-moi sur le chemin, je te laisserai après.

LE NÉOPHYTE.

Où voulez-vous donc m'entraîner, parmi ces brouillards, au milieu des épines et des cendres ? laissez-moi, je vous en supplie.

LE COMTE.

En avant, en avant ! marche, descends avec moi. Derrière nous s'éteignent les derniers chants du peuple ; c'est à peine si l'on aperçoit encore çà et là quelques torches. Au milieu de ces brouillards tout blancs et de ces arbres mouillés par l'humidité de la nuit, n'aperçois-tu pas les ombres du passé, n'entends-tu pas des voix plaintives ?

LE NÉOPHYTE.

Le brouillard enveloppe tout ; descendons plus bas.

CHOEUR DES ESPRITS, *dans la forêt.*

Pleurons sur le Christ que l'on a chassé, que l'on a tué. Où est notre Dieu, où est son église ?

LE COMTE.

Vite aux armes ! courons au combat. Je vous le rendrai, moi ; sur des milliers de croix je crucifierai ses ennemis.

CHOEUR DES ESPRITS.

Sur les tombes, sur les autels, nous avons veillé ; sur nos ailes nous portions aux fidèles l'écho sonore des cloches, nos voix étaient les accords harmonieux des orgues ; nous étions dans les reflets des vitraux de cathédrale, dans les ombres des colonnes, dans l'éclat doré de la sainte coupe, dans la bénédiction et la blancheur de la sainte hostie. Tout cela était notre vie ; à présent, qu'allons-nous devenir ?

LE COMTE.

Il commence à faire jour ; leurs formes s'évanouissent dans les rayons argentés de l'aube.

LE NÉOPHYTE.

Votre chemin est par ici ; là c'est le commencement du vallon.

LE COMTE.

Ah ! maintenant Jésus et mon sabre ! (*Jetant bas son bonnet dans lequel il a mis de l'argent.*) Prends pour souvenir la chose et l'emblème ; ils vont ensemble.

LE NÉOPHYTE.

Vous m'avez donné votre parole, monsieur le Comte, pour la sûreté de celui qui aujourd'hui à minuit...

LE COMTE.

Un gentilhomme de vieille souche n'a qu'une parole : Jésus et mon sabre !

DES VOIX DANS LES BROUSSAILLES.

Marie est notre sabre ! Vive notre seigneur !

LE COMTE.

Adieu, citoyen. Maintenant à moi les miens, à moi les miens ! Jésus et Marie !

Nuit. — Broussailles. — Arbres.

PANGRACE, à ses gens.

Couchez-vous ici et ne faites pas de bruit. Évitez soigneusement de battre le briquet, même pour allumer votre pipe. Au premier coup de pistolet, accourez à mon secours ; sinon attendez jusqu'au jour.

LÉONARD.

Citoyen, une dernière fois encore je te conjure...

PANGRACE.

Tapis-toi au pied de ce sapin et dors.

LÉONARD.

Laisse-moi au moins t'accompagner. C'est un seigneur, un aristocrate, un homme auquel il n'y a pas à se fier.

PANGRACE, lui faisant signe de rester.

La vieille noblesse a rarement manqué à sa parole.

Vaste salle. — Portraits de dames et de chevaliers. Au fond, un pilier auquel est suspendu un bouclier portant des armoiries. — Le Comte est assis à une table de marbre. — Une lampe, des pistolets, un sabre et une montre placés devant lui. — En face une autre table avec des coupes en argent et des amphores.

LE COMTE, *seul.*

Jadis, à la même heure, au milieu de pareils dangers et de pensées semblables aux miennes, le dernier des Brutus vit son mauvais génie. Je m'attends à une vision de la même nature. Dans un moment, je verrai devant moi un homme qui n'a pas d'ancêtres, qui n'a pas de nom, qui n'a pas d'ange gardien, un homme qui sort du néant et commencera peut-être l'époque, si je ne l'écrase, si je ne le repousse dans le néant d'où il est sorti. Mes pères, inspirez-moi ce qui vous a rendus les maîtres du monde; replacez dans ma poitrine vos cœurs de lion; que la majesté et l'austérité de vos fronts viennent ceindre une tête soumise; que la foi en Jésus-Christ et en son église, une foi brûlante et aveugle, la source de vos hauts faits sur la terre et de votre espérance dans les cieux, se rallume en moi, et je porterai le fer et la flamme au milieu de ces fils de la terre, moi, fils de cent générations d'hommes, le dernier héritier de la pensée de vos vertus et de vos fautes. (*Minuit sonne.*) Maintenant je suis prêt.

UN DOMESTIQUE ARMÉ, *entrant.*

Excellence, l'homme que l'on attendait est arrivé et demande à être introduit.

LE COMTE.

Qu'il entre.

PANCRACE, *entrant.*

J'ai l'honneur de vous saluer, monsieur le Comte. Ce titre de *comte* sonne à mon oreille d'une bien étrange façon.

(Il s'assoit, dépose sur un fauteuil son manteau et son bonnet de liberté, puis jette un regard sur le pilier auquel sont suspendues des armoiries.)

LE COMTE.

Je vous remercie de vous être fié aux pénates de ce manoir. Fidèle aux coutumes nationales, je bois à votre santé. (*Il lui offre une coupe.*)

PANCRACE.

Si je ne me trompe, cet emblème rouge et bleu s'appelle des armoiries dans le langage des morts. Ces hochets disparaissent déjà de la surface de la terre.

(Il prend la coupe et boit.)

LE COMTE.

Ils ne tarderont pas à reparaitre, Dieu aidant.

PANCRACE.

Voilà ce que j'appelle répondre en gentilhomme de la vieille roche, toujours sûr de son fait, orgueilleux, opiniâtre, bouffi d'espérance, quoique n'ayant plus ni sou ni maille, ni armes ni soldats, croyant ou feignant de croire en Dieu, parce qu'ils n'ont plus de foi en eux-mêmes. Mais montrez-moi un petit bout de ces foudres dont vous me menacez; faites-moi voir ces légions d'anges qui doivent descendre du ciel pour nous faire lever le siège.

LE COMTE.

Vous vous moquez, l'athéisme est une formule vieillie ; j'espérais de vous quelque chose de mieux.

PANCRACE.

Ma formule est plus vaste et plus profonde que la vôtre. Les cris de douleur et de désespoir qui partent de milliers d'hommes, la faim des ouvriers, la misère des paysans, la souffrance de l'humanité entière emprisonnée dans ses préjugés, exténuée de doute et de crainte, enchaînée dans des habitudes bestiales, voilà mon symbole de foi. Pour aujourd'hui, mon dieu, c'est ma pensée ; cette pensée est tout mon pouvoir, et ce pouvoir donnera aux hommes du pain et de la gloire pour toujours.

LE COMTE.

Et ma force, à moi, vient de ce Dieu qui donna le pouvoir à mes pères.

PANCRACE.

Et cependant vous n'avez fait que servir le diable ; vous avez été son jouet. Mais laissons ces discussions aux théologiens. s'il en existe encore un seul dans ces contrées. Au fait, au fait, monsieur le Comte.

LE COMTE.

Que voulez-vous de moi, vous, sauveur des peuples, *citoyen-dieu* ?

PANCRACE.

Je viens ici, parce que d'abord j'ai voulu faire votre connaissance, et ensuite parce que je tiens à vous sauver.

LE COMTE.

Merci pour le premier ; quant à mon salut, fiez-vous-en à ce sabre.

PANCRACE.

Votre Dieu ! votre sabre ! fantômes que tout cela ! Mais des milliers de voix ont déjà sur vous crié : Anathème ! Mais vous voilà entouré de milliers de bras prêts à vous saisir. Et qu'est-ce qu'il vous reste ? Quelques arpents qui suffisent à peine à vous y enterrer. Comment pourriez-vous résister ? Dans quel état est votre artillerie ? Où sont vos vivres, où sont vos munitions de guerre ? et, par-dessus tout, où est votre valeur ? Si j'étais à votre place, je saurais ce qu'il me reste à faire.

LE COMTE.

Je vous écoute toujours, et vous voyez avec quelle patience.

PANCRACE.

Eh bien ! moi, comte Henri, je dirais à Pancrace : Alliance, soit ! Je congédie mon armée, et je conserve mon titre de comte et mes biens dont vous, Pancrace, me garantirez la possession.

Quel âge ?

LE COMTE.

Trente-six ans.

PANCRACE.

Une quinzaine d'années à vivre tout au plus, car des hommes comme vous ne vivent pas longtemps. Votre enfant est plus près du tombeau que de la puberté. Une seule exception ne nuira en rien à l'ensemble. Restez donc le dernier des comtes dans cette contrée ; réglez paisiblement dans votre manoir ; faites peindre

les portraits de vos ancêtres, sculpter leurs armes, et abandonnez-nous les misérables de votre caste : laissez passer la justice du peuple. A votre santé, le dernier des comtes !
(*Il vide une autre coupe.*)

LE COMTE.

Tes paroles sont autant d'injures. Croirais-tu par hasard pouvoir m'attacher à ton char triomphal ? Assez, Pancrace, assez ! Je ne puis te répondre d'une manière convenable ; la providence de ma parole veille sur toi.

PANCRACE.

Parole de chevalier ! honneur chevaleresque ! vous déroulez là des chiffons usés, fanés, qu'on distingue à peine au milieu des couleurs brillantes de la bannière humanitaire. Oh ! je te connais ; je te maudis ! Plein de vie, tu épouses un cadavre ! tu voudrais croire encore aux castes, aux reliques, au mot de PATRIE ! Mais, dans le fond de ton âme, tu reconnais que tes frères ont mérité la peine, et avec la peine l'oubli.

LE COMTE.

Et vous et les vôtres, qu'avez-vous mérité ?

PANCRACE.

La victoire et la vie. Je ne connais qu'une seule loi devant laquelle je m'incline, cette loi qui force le monde de passer d'une sphère dans l'autre. Elle est destructive de votre existence, et vous crie par ma bouche : O vous tous, vieilliss, pourris, repus, pleins de mangeaille et de boisson et de vers rongeurs, faites place à ceux qui sont jeunes, affamés et robustes ! Mais je voudrais te sauver, toi seul.

LE COMTE.

Puisse le ciel te confondre avec ta pitié ! Je te connais aussi, toi et ton monde ; j'ai visité pendant la nuit ton camp ; j'ai vu la danse des fous de cette foule dont les têtes te servent de marchepied. J'y ai reconnu tous les crimes du vieux monde habillés à neuf, entonnant une chanson nouvelle, mais qui finira par ce refrain séculaire : De la chair, de l'or et du sang ! Mais tu n'y étais pas, tu ne daignais pas descendre au milieu de tes enfants, car tu les méprises du fond de ton âme. Quelques moments encore, et, si tu ne deviens fou, tu te mépriseras toi-même.

(*Il s'assoit sous ses armoiries.*)

PANCRACE.

Mon monde n'est pas encore développé dans la réalité, c'est vrai. Ce géant n'a pas encore atteint le terme de sa croissance, il a besoin de nourriture, de bien-être ; mais les temps viendront où ce monde aura la conscience de soi-même, où il dira : *Je suis*, et il n'y aura pas dans l'univers entier d'autre voix en état de répondre : Je suis aussi.

LE COMTE.

Et ensuite ?

PANCRACE.

De la race que je représente ici, que je personnifie dans ma propre force, il naîtra une autre race, la dernière, la plus grande et la plus forte. La terre n'a encore jamais vu de tels hommes. Ils seront libres, ils seront les maîtres du globe, qui lui-même ne formera qu'une ville florissante, une maison de bonheur, un atelier d'industrie et de richesse.

LE COMTE.

Ta voix ment, et c'est en vain que ta figure immobile et pâle s'efforce de singer l'inspiration. Tu en es incapable.

PANCRACE.

Ne m'interromps pas, car des milliers d'hommes me demandaient à genoux de ces paroles, et j'en ai été avare.

Alors dans ce monde d'avenir résidera un dieu qui ne mourra plus, un dieu que les siècles, à force de labeur et de souffrance, finiront par dévoiler, un dieu arraché du ciel par ses enfants qu'il avait dispersés sur la terre, qui ont grandi et qui ont droit à la possession de la vérité. Le dieu de l'humanité va se révéler.

LE COMTE.

Il y a des siècles que ce dieu s'est révélé à nous, et l'humanité est déjà sauvée par lui.

PANCRACE.

Qu'il se réjouisse donc d'un pareil salut apporté aux hommes, de la misère de deux mille ans qui se sont écoulés depuis qu'il est mort sur la croix !

LE COMTE.

Blasphémateur, j'ai vu cette croix, je l'ai vue au centre de la vieille Rome, de l'éternelle Rome, sur les débris d'une puissance plus grande que la tienne, et des centaines de têtes de dieux tels que les tiens gisaient tout autour dans la poussière, meurtris et foulés aux pieds, n'osant pas lever leurs yeux vers le Christ. Et lui, il était debout sur les hauteurs, ses saints bras étendus vers l'orient et vers l'occident, son front sacré noyé dans les feux du soleil, et l'on voyait bien que c'était lui le Seigneur du monde.

PANCRACE.

Histoire à dormir debout ! vieux conte vide comme le claquement de ces vieilles armures ! (*Il secoue un trophée de vieilles armures.*) Mais je lis dans tes pensées ; écoute-moi : si tu es capable de t'élancer dans l'infini, si tu aimes la vérité et que tu la cherches sincèrement, si tu te sens créé à l'image de l'humanité et non pas à l'image d'un comte, écoute : ne laisse pas passer ce moment de salut. Je te parle pour la dernière fois. Si tu es ce que tu me parais être, lève-toi, quitte cette maison et suis-moi.

LE COMTE.

Frère cadet du vieux serpent ! (*Il se lève et se promène. A lui-même.*) Non, ce sont des rêves qui ne pourront jamais se réaliser. Le premier homme est mort dans le désert ; nous ne rentrerons plus au paradis.

PANCRACE, à part.

J'ai touché au défaut de la cuirasse, j'ai fait vibrer le nerf de la poésie, le nerf le plus sensible de son cœur.

LE COMTE.

Le progrès, le bonheur de l'humanité, moi aussi j'y croyais ! — Ah ! prenez ma tête pourvu que... mais non, c'en est fait ! Il y a des siècles, il n'y a que cent ans peut-être, par un mutuel accord... mais aujourd'hui toute transaction est impossible, je le sens... Il faut s'égorger mutuellement, car il ne s'agit plus désormais pour vous que d'un changement de castes.

PANCRACE.

Malheur aux vaincus ! répétez le cri : Malheur aux vaincus ! et soyez avec nous des vainqueurs !

LE COMTE.

As-tu si bien examiné la carte routière du pays mystérieux de l'avenir ? Le destin t'est-il apparu sous une forme visible, la nuit, à l'entrée de ta tente, pour te bénir de sa main gigantesque ? Ou bien as-tu entendu sa voix à midi, lorsque tout le monde dormait accablé de chaleur et que toi seul méditais, pour que tu m'oses menacer ainsi de la victoire future ? Homme d'argile comme moi, sujet voué à la première balle venue, esclave futur du premier coup de sabre bien appliqué !

PANCRACE.

Illusion, vaine illusion ! le plomb ne m'approche pas, et le fer ne me touchera pas tant qu'il existera un de vous qui ose me résister. Ce qui arrivera après ne vous regarde pas. (*L'horloge sonne.*) Écoute : le temps se moque de nous. Si tu es las de vivre, au moins sauve ton fils.

LE COMTE.

Le salut de son âme pure est assuré là-haut, et sur la terre il partagera le sort de son père. (*Il met sa tête dans ses mains.*)

PANCRACE.

Tu refuses et tu médites... (*Après une pause.*) C'est bien, la méditation convient à celui qui s'est placé à la porte du tombeau.

LE COMTE.

Arrière ! loin du mystère qui se passe maintenant dans les hauteurs de mon esprit, bien au delà de la sphère de tes pensées terrestres ! arrière ! reste dans ton monde de chair : libre à toi de le choyer, de le remplir de viande et de vin ; mais ne t'élève pas plus haut, et laisse-moi, laisse-moi.

PANCRACE.

Esclave d'une seule pensée, d'une seule forme, guerrier, poète et pédant, honte à toi !

Formes et pensées pour moi ne sont rien ; je les pétris, je les façonne comme bon me semble.

LE COMTE.

Impossible, tu ne me comprendras jamais, jamais ! car ton père et ton aïeul et tes ancêtres disparurent morts et enterrés dans la fosse commune avec la populace, comme des objets sans vie et sans valeur. Il n'y a pas eu parmi eux un seul homme, c'est-à-dire un seul être doué d'esprit immortel et par conséquent de force. (*Il montre à Pancrace les portraits de ses ancêtres.*) Regarde ces figures : une pensée patriarcale, une pensée patriotique, sociale, la pensée ennemie de la tienne, se lit dans les rides de ces fronts. Or, leur pensée est passée en moi ; elle vit en moi. Mais toi, homme, dis-moi où est ta terre natale ? Chaque soir, tu dresses ta tente sur les ruines d'une maison de ton prochain, et chaque matin tu la plies pour la faire rouler plus loin ! Jusqu'à présent, tu n'as pas réussi à trouver ton foyer domestique, et tu ne le trouveras pas tant qu'il existera cent hommes capables de s'écrier avec moi : Gloire à nos pères !

PANCRAÏE.

Oui, gloire à tes aïeux sur la terre et aux cieux ! En effet, il y a de quoi se glorifier ! regarde un peu.

Ce staroste que voilà faisait fusiller comme des moineaux de vieilles femmes sur les arbres, et tout vivants faisait griller les juifs. Celui-là avait un cachet et une signature, en qualité de chancelier qu'il était ; mais il s'en servait pour faire des faux, brûler des actes et des titres, acheter des juges, et, à l'aide du poison, il s'adjudgeait des héritages et des propriétés. Plus loin, ce beau brun à l'œil de feu violait tout bonnement les femmes de ses amis. Quant à celui-ci, c'est probablement pour avoir servi l'étranger qu'il porte le casque italien et l'ordre de la toison d'or. Cette dame pâle, aux magnifiques cheveux noirs, celle-là se prostituait à son laquais. Cette autre, en train de lire la lettre de son amant, attend la nuit avec impatience, et l'on devine pourquoi. Celle-ci, étendue sur son divan avec un épagneul à ses pieds, était une concubine de rois. Voilà la source de vos généalogies sans fin et sans tache ; mais j'aime ce gaillard-là au justaucorps vert : il ne faisait que s'enivrer du matin au soir avec des gentilsbommes ses frères, et envoyait les paysans en compagnie de ses chiens chasser le cerf. Folie et oppression partout : c'était là votre raison et votre force ! Cependant le jour du jugement approche, et je n'oublierai aucun des ancêtres, j'en prends l'engagement.

LE COMTE.

Tu te trompes, fils de roturier. Toi et les tiens n'existeriez plus, si nos ancêtres ne vous avaient nourris de leur pain, défendus de leur poitrine. Et lorsque d'un troupeau de bêtes et de brutes vous devîntes des créatures humaines, ils vous construisirent des églises et des écoles, partageant avec vous tout, excepté les dangers de la guerre, parce qu'ils savaient que vous n'êtes pas faits pour la guerre.

Ta parole, Pancraïe, se brise contre leur vieille gloire, comme jadis le glaive des païens se brisait contre leurs armures. Ta voix ne troublera même pas le repos de leurs cendres. Elle s'éteindra solitaire comme les hurlements d'un chien enragé qui court en chancelant et en répandant l'écume jusqu'à ce qu'il crève on ne sait où.

Et maintenant, mon hôte, il est temps que tu me quittes ; je te laisse aller libre.

PANCRAÏE.

Au revoir donc sur les remparts de la Sainte-Trinité, et lorsque vous n'aurez plus ni poudre ni balles !...

LE COMTE.

Eh bien ! nous nous rapprocherons jusqu'à la longueur de nos épées ! Au revoir !

PANCRAÏE.

Nous sommes deux aigles de la même espèce, mais ton nid est brûlé par la foudre. (*Il met son bonnet de liberté et s'enveloppe de son manteau.*) En passant ce seuil, je laisse ici la malédiction due à la vieillesse. Je te voue, toi et ton fils, à la destruction.

LE COMTE.

Holà ! Jacob. (*Jacob entre.*) Reconduisez cet homme aux avant-postes.

JACOB.

Que le Seigneur Dieu me vienne en aide !

(*Ils sortent.*)

IV.

Bottomless perdition.

MILTON.

Des bastions de la Sainte-Trinité aux cimes des rochers, à droite et à gauche, partout enfin s'étend un brouillard épais, pâle, immobile et silencieux (1); ombre immense comme l'océan qui jadis avait ses bords là où sont ces cimes noires et aiguës, et entr'ouvrait ses abîmes là où est la vallée que l'on ne voit pas, car le soleil n'est pas encore levé.

Toutes nues et debout sur cette île de granit se dressent les tours du château fort. Leurs larges fondations, scellées dans le rocher, attestent une œuvre du moyen âge. Ces masses imposantes appartiennent à la montagne comme le centaure appartient à son cheval. Planté sur la plus haute des tours, un étendard flotte seul dans l'atmosphère grisâtre.

Peu à peu l'obscurité s'éclaire, le silence se réveille. Dans la montagne déjà mugit le vent; les rayons du soleil courent, se précipitent à travers les nuages, et percent de leurs aiguilles d'or cette mer de brumes.

Aux voix de la nature se mêlent les voix humaines : portées par les vagues du brouillard, elles viennent, réveillant au loin les échos, se briser au pied des murs du château.

Çà et là le brouillard s'entr'ouvre, en laissant voir au bas de la vallée comme de noirs précipices.

Le soleil se lève; le brouillard de plus en plus s'écarte et laisse voir au fond de la vallée, au loin, partout, des flots de têtes noirs, aussi nombreux, aussi pressés que les rochers qui tapissent le fond de la mer.

Les nuages se fondent, se dissipent dans les rayons d'or, et, de moment en moment, les cris de la foule deviennent plus distincts, les objets se détachent et se voient mieux.

Les brouillards se sont tous élevés au-dessus des montagnes, et ont disparu dans l'azur de l'immensité; au fond de la vallée brillent maintenant des flots d'acier. De partout accourent des masses de peuple, comme pour le jugement dernier dans la vallée de Josaphat.

La cathédrale dans le château du Saint-Esprit. — Seigneurs, sénateurs; les dignitaires assis des deux côtés et chacun d'eux sous une statue de roi ou de chevalier. — Derrière les statues les masses compactes de la noblesse. — Au fond et devant le maître autel l'archevêque assis dans un fauteuil doré avec un glaive sur les genoux. — Derrière l'autel les chœurs des prêtres. — Le Comte est debout sur le seuil pendant un instant; puis il s'avance vers l'archevêque un étendard à la main.

CHOEUR DES PRÊTRES.

O père miséricordieux, nous t'implorons ici, dans la dernière église de ton

(1) Ce n'est pas sans dessein que l'écrivain polonais donne au paysage où va se passer le dernier acte du drame des proportions confuses et des limites indéfinies. Son but est de préparer la solennité du dénouement : le poète ne saurait trop agrandir la scène où il va faire paraître le Christ.

fiis Jésus-Christ, nous, tes derniers serviteurs. De nos ennemis délivre-nous, Seigneur.

PREMIER COMTE.

Voyez donc quel regard hautain il jette sur nous.

UN AUTRE COMTE.

Il s' imagine déjà avoir conquis le monde.

TROISIÈME COMTE.

Et il n'a fait que traverser de nuit un camp de paysans.

PREMIER COMTE.

Pour cent misérables qu'il a massacrés, il a perdu deux cents des siens.

DEUXIÈME COMTE.

Il nous faut empêcher sa nomination de généralissime.

LE COMTE HENRI, *s'agenouillant devant l'archevêque.*

A tes pieds je dépose ce drapeau que j'ai pris.

L'ARCHEVÊQUE.

A toi ce glaive, jadis béni par la main de saint Florian.

DES VOIX.

Vive, vive le comte Henri !

L'ARCHEVÊQUE.

Reçois aussi avec le signe de la sainte croix le commandement de ce château, notre dernière seigneurie. Au nom de tous, je te proclame généralissime.

LES VOIX.

Vivat ! vivat !

UNE VOIX.

Je proteste.

D'AUTRES VOIX.

Silence ! à la porte ! Vive le comte Henri !

LE COMTE HENRI.

Si l'un de vous a quelque reproche à me faire, qu'il paraisse, mais qu'il ne se cache pas au milieu de la foule. (*Silence.*) Mon père, je prends ce sabre, et que Dieu me punisse si par lui je ne vous sauve pas !

CHOEUR DES PRÊTRES.

Mon Dieu, donne-lui ta force, embrase-le de ton esprit saint. De nos ennemis délivre-nous, Seigneur !

LE COMTE HENRI.

Jurez tous maintenant que vous voulez défendre la foi et la gloire de vos ancêtres, que vous pourrez mourir de faim ou de soif, mais non de honte, que vous ne reconnaissez de loi que la loi divine, de maître que Dieu.

TOUS ENSEMBLE.

Nous le jurons ! (*L'archevêque s'agenouille et élève la croix. Tout le monde s'agenouille.*) Que le lâche, que le parjure, que le traître, soient frappés de la colère, ô Seigneur Dieu !

LE COMTE HENRI, *dégainant le glaive.*

A présent, je vous promets la gloire, mais c'est à Dieu qu'il vous faut demander la victoire.
(*Il sort entouré de la foule.*)

Une cour du château de la Sainte-Trinité. — Le comte Henri. — Comtes, barons, princes, prêtres.

UN COMTE, *prenant à part le comte Henri.*

Comment donc ! tout serait-il perdu ?

LE COMTE HENRI.

Non pas, à moins pourtant que le courage ne vous manque.

UN AUTRE COMTE.

Mais pendant combien de temps faut-il encore tenir ?

LE COMTE HENRI.

Jusqu'à la mort.

UN BARON, *prenant aussi à part le comte Henri.*

Comte, vous qui avez vu cet homme cruel, pensez-vous qu'il aura pitié de nous, si nous tombons entre ses mains ?

LE COMTE.

En vérité, je te dis qu'aucun de tes ancêtres n'eût accepté une telle pitié : elle s'appelle la potence.

LE BARON.

Alors il faudra se défendre comme on pourra.

LE COMTE HENRI.

Et vous, prince, que dites-vous ?

LE PRINCE.

J'ai à vous parler en particulier. (*Il s'éloigne de quelques pas.*) Tout cela est bon pour la foule, mais, entre nous, il est évident que nous ne pouvons résister.

LE COMTE HENRI.

Que prétendez-vous qu'on doive faire ?

LE PRINCE.

On vous a nommé chef ; c'est donc à vous de proposer une capitulation.

LE COMTE HENRI.

Ne parlez pas si haut.

LE PRINCE.

Pourquoi donc ?

LE COMTE HENRI.

Parce que déjà pour ce mot vous avez mérité la mort. (*Se retournant du côté de la foule.*) Celui qui prononcera le mot de soumission sera puni de mort.

LE BARON, LE COMTE, LE PRINCE, *ensemble.*

Qui parlera de soumission sera puni de mort.

TOUS.

Oui, la mort ! la mort !

(*Ils sortent.*)

LE COMTE.

Où est mon fils?

JACOB.

Dans la tour du nord. Assis sur le seuil d'une ancienne porte de prison, il chante des prophéties.

LE COMTE.

Il faut que le bastion d'Éléonore soit armé plus fortement ; on attaquera de ce côté. Va te mettre là en observation, et examine attentivement avec ta lunette les mouvements de l'ennemi.

JACOB.

Dieu nous soit en aide ! Mais, en attendant, il serait bon de faire distribuer de l'eau-de-vie aux soldats.

LE COMTE HENRI.

S'il le faut, que les caves de nos princes et de nos comtes soient ouvertes. (*Jacob sort. Le Comte monte quelques marches et s'approche de l'étendard planté sur une plate-forme.*) Vous voilà donc, ennemis que je bais, que j'exècre ; maintenant il ne s'agit ni d'inspiration ni de poésie nébuleuse, mais d'un combat, et, pour vous vaincre, j'ai mon épée et les hommes que je commande.

Ah ! que la puissance est une belle chose ! Être le maître, le dominateur, l'arbitre souverain de toutes les volontés ! Oh ! après cela, que m'importe ? oui, on peut mourir.

Quelques jours encore, et moi peut-être, et tous ces misérables qui ont oublié leurs aïeux, nous n'existerons plus. Pour nous tout sera fini ; mais qu'importe ? Il me reste encore quelques jours à régner, à combattre, à vivre de volupté et d'émotions. Ce sera là mon dernier chant.

Par delà les rochers, le soleil se couche dans un immense et noir cercueil de vapeurs. La couleur sanglante de ses rayons se répand au loin sur la vallée. Signes prophétiques, ils m'annoncent ma fin. Eh bien ! je vous salue avec un cœur plus ouvert que je ne vous ai salués précédemment, promesses de joie, d'illusions et d'amour.

Ce n'est ni par l'intrigue ni par la trahison ou les bassesses que j'ai vu couronner mes souhaits ; non, je ne suis pas arrivé si haut d'un seul coup ; c'est insensiblement, c'est pas à pas, comme toujours je l'avais rêvé.

Et à présent je touche au seuil de mon rêve éternel ; oui, je suis bien le chef suprême de tous ceux qui hier encore étaient mes égaux.

Une chambre du château éclairée par une lampe. — George est assis sur le lit. Le Comte entre et dépose ses armes sur la table.

LE COMTE HENRI.

Faites placer cent hommes sur les redoutes. Après une bataille aussi longue, les autres peuvent se reposer.

UNE VOIX, derrière la porte.

Que Dieu nous vienne en aide !

LE COMTE HENRI.

Tu as sans doute entendu les coups de fusil, le tumulte de notre sortie ? Mais tranquillise-toi, mon enfant, ce n'est ni aujourd'hui ni demain que nous périrons.

GEORGE.

J'ai tout entendu, mais cela ne m'a pas effrayé. Autre chose me fait frémir, mon père.

LE COMTE.

Tu craignais pour moi ?

GEORGE.

Non, car je sais que ton heure n'est pas encore arrivée.

LE COMTE.

Mon âme, pour aujourd'hui, est soulagée, car dans la vallée les corps de nos ennemis sont étendus sans vie. Nous sommes seuls ; raconte-moi, mon enfant, toutes tes pensées. Je les écouterai comme jadis, lorsque nous étions dans notre maison.

GEORGE.

Suivez-moi, mon père. Là, au fond, un terrible jugement s'apprête (1).

(Il va vers une porte cachée dans le mur et l'ouvre.)

LE COMTE.

Où vas-tu?... Qui t'a montré ce passage ? Là sont d'obscurs caveaux, là pourrissent les os d'anciennes victimes...

GEORGE.

Où ta vue ne saurait apercevoir le soleil et la lumière, mon esprit à moi sait y voir et m'y conduire. Ténèbres, allez aux ténèbres... *(Il descend.)*

Caveaux et souterrains, grilles en fer. — Chaines, instruments de torture brisés. — Le Comte tient un flambeau au pied du rocher sur lequel George est debout.

LE COMTE.

Viens près de moi, je t'en supplie !

GEORGE.

Tu n'entends donc pas leurs voix ? tu n'aperçois donc pas leurs formes ?

LE COMTE.

Je n'entends que le silence de la tombe, et la lumière de mon flambeau n'éclaire qu'à quelques pieds de moi.

GEORGE.

Ils s'appoient, je les vois. L'un après l'autre ils sortent de dessous les voûtes étroites ; puis, tout au fond, ils vont s'asseoir.

LE COMTE.

Mais le vertige de la folie te saisit ; tu es fou, mon enfant. Tu veux donc m'enlever le peu de forces qui me restent ? Et cependant il m'en faudrait tant !

(1) Le Comte est puni par les deux êtres qui sont victimes de son égarement, par sa femme et par son fils. La mort de sa femme a déjà châtié dans le Comte le sacrifice des devoirs domestiques à la fausse poésie : la vision de son fils va châtier en lui le sacrifice du vrai patriotisme au faux enthousiasme.

GEORGE.

Je vois en mon esprit leurs pâles figures, graves et sévères, se réunissant pour un jugement terrible. Le coupable s'avance déjà, morne comme un brouillard d'hiver.

CHOEUR DES VOIX.

De par le droit et la force que nous ont donnés nos souffrances, nous qui avons été enchaînés et frappés, nous que l'on a torturés, brisés sous les fers; nous qui avons été abreuvés par le poison, enfermés, murés tout vivants dans la tombe, aujourd'hui nous sommes devenus les juges et les bourreaux! Jugeons et condamnons, et Satan se chargera de l'exécution.

LE COMTE.

Que vois-tu ?

GEORGE.

L'accusé, l'accusé qui s'avance avec un geste suppliant.

LE COMTE.

Qui est-il ?

GEORGE.

C'est vous, mon père, c'est vous !

UNE VOIX.

Avec toi, la race damnée accomplit sa fin; en toi, elle a résumé toutes ses forces, toutes ses passions, tout son orgueil, mais c'est pour expirer.

CHOEUR DES VOIX.

Pour n'avoir rien aimé, rien adoré que toi, que toi-même et tes pensées, tu es damné, damné pour l'éternité !

LE COMTE.

Je ne vois rien ; mais il me semble que j'entends sous terre, dans l'air, partout autour de moi, des plaintes, des soupirs et des menaces.

GEORGE.

Mais lui maintenant lève sa tête, comme toi, mon père, quand tu es en colère ; il répond par une parole arrogante et fière, comme quand tu méprises.

CHOEUR DES VOIX.

Inutile, c'en est assez ! Pour lui, il n'y a plus de salut ni sur la terre ni dans le ciel.

UNE VOIX.

Encore quelques jours de gloire terrestre, de cette pâle fumée qu'ont respirée tes ancêtres, et toi et les tiens vous périrez ! Vous périrez sans sépulture, sans les cloches qui devraient sonner votre agonie, sans les pleurs de vos parents et de vos amis. Votre mort sera, comme la nôtre, triste et terrible, sur ce même rocher de douleur où nous avons été enchaînés.

LE COMTE.

Ah ! je vous vois, je vous reconnais enfin, esprits maudits !

(Il s'avance de quelques pas.)

GEORGE.

Mon père, ne t'avance pas plus loin ! Au nom du Christ, je t'en conjure, mon père !

LE COMTE, *retournant.*

Parle, parle, que vois-tu encore?

GEORGE.

Une figure.

LE COMTE.

Quelle est-elle?

GEORGE.

C'est un autre toi-même, affreusement pâle, enchaîné. A présent ils le torturent. J'entends ses gémissements. (*Tombant à genoux.*) Pardonnez-moi, mon père ; mais ma mère est venue cette nuit, et m'a ordonné... (*Il s'évanouit.*)

LE COMTE, *le prenant dans ses bras.*

Il ne manquait que cela... mon propre enfant m'amène au seuil de l'enfer... O Marie, esprit implacable ! Dieu et toi, autre Marie, je vous ai cependant tant priés de fois ! Là commence une éternité de souffrances et de ténèbres. Remontons à la lumière, il me faut encore combattre les hommes, et après commencera un autre combat, celui de l'éternelle souffrance.

*(Il se sauve avec son fils.)*CHOEUR DES VOIX *dans le lointain.*

Pour n'avoir rien aimé, rien adoré que toi, que toi-même et tes pensées, tu es damné, damné pour l'éternité !

Un salon dans le château de la Sainte-Trinité. — Le Comte, femmes, enfants, vieillards, comtes agenouillés à ses pieds. — Le parrain debout au milieu de la salle. — La foule au fond. Armes suspendues aux parvis. — Piliers gothiques, ornements, fenêtres.

LE COMTE.

Non. Par mon fils, par ma femme morte, non ! encore une fois, non !

LES VOIX DE FEMMES.

Pitié, pitié ! la faim dévore nos entrailles et celles de nos enfants ; la peur nous fait mourir. Pitié ! pitié !

VOIX D'HOMMES.

Il en est temps encore. Écoute cet homme qui nous est envoyé ; ne le chasse pas.

LE PARRAIN.

Toute ma vie fut *citoyenne*, et je ne crains pas tes calomnies, Henri. Si j'ai pris sur moi de venir ici comme envoyé, c'est que je connais mon siècle, et j'ai su apprécier sa mission glorieuse. Pancrace est le véritable *représentant citoyen*...

LE COMTE.

Arrière, vieillard imbécile, que je ne te voie plus devant moi. (*A part, à Jacob.*) Fais venir ici une escouade de nos soldats.

(Jacob sort. — Les femmes se lèvent et pleurent. — Les hommes s'éloignent de quelques pas.)

UN BARON.

Vous nous avez perdus, Comte.

UN AUTRE.

Nous pensons ne plus devoir vous obéir.

LE PRINCE.

Nous nous entendrons nous-mêmes avec ce digne citoyen pour la reddition du château.

LE PARRAIN.

Le grand homme qui m'a envoyé vous garantit la vie, si vous vous réunissez à lui et si vous reconnaissez les besoins du siècle.

QUELQUES VOIX.

Nous les reconnaissons ; oui, nous les reconnaissons.

LE COMTE.

Quand vous m'avez appelé pour vous commander, j'ai juré de périr sur ces murailles plutôt que de me rendre. Je tiendrai bon et vous aussi, et nous périrons ensemble. Ah ! vous avez encore soif de la vie... eh bien ! alors, demandez à vos pères pourquoi ils ont dominé et opprimé. (*S'adressant à un comte.*) Dis-moi donc, toi, pourquoi tu opprimais tes vassaux ? (*A un autre.*) Et toi, pourquoi as-tu passé ta jeunesse à jouer aux cartes et à voyager pour tes plaisirs, loin de ta patrie ? (*A un autre.*) Et toi qui méprisais les petits, pourquoi rampais-tu devant les grands ? (*A une femme.*) Et vous, pourquoi n'avez-vous pas élevé vos enfants pour en faire des guerriers ? Aujourd'hui ils nous serviraient à quelque chose. Mais tu aimais les juifs, les beaux parleurs, les avocats ; maintenant prie-les pour ta vie. (*Il se lève et tend les bras vers le ciel.*) Mais qui donc vous pousse à vouloir vous couvrir d'opprobre et d'infamie ? Êtes-vous donc si pressés de vous avilir à vos derniers moments ? C'est avec moi que vous devez marcher au-devant des balles et des baïonnettes, et non pas à la potence, où le bourreau silencieux vous attend pour vous passer la corde au cou.

QUELQUES VOIX.

Il dit vrai. Oui, en avant contre les baïonnettes !

D'AUTRES VOIX.

Mais il n'y a plus un seul morceau de pain !

VOIX DE FEMMES.

Ayez pitié de nos enfants et des vôtres !

PLUSIEURS VOIX.

Il faut se rendre ! il faut se rendre !

LE PARRAIN.

Comme je vous l'ai dit, je vous promets la liberté et l'inviolabilité de vos personnes.

LE COMTE, *s'approchant du parrain et le prenant par la poitrine.*

Misérable ! va-t'en cacher tes cheveux gris sous les tentes des néophytes et des cordonniers, si tu veux que je ne t'ensanglante de ton propre sang. (*Jacob entre suivi de l'escouade.*) En joue ce front ridé par la sottise, ce bonnet de liberté tremblant devant ma parole indignée ! En joue, vous dis-je, cette tête sans cervelle ! (*Le parrain se sauve.*)

TOUS, ensemble.

Il faut le lier et l'envoyer à Pancrace.

LE COMTE.

Vous n'y êtes pas encore ; un instant, messieurs. (*Se promenant parmi les soldats.*) Il me semble qu'avec toi j'ai gravi les montagnes, poursuivant les bêtes féroces. Souviens-toi que je t'ai empêché de tomber dans le précipice. (*Aux autres.*) Avec vous autres, j'ai erré sur les rochers du Danube ; Jérôme, Christophe, vous étiez avec moi sur les bords de la mer Noire. (*Aux autres.*) J'ai rebâti vos chaumières incendiées. (*Aux autres.*) De chez un mauvais seigneur vous vous êtes enfuis, et je vous ai reçus chez moi. Maintenant, dites-moi, me suivrez-vous ou me laisserez-vous tout seul, isolé, et souriant avec mépris de ce qu'au milieu de tant de gens je n'ai pas rencontré un seul homme ?

TOUS.

Vive, vive le comte Henri !

LE COMTE.

Que tout ce qui reste de viande et d'eau-de-vie soit distribué, et, après, sur les remparts !

LES SOLDATS.

Oui, de la viande, de l'eau-de-vie, et, après, sur les remparts !

LE COMTE, à Jacob.

Accompagne-les, et que dans une heure tout soit prêt pour le combat.

JACOB.

Que la volonté de Dieu soit faite !

VOIX DE FEMMES.

A cause de nos enfants, sois damné !

D'AUTRES VOIX.

A cause de nos pères, sois damné !

D'AUTRES VOIX.

A cause de nos femmes, sois damné !

LE COMTE.

Et moi, je vous maudis, car vous êtes des lâches !

Remparts de la Sainte-Trinité. — Cadavres étendus çà et là, canons brisés, armes dispersées, soldats courant de tous côtés. — Le Comte appuyé contre une redoute. — Jacob à côté de lui.

LE COMTE, remettant son sabre dans le fourreau.

Non, il n'y a pas d'autre plaisir que de jouer sa vie dans un danger, et de toujours gagner, et, quand il faut perdre, eh bien ! l'on ne perd qu'une fois, et tout est dit.

JACOB.

Nos dernières cartouches ont servi à les repousser ; pour quelques instants ils se sont éloignés, mais ils vont se réunir et de nouveau monter à l'assaut. Hélas ! que ferons-nous ? Depuis que le monde est monde, personne n'a encore pu fuir sa destinée.

LE COMTE.

Comment ! il n'y a plus de cartouches ?

JACOB.

Ni plomb, ni balles, ni chevrotines, plus rien, tout est définitivement épuisé.

LE COMTE.

Eh bien ! amène-moi mon fils, que je l'embrasse pour la dernière fois. (*Jacob sort.*) La fumée du combat a obscurci mes yeux, je n'y vois plus, il me semble que la vallée se creuse et se soulève alternativement ; les rochers se brisent et éclatent en mille morceaux, mes pensées aussi semblent s'abîmer et se confondre. (*Il s'assoit sur le mont.*) A quoi donc sert d'être homme, ou plutôt d'être ange, le plus grand de tous, si, après quelques siècles, ou bien après quelques années d'existence comme les nôtres, on éprouve au fond du cœur l'ennui, un ennui incessant, un désir sans cesse croissant et jamais assouvi ? Ah ! il faut être Dieu ou néant. (*Jacob entre suivi de George.*) Prends avec toi quelques soldats, fais la visite des salles du château, et chasse vers les murailles et les remparts tous ceux qui se cachent et que tu rencontreras.

JACOB.

Banquiers, comtes et princes ?

LE COMTE.

Oui, tous ceux que tu trouveras. (*Jacob sort.*) Viens, mon fils, mets ta main dans la mienne, laisse-moi toucher de mes lèvres ton front. Jadis le front de ta mère était aussi blanc et aussi pur.

GEORGE.

Aujourd'hui, et avant que les soldats courent aux armes, j'ai entendu sa voix. Comme un parfum suave, ses paroles tombaient sur mon âme : « Ce soir, ô mon fils, tu seras assis à mes côtés. »

LE COMTE.

A-t-elle prononcé mon nom ?

GEORGE.

Elle disait : « Ce soir, j'attends mon fils. »

LE COMTE, *à part.*

Est-ce qu'au bout du chemin la force me manquerait ? Dieu ne le permettra pas. Laisse-moi encore un instant de courage, et après tu m'auras pour l'éternité. (*Haut.*) O mon fils, pardonne-moi de t'avoir donné la vie... Nous allons nous séparer, qui sait pour combien de temps ?

GEORGE.

Mon père, tiens-moi, ne m'abandonne pas. Je te conduirai avec moi.

LE COMTE.

Nos chemins sont différents. Toi, tu vas m'oublier parmi les anges et leurs chœurs éternels. De là-haut ne me jetteras-tu pas une goutte de la céleste rosée, ô George, George, mon fils !

GEORGE.

Quels sont ces cris ? Je tremble. Ils sont affreux. Maintenant ils se rapprochent : c'est le bruit des canons et de la fusillade. La dernière heure, l'heure prédite s'approche de nous.

LE COMTE.

Courez, Jacob, courez.

(Les comtes et les princes rassemblés pêle-mêle traversent la cour — Jacob les suit avec des soldats.)

UNE VOIX.

Vous nous donnez des fusils brisés, et vous nous ordonnez de nous battre.

UNE AUTRE VOIX.

Comte Henri, ayez pitié !

UNE TROISIÈME VOIX.

Vous nous chassez vers les murailles ; que voulez-vous que nous fassions, faibles, affamés comme nous sommes ?

D'AUTRES VOIX.

Mon Dieu, mon Dieu, où nous pousse-t-on ?

LE COMTE, *d'une voix forte.*

A la mort ! *(A son fils George.)* Par ce baiser, je voudrais munir à toi pour l'éternité ; mais moi, il faut que j'aille ailleurs. *(George tombe frappé d'une balle.)*

UNE VOIX DANS L'AIR.

A moi, à moi l'esprit pur, à moi mon fils !

LE COMTE.

Holà ! à moi mes hommes d'armes ! *(Il tire son sabre et l'approche des lèvres de George.)* La lame est restée brillante, nul souffle ne la ternit ; ensemble la respiration et la vie s'en sont allées.

Maintenant par ici, en avant ! Ils sont à la longueur de mon sabre. Allons, roule dans le précipice, fils de la liberté ! *(Mêlée, désordre, la bataille se continue.)*

Une autre partie des remparts. — On entend les cris du combat. — Jacob étendu sur la muraille. — Le Comte arrive couvert de sang.

LE COMTE.

Qu'as-tu, mon fidèle, mon vieux serviteur ?

JACOB.

Que, pour ton entêtement et les souffrances que tu m'as fait endurer, le diable te grille dans son enfer ! Et maintenant que Dieu me soit en aide ! *(Il expire.)*

LE COMTE, *jetant son sabre.*

Allons, je n'ai plus besoin de toi. Les miens ont succombé ; les autres sont là-bas à genoux, tendant vers les vainqueurs leurs bras suppliants, bégayant leur grâce. *(Regardant autour de lui.)* Ils n'arrivent pas encore de ce côté. Reposons-nous un instant. Ah ! déjà ils ont escaladé la tour du nord, ils regardent s'ils ne découvriront pas le comte Henri. Oui, je suis ici, c'est moi, moi, le comte Henri ; mais vous ne me jugerez pas. Mes préparatifs sont faits, et c'est au jugement de Dieu que je vais me rendre. *(Il arrive au bord du précipice.)* Je la vois maintenant, mon éternité, elle s'approche noire et terrible, sans fin, sans espoir, et, au milieu, Dieu comme un soleil qui brille éternellement et qui n'éclaire pas ! *(Il fait un pas en avant.)* Ils m'ont aperçu, ils courent sur moi. Jésus Marie !

POÉSIE (1), sois damnée comme je vais l'être moi-même pour l'éternité! Mes bras, allongez-vous et fendez ces vagues sombres !
(*Il se précipite.*)

La cour du château. — Pancrace, Léonard, Bianchetti, à la tête de la foule.
— *Devant eux passent les comtes, les princes avec les femmes et les enfants, tous enchaînés.*

PANCRACE.

Ton nom ?

LE COMTE CHRISTOPHE.

Christophe de Vosalquemir.

PANCRACE.

Tu l'as prononcé pour la dernière fois. Et le tien ?

LE PRINCE.

Ladislav, seigneur de la Forêt-Noire.

PANCRACE.

Cela suffit, tu ne le prononceras plus. Et toi ?

LE BARON.

Alexandre de Godalberg.

PANCRACE.

Rayé du nombre des vivants. Va.

BIANCHETTI, à Léonard.

Ces gredins nous ont tenus deux mois avec quelques canons et de mauvais parapets tout démantelés.

LÉONARD.

En reste-t-il encore beaucoup ?

PANCRACE.

Je te les livre tous. Que leur sang coule pour l'exemple du monde entier ! Je fais grâce à celui de vous qui pourra me dire où est le comte Henri.

VOIX DIVERSES.

Au moment où l'on cessait de se battre, il a disparu.

LE PARRAIN.

Je me présente comme médiateur entre toi et les prisonniers que voilà. Ce sont eux qui ont livré les clefs du château entre tes mains. Ils se sont conduits en vrais citoyens.

PANCRACE.

Je ne reconnais pas de médiateur là où j'ai vaincu par ma propre force. Tu veilleras à ce qu'ils soient mis à mort.

LE PARRAIN.

Toute ma vie fut citoyenne. Les preuves de ce que j'avance ne manquent pas, et, si je me suis joint à vous, ce n'est pas pour que mes propres frères, des nobles...

(1) Ce n'est pas à la vraie poésie, on l'a compris sans doute, que ces paroles s'appliquent. C'est au culte stérile et déréglé de l'imagination que le poète prononce anathème par la bouche du Comte.

PANCRAË.

Empoignez ce vieux doctrinaire. Allons, marche où ils vont. (*Les soldats entourent le parrain et les prisonniers.*) Où est Henri? Quelqu'un de vous sait-il s'il est mort ou vivant? Un sac d'or pour Henri mort ou vif! un sac d'or pour celui qui me montrera son cadavre! (*La troupe armée s'éloigne.*) Et toi, n'as-tu pas vu Henri?

CHEF DE LA TROUPE.

Citoyen chef, sur l'ordre du général Bianchetti, je me suis dirigé sur les remparts qui sont à l'ouest. Au delà du parapet et sur le troisième bastion à gauche était un homme grièvement blessé au milieu des morts et des mourants. Doublez le pas, dis-je aux soldats, pour l'atteindre; mais mon homme descendit plus bas, prit position sur le bord d'un rocher escarpé et glissant, fixa sur l'abîme ses yeux hagards, étendit ses deux bras comme un nageur qui se prépare à faire le plongeon, fit un effort et s'élança. Nous entendîmes distinctement le poids de son corps qui roulait de précipice en précipice. Voici son sabre que nous trouvâmes sur le parapet.

PANCRAË, *prenant le sabre.*

Du sang sur la poignée; plus bas ses armoiries gravées: je le reconnais. En effet, c'est bien là son sabre. Il a tenu parole, gloire à lui! (*S'adressant aux prisonniers.*) Et à vous autres la guillotine!

Général Bianchetti, occupez-vous de faire raser le fort. Surveillez aussi les exécutions.

Léonard! (*Léonard vient à lui; tous deux montent sur un bastion.*)

LÉONARD.

Après tant de nuits sans sommeil, tu devrais te reposer. Maître, tu parais fatigué.

PANCRAË.

L'heure de dormir n'a pas encore sonné pour moi, enfant; le dernier soupir du dernier de mes ennemis ne marquera que la moitié de ma tâche. Voyez ces plaines qui s'étendent comme une immensité entre moi et ma pensée. Il me faut faire peupler ces déserts, creuser ces rocs, réunir ces lacs, donner à chacun de vous sa part pour qu'il y ait dans ces plaines deux fois autant de vivants qu'il y a maintenant de morts; autrement l'œuvre de destruction ne serait pas rachetée.

LÉONARD.

Pour achever ces travaux gigantesques, le dieu de liberté nous donnera des forces.

PANCRAË.

Que parles-tu de Dieu? On glisse ici dans le sang humain. De qui est ce sang? Derrière moi je ne vois que la vaste cour du château. Nous sommes seuls, et je sens comme s'il y avait quelqu'un ici.

LÉONARD.

Parlez-vous de ce cadavre mutilé?

PANCRAË.

C'est le corps de son serviteur fidèle. Il est mort; mais un esprit, l'esprit de je ne sais qui, plane ici. Voyez, Léonard, cette pierre noire qui sort du précipice: c'est là que son cœur s'est déchiré en morceaux.

LÉONARD.

Maitre, tu pâlis, maître...

PANCRACE.

Vois-tu, là-haut, là ?

LÉONARD.

Je ne vois qu'un nuage qui se penche sur la crête du rocher, et qui est rouge des rayons du soleil couchant.

PANCRACE.

Un signe épouvantable brille là.

LÉONARD.

Appuie-toi sur mon bras ; ta figure me semble encore plus pâle.

PANCRACE.

Des millions d'hommes, des peuples tout entiers, m'obéissent. Où est mon peuple ?

LÉONARD.

Mais l'on entend d'ici ses cris. Ton peuple t'attend, il demande après toi sans doute. De grâce ! détache de ce rocher tes yeux qui s'éteignent.

PANCRACE.

Il est debout, percé de trois clous qui sont autant d'étoiles ; ses bras s'étendent comme deux éclairs...

LÉONARD.

Mais je ne vois rien. Maître, ranime-toi !

PANCRACE.

VICISTI, GALILEE! *(Il tombe raide mort.)*

L'HACIENDA DE LA NORIA.

I.

LE DOMPTEUR DE CHEVAUX,

SCÈNES DE LA VIE DES BOIS EN AMÉRIQUE. ¹

Bacuache n'était point le but unique de mon excursion dans les solitudes septentrionales du Mexique : je voulais pousser jusqu'à la limite du désert, c'est-à-dire jusqu'au préside de Tubac. Mon guide Anastasio, que je consultai sur ce nouveau voyage, m'engagea vivement à revenir sur mes pas. L'honnête et fidèle garçon avait promis à son maître de me ramener sain et sauf; il ne voulait pas manquer à son serment. Je réussis pourtant à vaincre sa résistance. Vingt lieues environ séparent Bacuache de Tubac. Bien qu'Anastasio n'eût pas un jour à perdre pour aller dénoncer à Arispe la mine d'or trouvée par son frère, il voulut faire avec moi une partie de la route et me conduire à une distance assez rapprochée du préside pour que je pusse le gagner sans danger. De mon côté, je promis, une fois seul, de suivre scrupuleusement l'itinéraire tracé par mon guide et de ne point m'écarter des chemins battus, ou du moins des vestiges de sentiers qui portent ce nom au Mexique. En conséquence je renonçai à ma visite à *l'hacienda de la Noria*, qui m'eût imposé un long et périlleux détour. Tous ces points arrêtés, nous convinmes de partir avant le jour, pour arriver le surlendemain de bonne heure à l'endroit où Anastasio pourrait me quitter et reprendre la route d'Arispe.

L'obscurité la plus profonde régnait encore quand nous quittâmes le village des *gambusinos*. Nous traversâmes silencieusement le rio de Bacuache, non sans que je me fusse retourné en arrière pour jeter un dernier coup d'œil sur le *placer* auquel je disais adieu. Quelques feux brillaient encore à travers les interstices

(1) Voyez la livraison du 15 août dernier.

des cabanes de bambous. Le sommet de la sierra, dépouillé par l'incendie de sa couronne de verdure, dessinait son arête tranchante sur le ciel sans étoiles. Nous donnâmes de l'éperon à nos chevaux, et bientôt nous eûmes perdu de vue le *placer*. Quand parurent les premières blancheurs de l'aube, elles éclairèrent devant et derrière nous un nouvel horizon. Des plaines arides et sans eau, tel était le pays que nous avions à traverser. Outre la portion de pinole contenue dans la valise d'Anastasio, chacun de nous s'était muni d'une outre pleine. C'étaient là, du moins je le croyais, toutes nos provisions. Quand le jour fut venu, je ne vis pas sans surprise une tête de mouton fraîchement coupée qui pendait à la selle d'Anastasio, et je lui demandai ce qu'il en comptait faire.

— C'est l'espoir de notre déjeuner de demain, me répondit le guide. Ce sera le dernier repas que nous ferons ensemble, et je veux que vous me disiez si vous avez jamais mangé rien de plus succulent qu'une tête de mouton. *tatemada*, cuite à l'étouffée, relevée de piment et arrosée d'eau-de-vie. Je porte tout ce qu'il faut dans une de mes *mochilas* (1).

A mesure que nous avançons, le paysage prenait un aspect tout nouveau. Jusque-là quelques sentiers à peine tracés avaient guidé notre marche dans ces solitudes; ces sentiers vinrent aboutir à d'immenses savanes, prairies sans arbres, sans buissons, mais qui, couvertes de hautes herbes dont la tige grêle se courbait au moindre soufuffle d'air, présentaient, au milieu de leur ceinture de collines bleues, l'image d'un golfe agité. De loin en loin s'élevaient, pareilles à des dunes, quelques collines sablonneuses. Ça et là des troncs d'arbres desséchés figuraient au-dessus de ces vagues de verdure les mâts d'un navire à la cape sur une mer houleuse. C'est en vain cependant que nous pressions le pas de nos chevaux; les horizons de collines tour à tour franchis semblaient reculer à l'infini devant nous. Bientôt le soleil couchant jeta ses derniers rayons sur les sommets des grandes herbes. Dans la savane, éclairée de lueurs crépusculaires, tout encore rappelait l'aspect de l'Océan. Un buffle attardé, qui regagnait sa *querencia* lointaine, montrait, comme la baleine, son dos brun à la surface des herbes; un daim bondissait de dune en dune et se perdait au loin, comme le souffleur qui s'élance au-dessus des eaux pour se replonger dans l'abîme. Enfin, quand la lune vint briller sur un ciel pur, ses rayons frissonnèrent sur des flots mobiles tour à tour voilés d'ombres et inondés de clartés argentées, tandis que des essaims de mouches à feu traçaient en tout sens des raies lumineuses comme les étincelles phosphorescentes des vagues. Les yeux fixés sur l'étoile du nord, qui nous servait de boussole, nous avançons toujours. Bientôt cette végétation devint moins pressée et ne ressembla plus qu'à des flaques d'eau espacées; nous atteignîmes enfin des landes sablonneuses. Les arbres reparurent alors, et nous fîmes halte au milieu d'un petit bois qui étendait son taillis épais à droite et à gauche.

Une fois notre frugal repas du soir terminé, Anastasio songea au déjeuner du lendemain. Les préparatifs dont il s'occupa méritent d'être mentionnés. Tirant son couteau de sa gaine, il creusa dans cette terre friable un trou d'un pied de profondeur environ sur une largeur à peu près égale, et remplit cette cavité d'herbes sèches auxquelles il mit le feu, en y ajoutant de temps à autre une poignée de menues branches. Quand il eut ainsi formé un foyer de braises ardentes,

(1) Poches en cuir faisant partie du harnachement en usage dans ces contrées, où l'on est forcé d'emporter les vivres avec soi.

il combla le trou avec du bois plus gros, qui ne tarda pas à s'enflammer à son tour, et enfin couvrit ce bûcher d'un lit de pierres. A mesure que le bois se consumait, les cailloux s'échauffaient, rougissaient, et, le bûcher s'affaissant de plus en plus, ils atteignirent bientôt le fond de la cavité, dont les parois de terre furent dès lors suffisamment chauffées. Anastasio jeta dans ce four la tête de mouton couverte de son cuir, et boucha de nouveau l'orifice avec des branches de bois vert sur lesquelles il étendit et soula les déblais de terre. Cela fait, il m'annonça que nous n'avions plus qu'à dormir jusqu'au lendemain matin.

Le lendemain, dès que le soleil parut à l'horizon, Anastasio sella et brida nos deux chevaux pour la dernière fois. Quand il les eut attachés à côté de nous, il tira des broussailles où il les avait déposées pour rafraîchir nos outres, hélas ! déjà diminuées, et mit son flacon d'eau-de-vie à notre portée. Restait à creuser de nouveau le trou dans lequel cuisait à l'étouffée la tête de mouton, espoir de notre déjeuner. A peine le couteau ent-il légèrement remué la terre, qu'une odeur aromatique s'éleva du sol comme d'un flacon qu'on débouche. La *tatemada*, tirée du four, me parut d'abord médiocrement appétissante : ce n'était plus qu'une masse informe carbonisée ; mais Anastasio, écartant avec précaution les parties consumées, mit à découvert la chair purpurine que cachait cette carapace noirâtre, et je dois avouer que notre repas d'adieu fut des plus succulents. Le moment vint enfin de nous séparer. Toujours respectueux, Anastasio vint encore me tenir l'étrier. Je pressai sa main comme celle d'un ami, puis le cœur gros, mais la bouche muette, pour ne pas trahir une faiblesse bien excusable, nous nous dîmes adieu du geste. Je me dirigeai vers le nord, Anastasio se tourna vers le sud, et le galop de son cheval l'eut bientôt dérobé à ma vue.

Les instructions multipliées d'Anastasio me laissaient sans inquiétude sur le chemin que je devais suivre ; je me mis donc résolument en marche. Mon cheval pouvait, grâce à la sobriété de ces animaux au Mexique, fournir encore sans boire la journée qui nous séparait d'une petite rivière. Mon outre était à moitié pleine. Il était à peine huit heures du matin, et j'avais encore dix heures de soleil ; mais ce soleil qui m'éclairait embrasait aussi le désert. A mesure qu'il s'élevait sur l'horizon, une réverbération brûlante montait du sol jusqu'à moi, des rayons de feu me faisaient courber la tête et resserraient autour de mes pieds gonflés le cuir de mes chaussures. Le souffle du midi desséchait ma bouche ; c'était du feu et non de l'air que j'aspirais par les poumons. A mes côtés, les bois morts craquaient comme aux émanations d'une fournaise. Je marchais depuis deux heures, quand un malaise étrange s'empara de moi ; un frisson parcourut mon corps, puis je tremblai de froid au milieu de cet océan de feu. J'eus beau m'envelopper de mon manteau, tout fut inutile. Je reconnus le retour d'un accès de ces fièvres intermittentes que j'avais gagnées à San-Blas, où elles font tant de ravages. Après avoir lutté quelques instants contre la courbature subite qui brisait mes membres, je mis pied à terre et me couchai sur le sol. J'étais au milieu d'un sentier tracé dans un bois épais ; j'espérais me réchauffer sur le sable brûlant. En effet, une chaleur dévorante ne tarda pas à succéder au froid qui me faisait trembler, et dans l'ardeur de la fièvre, sans penser à l'avenir, j'épuisai ce qui me restait d'eau. Cependant le soleil s'élevait toujours. La soif me dévorait de nouveau sous l'haléine suffocante du vent qui murmurait tristement dans les feuilles ; mais j'étais dans un de ces moments où le malaise physique endort la raison : je prêtai l'oreille au bruissement du feuillage qui me semblait le murmure de l'eau, et

cette illusion apaisa momentanément ma soif. L'accès parut même diminuer d'intensité, et je n'éprouvai plus au bout de quelques instants qu'une extrême faiblesse. Je voulus alors remonter à cheval, et la lassitude me rejeta découragé sur le sable de la route. La soif revint en même temps plus ardente que jamais. Vide de sa dernière goutte d'eau, mon outre gisait à côté de moi, raccornie déjà par la sécheresse. De nouvelles tentatives pour me remettre en route n'aboutirent qu'à me démontrer plus clairement mon impuissance. Je finis par tomber dans une langueur somnolente qui allait se changer en assoupissement, quand j'entendis un bruit lointain, semblable à celui d'un fourreau d'acier qui bat des éperons de fer. Bientôt un cavalier bien armé et monté sur un cheval vigoureux s'arrêta devant moi. J'ouvris les yeux.

— Holà ! l'ami, me demanda-t-il d'une voix rude, que faites-vous donc là ?

Ma longue barbe, mes habits usés et sonillés de poussière, pouvaient excuser jusqu'à un certain point cette apostrophe impérieuse et familière. Je n'en fus pas moins choqué, et je répondis d'abord assez brusquement à mon interlocuteur : — Vous le voyez, je suis occupé... à mourir de soif.

L'étranger sourit. Une outre rebondie pendait à l'arçon de sa selle. Cette vue, en redoublant ma soif, fit évanouir ma fierté. Je repris la parole pour demander humblement à l'inconnu qu'il voulût bien me passer l'outre précieuse.

— A Dieu ne plaise que je vous la refuse ! me dit-il alors d'un ton plus doux. J'étais avidement la main ; mais le cavalier, me voyant disposé à ne pas laisser une goutte d'eau dans la bouteille de cuir, remplit une calebasse qu'il me tendit, et dont j'avalai d'un trait le contenu. Quand je fus un peu soulagé, mon sauveur me demanda quel chemin je suivais et où j'allais.

— Au préside de Tubac, lui dis-je.

— Au préside de Tubac ! répondit-il d'un air étonné ; mais, vive Dieu ! vous lui tournez presque le dos.

Dans l'agitation de la fièvre, j'avais oublié les instructions du pauvre Anastasio, et je m'étais trompé de route ; le chemin que je suivais se dirigeait vers l'ouest, ainsi que je le vis à la position du soleil.

— Écoutez, me dit l'inconnu en me donnant de nouveau à boire, mais aussi parcimonieusement que la première fois, vous pouvez arriver au coucher du soleil à l'hacienda de la Noria. Suivez mon conseil, allez à l'hacienda, vous y serez bien reçu.

J'alléguai mon extrême faiblesse. L'inconnu réfléchit, puis il reprit :

— Je ne puis vous attendre pour vous y conduire ; des raisons impérieuses m'obligent à me trouver bien loin d'ici à la chute du jour. Des motifs non moins puissants devraient peut-être m'interdire l'accès de l'hacienda ; mais, comme ma route me conduit tout près, j'y passerai pour vous faire envoyer un cheval de rechange et de l'eau, car, exténué comme vous semblez l'être, ainsi que votre monture, vous n'arriveriez pas seul aujourd'hui, et dans ces solitudes sans eau, avec un soleil comme celui-ci, quand on n'arrive pas aujourd'hui, on n'arrive pas demain. Tâchez cependant de reprendre des forces et d'avancer un peu : en suivant pas à pas la trace de mon *lazo*, que je laisserai traîner dans le sable, vous ne serez plus exposé à vous égarer de nouveau.

Je le remerciai vivement de sa bonne intention. — Une dernière recommandation, ajouta-t-il : n'oubliez pas de dire que le hasard seul vous a conduit à l'hacienda.

En disant ces mots, le cavalier déroula le faisceau que formait sa courroie de cuir tressé et s'éloigna au grand trot en laissant derrière lui un léger sillon sur le sable. L'espoir d'arriver bientôt à un endroit habité, l'eau qui m'avait un peu désaltéré, me rendirent quelque force. Pour la première fois, ma position m'apparut ce qu'elle était réellement, et je remontai sur mon cheval, que j'avais accroché par la bride ; mais le pauvre animal n'avait pas trouvé comme moi de l'eau pour apaiser momentanément sa soif, et, le cou tendu, l'oreille basse, l'œil éteint, il se traînait plutôt qu'il ne marchait, malgré les sollicitations répétées de l'éperon. En vain les molettes de fer tourmentaient ses flancs ensanglantés : ces efforts redoublés ne parvenaient point à lui faire hâter le pas. De temps en temps, je m'arrêtais, cherchant à distinguer les traces à peine visibles du lazo sur le sable, espérant aussi que les voix de ceux que j'attendais frapperaient mon oreille ; mais tout faisait silence. Des bouffées de vent chaud, haleine embrasée du désert, rasaient seules la terre en soupirs inégaux. Je reprenais alors ma marche pénible en répétant machinalement cette phrase : « Quand on n'arrive pas aujourd'hui, on n'arrive pas demain. » Déjà l'ombre des bois de fer s'allongeait sur le sable, qui, échauffé par le soleil de toute la journée, renvoyait des effluves brûlantes ; des nuées de moucheron, avant-coureurs du crépuscule, bruissaient au loin ; tous les signes précurseurs de la nuit se montraient un à un, et personne ne venait. La douleur physique se joignait à l'angoisse morale ; je sentais ma langue se gonfler, ma gorge s'embraser. Tout à coup mon cheval hennit, et, comme si quelque mystérieux avertissement lui arrivait sur l'aile du vent, il prit aussitôt une marche presque rapide. Moi-même, au moment où le disque du soleil s'échancrait sur la lisière du bois à l'horizon, je crus entendre des mugissements lointains de bestiaux. Plus de doute, je devais être près de quelque *ranch*. Une demi-heure me suffit pour atteindre ces arbres derrière lesquels le soleil était descendu. Une plaine immense s'ouvrit alors devant moi, et j'eus sous les yeux le spectacle le plus radieux, spectacle dont je voudrais pouvoir décrire le charme et la majesté, mais dont ceux-là seuls peuvent se faire une idée qui ont éprouvé les tortures de la soif au milieu de déserts enflammés dont ils ignoraient l'étendue.

Un large tapis d'un gazon vert et lustré, découpé sous les pieds des hommes et des animaux en chemins tortueux, couvrait la surface de cette plaine. De nombreux gommiers serrés les uns contre les autres suppléaient, par l'entrelacement de leurs cimes, à la maigreur de leur feuillage, et protégeaient ces gazons de leur ombre. L'air humide et frais qui venait caresser mon visage au sortir des bois étouffants que je laissais derrière moi m'annonçait que l'eau devait circuler partout sous une légère croûte de terre, et féconder cette délicate oasis. En effet, au milieu de ce vert tapis et sous l'ombrage de beaux frênes, une source abondante remplissait une large citerne. Une vaste roue mise en mouvement par quatre paires de mules vidait et remplissait tour à tour les cent seaux de cuir attachés à sa circonférence, et versait à flots, dans de gigantesques troncs d'arbres creusés, une eau limpide et pure qui étincelait glorieusement aux rayons du soleil couchant. Épanchée en mille filets de rubis au pied des gommiers, cette eau abreuvait leurs racines et portait jusqu'à l'extrémité de leurs branches une fraîcheur vivifiante. Des milliers de bestiaux de toute espèce venaient s'abreuver dans les auges de bois sans pouvoir tarir la source féconde qui les remplissait. Plus loin, au milieu d'une poussière dorée soulevée sous leur galop retentissant, une troupe immense de chevaux bondissaient, les naseaux ouverts, la crinière au vent, dans

toute l'impétuosité sauvage de leurs allures. C'étaient des courses folles, des ruades furieuses, des élans indomptés, un tournoiement à donner le vertige. Le bruit des sabots qui frappaient le sol retentissait comme un tonnerre lointain. Les rauques hennissements des étalons, les mugissements des taureaux, dominaient de temps en temps ce formidable et joyeux tumulte. Parfois un escadron nombreux se détachait du groupe des chevaux, et se précipitait l'œil enflammé vers le commun abreuvoir. Les moutons s'écartaient en bondissant, tandis que les taureaux, levant leur museau humide et noir, se disposaient à repousser les envahisseurs à coups de cornes. Des chacals et autres rôdeurs nocturnes, poussés aussi par la soif, et oubliant que le soleil brillait encore, que l'homme était proche, montraient de loin leurs museaux effilés, leurs yeux brillants, sans pouvoir attendre le retour des ténèbres pour prendre leur part à la *noria* (1), qui, comme la providence de ce désert, versait à tous sans distinction le trésor de ses eaux. Telles devaient être les citernes des temps bibliques auprès desquelles les patriarches plantaient leurs tentes et donnaient l'hospitalité aux anges voyageurs.

En un instant, cheval et cavalier, nous nous mîmes à boire comme si nous eussions voulu épuiser la *noria*. Il fallut cependant s'arrêter pour reprendre haleine, et c'est alors que je crus entendre parler tout près de moi. Je prêtai l'oreille et j'entendis le dialogue suivant, car un groupe de frères me dérobaient les interlocuteurs.

— Allons, Juan, je pense qu'il est temps de me mettre en route, car depuis bientôt quatre heures que je te donne des revanches, le voyageur à la recherche duquel on m'a envoyé doit avoir eu plusieurs fois le temps de mourir de soif.

— Tu es bien pressé parce que tu gagnes, José, et tu n'es si humain à présent que parce que tu veux faire *charlemagne*. A l'heure qu'il est, ton voyageur a déjà cessé de vivre, et tu le retrouveras toujours.

— Tu n'es pas raisonnable non plus, Juan. Je m'arrête un instant pour remplir la gourde qu'on m'envoie porter à un pauvre diable qu'on trouve à moitié mort sur le chemin, tu veux me démontrer une martingale infailible, et en conséquence tu ne cesses de perdre depuis quatre heures ; il faut que tout cela finisse. Je serai bien avancé quand, pour te gagner ton *dolman*, j'aurai laissé un homme mourir de soif !

Presque au même instant je vis les deux joueurs sortir de l'espèce de bosquet où ils s'étaient retirés. Je reconnus le perdant au *dolman* qu'il tenait à la main, comme pour tenter la cupidité de son antagoniste et le décider à lui offrir une dernière revanche. L'autre joueur tirait un cheval par la bride ; il me demanda si je n'avais pas rencontré un voyageur étendu sans connaissance sur le grand chemin.

— Si c'est de moi que vous parlez, lui dis-je, vous pouvez gagner le *dolman* de ce drôle, car, Dieu merci ! je ne vous ai pas attendu.

— Ah ! vive Dieu ! que je suis aise ! s'écria le joueur malheureux. Benito, mon ami, tu ne peux, à présent, refuser mon enjeu.

Une expression de mauvaise humeur se peignit sur la figure de Benito ; il était évidemment contrarié que je ne fusse pas mort de soif et que ma résurrection lui enlevât le prétexte de ne plus risquer son gain. En revanche, Juan était radieux.

(1) *Noria* : on appelle ainsi le *chapelet hydraulique* qui sert à faire monter l'eau d'un puits ou d'une citerne, et, par extension, le puits ou la citerne même.

Je sentis instinctivement que, par un brusque revirement d'idées, j'avais un ami dans l'homme qui avait voulu me sacrifier à l'espoir d'une revanche, et un ennemi dans celui qui tout à l'heure plaidait ma cause avec tant d'humanité.

Je laissai les deux joueurs continuer leur partie, et je m'acheminai, suivi de mon cheval, vers l'hacienda. J'étais encore à quelque distance de la ferme, et déjà le crépuscule envahissait le paysage, quand je remarquai de vastes enclos de pieux (*toriles*) qui s'élevaient à droite et à gauche de la route. L'un était désert ; dans l'autre, la poussière était soulevée en épais tourbillons. Quelques mugissements étouffés se faisaient entendre. M'étant approché de l'enclos, je distinguai à travers les pieux un taureau qui se débattait, et, monté sur le taureau, un homme armé d'un couteau, tandis qu'un autre individu entourait de cordes les pieds de l'animal et le maintenait de haute lutte. L'homme au couteau semblait aiguïser, en les amincissant à l'extrémité, les cornes de la bête, qui luttait en vain pour se débarrasser de sa rude étreinte. Le taureau ayant fini par rester immobile, le cavalier trempa avec précaution dans une calebasse une espèce de tampon grossier qu'il promena plusieurs fois sur les cornes de l'animal, comme pour les enduire d'une préparation liquide. Cette opération terminée, le taureau fut délivré de ses liens, et, au moment où il se relevait furieux, les deux individus avaient gagné et barricadé avec de fortes traverses de bois une entrée du *toril* opposée à l'endroit où je me trouvais, et déjà ils s'éloignaient en toute hâte. J'avais reconnu dans l'homme monté sur le taureau le cavalier dont la gourde pleine d'eau et les renseignements m'avaient été si utiles quelques heures auparavant. Quel motif avait pu retenir à l'hacienda cet homme, qui paraissait craindre de s'y présenter ? Une nouvelle rencontre, plus imprévue encore que la précédente, vint bientôt donner un autre cours à mes pensées. La taille et la tournure d'un cavalier qui passa près de moi au galop me rappelèrent un homme dont le souvenir se mêlait à une scène terrible qu'un intervalle de six mois ne m'avait pas fait oublier : je veux parler du contrebandier Cayetano (1). Ce ne fut pas sans effort que je surmontai l'impression pénible causée par cette apparition, en cherchant à me convaincre que j'étais la dupe de quelque étrange ressemblance. J'arrivai ainsi, fort préoccupé, devant la porte de l'hacienda, et j'entraï dans la cour, qu'à mon grand étonnement je trouvai déserte.

Avant de raconter les scènes dont je fus témoin dans l'hacienda, je dois dire en quoi consistent les métairies qui portent ce nom au Mexique. Dans les contrées centrales de la république, les haciendas sont pour ainsi dire des forteresses, bien qu'elles n'aient ni ponts-levis, ni tours, ni fossés. Construites en pierres de taille ou en briques, avec leurs terrasses crénelées, leurs portes massives, les barreaux de fer de leurs fenêtres, elles peuvent être facilement défendues. L'histoire des guerres civiles du Mexique depuis quelques années est féconde en exemples de sièges réguliers soutenus par ces espèces de manoirs féodaux. Ce dernier mot est exact, bien qu'appliqué à une république : les tenanciers de ces haciendas ne sont, à proprement parler, que des vassaux, pour ne pas dire des serfs. Construites au milieu de vastes solitudes, ces métairies voient se grouper autour de leur enceinte un grand nombre de familles errantes, heureuses de trouver, dans les moments de crise, une protection dans les murs des fermes, du travail sur leurs terres et une consolation religieuse dans leurs chapelles. La condition de ces tra-

(1) Voyez *Cayetano le contrebandier* dans la livraison du 15 juillet 1846.

vailleurs est certes inférieure à celle des nègres de nos colonies, car ils ne peuvent pas, comme eux, racheter leur liberté par leur travail. Les propriétaires les paient, il est vrai, en argent; mais au bout de quelques jours, forcé d'acheter de son maître, qui les vend à un prix quintuple de leur valeur, tous les objets de consommation, le travailleur libre du Mexique devient bientôt un débiteur tellement insolvable, qu'il ne peut même s'acquitter par toute une vie de labeur, tant le salaire qu'il reçoit est inférieur à la dépense que le monopole lui impose!

Ce qui est vrai des contrées centrales de la république peut aussi s'appliquer aux contrées reculées, comme celle où est située l'hacienda de la Noria. Seulement les haciendas, n'ayant pas été bâties par les Espagnols, n'ont pas l'air de grandeur qui caractérise tous les travaux des conquérants du Mexique. L'hacienda de la Noria était un bâtiment en pisé, récrépi et blanchi à la chaux. Ce bâtiment formait un vaste parallélogramme dans lequel étaient compris les logements des maîtres et ceux des hôtes nombreux qu'il pouvait accueillir. Plus loin s'élevaient des communs destinés aux serviteurs de toute espèce. Il était à remarquer qu'on n'y voyait ni étables, ni écuries, non plus que dans les autres fermes de ce genre. Hormis de vastes enclos de pieux où les moutons et les chèvres sont parqués la nuit, chevaux, mules, vaches et taureaux sont abandonnés à l'état sauvage. On retrouve la même insouciance dans les travaux de culture : l'homme ne vient que très-peu à l'aide de la nature pour fertiliser les pâturages où ces troupeaux innombrables doivent trouver leur subsistance. Chaque année, avant le retour de la saison des pluies, lorsque huit mois de soleil ont jauni l'herbe des plaines et des collines, il incendie ces chaumes desséchés pour faire place à l'herbe nouvelle. Souvent alors le voyageur voit le soir les collines en flammes rougir l'horizon et jeter des lueurs ardentes au milieu des solitudes qu'il parcourt. Ce sont, à quelques exceptions près, les seuls indices d'industrie agricole qu'il remarque dans ces contrées.

Tous les ans, une *recogida* ou battue s'opère sur toute l'étendue de l'hacienda; des milliers de chevaux, de mulets et de taureaux sont poussés au milieu des *toriles*. Les poulains, les jeunes taureaux que la reproduction a ajoutés à la richesse des propriétaires sont terrassés par les *vaqueros* (1) à l'aide de leur lazo et marqués du fer distinctif de l'hacienda. Les poulains âgés de cinq ans sont domptés, c'est-à-dire montés deux ou trois fois (*quebrantados*); puis *novillos*, génisses et poulains vont tâcher d'oublier au milieu de leurs *querencias* (2) la honte que la selle a imprimée à leurs flancs vierges, ou le signe de servitude que le fer rouge a creusé sur leur chair encore fumante. Ils attendent ainsi le moment où une vente définitive les enlèvera à leurs solidudes et les amènera au milieu des villes de l'intérieur. Là, aux risques et périls des propriétaires ou des passants, les chevaux s'accoutument à l'aspect des maisons, au roulement tout nouveau pour eux des voitures, et même à la présence de l'homme. Sous les rudes cavaliers mexicains, sous les piqures des éperons de fer en usage parmi eux, éperons démesurés dont certaines molettes ont six pouces de diamètre, cette seconde éducation se fait aussi brusquement que la première. L'épithète de *quebrantados* (brisés), qu'on applique aux chevaux ainsi domptés, est d'une justesse irréprochable. Souvent, après trois ans d'indépendance absolue, pendant lesquels

(1) Cavaliers; littéralement : vachers.

(2) Endroit où les troupeaux se tiennent d'habitude.

la présence de l'homme n'est pas venue leur rappeler l'affront qu'ils ont subi, ces animaux n'ont pas encore oublié les terribles *vaqueros* qui ont ployé leurs reins et brisé leur orgueil.

Dès l'enfance, le vaquero a été dressé à l'équitation ; à peine ses jambes peuvent-elles serrer un cheval, que son père l'attache avec un mouchoir au troussesquin de la selle, et le fait galoper avec lui par monts et par vaux. C'est ainsi qu'il grandit. Un jour vient où ses jambes se sont arquées le long des flancs du cheval, où tout son corps s'est assoupli à ses bonds inégaux. Le vaquero apprend alors dans ses courses vagabondes à jeter le lazo, à connaître la terre (*saber la tierra*), c'est-à-dire à joindre au raisonnement de l'homme l'instinct du cheval, qui discerne, à vingt lieues de distance, les senteurs des plantes qu'il est accoutumé à fouler, les émanations des arbres qui l'abritent chaque nuit, et se précipite en ligne droite, à travers les plaines, les montagnes ou les torrents, vers sa *querencia* préférée. Au milieu des solitudes où il passe sa vie, sans chemins tracés, sans connaître les lieux où une poursuite acharnée peut l'avoir conduit, le vaquero n'hésite jamais sur le chemin qu'il doit prendre ; la mousse des arbres, le cours des rivières ou des ruisseaux, la position du soleil, l'inclinaison des herbes, les soupirs du vent, sont autant de voix, autant de signes que le désert semble multiplier sur ses pas pour lui indiquer sa route. A cette singulière finesse de perception le vaquero unit une rare sobriété : des bribes de *tortillas* (1), un morceau de viande séchée, une grenade, un piment, une cigarette de paille de maïs, le soutiennent tout un jour ; des flaves d'eau rousse oubliées par le soleil dans l'empreinte d'un pied de bœuf ou de cheval le désaltèrent ; la fraîcheur de la nuit, la chaleur du jour, le trouvent également insensible. Lancé à la poursuite de quelque animal, rien n'arrête son essor, ni ravins, ni torrents, ni bois. Vêtu de cuir des pieds à la tête, il galope intrépidement au milieu des forêts comme au milieu des plaines. Tantôt penché à droite ou à gauche de sa monture comme un corps désossé, tantôt le torse incliné sur l'avant de la selle ou la tête renversée sur la croupe du cheval de manière à éviter le choc des grosses branches qui lui briseraient le crâne, il ne ralentit jamais l'impétuosité de sa course. Quand son inévitable lazo a étreint l'animal qu'il poursuit et qu'il veut dompter, l'intrépidité vient à l'aide de la souplesse et de la vigueur. C'est alors que le rôle du vaquero est périlleux. Cependant, au bout de deux heures au plus d'une lutte dans laquelle il a senti son infériorité, le cheval revient le corps couvert d'écume, l'œil abattu, souple, docile, dompté. Parfois aussi il ramène inanimé le cavalier qu'il a brisé contre un rocher ; mais le vaquero est mort comme il devait mourir, sans avoir été désarçonné !

J'avais souvent rencontré dans mes courses à travers le Mexique quelques-uns de ces vaqueros isolés, et j'avais pris plaisir à leurs entretiens, au récit naïf de leurs sauvages exploits : jamais cependant je ne les avais vus réellement à l'œuvre. J'arrivais à l'hacienda de la Noria dans les circonstances les plus favorables pour jouir d'un spectacle que je désirais depuis longtemps.

J'avais traversé la cour déserte, et j'approchais d'un péristyle qui abritait l'entrée principale du bâtiment, quand j'entendis une voix prononcer d'un ton monotone des prières coupées de répons que d'autres voix murmuraient en chœur.

(1) Galettes de maïs cuites sur une plaque de fer, et qui remplacent le pain presque partout.

C'était un samedi soir, et les habitants de l'hacienda, pour clore la semaine, récitaient le rosaire en commun, selon l'antique usage espagnol. J'attachai mon cheval à un pilier et j'entrai dans la salle. Un grand nombre de personnes, tant maîtres que valets, étaient dévotement agenouillées. La voix que j'avais entendue était celle du chapelain de l'hacienda. Un homme d'une cinquantaine d'années, qui paraissait être le propriétaire, s'inclina gravement à mon arrivée, qui n'interrompit point la pieuse occupation des assistants; il me fit signe de prendre place parmi eux, et je m'agenouillai comme les autres, tout en promenant à la dérobée un regard curieux sur ceux qui m'entouraient.

Le lieu choisi pour la prière commune était une grande salle carrée aux murs blanchis à la chaux et enjolivés d'arabesques en détrempe où l'on reconnaissait l'imagination vagabonde et la main peu exercée de quelque artiste nomade. Les solives qui formaient le plafond étaient des troncs de palmier aussi soigneusement équarris que le permet la dureté de leurs fibres. La faible clarté qu'une seule chandelle répandait dans cette salle laissait dans une sorte de demi-obscurité les physionomies énergiques et bronzées de ces hardis habitants qui s'établissent sans crainte sur les frontières indiennes; mais ce qui attira particulièrement mon attention fut un groupe de deux femmes agenouillées. Malheureusement des *rebazos* (1) de soie bleue et blanche les enveloppaient de la tête à la ceinture assez étroitement pour ne laisser apercevoir que leurs yeux. Ces yeux, comme ceux de toutes les Mexicaines, étaient grands et noirs. Une voix qu'il était permis de trouver harmonieuse et douce entre toutes, même dans un pays où les femmes ont en partage un organe séduisant, m'indiqua que l'une des deux inconnues au moins devait être jeune. Au moment où je les examinai avec attention, deux hommes entrèrent sur la pointe du pied dans la salle, et je reconnus les joueurs que j'avais laissés terminant leur partie. Les cartes avaient sans doute été favorables à Juan, car il portait encore son dolman orné de boutons à grelots. Il voulut bien, en entrant, me faire un salut gracieux, tandis que son camarade Benito, qui me gardait toujours rancune, selon toute apparence, ne daigna pas même me regarder; il est vrai que, dès son entrée, ses yeux s'étaient fixés sur celle des deux femmes qui paraissait la plus jeune pour ne plus la quitter. Toutes ces observations faites, je n'éprouvai plus qu'un désir extrême de voir terminer cet interminable rosaire, et ce fut avec un vif sentiment de satisfaction que j'entendis résonner le dernier *ora pro nobis*, et que je vis tous les assistants se lever.

Des domestiques allumèrent les bougies dans leurs verrines, et, à la clarté qu'elles répandirent, je pus distinguer la taille gracieuse d'une des deux femmes voilées, qui se relevaient à leur tour; je pus voir aussi une main blanche et mignonne ajuster coquettement les plis du voile de soie, mais ce fut tout, car les deux femmes, la mère et la fille sans doute, disparurent à l'instant. Force me fut alors de reporter mon attention sur la singulière réunion au milieu de laquelle le hasard m'avait jeté. Tous les objets qui frappaient mes yeux depuis mon entrée dans l'hacienda avaient, je dois en convenir, outre un certain caractère de féodalité rustique et de simplicité patriarcale, un parfum de mystère fort à mon goût. Le souper auquel je fus invité ne démentit pas ces premières apparences. Une table longue et si étroite que chacun des convives pouvait manger dans l'assiette

(1) Écharpes de soie ou de coton fabriquées dans le pays, qui servent à voiler la figure et les épaules.

de son vis-à-vis était chargée de tous les mets dont la cuisine mexicaine peut affliger un convive européen. Le haut bout de la table était occupé par le maître, qui s'appelait don Ramon, le chapelain de l'hacienda et moi. Les deux femmes que j'avais remarquées pendant la récitation du rosaire ne parurent point au souper. La foule des serviteurs des deux sexes, que les mœurs mexicaines admettent à la table du maître, étaient assis à l'autre bout. Hormis une belle pièce de venaison, les plats nombreux étalés à profusion ne pouvaient guère exciter que l'étonnement ou le dégoût. Partout on voyait des poulets, ici découpés en morceaux et nageant dans un océan de sauce au piment rouge, qu'un novice aurait prise pour des tomates, là enterrés sous une montagne de riz qui exhalait une horrible odeur de safran, et que perçaient, comme des souches dans un terrain en friche, de longs piments verts. Plus loin, un coq laissait voir l'affreux mélange d'olives rances, de raisins secs, d'arachides et d'oignons dont il était farci. Un plat de grains de blé vert à la sauce blanche faisait pendant à un autre chargé d'épis de maïs rôti. Enfin des courges sucrées, des *garbanzos*, des pourpiers, des légumes sans nom comme sans couleur, flanquaient d'énormes morceaux de bœuf à moitié refroidi. La sensualité des commensaux de don Ramon se délectait néanmoins à l'aspect de tant de merveilles. L'absence de toute espèce de liquide était un fait remarquable au milieu de cette abondance de mets. Au Mexique, on ne boit qu'après le repas.

Je répondis aux questions que m'adressa mon hôte sur Arispe par quelques renseignements que son ignorance, suite inévitable de sa vie isolée, lui rendait précieux. Ayant ainsi satisfait sa curiosité, je crus pouvoir le questionner à mon tour. Je tenais à savoir si c'était bien Cayetano que j'avais rencontré près de la porte de l'hacienda; mais le nom du contrebandier paraissait inconnu à mon hôte ainsi qu'à tous ses commensaux.

Quand les nombreux convives eurent satisfait leur appétit, un des serviteurs se leva et apporta deux énormes verres de la capacité de plusieurs litres, comme ceux des temps antiques; chaque convive se désaltéra l'un après l'autre dans ces verres qu'on fit circuler, puis la séance fut levée, et on alla se préparer aux fatigues du lendemain, car don Ramon m'avait annoncé pour le jour suivant un des *herrerados* (1) annuels. C'était en l'honneur de cette fête qu'un grand souper avait eu lieu contrairement à l'usage, qui ne compose ce repas du soir que d'une tasse de chocolat; cette circonstance m'expliqua l'absence des maîtresses de la maison.

En prononçant au souper le nom de Cayetano, j'avais surpris dans les yeux de Benito une expression de sombre défiance; je n'avais point alors cru devoir réitérer mes questions, espérant que bientôt l'occasion s'offrirait d'éclaircir mes doutes. Mon espoir ne fut pas trompé. Au moment où je sortais de la salle à manger, je fus accosté à la porte par mon nouvel ami Juan, ou Martingale, pour adopter le sobriquet que lui avaient donné ses compagnons, et qu'il justifiait si bien.

— Benito, me dit-il, a deviné que vous vouliez parler à don Ramon de l'homme à la cicatrice.

— Comment Benito le connaît-il ? demandai-je à Juan.

(1) On désigne ainsi les jours consacrés chaque année à compter et à marquer le bétail.

— Cela ne me regarde pas ; mais seriez-vous par hasard l'ami de Cayetano ?

— Non, je ne suis pas l'ami de cet homme.

— Tant mieux ! Alors vous êtes peut-être son ennemi ?

— Pas davantage.

— Tant mieux, reprit encore Juan.

— Il paraît donc, répliquai-je impatienté de ces questions, que j'ai des actions de grâces à rendre au hasard qui fait que je ne suis ni l'ami ni l'ennemi de Cayetano.

— Qui sait ? reprit Martingale d'un air mystérieux. Certaines gens, quand ils haïssent bien un homme, voient de mauvais œil non-seulement ses amis, mais ses ennemis ; la haine, comme l'amour, a sa jalousie. Du reste, c'est dans votre intérêt que je vous dis cela ; vous êtes ici étranger, seul, et je verrais avec peine qu'il vous arrivât malheur. Maintenant adieu, je vais poursuivre ma veine ; Benito est furieux contre vous, car j'ai déjà regagné une manche de mon dolman. Ah ! je remercie le ciel que vous ayez pu arriver jusqu'à la noria !

En disant ces mots, le drôle s'esquiva si rapidement, que je ne pus lui faire aucune question au sujet de l'ancien pêcheur de tortues. Le soir, retiré dans la chambre qu'on m'avait assignée, et dont les murailles étaient complètement nues, je réfléchissais aux événements de la journée, tout en prêtant l'oreille aux derniers bruits qui s'éteignaient peu à peu à mesure que les valets regagnaient les communs. Le silence régna bientôt dans toute l'étendue du vaste bâtiment et ne fut plus troublé que par le murmure lointain des bestiaux qui s'écartaient des auges de la noria livrée alors aux habitants de la forêt. Je me disposais à m'endormir à mon tour, quand un bruit de pas se fit entendre à travers les barreaux de fer de ma fenêtre. Ma chambre étant située au rez-de-chaussée, je vis distinctement de l'endroit où j'étais couché deux individus passer à peu de distance en se parlant assez bas pour que je ne pusse entendre que le mot *endemoniado* (1), qui revint plusieurs fois de suite. Puis les deux personnages s'éloignèrent avec un éclat de rire qui ne me laissa plus de doute sur celui qui l'avait poussé : c'était bien Cayetano, c'était bien ce rire sardonique qui m'avait frappé pendant une autre nuit. La présence de cet homme dans l'*hacienda* me sembla de sinistre augure.

Il était à peine jour quand je me levai le lendemain matin, sans me ressentir en rien des fatigues de la veille, et je m'empressai de me rendre dans le salon (*asistencia*) où on avait récité le rosaire. Don Ramon, sa fille Maria-Antonia et le chapelain y étaient déjà réunis. Je pus alors admirer la beauté de la jeune fermière, que j'avais seulement devinée la veille. Le *rebozo* qui cachait son visage pendant la prière tombait négligemment drapé sur son épaule. Son vêtement consistait en une simple chemise brodée à manches courtes, et qui, malgré les plis du *rebozo*, ne cachait qu'à demi sous les garnitures de dentelle son sein et ses épaules. Un jupon de soie, serré par une ceinture de crêpe de Chine écarlate autour de sa taille que n'emprisonnait jamais le corset, dessinait les riches contours de ses hanches, s'arrêtait à la cheville et laissait dans toute sa liberté, sous un bas découpé à jour, un de ces pieds à coudes élevés, un de ces pieds petits, mignons, cambrés, qui ne paraissent faits que pour fouler la laine et chausser le satin. Bien que Maria-Antonia ne fût, à proprement parler, que la fille d'un riche

(1) Endiablé.

paysan, le sang andalou avait gardé chez elle toute sa distinction, et la femme la plus fière de la pureté de sa race n'eût dédaigné ni ses traits gracieux ni la blancheur de ses mains. Quand j'entrai, elle jouait avec les glands d'or d'un chapeau d'homme qu'elle tenait à la main, ce qui indiquait qu'on allait monter à cheval.

En effet, des chevaux nous attendaient dans la cour. On servit le chocolat, et nous partîmes pour aller au-devant de la *recogida*. En sortant de la cour d'entrée, don Ramon, avec cet œil du maître auquel rien n'échappe, aperçut dans le toril le taureau que j'avais vu opérer la veille, et demanda pourquoi il se trouvait là.

— C'est le taureau du majordome, répondit Martingale, que son office retenait derrière nous.

Nous tournâmes le mur d'enceinte et nous gagnâmes un bois épais qui s'étendait à quelque distance. C'était par là que devait déboucher la *recogida*. Nous fîmes halte à la lisière du bois. Un dais de vapeurs épaisses s'étendait au-dessus de la cime des arbres, la forêt était ensevelie dans l'ombre et le silence le plus profond. Ce silence fut bientôt troublé par des hurlements aigus, quoique lointains encore; un bruit sourd se fit entendre, la terre trembla, puis ces rumeurs se rapprochèrent et grossirent; des vaqueros débouchèrent impétueusement dans la plaine par toutes les issues du bois; nous n'eûmes que le temps de nous jeter de côté. Une colonne serrée se précipita derrière eux avec le bruit du tonnerre, mugissant, hennissant et fuyant éperdue devant une vingtaine d'autres cavaliers qui faisaient tournoyer leurs lazos dans l'air. Ces cavaliers se lançaient à corps perdu dans le centre de ce torrent, culbutant les traînards, se ruant avec fureur sur les récalcitrants, semblables, au milieu des flots de sable soulevés par cette tempête d'animaux, à des hommes frappés de vertige. Nos chevaux bondissaient sous nous, excités jusqu'à l'ivresse par ce tumulte. Le chapelain, rejetant son capuchon sur ses épaules, fut le premier à nous donner l'exemple et à suivre le torrent. Maria-Antonia, en digne fille d'un *hacendero*, en digne femme future d'un de ces centaures, lâcha aussi la bride à son cheval et s'élança après le chapelain, tandis que les longues tresses de ses cheveux se déroulaient sur ses épaules. Elle était belle ainsi, belle d'une admirable et sauvage beauté. Don Ramon poussa à son tour son cheval impatient, et bon gré, mal gré, je fus forcé de suivre la cavalcade. En quelques minutes, nous atteignîmes les barrières des toriles qui se refermèrent sur le troupeau emprisonné. Ce fut pendant quelques instants une confusion inexprimable, le plus formidable tumulte qu'on puisse imaginer. De terribles élans ébranlaient les estacades; un crescendo de hennissements et de mugissements furieux faisaient hennir et mugir en même temps les échos des bois. Enfin ce tumulte s'apaisa, les colères impuissantes se calmèrent, et l'on procéda à l'*herradero*. Des trépieds chargés de bois sec avaient été allumés à l'entrée des toriles; les fers mis sur ces brasiers furent bientôt rougis, et les vaqueros, un instant reposés, se préparèrent à commencer leur rude et dangereuse besogne.

Je ne sais si le hasard seul avait rapproché Maria-Antonia d'un vaquero qui, après s'être distingué entre tous par son activité, reprenait un instant haleine. Ce vaquero n'était autre que Benito. La mauvaise humeur qui la veille altérait sa physionomie avait fait place à une expression de noblesse intrépide dont je fus frappé pour la première fois. La fierté du sang espagnol s'alliait chez lui à l'énergie sauvage des Indiens, premiers dominateurs de ces déserts. Un teint olivâtre, une barbe un peu clair-semée, une chevelure légèrement ondulée qui couronnait son

front, une taille droite et souple comme un bambou, révélèrent en sa personne une race perfectionnée par le croisement. Benito ne tarda pas à apercevoir la jeune fille, qui tressaillit sous ses regards de feu. Presque en même temps le visage d'Antonia se colora d'une vive rougeur; elle se hâta de couvrir chastement de son *rebozo* ses tresses rebelles et ses épaules nues, mais elle ne s'éloigna pas. Je pris dès lors un intérêt plus vif à cette rude pastorale, à ce dialogue muet et passionné entre un homme à moitié sauvage, inflexible et dur comme le bois de fer, et une amazone intrépide qui semblait ne garder de la femme que la pudeur et la beauté.

Deux sumacs chargés de leurs grappes de fleurs répandaient une ombre épaisse à quelques pieds des deux enceintes; une estrade grossière s'élevait sous leur feuillage. Don Ramon demanda à qui ils étaient redevables de cette galanterie improvisée.

— C'est à Benito Goya, répondit Juan en portant la main à son chapeau.

Don Ramon fronça le sourcil comme s'il désapprouvait cet hommage, qui ne s'adressait pas à lui seul, mais il s'assit néanmoins sur l'estrade à côté de sa fille et du chapelain; pour moi, préférant garder la liberté de mes mouvements, je refusai la place qu'on m'offrit.

Les vaqueros voltigeaient en dehors des toriles. Quand leurs yeux exercés apercevaient un cheval, un taureau ou une génisse qui n'étaient pas marqués au fer de l'hacienda, leur lazo tournoyait une seconde en l'air et ne manquait jamais, au milieu de cette forêt de cornes et de têtes, d'aller atteindre la bête désignée. Alors le flot s'ouvrait devant l'animal tiré hors de l'enceinte. Un second vaquero s'approchait, jetait nonchalamment son lacet par terre, l'élevait brusquement, piquait sa monture, et, avant qu'il pût opposer de la résistance, le cheval ou le taureau, violemment tiré dans deux directions opposées, s'abattait lourdement sur le sable, faute de point d'appui. En un clin d'œil, le fer ardent sifflait sur la chair; un petit nuage de fumée tourbillonnait sur le flanc de l'animal, qui tremblait douloureusement, se dégageait des liens qui cessaient de l'étreindre, et regagnait le bois ou la plaine avec l'empreinte du propriétaire. Ce fut bientôt autour de nous une vapeur épaisse au milieu de laquelle on ne distinguait plus que confusément des corps fauves frémissant sur le sable, des figures bronzées et des lueurs de fer rougi. De temps à autre, un bond prodigieux jetait partout le désordre; c'était un vaquero emporté par un poulain encore indompté qui se débattait, mais en vain, sous la douleur de sa brûlure et sous l'étreinte de son cavalier.

J'ai dit que c'était au moment de *briser* le cheval que le danger commençait pour le vaquero. Voici comment il est d'usage de procéder : quand le poulain a été terrassé et marqué, selon la force de résistance qu'il oppose, on le maintient par terre ou on le laisse se relever sur ses jambes. Un bandeau de cuir est jeté sur ses yeux. L'animal, privé de lumière, se laisse presque toujours assez docilement seller et sangler. Une corde de crin est nouée au-dessus des naseaux de manière à former à la fois une espèce de caveçon qu'on appelle *bozal*, et une bride qui sert à diriger le cheval. Le vaquero, après s'être assuré que la selle ne tournera pas, chausse ses longs éperons, et, selon la position du cheval, se laisse enlever par lui, ou saute brusquement en selle et lève le bandeau de cuir. Le cheval hésite un instant, mais bientôt la vue des savanes qu'il a l'habitude de parcourir en liberté, l'odeur des forêts natales, le poids qui l'opprime pour la

première fois, lui arrachent un hennissement de fureur; son hésitation a cessé. Il essaie d'abord de seconder la selle, mais la sangle creuse dans son ventre un large et profond sillon. Il cherche à mordre les jambes du cavalier, mais le bozal qui comprime ses naseaux est rudement tiré en sens inverse. Il tente de se dérober en traçant des courbes immenses, en lançant des ruades désespérées; il se dresse presque droit sur ses jambes de derrière pour jeter bas son cavalier par un bond furieux en avant. Efforts inutiles! jusqu'alors inébranlable sur sa selle, l'homme est resté passif: il attaque à son tour. Deux coups d'éperons lancés par lui jusque sous les aines arrachent au cheval un cri rauque de surprise et de douleur. Ivre d'impuissante colère, d'orgueil froissé, l'animal furieux se ramasse sur ses jarrets nerveux, qui se détendent comme un double ressort d'acier: il franchit d'un bond une prodigieuse distance, et s'arrête subitement; mais le vaquero a jeté instinctivement son corps en arrière, et son buste se maintient dans un merveilleux équilibre. Ses éperons retentissent de nouveau sur les flancs du cheval, qui repart sans s'arrêter parce que les molettes labourent ses flancs, et que la *cuarta* meurtrit sa croupe. Enfin, après cette nouvelle course, les naseaux de l'animal, comprimés par le caveçon, ne laissent plus échapper qu'une respiration sifflante, ses flancs fument et saignent. Lorsqu'il a cherché inutilement, dans l'excès de sa terreur et de sa rage, à se briser lui-même pour briser son cavalier contre un tronc d'arbre, le cheval se reconnaît vaincu, il obéit à l'impulsion du corps, à l'éperon, à la voix; en un mot, il est dompté. Quant au vaquero, il reprend haleine, allume un cigare, et remet de nouveau sa selle, encore humide, sur le dos d'un autre animal.

— Avez-vous beaucoup d'hommes de cette trempe dans votre pays? me demanda don Ramon en me montrant une demi-douzaine de ces vaqueros, qui, dans l'intervalle d'une lutte à l'autre, essuyaient leurs fronts ruisselants. J'évitai de répondre à cette question: la comparaison des écuyers de nos cirques avec ces hardis dompteurs de chevaux était trop humiliante pour mon amour-propre d'Européen. Je demandai à don Ramon si parfois on n'avait pas de malheurs à déplorer dans ces luttes équestres.

— Oui, oui, cela se voit de temps à autre, me répondit-il d'un air presque satisfait; tenez, il y a l'*Endemoniado* que mes drôles se sont bien gardés d'amener à l'*herreradero*.

Les vaqueros se récrièrent d'un commun accord, et l'un d'eux s'excusa en affirmant que personne ne l'avait aperçu.

— Qu'est-ce que l'*Endemoniado*? demandai-je à don Ramon. Je me rappelais avoir entendu Cayetano prononcer ce nom la nuit précédente.

— C'est un cheval qui n'a été monté que deux fois, et que mes vaqueros ne se soucient pas de monter une troisième.

— Pourquoi cela?

— Le premier qui l'a monté a été mis en pièces, le second a eu la tête brisée contre cet arbre ébranché que vous voyez là-bas.

— Et vous n'avez pas fait tuer un si dangereux animal?

— Oh! comme ce sont *mes* vaqueros et *mes* chevaux, ces affaires se passent en famille; chevaux et vaqueros ont parfaitement le droit de s'entre-tuer sans que j'aie rien à voir là-dedans.

Un rire d'approbation grossière accueillit cette singulière profession d'impartialité, que ces hommes, qui faisaient si bon marché de leur vie, trouvèrent très-

facétieuse; mais cette gaieté fut de courte durée. A la vue d'un homme qui arrivait inopinément, traînant un cheval avec mille efforts, une stupéfaction profonde remplaça sur ces rudes figures le sourire qu'avait provoqué la déclaration du maître. L'homme était Cayetano, le cheval l'*Endemoniado*. Un air de satisfaction féroce enlaidissait encore le visage amaigri de l'ancien contrebandier, qui apparaissait comme un fantôme sinistre au milieu de ceux dont il était venu depuis peu partager les travaux sous un nom d'emprunt. Instinctivement je me mis à l'écart pour ne pas me laisser apercevoir par Cayetano, sans cependant le perdre de vue. Un nœud coulant qu'il était parvenu à serrer à l'extrémité de la lèvre supérieure du cheval contraignait, par une étreinte douloureuse, l'*Endemoniado* à l'obéissance. Cette lèvre gonflée témoignait de la résistance du quadrupède, qui justifiait parfaitement son nom. C'était un alezan brûlé, à balzanes blanches, *buivant dans le blanc*, comme on dit en termes de manège : signe infailible d'un caractère vicieux. Son œil, à moitié voilé par une houpe de crins qui tombait sur son front, brillait d'un morne éclat. Ses oreilles étaient pointées en avant; sa longue crinière flottait en désordre, et ses sabots durs et pointus rendaient un son métallique contre les cailloux chaque fois qu'il s'élançait sur Cayetano, qui, d'un coup retentissant de sa cravache plombée, le repoussait en arrière. En un mot, l'aspect du cheval était plus effrayant encore que celui de son redoutable guide.

— Vos vaqueros vont me savoir gré de leur amener ce bel animal, n'est-il pas vrai? dit Cayetano en s'adressant à don Ramon, tandis qu'un sourire brutal crispait sa figure, d'autant plus que ce n'est pas sans peine, car voilà deux jours que je le poursuis.

— En effet, dit don Ramon, j'étais étonné de ne pas te voir ici. Allons, mes enfants, qui de vous va monter l'*Endemoniado*? Pour l'honneur de l'hacienda, ce cheval ne doit pas aller se vanter à ses camarades de vous avoir fait peur à tous.

Personne ne répondit à ce défi, car personne n'osait tenter l'impossible. Pendant que l'hacendero jetait autour de lui des regards mécontents, Cayetano semblait chercher des yeux quelqu'un qu'il n'apercevait pas; tout d'un coup, à la vue de Benito, qui, malgré lui ramené vers l'estrade, s'enivrait d'une contemplation muette :

— Seigneur don Ramon, s'écria-t-il, voici quelqu'un qui ne se refusera pas à monter *Endemoniado* en présence de vos seigneuries.

Et il lança sur le jeune homme un regard farouche que celui-ci lui rendit aussitôt.

— Si vous pensez, dit Benito en s'avancant vers don Ramon, que je doive me faire tuer pour soutenir l'honneur de l'hacienda, je suis prêt, seigneur don Ramon, à exécuter ce que vous m'ordonnerez.

Comme le gladiateur prêt à mourir saluant César, Benito s'inclina gracieusement devant l'hacendero. Celui-ci sembla hésiter en rencontrant le regard suppliant de sa fille.

— Je n'ai pas le droit, s'écria-t-il, de t'ordonner de te faire tuer pour moi; mais, si tu veux tenter l'aventure, je t'en accorde pleine et entière permission.

— C'est bien, reprit Benito, je monterai l'*Endemoniado*.

— Si cependant vous avez peur, dit Cayetano en ricanant d'un air de mépris, je le monterai pour vous.

— Chacun son rôle, reprit Benito. Vous devez, ainsi qu'il a été convenu hier,

donner au taureau que nous prête don Ramon le premier coup de *garrocha* (1).

— Et aussi le dernier coup d'épée, si on l'exige, répondit Cayetano avec un rire bruyant.

— Non pas, s'il vous plaît ! s'écria le propriétaire ; je vous prête un taureau pour vous amuser, mais non pas pour le tuer.

On s'occupa de seller Endemoniado, tâche qui n'était pas facile, car, pour le seller, il fallait le maintenir sur ses jambes, et, comme s'il eût deviné le projet des vaqueros, il commença de lancer des ruades furieuses. Un lazo fut passé sous le paturon de la jambe gauche de derrière et serré fortement sur le poitrail du cheval, de manière à coller la cuisse contre le ventre. La jambe droite de devant fut repliée sur elle-même par un moyen semblable, et, ainsi maintenu en équilibre, l'Endemoniado fut condamné à l'immobilité. Benito saisit sa lourde selle par le pommeau et la jeta sur le dos du cheval, qui frémit et trembla quand ses reins en ressentirent le poids, et quand les larges étriers de bois rebondirent sur ses flancs. La sangle fut ensuite serrée violemment sous le ventre, puis le vaquero s'assit sur le sable pour attacher à ses pieds les courroies de ses éperons. En ce moment, je jetai les yeux sur l'estrade. Maria-Antonia était immobile ; mais ses grands yeux noirs, démesurément ouverts, étincelaient sur sa figure pâlie, et l'agitation de son sein trahissait son angoisse. Don Ramon lui-même semblait effrayé, et j'espérai un instant qu'il allait retirer la permission qui exposait l'intrépide jeune homme à une mort presque certaine ; mais il n'en fut rien. Quand Benito eut achevé de chausser ses éperons, les liens qui retenaient les jambes du cheval furent relâchés, et le bandeau de cuir attaché sur ses yeux. Cependant, quoique maintenu par la corde qui tordait sa lèvre, les écarts furieux de l'Endemoniado ne permettaient pas encore de le monter. On fut obligé de le faire agenouiller, et deux vaqueros mordant chacun une de ses oreilles le maintinrent ainsi un instant. Benito s'élança sur le dos du cheval.

— Lâchez-le ! s'écria-t-il d'une voix ferme.

Les deux vaqueros se rejetèrent vivement en arrière, tandis que l'Endemoniado se relevait comme lancé par la détente d'un ressort caché. Grâce au bandeau de cuir qui l'aveuglait, il resta d'abord frissonnant sur ses jambes, les naseaux retroussés, le corps tremblant. Benito profita de ce court répit pour s'affermir sur sa selle, se pencha en avant, et leva le bandeau qui cachait les yeux de l'Endemoniado. Alors commença entre le cheval et l'homme une lutte vraiment admirable. Effrayé de revoir tout d'un coup la clarté du jour qui éblouissait ses yeux sanglants, secouant sa crinière emmêlée et que la rage hérissait, le fougueux animal fit entendre un hennissement terrible, et bondit successivement, en se tordant sur lui-même, vers les quatre points cardinaux, comme pour flairer le vent. Benito, sans paraître ébranlé de ces mouvements impétueux, se tenait encore sur la défensive, repoussant violemment du pied les dents aiguës qui cherchaient à déchirer ses jambes. Trompé dans son espoir, l'Endemoniado s'enleva brusquement sur ses jarrets. En vain les éperons, qui frappaient ses aines, lui arrachèrent un rugissement : le cheval, au lieu de retomber sur ses jambes, s'abattit violemment sur le dos. Tous les spectateurs poussèrent un cri ; mais le pommeau seul de la selle avait heurté le sol avec un retentissement lugubre, en meurtrissant le

(1) Lance armée d'un fer très-court, entouré à sa naissance d'un bourrelet qui l'empêche de blesser mortellement le taureau.

garrot de l'animal. Benito, prévoyant le choc, avait rapidement sauté à terre. Bientôt, au milieu d'un nuage de poussière, les spectateurs émerveillés virent le dompteur de chevaux se remettre rapidement en selle, contre toutes les règles de l'équitation, du côté hors montoir, à l'instant où le cheval étonné se relevait en poussant de nouveaux hennissements. A son tour, le vaquero paraissait ivre de fureur. Pour la première fois de sa vie, il avait vidé les argons. Impatient de venger son affront, ses jambes ne cessèrent de serrer les flancs du cheval que pour tracer jusquesous son ventre les sillons sanglants de ses éperons ; ses bras ne lâchèrent le caveçon de crin que pour faire pleuvoir, drus comme la grêle, les coups de la cravache plombée sur la peau meurtrie de l'Endemoniado. Cependant l'avantage n'était encore ni d'un côté ni de l'autre, et, après quelques minutes de cette lutte acharnée, les deux antagonistes restèrent un instant immobiles. Des applaudissements retentirent de toutes parts, et certes, pour mériter l'admiration de ces centaures, il fallait avoir accompli plus qu'il n'est donné à l'homme d'accomplir. Soit que le vaquero fût un de ceux que le danger ou les applaudissements enivrent, soit qu'il se crût capable de faire plus encore, il profita de cette trêve pour tirer un cou-teau effilé passé dans la jarrettière de sa botte.

— Holà ! s'écria don Ramon, spectateur moins impassible d'une lutte où il s'agissait, selon toute apparence, de la vie d'un cheval ; le drôle va-t-il égorgé l'Endemoniado ?

Un éclair d'indignation jaillit des noires prunelles de Maria-Antonia à la supposition qu'un homme qu'elle avait distingué pût être un lâche, puis un superbe sourire d'orgueil vint éclairer ses traits à la vue de Benito, qui, dans un accès de témérité folle, enivré sans doute par la présence de l'objet aimé, coupait le caveçon du cheval, et se mettait ainsi sans bride, sans point d'appui, à la discrétion d'un animal indomptable. Débarrassé de l'étreinte du *bozal* qui comprimait ses naseaux, l'Endemoniado aspira bruyamment l'air des forêts, fit onduler, en secouant la tête, les flots de sa crinière dorée, et s'élança dans la direction de l'arbre ébranché. Telle était l'impétuosité de son élan, qu'on ne pouvait douter qu'il n'allât se briser lui-même à l'obstacle placé sur son chemin. Rien ne semblait donc pouvoir arracher le cavalier au sort qui l'attendait. L'Endemoniado n'était plus qu'à quelques pas du tronc fatal, quand, par un mouvement aussi subit qu'imprévu, Benito tira son chapeau à larges ailes, et, au moment où un élan suprême allait achever la lutte, le chapeau, interposé brusquement entre l'arbre et le cheval, fit faire à celui-ci un bond de terreur en sens contraire. Nous eûmes alors l'étrange spectacle d'un cavalier sans bride guidant à son gré sa monture indomptée, qui s'élançait d'un côté ou de l'autre, selon que l'épouvantail voltigeait de l'œil droit à l'œil gauche. Ce fut ainsi que l'Endemoniado repassa en frémissant de rage devant l'estrade, où Maria-Antonia paya au vaquero d'un seul regard le prix de son heureuse témérité. L'orgueil du triomphe, qui faisait éclater l'énergique et mâle beauté du cavalier et resplendir son front, au-dessus duquel le vent secouait sa chevelure flottante, justifiait merveilleusement le choix de la jeune fille. Redonnant une nouvelle impulsion au cheval haletant et déconcerté par cette résistance inattendue, Benito le laissa s'élancer dans la direction de la forêt. Nous le suivîmes encore quelques instants, balancé comme un roseau par les sauts prodigieux de l'animal qui dévorait l'espace, et nous l'eûmes bientôt perdu de vue. Quelques cavaliers s'élancèrent après lui ; mais telle était la vitesse de sa course, qu'ils revinrent promptement, renonçant à une poursuite inutile.

Je ne parlerai pas de tous les commentaires qui accompagnèrent la disparition de Benito. Les uns le regardaient comme perdu, malgré ce premier triomphe, car une des victimes de l'Endemoniado avait échappé aussi à l'arbre fatal, et ce n'était que bien loin de l'hacienda qu'on avait trouvé son cadavre, couvert de blessures et foulé aux pieds. Les autres auguraient mieux de l'habileté du jeune vaquero. L'arrivée de Martingale, qui tenait un faisceau de lances à la main, mit bientôt fin aux conjectures, en rappelant que le *mayordomo* (majordome, c'était Cayetano qui était investi de cette dignité) devait commencer la course du taureau.

Les toriles étaient vides ; un taureau seul y était resté ; c'était celui que j'avais vu terrasser la veille. Cayetano, la figure encore agitée de passions jalouses, prit une des garrochas et entra seul dans l'arène. Le taureau fut détaché des liens qui le retenaient aux poteaux, et n'eut pas besoin d'être excité pour se ruer à la rencontre du toreador amateur. Cayetano fit quelques passes, en cavalier consommé, pour éviter ses premières atteintes, et attendit l'instant favorable pour piquer l'animal. L'occasion se présenta bientôt. Quand le taureau baissa la tête pour ramasser ses forces et s'élancer de nouveau sur son ennemi, la pointe de la garrocha s'enfonça à la jointure de l'épaule, et le bras vigoureux de Cayetano le contint en arrêt ; mais, au moment où il jetait autour de lui un regard de triomphe, la garrocha se brisa dans sa main, et il ne put, dans le premier moment de surprise, éviter le choc du taureau. Cayetano porta vivement la main à sa cuisse, et quelques gouttes de sang vinrent rougir ses *calzoneras* de toile blanche. Un juron arraché par l'humiliation plutôt que par la douleur s'échappa de sa bouche, puis il demanda une nouvelle garrocha, tandis qu'il gagnait l'extrémité opposée de la lice.

Quelques minutes se passèrent avant qu'il pût être obéi ; enfin il vint de nouveau se mettre en face du taureau. Cependant une hésitation singulière se trahissait dans son maintien ; je savais Cayetano trop brave pour attribuer son émotion à la crainte : je l'avais vu calme et froid dans des circonstances plus critiques. Bientôt, à cette hésitation succéda un air d'abattement plus inexplicable encore, car son sang ne coulait pas. Enfin, au moment où il levait machinalement une seconde fois la garrocha à la hauteur du poitrail du taureau, son cheval effrayé se cabra, recula, et, sans chercher à s'y opposer, Cayetano se laissa, à la surprise générale, entraîner hors de l'arène. Des cris, des sifflets, des huées, accueillirent la fuite du toreador, qui, insensible à ces outrages, s'éloignait en chancelant sur sa selle comme un homme ivre, et la figure couverte d'une pâleur mortelle.

— Le chapelain ! le chapelain ! crièrent quelques voix d'un ton ironique, voilà un chrétien en danger de mort. Et les sifflets poursuivirent de nouveau le majordome, objet d'une haine unanime. Cependant le chapelain, qui avait pris au spectacle un vif intérêt, paraissait se soucier assez peu d'abandonner sa place sur l'estrade. Il hésitait à prendre au sérieux cet appel à ses fonctions ; mais, sur un signe de don Ramon, il monta à cheval en maugréant et suivit le fugitif.

Profitant du tumulte et de l'issue qu'on lui laissait ouverte, le taureau s'était élancé dans la direction de la forêt sans qu'on songeât à l'en empêcher. Ce dénoûment ne faisait que médiocrement le compte des vaqueros, qui fondaient sur la course du taureau l'espoir d'un amusement plus prolongé. A défaut de la course, ils se livrèrent à mille prouesses équestres qui m'eussent vivement intéressé, si ma pensée ne se fût reportée involontairement vers le héros de cette journée. En ce moment, Benito expiait peut-être un triomphe passager par une

mort cruelle, loin de tout secours humain. Une angoisse bien autrement profonde était empreinte sur le visage de la fille de l'hacendero. En vain son père l'engageait à quitter l'estrade, puisque tout était fini : ses regards restaient fixés vers l'horizon, tandis que sa main froissait convulsivement les fleurs des sumacs. Le soleil montait lentement et commençait à embraser la campagne sans qu'aucun indice annonçât le retour de Benito, et cependant plus d'une heure s'était écoulée. Enfin un long soupir s'échappa des lèvres de la jeune fille, qui reprirent leur teinte rosée ; une joie indicible rayonna sur sa figure, car un léger nuage de poussière surgissait à l'horizon, et son cœur lui disait que cette poussière était soulevée par celui qu'elle attendait. Le dompteur de chevaux arrivait en effet, rapide comme le nuage poussé par le vent. Les vaqueros suspendirent leurs jeux, et n'eurent que le temps de se former en une double haie pour recevoir leur camarade victorieux. Un coup d'œil suffit pour nous apprendre que l'indomptable Endemoniado était enfin dompté. A ses flancs haletants, à ses yeux éteints, à sa croupe ternie sous une couche de poussière collée par la sueur, il était facile de voir que le redoutable animal n'obéissait plus qu'à la vive terreur que lui inspirait son cavalier. Celui-ci, la figure enflammée et sillonnée çà et là de longues déchirures, la chevelure en désordre, les habits en lambeaux, portait tous les signes d'une victoire chèrement disputée. Au moment où les derniers bonds que ses éperons arrachèrent à l'Endemoniado le firent arriver sous l'estrade, Benito se pencha brusquement en arrière et poussa un cri : le cheval s'arrêta court ; la voix de son vainqueur suffisait à le conduire. Ce fut alors un hurra général parmi les vaqueros. Avec une grâce courtoise que n'eût pas désavouée le plus parfait gentilhomme, Benito s'inclina sur la selle comme pour déposer aux pieds de Maria-Antonia l'hommage de sa victoire. De nouveaux cris s'élevèrent, et tandis qu'un mélange de confusion, d'orgueil et de joie, empourprait le beau visage de la jeune fille, une grappe fleurie de sumac vint tomber dans les mains de Benito. Le jeune homme ne put alors cacher son émotion ; il pâlit, balbutia, et, comme s'il eût faibli sous le choc d'une fleur lancée par la main d'une femme, l'inébranlable cavalier parut chanceler pour la première fois sur sa selle. Je m'approchai de lui pour le complimenter. En cet instant, ma vie avait à ses yeux un prix inestimable : n'étais-je pas le témoin du plus glorieux, du plus doux de ses triomphes ? Aussi, dans l'ivresse de sa joie, probablement aussi pour cacher son trouble, m'étreignit-il vivement dans ses bras nerveux. Benito Goya m'avait pardonné.

Quelques heures après, au moment où je rentrais seul à l'hacienda, je me croisai avec un des héros subalternes de cette journée, avec Juan, l'heureux possesseur du dolman qu'il avait regagné la veille. Malgré ce succès, il semblait plongé dans une profonde tristesse. Comme j'hésitais à l'interroger, il m'adressa le premier la parole :

— Avouez, seigneur cavalier, me dit-il, que Benito Goya est un heureux mortel, car, si je ne me trompe, nous aurons sous peu, dans sa personne, un nouveau maître à l'hacienda.

— Ce ne sera que justice, ce me semble, dis-je à Martingale, car il est aussi beau qu'il est brave ; mais est-ce cette pensée qui cause votre tristesse ?

— Oh ! non ; c'est ce pauvre *mayordomo* !

— Cayetano ?

— Hélas ! oui, reprit Juan avec un redoublement de grimaces mélancoliques ; il est mort !...

— Mais il était à peine blessé !

Juan prit un air mystérieux.

Il paraît, me dit-il, qu'on avait enduit les cornes du taureau avec le suc du *palo mulato* (1), et que la mort du pauvre majordome a été aussi horrible que prompte. Vous n'avez pas oublié l'homme qui vous a rencontré mourant de soif, et qui avait averti Benito de vous apporter de l'eau ? Eh bien ! c'est Feliciano, le frère d'un ancien ami de Cayetano. Cet ami, possesseur d'un secret que le majordome eût voulu lui arracher avec la vie, avait confié à son frère, avec le secret fatal, les alarmes que lui causait le caractère bien connu de Cayetano. Ces alarmes n'étaient que trop fondées. Le frère de Feliciano s'est embarqué un jour avec le majordome, et depuis on ne l'a plus vu reparaître. Feliciano a compris que son frère avait été tué ; il s'est mis à la recherche de l'assassin. Ayant appris que Cayetano vivait parmi nous, il s'est rendu à l'hacienda, où il est arrivé juste à temps pour le voir mourir. Alors il lui a parlé d'événements qui se sont passés il y a déjà longtemps ; ces révélations ont déterminé chez le moribond une crise effrayante. Il a maudit, blasphémé Dieu comme un païen, jusqu'au moment où d'horribles convulsions ont mis fin à ses souffrances. Certainement le majordome est mort en état de péché mortel, puisqu'il n'a pas voulu se confesser.

— Oui, oui, dit le chapelain, qui s'était approché de nous ; et, citant l'Évangile avec plus d'à-propos que de savoir, il ajouta : — Le Seigneur a dit : « Celui qui frappera avec l'épée périra par le taureau. »

— Amen ! dit Martingale s'inclinant avec une humilité naïve devant l'autorité de son curé ; mais qui diable a pu empoisonner les cornes du taureau ?

Si on se rappelle l'opération bizarre à laquelle j'avais assisté la veille sans être vu et la part qu'y avait prise Feliciano, on ne sera point embarrassé de répondre à cette question, sous laquelle Juan dissimulait prudemment une dangereuse complicité.

GABRIEL FERRY.

(1) Espèce de sumac vénéneux. C'est un grand arbre à peau jaune recouverte d'un épiderme rougeâtre, continuellement exfolié. Son suc laiteux est corrosif et fournit un poison très-violent.

BRIOLAN.

DERNIÈRE PARTIE.

XIV.

Briolan n'était point rêveur : homme de guerre et non poète, s'il était mort à l'hôpital, il n'aurait point fait pendant son agonie des élégies à la façon de Gilbert. Toutefois la mort du *Nuage rose* lui donna de la mélancolie. Pendant plusieurs jours, il alla au soleil levant et au soleil couchant s'asseoir sur le tombeau de la rive, où, tout comme s'il eût été rimeur de son métier, il prêtait un sens mystérieux d'un vague rapport avec sa tristesse aux vents, aux nuages, à tous les jeux d'ombre et de lumière; puis son chagrin s'affaiblit, et il passa de l'humeur attristée à l'esprit ennuyé, ce qui n'est pas un changement très-heureux. Le fait est que sa situation n'avait rien de bien gai. Les yeux qu'il aimait, les yeux de Brigitte, où brillaient-ils ? A des distances de son regard que des rayons d'étoiles auraient pu seuls parcourir. La pauvre fleur sauvage que de bons destins lui avaient envoyée pour parfumer les heures de l'exil, le vent de la mort l'avait cueillie. Enfin le passe-temps des braves cœurs, le danger, lui manquait depuis quelques jours. Les Grandes Bouches n'avaient point vengé la mort du *Vent d'Hiver*. Devant l'enceinte où s'étaient réfugiés les Longues Oreilles, ils se tenaient d'un air découragé. Mafré avait fait remarquer qu'étant montée en artillerie à peu près comme l'armée d'Agamemnon, il n'y avait point de raison pour que l'armée assiégeante ne fît pas durer ses travaux pendant dix ans. Un siège de dix années à soutenir dans un coin de la Dominique, ce n'était point pour une

(1) Voyez les livraisons du 31 août et du 15 septembre.

âme aventureuse une perspective séduisante. Saladin était donc tout à fait morose, quand un soir il lui sembla que la bienfaisante déesse des aventures daignait de nouveau s'occuper de lui.

On peut toujours regarder la mer avec une espérance. Bien souvent on n'y voit passer que des mouettes et des hirondelles, mais on sait qu'il y a certainement un endroit sur son immense et redoutable surface, celui-là ou celui-ci, que traversent à la merci de maintes puissances inconnues quelques existences humaines. Toujours à l'horizon quelque embarcation peut paraître : d'honnêtes gens, de bons pêcheurs, de tranquilles marchands, ou des garnements sans autre boussole en cette vie que la boussole marine, qui vont où veut et sait le diable.

Le vaisseau qu'on aperçut un soir à la hauteur du camp des Longues Oreilles ne paraissait point appartenir à l'espèce des navires inoffensifs et laborieux : c'était un bâtiment aux formes élancées et audacieuses, aux voiles et à la carcasse noires, qui avait dans son allure je ne sais quoi de provoquant et de matamore, sentant enfin son pirate d'une lieue.

Ce bâtiment s'avança vers la baie qui échancrait le camp des Longues Oreilles. Favonette, dès qu'il aperçut ce mouvement, appela tous ses hommes aux armes. Saladin et ses compagnons ne furent pas les derniers à se mettre sur le pied de guerre. Quand chacun fut armé jusqu'aux dents, on s'avança sur la rive au-devant du vaisseau, qui se mettait en état de défense. Ainsi, des deux côtés, arcs bandés, canons et fusils chargés, enfin armes prêtes à frapper. C'est ainsi que s'abordent volontiers les hommes, quand ils se rencontrent par hasard au milieu des solitudes de la nature ; cela soit dit en passant et sans amertume. — Il faut bien que l'humanité se saigne un peu, répétait souvent Favonette du ton dont quelques-uns disent : — Il faut bien que jeunesse se passe. Du reste, en cette occasion, il n'y eut point de sang versé.

Les gens du camp laissèrent avancer le vaisseau jusqu'à une portée de mousqueton, et, quand le navire fut à cette distance, Mafré s'écria : — Mais, si je ne me trompe, c'est le *Cid Campeador* que nous avons sous les yeux, et voici, sur le gaillard d'arrière, deux de mes anciennes connaissances : Pierre-le-Sombre et le blond Wolfgang de Werchingen, couple héroïque d'amis qui défie tous les couples de guerriers antiques. Voilà tantôt dix ans que Wolfgang et Pierre boivent la vie à la même coupe. Toujours à côté l'un de l'autre dans les combats, le même boulet les a souvent menacés. Ils pendront au même gibet, comme deux fruits jumeaux à une branche d'arbre, s'il leur arrive jamais d'être saisis par la potence. Ma foi ! je les revois avec plaisir. La dernière fois que je les ai quittés, c'était dans les mers de la Chine. Comme on se rencontre dans cet univers ! Cela prouve bien (Mafré retombait ici dans sa triste et habituelle réflexion) que le monde est malheureusement fort petit.

Cependant, tout en parlant ainsi, le vicomte Ascagne attachait au bout de son fusil un mouchoir blanc qu'il agitait en signe de salut fraternel. Ce signe ne fut pas laissé sans réponse par le vaisseau. Deux hommes d'une belle tournure, dignes de commander au *Cid Campeador*, se penchèrent en dehors de la balustrade, travaillée comme le balcon d'une maison andalouse, qui bordait le gaillard d'arrière de l'élégant vaisseau, et témoignèrent par leurs gestes qu'ils reconnaissaient celui dont ils recevaient les saluts. Le fait est qu'avec de bons yeux on pouvait reconnaître Mafré de fort loin. Il ne ressemblait point à celui-ci, à celui-là ou à cet autre ; il était fait comme le fils seul de sa mère. Narille aurait bien dépensé trois

millions d'années, si les années lui avaient été données par millions, pour apprendre la façon dont son compagnon portait la tête, s'appuyait sur ses jambes, levait la main... ; et ç'aurait été temps dépensé en pure perte. Mafré était l'inimitable Mafré.

Le Cid Campeador, désormais traité en ami, s'avança donc, en changeant d'allures, avec un air de royale confiance, dans la baie où il se disposait tout à l'heure à entrer mèche allumée. On jeta l'ancre tout près de la rive que couvraient les Longues Oreilles, et sur cette rive furent bientôt portés par un canot agile les deux hommes qu'avaient salués Mafré, Pierre-le-Sombre et Wolfgang de Werchingen. Lequel était Pierre ? et lequel était Wolfgang ? C'est ce qu'on pouvait facilement distinguer. Les deux amis étaient à peu près de la même taille ; tous deux avaient des formes hautes et hardies comme le vaisseau sur lequel ils étaient montés ; mais l'un avait sur sa chevelure la couleur des ailes du corbeau, et l'autre celle des épis ; l'un avait les yeux d'un noir luisant comme la cavale d'un démon, l'autre avait les yeux d'un bleu vif comme le manteau de Jésus-Christ. Ces physionomies aux traits si différents étaient éclairées par un même regard, par un regard intelligent, triste et audacieux, se ressentant de la mer et du danger, des combats et des orages, un regard de pirate penseur. Il n'y a point de raison pour qu'un penseur ne soit point pirate.

Pierre et Wolfgang, Mafré et Dranmor, car Dranmor connaissait tous ceux que connaissait Mafré, se donnèrent l'accolade ; puis le vicomte Ascagne, conduisant les nouveaux venus au capitaine Favonette, lui dit avec cet accent que Narille cherchait à graver dans sa mémoire :

— Voici, mon cher chevalier, deux vaillants auxquels vous serez heureux, j'en suis certain, de donner l'hospitalité dans votre camp. Messieurs Pierre-le-Sombre et Wolfgang de Werchingen, commandants du vaisseau pirate *le Cid Campeador*, sont de ces hommes que vous chérissez, quand vous ne vous coupez point la gorge avec eux. Ce soir, s'ils viennent dîner sous votre toit, vous serez, mon digne Favonette, président d'une vraie Table Ronde. Le roi Artus, que vous connaissez bien, car vous m'avez dit que, dans le château de Favonette, il y avait des romans de chevalerie, le roi Artus n'avait point la joie de promener ses regards sur plus braves visages que ceux dont vous serez entouré. Si ces messieurs veulent nous donner un coup de main, nous ferons passer quelques mauvais instants aux Grandes Bouches et à leurs chiens.

Cette dernière phrase sonna d'une façon particulièrement agréable aux oreilles de Favonette, et il tendit la main aux deux capitaines pirates avec toute la grâce bienveillante dont il pouvait disposer ; puis, dans un discours bref, mais amical, il leur offrit le libre usage de son camp et de tout ce qu'il contenait. Pierre et Wolfgang répondirent qu'ils avaient besoin seulement d'eau, que leur équipage en manquait, et qu'ils étaient venus en chercher à cette source, qui leur était connue, des rives de la Dominique. Favonette, en grenadier français, ne manqua point de faire toutes les plaisanteries que peut tenir en réserve contre l'eau un buveur de vin ; puis, après ce sacrifice aux grâces badines, il assura ses deux hôtes, d'un ton sérieux, qu'ils pouvaient faire remplir à la source de son camp toutes les tonnes de leur vaisseau ; enfin il termina son discours en les invitant à venir prendre leur part dans sa hutte d'un dîner où l'eau ne manquerait point, mais, comme disent les Caraïbes, l'eau de feu.

Quelques heures après ce dîner, quand on en eut fini avec toutes les danses qui

suivent les repas des sauvages et que l'élément caraïbe pur se fut tont à fait retiré de la société, Mafré raconta l'histoire de Pierre-le-Sombre et du blond Wolfgang de Werchingen. — J'aurais pu, dit-il en s'adressant aux deux pirates, qui étaient assis en face de lui, vous laisser le soin de nous apprendre vous-mêmes vos aventures : je sais que je vous rends un service en vous épargnant cette besogne. Vous êtes tous deux de ceux qui aiment mieux penser et agir que parler. Moi, je ne crains point la parole ; je l'avouerai, elle m'amuse. J'aurais aimé, comme César, faire voler sous les pieds de mon cheval, au milieu des traits, le galet des rives bretonnes, et me livrer, dans le sénat, à des dissertations sur l'immortalité de l'âme.

Mais les dissertations de César, j'en suis très-fermement convaincu, l'amusaient plus qu'elles n'amusaient le sénat ; les récits de Mafré dans toute leur ampleur ne divertiraient peut-être pas le lecteur autant qu'ils le divertissaient lui-même. Voici donc en très-peu de mots ce qu'il apprit fort longuement à ses compagnons sur les gestes et les caractères des deux capitaines du *Cid Campeador*.

Rien de plus distinct à leur source que les deux existences dont une amitié romanesque avait maintenant confondu le cours. Une même passion s'était emparée de Pierre-le-Sombre et du blond Wolfgang, l'amour du danger et de l'aventure ; mais c'était par deux routes opposées qu'ils étaient arrivés tous deux à la fantasque et orageuse région de la vie où leurs âmes se complaisaient. Pierre avait eu tous les malheurs accablants et réels qu'il peut y avoir pour une créature humaine en ce monde. Il était né en Espagne, dans les cachots du saint-office, d'une fille noble, persécutée par toute sa maison pour une faute amoureuse. A la plus lugubre des enfances avait succédé pour lui la plus douloureuse des jeunesses. Sa mère venait d'être rendue à la liberté et réunie à l'homme qu'elle aimait, quand cet homme mourut atteint par une vengeance. Pierre vit son père expirer sous ses yeux ; des horreurs du cachot il passa aux horreurs de l'assassinat. Plus tard, en Corse, où sa destinée errante l'avait conduit, il devint épris d'une jeune fille ; cette jeune fille disparut au milieu d'un incendie, allumé dans la maison de ses aïeux par une haine séculaire. Pierre, alors, ne voulut pas se tuer ; il pensait qu'il y avait, pour sortir de la vie, des portes plus hautes que le suicide ; mais il résolut de se livrer au péril, la seule consolation des âmes fortes, de jouer son existence contre le sort dans une éternelle partie. Toutes les lois divines et humaines lui étaient devenues indifférentes ; car, pour sa part, il ne reconnaissait dans l'univers que des puissances cruelles et insensées : il prit le parti de se faire pirate. Il ne voulut point naviguer sur la Méditerranée : c'était une mer trop lumineuse ; il voulut aller promener ses jours sur la surface, tantôt sombre, tantôt livide, de l'Océan. Dans le petit port des rives normandes qu'il choisit pour le lieu de son embarquement, il rencontra Wolfgang de Werchingen.

Wolfgang était né dans le plus riant faubourg d'une des plus jolies villes de l'Allemagne : sa mère était l'enfant gâté d'une bonne et riche famille ; son père, conseiller aulique, n'avait au monde d'autre goût que le violon et les tulipes. Tout lui réussit. Il devint amoureux. La femme qui lui plaisait lui donna son cœur tout entier, et ce cœur était des plus charmants ; mais il prit en horreur et mépris une réalité douce et brillante pour lui comme un songe. Il était de ceux qu'entraîne en son abîme cette sirène qui habite des gouffres bien autrement profonds que les gouffres marins, l'idéal. Épris de l'infini et de l'inconnu, plus

inquiet que le vent et les nuages, il détruisait à plaisir tous les tranquilles bonheurs dont l'entouraient d'aimables et souriants génies. La tendresse de sa mère était sans charme pour lui ; il bâillait sous les tilleuls et devant les tulipes du jardin paternel. Quant à sa maîtresse, il la torturait par toutes les exigences, les querelles, les ennuis, les caprices du plus fatigant et du plus fatigué des amours. Un jour, il rencontra un homme qui avait mené la vie des pirates ; aussitôt il se sentit entraîné vers les mers. Les tempêtes, les vagues, et ces combats humains qui viennent parfois se mêler à leurs terribles jeux, lui paraissaient devoir seuls répondre au bruit et au mouvement de son âme. Accoutumé à ne lutter jamais contre un seul de ses désirs, il ne résista point longtemps à la fantaisie de devenir pirate. Mère et maîtresse, patrie et famille, il repoussa dédaigneusement loin de lui tout ce qui fait la joie des cœurs paisibles et modérés. Il quitta le nid et s'élança dans l'abîme. Cependant, chez les plus intraitables et les plus fières des âmes, quelque sentiment tendre existe toujours. Le blond Wolfgang se prit pour Pierre-le-Sombre d'une affection dont il fut du reste bien payé. Entre ces deux hommes, les mers et le péril avaient fait naître et grandir une amitié semblable à celles qui se développent parfois sous la voûte des cloîtres. Par exemple, rien d'héroïque comme la tendresse dont ils s'aimaient. Chacun des deux eût suivi avec bonheur son ami dans la mort, mais n'eût pas dit une parole pour l'empêcher de s'y élançer.

Du reste, si intéressants que fussent les deux capitaines du *Cid Campeador*, ce n'est pourtant point d'eux qu'on s'occupa le plus au dîner de Favonette. Il était dit que Narille aurait la plus grande influence sur les destins auxquels son destin s'était mêlé. L'homme qui avait déjà fait bannir ses amis du *Régent* n'était pas au bout de ses équipées.

Entre Narille et Favonette, il n'y avait pas ce bon et loyal compagnonnage qui existait entre nos autres héros et l'ancien capitaine de grenadiers. C'était une chose assez plaisante : Favonette trouvait que Narille ne sentait pas son gentilhomme, qu'il était tout rempli d'affectation et de boursoufflure dans ses façons de grand seigneur. Avec un sens de la plus singulière finesse, le roi sauvage, qui lui, après tout, avait un sang de vieux chevalier dans les veines, s'était aperçu qu'il avait affaire à un homme d'une autre espèce que les hommes nés aux flancs des rocs et des coteaux, dans de sombres nids, pour la vie de l'aigle ou du vautour. Enfin Narille lui déplaisait. Narille, de son côté, trouvait M. de Favonette mal appris, infecté d'une odeur de caserne, fait pour boire au cabaret avec la Tulipe et non point pour s'asseoir à un repas galant entre des hommes de qualité. Plusieurs fois ces deux personnages avaient échangé d'assez aigres propos ; une querelle entre eux pouvait éclater d'un moment à l'autre.

Quand Mafré eut raconté l'histoire de Pierre et de Wolfgang, on se mit à deviser sur divers sujets. Entre autres choses, on parla de la vertu. — Moi, disait Favonette, moi, capitaine de grenadiers, qui ai fait la guerre en Italie, et traité des couvents de nonnains comme le Grand Seigneur ne traite pas son harem, non certainement ; moi qui n'ai jamais pris conseil que des bouteilles pour parler d'amour aux femmes ; moi qui ai vendu ma belle-mère aux Turcs, j'ai été un jour vertueux comme un séminariste de seize ans. J'ai pratiqué la vertu naïve, j'ai été honnête, sensible, et je m'en suis mordu jusqu'au sang les doigts que voici. Il faut que je vous raconte cette histoire-là.

J'étais en garnison à Bordeaux, une ville comme toutes les villes de bon vin,

où l'on prend tout vivement et chaudement, où l'on va grand train dans le plaisir. Je m'amusais, je jouais, je buvais, je dansais ; j'avais alors un tremoussement de timbale dans les mollets ; et mon argent dansait aussi. Il y avait à Bordeaux, en ce temps-là, une vieille usurière dont je ne vous dirai pas le nom, mais dont je vous dirai le surnom. On l'avait surnommée *la Dentue*. L'affreuse fée ! elle avait une face de sorcière égyptienne et des dents de crocodile ; son cœur était pire que son visage. Toutes les mauvaises choses y avaient leur place ; c'était un vrai nid à crapauds. Je ne sais pas quel métier elle eût refusé. Un beau matin, je lui fis une visite. On connaissait son logis dans mon régiment. Il y avait peu de camarades qui, de temps en temps, n'allassent, comme on disait, se faire enlever une livre de chair par la Dentue. Le jour où je me rendis chez elle, je puis dire que j'avais besoin d'argent. Ma bourse était à sec, plus à sec que ne le serait mon gosier si j'étais trois jours sans eau-de-vie. — Voyons, dis-je à la Dentue, j'en passerai par tout ce que vous voudrez ; tondez-moi jusqu'à la peau, coupez même, s'il le faut, le cuir, mais donnez-moi de l'argent.

— De l'argent, me répondit l'infâme vieille, de l'argent ! par malheur je n'en ai pas, je ne puis vous prêter qu'en nature.

— De par tous les diables ! m'écriai-je, allons-nous recommencer l'histoire des mousquetons, des tapisseries et des souricières ? Je veux de beaux et bons louis, bien luisants, comme vous en avez ici, j'en suis sûr, sous des serrures dont on devrait vous voler la clef. Allez à Belzébuth avec votre nature.

— Ma nature, fit-elle avec un atroce sourire, ma nature n'est pas à dédaigner. Si l'objet que je vous envoie ne vous représente point trois cents écus qui vous seront payés comptant, que notre marché soit nul.

Le diable vous conseille quand on l'a dans sa bourse. Je fis affaire avec la vieille, je griffonnai tout ce qu'elle voulut, et je retournai chez moi attendre ce qu'elle devait, m'avait-elle dit, m'envoyer le jour même. J'ignorais ce que j'allais voir arriver.

Tandis que je réfléchissais à mon marché en fumant ma pipe, on frappa un petit coup à ma porte. Il faisait chaud, je m'étais mis à l'aise ; je croisai décemment ma robe de chambre sur mes jambes libres de toute culotte ; j'ôtai ma pipe de ma bouche, et j'allai ouvrir. Je ne sais quoi me disait que ce n'était pas un grenadier qui avait cogné. Ce n'était pas un grenadier en effet, mais c'était bien la plus jolie fille que j'aie vue de ma vie, une enfant de seize ans, avec des joues, des yeux, une bouche, un minois enfin et une tournure à vous griser mieux que vingt bouteilles. Le joli tendron ! je crois vraiment que je devins poète, car je me dis : C'est Vénus qui entre chez moi en jupon court. Oui, je me dis cela ; puis, prenant l'enfant par la main :

— Qu'y a-t-il pour votre service, ma reine ?

Elle tira d'un petit tablier un morceau de papier plié en quatre, et me le remit, en baissant les yeux, d'une main qui tremblait. Voici ce qu'il y avait sur ce chiffon de papier : « Trois cents écus payables sur l'heure à celui qui amènera Fanchon souper avec moi. » Au bas de ces deux mots, il y avait une signature que je reconnus : celle du marquis de Gervisy, le colonel de mon régiment.

— Ah ça, ma chère petite, m'écriai-je, que veut dire ceci ? Vous êtes mademoiselle Fanchon, n'est-ce pas ? mais qui vous a envoyée vers moi ?

— Je viens, monsieur, de la part d'une personne à qui vous avez été demander

de l'argent ce matin, et qui m'a assuré que vous comprendriez bien ce que ce billet voulait dire.

Je regardai l'enfant : une cerise qu'on vient de tremper dans l'eau n'est point plus rouge que n'étaient ses joues, et je crus voir une larme qui tremblait dans ses yeux.

— Morbleu, je comprends, fis-je alors, peste de la Dentue ! le bel emploi qu'elle me donne ! Je vois, mon enfant, à votre rougeur et à votre air chagrin que vous savez ce dont il s'agit. La Dentue me devait trois cents écus payables en nature ; la nature dont elle me paie, c'est vous. Que je vous mène ce soir chez M. de Gervisy, et je toucherai ce qui m'est dû. Si je fais le généreux, les amis me quittent, tandis que les créanciers m'arrivent.

Et je donnai tout bas au diable la Dentue de ne pas avoir pris pour elle-même la besogne dont elle me chargeait. L'argent, comme on sait, ne sent point son origine, les écus qu'on a fait sortir de la poche d'un homme étranglé ou pendu dansent aussi gaïement que les autres ; cependant ce qu'exigeait de moi le besoin d'argent me blessait ; je maudissais la grotesque vergogne qui avait sans doute empêché cette indigne sorcière de livrer elle-même la marchandise dont elle trafiquait sous le manteau. Puis je pensai rapidement que j'avais toujours eu un talent tout particulier pour la mascarade, qu'à la nuit tombante je me grimerais de façon à être méconnaissable, et conduirais en sécurité la petite chez mon galant colonel. Il ne me restait plus que l'ennui de porter à un autre le morceau dont je me serais fort bien accommodé, et encore la distance qui me séparait de l'instant où l'effet de la Dentue devait être livré pouvait rendre, le susdit effet restant sous ma garde, cet ennui beaucoup moins poignant.

Je pris, en me rapprochant du tendron, un air qui annonçait sans doute que l'esprit des saints et des vierges ne venait point de descendre dans mon cœur, car Fanchon recula tout effarée.

— Allons, ma chère enfant, lui dis-je, ayons de la philosophie, vous ne savez pas trop sans doute ce que c'est. Eh bien ! je vais vous l'apprendre. C'est une façon tranquille et sensée de se soumettre à ce qui doit arriver forcément. Vous êtes une ingénue, n'est-ce pas ? et c'est fort joli d'être ingénue. Moi, qui vous parle, j'ai été ingénu aussi ; mais l'ingénuité n'a qu'un temps. En soupant avec M. de Gervisy, qui est un homme fort bien tourné, si vous perdez quelques-unes des grâces que vous possédez maintenant, il est des grâces encore ignorées de vous que bien certainement vous acquerrez ; allons, ma belle, de la sagesse.

Mais voilà que Fanchon se mit à sangloter, et, de cette bouche qui jusqu'alors semblait avoir peine à prononcer des mots faibles comme de petits soupirs, sortirent des paroles vives, animées, rapides ; il semblait que la belle venait d'être possédée, je ne dirai pas d'un démon, mais d'un ange terriblement enflammé :

— Quoi ! disait-elle, un officier, et un officier français, fera un métier dont mon frère Jacquot le meunier ne voudrait pas ! Vous qui vous croiriez déshonoré si votre père avait vendu de la farine, vous ne rougirez point d'un commerce qui est en horreur à tout chrétien, vous vendrez une femme, une pauvre fille (et là redoublant ses sanglots, puis tombant à mes genoux), une pauvre fille qui vous supplie de lui venir en aide, qui met sous votre protection tout ce qu'elle a de plus cher, son seul bien, son trésor d'indigence. Ah ! capitaine, si vous êtes bon (et on dit qu'il y a de bons cœurs sous l'uniforme, ceux qui sont durs avec qui se défend aiment à se montrer doux avec qui ne peut se défendre) ; si vous êtes

bon, capitaine, ma prière vous touchera, et, tenez, je sens qu'elle vous touche, voilà que vous me regardez avec des yeux que j'aime, comme me regarderait mon père ou mon frère...

Je ne sais point quels bêtes d'yeux j'avais, mais le fait est que je me sentis touché.

— Allons, lui dis-je, une jolie fille n'aura pas demandé en vain une chose même déraisonnable à un soldat. Relevez-vous, ma chère enfant, retournez chez cette infâme Dentue, et jetez-lui au nez les morceaux de ce billet, en lui disant que le chevalier de Favonette la méprise, mais remplira ses engagements envers elle, comme si elle s'était acquittée loyalement de sa dette vis-à-vis de lui. Je conçois, ajoutai-je en souriant, que tout le monde ne se donne pas le luxe d'être vertueux, car la vertu coûte parfois un peu cher. Enfin j'ai obligé une aimable personne, et j'ai fait, pour ce qui me concerne, quelque chose de nouveau.

Fanchon me remercia avec des regards et des mots qui vraiment me firent plaisir; je me sentais au cœur je ne sais quoi qui me rappelait le temps où j'allais tout enfant dormir sur les bottes de foin. Quand Fanchon fut partie, ce bonheur champêtre se dissipa un peu. Je trouvais que la vertu était quelque chose de diablement fugitif, impalpable, bon pour les gens qui n'ont plus ni chair ni os. Ce qui était au contraire terriblement lourd, pesant, écrasant même, c'était la dette dont je m'étais chargé vis-à-vis de la Dentue. Pour un homme déjà malade d'un flux de bourse, je m'étais administré un bon remède. J'avais le soir une dette qui égalait toutes mes dettes du matin. Voilà ce que m'avaient valu la Dentue et mon honnêteté.

Enfin, après de rudes moments, je me tirai pourtant d'affaire. Toutes maigres, débiles, épuisées que pour la plupart elles étaient, les bourses du régiment se saignèrent afin de secourir la mienne. Il y avait quelques jours que j'avais payé la Dentue, et il ne me restait plus qu'un souvenir décidément assez agréable de ma grandeur d'âme envers Fanchon, quand un jeune officier de dragons, le vicomte d'Erwise, m'invita avec tous mes camarades à souper.

Pour être très-gai à un souper, il va sans dire qu'il faut beaucoup y boire; mais il n'est pas mauvais d'y arriver après avoir déjà un peu bu. Je marchais dans l'agréable nuage où vous mettent les fumées du vin, quand j'entrai chez le vicomte d'Erwise; aussi je crus me tromper en voyant assise auprès de lui, sur un petit sofa, Fanchon, la Fanchon dont j'avais sauvé la vertu, avec un pied de rouge sur les joues, les épaules au jour, ou pour mieux dire à la lumière des bougies, et sur les lèvres le plus lutinant des sourires lutins. Voilà, pensais-je, les tours du vin. Dans quelque princesse de théâtre des plus hardies et des plus dégoûtées je vais m'imaginer de reconnaître mon ingénue! Cependant la donzelle me regardait de l'air dont dut être regardé saint Antoine par les filles d'opéra de l'enfer pendant qu'il disait ses patenôtres et se tournait du côté de son cochon. Mais on passa dans la salle à manger, je songeai à boire et je bus. J'avais oublié toutes les ingénues de ce monde, lorsqu'au milieu des bruits de maints propos et de maints chocs de verres une voix s'éleva qui réclamait le silence. C'était la voix de cette belle qui me rappelait Fanchon. L'infante voulait conter une histoire qui amuserait, elle en était sûre, tous les convives, et l'un d'entre eux surtout. Il s'agissait, disait-elle, d'un tour joué par la Dentue à un capitaine de grenadiers. On comprend si je connaissais l'histoire que je fus forcé d'entendre. Quand la traîtresse eut fini son récit, elle attacha sur moi un regard qui me désignait aux lardons de toute la compagnie.

— Ma foi ! m'écriai-je, vous pouvez vous flatter de jouer avec un fameux talent les ingénues.

— Vous me faites là, monsieur de Favonette, repartit cette bonne pièce, un compliment que je reçois avec le plus grand plaisir, car c'est mon métier de jouer les ingénues. Si vos goûts vous amenaient plus souvent au théâtre, vous auriez pu me les voir jouer ici, à Bordeaux, où depuis deux mois j'ai débuté.

— Ainsi donc, Fanchon, la Fanchon qui a représenté pour moi la vertu n'a jamais existé ?

— Si fait, reprit la princesse; Fanchon était une pauvre fille que la Dentue avait promis de vendre, et qu'elle a, je crois bien, vendue en effet au marquis de Gervisy ; mais, moi, Florine, je me suis permis de prendre un moment son rôle. Je voulais rendre service à la Dentue, envers qui j'avais contracté quelques petites obligations, heureuse d'ailleurs, capitaine, de fournir à un galant homme l'occasion de mettre sa délicatesse au jour.

Autour de moi, continua Favonette, on rit beaucoup, et je ne fus point le dernier à rire. Vis-à-vis de Fanchon ou Florine, je pris le tour de bonne grâce ; mais de cette aventure je gardai deux aversions, l'une modérée, philosophique, pour la vertu ; l'autre, ma foi, aussi violente, aussi passionnée, aussi déréglée que possible, pour la Dentue. L'exécrable usurière ! si Bordeaux avait été sous la loi caraïbe, je l'aurais mise dans une chaudière, quoiqu'elle eût été, bouillie, plus mauvaise qu'un vieux corbeau. Un officier du régiment fit sur elle une chanson que je ne trouvais pas encore assez emporte-pièce, quoiqu'elle commençât ainsi :

C'est de chair d'ogre et non de fille
Que Belzébuth fit la Narille,
La Narille qui pille, pille,
La Narille, etc., etc.

— Ah ça ! interrompit avec impétuosité Narille, que veut dire mon nom dans cette chanson ?

— Cela veut dire, ma foi, repartit Favonette, que le vrai nom de la Dentue m'est échappé. Mon usurière s'appelait M^{lle} Narille. Par égard pour vous, je ne la nommais pas, mais je ne me pendrai point parce que je l'ai nommée.

On se souvient peut-être que Narille avait en effet une tante qui était usurière, et usurière à Bordeaux. Il crut que Favonette, instruit de cette particularité fâcheuse, voulait le railler dans ses sentiments les plus chers.

— Je ne présume point, s'écria-t-il les joues empourprées de la plus enflammée des colères, je ne présume point qu'à Bordeaux personne porte mon nom, si ce n'est ma tante, M^{lle} de Narille, chanoinesse du chapitre noble de Bavière, personne d'une vie austère et simple, mais pleine de mérite et de piété.

— Ah ! s'écria Favonette, comprenant tout d'un coup sur l'origine de Narille ce qu'il n'avait fait jusqu'alors que soupçonner, ah ! vous avez une tante à Bordeaux qui s'appelle Narille ! Eh bien ! elle est chanoinesse comme je suis archevêque, et, tenez, je vous le dirai franchement, comme vous êtes marquis !

Une tonne d'eau-de-vie ou un baril de poudre jetés dans un incendie ne produiraient pas une explosion plus brûlante et plus vive que celle qui fut produite par ces derniers mots, quand ils tombèrent sur la colère de Narille.

Monsieur, s'écria-t-il, sortons, palsambleu ! sortons ; si le soudard, si le sauvage

n'a pas éteint en vous le gentilhomme, si vous avez jamais été gentilhomme, monsieur, palsambleu ! sortons.

Je sortirai tant que vous voudrez, repartit impétueusement Favonette ; quoique le duel ne soit pas à la mode dans mes états, je sais encore comment on manie une épée. Votre épée, monsieur de Briolan, que je paie au neveu de la Dentue ce que je dois à sa tante.

La querelle entre Favonette et Narille s'était engagée d'une façon qui ne permettait point de songer à l'apaiser. On sortit tumultueusement de la hutte où venait de se passer le plus malencontreux des soupers ; mais, dès qu'on fut dehors, Favonette, retrouvant tout son sang-froid, dit qu'il fallait marcher en silence jusqu'au lieu où se viderait le différend, car ses sujets, pensait-il fort judicieusement, ne manqueraient pas, dans leur ignorance du point d'honneur, s'ils étaient instruits de son danger, de courir sus à son adversaire.

On obéit au conseil de Favonette. On s'avança doucement jusqu'à un endroit solitaire du rivage que la lune éclairait d'une façon toute particulière. Là Narille mit habit bas ; Favonette n'avait rien à mettre bas. Il n'y avait que les couleurs de son tatouage entre sa peau et l'épée de son adversaire. On plaça les deux champions vis-à-vis l'un de l'autre, et Mafré, tout en envoyant au diable la meurtrière vanité de Narille, prononça le mot sacramentel : Allez !

C'était un spectacle bizarre, que celui d'un sauvage tirant l'épée au bord de la mer, dans la pose académique d'un maître d'armes, avec un homme en culotte courte et poudré, car Narille avait une boîte à poudre qu'il portait comme les chevaliers portaient la boîte à la charpie, et dont il se servait au milieu de toutes les vicissitudes de sa vie. Dans les combats, les gens comme Narille sont souvent les favoris du sort. Tandis que Favonette, dont le poignet était devenu un peu raide par l'exercice de la massue, pressait en quarte l'épée de son adversaire, l'heureux marquis fit un dégagement en tierce, très-levé et très-fin, qui tatoua d'une nouvelle couleur la poitrine du roi sauvage. Le chevalier de Favonette était grièvement blessé ; il rompit un peu en cherchant à conserver sa garde, mais son poignet et ses genoux fléchirent, et il tomba dans les bras de Mafré, qui était accouru auprès de lui.

— Qu'on me porte à mon logis, fit-il d'une voix faible, en observant encore un plus grand silence que celui dans lequel nous sommes venus ici ; puis éloignez-vous tous au plus vite, messieurs les Européens : si je venais à mourir, ce qui peut arriver d'un moment à l'autre, vous seriez tous, jusqu'au dernier, obligés d'aller me rejoindre, et en passant par des portes désagréables. Je connais mes Caraïbes ; ils vous aimeraient mieux sur leurs tables qu'autour de leurs tables ; ils seraient enchantés d'une occasion qui leur permettrait de vous tuer, de vous saler, et de vous manger en accomplissant un devoir envers la mémoire de leur chef.

Favonette fut reporté à sa cabane, comme il le désirait ; mais aucun de nos aventuriers ne pouvait se résoudre à le laisser dans le mauvais état où il était. Cependant le blessé, après avoir indiqué lui-même l'appareil qu'on devait poser sur sa plaie, fit à ceux qui l'entouraient de telles instances pour les décider à se mettre en sûreté, qu'il triompha de leur généreuse résistance. Dans un moment où ses souffrances semblaient se calmer un peu, où le sang qui, pendant une heure, n'avait pas cessé d'arriver à ses lèvres, venait tout à coup de s'arrêter, où sa respiration prenait une allure plus régulière, on le quitta. Saladin lui serra la main avec émotion ; puis, avec tous ses compagnons, il suivit Pierre et

Wolfgang jusqu'à l'endroit où était amarré le vaisseau pirate, *le Cid Campeador*.

Wolfgang et Pierre annoncèrent à leurs hommes qu'il fallait sur-le-champ mettre à la voile. L'imprévu n'étonne point les pirates : en quelques instants, le vaisseau fut prêt à s'abandonner aux vents, et, tandis que Favonette, dans le fond de sa hutte, était tiré par la vie d'un côté, par la mort de l'autre, comme un soudard par deux ribaudes, Narille, frais et bien portant, fumait une pipe à côté de Dranmor en regardant *le Cid Campeador* fendre les flots. Saladin se promenait sur le pont du navire en philosophant avec Mafré, et en levant de temps en temps les yeux vers les étoiles, qui, pour toute sorte de mystérieuses raisons, sont non moins chères aux chevaliers qu'aux poètes.

XV.

Les pirates ! mot qui sonne pour certaines oreilles de jeunes garçons ce que sonne le mot d'amoureux pour des oreilles de jeunes filles. Parmi ceux dont les yeux d'enfant ont vu la mer, qui n'a été pirate aux jours printaniers de la vie, pendant de longues promenades au bord des flots ? C'est un voleur si poétique qu'un pirate, que ce n'est plus un voleur. Quelle tache pourrait s'imprimer sur une existence qui se passe tout entière entre le bruit des balles, l'éclair des épées et l'écume des vagues ? Ainsi pense-t-on quand on court le matin sur le galet avec ses jambes de quinze ans, après avoir lu à son réveil l'histoire du capitaine Roch ou de Montbars l'exterminateur.

Saladin, qui avait de véritables pirates sous les yeux, ne pensait point tout à fait ainsi : c'étaient, à vrai dire, des coquins assez repoussants que les marins du *Cid Campeador*. Cependant il ne faut point non plus exagérer ce qu'ils avaient de mal, et donner par là un trop grand triomphe à ces bonnes et ennuyeuses gens ennemis de tout rêve qui veut se faire chair, dont c'est la manie de répéter : Ah ! ce que vous rêvez, vous ne le trouverez guère. Vous allez chercher des bergers comme Daphnis, n'est-ce pas ? qui enchantent les arbres et se font aimer des étoiles, vous trouverez Pierrot et Jeannot ; vous comptez vivre avec des pirates élégants, hardis, qui jouent au lansquenet avec une grâce de roués et prennent des sorbets avec une majesté de pachas : vous vivrez avec des soudards sales, grossiers, etc., etc. Eh ! bonnes gens ! je sais aussi bien que vous ce qu'il y a de vrai et ce qu'il y a de faux dans mon rêve. Je m'ennuie au coin de votre feu à causer avec vous sur votre voisin et sur votre jardin ; je veux faire ceci parce que vous ne le faites pas ; je veux aller là parce que je ne vous y verrai pas. J'ai rêvé que sur l'Océan, dans un vaisseau corsaire, je n'aurai pas sous les yeux vos faces de bourgmestres. En cela, mon rêve ne me trompera pas.

Ce n'étaient guère des bourgmestres en effet, ni des tabellions, ni des financiers, que Saladin regardait agir sur le pont du *Cid Campeador* ; c'étaient des hommes, et cela seul formait leur bon côté, qui avaient, au milieu de toutes les passions brutales empreintes dans leurs mouvements et sur leurs traits, la distinction de la valeur et du désouci. Ils étaient là des gaillards de tous les pays : des Italiens, des Espagnols, des Flamands, gens en définitive de même race, de la race à la forte échine et à l'œil sans peur, qui traitent la mort comme des écoliers turbulents traitent leur pédagogue, lui faisant mille niches, l'appelant tantôt par

ici, tantôt par là, feignant de vouloir se laisser prendre, puis glissant en anguilles dans ses doigts ; atteints souvent cependant par sa fêrule, mais ne quittant point l'air mutin sous le coup.

Le moment où Saladin contemplait ces chercheurs de dangers était une belle et chaude après-midi où les lions de la mer (pour me servir de l'expression dont je ne sais quel père de l'église a baptisé les vagues) avaient l'air de faire leur sieste sous le soleil ; les pirates se livraient à des passe-temps de toute nature : ceux-là sont habiles à tuer le temps qui sont habiles à tuer les hommes. Beaucoup jouaient : les gens de mer aiment le jeu de passion ; on jouait au lansquenet, au pharaon, aux dés, et à ce jeu italien, si cher à Arlequin et à Pantalon, qu'on nomme le jeu de *mourre*. Quelques-uns buvaient ; d'autres devisaient. Parmi ces derniers, il y en avait un qui attira d'une façon particulière l'attention de Saladin : c'était un grand homme au visage brun qu'éclairait un œil unique d'une lumière sombre et ardente.

— Eh bien ! Matero, lui disait un compagnon au visage brun comme le sien, mais où brillaient deux grands yeux pleins d'une gaieté de Bohême, tu ne joues donc pas aujourd'hui, toi qui aimes le jeu comme ma mère aimait les grelots ?

— Et avec quoi diable veux-tu que je joue, Gadil ? répondit le borgne.

— Eh ! pardieu, fit Gadil, avec le prix de ton œil ; les règlements ont été exécutés pour toi comme pour tout le monde. Tu as la chance de recevoir en plein visage une balle qui, au lieu d'aller se loger dans ton cerveau et de donner la volée à ton âme, pour parler d'une façon chrétienne, t'enlève seulement un œil dont personne n'a que faire, à moins d'être un dameret, l'œil gauche, et tu gagnes ainsi trois cents écus ou un esclave. Tu préfères l'esclave à l'argent ; on te le laisse choisir tel que tu pourrais en tirer maintenant six cents écus : c'est du moins ce que me disait Broque (et celui-ci doit se connaître en hommes, puisqu'il a été élevé dans la boutique de son père qui tenait magasin ambulant de chair humaine sur l'Océan). Et c'est quand tu possèdes une pareille somme que tu t'écartes du jeu ! Ah ça, Matero, deviendrais-tu prudent, avare ? Craindrais-tu les hasards aux dés ? Par Belzébut, j'en serais fâché ; la couardise au jeu mène à la couardise dans la guerre.

— Tu parles comme un écervelé, Gadil ; tu as la manie de secouer des mots comme ta mère secouait des grelots pour entendre des sons, n'importe lesquels. Je crains les hasards comme ton frère Marfin, qui se fit pendre pour tenir compagnie à la Didana, craignait l'enfer. Si je ne joue pas, c'est que je n'ai rien à jouer. Je me suis assuré d'une chose dont je me doutais : mon esclave était un moine.

— Et alors ?

— Et alors... tu sais fort bien ce que j'en ai fait. Il n'est plus rien maintenant que ce que nous serons tous un jour, je ne sais quoi dont je ne m'inquiète guère.

— Pour quatre mois passés dans les cachots du saint-office, tu as gardé contre la robe des moines une singulière rancune, Matero. Moi, je n'en voudrais pas à qui m'aurait fait passer dix ans dans un cul de basse-fosse. Je trouve que ceci ressemble à cela, qu'on est partout à peu près de la même façon. Comme mon frère Marfin, pour faire plaisir à un compagnon ou à une maîtresse, je me laisserais accrocher à la potence.

— Toi-même, Gadil, tu te déplairais fort dans les prisons du saint-office, et pourtant, si les moines n'avaient fait que me mettre en prison, je n'aurais pas de haine contre eux ; mais, en me mettant au cachot, ils ont tué tout ce qu'il y avait

pour moi de vivant et d'aimé au monde. Tu ne sais donc pas comment s'est passé mon supplice, Gadil ? J'allais me marier avec la seule femme dont le visage m'ait donné au cœur quelque chose de gai et de bon ; on célébrait mon repas de fiançailles. A côté de ma fiancée, il y avait un moine ami de la maison, dont j'ai encore devant les yeux le crâne pâle et la trogne rouge. J'avais bu un peu, et le vin m'a toujours été dangereux compagnon ; je vis ou je crus voir le moine qui prenait des libertés avec ma fiancée ; je lui jetai un verre à la face. Son visage ne fut pas atteint ; mais sa belle robe blanche fut gâtée. Il se leva furieux et voulut se retirer, malgré les instances de toute la compagnie, qui le suppliait de pardonner à un jeune homme pris d'amour et de vin. Le lendemain, j'étais jeté dans les cachots de l'inquisition, où mon corps fut mis à de rudes épreuves. Au bout de quatre mois, je sortis et je courus au logis de ma fiancée. Il n'y avait plus dans son logis que son père et sa mère ; l'oiseau de la cage, la fleur du vase, avait disparu. Pendant que je songeais à ma promesse sur les chevalets, le chagrin l'avait emportée. Ah ! me dis-je, voilà ce que cela me coûte un peu de vin versé sur la robe d'un moine ; eh bien ! je verrai ce qu'on me fera payer pour le sang de tous les moines qui me tomberont entre les mains répandu jusqu'à la dernière goutte ! Et je commençai contre le froc la guerre que je continue. D'abord, avec une bande de gens hardis, pleins de respect pour leurs caprices, mais de mépris pour le caprice des lois, je mis le feu au couvent de mon ennemi, de mon moine au nez rouge et au front pâle. Celui-là se sentit mourir. Puis, avec ces mêmes gens, je m'embarquai sur la mer, où plus d'un vaisseau m'a porté déjà, et toutes les fois, depuis ce temps, que dans un navire où je suis entré en maître j'ai rencontré un religieux, tu le sais, je me suis vengé de ce que j'ai souffert, de ce que je souffrirai toujours ; j'ai mis du sang sur ma vieille plaie qui ne peut point se guérir. L'homme que j'ai abattu cette nuit, j'avais découvert que c'était un moine, et j'ai préféré ma vengeance aux trois cents écus qui me revenaient à cause de mon œil.

— Trois cents écus ! fit Gadil. C'est une chose coûteuse que la vengeance, Matero, et, suivant moi, c'est un petit plaisir. Un homme est sitôt mort ! on a aussi vite fait de tuer un homme que de boire un verre de vin.

Saladin ne perdit pas un mot de cet entretien, qui lui donna une idée exacte des mœurs de ses nouveaux compagnons ; tandis qu'il réfléchissait sur ces bizarres et barbares paroles, Pierre-le-Sombre s'approcha de lui tenant une paire de pistolets à la main.

— Tenez, fit-il en montrant ses armes à Briolan, ne voilà-t-il point de beaux pistolets montés avec élégance et somptuosité ? Eh bien ! ce n'est pas ce bois précieux, ce ne sont ni cet argent ni ces rubis qui en font la valeur ; ce que je veux vous faire admirer, c'est leur justesse. Je parie que je coupe d'ici ce cordage que vous voyez là-bas.

Entre Pierre et l'objet qu'il désignait se trouvaient des groupes de matelots au milieu desquels sa balle devait forcément passer.

— Songez-vous sérieusement à tirer dans ce pêle-mêle d'hommes ? s'écria Briolan.

Il n'avait pas achevé ces mots, que la balle de Pierre était partie ; en allant casser le cordage, elle avait sifflé aux oreilles de cinq ou six pirates dont pas un ne s'était retourné.

Briolan se souvint alors de ce que lui avait raconté Mafré sur ces boucaniers dont les repas étaient interrompus par des coups de pistolet que leurs chefs

tiraient sous la table, dans leurs jambes, afin de leur rappeler l'idée du danger. Quoique le monde, comme le pensait Mafré, pût être certainement plus varié et plus amusant qu'il ne l'est, on doit reconnaître que les hommes sont fort différents les uns des autres. Au milieu des gens que commandaient Wolfgang et Pierre, il est plus d'un habitant de telle et telle ville qui se serait trouvé dans un mauvais rêve. Rien ne charmait plus Saladin que le mépris de la vie. La façon d'être des pirates avec le danger lui donnait de l'indulgence pour maintes et maintes choses qui plaisaient peu à sa délicatesse. Il était heureux dans ce monde de pistolets toujours chargés, d'épées toujours tirées, comme le serait un libertin dans un monde de ceintures dénouées, dans le monde de Giorgion et de Boccace.

Cependant une terrible épreuve allait s'offrir à son honnêteté. Au moment où le jour baissait, un pirate, logé à soixante pieds au-dessus du niveau de la mer, dans le haut d'un mât, cria qu'il apercevait une voile. Les gens du *Cid Campeador* n'avaient pas été très-contents du dernier combat qu'ils avaient livré, et ils avaient été mécontents surtout d'une occasion perdue récemment par la prudence, nouvelle chez eux, d'un compagnon qui les commandait une semaine où Pierre et Wolfgang avaient été pris tous deux en même temps d'une épouvantable fièvre. Ce capitaine par intérim n'avait point voulu qu'on attaquât un gros navire musulman qui lui semblait armé en guerre. On avait su depuis, par une circonstance fortuite, que ce navire était chargé de galions, de belles esclaves, et n'avait pour équipage que cinq ou six vieux Turcs. Tous les pirates du *Cid Campeador* indignés avaient juré de s'élancer sur le premier vaisseau qu'ils rencontreraient quand même il aurait aux flancs triple ceinture de canons. Ainsi donc, aussitôt qu'on eut signalé une voile, il n'y eut plus qu'une seule pensée, celle de se préparer au combat.

Saladin se mit à réfléchir, et le résultat de ses réflexions fut une situation d'esprit des plus pénibles. Il allait lui, galant homme, fils de preux, soldat au cœur sans tache, se trouver au moment d'un combat dans les rangs d'une troupe de bandits. Se battre avec des brigands contre des gens honnêtes lui semblait odieux, ne pas se battre lui paraissait dur et probablement ne l'empêcherait pas d'être pendu, si ceux avec qui l'avait mis le sort étaient vaincus. Or, Saladin, cela va sans dire, aurait reçu une volée de balles en souriant, aurait vidé une coupe empoisonnée comme un verre de vin de Chypre, aurait même monté l'échafaud d'un échafaud comme l'escalier d'une maison de fête ; mais de figurer sur une potence ainsi qu'un larron, de sentir la corde de chanvre autour de son cou que le fer seul avait le droit de toucher, c'était une pensée qu'il ne pouvait soutenir. Il voulut, par tous les moyens qui étaient en son pouvoir, conjurer cette chance ignominieuse, et il alla trouver Pierre et Wolfgang au moment même où ils devaient entre eux avec joie sur la rencontre espérée.

Mafré, Dranmor et Narille, venant tous trois par un côté opposé à celui d'où venait Saladin, abordèrent en même temps que lui les commandants du *Cid Campeador*.

— Monsieur de Werchingen, dit Saladin (la figure de Werchingen à l'instant où lui parla Briolan avait quelque chose de guerrier, mais de noble et de doux, qui justifiait la confiance que notre héros venait de se sentir en lui), monsieur de Werchingen, si le vaisseau qu'on a signalé est un vaisseau de guerre, je conçois que vous l'attaquiez, et si ce n'est pas un vaisseau français, si par une heureuse volonté du destin c'est un vaisseau anglais, j'aurai grand plaisir à vous aider ;

mais si c'est un de ces faibles et tranquilles navires, comptoirs ambulants tenus par des marchands pacifiques qui sont aussi bourgeois sur les mers que les bourgeois d'Amsterdam ou de Londres au fond de leurs rues, l'attaquerez-vous ? Laissez-moi espérer que non. Vous êtes fait, vous, le capitaine Pierre, et même la plupart des gens que vous commandez, pour la besogne des soldats et non pour celle des bandits. Avilir par un vol sans danger vos sabres, vos fusils et vos figures guerrières, c'est ce que vous ne voudrez pas.

Pierre-le-Sombre fronça le sourcil, Werchingen répondit en gardant sur son visage l'expression de souriant courage, d'élégante hardiesse qui avait encouragé Saladin.

— Monsieur de Briolan, nous sommes des pirates, ce que vous saviez fort bien le jour où vous nous avez tendu votre main et où vous avez choqué votre verre contre les nôtres. Nous sommes braves, mais notre valeur n'est point valeur de chevalier. Vous autres, il y a en définitive dans la vie toute sorte de barrières qui vous arrêtent ; vous ne respectez pas la force, soit, mais vous respectez la faiblesse. Nous sommes libres, nous, de tout respect. Notre course à travers ce monde ne rencontre aucun obstacle, c'est là ce qui en fait pour moi tout le charme. J'ai enfourché un coursier qui ne se cabre pas plus devant le corps d'un enfant ou d'une femme que devant des légions armées. Nous marchons comme la mort dont nous arborons la couleur au haut de notre navire, en renversant sans distinction tout ce qui heurte notre pied, celui qui résiste et celui qui cède, celui qui fait le vaillant et celui qui tremble de peur.

— Ma foi, fit Mafré en prenant brusquement la parole, il faut, Saladin, que je vous dise à ce sujet ma façon de voir. Tous vos scrupules sont des entraves qui gênent l'âme dans son essor. Courir un peu à travers la vie de cette course dont vous a parlé si bien Werchingen, voilà qui offre quelque intérêt, quelque amusement digne d'une intelligence et d'un cœur sans vulgarité. Faites ce que vous voudrez, laissez votre épée dans son fourreau et vos pistolets à votre ceinture pendant que nous nous battons. Pour ma part, je suis pirate au fond de l'âme, et je me jetterai avec plaisir sur le vaisseau, quel qu'il soit, que son mauvais destin amènera sous notre canon.

— Palsambleu ! s'écria Narille, j'imiterai ce cher Mafré ; je ne sais rien qui soit moins bourgeois qu'un pirate.

— Narille, fit Briolan, il y a quelque chose de fort roturier, c'est d'être pendu, et cela pourra bien vous arriver. Vous, Mafré, vous prendrez la potence en philosophie ; vous, Drammor, en bohémien. Aussi ne vous en parlerai-je pas. Bonne chance, messieurs ; prenez sans moi cet essor dans lequel je ne suis pas digne de vous suivre. Malgré mon goût pour les aventures, il est des aventures que je ne connaîtrai pas, celles que les Briolan d'aucun temps n'ont connues.

Cela dit, Saladin se retira dans la cabine où était son hamac. La nuit vint. Dans les premières heures, elle lui parut longue ; il pensait avec horreur et dégoût à la scène que pouvait éclairer pour lui le soleil du lendemain. Les gens dont la fortune l'avait fait le compagnon n'appartenaient à aucune nation ; c'étaient des pirates, et voilà tout. Un vaisseau français serait peut-être attaqué par le vaisseau qui servait d'asile à un Briolan. Saladin se promit, si la fortune ne pourvoyait point au salut de son honneur, d'y pourvoir lui-même. Il résolut de mettre dans sa bouche le canon d'un pistolet et de se faire sauter la cervelle dans le cas où les boulets partiraient du *Cid Campeador* pour aller briser des mâts pavoisés

aux couleurs de France. En se tuant, il se pencherait sur la mer, qui recevrait son corps. Après la sépulture du cimetière de famille, il n'est pas de sépulture plus honorable pour un homme de naissance et de valeur, que cet Océan, où tant de nobles existences se sont intrépidement abîmées. Quand il eut pris son parti, Briolan se sentit ce calme aux martiales douceurs qui donne aux héros, la veille de leurs combats, les meilleurs de tous les sommeils. Il s'endormit de ce somme profond qui est le don des enfants et des braves. Le lendemain, il fut réveillé par Mafré, qui lui cria en le secouant :

— Réjouissez-vous, Briolan, c'est un vaisseau de guerre, et un vaisseau anglais qui est devant le *Cid Campeador*.

XVI.

La joie de Saladin, on la devine. Les rayons du soleil qui étaient entrés avec Mafré dans sa cabine étaient moins éclatants que ses pensées ; au lieu de l'infamie, c'était la gloire qui venait à sa rencontre. Il allait se battre pour la France et contre les ennemis de la France qu'en fils des chevaliers de Poitiers et d'Azincourt il avait le plus plaisir à retrouver devant son épée, les Anglais. Quand il monta sur le pont, tous les pirates y étaient déjà réunis. Devant le *Cid Campeador*, à une distance que le vol d'un boulet aurait pu quatre fois franchir, était un bâtiment pavoisé aux couleurs anglaises. Les deux vaisseaux se tenaient immobiles dans ce redoutable silence, l'épreuve des cœurs vaillants, qui précède l'instant des combats. Ce fut le *Cid Campeador* qui rompit ce silence le premier. Un boulet parti de ses flancs alla se loger dans la carcasse du navire anglais. Alors commencèrent les tonnerres et les éclairs, tout l'orage des canons. Quoique le *Cid Campeador* fût de plus grande dimension que la plupart des navires pirates, il n'était pas de taille pourtant à soutenir avec avantage contre un vaisseau de guerre une lutte de bordées. Pierre-le-Sombre et Wolfgang songèrent, dès les premiers moments du combat, à commander la manœuvre familière aux flibustiers, c'est-à-dire l'abordage ; c'est ce que désirait ardemment Saladin, qui, inoccupé au milieu de tout ce fracas d'artillerie, attendait le moment du corps à corps comme un fiancé attend la première heure de la nuit nuptiale. Auprès de lui, Dranmor, Mafré et même Narille se servaient, les deux premiers avec beaucoup d'adresse, le troisième sans trop de gaucherie, d'excellentes carabines qui envoyaient aux Anglais de vraies balles de corsaire, des balles mâchées destinées à donner une mort accompagnée de tortures.

Le mouvement que le *Cid* avait à faire pour aller, comme une panthère aux flancs d'un lion, se suspendre aux flancs de son ennemi, était un mouvement dangereux. Une bordée de canons anglais atteignit avec tant de justesse, d'aplomb et de violence le vaisseau pirate, que tout l'équipage flibustier crut un instant en avoir fini avec la vie des combats. Le *Cid* bondit, puis tourna sur lui-même comme un homme frappé mortellement d'un coup de feu. Si ceux qui le montaient avaient eu l'habitude de la prière, plus d'une supplication se serait en ce moment élevée vers le ciel ; mais pas une parole, pas un cri ne s'échappa des bouches intrépides que la mort menaçait de fermer.

Le *Cid* ne s'abîma point ; on eût dit qu'une âme héroïque respirait dans ce bois

fumant et le soutenait au-dessus des flots. La manœuvre, un instant interrompue, fut continuée; la distance qui séparait les pirates de leurs adversaires diminua et disparut enfin tout à fait. Le navire flibustier et le navire anglais se pressèrent l'un contre l'autre comme les chevaux écumants de deux cavaliers qui cherchent à se désarçonner. La voix de Pierre-le-Sombre retentit, et des harpons furent lancés au milieu des balles, par des mains sanglantes et noircies, sur le vaisseau britannique, puis des hommes, ou du moins des êtres faits comme des hommes, s'élançèrent le pistolet et le sabre à la main, le poignard entre les dents, sur le bâtiment harponné. L'abordage commençait.

On se battit pied contre pied, et quelquefois poitrine contre poitrine. A chaque instant, des corps tombaient sur les planches sonores du navire, et roulaient en décrivant de sanglantes traînées. La plupart des pirates mouraient à merveille. Un peu d'ombre au fond de leurs yeux qui s'apaisaient sans rien perdre de leur fierté, voilà tout ce que la mort faisait en eux. Les convulsions, les regards effrayés, tout ce qui déshonore l'agonie était inconnu à l'équipage du *Cid Campeador*.

Pierre-le-Sombre et le blond Wolfgang semblaient à l'abri du plomb et de l'acier. Ils sortaient triomphants de toutes les luttes dans lesquelles ils s'engageaient, toujours le jarret plus souple, la main plus sûre et l'œil plus hardi. Quant à Saladin, il se faisait comme à son ordinaire distinguer parmi les vaillants. La lame de son épée était écarlate, un feu ardent et soutenu brûlait dans ses yeux. Il se battait de tout son cœur, à la façon de Henri IV, du roi Jean, de François I^{er}. Moins accoutumé que ses compagnons aux combats de mer, il était trahi quelquefois par ses pieds, qui glissaient sur les planches vacillantes du vaisseau. Il chancelait alors, mais bientôt il se raffermissait sur ses jambes. Son âme soutenait son corps, comme un cavalier soutient et enlève son cheval. Mafré et Dranmor étaient fort beaux, et Narille ne faisait point mauvaise figure.

Les heures passent vite au milieu des coups de sabre et des coups de fusil. La guerre réussit encore mieux que l'amour à faire prendre au temps une marche accélérée. Saladin croyait encore être au moment où il s'était élancé du *Cid* sur le vaisseau anglais, et il y avait déjà près de deux heures que la tuerie de l'abordage avait commencé. Le nombre des hommes couchés augmentait, celui des hommes debout était, surtout du côté des Anglais, devenu d'un singulière petitesse; mais l'équipage du navire britannique savait qu'avec les pirates il y a peu de profit à se rendre, et aimait mieux en finir avec la vie que de s'engager dans la série de fâcheuses aventures qui devait commencer pour lui à sa captivité. D'ailleurs, son capitaine combattait encore. Ce capitaine avait une belle figure de soldat, il était de grande taille, une de ses mains serrait un pistolet dont le canon était noir et fumant, l'autre tenait une épée rouge comme l'épée de Saladin. Le long de ses joues, sillonnées par des cicatrices et par des rides, tombaient des gouttes de sueur et serpentaient des filets de sang. Briolan, que la mêlée rapprocha de lui, fut saisi de respect en le voyant, et se sentit un ardent désir de l'arracher à la mort; il lui cria en anglais de se rendre, mais, au moment même où sa voix s'élevait, un coup de pistolet fut tiré presque à bout portant sur le déterminé soldat, le capitaine tomba frappé d'une balle dans la poitrine; alors les gens qui étaient autour de lui jetèrent leurs armes; le combat était fini, et l'équipage du *Cid Campeador* triomphait.

Les pirates valent mieux dans le combat qu'après la victoire. Dans les regards

où brillait une ardeur guerrière, l'ardeur du gain s'alluma. Tous ces gens, qui tout à l'heure étaient des héros, devinrent des voleurs. On se répandit sur le navire conquis comme dans une cité prise d'assaut. Tous les coins furent fouillés. Saladin éprouva, comme on se l'imagine, un profond dégoût au milieu de toutes ces marques de rapacité. Cependant il suivait avec curiosité, et, il faut bien le dire, avec amusement, la foule des pillards dans sa course à travers toutes les chambres du navire. Un grand plaisir, à mon avis, que le rêve seul donne aux gens paisibles, mais que la guerre donne aux gens remuants, c'est d'entrer comme chez soi en un lieu qui ne vous appartient point, de visiter d'autorité, en touchant à ce qui vous plaît et brisant ce qui vous offense, une demeure inconnue. C'est ce plaisir que goûtait Briolan.

En traversant la chambre du capitaine, il aperçut sur le parquet, auprès d'un petit secrétaire qu'on venait de briser, un médaillon ; il se baissa pour le ramasser. Le médaillon était un portrait de femme entouré d'un cadre d'une grande valeur par les diamants et les rubis dont il était semé. Eh bien ! le visage du portrait valait encore mieux que son cadre, du moins ce fut l'opinion de Saladin. Ce visage offrait quelque rapport avec celui de Brigitte ; chose bizarre, il avait les traits particuliers aux femmes des Briolan : ce nez droit et mince qui rend une physionomie sévère, et ces grands yeux veloutés, fleurs célestes, qui tempèrent par leur douceur la sévérité des lignes les plus austères. Briolan contempla avec attendrissement ce calme et charmant visage. Au milieu du sanglant désordre qui l'entourait, il ouvrait avec délices son cœur encore tout fumant des flammes guerrières aux fraîcheurs des amoureuses pensées. Les grandes et belles tendresses s'épanouissent dans les âmes viriles aux heures martiales ; Saladin était pris de passion rêveuse pour ce portrait qui lui rappelait Brigitte.

C'est une loi de probité, observée rigoureusement parmi les pirates, de réunir chaque objet dont les hasards du pillage vous ont fait le maître à la masse des objets pillés. Cette masse sert au partage qui se fait entre les vainqueurs, d'après les règles fort anciennes du code flibustier. Tous les gens du *Cid*, Pierre et Wolfgang aussi bien que leurs soldats, s'étaient rassemblés sur le pont du vaisseau conquis, et avaient fait un monceau, qui aurait tenté un pinceau vénitien, de richesses de toutes natures. Le vaisseau anglais, quoique bâtiment de guerre, avait une cargaison de navire marchand. Il était chargé de présents qu'adressait à un souverain d'un lointain pays le gouvernement britannique ; puis il renfermait tous ces objets de luxe que traînent avec eux les officiers de terre et de mer des armées anglaises. A côté du butin inanimé était le butin vivant. Ceux des Anglais qu'avaient épargnés les sabres et les balles étaient réunis en groupe, comme l'imagination d'un poète peut en placer dans le royaume des tristesses éternelles, sur les bords d'un fleuve infernal. Ces malheureux, dépouillés de leurs vêtements et les mains liées derrière le dos, attendaient les maîtres qui les réclameraient pour esclaves, afin de les vendre dans les colonies à des planteurs ou à des boucaniers.

Saladin assista en spectateur attentif à ce partage, qui se fit dans un ordre merveilleux. On commença par appeler les blessés à venir réclamer les droits que les lois leur donnaient. D'abord arrivèrent les borgnes, et même les aveugles ; il y avait deux hommes que les coups de feu avaient entièrement privés de la vue. Ceux-ci avec un de leurs yeux arraché, ceux-là avec deux trous sanglants à la place où leurs regards brillaient, s'avancèrent guidés par un des maîtres de

leurs corps hideux et de leurs âmes sinistres, par le démon du lucre, et demandèrent la portion de butin que leur assurait le droit de leurs blessures. Un des aveugles, ainsi que l'y autorisait la loi, choisit deux esclaves. Comme il les voulait sains et robustes pour en tirer meilleur profit, il promena ses mains encore toutes harbouillées de sang sur les membres nus des Anglais prisonniers. Ceux sur lesquels s'arrêta son choix étaient deux des plus blonds et des plus vermeils enfants de la Grande-Bretagne ; ils avaient des formes de lutteurs qui auraient intéressé un statuaire, de tristes et intrépides regards qui auraient rendu un poète songeur. C'était un spectacle odieux que les mains de ce scélérat, déjà plongé à moitié dans la mort, se promenant sur cette noble et vivante proie. Le second aveugle et les borgnes prirent, l'un de l'argent, les autres des objets précieux. Après ces blessés vint un flibustier qui avait eu les deux jambes brisées par un boulet : celui-là désigna d'une voix éteinte et avec un regard mourant, pour sa part de butin, un harnais de cheval couvert de pierreries ; puis vinrent des manchots, des hommes sans poignets, enfin des mutilés de toute espèce. Quand ces débris humains se furent consolés, dans les cupides jouissances, des coups qui avaient fait leurs corps laids et bizarres comme leurs âmes, Pierre et Wolfgang, par une courtoisie dont la bravoure de Saladin et de ses compagnons empêcha l'équipage de murmurer, appelèrent les étrangers du *Cid* à venir prendre les premiers leur part dans les dépouilles qu'ils avaient aidé à conquérir : Mafré, Dranmor et Narille ne firent aucune façon, chacun d'eux choisit ce qui était à sa convenance ; mais, quand on pressa Briolan de faire un choix à son tour :

— Je n'ai rien à prendre, dit-il ; j'ai au contraire quelque chose à donner.

Et, tirant de sa poche le portrait qu'il avait ramassé, il en détacha le cadre dont il fit remarquer les pierreries, et le remit à Wolfgang en le priant d'en faire ce qu'il jugerait à propos.

— Pour moi, ajouta-t-il, je demande seulement qu'on me laisse ce petit morceau d'ivoire qui me paraît plus précieux que tous les diamants dont il est entouré, car il est d'une valeur qu'aucun lapidaire ne peut apprécier.

— Ni aucun pirate, dit en souriant Mafré.

On devine si la demande de Briolan fut accueillie. Pierre et Wolfgang firent des efforts pour l'engager à joindre un autre prix à ce prix modeste et fantasque de sa valeur. Quoiqu'il y eût là les plus belles armes du monde, et que le cœur de Saladin eût une grande tendresse à l'endroit des armes, il ne voulut pas autre chose que ce portrait. Les pirates ne comprirent rien à cette humeur, mais ne s'étonnèrent pas ; ils étaient habitués à ne s'étonner jamais.

Quand le partage fut terminé, l'attention de Saladin fut attirée par un spectacle plus émouvant qu'aucun de ceux qu'il avait encore vus. Les blessés anglais, ceux du moins qui pouvaient remuer, s'étaient instinctivement traînés les uns vers les autres sur un point de leur vaisseau. Là, ils souffraient, gémissaient, se tordaient, sans que nul songeât à les secourir. Il n'était point d'usage, chez les pirates, de donner des secours aux blessés. Briolan aperçut parmi ces malheureux le capitaine, qu'il avait vu tomber frappé d'une balle en pleine poitrine et qu'il avait cru mort, ce vieil et héroïque soldat pour lequel il s'était senti des mouvements d'admiration et de pitié. L'officier anglais était très-grièvement blessé, mais enfin il vivait encore. Son regard rencontra celui de Saladin, quand notre héros se tourna de son côté.

Le gentilhomme français ne put point supporter la vue d'un homme brave, et

qui semblait de naissance, mourant comme un chien au milieu de créatures humaines. Il appela Wolfgang et lui demanda avec instance, comme une faveur par laquelle il croirait ses services pendant le combat amplement récompensés, de faire donner des soins au commandant du vaisseau vaincu. Wolfgang dit qu'il y consentait, quoique ce fût déroger à toutes les habitudes des pirates. Il fit un signe à un grand diable au visage basané, qui portait une trousse de chirurgien à sa ceinture, et Briolan put contempler un docteur digne de faire le service médical d'une troupe de bohémiens.

Le personnage qui venait d'accourir auprès de lui était dans un équipage sanglant et bizarre. Il y avait des taches rouges jusque sur le lambeau d'étoffe blanche qui entourait sa tête en manière de turban; d'énormes lunettes d'or, prises sans doute dans quelque pillage, encadraient son nez, qui s'abaissait sur une moustache d'hidalgo. Sur ses hauts-de-chausses, d'une ampleur orientale, tombait un tablier d'apothicaire humide et lourd de sang. Ce fut avec ce répugnant acolyte que Saladin s'en alla trouver l'officier anglais. Il prit le blessé entre ses bras, et, suivi du formidable chirurgien, il se rendit, à travers une route coupée par des flaqes sanglantes, comme un chemin de traverse par les eaux d'une pluie d'orage, jusqu'à la cabine qu'il occupait sur *le Cid Campeador*.

Après un examen attentif, le chirurgien bohème déclara que la blessure qu'il avait sous les yeux était mortelle. Il n'y avait même point moyen de chercher à extraire la balle qu'elle renfermait; mais la mort, que cette plaie amènerait infailliblement, pouvait se faire longtemps attendre. Le capitaine anglais était un de ces blessés qui sont condamnés, avant de partir pour le voyage inconnu qu'aucune puissance, ils le sentent, ne pourrait leur éviter, à rester de longues heures sur les confins de cette vie. Ces blessés ont un lamentable destin quand une mère ou une maîtresse, une femme qu'ils aiment, est à leur chevet, mesurant avec l'infini de la douleur les instants de leur agonie. Quand ils meurent seuls ou entourés de visages virils, ils ont un sort heureux au contraire, puisqu'ils peuvent entrer d'un pas lent et digne dans la mort, comme fit le soldat qu'avait recueilli Saladin.

L'Anglais avait compris la pitié généreuse dont il était l'objet de la part de Briolan. Dès qu'il put parler, il se tourna de son côté et lui dit d'une voix affaiblie, mais sans émotion :

— Je suis heureux, monsieur, d'avoir en mourant une figure comme la vôtre sous les yeux. Vous me paraissez un brave homme, et même, malgré la compagnie où vous êtes, un homme de qualité. Votre noble conduite et votre visage loyal m'ont fait du bien. Pour l'éternité comme pour une nuit, c'est un bonheur de ne point s'endormir sur des spectacles ou des pensers honteux.

— Hélas! monsieur, repartit Saladin, je regrette de n'avoir rien pu pour vous rendre à la vie, et de faire en cet instant si peu pour vous conduire honnêtement à la mort. Si je savais un moyen de donner à vos derniers moments en ce monde, je ne dirai pas du calme, ils en ont, mais quelque douceur, avec quel plaisir je le saisisrais!

— Monsieur, reprit alors le blessé, je vous le répète, par votre façon d'agir et par votre aspect, vous m'avez déjà fait éprouver un bien dont je suis fort reconnaissant; mais ce qui pourrait me rendre mes derniers moments d'une véritable douceur, c'est une seule chose, que personne ici, je le crains bien, même en ayant pour moi la générosité dont vous faites preuve, ne pourrait me donner. J'ai perdu,

pendant le combat de ce matin, l'objet qui m'était le plus cher en ce monde, quoiqu'il fût inanimé, du moins pour tout regard indifférent : le portrait d'une femme qui a emporté, il y a bien longtemps, le meilleur de mon cœur et de ma vie en son tombeau.

Un éclair de joie parut dans les yeux de Saladin.

— J'ai un bonheur que je n'osais espérer ! s'écria-t-il ; le portrait que vous avez perdu et que vous désirez si ardemment, je suis à peu près sûr de l'avoir trouvé. Mes compagnons ont pris le cadre, moi j'ai gardé l'ivoire ; tenez, le voilà.

Un catholique qui voit arriver le dieu qu'il craignait de ne pas sentir sur ses lèvres n'éprouve point plus d'allégresse que n'en ressentit l'Anglais, quand Briolan lui tendit la bien-aimée peinture.

— Voilà ce que j'aimais ! fit-il, et ce que je reverrai, si l'on voit quelque chose là où je vais.

Et sa bouche se fixa au médaillon dans un long baiser ; puis, se tournant vers Briolan, qui le contemplait d'un regard attendri, il lui dit avec une voix pleine de douceur et de noblesse :

— Je veux vous nommer à vous, qui me semblez si généreux et qui avez eu pour moi tant de bonté, celle dont la chère image me cause de tels transports de tendresse à mes derniers moments. Le portrait que j'embrasse est celui de ma femme, Anne de Briolan, comtesse de Windsay.

Ces mots causèrent à Saladin la vive émotion que font toujours éprouver au cœur et à l'esprit de l'homme les surprises du destin. Il avait entendu souvent parler à sa mère, dans son enfance, d'Anne, sa tante, qui avait épousé, en dépit de tous les instincts cavaliers, jacobites et catholiques de sa famille, un seigneur anglais, protestant et attaché à la cause de Guillaume d'Orange. Il savait qu'Anne était pleine de beauté et de vertu, et qu'elle était morte jeune. Aussi, avec l'humour qu'on lui connaît, on comprend quelle tendre et mélancolique dévotion il avait eue, tout enfant, pour cette sainte inconnue de son ciel domestique.

— Monsieur, dit-il à lord Windsay, laissez-moi aussi baiser ce portrait. J'en ai le droit, c'est celui de ma tante. Je suis le comte Guy-Tancrède-Saladin de Briolan.

Ce fut le tour du comte de Windsay à s'étonner. Il interrogea notre héros sur les hasards qui l'avaient jeté dans la compagnie des pirates. Au fur et à mesure que Saladin parlait, son visage prenait une expression plus vive de confiance et d'amitié.

— Vous êtes, s'écria-t-il tout à coup en tendant la main à Briolan, de tous les jeunes gens que j'ai rencontrés jamais, celui dont l'air et les discours m'ont le plus charmé. Toutes vos paroles sonnent la franchise. Et puis, tenez, je ne m'étonne plus si votre visage me faisait tant de plaisir ; vous avez dans les yeux quelque chose de cette fierté et de cette candeur que donnait au regard de ma bien-aimée Anne son âme haute et innocente.

Et le vieux capitaine essuya deux bonnes larmes de tendresse qu'un adoré souvenir fit tomber le long de ses joues. Aux généreuses émotions dont son cœur était rempli, sa vie semblait s'être retrempée. Il s'était éveillé dans tout son être une force inattendue ; mais il avait une de ces blessures qui ne pardonnent pas, comme l'on dit. La mort était en lui, et il s'en souvenait.

— Monsieur de Briolan, dit-il brusquement, mon cher neveu, j'ai encore une grâce à vous demander, vous à qui je suis si redevable déjà ! Je me sens en ce moment assez de force pour tenir une plume ; je voudrais avoir du papier, de

l'encre, ce qu'il faut pour écrire, afin de tracer quelques lignes qui exprimeront de derniers désirs. Si vous ne finissez pas, comme moi, sur cette mer où nous nous sommes rencontrés, si vous retournez en Europe, vous veillerez à ce que mes volontés soient remplies. Dès que je serai mort, vous pourrez en prendre connaissance, si bon vous semble.

Il n'est pas de navire, même de navire pirate, où l'on ne noircisse du papier, partant où l'on n'ait plume et encre. Briolan alla quérir ce qu'avait demandé lord Windsay. Le capitaine écrivit pendant quelques instants, puis remit à son neveu une feuille de papier pliée, et reprit avec lui un entretien dont il semblait recevoir un grand bonheur. Dans cet entretien, la mort le surprit, ou, pour mieux dire, l'emporta, car son visage digne et guerrier, quelques instants après celui où il était devenu visage de mort, n'exprimait pas plus la surprise que la terreur.

Quand lord Windsay eut expiré, Briolan, après l'avoir contemplé quelque temps, les yeux remplis de larmes silencieuses, afin de s'entretenir encore avec ce brave homme, déplia le papier qu'il lui avait remis. Il s'attendait à y trouver sur un culte peut-être à continuer envers la mémoire de sa tante, enfin sur quelque pieux office, des volontés qu'il était décidé à remplir autant que ce serait en son pouvoir. Ce qu'il y avait sur ce papier, c'était à peu près ceci : « Moi, George-Henri, comte de Windsay, dernier de mon nom, je laisse à mon neveu, Guy-Tan-crède-Saladin de Briolan, mon château de W..., mon château de S..., etc., etc. (il y avait deux lignes formées avec des noms de châteaux). plus tout ce que je possède en meubles et en argent. »

Saladin avait trouvé la fortune sur les mers.

XVII.

Quand on est jeune et d'une âme haute, on songe peu à la fortune, si elle vous dédaigne; mais lorsqu'elle vous sourit, lorsqu'elle attache sur vous son regard plus doux que les raisins du Midi, plus chaud que le soleil, quelque fierté et quelque jeunesse qu'on possède, on est séduit, et pour quelques instants du moins on appartient à l'ivresse. Saladin avait sous le front un grand mouvement de pensées. Ce qu'il avait été poursuivre à travers les océans, il le possédait; il était riche, plus riche que son cousin, le duc de Lorédan; il pouvait retourner en France, acheter le plus fringant des régiments de hussards, le plus martial des régiments de dragons, et donner à sa cousine, pour sa fête, non point des bouquets de thym et de violettes, mais des bouquets d'émeraudes et de diamants.

Briolan se promenait sur le pont du *Cid Campeador* par une matinée un peu froide, mais où soufflait un vent agréable à un esprit en feu (le vent attise d'une façon qui nous charme les flammes de notre esprit). Tout en se promenant, il s'abandonnait vis-à-vis du destin à une certaine fatuité. Il croyait, ce qu'un chacun a pris tant de plaisir à croire un moment au moins dans sa vie, que le sort l'avait distingué et lui accordait ses faveurs. Quoique personne sur le *Cid* n'eût conquis une fortune semblable à la sienne, beaucoup de pirates cependant devaient à la prise du vaisseau anglais des richesses qui augmentaient la joyeuse turbulence de leurs habitudes. On ne s'imagine point l'exaltation qui règne à

bord d'un navire flibustier après un combat. Chez les uns, le souvenir de la mêlée, le goût attaché encore au palais du sang et de la poudre ; chez les autres, l'amour de l'or, l'image des plaisirs qu'il promet, amènent une ivresse bruyante et démesurée que peuvent seuls contenir, sans se briser, des cœurs accoutumés à retentir du fracas des canons et des tempêtes. Au milieu de toutes les folies, de tout le tapage de leurs gens, jouant, se battant, dansant, chantant et jurant, les deux capitaines du *Cid*, Wolfgang et Pierre, éprouvaient le seul plaisir que pût encore goûter leur brûlante et inquiète nature.

Wolfgang aborda Saladin au moment où toutes les pensées que nous savons sonnaient leur plus étourdissant carillon dans son cerveau.

— Venez voir, lui dit-il, un spectacle qui vous amusera. Un de mes hommes, à qui deux esclaves étaient tombés en partage, vient de les perdre aux dés ; celui qui les a gagnés a dit qu'il voulait les dépenser pour divertir ses camarades. Ces esclaves sont deux grands Anglais nourris de bœuf, plus forts que des athlètes antiques. On va les faire battre à outrance avec des cestes, comme se battaient les Thraces dans les cirques romains. Si vous voulez assister à un jeu d'empereur, et d'empereur des beaux âges païens, suivez-moi.

Briolan suivit en effet le blond Werchigen. Il était dans cet état d'esprit où l'on prend à tout mouvement un plaisir passionné. Il arriva sur un point du gaillard d'arrière où s'était formé, autour d'un espace vide, un vaste cercle de pirates. Dans cet espace ne tardèrent pas à être introduits deux hommes jeunes et beaux, nus jusqu'à la ceinture. C'étaient les deux Anglais dont les blessures et le trépas devaient divertir les gens du *Cid*. Il y avait sur le visage des deux lutteurs, au lieu de l'expression martiale que l'assemblée aurait voulu y voir, une expression de dégoût et de tristesse. Les énergiques soldats de la Dacie devaient avoir cette contenance humiliée, ce visage abattu, quand, transformés en gladiateurs, ils venaient prostituer leur héroïsme pour amuser un public romain. Deux pirates espagnols, à la figure sombre comme les montagnes brûlées de la Sierra-Morena, aux yeux d'un noir à rougeâtres reflets, placèrent les deux esclaves en face l'un de l'autre et attachèrent à leurs mains des cestes de la plus formidable espèce, des lanières de cuir comprimant leurs poings de façon à en faire un instrument trauchant et lourd dont les blessures fussent plus cruelles que celles des sabres et des balles. Quand cette toilette des lutteurs fut achevée, on les mit pied contre pied, leur interdisant de rompre. Alors les deux Anglais commencèrent à imprimer à leurs poings, placés devant leur poitrine, la lente et régulière oscillation qui fait partie de la garde des boxeurs ; puis on leur donna un signal, et ils se portèrent les premiers coups.

C'est le plus long, le plus varié et souvent le plus redoutable des duels, que le duel à coups de poing. Ces deux hommes, un instant nonchalants, devinrent des athlètes enflammés, aussi désireux l'un et l'autre d'être victorieux que s'ils eussent dû acheter une couronne par leur victoire. Tous deux avaient le regard fixe et intrépide du boxeur, qu'aucun coup, aucune douleur ne trouble, dans lequel étincelle une âme ardente et stoïque, au-dessus de tout ce que la chair peut souffrir. La première blessure grave fut reçue par le plus grand des jouteurs. Son adversaire, au moment où il fondait sur lui, l'atteignit en plein visage par ce coup terrible qu'on appelle *un contre* dans le langage de la boxe. Tous les pirates applaudirent ; un des Anglais avait la figure coupée, les cestes se coloraient de sang. Le sang, liqueur mystérieuse plus puissante que le vin, car par son seul

aspect il enivre ; le sang, qui arrache des cris aux enfants la première fois qu'il frappe leur vue, le sang faisait passer dans cette foule des frémissements de plaisir comme en font passer le génie d'un grand poète, les vers de *Nicomède* ou de *Rodogune*, dans la foule lettrée d'un théâtre.

On crut un instant que le lutteur frappé à la face allait tomber ; mais il se raffermir sur ses jambes, se remit en garde, et bientôt, prenant à son tour son adversaire dans un piège habilement tendu, il lui rendit, au milieu de la poitrine, le coup qu'il avait reçu sur le visage. Cette fois, le combat s'arrêta ; celui dont la poitrine venait d'être atteinte chancela, ses paupières s'abaissèrent, et une écume de pourpre flotta sur ses lèvres. Alors les deux pirates espagnols qui avaient armé de ceste les deux combattants rentrèrent en scène ; ils arrivèrent avec des flacons de vinaigre, les firent respirer aux deux joueurs, puis les placèrent de nouveau l'un devant l'autre, sans même avoir essuyé le sang qui couvrait leurs joues, et le combat recommença.

Ceux qui connaissent la race des boxeurs savent combien il est facile de rendre mortel un assaut de boxe, quel acharnement plus puissant que la douleur, que la mort même, qui se fait en vain sentir, saisit parfois deux champions et ne les quitte qu'avec le dernier élan de leurs forces et de leur vie. Les pirates arrivèrent à leurs fins. Il vint un moment où il n'y eut plus sous leurs yeux que deux cadavres déformés par des blessures. Alors on s'approcha de ces êtres humains, devenus des choses mortes.

Briolan avait pris bien vite en dégoût ces coups de poing ; il aurait voulu, sinon qu'on arrêtât le combat, du moins qu'on donnât aux combattants des épées. Ce fut avec un sentiment de répugnance et de pitié qu'il s'approcha de ces deux corps souillés de sueur et de sang : devant ce laid spectacle, son exaltation s'éteignit. Celle de Wolfgang, de Pierre-le-Sombre et de tous leurs compagnons était au contraire à son comble. Ces coups et ces blessures les avaient enivrés. Sous le ciel des Espagnes, par une matinée à brûler un Maure au fond de son harem, il ne se pousse pas plus de cris autour d'un taureau jeté d'un seul coup sur le sol par l'épée d'un matador, qu'il ne s'en poussait sur *le Cid* autour de ces lutteurs assommés ; mais la grande différence qu'il y eut entre le blond Wolfgang et tous ses compagnons, y compris Pierre-le-Sombre, c'est que, tandis qu'aucun dégoût ne suivit l'ivresse de ceux-ci, une grande et profonde tristesse, comme celle qui est connue, après certains transports de plaisir, des débauchés de vingt ans, fondit sur celui-là.

— Je souffre, dit Werchingen à Briolan, dont l'esprit sans moquerie lui inspirait de la confiance ; je souffre en ce moment, comme une femme, de ce sang que j'ai eu du plaisir à voir répandre. Il y a des instants où ces orgies de combats, de cris, de coups, de blessures, me font soudain ressentir autant d'ennui chagrin que des orgies de cabaret. Les passions qui m'ont jeté sur les mers crient qu'elles ne sont pas assouvies. Les deux amours de l'infini et de l'inconnu, entre lesquels ma jeunesse s'est écoulée, ces deux amours délicats et violents me disent que j'essaie vainement de tromper par des aliments grossiers leurs ardents, mais nobles appétits. Dans ces instants, si je croyais qu'il y a quelque chose sous les flots qui nous portent, que cette belle histoire antique d'Aristée dont mon enfance était si étonnée et si amoureuse pourrait se renouveler pour moi, que je trouverais sous les vagues de l'Océan les merveilles qui frappèrent les regards du berger de Virgile, comme je m'élancerais avec transport dans la mer ! Vous qui avez tant aimé

les forêts enchantées et les châteaux mystérieux des romans de chevalerie, vous devez me comprendre; je braverai des siècles de souffrance pour goûter à ce philtre de l'inconnu dont je ne puis boire dans aucune coupe.

Tandis que le blond Wolfgang parlait ainsi à Saladin, le *Cid Campeador* s'avancait dans une région océanique connue par les marins pour être une région de tempêtes. Évidemment des vents farouches avaient bouleversé, il y avait quelques jours, les flots que sa proue fendait. Sur les vagues encore agitées, murmurantes et brillant de l'éclat qu'elles prennent en leur colère comme des regards humains, on sentait les fureurs mal éteintes d'un orage récent. Dranmor, qui à quelques pas de Wolfgang et de Saladin contemplait d'un œil charmé cette beauté sinistre des ondes, s'écria tout à coup :

— Au diable cette sotte bouteille ! elle gâte la vague qui la porte. Voilà ce qu'il y a de plus dépitant au monde, une solitude détruite par cet ignoble morceau de verre.

— Cette bouteille, dit à son tour Saladin, nous apprendra peut-être le sort de braves qui nous sont connus. Moi je suis plus humain que Dranmor. J'aimerais à savoir quels sont les hommes qui, songeant à leurs frères dans ce coin de l'Océan, leur ont adressé un souvenir confié, presque sans espoir, aux caprices des vagues et du destin.

— Moi, dit Wolfgang, cette bouteille secouée par les flots et perdue dans l'espace, qui renferme quelque chose que j'ignore, m'enflamme de curiosité. Pendant longtemps, toutes les fois que je voyais une lettre, j'espérais toujours qu'il y avait sous son pli le secret que je cherche ; quand je rencontrais un coffre fermé, je pensais que dans cette prison de bois était la merveille désirée. Je veux savoir, par tous les dieux ! ce qu'il y a dans cette bouteille, et je le saurai.

En disant ces mots, le blond Wolfgang se précipita dans la mer.

C'était une entreprise insensée pour le plus habile nageur de s'élancer au milieu des vagues qui battaient alors les flancs du *Cid Campeador*. Il fallait être las de la vie et vouloir en sortir pour se jeter dans ces flots écumants aux voix inhumaines, qui se soulevaient et mugissaient, comme un troupeau de bêtes infernales, sous un ciel d'une menaçante tristesse. Tous les pirates se penchèrent au bord du vaisseau et suivirent avec une ardente curiosité la destinée de Werchingen. Wolfgang savait à peine nager, il n'avait pour se soutenir sur la mer que cet abandon, propice aux situations dangereuses dans toutes les joutes du corps, qui naît de l'extrême mépris du péril. Tout à coup, de la cime d'une vague, il tomba dans un gouffre où il disparut. En cet instant, un nouvel événement se passa sur le *Cid*. Pierre-le-Sombre, repoussant avec une force irrésistible deux compagnons qui voulaient l'arrêter, se jeta dans l'Océan à la poursuite de son ami.

Alors l'anxiété régna vraiment sur le vaisseau pirate, car les gens du *Cid* ne savaient personne parmi eux capable de succéder aux deux chefs qu'ils étaient menacés de perdre. On lança des cordes dans la mer, mais ces cordes étaient lancées au hasard. Pierre-le-Sombre et le blond Wolfgang s'étaient plongés dans des profondeurs où l'œil même ne pouvait point les suivre. Cependant on détacha du navire et l'on mit à l'eau une petite embarcation où montèrent dix hommes, parmi lesquels étaient Saladin et Dranmor.

Ce sont des recherches ardentes et désespérées que celles des corps perdus dans les flots. On sent que chaque instant de retard, d'hésitation, de tentative gauche ou malheureuse, fait avancer d'un pas dans la mort ceux que l'on vou-

drait sauver. Les sondes, les cordes, les perches, que faisaient pénétrer dans la mer les hommes du canot, ne rencontraient rien. Pierre et Wolfgang étaient égarés dans les abîmes peuplés de monstres, de cadavres et peut-être de dieux. La recherche dura si longtemps, qu'on finit par perdre l'espoir de retirer des ondes deux vivants, et, comme les pirates ne sont pas gens assez pieux pour tenir beaucoup à des morts, on allait cesser des efforts inutiles, quand, ramenés du fond des mers par une vague, deux corps apparurent à quelques pas du canot. On parvint à les saisir et à les mettre dans l'embarcation. Ces deux corps, c'étaient Pierre-le-Sombre et le blond Wolfgang se tenant enlacés comme un couple d'amis antiques, et tous deux couronnés du pâle diadème que la mort nous attache au front. Entre les doigts serrés et transparents de Wolfgang était la bouteille qui avait causé la mort des deux amis.

— Bouteille de tous les diables ! dit un pirate, j'ai envie de te rejeter à la mer.

C'était une envie partagée par Dranmor, et la bouteille, payée par deux existences, allait voler dans les flots quand Saladin la saisit. Remonté sur le pont du *Cid*, tandis que tout l'équipage entourait les corps inanimés des deux chefs, il brisa le vase et en tira un papier. Voici ce que ce papier contenait :

« Le 5 février 17... le vaisseau français *le Fortuné*, se rendant à la Martinique, a sombré : son équipage n'a point péri encore, mais il est sur des embarcations qui ne peuvent être sauvées qu'en cas du plus inespéré des secours. Ceux qui montaient *le Fortuné* font donc leurs adieux à la vie et prennent la voix religieuse des morts pour recommander leur mémoire à ceux de leurs frères, de quelque nation, de quelque religion soient-ils, qui trouveront le dépôt confié par eux à la mer. *Le Fortuné* était monté par le duc de Lorédan, gouverneur général des îles, et son épouse, la noble dame Brigitte de Briolan... »

Saladin n'en lut pas davantage. Dans ces abîmes où s'étaient éteintes tout à l'heure la vie de Wolfgang et celle de Pierre, Brigitte était engloutie peut-être. De quelle façon ce nom chéri, cet adoré souvenir, lui étaient-ils rappelés ! A quoi bon cette fortune que le destin lui avait donnée, si le seul être n'était plus pour lequel il souhaitait de vivre et d'avoir des trésors ? Et Saladin sentit monter des profondeurs de son cœur à ses yeux des larmes comme il n'en connaissait pas encore, qui n'avaient aucune des douceurs mêlées aux pleurs des mélancolies printanières, des larmes qui n'étaient qu'amertume et stérilité. Cependant cette espérance, qui parfois nous suspend à ses lueurs jusqu'au chevet des lits mortuaires, jusque sur les frontières du néant, fit tout à coup luire une clarté aux regards de Saladin. Si *le Fortuné* avait sombré, son équipage n'était point mort. Ce destin qui l'avait secondé jusqu'à présent pouvait avoir amené un navire sur les vagues où étaient ballottés les naufragés français. Les mers qu'en ce moment ils traversaient n'étaient point loin de la Martinique. Peut-être Brigitte était-elle pleine de vie et de beauté sur des rivages qu'il pourrait atteindre en quelques jours. Saladin n'eut plus qu'une pensée, courir aux lieux où se rendait *le Fortuné* pour savoir si quelque dieu sauveur n'y aurait point conduit ceux qui le montaient.

Mais il vint tout à coup à se rappeler que *le Cid Campeador* n'avait plus de chefs. Les deux capitaines étaient morts tous deux d'un trépas conforme à leur destinée, l'homme qui avait vécu par l'idéal en suivant une pensée capricieuse, l'homme qu'avaient gouverné les événements en obéissant à un fait impérieux. A qui devait-il s'adresser pour aller aux lieux où il aurait voulu être emporté sur un tapis magique ? Qui dirigerait à présent les mouvements du *Cid Campeador* ?

Tandis qu'il était tourmenté par ces pensées, il entendit un grand bruit d'acclamations, et il aperçut un homme qu'on élevait sur une sorte de pavois, à la façon des anciens souverains des Francs : cet homme était Mafré. Boucanier, corsaire, pirate, qu'est-ce que Mafré n'avait pas été ? Il avait rassemblé les gens du *Cid*, livrés à l'embarras et à l'inquiétude d'une élection. Avec l'audace et la liberté qui le rendaient puissant sur tous les hommes, jointes à la science particulière qu'il possédait de son auditoire du moment, il avait prononcé quelques mots suivis du plus grand succès. Il s'était proposé pour successeur de Wolfgang et de Pierre. Ceux qui récemment l'avaient vu combattre, qui maintenant l'entendaient parler, étaient tous d'accord pour penser qu'aucun homme ne pouvait mieux que lui remplacer ces deux héros de la flibusterie.

Quand Saladin dit à Mafré, devenu capitaine du *Cid Campeador*, son désir de se rendre au plus tôt à la Martinique, le nouveau chef des pirates lui répondit que ce désir s'accordait avec ses desseins. Les gens du *Cid* voulaient aller tirer parti à la Martinique des dépouilles enlevées au navire anglais. Le matin du jour où l'on devait toucher à ces rivages si impatiemment attendus par Briolan, on fit à bord du navire pirate une cérémonie touchante. Pierre-le-Sombre et le blond Wolfgang, dans leurs habits de combat, leurs pistolets et leur poignard à la ceinture, leur sabre et leur hache d'abordage à leurs côtés, avaient été exposés pendant plusieurs jours dans la plus vaste chambre du vaisseau. Enfin le moment vint où il fallut se défaire de leurs corps, qu'on ne pouvait plus disputer à la corruption. C'est un des instincts païens de la nature de se révolter contre les morts, de ne point souffrir qu'ils attristent ses fêtes de leur effrayante immobilité. En les rongant d'une dent empoisonnée, elle force les vivants à leur chercher des retraites qui délivrent les bruits de l'air, la gaieté du jour, de leur silence et de leur terreur.

Un matin donc, tout l'équipage du *Cid* fut réuni par Mafré. Quatre marins soulevèrent le lit mortuaire où Pierre et Wolfgang étaient étendus, et portèrent ce lit sur le pont ; puis on alla chercher les boulets qu'on a coutume de suspendre aux pieds de ceux qu'on lance dans la mer. Le funèbre poids de fer fut attaché aux jambes des deux capitaines. Ces préparatifs achevés, deux pirates prirent avec recueillement d'abord le corps de Pierre-le-Sombre, puis le corps du blond Wolfgang, et les jetèrent l'un après l'autre dans l'Océan. Les flots, qu'éclairait alors un ciel beau, mais sans profusion de lumière, étaient teints de cette belle couleur verte, qui est on ne sait pourquoi d'une si profonde mélancolie. Un instant, les deux corps qu'on leur jetait troublèrent leur calme, puis la mer reprit son mouvement paisible. Deux braves de plus reposaient dans le vaste cimetière d'où s'élève l'hymne éternel des vagues et des vents. Tous les visages gardèrent un instant, à bord du *Cid Campeador*, une expression songeuse ; puis ces âmes de marins, terribles et profondes, mais mobiles comme les vagues, ne tardèrent pas à faire disparaître toute trace de leur tristesse. Le *Cid* reprit sa physionomie accoutumée ; seul, Saladin, penché au bord du vaisseau, le regard attaché sur le point des mers à chaque instant plus éloigné de lui où s'étaient engloutis Pierre et Wolfgang, restait plongé dans une pieuse rêverie. Saladin était de ceux qui persistent, comme on l'a dit quelque part avec une grâce charmante, à se loger dans la tête l'immortalité de l'âme ; il se demandait si Pierre avait cessé de souffrir, si l'avait retrouvé les regards dont l'éclat manquait à sa vie, si le blond Wolfgang était enfin satisfait dans la soif de l'idéal et de l'inconnu. Mais bientôt

Briolan fut tiré de ses pensées par un cri qui touche toujours sur les mers les poitrines humaines, quels que soient les sentiments qu'elles renferment, le cri de *à terre*. On apercevait les côtes de la Martinique.

On juge ce que cette vue fit éprouver à Saladin, qui, du secret qu'allaient lui révéler ces rivages, faisait dépendre sa destinée. Au bout de quelques instants, on découvrit le fort Saint-Pierre, grand bâtiment carré d'un aspect claustral et guerrier, battu éternellement des flots, qui un jour même y pratiquèrent une brèche où ils entrèrent en vainqueurs. Mafré fit hisser le pavillon français et se présenta hardiment à l'entrée du port. Aux officiers qui vinrent l'interroger, il répondit qu'il était un corsaire venant de soutenir un combat pour l'honneur de la France avec un vaisseau de la Grande-Bretagne. Le vaisseau démâté que *le Cid* traînait à sa remorque témoignait en faveur du capitaine et disposait les Français de la Martinique, alors menacés par la marine anglaise, à lui faire un bon accueil. En temps de guerre, on est fort indulgent pour les braves; on ne s'inquiéta point si ceux-là étaient un peu plus pirates que corsaires; ils arboraient le pavillon de France, ils venaient d'humilier le pavillon britannique, on ne leur en demanda pas davantage. Un officier dit à Mafré qu'il allait le conduire au gouverneur général des îles.

— Quoi! le gouverneur général des îles est ici? s'écria alors Saladin hors d'haleine; il n'a donc pas péri en route? il est donc arrivé, et il est venu avec tout son équipage?

— Beaucoup des passagers du *Fortuné*, lui fut-il répondu, sont engloutis avec les embarcations qui les portaient; mais un navire de commerce français est arrivé à temps pour recueillir, sur un canot près de sombrer, le duc et la duchesse de Lorédan, et....

Saladin n'en écouta pas davantage. O mon destin! se dit-il, ô Brigitte!

XVIII.

Nous l'avons dit en commençant cette histoire, Saladin, comme Jehan de Saintré, avait un corps merveilleusement apte à tous les exercices de chevalerie, mais dont la vigueur n'était pas celle d'un corps de muletier. Il y avait dans notre héros, ainsi que dans les chevaux de race, jointe à l'impétuosité et à l'énergie, cette délicatesse qui est nécessaire à l'élégance. Après l'émotion qui venait de clore pour lui une attente pleine d'anxiété, un frisson parcourut tous ses membres; sa tête devint lourde et embrasée; ses yeux se fermèrent au monde visible pour s'ouvrir au monde occulte et fantastique des songeurs. La fièvre l'avait pris et l'entraînait dans son enfer.

Mafré fit transporter son ami dans une petite maison isolée, située auprès du couvent qui forme l'extrémité du fort Saint-Pierre. Les bruits dont les pirates remplissaient la ville ne parvenaient point à cette retraite. Là, Saladin, veillé tour à tour par Dranmor, Narille et quelquefois par le capitaine même du *Cid Campeador*, resta plusieurs jours dans le dédale peuplé de chimères où vous promènent les fièvres chaudes. Enfin, un soir il sentit le souffle d'un air délicieux, l'air qui venait des jardins du couvent, entrer par la fenêtre ouverte de sa chambre, et lui donner au front comme un baiser. A partir de cet instant, il rentra dans la

vie. Il reconnut la belle figure de Dranmor, qui se tenait au pied de son lit, dans une de ses mystérieuses et immobiles attitudes. Il se souvint des mots et de leur valeur. Il parla, on lui répondit. Il avait reconquis son esprit.

Son cœur était toujours à Brigitte. Son plus impatient désir, c'était d'avoir avec Mafré un entretien un peu long sur le gouverneur général des fles. Mafré appartenait à cette race d'hommes dont fut Alexandre-le-Grand, roi de Macédoine, chez qui le goût de l'action n'empêche point le goût du discours. Il se plaisait à ces conversations sur toute chose qu'on a volontiers à cheval, par les chemins, vers le soir, alors que le ciel devient d'un beau rouge, que la campagne, dégagée du poids oppresseur du jour, prend je ne sais quoi de libre et de doux dont on est tout charmé, qu'on se sent soudain la pensée vive et fraîche, et qu'on aperçoit de loin les murs de la ville où vous attendent le repos et la gaieté du dernier repas. Enfin Mafré, comme beaucoup de sages, nombre de héros, tous les poètes, toutes les belles, trouvait une grande récréation à parler. Le jour donc où Saladin lui dit :

— Mais vous devez voir mon cousin le duc de Lorédan ? que devient-il ? comment vit-il ? quel personnage fait-il en gouverneur ?

Mafré, s'apercevant que Briolan était très en état de le comprendre, se recueillit un instant, puis, en homme qui savoure sa parole, voici ce qu'il répondit :

— L'homme, mon cher Saladin, est resté de nos jours la bête mystérieuse et formidable qu'il était il y a deux mille ans. Il est certaines natures qui, dans les villes de notre vieille Europe, retenues par toutes les entraves que les mœurs modernes mettent à l'essor des grandes et primitives passions, semblent des natures raffinées et adoucies dont il serait insensé de comparer les vices aux instincts sauvages, effrénés, furieux d'un Caligula ou d'un Commode. Eh bien ! mon cher, ces natures-là ne sont que des monstres apaisés, dont le moindre changement de régime ou de climat peut réveiller les emportements. Avec sa voix qui cherchait toujours à flatter, sa bouche et ses yeux qui grimaçaient un éternel sourire, ses protectrices attitudes, votre cousin le duc de Lorédan vous semblait, n'est-ce pas, appartenir à la nation qui peuple le Palais-Royal, Versailles et Trianon ? Vous n'auriez pas imaginé de voir en lui un grand du temps de Dioclétien. Or, le duc de Lorédan est un de ces hommes marqués par le fer de Tacite et le fouet de Juvénal, qui sont possédés de la soif des bizarres et sanglants plaisirs. Voir un esclave disparaître sous la morsure des lamproies, en teignant de pourpre les ondes d'un vivier, voilà un des passe-temps qui seraient assurément les plus chers à votre cousin. Sous le ciel affable et modéré de Paris, entre les sofas, les éventails et les chinoiseries d'un salon, dans les allées soigneusement sablées d'un jardin à la française, on ne pouvait pas deviner ce qu'il est devenu sous le ciel brusque et violent de ce pays-ci, entre les huttes des nègres et les hautes herbes peuplées de serpents des grandes prairies. Il s'est opéré en lui la plus étrange et la plus saisissante des métamorphoses. Vous l'avez connu laid, vous le retrouverez hideux. Le grand air a desséché et emporté le fard dont il se masquait. Toute sa corruption est au jour et se montre dans une étendue d'horreur qu'on ne lui aurait point soupçonnée. Hier il a fait expirer sous le fouet une esclave enceinte. Il est peu de ses repas qui ne soient ensanglantés. On prétend qu'il traite sa femme....

Mais ici les yeux de Saladin prirent une telle expression d'angoisse et de courroux, que Mafré, qui avait déjà recueilli plus d'un indice du romanesque amour

de Briolan pour sa cousine, s'arrêta, craignant de produire sur l'esprit du malade quelque dangereux effet.

— Et il traite sa femme, et il traite ma cousine....., fit alors Saladin d'une voix haletante.

— Ma foi, reprit Mafré d'une voix légère et d'un visage indifférent, je vous ai fait de ce pauvre duc, en vous disant ce que je sais, un portrait assez noir pour que je n'aie pas besoin de vous le rendre plus noir encore, en vous disant ce que je ne sais pas. C'est par des gens de fort bas étage, et dont les discours ne m'inspirent aucune foi, que j'ai entendu parler des torts du duc de Lorédan envers sa femme. Ce qui est bien certain, c'est que la duchesse n'a point souffert dans ses traits. Je l'ai aperçue hier au soir en chaise à porteurs. Jamais teinte plus vermeille et plus vif regard n'ont coloré et éclairé son digne et charmant visage.

Saladin ne put tirer de Mafré aucun autre détail sur l'objet de sa tendresse et de ses rêves. Le capitaine du *Cid Campeador*, laissant les matières philosophiques et morales pour aborder les sujets positifs, lui apprit que les gens du fort Saint-Pierre s'attendaient à être attaqués d'un instant à l'autre par les Anglais. L'équipage du *Cid*, fort mal en ce moment avec l'Angleterre, avait promis de prendre sa part des coups qu'on se baillerait dans cette occurrence. De là résultait que Mafré et tous ses hommes étaient accablés de caresses par le duc de Lorédan.

— Si vous aviez été en bon état de corps, mon cher Briolan, dit négligemment l'aventurier en terminant son discours, vous auriez assisté ce soir à un souper chez le gouverneur, qui doit faire pâlir, assure-t-on, les merveilles des repas antiques. Le fameux festin de Trimalcion, auprès de celui-là, n'aura ni caprice ni grandeur. Au dessert, on promet une surprise que n'aurait pas inventée, m'a dit le duc, même une imagination de pirate. Si cela est, ma foi, Héliogabale sera vaincu ; mais, ajouta Mafré avec un soupir mélancolique et un sceptique sourire, je ne compte guère sur la nouveauté dans les inventions du duc de Lorédan. Quelques misérables nègres qu'on égorgera ou qui s'égorgeront, voilà tout ce que je m'attends à voir.

— Je suis fort content, dit Saladin, que ma santé ne me permette pas d'aller au souper de mon cousin ; il faudra bien, par exemple, qu'elle me permette d'aller au feu lorsqu'on entendra le canon des Anglais.

Le lendemain de cet entretien, fort avant dans l'après-midi, aux environs de l'heure où se couche le soleil, Saladin était, comme d'habitude, dans son lit, quoique continuant à regagner sa santé. Il écoutait la voix des oiseaux qui chantaient dans le jardin du couvent, et savourait l'air déjà plus frais qui pénétrait jusqu'à son alcôve par sa fenêtre entr'ouverte, lorsque Narille et Mafré entrèrent dans sa chambre. Tous deux avaient le visage d'hommes qui sortent de ce chaos que fait la débauche dans la vie. On sentait que leurs fronts pâlis et brûlants avaient traversé sans être rafraîchis l'air que respirait avec délices Saladin. Toutefois, entre ces hommes, tous deux las des étreintes de l'orgie, il y avait une grande différence. On voyait que dans le corps de Mafré la pensée n'était point lasse, qu'elle se tenait encore en son gîte, ardente et audacieuse comme une courtisane sur un lit de roses écrasées. Au lieu d'être éteint, le regard de ce vaillant convive n'était que plus enflammé. Chez Narille, au contraire, l'intelligence était encore plus épuisée, plus chancelante que le corps ; l'œil que laissaient voir ses paupières rougies avait une expression incertaine et hébétée.

— Eh bien ! dit Saladin aux deux compagnons, comment s'est passé le banquet

qui devait être si splendide? Avez-vous trouvé, Narille, qu'il n'était pas trop bourgeois? Avez-vous trouvé, Mafré, qu'il renfermait suffisamment de nouveauté?

— Ma foi, répondit Mafré, le vin y était bon ; mais l'invention du dessert était fort peu de chose.

— Peste ! fit Narille, je ne sais pas ce qu'il faudrait montrer à Mafré pour qu'il daignât s'étonner. Satan n'est point venu danser au dessert, c'est vrai, mais que diable ! nous avons eu un divertissement qu'on ne voit ni tous les jours ni toutes les nuits, sans compter cette fameuse scène, qui n'était point dans le programme, entre le duc et sa femme...

— Comment ! s'écria Saladin, le duc avait-il eu la stupidité et l'insolence de faire assister ma cousine à un pareil repas? Malgré tout ce que vous m'aviez dit hier de lui, Mafré, la pensée qu'il pût commettre un tel crime ne m'était point venue un moment. Par la mordieu...

— Allons, mon cher Briolan, interrompit Mafré, calmez-vous. Narille en ce moment voit autant de choses fabuleuses qu'en voyaient don Quichotte et Sancho Pança sur ce cheval de bois où ils se tenaient les yeux bandés au milieu d'un feu d'artifice. L'ivresse a mis un bandeau sur ses yeux et fait partir des fusées dans son cerveau. Je ne sais point, sur ma parole, ce qu'il veut dire. Peut-être prend-il en ce moment dans sa pensée pour la duchesse quelqu'une des créatures que le duc de Lorédan, en hôte bien appris, avait jointes, dans son souper, aux bouteilles, pour que ses convives pussent jouir en même temps des deux grandes ivresses de ce monde.

Narille, dompté, comme d'habitude, par la parole de Mafré, le regardait avec des yeux pleins d'étonnement.

— Mafré, fit Saladin, il est quelque chose que vous me cachez.

— Non, sur mon âme ! repartit Mafré avec un ton de franchise et d'insouciance. Tenez, Narille, partons ; notre cher comte se porte assez bien ; mais nos discours l'importuneraient et le fatigueraient. C'est une sottise et mauvaise compagnie pour un malade que celle de deux hommes qui reviennent d'une orgie.

Mais cette fois Narille n'obéit point à la volonté de Mafré.

— Je suis las, dit-il, j'en conviens. Un homme de qualité peut avouer la lassitude qui lui vient d'un souper comme celui de cette nuit. Voici un petit canapé en joncs sur lequel je veux m'étendre et dormir. Je suis sûr que le sommeil ne sera point assez impertinent pour ne pas venir à mon appel, car je vais l'appeler.

— Voulez-vous vraiment dormir ? fit Mafré, qui évidemment désirait emmener Narille, non point pour jouir de sa compagnie, mais pour dérober son bavardage à Saladin. Eh bien ! alors, dormez. Mieux vaut rêver tout bas et couché que de songer debout et tout haut comme vous êtes disposé à le faire.

Et, voyant que Narille s'installait sur le canapé dans l'attitude d'un homme qui veut entrer en commerce avec les rêves, il quitta la chambre de Briolan. Le sommeil ne répondit point à l'appel de Narille. Tous les diables que renferment les bouteilles faisaient sabbat dans la cervelle du pauvre marquis. Il se tournait, se retournait sur les nattes fraîches et flexibles où il avait étendu son corps plein d'une brûlante fatigue, comme s'il eût été couché sur le gril de saint Laurent. Saladin, de son côté, était inquiet, et soupçonnait Mafré de lui avoir caché quelque secret. Il entreprit donc de faire parler Narille, ce qui était chose facile, même pour un homme aussi peu rusé que notre héros.

Il s'était passé, en effet, au souper de la veille, une scène des plus étranges et

des plus violentes entre le duc de Lorédan et sa femme. Voici, d'après Narille, ce que Briolan en apprit. La duchesse n'assistait point au souper, mais les femmes ne manquaient pas à la table du gouverneur. Il y avait quelques mois, un corsaire français avait enlevé un vaisseau britannique qui transportait à Botany-Bay une cargaison de courtisanes. Il avait conduit à la Martinique ces belles persécutées, et les y avait établies dans une honnête maison comme celle que Mangione tenait à Camaldoli. Digne Mangione ! Boccace nous a conservé là un précieux nom. Les courtisanes étaient de hardies créatures à qui la vie d'aventures avait profité. Elles étaient dignes de fêter avec des pirates l'amour sans larmes et sans peur. Il y avait des vagues et du soleil dans les caprices de leur cœur et dans les ardeurs de leur sang. Elles firent du souper du gouverneur une fête de la bonne déesse. Si les dieux païens ne sont point morts, comme le pensent quelques-uns, et si les bouches que ne parviendrait pas à purifier le charbon du prophète Isaïe, les bouches où chante l'éternelle allégresse des buveurs et des amoureux, peuvent encore parfois les évoquer. Bacchus devait être couché au-dessus de cette orgie sur quelque nuée ardente faite des vapeurs du vin. Il est certain, du reste, que les inspirations inhumaines du dieu des raisins et des tigres s'emparèrent du duc de Lorédan. En face de lui était une grande fille dont la robe à demi détachée laissait voir une épaule d'un rose lumineux d'où devaient sortir, comme elles sortent, suivant un ancien, des fleurs d'été, les voix provoquantes du plaisir. Cette beauté, qu'on avait surnommée Désordre, était la favorite du duc de Lorédan, mais c'est par ceux qui ont la passion des jouets que les jouets sont brisés. Un premier caprice traversa l'esprit du duc de Lorédan.

— Désordre, dit-il, tu devrais danser.

Il y avait, suspendu au mur, à un trophée d'armes sauvages, un tambour indien à peu près semblable à ceux des danseuses bohèmes. Désordre le prit, et, le mettant tantôt au-dessus de sa tête, tantôt derrière son corsage, le frappant tantôt du revers de sa main et tantôt de son genou, elle se mit à danser une danse tellement ardente, faisant passer dans l'air qui l'entourait des frissons si embrasés, que saint Antoine les aurait sentis sous la bure de son capuchon rabattu.

— Désordre, s'écria le duc, sais-tu que tu as l'air d'une bacchante ? Tu me rappelles un tableau que j'adorais quand j'étais enfant, où l'on voit une grande et belle fille comme toi danser, en s'accompagnant du tambour, avec un tigre qui saute après elle. Morbleu ! je serais curieux de voir cette image, qui me jetait dans d'étranges rêveries par ce qu'elle avait de féroce et de voluptueux, devenir une chose réelle. Le tigre seul me manque. Je vais le faire venir. Désordre, je veux que tu danses avec un tigre.

Si accoutumées que soient les courtisanes aux plus incroyables caprices, la fantaisie du gouverneur était tellement bizarre, que Désordre ne la prit pas d'abord au sérieux ; mais un nègre fut chargé d'aller chercher le tigre, et, au bout de quelques instants, l'on vit entrer dans la salle du souper un Éthiopien à demi nu, tenant en laisse, comme un piqueur tient un lévrier, un énorme tigre à l'éclatante, terrible et majestueuse fourrure, à l'œil étincelant de ce regard tyrannique, inquiet et jaloux des bêtes sauvages.

— Désordre, dit le duc en montrant l'animal à la courtisane, voilà ton danseur. Tu vas te mettre dans le fond de la salle, et faire sauter après toi ce compagnon des bacchantes que Bambou (c'était le nom du nègre) tiendra toujours par le bout de sa chaîne.

A l'entrée du tigre, tous les convives du duc de Lorédan, excepté Mafré et Dranmor, avaient laissé voir sur leurs visages empourprés par le vin une autre expression que celle de l'insouciance et du plaisir. Quant à Désordre, la pauvre créature commençait à trembler de tout son corps ; elle restait toute frémissante, ne se souvenant plus de ses danses, à l'endroit où elle s'élevait et retombait, il n'y avait qu'un instant, comme les perles d'une eau jaillissante dans une atmosphère lumineuse et parfumée.

— Désordre, cria le duc, m'entends-tu ? Je veux que tu me donnes le divertissement d'une danse de bacchante.

Et il ordonna à un de ses nègres de la saisir, à un autre, celui qui tenait le tigre, de pousser l'animal sur elle. Alors une inspiration de désespoir et de terreur s'empara de la pauvre fille, et lui mit aux flancs cette ardeur, aux jambes cette agilité qui donnent une rapidité si merveilleuse à la fuite épouvantée du cerf. Elle se mit à courir droit devant elle, écartant ou franchissant tout ce qui s'opposait à son passage ; elle sortit ainsi de la salle du festin, puis continua sa course à travers les galeries et les cours de l'hôtel du gouverneur. Le duc de Lorédan suivit la courtisane du pas et du regard dont le vainqueur d'Arbelles, en cette nuit si funeste à la gloire de ses journées, suivit Clitus, qui allait mourir. Apercevant Désordre près de gagner la porte d'une cour, et partant de retrouver sa liberté, il cria de toutes les forces de sa voix, à des serviteurs que le bruit de cette scène avait mis sur pied, de barrer le passage à la fugitive. Quand Désordre se vit sur le point d'être saisie, elle se rejeta d'un bond dans la carrière fermée de toutes parts qu'elle venait de parcourir. Là, un instant, elle hésita ; puis, menée ou plutôt emportée par une pensée étrange qui s'était tout à coup abattre sur cette tête perdue de terreur, elle se dirigea vers le corps de logis qu'habitait la duchesse de Lorédan.

Désordre connaissait Brigitte. Quand Mafré, dans le discours interrompu par sa prudence, avait parlé à Saladin des torts du gouverneur envers la duchesse, il avait l'esprit occupé d'une scène qu'on venait de lui raconter, où Désordre jouait un grand rôle. Le duc de Lorédan, un soir, avait voulu forcer sa femme à souper avec lui et Désordre. Brigitte s'était trouvée un instant commise avec la courtisane, dont elle n'avait pu sauver à son oreille l'accent insolent. Il y avait une rougeur qui n'avait pas été épargnée à son noble visage ; mais sa souffrance avait été de courte durée. D'un de ces regards d'archange que Raphaël a connus, à la fois si calmes et si indignés, si superbes et si candides, qui font trembler les dragons, elle avait chassé loin d'elle son indigne époux et le suppôt de débauche qu'il traînait avec lui. Quoique Désordre se fût retirée, la tête dressée, le dard entre les lèvres, en vipère irritée, la majesté de Brigitte l'avait frappée ; elle avait senti en son cœur la pointe du glaive céleste. Dans la situation de périls et d'épouvante où un monstrueux caprice la jetait, cette douce et imposante figure revint à son esprit, lui représentant la seule puissance protectrice et bienfaisante qu'elle pût invoquer en ce lieu de persécution et de malice ; elle courut à l'appartement de Brigitte. Chose naturelle dans une contrée où le corps et l'âme se refusent souvent à la vie pendant le jour, la duchesse passait sur un sofa, auprès d'une fenêtre ouverte, une nuit d'une sérénité, d'une mélancolie et d'une fraîcheur à faire pleurer des amoureux. Tout à coup elle vit une femme entrer dans sa chambre et tomber presque évanouie à ses pieds. Tandis qu'elle contemplait cette femme, reconnaissait Désordre, et se demandait en son esprit, traversé de pensers

confus et rapides, qui amenait ainsi auprès d'elle, épouvantée, suppliante, celle qu'elle avait vue, il y avait quelques jours, enivrée de tant d'insolence, le duc et ceux qui le suivaient firent irruption dans l'asile où la courtisane s'était blottie. Pendant un moment, il y eut un étrange tableau : précédé de valets et de flambeaux, suivi de ses convives, possédés, comme lui, par l'ivresse du vin, de la nuit, des discours sans pudeur, des pensées sans crainte, des actions sans frein, le duc de Lorédan se tenait, le regard fixe et embrasé, dans l'attitude d'un homme que tourmentent les furies du mauvais sommeil, à l'entrée du sanctuaire où respirait l'âme chaste, austère et bénie de Brigitte. Des têtes de débauchés et des têtes de courtisanes s'avançaient derrière la sienne, animées d'un sinistre délire. L'enfer envahissait un lieu consacré ; mais il fut repoussé, et mieux, ma foi ! qu'avec de l'eau bénite.

Quel danger menaçait Désordre, c'est ce que ne pouvait pas deviner Brigitte ; mais elle comprit que la malheureuse créature venait chercher à ses pieds un refuge contre un caprice sanglant de son mari. Par un geste de souveraine, étendant sur ce front courbé sa belle main sévère et gracieuse, cette main faite pour des lèbres de héros dont rêvait si ardemment Briolan, elle s'écria :

— Monsieur le duc, j'entends que ma chambre soit pour cette femme un asile aussi inviolable qu'une église ! Retournez à votre festin, dont les monstreuuses folies n'auraient point dû venir jusqu'ici. En ce moment, votre présence et celle des gens qui vous accompagnent sont un outrage que je ne veux point supporter.

Toute la fierté des Briolan résonnait dans la voix de Brigitte. Il y avait sur ses joues le sang qui, aux heures du combat, gonflait les veines de Saladin. Le duc de Lorédan se retira tout tremblant, obéissant à cette puissance de bouclier enchanté qu'exerce sur les plus bizarres et les plus impétueuses fureurs un courage noble, droit et simple ; mais quand, après avoir lâché sa proie, il se fut retiré, avec ceux qu'il traînait après lui, dans la salle du festin, une colère effroyable s'empara de son âme. Parmi les passions qui attisaient la flamme de ce courroux était un stupide orgueil de tyran qui se croit bravé. Il jura, en saisissant un verre qu'il brisa, que Désordre danserait avec un tigre, et que sa femme, mêlée aux courtisanes qui entouraient sa table en ce moment, serait forcée d'assister à ce spectacle. Un convive exalta encore sa rage en lui disant qu'il ne pourrait jamais faire cette violence à la duchesse. Il fit alors le serment de mettre à exécution son dessein, et prit jour pour obéir à ce serment. Ce jour était le lendemain de celui où Briolan apprenait de Narille tout ce que l'on sait à présent.

XIX.

Ce que sentit Saladin pendant que Narille parlait, on le comprend. Il n'interrompit pas une seule fois son compagnon ; il ne voulait rien perdre de ce récit, dont il suivait la marche étrange avec l'anxiété et l'ardeur d'un chevalier qui suit les pas d'un fantôme. Quand Narille se tut, Briolan eut sur ses passions assez d'empire pour garder le silence ; il ne dit pas un seul mot au marquis, que le sommeil combla enfin de ses faveurs. Il avait rompu, lui, pour de longues heures avec le sommeil.

Après une nuit passée tout entière à accueillir et à repousser tour à tour les projets les plus violents, il se leva. La fièvre était encore dans tous ses membres, et, quand

il mit le pied sur le parquet de sa chambre, il lui sembla qu'il foulait le pont vacillant d'un navire : il faillit tomber ; mais, par un effort d'une suprême énergie, il se maintint debout ; son visage avait une expression si guerrière, que Mafré, qui entra chez lui en ce moment, lui dit :

— Vous avez donc appris, mon cher comte, que le pavillon britannique est en vue du fort Saint-Pierre ? Avec cette lente démarche et ce pâle visage que vous a faits la maladie, votre expression martiale vous donne l'air d'un Briolan, tué à Crécý, qui serait sorti de son tombeau pour se venger des Anglais.

— Quoi ! s'écria Saladin, les Anglais sont près de nous ! Alors j'imagine que le gouverneur ne songe qu'à les repousser.

— Le gouverneur, reprit assez étourdiment Mafré, qui ignorait entièrement quelles pensées menaient l'esprit de Briolan, le gouverneur veut livrer encore un jour au plaisir. Le port est en ce moment rempli de vaisseaux étrangers auxquels nos ennemis vont donner le temps de sortir. Les premiers coups de canon ne seront certainement tirés que demain ; c'est en sortant de l'orgie que nous irons à la bataille.

— Ah ! dit Saladin, il y aura une orgie ce soir ; eh bien ! vous m'y verrez.

— Vous ! repartit Mafré. Vous voulez donc y jouer le rôle de spectre ?

— Vous m'y verrez, répéta Briolan ; et, repoussant son compagnon qui voulait l'arrêter, il sortit.

Il avait un conseil pris, celui d'enlever Brigitte à son indigne mari. La nuit qui allait venir devait voir cesser l'union de la plus pure avec la plus souillée des créatures ; mais, pour rendre sa cousine à la liberté, comment Saladin s'y prendrait-il ? C'était ce qu'il ignorait. Notre héros pensa qu'avant tout il fallait s'assurer d'un vaisseau où il pût conduire celle qu'il était décidé à sauver de l'outrage et de la douleur. Il porta donc ses pas vers le port.

Le premier navire qui attira ses yeux fut un navire marchand sur lequel flottait le pavillon hollandais. Un grand mouvement régnait à bord de ce navire, qui faisait, comme tous les bâtiments du port, des préparatifs de départ. Assis au gaillard d'arrière, un homme fumait tranquillement, dont la figure sembla bien guerrière à Saladin pour une figure de trafiquant. En arrêtant son regard sur ce personnage, une idée le saisit, qu'il repoussa d'abord comme une illusion, puis qu'il fut bientôt forcé d'accueillir comme la plus certaine des réalités : l'homme qui fumait sur le pont du vaisseau hollandais était le capitaine Favonette.

Saladin courut vers le brave dont il croyait bien s'être séparé pour toujours. Franchissant d'un pied rapide l'escalier de bois qui joignait au port le bâtiment marchand, il fut en quelques instants dans les bras de l'ancien souverain caraïbe.

— Oui, c'est moi, dit Favonette, répondant aux questions dont Briolan l'accablait. Vous me retrouvez dans un équipage assez bourgeois pour un gentilhomme, un souverain et un guerrier. Je suis capitaine d'un navire marchand, et voici comme la chose est arrivée. Le grand Esprit, comme disait feu mon peuple (car tout mon peuple est décédé), ne nous favorisa pas, quand vous fûtes parti, dans la guerre contre les Grandes Bouches. Pendant que je souffrais du coup d'épée que m'a appliqué je ne sais comment le neveu de la Dentue, mon camp fut surpris, et, ma foi, presque toute la tribu fut détruite. Tout blessé que j'étais, je trouvai seul moyen, avec quatre ou cinq Caraïbes, de m'évader en canot par la grande route de la mer. Nous parvîmes à gagner une île où nous aurions pu nous faire une vie assez agréable, car c'était une île peuplée de gibier et déserte

d'hommes ; mais les benêts qui s'étaient sauvés avec moi se laissèrent mourir les uns après les autres par regret de leurs huttes, de leurs femmes et de leurs enfants. Je régnais non plus sur des hommes, mais sur la nature, quand le vaisseau sur lequel vous me voyez vint toucher les rives où j'étais. Je reconnus le quartier-maître, vieux truand d'origine française, qui servit autrefois dans mon régiment, d'où il déserta pour aller se mettre en Hollande dans les comptoirs. Quant au capitaine, on me dit qu'il s'était pendu ; mais je crois que c'était par les mains de son équipage et non par les siennes. On me proposa de le remplacer. J'ai été quelque peu pirate, de sorte que je m'entends assez bien à la mer, et nul des Hollandais ne savait comment se gouverne un vaisseau. Après avoir tué leur chef, car décidément ils l'avaient tué, ils se trouvaient dans un embarras extrême ; je vins humainement à leur secours. Je stipulai seulement qu'on me donnerait la moitié dans le produit de la cargaison, qui était de vin et de négresses, et je me mis à la tête des maraudeurs. Je suis arrivé ici, où j'ai vendu au gouverneur mon eau-de-vie et mes négresses ; ce soir, à minuit, je pars. Je reconduirai mon navire non pas dans un port de Hollande, car là j'aurais peur d'être inquiété, mais à Dieppe ; puis, ma foi, je retournerai, je crois, à Favonette vivre d'une façon conforme à mon rang. Maintenant j'ai de l'argent, et le ciel de l'Océan commence à m'ennuyer ; je me sens depuis quelques mois un appétit enragé du ciel provençal.

— Écoutez, mon cher chevalier, fit brusquement Saladin, voulez-vous me rendre le plus grand de tous les services ?

— J'ai toujours eu une épée, répartit Favonette, et pour le moment j'ai une bourse ; épée et bourse sont à votre disposition.

— Je reconnais bien votre âme de gentilhomme et de soldat. En trafiquant hollandais comme en souverain caraïbe, chevalier de Favonette, vous êtes toujours le même. Voici ce que j'attends de vous. Cette nuit, au moment où votre vaisseau sera sur le point de lever l'ancre, je remettrai entre vos mains une femme qui m'est chère comme mon honneur : que puis-je vous dire de plus ? et je vous demanderai de conduire cette femme en France avec autant, ou, pour mieux dire, avec plus de respect que ne vous en inspirerait tout ce qu'il y a de plus grand, de plus puissant et de plus sacré en ce monde.

— Soyez tranquille ; la femme qui vous intéresse sera traitée dans mon vaisseau comme fut traité au château de mon père le cardinal Favonette ; mais ne puis-je vous rendre un autre service que ce service insignifiant ? La beauté que vous remettez à ma garde, vous l'enlevez sans doute ? C'est plaisir que de servir un ami dans un enlèvement.

Ainsi encouragé par Favonette, Briolan dit tous ses tourments. Il avoua au capitaine l'incertitude dans laquelle il était encore sur les moyens à prendre pour mener à bien sa ferme résolution.

— Laissez-moi, mon cher comte, s'écria impétueusement l'ancien capitaine de grenadiers, me charger de votre enlèvement. J'ai enlevé des abbesses en Italie. J'ai pour ces sortes d'entreprises une méthode infailible et simple comme tout ce qui est bon. Justement j'ai encore deux négresses et trois barriques d'eau-de-vie à livrer au gouverneur. J'irai lui porter ces marchandises ce soir, à onze heures. En ce moment, soyez sous les murs de la maison, et, quand je vous crierai d'entrer, entrez avec confiance ; votre affaire sera en bon train.

A l'heure indiquée par Favonette, Saladin était sous les murs du bâtiment que le duc de Lorédan habitait. A l'époque où M. de Lorédan était gouverneur des

flës, le logis des côtes de l'Océan, résidence des gouverneurs, avait été détruit par une célèbre tempête. On avait construit à la hâte, pour recevoir le duc, un vaste édifice dont presque toutes les cloisons étaient aussi légères que les murailles d'un carbet caraïbe.

Par une des plus belles nuits où le ciel des îles ait célébré jamais ses fêtes sidérales, Saladin, un manteau sur les yeux et à son côté la compagne de sa vie, l'amie de son cœur et de son bras, son épée, Saladin se promenait sous les murs de l'hôtel Lorédan. Au bout de quelques minutes de promenade, il vit arriver Favonette, escorté de quatre matelots qui portaient à bras les tonnes d'eau-de-vie et faisaient marcher devant eux, enveloppées dans des voiles blancs et rouges, comme des chevaux de course dans leurs couvertures, les deux négresses. Le capitaine lui fit comprendre par un mouvement de tête qu'il l'avait reconnu.

Saladin attendit alors, à la fois plein d'anxiété et d'énergie, ce qui allait se passer. L'eau-de-vie et les femmes qu'amenait Favonette arrivaient à temps pour l'orgie qui allait commencer. Saladin vit Mafré, Dranmor, Narille et tous les convives du gouverneur franchir tour à tour le seuil de sa maison. Une inquiétude passionnée fit bouillonner tout le sang de ses veines, comme le vent d'orage fait bouillonner les flots de la mer. En cet instant de sa vie plein d'imprévu, de danger, d'effroi et de mystère comme le rêve, tout n'était plus que mouvements désordonnés dans son esprit, quand une terrible et suprême crise vint l'obliger à régler, pour les mener à une action décisive, les forces de son âme.

Un tourbillon de flammes que rien n'avait annoncé sortit tout à coup comme d'un gouffre infernal de l'hôtel du gouverneur, enveloppant d'une clarté brûlante l'endroit tout à l'heure plein d'ombre où se tenait Saladin, et la voix de Favonette cria :

— Entrez, comte, voici le moment.

Je souhaite à tous ceux qui aiment d'aller sauver leurs maîtresses à travers des murailles enflammées. Ce qu'éprouva Saladin quand il se précipita dans cette fournaise, c'est le divin secret de l'héroïsme et de l'amour. Toute la partie de l'hôtel du gouverneur qu'occupaient les appartements du duc où le souper devait avoir lieu était dévorée par un incendie. Cet incendie, Favonette l'avait allumé en quelques secondes, grâce aux tonnes d'eau-de-vie qu'il apportait. Séparé du logis qui brûlait par une cour, le logis de la duchesse était encore intact. Seulement il était baigné par les flammes voisines d'une lueur d'un rose éclatant, semblable à celle dont le ciel est baigné par le soleil du matin.

Saladin, guidé par Favonette, qu'il avait rencontré sur le seuil de la demeure embrasée, se dirigea vers les appartements de sa cousine. Brigitte tenait entre ses mains un petit poignard façonné en crucifix, comme les poignards espagnols. Je ne sais point ce qu'elle allait faire de cette arme, mais elle avait les yeux ardents, le visage pâle. Quand l'incendie vint rougir sa vitre, elle était sous le coup de la menace que le duc voulait accomplir contre elle. Une esclave sortait de sa chambre, qui lui avait annoncé que, de gré ou de force, elle assisterait au souper de son mari. On devine si elle suivit Saladin. A minuit, le comte de Briolan et sa cousine étaient sur le vaisseau de Favonette. Le capitaine faisait tout préparer pour gagner le large le plus promptement possible. Saladin et Brigitte, dans la précipitation et les angoisses de l'action qu'ils venaient d'accomplir, ne s'étaient pour ainsi dire point parlé. Leurs deux âmes, emportées par la même passion, avaient bien certainement fait un ardent et rapide échange de pensées, mais

leurs deux bouches étaient restées silencieuses. A l'instant où le vaisseau s'ébranla pour s'éloigner des côtes :

— Un moment, s'écria Saladin ; je suis obligé, moi, de rester sur ces rives, car dans quelques heures les boulets anglais y pleuvront.

Et il fit un mouvement pour s'éloigner de Brigitte, qui était à ses côtés. La duchesse sentit son corps trembler et son cœur défaillir. Elle fut sur le point de se jeter comme un enfant au cou de son protecteur ; mais sa grave et austère humeur l'emporta sur ce mouvement passionné. Quand Saladin, qui devina sa douleur, lui eut dit : — Il le faut, ma cousine ; j'ai pourvu à votre sûreté, maintenant je dois pourvoir à mon honneur ; — elle se tut. Seulement elle tendit à Briolan, qui s'inclina et se découvrit, cette main... Ici que chacun pense à la main où il voudrait poser sa bouche.

Notre pauvre héros la sentit sur ses lèvres, cette main à laquelle il avait tant pensé, cette main qui l'avait jeté dans toutes ses aventures, le jour, on s'en souvient, où elle lui apparut parée d'une bague de rubis. Du reste, il avait enfin rencontré le bonheur. Je sais des joies plus brûlantes, mais je n'en sais point de plus tendre, de plus sacrée, d'une plus mystérieuse et plus divine profondeur, que celle de baiser une main qu'on aime et qui répond à votre baiser.

XX.

Quelques mois après l'enlèvement de Brigitte, Saladin revenait en France, le cœur livré aux plus doux et aux plus ardents espoirs qui aient jamais enchanté un cœur. Le duc de Lorédan était mort, non point d'une balle anglaise, mais des transports de colère que la fuite de sa femme lui avait causés. Rien ne s'opposait à ce que Saladin, devenu un des plus riches gentilshommes de l'Europe, grâce à lord Windsay, n'unit pour toujours ses destins à ceux de Brigitte. Briolan croyait au mariage. Une femme, des enfants et un château, rien ne peut mieux remplir la seconde partie d'une vie livrée dans sa première moitié aux voyages et aux combats.

Favonette avait promis à Saladin qu'il lui laisserait à Dieppe un mot où il lui rendrait compte de sa traversée. Saladin trouva en effet, dès qu'il eut mis le pied dans le port français, la lettre que lui adressait l'ancien capitaine de grenadiers. Cette lettre, écrite sur du gros papier, renfermait un petit billet que Briolan, par un instinct irrésistible, ouvrit et lut tout d'abord. Ce billet contenait cette ligne unique :

« Adieu, mon ami, je vous aime. »

Voici maintenant ce que Favonette écrivait :

« Mon cher comte,

» Je suis obligé de vous annoncer quelque chose de bien triste, dont j'ai, ma foi, le cœur navré. Madame votre cousine est morte pendant la traversée. Dans l'état où l'avait mise tout ce que vous savez, la pauvre femme ne pouvait point supporter la mer. Dès les premiers jours de notre voyage, elle a succombé. J'étais auprès d'elle dans ses derniers moments. Elle m'a demandé de quoi vous écrire

le billet ci-inclus, que j'ai soigneusement cacheté. En mourant, elle a prononcé votre nom. Mon cher comte, vous allez avoir un terrible chagrin. Moi-même j'ai senti de cette mort-là une peine que je n'aurais cru aucune mort capable de me causer. Madame votre cousine avait un regard et des mots qui vous pénétraient jusqu'au fond de l'âme. Je n'ai pas pu me décider à jeter son corps dans la mer. On a trouvé un moyen de le conserver. En arrivant à Dieppe, je l'ai fait enterrer dans un endroit du cimetière qu'on vous indiquera. Il est sous un arbre et dans de la terre. J'ai pensé que vous aimeriez mieux cela. Adieu, mon cher comte, vous avez plus besoin de courage à présent qu'au temps où nous étions ensemble chez les Caraïbes.

» CHEVALIER DE FAVONETTE. »

Ce qu'éprouva Saladin, il est bien peu d'hommes qui ne le sachent ou ne doivent le savoir. C'est le grand secret de douleur que nous sommes presque tous destinés à connaître dans notre vie, secret ingrat qui ne répand pas de clarté nouvelle sur nos jours, mais leur retire au contraire tout ce qu'ils avaient de douce et profonde lumière.

Le comte Saladin de Briolan se fit chevalier de Malte. Il mourut, comme sa cousine, à bord d'un vaisseau, où une fièvre d'espèce incertaine et de marche inconnue l'emporta dans sa jeunesse, un an après son grand chagrin ; mais, comme celles de sa cousine, ses dépouilles ne furent point rapportées sur le rivage français : on les jeta aux flots. Dans cette vaste tombe marine qu'il avait si souvent contemplée avec mélancolie, son corps alla rejoindre les corps de Mafré et de Dranmor, car ces deux aventuriers périrent dans un naufrage d'où le destin sauva Narille. Narille et Favonette vécurent longtemps.

Saladin était de ceux dont la mort est éprise. C'est bien certain ce qu'on dit, que la mort aime les beaux et les jeunes. La destinée de notre héros fut tout à fait une destinée humaine. L'or lui devint inutile quand il tomba dans sa bourse. Quand sa maîtresse lui dit : « Je t'aime, » le trépas faucha son amour. Son pauvre amour ! l'histoire en fut bien courte ; mais les grandes amours ne sont pas celles qui ont les plus longues histoires.

G. DE MOLÈNES.



RESSOURCES AGRICOLES

DE L'ALGÉRIE.

I. — Colonisation et Agriculture de l'Algérie,
par M. MOLL (1);

II. — Documents divers.

Toute entreprise de colonisation n'est au fond qu'une affaire de commerce. Des considérations de politique abstraite, la noble pensée d'élargir le champ de la civilisation, peuvent séduire un peuple enthousiaste et chevaleresque; mais il en faut venir tôt ou tard à consulter les chiffres, et la glorieuse croisade ne tarde pas à être abandonnée, du jour où elle ne laisse plus entrevoir que des sacrifices sans compensation. Cette vérité a été trop souvent méconnue dans les débats engagés au sujet de l'Algérie. Nombre de systèmes ont été produits à la tribune ou par le moyen de la presse : chaque théoricien s'est donné le plaisir de grouper les populations, de distribuer le sol, de bâtir des villages, de réglementer le travail ; mais, comme presque toujours, on a négligé d'asseoir ces vagues projets sur la base ordinaire des opérations commerciales. Comme aucune tentative n'a été faite, du moins aux yeux du public, pour établir rigoureusement le devis des avances et des bénéfices probables, l'opinion est restée froide et muette, ne pouvant se prononcer entre ces systèmes qui ne s'accordaient que pour demander à la métropole des sacrifices, sans en montrer clairement les résultats. C'est ainsi qu'après seize ans de controverse, le gouvernement, les hommes politiques, disons mieux, le pays tout entier, sans distinction de parti, en est arrivé à un état d'indécision qui touche au découragement.

(1) Deux volumes in-8°, à la librairie agricole, rue Jacob, 26.

Si l'on veut saisir vivement les esprits, si l'on veut entraîner les hommes énergiques et hasardeux, les seuls sur lesquels on puisse compter, soit comme capitalistes, soit comme agents de travail, il faut traduire les théories par des chiffres et présenter l'œuvre de la colonisation africaine par le côté pratique et commercial. Nous savons que ce procédé est difficilement applicable quand il s'agit d'une colonisation agricole, c'est-à-dire de la plus chanceuse de toutes les spéculations. La rente de la terre dépend bien moins de sa fécondité naturelle que des circonstances économiques dans lesquelles le cultivateur se trouve placé. Le prix de la main-d'œuvre, la facilité des transports, les débouchés plus ou moins avantageux, donnent la mesure du produit net. Or, dira-t-on, en Algérie, où tout est encore à créer, les bases manqueraient au calcul pour établir par évaluation le bilan d'une entreprise agricole. Nous répondrons à cette objection en rappelant ce qui se passe ordinairement dans la grande industrie. Que fait, par exemple, le spéculateur qui veut créer un chemin de fer ? Le tracé d'une ligne étant conçu, il dresse la statistique des départements que cette ligne doit desservir, il constate les chiffres de population, l'importance commerciale des villes, le mouvement de circulation déjà établi, l'accroissement qu'il est raisonnable d'espérer : au moyen de ces éléments, il suppose, en *maximum* et en *minimum*, les recettes probables de l'entreprise, non pas à son début, mais à l'époque où elle aura conquis toute sa clientèle. C'est d'après cette estimation du revenu, comparée aux frais d'établissement et de mise en train jusqu'au jour où le service sera en pleine activité, qu'il entrevoit si l'affaire est suffisamment attrayante, et dans quelle mesure elle autorise un appel de fonds aux capitalistes. Tel est, ce nous semble, le procédé à suivre pour provoquer l'exploitation agricole de l'Algérie. La culture des terres a été paralysée parce que le capital a fait défaut ; les capitalistes ne se sont pas présentés parce qu'un pays inculte, et dont les ressources sont encore problématiques, ne leur inspirait qu'une médiocre confiance. Brisons enfin ce cercle vicieux, et plaçons-nous hardiment dans l'hypothèse contraire. Supposons que le capital, abondamment répandu sur le sol algérien, y a attiré des ouvriers nombreux, et demandons-nous si les produits obtenus seront assez riches pour récompenser généreusement ceux qui coopéreront à l'œuvre africaine par leur argent, par leur intelligence ou par leurs bras. Au lieu de chercher une organisation, abstraction faite du résultat commercial, commençons par constater le revenu possible d'une manière abstraite, afin de voir ensuite quelle organisation ce revenu pourra solder. Ramené à ces termes, le problème nous paraît devoir être ainsi formulé : Une étendue territoriale étant donnée, et les meilleures conditions économiques étant acquises, quels résultats peut-on espérer d'une intelligente exploitation ?

Nous avons cherché les éléments de la solution dans les écrits les plus importants publiés sur l'Algérie, dans les documents officiels, les observations et les débats de la presse locale (1). Une mention particulière est due au livre de M. Moll, professeur d'agriculture au Conservatoire des Arts et Métiers. Le cadre de cet ouvrage réunit un plan de colonisation et un cours d'agriculture coloniale résumant toutes les notions acquises jusqu'à ce jour. Nous nous réservons d'exposer les idées administratives de M. Moll dans une prochaine étude consacrée à l'analyse des systèmes proposés pour l'affermissement de la puissance française en Afrique. C'est l'agronome seulement que nous interrogerons aujourd'hui, et il

(1) Les études sur l'agriculture occupent une place importante dans le *Moniteur algérien*.

nous eût été difficile de trouver un guide plus sûr et mieux accrédité. Déjà familiarisé, par une longue pratique en Corse, avec le genre de culture approprié aux climats méridionaux, un séjour de trois mois a pu lui suffire pour visiter les localités exploitables et pour recueillir les renseignements des agents de l'autorité, des colons ou même des indigènes. Il n'est pas à craindre que M. Moll se laisse aller à l'illusion quand il évalue les ressources de notre colonie. Il ne dissimule pas que la mise en culture du sol africain est, à ses yeux, une opération chancelante, et que la métropole eût fait un placement beaucoup plus raisonnable en appliquant à l'amélioration de son territoire l'argent qu'elle prodigue pour utiliser sa conquête. Une crainte qui le préoccupe évidemment, bien qu'il ne l'exprime pas, est celle de susciter à notre chétive agriculture une concurrence dangereuse pour beaucoup de produits. Reconnaissant d'ailleurs que l'acquisition de l'Algérie est un fait irrévocable, il n'hésite pas à déclarer qu'on arrivera à compenser les charges de la conquête par la mise en valeur du nouveau domaine : à l'appui de cette conviction, un tableau complet des cultures, l'analyse des procédés et des ressources de chaque opération rurale, composent un livre qui, indépendamment de son utilité pratique, est un des plus instructifs que l'on puisse lire sur l'état de notre colonie.

Commençons par constater un heureux privilège que possède l'Algérie. Elle n'excite pas en Europe ces terreurs bien ou mal fondées qui paralysent ordinairement les projets de colonisation. Placée dans cette zone intermédiaire qui unit les pays tempérés aux régions intertropicales, son climat est celui des contrées qu'on a regardées de tout temps comme les plus favorisées de la terre. Sa température est celle de l'Andalousie, des Canaries, des états méridionaux de l'Union américaine, des plus heureuses provinces du Brésil. L'Européen qui débarque en Algérie avec son costume étriqué, son hygiène casanière, et surtout avec ses préventions contre le soleil d'Afrique, éprouve assez souvent une sorte de malaise qu'il attribue à une chaleur excessive. Cette illusion est naturelle. Il y a pourtant un témoin irrécusable auquel il faut s'en rapporter sur ce point : c'est le thermomètre. Des observations faites de 1837 à 1841, dans les principales villes du littoral, ont établi que la température flotte entre le 6° et le 35° degré centigrade, ce qui donne en moyenne la chaleur des mois d'été à Paris, c'est-à-dire environ 22 degrés centigrades. Constantine, Hamza, Mascara, Medeah, Milianah, et d'autres villes de l'intérieur, assises sur des plateaux élevés, présentent des conditions atmosphériques plus favorables encore. Ces villes n'appartiennent que d'hier à la civilisation, et déjà leur état sanitaire fait honte aux vieilles cités de l'Europe. La mortalité, dans les hôpitaux civils de Paris, est de 1 sur 10 et 1/3 malades. En 1844, pour 5,599 entrées dans les hôpitaux civils d'Alger, il y a eu 570 décès : la proportion est de 1 sur 9 1/2 ; mais il est à remarquer que la plupart des malades étaient des nouveaux venus non acclimatés ; dans 34 autres localités où des hôpitaux civils ont été ouverts, sur 10,869 Européens admis, on a compté 646 morts, c'est-à-dire 1 sur 17. La situation des hôpitaux militaires s'améliore d'année en année. D'après le dernier relevé, sur 105,862 admissions, il y a eu seulement 4,664 morts. En supposant que quelques-unes des victimes du climat eussent succombé après leur retour en France, le nombre des décès, dans la proportion de 1 sur 20, serait encore moitié moindre qu'à Paris (1). Lorsque de

(1) A partir de 1840, la mortalité n'a cessé de décroître dans l'armée, quoique l'effec-

largescultures auront assaini les localités suspectes, que les plantations auront multiplié les ombrages, que les lois hygiéniques convenables au pays seront généralement connues et observées, l'Algérie ne tardera pas à acquérir une réputation de salubrité qui sera un attrait pour les travailleurs européens.

A ne considérer que la vertu productive inhérente à la terre, on peut classer l'Algérie au nombre des pays les plus fertiles du globe. Il n'est pas douteux que le Tell, placé dans les mêmes conditions de sol et de climat que les contrées les plus riches du bassin de la Méditerranée, pourrait fonder des cultures comme celles qui font l'orgueil du royaume de Valence, de la Lombardie, de la Campanie et de l'Égypte. L'humidité atmosphérique produite par la pluie est même répartie en Algérie d'une manière plus favorable que dans certaines contrées de l'Europe méridionale. L'hiver, doux et pluvieux, ne suspend pas la végétation et donne des récoltes lucratives; les sécheresses d'été ne s'y prolongent pas pendant six mois, comme il arrive parfois dans la péninsule espagnole et dans la Provence. Il ne faudrait pas néanmoins que l'émigrant s'en rapportât aveuglément à cette appréciation générale, il en résulterait pour lui de tristes mécomptes. Si la nature est plus féconde dans les pays chauds, elle y est aussi plus capricieuse. A côté d'une végétation éblouissante de richesse s'étend une surface complètement dépouillée; c'est que la première est nourrie par des eaux courantes ou par des nappes souterraines assez rapprochées de la superficie pour en conserver la fraîcheur, tandis que le terrain absolument privé du principe humide se calcine et acquiert une compacité qui lui ravit toute sa vertu. Le pays est-il montagneux et accidenté, comme le Tell algérien, l'inégalité de valeur est encore accrue par la différence des niveaux, des pentes, des expositions. Lorsqu'à ces causes naturelles s'ajoutent les effets d'une culture barbare, des ravages de la guerre, de l'envasement des végétaux parasites et du désordre prolongé des éléments, il arrive qu'un territoire essentiellement riche n'offre plus néanmoins à l'exploitation qu'une faible partie de sa surface. On se fera une idée, d'après le relevé approximatif de M. Moll, des différentes natures de fonds dans la zone exploitable de l'Algérie. La superficie du Tell, étant évaluée à 13,400,000 hectares (1), se subdivise de la manière suivante :

	HECTARES.	PROPORTION SUR CENT.
Terres arables annuellement ensemencées par les indigènes, ou déjà mises en culture par les Européens.	770,000	5
Herbages propres à être fauchés.	770,000	5
A reporter. . .	1,540,000	10

tif ait été toujours augmenté. En 1840. avec 63,489 hommes sous les drapeaux, en y comprenant les auxiliaires indigènes, on eut 9,596 décès dans les hôpitaux; — en 1841, avec 74,140 individus, il n'y eut plus que 7,795 morts; — en 1842. pour un effectif de 79,755 hommes. 5,588; — en 1843, effectif de 81,520, et mortalité 4,692; — en 1844, effectif de 106,286 hommes. Français ou indigènes, mortalité 4,064. — Il résulte de ces chiffres que la mortalité, qui était en 1840 du 7^e de l'effectif, n'a plus emporté que le 22^e cinq ans après. De tels résultats sont bien honorables pour l'administration militaire, bien consolants pour le pays!

(1) M. Moll fait erreur en donnant au Tell algérien une superficie de 560,000 à 400,000 kilomètres carrés : ces chiffres représentent approximativement l'étendue de l'Algérie entière, Tell et Sahara compris.

	HECTARES.	PROPORTION SUR CENT.
Report. . .	1,540,000	10
Terrains plus ou moins bien engazonnés, mais propres seulement au pâturage, à cause des pal- miers nains et autres obstacles.	4,589,000	28,50
Forêts proprement dites.	115,500	75
Forêts basses, hautes broussailles dont le feu n'a atteint que la lisière.	169,400	1,10
Broussailles basses, dégradées par le feu. . . .	3,696,000	24
Espaces inondés en hiver et au printemps, mais pâturés en été.	251,000	1,50
Marais proprement dits.	25,100	15
Terrains nus, improductifs, sebghas ou petits lacs salés, rochers, sables, cours d'eau.	5,256,000	54
TOTAL.	15,400,000	100

La circonstance décisive pour le choix du territoire à exploiter est la facilité des irrigations. L'industrie agricole présente un phénomène dont les conséquences politiques n'ont pas été assez remarquées. Les pays méridionaux, dont la fécondité naturelle est la plus grande, sont ordinairement pauvres relativement aux contrées placées sous des climats moins généreux. Pour ne citer, par exemple, que les deux zones qui partagent la France, les départements du nord sont beaucoup plus productifs et par conséquent beaucoup plus influents que ceux du midi. C'est que les régions humides où l'arrosage factice serait le moins nécessaire sont précisément celles où il est le plus facile et le moins dispendieux. L'avantage qu'on en tire, augmentant les bénéfices du producteur, lui permet d'accroître progressivement le capital consacré à l'amélioration de sa terre. Une marche en sens inverse a lieu dans le midi. L'arrosage y est rigoureusement nécessaire pour rendre au sol desséché sa vertu féconde ; mais la première mise de fonds pour un large système d'irrigation serait considérable, et le propriétaire est ordinairement pauvre. Son domaine mal exploité restant sans valeur, il ne peut espérer le secours des capitalistes étrangers. Peu à peu le découragement le saisit ; il perd le goût de la bonne agriculture, il s'en tient à une pratique routinière et misérable. Tel est le fait général, du moins dans les temps modernes où l'individu est livré fatalement à ses propres ressources. Les grands peuples des temps anciens, qui se développèrent presque tous sous les latitudes méridionales, comprirent si bien au contraire l'importance des irrigations, qu'ils en firent une loi d'existence sociale. Il semble même que, pour ces peuples, l'âge d'une splendeur presque fabuleuse ait été celui où l'on poussa au plus haut point l'art de féconder le sol par la distribution des eaux. N'est-ce pas aux plus belles époques de leurs annales que les Indous creusèrent ces prodigieux réservoirs dont l'un présente une ouverture de 13 kilomètres de longueur sur 5 de largeur, que les Chaldéens ouvrirent leurs fleuves artificiels, que les Égyptiens découpèrent en innombrables tranchées la vallée du Nil, que les Romains pratiquèrent leurs beaux travaux hydrauliques, que les Arabes, en arrosant l'Andalousie, la transformèrent en jardin ? Ces mêmes Arabes ont possédé pendant quarante ans un coin de la Gaule,

et ils y ont laissé ces canaux du Roussillon qui font encore la fortune de l'un de nos départements. Pour revenir enfin à l'Algérie, des canaux de navigation et d'arrosage, dont on suit les traces dans la Mitidja, des aqueducs romains que nos ingénieurs admirent à Stora, des bassins gigantesques creusés aux environs de Tlemsen par les rois maures de cette cité, sont autant de travaux dont l'exécution coïncide avec les époques qui ont vu fleurir la civilisation sur le littoral africain.

Arrive-t-il par exception qu'une terre soit suffisamment détrempée sous un soleil ardent, alors les résultats tiennent du prodige. « Si 2 de chaleur multipliés par 2 d'eau donnent 4 de produit, 4 de chaleur multipliés par 4 d'eau en donnent 16. » D'après ce principe formulé par M. de Gasparin et accepté par tous les agronomes, on conçoit que l'arrosage puisse décupler et même, en certains cas, centupler la valeur du sol dans les pays très-chauds. Nous ne rappellerons pas le haut prix des terres arrosées dans le Milanais et dans les belles plaines du royaume de Valence. Nous ne citerons pour exemple que notre Algérie, où déjà les terres situées à proximité des villes et soumises à un système d'irrigation proportionné à la puissance du soleil ont acquis un prix excessif. « Aux environs d'Alger, dit M. Moll, et notamment dans la plaine du Hammah, quoique l'arrosage ne s'y fasse en majeure partie qu'au moyen de norias très-défectueuses, cette seule circonstance que l'eau n'est qu'à quelques mètres de la surface suffit pour que l'hectare se loue 1,000 fr. et plus. » D'autres documents confirment que, dans un rayon assez étendu autour d'Alger, d'Oran et de Bone, la location de l'hectare a été poussée jusqu'à 1,600 francs.

Les Maures et les Kabiles sont les seuls qui pratiquent aujourd'hui l'arrosage : ils procèdent soit par submersion en barrant les cours d'eau, soit par infiltration en dirigeant un grand nombre de rigoles à travers le sol qu'ils veulent détremper. Si leurs moyens sont grossiers, c'est qu'il ne leur est pas permis de mieux faire. Un peuple sans gouvernement ne confie pas de grands capitaux à la terre : il lui suffit de vivre au jour le jour. Les indigènes savent néanmoins apprécier les bienfaits de l'irrigation. Lorsqu'en 1844, le génie militaire entreprit le barrage du Sig par ordre de M. le maréchal Bugeaud, on vit les tribus du voisinage protéger nos ouvriers et se présenter spontanément pour le transport des matériaux. Achevé aujourd'hui, ce grand travail subsistera comme un monument impérissable de la puissance et de la libéralité française. Une large muraille, toute en pierres de taille liées par un ciment de pouzzolane factice, oppose à un courant impétueux une digue de 9 mètres en épaisseur sur un prolongement de 44 mètres. Encaissée entre deux berges abruptes, la rivière du Sig forme ainsi un bassin dont les eaux sont élevées à une hauteur suffisante pour fournir d'avril en septembre 5 mètres cubes d'eau par seconde, et arroser 15,000 hectares de terre. De tels résultats sont des victoires dont les bulletins mériteraient d'être plus connus, plus admirés par la France. On a dit avec raison que notre conquête, commencée par le sabre, ne serait achevée qu'avec la sonde : c'est qu'en effet le sabre ne nous a donné que des déserts : les travaux qui feront jaillir l'eau sur ces terres brûlées leur donneront une force de production dont les laboureurs de nos meilleurs départements français ne se font pas même une idée.

M. Moll a consacré une partie très-considérable de son livre aux opérations hydrauliques. Selon lui, l'irrigation du sol algérien ne présenterait pas de grandes difficultés. La nature des eaux semble en général favorable. Les eaux saumâtres

que l'on trouve assez souvent quand on creuse le sol à trois ou quatre mètres de profondeur, et qui, dans les terrains abaissés, forment ces lacs salés indiqués sur nos cartes par les noms de *sebkha* et de *schott*, ne deviennent une cause de stérilité que lorsqu'elles sont stagnantes. Au contraire, les ruisseaux salés présentent sur leurs bords une végétation si riche, que M. Moil incline à croire, contre l'opinion commune, que le sel est pour l'Algérie un élément de richesse. Les eaux qui proviennent des marais ne lui paraissent pas devoir être contraires à la végétation, et, quant à celles que l'on pourrait obtenir par des sondages, il serait facile d'en corriger la crudité en les exposant pendant quelque temps au contact de l'air. Dans la petite et la moyenne culture, diverses espèces de barrages d'une exécution facile et peu dispendieuse formeraient des réservoirs naturels pour l'alimentation des canaux d'arrosage pendant les sécheresses. Dans les grandes exploitations, les réservoirs, construits avec des matériaux durables, devront être servis par les moteurs puissants qui obéissent au génie européen. A la noria des Arabes, au grossier manège de nos paysans, on substituera des machines à vapeur, qui, suivant les essais faits en Provence, peuvent fournir pour 20 francs le volume d'eau nécessaire à l'arrosage d'un hectare pendant toute la saison, tandis que, dans le midi de la France et dans le Piémont, la même quantité se paierait le double. Les difficultés de l'irrigation seront encore simplifiées, si, comme une invention récente le fait espérer, on obtient promptement et à peu de frais des eaux jaillissantes par le forage des puits artésiens. Un temps viendra où un large système de travaux hydrauliques appliqué à l'agriculture sera entrepris par le gouvernement, comme œuvre d'utilité publique. En attendant, il faut que les colons se persuadent qu'ils peuvent obtenir de très-beaux résultats en utilisant les ressources qui se trouvent naturellement à leur portée. Un arrosage incomplet, suspendu en été par le dessèchement des sources et des torrents, solderait déjà richement les frais qu'il aurait occasionnés. « Avec cette irrigation, dit M. Moil, on aura deux coupes de foin, et trois ou quatre de luzerne au lieu d'une : on pourra retarder la plantation ou la semaille, et, partant, la récolte de beaucoup de plantes, ce qui augmentera le produit. » On le voit par cet exemple, donner la terre aux immigrants, c'est leur donner peu de chose ; leur procurer l'eau, c'est assurer leur fortune.

Au début de la conquête, l'Algérie n'apparut aux imaginations françaises qu'à travers les souvenirs de l'éducation classique. On se réjouit de posséder cette Afrique qui avait été l'un des principaux greniers du monde romain, et l'on ne douta pas que la culture des céréales ne devînt une source abondante de richesses. Cette illusion fut fatale aux premiers colons. L'instinct de la spéculation agricole est malheureusement rare en France : nos petits laboureurs croient naïvement qu'il suffit d'obtenir des produits pour réaliser des bénéfices, et ils tourmentent machinalement la terre sans s'inquiéter de l'état du marché. Les premières récoltes obtenues en Afrique par les Européens devaient inévitablement être renchéries par les frais extraordinaires d'installation et de défrichement, par la cherté de la main-d'œuvre, la difficulté des transports, les mécomptes de l'inexpérience. Les blés d'origine européenne, qu'il aurait fallu vendre au moins 25 francs l'hectolitre, rencontrèrent sur les marchés algériens les blés arabes au prix moyen de 10 francs. Le désenchantement fut cruel. Dans le premier moment de stupeur, les colons déclarèrent que la culture des céréales ne pouvait pas donner lieu à une exploitation profitable, aveu dont les ennemis de l'Algérie s'emparèrent pour

en faire leur principal argument contre notre conquête. D'excellents esprits sont restés sous cette impression. M. Moll lui-même répète à plusieurs reprises que les colons ne doivent s'appliquer à produire les farineux que dans la mesure de leurs propres besoins ; que, loin d'avoir à spéculer sur l'exportation des blés, il ne faut pas même songer à disputer aux indigènes l'approvisionnement des villes maritimes et des places de guerre.

Malgré l'autorité du savant agronome, nos colons auraient grand tort, ce nous semble, de prendre son conseil à la lettre. La concurrence des indigènes, inquiétante sans doute, n'est pourtant pas de nature à décourager nos producteurs ; elle peut restreindre le marché, mais non pas l'accaparer. L'agriculture de l'Arabe est encore celle des âges primitifs ; son domaine est immense, relativement aux forces dont il dispose ; l'espace n'est rien pour lui. Il est rare qu'il exploite deux années de suite le même terrain. Entre les premiers jours de juillet et la fin de septembre, il fait choix d'un champ depuis longtemps abandonné, où d'épaisses broussailles, où de hautes herbes annoncent que le sol, suffisamment reposé, a repris sa vigueur : il nettoie cette terre par le feu, qui souvent, pour le malheur de la contrée, s'étend bien au delà de l'espace destiné à la culture. Les cendres, les débris calcinés, détrempés par les fortes pluies d'automne et mêlés avec la bone, forment une sorte d'engrais pâteux. Dans les terrains qui n'ont pas été défoncés depuis longtemps, on favorise ce mélange par un premier labour. A partir du 13 novembre jusqu'à la fin de l'année, c'est le temps des semailles. La semence est jetée à la volée, dans la proportion moyenne d'un hectolitre par hectare, c'est-à-dire moitié moins de ce qu'on emploie communément en France ; puis on tâche de recouvrir cette semence par une légère façon donnée au sol. La charrue africaine est inférieure aux instruments grossiers et défectueux de nos départements les plus pauvres : conduite avec négligence, cette charrue effleure le sol en dessinant des sillons incorrects, dont la plus grande profondeur est de 10 centimètres. Après cette opération, l'Arabe attend la moisson, qui lui procure par hectare de 10 à 12 hectolitres d'un grain chétif et racorni. Or, si l'on considère qu'un seul Arabe peut cultiver de la sorte environ 16 hectares, on comprendra que, dans les bonnes années, les blés indigènes soient offerts à des prix excessivement bas.

Il est évident néanmoins qu'un système de culture aussi sauvage est limité, que les indigènes ne sauraient établir une concurrence régulière, et proportionner leurs produits aux besoins toujours croissants des étrangers. Leurs prix de vente se rapprochent peu à peu des cours du commerce européen (1). Le prix moyen de l'hectolitre de blé a été l'année dernière de 47 fr. 10 cent. à Alger, de 20 fr. à Mostaganem, de 21 fr. à Mascarah, de 30 fr. à Bouffarik. Quoique considérable, l'offre des indigènes est insuffisante, et d'ailleurs trop irrégulière pour qu'on en fasse la base de l'approvisionnement. Les Arabes ont apporté sur les vingt-cinq marchés algériens 152,046 hectolitres de blé en 1844, et l'année suivante

(1) Exception doit être faite pour la province de Constantine, où les blés arabes abondent, quoique les besoins soient peu considérables. Les cours n'y ont pas dépassé l'année dernière l'ancien prix de 10 francs l'hectolitre. Aussi cette province, quoique la plus fertile et la plus calme, offrira-t-elle peu de ressources aux cultivateurs européens, jusqu'à ce que des communications faciles aient été établies. Aujourd'hui le prix du transport écrase tellement la denrée, qu'arrivée à Alger, elle n'y pourrait plus soutenir la concurrence des blés d'Odessa.

203,785 hect. Il y a à déduire sur ces apports la portion livrée à la vente pour la consommation des Africains établis dans les villes. L'excédant, s'il y en a, ne représente plus qu'une très-faible portion de la consommation européenne; en effet, la population civile et militaire, population composée presque entièrement d'adultes, s'élève à plus de 210,000 têtes : évaluer ses besoins à 420,000 hectolitres, ce serait peu dire pour un pays où la mouture, très-défectueuse, cause une déperdition énorme. Aussi l'approvisionnement repose-t-il en grande partie sur les farines envoyées par le commerce de Marseille. 142,000 quintaux métriques d'une valeur de 2,800,000 francs et 47,298 hectolitres de grains ont été ainsi expédiés de France, sans compter les importations directes des autres pays. Cette situation se trouve résumée dans un mémoire récemment adressé au roi par un témoin respectable autant que zélé. « Nous sommes aujourd'hui en Afrique, dit l'abbé Landmann, près de (il faudrait dire *plus* de) 200,000 hommes, civils et militaires, et, dans le cas d'une guerre maritime qui intercepterait pendant six mois seulement les arrivages dans nos ports, nous serions réduits à une affreuse famine. Tout le blé nous vient de la mer Noire (1). Sans ce blé, il y a longtemps que nous aurions été obligés d'abandonner l'Algérie; sans lui, un très-grand nombre de tribus arabes n'auraient pas eu, il y a deux ans, un morceau de pain à manger. « Nous croyions, dirent plusieurs cheiks à M. le gouverneur général, » qu'en ne cultivant pas, nous vous forcerions à quitter le pays: mais nous voyons » bien maintenant que c'est nous qui, sans votre blé, aurions été les victimes de » cette mesure. » Une autre preuve de l'insuffisance de la production indigène en céréales est le prix élevé du pain dans presque toutes les villes de l'Algérie. D'après le dernier relevé annuel, les cours ont varié entre 40 et 60 centimes le kilogramme, prix que la vente au détail n'atteint pas à Paris.

La concurrence des indigènes cessera donc peu à peu d'être un épouvantail pour nos colons. Déjà l'un d'eux vient de déclarer, dans une brochure publiée récemment, que, les laboureurs africains n'étant plus à craindre, le salut de la colonie serait assuré si l'on éloignait par des taxes prohibitives la concurrence des blés extérieurs. L'instant est mal choisi pour solliciter un pareil monopole. Rien ne nous prouve d'ailleurs qu'il aurait l'excuse de la nécessité. M. Moll nous apprend qu'avec un hectolitre et demi de semence confiée à une bonne terre, bien fumée et arrosée, s'il est possible, trois ou quatre fois, on doit récolter par hectare 20 à 25 hectolitres d'un grain bien nourri. Cette espérance n'est-elle pas magnifique? Elle atteint dès le début les puissants résultats de l'agriculture anglaise, qui multiplie la semence par 22. Deux départements où la population exubérante fournit très-abondamment l'engrais, le Nord et la Seine, atteignent seuls ce chiffre. Pour la France entière, la moyenne est de 12. Avec les procédés économiques indiqués par M. Moll pour les semailles, la moisson et le battage des grains, avec le perfectionnement des moyens de transport, n'arriverait-on pas à produire la première des denrées commerciales à des conditions qui permettraient de défier la concurrence locale ou extérieure? La réponse ne nous paraît pas douteuse.

D'autres céréales donneront des résultats non moins encourageants. L'orge, qui fournit la paille la meilleure et la plus abondante, et dont le grain est la principale nourriture des chevaux en Algérie, promet en bonne culture, suivant

(1) La plus grande partie des blés de la mer Noire est convertie en farines à Marseille.

M. Moll, un rendement beaucoup plus considérable encore que le froment. 30 à 40 hectolitres par hectare, à un prix moyen établi, d'après les derniers cours, entre 10 et 15 fr., constitueraient un revenu brut très-élevé. On avait compté sur la culture du riz, qui, en effet, réussirait à merveille, et donnerait les plus beaux bénéfices; mais peut-être sera-t-il prudent de l'interdire pour cause d'insalubrité. Nos cultivateurs trouveront des dédommagements dans la culture du maïs et de divers autres granifères qu'ils devront essayer pour la vente ou pour la basse-cour.

Les farineux, les légumes, les racines, qui fournissent en Europe la principale alimentation des classes pauvres, réussissent parfaitement bien en Algérie. On en peut tirer d'excellents produits de vente : si la pomme de terre, par exemple, est moins abondante qu'en France, elle trouve sur les marchés un débit facile et un bon prix. Quoique ces cultures soient indispensables pour varier la nourriture des ouvriers de la ferme et accélérer l'engraissement du bétail, elles ne constituent, aux yeux des grands spéculateurs, qu'un accessoire. La vraie richesse de la France africaine, ce sont ses prairies naturelles, ses magnifiques herbages qui se développent spontanément dans presque tous les lieux dès que l'on y cesse la culture régulière. Les agriculteurs des plus fertiles contrées de l'Europe ne peuvent assez admirer cette fière végétation qui, dans les terrains bas et froids, s'élève parfois jusqu'à hauteur d'homme. Même dans les conditions les moins favorables, les pentes dégradées des collines, les plateaux sans abri conservent jusqu'aux premières chaleurs un gazon abondant et savoureux. Pendant la saison la plus froide, la tiède humidité de l'atmosphère entretient naturellement des pâturages semblables à ces prairies hivernales de la Lombardie qu'on crée à grands frais au moyen d'une savante irrigation. La chaleur dévorante des trois mois de sécheresse peut être conjurée : un arrosage bien distribué accélère même la végétation en proportion de l'ardeur du climat. « J'ai entendu parler, dit M. Moll, d'herbages bien arrosés qu'on avait pu faucher tous les quinze jours pendant l'été, et qui avaient donné ainsi des produits qui sembleraient fabuleux pour la France. » Ces dons naturels de la terre n'empêchent pas la création des prairies artificielles. En Europe, les espaces spécialement réservés pour la récolte des foins ont ordinairement besoin d'être fumés. En Algérie, toutes les prairies, étant d'une végétation assez vive pour être livrées au pâturage, n'exigent aucune dépense, puisque le bétail engraisse les champs où il séjourne. Ajoutons enfin que la fenaison, très-difficile aujourd'hui pour nos colons, deviendra au contraire moins dispendieuse en Afrique que dans nos climats capricieux. Moins de précautions y sont nécessaires : la main-d'œuvre y sera beaucoup moins onéreuse, parce que l'époque de ces travaux, au lieu d'être restreinte à quinze jours comme dans le nord, s'étend à plus de deux mois, le temps de la maturité étant déterminé dans un pays constamment chaud par la plus ou moins grande humidité des terrains.

Malgré ces promesses brillantes, les ennemis de notre colonie s'obstinent à dire que les prairies naturelles ou artificielles ne seront jamais d'un bon revenu, et que l'éleveur du bétail restera sans profit en raison du haut prix des fourrages. La société agricole d'Alger a en effet publié récemment un mémoire pour établir le prix de revient des foins à raison de 8 fr. 40 cent. par 100 kilogrammes, et pour demander que le gouvernement veuille bien faire ses achats à raison de 9 fr. 50 cent. dans l'intérêt de la colonie naissante. Exploitant elle-même avec l'aide des troupes une certaine partie du domaine, profitant d'ailleurs des offres faites

par les indigènes, l'administration militaire a dicté le prix de 7 fr. 50 cent. La prime réclamée par nos colons n'est évidemment qu'une indemnité temporaire. Faut-il s'étonner qu'ils ne puissent pas encore soutenir la double concurrence de l'intérieur et de l'extérieur? Les travaux n'ont pas encore été organisés; non-seulement la main-d'œuvre est très-chère, mais nos laboureurs, appliquant à l'Algérie la pratique française, emploient cinq ou six ouvriers pour la fenaison, lorsque, suivant M. Moll, un seul devrait suffire. Enfin la cherté et la difficulté extrême des transports élèvent considérablement le prix d'une marchandise très-volumineuse; mais, nous le répétons, ce surcroît de dépense n'est qu'un accident qui doit cesser par le fait d'une intelligente colonisation. Déjà, malgré tous les obstacles, les fourrages récoltés par les Européens représentent une valeur de 2,500,000 fr. (1). Qu'on suppose un sol convenablement arrosé, des bras toujours disponibles à des conditions équitables, des communications sûres et peu coûteuses, et on comprendra que les prairies algériennes deviendront, comme dans toutes les bonnes fermes, la base du revenu. En France, le produit brut d'un hectare de pré est évalué en moyenne à 110 fr. Dans les départements riches, l'hectare, estimé à 4 ou 5,000 fr., doit payer l'intérêt de cette somme, indépendamment de l'impôt et de la main-d'œuvre. Si ce genre d'exploitation est considéré comme très-profitable, pourquoi n'en serait-il pas de même en Algérie, où la terre, beaucoup plus féconde, ne coûte presque rien, où les prix de vente sont à peu près ceux de la métropole?

Nous ne nous arrêterons pas à examiner présentement si la culture des plantes commerciales est possible, si elle doit être profitable au début de la colonisation. Soutenir, d'une part, que la France africaine ne peut prospérer que par les produits de grand commerce, et démontrer, d'autre part, que ces produits ne pourront être obtenus que lorsque la population coloniale sera nombreuse et bien assise, c'est enfermer la discussion dans ce cercle vicieux où elle a été si longtemps impuissante. Il s'agit ici seulement, nous le répétons, de constater les ressources du sol africain d'une manière absolue. Nous savons que les plantes employées dans les manufactures exigent beaucoup d'engrais, des connaissances spéciales, une manipulation régulière et quelquefois compliquée, un courant d'exportation bien établi, et que par conséquent il serait hasardeux pour une colonie naissante de débiter par ces cultures; mais nous nous plaçons dans l'hypothèse où des conditions favorables auraient été assurées par l'accord du gouvernement et des spéculateurs. La réussite des plantes oléagineuses, comme le colza et le sésame oriental, n'est pas douteuse en Algérie. M. Moll pense néanmoins que ces produits sont d'un intérêt médiocre dans un pays où l'olivier est très-commun. Il recommande au contraire d'essayer le ricin, qui donnerait des profits, en raison de la facilité de sa culture, si son huile abondante, utilisée seulement en pharmacie, pouvait être employée à la fabrication du savon. Le directeur de la pépinière d'Alger a pourtant publié sur le sésame des calculs bien séduisants. Cette graine, dont la France achetait pour 8 à 10 millions avant la dernière révision du tarif,

(1) La production des fourrages est évaluée sur les bases suivantes (1845) : foin récoltés par l'armée, 575,717 fr.; achetés par l'armée aux colons européens, 1,652,828 fr.; réserve des Européens pour la consommation de leurs fermes. 479,171 fr. Les indigènes ont en outre mis en vente, dans les divers marches de la colonie, 86,898 quintaux métriques, qui, au prix de 7 fr. 50 c., représenteraient 631,720 francs.

a fourni par hectare 1,475 kilogrammes ; à raison de 50 francs par quintal métrique, ce serait une valeur de 707 fr. ; qui, déduction faite des frais de culture estimés à 259 fr., laisseraient en produit net 478 fr. On cite encore, parmi les cultures lucratives, le pavot blanc, dont on tire l'opium : un are donne, dit-on, jusqu'à 50 ou 40 fr. de revenu. M. Moll ne pense pas que la garance puisse être cultivée en Afrique avec plus d'avantage que dans le midi de la France. La récolte de l'indigotier n'est lucrative que dans les bonnes années. Quant à la canne à sucre, il est certain qu'elle pourrait être naturalisée ; mais le succès de l'industrie sucrière dépend bien moins de la fécondité de la terre que du travail de l'atelier. Bien des années se passeraient avant que les sucreries africaines fussent montées de manière à rivaliser avec les grandes manufactures des Antilles et les usines de nos départements du nord. Au surplus, si les colons étaient tentés de faire un essai, la canne à sucre leur offrirait, comme dédommagement, un fourrage abondant et d'excellente qualité.

Dans un pays dont la salubrité ne doit pas être compromise, il importe de surveiller les entreprises qui menacent la santé publique. Quelques personnes pensent donc que la culture du lin et celle du chanvre devront être restreintes à cause des inconvénients du rouissage. Si diverses méthodes de macération proposées en ces derniers temps reçoivent la sanction de l'expérience, l'Algérie fournira facilement à nos manufactures les filasses qu'on demande aujourd'hui au commerce étranger. Deux produits intéressent particulièrement l'avenir de notre colonie, parce qu'ils deviendront la base des plus grandes spéculations : ce sont le coton et le tabac. Une somme de 140 millions, la huitième partie de ce que la France achète à l'étranger, est consacrée chaque année à l'acquisition des cotons en laine et des tabacs en feuilles. L'Afrique française peut fournir abondamment ces deux substances, et en qualité supérieure. Les bénéfices qu'on entrevoit dans le cas où ces exploitations deviendraient florissantes suffiraient pour indemniser la métropole de ses sacrifices. Pourquoi aucune tentative capable de frapper l'opinion publique par ses résultats n'a-t-elle encore été faite ? Les agriculteurs répondent par leur éternelle objection. Pour le coton, si les circonstances physiques sont évidemment favorables, il n'en a pas encore été de même des circonstances économiques. La récolte du coton, à mesure que s'ouvrent les capsules, dure quatre mois. Ce genre d'opération, réservé en Amérique aux femmes, aux enfants, aux esclaves infirmes, ne pourrait être exécuté en Algérie que par des laboureurs adultes, loués à la journée et à très-haut prix. L'égrenage et l'emballage exigent aussi des machines assez dispendieuses et des ouvriers spéciaux. Les tabacs algériens, supérieurs à ceux qu'on tire du Levant, et peut-être égaux, dans certaines localités privilégiées, aux meilleures qualités de la Havane, fournissent deux récoltes par an. Trois variétés désignées par les inspecteurs du gouvernement sont d'une qualité si exquise, que l'administration offre de les payer 150 fr. les 100 kilog. de feuilles, tandis qu'elle achète le Virginie à moins de 40 francs. Il est reconnu aujourd'hui qu'un hectare peut produire 40,000 plantes à vingt feuilles chaque, ou 800,000 feuilles, du poids de 2,000 kilogrammes ; au prix moyen de 110 fr. par quintal, c'est un revenu brut de 2,200 fr., sur lesquels il y a seulement 600 fr. à déduire pour frais de culture ; reste en produit net 1,600 francs. Malgré ces brillantes espérances, la terre reste couverte de broussailles, parce que la confiance n'existe pas, parce que les petits propriétaires, livrés à eux-mêmes, ne peuvent rien entreprendre, parce que les bons ouvriers ne répondront

qu'à l'appel des grands capitalistes, et que ceux-ci n'obéiront qu'à l'impulsion du gouvernement (1).

Pour les laborieux Kabiles, pour les Maures industriels et patients, la culture des arbres à fruit compose le meilleur revenu. A plus forte raison en doit-il être ainsi pour nos colons, puisque les plantations bien ordonnées ne restreindront pas l'espace destiné aux autres substances nutritives. La force du soleil est telle en Afrique, que l'ombrage modéré est plutôt nécessaire que nuisible aux humbles végétaux, de sorte que de grands arbres, convenablement espacés, abriteront d'abondantes récoltes de grains, de racines et de fourrages. Il suffit d'observer que les jeunes plants soient distribués en lignes, à intervalles égaux de 12 à 15 mètres. La régularité des plantations est nécessaire pour que les arbres ne soient pas offensés par les labours donnés avec les instruments attelés : un intervalle de 6 à 8 mètres serait suffisant si le terrain n'admettait pas les basses cultures. Des plantations de ce genre, qui exigeraient en beaucoup de pays des avances considérables, occasionneront peu de frais en Algérie. Les broussailles qui couvrent aujourd'hui le quart du terrain dévasté contiennent en très-grand nombre des sauvageons d'oliviers, de figuiers, de citronniers, et de la plupart des arbres à fruit. Le colon intelligent et soigneux, après avoir reconnu les tiges qu'il veut conserver, défriche le terrain, sinon complètement, au moins dans un rayon convenable autour de chaque pied ; il anoblit ces arbustes par la greffe, il les transplante au besoin pour les distribuer à intervalles égaux : c'est ainsi qu'on a déjà vu des broussailles impénétrables se transformer en plantations verdoyantes. Avec les soins que M. Moll recommande, un praticien habile pourrait même créer une pépinière et en tirer un bon revenu.

Le premier de tous les arbres, celui dont les anciens ont fait l'emblème de la paix, est, en Afrique, le plus vivace et le plus généreux : c'est l'olivier. On le foule aux pieds dans les broussailles : dans les endroits longtemps épargnés par le feu, il se développe spontanément en épaisses forêts et donne des fruits sauvages qu'on peut néanmoins utiliser. Il n'a pas à craindre le froid, les insectes, les maladies qui rendent son produit incertain dans le midi de la France. Sa multiplication est facile, sa croissance rapide ; avec de bons soins, une plantation entre en rapport au bout de cinq à six ans. Les Kabiles ne savent ni greffer, ni tailler, ni fumer l'arbre précieux. Ils lui accordent rarement l'arrosage ; ils l'attaquent à grands coups de gaule pour lui ravir ses fruits ; ils laissent pourrir à moitié les olives et les écrasent entre deux pierres ; puis ils compriment le marc à la main pour en extraire l'essence goutte à goutte. Conservée salement dans des jarres de pierre ou dans des outres de peau de bouc, cette huile y contracte une âcreté qui en fait un objet de dégoût pour les Européens, de sorte que celle qu'on exporte ne peut être utilisée que pour la fabrication des savons. D'ailleurs, la production des Arabes est très-irrégulière : ils ont mis en vente 1,623,190 litres d'huile en 1844, et seulement 19,639 en 1845. Qu'à la pratique sauvage des indigènes succèdent les soins assidus, les manipulations économiques de nos départements méridionaux, et une source de richesses sera ouverte. En France, où les conditions physiques sont médiocrement favorables, le revenu d'un hectare

(1) Une simple démonstration du gouvernement a eu aussitôt des résultats. En 1845, 100,000 kilogrammes de feuilles ont été livrés à l'administration des tabacs, et on assure que la quantité expédiée sera au moins doublée pendant l'année courante.

d'olivette est évalué en moyenne à 90 francs. M. Moll estime qu'en Algérie, en plantant 85 pieds par hectare dans un champ ensemencé, on obtiendrait dans dix ans un revenu d'environ 50 francs, sans préjudice du produit de ce même hectare en céréales ou en herbages; mais il ajoute que le rendement s'élèverait progressivement avec le temps : il en juge pour avoir vu dans les environs d'Alger et de Bone beaucoup d'oliviers dont le produit annuel était de 10 à 12 francs par arbre. En réduisant à moitié, au quart, si l'on veut, ce chiffre éblouissant, il sera encore permis d'espérer que l'Algérie fournira un jour à sa métropole les 50 à 40 millions d'huiles comestibles et officinales que nous achetons aujourd'hui en Sardaigne et en Espagne. La confiance en ce genre de revenu est déjà même si bien établie, qu'une propriété dans laquelle on avait fait greffer 22,000 oliviers (1) vient d'être vendue 500,000 francs.

C'est pour les orangers et pour les citronniers que les indigènes réservent toute leur science agricole. Ces arbres, en effet, l'emporteraient sur l'olivier même, si leurs produits étaient, comme l'huile, de nécessité première et d'une vente illimitée. Les Maures les plantent dans des vergers, au milieu desquels ils creusent un bassin avec des rigoles d'irrigation qui communiquent, par un plan légèrement incliné, au pied de chaque arbre. Dans un sol très-riche, une plantation de six ou sept ans commence à donner des produits. Quand l'oranger a pris toute sa force, le revenu devient considérable (2). Sans parler des ressources qu'offre la distillation des fleurs, il n'est pas rare qu'un seul pied donne jusqu'à cinq mille oranges d'une beauté, d'une qualité sans égale peut-être dans le monde. Et pourtant la force de la routine est telle en agriculture, que beaucoup de nos paysans transplantés en Afrique ne s'aperçoivent pas qu'un seul de ces arbres aux pommes d'or vaut mieux qu'une vingtaine de pommiers ou de pruniers maigres et altérés.

Dans la persuasion où nous sommes que l'Algérie ne prospérera que quand la grande spéculation s'intéressera à elle, nous n'avons à signaler que les arbres qui donneront des produits d'exportation. A ce titre, le figuier et l'amandier obtiendront une place importante sur le sol africain. Il ne manque au figuier de l'Algérie qu'une culture convenable pour valoir les meilleures qualités de la Provence. La dessiccation des figues, opération fort simple qui est déjà la principale occupation des tribus voisines de Mostaganem, aura pour avantage d'utiliser les enfants de nos fermes, circonstance heureuse qui augmente le bien-être des familles ouvrières sans exagérer le salaire des adultes. La culture de l'amandier est peu lucrative en France, parce qu'il est rare que l'arbre n'y soit pas attaqué par la gelée pendant sa floraison; n'étant pas exposé aux mêmes dangers dans l'Algérie, il promet à nos colons pour l'année commune autant que rendent les bonnes années dans les départements du midi. Le bananier, qui a le privilège de produire dès la seconde année, dont la tige fournit une filasse avec laquelle on espère fabriquer du papier (3), et dont les grappes gigantesques se vendent à

(1) La propriété contenait en outre 10,000 mûriers récemment plantés, et un matériel de 40 à 50,000 francs.

(2) En 1635, don Francisco Mascarenhas fit venir de la Chine à Lisbonne un pied d'oranger; il le planta dans son jardin de Xabregas. De cet arbre, assure-t-on, sont sortis les vergers répandus aux environs de Lisbonne, de Sétabal, dans les Algarves et les Açores, et aujourd'hui le Portugal exporte des oranges pour 4 millions de francs.

(3) Les résultats d'une expérience très-importante faite, le 15 octobre 1843, par

Alger même de 10 à 20 fr., selon le nombre des bananes que le régime présente, réussira parfaitement, quand on pourra lui fournir des arrosages abondants avec une situation chaude et abritée. Le dattier, sans lequel le Sahara serait inhabitable, offre l'avantage d'utiliser les lieux qu'une chaleur excessive rendrait peu propres aux autres travaux. M. Moll recommande aussi l'introduction du houblon, qui a toutes les chances de réussite, et dont la métropole pourrait demander pour un million par an, sans préjudice des ventes faites directement aux brasseries algériennes. Avec le temps, beaucoup de végétaux négligés aujourd'hui fourniront des revenus accessoires dont le total ne sera pas sans importance pour les grandes propriétés. Si, comme on le propose, les nombreuses variétés du bambou sont introduites dans les régions marécageuses qu'elles contribueront à assainir, cette précieuse acquisition deviendra peut-être l'élément d'une industrie spéciale, comme en Chine, où le bambou se transforme en nattes, en paniers, en meubles élégants et légers, quoique très-solides, en plumes et en papiers pour les écrivains, en lattes et en solives pour les constructions. Le végétal le plus commun de tous en Algérie, celui qui sert à enclore les champs, comme chez nous les épines et les ronces, le figuier de Barbarie (*cactus opuntia*) est, pendant les quatre mois de sécheresse, la principale ressource des indigènes. Ses fruits abondants, qui passent pour un remède contre la dysenterie, sont dévorés par les Arabes ; ses feuilles, débarrassées de leurs pointes acérées, coupées en tranches comme les racines et saupoudrées de son, conviennent parfaitement aux bestiaux. Lorsque le partage des propriétés et la division des travaux auront multiplié les clôtures rurales, feuilles et fruits du cactus obtenus sans soins, sans dépenses, augmenteront les profits des éleveurs. Il y a mieux. Une des variétés de ce végétal, le cactus cochenillifère ou nopal, ainsi que le précieux insecte qu'il alimente, se sont si parfaitement acclimatés en Algérie, que déjà le revenu d'une nopalerie établie comme essai a dépassé toutes les espérances. Un document traduit de l'espagnol, et publié par l'administration, avait évalué le revenu des nopalleries à raison de 5.400 francs l'hectare. On annonce aujourd'hui que, d'après une expérience faite dans les terrains dépendants de la pépinière d'Alger, la plantation du nopal a rendu sur le pied de 962 kilogrammes de cochenille sèche et marchande, dont le prix commercial est de 20 francs le kilogramme. A ce compte, le revenu brut s'élèverait à 19,240 francs par hectare, qui, déduction faite des frais évalués au tiers, laisseraient une douzaine de mille francs de profit. Ce résultat est si extraordinaire, que nous avons peine à croire qu'il ne se soit pas glissé une erreur dans les chiffres. Au surplus, si on multipliait les nopalleries au delà des besoins assez limités du commerce, le prix de la cochenille tomberait, et le bénéfice serait bientôt réduit.

Entre les agronomes et les économistes, il y a dissentiment sur l'opportunité de certaines cultures, comme celle de la vigne et de l'arbre à thé. M. Moll déclare que la fabrication du vin devrait être, sinon interdite franchement à l'Algérie, du

MM. Chevreul et Péligot, sont consignés dans un rapport auquel le ministre du commerce et le ministre de la guerre ont donné la publicité. « Nous ne pouvons douter, disent les deux savants, de la possibilité de faire un papier très-blanc et d'une bonne qualité avec la filasse du bananier.... Mais la question n'est pas là : elle est dans le prix auquel on pourra livrer les filasses des plantes textiles de l'Algérie aux fabricants de papier.... Si on peut les livrer à un prix égal à celui du chiffon de bonne qualité, on aura rendu un véritable service au pays. »

moins neutralisée par des entraves fiscales. « Ce n'est pas, dit-il, pour avoir plus de vin et accroître la pléthore sous laquelle succombe déjà notre industrie vinicole que la France fait tant de sacrifices. » Ce principe, application menteuse d'un vieux système colonial qui tombe en ruine, conduirait à la négation de l'Algérie. On aliénerait le droit de refuser de semblables privilèges aux autres branches de l'agriculture métropolitaine, menacées par la fertilité de l'Afrique. Heureusement la protection n'est pas nécessaire à nos vignerons. Malgré les ceps gigantesques qui supportent fièrement leurs innombrables grappes, malgré les deux ou trois récoltes que donne chaque année une variété connue dans la basse Italie sous le nom de *vigne d'Ischia*, l'industrie vinicole ne se développera pas de longtemps en Algérie. Quelques propriétaires céderont à la tentation de produire des vins de liqueur comme ceux de l'Espagne : on enverra des raisins frais dans les villes du littoral, des raisins secs à l'étranger, peut-être même quelques pauvres laboureurs essaieront-ils de faire du vin pour leur propre consommation ; mais cette boisson mal famée, enchérie par le haut prix des transports, ne pourra pas se présenter dans le commerce en concurrence avec les vins de France. Tout fait espérer au contraire que les départements voués à la culture de la vigne trouveront en Algérie les dédommagements que réclame leur triste situation. Déjà la consommation de leurs vins s'y est élevée à près de 7 millions de francs. Qu'on suppose une population bien assise, dans une phase régulière de croissance, et on entreverra pour nos malheureux vignerons un retour bien désirable de prospérité.

Les objections faites à la plupart des spécialités lucratives ont été reproduites par les agronomes à l'occasion de la soie et du thé. On reconnaît que la multiplication du mûrier est rapide en Algérie, que le climat n'est pas assez chaud, surtout dans les parties montagneuses, pour nuire à l'éducation du ver à soie ; mais, ajoute-t-on, les soins continuels, les innombrables manipulations qu'exige l'art séricicole ne laissent des profits que dans les pays à la fois peuplés et pauvres, où le travail est assez rare pour que la main-d'œuvre reste à très-vil prix. Telle n'est pas présentement la situation de l'Algérie, où les journaliers adultes et sans famille demanderaient des salaires d'autant plus élevés que l'éducation des vers à soie coïnciderait avec l'époque où tous les bras sont mis en réquisition pour les travaux des champs. Même inconvénient pour le thé, dont la production serait favorisée par les circonstances physiques, mais qui ne se soutiendrait pas même à Alger contre les thés venus de la Chine, s'il fallait payer de fortes journées pour la cueillette et la dessiccation. Ces difficultés seraient en effet insurmontables, si notre colonie continuait à se peupler au hasard de petits laboureurs isolés et nécessiteux, ou même de ces *grands* concessionnaires qui voudraient obtenir beaucoup de terres et risquer peu d'argent. Au contraire, dans la supposition où des sociétés puissantes intéresseraient à l'entreprise un nombre de familles proportionné aux occupations variées d'un grand domaine, la possibilité de procurer un petit gain aux femmes, aux vieillards, aux enfants, deviendrait une des conditions de la réussite. Sans en venir même aux grandes combinaisons financières, la terre africaine serait assez généreuse pour payer la plupart des travaux qui doivent la féconder. Telle est, au sujet de l'industrie séricicole, la conviction de plusieurs propriétaires qui ont dès à présent ouvert un large champ à la culture du mûrier, et qui attendent les plus beaux résultats de l'éducation des vers à soie. Il est vrai que M. Hardy, l'habile agronome préposé à la pépinière d'Alger, leur a fait entrevoir des chances bien séduisantes. Qu'on se représente un hectare de ces terres

que les broussailles et les palmiers nains rendent impraticables. Trop mauvais pour qu'on essaie d'y mettre la charrue, ce terrain est défriché par plaques, c'est-à-dire qu'on y creuse seulement les trous nécessaires à la plantation des arbustes. Les trous pratiqués à 5 mètres de distance en tous sens sont au nombre de 361. Les frais de défoncement à raison de 1 fr. 25 cent. par trou, l'achat de 361 tiges de mûrier à 50 cent., la plantation à 50 cent. par pied, l'arrosage indispensable du moins pendant la première année, l'entretien jusqu'à l'époque où on commence à récolter, c'est-à-dire pendant six ans, enfin l'intérêt de toutes les avances faites pendant cette première période, à raison de 5 pour 100, portent l'acquisition de l'hectare à 2,755 francs. Déjà on peut recueillir 108 quintaux métriques de feuilles à 4 fr. le quintal : c'est une rente de 452 francs ou 15 pour 100 du capital engagé. Si le propriétaire ne trouve pas le débit de ces feuilles, qu'il mette à l'éclosion 340 grammes d'œufs de vers à soie : il a chance d'avoir au bout de six semaines 660 kilogrammes de cocons qui représentent 1,210 francs, déduction faite des frais d'éducation. Qu'il porte ses cocons à la filature du gouvernement pour les convertir en soie grège, il obtiendra 55 kilogrammes de soie à 50 francs, soit une somme de 2,750 francs, laquelle, après paiement de 550 francs pour frais de dévidage, laissera encore un bénéfice net de 2,420 francs, revenu presque égal pour une seule année à la première mise de fonds. D'après ce calcul, dont nous laissons la responsabilité à M. Hardy, il n'est pas étonnant qu'on ait déjà fait de vastes plantations de mûriers, malgré les sinistres prédictions dont M. Moll s'est fait l'écho.

On a beaucoup exagéré, à ce qu'il paraît, les ressources que l'Algérie peut offrir à nos constructeurs maritimes. Le pâturage, la culture vagabonde des Arabes, les défrichements par le feu qui se propage toujours au delà du champ qu'on veut ensemençer, ont mis à nu des espaces considérables. On estime que les lieux où la végétation forestière a été ainsi détruite formeraient environ le quart de la superficie du Tell, et qu'il ne reste plus aujourd'hui qu'un centième de ce territoire assez richement boisé pour mériter le nom de forêts. La province de Constantine est plus favorisée en ce genre que les deux autres : les futaies renommées de l'Edough et de la Calle ne sont pas les plus belles qu'elle possède. Les provinces d'Alger et d'Oran ont beaucoup plus souffert ; leur plus grande richesse réside dans les massifs de cèdres reconnus vers l'Ouarensenis. Au surplus, le prompt reboisement du sol algérien serait facile, selon M. Moll. L'épaisseur de la couche végétale, même sur les plateaux et les pentes, la différence des températures déterminée par les accidents de terrain, produiraient une végétation forestière aussi riche que variée. Il suffirait de défendre l'usage barbare des incendies, et de prévenir les ravages des bestiaux pour que des broussailles improductives se transformassent en taillis.

Dire que sans bestiaux on n'a pas d'engrais, et sans engrais pas de profits en agriculture, c'est répéter l'axiome fondamental, le premier mot de tout catéchisme agricole. Ce serait une erreur de croire que le sol vierge de l'Algérie a moins besoin d'engrais que les champs épuisés. Plus la terre est naturellement féconde, et plus il est important d'utiliser sa vertu productive. Dans un pays où les frais de premier établissement et le haut prix de la main-d'œuvre grèveront longtemps les produits, il faut, pour suffire aux dépenses, obtenir beaucoup de la terre, et, pour lui demander beaucoup sans la ruiner, il faut lui prodiguer les matières qui réparent ses pertes. En conséquence, on réservera les engrais les plus

actifs pour les lieux déjà disposés à la fécondité, pour ceux que l'arrosage enrichit.

La tenue du bétail étant une condition d'existence, il est heureux que ce genre d'industrie offre aux agriculteurs algériens des chances beaucoup plus favorables qu'aux éleveurs français. Dans nos départements riches, où la terre est la première des valeurs, où les impôts sont lourds, où les fourrages demandés sur tous les marchés s'y maintiennent à un taux élevé, l'éducation des animaux domestiques est une industrie peu lucrative, malgré le haut prix de la viande. Dans les grandes fermes où la tenue des livres en parties doubles est introduite, un compte ouvert à chaque troupeau met en regard, d'un côté, les frais de fermenage, d'impôt, d'abri, de garde et de nourriture, et, de l'autre côté, les sommes que fournissent la vente sur pieds, le laitage ou les toisons : souvent on s'étonne de ne pas rentrer dans les déboursés. Néanmoins les cultivateurs exercés savent que, si le bétail ne rend pas directement, il s'acquitte par l'engrais qu'il donne, par le surcroît de fertilité qu'il détermine dans les champs où il pâture. M. Desjobert a cru trouver dans ce fait un de ses plus forts arguments contre l'Algérie : « J'ai nourri pendant douze ans, dit-il dans son dernier manifeste, 40 à 50 vaches avec du fourrage à 5 fr. et des betteraves à 1 fr. 80 cent. les 100 kilogrammes ; j'avais pour les diriger et les soigner des gens comme l'Afrique n'en verra jamais ; mes comptes, rigoureusement tenus en parties doubles, sont à la disposition des concessionnaires ; ils y verront que le compte des bestiaux n'a pas toujours présenté des bénéfices. » Ne faut-il pas ce genre d'aveuglement qui afflige les esprits systématiques pour ne pas voir la différence qui existe entre la colonie et la métropole ? En France, des propriétés rétrécies et hors de prix ; en Algérie, des espaces immenses et presque sans valeur : d'un côté, des prairies où on n'entretient la végétation qu'à force d'art et de dépense ; de l'autre, des herbages naturels et inépuisables, riches en plantes aromatiques, ou naturellement imprégnés, dans le voisinage de certaines eaux, de ce sel que le fisc avare refuse à nos laboureurs ! Chaque jour, d'ailleurs, la prime offerte à la spéculation européenne s'élève. Lorsque les Français prirent possession de la régence, le bétail y était si prodigieusement multiplié et à si vil prix, qu'on désespéra de pouvoir jamais soutenir la concurrence des indigènes. Les tribus qui avoisinent le désert livraient des moutons au prix moyen de 2 fr. ; les bœufs, élevés principalement dans les montagnes, valaient de 20 à 50 francs ; les chevaux étaient nombreux, et, malgré la répugnance qu'ont les Arabes à les vendre, on les obtenait facilement au prix de 100 à 150 francs. On avait un âne pour 10 francs. C'est que, jusqu'alors, ces animaux, abandonnés à eux-mêmes dans des espaces illimités, cherchant sans obstacles les pâturages les plus riches, s'étaient multipliés au delà des besoins d'une population sobre et clair-semée. Peu à peu, le bétail s'est raréfié. L'invasion subite d'une armée nombreuse et de tous les êtres voraces qu'elle traîne à sa suite, les ravages de la guerre, les émigrations des tribus, le gaspillage, la confiscation de beaucoup de terres, ont détruit l'équilibre entre la consommation et les besoins. « Les indigènes nous amènent encore de maigres troupeaux, dit l'abbé Landmann, mais bientôt ils ne le pourront plus, et, si le gouvernement français ne s'occupe pas spécialement de la reproduction du bétail, il sera bientôt dans la nécessité, même en temps de paix, de faire venir et de payer au poids de l'or les bœufs d'Espagne et d'Italie. » En effet, le prix des bestiaux sur pied est aujourd'hui de six à dix fois plus élevé qu'il y a seize ans. Le prix de la viande au détail suit une progression analogue ; à Alger, il dépasse communément 1 fr. le kilogramme.

Cet enchérissement de la viande est regrettable à un certain point de vue, puisqu'il inflige des privations douloureuses aux indigènes de la basse classe et aux Européens pauvres : c'est néanmoins une circonstance heureuse pour le premier établissement de la colonie. La concurrence locale se trouve déjà comprimée par la force des événements. Que la spéculation ait le temps de s'asseoir, et il n'y aura plus rien à craindre pour l'avenir. A conditions égales, les Arabes ne sont plus des rivaux dangereux dans l'art d'élever le bétail. Ils sont dignes du nom de peuple pasteur à peu près comme les nomades de la haute Asie. Leur incurie égale leur ignorance. Ils n'abritent jamais leurs troupeaux, qui ont beaucoup à souffrir des grandes pluies : il est rare qu'ils fassent des réserves en fourrages pour les mois de sécheresse. Lâchés au hasard dans les herbages, repus et gras au printemps, les bestiaux fondent et dépérissent sous les ardeurs de l'été. Leurs maîtres n'évitent une perte énorme qu'en donnant à vil prix les jeunes bêtes, trop faibles encore pour supporter les privations. Ils ne surveillent pas la reproduction : aussi leurs animaux domestiques, sans perdre leur vitalité naturelle, sont-ils d'apparence chétive et d'un faible poids. Les laines qu'ils livrent au commerce sont en général sales et grossières : les peaux sont presque toujours offensées par le feu. Qu'on se figure, au contraire, l'art et la vigilance de l'Européen opérant sur un sol qui semble privilégié pour l'industrie pastorale. La facilité de tenir les troupeaux neuf mois dans les prés, une incomparable variété de plantes fourragères pour la saison où la terre est brûlée, le sel en abondance et sans frais, et dans le gouvernement des étables toutes les précautions recommandées par nos habiles vétérinaires, en faut-il davantage pour relever en peu de temps les races déprimées aujourd'hui ? L'établissement des trappistes de Staoueli compte à peine trois ans d'existence : leur bétail est très-insuffisant quant au nombre, mais il est bien soigné, et déjà les viandes livrées au commerce obtiennent un prix de faveur dans les boucheries. Pourquoi les beaux résultats qu'on entrevoit n'ont-ils pas encore été obtenus ? Nous l'avons dit, le bas prix de la viande a d'abord découragé les éleveurs. L'armée, souvent fournie par des razzias, ne faisait pas des demandes régulières au commerce : le haut prix de la main-d'œuvre pour le travail des champs a surfait jusqu'ici le cours des fourrages. Bref, il n'y avait pas de culture pour nourrir le bétail ; il n'y avait pas de bétail pour fonder les cultures. Telle est l'alternative qui a tout paralysé. La rareté et l'enchérissement progressif de la viande contribueront à conjurer la fatalité sous laquelle nos colons se sont débattus.

M. Moll estime que, pour obtenir l'engrais nécessaire, il faudrait nourrir une bête bovine adulte, ou son équivalent en menu bétail, par un hectare et un quart. M. le maréchal Bugeaud disait il y a peu de jours, au concours agricole d'Évreux : « On peut arriver, par la bonne culture des prairies artificielles et des racines, à deux têtes par hectare. » Si le conseil est bon pour nos départements du nord, à plus forte raison pour l'Algérie. Cette proportion, qui donnerait aux grandes fermes des troupeaux considérables, peut être atteinte aisément par l'achat des bêtes maigres à l'époque où les Arabes ne peuvent plus les nourrir. La culture prévoyante de l'Européen défie les saisons. Les bêtes acquises à un prix bien inférieur à ce qu'elles auraient coûté si elles étaient nées chez l'éleveur seront rapidement engraisées par un bon régime et revendues avec un notable bénéfice. C'est le moyen de réaliser très-avantageusement plusieurs produits secondaires de la ferme. On estime qu'avec une nourriture succulente un bœuf peut acquérir par

jour un kilogramme de poids. Deux mois au plus suffisent pour l'engraissement de la bête à laine, de sorte que le troupeau, renouvelé au moins deux fois, peut donner par tête une plus value de 6 à 8 francs, sans compter le fumier et la toison. Les deux branches les plus importantes, jusqu'à ce jour, du commerce des indigènes avec l'Europe, les peaux brutes et les laines, ne peuvent manquer de prendre dans l'avenir une extension considérable. Il n'y a pas de grands profits à espérer du laitage dans un pays où le beurre est généralement remplacé par l'huile. Pour tirer un bon parti du lait, il faudrait améliorer les fromages que vendent les indigènes, et en établir la renommée au point d'en faire un produit d'exportation. Les trappistes ont chance d'y réussir.

Beaucoup d'autres animaux domestiques donneront des profits aux colons intelligents, soit qu'on les réserve pour la vente, soit qu'on les utilise pour le travail. Le sobre et docile serviteur de l'Arabe, le chameau, qui ne réclame ni soins ni dépenses, sera adopté par l'Européen; déjà il représente sur les marchés une valeur de 150 francs, qui sont, pour ainsi dire, de l'argent trouvé. Les ânes, à très-bas prix aujourd'hui, parce qu'ils sont petits, quoique lestes et robustes, pourraient, avec un bon régime, acquérir les puissantes proportions d'une belle race qu'on élève à Tunis, et trouveraient alors un débouché certain dans le midi de l'Europe. L'élève des mulets, qui se vendent plus cher que les chevaux, est déjà d'un bon revenu dans la province de Constantine. Le buffle, qu'il serait facile de naturaliser, rendrait des services pour les défrichements. En tenant, à l'exemple des Arabes, de grands troupeaux de chèvres, on parviendrait sans doute à ranimer l'ancienne industrie des États barbaresques, la fabrication du maroquin.

On a dit qu'une seule chose suffirait pour indemniser la France des sacrifices qu'elle fait en Algérie, la facilité d'avoir des chevaux. La dégénérescence de la race chevaline en France est, à la vérité, un fait déplorable qui finira par compromettre la supériorité militaire de notre pays. La victoire, a-t-on dit, reste toujours aux gros bataillons. Le succès étant ordinairement décidé par les cavaliers, on peut dire que le sort de la guerre dépend, après le génie des chefs, d'une cavalerie nombreuse et bien montée. Napoléon, après les vigoureux coups de collier donnés à Lutzen et à Bautzen par ces conscrits que lui envoyait la France épuisée, s'écriait en se frappant le front : « Si j'avais eu de la cavalerie, j'aurais reconquis l'Europe. » Eh bien ! après avoir fourni sous l'ancien régime les meilleurs chevaux de guerre, après avoir établi des races d'une admirable variété pour tous les services, la France en est venue à solliciter les rebuts des nations voisines. Il en est chez nous de la race chevaline comme de mille autres choses : l'apparence est favorable, la réalité désolante. Qu'on ouvre la statistique agricole publiée par le gouvernement en ces dernières années, on trouvera que nous possédons 2,818,496 têtes, en chevaux, juments et poulains. C'est là un beau chiffre, assurément ; mais, lorsqu'on arrive aux détails, on trouve que la moyenne d'estimation est de 172 francs pour les chevaux, 146 pour les juments, 70 pour les poulains ; qu'à Paris même, où tant de chevaux de luxe sont rassemblés, la valeur moyenne ne s'élève pas au delà de 115 francs. Ne faut-il pas conclure que les neuf dixièmes de notre richesse chevaline consistent en pauvres bêtes, bonnes pour charrier le fumier ou traîner des cabriolets de place ? En effet, malgré les facilités qui leur sont accordées par notre système de remonte, nos éleveurs ne peuvent fournir que 6,000 chevaux au plus sur les 10,000 dont l'armée a besoin pour réparer ses pertes annuelles. Le surplus est demandé à l'étranger : il en est de même à peu

près pour les industries qui réclament des chevaux d'un bon service. De 1832 à 1840, l'importation moyenne a été de 38,464 têtes par année : les exportations ont réduit ce nombre à 30.000 environ. Les chiffres d'achats et de ventes pour 1844 sont un peu plus favorables. On a introduit 28,294 chevaux et poulains, d'une valeur approximative de 12 millions, et notre exportation n'a été que de 6,258 têtes. Au moyen du budget dont elle dispose, l'armée a, pour ainsi dire, le choix parmi les chevaux d'origine française ou étrangère. Il ne paraît pas que ce privilège lui assure des sujets bien distingués. On a constaté récemment (1839-1841) que dans les paisibles garnisons de Paris, Versailles, Saint-Germain et Saint-Cloud, la perte annuelle avait été de 24 pour 100 ! Que serait-ce donc au milieu des fatigues d'une guerre ? Quelles doivent être les souffrances de notre cavalerie sous le ciel d'Afrique ? L'effectif de paix à 51,000 chevaux n'est jamais atteint chez nous : on n'ose prévoir ce qui arriverait s'il fallait porter subitement l'armée au pied de guerre, qui exige 107,000 chevaux. Même à force d'argent, on n'aurait pas la certitude d'obtenir des montures médiocres. La crise de 1840 exhaussa les prix de plus de 25 pour 100 à l'étranger : on traita néanmoins, dans diverses contrées de l'Europe, pour 34,000 chevaux moyennant 24 à 25 millions ; mais la plupart des gouvernements mirent obstacle à l'exécution de ces marchés, de sorte que, déduction faite des bêtes trop jeunes ou trop vieilles, qui figurent fort bien sur les états militaires, mais qui sont impuissantes sur un champ de bataille, la France resta avec 14,500 chevaux, en présence d'une coalition qui aurait pu réunir 120,000 cavaliers bien montés !

Doit-on compter sur l'Algérie pour la remonte de la cavalerie française ? Il y a dissentiment sur ce point parmi les hommes spéciaux. A voir ces chevaux de taille exigüe, d'une apparence chétive et disgracieuse pour nos yeux accoutumés à l'ampleur et à la rotondité des formes, l'observateur superficiel déclare que la race arabe est dégénérée : telle a été la première impression de la plupart de nos officiers. Cependant ces nobles animaux n'ont rien à perdre à l'examen dogmatique du savant. M. Moll retrouve en eux toutes les conditions anatomiques de la force, de l'élan et de la souplesse. C'est en un jour d'action qu'il faut juger le cheval arabe. Soit que le guerrier le lance pour l'attaque, soit que le fuyard lui confie son existence, on retrouve aussitôt le type auquel les peintres nous ont accoutumés. Comme tous les êtres intelligents, chez lui la passion devient beauté. Les obstacles semblent l'animer : il n'a jamais l'œil plus vigilant et le pied plus ferme qu'à travers les broussailles et les torrents, que sur les pentes glissantes des montagnes. Sobre, infatigable, résigné, il ne se refuse jamais à son maître. Plusieurs causes ont contribué à cette dégénérescence apparente de la race africaine. Si les Arabes ont pour leurs coursiers l'amour qu'on leur attribue, ils ne le manifestent que par une excessive sévérité. A l'âge d'un an, le poulain est livré aux enfants, qui, sous prétexte de s'exercer à l'équitation, font du pauvre animal leur victime. A quatre ans, s'il n'est pas déjà ruiné, de rudes cavaliers le soumettent à des exercices violents. On estime qu'à sept ans il a acquis toutes ses facultés. L'Arabe alors passera des heures à contempler son coursier dans une sorte d'extase : il lui parlera sur le ton de l'exaltation poétique, ce qui ne l'empêchera pas, à la première marche, de lui labourer les flancs avec ses longs éperons, de les entamer sans pitié avec ses étriers tranchants, de lui briser la bouche avec un mors dont l'effet est terrible. En Orient, on conserve pieusement les généalogies chevalines, mais on a négligé de recueillir les observations à l'aide desquelles

s'est constitué l'art du vétérinaire. En fait de remèdes pour les animaux domestiques, on ne connaît que les amulettes et la cautérisation : ce dernier moyen étant appliqué dans toutes les circonstances, il est rare de voir un cheval qui ne soit pas dégradé par les traces du feu. Une autre cause a contribué beaucoup à l'avilissement de la race africaine. La tendance instinctive que les Algériens ont à voler les chevaux semblait légitimée chez les Turcs par le droit de conquête. En vertu de la loi du sabre, la seule qu'ils eussent appliquée dans l'ancienne régence, officiers et soldats s'appropriaient sans indemnité les montures à leur convenance. La possession d'un beau cheval n'étant plus qu'un danger pour le propriétaire, les indigènes furent plutôt intéressés à déprimer la race barbe qu'à lui conserver son antique prestige. Quoi qu'il en soit, les chevaux africains sont encore les meilleurs pour la guerre d'Afrique. Les animaux les plus distingués de race anglaise et allemande ont fait défaut à nos officiers, et on a remarqué que ceux qui résistent le mieux au climat et à la fatigue sont les chevaux légers de nos départements méridionaux.

Il se passera beaucoup de temps avant que l'élève du cheval devienne pour les colons l'objet d'une spéculation lucrative. Ce genre d'industrie ne peut donner des bénéfices qu'au sein d'une exploitation rurale très-étendue et déjà perfectionnée. Sans un ensemble de faits cultureux que des agronomes habiles peuvent seuls réaliser, sans les ressources accessoires que procurent l'engraissement du bétail de boucherie et la tenue des vaches laitières, les éleveurs de la Normandie et de la Belgique seraient dans l'impossibilité de produire aux prix qui leur assurent la préférence sur les marchés. L'armée est placée dans des conditions différentes. Son principal intérêt est de se soustraire, pour la remonte de sa cavalerie, à la dépendance des ennemis qu'elle vient combattre. Quel que fût le prix de revient des élèves qu'elle ferait, il y aurait pour elle avantage à produire des chevaux parfaitement appropriés à la guerre que nous avons à soutenir. M. Moll propose donc d'annexer aux grandes fermes militaires des dépôts de remonte où l'on dresserait à l'européenne les poulains nés dans les établissements français, et ceux que les Arabes viennent offrir à très-bas prix pendant les mois de disette. Il n'est pas douteux qu'avec le temps et sous l'influence d'un traitement rationnel, on parviendrait à corriger les défauts que nos cavaliers reprochent à la race algérienne, la sécheresse des formes et l'exiguïté de la taille. La taille du cheval, disent les Anglais, est dans le sac à avoine. En effet, le régime alimentaire agit beaucoup plus sur la constitution des animaux que la température atmosphérique. Avec un climat plus chaud et plus sec que l'Algérie, l'Égypte ne fournit que des chevaux pesants, boursofflés, et, pour ainsi dire, de nature spongieuse, parce que leurs aliments, produits par des terrains presque toujours inondés, sont d'une essence flasque et aqueuse. Si, comme on l'espère, la race algérienne acquiert l'ampleur et la richesse des proportions, sans rien perdre de ses qualités guerrières, si notre colonie doit nous fournir des ressources pour l'entretien d'une cavalerie nombreuse et puissante, la France, qui ne calcule plus quand il s'agit de sa suprématie militaire, se croira indemnisée de l'or et du sang qu'elle a versé, qu'elle doit verser longtemps encore sur le sol africain.

Ce tableau des ressources agricoles de l'Algérie légitime l'enthousiasme de la France pour sa conquête. La facilité de multiplier à l'infini les céréales à une époque où plusieurs peuples ne sont pas sans inquiétude pour leur subsistance, les belles chances offertes à l'industrie pastorale par l'incomparable richesse des

prairies, cette variété d'arbres qui donnent des produits de vente en abritant les terresensemencées, l'acquisition de la plupart des plantes commerciales, le chanvre, le coton, la soie, le tabac, obtenus en abondance et dans les meilleures qualités, mille sources de petits profits à joindre au courant des grandes affaires : tels sont les éblouissants résultats auxquels l'agriculture algérienne pourrait prétendre. Et pourtant, après seize années de tâtonnements, l'œuvre de la colonisation est à peine commencée. Abstraction faite des jardins et des champs cultivés d'ancienne date dans le voisinage des villes, et pour ne parler que des nouveaux centres agricoles que l'administration française a essayé de créer en faveur des Européens, sur 12,125 hectares délivrés aux colons, un tiers seulement, 4,486 hectares ont été défrichés et cultivés. Deux entreprises vraiment florissantes, et dont l'avenir paraît incalculable, absorbent le tiers de la surface mise en exploitation ; ce sont : la ferme des trappistes de Staoueli, qui contient 1,020 hectares, et le village de Souk-Ali, près de Bouffarik, fondé par M. Borely-Lassapie, sur une concession de 404 hectares. La plupart des autres domaines qu'on signale comme mis en valeur sont des champs dont on nettoie à peine la terre, et que l'on convertit à la hâte en herbages naturels ou en maigres plantations, afin d'éviter l'impôt qui frappe les terres incultes. En ce moment, la spéculation est indécise : le mouvement qui entraînait les ouvriers européens vers l'Algérie s'est ralenti. Pourquoi tant d'espérances semblent-elles aboutir au découragement ? Quelles circonstances économiques font obstacle à l'utile exploitation du sol algérien ? La réponse à ces questions ressortira de l'étude que nous nous proposons de faire des divers systèmes de colonisation proposés théoriquement, ou mis à l'essai jusqu'à ce jour.

A. COCHUT.



CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

30 septembre 1846.

Nous voudrions, au milieu des éléments divers et de tous les incidents dont se compose la question d'Espagne, démêler et établir le vrai. Pen d'affaires diplomatiques ont fait autant de bruit que ce double mariage, qui a surtout soulevé les vivacités de la presse anglaise. Quelle explosion de clameurs et de récriminations ! Cependant il ne saurait être donné à la polémique, si ardente qu'elle soit, de faire prendre le change sur le fond des choses aux esprits sérieux et de bonne foi. Laissons donc de côté tout ce que la passion et la fantaisie ont pu imaginer pour ne considérer que les faits. Les filles de Ferdinand VII épousent deux Bourbons, dont l'un est Espagnol et l'autre Français. Y a-t-il là quelque chose d'alarmant pour l'équilibre européen ? Sur le continent, cette nouvelle n'a produit aucune rumeur. Les cabinets de Vienne, de Berlin et de Saint-Petersbourg, qui n'ont pas encore reconnu le gouvernement de la reine Isabelle, restent spectateurs silencieux. Ils n'ont pas qualité pour intervenir dans des négociations matrimoniales qui d'ailleurs ne les blessent en rien ; ils regardent, ils attendent, ils semblent même mieux disposés à reconnaître le gouvernement de la jeune reine. L'Angleterre a naturellement une autre attitude : elle a contribué, avec la France, à établir, à consolider l'ordre de choses qui depuis treize ans existe en Espagne. La France et l'Espagne devaient donc, dans des limites raisonnables, prendre en considération ce qui pouvait convenir au cabinet de Londres, ce qui pouvait lui déplaire. Il nous semble qu'il a été satisfait à cette obligation largement le jour où la France a renoncé à donner un mari à la reine d'Espagne. Ce jour-là, on a été bien au delà du traité d'Utrecht. On pouvait, en effet, sans violer ni l'esprit ni la lettre de ce traité célèbre, céder aux vœux des Espagnols, qui appelaient, il y a quelques années, M. le duc d'Aumale, pour recevoir la main de la reine Isabelle. On ne l'a pas fait ; mais, pour cela, avait-on renoncé à toute alliance entre les Bourbons de France et d'Espagne ? Toute union était-elle désormais impossible entre les princes et les princesses des deux maisons ? C'est cependant ce qu'il faut soutenir, si l'on veut trouver quelque fondement aux accusations de la presse anglaise. Il y a plus d'un siècle qu'après une longue lutte il a été convenu entre les puissances de l'Europe que le petit-fils de Louis XIV et

ses descendants occuperaient légitimement le trône d'Espagne, et c'est alors qu'il fut posé en principe qu'en aucun cas les couronnes de France et d'Espagne ne seraient réunies sur la même tête. Des renonciations réciproques, faites solennellement tant à Madrid qu'à Versailles, sanctionnèrent cette condition fondamentale du traité d'Utrecht. C'est tout ce que voulait alors l'Angleterre; aussi, dès qu'elle eut la conviction que Louis XIV consentait sincèrement à la séparation perpétuelle des deux monarchies, elle travailla activement à la pacification générale. Dès le commencement des négociations, la reine Anne avait dit au plénipotentiaire français : « Je n'aime point la guerre, et je contribuerai de tout mon pouvoir à la terminer au plus tôt. » Aujourd'hui tout le monde pense comme la reine Anne; personne n'aime la guerre. Il serait vraiment étrange que, dans cette disposition commune à tous les esprits, notre gouvernement se fût abandonné à une témérité qui pût compromettre la paix.

La France reste donc fidèle à l'esprit des anciens traités; elle a le droit de son côté, quand elle donne un de ses princes pour époux à la sœur de la reine Isabelle. Maintenant était-il d'une meilleure politique de se montrer indifférent dans une semblable affaire, d'abandonner au hasard ou à l'action de l'Angleterre la question du double mariage? Nul ne le pensera. La France trouvait dans le mariage de la reine Isabelle et de l'infante une occasion naturelle d'assurer en Espagne son influence, ou plutôt de l'y rétablir, et cela d'une manière qui n'avait rien de blessant pour les justes susceptibilités d'une nation généreuse. Il ne s'agissait ici ni de conquête ni d'intervention armée. C'étaient précisément ces allures violentes qui, depuis le commencement du siècle, nous avaient aliéné l'Espagne. Napoléon ne déserta pas les traditions de Louis XIV; mais, tombant dans une de ces exagérations qui le perdirent, il voulut faire d'un de ses frères un autre Philippe V, et il eut l'inexcusable tort d'offenser gravement la nationalité espagnole, qui se vengea en lui portant de terribles coups. En 1823, la branche aînée des Bourbons crut devoir intervenir à main armée dans les affaires intérieures de la Péninsule, et, avec quelque modération que se conduisissent nos soldats au delà des Pyrénées, leur présence, tout en triomphant des ennemis de Ferdinand VII, ne nous ramena pas les esprits. N'avons-nous pas vu, dans ces dernières années, Espartero chercher sa popularité dans une hostilité systématique contre la France? La reine Christine et le parti modéré s'étaient appuyés sur l'influence française; il chassa d'Espagne la reine Christine et proscrivit les modérés. Que devait donc se proposer notre politique, sinon de reconquérir tout le terrain que nous avions perdu, et de consolider l'union des deux pays? Pour y parvenir, quelle occasion plus favorable que le double mariage de la reine et de sa sœur? Certains politiques parlent avec mépris des mariages des princes et de l'alliance des maisons royales. Il faudra néanmoins, tant que l'Europe ne sera pas changée, tant qu'elle sera monarchique et gouvernée par d'anciennes dynasties, reconnaître à ces mariages, à ces alliances, une valeur, une portée. Dans l'état actuel des affaires, notre influence en Espagne n'eût-elle pas été irréparablement compromise, si la diplomatie de lord Palmerston eût triomphé, si un prince de Cobourg eût épousé la reine Isabelle? Le gouvernement français a su échapper à une aussi triste disgrâce. En vérité, ce n'est pas dans un cas pareil que nous aurons pour lui des paroles de blâme.

Il y a plus, l'Angleterre elle-même, lorsque son gouvernement était animé du désir sincère de maintenir l'entente cordiale, a reconnu l'intérêt et le droit

qu'avait la France de porter toute son attention, toute sa sollicitude, dans la question du mariage de la reine Isabelle et de sa sœur. Il importe, pour éclairer tout ce débat, de se remettre en mémoire qu'à l'époque où lord Aberdeen accompagna au château d'Eu la reine Victoria, il y eut entre lui et M. Guizot de sérieuses conversations sur les affaires d'Espagne. On se fit de part et d'autre des concessions. En ce qui touchait le mariage de la reine Isabelle, l'Angleterre renonçait à présenter un Cobourg, et la France le duc de Montpensier. Il était convenu que la jeune reine épouserait un descendant de Philippe V. Quant au second mariage, le gouvernement français s'engageait à ajourner l'union du duc de Montpensier avec l'infante jusqu'au moment où la reine aurait donné un héritier à la couronne; mais aussi il avait été entendu que, dans le cas où la France verrait reparaître la candidature d'un Cobourg, elle reprendrait toute sa liberté. De cette manière, on arrivait à une solution qui assurait l'avenir de l'Espagne, sans altérer en rien la bonne harmonie de la France et de l'Angleterre. C'est à ce but que lord Aberdeen, esprit sage et loyal, voulait marcher avec une entière sincérité.

Cependant il y avait une personne fort intéressée dans ces négociations matrimoniales, que cet arrangement ne satisfaisait pas entièrement. La reine Christine était convaincue qu'il y avait de grands inconvénients à ne pas conclure en même temps les deux mariages de la reine et de l'infante, qu'en ajournant le second, on laissait toujours une porte ouverte à des éventualités fâcheuses. On sait de reste quels empêchements rencontra la candidature du comte de Trapani. Il y eut dans la question du mariage un temps d'arrêt. Ce sont sans doute ces difficultés sans cesse renaissantes qui déterminèrent, il y a quelques mois, la reine Christine à envoyer un agent au prince Ferdinand de Cobourg, qui se trouvait alors à Lisbonne avec son fils Léopold. On peut juger si les ouvertures de cet agent furent accueillies. Si nous sommes bien informés, le représentant de l'Angleterre à Madrid entra dans le projet de la reine mère. M. Bulwer est un homme d'esprit qui a toujours mis son amour-propre à contrarier la France, même au plus fort de la bonne harmonie entre les deux pays. Il travailla au succès de la candidature du prince de Cobourg avec une vivacité qui, assure-t-on, lui attira un blâme de la part de lord Aberdeen. Lord Aberdeen se souvenait de ce qui avait été dit au château d'Eu, et il condamnait, dans sa loyauté, des tentatives qu'il sentait devoir compromettre le bon accord de l'Angleterre et de la France. M. Bulwer fut si sensible à la désapprobation exprimée par son chef, qu'il alla jusqu'à offrir sa démission. C'est sur ces entrefaites que sir Robert Peel et ses collègues se retirèrent.

Quand lord Palmerston fut installé au département des affaires étrangères, on assure que le gouvernement français lui fit successivement plusieurs communications sur les affaires d'Espagne. A des questions multipliées sur ce sujet, lord Palmerston ne répondit que par le silence ou par des généralités évasives. Il professait un respect sans bornes pour la liberté absolue de l'Espagne, et en même temps il mandait à M. Bulwer qu'à ses yeux il n'y avait que trois candidats possibles pour la main de la reine : le prince de Cobourg, le duc de Cadix et don Enrique. C'est ainsi que lord Palmerston respectait l'indépendance de l'Espagne, et faisait la part de la France, qui se serait vue de la sorte privée de toutes garanties. Cette situation humiliante, notre diplomatie ne pouvait pas l'accepter. Une lutte s'est engagée entre M. Bulwer et M. Bresson, dans laquelle ce dernier est resté vainqueur. Notre ambassadeur a su ramener complètement la reine Chris-

tine à la véritable politique de l'Espagne, en lui offrant de conclure en même temps les deux mariages de la reine Isabelle et de sa sœur, et en lui montrant une volonté ferme de ne pas se laisser vaincre dans ce conflit d'intrigues.

Nous sommes loin des termes de conciliation et de bonne entente dans lesquels on se trouvait au château d'Eu; mais à qui la faute? Il est évident, pour tout homme impartial, que lord Palmerston a porté dans la question d'Espagne un autre esprit, d'autres pensées, que lord Aberdeen. Il n'a pas eu surtout en vue, comme son prédécesseur, de n'agir dans cette affaire délicate que de concert et d'accord avec la France: n'est-on pas autorisé à penser qu'il a eu l'ambition d'agir seul et de substituer brusquement une autre solution à celle qui avait été loyalement concertée entre les deux gouvernements? Il se proposait aussi, par un coup décisif, d'entrer tout à fait dans les bonnes grâces de la reine Victoria, qui avait le désir assez naturel de voir la reine Isabelle donner sa main au cousin germain du prince Albert. Auprès de toutes ces considérations, l'inconvénient de compromettre l'alliance anglo-française a disparu pour lord Palmerston. Sommes-nous donc destinés à retrouver en 1846 absolument le même homme qu'en 1840? Les leçons du passé seront-elles perdues pour un esprit aussi distingué? S'il est vrai que, dans la note lue par lord Normanby à M. Guizot, lord Palmerston se plaigne de la conduite du gouvernement français, comme décelant un certain dédain de l'entente cordiale, le reproche n'est pas difficile à rétorquer: il n'y a qu'à remettre sous les yeux du ministre anglais tout ce qu'il a fait depuis quelques mois pour changer les termes dans lesquels lord Aberdeen avait laissé la question.

C'est là en effet que le gouvernement français devait chercher sa justification. Quand la nouvelle du double mariage fut devenue officielle, et qu'on eut commencé à s'en préoccuper des deux côtés du détroit, on comprend que le ministère ne fût pas sans inquiétude au sujet de l'impression qu'elle devait produire sur le gouvernement anglais. Nous ne sommes pas surpris qu'il ait essayé d'adoucir le mécontentement que devait éprouver lord Palmerston. A cette époque, le ministre whig n'était pas à Londres; il accompagnait la reine Victoria dans ses excursions. Sitôt qu'il fut de retour, notre représentant, M. de Jarnac, dut le voir pour lui expliquer les motifs de la conduite du gouvernement français. Il dut surtout, à ce qu'on assure, insister sur ce qui avait été dit et arrêté entre le gouvernement français et lord Aberdeen. Tous ces faits, qui ont précédé la rentrée de lord Palmerston aux affaires, ont bien leur importance. Est-il vrai néanmoins que le ministre whig ait déclaré ignorer complètement les conversations et les engagements réciproques du château d'Eu, qui ne seraient d'ailleurs à ses yeux que de simples paroles et non pas des actes? Cependant des paroles sérieuses échangées entre les ministres de deux gouvernements ont une valeur qu'il n'est pas permis de méconnaître au gré de sa fantaisie.

Nous en tombons d'accord, l'irritation de lord Palmerston est naturelle: il voulait surprendre et humilier notre diplomatie par un coup éclatant, et cette tentative a échoué. Cependant, si vif que fût son dépit, il ne pouvait songer à élever l'affaire du double mariage à la hauteur d'un de ces griefs qui amènent nécessairement une rupture entre deux pays. Qui ne sent, en effet, que ce n'est pas tant l'Angleterre qui est ici en jeu que la personne de lord Palmerston et celle de M. Bulwer? Lord Palmerston s'est décidé à adresser une note à lord Normanby en l'invitant à la communiquer à M. Guizot. On avait dit, il y a quelques jours,

que ce document devait recevoir, par le fait du gouvernement anglais, une publicité assez inusitée dans les négociations diplomatiques, surtout quand le cabinet auquel on s'adresse n'a pas encore eu le temps de faire connaître sa réponse. Ce serait donner un nouvel aliment aux discussions de la presse. Il paraît certain, de l'aveu même des feuilles anglaises, que la note adressée à lord Normanby est rédigée avec des ménagements remarquables. On y rappelle les relations amicales des deux pays; on y déplore qu'un pareil différend se soit élevé entre les deux cours. C'est une série d'observations qui n'aboutissent à aucune conclusion formelle. Le *Standard* affirme expressément que la note non-seulement ne contient aucune menace directe ou indirecte, mais qu'on n'y lit aucune demande de renonciation, soit de la part du duc de Montpensier, soit de la part de l'infante, pour eux ou leurs enfants, à la couronne d'Espagne, dans le cas où la succession au trône deviendrait vacante. Une pareille prétention était en effet insoutenable, et nous ne sommes pas surpris qu'elle n'ait pas été consignée dans un document sérieux.

Quant au fond des choses, lord Palmerston aurait surtout concentré ses observations sur cinq points principaux. Dans sa note, il rappellerait les stipulations du traité d'Utrecht, et s'attacherait à démontrer que le mariage du duc de Montpensier avec l'infante tend à en violer l'esprit. Ce mariage serait aussi une grave atteinte à l'indépendance de l'Espagne : c'est là le second point. Le ministre whig reprocherait, en troisième lieu, au gouvernement français, de n'avoir pas tenu compte de l'entente cordiale; puis il se plaindrait du froissement que doivent recevoir d'une telle conclusion les intérêts anglais; enfin il montrerait dans l'avenir les longs malheurs d'une nouvelle guerre de succession. Nous avons déjà, chemin faisant, répondu à deux des griefs de lord Palmerston. Le traité d'Utrecht est respecté par le double mariage dans son esprit et dans sa lettre, et, quant à l'entente cordiale, n'est-ce pas le ministre anglais qui a pris l'initiative des atteintes qui lui sont portées aujourd'hui? A qui persuadera-t-on en Europe que l'indépendance espagnole est blessée par une alliance entre les Bourbons d'Espagne et de France? C'est au contraire de la force que doit trouver dans cette union la monarchie de Philippe V. Il est permis d'espérer que ce résultat pourra s'obtenir sans une guerre de succession, et sans recopier d'une manière sanglante l'histoire du passé. Pour les intérêts légitimes de l'Angleterre, ils trouveront toujours satisfaction au sein de l'Espagne constitutionnelle et libre. Seulement l'Angleterre ne saurait oublier qu'il y a dans l'énergie de la nationalité espagnole des obstacles insurmontables à ce qu'elle fasse de l'Espagne un autre Portugal. Espartero, créature des Anglais, a voulu, au plus fort de sa puissance, leur livrer le commerce de son pays : il ne l'a pas pu.

La note de lord Palmerston, quoique à notre sens elle porte sur des griefs sans fondement, a cependant une gravité qu'on ne peut méconnaître : elle tend en effet à convaincre devant l'Europe le gouvernement français d'inconséquence et de légèreté; elle l'accuse de faire bon marché, pour atteindre un but particulier, tant de l'alliance anglaise que de la tranquillité européenne. Ces reproches, le gouvernement français les acceptera-t-il? On assure qu'en ce moment M. le ministre des affaires étrangères est occupé à rédiger une réponse à la note de lord Palmerston, et que cette réponse ne tardera pas à parvenir à Londres. Si M. Guizot est en mesure de démontrer que le refroidissement survenu entre la France et l'Angleterre n'est pas de son fait, et que, sans provocation comme sans

étourderie, il a pris le parti que lui commandaient les véritables intérêts de la France, il devra se féliciter de pouvoir consigner ses explications dans un document qui ne saurait bien longtemps rester secret. De graves devoirs sont imposés au cabinet par les circonstances. Il doit prouver aux amis sincères de la paix européenne que, de pacifique qu'elle était, sa politique n'est pas devenue brusquement aventureuse, et d'un autre côté il doit, par une habile et persévérante fermeté dans sa conduite, répondre aux défiances des esprits qui sont surtout jaloux de la dignité nationale. Ceux-là, loin de se laisser éblouir par les derniers actes du cabinet, ne cachent pas leur crainte de voir bientôt quelque faiblesse servir comme d'expiation à la politique résolue qu'on a adoptée dans les affaires d'Espagne. Là, en effet, est l'écueil. Il n'y a que l'avenir qui puisse nous apprendre si le cabinet est destiné à l'éviter. Nous n'avons pas refusé notre approbation au gouvernement, quand il a su, par une habileté heureuse, empêcher la reine d'Espagne d'épouser un prince allemand, élevé, à ce qu'on assure, dans un esprit hostile à la France et dans les principes de la politique autrichienne. L'union de M. le duc de Montpensier avec la sœur de la reine Isabelle nous a paru de nature à resserrer les liens de deux pays que rapprochent non-seulement leurs frontières, mais leurs intérêts bien entendus. Maintenant il faut embrasser par une sage prévoyance toutes les éventualités que ces derniers actes peuvent amener dans la politique européenne. La paix générale, nous l'espérons, ne sera pas troublée, mais les conditions sur lesquelles elle repose pourront être modifiées. Il n'y aura pas de guerre entre la France et l'Angleterre; mais pendant un temps leurs relations seront plus délicates. Pendant un temps, on sera sur le *qui-vive*, et sous la crainte d'une représaille. Tout cela demande beaucoup de vigilance, et, dans l'occasion, beaucoup de fermeté. C'est à cette épreuve que le jugement du pays doit attendre le ministère du 29 octobre.

L'Espagne, dont les affaires provoquent aujourd'hui tant de discussions et de conjectures, n'a pas réalisé jusqu'à présent toutes les prophéties dont elle a été l'objet. On avait annoncé que dans quelques semaines elle serait en révolution : nous la trouvons calme et soumise aux lois, et tout autorise à penser que les princes français arriveront à Madrid après avoir traversé des populations bienveillantes et pacifiques. Les cortès ont donné au double mariage une adhésion unanime; il y a eu dans les débats auxquels se sont livrés le congrès et le sénat de la gravité et de l'indépendance. Deux incidents ont occupé un moment l'attention à Madrid, la fuite du comte de Montemolin et la protestation de don Enrique. Cette protestation est une étourderie de jeune homme qui n'a pas compris tout ce qu'il y avait de ridicule à se plaindre de n'être pas épousé. Quant au fils aîné de don Carlos, il a ouvert à Londres un emprunt qui n'a produit jusqu'à présent qu'environ 25,000 livres sterling. Il faut de plus grandes ressources pour reconquérir un royaume, surtout quand dans ce royaume vous comptez à peine quelques partisans. On assure que Cabrera, interrogé à Londres sur les chances que pouvait avoir la cause carliste, n'a pas caché la vérité, qui, à ses yeux, était fort triste; toutefois Cabrera est homme à commencer la guerre civile, même sans espoir. On le dit en ce moment en route pour Cadix. Il est un autre personnage qu'on a considéré comme pouvant à l'improviste insurger l'Espagne : c'est Espartero. Nous doutons que l'ex-duc de la Victoire soit bien pressé de s'exposer à de nouveaux hasards. Il ne peut ignorer le sort qui lui serait réservé si la fortune des armes lui était encore une fois contraire, et s'il était fait pri-

sonnier. Il a en Espagne trois ennemis mortels qui ne sauraient lui pardonner : la reine Christine, les généraux Concha et Narvaez. On peut penser qu'Espartero ne quittera pas l'Angleterre. En parlant de la tranquillité de l'Espagne, nous ne prétendons pas que rien dans l'avenir ne doive la compromettre. Les factions n'abdiquent pas facilement ; la faction carliste surtout n'a pas renoncé à agiter un pays qu'elle ne saurait reconquérir et gouverner ; mais à cette heure la Péninsule est paisible, et toute tentative d'y troubler l'ordre y aurait peu de succès.

La situation intérieure de l'Angleterre se trouve chargée de difficultés assez grosses pour la gêner beaucoup, quant à présent, dans les manifestations de sa politique extérieure. Les combinaisons parlementaires qui menaçaient l'existence du cabinet whig n'étaient rien à côté du terrible embarras qui l'assiège aujourd'hui. La disette ravage l'Irlande. Les mariages espagnols devaient nécessairement passionner les esprits ; mais toute préoccupation politique s'est effacée des deux côtés du canal devant cette terrible préoccupation de la faim. Les protectionnistes s'appliquent assez silencieusement à reviser les listes électorales parce qu'ils se tiennent pour battus dans les chambres ; il n'est plus question d'organiser cette ligue qui devait rivaliser avec la ligue de M. Cobden et protester par des démonstrations populaires contre le pain à bon marché. Si lord Bentinck accuse maintenant sir Robert Peel de n'avoir réalisé ni d'augmentation dans les apports, ni de réduction dans les prix, s'il se plaint de la rareté des vivres après l'introduction du libre échange, que serait-il donc arrivé du triomphe de lord Bentinck et du maintien des droits d'entrée ? Le nouveau *leader* se tire pourtant d'affaire en assurant que la disette de pommes de terre, qui a servi de prétexte aux mesures libérales de sir Robert Peel, était l'année dernière aussi factice qu'elle est cette année malheureusement véritable ; or, cette année même, à croire lord Bentinck, le fléau ne s'est ainsi produit que par un juste jugement de Dieu, qui punit le gouvernement d'avoir calomnié la bonne récolte dont sa providence avait d'abord favorisé l'Irlande. *Ex machina Deus* : ce n'était pas seulement lord Bentinck, c'était le Tout-Puissant qui ne voulait pas du *corn-bill* ; chacun se venge à sa manière.

En Irlande, l'agitation purement politique ne fait pas plus de bruit qu'en Angleterre ; les orangistes ont oublié les inquiétudes que leur donne la bonne intelligence d'O'Connell avec les whigs ; la *jeune Irlande*, à peu près anéantie du premier coup, se réserve et se ménage ; à peine quelques déclarations publiques sont-elles venues çà et là révéler ce fonds caché de dissidence. O'Connell lui-même n'a pas causé de joie bien éclatante en annonçant la condamnation prononcée par le pape contre les colléges athées, fausse nouvelle qu'il prétendait arrivée de Rome. La rente hebdomadaire du rappel, qu'il n'a pas voulu suspendre, est tombée jusqu'à 61 liv. 5 schill. et 2 pence, et rien n'est triste comme les lettres de ces prêtres de paroisse qui, au nom d'une cause chimérique, abandonnée maintenant de ses chefs, épuisent encore la substance de leurs paysans affamés. « Je vous envoie 15 livres, écrit l'un d'eux, et je regrette qu'il nous soit impossible de faire maintenant davantage. mais, en un moment où il n'y a plus une seule pomme de terre dans la paroisse, ce peu suffira pour manifester l'attachement du peuple envers le libérateur. » Un autre ajoute : « Nous sommes entourés de cris de malheur, et nous avons devant nous le plus terrible aspect. La désolation de nos champs est certainement une marque de la colère divine ; mais j'espère que pour dernier effet elle aura le soulagement du pauvre ; tous les gens de bien

révèrent en secret le fléau comme une juste visitation du ciel irrité contre les oppresseurs du peuple. » Responsable de tant d'aveuglement, de tant d'argent dissipé, de tant de ressources perdues, qui seraient aujourd'hui si précieuses. M. O'Connell a beaucoup de bien à faire pour réparer les inconvénients de sa politique. Disons tout de suite qu'il applique heureusement son admirable bon sens aux dures nécessités de cette année, et prête au vice-roi, lord Besboroug, l'appui le plus efficace. Jamais l'Irlande n'avait eu si grand besoin d'un accord si nouveau.

On conçoit que, dans cette anxiété, le gouvernement anglais s'attache à remédier autant que possible à l'impuissance absolue qui empêche les Irlandais de s'aider eux-mêmes. Il faut que cinq millions de mendiants trouvent à manger demain, et la propriété irlandaise est organisée pour longtemps de telle façon, qu'une même saison peut ramener des extrémités toutes pareilles. Il faut donc à la fois pourvoir à l'urgence du moment, et tâcher d'améliorer l'avenir. C'est ce qu'on a fait au moyen de deux actes passés au parlement : le *labour-rate-act* et le *million-act*. Ces deux actes sont maintenant l'objet d'une discussion publique dans toutes les baronnies et tous les comtés d'Irlande. Comme l'un et l'autre pèsent sur la bourse et attaquent l'inertie des propriétaires, il est juste de dire que ceux-ci ont accepté généralement cette nécessité avec plus de sang-froid et de résignation qu'on ne l'aurait cru. Quelques-uns ont bien réclamé ; ils auraient voulu qu'au lieu de leur prêter de l'argent, on leur en donnât : les aumônes de l'Angleterre ne semblent jamais à leur orgueil que des restitutions ; ils auraient bien aussi désiré que leurs créanciers gagistes, que les veuves et les orphelins pourvus de pensions assignées sur leurs domaines partageassent le faix de ces nouvelles charges ; mais ces exigences étaient trop déplacées en face du péril universel. La plupart l'ont envisagé de sang-froid, et ont assez nettement délibéré ; voici à peu près où en sont les choses. Le *labour-rate-act* autorise le lord-lieutenant à faire entreprendre des travaux publics sans montant limité dans tous les endroits où les magistrats lui signaleront la détresse ; ces travaux, routes, canaux, ponts et chaussées, seront rétribués d'après des conditions un peu moins avantageuses que les travaux particuliers, pour ne point détourner les bras des services où ils sont déjà employés ; ils seront payés avec des fonds avancés par le gouvernement et remboursables dans un an par les tenanciers, mais sous cette réserve, que les tenanciers qui n'auront pas une ferme de 5 livres ne paieront rien du tout, et qu'au-dessus de 5 livres, les propriétaires entrèrent pour les cinq huitièmes dans le paiement. En dehors de l'utilité immédiate de ces grands travaux comme moyen d'occupation et de sustentation pour des misérables aux abois, il est permis d'en contester l'avantage ultérieur ; l'Irlande a déjà bien assez de beaux chemins sans maisons bâties et sans champs cultivés. La montagne une fois ouverte ou la vallée comblée, le pain du lendemain cesse d'être assuré. Le *million-act*, qui date déjà de plus loin que la crise actuelle, présenterait du moins des ressources permanentes, s'il était mis pleinement en cours d'exécution. Le gouvernement offre des fonds aux propriétaires irlandais, jusqu'à concurrence d'un million sterling, avec garantie prise sur leurs terres, à la seule condition de dépenser tout cet argent pour les mettre en valeur. Assez longtemps insensibles à cette proposition, les *landlords* l'ont enfin examinée avec plus de sérieux, et il faut espérer qu'elle contribuera pour une part à soutenir leur malheureux pays dans cette effroyable épreuve.

La diète helvétique vient de clore sa session ; le spectacle qu'elle a donné n'est pas précisément à l'avantage des républiques fédérales, et, quelles que soient les difficultés qui entraveraient un gouvernement unitaire en Suisse, il faut bien convenir qu'elles sont au moins compensées par l'immobilité à laquelle aboutissent les gouvernements cantonaux. Il semblerait que les cantons dussent envoyer leurs députés en diète afin de parvenir à concerter des mesures d'intérêt général ; c'est justement le contraire qui se passe, et le plus grand succès politique pour ces petits états ainsi agglomérés, sous prétexte d'en former un seul, c'est de se tenir tous en échec. Les circonstances et les intrigues aidant, les voix se trouvent également partagées sur les questions importantes, et il arrive ainsi ce qui n'arrive peut-être dans aucune autre constitution : grâce aux fictions du système fédéral, l'immense majorité de la population suisse se heurte inutilement contre la résistance d'une faible minorité, elle n'a point d'action sur la patrie commune. Les cinq sixièmes du pays ne font pas plus de cantons et par conséquent ne fournissent pas plus de votants en diète que l'autre sixième : encore celui-ci se compose-t-il principalement des parties les moins éclairées ; on sait ce que valent les écoles populaires dans Uri, Schwitz et Unterwald ; l'ignorance des montagnards est proverbiale, et toutes leurs institutions particulières se ressentent de cette infériorité. Leur capacité légale, leur droit représentatif, n'en sont pas amoindris : ils en usent à leur guise, ou, pour mieux dire, au gré des habiles qui les mènent. La diète n'a donc encore rien fait cette fois-ci : on s'y attendait, mais à qui s'en prendre ? A la diète elle-même, au peuple suisse ? Il n'y a pas d'institution qui le représente effectivement tout entier ; la diète en corps n'a point de responsabilité, elle se résout en vingt-cinq cantons dont chacun a sa responsabilité propre. Chacun, étant souverain chez lui, se refuse à subir le jugement des autres, et s'abandonne sans partage à l'ascendant des personnes influentes qui le dirigent : c'est ainsi que quelques députés tiennent dans leurs mains les destinées de la Suisse, et que ses institutions s'effacent derrière des individus. Personne n'ignore que ces députés rédigent souvent eux-mêmes les instructions cantonales qu'ils sont supposés recevoir pour les apporter en diète ; ils se donnent à eux-mêmes leur mandat impératif ; Saint-Gall et Genève, par exemple, sont entièrement absorbés dans la personne de M. Baumgartner et de M. Demole, et la neutralité plus ou moins sincère de ces représentants tout puissants a seule empêché la diète d'avoir 11 $\frac{2}{2}$ voix contre cette ligue particulière qui s'est formée au sein de la confédération helvétique. La ligue subsistera donc. Le conseil d'état de Genève a même reconnu, tout en déclarant l'association illégale, que les sept cantons catholiques avaient eu pour s'associer des raisons plausibles, et il a soumis au grand conseil la question de savoir s'il ne conviendrait pas de leur donner des garanties. Condamner les principes et accepter les conséquences, c'est de la politique doctrinaire à la façon de Genève. Quoi qu'il en soit, d'autre part, les cantons libéraux se sont trouvés d'autant plus solidement unis, qu'ils étaient en face d'adversaires mieux disciplinés : 10 $\frac{2}{2}$ voix ont voté constamment d'accord. Dissoudre la ligue de Rothen, déclarer l'affaire des jésuites affaire fédérale, retirer définitivement la question des couvents du nombre des tractanda, tels sont les points auxquels s'attache par ses représentants directs la majorité du peuple suisse, majorité impuissante en face d'un équilibre organisé par le pacte fédéral au profit de la minorité. Il serait difficile de prévoir comment on sortira de ce défilé, où d'un côté comme de l'autre on ne

peut plus faire un pas. Il est à craindre qu'à lutter ainsi front contre front les partis ne s'enveniment beaucoup : c'est là le trait distinctif de la dernière diète. Il s'y est proféré plus d'injures qu'on ne l'avait jamais osé.

Pendant que les états de la vieille Europe se consomment ainsi en discordes infécondes, le jeune royaume fondé par les traités européens au seuil de l'Orient prend chaque jour de nouvelles forces, et s'affermi sous l'administration d'un patriote homme de bien. La Grèce doit beaucoup de reconnaissance à M. Colettis, et la France s'honore d'avoir si heureusement placé ses amitiés. Il y a maintenant deux ans passés que M. Colettis a pris les rênes de l'administration hellénique, en face d'un sénat presque tout révolutionnaire, d'une seconde chambre toujours inquiète et mobile : tout ce qu'il a dû vaincre de passions, d'intérêts égoïstes, pour ramener l'ordre et la paix, pour servir la cause du progrès matériel et intellectuel, il faudrait le dire plus longuement que nous ne le pouvons ici. En somme et pour résultat, une opposition d'une violence presque barbare demeure désormais impuissante, parce qu'elle a été dépopularisée. M. Colettis l'a désarmée par son sang-froid et ses dédains, en même temps qu'il pacifiait tout le pays par la confiance qu'il inspire. La session des chambres se termine avec la discussion du budget des dépenses, la majorité s'est trouvée presque constamment acquise au ministère ; le bon sens et les nobles paroles de M. Colettis l'ont partout emporté. Ces discussions ont été généralement assez régulières, sauf quelques violences d'anciens palikares, trop semblables aux batailles peu parlementaires des membres du congrès américain. Nous avons surtout remarqué une belle séance : la commission du budget, soutenue par l'opposition, ne voulait plus faire les frais des ambassades, sous prétexte que la Grèce était trop pauvre pour employer la sueur du peuple à payer tout le faste qu'on étalait devant les étrangers. M. Colettis répondit admirablement à ces pauvres objections d'une politique sans grandeur : il ne fallait pas prendre la Grèce pour un état si inférieur ; elle avait son avenir, elle avait une place considérable entre l'Orient et l'Occident ; le gouvernement devait regarder au loin, s'il voulait écarter à l'avance les obstacles qui pouvaient arrêter le développement national ; veiller au bien et à l'intérêt du pays, ce n'était pas seulement administrer au jour le jour, correspondre avec les éparques et les démarques, poursuivre les brigands : c'était entretenir au dehors des relations nécessaires à la dignité de l'état. Que le gouvernement grec continue toujours à prendre les affaires d'un point de vue aussi relevé, il réussira sûrement à préparer les destinées nouvelles d'une nation qui a certes mérité de vivre deux fois.

FIN DU TROISIÈME VOLUME.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CE VOLUME.

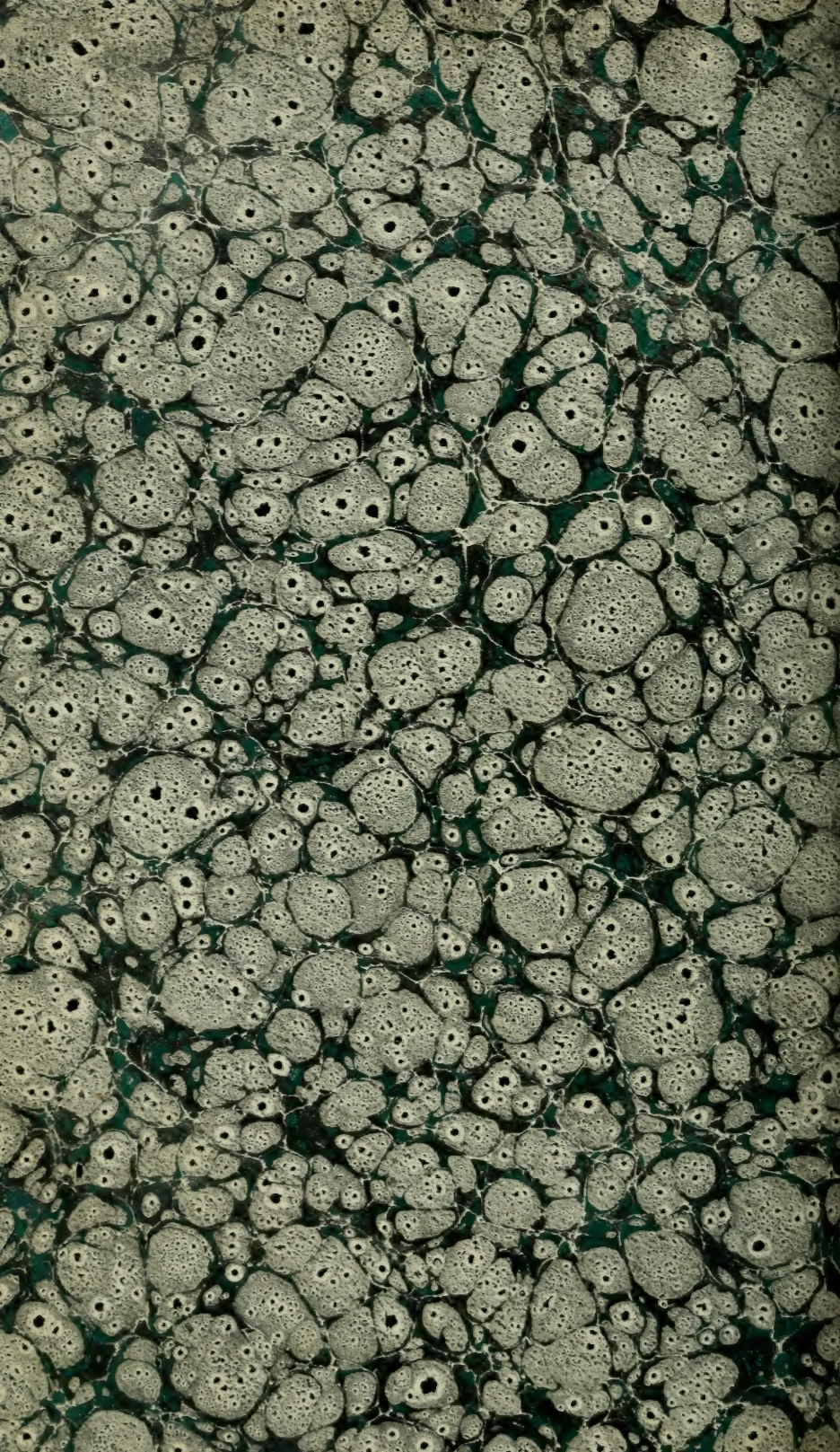
	Pages.
EMILE SAISSET. — La Philosophie positive. — (I. — <i>Cours de Philosophie positive</i> , par M. AUGUSTE CONTE. — II. — <i>De la Philosophie positive</i> , par M. E. LITTRÉ).	5
HANS WERNER. — Du Romantisme dans la littérature et la musique en Allemagne. — Le Chevalier Charles-Marie de Weber.	54
L. DE VIEL-CASTEL. — La Justice politique en Espagne sous Philippe II. — Mort de Montigny.	62
GABRIEL FERRY. — L'île de Tiburon. — Cayetano le Contrebandier, Souvenirs des côtes de l'Océan Pacifique.	94
JULES SANDEAU. — Madeleine, — quatrième partie.	116
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — Histoire politique.	129
ALEXANDRE THOMAS. — Un Nouvel Écrit de M. Schelling.	141
J.-J. AMPÈRE. — Voyage et Recherches en Égypte et en Nubie, — première partie.	149
*****. — La Question des sucres en Angleterre et la Traite au Brésil.	177
A. COCHUT. — Le Ministère de Colbert (<i>Histoire de la Vie et de l'Administration de Colbert</i> , par M. PIERRE CLÉMENT).	208
JULES SANDEAU. — Madeleine, — dernière partie.	255
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — Histoire politique.	249
E.-D. FORGUES. — Études sur le Roman anglais. — <i>Mount-Sorel</i> .	261
F..... — De l'Aristocratie italienne (<i>Famiglie celebri italiane</i> DI POMPO LITTA).	282
CHARLES COQUELIN. — La Liberté du commerce et les Systèmes de douanes. — I. — Le Système restrictif et l'Industrie française.	312
GABRIEL FERRY. — Les Gambusinos, Scènes de la vie des bois dans l'Amérique du Sud.	337
ALEXANDRE THOMAS. — La Propagande russe en Pologne. — Lettres d'un gentilhomme polonais sur les massacres de la Gallicie.	363
THÉOPHILE GAUTIER. — Poésies. — <i>Le Lion de l'Atlas</i> . — <i>Le Bédouin et la Mer</i> .	375
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — Histoire politique.	377
J.-J. AMPÈRE. — Voyage et Recherches en Égypte et en Nubie. — II. — Alexandrie; caractère grec de la ville ancienne; la ville moderne.	389

	Pages.
G. DE MOLÈNES. — Briolan, — première partie.	415
CHARLES COQUELIN. — La Liberté du commerce et les Systèmes de douanes. —	
II. — Les Douanes et la Politique commerciale des principaux États.	452
ALPHONSE ESQUIROS. — Les Excentriques de la littérature et de la science. —	
I. — <i>Le Régime des herbes</i> , par M. GLEIZÈS.	475
R. DROUIN. — Un Naufrage aux îles Maldives.	492
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — Histoire politique.	518
GÉRARD DE NERVAL. — Les Femmes du Caire. — Le Harem, Scènes de la vie égyptienne.	529
E.-D. FORGUES. — Les Touristes anglais. — L'Angleterre dans le Nouveau-Monde.	556
G. DE MOLÈNES. — Briolan, — deuxième partie.	586
HENRI BAUDRILLART. — Turgot.	622
ALEXANDRE THOMAS. — L'Agitation allemande et la Question danoise.	647
LE COMTE DE ***. — Mort du Khan de Khyrpour. — Le Comité des prises de l'armée du Sind.	664
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — Histoire politique.	674
***. — <i>La Comédie infernale</i> .	685
GABRIEL FERRY. — <i>L'Hacienda de la Noria</i> . — II. — Le Dompteur de chevaux, Scènes de la vie des bois en Amérique.	750
G. DE MOLÈNES. — Briolan, — dernière partie.	771
A. COCHUT. — Ressources agricoles de l'Algérie. — I. — <i>Colonisation et Agriculture de l'Algérie</i> , par M. MOLL. — II. — Documents divers.	810
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — Histoire politique.	853



FIN DE LA TABLE.

10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100



Revue des deux mondes

1846^o

3



